



**Lectures  
françaises**

NUMÉRO SPÉCIAL

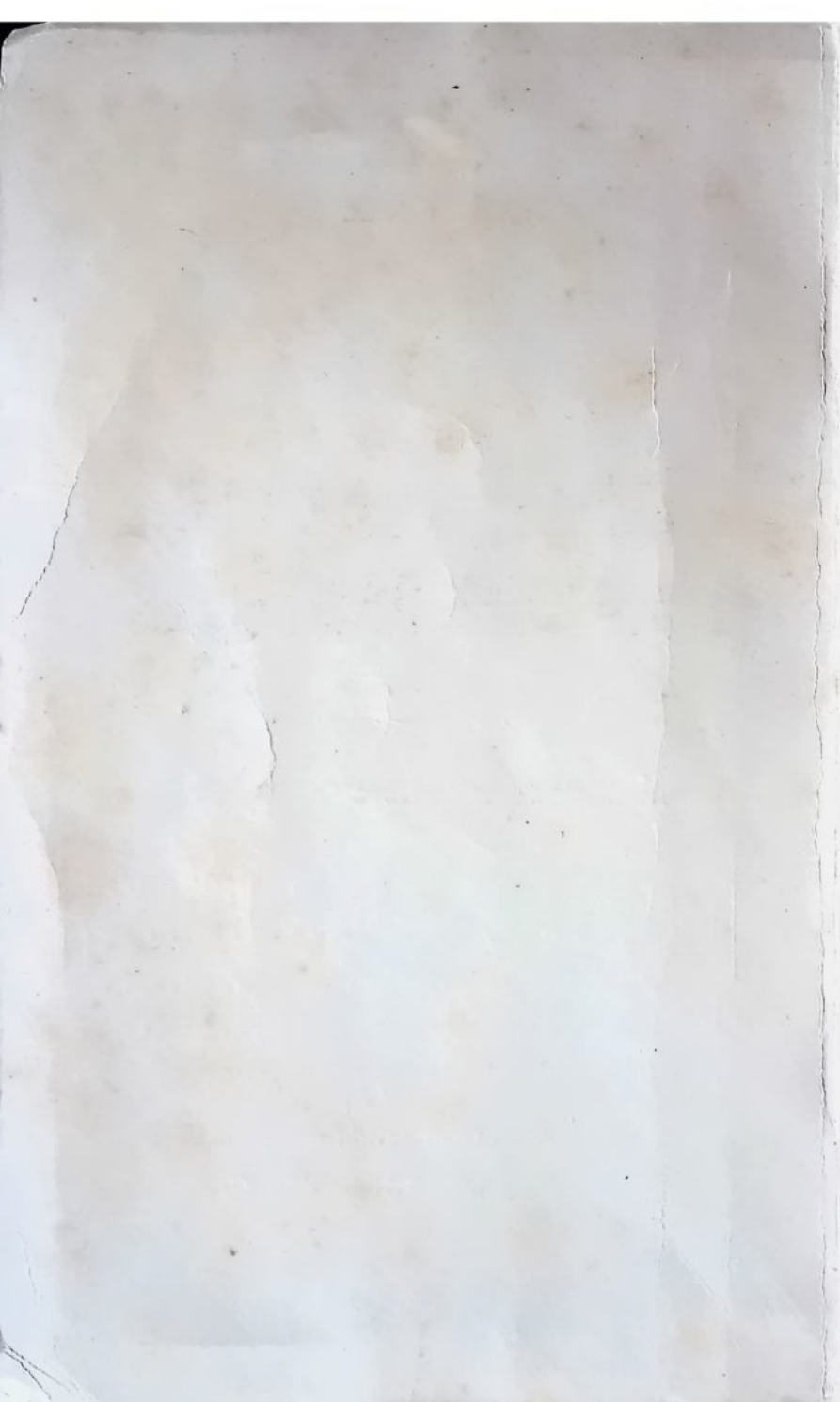
**PARTIS, JOURNAUX  
ET HOMMES POLITIQUES**

*d'hier et d'aujourd'hui*

SOUS LA DIRECTION DE

**HENRY COSTON**

DÉCEMBRE 1960



**Lectures  
françaises**

**PARTIS, JOURNAUX  
ET HOMMES POLITIQUES**

*d'hier et d'aujourd'hui*

sous la direction de

**HENRY COSTON**

NUMÉRO SPÉCIAL

Décembre 1960

# Lectures françaises

## Revue mensuelle

Directeur-Rédacteur en chef : HENRY COSTON  
Directeur de la publication : Michel DE MAUNY

58, rue Mazarine, Paris 6<sup>e</sup>

Adresse postale : B.P. 92-18, Paris (18<sup>e</sup>)

Par an : 10 N.F. (Etranger : 12 N.F.)

Soutien : 15 N.F. (Bienfaiteur : 50 N.F.)

C.C.P. H. COSTON, Paris 2048-96

● A toute demande de changement d'adresse, veuillez joindre 50 frs pour les frais.

✍ **IMPORTANT** : Les abonnements partent du mois de la réception. Les Numéros suivants peuvent être fournis à part. (Inutile de nous demander les autres numéros, qui sont épuisés.)

### Série mensuelle (1957-1960)

N° 3. — SA MAJESTE LA PRESSE, par Henry Coston. — L'EXPRESS, etc .....	1	NF
N° 9. — UNE PREFACE FRAICHE ET JOYEUSE, par P.-A. Cousteau. — ENTREPRISE, etc.....	1	NF
N° 10. — LE JOURNALISTE DE LA BOURGEOISIE INTELLIGENTE, par P.-A. Cousteau .....	1	NF
N° 11. — LES DERNIERES CARTOUCHES, par P.-A. Cousteau	1	NF
N° 12. — CEUX QUI SUBVENTIONNENT L'HUMANITE, par P.-A. Cousteau et Henry Coston.....	1	NF
N° 14. — LES ESCROCS DE LA LIBERTE DE LA PRESSE, par P.-A. Cousteau .....	1	NF
N° 15. — LES BELLES AMES DECOUVRENT LA TORTURE, par P.-A. Cousteau .....	1	NF
N° 16. — LE GENERAL DE GAULLE ET LA PRESSE, par Henry Coston .....	1	NF
N° 17. — ANDRE MALRAUX, par P.-A. Cousteau. — Les listes noires de 1944, etc.....	1	NF
N° 18. — LE REFERENDUM DEVANT L'OPINION. ....	1	NF
N° 19/20. — LES OUI ET LES NON. — Petit portrait du Figaro, par P.-A. Cousteau .....	1,50	NF
N° 21. — P.-A. COUSTEAU ET SON TEMPS. ....	1	NF
N° 22. — LES FRANCAIS ONT LA MEMOIRE COURTE, par Henry Coston .....	1	NF
N° 23. — DE L'OR, DE LA BOUE, DU SANG. — Ici Paris, etc..	1	NF
N° 24. — POUR UNE PRESSE LIBRE ET NATIONALE, par Henry Coston .....	1	NF
N° 25. — DEMAIN, LE FRONT POPULAIRE ? .....	1	NF
N° 26. — LES MENSONGES DE L'EXPRESS .....	1	NF
N° 28/29. — LES INFILTRATIONS PROGRESSISTES DANS LA PRESSE CATHOLIQUE .....	1,50	NF
N° 30. — VERS LA NOUVELLE ALLIANCE FRANCO-SOVIETIQUE. — Le dossier du Figaro .....	1	NF
N° 31. — PETITE HISTOIRE D'UN GRAND JOURNAL : La Dépêche du Midi .....	1	NF
N° 32. — LES CONSEQUENCES DE L'AFFAIRE MITTERRAND	1	NF
N° 33/34. — L'AFFAIRE LAROUSSE. Le Midi libre .....	2	NF
N° 35. — ALGERIE ! ALGERIE ! — Etude sur la presse algérienne .....	1	NF
N° 36. — VIVE LA LIBERTE ! — La presse Ventillard.....	1	NF
N° 37/38. — LE CATHOLICISME DE GAUCHE .....	2	NF
N° 39. — REMOUS AUTOUR DES « 200 FAMILLES » .....	1	NF
N° 40. — LES EDITEURS DE LA « QUESTION » ET DE LA « TORTURE » .....	2	NF
N° 41/42. — LES ALLIES CAPITALISTES DU COMMUNISME INTERNATIONAL .....	1	NF

Reproduction, même partielle, interdite,  
sauf autorisation spéciale de « Lectures Françaises »

## PREFACE

*L*E présent ouvrage sur les « Partis, journaux et hommes politiques » est si différent de nos publications habituelles qu'un exposé liminaire nous paraît utile. Dans ces pages, nulle polémique ; nous avons voulu garder la sérénité de l'archiviste ou du chercheur qui expose ses découvertes et dit ce qu'il a trouvé. Autant manuel d'histoire que dictionnaire, ce livre fut écrit avec la pensée directrice de renseigner, d'apprendre souvent, de préciser des notions trop souvent fausses. Chaque parti est donc présenté objectivement, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, grand ou petit, et nous espérons que le lecteur, par ces courtes monographies, se fera une idée plus claire des différentes tendances de ces groupements que la confusion englobe sous des vocables imprécis, mais qu'on croit commodes, comme « fasciste » ou « marxiste », « gauche » ou « droite ».

On nous reprochera, certes, quelques lacunes et certaines erreurs. Elles étaient fatales dans un ouvrage aussi considérable qui a nécessité un an et demi de travail en recherches, dépouillements d'archives, puis de mise en ordre. Mais nous espérons pouvoir faire, par la suite, une mise à jour qui redressera ces erreurs de détail. D'autre part, il ne fut pas toujours possible de parler librement de certaines personnes et de certains partis, notamment de ceux qui se créèrent sous l'occupation, puisque la loi de 1953 établit des inhibitions et, faute de pouvoir s'exprimer

*avec la liberté voulue, nous avons préféré ne pas asservir nos plumes en écrivant ce qui nous paraissait offenser la vérité et froisser l'équité, car la critique ne se peut donner cours que s'il lui est loisible de se prononcer également sur le bien et le mal, sur le pour et le contre.*

*Afin que l'usage de ce livre soit facile et commode, nous avons dressé un index général, en sorte que le lecteur peut, sans vaine recherche, trouver le groupement, le parti ou le journal auquel se trouve liée la personne qui l'intéresse.*

*Nous espérons ainsi n'avoir rien négligé pour gagner la faveur du public, et si ces pages sont accueillies par lui avec intérêt, notre peine recevra sa couronne.*

Michel de MAUNY.

Jacques PLONCARD d'ASSAC

# DOCTRINES DU NATIONALISME

Edouard Drumont et la fin d'un monde. — Maurice Barrès ou le déterminisme nationaliste. — Paul Bourget ou le traditionalisme par positivisme. — Charles Maurras ou le nationalisme intégral. — Philippe Pétain, Maréchal de France, ou la Régence du nationalisme. — Enrico Corradini ou la naissance du nationalisme italien. — Benito Mussolini, Duce du Fascisme. — L'Allemagne entre la Nation et la Race. — Adolf Hitler du III<sup>e</sup> Reich : 1<sup>o</sup> de « Rienzi » à « Mein Kampf » ; 2<sup>o</sup> de « Mein Kampf » au « Crépuscule des dieux ». — José Antonio Primo de Rivera ou la nation comme unité de destin dans l'universel. — Ramiro Ledesma Ramos ou la théorie de la Révolution nationaliste. — Onesimo Redondo ou le pressentiment de la victoire. — L'idée nationaliste au Portugal. — Antonio de Oliveira Salazar ou un homme libre.

Prix : 9,90 N.F.

Du même auteur :

## L'ÉTAT CORPORATIF

Prix : 5,40 N.F.

LA LIBRAIRIE FRANÇAISE

## LA DROITE ET LE FASCISME

Dans la phraséologie courante, le terme « fasciste » (1) désigne celui qui, politiquement, se situe à droite.

« Le mot de FASCISME — écrit un démocrate-chrétien dans son livre consacré aux « Fascismes » — a, depuis une trentaine d'années, acquis droit de cité dans notre vocabulaire politique.

« L'a-t-on assez entendu, ou lu, ce mot, à tort et à travers, depuis les événements de mai 1958 ! C'est l'occasion d'observer sans peine que l'explosion de ce vocabulaire coïncide avec les moments de déchainement passionnel ; car enfin on se traite réciproquement de fasciste lorsque, de part et d'autre, on est incapable de penser correctement une situation politique révolutionnaire et que l'on préfère s'abandonner à la passion polémique la moins contrôlée... » (2)

## Le fasciste est-il un homme de droite ?

Il s'ensuit que le terme possède, aux yeux des masses, un « pouvoir de détestation magique » (3) que l'homme de gauche, surtout le communiste, emploie volontiers pour désigner celui qui refuse sa définition du socialisme et de la démocratie.

Pour l'homme de la rue, façonné par son journal ou par la radio-télévision, le fascisme, c'est l'extrême-droite. Erreur grossière : les militants d'*Aspects de la France* rejettent avec hor-

(1) Nous employons ici le présent par commodité. Depuis la guerre, il n'y a plus de mouvement fasciste en France et les nostalgiques du fascisme sont rares.

(2) Henri Lemaître : *Les Fascismes dans l'Histoire*, Paris, 1959.

(3) « Le mot fasciste — écrit Paul Sérant — est ainsi devenu, dans la sensibilité populaire, synonyme de massacres et de charniers. Les étrangers s'étonnent de rencontrer en Allemagne et en Italie tant de gens affirmant qu'ils n'ont jamais été nazis ni fascistes, alors qu'ils ont tout de même dû l'être pendant un certain temps. C'est que ces Allemands, ces Italiens ont le sentiment que, pour celui qui les interroge, une réponse affirmative serait interprétée comme une complicité avec des crimes dans lesquels ils n'ont eu aucune part. Et beaucoup songent sans doute à l'époque où on leur disait « Vous ne pouviez pas ne pas savoir » alors qu'ils étaient stupéfaits de ce qu'ils venaient d'apprendre. De plus, à cette époque, tout aveu de sympathie pour Hitler ou pour Mussolini entraînait un risque de prison, ou au moins de privation des droits civiques. Même lorsque l'on n'adhérait pas aux idées du vainqueur, il fallait feindre de les accepter si l'on voulait continuer à vivre... » (*Le Romantisme fasciste*, Paris, 1960, page 294.)

reur une étiquette que leur accolent volontiers les « anti-fascistes » (4).

La droite ou l'extrême-droite n'est pas forcément fasciste. Le mouvement fasciste — qui compte d'ailleurs dans ses rangs des hommes venus du socialisme et des militants issus des partis traditionalistes — possède une gauche et une droite, comme tous les autres mouvements. Il y a des fascistes de droite et des fascistes de gauche.

L'erreur de classement, — que la gauche n'est pas seule à commettre — est imputable, croyons-nous, à ce que l'on pourrait appeler la « géométrie politique ».

L'hémicycle du Palais-Bourbon donne une image fautive de la véritable « géométrie politique », une image qui a provoqué maints incidents tragi-comiques à l'Assemblée nationale. Qu'on veuille bien se souvenir des protestations du R.P.F. (en 1951) et des Poujadistes (en 1956) contraints d'aller siéger sur les travées de droite.

Si l'on substitue le cercle au demi-cercle (ou hémicycle), on s'aperçoit que la notion de droite et de gauche ne correspond plus aux réalités politiques modernes.

Dans une Chambre qui aurait la forme d'une arène romaine, les fascistes ne siègeraient pas à la droite des modérés et conservateurs au milieu des réactionnaires, mais entre ces derniers et les communistes.

Car « si les fascistes sont hostiles au Bolchevisme, comme le fait remarquer Paul Sérant dans son « Romantisme fasciste », ils ne veulent pas, ou ne veulent plus être des « réactionnaires » ou des « hommes de droite ». S'ils refusent le communisme parce qu'ils sont nationaux, ils refusent le capitalisme parce qu'ils sont socialistes.

« De quel socialisme s'agit-il ? Ce n'est évidemment pas celui du Parti Socialiste S.F.I.O. allié au communisme dans la coalition du Front populaire. Et précisément, le Parti socialiste dénoncera toujours avec énergie le prétendu « socialisme fasciste » dans lequel il ne verra qu'un artifice démagogique, ingénieuse parade d'un capitalisme aux abois contre le socialisme orthodoxe. Mais les « fascistes » retournent l'accusation et affirment que le Parti Socialiste, prisonnier du régime parlementaire, est incapable d'opérer une véritable révolution sociale ».

Robert Brasillach, qui s'est cru fasciste et qui, par certains côtés — mais seulement par certains — le fut incontestablement, écrivait dans « Notre avant-guerre » :

« Nous ne voulions pas être les gladiateurs de la bourgeoisie et du conservatisme, nous aimions la liberté de notre vie ».

Et il ajoutait, un peu plus tard, dans son « Journal d'un homme occupé » (publié après sa mort, par son beau-frère Maurice Bardèche) :

« Le fascisme n'est pas le marxisme, mais les injustices contre lesquelles il propose ses mauvais remèdes, le fascisme les combat, lui aussi, et les excècre. Fils de dictateur, héritier d'un grand nom, élevé dans une tradition seigneuriale et monarchiste, José-Antonio déclarait que le socialisme était juste dans ses aspirations. C'est

(4) Dans un numéro spécial de *Temps Présent* (10-6-1938), le démocrate-chrétien Pierre-Henri Simon, aujourd'hui résolument « de gauche », voire « progressiste », écrivait que « l'antifascisme tend lui-même, bien souvent, à devenir un fascisme à l'envers ».



*l'esprit de José-Antonio que nous avons toujours salué ici, et que nous voulons maintenir, à notre mode, pour nous ».*

Le « socialisme fasciste » auquel rêvait, il y a vingt-cinq ans, Drieu La Rochelle, était fort éloigné de la droite bourgeoise : il refusait de composer avec les puissances d'argent et comptait bien les briser en même temps que toutes les autres féodalités. Ce fascisme-là réaliserait enfin un « ordre reposant », loin de la course folle à la production de l'état capitaliste ou soviétique :

*« L'homme, disait-il, a besoin d'autre chose aujourd'hui que d'inventer des machines. Il a besoin de se recueillir, de chanter et de danser. Une grande danse méditée, une descente dans la profondeur » (5).*

Fort éloigné également du marxisme, le fascisme apparaissait à Drieu comme un socialisme réformiste, « mais un socialisme réformiste qui a, semble-t-il, plus de cœur au ventre que celui des vieux partis classiques ». Le « socialisme fasciste » était, pensait-il, dans la ligne du vrai socialisme français, du socialisme de Saint-Simon, de Fourier, de Cabet, de Toussenel, de Proudhon, qui avait revêcu dans le socialisme révolutionnaire de Georges Sorel et de Pelloutier.

Ce socialisme français, « qui fut calomnié et étouffé par Marx et par les marxistes, n'était nullement matérialiste, il était humain » (6).

De fait, le fascisme français doit autant au socialisme français qu'au nationalisme populaire. Et c'est pourquoi, les rares théoriciens fascistes français, l'économiste Georges Valois et le littérateur Drieu La Rochelle, étaient des hommes de gauche ralliés à l'idée nationale.

Ce serait sortir du cadre de cet ouvrage que de tenter d'analyser le caractère profond du fascisme, ou plutôt des divers fascismes. Jacques Ploncard d'Assac, l'un des doctrinaires du néo-nationalisme français, a montré (7) que le fascisme de Mussolini, si proche de celui de Hitler, ne s'identifiait pas à lui, et que le « phalangisme » de José Antonio était trop espagnol pour se confondre avec eux. De même, le fascisme français.

Pour Valois comme pour Drieu, le fascisme est la synthèse du nationalisme et du socialisme.

*« Je sais, lit-on dans « Socialisme fasciste » — que les êtres nourrissent plusieurs désirs en même temps, mais que, parmi ces désirs, il en est un qui seul mordra. Il en est ainsi du fascisme qui porte en lui socialisme et nationalisme. Le nationalisme est l'axe de l'activité fasciste. Un axe, ce n'est pas un but.*

*« Ce qui importe pour le fascisme, c'est la révolution sociale, la marche lente, effarée, détournée, subtile, selon les possibilités européennes, au socialisme.*

*« D'ailleurs, le nationalisme devient une cause occasionnelle pour le socialisme... Non seulement le nationalisme n'est qu'un prétexte, mais ce n'est aussi qu'un moment dans l'évolution socialiste du fascisme. Si d'abord les pays fascistes d'Europe trouvent dans le socialisme un remède pour l'économie étouffée dans le cadre national, bientôt pour cette économie mieux ramassée le cadre n'en paraît que plus cruel. Et s'ils ne se jettent pas dans une*

(5) Drieu La Rochelle : « Socialisme fasciste », Paris, 1934, p. 52.

(6) Drieu La Rochelle : « Vrai socialisme français », in *Le Fait*, 21-12-1940.

(7) J. Ploncard d'Assac : « Doctrines du nationalisme », Paris, 1957.

guerre folle, ils reviendront à Genève. Si l'Europe ne s'anéantit pas, il y aura une Genève des fascismes socialistes, plus efficace dans la fusion économique que la Genève des démocraties capitalistes. » (8)

Le premier chef fasciste français, lui, définissait le fascisme par une équation : *nationalisme + socialisme = fascisme*. (9)

Et, précisant sa pensée, il ajoutait :

« Le nationalisme et le socialisme ont été jusqu'ici deux mouvements presque toujours complètement opposés, bien que les socialistes aient souvent marqué qu'ils se rendaient compte de la nécessité où ils étaient d'être NATIONAUX ; bien que les nationalistes aient souvent exprimé leurs préoccupations SOCIALES.

« Mais la dominante du nationalisme était nécessairement le salut de cette société fondamentale qui est la nation, et il y subordonnait, jusqu'à les méconnaître parfois, certaines obligations sociales.

« Et la dominante du socialisme était la préoccupation de justice sociale, à quoi les socialistes ont souvent subordonné jusqu'à les méconnaître parfois, les nécessités nationales.

« L'opposition du nationalisme et du socialisme a paru irréductible dans le régime parlementaire.

« Avec l'absurde disposition des partis, le nationalisme était « la droite », le socialisme, « la gauche », et ne pouvaient échanger qu'injures et menaces d'un côté à l'autre des salles d'assemblées.

« L'opération salvatrice du fascisme est d'annuler le caractère inéductible de cette opposition : le fascisme incorpore, dans un seul mouvement national et social, sur le plan de la vie sociale et nationale, le nationalisme et le socialisme ». (10)

A l'adversaire qui lui reproche, non sans raison d'ailleurs, d'imposer son socialisme par la force, de substituer à la démocratie parlementaire un régime policier, d'éliminer sans merci les opposants, le fasciste répondra que les Républicains français de 1792, de 1848, de 1870 et de 1944 ont aussi usé de la force pour établir le régime de leur choix et que « système policier, comme l'écrivit Henri Lemaître, n'est pas le monopole des seuls régimes fascistes ».

(8) Drieu La Rochelle, *op. cit.*, pp. 233-234. C'est leur esprit « européen » autant que leur anticommunisme foncier, qui poussèrent les fascistes de 1940-1944 vers la « collaboration ». Raymond Aron, parlant de ceux qui « souhaitaient la victoire de l'Allemagne » ajoute aussitôt : « Dès juillet 1940 ». « Précision capitale — écrit Paul Sérant (*Le Romantisme fasciste*) — il ne s'agissait donc plus d'une victoire de l'Allemagne sur la France. En fait, les écrivains « fascistes » ont plutôt cru à un compromis entre les belligérants, et ils ont souhaité qu'il se fasse au profit de la France. Ils se trompèrent sur l'évolution du conflit : mais avaient-ils tort lorsqu'ils se méfiaient des intentions anglo-saxonnes ? Le général De Gaulle nous a rapporté dans ses *Mémoires* le combat qu'il dut mener contre les prétentions impérialistes de l'Angleterre et des Etats-Unis. Et on ne voit pas en tout cas le rapport entre l'attitude des « fascistes » et celle des journalistes de la *Gazette des Ardennes* qui, en 1914-1918, propageait le défaitisme derrière les lignes allemandes.

Après avoir examiné le cas des Français qui « collaborèrent » avec l'occupant allemand, Raymond Aron parle des Allemands qui pendant la guerre résistèrent à Hitler, parfois avec le concours des services alliés. Ces Allemands étaient-ils des traîtres ? « Au regard des nationaux-socialistes, à coup sûr. Au regard de leur conscience, certainement pas. Au regard de la notion classique de la patrie, peut-être, mais cette notion est mise en question au temps des religions séculières. » (Préface de « *Essai sur les trahisons* », par A. Thérive.)

(9) G. Valois : « *Le fascisme* », Paris, 1927.

(10) *Ibid.*

guerre folle, ils reviendront à Genève. Si l'Europe ne s'anéantit pas, il y aura une Genève des fascismes socialisants, plus efficace dans la fusion économique que la Genève des démocraties capitalistes. » (8)

Le premier chef fasciste français, lui, définissait le fascisme par une équation : *nationalisme + socialisme = fascisme*. (9)

Et, précisant sa pensée, il ajoutait :

« Le nationalisme et le socialisme ont été jusqu'ici deux mouvements presque toujours complètement opposés, bien que les socialistes aient souvent marqué qu'ils se rendaient compte de la nécessité où ils étaient d'être NATIONAUX ; bien que les nationalistes aient souvent exprimé leurs préoccupations SOCIALES.

« Mais la dominante du nationalisme était nécessairement le salut de cette société fondamentale qui est la nation, et il y subordonnait, jusqu'à les méconnaître parfois, certaines obligations sociales.

« Et la dominante du socialisme était la préoccupation de justice sociale, à quoi les socialistes ont souvent subordonné jusqu'à les méconnaître parfois, les nécessités nationales.

« L'opposition du nationalisme et du socialisme a paru irréductible dans le régime parlementaire.

« Avec l'absurde disposition des partis, le nationalisme était « la droite », le socialisme, « la gauche », et ne pouvaient échanger qu'injures et menaces d'un côté à l'autre des salles d'assemblées.

« L'opération salvatrice du fascisme est d'annuler le caractère inéductible de cette opposition : le fascisme incorpore, dans un seul mouvement national et social, sur le plan de la vie sociale et nationale, le nationalisme et le socialisme ». (10)

A l'adversaire qui lui reproche, non sans raison d'ailleurs, d'imposer son socialisme par la force, de substituer à la démocratie parlementaire un régime policier, d'éliminer sans merci les opposants, le fasciste répondra que les Républicains français de 1792, de 1848, de 1870 et de 1944 ont aussi usé de la force pour établir le régime de leur choix et que « système policier, comme l'écrivit Henri Lemaître, n'est pas le monopole des seuls régimes fascistes ».

(8) Drieu La Rochelle, *op. cit.*, pp. 233-234. C'est leur esprit « européen » autant que leur anticommunisme foncier, qui poussèrent les fascistes de 1940-1944 vers la « collaboration ». Raymond Aron, parlant de ceux qui « souhaitaient la victoire de l'Allemagne » ajoute aussitôt : « Dès juillet 1940 ». « Précision capitale — écrit Paul Sérant (*Le Romantisme fasciste*) — il ne s'agissait donc plus d'une victoire de l'Allemagne sur la France. En fait, les écrivains « fascistes » ont plutôt cru à un compromis entre les belligérants, et ils ont souhaité qu'il se fasse au profit de la France. Ils se trompèrent sur l'évolution du conflit : mais avaient-ils tort lorsqu'ils se méfiaient des intentions anglo-saxonnes ? Le général De Gaulle nous a rapporté dans ses *Mémoires* le combat qu'il dut mener contre les prétentions impérialistes de l'Angleterre et des Etats-Unis. Et on ne voit pas en tout cas le rapport entre l'attitude des « fascistes » et celle des journalistes de la *Gazette des Ardennes* qui, en 1914-1918, propageait le défaitisme derrière les lignes allemandes.

Après avoir examiné le cas des Français qui « collaborèrent » avec l'occupant allemand, Raymond Aron parle des Allemands qui pendant la guerre résistèrent à Hitler, parfois avec le concours des services alliés. Ces Allemands étaient-ils des traîtres ? « Au regard des nationaux-socialistes, à coup sûr. Au regard de leur conscience, certainement pas. Au regard de la notion classique de la patrie, peut-être, mais cette notion est mise en question au temps des religions séculières. » (Préface de « *Essai sur les trahisons* », par A. Thérive.)

(9) G. Valois : « *Le fascisme* », Paris, 1927.

(10) *Ibid.*

Faut-il donc juger une doctrine sur les excès ou les crimes que — commettent ceux qui veulent l'appliquer ?

Croit-on que les martyrs chrétiens mouraient pour la future Inquisition ? Que les volontaires de l'An II mouraient pour la machine du Docteur Guillotin ou les bateaux à soupapes de Carrier ? Que les communistes de l'époque tsariste mouraient pour que les tanks soviétiques puissent, un jour, écraser les révoltés de Budapest ? Croit-on que les fascistes qui sont tombés sur les champs de bataille de l'Europe mouraient pour les camps de concentration nazis ?

L'autre reproche que l'on fait le plus communément au fascisme, c'est de n'être que « le produit spécifique du capitalisme déperissant, de la crise du système capitaliste devenue permanent ». (11)

Dans le livre qu'il consacre au phénomène fasciste, Daniel Guérin explique que la « marche sur Rome » et la révolution nationale-socialiste furent subventionnées par le grand capital. Il en conclut que, nécessairement, le fascisme est l'ultime ressource du capitalisme aux abois. Doit-on aussi considérer que le bolchevisme est l'instrument du capitalisme parce que des banquiers américains ont commandité la révolution de Lénine et de Trotsky en 1917 ? (12) Ne faut-il pas voir, dans cette « cynique alliance », une manœuvre politique, du reste profitable aux deux parties au moment où elle s'effectue ?

Les capitalistes italiens, (13) qui financèrent l'opération mussolinienne de 1922, et les magnats de la Ruhr qui commanditèrent le plan hitlérien de 1933, n'étaient pas plus fascistes que les banquiers de Wall Street, qui subventionnèrent les bolchevicks en 1917, n'étaient communistes. Ils réalisaient une bonne affaire, du moins le pensaient-ils. Il est évident que le fascisme au pouvoir, en Italie et en Allemagne, n'a pas brisé le capitalisme, qu'il a flirté, pactisé même, avec lui, qu'il ne l'a pas jeté par-dessus bord mais qu'il a été, au contraire, sa victime.

« Le 20 juillet 1944, en Allemagne, — écrit Daniel Guérin — de même que le 25 juillet 1943 en Italie (jour où le maréchal Badoglio et le roi firent arrêter Mussolini) apportent la preuve éclatante que la classe dirigeante n'a pas été absorbée par le soi-disant État totalitaire... Aucun régime politique ne peut gouverner contre la classe qui détient le pouvoir économique. N'en déplaisent à quelques naïfs, les vieilles lois qui, de tout temps, ont régi les rapports des classes ne se trouvent pas, pour une fois, en défaut. Le fascisme ne les a pas, d'un coup de baguette magique, suspendues. Entre fascisme et grand capital, le lien est si intime que le jour où le grand capital lui retire son appui est, pour le fascisme, le commencement de la fin ». (15)

(11) Daniel Guérin : « Fascisme et Grand Capital », Paris, 1945.

(12) Nous renvoyons le lecteur aux documents reproduits dans « Les Financiers qui mènent le monde » (pages 106 à 123) et *La Haute Banque et les Trusts* (pages 13 à 17).

(13) Selon Rossi (*La naissance du fascisme*) et D. Guérin (*op. cit.*), la Confédération Générale de l'Industrie (représentée par A. Stefano Benni et Gino Olivetti), l'Association Bancaire, Ettore Conti, grand magnat de l'Électricité, la Banca Commerciale, le financier Tepplitz et quelques autres auraient été les bailleurs de fonds du fascisme.

(14) On sait que Fritz Thyssen subventionna largement du N.S.D.A.P. ; Emil Kirdorf, du puissant consortium métallurgique Gelsenkirchen, fut aussi parmi les commanditaires de Hitler. Enfin, selon Benoist-Méchin (*Histoire de l'Armée Allemande*), le banquier von Schroeder, fort lié à l'industrie lourde rheno-westphalienne, aurait joué un rôle décisif dans l'accession de Hitler au pouvoir.

(15) Daniel Guérin, *op. cit.*, pp. 10-11.

Les financiers ont, là encore, soutenu l'Etat (fasciste) comme la corde soutient le pendu...

### Le premier parti fasciste français.

Revenons au fascisme français, qui ne fut jamais au pouvoir.

Ses militants et ses doctrinaires, à la fois socialistes et nationalistes, anti-capitalistes et européens, rejettent naturellement ce qu'ils considèrent comme des « *corps étrangers* » et « *antisociaux* ». Ils ne divisent pas la race comme les fascistes allemands, ils ne considèrent pas l'*ethnie française* (16) comme supérieure aux autres ethnies, mais ils entendent préserver leur peuple des apports jugés par eux « *inassimilables* ». D'où leur antisémitisme, d'ailleurs plus virulent chez les militants que chez les dirigeants. (17)

Composés principalement de catholiques — d'ailleurs plus ou moins pratiquants — les mouvements fascistes français ont constamment prôné un accord avec l'Eglise et entretenu des rapports étroits avec ses représentants. (18)

Enfin, s'ils ont fait leur le *führerprinzip* (principe du chef), sur lequel repose « *l'état fort* », l'esprit d'équipe a bien souvent freiné cet emballement pour « *l'homme providentiel* » qui demeure si vif chez les nationaux.

Il y eut avant et pendant la guerre, plusieurs groupes et partis se réclamant du Fascisme : le *Parti Franciste*, de Marcel Bucard (fondé en 1933), le *Parti Populaire Français*, de Jacques Doriot (1936), le *Mouvement Social Révolutionnaire*, d'Eugène Deloncle (1940), le *Rassemblement National-Populaire*, de Marcel Déat (1941) et quelques autres, dont nous parlons dans un chapitre suivant.

Mais le premier parti fasciste français est beaucoup plus ancien : il date de 1925. C'est, en effet, au lendemain de la victoire du *Cartel des Gauches* que naquit, à Paris, le *Faisceau*.

Le 11 novembre 1925, septième anniversaire de la victoire, plusieurs milliers de combattants et de producteurs, convoqués à la salle Wagram par Georges Valois et Jacques Arthuys, fondaient *Le Faisceau*.

L'année précédente, le 11 novembre également, les bases d'un fascisme français, inspiré de l'exemple romain, avaient été jetées

(16) Le professeur Montandon, qui fut tué par des F.T.P. au début de l'été 1944, avait publié chez Payot un livre intitulé « *L'Ethnie Française* ».

(17) Cet antisémitisme, que l'on confond aujourd'hui avec les monstrueuses hécatombes de juifs dans les dernières années du III<sup>e</sup> Reich, a des racines profondes dans le peuple français. Au Moyen Age, les rois de France ont bien souvent édicté des mesures contre les Juifs. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le catholique Edouard Drumont avait donné une vigueur nouvelle à ce sentiment. La guerre, dont les fascistes rendaient les Juifs responsables, et la défaite qu'ils attribuaient à la désorganisation du pays par le gouvernement de Léon Blum, avaient exacerbé leur antisémitisme. Mais aucun d'eux « *ne pouvait soupçonner* — écrit Paul Serant (« *Le Romantisme fasciste* », p. 77) — *les massacres scientifiquement conçus et organisés par certains dirigeants du régime hitlérien* ».

(18) *Le Parti Franciste*, dont Marcel Bucard, ancien séminariste, était le chef, avait chargé l'un de ses dirigeants, Paul Guiraud, fils d'un ancien rédacteur de *La Croix*, des liaisons avec le clergé. Au *P.P.F.*, dont le cardinal Baudrillart était un actif sympathisant, les « *questions culturelles* » avaient pour « *responsable* » Emile Janvier. Seul le *R.N.P.*, composé principalement de socialistes et d'anciens maçons, fut sourdement hostile à l'Eglise.

au cours d'une assemblée analogue. Le 21 février 1925, un hebdomadaire était venu étayer cette initiative : *Le Nouveau Siècle*, lancé par Valois avec l'appui de *L'Action Française*. (19)

La présence de l'A.F. au berceau du fascisme surprendra ceux qui ignorent le rôle que joua, dix-huit années durant, le premier chef fasciste, dans le mouvement monarchiste. C'est en 1907 que Georges Gressent, dit Valois, entra à *L'Action Française*. Né le 7 octobre 1878, il n'avait pas vingt-neuf ans. Fils de petite gens, il avait dû abandonner ses études à l'âge de quinze ans. Très jeune, il avait milité dans les milieux de gauche et appartenu au groupe libertaire *L'Art Social*, de Charles Louis-Philippe, l'auteur de « *Bubu de Montparnasse* » avec Albert Mehan, qui fut par la suite ministre plusieurs fois, Augustin Hamon, le traducteur de Bernard Shaw, qui devait publier les remarquables « *Maîtres de la France* », Fernand Pelloutier, fondateur de la Fédération des Bourses du Travail, A. Delessalle, qui fut libraire rue Monsieur-le-Prince, etc... Il avait fréquenté les groupes des *Temps Nouveaux* (Jean Grave) et de *L'Humanité Nouvelle* (Charles Albert et A. Hamon).

Ce jeune syndicaliste révolutionnaire avait été envoyé à Maurras par Paul Bourget auquel il avait soumis le manuscrit d'un ouvrage intitulé « *L'Homme qui vient. Philosophie de l'autorité* ». Dans ce livre, inspiré des œuvres de Proudhon, de Georges Sorel et de Nietzsche, « *la monarchie y était conçue comme un pouvoir réalisant ce que la démocratie n'avait pu faire contre la ploutocratie* » (Valois dixit). L'ouvrage et son auteur avaient plu au doctrinaire du nationalisme intégral qui sentait que son mouvement manquait de basses populaires. Sans doute, Maurras avait-il trouvé un peu excessives certaines thèses du néophyte — les deux hommes s'étaient même un peu heurtés sur le problème économique et social — mais *L'Action Française* était alors un mouvement en pleine expansion qu'agitaient bien d'autres tendances. Il est même probable que son chef comptait sur le bouillant Valois pour contrebalancer l'esprit conservateur de certains vieux monarchistes ralliés au nationalisme intégral. (20)

Toujours est-il que l'ancien socialiste-anarchiste devint l'un des principaux collaborateurs de la *Revue Critique des Idées et des Livres* (une publication monarchiste fondée par Jean Rivain), avec René de Marans, Pierre Gilbert, Henri Rouzard et Eugène Marsan. Il y défendit son programme social avec beaucoup d'application, mais se sentant gêné par le milieu, très littéraire et quelque peu guindé, il reporta bientôt tous ses efforts sur *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, qu'il fonda avec quelques amis nationalistes et syndicalistes. « *Ce fut, a-t-il écrit, la première tentative fasciste en France.* » (21)

(19) Au procès *Valois-Action Française* (1927) un témoin révéla que les premiers numéros du *Nouveau Siècle* lui étaient parvenus encartés dans le journal *L'Action Française* et sous bande de *L'Action Française*. Les dirigeants de celle-ci ont alors accusé Valois d'avoir usé de procédés irréguliers en la circonstance.

(20) Le fait est, en tout cas, que G. Valois se fit applaudir au congrès de l'A.F. de 1909, par de vieux chouans auxquels il venait de faire un rapport sur le syndicalisme et le nationalisme ; mais il n'exposa que très rarement dans *L'Action Française*, devenue quotidienne, ses thèses sur l'organisation professionnelle et économique. Les articles sur ces problèmes étaient rédigés par Maurice Pujo, Emile Para (un journaliste qui finit au *Bonnet Rouge*), Pierre Gilbert et Firmin Bacconnier.

(21) G. Valois : *Basile*, Paris, 1927.

Ces *Cercles Proudhon* fonctionnaient en marge de l'*Action Française*, mais avec son appui, un peu comme aujourd'hui la *C.G.T.* agit en liaison avec le Parti Communiste.

Valois, qui avait été tour à tour employé à *L'Observateur Français* et à *La France Nouvelle*, précepteur des enfants du gouverneur de Kovno, en Russie, et secrétaire de la *Librairie Armand Colin*, venait de prendre la direction de la *Nouvelle Librairie Nationale* (fondée par Antoine-Eugène Marsan et commandité par Jean Rivain), dont les affaires périllicitaient. Excellent technicien et prodigieux animateur, Valois devait bientôt faire de cette entreprise la grande maison d'édition nationaliste. C'est la *N.L.N.* qui édita les ouvrages des doctrinaires de la monarchie, jusque là publiés chez divers éditeurs.

Après la guerre, qu'il fit dans l'infanterie, — du moins jusqu'à sa mise *hors cadres* — Georges Valois reprit son action économique et sociale au sein de l'*Action Française*. Il avait publié, en 1918, *Le Cheval de Troie* qui exposait le plan d'une nouvelle organisation économique de la France basée sur les leçons de la guerre. Quelques mois plus tard, il commença à mettre en pratique quelques-unes de ses théories. Il fonda une société corporative du livre, la *Société mutuelle des Editeurs Français* qui devint, en 1921, la *Maison du Livre Français*, dont il fut l'administrateur-délégué. (22) En même temps, il organisa, avec quelques confrères, la *Semaine du Livre* où se réunissaient les syndicats du livre et qui, en quelques jours, fit un travail que l'on attendait depuis dix ans.

Le 18 décembre 1922, sous l'égide de l'*Action Française*, il lançait une campagne pour la convocation des Etats Généraux, idée que reprendra, trente-trois ans plus tard, le fils d'un nationaliste intégral de son époque, Pierre Poujade. Un *Comité National pour la convocation des Etats Généraux*. — qui eut pour organe une revue mensuelle : *Les Cahiers des Etats Généraux* — fut constitué, avec siège rue Boissy-d'Anglas. A sa tête et aux côtés de Georges Valois se trouvaient l'industriel Eugène Mathon, le journaliste Et. Bernard-Précy (l'un des fondateurs du *Club National* avec Darquier de Pellepoix), Max Leclerc, le colonel Bernard de Vesins, Paul Robain, Auguste Cazeneuve, Martin-Mamy (futur directeur de *L'Ami du Peuple du soir*), Georges Coquelle (dit Viance, plus tard spécialiste des questions sociales à la *Fédération Nationale Catholique*) et Ambroise Rendu, conseiller municipal royaliste de Paris. (23)

Cette campagne eut un tel succès, non seulement dans les milieux nationaux, mais aussi dans les milieux professionnels, que les adversaires réagirent. Ils firent intervenir *Le Temps*, journal du Comité des Forges, qui dressa une partie des organisations patronales contre l'initiative et brisa net son élan.

La doctrine de ce mouvement avait été fixée par Georges Valois dans son livre *L'Economie Nouvelle*. Elle s'opposait à l'économie libérale, dont elle condamnait le parti-pris individualiste et la

(22) Sous la présidence de P. Gillon, la *M.L.F.* groupait alors 130 éditeurs et 700 libraires. Cet organisme, qui rend les plus grands services à la profession, existe toujours (4, rue Félibien, Paris). Son directeur général est Yves Prouche, qui a succédé en juin 1960 à Jean Mistler, ancien ministre, critique littéraire à *L'Aurore*.

(23) Un *Comité de liaison des grandes associations économiques* avait été créé par Valois à la même époque.

fausse conception de la liberté, et à l'économie socialiste, à laquelle Valois reprochait sa doctrine de la lutte des classes et sa méconnaissance du rôle de l'intelligence dans la production :

« *Le principe de l'organisation, désormais, commande la réunion des producteurs selon les caractères professionnels, qu'ils soient patrons, techniciens ou ouvriers, chaque catégorie constituant son syndicat, la réunion des syndicats constituant le groupe économique (livre, vêtement, chaussure, etc...) ou le groupe provincial. Cette organisation aura pour aboutissement un Conseil Economique National* ».

Cela suppose, disait encore Valois, un Etat libre et fort : « *Or, il n'y a d'Etat libre et fort que la Monarchie* ».

Cette conclusion n'était cependant pas exposée aussi nettement aux auditoires du *Comité pour la convocation des Etats Généraux* ; elle était réservée à l'usage interne, aux adhérents de la *Confédération de l'Intelligence et de la Production française*, (24) qui fonctionnait rue du Havre, et dont la *Production Française* était l'organe hebdomadaire.

Conscient de la puissance des idées qu'il représentait, mais aussi des difficultés que l'on éprouverait à les faire pénétrer dans les milieux républicains et socialistes qu'il cherchait à atteindre dès lors que l'action était menée au nom de la Monarchie, Georges Valois s'orienta vers l'organisation d'un mouvement non royaliste.

Tout d'abord, les chefs de l'*Action Française* approuvèrent. Lorsque Valois convoqua ses amis le 11 novembre 1924, pour jeter les bases d'un mouvement politique de combattants, les militants d'A.F. répondirent nombreux à son appel. Lorsqu'il fonda le *Nouveau Siècle*, en février 1925, il fut aidé par la rue de Rome, et ses *Légions*, (25) constituées à Pâques 1925, recrutèrent passablement chez les maurrassiens. Mais quand Valois et Arthys annoncèrent la création d'un nouveau parti, *Le Faisceau*, et invitèrent les monarchistes à les suivre, l'*Action Française* interdit à ses membres d'assister à la réunion constitutive du 11 novembre 1925.

Puis ce fut la rupture et la bagarre. Les camelôts du roi sabotèrent la réunion que *Le Faisceau universitaire* donnait à la salle d'Horticulture le 13 décembre suivant. Dans l'*Action Française*, chaque matin, on débatta le « dossier Valois », on agrémenta les faits de commentaires et d'injures — « la bourrique Valois »,

(24) Cette organisation devint l'*Union des Corporations Françaises*, que Valois présida quelque temps, secondé par Pierre Dumas, le colonel Calté, secrétaire général, et Remy Wasier, un cheminot qui anima *Le Rail*, organe nationaliste du personnel des Chemins de Fer, et qui devint le chef de publicité de l'*Action Française*. Le colonel Bernard de Vesins, président de la *Ligue d'A.F.*, était alors vice-président de l'*U.C.F.*

(25) « *L'appel aux combattants* », lancé par *Le Nouveau Siècle* (16-4-1925) pour la création des *Légions* soulignait la décrépitude de l'Etat : « *Tout ce que nous aimons est menacé... Les portes du pays sont ouvertes à ceux qui nous ont poignardé dans le dos ; la France subit l'insulte du bolchevisme ; l'étranger nous prend en pitié ; l'armature du pays, l'Etat se décompose et craque. De notre victoire, il ne reste presque rien.* »

Cet appel était signé par les fondateurs des « *Légions* » : Jacques Arthuys, Serge André, Maurice de Barral, Philippe Barrès, Marcel Bucard, Maurice de Dartain, Delacommune, Emile Fels, Louis Galtier, André d'Humières, Jean d'Indy, Pierre de Laurens, Philippe Ledoux, J. du Plessis de Grenedan, Paul Tezenas de Montcel, Georges Valois (tous titulaires de la croix de guerre, presque tous décorés de la Légion d'honneur à titre militaire). Le bâtonnier Marie de Roux, de l'*A.F.*, appartient également, au début, à ce mouvement et en fut même l'un des dirigeants.

Le règlement intérieur des *Légions* précisait que seuls les combattants pouvaient en faire partie et que les parlementaires en étaient exclus.



« l'escroc Valois », « Valois, l'indicateur de police » — qui faisaient la joie des fidèles de Maurras pour qui le fondateur du *Faisceau* était brusquement devenu l'ennemi n° 1. La riposte vint plus tard, un an après : le 14 novembre 1926, une équipe du *Faisceau* envahit les bureaux de l'A.F. pour les mettre à sac ; les fascistes furent reçus à coup de révolver. Après ces violences, tout de même excessives, la polémique continua quelque temps, mais se cantonna au domaine du papier imprimé.

Chargé de l'organisation du *Faisceau* dans la Région Parisienne — principalement en banlieue — Philippe Lamour présentait en ces termes la doctrine du parti (« *La République des Producteurs* ») :

« *Que voulons-nous ?* écrivait le jeune avocat fasciste. *Substituer certains politiciens à d'autres politiciens ? Préparer les « bonnes élections » ? Non. Nous voulons créer une atmosphère, des institutions, un régime où puissent respirer ceux qui sont nés vers 1900, la France qui vient.*

« *C'est ce qu'ont rêvé les générations nouvelles, les générations de la Victoire. C'est ce qu'elles doivent réaliser. Nous sommes les fils du xx<sup>e</sup> siècle. Nous réclamons notre cube d'air. Pas autre chose.*

« *Nous cherchons l'Etat qui nous donnera les institutions adaptées à notre façon de voir, de penser et d'agir, à nos goûts, à nos besoins. Qui pensera jeune, clair, neuf. Et qui réalisera.*

« *... Nous croyons que c'est l'Etat fasciste, qui apportera la foi, l'organisation et la discipline, qui permettront :*

« 1°) *Une vie sociale organisée, encadrée par des institutions solides, fécondes, propres à assurer la grandeur et la prospérité de la Nation.*

« 2°) *La libération de l'individu pour le développement de la plénitude de ses initiatives et de ses talents, et le reclassement des valeurs pour l'utilisation rationnelle des mérites.*

« 3°) *La réalisation d'une civilisation jeune, adaptée à la transformation du monde, comportant une nouvelle prospérité et une nouvelle beauté.*

« **NOUS SOMMES FASCISTES.** »

Le ton de ce jeune propagandiste du Fascisme français montre quel enthousiasme la fondation du *Faisceau* avait suscité dans la jeunesse comme chez les anciens combattants et les syndicalistes que Georges Valois « travaillait » depuis la guerre.

Les premiers éléments du *Faisceau* furent naturellement ceux qui, en avril 1925, avaient constitué les *Légions*, « formation de combattants pour la politique de la Victoire ». A côté de Valois, qui présidait, une équipe de jeunes hommes résolus et enthousiastes s'associeraient à la première entreprise fasciste française :

Jacques Arthuys, un ancien officier de la guerre 14-18, licencié en droit et attaché de direction dans un puissant syndicat industriel ; (26)

Philippe Barrès, fils du doctrinaire du nationalisme, futur rédacteur en chef du *Matin* ; (27)

(26) Né le 15-2-1894, marié à Yvonne Cazeneuve, il eut trois enfants : Jean, Philippe et Jacqueline.

(27) Né le 8-7-1896, marié à Ethel Gregson. A fondé *Paris-Presse* en 1945 et fut député R.P.F. en 1951-1955.

Serge André, l'un des « patrons » de la *Spidoléine*, frère du président actuel de l'*Union des Chambres Syndicales de l'industrie du pétrole* ;

Hubert Bourgin, ancien socialiste S.F.I.O., qui avait tenté de constituer quelques années auparavant un parti socialiste national (avec Frédéric Brunet et Georges Renard) et qui fut, beaucoup plus tard, l'un des dirigeants de la *Spirale* (Cagoule) avec Lous-taunau-Lacau et Mme Marie-Madeleine Fourcade (alors Mme Méric) ;

René de la Porte (qui signait Lusignac), arrière-petit-fils de Villemain, ministre, pair de France, secrétaire perpétuel de l'Académie Française, petit-fils d'Allain-Targé, ministre des Finances, fils d'Amédée de la Porte, ministre des colonies ;

Pierre Dumas, ancien vice-président de l'*Union des Corporations Françaises*, venu de l'*Action Française* ;

Philippe Lamour, avocat, futur gendre de Walter, le magnat des *Mines de Zéidja*, futur secrétaire général de la C.G.A. ;

Auxquels se joignirent :

André d'Humières ; Maurice de Barral, futur dirigeant d'Associations d'Anciens Combattants ; Etienne d'Eaubonne, un ancien du *Sillon*, fondé de pouvoirs de banque ; Marcel Delagrangé, ancien maire communiste de Périgueux ; l'avocat Jacques Marx, fils d'un brillant journaliste du Second Empire ; Raymond Batardy, qui venait de l'*Action Française* ; Jean Brière, écrivain et industriel de la Meuse ; Pierre Daucourt, aviateur pendant la guerre, industriel en Seine-et-Marne ; Georges Lecointre, chimiste et propriétaire terrien à Loches ; Jean de Rocquevigny, industriel ; Yves Nicolaï, avocat, ancien secrétaire général de l'U.N.C. à Bordeaux ; Jean-Albert Barthet, de Toulouse ; Marcel Dumoulin, journaliste, ancien démocrate-chrétien ; Pierre Bézard ; Emile Fels, fondateur du *Syndicat des Journaux de Combattants* ; Henri Ponsot, architecte, un ancien de la *Patrie Française* ; Charles Brizou, inspecteur d'Assurances, de Clermont (Oise) ; René Pinset, vice-président de la *Corporation de la Banque et de la Bourse* ; Henri Lauridan, ancien secrétaire général de l'Union Départementale des Syndicats du Nord (C.G.T.U.) ; Sauvage, directeur de *Construire* ; Emile Gourdin, un ancien J.P., président de la *Fédération Nationale des Sports Urbains* ; René Poulain, secrétaire général du *Club Sportif Français* ; René Venot, vice-président du syndicat des Cuisiniers ; Louis Doré, un ancien cégétiste, président de la *Corporation du Bijou* ; le maître-imprimeur Robert Guillot ; le capitaine Creveau ; Camille Voinot, commerçant à Montargis ; Maurice Langlois-Longueville ; Gaston Nocton (Meuse) ; le Dr Julien Beaugendre, ancien socialiste S.F.I.O. ; Gabriel Bonnet, ingénieur, Léon Darouge, M. Defoly, H. Le Hoc, Philippe Lang, Jean Mayer (28) et Ed. de Turckheim, tous les sept industriels ; les Drs Leprince et P. Winter, de la Corporation des Médecins et Chirurgiens ; l'aviateur François Coli, compagnon de Nungesser ; P. Ch. Biver ; le Dr Philippe Ledoux ; le commandant Gueguen (Normandie) ; Georges Johnston, chef des Fascistes d'Aquitaine ; Jean Barthet (Normandie) ; Gilbert Drain (Nord) ; Lajonchère (Lyonnais) ; Pierre Darras ; Marcel Bucard, futur chef du *Parti Franciste* ; Jean Vieux, Henri Barbeau et Jacques Petit, chefs du *Faisceau Universitaire* (Etudiants fascistes) ; les pasteurs Albert Finet et Morin ;

(28) M. Mayer, qui n'était pas le seul israélite fasciste, représentait le *Faisceau* dans les cérémonies à la synagogue.

Jacques Debu-Bridel, secrétaire délégué à la propagande financière du Faisceau (29) ; Mme de Haas ; etc...

Le parti comprenait quatre branches principales (auxquelles fut adjointe une cinquième : *les Amis du Faisceau et du Nouveau Siècle* :

— le Faisceau des Combattants : *Les Légions* ;

— le Faisceau des Producteurs : *Corporation ou Confédération des Producteurs, Ouvriers et Paysans* ;

— le Faisceau des Jeunes : *Jeunesses fascistes et Faisceau universitaire* ;

— le *Faisceau Civique*.

La presse du Parti comprenait, essentiellement : *Le Nouveau Siècle, Construire, le Bulletin Juridique, L'Habillement et Fraternité* (étudiants).

*Le Nouveau Siècle*, qui fut d'abord hebdomadaire (1925) puis quodotien (1925-1926), avant de redevenir hebdomadaire (1927) et quotidien (il disparut en avril 1928), avait suscité un tel engouement, qu'il groupa, en 1925-1926, l'une des meilleures équipes rédactionnelles de Paris. Outre Valois et quelques-uns des dirigeants fascistes que nous venons de nommer, avaient accepté d'y collaborer :

René Benjamin, Marcel Benoit, Gabriel Bonvalot, président du *Comité Duplex*, F. Van den Brock d'Obrenan, Maurice Denis, Henri Ghéon, Roger Giron, Léon de Laperouse, L. Marcellin, Eugène Marsan, Martin-Mamy, Henri Massis, Ambroise Rendu, Jacques Roujon, André Rousseaux, Thierry Sandre, Edouard Soulier, Georges Suarez, Jérôme et Jean Tharaud, auteurs connus, qui avaient signé la déclaration-programme, en tête du n° 1 (26-2-1925) du *Nouveau Siècle*, à côté d'un immense dessin de Forain tenant presque toute la première page. Par la suite, *Le Nouveau Siècle*, dont Robert Collet était le gérant, eut la collaboration de : Pierre Benoit, le futur académicien, Jean Oberlé, Paul Baud, Jean-Loup Forain, fils du grand Forain, Xavier Vallat, Antoine Fouroux, Jacques Boulenger, Lucien Coquet, Robert de Boyer-Montaigu, Eugène Thébaud, Henri Duthell, les dessinateurs Hermann-Paul, R. Chancel, Plus, Ben et E. Tap, le professeur J. du Plessis, Gustave Gautherot, Umberto Ferrini (un Italien qui signalait tantôt Fernand Rigny, tantôt René Lafoy), ancien éditorialiste du *Figaro*, et rédacteur au *Gaulois*, à *l'Avenir* et à *La Liberté* ; etc...

Lorsqu'il devint quotidien le 7 décembre 1925, parmi les rédacteurs et collaborateurs annoncés, on remarquait : Georges Oudard, Jean Drault (qui donna un feuillet), Louis Altmayer, Simon Arbellot, Pierre Arthuys, Paul Baud, Louis Beraud, Binet-Valmer, Gabriel Boissy, Abel Bonnard, Robert Bourget-Pailleron, Jean Bucy, James de Coquet, Pierre Dominique, Pierre Dufrenne, Claude Farrère, René Groos, Paul Haurigot, Paul Le Faivre, André Maurois, Yvan Noë, Louis-Piéchaud, Martial Piéchaud, Charles Poidloué,

(29) Jacques-Ernest Debu, dit Debu-Bridel, petit-fils du théologien protestant Philippe Bridel, né le 22 août 1902, débuta dans le journalisme au *Nouveau Siècle*. Il venait de *L'Action Française*. Dans sa lettre d'adhésion (parue dans *Le Nouveau Siècle* du 28 mai 1925), il s'affirmait à la fois fasciste et monarchiste. Il quitta le *Faisceau* en octobre 1926 et revint à *L'Action Française*, pour quelque temps, avant de passer à *L'Ordre* (d'Emile Buré), puis à *L'Action Nouvelle* (avec Pierre Mouton). Il fut, ensuite, l'un des dirigeants du communisant *Front National*, du gaulliste *R.P.F.*, sénateur républicain-social de la Seine, et membre de la *Réforme Républicaine* (gaullistes de gauche).

René Richard, Jean Suberville, André Thérive, Xavier Vallat, le Dr Vaudremer et quelques autres, qui d'ailleurs, ne donnèrent pas tous des articles signés de leur nom (ou qui, par amitié pour l'*Action Française*, renoncèrent à cette collaboration).

Par la suite (1927-1928), René Johannet, René Varrains, Jean Nœtinger, Henriette Charasson, Gaëtan Bernoville, André Fourgeaud, avocat et économiste, Jean Manès, Guy Souville, C. E. Duguet, futur rédacteur au *Matin*, alors chef du *Faisceau* dans l'Indre, Daniel Didier ont collaboré au *Nouveau Siècle*, ainsi que, mais seulement en « Tribune libre » : Jean Luchoire (alors rédacteur en chef de *La Volonté*, d'Albert Dubarry), Angel Sabourdin, Maurice Lacroix, Pierre Dominique, Pierre Descaves, André Boll, Henri Clerc et Maurice Allard.

Le financement du *Nouveau siècle* et du *Faisceau* était assuré par un groupe d'amis fortunés, industriels et hommes d'affaires, parmi lesquels le banquier Jean Beurrier, l'industriel Serge André, — qui se ruina dans cette entreprise dont il était l'administrateur — et, selon les bruits qui circulèrent en 1925-1926, les industriels Hennessy (30), l'ambassadeur du Cartel des Gauches, et François Coty, le parfumeur. Le colonel Larpent a fait état dans *L'Action Française* d'un autre concours : celui de Bertrand d'Aramon, gendre d'Edgar Stern, administrateur de la *Banque de Paris* et des *Pays-Bas* (31). Enfin, on relevait fréquemment dans le journal de grands placards publicitaires de *Peugeot*. Faut-il en déduire que Georges Valois avait aliéné sa liberté ? Nous ne le croyons pas. La suite, d'ailleurs, devait montrer que l'anticapitaliste de *l'Art social*, de *l'Action Française* et du *Nouveau siècle*, — qui retourna, comme dit Maurras, « à son vomissement », c'est-à-dire, à gauche — ne ménagea pas davantage les puissances d'argent à *Nouvel âge*.

A partir de 1927, le mouvement fasciste déclina rapidement. Les coups que lui avait portés l'*Action Française* tarissait son recrutement chez les nationaux. Après une nouvelle tentative de rapprochement avec la Droite (32), Valois se tourna résolument vers la Gauche. A « la République autoritaire », préconisée au début par le *Faisceau*, était substituée « la République Syndicale ».

Ce « virage » provoqua une importante scission au sein du parti. Dans les derniers jours de mars 1928, Philippe Lamour, qui venait d'être exclu, entraîna une partie des éléments de Paris et de banlieue sur lesquels son talent oratoire lui donnait une grande influence. Avec Valois, ne demeurèrent au *Faisceau* que quelques milliers de fascistes, qui finirent d'ailleurs par l'exclusion (33).

Ainsi s'achevait la première expérience fasciste française.

(30) Procès *Valois-Action Française*. Compte rendu, page 122.

(31) Ibid., p. 70-71. C'était d'autant plus surprenant — et inquiétant — que Valois avait fait (et faisait encore) campagne contre Horace Finaly, directeur général de la *B.P.P.-B.*

(32) Cf. interview de Georges Valois prise par Robert Fabre-Luce, in *Vers l'Unité*, organe de « La Droite Nouvelle » (juin 1927).

(33) *Le Nouveau Siècle* disparut en avril 1928. Son dernier numéro publiait une déclaration des derniers fidèles : Hubert Bourgin, Arthuys, René de la Porte-Lusignac, Ed. de Turkheim, C.E. Duguet, André Jamme, Jean de Rocquigny, etc... Après l'exclusion de Valois, le dernier carré, constitué en *Parti Fasciste Révolutionnaire*, publia : *La Révolution Fasciste* (1928-1930), qui avait son siège rue de Maubeuge et qu'animait

## L'homme de droite.

L'impuissance de la Droite est un sujet que d'autres que nous ont abordé avec bonheur. Ses causes ont été analysées avec beaucoup de finesse par l'un de nos grands écrivains, Abel Bonnard, que l'on est surpris de voir classé parmi les fascistes (34). Dans « *Les Modérés* », parus en 1936, puis dans une série d'articles intitulés « *Les réactionnaires* », publiés par *Je suis partout* pendant la guerre, l'ancien ministre du maréchal Pétain a brossé un portrait de l'homme de droite qui ne manque ni de saveur, ni de véracité.

« *Pour les pensées et les sentiments, écrit-il, le réactionnaire vit dans une ruine, mais elle est à lui. Le modéré loge à l'auberge : il emprunte à n'importe qui des idées qu'il n'aura que pour un moment et il est plaisant d'observer que ces gens qui, jusqu'à ces derniers temps, ont été des hommes nantis, possédant hôtel, château ou villa, sont intellectuellement des vagabonds sans feu ni lieu. Leur grand argument contre le réactionnaire est de dire que, par l'isolement auquel il s'est réduit, il se condamne à n'agir en rien sur le temps présent. Croient-ils donc le modifier davantage en s'abandonnant à lui ? Quelle influence la fumée a-t-elle sur la direction du vent ?* » (35).

« *Un réactionnaire, au plein sens du terme — explique-t-il — c'est un homme qui reste fidèle aux vérités de la vie, dans un régime qui se constitue sur des principes opposés à elle. Ainsi Joseph de Maistre et Balzac, ainsi Taine, Fustel et Renan peuvent-ils être qualifiés de réactionnaires.* »

Et il ajoute :

« *... Pour être sûr qu'il ne se rendra pas à l'esprit du temps, le réactionnaire se sépare malgré lui de la vie du monde. Il ne ferme pas seulement sa porte, il bouche sa fenêtre. Ainsi le réactionnaire, c'est au commencement un homme qui dit non aux forces de mort. Cela peut être à la fin un homme qui dit non aux forces de vie* » (36).

C'est là, à n'en pas douter, l'une des causes essentielles de l'insuccès de l'homme de droite. Mais il y en a d'autres, qui tiennent aux circonstances autant qu'à son état d'esprit, et qui, elles, s'appliquent aussi bien au conservateur et au réactionnaire, qu'au fasciste ou prétendu tel.

le Dr P. Winter. Ce dernier était entouré d'une équipe composée d'Etienne d'Eaubonne, père de Françoise d'Eaubonne, Camille Voinot, Maurice de Barral, Marcel Dumoulin, Jacques Bernhard, R. Kettner (Alsace), P. Longueval, Xavier Adde (Normandie), Henri Baumgarten, Régis Lambert, Louis Casali (Provence), Maurice Valmier (Bordeaux), A. Fautoullier (Nord), Pierre Bézard, industriel (Meuse), etc... qui se recommandaient de Philippe Lamour, dont ils prônaient les « *Entretiens sous la Tour Eiffel* ». Le Dr Winter, regroupant des anciens du Faisceau, créa quelques années plus tard, *Prélude*, revue du Comité Central d'Action Régionaliste et Syndicaliste, dont les principaux rédacteurs étaient Le Corbusier, F. de Pierrefeu et H. Lagardelle.

(34) Dans son remarquable ouvrage sur « *Le Romantisme fasciste* » (Paris, 1960), Paul Sérant range abusivement Abel Bonnard parmi les « fascistes ». Sans doute l'illustre écrivain les a-t-il beaucoup fréquentés ; sans doute s'est-il mêlé à eux dans la presse, voire dans certains groupements ; mais l'auteur des *Modérés* n'est certainement pas fasciste. Le fasciste, nous l'avons vu, se sépare nettement du « modéré » et du « réactionnaire » : c'est un « révolutionnaire ».

(35) A. Bonnard : « *Les Modérés* », Paris, 1936 (pp. 121-122).

(36) Cité par Paul Sérant, dans *Le Romantisme fasciste*.

Parlons des premières, des causes occasionnelles, dues aux événements.

Lorsque le gouvernement Pétain, qu'un vote de l'Assemblée nationale avait approuvé en 1940, s'effondra sous la poussée des Alliés et que la Résistance lui substitua un Gouvernement provisoire présidé par le général De Gaulle, une série de mesures particulièrement sévères et brutales furent prises à l'encontre des partisans de la Révolution Nationale : leurs chefs et leurs cadres furent massacrés (37) ou emprisonnés, leurs partis dissous et leurs journaux confisqués.

Du jour au lendemain, ceux qui étaient qualifiés de « collaborateurs » — et qui n'étaient, bien souvent, que des nationaux poursuivant sous l'Etat Français l'action politique qu'ils menaient sous la III<sup>e</sup> République — furent privés de leurs moyens d'expression et du droit de se regrouper et de se réunir.

En quelques mois, le Droite qui, dans son immense majorité, avait suivi le maréchal Pétain et approuvé, plus ou moins ouvertement, l'action militaire des Etats fascistes contre le Bolchevisme abhorré, fut réduite à l'impuissance.

Tandis que ses chefs et ses militants, condamnés par les tribunaux de l'épuration, étaient parqués dans des camps de concentration ou enfermés dans les centrales et les bagnes (Clairvaux, Fontevault, Ile de Ré), que ses écrivains et ses journalistes étaient frappés d'interdit (38), que les immeubles et les imprimeries de ses organisations et de ses journaux étaient utilisés par les clandestins et les persécutés de la veille, de nouveaux partis et de nouveaux journaux, — conduits et animés par des hommes nou-

(37) Cf. Robert Aron : *Histoire de la Libération*. On estime les exécutions sommaires à 45.000 ou à 100.000, selon les sources.

(38) Le C.N.E. (Conseil National des Ecrivains) jeta, en 1944, l'interdit sur un certain nombre d'écrivains fascistes, pétainistes ou simplement anti-communistes, tels que : Jean Ajalbert, Colonel Alerme, Paul Allard, Robert Brasillach, Barjavel, Benoist-Méchin, Pierre Béarn, Abel Bonnard, Georges Blond, Pierre Benoit, Henry Bordeaux, René Benjamin, Henri Béraud, Marcel Belin, Emile Bocquillon, Jacques Boulenger, Georges Champeaux, Léon Emery, Guy Crouzet, L.-F. Céline, A. de Chateaubriand, Jacques Chardonne, Camille Mauclair, Georges Claude, Lucien Combelle, André Castellet, Paul Chack, Félicien Challaye, André Chaumet, Dricu La Rochelle, Jacques Dyscord, Pierre Dominique, Francis Delaisi, Paul Demasy, André Demaison, Marcel Espiau, André Fraigneau, Paul Fort, Bernard Fay, Robert Francis, Alfred Fabre-Luce, Jean Giono, Marcel Jouhandeau, Bernard Grasset, Sacha Guitry, René Goutier, Abel Hermant, Jean de La Hire, J. Jacoby, René Lasne, Jean Lasserre, Jean Lousteau, Georges de La Fouchardière, Alain Laubreaux, Jean Luchaire, La Varenne, Charles Maurras, Henry de Montherlant, Paul Morand, Georges Montandon, Xavier de Magallon, Jean-Pierre Maxence, Pierre Mouton, Jean Marqués-Rivière, Armand Petitjean, Edmond Pilon, Georges Pelorson, Henri Poulain, Pierre Pascal, J.-M. Rochard, Lucien Rebatet, Jean-Michel Renaitour, Raymond Recouly, Jules Rivet, André Thérive, Louis Thomas, Maurice Vlaminck, Vanderpyl, Henri Valentino, Jean Xydias, René de Narbonne, A. de Puysegur, Jean Thomasson, etc...

Les dirigeants du C.N.E. épurateurs étaient alors : Georges Duhamel, François Mauriac, Alexandre Arnoux, Louis Aragon, Gabriel Audisio, Pierre Bénard, Jean-Jacques Bernard, Jean Blanzat, René Blech, Jules Benda, Simone de Beauvoir, Pierre Bost, Janine Bouissou-nouse, le R.P. Bruckberger, Albert Camus, Jean Cassou, André Chameon, Gabriel Chevalier, Jacques Debu-Bridel, Paul Eluard, Roger Giron, René Groos, Jean Geheno, Hélène Gosset, Pierre de Lescure, René Maran, Gabriel Marcel, Henri Malherbe, André Malraux, Raymond Millet, Henri Mondor, Claude Morgan, Roger Martin du Gard, Georges Oudard, Louis Parrot, Raymond Queneau, Léon Moussinac, Claude Roy, André Rousseaux, Georges Sadoul, Jean-Paul Sartre, Jean Schlumberger, Pierre Seghers, Vercoors, Charles Vildrac, Andrée Viollis, etc...

veaux (39) surgis de l'ombre ou miraculeusement ralliés au *Grand Képi du 18 juin*, — prenaient les places, occupaient les positions, remplaçaient les vaincus.

Non seulement les groupements et les journaux nés pendant l'occupation furent supplantés par des groupements et des journaux « issus de la Résistance », mais ceux qui existaient avant 1940 furent éliminés.

L'ordonnance du 9 août 1944 (article 10), relative au rétablissement de la légalité républicaine, avait prononcé la dissolution des partis politiques et des organisations pétainistes.

Etaient donc déclarés illégaux, en vertu de cette décision, les groupements créés pendant la guerre : *R.N.P., M.S.R., Milice*, groupe *Collaboration, Légion Française des Combattants* (Anciens Combattants), *S.O.L., Phalange africaine, L.V.F.* (anti-bolchevique), *Légion tricolore, Comité Ouvrier de Secours immédiat (C.O.S.I.)*, etc., etc. (40). Quiconque participerait, « *directement ou indirectement, au maintien ou à la reconstitution des groupements énumérés* » risquerait un emprisonnement de un à cinq ans et une amende de 1.000 à 100.000 francs.

Une autre ordonnance, celle-là datée du 22 juin 1944, avait prévu que :

« *Au fur et à mesure de la libération du territoire métropolitain, la publication de tous les journaux et périodiques ayant appliqué les consignes de l'autorité occupante et de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français est suspendue.*

« *Les biens et éléments d'actif de tous ordres servant à leur exploitation sont placés à la requête du Commissaire à l'Information sous séquestre judiciaire par ordonnance du président du Tribunal civil compétent.* »

Une circulaire du Secrétaire général chargé des services provisoires de l'Information, Henri Bonnet, circulaire connue sous le nom de *Cahier bleu*, avait prévu la suppression de 560 organes de presse (dont 56 quotidiens en zone nord et 51 en zone sud), la main-mise sur les entreprises et des poursuites contre leurs dirigeants, c'est-à-dire leur arrestation immédiate.

Ces instructions ne faisaient que confirmer les décisions du *M.U.R.* (*Mouvements Unifiés de Résistance*) qui, le 15 octobre 1943, sous la plume de Pascal Copeau, avait ordonné « *l'occupation des imprimeries des quotidiens* » et la « *publication par des moyens de fortune d'un journal provisoire de la Résistance* ».

Les immeubles des journaux furent donc pris d'assaut par les organisations clandestines (41). Les locaux et l'imprimerie du *Petit Parisien* furent occupés par *L'Humanité* et par le *Parisien Libéré* (ce dernier s'installa par la suite 124, rue Réaumur, dans l'ancien

(39) Pas toujours « nouveaux » d'ailleurs. Quelques journaux échappèrent à l'épuration : *La Croix, Le Figaro*, etc... qui avaient cependant soutenu la politique du maréchal et applaudi à sa prise du pouvoir en 1940 (cf. « *Petit portrait du Figaro* », in *Lectures Françaises*, octobre 1958).

(40) Le *P.S.F.* (du colonel de La Rocque) et *l'Action Française*, déjà dissous avant la guerre, le restaient naturellement.

(41) « Une telle entreprise répondait tout d'abord à des visées politiques : l'extrême-gauche notamment préparait minutieusement son accession aux leviers de commande, et la presse lui apparaissait à juste titre, comme un des moyens les plus efficaces de la conquête et de la conservation du pouvoir » (Hubert Beuve-Méry, directeur du *Monde*, dans la revue *Esprit*, mars 1947).

immeuble de *L'Information*) ; ceux d'aujourd'hui par *L'Aube* ; le building de *Paris-Soir* et *Paris-Midi* par *Ce soir*, *Libération* et *Front National* ; la maison construite pour *l'Intran*, où les Allemands avaient installé la *Pariser Zeitung*, devint le siège de *Combat*, de *Franc-Tireur* et de *Défense de la France* ; les bureaux des *Nouveaux Temps* reçurent les services de *La France Libre*, et la façade rouge du *Matin* abrita ceux du *Populaire* et de *Libé-Soir*.

Peu après, *Paris-Presse* s'installa au *Journal*, *Le Monde* au *Temps* et *L'Aurore* à *L'Œuvre*.

En province, une opération identique permit l'éviction des anciens journaux, dont plusieurs étaient centenaires, et leur remplacement par de nouvelles feuilles issues de la Résistance (42).

C'est ainsi que :

<i>La République Nouvelle</i>	remplacé	<i>Le Courrier de l'Ain</i>
<i>La Marseillaise</i>	—	<i>Le Petit Marseillais</i>
<i>Le Provençal</i>	—	<i>Le Petit Provençal</i>
<i>Le Patriote du Sud-Est</i>	—	<i>L'Eclaireur de Nice</i>
<i>La République du Sud-Ouest</i>	—	<i>La Dépêche de Toulouse</i>
<i>Midi-Libre</i>	—	<i>L'Eclair de Montpellier</i>
<i>La Voix de la Patrie</i>	—	<i>Le Petit Méridional</i>
<i>Les Allobroges</i>	—	Les trois quotidiens de Grenoble.
<i>L'Espoir</i>	—	<i>La Tribune Républicaine</i>
<i>La Nouvelle République</i>	—	<i>La Dépêche du Centre</i>
<i>La Liberté</i>	—	<i>Le Nouvelliste de Lyon</i>
<i>L'Union</i>	—	<i>L'Eclaireur de l'Est</i>
<i>Sud-Ouest</i>	—	<i>La Petite Gironde</i>
<i>Ouest-France</i>	—	<i>Ouest-Eclair</i>
<i>Normandie</i>	—	<i>Le Journal de Rouen</i>
<i>L'Ardennais</i>	—	<i>Le Petit Ardennais</i>
<i>La Bourgone Républicaine</i>	—	<i>Le Progrès de la Côte-d'Or</i>
<i>Le Comtois</i>	—	<i>Le Petit Comtois</i>
<i>La Nouvelle République</i>	—	<i>La France de Bordeaux</i>
<i>Le Courrier de l'Ouest</i>	—	<i>Le Petit Courrier</i>
<i>Le Journal du Centre</i>	—	<i>Paris-Centre</i>
<i>Nord-Matin</i>	—	<i>Le Réveil du Nord</i>
<i>La Voix du Nord</i>	—	<i>Le Grand Echo du Nord</i>
<i>Le Républicain du Midi</i>	—	<i>L'Indépendant des Pyrénées-Orientales</i>
		etc., etc.

Cette prise de possession des journaux et des imprimeries qui en assuraient le tirage s'accompagna des scènes de violence que l'on sait et d'une épuration qui a été, depuis, violemment critiquée (43).

(42) Les dirigeants des « journaux spoliés » ont constitué un « Syndicat de défense de la Presse acquittée », dont le président est M. René Collard (siège : 128 rue Saint-Merry à Fontainebleau) et un « Groupement national de la Presse spoliée injustement condamnée » (Président : A. Cathrine, 84, Rue de l'Assomption, Paris 16<sup>e</sup>).

(43) Au cours d'un débat sur la presse, le Président Herriot s'est élevé contre les confiscations de journaux (Assemblée Consultative, 7 mars 1945). Quant aux condamnations qui frappèrent lourdement les journalistes pétainistes et fascistes, elles ont inspiré à Pierre Bourdan, ministre de l'Information, les lignes suivantes écrites pour demander la grâce de l'un d'eux : « Je considère (...) avec beaucoup de Français, que la Justice en use avec une partialité flagrante dans son traitement des faits de collaboration. Ecrivains et journalistes qui ont accepté, par leur signature, la responsabilité de leurs



Une législation nouvelle modifia sensiblement la vieille loi de 1881. L'autorisation préalable fut imposée : nul ne put faire paraître librement un journal, comme cela se faisait avant la guerre (44). D'autre part, une ordonnance du Gouvernement provisoire en date du 30 septembre 1944, confirmée par celle du 17 février 1945, suspendit l'usage du titre d'une publication ayant paru sous l'occupation.

Ces dispositions légales ont permis aux Résistants authentiques, aux camarades de Pierre Brossolette et de Gabriel Péri — mais aussi à quelques autres — de s'emparer sans coup férir de la totalité des journaux. La lecture du tableau suivant, établi par le Conseiller d'Etat Jean Mottin (45) donne une idée de la physiologie de la presse française après la Libération :

*Journaux d'information* : 14 journaux de plus de 20.000 exemplaires d'un tirage autorisé de 1.574.000 exemplaires, soit 14,9 % de la Presse, contre 4.965.000 exemplaires en 1939, qui représentaient 41,6 % de la Presse.

*Journaux Résistance et C.D.L.* : 18 journaux (46), d'un tirage autorisé de 1.115.000 exemplaires (10,6 %).

*Parti Communiste, assimilés et Front National* : 17 journaux communistes, d'un tirage autorisé de 1.598.000 exemplaires, soit 15,2 % de la Presse. Si l'on ajoute les journaux Front National (14 journaux, 1.218.000 ex., 11,6 %), la presse communiste et apparentée comprenait 31 journaux (46) d'un tirage global de 2.816.000 exemplaires, soit 26,8 % de la Presse, contre 600.000 exemplaires et 4,6 % de la Presse en 1939.

*Parti S.F.I.O. assimilés et M.L.N.* : 18 journaux socialistes, 1.368.000 exemplaires, soit 12,7 % de la Presse. Si l'on ajoute les journaux M.L.N. (7 journaux, 878.000 ex., 8,3 %), la Presse socialiste ou apparentée comprenait 25 journaux, d'un tirage global de 2.246.000 exemplaires, soit 21 % de la Presse, contre 830.000 exemplaires et 6,4 % de la Presse en 1939.

*Radicaux-Socialistes et assimilés* : 5 journaux, 229.000 exemplaires, soit 2,1 % de la Presse, contre 1.813.000 exemplaires et 13,9 % de la Presse en 1939.

*U.D.S.R. et assimilés* : 4 journaux (d'un tirage supérieur à 20.000), 348.000 exemplaires, soit 3,3 %.

Quant aux journaux nationaux et de droite, qui avaient un tirage global de 3.527.000 exemplaires en 1939 (soit 29,9 % de toute la presse), ils furent pratiquement remplacés par 28 journaux (d'un tirage supérieur à 20.000 ex.) dirigés par des membres du M.R.P. (démocrates-chrétiens) ou des modérés (nuance Laniel),

*actes, sont frappés avec toute la rigueur de la loi. En revanche, une remarquable clémence et parfois l'immunité complète s'appliquent à toutes les autres formes de collaboration, quand même ces dernières ont été les plus graves, les plus viles ou les plus efficaces...* » (Cité par J. Galtier-Boissière dans « *Mon journal dans la drôle de pagaïe* »).

(44) L'autorisation préalable a été supprimée. Cependant la liberté totale n'existe pas puisqu'une publication ne peut paraître que si elle a du papier et qu'elle n'obtient cette « attribution » en même temps que le tarif des périodiques, que sur avis favorable d'un organisme gouvernemental.

(45) Jean Mottin : « Histoire politique de la Presse 1944-1949 ». (Editions *Bilans Hebdomadaires*).

(46) Les journaux d'un tirage autorisé inférieur à 20.000 ex. ne sont pas compris dans ces chiffres.

c'est-à-dire des adversaires de la Droite traditionnelle. Ces quotidiens tiraient ensemble à 2.151.000 exemplaires.

Comme les imprimeries, sauf rares exceptions, n'ont jamais été rendues à leurs propriétaires, mais remises aux dirigeants de la « presse issue de la Résistance », que la suppression de « l'autorisation préalable » n'intervint qu'une fois la situation des nouveaux journaux consolidée, que les dirigeants des anciennes feuilles étaient, pour un temps, *mis sur la touche*, comme disent les sportifs, la Droite ne parvint pas à reconstituer sa presse. En dehors du quotidien marseillais *Le Méridional-La France* et de quelques hebdomadaires locaux, en dehors des journaux et périodiques que nous examinons plus loin (chapitre VII), la Droite n'a plus de presse, c'est-à-dire plus de moyen d'expression, plus d'instrument de propagande, plus de moniteur. Elle ne peut ni faire connaître sa position sur les grands problèmes de l'heure, ni atteindre les masses à convaincre, ni guider ou endoctriner l'électeur national.

Il s'ensuit que l'homme de droite manque à peu près totalement de formation politique, ce qui favorise l'éclosion de nombreuses chapelles, de groupuscules éphémères, de tendances multiples qui entretiennent la division. Le perspicace Raymond Barrillon, dans une enquête du *Monde* (47), n'a pas tort de souligner que l'insuffisance de la presse nationale (et aussi, dit-il, « *son incapacité à définir une réelle doctrine* ») est l'une des causes principales de la stagnation de la Droite.

L'homme de droite, disons-nous, manque de formation politique. Ce n'est pas tout-à-fait sa faute, puisqu'il ne trouve plus dans le quotidien qu'il lit, les nouvelles et les commentaires d'ordre tactique ou doctrinal que lui prodiguaient autrefois des journaux comme *L'Action Française* ou *L'Eclair*, de Montpellier.

Ce n'est pas *entièrement* sa faute, devrions-nous dire, car il a tout de même sa part de responsabilité. Il n'a plus de quotidien, les hebdomadaires qu'il peut lire négligent souvent — pas toujours ! — son éducation politique, les journalistes et les écrivains qui les dirigent manquent eux-mêmes — pas tous ! — d'esprit politique ; mais il peut s'informer, s'il le veut, et pour peu qu'il veuille lire, avec un certain sens critique naturellement, les livres qui se publient, les livres de doctrine et de documentation politiques, il a la possibilité d'acquérir cette formation qui lui fait si cruellement défaut.

Malheureusement, l'homme de droite s'intéresse peu à la doctrine, ne lit guère de journaux, de revues et de livres (en dehors de son quotidien et d'un ou deux hebdomadaires), néglige presque complètement la politique étrangère. Il est, d'ailleurs, beaucoup plus sensible à la forme qu'au fond. Pour lui, le *bon* article, c'est celui d'un bon écrivain. S'il a ri en le lisant — et ri aux dépens de l'adversaire — l'article est *très* bon, excellent. Il n'en sait naturellement pas plus après cette lecture qu'avant, mais il est satisfait. Il a l'impression, comme nous l'écrivait un jour Georges Bernanos, d'avoir sauvé la patrie pour s'être esbaudi d'un bon mot, d'une image cocasse, d'une roserie bien venue. Il est, en général, moins réfléchi que l'homme de gauche, et plus sensible que lui aux belles phrases, ce qui l'incline tout naturellement à

---

(47) *Le Monde*, 14, 15 et 16-2-1958.

prendre un brillant orateur ou un romancier de talent pour un chef possible, pourvu qu'il ait su lui plaire. Si le *Parti Communiste* écarte systématiquement les littérateurs des postes de commandes — Aragon n'a aucun rôle dans la direction du P.C., il n'est qu'un figurant de marque — la Droite, au contraire, a presque toujours eu pour chef de file des écrivains en renom. Drieu La Rochelle a écrit, quelque part, que le littérateur, surtout le romancier, ne peut faire un bon chef politique parce qu'il vit dans un monde à part, que la fiction est son domaine, non la réalité. On trouve très rarement réunis chez un seul homme, l'esprit politique et le sens de l'organisation, qui sont les qualités essentielles du chef de parti, de l'homme d'Etat, et ces dons d'orateur ou d'écrivain, qui attirent tout particulièrement l'homme de droite.

Il se peut que ce soit là un travers commun à beaucoup de Français, qu'ils soient de droite ou de gauche. Mais c'est un travers trop général à droite pour qu'il ne corresponde pas à un état d'esprit.

— *Cet homme parle bien, donc c'est un chef!* La désillusion vient vite, mais l'éternel optimiste a tôt fait de découvrir, parmi les aspirants parlementaires, un nouveau « chef » dont la voix ou les écrits l'auront séduit.

Car, pour lui, la lutte politique n'est pensable que derrière ou à côté d'un chef. Au contraire de l'homme de gauche, qui recherche ou accepte l'équipe, d'où sortira le chef, l'homme de droite veut le chef et refuse l'équipe. On l'a vu, tour à tour, s'emballer pour Boulanger et pour Déroulède, pour La Rocque et pour Pinay, pour Pétain et pour De Gaulle. Même s'il a personnellement souffert de la politique du Général dans un récent passé, même s'il le rend responsable de la situation dans laquelle la France se débat aujourd'hui, il est prêt à renouveler le geste qu'il a fait en septembre 1958, et à voter *oui*, de nouveau, à un éventuel référendum.

Son amour du képi étoilé, qui n'a d'égal que son attirance pour la phrase signolée, le porte à donner sa confiance au militaire, pour peu que ce militaire ait su toucher la corde sensible. Et la corde sensible, chez ce patriote, c'est naturellement la France. « *Flotte petit drapeau!*... » Au nom de la patrie, on lui fait avaler n'importe quelle couleuvre, on lui fait accepter tous — enfin, presque tous — les sacrifices, on lui fait commettre toutes les sottises. Ah! ce n'est pas lui qui aurait fait, en 1870, une insurrection devant l'ennemi. L'homme de gauche, plus réaliste, n'avait pas hésité à renverser Napoléon III, bien que les Prussiens fussent à quelques étapes de Paris. Son homologue russe n'a pas davantage hésité à fomenter une révolution dans le dos des soldats du Tsar en 1917. Les deux opérations ont été payantes, puisque de ces deux coups de force sont sortis des pays plus puissants. Le monarchiste Lyautey, ministre de la Guerre en 1916, n'a pas un instant songé que « *la Gueuse* » pourrait être étranglée aisément et que, maître de l'armée, il pouvait balayer sans coup férir « *les bavards du Palais Bourbon* » pour lesquels, c'est connu, il n'avait pas plus d'estime que le « *général jésuite* » (Foch), ou le général Mangin. C'est un « général républicain », sinon de gauche (Pétain) et deux hommes de gauche — en tout cas venus de la gauche (Laval et Marquet) — qui s'y sont résignés en 1940.

Son amour de la patrie interdit à l'homme de droite toute parole, tout geste, toute action qui n'est pas conforme à une cer-

taine imagerie d'Epinal, même si cette parole, ou ce geste, ou cette action, peut sauver sa patrie.

Cet homme d'honneur n'a que mépris pour ce que Flandin, — qui n'a jamais manqué de rien, heureusement pour lui — appela un jour « *le matérialisme sordide des masses* ». Aussi ne s'intéresse-t-il jamais aux questions basement terre-à-terre. Bien sûr, lui arrive-t-il de vilipender le Fisc, mais c'est surtout parce que l'argent qu'il donne au percepteur sert, comme il dit, « à gaver les budgétivores ». C'est Pierre Poujade qui, le premier, chez les nationaux, a parlé le langage que les « masses » comprennent. L'homme de droite en a été tout ébahi. Il n'a pas compris. Lui qui ne parle que d'Honneur, de Travail, de Famille et de Patrie...

Car, pour l'homme de droite, ce sont les grandes idées qui, seules, comptent. Foin de laids, de bas intérêts ! Moyennant quoi, il se fait naïvement plumer par les « gros » et se fait rosser par l'homme de gauche — à moins que ce ne soit le contraire — pour la défense du Grand Capital qu'il confond avec la propriété.

Cela dure depuis bientôt deux siècles, c'est-à-dire depuis qu'il y a une opinion publique, un homme de gauche et un homme de droite.

Pourquoi voulez-vous que cela change ?

Eh bien ! il paraît que cela pourrait changer un jour. Peut-être à propos de l'Algérie, peut-être à propos d'autre chose. C'est un expert en politique, un des grands du Socialisme d'hier, — qui connaissait bien l'homme de droite auquel il avait jeté un jour à la face, en pleine Chambre, le fameux « Je vous hais ! » — qui nous l'a dit. Appelé à déposer devant le tribunal qui jugeait les « cagouleurs » — c'était le 8 novembre 1948 — Léon Blum fit cette déclaration :

*« Il y a en France un vieux courant qui de temps en temps perce le sol et jaillit, un vieux fonds de césarisme insurrectionnel... Je ne suis pas sûr que ceux qui ont fait le 6 février 1934 aient eu tant de complices. Mais je crois qu'ils auraient eu beaucoup de partisans fidèles peu d'heures après la réussite. »*

En quelques mots, le chef socialiste résumait l'une des données de la vie politique française. S'il évoquait cette possibilité d'une révolution nationale qui rallierait, une fois réussie, tant de partisans fidèles, c'est qu'il n'ignorait pas le trésor de dévouement et d'énergie, de désintéressement et de courage que représente l'homme de droite. Naïf, prompt à s'enthousiasmer pour un bavard ou des étoiles, l'homme de droite a un fond d'optimisme qui lui permet de surmonter toutes les épreuves et de conserver intacte sa foi dans le destin de son pays. « *La France est éternelle... La France ne peut pas mourir.* »

C'est cette foi aveugle, ce dévouement sans calculs, cette obstination farouche, ce courage que nourrissent le goût du panache et l'esprit de sacrifice, qui demeurent les armes les plus efficaces de l'homme de droite.

A une époque où tout n'est que ruse, profit et lâcheté, combattre avec de telles armes, c'est peut-être s'exposer à la plus douloureuse des défaites.

C'est peut-être aussi s'assurer la plus glorieuse des victoires.

Henry COSTON.



## LE MOUVEMENT MONARCHISTE EN FRANCE

## I. — L'Action Française.

Un siècle mourait lorsque naquit l'*Action Française*. Déjà, depuis « l'Affaire » — qu'il n'était plus besoin d'appeler *Dreyfus* — avant même de connaître l'acquiescement de l'officier israélite, des foules souhaitaient, sans trop en connaître la forme, une réaction contre les excès de la Troisième République. A leur tête, quelques hommes, écrivains pour la plupart, étaient encore, en 1898, en quête d'un chef, d'une doctrine. Auprès de Drumont, de Barrès, de Jules Lemaitre, se groupaient des « hommes nouveaux » tels que Jacques Bainville (1) et Henri Vaugeois. (2) Ce dernier avait déjà commencé à réunir ses amis en un cénacle nommé « *Comité d'Action Française* » (8 août 1898), républicain à ses débuts, qui se proposait, dans un but positif, de grouper par une revue — manifestation plus consciente d'une opinion — les noyaux de nationalisme qui agitaient la France. C'est à ce moment qu'un homme de trente ans, un disciple et ami d'Anatole France, Moréas et Mistral, se joignait à eux : Charles Maurras qui allait devenir la souche du mouvement.

Provençal né à Martigues en 1878, Maurras avait conquis, par ses écrits — poèmes et chroniques — une place importante dans le milieu des gens de lettres. Peu à peu, en ses réunions du Café de Flore, Maurras commença à ébaucher les fondements de la doctrine à laquelle il avait abouti : « le nationalisme intégral » : il y convertit rapidement ses amis. Au « *Comité d'Action Française* », dont la direction était assumée par Vaugeois, que secondaient Maurice Pujo (3) et le colonel de Villebois-Mareuil — qui devait, l'année suivante, aller combattre « la perfide Albion » aux côtés des Boërs — fut adjoint, l'année suivant sa fondation, une petite revue grise, bi-mensuelle, *L'Action Française*, à laquelle collaborèrent non seulement Vaugeois et Maurras, mais aussi Paul Bourget, Lucien Moreau (4), Bainville, Léon de Montesquiou (5) et quelques autres.

(1) Henri Vaugeois, né à L'Aigle le 25 avril 1864, mort à Paris le 11 avril 1916. Universitaire descendant d'un conventionnel régicide.

(2) Jacques Bainville, né à Toulon le 9 février 1879, mort à Sidi Bel Abbès le 9 février 1936. Issu d'une famille de républicains.

(3) Maurice Pujo, né le 26 février 1872 à Lorrez-le-Bocage, mort le 6 septembre 1955. Descendant de paysans quercinois et gâtinais.

(4) Lucien Moreau, né le 19 janvier 1875, à Paris, mort le 6 avril 1932 à Paris également.

(5) Léon de Montesquiou, né le 14 juillet 1873 à Bligny, mort au champ d'honneur à Souain le 25 septembre 1915.

Le 14 janvier 1905, le « Comité » se transforme en *Ligue d'Action Française* — le mot parti déplaisant par trop aux Maurrassiens. André Buffet et Eugène de Lur-Saluces — le père du marquis qui accueillit si cordialement M. Khrouchtchev au printemps dernier et lui prodigua maints compliments en russe — en furent les présidents d'honneur : venant d'être condamnés en Haute Cour pour complot contre la Sureté de l'Etat, les fondateurs estimèrent que la place leur revenait de droit. Henri Vaugeois en fut le président et Léon de Montesquiou, le secrétaire général. Chaque adhérent était lié par l'engagement suivant, qu'il signait en s'affiliant à la *Ligue d'A. F.* :

« Français de naissance et de cœur, de raison et de volonté, je remplirai tous les devoirs d'un patriote conscient.

« Je m'engage à combattre tout régime républicain. La République en France est le régime de l'étranger. L'esprit républicain désorganise la Défense Nationale et favorise les influences religieuses directement hostiles au catholicisme traditionnel. Il faut rendre à la France un régime qui soit français.

« Notre unique avenir est donc dans la Monarchie, telle que la personifie Monseigneur le Duc d'Orléans, héritier des quarante rois qui, en mille ans, firent la France. Seule, la Monarchie assure le salut public et, répondant de l'ordre, prévient les maux possibles que l'antisémitisme et la nationalisme dénoncent. Organes nécessaire de tout intérêt général, la Monarchie relève l'autorité, les libertés, la prospérité et l'honneur.

« Je m'associe à l'œuvre de la restauration monarchique.

« Je m'engage à la servir par tous les moyens. » (6)

Mais il manquait un grand journal à ce mouvement qui comptait déjà des milliers d'adhérents dans toute la France, et dont le congrès du 12 décembre 1907, réunissant à Paris une centaine de délégués, montrait la force naissante.

Le 21 mars 1908, *L'Action Française* quotidienne sortait des presses son premier numéro.

Ce fut, a dit Michel Vivier, « un événement de première importance, non seulement dans l'histoire du journalisme, mais dans l'histoire des idées au xx<sup>e</sup> siècle. Depuis 1900, aucun quotidien, ni *L'Humanité de Jaurès*, ni *L'Aube des années 30*, ni le *Combat d'Albert Camus* n'ont exercé une influence comparable sur les esprits. Pour trouver des précédents il faudrait remonter à *L'Univers de Veillot*, à *L'Avenir de Lamennais* ou, sous la *Restauration*, à *l'Équipe du Globe*. Le Conservateur de Châteaubriand, malgré l'oraison funèbre qui lui est consacrée dans les « Mémoires d'Outre-Tombe » ne fut qu'un brillant feu d'artifice sans influence durable : on doute qu'il ait jamais converti un seul adversaire, alors que l'A. F. a fait des conversions par milliers.

« Pour neuve, pour originale qu'elle soit, l'Action Française n'est évidemment pas le fruit d'une génération spontanée. En elle

---

(6) Pour les révolutionnaires qu'étaient alors les hommes de l'A.F., la fin justifiait les moyens, à condition, bien entendu, qu'on réussisse : « L'irrégularité, je ne dis pas le crime, écrivait Maurras dans *L'Action Française* du 1<sup>er</sup> novembre 1900, trouve une excuse naturelle dans le succès. Elle doit réussir. Elle en a le devoir. La dépêche d'Éms eût pesé sur la vie de Bismarck si les armes françaises avaient eu le dessus. Mais elle reçoit aujourd'hui les bénédictions de l'Allemagne. »

aboutissent et se mêlent plusieurs grandes traditions jusqu'alors divergentes. René Rémond s'est plu à montrer comme l'A.F. héritait non seulement des fidélités légitimistes, mais encore, quoiqu'à des degrés moindres des élégances académiques et bourgeoises de l'orléanisme en même temps que des violences plébéiennes et tricolores du bonapartisme. Il semble toutefois qu'il ait quelque peu majoré l'importance de ces deux traditions, et il importe davantage de mettre en lumière comment l'A.F. prolonge l'enseignement contre-révolutionnaire de Maistre et de Bonald, de Balzac et de Le Play, du Taine des Origines et du Renan de la Réforme. A ces traditions, hautement proclamées, il convient d'en ajouter d'autres : celle de Comte évidemment, que d'ailleurs les démocrates-chrétiens surestiment, car on ne croit pas que Maurras ait fait partager sa ferveur comtiste à beaucoup de ses disciples. Ce positivisme est, en outre, balancé par l'influence des grands réactionnaires catholiques : un Barbey d'Aurevilly, et un Léon Bloy. On discernait encore dans la jeune A. F. quelques traces minimes mais sensibles, du néopaganisme fin de siècle, unissant le culte de l'antique cher à Moréas, à France, à Pierre Louys, avec le nietzschéisme d'un Hugues Rebell ou d'un René Quinlon. On pourrait voir enfin, dans l'anticonformisme violent de l'A.F., une manière d'anarchisme, cet « anarchisme d'extrême droite » dans lequel peuvent communier les héritiers des Chouans et les disciples de Proudhon.

« De ces éléments fort divers où domine la pensée contre-révolutionnaire du XIX<sup>e</sup> siècle, l'esprit ingénieux et volontaire de Charles Maurras allait faire la puissante synthèse — une synthèse architecturale, toute dorée des feux d'un grand style, une sorte de Versailles de la politique française. Plus qu'une doctrine toutefois, Maurras apportait une méthode : il montrait chaque jour comment un sage empirisme peut juger les faits et les hommes selon le cri-tère du bien commun national ».

Mais, naturellement, l'Action Française quotidienne n'est pas l'œuvre d'un seul homme ; elle est celle de l'équipe dont il est devenu le chef spirituel et le doctrinaire, et dont émergent « les deux personnalités contrastées du voltairien Jacques Bainville, lucide, élégant, ironique, et du catholique de choc Léon Daudet par qui revivent les fureurs joyeuses du XVI<sup>e</sup> siècle et les vertes polémiques de la Satire Ménippée. Au pur maurrassisme, qui a pour patrie la mer latine et la tradition classique, Léon Daudet apportait le complément d'une culture aussi vaste qu'éclectique où Goethe, Shakespeare, Rembrandt et Beethoven n'avaient pas une moindre place que Virgile ou Mistral.

« Telle quelle, l'Action Française a pour quelque dizaines d'années insufflé un sang neuf et une jeune vigueur au vieux royalisme ».

De fait, les gens d'Action Française sont royalistes (7), voyant en une nouvelle restauration de la Monarchie le seul espoir d'un gouvernement stable, protégeant des libertés individuelles ou locales, puisque possédant une tête puissante. Leur doctrine, soutenue, s'il le faut, par la violence, au service de la logique raison-

(7) Comme tous les monarchistes, les amis de Maurras ne pouvaient n'être légitimistes que sur un plan antérieur depuis la mort du comte de Chambord, au château de Froshdorf (Autriche), en 1883.



née, plaçait la Nation, en tant qu'entité indivisible, avant ceux qui la composent. Marquant un profond respect pour l'Eglise Catholique et les traditions établies, *l'Action Française* luttait en même temps contre la ploutocratie internationale, symbole de la perversion républicaine, et contre l'influence juive et maçonnique.

Par la suite, la Ligue forte de la doctrine, de ses cadres et de ses protecteurs, Barrès et Paul Bourget, aura droit de cité sous la Coupole du quai Conti — Jacques Bainville, puis Charles Maurras — et à la Chambre des députés — Léon Daudet —, car Léon Daudet, biographe, écrivain et fils d'écrivain, vient aussi de partager, avec Maurras, la direction du journal. A leur groupe se joindront encore, après Jules Lemaitre, l'ancien président de cette « Patrie Française » qui fit cent mille adhérents en un jour, le sculpteur Maxime Réal del Sarte, fougueux défenseur du défilé commémoratif en l'honneur de Jeanne d'Arc, la « Sainte de la Patrie », Léon de Montesquiou, fondateur de l'« Institut d'Action Française », et Georges Valois, un syndicaliste sorelien, qui marqua si profondément le programme social et économique de l'A. F.

C'est l'époque, jusqu'aux approches de la guerre, où les incidents plus ou moins violents abondent, et les batailles de rues, livrées par les ardents « Camelots du Roi », ne manquent pas. *L'Action Française* s'attire procès sur procès, Charles Maurras, condamnation sur condamnation, mais le mouvement n'en a cure et, fidèle à son mot d'ordre de « conspiration au grand jour », menace, complète ouvertement. Son influence est alors considérable : agissant en Sorbonne comme à la Chambre, au théâtre comme dans la rue, *l'Action Française* se manifeste partout. Elle est à ce moment, comme l'écrira plus tard Pierre Andreu, « une Action Française nationale et sociale, syndicale et corporatiste, ouverte à tous — le compromis nationaliste — lettrée, ardente, révolutionnaire, catholique, non conformiste. »

Georges Sorel disait alors que « les vrais ennemis de l'Action Française sont à droite » et il ajoutait : « Je ne suis pas prophète : je ne sais pas si Maurras ramènera le roi en France. Et ce n'est pas ce qui m'intéresse chez lui. Ce qui m'intéresse, c'est qu'il se dresse devant la bourgeoisie falote et réactionnaire en lui faisant honte d'avoir été vaincue et en essayant de lui donner une doctrine. »

La doctrine de *l'Action Française*, le premier numéro la résumait en trois raccourcis décisifs : « Nous n'épargnerons ni cette anarchie parlementaire qui annule le pouvoir en le divisant, ni l'anarchie économique dont l'ouvrier français est la plus cruelle victime, ni l'anarchie bourgeoise qui se dit libérale et qui cause plus de malheurs que les bombes des libertaires. »

L'A. F., traditionaliste et monarchiste, s'affirmait franchement révolutionnaire et pas du tout de droite : « Nous ignorons, pour notre part, » écrivait alors Maurras, dans sa première revue de presse (signée Criton), « ce que sont les partis de droite, n'étant d'aucun parti, n'étant que Français et par déduction royalistes. »

Ce fut le grand moment, dira encore Pierre Andreu, où la rencontre « parut ou put se faire dans les esprits et dans les cœurs, entre le nationalisme et le syndicalisme, entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la droite et la gauche. En esprit, si ce n'est dans les détails si changés d'aujourd'hui, la leçon reste bonne. »

Rompant avec le conservatisme orléaniste qu'avait stigmatisé le Drumont de « la Fin d'un monde » et de « la Dernière bataille », l'A. F. allait se heurter aux vieux cadres royalistes demeurés atta-

chés à l'aspect bourgeois et « louis-philippard » de la monarchie. Les années 1910 et 1911 virent naître, se développer et s'agrir le conflit des néo-royalistes de l'*A.F.* et des « bonzes » de l'opposition de Sa Majesté. La guerre alla si loin que l'on crut, un moment, à une rupture totale du duc d'Orléans avec les dirigeants de l'*Action Française*. En fin de compte, tout s'arrangera... au détriment d'un délégué du prétendant jugé trop rétrograde.

\*\*

La guerre passe, qui décime les cadres du mouvement : Léon Montesquiou, tué en 1915 à la tête d'une compagnie du 2<sup>e</sup> Régiment étranger, Henri Lagrange, espoir de la jeunesse nationaliste, Octave de Barral, secrétaire général de la Fédération de Paris-Banlieue, le Commandant de Mongins-Roquefort, président de la section du XIII<sup>e</sup>, Jacques de Merlis, vice-président de la section du XV<sup>e</sup>, Alfred de La Barre de Nanteuil, vice-président de la section du XVI<sup>e</sup>, Bernard de Romanet, Jean de Terline, Jacques de Lesseps, Fronval, tous quatre aviateurs renommés, tant d'autres, « génération sacrifiée », couchée froide et sanglante sur notre terre mal défendue...

Quand vient l'heure de l'armistice — 11 novembre 1918 — la Ligue est toujours en place, et le journal, qui n'a cessé de poursuivre sa lutte contre les centres d'espionnage et les foyers de trahison, a l'audience d'une grande partie de l'opinion, particulièrement chez les combattants.

L'expérience électorale de 1919 semble d'abord séduire Maurras et Daudet : ce dernier n'a-t-il pas été élu député de Paris tandis qu'une quinzaine de ses amis royalistes l'avaient été en province ? Mais ils constatent bien vite l'inutilité de leurs efforts dans le cadre parlementaire ; le grand espoir qu'a fait naître chez les modérés et les gens de droite le triomphe du Bloc National et la Chambre bleu-horizon, se transforme rapidement en amère désillusion.

C'est le moment choisi pour organiser les combattants et les lancer contre le régime. Georges Valois qui a fait la guerre et jouit d'un grand prestige auprès de ses compagnons de lutte, tente d'organiser le mouvement sur une base mieux adaptée aux circonstances. Il semble tout d'abord y réussir, dans le cadre même de l'*Action Française*, puis en dehors d'elle, mais avec son accord. Cependant, la querelle survient, c'est la brouille, la lutte à mort entre Maurras et lui-même. Beaucoup de ceux que le syndicalisme de Valois avait amenés à l'*A.F.* se retirent du mouvement royaliste : ils suivront quelque temps le *Faisceau*, puis s'éparpilleront. L'*Action Française*, qui désormais ne pourra plus avoir grand espoir de s'emparer du pouvoir, ne sera plus qu'une école où se formera l'élite de la Droite française.

Redoutée de ses ennemis, elle devient l'objet d'une série de manifestations hostiles allant de la campagne de diffamation au meurtre prémédité ; Marius Plateau, secrétaire général de la Ligue, Berger, tombent sous les balles de leurs adversaires, Philippe Daudet meurt dans des circonstances mystérieuses, Maurras, lui-même visé à plusieurs reprises, n'échappe que de justesse à quelques attentats. Pour avoir défendu la mémoire de son fils, Léon Daudet est poursuivi et condamné à cinq mois de prison. A peine l'aura-t-on incarcéré, après un siège d'une semaine des bureaux de l'*Action Française*, sis 12, rue de Rome, qu'il s'évadera — le 25 juin

1927. — et réussira, exilé pour trois ans, à se réfugier en Belgique.

L'*Action Française*, qui rend pourtant coup pour coup, subit encore, du point de vue spirituel, la condamnation papale de son mouvement, qui survient le 29 décembre 1926. Des milliers de catholiques doivent se détacher de Maurras et de sa doctrine. Celui-ci, malgré l'affaiblissement de la Ligue qui s'ensuit, attendra douze ans pour faire envoyer deux suppliques au pape Pie XII et pour obtenir finalement — le 15 juillet 1939 — la levée de l'interdiction.

La *Ligue d'Action Française*, alors forte de près de cent mille membres, disséminés sur toute l'étendue du pays, en Afrique du Nord, dans les plus lointaines colonies et même à l'étranger (Belgique, Suisse, Canada, etc.) est dirigée par des catholiques fervents : l'amiral Schwerer, président d'honneur, le colonel Bernard de Vesins, président, le comte François de La Motte, vice-président, et Pierre Lecœur, secrétaire général. Aucun d'eux ne quitte le mouvement, lors de l'interdiction. A la Fédération Paris-Banlieue, fondée en mars 1913 par Henri Bannier, même fidélité : H. Brame, le docteur Henri Martin — activiste connu, emprisonné sous tous les régimes (III<sup>e</sup> République, Etat Français, IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> République) —, Maurice Dardelle, P. Chastres, Hervé Le Grand, le commandant Dublaix, Jean Gazave, d'autres encore, demeurent au sein de l'A.F. tout comme les secrétaires régionaux : Maurice Dupont (Amiens), Jacques Denisane (Strasbourg), le commandant Ariès (Brest), André Feildel (Nantes), Jean Jamain (Poitiers), Paul Courcoural (Bordeaux), Elie Jacquet (Limoges), Louis Jasseron (Lyon), Alban Castelbert (Toulouse), Jean-Autin Brunel (Marseille), Louis Santupéry (Nîmes) et Paul Sicard (Algérie).

Si cet entre-deux guerres apporte à l'*Action Française* quelques démissions retentissantes, — celles de Georges Valois et de ses amis fascistes en 1925-1926, celles du colonel de Vesins, de F. de La Motte, d'Henri Martin, du docteur Paul Guérin, des frères Claude et Gabriel Jeantet, en 1930, de Georges Bernanos en 1932, des « cagoulards » en 1936-1937, — elle fut aussi l'époque d'adhésions nouvelles et non moins retentissantes. René Benjamin, Thierry Sandre, François Duhourceau, Pierre Dominique (qui ralliera ensuite *Le Rappel*, puis *La République* de tendance radicale, avant de devenir l'un des principaux rédacteurs de *Rivarol* (8)), André Lavedan, Ambroise Rendu, conseiller municipal de Paris, Eugénie Marsan, Pierre Gaxotte, Robert Vallery-Radot, Jules Delahaye, Albert Pestour, Maurice Constantin-Weyer, Robert Brassillach, Lucien Rebatel, le professeur Perrot, Xavier de Magallon, ancien député, le professeur Mauriac, Franz Funck-Brentano, André Bellessort, André Rousseaux, Dominique Sordet, le futur fondateur de l'agence *Inter-France*, Georges Planes, Paul Mathieux, le général Lavigne-Delville, N. Sant'Andréa, Abel Manouvriez, Louis de Gérin-Ricard, le colonel Larpent, Hubert de la Massue, et... prennent la parole dans les réunions de l'*Action Française*, écrivent dans ses publications, participent à ses manifestations ; les dessinateurs Sennep, Bib, Ben, Ralph Soupault, le chansonnier Augustin Martini, celui-ci malgré son sentiment bonapartiste, collaborent à sa presse.

(8) Le docteur Dominique Luchini était, aux lendemains de la guerre, le président de la section d'A.F. de Sartène.

Cette presse revêt alors une certaine importance : outre *L'Action Française* quotidienne, *L'Action Française Agricole* (hebdomadaire), *La Production Française* (hebdomadaire), *Le Rail*, organe des cheminots royalistes, *La Revue Universelle*, *l'Etudiant Français*, qui dépendent directement des *Comités Directeurs de l'A.F.* — instances suprêmes du mouvement —, plusieurs journaux sont liés à l'A.F. par des convictions politiques communes : *L'Eclair* (Montpellier), *L'Express du midi* (Toulouse), deux quotidiens influents du midi, *Le Roussillon* (Perpignan), dirigé par l'ancien député Pierre Joly, *Le Paysan du Sud-Ouest*, (Tonneins), *La Nouvelle Guyenne* (Bordeaux), *La Gazette de l'Ouest*, *L'Echo du Maine*, *L'Ordre Provençal*, *Le Nouveau Berry*, *Le Courrier des Alpes*, *Le Charivari* (Paris), *Le Petit Patriote*, dirigé par J.-Robert Lefevre, *L'Intérêt Français*, d'Auguste Cavalier, *Candide*, *Je suis Partout*, *L'Insurgé*, etc.

Parmi les *Camelots du Roi*, à la *Ligue d'Action Française* militent ceux que la Gauche appelle « la fine fleur de la réaction » : le baron Tristan Lambert, Maxime Réal del Sarte, Georges Calzant, Philippe Roulland, Bernard Denisane, Bernard de Vaulx — qui fut, après Amédée d'Yvignac, le secrétaire de Maurras —, Henry Luzuy, Pierre Chaboche, le « patron » de *La Salamandre*, Roger Sémichon, Firmin Bacconnier, Émile Brun, industriel du Lyonnais, le commandant Paul Robin, Lucien Lacour — père du docteur Lacour, de « l'affaire Walter-Lacaze » —, Pierre Galli, Jacques Delafon, l'industriel des *Etablissements Jacob Delafon*, le colonel des Meloizes, Marcel Wiriath, l'actuel vice-président directeur général du *Crédit Lyonnais* et de la *Régie Renault*, administrateur des *Téléphones Ericsson*, des *Nouvelles Galeries Réunies*, de *l'Union Française de Banque*, et de quelques autres, Henri Baguenier-Desormeaux, Charles Ruellan, ancien député, Jacques de Bernonville, Berthier de Sauvigny, Jean Riondè, Lucien Chaduc (Bourg), Augustin de Montgolfier (Annonay), Christian de Lorgeril, le vicomte Hubert de Luppé, le comte de Choiseul-Praslin, Jean Lefèvre-Pontalis, le docteur Jousselin (Dreux), le comte Guy de Hauteclocque, Aristide Pomarède, le docteur Le Pannetier de Roissay (Rennes), le vicomte Patrice O' Mahony, le comte Charles d'Orléans, François de Puységur (Figeac), le marquis de Saint-Exupéry, le vicomte de Tocqueville (Cherbourg), Pierre Chombart de Lauwe (Lille), Bernard d'Halluin (Roubaix), Henri Mabile de Poncheville, baron Robert de France, Elie de Séze, le commandant de Colbert, le vicomte Guy de Montessus, Maurice Bonnier de La Chapelle (Constantine), Pierre de Cazenoves de Pradines, Maurice Bisson, Albert Lempereur, André Grandmoujin, Fouquet-Lapar, le joaillier, Pierre Le Corgne (Rouen), F. Perret-Gentil, Maire Wulens, le comte Jean de Saporta, Augustin Beziat, le comte M. de Lesseps, Jean de Wailly, le vicomte du Halgouët (Saint-Pol-de-Léon), le baron Gabriel du Foussat, le comte Adrien de Montbron, Maurice Harlé (de la H.S.P.), le comte de Toulouse-Lautrec, le comte E. de Pas, le marquis de Monstiers-Mérinville, Louis de Saint-Quentin (Alger), le comte Pierre de La Rocque, Jacques Tardieu fils, de Buenos-Ayres, — parent de l'actuel Président du Conseil Municipal de Paris Julien Tardieu, — Louis Gonnét, Eugène Mathon, l'industriel du Nord, Hector Talvart, Georges Gaudy, président de *l'Association Marius Plateau*, Pierre Héricourt, futur consul général de France à Barcelone, Binet-Valmer, écrivain, etc.

A côté de *l'Action Française*, *l'Union des Corporations françaises*, qui fait suite, en quelque sorte, à la *Confédération de l'In-*

telligence et de la Production Française, fondée par Georges Valois (9), groupe les cercles ouvriers et corporatifs, dits cercles La Tour du Pin, sous la direction de Pierre Chaboche, puis de Jacques Delafon, assistés de Roger Sémichon, Firmin Baconnier, Roger Magniez, Marcel Felgine, etc.

Quant à ceux qui, tout en partageant les idées générales de Maurras, ne croient pas à la possibilité ou à l'opportunité d'une restauration d'ordre monarchique, ou qui ne peuvent signer la déclaration de ligueur de l'A.F., ils s'inscrivent à l'*Alliance d'Action Française*. Ce sont des sympathisants, dont le rôle n'est pas négligeable. L'un d'eux, René Groos, israélite et nationaliste français, écrira un livre sur le *Problème juif* qui sera très apprécié dans les milieux monarchistes et antisémites.

Malgré le départ d'une grande partie de ses effectifs catholiques intimidés par la condamnation vaticane — principalement dans la région parisienne, l'Ouest et l'Alsace —, l'*Action Française* est encore redoutée. Ses troupes sont légèrement affaiblies, ses Camelots moins nombreux, mais toujours aussi agressifs. Aristide Briand, que les militants d'A.F. vont régulièrement siffler à sa descente du train quand il revient de siéger à la S.D.N., s'aperçoit, en 1931, que Maurras — qui ne brandit pas encore le couteau de cuisine ! — a une certaine influence sur le congrès de Versailles. Le fait est que, soit par conviction, soit par peur, les sénateurs et les députés réunis pour élire un successeur à Gaston Doumergue, achevant son septennat, écartent l'apôtre de Locarno au profit de Paul Doumer... Moins de deux ans plus tard, l'adversaire de la politique de Stressmann et de Briand, Adolf Hitler, entrait à la chancellerie du Reich. Dès lors, Charles Maurras, qui n'avait cessé de dénoncer le « péril allemand », lança le cri d'alarme comme il l'avait fait vingt ans auparavant. Lorsque la politique du quai d'Orsay, nous brouillant avec l'Italie, jeta Mussolini dans les bras de Hitler, il en vint même à des menaces publiques envers les 140 députés qui avaient voté la sanction contre Rome ; condamné à douze mois d'emprisonnement pour « menace de mort sous conditions », il en fit effectivement huit, en détention à la prison de la Santé.

Ses appels restant sans échos au Parlement comme au gouvernement, il voyait avec terreur la guerre approcher, sachant la France désarmée et voulant à tout prix éviter un suicide collectif par une guerre désastreuse. Ses efforts restèrent vains. Il était trop tard ! En effet la droite et la gauche étaient, dans l'ensemble, déjà acquises à l'idée d'un conflit aussi inévitable que nécessaire. Impuissant, il dut encore assister, à la déclaration de guerre d'un peuple insuffisamment préparé, affaibli par deux décades de laisser-aller démagogique. Chassé avec son journal vers Poitiers et Lyon, il subit avec tristesse la défaite de 1940 — tristesse tempérée, il est vrai, par la « divine surprise » de l'effondrement du « Régime abject »...



Le maréchal Pétain qui venait, des mains de l'Assemblée, de recevoir, le 10 juillet, le gouvernement de la moitié du territoire

(9) En 1922, sous l'impulsion de Georges Valois, l'*Action Française* avait constitué un *Comité National pour la Convocation des Etats Généraux* (voir notre étude sur le *Faisceau*, chapitre I).

français, n'eut pas de meilleurs défenseurs que les gens d'*Action Française*, regroupés autour de lui. Le but de Maurras était en effet de n'accorder, pour mieux rester dans ce qu'il appelait la *ligne française*, pas plus de bienveillance à l'envahisseur qu'au mouvement de résistance. L'*Action Française* réunissait dans la même haine l'Allemagne nazie et l'Angleterre qui, avec Mer-el-Kébir, venait de donner une raison supplémentaire à l'anglophobie de Maurras.

Voilà qui peut expliquer, en partie, la double condamnation qui paralysa le mouvement ; l'une était le fait des Allemands qui, ayant interdit plusieurs ouvrages de Maurras et la publication de son journal à Paris, n'avaient pu cependant empêcher la diffusion clandestine des *Documents Nationaux*, envoyés dans toute la France aux fidèles d'*Action Française*. La seconde vint, après la « Libération », de la Résistance qui fit condamner Charles Maurras à la détention perpétuelle.

Privée de son maître, réduite à la clandestinité, désorganisée par cinq années de guerre, chassée de ses bureaux et même désavouée, depuis les 22 novembre et 4 décembre 1937 par le Comte de Paris — alors en exil avec les siens jusqu'au 17 mai 1950 — l'*Action Française* eut du mal à retrouver son équilibre. C'est à Georges Calzant qu'elle dut une résurrection à laquelle beaucoup ne s'attendaient plus.

Prenant la lourde succession de Daudet disparu et de Maurras emprisonné, Georges Calzant, ancien chef des *Etudiants d'A.F.* et des *Camelots du Roi*, directeur des *Documents Nationaux* clandestins, s'employa dès 1944 à réorganiser les cercles et les groupes d'*Action Française*. Il sortait du Fort Montluc de Lyon où la Gestapo l'avait jeté avec Maurice Pujo un matin de juin 1944. Sa tâche fut d'autant plus dure que cet anti-allemand se heurta aux résistants pour qui la Résistance n'était pas seulement la lutte contre l'occupant, mais aussi la lutte contre le Maréchal Pétain et ceux qui l'avaient aidé ou soutenu.

Les *Documents Nationaux* reparurent, toujours clandestins malgré la Libération, d'abord dactylographiés, puis ronéotypés et enfin imprimés. Pour déjouer les recherches de la police, les *Documents Nationaux* furent parfois contraints de changer, sinon d'étiquette, du moins de titre : ils s'appelèrent tour à tour *La Presse Libre*, *Paroles Libres*, *L'Avenir Français*, *La Seule France*, *Aspects de la France et du Monde* — alors titre complet du journal — vit le jour plus tard. C'est le 10 juin 1947 que sortit son pre-

(10) Georges Calzant a raconté comment il avait acheté ce titre à un israélite socialiste à un moment où, pour pouvoir paraître, un journal devait obtenir une de ces précieuses « attributions de papier » : « *La IV<sup>e</sup> renonçant à la censure, nous décidâmes de quitter la clandestinité. Nous étions bien décidés à profiter de cette demi-liberté rendue à la Presse. Demi-liberté et non liberté totale, car le Régime contraint de relâcher son étreinte d'un côté (la censure s'accordait mal avec la Liberté qu'il proclamait à tous les carrefours), entendait bien rester maître de la Presse... et gardait pour lui la distribution du papier. Le papier étant « attribué », il ne restait plus qu'à se mettre en quête de l'un de ces « nouveaux messieurs » qui avait obtenu de la faveur du pouvoir une « attribution » et qui consentirait à la monnayer.*

Celui que nous fîmes par rencontrer venait d'Algérie, il avait « résisté » — au général Giraud je crois — et avait dans ses poches ces « attributions » de papier dont il ne faisait rien, attendant preneur. L'une de ces précieuses « attributions » était libellée au nom d'un certain M. Aspects de la France et du Monde, transformation et modernisation des « Veillées de campagne et des villes », publication d'avant-guerre. Nous fîmes le preneur... » (*Aspects de la France*, 30 août 1957.)

mier numéro ; de bi-mensuel, il ne devint hebdomadaire que le 25 novembre de l'année suivante. D'abord installé rue Vézelay, il s'établit dans ses meubles, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, le 23 février 1950.

De nouveau, l'*Action Française* a droit de cité ; mais à peine est-elle sortie de la clandestinité et de l'oubli où veulent la maintenir ses adversaires que la mort frappe ses rangs. Après Charles Maurras qui meurt à Saint-Symphorien (Indre-et-Loire), à la clinique Saint-Grégoire où il a été transporté à sa sortie de la Centrale de Clairvaux (1952), ce sont Maxime Réal del Sarthe, en 1954, et Maurice Pujo, en 1955, qui abandonnent définitivement leurs longues luttes de la Terre pour laisser à leurs successeurs le soin de maintenir leur œuvre vivante...

Cedric de GENTISSARD.

## II. — La Restauration Française.

Donc, du 24 août 1944, date de la parution du dernier numéro de l'*Action Française*, jusqu'en 1947, les liaisons entre monarchistes furent assurées et la tradition maintenue, grâce aux clandestins *Documents Nationaux* remplacés, en 1947, par le journal *Aspects de la France*.

Dans les arrondissements de Paris et les villes de Province se reformèrent alors les cercles, des groupes d'études et des comités de propagande qui reprirent l'œuvre des anciennes sections d'*Action Française*.

Au Congrès de 1950 fut constitué le service de la *Propagande et des Amis d'Aspects de la France*, afin de coordonner l'action des organismes locaux, de susciter la fondation de Comités nouveaux et d'Unions Royalistes de Province, de mettre à la disposition des groupes le matériel indispensable à la propagande et de recruter des conférenciers. C'est la nécessité de grouper toutes ces activités sous un même titre plus évocateur, et de constituer un véritable mouvement politique et hiérarchisé, qui amena la création, fin 1955, de la *Restauration Nationale, Centre de Propagande Royaliste et d'Action Française*, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, à Paris.

La doctrine du groupement, le « nationalisme intégral », a été dégagée par Charles Maurras, ses dirigeants la résume ainsi :

1° *Sans ordre politique, il n'est, pour les hommes vivants en société, ni sécurité, ni bonheur, ni honneur.*

2° *Seule la Nation constitue une communauté assez complète, assez vaste et assez durable pour permettre aux hommes de créer dans un effort historique les lois, les mœurs et les œuvres de la civilisation humaine.*

3° *Le Régime Républicain met la France en danger de mort.*

4° *La Restauration de la Monarchie Traditionnelle peut, seule, sauver la France.*

Depuis sa création, la *Restauration Nationale* n'a cessé de se montrer favorable à l'Algérie Française et à l'intégration, ce qui l'a conduite, après avoir fait campagne pour le « oui » au référendum (11), à s'opposer au général De Gaulle, depuis le discours

---

(11) Un *oui*, à vrai dire bien réticent, Georges Calzant tint à le dire quelques jours avant le référendum :

du 16 septembre, et à approuver ouvertement les insurgés d'Alger.

Un Comité Directeur veille aux destinées du groupe, il se compose de trois commissions : la Commission Administrative et Financière, la Commission de Propagande et la Commission du journal. En dépendent immédiatement les Fédérations ou Unions Royalistes, au nombre de 12 qui correspondent aux provinces françaises, sous leurs ordres des sections réunissent les membres actifs, que l'on peut estimer à dix mille environ (12).

Une société d'édition, *La seule France* (contrôlée par la S.O.F.R.I.E.D., s.a.r.l. dont les associés sont les dirigeants d'Aspects) publie et diffuse les œuvres des doctrinaires et des chefs du mouvement.

Il existe, par ailleurs, différentes organisations, dont les unes, tout en ne se rattachant pas directement à la *Restauration Nationale* se reconnaissent dans la ligne de l'*Action Française*, et les autres n'ont apparemment aucun rapport avec elle.

Parmi les premières, mentionnons : l'*Association des Jeunes Filles Royalistes* et les *Cercles Féminins de Propagande Royaliste* (dirigés par Mademoiselle de Kerret), l'*Institut de Politique Nationale* (secrétaire général : Jean-Marie Hardy), l'*Association d'Anciens Combattants Marius Plateau* (président : Georges Gaudy).

Parmi les secondes, citons :

— le *Cercle Fustel de Coulanges* qui a pour tâche de *maintenir et de répandre l'esprit national dans le corps enseignant*. Animé jusqu'à ces derniers mois par Henri Boegner (secrétariat : 37, rue Vandrezanne, Paris 13<sup>e</sup>), décédé récemment, il publie des *Cahiers* bi-mestriels fort intéressants.

— l'*Association Professionnelle de la Presse Monarchique et Catholique des départements*, présidée par Xavier Vallat et dont le comité se compose de Firmin Bacconnier, Paul Courcoural, Abel

*Nul ne saura se tromper sur ce OUI des nationalistes d'Action Française ;*

*Ce oui est un non aux faux principes du Préambule,*

*Il est un non à une Constitution mauvaise mais éphémère,*

*Il est un non au pouvoir personnel de M. De Gaulle,*

*Il est un non à l'abandon,*

*Et si, pour un jour, il est mélangé dans une boîte en bois avec les oui de MM. Robert Schuman, Baron, Defferre, Le Troquer et autres Jean Monnet,*

*l'équivoque à laquelle le référendum nous aura contraint sera vite levée ;*

**POUR LE SALUT D'UN PAYS QUE L'ON TRAHIT, NOUS REPRENDRONS LE MOUVEMENT DU 13 MAI ALGÉROIS DONT LE GÉNÉRAL DE GAULLE AURA UN MOMENT DÉTOURNÉ LA MENACE QU'IL CONSTITUAIT POUR LA RÉPUBLIQUE.** (12-9-53.)

(12) Le dernier congrès du mouvement s'est tenu à Paris les 21 et 22 novembre 1959. A l'issue de ces deux journées, les congressistes, au nombre de 1.500 environ, se réunirent en un banquet auquel participèrent, outre les dirigeants du mouvement, cités par ailleurs : Jacques Charpentier, président de l'*Union Royaliste d'Algérie* ; le général Barré, ancien commandant supérieur des Troupes françaises de Tunisie ; la baronne François de Lassus ; Le Pen, député de Paris ; Mlle Y. de Kerret, présidente des *Jeunes Filles Royalistes* ; Jacques Maurras ; Mme Maurice Pujol ; Mlles J. et H. de Cabrières ; le conseiller Corvisy ; Wiedmann-Goirand, ancien député ; le général Manhès ; le D<sup>r</sup> Raymond Bernard ; le D<sup>r</sup> R. Tournay ; le bâtonnier Jean Meynier ; M<sup>r</sup> Haizet ; le professeur Morlot ; le baron A. de Lassus ; le comte P. de Sarrazin ; le préfet Roimarmier ; Claude Jeantet ; H. Courmont ; Joseph Récamier ; le comte Aymar de la Chevalerie ; J. Lefèvre-Pontalis ; l'ingénieur général Lehr ; Jean-Pierre Guérin, étudiant en droit ; Jean-Marie Hardy ; Jean-Pierre Fontaine ; Pierre Morlot, étudiant en médecine, animateur du *Cercle Charles-Vergnaud* et de l'*Étudiant National*, de Nancy, etc... (cf. *Aspects de la France*, 3-12-1959.)



Manouvriez (vice-présidents), Claude Hisard, auteur de *La spoliation de la Presse française 1944-1955* (trésorier), Henri Boegner, Paul Courcoural, Georges Gaudy, R. Havard de la Montagne, Joseph Thirion, Max Vitry, L.F. Auphan, Pierre Bécat, Lionel de Brunelis, Pierre-Lucien Brun, l'abbé René Philippeau, Bernard de Vaulx (secrétariat, chez A. Manouvriez, 125, rue de l'Université, Paris).

— *Le Souvenir Royaliste Historique*, successeur (récent) de l'*Œillet Blanc*, qui a pour objet de maintenir le souvenir de ceux qui ont servi la monarchie. Présidée par Guy Coutant de Saisseval (14, avenue Charles-Floquet, Paris), l'association est patronnée par un comité comprenant : P. Berryer, le duc de Brissac, le commandant Buffet, le colonel de Cadoudal, de Charette de la Coutrie, le comte J. de Colbert-Laplace, le marquis d'Elbée, le duc de La Force, le duc d'Harcourt, le duc de Lorge, le marquis de Lursaluces, le duc de Luynes, le marquis de Praslin, le comte de Roux, A. Tessier et Xavier Vallat.

— *Le Souvenir vendéen*, qui perpétue le souvenir du combat des royalistes de l'ouest soulevés contre la Révolution. Sa revue a R. Chéné-Morinière, le colonel H. de Bourmont, le chanoine pour collaborateurs : le Dr Coubard, le chanoine A. Billaud, J.-B. Russon, etc. (secrétariat : 6, rue Barjot, Cholet, M.-et-L.).

— *Les Cercles de France*, organisme de propagande éditant et diffusant des brochures et des tracts monarchistes (secrétariat : 9, rue St-Suffren, Marseille VI<sup>e</sup>).

— *Le Souvenir Chouan de Normandie*, association vouée au culte des royalistes normands tués pendant la Révolution. Animé par Jean de La Varenne (décédé), puis par Henri Lebaindre (secrétariat : Mlle Jeval, 11, rue des Marais, Viroflay, S.-et-O.).

— *Les Amis de Charles Maurras*, fondés par Maurice Pujo et présidés par le Dr François Daudet (31, rue Saint-Guillaume, Paris.)

— *Les Anciens de la Rue St-André-des-Arts*, qui réunissent les anciens étudiants d'A.F. et ceux qui fréquentaient l'*Institut d'Action Française*, au comité duquel figurent : Abel Manouvriez, le Dr Raymond Tournay, Jean Huel, Félix Durand, Claude Jeantet, Félicien Maudet, le Dr Rémy Barrier, Georges Lefort, Robert Castille, conseiller municipal de Paris, Michel Serveau, Edmond Duplan, Maurice Durame, le Dr Jean Dijon (Président : Georges Calzant, avocat, 18 bis, rue Henri Barbusse, Paris V<sup>e</sup>).

— *Les Amis du Chemin de Paradis*, qui éditent des œuvres inédites de Maurras ou des ouvrages sur les maîtres de l'A.F. (Président : Jean Forges, 16, avenue Gambetta, Roanne, Loire).

Le Président de la *Restauration Nationale* est le Comte Louis-Olivier de Roux, fils du bâtonnier Marie de Roux (13), qui défendit brillamment l'*Action Française* lors de ses procès, et l'époux de Mlle Jeanine Réal del Sarte, fille du sculpteur Maxime Réal del Sarte, l'une des figures les plus illustres et les plus marquantes des anciens « Camelots du Roi ».

Le secrétaire général est M. Pierre Juhel, militant royaliste depuis l'âge de 16 ans ; il assume en fait la plupart des responsabilités du mouvement.

(13) Il est donc le frère du marquis Pierre de Roux, ami personnel du Premier ministre Michel Debré, qui honora de sa présence la cérémonie du mariage du comte Dominique de Roux, son fils, avec la fille de Max Brusset, ancien député R.P.F., lui-même gendre de Robert Valléry-Radot.

Au sein du Comité Directeur, on relève les noms de :  
 MM. Xavier Vallat, ancien député de l'Ardèche (1919-1940), ancien ministre du Maréchal Pétain, co-directeur d'*Aspects de la France* ;  
 Guy Coutant ;  
 Georges Calzant, avocat, directeur d'*Aspects de la France* ;  
 Georges Gaudy, président de l'*Association Marius Plateau* ;  
 Jacques Perret, l'auteur du « Caporal épinglé » ;  
 Yves Lemaignan ;  
 Pierre Debray, directeur de l'*Ordre National* ;  
 Henri Boegner, secrétaire du *Cercle Fustel de Coulanges* (décédé récemment) ;  
 et Robert Havard de la Montagne, ancien directeur de *Rome*.

En province, des militants royalistes connus remplissent les fonctions qui étaient celles des secrétaires régionaux au temps de l'A.F. : Pierre Delaporte (Rouen), Madeleine Florant-Plique (Caen), Marcel Gérard (Reims), Jacques Luporsi (Nancy), Yves O'Mahony (Orléans), Bernard d'Orgeval (Beaune), de La Mothe (Le Mans), André Glandy (Poitiers). O. Lachanaud (Angoulême), Paul Wadel (Clermont-Fernand), Louis de Pardieu (Grenoble), Théo Ripoull (Perpignan), le commandant Parison (Agen), Jacques Carpentier (Alger), etc.

Le principal organe du groupement est l'hebdomadaire *Aspects de la France* — qui fusionna en juillet 1950 avec *L'Indépendance Française* —, auquel collaborent : X. Vallat, G. Calzant, G. Gaudy, P. Debray, Jacques Perret, Claude Chavin (Cl. Jeantet), Jacques Massannes, alias L.-F. Auphan, R. Havard de la Montagne, Jacques Ploncard d'Assac, René d'Argile (Dargillat), Henri Courmont, Ben, Roger Joseph, Henri Massis, Ange Pitou (Louis Truc), Marie-Madeleine Martin (des *Éditions du Conquistador*), etc.

Se refusant à être un journal d'information, il se limite à un rôle essentiellement politique, et le ton de vive polémique, si cher à Léon Daudet, y est constamment à l'honneur.

Lancées en mars 1955, *Amitiés Françaises Universitaires* est l'organe mensuel des étudiants de la Restauration Nationale, seule publication estudiantine qui puisse rivaliser avec le journal communiste *Clartés* (rédacteur en chef : Michel Ledoyen, directeur-gérant : Philippe Roussel).

*Les Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, bimestriels, et *L'Ordre Français*, revue mensuelle, permettent en des domaines spécialisés, la diffusion des idées d'Action Française, dont le souvenir est perpétué depuis deux ans par la parution annuelle d'un *Almanach d'A.F.* de fort belle tenue.

Dans le sillage de *La Restauration Nationale*, bien qu'indépendante d'elle, paraît la revue *Les Libertés Françaises*, fondée en 1956 et dirigée par le Dr François Daudet, fils de l'ancien directeur de l'*Action Française*. Parmi les collaborateurs des *Libertés Françaises* on remarquait au cours de ces dernières années : Henry Bordeaux, Olivier Clément, André Joussain, Pierre Debray, Mériadeuc Paquet, Gonzague Truc, G. Gaudy, J. Ploncard d'Assac et Jean Riondè (1), décédé en 1958, qui fut rédacteur au *Journal des Débats* avant 1939 et rédacteur en chef de *Paris-Midi*, pendant la guerre.

(13 bis) C'est lui qui disait un jour, parlant des « gens de droite » : « Ils ont toujours eu, chez nous, un grand tort : ils ne ramassent pas leurs blessés. »

*Les Libertés Françaises* ont connu, ces dernières années, de grandes difficultés dues à un ralliement jugé excessif par ses lecteurs maurrassiens, à la personne du Général De Gaulle.

Edmond SEUILLARD  
et Georges VIREBEAU.

### III. — Les Cercles de la Nation Française.

En novembre 1954, à la suite d'un long différend mi-personnel, mi-idéologique, une scission se produit au sein de l'équipe des rédacteurs d'*Aspects de la France*. Elle se traduit par le départ de Pierre Boutang, de Michel Vivier (14) et de quelques collaborateurs. Ceux-ci décident alors de fonder un nouvel hebdomadaire royaliste : *La Nation Française* dont le premier numéro paraît le 12 octobre 1955 (14 bis). La réussite qui s'ensuit exige bientôt la mise sur pied d'une organisation destinée à nouer des liens entre les lecteurs et les sympathisants du journal, à répandre les idées qu'il défend. Naissent alors les *Cercles de la Nation Française* (7, rue Cadet, Paris, 9<sup>e</sup>).

La doctrine propagée par les Cercles s'apparente très étroitement à celle de Maurras. Mais ses animateurs entendent la rajeunir, la rénover. *La Nation Française* s'affirme avant tout nationaliste, en ce sens qu'il s'agit de « résoudre chaque problème réel en fonction de l'intérêt bien entendu des Français, honnêtes gens et efficaces, présents et à venir, intérêt qui porte finalement le nom d'intérêt national », et qui n'a pas de « pires ennemis que le Système et l'esprit démocratiques ».

Le rejet de la démocratie a pour pendant le choix d'une « monarchie moderne dessinée par l'expérience, sévère à toute vieillie ». Pour parvenir à une telle monarchie, incarnée par le Comte de Paris, les Cercles, sans renier la formule du « politique d'abord » de Maurras, s'attachent cependant moins à promouvoir un ordre politique qu'à jeter les « fondements nouveaux d'une civilisation à définir », d'où des préoccupations philosophiques et morales assez rares ailleurs.

Sur le plan politique immédiat, *la Nation Française*, après avoir été nettement hostile à la IV<sup>e</sup> République, s'est adoucie à l'égard de la V<sup>e</sup>, le général De Gaulle incarnant, à ses yeux, un certain principe d'autorité réclamé par elle (15). Partisan de l'intégration en Algérie, son directeur semble maintenant pencher vers l'autodétermination, ce qui lui vaut quelques déboires.

Les Cercles sont organisés de façon fort empirique, avec un président, un secrétaire qui sert également de trésorier. La participation aux réunions est libre, mais y viennent le plus souvent les abonnés du journal de la région. Seule une vingtaine de Cercles fonctionnent régulièrement — séances toutes les semaines

(14) Michel Vivier, universitaire (décédé en 1957) collaborait à *Fraternité Française*, de P. Poujade, et à *l'Action Ouvrière Française*, de Marseille.

(14 bis) Editée par la Société pour le développement de l'Information française, fondée en novembre 1955 par Pierre Boutang (4 % du capital), Michel Montel dit Vivier (48 %), Abel Pomarède (1 %), François Loizeau, gérant du journal (47 %).

(15) « Comme J.-J. Servan-Schreiber a raison de penser que le général De Gaulle est un disciple de Charles Maurras. » (*La Nation Française*, 4-11-1959.)

ou tous les quinze jours — à Marseille, Bordeaux, Bayonne, Toulouse, Saint-Etienne, Strasbourg, Lille, Roubaix, Dunkerque, Rouen, Rennes, Nantes et Paris ; il faut souligner l'absence de cercle à Lyon.

A Paris existe en outre un *Cercle d'Etudes Nationales*, réservé plus spécialement aux étudiants et destiné à la formation de cadres. Il ne fonctionne que six mois de l'année et consiste en séminaires de recherches et conférences. Y ont pris la parole en 1959-1960 : le colonel Thomazo, les professeurs Girardet et Naterre et l'ancien secrétaire confédéral de la C.G.T.-F.O., Raymond Le Bourre.

Les personnalités du groupement sont essentiellement les orateurs et les rédacteurs du journal. Pierre Boutang en est le véritable chef, bien qu'il rejette absolument ce titre. Agrégé de lettres, professeur, romancier, essayiste, pamphlétaire, il milita très jeune à la *Ligue d'Action Française*. En 1940, il soutint activement le Maréchal Pétain avant de gagner, en 1942, le Sud Algérien, où il fut professeur. En 1947, il devint l'un des principaux rédacteurs d'*Aspects de la France*, qu'il quitta en 1954, pour fonder la *Nation Française* en 1955. Il en est le directeur politique.

Avec Boutang, à ses côtés, prennent la parole aux réunions du groupe : Raymond Le Bourre, Philippe Méry, Jacques Navailles, Gérard Lauzerthe, Gustave Thibon et J.-M. Le Pen, député.

Tous participent également à la rédaction du journal, qui compte en outre au nombre de ses collaborateurs : le professeur Jules Monnerot, philosophe politique, Antoine Blondin, René Gilouin, ancien conseiller municipal de Paris, François Léger, historien, Henri Massis, Daniel Halévy, Philippe Ariès, historien et sociologue, Pierre Andreu, biographe de Sorel et de Drieu La Rochelle, Jacques Despuech, journaliste, auteur du « *Trafic des piastres* ». Roger Nimier, écrivain, chef de services aux *Editions Gallimard - N.R.F.*, André Figuéras, Louis Pauwels, Louis Salleron et son frère Paul Sérant, Pierre Nord, Michel Braspart (Roland Laudenbach), Jean Brune, Firmin Bacconnier, Norbert Dufourcq, Jacques Silberfeld, le professeur Pierre Broustet, Michel de Saint-Pierre, Chamine, Marcel De Corte, J. Ploncard d'Assac, Paul Guillard, le duc de Lévis-Mirepoix, Gabriel Marcel, Gilbert Comte, etc...

Parmi les délégués de banlieue et de province, dirigeants de *cercles*, citons : J.-M. d'Hauteville (Courbevoie), Defrance (Neuilly), Roger Brière (Chatou), Roland Houillon (Montmorency), Jean Duplessy (Clamart), Hoizey (Saint-Germain-en-Laye), Paul Durand (Rouvres), Mme Jean Lecomte (Anet), Pierre Level-Dequiedt (Arras), Alain Lemaistre (Douai), Dujardin (Armentières), Jean Pascal (Alger), Gérard Villebois (Union des Etudiants Monarchistes, Grenoble), Louis Bressange (Marseille), Sardat (Saint-Etienne), Commandant Jean Rousseau (Royan), Jean Falgade (Bayonne), Charles Rey (Marseille), E. Marcou (Castres), Michel Lacotte, Alain Le Pichon (Cherbourg), Maurice Bonte (Roubaix), J. Denis-Fargé (Toulouse), Grosbois (Arcachon), Branquet (Blaye), Dr H. Ferron (Bordeaux), Robert Descubes (La Rochelle), Dr Demarque (Bordeaux), Mme Bridier (Saint-Etienne), Etienne Malnoux, J.-D. Bigourdan (Bordeaux), Joseph Bories (Castres), etc... (16).

(16) Au banquet de *La Nation Française* du 12 novembre 1959, qui réunissait les militants et les amis des *Cercles*, on remarquait, outre les rédacteurs du journal et les

*La Nation Française*, qui paraît sur seize pages (format demi-quotidien) tous les mardis, compte plusieurs milliers d'abonnés fidèles venant principalement des milieux d'*Action Française* d'avant-guerre. En raison de sa politique pro-gaulliste, elle semble avoir subi une perte de tirage assez sensible (17). Toutefois, son caractère sérieux et mesuré lui assurerait, en compensation, une influence non négligeable dans les hautes sphères administratives et politiques. Elle est d'ailleurs régulièrement citée à la radio et son directeur représente souvent la Droite aux débats que la R.T.F. organise sur des sujets d'actualité.

E. S.

#### IV. — Le Bureau Politique du Comte de Paris.

*La Restauration Nationale et Aspects de la France*, *La Nation Française* et ses cercles, *Les Libertés Françaises* et les autres publications et groupes cités précédemment sont fidèles à la maison d'Orléans, qui est, à leurs yeux, la seule maison de France, depuis la mort du comte de Chambord, petit-fils de Charles X, mort en 1883 sans postérité.

Le chef actuel de la maison est le comte de Paris (18), fils du duc de Guise, petit-fils du duc de Chartres, donc arrière-petit-fils du dernier roi, Louis-Philippe, dont le père, le fameux Philippe-Egalité, Grand Maître de la Franc-Maçonnerie, vota la mort de son cousin Louis XVI.

La réconciliation des deux branches — ayant rapprochés les fidèles du comte de Chambord des partisans du comte de Paris — du premier, de celui que les militants monarchistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle appelaient Philippe VII — l'unité royaliste parut réalisée. La politique actuelle du Prince semble toutefois avoir favorisé le ralliement de divers groupes monarchistes à d'autres prétendants dont il sera parlé plus loin.

Le comte de Paris n'a pas attendu la mort de son père pour adopter la politique qui a tant ulcéré certains de ses partisans. Dès 1935, il fonda *Courrier Royal*, hebdomadaire dépendant directement de son *Bureau Politique*, et dont Pierre Cheylus fut longtemps l'administrateur. A ce journal collaboraient des personnalités des lettres comme André Maurois, et des journalistes connus, comme Roger de Lafforest, Jacques Saint-Germain et Jacques Ploncard.

Rompant avec les méthodes de *l'Action Française* et répudiant une partie de son nationalisme, le comte de Paris est alors apparu comme un « *Prince social* », avec lequel les hommes du régime

---

dirigeants du mouvement (cités par ailleurs) : Mlle Hélène Maurras ; le colonel Rémy ; Lucien Gachon ; Berthe Gavalda, de la Télévision ; le général du Vigier ; René Blin, ancien ministre du maréchal Pétain ; Michel Chrestien ; l'économiste A. Dauphin-Meunier ; C. Fanucchi ; Yves Gignac, président des A.C. de l'Union Française ; le marquis de Villaines ; l'industriel Lucien Arbel ; Jacques de Montalais, de *Combat*, etc.

(17) D'où l'appel lancé aux lecteurs par Pierre Boutang. De l'industriel Pierre Puiseux (Michelin) à l'acteur Pierre Fresnay, en passant par Mgr Lacoste, d'Oran, tous y répondirent généreusement, ainsi que l'indiquent les listes publiées par la N.F. en juillet 1960.

(18) Henri d'Orléans, comte de Paris, est né en 1908 à Nouvion-en-Thiérarchie. Il est le fils de Jean d'Orléans, duc de Guise (1874-1949) et d'Isabelle d'Orléans, sa cousine, fille du comte de Paris (1838-1894) et sœur du duc d'Orléans (1869-1926). Il a épousé à Palerme, en 1931, sa cousine, la princesse Isabelle d'Orléans-Bragance, dont il a onze enfants.

pouraient entrer en rapport. Au contraire de Maurras, qui torturait tous les matins dans l'*Action Française*, les tenants de la III<sup>e</sup> République, le comte de Paris les rassurait : « *La monarchie est exactement à l'opposé des dictateurs*, déclarait-il à Jacques Saint-Germain ; *la République, au contraire, les côtoie sans cesse aujourd'hui. Trop faible, un coup de force habile la réduira à la merci d'un parti décidé* ».

Rejetant les exclusifs, il ajoutait : « *Qu'ils soient de « droite » ou de « gauche », les hommes que la politique a arbitrairement divisés sont à ses yeux des Français dignes des mêmes soins* » car « *la monarchie ne connaît pas de mots d'ordre* » (19).

Bien que le chef de son organisation politique ait été Emile Moreau, ancien directeur de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* — et peut-être à cause de cela — le comte de Paris tenait à prendre ses distances avec les puissances d'argent. Se souvenant de la « *sortie* » de son oncle, le duc d'Orléans, contre « *la fortune anonyme et vagabonde* », il affirmait que « *la monarchie est le SEUL RÉGIME indépendant par nature des puissances financières* » et qu'elle « *ne saurait adopter, vis-à-vis des puissances d'argent une politique autre que celle, absolue et ferme, de Louis XI vis-à-vis des grands féodaux* ».

Lorsque la IV<sup>e</sup> République abrogea, en mai 1950, la loi d'exil qui le maintenait éloigné de la terre de ses ancêtres, le comte de Paris fut naturellement fort bien accueilli dans les milieux officiels qui lui tinrent compte de son attitude des années sombres. Il fut souvent reçu comme un personnage officiel dans ses déplacements en province et plusieurs personnalités de la IV<sup>e</sup> République acceptaient ses invitations à déjeuner ou à dîner : Edgar Faure, Henri Ulver, Mendès-France, Pierre Bloch, beaucoup d'autres encore furent ses hôtes à Louveciennes, sa résidence. Lorsqu'il maria son fils aîné, le prince Henri, comte de Clermont, les grands du régime se pressaient autour des jeunes époux. La République était, alors, bien malade, et les malins prenaient des assurances du côté d'un candidat à la succession qui avait bien des chances de l'emporter. Le général De Gaulle lui-même envoyait un cadeau, et le journal de Marcel Bloch-Dassault, *Jours de France*, consacrait tout un numéro au compte-rendu de la cérémonie de Dreux.

Le retour du Général au pouvoir a quelque peu modifié les données du problème, et les hommes politiques sont peut-être moins empressés autour de l'éventuel souverain. Néanmoins, pour un certain nombre d'entre eux, il demeure l'espoir suprême, l'ultime chance après la disparition de De Gaulle. D'autant plus que ce dernier aurait laissé entendre que le descendant de Henri IV et de Louis-Philippe pourrait bien être son successeur...

Depuis la guerre — après toutefois un essai décevant (20) avec *Ici France*, interrompu en novembre 1947 — le comte de Paris borne sa propagande écrite à la publication d'un *Bulletin mensuel d'Informations*, édité par la *Société d'Etudes, de Documentations et d'Informations* (9, rue de Constantine, Paris) qui est lu et commenté dans les milieux officiels et reproduit fréquemment par les grands journaux. 25.000 personnalités et notabilités le reçoivent régulièrement. Il est dirigé — et souvent rédigé, en partie — par

(19) « *Voici le roi* », in *Problèmes Actuels*, Paris, n<sup>o</sup> spécial, 1935.

(20) « *La propagande que j'ai faite, disait-il, n'a réussi qu'à m'aliéner les monarchistes sans me permettre, faute de moyens, d'atteindre les masses populaires* » (cité par Jacques Fauvet, in *Les Forces Politiques en France*, Paris, 1951).

Delongraye-Montier, l'ancien dessinateur du *Porc-Epic* et de *l'Insurgé*, que seconde Paul Griffoulière, le gérant de la publication.

Favorable au général De Gaulle, le *Bureau Politique* du comte de Paris a constamment soutenu sa politique. C'est sur son ordre que les monarchistes, même les plus anti-gaullistes, ont fait campagne pour le *oui* en septembre 1958. C'est sur son ordre qu'une partie d'entre eux ont accepté le principe de l'auto-détermination après la lecture d'un article du *Bulletin* intitulé : « *De Gaulle a raison* » (21) où le porte-parole du Prince faisait sienne la politique du Général en Algérie, et après celle d'un autre éditorial (22) où il condamnait personnellement les « *deux extrémismes* », les « *deux fanatismes* » — celui des « *ultras* » et celui des « *fella-gha* » — qui contrariaient cette politique.

Grand propriétaire terrien au Maroc, disposant d'une confortable résidence à Estoril et du beau domaine du « *Cœur volant* », le comte de Paris vit tantôt en Afrique, tantôt au Portugal, tantôt en France. Ses contacts avec les plus hautes personnalités politiques de notre époque contribuent à lui donner une largeur de vue et un sens des réalités qui font de lui l'homme le mieux informé des problèmes contemporains et, au regard de ses partisans, l'arbitre dont la France aura peut-être plus encore besoin demain qu'aujourd'hui.

Pierre SAINT-CHARLES.

#### V. — L'Association Générale des Légitimistes de France.

Depuis la mort sans postérité du comte de Chambord en 1883, la querelle des légitimistes et des orléanistes pour la succession au trône de France, semblait s'être achevée par la victoire de ces derniers. Et, de fait, jusqu'en 1931, la descendance du deuxième petit-fils de Louis XIV : Philippe duc d'Anjou, se tint à l'écart, toute occupée qu'elle était à régner en Espagne.

Mais, après la mort d'Alphonse XIII, de ses deux fils, l'aîné, Jaime Henri, put prétendre de nouveau à la couronne de France, celle d'Espagne ayant été dévolue à son cadet : Juan de Bourbon. Cependant, ce n'est qu'en juin 1946 qu'il déclara ne renoncer pour lui et ses enfants à aucune des prérogatives attachées à sa naissance, ce qui équivalait à affirmer comme principe sa légitimité, au cas d'une éventuelle restauration de la monarchie en France.

Cette déclaration ayant fort peu d'écho dans l'opinion publique, il était nécessaire de créer un organe de diffusion favorable, d'où la constitution en 1957 de l'*Association générale des légitimistes de France*. Depuis, une interview du docteur Lefèvre, peu avant les événements du 24 janvier 1960, ainsi que des questions familiales, ont attiré l'attention sur les partisans de Jacques-Henri de Bourbon, duc d'Anjou et de Ségovie (23).

L'*Association* défend essentiellement les droits du duc d'Anjou, les préoccupations doctrinales ne passant pour l'instant qu'au

(21) N° du 23-9-1959.

(22) N° du 17-2-1960.

(23) Né le 23 juin 1908, le prince est le fils d'Alphonse XIII d'Espagne. Il a deux fils, Louis-Alphonse, duc de Bourgogne, né en 1936, et Charles Gonzalve, né en 1937, dont la *Gazette Royale* (n° 22, mars 1960) donne une généalogie complète depuis Henri IV.

second plan. Elle se contente d'affirmer le retour nécessaire de la France à ses traditions, notamment par le rétablissement de la primauté du catholicisme et l'instauration d'un ordre corporatif s'inspirant du Docteur Lefèvre. Tout ceci est vague, la seule précision concerne l'Algérie qui doit rester Française et être intégrée, d'où un rejet définitif de la politique du général De Gaulle.

L'organisation est sommaire : un comité de direction, un groupe d'étudiants, dix « représentants de province », unité de base du groupement. Une assemblée générale réunit tous les ans, en janvier, les membres actifs, les absents déléguant leurs pouvoirs.

Le principal animateur de l'Association est Pierre Tollé, chargé des liaisons avec les adhérents et les abonnés du journal (82, avenue Parmentier, Paris XI<sup>e</sup>). Les étudiants légitimistes ont pour chef de file Richard Picat. Parmi les autres dirigeants, citons : Mlle M.-T. de Tassin, présidente en 1958, Joseph Jackson, son successeur en 1959, Maurice Etienne, gérant de la *Gazette Royale*, Ch. Clerget-Guinaud, délégué général en Afrique du Nord, le baron L. de Condé, président du Mémorial de France à Saint-Denis, le duc de Bauffremont, Saclier de La Batie, Yves Le Moyne, Bernaudin de Rochechinard, le comte A. de Chansiergues-Ornano, Robert Le Dru (de Reims), Sarrazin de Villers, Guy Augé, etc...

L'Association dispose d'un journal mensuel *La Gazette Royale*, fondé en 1956, dont la présentation s'est beaucoup améliorée depuis le milieu de 1959.

Les articles concernent principalement les droits du duc d'Anjou et la période révolutionnaire. Ils sont rédigés par Mme Edith Delamare, rédactrice à *Rivarol*, J.-P. de Valmigière, auteur d'une « *Enquête sur la Révolution* », André D. Toledano, de l'*Académie Diplomatique Internationale*, Jacques Descheemacker, historien, critique littéraire de *La Vie Judiciaire*, Hervé Pinoteau, Lesage de la Franquerie, le comte de Roquefeuil-Anduze et Michel Josseaume, ancien directeur du *Drapeau Blanc* (décédé récemment).

Peu nombreux, les membres de l'Association se recrutent parmi les monarchistes opposés à la politique du comte de Paris.

E. S.

## VI. — Le Cercle Louis XVII.

D'autres monarchistes, également très attachés à la Maison de Bourbon, ont pour prétendant le prince Xavier de Bourbon-Parme, qui descend également de Louis XIV. Mais ce dernier ne semble pas très désireux de répondre à leurs aspirations et se contente d'assister tous les ans, le 21 janvier, à la messe anniversaire de la mort de Louis XVI, à Saint-Philippe du Roule, tandis que les fidèles du comte de Paris entendent la messe dite à Saint-Germain-l'Auxerrois.

D'autres encore se déclarent pour le descendant de l'infortuné fils de Louis XVI, officiellement mort au Temple, mais qui, au dire d'historiens comme Lenôtre, André Castellot et beaucoup d'autres, aurait échappé à la surveillance du savetier Simon, son géôlier.

Ayant constitué un *Cercle Louis XVI*, — qui succède, en fait, à une suite de groupements « naundorffistes » — ces monarchistes entendent démontrer que, non seulement, le fils de Louis XVI et de Marie-Antoinette n'est pas mort au Temple, mais qu'il a survécu, qu'il n'est mort qu'en 1845 à Delft en Hollande (où il



vivait sous le nom de Naundorff et où il fut reconnu comme le prince Charles-Louis, duc de Normandie, roi de France et de Navarre, par la Cour de Hollande) et qu'il a laissé une postérité nombreuse, dont deux fils, Charles-Edmond (1833-1888) et Adelberth (1840-1887). Le descendant du premier, Henri, duc de Bourgogne, né en 1899, étant mort sans postérité en 1960, et ses deux cousins étant déclarés — « *non dynastes* » (24), c'est le descendant du second, Louis, duc de Normandie, qui est devenu leur prétendant :

« *Devenu par la mort de mon cousin Henri, duc de Bourgogne, chef de la famille de Bourbon, je suis décidé à faire face à tous mes devoirs* », déclare-t-il le 10 juin 1960 à La Haye.

Né en 1908, Louis a deux fils : Charles-Louis, né en 1933, et Henri-Emmanuel, né en 1935, qui ont eux-mêmes des enfants.

Le *Cercle Louis XVII*, fondé par le marquis de Castellane, décédé, qui publie une revue trimestrielle *Flos Florum*, est dirigé par un comité ainsi composé : comtesse Michel de Pierredon, née princesse de Polignac, présidente d'honneur ; marquis Bertrand de Bourmont-Coucy, ancien directeur-administrateur de *France Réelle*, président ; Boutte de Fréville, Guy de Closières, comte Yves-Michel de Pierredon, J. de Montety, membres ; Michel Duplessis, trésorier ; auxquels il faut joindre trois des plus actives adhérentes du cercle : la comtesse de Villermont, Mme de Cazillac, attachée à la direction de *Rivarol*, et Mme Tisserant. (24, Boulevard de Strasbourg, Paris) chez laquelle se tient une permanence une fois par mois. Le secrétariat du *Cercle Louis XVII* est installé 32, rue des Mathurins, Paris (8<sup>e</sup>).

P. S† CH.

(24) Il s'agit de Charles-Edmond et de René. « *Ces deux héritiers ne sont pas dynastes* », nous dit *Flos Florum*, *Revue du Cercle Louis XVII* (n° 76-77, 1960) parce que le père de Charles-Edmond se maria « *civilement* » le 11 mai 1926 et ne régularisa « *religieusement* » son mariage que le 1<sup>er</sup> juin 1932, c'est-à-dire trois ans avant la naissance de l'enfant ; parce que René, né en 1898, ne fut reconnu que le 20 février 1940 par son père, Louis-Edmond.

## POLITIQUE ÉCLAIR

« *le mensuel de l'élite française* »

4, rue Saulnier, PARIS IX<sup>e</sup>

- paraît le 15 de chaque mois, sous format poche (48 pages).
- publie des centaines d'informations **confidentielles**.
- Sa devise : « petit format... grandes informations ».

**Specimen sur demande**

## BONAPARTISTES ET PLEBISCITAIRES

Depuis que le prince Napoléon a cessé de faire acte de prétendant pour se lancer dans les affaires — il administre la *Cie du Katanga* et la *Société Cotonnière Equatoriale Française* — le parti bonapartiste est entré en léthargie.

Louis-Jérôme-Victor-Emmanuel-Léopold-Marie, prince Napoléon, fils du prince Victor-Napoléon — lui-même fils du prince Jérôme — et de la princesse Clémentine de Belgique, marié à Alix de Foresta, père de quatre enfants, est né le 23 janvier 1914 à Bruxelles.

Au début de la guerre, il s'engagea sous le nom de Louis Blanchard dans la Légion Etrangère. Démobilisé en septembre 1940, il se retira en Suisse, où il entra en contact avec les services secrets gaullistes. Rentré en France, il tenta, avec le baron Roger de Saivre, alors attaché au Cabinet du Maréchal Pétain, et le fils du général Georges, de franchir la frontière espagnole. Arrêté à Seix (Arriège) par les Allemands le 20 décembre 1942, il fut transféré au Fort du Hâ, puis à la prison de Fresnes et, enfin, dans une villa de la Gestapo à Neuilly. Relâché sur l'intervention de la Couronne d'Italie, il poursuivit son activité secrète comme agent du B.C.R.A. sous les noms de Renault et de Müller. A la Libération, sous le nom de Lucien Monnier, il combattit dans les F.F.I. Blessé à Ecuillé (Indre) le 28 août 1944, il fut fait lieutenant par le général Koenig en septembre. Il fut ensuite nommé à l'Etat-Major général de la guerre en qualité d'officier de liaison de la 27<sup>e</sup> D.A. Un décret signé : De Gaulle et Michelet a fait de Louis de Montfort, autre nom du prince Napoléon, un chevalier de la Légion d'Honneur à titre militaire (4-2-1946).

Satisfait du devoir accompli, le prince se retira sous sa tente et abandonna toute activité politique. Il fit mieux : il interdit à ses fidèles de se livrer à la propagande bonapartiste et il ordonna la dissolution des groupements existants (1).

Les bonapartistes, encore très nombreux aujourd'hui — il s'agit surtout d'une fidélité au souvenir du grand empereur et d'un hommage rendu à la mémoire de Napoléon III, « *le seul souverain, disait Drumont, qui se soit sincèrement préoccupé d'améliorer le sort des classes ouvrières* » (2) — étaient puissants à la

(1) Il n'a laissé subsister que le *Comité Central Bonapartiste*, d'Ajaccio, et le *Comité de la messe du 5 mai* (anniversaire de la mort de l'Empereur), dont Mlle Jeanne Marie (8, rue Greffulhe) est la secrétaire, et Marcel Dunan, de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, le président.

(2) Jean-Baptiste Barbier, ancien ministre plénipotentiaire, lui a consacré deux volumes fort intéressants : « *Oustrances sur le Second Empire* » et « *Mensonges sur le Second Empire* ».

fin du siècle dernier, malgré une querelle entre *Jérômiens* et *Victoriens*, entre partisans du prince républicain (3) et anticlérical et partisans de son fils, le prince impérialiste.

Il faudrait un livre pour raconter le duel épique que se livrèrent les deux tendances et qui ne prit fin qu'à la mort de Jérôme Bonaparte. Lorsque Victor Napoléon fut le seul et unique prétendant, la propagande bonapartiste reprit de l'ampleur.

A vrai dire, la vague boulangiste avait également contribué à mettre le bonapartisme officiel en sourdine. Les fidèles des deux princes s'étaient jetés à corps perdu dans l'aventure (4), derrière « l'homme à la barbe blonde et au cheval noir ». Le boulangisme étant — comme le sera trois-quarts de siècle plus tard le néogaullisme — la conjonction spontanée (ou orchestrée) de tous les mécontentements, il était bien normal qu'il ralliât aussi les bonapartistes. Mais, selon le mot d'Arthur Meyer, « le boulangisme, c'est du bonapartisme qui ne réussit pas ».

« Jérômiens » et « Victoriens » réconciliés voulurent faire en sorte que le bonapartisme fût un boulangisme qui réussit.

Afin de résoudre la question de la forme du gouvernement — République, Royauté, Empire ? — le prince Victor proposait qu'elle fût soumise à un plébiscite dont le résultat s'imposerait à tous. Dès lors, les comités bonapartistes devinrent les *comités plébiscitaires*. Du moins, c'est ce qu'aurait voulu le prince, mais il ne fut pas suivi de tous les bonapartistes : plusieurs comités et personnalités impérialistes n'acceptèrent pas ces dispositions ; « ils n'admettaient pas que la forme IMPERIALE de gouvernement, instituée d'ailleurs par les plébiscites antérieurs, pût être remise en discussion » (5).

Cette dissidence — de principe — ne dura guère, et les organisations bonapartistes prirent, le plus souvent, — mais pas toujours — le titre de *parti, groupe ou comité plébiscitaire* dans leur propagande électorale.

Sur le plan électoral, les plébiscitaires eurent d'importants succès, principalement en Corse, dans le Gers, en Charente-Inférieure. Des journaux fort répandus comme *L'Autorité*, de Paul de Cassagnac — auquel succédèrent Guy et Paul-Julien de Cassagnac, ses fils — et *Le Petit Caporal*, de Cunéo d'Ornano et de Lasies, tous deux députés, et de Charles Faure-Biguet, défendaient avec vigueur l'idée napoléonienne (6).

(3) La conception républicaine du Prince Napoléon Jérôme était d'ailleurs assez spéciale. Arthur Meyer rapporte dans ses souvenirs la conversation qu'un de ses amis avait eue avec le Prince. Celui-ci expliquait ainsi sa conception :

« Quand une femme du monde consent à vous aller voir dans votre garçonnière, le plus souvent elle vous fait promettre que vous la respecterez comme une sœur. Vous promettez, vous jurez même, au besoin ; mais si vous étiez assez niais pour vous montrer fidèle à cet engagement, elle ne vous le pardonnerait jamais. Eh bien, j'invite la République à venir dans ma garçonnière. Comprenez-vous ? » (« *Ce que mes yeux ont vu* », Paris, 1912, p. 243.)

(4) Le Prince Napoléon Jérôme reçut, en 1888, la visite du général Boulanger, venu secrètement de Clermont-Ferrand où le gouvernement l'avait « exilé ». Il l'avait assuré de son appui : « ... *S'il arrive*, disait alors Jérôme, *il aura besoin de moi.* »

Et il ajoutait :

— *D'ailleurs, il m'a tout pris : mon idée, ma politique, mon système.*

(5) D' J. Flammarion, *Le Bonapartisme*, Paris, 1950.

(6) Avant la première guerre mondiale, la presse plébiscitaire comptait plusieurs grands journaux : *L'Autorité*, fondée en 1886, par Paul de Cassagnac ; *Le Petit Caporal* (1877) ; *L'Appel au Peuple*, de Paris (1882) et de la Seine (1888) ; *La Patrie*, d'Emile Massard, Marcel Habert et Pugliesi-Conti (fondée en 1842) ; *La Volonté Nationale* (1907)

Les comités plébiscitaires, nombreux et actifs, multipliaient les manifestations publiques et privées, soutenaient les candidatures bonapartistes, recouvraient la France d'affiches à la gloire de Napoléon et de ses successeurs.

À Paris, les comités plébiscitaires de la Seine étaient particulièrement remuants. Ils avaient à leur tête Gaston Le Provost de Launay, qui devint député et qui fut, avant la guerre de 1939-1945, président du Conseil municipal de Paris. Ce dernier avait succédé au duc de Padoue, au général de Barail, ancien ministre de la Guerre, au baron Legoux, qui avaient animé les organisations bonapartistes avant lui. Il était secondé par le comte de Marois, membre du comité de direction (7), et par un tout jeune homme, alors employé aux Magasins du Printemps, qui fit beaucoup parler de lui par la suite, Pierre Taittinger.

Ce dernier était le président de l'Union de la Jeunesse Bonapartiste de la Seine, dont André Desmarest, futur directeur de *La Volonté Nationale*, assurait le secrétariat général, et que de Moro-Giafferri, futur député radical, avait animée avant eux.

La guerre de 1914-1918 porta un coup fatal au mouvement en provoquant la disparition de leurs grands journaux parisiens et provinciaux, en particulier de *L'Autorité* qui cessa de paraître dès les premiers jours du conflit, sa salle de rédaction ayant été littéralement vidée, en quelques heures, par la mobilisation (8).

Sur le plan électoral, le mouvement plébiscitaire eut encore des succès locaux. La Chambre bleu-horizon eut ses députés plébiscitaires, qui siégeaient non loin des députés royalistes : Gaston Le Provost de Launay, Pierre Taittinger (Charente-Inférieure), Maurice Binder, Paul Chassaigne-Goyon (Seine), le marquis de Dion (Loire-Inférieure), Fernand Engirand, Henry Fougère (Indre), Ernest Flandin (Calvados), Maurice Flayelle (Vosges), Gaston Galpin (Sarthe), Paul de Cassagnac (Gers), Petifils (Ardennes), etc... (9).

Leur action au parlement, d'ailleurs plus nationaliste que bonapartiste ou plébiscitaire, était soutenue dans la presse par leurs amis journalistes, parmi lesquels on remarquait : Charles Fournier-Carville, rédacteur en chef de la *Sarthe* ; Louis Aurray, directeur de l'*Echo de la Mayenne* ; Louis Philouze, rédacteur en chef

et, en province, plusieurs *Appel au Peuple* : de Bordeaux, de la Charente, des Charentes, de Montpellier, etc... ; *Le Centre*, quotidien de l'Allier, etc... Parmi les journalistes bonapartistes les plus connus, citons : Xavier de Lassalle, directeur du *Journal de Lot-et-Garonne*, président de l'Association de la Presse Plébiscitaire ; Albin Gieure, directeur de l'*Adour* ; Arthur Herbin, directeur du *Centre* ; Emile Martial, directeur du *Journal du Cher* ; Louis Guiraud, directeur de l'*Appel au Peuple du Midi* ; Charles Fournier Carville, rédacteur en chef de *La Sarthe* ; J.-B. Carrère, rédacteur en chef du *Courrier de l'Eure*, puis de *La Normandie* ; Adolphe Mavet, rédacteur en chef du *Matin Charentais* ; André Casis, directeur du *Nouvelliste de l'Yonne* ; Louis Michelet, directeur du *Glaiveur* de Sarlat ; Gustave Roy, directeur du *Journal de l'Ouest* ; etc...

(7) Les orateurs habituels des Comités étaient : le marquis de Dion, député, l'un des fondateurs des Automobiles De Dion-Bouton, et le député Lasies, Paul et Guy de Cassagnac, les avocats Querenet et Guillaumin, etc...

(8) L'un de ses directeurs, journaliste de grande classe, Guy de Cassagnac, fut tué à 32 ans, en 1914, sur le front lorrain. Son frère, Paul-Julien, né en 1880, fut blessé (croix de guerre, légion d'honneur, médaille de la Marne) ; il préside aujourd'hui la Légion Française des Décorés au Péril de leur Vie. Ils avaient refusé tous les deux de se laisser mobiliser au bureau de la presse, en 1914, et avaient fermé leur journal, qui était leur propriété personnelle, pour rejoindre leur régiment d'infanterie.

(9) Avant eux, il y avait eu Gaston Roques, Théodore Rudelle, Napoléon Magne, Marius Martin, Fernand Mège, le marquis Odon de Pins, etc...

du *Journal de l'Ouest*; Maurice Bastien, rédacteur au *Suffrage Universel*; Noël Ceccaldi, rédacteur à *La Volonté Nationale*; Julien Coudy, rédacteur à *La Croix*; Jules Devries, directeur du *Progress de Nice*; Charles Faure-Biguet, directeur du *Petit Caporal*; Napoléon Magne, directeur du *Journal de la Dordogne*; Louis Marchand, rédacteur au *Napoléon*; Georges Poignant, ancien rédacteur en chef du *Pays*; Fernand Rejou, directeur du *Journal de Ribérac*; Georges Rejou, directeur du *Journal de la Vézère*; Charles Renoux, directeur de *l'Union Nationale*, de St-Jean d'Angely; etc...

Pendant la guerre, ralliés à *l'Union Sacrée*, les plébiscitaires avaient soutenu la politique de Clemenceau et de Poincaré. Les *Comités Plébiscitaires de France*, dits « Groupes des Plébiscitaires militants » (10), qu'animait Ch. Le François, avaient surtout borné leur activité à la publication de la *Revue Plébiscitaire*.

Immédiatement après, ils s'étaient regroupés tant bien que mal, au *Comité Politique Plébiscitaire*, dont l'ancien député Rudelle était le secrétaire général. C'est au banquet bonapartiste du 9 décembre 1923, organisé par ce dernier, et auquel participaient le Lt-Colonel Rousset, ancien député, Gauthier de Clagny, Georges Poignant et Joseph Maybon, ancien vice-président des *Comités Plébiscitaires de la Seine*, que fut annoncé la formation et la constitution du *Parti de l'Appel au Peuple*, dont la *Volonté Nationale*, dirigée par André Desmarest, fut l'organe central.

Entre temps, les jeunes bonapartistes, réunis périodiquement chez J.P. Besançon, aujourd'hui commissaire-priseur, avaient reconstitué leur organisation. Ils faisaient reparaître la *Revue Plébiscitaire* dont le rédacteur en chef était Charles-Louis Vrignoneux — qui devait avoir des aventures judiciaires comme « dernier des Stuarts » — et le secrétaire général, R. Palmieri, l'avocat et militant national bien connu.

Les *Etudiants Plébiscitaires*, reconstitués, eurent alors pour dirigeants : Roger Giron (fils d'un vieux militant bonapartiste), futur rédacteur à *L'Eclair*, à *l'Ami du Peuple du soir*, à *Paris-Midi*, de *France-Soir*, au *Figaro*, et R. Palmieri, successivement présidents, Charles Giron, frère du premier, futur collaborateur de l'avocat Jean-Charles Legrand, et Pierre Bloch d'Aboucaya, qui fit ensuite une carrière exceptionnelle dans le *Parti Socialiste S.F.I.O.* et à la *S.N.E.P.*, sous le nom de Jean Pierre-Bloch. Le président d'honneur des *Etudiants Plébiscitaires* était le prince Achille Murat, devenu le beau-père d'Albin Chalandon, dirigeant de l'U.N.R.

Après les élections de 1924, qui furent néfastes à la plupart des parlementaires bonapartistes — Taittinger, ayant abondonné la Charente-Inférieure en même temps que l'étiquette plébiscitaire, fut élu à Paris comme candidat d'Union nationale — les militants étaient peu nombreux dans les organisations officielles; ils adhéraient plutôt à la *Ligue des Patriotes*. On les retrouva, ensuite, groupés aux *Jeunesses Patriotes*, dont les chefs ne cachaient pas leurs sentiments plébiscitaires.

Le *Comité de l'Appel au Peuple*, qui précéda de peu le *Parti*, avait pour animateurs le prince Achille Murat, Rudelle, son secrétaire général, l'abbé Henocque, aumônier militaire, Henry Provost, qui sous le nom de Provost de la Fardinière fut le chef des *Jeunesses Patriotes* de la Loire-Inférieure, et l'avocat Roger Guérillon

(10) L'aviateur Guynemer y fut inscrit.

La direction du parti fut assurée à partir de 1925 par un triumvirat nommé par le prince et composé du duc de Massa, de Rudelle et du prince Joachim Murat. Les cadres étaient fournis par des anciens combattants, comme Edmond Neveu et A. Dufour, qui avaient fondé l'*Association Bonapartiste des Anciens Combattants*, et par des militants éprouvés : Raymond Neveu, Louis Walther, Marcel Gaborit, de Paris, Courtois de Viçoise, de Toulouse, le marquis de Pins, du Gers, André Baradat, de Caudéran, Paul Chabault, avocat, le comte de Lacroix-Vaubois, de Toulouse, Georges Perrier, Président du Syndicat National des Employés d'Assurances, et Luc de Pierrefeu, ces derniers candidats du *Parti Républicain Plébiscitaire* — une étiquette électorale plus qu'un véritable parti — dans le 2<sup>e</sup> secteur de Paris, aux élections partielles du 14 mars 1926.

*Les Jeunesses Bonapartistes*, réorganisées, publièrent en 1929 un journal, *L'Aiglon*, dont Emile Mariotti et C.A. Ottaviani, étaient les fondateurs, et que dirigeaient et rédigeaient André Desmarest et Louis Ottaviani. Les Jeunesses avaient alors un état-major composé d'Etienne Philippe, Pierre Canavaggio, Knaepen et Jean Philippe, auquel Sacha Bernhard, apportait son concours. Mais l'organe officiel du Parti était toujours *La Volonté Nationale*, sabordée puis ressuscitée le 3 novembre 1928, que *Brumaire* a remplacé par la suite.

*Brumaire* fut d'abord le journal des *Etudiants Bonapartistes* (E.B.). Fondé en 1931 par René-Louis Jolivet, étudiant en droit et président des E.B., il était rédigé et diffusé par une équipe à laquelle appartenaient André Lefebvre, Maurice Piot, délégué des *Etudiants Bonapartistes*, futur délégué général des *Francistes* sous le nom de Maurice Herblay, André Chaumet, qui dirigea divers journaux de 1930 à 1944, Jacques Pieri, secrétaire général puis président des E.B., Roger Savary, Jean-Adrien Marx (Jean Jam), Jacques Dreux, Jean Magné, Jean Thorel, René Merland, Jacques Delahaye, Jacques Denizet, etc...

La direction du *Parti de l'Appel au Peuple*, au cours des années 1931-1939, fut assurée par le colonel Brunet, André Lévylier (trésorier), le baron Sautereau, Louis Jamet, le commandant Brégeaux, S de Chocqueuse, Napoléon d'Albufera, le duc de Massa, Marcel Rousseau (Bordeaux), le prince Murat, le général Kœchlin-Schwartz (Croix de feu), etc...

Les dames bonapartistes avaient leur propre association, les *Abeilles*, dont la duchesse de Massa et MM<sup>mes</sup> Victor Blanchet et E. Lévylier, furent les dirigeantes après la mort de Mme Frédéric Masson, la femme de l'historien.

Outre les représentants de la noblesse napoléonienne, qui se croyaient obligés de figurer aux manifestations bonapartistes (principalement aux messes anniversaires), le mouvement comptait des personnalités de la politique militante comme Charles Trochu, Henri de Bonifacio, ami et partisan de Marcel Bucard, du Théâtre comme Colette Mars, de la littérature comme Jean Savant, ou de la presse comme Julien Coudy, du *Petit Parisien*, et Paul de Cassagnac, qui avait fait reparaitre quelque temps *L'Autorité*, hebdomadaire en 1928.

Les journalistes plébiscitaires réunis en Association étaient assez nombreux à la veille de la guerre. Leur président était Robert Laënnec, l'ancien directeur de *L'Echo du Cher*. Siégeaient avec lui au Conseil d'administration : Pierre Blanchet, administrateur de *La Sarthe* et Pierre Taittinger, député, vice-présidents ;

Jacques Dreux, secrétaire général ; Henry Feret du Longbois, rédacteur au *Charivari* ; Georges Réjou, directeur de l'*Union Nontronnaise* ; Xavier Giacobini, directeur de l'*Action Patriotique* de Nice ; Joseph Hasting, du *Nouvelliste* de Lyon, etc... Parmi les principaux membres, on remarquait : Maurice, Jules, Jacques et Pierre-Jean Amigues, de Bordeaux ; Paul Chassaigne-Goyon, ancien député ; le marquis de Colbert (Cher) ; Henri et Julien Coudy, du *Petit Parisien* ; Guy de Feuilhade de Chauvin ; Henry Fougère ; le comte Jean de Garnier des Garets ; le comte Roger de Gontaut-Biron ; Mlle Gosselin-Lenôte, fille de l'historien ; Paul de Cassagnac ; Ernest d'Hauterive, l'historien ; Henri Hillaire-Darrigrand, directeur de *La Bataille* de Bordeaux ; le chanoine A. Lescure ; l'éditeur Albin Michel ; le marquis Albert de Luppé ; le marquis Etienne de Maleissy ; le comte Adhémar de Montgon ; le comte Guy de Murard de Saint-Romain ; les abbés Antoine Péliissier et Robert Petit ; Paul Poitou-Duplessy, député, directeur du *Réveil Charentais* ; le vicomte Armand de Prin ; Gaston Pucheu ; le comte François de Puysegur ; Mgr Jean Rodié, évêque d'Agen ; André Toulemon, etc...

Au cours des dix dernières années qui précédèrent la guerre, l'activité du mouvement plébiscitaire fut très réduite. Elle se confond avec celle des autres partis nationaux auxquels le Parti se joignit en maintes occasions.

Le 6 septembre 1934, le prince Murat, ancien député du Lot, manifesta à sa manière, dans les couloirs mêmes du Palais-Bourbon, et se battit avec des parlementaires « stavisqueux », comme les appelait alors la Droite. Les militants bonapartistes étaient dans la rue avec les Anciens combattants, les *J.P.*, l'*A.F.*, la *Solidarité Française*, les *Croix de Feu* et les *Francistes*. Plusieurs furent blessés : l'un d'eux, Georges Delluc, imprimeur de *Brumaire*, reçut une balle dans le cou.

Le *Parti de l'Appel au Peuple*, se sentant solidaire des autres groupements de Droite, donna son adhésion au *Front National*. Il n'en conservait pas moins son caractère propre.

A la veille de la guerre, le *Parti de l'Appel au Peuple* résumait ainsi son programme dans un tract diffusé au quartier Latin :

LA RÉPUBLIQUE NAPOLEONIENNE, C'EST L'ORDRE PAR L'AUTORITÉ

*Un chef élu par plébiscite populaire,*  
*un chef contrôlé par référendums populaires,*  
*des ministres indépendants du Parlement,*  
*une chambre réduite en nombre,*  
*un sénat économique soustrait à la politique,*  
*un Conseil d'Etat rédigeant les lois,*  
*un Conseil suprême réglant les conflits,*  
*un pouvoir largement décentralisé,*  
*un régionalisme économique,*  
*l'égalité des droits pour le capital et le travail,*  
*des corporations groupant employeurs et employés,*  
*du travail pour les Français d'abord,*  
*un mode d'élections avec représentation des minorités,*  
*pas de partis : la France !*

LA PROBITÉ PAR LA RESPONSABILITÉ,  
 C'EST LA RÉPUBLIQUE NAPOLEONIENNE

*L'Appel au Peuple*, 82, rue Bonaparte (VI\*).

Lorsque la guerre éclata, le prince Napoléon ordonna aux organisations bonapartistes et plébiscitaires de se dissoudre. Nous avons vu qu'il participa aux combats dans la Légion Etrangère et qu'il fut démobilisé en septembre 1940.

Trois mois plus tard, le 14 décembre 1940, le lendemain de la « révolution de Palais » qui renversa Laval et parut infléchir la politique de collaboration de Vichy, Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne en France, réunissait, à vingt-trois heures, rue de Lille, les représentants de la presse française et étrangère et leur annonçait une nouvelle qui, croyait-il, allait bouleverser et attendrir les Français : la restitution du corps du roi de Rome, fils de Napoléon I<sup>er</sup>. L'Allemagne, faisant un geste de réconciliation, rendait à la France la dépouille mortelle de l'Aiglon.

L'ambassadeur allemand, avant d'inviter les journalistes à assister à la cérémonie qui allait avoir lieu aux Invalides, tint à faire l'éloge de l'Empereur :

*« A aucune époque, dit-il, la grande figure de Napoléon n'a été plus près de nous. C'est avec Napoléon qu'ont commencé les grands mouvements populaires revivifiés par l'Italie fasciste, l'Allemagne nationale-socialiste et même par la France, en dépit de certains mouvements réactionnaires. Le duc de Reichstadt, le fils du grand soldat, l'enfant pâle et démun, fut victime de cette réaction... »*

A l'issue de la cérémonie qui se déroula aux Invalides, en présence des autorités françaises et allemandes, devant des centaines de gardes ex-Républicains et de soldats allemands en grande tenue, l'amiral Darlan serra la main d'Otto Abetz :

— *Merci, lui dit-il, de nous avoir rendu le fils de notre Empereur.*

Chacun pensa que tout était fini et, en rentrant à leur journal pour y rédiger leur « papier » les rédacteurs avaient la conviction qu'ils avaient assisté à une cérémonie fort émouvante, mais sans grande portée politique.

Eh ! bien, on se trompait. Cette manifestation n'était qu'une manœuvre politique des Allemands contre le Maréchal Pétain. Dans un article de *Quatre et Trois* (19-9-1946), Alain Decaux, faisant état des souvenirs du comte de Güell, un Grand d'Espagne, dont il avait eu connaissance par un ami et des confidences du prince de B..., affirma que la cérémonie devait marquer le rétablissement de l'Empire en France.

Pendant l'inhumation, en présence du prince Napoléon, on devait crier « *Vive l'Empereur !* » et l'héritier des Bonaparte serait conduit aux Tuileries et proclamé par le peuple et la municipalité de Paris, empereur des Français. Devant cette explosion populaire, les Allemands auraient fait un geste spectaculaire : ils auraient libéré toute la France à l'exception des ports de la mer du Nord, de la Manche et de l'Atlantique, ce qui devait permettre au nouvel empereur de déclarer la guerre à « l'ennemi héréditaire ».

*« La libération de la France, écrivait M. de Güell, le souvenir de Sainte-Hélène et la probabilité d'un succès militaire seraient suffisants pour entraîner la majorité de l'opinion française. »*

*« Il paraît, ajoutait le comte, que c'est Langeron, chef de la police française, qui a fait échouer le projet. »*

Le malheur, c'est que l'ancien préfet de police questionné à ce sujet, a déclaré ne rien savoir :



## LES PRETENDANTS

---

- **LE PRINCE NAPOLEON (Jérôme)**, appelé tantôt prince Jérôme, tantôt prince Napoléon, — mais aussi, par ses intimes et ses adversaires : **Plonplon** — né en 1822 à Trieste, était le fils du roi Jérôme et de la reine Catherine de Wurtemberg. Il fut député sous la Seconde République, général de division, sénateur, ministre de l'Algérie, puis conseiller d'Etat sous le second Empire, conseiller général de la Corse au début de la III<sup>e</sup> République. Devenu le chef de la famille Bonaparte à la mort du prince impérial (le fils de Napoléon III, en 1879) il fut exilé en France en 1886. Il mourut en 1891, à Rome.
  
- **LE PRINCE VICTOR NAPOLEON** naquit en 1862 au Palais Royal, la résidence de ses parents, le Prince Napoléon (Jérôme) et la Princesse Clotilde de Savoie, fille du roi Victor-Emmanuel II. C'est lui que le Prince Impérial, tué au Zoulouland en 1879, avait désigné comme successeur au trône impérial : « **Moi mort, avait écrit le prince dans son testament, la tâche de continuer l'œuvre de Napoléon I<sup>er</sup> et de Napoléon III incombe au fils aîné du Prince Napoléon...** » Le testateur avait mis cette disposition en raison de la mésentente politique survenue entre les **bonapartistes blancs** (l'Impératrice Eugénie, le Prince Impérial et leurs fidèles) et les **bonapartistes rouges** (Jérôme et ses amis). Réfugié à Bruxelles depuis la loi de 1886 condamnant les princes à l'exil, il y épousa la princesse Clémentine de Belgique, fille du roi Léopold II, arrière-petite-fille de Louis-Philippe, roi des Français. Il mourut dans la capitale belge en 1926.
  
- **LE PRINCE NAPOLEON (Louis)**, fils du précédent, est le chef actuel de la famille Bonaparte. (voir notre étude sur le Bonapartisme.

— *Il m'est impossible de démentir une chose dont je n'ai jamais entendu parler*, répondit-il à Alain Decaux.

Quant à Otto Abetz, dans les mémoires qu'il a laissés — il les écrivit à Fresnes en 1950 — il ne souffle mot de ce complot : « Par le transfert de la dépouille du duc de Reichstadt, Hitler avait voulu rendre hommage à la France dans la personne de son grand capitaine Napoléon. Il devait d'autant plus ressentir comme un affront personnel les insinuations aussi mensongères que ridicules données à son geste par Vichy. » Mais ces insinuations ne portent nullement sur le complot bonapartiste, seulement sur le coup du 13 décembre qui avait éliminé, provisoirement, Pierre Laval du gouvernement.

Qui faut-il croire ? Alain Decaux terminait son article en affirmant qu'il avait rencontré « *quelqu'un dont nous devons taire le nom, mais dont nous pouvons dire tout de même que personne d'autre n'aurait pu mieux confirmer ou démentir l'affaire* » et que ce « *quelqu'un* » lui aurait déclaré *textuellement* :

« *Il est exact qu'en décembre 1940, les Allemands aient proposé au prince Napoléon un rétablissement de l'Empire, et, pour lui, le refus du prince qui a empêché au dernier moment la réalisation du projet* ».

Le fait est que le Prince, invité, n'assistait pas à la cérémonie...

Laissons aux historiens de l'avenir le soin de découvrir, s'ils le peuvent, la vérité sur cette étrange affaire.

À la Libération, le prince Napoléon confirma l'ordre de dissolution qu'il avait donné à la déclaration de guerre (11). « *Cependant*, écrivait Louis Pauwels dans une enquête sur les partis politiques non-conformistes, *les partisans n'ont pas, eux, renoncé à toute activité. Il existe une association, Le Souvenir Napoléonien, qui, en fait constitue le nouveau parti bonapartiste...* »

En fait, *Le Souvenir Napoléonien*, que dirige Mme H.-E. Gal (3, avenue Georges-Clémenceau, Nice) est une revue historique consacrée à l'épopée napoléonienne. Elle n'est pas la seule du genre : *l'Institut Napoléon* publie également une revue (trimestrielle) à la gloire de l'Empereur. Ses bureaux sont installés 82, rue Bonaparte, à Paris, dans les anciens locaux du *Parti de l'Appel au Peuple*.

Politiquement parlant, la Corse est le seul pays où il y ait des Bonapartistes. A Ajaccio, siège le *Comité Central Bonapartiste* dont l'organe, hebdomadaire, s'appelle *Le Drapeau*. Antoine Chiaroni en est le secrétaire général.

Fondé à la fin du siècle dernier, le journal avait cessé de paraître vers 1935. Il ressuscita au lendemain de la guerre sous le double patronage du *Comité Central Bonapartiste* et d'une *Union Nationale Gaulliste* et sous la direction de Jean Colombani.

« *Aujourd'hui*, — proclamait dans le n° 1 de la nouvelle série (22-9-1945) le Comité directeur du *Parti Bonapartiste Ajaccien* — *comme il y a soixante ans avec ses fondateurs, les Thomas Santamaria, le docteur Lalance et tant d'autres Ajacciens dont il nous plait de saluer la mémoire, il luttera pour que se maintienne vivace dans les cœurs, le culte de l'Enfant d'Ajaccio qui conduisit la France aux extrêmes limites de la gloire...*

*Vive Napoléon !*

*Vive le Général De Gaulle !*

(11) Cf. *Carrefour*, 1-2-1950.

*Vive la République nouvelle !  
Vive Ajaccio ! »*

C'est sous le signe de Napoléon et avec l'appui du bonapartisme ajaccien que se sont présentés la plupart des radicaux (12) des élections cantonales et législatives : Paul Giacobbi, Adolphe Landré, Jacques Faggianelli, le Dr Jean-Paul de Rocca-Servia, Achille Peretti, le Dr Pompée Quilici, Henri Maillot, etc...

Dans le même numéro le journal du parti bonapartiste ajaccien fait appel aux Corses « pour une seule France, pour un seul chef : De Gaulle » et les invite à soutenir des candidats radicaux : « *Demain, vous voterez pour la liste de l'Union Radicale et Socialiste* ».

Ce qui surprendrait en Normandie et en Alsace, paraît tout naturel en Corse. Tant il est vrai que « *le véritable caractère, la nuance exacte du bonapartisme ajaccien est d'ordre sentimental plutôt qu'intellectuel...* » (13).

G. V.

(12) *La Drapeau* (26-5-1946) a même publié en première page un appel aux radicaux et bonapartistes signé : « La Section Radicale-Socialiste, le Comité Central Bonapartiste. »

(13) E.-L. Ferrère : *Le Bonapartisme Ajaccien*, in *Le Drapeau*, 4-11-1945.

Deux publications qui se complètent :

## CHARIVARI

le pamphlet de l'opposition

qui dit TOUT haut  
ce que TOUT le monde  
pense TOUT bas.

## L'ÉCHO DE LA PRESSE

l'organe technique et d'information  
du journaliste et de l'homme politique

Demandez de notre part un numéro spécimen à l'administration de ces revues : 19, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois — Paris (1<sup>er</sup>).

## NATIONAUX ET NATIONALISTES

## Les Jeunesses Patriotes.

Au lendemain du triomphe cartelliste de 1924, l'inquiétude était grande dans les milieux de droite. La vieille *Ligue des Patriotes*, que présidait le général de Castelnau, comptait beaucoup sur sa section de jeunes pour organiser la résistance aux troupes communistes trop souvent maîtresses de la rue. Elle avait chargé un jeune député bonapartiste des Charentes, Pierre Taittinger, de la direction de ses troupes juvéniles. Bientôt, celles-ci voulurent voler de leurs propres ailes ; elles se séparèrent de la Ligue et prirent le nom de *Jeunesses Patriotes*.

Le nouveau groupement, auquel adhèrent des hommes et des femmes de tous âges, se posa aussitôt en adversaire déterminé du Parti Communiste. Les heurts entre adeptes de la III<sup>e</sup> Internationale et partisans de Taittinger furent fréquents et souvent d'une rare violence.

Le 25 avril 1925, à la sortie d'une réunion rue Damrémont, à Paris, des coups de feu sont tirés : quatre J.P., Marchal, Tillet, Trullet et Recaud tombent mortellement atteints. Un peu plus tard, un cinquième J.P. est tué dans une réunion de Paul Reynaud et Henri de Kérillis. Ces assassinats marquent le début d'une ascension foudroyante. Par dizaines de milliers, les Parisiens qui ont assisté aux obsèques des victimes donnent leur adhésion enthousiaste au mouvement qui suscite un tel sacrifice. En frappant quatre des leurs, le P.C. ne vient-il pas de désigner l'ennemi N° 1 du Communisme ?

L'année suivante, le 10 janvier 1926, Taittinger fonde *Le National*, qui sera l'hebdomadaire des *Jeunesses Patriotes*. Le journal est aussitôt diffusé par les militants jusque dans les faubourgs ouvriers. Au Quartier Latin, il est vendu par les équipes du Groupe universitaire J.P. que vient de créer Pierre-Henri Simon et qui constituent le noyau des futures *Phalanges universitaires*, créées en 1927 par Pighetti de Rivasso, Roger de Saivre et J. Martin-Sané.

Le congrès de décembre 1928, qui survient peu après la rupture de l'Union Nationale *poincariste* par les radicaux, enregistre un nouveau pas en avant. Autour de Pierre Taittinger se presse une cohorte de jeunes hommes et d'anciens combattants auxquels sont fraternellement mêlés des personnalités politiques connues : le colonel des Isnards, Henri de Kerillis, Louis Dumat, le plus jeune député de la législature, Appourchaux, député du Pas-de-Calais, le pasteur Soulier, député de Paris, Ybarnégaray, qui sera l'un des dirigeants des *Croix de feu* et du *Parti Social Français*, Désiré Ferry, député de Meurthe-et-Moselle, Henri Provost de la Fardinière, Henry Bordeaux, de l'Académie Française, le lieutenant-

colonel de Franqueville, Edouard de Warren, député de Meurthe-et-Moselle, président de l'*Union lorraine des Syndicats Agricoles*, Georges Pascalis, ancien Président de la Chambre de Commerce de Paris, Charles Coutel, député du Nord, etc... On y applaudit avec enthousiasme les rapports présentés par Raymond Cartier — aujourd'hui éditorialiste de *Paris-Match* — F. François Legueu, l'économiste, Jean Vicaire, le lieutenant-colonel Faye, Mlle Verdat, etc...

Entre temps, les J.P. avaient absorbé *La Légion*, dirigée par l'éditeur Antoine Rédier.

Cibles des communistes, les militants J.P. sont particulièrement éprouvés ; Roger de Saivre est poignardé dans un café du boulevard Saint-Germain par un Annamite et ne doit le salut qu'à sa robuste constitution ; René Richard, délégué à la propagande — futur secrétaire général du *Syndicat des Cadres C.G.T.-Force Ouvrière* — est sérieusement malmené dans une réunion électorale ; à Bordeaux, au cours d'une réunion de Taittinger et de Kerillis sabotée par des adversaires, trois militants, Bosredon, Paillère et Sidos, père des actuels animateurs de *Jeune Nation*, tombent grièvement blessés. Un peu partout, les J.P. s'opposent avec vigueur aux troupes communistes. Elles participeront naturellement, avec les autres ligues nationales, aux manifestations sanglantes du 6 février. Leur martyrologe s'augmente de deux nouveaux noms : Jean Fabre et Raymond Rossignol, tués par les Gardes mobiles qui défendent l'entrée du pont de la Concorde.

Libérales à ses débuts, les *Jeunesses Patriotes* rejettent dès 1935 « le libéralisme qui a fait la fortune de la France », mais « s'est avéré insuffisant au lendemain de la guerre ».

« Libéralisme et socialisme sont condamnés, déclare Pierre Taittinger (1). Ce sont là les deux faces d'une même erreur ». Et de préconiser « la Charte nationale du Travail » que reprendront un lustre plus tard, les hommes de Vichy. Comment provoquer le changement espéré ? Par la Révolution. « Nous estimons qu'une Révolution est nécessaire », affirme avec force le chef des J.P., qui ajoute qu'elle sera nationale : « La Révolution Nationale est celle de la Jeunesse. Par conséquent, elle fait abandon des vieilles routines de la politique modérée ou conservatrice... Pour nous, les mots de Droite et de Gauche ne signifient plus rien. Qui pourrait dire si le socialisme-nationaliste de Mussolini est de droite ou de gauche ? La Révolution nationale sera la révolution, non d'une classe, mais d'une génération... Elle combattra impitoyablement l'internationalisme, que ce soit celui des banquiers ou celui des agitateurs sociaux. » (2)

Les remous provoqués par l'affaire Stavisky et le 6 février mettent les J.P. en vedette. Les adhésions se font plus nombreuses.

Interviewé par Philippe Boegner, alors rédacteur au magazine gauchisant *Marianne*, Pierre Taittinger déclare que ses partisans sont, en mars 1934, trois cent mille. « Nous avons des sections partout, même en Afrique du Nord, à Alger et à Tunis. Nos sections les plus fortes sont à Nantes, Lille, Bordeaux, Marseille et Lyon, surtout dans les grands centres universitaires » (3).

A cette époque, les *Phalanges universitaires* des J.P., qui publient un journal *Les Etudiants de France*, sont dirigées et ani-

(1) *Vers la Révolution nationale*, Paris s.d., p. 15.

(2) *Ibid.*, p. 18.

(3) *Marianne*, 28-3-1934.

mées par Roger de Saivre, Jacques Potier, Philippe Loury, Jacques Poinso, Jean Goudareau, Pierre Bouttier et Robert Thielland, étudiant en droit.

L'année suivante, une scission importante affaiblit le mouvement. Henri de Kerillis, rédacteur à *L'Echo de Paris* et fondateur du Centre de Propagande des Républicains Nationaux, orateur habituel des réunions J.P. — avec l'abbé Henocque, aumônier de Saint-Cyr, Charles Trochu, qui présidera le Conseil Municipal de Paris (pendant l'occupation), Georges Scapini et Philippe Henriot, députés — se brouilla avec Taittinger et rend publique sa rupture. Motif : la constitution du *Front National* auquel participent très officiellement la *Solidarité Française* et, officieusement, l'*Action Française*, mais dont les *Croix de Feu* ne font pas partie, et surtout l'affiche que les J.P., transformées en *Parti National Populaire*, ont placardé dans Paris contre ce que Pierre Taittinger appelle « la manœuvre Ybar ».

On se souvient qu'en décembre 1935, les ligues furent dissoutes. Elles l'avaient été d'autant plus aisément, disaient certains dirigeants, que M. Ybarnegaray, passé des J.P. aux *Croix de Feu*, avait offert spontanément de dissoudre ces derniers.

Dans l'affiche incriminée par Henri de Kerillis (4), le chef des J.P. avait, en effet, formellement mis en cause les *Croix de Feu*, cette « belle association, (qui), lâchant pied au milieu du combat (...) a replié son drapeau et, pour apaiser communistes et socialistes, s'est rendue à eux sans conditions ».

« M. Ybarnegaray a tendu la main au Front Populaire ! La journée du 6 décembre, commencée par une embrassade à Thorez, Blum et le représentant des *Croix de Feu* à la Chambre, s'est terminée le soir par l'étranglement du Front National et le triomphe des socialo-communistes. Joli travail en vérité ! » (5).

Faut-il rendre responsables les *Croix de Feu* de la dissolution des ligues nationales quelques mois avant les élections et, partant, de l'échec des nationaux et de la victoire du Front Populaire en mai 1936 ? C'est difficile à dire, mais il est bien évident que la dissolution des *Jeunesses Patriotes* a stoppé net le développement d'un mouvement qui pouvait, sur le terrain électoral, remporter de grands succès. D'autre part, la division des nationaux, mal latent aggravé par l'attitude des *Croix de Feu*, ne pouvait que gêner leur campagne électorale ; elle rendait presque impossible leur entente, au premier tour de scrutin, sur un candidat unique.

Quoi qu'il en soit, le mouvement de Pierre Taittinger connu dès lors des difficultés grandissantes : transformé en *Parti National Populaire* le 11 novembre 1935, il abandonnera ce nom peu après (6) pour adopter celui de *Parti Républicain National et Social* (7), lorsqu'un décret, signé en juin 1936, interdit le P.N.P. accusé de n'être qu'une « reconstitution de ligue dissoute ».

(4) *Echo de Paris*, 11-12-1935.

(5) Affiche du *Parti National Populaire* (Jeunesses Patriotes). Imprimerie Rochelaise, 8, rue Chef-de-Ville, La Rochelle, 1935.

(6) Un décret du ministre de l'Intérieur Salengro avait ordonné la dissolution du P.N.P.

(7) Avec le recul, on est surpris de constater que plusieurs points du programme républicain national et social de 1936 ont été adoptés, en 1958, par le général De Gaulle :

— Election du Président de la République par un collège élargi.

— Droit de dissolution de la Chambre aux mains du pouvoir exécutif.

Le titre du *Parti Républicain National et Social* n'était pas nouveau. En 1930, Taittinger l'avait régulièrement déposé avec quelques amis, mais il ne l'avait pas utilisé. Comme le P.R.N.S. existait (sur le papier) depuis six ans, il était difficile de l'incriminer, donc de le dissoudre.

Le nouveau parti confirmait les tendances corporatistes des partisans de Pierre Taittinger et préconisait la « lutte contre l'oppression du capitalisme international et la dictature des trusts » ; « l'établissement d'une Charte sociale du travail » et même la « réforme des sociétés anonymes ».

Tandis que René Dommange, Fernand Laurent, Georges Scapini, Jean-Louis Tixier-Vignancour, Noël Pinelli, Frédéric-Dupont, Jean Chiappe, François Valentin, députés, le vice-amiral Mornet, le gouverneur général J. Guyon, le général A. Niessel, l'avocat Charles-Maurice Chenu, le sénateur Henri Lemery, Sazerac de Forge, secrétaire départemental de la Fédération Républicaine, et le Dr Cousin, apportaient au parti le concours de leur talent d'orateur, sans lui avoir donné une adhésion formelle, d'autres d'orateur, sans lui avoir donné une adhésion formelle ; d'autres personnalités politiques de droite en devenaient les dirigeants. Son comité de direction comprenait :

Président : Pierre Taittinger ; vice-présidents : Charles des Isnards, député et conseiller municipal de Paris, Philippe Henriot, député de la Gironde, Louis Bruneseaux, vice-président du Conseil municipal de Paris, Michel Decazes ; président d'honneur : le pasteur Edouard Soulier, député et conseiller municipal de Paris ; secrétaire général : Charles Abeille ; trésorier général : Jean-Paul Besançon ; membres : Xavier Vallat, député de l'Ardeche, Joseph Denais, député de Paris, ancien directeur de *La Libre Parole* (successeur d'Edouard Drumont), Dutertre de la Coudre, député de la Loire-Inférieure, Francis d'Azambuja, président de la Fédération du Sud-Est, Charles Trochu, conseiller municipal de Paris et secrétaire général du *Front National*, François de Gouvion Saint-Cyr, le colonel Floquet, Fernand Allaire, délégué à la Propagande, le commandant Maurice Brunet, le colonel de Massignac, Marie-Thérèse Moreau, avocate, présidente de sections féminines, René Richard, délégué général du Parti et membre du C.D. du Front National, Jacques Kahn, industriel, Michel Parès, ancien député d'Oran, Emmanuel Evain, ancien député de Paris, et Roger de Saivre, rédacteur en chef du *National* (8). Ce dernier présidait, en outre, les *Jeunesses Nationales et Sociales*, avec Robert Thielland, aujourd'hui avoué à Paris. Ce groupe des jeunes du *Parti Républicain National et Social* fut, par la suite, présidé par Pierre Picherie, puis par Jacques Schweizer, que secondaient B. Gaubert d'Aubagnat, Charles Moschetti, P. Allard et Marcel Bonisol.

Le Parti cessa pratiquement d'exister après la déclaration de guerre et n'eut aucune activité sous l'occupation. Mais plusieurs de ses dirigeants, ralliés au gouvernement Pétain, occupèrent

---

— Institution d'une Cour Suprême (...) chargée de veiller à l'observation des lois constitutionnelles.

— Ministres responsables devant le chef de l'Etat et la Cour Suprême...

(8) Les principaux collaborateurs du *National* étaient alors : le sénateur Henri Lémery, le professeur Emile Bergeron, François Hulot, ancien éditorialiste du *Porc-Epic*, Ch. M. Angebardier, Albert Orry, Pierre Picherit, Jacques Schweizer, Michel Collier, etc...

dans l'Etat Français d'importantes fonctions : Pierre Taittinger présida le Conseil municipal de Paris — il succéda à Charles Trochu —; Philippe Henriot, assassiné en 1944, et Xavier Vallat furent ministres ; Roger de Saivre assura le secrétariat du Maréchal et le colonel Floquet fut maire du IX<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Retiré de la vie publique depuis la Libération, Pierre Taittinger se consacre désormais aux affaires — il préside *Le Louvre* et *Le Lutetia* et administre plusieurs autres sociétés — laissant à ses fils Pierre-Christian, conseiller municipal indépendant de Paris, et Jean, député U.N.R. de Reims, le soin de continuer son œuvre politique.

### La Solidarité Française.

C'est en 1933 que *La Solidarité Française* fut lancée par François Coty.

L'illustre parfumeur, que torturait le démon de la politique, s'était intéressé à l'*Action Française* — très peu de temps — et au *Faisceau*. Soucieux de jouer un rôle dans la vie publique, il avait d'abord acquis *Le Figaro* et *Le Gaulois*, puis s'était présenté aux élections sénatoriales en Corse. Son échec, — relatif dans ses affaires de presse et total dans ses entreprises électorales — l'avait incité à fonder en 1928 un journal populaire, nettement meilleur marché que ses concurrents : *L'Ami du Peuple*, que doubla un *Ami du Peuple du soir*, vendue dix centimes à Paris et quinze en province. Cette feuille quotidienne avait eu aussitôt une large audience malgré une campagne de dénigrement systématique orchestré par les « cinq grands », ses principaux concurrents, et par le trust Hachette. (9) Après un procès retentissant, François Coty avait triomphé de ses adversaires... sur le papier (timbré). En fait, la bataille ne devait cesser qu'à la mort du fondateur de *L'Ami du Peuple*.

Tandis que les « cinq grands » et leurs alliés s'employaient à l'étrangler financièrement, F. Coty s'en prit à ceux qu'il croyait avoir découvert derrière ses ennemis. D'où sa violente campagne dans *Le Figaro* et *L'Ami du Peuple* contre Horace Finaly et sa banque — qualifiée de « banque trop puissante dans un Etat trop faible » — et contre la Haute finance judéo-américaine, accusée publiquement d'intelligence avec Moscou. (10) D'où, également, la création du mouvement de la *Solidarité Française*, dont François Coty fut le président, et *L'Ami du Peuple*, la tribune.

Le journal « cotydien » était alors dirigé par une équipe de journalistes chevronnés, très fascisante et fortement teintée d'antisémitisme, que conduisait Jacques Roujon, l'ancien rédacteur en chef du *Nouveau Siècle*. Trois des principaux rédacteurs de *L'Ami du Peuple* devinrent, avec Coty, les dirigeants de la *Solidarité Française* : Jacques Fromentin, directeur de la page des anciens combattants, aujourd'hui secrétaire général de la Maison

(9) On trouvera une histoire de la presse où sont rapportés en détail ces faits dans *Le Journalisme en 30 leçons*, de Gilberte et Henry Coston (Paris, 1960).

(10) Ces articles, bien que signés François Coty, étaient rédigés tantôt par Urbain Gohier, ancien directeur de l'antisémite *Vieille France*, tantôt par Flavien Brenier de Saint-Christo, animateur de l'Institut antimarxiste de Paris, dont le duc Pozzo di Borgo, chef Croix de feu, était le président.



des Journalistes ; Jacques Ditte, gendre de Henry-Robert et beau-frère de Paul Reynaud, comme eux avocat réputé, qui rédigeait fréquemment les éditoriaux ; et le commandant Jean-Renaud, ancien officier d'ordonnance d'Albert Sarraut en Indochine, également éditorialiste de *L'Ami du Peuple*.

A leurs côtés, constituant les cadres — souvent inexpérimentés — de cette foule enthousiaste et impatiente, des anciens combattants et de jeunes intellectuels : le comte de Gueydon, dit Vinceguido, fils d'un ancien gouverneur général de l'Algérie, responsable des troupes de choc ; le lieutenant-colonel Sallerin, directeur de la « maison bleue », secondé par Mottis, Frémont, Taste, A. Féval, Mmes Camus et Lecouvreur et le Dr Willis ; Jean-Pierre Maxence, (alias Godmé) délégué à la propagande, orateur fort goûté des jeunes nationalistes d'alors ; le marquis de Tanlay, membre influent du comité directeur ; Georges Cormont, qui occupait un poste de direction au secrétariat général et collaborait à l'hebdomadaire du mouvement ; R. A. Dordet, doctrinaire du mouvement ; Maurice Onfroy (de Montrouge) ; Jean S. de Goldfiem ; Roger Frébault ; le commandant Magnien (de Marseille) ; Roland Grisel, René Thomas (de Dieppe) ; F. H. Gavard (d'Annecy) ; François Ditte, avocat, frère de Jacques Ditte ; Chomel (d'Annonay) ; Henri Jarasse ; Lucien Durand, de l'Union Artisanale Corporative Française ; Pierre Hepp ; P. Blin ; Robert Pannetier ; Pierre Delamain ; Michel Dattiny ; Jeanne Lecouvreur, dirigeante de la Brigade féminine de la S.F. ; Louis Mouilleseaux, éditeur et écrivain, auteur d'un petit livre sur « le Corporatisme et la Réforme de l'Etat » et d'un pamphlet écrit en collaboration avec P. Nicolle : « Pour nettoyer les écuries d'Augias » ; F. Lelong, chef des milices de la S.F. ; E. Reifenrath, Alsacien entreprenant et ambitieux, qui dota le mouvement d'un hebdomadaire agressif, *La Solidarité Française*, auquel succéda, après le départ de son fondateur, *Le Journal de la Solidarité Française* ; ce dernier, également hebdomadaire, avait pour secrétaire générale Lucienne Blondelle et pour collaborateurs, outre les chefs du mouvement, l'écrivain Robert Francis, frère de J. P. Maxence, René Vincent et Jacques Saint-Germain. Au début de 1934, *La Solidarité Française* groupait environ 250.000 adhérents, dont beaucoup endossaient la chemise bleue pour assister aux manifestations. Celles-ci étaient nombreuses alors : réunions, meetings, rassemblements, défilés se multipliaient (11). On hésitait encore à s'avouer *fascistes*, mais l'organisation semblait calquée sur celle du parti mussolinien et les paroles prononcées du haut des tribunes par les « chemises bleues » rappelaient étrangement celles qui tombaient d'un célèbre balcon. Autorité, justice sociale, anti-communisme, corporatisme, lutte contre les trusts et la Franc-maçonnerie, tels étaient les points essentiels de son programme.

La mort de François Coty, au cours de l'été 1934, marqua l'apogée du mouvement. Déjà, des scissions, tant à Paris qu'en province, avaient enrayé la progression de la *Solidarité Française*. Non seulement E. Reifenrath, dit Jean d'Alsace, qui devait plus tard diriger un journal antisémite à Strasbourg, (12) démissionna et

(11) La S.F. prit une part importante aux émeutes du 6 février 1934, au cours desquelles furent tués plusieurs de ses militants.

(12) A l'origine, cette feuille, *La Voix d'Alsace*, était un hebdomadaire catholique sans relief. Jusqu'en juin 1937, son directeur-propriétaire était un écrivain originaire de Budapest qui signait Oscar de Ferenzy des chroniques assez ternes, mais conformes à la ligne de la hiérarchie. Reifenrath transforma le journal en pamphlet nationaliste

saborda l'hebdomadaire qu'il avait fondé, mais l'un des plus généreux militants de la S. F. aux Halles, Fleury, rompit avec la direction du mouvement et créa *La Solidarité Nationale*, pôle d'attraction pour les activistes d'alors.

*L'Ami du Peuple*, lui-même, avait changé de mains. Ruiné par son divorce, « l'odeur qui n'a plus d'argent » avait été contrainte de céder le journal à l'Agence Havas qui en prit le contrôle et porta immédiatement son prix de vente à 25 centimes, « pour la bonne règle », disait Galtier-Boissière. Naturellement, la nouvelle direction se gardait bien de modifier la ligne politique du journal ; elle remplaça seulement l'équipe « cotydiennne », par une nouvelle animée par M. Pierre Bermond, conseiller général radical-socialiste des Alpes-Maritimes et directeur du journal de gauche *Le Petit Niçois*, qui signait ses articles « *Demos* » (13). Soucieux de rassurer les lecteurs S.F. qui constituaient le gros de son public, le nouveau « patron » de *L'Ami du Peuple* affirmait hautement, dans un article (1), sa fidélité à l'œuvre de François Coty et n'hésitait pas à écrire : « *Nous voulons instaurer un ordre nouveau, le régime corporatif, sur lequel notre journal s'est expliqué bien des fois, malgré les réformes profondes que les partis dits de gauche ont été impuissants — et demeurent impuissants à réaliser... Cette doctrine, la Solidarité Française entend la mettre en œuvre — en l'application. Et voilà le lien, moral mais combien prenant, qui unit le groupement et le journal. L'un et l'autre veulent la Révolution Nationale* » (14). Cinq ans avant Vichy, ce radical tenait le langage d'un maréchal de France...

*L'Ami du Peuple* changea plusieurs fois de propriétaire au cours des années qui suivirent. Pierre Taillinger, député de Paris et fondateur des Jeunesses Patriotes, en fut quelques temps le directeur politique. La rédaction était alors supervisée par deux écrivains de talent, François Le Gris, de *La Revue Hebdomadaire*, et Robert Vallery-Radot, auteur de plusieurs ouvrages anti-maçonniques, beau-père d'un collaborateur de Georges Mandel, le futur député gaulliste Max Brusset. Finalement, le journal fut porté en terre peu avant Munich par Michelsohn, ancien chef de publicité de *La République* et futur propriétaire de poste radiophonique (sous la IV<sup>e</sup> République), qui agissait pour le compte de Mandel.

*La Solidarité Française* connut de nombreux avatars avant de disparaître. Frappée, comme les autres ligues, elle tenta de se survivre sous le nom de *Amis de la S.F.* et de *Parti du Faisceau Français* (15). Les premiers étaient dirigés par un conseil central composé du Commandant Jean Renaud, président, Ernest Pillon, secrétaire général, Vernois (Paris), Pantel (Mancelle), Cardon (Lille), Ruet (Le Mans), Rabichon (Roanne) et Colas (Courtenay). Le second, également présidé par Jean Renaud, avait pour secrétaire général Raymond Jouxte, que secondaient M<sup>e</sup> Laurent-Cely, avocat à la Cour d'Appel de Paris, père de Cécil Saint-

---

où israélites et maçons étaient régulièrement malmenés. Cette attitude aurait incité Férenzy à prendre la défense de ces derniers, d'où la revue, *La Juste Parole*, qu'il créa, quelques mois plus tard, pour lutter contre l'antisémitisme.

(13) C'était le nom de la loge du *Grand Orient* à Nice, ce qui fit dire à certains membres de la S.F., un peu hâtifs dans leurs déductions, que M. Bermond était maçon.

(14) Pierre Bermond, in *La Solidarité Française*, brochure publiée par « *Problèmes Actuels* », Paris 1935, page 10.

(15) Il y eut même un *Parti de Rassemblement Populaire Français* qui réunit, quelques mois, les sections de la *Solidarité Française* dissoute.

Laurent, l'auteur de « Caroline Chérie », M<sup>e</sup> Raymond Prince, également avocat, le fils du conseiller Prince dont la mort mystérieuse troubla longtemps l'opinion publique, E. Pillon, Réthault, le colonel Lample, le capitaine Dumand, Pautel, Abram, Claude Reyn, etc...

L'organe du Parti, *La Solidarité Française de Paris*, avait pour directeur politique, le commandant Jean-Renaud, et pour collaborateurs : Pierre Quimay, rédacteur en chef, Pierre Vignon-Sanchez, Lucien Renault, Paul Robichon, Jacques Tanguy, Jacques Tissier, Roger Cazy, Pierre Dion, Michel Legendre, Paul Montreux et Pierre Thorn.

Les meetings du mouvement, fort nombreux au moment du Front Populaire, réunissaient autour du président et des parlementaires nationaux qui acceptaient de prendre la parole à ses côtés — tels que Pierre Taittinger et le Dr Cousin, président de l'Union Anti maçonnique — un public fidèle, mais de plus en plus réduit.

La guerre mit fin à cette longue agonie.

#### Le Centre de Propagande des Républicains Nationaux.

Les militants des partis nationaux ont bien souvent reproché à leurs chefs de file de négliger la propagande écrite basée sur une documentation sûre. La Gauche, en particulier le Parti Communiste Français, n'a jamais méconnu cet aspect de la propagande. La Droite, par contre, éprise d'éloquence, attache plus de prix à l'orateur qu'à l'imprimé ; lorsqu'elle consent à reconnaître à la brochure, au livre ou à l'affiche une force de persuasion au moins égale à celle du tribun et du conférencier, c'est au littérateur qu'elle s'en remet du soin de les rédiger. La forme y gagne, mais le fond ?

Henri de Kérillis (16), qui fut un prodigieux animateur, avait compris le rôle de la propagande dans la conquête de l'opinion. Directeur des services politiques de *L'Echo de Paris*, en contact permanent avec les parlementaires modérés et les centaines de milliers de lecteurs du quotidien conservateur, il avait été frappé par l'indifférence que les nationaux témoignent à la propagande. Ayant beaucoup voyagé, il avait constaté que, dans tous les autres grands pays, la vie politique était fondée sur la propagande. En U.R.S.S. comme en Italie, en Allemagne comme en Amérique et en Angleterre, c'était, remarquait-il, sur elle que repose toute la machine électorale. « Dans le monde nouveau, disait-il, où les anciennes élites ont perdu leur influence, où les masses ont prodigieusement évolué grâce à l'instruction publique obligatoire et sous l'influence du journal quotidien, de la radio, d'innombrables moyens de publicité, la propagande est une nécessité absolue. C'est le grand levier moderne de la politique. » (17).

Voilà pourquoi Henri de Kérillis eut l'idée, en 1926, de créer une organisation puissante au service de la Droite conservatrice. Il eut à lutter contre les partis modérés, sceptiques et pleins de préjugés, qui lui mirent des bâtons dans les roues. Mais l'appui de *L'Echo de Paris* et celui des grandes affaires (18) lui permirent

(16) Mort en 1958, à l'âge de 68 ans, aux Etats-Unis. Il avait publié au Canada, en 1946, un livre intitulé : « De Gaulle, dictateur ».

(17) *Le Document*, n° 6, janvier 1936.

(18) Henry Coston a publié dans *Le Retour des 200 Familles* la liste des Sociétés et des banques qui subventionnaient de Kérillis. N.D.L.R.

de fonder le Centre de Propagande des Républicains Nationaux, qui compta bientôt plusieurs centaines de comités locaux et de nombreux cours d'orateurs. Il put se flatter, grâce à cette machine puissante et bien huilée, d'être en mesure d'afficher le même jour dans 17.000 communes et de tenir 500 conférences par mois. Organisation électorale d'abord, elle participa à la préparation des campagnes de 1928, 1932 et 1936. Radicaux-nationaux, amis de Marin, de Flandin et de Taittinger, combien d'élus modérés lui durent leur succès !

Ouvert à tous les nationaux, le Centre de la rue Amelot — il était installé au n° 102 de cette voie du populeux XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à deux pas de la place de la République — comportait : une école d'orateurs se ramifiant en province, un service de documentation et d'archives, un service d'édition, un service de presse et un service de contentieux électoral.

L'école d'orateurs fonctionnait chaque semaine, dans une grande salle parisienne, sous la direction effective du professeur Emile Bergeron, l'un des dirigeants des *Jeunes Patriotes*, qui publiait autour de 1928 un journal hebdomadaire anticommuniste et antimaçonnique intitulé *Le Réveil Français*. Ces cours d'orateurs étaient, avant tout, des cours pratiques : à tour de rôle, les élèves montaient sur les planches et traitaient pendant cinq minutes un sujet donné. Dans ce très court laps de temps, l'apprenti tribun devait tout dire. Cet excellent exercice d'esprit, qui contraignait l'élève à condenser à l'extrême et à rechercher la formule qui frappe, se heurtait aux réactions de la salle dont l'auditoire s'efforçait de créer une atmosphère de réunion publique. Plus d'un candidat perdait pied devant « cette imitation trop fidèle de la réalité ». Mais, l'épreuve passée, il devenait apte à affronter n'importe quel adversaire.

Le professeur Bergeron était assisté dans sa tâche par Voisenet. Ce dernier était chargé de l'organisation des cours que plusieurs centaines d'élèves suivaient assidûment.

C'est parmi ces jeunes hommes que Kerillis recrutait les conférenciers et les contradicteurs du Centre. Parmi les plus connus de ses « poulains », Jean Legendre, l'actuel député de l'Oise, Romazotti, ancien conseiller municipal de Paris, Albert Naud, le célèbre avocat, le professeur Goualard, Romé, Ferraud, de Menditte, Pousard, Veyssset, Goy, Moncorgé se firent remarquer dans les milieux nationaux par leur talent oratoire et leur habilité politique.

En province également, des cours d'orateurs fonctionnaient sous le contrôle de Paris qui leur fournissait la documentation nécessaire et leur prodiguait les conseils des « patrons ». Lyon, Bordeaux, Dijon, Versailles, Reims, Orléans et soixante-quinze autres villes importantes avaient leur école.

La nécessité de documenter les apprentis tribuns, d'une part, et la grande masse des candidats et des militants nationaux, d'autre part, avait naturellement conduit Henri de Kerellis à créer un service d'archives, un service d'édition et un service de presse. Le premier fournissait aux candidats nationaux des précisions sur le comportement politique de leurs adversaires : il préparait également les dossiers qu'utilisait le service d'édition chargé de la confection des tracts, des brochures et des affiches. Le troisième publiait un bulletin d'information ronéotypé destiné aux journaux, principalement aux petits hebdomadaires de provinces privés de « copie » et trop pauvres pour se payer des rédac-

teurs. (19) Quant au service de contentieux électoral, il était chargé des cas épineux et litigieux assez fréquents au lendemain des élections ; son aide était précieuse aux candidats isolés et mal informés de la procédure à engager.

Il semble que les efforts de Henri de Kérillis, tendant à doter la droite républicaine d'un puissant instrument de propagande, ait été appréciés par ceux qui profitèrent de son action efficace. De nombreux élus lui témoignèrent leur satisfaction : Chiappe, Contentot, d'Andigné, de Fontenay, Guillaumin, de Pressac et plusieurs de leurs collègues du Conseil municipal de Paris et du Parlement le félicitèrent des résultats obtenus par le Centre.

La direction de l'organisation était exercée directement par Kérillis, qu'assistaient le professeur Bergeron et Voisenet, pour les cours d'orateurs, Marcel Delion, pour la propagande dans la région parisienne, le commandant Sayet, pour la propagande en province, et des délégués régionaux : Pierre Pitois (Marne), Bequart (Nord), Dupont-Huin (Loiret), Lagandré (Saône-et-Loire), Denis (Alpes-Maritimes), Georges Riond (Hautes et Basses-Alpes), Didier (Rhône).

Les difficultés du Centre commencèrent lorsque son directeur, élu député de Neuilly, et ayant lancé *L'Époque* pour remplacer *L'Écho de Paris* absorbé par *Le Jour*, préconisa ouvertement l'alliance franco-soviétique pour combattre le national-socialisme allemand. Les accords de Munich, que Kérillis condamna avec véhémence, provoquèrent alors au Centre de Propagande des Républicains-Nationaux un flottement, puis une effervescence et enfin des luttes intestines qui affaiblirent considérablement son action. La guerre lui donna le coup de grâce.

On est surpris que l'héritier naturel de Henri de Kérillis, Roger Duchet, qui a su faire il y a dix ans ce que l'éditorialiste de *L'Écho de Paris* avait fait un quart de siècle plus tôt, n'ait pas doté, à son tour, ses amis politiques d'un organisme aussi précieux. Ce que pensait le fondateur du Centre de la rue Amelot est toujours vrai : *La propagande est une nécessité PERMANENTE, elle est le premier acte d'une politique quelle qu'elle soit et, sans ce travail à la base, sans cet effort de persuasion dans les masses, les idées les plus justes et les plus saines sont condamnées à disparaître.*

H. C.

(19) Selon *Le Document*, déjà cité, ce service de presse touchait 420 journaux de province.

Le Centre appuyait aussi la *Fédération des périodiques républicains-nationaux* créée le 26 novembre 1933 à Chambéry, et devenu quelques années plus tard le *Syndicat des Journaux et Périodiques nationaux*. Cet organisme, animé par Georges Riond, délégué du Centre de Propagande des Républicains Nationaux dans les Alpes, avait pour dirigeants : Pierre de Monicault, ancien député, adm. de la *Presse Régionale de l'Ain* ; Louis Marret, directeur de *l'Éveil Provençal* ; Laurent Marfour, secrétaire général de la Fédération Nationale des Correspondants ; Chaleroix (Arcachon) ; E. de Champeaux (Morvan) ; Colle (Haute-Saône) ; Denis (Sud-Est) ; Barabez (Nord) ; Fautrat (Est) ; Laigroz (Banlieue Sud) ; Leroux (Rouen) ; Leroy (Châteaudun) ; etc...

## DES CROIX DE FEU A LA RÉCONCILIATION FRANÇAISE

De tous les groupements nationaux d'avant-guerre, les *Croix de Feu* ont été, à n'en pas douter, le mouvement le plus envié et le plus honni.

C'est qu'ils occupèrent — et, avec eux, leur successeur le P.S.F. — une place importante sur l'échiquier politique des années 30-39.

A l'origine, fin 1927, ils n'étaient qu'une association d'anciens combattants triés sur le volet, choisis parmi ceux dont les services de guerre étaient indéniables. Ce n'est qu'un peu plus tard, lorsqu'ils se furent répandus en province et qu'ils eurent créés leurs filiales, les *Fils des Croix de Feu* et les *Volontaires Nationaux*, que leur mouvement devint très nettement politique. « En dehors et au-dessus des partis », disaient les chefs, mais axé à droite malgré tout en raison de son recrutement et peut-être aussi des attaques dont il était l'objet de la part de la gauche.

Jusque-là les *Croix de Feu* avaient vécu à l'ombre de François Coty qui les avait très largement aidés. Le parfumeur, qui possédait alors *Le Figaro* et *L'Ami du Peuple*, avait non seulement mis ses journaux à la disposition des fondateurs de l'association, le capitaine Genay et ses amis, mais il leur avait versé d'importants subsides.

En mai 1933, lorsque le mouvement devint plus nettement politique, les liens avec Coty étaient rompus depuis longtemps. Ce dernier avait alors son propre mouvement, *La Solidarité Française*. Les *Croix de Feu* acceptèrent des hommes qui n'avaient pas combattu en 14-18, mais qui désiraient apporter aux anciens combattants dirigés par le colonel de La Rocque, successeur du capitaine Genay, leur aide effective en vue du redressement national nécessaire. Ce fut le début du *Regroupement national autour des Croix de Feu*.

Le 6 février 1934 fut le point de départ de l'ascension vertigineuse d'un groupement qui n'était guère connu, jusque-là, que dans les milieux nationaux et d'anciens combattants.

Comme les autres groupements de droite, et comme un certain nombre d'associations d'anciens combattants, les *Croix de Feu* prirent une part active aux manifestations qui se déroulèrent ce jour-là place de la Concorde et devant la Chambre des Députés. Mais elle ne fut ni plus importante, ni plus décisive que celle des *Jeunesses Patriotes*, de l'*U.N.C.*, de l'*Action Française* ou de la *Solidarité Française*. Les *Croix de Feu* n'eurent pas plus de blessés

que leurs camarades de combat, et, sauf erreur, les tués du côté national appartenaient précisément à ces autres groupements. (1)

Néanmoins, pour des raisons inexplicables, sinon mystérieuses, (2) la grande presse leur attribua le bénéfice de l'opération et les désigna comme les grands vainqueurs du gouvernement Daladier-Frot contraint de démissionner.

Les déclarations du chef des *Croix de Feu* ne pouvaient qu'affermir les lecteurs de la grande presse dans leur conviction :

« *Le Mouvement Croix de Feu*, déclarait-il à Georges Suarez peu après, *n'est pas intervenu le 5 et le 6 février, à la suite d'un sursaut individuel et spontané de tous ses membres. Ces derniers étaient entièrement d'accord, et depuis longtemps pour agir si une circonstance utile au but général se produisait au-dessus des questions de personnes et de partis. QUANT A L'EXECUTION ELLE A ETÉ ENTIÈREMENT PREMÉDITÉE, PREVUE DÈS LE 3, PRÉPARÉE LE 4* ».

Ces paroles, d'ailleurs identiques à celles que La Rocque prononça devant la commission parlementaire d'enquête sur le 6 février (4), ne pouvaient qu'effrayer la Gauche et l'attitude du colonel lui donna, en effet, l'impression que la Droite, dont les *Croix de Feu* formaient le groupe essentiel, avait fomenté un véritable complot contre la République. La peur du « fascisme » — pour les militants radicaux, socialistes et communistes, la Droite est toujours *fasciste* — fut aussi à l'origine du grand rassemblement des partis de gauche. Ainsi, l'action des *Croix de Feu* le 6 février, les manifestations et défilés qu'ils organisèrent par la suite et les déclarations de leur chef devaient conduire au raz de marée social-communiste de 1936.

Dans l'immédiat, les rodomontades de la Droite aboutirent à la constitution du Front Populaire, impensable deux ans auparavant, à la fin de l'isolement du *Parti Communiste* et de ses 28.000 adhérents, et à la dissolution des ligues et des *Croix de Feu* eux-mêmes.

Mais n'anticipons pas et revenons au mouvement que la presse venait de placer à la tête de l'opposition d'alors.

Les *Croix de Feu* entendaient demeurer en dehors et au-dessus des partis. Au fond, leur chef aurait aimé les coiffer tous et il y serait peut-être parvenu s'il avait été plus diplomate. Le colonel de La Rocque ne pouvait qu'inspirer confiance à toute la Droite. Brillant officier d'État-Major (5), organisateur de premier ordre,

(1) Les *Croix de Feu* étaient alors 12.000 dans la région parisienne et 50.000 en province.

(2) Des adversaires de La Rocque ont cru pouvoir expliquer cette attitude de la presse lorsqu'ils eurent connaissance des révélations du duc Pozzo di Borgo au journal *Choc* : « Puisque le colonel émerge aux fonds secrets, dirent-ils, il est bien naturel que la presse, elle aussi stipendiée par le gouvernement, monte en épingle ses hauts faits et lui attribue en même temps ceux des autres. » Explication bien osée, nous semble-t-il...

(3) G. Suarez : *Que veulent, que peuvent les Croix de feu ?* (page 8.)

(4) Il avait cependant déclaré le contraire, un peu avant, à Philippe Boegner, l'envoyé de Marianne, hebdomadaire de gauche : « Nos manifestations ont été décidées au dernier moment. Vous savez l'ordre dans lequel elles se sont déroulées. » (Enquête de P. Boegner : *L'Heure des Ligues ?*)

(5) D'origine auvergnate, François de La Rocque — que la gauche s'obstinait à appeler Casimir — naquit à Lorient, le 6 octobre 1885. Reçu à Saint-Cyr à 19 ans, il servit d'abord comme officier de cavalerie, en Algérie, puis au Maroc avec Lyautey. Maintenu à son poste en 1914, il fut grièvement blessé en 1916 et regagna la France.

il appartenait à une famille conservatrice fort liée aux Princes d'Orléans. Son frère n'était-il pas l'un des principaux collaborateurs du duc de Guise, père du comte de Paris, au Manoir d'Anjou près de Bruxelles ? Mais le ton cassant qu'il prenait lorsqu'il parlait des « partis tricolores », comme ils les appelaient, ne pouvait qu'indisposer leurs chefs.

« Nous avons constaté, disait-il, que, dans le domaine des questions essentielles, des plus urgentes, auxquelles est suspendue l'existence immédiate de notre pays, aucune différence fondamentale ne les dresse les uns contre les autres. Nous avons constaté à quel point leurs dirigeants ont trahi eux-mêmes les hommes qui leur avaient fait confiance, pour tout subordonner à leurs combinaisons électorales ou politiques. Nous estimons que, dans tous les partis, nous pouvons recruter la « RÉCONCILIATION FRANÇAISE » à condition que nous débarrassions le peuple de tant de faux chefs, tout juste capables de travailler à leur propre durée sans chercher à construire. »

Cette attitude ulcérât les dirigeants et les militants de la Droite qui y répondaient par des sarcasmes et des accusations pas toujours fondées et souvent fort graves. On verra plus loin qu'un de ses anciens compagnons, le duc Pozzo di Borgo, le présenta un jour comme le stipendié du gouvernement. Mais ce ne fut pas la seule accusation qu'on porta contre La Rocque, si ce fut la plus connue. On chuchota également que le chef des *Croix de Feu* était franc-maçon et qu'il avait été initié au Maroc, dans une loge dont on donnait le nom. On répandit même, sous le manteau, un tract, évidemment anonyme, où La Rocque était désigné comme un agent actif de l'*Intelligence Service* en France, donc, à la fois, comme un indicateur précieux et un agent provocateur. Cela n'était évidemment pas fait pour favoriser un rapprochement.

Le programme des *Croix de Feu* se résumait en quelques points essentiels.

Sur le *plan économique et social* :

Le salaire minimum garanti, la durée du travail limitée, les congés payés, la refonte des Assurances Sociales, à appliquer également aux campagnes, le refoulement des travailleurs étrangers sans travail, un statut des fonctionnaires, une simplification du système fiscal, la réforme de la société anonyme et la lutte contre la tendance monopolisatrice des grandes sociétés, le contrôle de la *Banque de France*, l'organisation de la profession, le respect de la laïcité, la sauvegarde de l'enseignement libre ;

Sur le *plan politique* :

Un président de la République pourvu de droits entendus, nommant le président du Conseil, le rétablissement de la proportionnelle aux élections, la limitation de l'âge des parlementaires, la réduction de leur nombre et de leur pouvoir, interdisait leur étant faite d'exercer la profession d'avocat, d'appartenir à des conseils d'administration ou de bénéficier d'un traitement ou

A peine rétabli, il rejoignit un régiment d'infanterie dans la Somme, et termina la guerre avec les galons de commandant, la rosette d'officier de la Légion d'honneur, trois blessures et neuf citations. En 1919, il fut chef d'Etat-Major de la section française du Conseil supérieur interallié, puis passa à l'E.M. du maréchal Foch. Il fut ensuite envoyé en Pologne comme représentant du maréchal Foch auprès de Pilsudski. Puis lorsque la guerre du Rif éclata, il fut affecté au 2<sup>e</sup> Bureau de l'armée du Maroc, qu'il dirigea. En 1928, l'E.M. de Foch étant dissous, La Rocque prit sa retraite. Il adhéra l'année suivante aux *Croix de Feu* et en devint le vice-président en 1930, et le président en 1931.



d'appointements dans une entreprise privée ou d'Etat, un conseil national économique, le vote obligatoire et familial, le contrôle des ressources de la presse en général et des partis poursuivant des campagnes contre le devoir militaire, le devoir civique, le loyalisme à l'égard du pays ou des institutions, le contrôle des entreprises présentant un intérêt essentiel pour l'économie et la sécurité nationales (armes, constructions navales et aéronautiques, énergie, chemins de fer, assurances, produits chimiques, etc...)

Sur le *plan international* :

La rupture avec la S.D.N., sauf meilleur fonctionnement de celle-ci, une défense nationale modernisée et efficace, la recherche des moyens propres à acheminer le monde vers une conception pratique de sécurité collective (6).

Les moyens d'action des *Croix de Feu* allaient de la simple réunion de section au meeting de masse, de la vente à la criée de leur journal *Le Flambeau*, hebdomadaire, jusqu'à la distribution de tracts sur la voie publique, devant les Eglises et à la sortie des usines et des bureaux, en passant par l'affichage, la manifestation chez l'adversaire et même l'organisation de soupes populaires.

Le mouvement se dirigeait en sections territoriales, chaque arrondissement de Paris constituant une section. Chacune d'elle était dirigée par un homme choisi par le président lui-même. Ces chefs étaient, pour l'immense majorité, non pas des anciens officiers, ainsi qu'on a pu le croire, mais des caporaux ou de simples soldats.

Aux élections de 1936, les Croix de Feu eurent près d'une vingtaine d'élus qui constituèrent un groupe à la Chambre des Députés : Ybarnegaray, Creyssel, Pebellier, Devaud, Peter, Robbe, de Polignac, Foucauld de Pavant, etc... (7)

L'un des premiers actes du gouvernement de Front Populaire issu de ces élections fut de dissoudre les ligues. Un décret visait les Croix de Feu :

*Le Président de la République Française,*

*Sur la proposition du président du Conseil des ministres, du garde des Sceaux, ministre de la Justice, et du ministre de l'Intérieur,*

*Vu la loi du 10 janvier 1936,*

*Le Conseil des ministres entendu,*

*Décète :*

*Article Premier. — L'association déclarée, dite « le mouvement social français des Croix de Feu », dont le siège est à Paris, 12, rue Edmond-Valentin, est dissoute.*

(6) Cf. *Manifeste Croix de Feu. Pour le peuple, par le peuple*, mars 1936.

(7) En outre, plusieurs députés non P.S.F. — du moins officiellement — appartenaient au *Comité de Défense des Libertés républicaines et de sympathie pour le P.S.F.* : le chanoine Polimann (Meuse), Ponsard (B.-du-Rh.), Doussain (Seine), Fernand Laurent (Seine), d'Aillières, B. d'Aramon, Becquart, Blanc (Prosper), Burgeot, Chiappe, Claudet, de Clermont-Tonnerre, Crouan, D' Cousin (président de l'Union anti-maçonnique de France), Daher, R. Dommange, Frédéric-Dupont, Alexandre Duval, de Framont, Gaillemin, Gaston-Gérard, Gerente, Guérin, Marcel Heraud, des Isnards, H. de Kérillis, marquis de La Ferronnays, Lardier, Lecacheux, François Martin, Mathé, Augustin Michel, Nader, Peissel, Pinelli, Plichon, Poitou-Duplessy, Quenette, Roulleaux-Dugage, Sablès, Scapini, de Saint-Just, Robert Serot, Edouard Soulier, Taudière, E. Temple, de Tinguy du Pouët, Tixier-Vignancour, Tristan, Wiedemann-Goiran.

D'autres, comme les sénateurs Gautherot et de Juigné, et le député Boux de Casson, assistaient aux banquets de congrès P.S.F. (*Le Flambeau*, 9-1-1937).

Art. 2. — *Le ministre de l'Intérieur et le garde des Sceaux, ministre de la Justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.*

Fait à Paris, le 18 juin 1936.

Signé : Albert LEBRUN.

Par le président de la République :

Le président du Conseil des ministres, Signé : Léon BLUM.

Le ministre de l'Intérieur, Signé : Roger SALENGRO.

Le garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Signé : Marc RUCART.

Cette décision se référerait à la loi du 10 janvier 1936, dont le vote avait été facilité par la manœuvre du porte-parole des *Croix de Feu* au parlement, Ybarnégaray (voir notre étude sur les *Jeunes Patriotes*). La dite loi, article premier, prévoyait en effet que :

« Seront dissous par décret rendu par le président de la République, en Conseil des ministres, toutes les associations ou groupement de fait :

1° Qui provoqueraient à des manifestations armées dans la rue ;

2° Ou qui, en dehors des sociétés de préparation au service militaire agréées par le gouvernement, des sociétés d'éducation physique et sportive présenteraient par leur forme et leur organisation militaire, le caractère de groupe de combat ou de milice privée ;

3° Ou qui auraient pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou d'attenter par la force à la forme républicaine du gouvernement. »

Protestant contre la dissolution, le lieutenant-colonel de La Rocque déclarait le lendemain :

« Les membres du mouvement *Croix de Feu* voulaient la rénovation. Ils appelaient la réconciliation : ils l'avaient, les premiers, annoncée. Les puissances destructrices ont exigé qu'ils soient proscrits. La mesure prise contre nous est illégale. Porte-parole de plus d'un million de citoyens et de citoyennes, je ne saurais l'accepter. Je vais immédiatement me pourvoir en Conseil d'Etat : il y a encore des juges en France. L'honneur ne s'incline jamais devant l'iniquité.

Mais notre vague patriotique ne saurait être un seul instant arrêtée. Dès demain un grand parti social français va être créé, au-dessus des partis. Tous nos adhérents, toutes nos adhérentes se retrouveront certainement dans son sein : une multitude soulevée de dégoût, vibrante d'enthousiasme, les y accompagnera. Son programme, de tout point conforme à notre dernier manifeste, paraîtra incessamment. Sa mystique, ses idées auront été fondées par les *Croix de Feu*. Rien n'en brisera l'élan. »

Peu après, en effet, le Parti Social Français se constituait. Ses fondateurs en déposaient les statuts à la Préfecture de Police le 11 juillet 1936.

Au moment de la dissolution, le mouvement était dirigé par La Rocque qu'entouraient des anciens combattants comme le maréchal Franchet d'Espérey, président d'honneur des sections du Morbihan, le duc Pozzo di Borgo, Léonardi (Nord), Blouin, le professeur Sergent, Jacques Arnoult, G. Riché, Lerambert-Potin, Paul Rouillon, Stanislas Sicé, Louis Gas, Gabriel Olivier, les professeurs Cunéo et Sorrel, et des jeunes, responsables des *Volontaires Nationaux*, Jean Mermoz, le célèbre aviateur, Bigonnet (Marseille), Jean Borotra, Bertrand de Maud'huy, Claude Popelin, Paringaux,

Hugues de Barbuat, Paul Faust, Marcel Germain (Alger), Antoine Kergall, chargé des camps de vacances des jeunes, René Gatamel, Philippe Verdier, Chaboureau, chef de groupe universitaire, Jacquelin, délégué général des V. N. à la Fac. de médecine, Suire, interne des hôpitaux, etc...

Sauf Pozzo di Borgo, Sicé, de Maud'huy, Claude Popelin, Paren-gaux, qui quittèrent le mouvement Croix de Feu avec quelques vieux militants, la plupart des dirigeants et des cadres *Croix de Feu* suivirent le colonel au P. S. F. Le gouvernement prit prétexte de cette identité pour engager des poursuites contre le *Parti Social Français* nouvellement créé. Le 5 avril 1937, on apprenait que les membres du Comité directeur du nouveau parti étaient traduits en correctionnelle : La Rocque, Ybarnégaray, Riché, Vallin, Ottavi et Verdier, l'action publique étant éteinte en ce qui concernait Jean Mermoz, le héros de l'Atlantique-Sud, disparu quelques mois plus tôt au cours d'un raid. Quant aux autres dirigeants Heibig, Cessens et Sépulchre, ils bénéficiaient d'une ordonnance de non-lieu. A quelques temps de là, la 14<sup>e</sup> Chambre correctionnelle de la Seine, présidée par un futur magistrat de l'épuration, le président Gaché, condamnait La Rocque à 3.000 francs d'amende, Riché Vallin, Ybarnegaray, Verdier et Ottavi chacun à 1000 francs. pour « participation au maintien ou à la reconstitution d'associations dissoutes.

Dans ses attendus, le jugement reprenait presque tous les arguments de l'accusation et, se fondant sur des documents saisis, concluait que : « le caractère de groupe de combat et de milice privée ne saurait être dénié au P.S.F. ; que les prévenus ne peuvent utilement se prévaloir de ce qu'il n'existerait ni armes ni uniformes dans les groupements du parti ; que l'organisation hiérarchisée, la discipline, l'entraînement, la souplesse, et la mobilité des diverses formations suffisent à révéler la véritable structure du P.S.F. ».

C'est à cette époque que le duc Pozzo di Borgo, faisant état de déclarations privées faites par l'ancien président du Conseil André Tardieu, affirma dans *Choc*, journal hebdomadaire de droite, que l'ancien président des *Croix de Feu* avait émarginé aux fonds secrets du gouvernement. Un procès s'ensuivit. Au cours des débats le président Tardieu vint déclarer à la barre qu'il avait remis à La Rocque, d'abord vice-président des *Croix de Feu*, puis leur président, des sommes importantes pour l'époque :

« Je l'ai subventionné, déclara l'ancien président du Conseil, dans les conditions que je vais préciser. Il m'a demandé de ne voir que moi : il n'a vu que moi. Il m'a demandé à être reçu à mon domicile particulier, 26, avenue de Messine : il y est venu vingt ou vingt-cinq fois... Je ne l'ai pas reçu le 30 de chaque mois, je l'ai reçu quand il me le demandait, par rendez-vous. Je le subventionnais quand il venait.

(...) Au printemps de 1931, à une date que je ne peux pas préciser, c'était au printemps, j'ai informé M. de La Rocque que les fonds secrets dont je disposais étaient épuisés et touchaient à leur fin. Il m'a alors demandé de le recommander, de l'introduire chez le président du Conseil de l'époque.

(...) Je laisse ma déposition au point où j'introduis M. de La Rocque chez mon successeur et je la reprends à l'époque où, étant redevenu moi-même président du Conseil et même ministre des Affaires Etrangères, j'ai repris personnellement les versements.

A ce moment-là, je dois le dire, M. de La Rocque m'a demandé une assez sensible augmentation et je la lui ai accordée. Je peux le dire puisque j'ai retrouvé dans mes notes que, dans le seul mois d'avril 1932, je lui ai donné 60.000 francs. » (8)

L'ancien chef du gouvernement convainquit aisément les adversaires de La Rocque, mais ses révélations ne troublèrent nullement les fidèles du chef du P.S.F. Et le tribunal évita de se prononcer sur une affaire qui divisait si bien les nationaux.

« *L'affaire La Rocque* », comme on disait alors, et pas seulement pour l'incident des « fonds secrets », empoisonna les milieux de droite jusqu'à la guerre. Elle creusa un fossé presque infranchissable entre le P.S.F. et les autres partis nationaux. Dans une certaine mesure, elle facilita la tâche des hommes du *Front Populaire* qu'un rassemblement de tous leurs adversaires aurait singulièrement gênés. L'acharnement des adversaires de La Rocque autant que son propre entêtement rendirent impossible toute espèce de rapprochement. On le vit bien lorsque Doriot tenta d'unir tous les anti-communistes dans un *Front de la Liberté*.

La presse de droite, appartenant aux forces traditionnelles, était assez peu favorable, dans l'ensemble, au colonel de La Rocque. Il y avait, certes, dans les journaux des militants ou des sympathisants P.S.F., — tel M. de Person, ou *Salut Public* de Lyon, qui attaqua le duc Pozzo di Borgo et défendit La Rocque — mais le P.S.F. n'avait qu'une presse « intérieure », ne s'adressant qu'à ses militants : *Le Flambeau Normand*, *Le Volontaire de l'Ouest*, *La Flamme d'Alger*, *La Volonté Bretonne*, *Le Flambeau de l'Est*, *Le Volontaire* 36, de Lyon, *Le Ralliement*, de Lille, *L'Heure Française*, de Marseille, *La Volonté du Centre*, *Le Flambeau du Gard*, *La Flamme Catalane*, etc...

L'organe central du mouvement, *Le Flambeau*, ressemblait lui-même davantage à une « feuille d'ordre » qu'à un véritable journal. (9)

Il importait donc de doter ce grand mouvement, groupant plus d'un demi-million de militants, d'un quotidien digne de lui. En créer un était une entreprise trop risquée pour que le prudent La Rocque s'y décidât. On rechercha un quotidien à vendre : le radical *Petit Journal*, qui avait coûté des millions aux héritiers Loucheur et à Raymond Patenôtre, fit l'affaire. Une société fut constituée pour son exploitation.

(8) Compte rendu de procès publié dans *Le Jour*, 27 octobre 1937. L'ancien garde des sceaux Léméry, venu également déposer, raconta que lors de la chute du cabinet Doumergue, il avait été réveillé la nuit par un coup de téléphone du ministre de l'Intérieur l'invitant à une conférence urgente. Il s'agissait d'assurer l'ordre dans la rue et on redoutait des manifestations violentes de la part des ligues. Au cours de la conversation qu'il eut alors avec le ministre de l'Intérieur et plusieurs hauts fonctionnaires, Léméry fit allusion au *Croix de feu*. « A ce moment, dit-il, le ministre de l'Intérieur m'a dit : — De ce côté, rassurez-vous, rien à craindre. La Rocque comprend et je l'ai bien en main. »

(9) Il avait, cependant, une excellente équipe rédactionnelle, composée de Saint-Brice, Gilles Marguerin, Francis Georges, Louis Truc, Jacques Defer, Pierre Forest, Jacques de Lacreteille, prof. Sergeant, Dr Philippe Encausse, Jean Naureuil, J. Cathelineau, Jean Murols, Louis Berger, Jacques Mirbelle, André Delacour, Gabriel Boissy — auteur du *Chant des Croix de Feu* dont Claude Delvincourt écrivit la musique — Henry Malherbe, Gaston Rageot, Jean-Pierre Liausu, Maurice Muret, Maurice Constantin-Weyer, André Maurois, André Thérive, Marc Chadourne, André Demaison, Henry de Monfreid, le général Duval, Habib, Claude Farrère, Marcelle Tinayre, Paul Morand, Auguste Bailly, Jean Vignaud, Georges Lecomte, Henri Pourrat, Alfred Silbert, etc...

La majorité des actions de la *Société du Petit Journal* fut acquise en 1937 par les amis du colonel de La Rocque qui fondèrent la *Société Indépendante de Presse*, au capital de 6 millions ainsi réparti :

Jean Schwob d'Héricourt, industriel .....	30.000 frs
Léon Stirnberg de Armélia, ingénieur .....	110.000 frs
Richard-Henri Péliissier, adm. de sociétés.....	90.000 frs
André Portier, expert près le Tribunal civil ....	5.000 frs
Mlle Germaine Richelot, s.p. ....	200.000 frs
Philippe Cruse, banquier .....	60.000 frs
Fernand Javal, industriel (Houbigant) .....	150.000 frs
Léon Roland-Gosselin, industriel .....	30.000 frs
Marcel Bertolus, industriel .....	50.000 frs
Henri-Louis de Nalèche .....	5.275.000 frs

La plupart des actions souscrites par ce dernier furent ensuite cédées aux militants du P.S.F. qui eurent ainsi la majorité.

A quelques temps de là — janvier 1938 — le capital fut porté à 14 millions. Les actions nouvelles (8 millions) furent souscrites par :

Léon Roland-Gosselin .....	3.400.000 frs
Richard Péliissier .....	500.000 frs
Mlle G. Richelot .....	500.000 frs
Fernand Javal .....	150.000 frs
Marcel Bertolus .....	500.000 frs
Gérard Fontana, joaillier .....	600.000 frs
Charles Labourdette .....	300.000 frs
Colonel François Secretaine .....	100.000 frs
André Bachy, assureur .....	300.000 frs
Jean Kremp, industriel .....	150.000 frs
Gérard de Vienne, industriel.....	50.000 frs
Charles Thienot, directeur de société .....	250.000 frs
Marcel Brosse, orfèvre .....	200.000 frs
Pierre Fournier, industriel .....	700.000 frs
Robert Beaufort, courtier en marchandises .....	250.000 frs

Les 3.400.000 frs de Roland-Gosselin représentaient les avances faites par lui à la caisse du *Petit Journal* dont le succès ne répondit pas entièrement aux espérances des dirigeants du Parti : si les adhérents parisiens du P.S.F. achetèrent le quotidien ou s'y abonnèrent, la plupart des militants de province et d'outre-mer, qui formaient la grosse majorité des effectifs du parti de La Rocque continuèrent à lire leur journal régional. Avec 160.000 exemplaires *Le Petit Journal* pouvait vivre néanmoins, et s'il n'était pas devenu le très grand quotidien qu'avait rêvé le chef du P.S.F. (10), il faisait fort bonne figure parmi les journaux politiques. Sa brillante rédaction n'était pas étrangère à ce demi-succès : à côté des *leaders* écrits par les dirigeants du mouvement, des écrivains connus publiaient leurs articles et chroniques :

(10) Certains conseillers de la direction du *Petit Journal* avaient, dit-on, laissé espérer un tirage au moins égal à celui du *Matin* (300.000 ex.) ou du *Journal* (410.000 ex.) ; il eut, en fait, le tirage du *Jour*, de Léon Bailby. De même, les dirigeants avaient escompté un accroissement de la publicité que la société *Le Petit Journal-Publicité* leur apportait. (Cette société, fondée en 1916 par l'*Agence Havas* et *Le Petit Journal*, était présidée en 1938 par Léon Rénier. A l'assemblée générale extraordinaire du 28-1-1942, présidée par Antonin Thiollier, les deux principaux actionnaires étaient J. Saulnier-Blache, représentant le *Petit Journal*, et Maurice Depierre, représentant l'*Agence Havas*. Le secrétaire était M. Planson, gendre de feu Léon Rénier, et père de Claude Planson, dirigeant du Parti Franciste.)

Gabriel Hanotaux, Louis Madelin, André Siegfried, le duc de La Force, Jérôme et Jean Tharaud, Jacques de Lacretelle, — futur administrateur du *Figaro*, auteur d'une vie de La Rocque (*Qui est La Rocque?* Flammarion, éditeur) —, Edmond Jaloux, Léo Larguier, Charles Roux, le comte de Saint-Aulaire, Henry Bordeaux, Maurice Constantin-Weyer, les professeurs Richet et Sergent, etc...

A la fondation, le P.S.F. était dirigé par un comité provisoire composé de La Rocque, président, Ybarnegaray, Mermoz, Riché, Vallin, chef de la propagande et Verdier, secrétaire général.

Le congrès des 18, 19 et 20 décembre 1936 nomma le Comité exécutif : Président : La Rocque ; vice-présidents : Mermoz, Noël Ottavi, Ybarnegaray ; membres : Arnoult, Barrachin, directeur du Bureau politique, Bonnardel, Causaert, Cliquot de Mentue, Faivre. Gas, le général Grollmund, Horaist, Joseph Levet, Gabriel Olivier, Olivier-Martin, Riché, Rouillon, Tezenas, Vallin, Varin, chef des Equipes Volantes de Propagande, que secondèrent : Charles de Bailliencourt, André Blaisot, Maurice de Bouillanne, Jean Brumeaux, Pierre Couillard, Philippe Cruse, Louis Dejean, Jean Delage, Marcel Delaunay, Maurice Elie, Henri Grimm, Emile Harlé, Dr Georges Lataix, Louis Lecoconier dit Lecoc, colonel de Saint-Quantin, Jean Sepulchre, Christian Sorrensen, Dr Lucien Vazeux, André Voisin, André de Bonduwe, Georges Savouret, Emile Schweitzer, etc...

Le programme du P.S.F. était celui des *Croix de Feu*. La Rocque en avait seulement accentué le côté politique : défense nationale, défense du peuple, défense de l'Etat. Bien que se déclarant républicain et possédant un groupe de députés à la Chambre, la tendance était toujours aussi antiparlementaire.

Durant l'occupation, le P.S.F., interdit en zone Nord, était toléré en zone Sud. La Rocque s'affirmait partisan du maréchal Pétain tout en rejetant la politique de collaboration pratiquée par son gouvernement (11). Il était de ceux qui, à l'instar du général Weygand, attendaient la revanche. Pour lui, comme pour la majeure partie de ses lieutenants, l'armistice n'était qu'un répis ; il fallait souffler et reprendre des forces. Contrairement aux autres organisations politiques nationales autorisées ou tolérées par le Pouvoir et par l'occupant, le P.S.F. — *Progrès Social Français* depuis 1940 — était nettement hostile à l'Europe (12). Bien qu'opposé au communisme, il se refusa toujours à autoriser ses militants à s'engager dans la *Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme* qui combattait à l'Est. Au contraire, « malgré l'opposition doctrinale fondamentale existant entre le P.S.F. et le Parti Communiste, soulignent deux fidèles de La Rocque, rien ne sera fait qui ne puisse contrecarrer les activités communistes pendant l'occupation. La Rocque donnera lui-même toutes directives en ce sens » (13). De même, il n'autorisera pas les cadres du P.S.F. à participer à la direction même locale, de la *Légion Française des*

(11) La Rocque aurait déclaré à Toulouse, en octobre 1940 : « Si je vous dis d'être tous derrière le Maréchal, je ne vous demande pas d'être derrière le Gouvernement ».

(12) L'antigermanisme du mouvement datait du début, à une époque où il n'y avait ni nazis, ni réarmement allemand. Jean G.L. d'Orsay et Jean Brumeaux notent dans leur brochure *Les Droits de La Rocque homme et citoyen*, que l'aveugle de guerre Scapini fut radié des *Croix de feu* en 1930 ou 1931, parce que trop souvent en contact avec des A.C. allemands.

(13) J. d'Orsay et J. Brumeaux, *op. cit.*, page 44.

*Combattants* (14) créée par le maréchal, et il s'abstint d'y adhérer lui-même. Il créa, par contre, des sociétés de préparation et d'éducation sportive qui auraient fort bien pu être des sociétés de préparation militaire et ses *Artisans des Devoirs Patriotiques* (ex-Auxiliaires de la Défense Passive) avaient une organisation toute militaire.

Chaque fois qu'il fut question d'unifier les mouvements nationaux eu zone Sud, La Rocque s'arrangea pour que le projet échouât : en 1940 avec le Parti Unique, en 1941 avec le Comité de Rassemblement pour la Révolution Nationale. Lorsque le chef du P.S.F. se rendait en zone nord, c'était pour y recommander la prudence à ses militants, et surtout l'abstention vis à vis des autres partis.

En ce qui concerne la question juive, le P.S.F. resta sur une prudente réserve. Même avant la guerre, à une époque où les israélites n'étaient pas persécutés et où ils attaquaient, dans leur *Droit de vivre*, le colonel de La Rocque, le parti s'était refusé à faire, entre les citoyens français, cette distinction que les nationalistes faisaient tout naturellement. Ceux-ci le lui reprochaient d'ailleurs avec vivacité (15).

Cette attitude était, naturellement, une position officieuse, discrète, voire secrète. Officiellement le P.S.F. était pour « la Révolution Nationale ». Dans le *Petit Journal* (16) replié à Clermont-Ferrand, il s'aligna sur les autres partis nationaux. Le 27 septembre 1941, quand les troupes allemandes renforcées par les armées roumaines, hongroises, bulgares, les corps expéditionnaires italiens et espagnols, les légions de volontaires hollandais, danois, belges, français, marchaient sur Moscou, La Rocque écrivait : « On comprendra que nous souhaitons l'écrasement du satanisme que le Komintern anime et que Staline incarne ». Et il ajoutait le 18 octobre suivant : « Un succès de l'U.R.S.S. eut engendré une catastrophe européenne et mondiale. »

Lorsque les Anglo-Américains débarquèrent en Afrique du Nord, La Rocque stigmatisa cette « agression » (9 novembre 1942).

(14) Dans sa déposition au procès du *Petit Journal*, M<sup>r</sup> Nicolaï, avocat bordelais et chef P.S.F. en Gironde, précisa que La Rocque avait, devant lui, « renouvelé les directives qu'il avait données à l'égard de la Légion (des Combattants) ; il a donné, en outre, cette directive très ferme de radier impitoyablement tous ceux qui auraient donné leur adhésion au S.O.L., à la milice et, a fortiori, à la L.V.F. ». (*Le Petit Journal acquitté en Cour de justice*, p. 33.)

(15) Un pamphlet fort documenté et précis parut même, à l'époque, sous le titre « *La Rocque et les Juifs* ». Le principal adversaire du chef du P.S.F. en avait payé l'impression.

(16) Le *Petit Journal* avait demandé à rentrer à Paris fin 1940. Son directeur avait fait présenter au service de l'ambassade d'Allemagne la demande réglementaire de retour à Paris exigée de tous les journaux repliés. Mais les conditions posées, de part et d'autres, étaient incompatibles avec ce projet. Et Le *Petit Journal* était resté à Clermont. Il avait un conseil d'administration de neuf membres : La Rocque, président-directeur général ; André Portier, vice-président ; Georges Bonnardel ; Louis Gas ; Antonin Thiollier ; René Tual ; Joseph Levet ; Christian Melchior-Bonnet, l'actuel directeur de la revue *Historia*, et J. Saulnier-Blache, administrateur. (En 1950, au conseil d'administration de la société — dont les biens furent placés sous la dépendance de la S.N.E.P., alors présidée par Pierre Bloch — siégeaient encore : André Portier, Georges Bonnardel, Chr. Melchior-Bonnet, Saulnier-Blache, Tual, Thiollier et Levet.) D'autre part, la *Société Indépendante de Presse*, principale actionnaire de la société, avait tenu deux assemblées générales en 1942, sous la présidence de Roland-Gosselin, en présence de Noël Ottavi Comar et Cruse, scrutateurs. (Elle était, en 1957, présidée par Maurice Roland-Gosselin, de la *Clin-Byla* — Société de produits chimiques animée par les Comar — et administrée par Charles de Baillencourt, André Jouisse, Edmond Duhamel et Edouard Michal.

Il n'avait, officiellement, que mépris pour le général De Gaulle. Le 25 mai 1941, il écrivait, toujours dans *Le Petit Journal* : « L'ex-général De Gaulle s'est rendu coupable de désertion. Qui se fait l'instrument de l'étranger trahit les intérêts sacrés de son pays : communistes et gaullistes sont ainsi alliés depuis le premier jour par les forces des choses ».

Ces écrits furent, à la Libération, reprochés aux dirigeants du *Petit Journal*. Ceux-ci, par la voix d'un de leurs témoins, — le professeur Hermann, doyen de la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lyon et militant actif du P.S.F. —, firent cette réponse : « Nous savions tous qu'il fallait en prendre exactement le contre-pied » (17).

Le fait est que si le *Petit Journal* donnait l'impression au lecteur non averti d'avoir emboîté le pas aux propagandistes vichyssois, le « patron », lui, œuvrait en sens inverse. Le commissaire du gouvernement Prévost devait avouer publiquement, au procès du *Petit Journal*, (Cour de Justice de la Seine, XIII<sup>e</sup> chambre, 10 juillet 1948, juge d'instruction : Raoult) que La Rocque et ses amis avaient rendu d'incontestables services à la Résistance : « La défense a constitué, déclara-t-il, un certain dossier à cet égard, qui me paraît hors de discussion. Il est établi, en effet, qu'à partir de mai 1942 le colonel de La Rocque, avec le colonel Charandeau qui représentait à Madrid l'Intelligence Service, eut des relations dans un intérêt de résistance. Il paraît avéré qu'il créa le réseau Klan et la défense nous dira sans doute que c'est pour des raisons de politique que ce réseau Klan se vit difficilement reconnaître ses droits et ses titres de résistance. Je ne le discuterai pas, pour ma part. » (18).

Dans sa déposition, le colonel Charandeau le confirme : « J'ajoute, écrit catégoriquement l'agent de l'I.S. en Espagne, que c'est au mois de février 1941, alors que j'étais à Madrid, que je reçus des instructions pour prendre contact avec le colonel de La Rocque » (19).

Ce contact fut pris en octobre-novembre 1941 et à partir de ce moment-là, le réseau Klan — au début on l'avait appelé « la Toile d'Araignée » — était en place. Il fonctionna si bien que La Rocque recevra de l'Anglo-Frend Communication Bureau, l'attestation suivante du 11 juin 1945 :

« Nous certifions que le colonel de La Rocque a été le chef du réseau Klan à partir du 1<sup>er</sup> juin 1942 jusqu'au mois de février 1943 (moment de son arrestation par les Allemands) et a fourni au Service de l'Intelligence Militaire Britannique des renseignements politiques et militaires, lesquels nous sont parvenus, avec régularité, pendant la période en question. » (20).

Bien sûr, il était difficile aux militants du P.S.F. de toujours s'y retrouver dans un aussi subtil double jeu. Résultat : l'unité du P.S.F. s'effrita, peu à peu. Tandis que Creyssel devenait le collaborateur du Maréchal à l'Information et que de nombreux anciens combattants de 14-18 se mettaient au service du vieux

(17) Cette phrase se rapporte en fait aux articles signés Charles Valles — pseudonyme collectif du *Petit Journal* — mais peut naturellement s'appliquer à l'ensemble. (Cf. compte rendu du procès du *Petit Journal*, in « *Le Petit Journal acquitté en Cour de Justice* », page 28.)

(18) *Op. cit.*, p. 42.

(19) *Ibid.*, p. 51.

(20) Document photographique reproduit dans la brochure de J. d'Orsay et J. Bru-meaux, *op. cit.*, p. 54.



chef pour combattre, à l'intérieur, les marxistes — on a même prétendu que des groupes de défense furent mis à la disposition de certains préfets pour lutter contre le communisme — un autre député P.S.F., Charles Vallin, gagnait l'Angleterre et se plaçait sous les ordres du général De Gaulle.

Quant au lieutenant-colonel de La Rocque, à la fois pétainiste et anti-allemand, il fut un jour arrêté par la Gestapo et déporté à Eisenberg, en Bohême (septembre 1943), puis à Itter, au Tyrol (janvier 1944), où sa santé s'altéra gravement. Libéré par les troupes américaines, il fut arrêté par la police française à son retour (8 mai 1945) et emprisonné par les épurateurs à Versailles. Les interventions de ses amis et l'aggravation de son état incitèrent les autorités à le mettre en résidence forcée à Croissy (S.-et-O.) où, malgré une intervention chirurgicale, il mourut le 28 avril 1946 (21).

Ses fidèles, ceux qui n'avaient ni collaboré très étroitement avec le gouvernement du Maréchal, comme Creyssel, ni rejoint le Général à Londres (ou à Alger), comme Vallin, et qui avaient échappé au sort de Noël Ottavi, mort en déportation (22), voulurent poursuivre son œuvre et ressusciter le P.S.F. ; mais ils se heurtèrent à une décision gouvernementale, guidée par des motifs qui, peut-être, n'étaient pas inspirés par le seul amour de la justice : « *En vertu des lois de la République et de décisions judiciaires définitives prononcées avant le début de la guerre actuelle, le P.S.F. est et demeure dissous* », avait-on déclaré en haut lieu (déclaration du ministre de l'Information Teitgen à l'issue du Conseil des ministres présidé par le Général De Gaulle, 9 mars 1945). Les dirigeants du Parti demeurés libres avaient pris contacts avec les cadres restés fidèles et préparaient un congrès national, en l'absence de La Rocque, pour le 9 mars et les jours suivants, lorsque le Gouvernement provisoire prit cette décision. Il est curieux de constater qu'une semaine plus tôt, à la tribune de l'Assemblée nationale, Jacques Duclos, porte-parole du P.C. avait réclamé la dissolution du P.S.F., ce « parti hitlérien »...

En fait, l'*Union interfédérale du P.S.F.* n'avait été dissoute que par le général Oberg, le 2 novembre 1942.

Comme il était impossible aux dirigeants de se pourvoir devant le Conseil d'Etat contre ce qui n'était qu'une déclaration sans valeur juridique, ils organisèrent une réunion à Montreuil-sous-Bois, au siège de la permanence locale du Parti. La police intervint : elle dissout la réunion et arrêta le chef de section, Demole. Une ordonnance de non-lieu rendue le 22 mai 1946 relaxa ce dernier, mais le P.S.F. demeurait toujours interdit. Entre temps, le *Parti républicain et social de la Réconciliation française* avait été fondé (août 1945). Les militants du P.S.F. y avaient adhéré en masse. Au congrès, le premier, qui suivit, André Portier,

(21) Ses obsèques eurent lieu à Saint-Honoré d'Eylau en présence de plusieurs milliers de ses amis accourus de partout pour lui rendre un dernier hommage. Il fut inhumé dans le Cantal, à Saint-Clément, près du hameau de La Rocque (à 9 kms de Vic-sur-Cère).

(22) Noël Ottavi, vice-président du P.S.F., fut arrêté par les Allemands au siège du Parti le 9 mars 1943 et déporté au camp de concentration de Neuengamme, puis à celui de Sanbostel, où il mourut le 15 avril 1945. D'autres dirigeants du P.S.F. connurent un sort analogue, notamment Louis Gas, administrateur du *Petit Journal*. D'autres encore furent internés : André Portier (16 mois à Fresnes), Georges Bonnardel (12 mois à Fresnes), tous deux administrateurs du *Petit Journal*, et cent cinquante de leurs camarades, arrêtés en mars 1943. Pierre Le Tanneur, qui prit la direction du P.S.F. après l'arrestation de La Rocque, fut arrêté à Vichy en 1943, puis déporté. Le D' Dodel, de Clermont-Ferrand, le remplaça.

58 ans, expert près le tribunal civil, qui assumait déjà la direction de l'*Union Interfédérale du P.S.F.*, alors installée 3 bis, rue Dumont-Durville, fut élu président. Joseph Levet, administrateur du *Petit Journal*, et André Voisin occupèrent la vice-présidence, et Gilles de La Rocque, fils du colonel, et Jean Ybarnegaray, ancien député (inéligible) entrèrent au Comité exécutif.

« *Le relèvement de la France, déclaraient les dirigeants de la R.F., ne sera obtenue que dans la réconciliation préalable de nos concitoyens* » (alors divisés en pétainistes et gaullistes de toutes couleurs).

Le *Parti de la Réconciliation Française* conviait, disait un tract diffusé en août 1945, « *tous les Français et Françaises, refusant d'abdiquer devant la démagogie, devant la subversion, devant la réaction comme devant toutes tentatives séditieuses ou fascistes à s'accorder sur des principes rénovateurs du pays* :

- *Réconciliation de tous ceux qui veulent accomplir leur devoir civique.*
- *Evolution sociale conforme aux principes des droits de l'homme et du citoyen dans le respect des principes traditionnels de la civilisation chrétienne comme dans une stricte indépendance vis-à-vis de toutes les confessions.*
- *Rénovation des institutions républicaines et des élites françaises avec une participation sans cesse accrue des éléments populaires inlassablement acheminés vers le mieux-être moral, intellectuel, et matériel.*
- *Entente de tous les partis attachés aux principes de la souveraineté nationale et de la fidélité patriotique.*
- *Défense des libertés républicaines et démocratiques : liberté d'opinion, d'expression, de presse, d'enseignement, d'association, de réunion, etc...*
- *Coopération de tous les éléments du travail dans une économie affranchie des oligarchies financières, libérées des pressions politiques irresponsables.*
- *Opposition résolue contre toutes les idéologies inspirées de conception totalitaires et matérialiste, contre toute tentative visant à mettre le régime au service d'un homme, d'un parti, d'une formation économique, politique ou sociale quelconque.*

*Principes essentiels qui permettront à la Nation toute entière de retrouver, après la paix des armes, la paix sociale indispensable à l'avenir de notre descendance.* »

Aux élections de juin 1951, le Parti présenta ou soutint des candidats, à Paris : Ch. Goutry, Pierre de Léotard, René Marchand, G. Roger, Crambes, Paul Pernin, presque tous sur des listes du R.G.R. (23), et en province : Paquet (Isère), J. Lefebvre (Pas-de-Calais), Edmond Lefèvre (Nord), R. Tamarelle (Seine-Inférieure), P. Olmi (Alpes-Maritimes), G. Petit (Basses-Pyrénées), Pebellier père (Haute-Loire), J. Dixmier (Puy-de-Dôme), Pourtout (Seine-et-Oise), etc. présentés sous diverses étiquettes :

Plusieurs furent élus : Aimé Paquet, Guy Petit, Ph. Olmi, de Léotard, Joseph Dixmier, etc., ainsi que des sympathisants, comme le Docteur Bernard Lafay, qui prit peu après la parole à une réunion de la R.F. (Mutualité, 6 juillet 1951) et y évoqua avec émotion le souvenir et l'exemple du colonel de La Rocque.

La direction du mouvement était alors assurée par André Portier, président, de Léotard, A. Voisin, Paul Pernin, Joseph Levet

(23) Ce Rassemblement des Gauches Républicaines avait la R.F. parmi ses adhérents.

(de Nice), J. Nicol (de Lyon), et un certain nombre d'autres fidèles de La Rocque.

Malgré les difficultés financières qui l'amènèrent un peu plus tard à suspendre la publication du *Flambeau*, remplacé par un bulletin intérieur, intitulé *Notes d'Actualité politique* (52, rue Taitbout, Paris IX<sup>e</sup>), la R.F. poursuivit son action au cours des années 1952-1956, avec une foi qu'animaient le souvenir de « celui qui a donné sa vie pour son pays ».

Le XI<sup>e</sup> Congrès national de la R.F., se tint à Paris en décembre 1956, sous la présidence d'André Portier ; les délégués des Fédérations, Raymond Boulenger (Fédération sud), Riollet (P.-de-D.), Letourneur (Hte-Vienne), Houdet (Maine-et-Loire), Balp et Corbière (Rhône), Collette et Decrème (Nord), Schaub (S.-et-O.), Allardi (Alpes-Maritimes), E. Pebellier, Desjardins, Crambs, Eugène Lasseur (Rouen), Michel Douroux (Nantes), Jean Pupat, ancien député (Loire), André Voisin, de Warrand, de Bailliencourt (Féd. Ouest), Escande (Féd. sud), Villard (Isère), A. Alart, Mlle Duhamel (Loire), Langlade, de Nadaillac, Lainé (Féd. sud), Passérieux (Féd. ouest), Marty (S.-et-O.) y prirent la parole.

Le banquet de clôture réunit congressistes et militants, autour d'André Portier. A la table d'honneur, aux côtés des vice-présidents André Voisin et Alfred Alart, et de Jean Pupat, rapporteur, figuraient le président du Conseil général de la Seine, Chochon, le député Quinson, et le conseiller municipal Tercinet qu'entouraient A. Paquet, député, Labre, conseiller général de la Seine, et des élus municipaux : Beaumont (Colombes), Mme Le Plat (St-Leu), Defert et Belhomme (Joinville), Boiret (Asnières), Charre (Clamart), Dagan (Charenton), Lacombe (Asnières), Lauaigne (Boulogne-sur-Seine), Le Dœuil (Montrouge), Marin (St-Cloud), Marmorat (Clamart), Massenot (Viroflay), Mayer (Charenton), Moracchini (Enghien), Perdrizet (Montreuil), Pôdevin (Bourg), Rœrich (Gentilly), Sabron (Villemombe), Schaub (Enghien), Vidal (Viroflay) (24).

A son dernier congrès, tenu à Paris en novembre 1959, en présence d'André Portier, président, Alart, Boulenger et André Voisin, vice-présidents, Pupat, ancien député, Alexandre, conseiller économique, Bourne et Aimé Paquet, députés, Guy Petit, sénateur, la R.F. a rappelé sa position. Dans sa déclaration finale, elle réclama notamment « une réforme du crédit permettant une baisse effective du loyer de l'argent ». Elle demanda d'autre part que « le pouvoir s'exerce dans un esprit véritablement démocratique » et que « le premier ministre, responsable devant le Parlement, organise une collaboration régulière avec celui-ci ».

La déclaration réclama aussi des économies sur le train de vie de l'Etat et la suppression des dépenses somptuaires.

Au sujet de l'Algérie elle constata que *les promesses formulées le 16 septembre engagent la France et prit acte que la France ne traitera jamais avec le pseudo-gouvernement rebelle.*

Enfin le congrès s'éleva contre « toute tentative de nationalisation de l'enseignement privé ».

La position de la R.F. s'apparente aujourd'hui à celle du *Centre des Indépendants* auquel appartiennent d'ailleurs la plupart de ses élus et une partie de ses cadres.

H. C. et J.-L. M.

(24) Compte rendu publié dans *Le Flambeau*, décembre 1956.

(25) *Le Monde*, 1<sup>er</sup> décembre 1959. Dans *Le Figaro* du 26 septembre précédent, elle avait publié un communiqué fixant sa position sur l'Algérie.

## VI

### LES PARTIS ET LA RÉSISTANCE SOUS L'OCCUPATION

A l'Armistice de 1940, la division de la France en deux zones a profondément marqué les partis et groupements nés pendant l'occupation. De même qu'il y eut, initialement, « deux catégories de mouvements de résistance » (1), il y eut deux catégories de mouvements *collaborationnistes*, selon la zone où ils ont exercé leur activité. Même lorsque l'armée allemande eut franchi la *ligne de démarcation* le 11 novembre 1942, après le débarquement des anglo-américains en Afrique du nord, cette distinction, cette opposition serait-on tenté d'écrire, subsista et fut à l'origine de maints conflits que le combat, de plus en plus sanglant, n'a pas toujours applanis.

Il est malaisé de faire l'historique de ces divers mouvements — les uns officiels, officieux, reconnus ou seulement autorisés, les autres clandestins et pourchassés — sans paraître faire œuvre de partisan. On a beaucoup écrit, depuis la Libération, sur le sujet : la plupart des livres ou des articles publiés l'ont été par des hommes qui avaient participé à l'action ou avaient pris parti pour l'un ou l'autre camp. Il faudra, sans doute, attendre encore plusieurs lustres avant qu'un jeune auteur puisse écrire l'histoire vraie des années 1940-1944. M. Robert Aron, qui s'y est essayé, sans y réussir pleinement, a sérieusement défriché ; il n'y aura plus qu'à compléter sa documentation, utiliser celle qui demeure encore inaccessible (dossiers des Cours de Justice, mémoires inédits des principaux acteurs du grand drame) et que seul, un homme non engagé dans les combats fratricides des heures sombres de l'occupation pourra présenter avec impartialité et commenter librement. Nous entendons nous borner à l'énoncé des faits importants et à la citation des textes émanant des divers groupements examinés — ou des personnalités qui ont exercé sur eux un pouvoir normal et reconnu de tous. Nous nous abstenons de toute appréciation personnelle, de tout commentaire, renvoyant le lecteur aux sources que nous avons nous-mêmes consultées pour un examen plus approfondi.

#### De la Légion Française des combattants à la Milice Française.

Commençons par le mouvement *pétainiste* dont l'action a laissé le plus mauvais souvenir à ses adversaires de la Résistance, celui que les cours de justice (tribunaux d'exception créés pour procéder

(1) Jean Gualhing : « La Résistance intérieure » in *La France et son Empire dans la guerre*, Paris, 1947 (tome II, p. 49).

à l'épuration) ont, sans doute, le plus durement sanctionné en la personne de ses dirigeants et de ses membres.

La Milice française, qui « s'est toujours refusée à être considérée comme seulement une garde prétorienne ou une police supplétive » (2), a été créée le 30 janvier 1943 par une loi du gouvernement Laval :

« La Milice française, qui groupe des Français résolus à prendre une part active au redressement politique, social, économique, intellectuel et moral de la France, est reconnue d'utilité publique. Ses statuts, annexés à la présente loi, sont approuvés.

« Le Chef du gouvernement est le chef de la Milice française. La Milice française est administrée et dirigée par un secrétaire général nommé par le Chef du gouvernement. Le secrétaire général représente la Milice française à l'égard des tiers » (3).

Mais, si sa date de naissance officielle est bien celle de la loi de l'Etat promulguée par Vichy, la Milice n'est pas sortie toute armée du cerveau de Pierre Laval. Son origine remonte à 1940 et son père véritable est Joseph Darnand.

Darnand, ancien militant d'Action Française et du Parti Populaire Français, ex-cagouillard (du C.S.A.R., d'Eugène Deloncle), voulait constituer une force politique puissante capable de s'opposer victorieusement au retour de ceux qu'il rendait responsables du désastre de juin 1940. Cet ancien chef de corps franc (1939-1940), décoré de la Légion d'honneur par le général Georges sur les lieux mêmes des combats, ne pardonnait pas aux hommes de la III<sup>e</sup> République l'humiliation de la défaite. Il reprochait aux ministres leur incapacité et aux militants du Front populaire leur « trahison » — bien que cette accusation s'adressât plus particulièrement aux communistes qu'il haïssait.

Nous sommes en 1940. Démobilisé, installé sur la Côte d'Azur, Darnand préside la Légion française des Combattants des Alpes-Maritimes. Il se trouve ainsi à la tête de quatre-vingts mille anciens combattants, pétainistes enthousiastes pour la plupart, qu'encastraient des hommes résolus et politiquement sûrs, comme ses adjoints, Pierre Gallet, un ancien de son corps-franc de 1939-40, et Jean Bassompierre, un officier de carrière qui remplissait les fonctions de secrétaire général de la Légion à Nice.

Lorsque se répand le bruit d'une occupation italienne de la région nicoise, Joseph Darnand déclare à ses amis qu'il faut s'y opposer. Il constitue des groupes et des dépôts d'armes au sein de la Légion des Alpes-Maritimes. La menace écartée, les unités ainsi créées demeurent : elles forment le Service d'Ordre Légionnaire de Nice. Cet exemple est suivi discrètement et officieusement en Haute-Garonne, par l'avocat toulousain Colomb, en Haute-Savoie et, bientôt, dans toute la zone sud où la Légion française des Combattants, dirigée par M. François Valentin, député de Nancy, compte des millions d'adhérents.

Après l'entrée en guerre de l'Allemagne contre la Russie, le S.O.L. est officiellement constitué : Président : François Valentin ; secrétaire général : Joseph Darnand. Mais le retour de Pierre Laval provoque une crise à la Légion : M. Valentin est remplacé à la tête de l'organisation par M. Raymond Lachal, un député centriste du Puy-de-Dôme, ami du sénateur-maire d'Aubervilliers. De son

(2) Pour la Milice, justice !, par un Chef de Corps de la Milice. Préface du général Lavigne Delville. Paris, s.d. (1955), p. 23.

(3) Loi n° 63 J. O., N° 27, 31-1-1943, p. 290.

côté, Darnand, qui dirige en fait le S.O.L., est officiellement délégué par la Légion française des Combattants auprès du Gouvernement et s'installe à l'Hôtel du Parc.

Depuis que l'U.R.S.S. est officiellement l'alliée des Anglais, Darnand, pour qui l'Allemand est toujours le « Boche », se déclare cependant favorable à une entente avec Hitler. Quand M. Jacques Benoist-Méchin prend la présidence de la *Légion tricolore*, qui devait aller combattre le Bolchevisme sur le Front de l'Est, sous la direction du général Puaux, Darnand délègue Bassompierre pour le représenter dans ce nouvel organisme (4). Dès lors, le fossé se creuse entre la Légion française des Combattants et le S.O.L. Au modéré Lachal s'oppose Darnand le dur. La cassure est pratiquement réalisée en octobre 1942, lorsque ce dernier décide de transformer le *Service d'Ordre Légionnaire* en *Milice française*.

### Les idées de Darnand.

Cette *Milice française*, dans l'esprit de son fondateur, doit être un instrument politique et militaire de « *la Révolution nationale qui reste à faire* ». Elle ne fait que poursuivre, avec des pouvoirs accrus, les buts du S.O.L. définis dans un message de Darnand à ses camarades :

« Je ne vous ai pas rassemblés uniquement pour parader et défilier.

« Sur l'ordre du Maréchal, je vous ai rassemblés pour former la véritable troupe de la Révolution nationale.

« Sur l'ordre du Maréchal, je vous ai rassemblés pour vous engager dans la lutte révolutionnaire.

« (...) Notre Révolution intérieure sera d'abord nationale. La Patrie est en danger. Cette évidence nous rallie tous dans un même élan et vers ce seul but : sauvegarder, maintenir et transmettre l'héritage de nos pères.

« (...) Mais au lieu d'opposer, en un conflit néfaste, la réalité européenne que certains prétendent encore incompatible avec la grandeur française, nous voulons conquérir à notre pays une place digne de son passé dans cette Europe enfin solide.

(...) Qu'on ne s'acharne pas à voir en nous de simples réactionnaires pressés de prendre, sur le terrain politique et social, une revanche hargneuse. On se tromperait. En nous déclarant « contre l'égoïsme bourgeois, pour la solidarité humaine », nous avons voulu stigmatiser les fautes d'une classe que nous estimons responsables pour une grande part de nos malheurs présents.

(...) Nous sommes contre le capitalisme qui paye trop inégalement possédants et travailleurs. Il écarte le producteur des bénéfices de la production.

(...) Nous sommes contre le marxisme qui, nivelant par le bas, mène fatalement à l'avitilissement général et supprime avec le goût du risque l'éclosion des voleurs » (5).

La doctrine est très floue, mais déjà point le fascisme, ce fascisme que nombre de militants et de cadres n'acceptent pas encore, n'accepteront peut-être jamais. La plupart des « hommes de Dar-

(4) La *Légion Tricolore* ne fut pas reconnue par les Allemands ; elle disparut peu après sa création.

(5) Message de Joseph Darnand au S.O.L. Marseille, 4-10-1942.

nant » viennent de la Droite ; très peu sont issus des milieux de gauche. Les Maurrassiens, les plus nombreux sans doute, sont hostiles à l'idéologie fasciste ; leur nationalisme, exacerbé par la guerre et la défaite, rejette toute collaboration effective avec l'Allemagne (6). Selon les régions, le S.O.L., puis la Milice seront donc, jusqu'à la fin ou presque, composés principalement de réactionnaires classiques ou de nationalistes plus ou moins ralliés à l'Europe fasciste. L'opposition à l'Allemagne se manifesterà à maintes reprises, non seulement en France jusqu'en 1944, mais aussi en Allemagne, après le départ forcé du Maréchal à Sigmaringen et l'absorption de la milice par les *Waffen-SS* (7).

Jusqu'en 1943, ni le S.O.L., ni la milice ne semblent avoir été mêlés à une opération contre la Résistance. Les militants, sauf quelques unités fort réduites, ne sont d'ailleurs pas armés (8).

En juillet 1943, Darnand, auquel on refuse des armes, songe à dissoudre la Milice ou à démissionner. Pierre Laval, chef légal de cette formation, n'accepte pas ; de même le Maréchal Pétain, qui lui rappelle les termes de son discours du 29 avril 1943 aux légionnaires et aux miliciens : La Milice « doit constituer la force indispensable pour mener la lutte contre toutes les puissances occultes » ; elle « doit être investie par priorité de toutes les missions d'avant-garde, notamment celles relatives au maintien de l'ordre, à la garde des points sensibles du territoire, à la lutte contre le communisme ».

Ce n'est qu'après l'engagement de 200 de ses miliciens dans une formation de S.S. français allant combattre sur le front allemand de Russie (9) que Darnand obtient les armes qu'il demande

(6) « La Milice, écrivait Charles Maurras en 1950, qui m'avait inspiré une grande espérance, en mars 43, parce qu'elle me semblait s'annoncer comme une force d'ordre au service de la FRANCE SEULE et sans aucune compromission avec l'étranger, la Milice, qui avait commencé par être INTERDITE EN ZONE OCCUPÉE, la Milice avait fini, vers l'automne suivant, par glisser à des ententes que nous ne cessions de réprouver quant à nous, depuis l'armistice. Mais c'étaient des erreurs et, sauf les exceptions, la plupart de ceux qui les commettaient n'y mettaient aucune intention coupable, la plupart croyaient obéir au Maréchal... J'ai bien connu Darnand. Il n'a jamais trahi ni pensé à la trahison, et je crois que tel fut le cas de l'immense majorité de ses compagnons(...). Ils ont été, là comme ailleurs, de bons Français innocents du faux-pas essentiel que leur avait fait commettre Darnand en contractant une alliance contraire aux promesses de sa première déclaration : brave soldat, certes, VRAI HÉROS, mais sans lumière politique. Je considère sa condamnation comme un assassinat, vous pouvez le dire à ceux qui ont marché avec lui... » (Lettre de Charles Maurras à M. Pierre R.-D., Clairveaux, 8-9 juin 1950.)

(7) L'opposition à l'Allemand est si nette chez certains miliciens que l'adhésion à la division de *Waffen-SS* *Charlemagne*, fin 1944, fut refusé par toute une fraction de la Milice.

(8) Ce qui explique le nombre de miliciens abattus par la Résistance, d'avril à novembre 1943.

(9) Dans le journal des *Waffen-SS* français, *Devenir*, un ancien militant de la Ligue Internationale contre l'Antisémitisme et le Racisme, rallié à l'Europe Nouvelle, Jean Balestre, expliquait que les jeunes Français engagés sur le front de l'Est luttèrent contre le communisme et pour la France :

« Les Français de la *Waffen-SS* savent qu'on n'en fait jamais assez pour sa patrie et ils veulent, en créant une nouvelle légende de héros, réveiller la jeunesse française de sa léthargie, l'arracher à sa veulerie, lui rappeler par ses actes qu'il y a encore en France des hommes qui sont dignes de Poitiers, de Valmy, d'Eylau ou de Verdun... Les volontaires français de la SS luttent pour leur patrie et, en attendant d'aider demain le chef de la France à faire la Révolution, ils sont les soldats du Fuehrer. Ils sont les soldats fanatiques et fidèles d'Adolph Hitler, qui leur a accordé par deux fois le plus grand des honneurs. » Jean Balestre, *SS-Schütze* (*Devenir*, n° 2, mars 1944).

pour la Milice. Ces armes seront prélevées sur les stocks de l'Armistice.

Darnand, qui a une réputation d'homme fort, est nommé au Maintien de l'ordre. Pierre Laval n'a signé sa nomination qu'à contre-cœur. Non qu'il doute de la fidélité du secrétaire général de la Milice, mais parce qu'il répugne à toute solution de force contre le maquis. Pour lui, Darnand est d'abord un pion, un pion qu'il pousse sur l'échiquier politique et qu'il oppose à Déat et à Doriot.

#### Les cadres de la Milice et ses propagandistes.

Pour la formation de ses cadres, la Milice avait créé une Ecole spéciale à Uriage en 1943. D'abord dirigée par la Noüe du Vair, un Canadien-français de formation maurrassienne, docteur ès lettres et en philosophie thomiste, puis par de Vaugelas et, enfin, par Giaume, également de formation maurrassienne, le but de l'école était non seulement d'éduquer politiquement les gradés, mais aussi de former des propagandistes et de donner aux élèves une instruction militaire orientée vers les combats de la guerre révolutionnaire — telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui en Algérie. Il y avait en permanence, à Uriage, un peloton d'*aspirants* — une trentaine environ — des jeunes gens de 18 à 25 ans, fraîchement émoulus du lycée ou de l'Université. Les cadres de la Milice y effectuaient, à tour de rôle, des stages de 21 jours. On y étudiait la doctrine des maîtres (Bonald, de Maistre, Maurras, Gobineau, Renan, Proud'hon), l'histoire politique de la France et les 21 points de la Milice. Les méthodes communistes de propagande faisaient l'objet d'un examen particulier. L'école publiait une revue mensuelle, *Les cahiers d'Uriage*, destinée principalement à la base et aux cadres subalternes qui ne pouvaient suivre directement les cours.

La Milice publiait également, depuis 1943, un journal hebdomadaire, *Combats*, d'abord édité à Vichy, puis à Paris. Son directeur-gérant était Henry Charbonneau, un ancien camelot du roi qui avait rallié le groupe d'Eugène Deloncle, d'abord à la Cagoule, ensuite au M.S.R. La rédaction de *Combats* faisait appel non seulement à la collaboration des militants, mais aussi à celle de journalistes et d'écrivains amis ou d'opinions voisines. C'est ainsi qu'à côté d'articles des miliciens Claude Martin, Jean Turlais, François Gaucher, Pierre Gallet, Jacques Cartonnet, Charles Bauer (François Chalais), Francis Bout de l'An, Claude Maubourguet, Ch. Roland-Gosselin, Max Knipping, P.-A. Cousteau, Philippe Henriot, Alfred M. Giaume, etc., l'organe de la Milice publiait les articles de Pierre Mariel, Jean Savant, Marcel Champagne, Emile Vuillermoz (musique), Jean Lousteau, Jean-André Burnat, Guy Crouzet, Ch.-Emm. Dufourcq, François Davignon, Francis Lachaux, Georges Bozonnat, Maurice Laporte, André Lamy, Paul Ascain, Jean Breyer (sports), Amable Pradat, Gilbert Sigaux, Georges Suarez, Pierre Humbourg, Adolphe de Falgairolle, R. Combemale, Marcel Binet, Jean Fontenoy, Georges Champeaux, Jean Guyon-Cesbron, Jean Lasserre, Charles Lesca, Jacques Roujon, Bernard Gervaise, Jacques Boulenger, René-Paul Guthe, Serge Jeanneret, Pierre Andreu, Pierre Mac-Orlan, Georges Lecomte, Roger Vercel, Claude Orval, Colette, Paul Morand, Maurice Donnay, Pierre Vitoux, Gilbert Pradet (Guy Vinatrel), Gaston Denizot,



François Mazeline, Jean Haas, François Hulot, André Beneteau, Victor-Jacques Sirot, Jean-Charles Reynaud, Pierre Villemain, Jacques de Salers, etc. et des dessins de Ralph Soupault et André François.

La Milice, qui n'a pas été autorisée jusque là en zone nord (10) peut s'installer à Paris. C'est ce qu'elle fait en février 1944 : elle occupe, carrefour Châteaudun, l'ancien immeuble du Parti Communiste que le gouvernement Daladier a confisqué en 1939.

Désormais, officialisée dans les deux zones, placée sous le commandement du responsable au maintien de l'ordre, elle participe aux opérations de police contre les maquis. C'est la grande, la sanglante, la tragique épreuve qui commence...

Arrêté en Italie en juillet 1945, Joseph Darnand fut traduit en Haute Cour après une instruction promptement menée, condamné à mort malgré une émouvante intervention du Dominicain résistant, le P. Bruckberger, et fusillé (octobre 1945).

Autour de Darnand, composant son état-major ou participant à son action, les officiers étaient en majorité ; il y avait aussi des professeurs, des journalistes, des industriels : Pierre Gallet, officier de chasseurs, directeur du cabinet de Darnand (Intérieur) ; Raymond Clemoz, capitaine au long cours, directeur du cabinet (Maintien de l'Ordre) ; Max Knipping, colonel d'aviation, directeur du cabinet (Maintien de l'Ordre en zone nord) ; Georges Radici, chef du cabinet (Maintien de l'Ordre en zone nord) ; Jean de Vaugelas, officier d'aviation ; Henri de Bourmont, capitaine de tirailleurs ; Jacques de Bernonville, industriel ; F. Bout-de-l'An, professeur de Lycée, successeur de Darnand au secrétariat général de la Milice ; Noël de Tissot, professeur, délégué général de la Milice ; Maurice Bertheux, professeur au Lycée d'Annecy, directeur de la propagande ; Claude Martin, professeur au Lycée Carnot de Tunis, directeur de la propagande ; Jean Bassompierre, officier d'active, inspecteur général ; Henry Charbonneau, journaliste, délégué à la presse ; du Vair, docteur ès lettres et en philosophie, directeur de l'École des Cadres ; Alfred Giaume, docteur en droit ; Henry de Lacaze, industriel, délégué en zone sud ; etc.

Tous furent l'objet de poursuites, beaucoup furent condamnés à mort et fusillés (11), et, avec eux, des centaines de chefs régionaux et locaux.

#### La Presse de zone Sud.

En zone sud, où les partis étaient interdits, paraissaient non seulement les journaux des formations politiques de Paris, comme *L'Emancipation nationale*, pour le P.P.F., *Le Franciste*, (dirigé par Henri Bonifacio) pour le parti du même nom, et *L'Effort*, quotidien lyonnais de tendance R.N.P., mais les journaux et revues qui s'étaient « repliés » de Paris et les nouveaux venus, créés pour répandre les idées « révolutionnaires nationales » du Maréchal Pétain.

(10) Une tentative d'installation à Paris s'était heurtée à l'interdiction formelle des Allemands, en 1943.

(11) Clemoz, Knipping, Radici, Bassompierre, etc... ont été exécutés. Bertheux est mort en prison.

Simon Arbellot, qui occupa à Vichy, pendant la guerre, d'importantes fonctions à l'Information, a expliqué comment travaillait « la Presse sous la Francisque » (12). Il a fait allusion aux difficultés financières que les journaux « repliés » connurent alors, faute de pouvoir être diffusés en zone nord, principalement à Paris où se trouvait la majorité de leurs lecteurs. Sans doute, plusieurs d'entre eux refusèrent l'aide financière de Vichy — ce fut le cas de *L'Action Française* (13) ; mais les autres ne méprisèrent pas les subventions du Maréchal Pétain. Dans son rapport annuel à l'Assemblée générale des actionnaires de la *Société du Figaro* (9-12-1942), le président du Conseil d'administration explique très naturellement que : « ... même avec l'essor continu de notre chiffre d'affaires et malgré nos compressions de dépenses, notre exploitation se serait soldée par un déficit important si le Maréchal n'avait décidé, au mois de février 1941, d'accorder à la presse parisienne repliée, l'aide qui lui devenait indispensable pour subsister en zone libre. Grâce à cette aide importante, notre déficit d'exploitation, dont nous vous donnons plus loin le détail, s'est trouvé ramené de 2.438.350 francs à 268.350 francs. »

Pour les deux seules années 1941 et 1942 *Le Figaro* reçut 4.469.504 francs 50 de subventions (14).

En 1943, *La Croix*, journal quotidien de l'épiscopat français, replié en zone sud, obtint une subvention de 1.920.000 francs. *Le Journal des Débats* reçut, de son côté, 2.280.000 frs, et *Le Journal*, 3.540.000 frs. Le quotidien du colonel de La Roque, qui paraissait à Clermont-Ferrand et avait conservé une grande influence sur les membres du P.S.F. de la zone sud, encaissa la même année 2.400.00 frs. *Le Mot d'ordre*, que L.O. Frossard publiait à Marseille, eut droit à une subvention de 1.410.00 frs, et *L'Effort*, quotidien socialiste et national, paraissant à Lyon, à une subvention de 2.640.000 frs (15).

(12) Editions Noël Jacquemart, Paris, 1951.

(13) *L'Action Française*, toujours dirigée par Charles Maurras et Léon Daudet (mort en 1942), assistés de Maurice Pujo, reprit dès juillet 1940 sa publication à Lyon. Pétainiste, mais toujours hostile à l'Allemagne, elle évitait soigneusement de publier des articles pouvant gêner la politique étrangère du maréchal (voir notre étude sur le mouvement monarchiste). Ses rédacteurs étaient alors : Jacques Delebecque, Jean Arfel — connu aujourd'hui sous le nom de Jean Madiran — L.F. Auphan, René Brécy, Noël Boyer, Georges Calzant, l'actuel directeur d'*Aspects de la France* ; le D<sup>r</sup> François Daudet, fils de Léon ; Henriette Dibon (Farfantello) ; Louis Gonnet, ancien secrétaire régional de la Ligue d'A.F. ; Robert Havard de la Montagne, ancien directeur de *Rome* ; Kléber Haedens ; Henry Hugault ; Roger Joseph ; Jacques de Laprade ; Albert Pestour ; Edouard Michel ; Albert Morel ; Fernand Perdriel ; Thierry Maulnier ; Tissier de Mallerai ; Pierre Varillon, etc...

(14) Voir notre étude sur *Le Figaro* dans *Lectures Françaises* n° 19-20. Rappelons qu'après avoir soutenu la politique du gouvernement Pétain, *Le Figaro* cessa de paraître le 10 novembre 1942. Jean Maze (Orion), dans son *Nouveau Dictionnaire des Girouettes* (Editions *Le Régent*, Paris, 1948), écrit à ce propos : « L'actuelle direction du *Figaro* laisse répéter complaisamment qu'elle a « sabordé » le journal lors de l'entrée des Allemands en zone sud. La vérité semble un peu moins glorieuse. Devant l'Assemblée générale des actionnaires de la *Société du Figaro*, tenue à Lyon le 9 décembre 1942, le Président du Conseil d'Administration s'exprimait en ces termes : « ... Par télégramme du Secrétaire d'Etat à l'Information, du 10 novembre 1942, *Le Figaro* a été suspendu sine die une première fois. Quelques jours plus tard, la suspension ayant été levée, *Le Figaro* a décidé, d'accord avec les pouvoirs publics, de cesser de paraître comme quotidien et de maintenir deux fois par semaine comme auparavant *Le Figaro littéraire*... »

(15) La liste des bénéficiaires des subventions de Vichy à la presse a été reproduite dans *La Presse d'opinion*, d'Alcidiade (n° spécial de *L'Echo de la Presse*, 1958).

La presse politique, de doctrine et de combat, paraissant en zone sud, se composait essentiellement de *L'Action Française* et des organes des partis parisiens, examinés par ailleurs, de *Candida*, toujours édité par Fayard, de *Gringoire*, dirigé par Horace de Carbuccia et rédigé par Henri Béraud, Philippe Henriot, etc..., de *l'Alerte*, d'*Idées*, de *France*, de *L'Espoir français*, de *Franc-jeu*, de *Compagnons*, de *Demain* et de *L'Union Française*, journal lyonnais.

*L'Alerte* remplaçait — imparfaitement d'ailleurs — *Le Jour* que Léon Bailly avait dû abandonner à Fernand Laurent, député de la Seine, et qui disparut après une courte agonie en zone sud où son nouveau « patron » avait tenté de l'acclimater. *L'Alerte*, fondée par Léon Bailly en septembre 1940, paraissait à Nice. Elle reprenait les thèmes de la Révolution nationale et réclamait non seulement le châtement des responsables de la guerre et de la défaite, mais aussi la dissolution effective de la Franc-maçonnerie et l'élimination des israélites de tous les leviers de commande tant politiques qu'économiques. Son rédacteur en chef, Guillain de Bénouville exigeait, dès le premier numéro, la révision des décorations décernées pendant la « drôle de guerre » : « *Il faut écrire-il, réviser toutes les croix de guerre. Il faut réviser toutes les citations et ne pas confondre la croix avec une médaille commémorative.* » La foi de *L'Alerte* en Pétain était totale : « *L'heure de la justice est venue, écrivait G. de Bénouville dans le numéro 3 (8-10-40). Enfin, vous êtes véritablement représentés par des organismes purs. Aujourd'hui, la Légion française des Combattants, demain, le Rassemblement de tous les Français. Les coupables vont être jugés. La vie reprend. Avec tous, le Maréchal veut reconstruire. Donnez-vous avec foi et confiance.* »

Le châtement des hommes qui trahissaient le Maréchal Pétain et l'Etat nouveau devait être exemplaire : « *Il faut être sans pitié et sans rage. Il faut se souvenir et frapper.* » (G. de Bénouville, 15-10-1940.)

Après le débarquement anglo-américain en Afrique du nord, *L'Alerte* reste ferme à côté du Gouvernement et s'insurge contre « *la majorité des chefs militaires et civils que le Maréchal Pétain avait pourtant chargés de défendre contre quiconque notre Empire* » (L. Bailly, 19-12-1942).

Auprès de Léon Bailly et de Guillain de Bénouville, constituant l'équipe de *L'Alerte*, se tenaient : Jean Kerdro, qui écrivait des articles sur la question juive, Georges Maurevert, Maurice Martin du Gard, Léon Daudet, Jean Renoir (pour le cinéma exclusivement et très peu de temps), Jehan de Castellane, Pierre Gallet, R. Valéry-Radot, René Jouglot, le duc de La Force, P. d'Estailleur-Chanteraine, H. Laurenti, chef des Compagnons de Nice, G. Hanotaux l'historien, André Rivollet, ancien ministre, A. Praviel, Guy des Cars, Louis Jasseron, Saint-Brice, Claude Roy, Henri Pourrat, Robert Bré, Kléber Haedens, etc...

Créés pour fixer la doctrine de la Révolution nationale, *France* et *Idées* paraissaient à Vichy.

Le n° 1 de *France*, revue de l'Etat nouveau parut en juin 1942. Dirigée par Gabriel Jeantet, ancien chef des Etudiants d'A.F. et ancien « cagoulard », et Adrien Bagarry, cette publication s'honorait de la collaboration — plus ou moins régulière — de André Demaison, Jean de Fabrègues, André de la Far, prof. Louis Bounoure, Noël de Tissot, secrétaire général du S.O.L., Adolphe de

Falgairolle, Paul Rives, Jacques Laurent-Cély (Cécil Saint-Laurent), Pierre Ordioni, Michel Morht, Paul Creyssel, François Mitterrand, Yves Florenne (pour la musique), R. Vallery-Radot, Paul Lombard, Georges Riond, Paul Berger, Gilbert Pradet, Jean Vitiano, Pierre Humbourg, Maurice Bouvier-Ajam, président de l'*Institut d'Etudes corporatives et sociales*, Philippe d'Elbée, directeur du *Bulletin des Jeunes* (révolutionnaires nationaux), Armand Lanoux, Jean Savant, etc...

« Revue de la Révolution nationale », *Idées* date de 1941. Fondée par René Vincent, elle était rédigée par des écrivains et des journalistes connus : Serge Jeanneret, ancien président des Instituteurs royalistes, Pierre Andreu, Philippe de Clinchamps, Gilbert Pradet, Alain Galante, Pierre Dominique, Charles Mauban (Caillemer), Gilbert Sigaux, L. de Gérin-Ricard, M. Morht, Jean Turlais Maurice Gaït, M. Martin du Gard, A. Petitjean, Louis Salleron, Kleber Haedens, François-Charles Bauer (François Chalais), Jean Maze, Drieu La Rochelle, François Perroux, Gustave Thibon, André Fraigneau, La Varenne, Gaetan Sanvoisin, etc...

C'est en 1934, pour remplacer *L'Animateur des Temps nouveaux* disparu, que fut lancé *L'Espoir Français*. L'équipe d'avant-guerre se composait de Georges Servoigt, le directeur, de René d'Argile, Pierre Lisse, Dr Javal, des dessinateurs A.R. Charlet et Mosdyc et de collaborateurs occasionnels. Le journal continua sa publication à Vichy pendant l'occupation, sous la direction de Servoigt. Ses fascicules, toujours très documentés, apportèrent une aide efficace à la propagande pétainiste.

*Demain*, hebdomadaire catholique et nationaliste, paraissait à Lyon. Il avait été créé par Jean de Fabrègues, un monarchiste d'A.F., qui avait dirigé quelque temps avec Thierry Maulnier une revue doctrinale intitulée *Combat*. Ses collaborateurs appartenaient à la droite traditionnelle : Jean Le Cour-Grandmaison, ancien député conservateur, président de la *Fédération Nationale Catholique*, Gustave Thibon, Jean Guiraud, de *La Croix* (père du rédacteur en chef du *Franciste*), Saint-Brice, Henri Pourrat, etc...

*France Jeu* et *Compagnons* sont examinés plus loin.

Quant à l'*Union Française*, ce n'était pas à proprement parler un nouveau journal. Vers 1929, une feuille portant ce titre avait été fondée à Lyon par Etienne de Raulin — le futur colonel Laboureur, de la Résistance — avec le concours actif d'un jeune militant nationaliste nommé Sape. Ce dernier, sous le pseudonyme de Philippe Dreux, ressuscita le journal fin 1940 et en fit un hebdomadaire résolument fasciste. La rédaction, animée à Lyon par René Rozand, et, à Paris, où *L'Union Française* avait des bureaux, par Michel Moyné — auteur du *Mythe bolchevique*, avec André Chaumet —, était nombreuse et variée : Jean Drault et Urbain Gohier y publiaient leurs articles antisémites, Philippe Henriot ses éditoriaux radiophoniques les plus incisifs ; Claude Wacogne y parlait des sociétés secrètes et Jean-A. Foëx, de l'Europe future, avec Jacques Schweizer, le dessinateur A.R. Charlet ridiculisaient l'adversaire politique tandis que son confrère Jean Mara caricaturait les célébrités de la scène et de l'écran. Il y avait aussi José Germain, Maurice Cesbron, Robert Franca, Maurice Giffard, Jean Trigery, Maurice Voisin, Paul Burnat, Robert de Beauplan (à *l'illustration*), C.E. Duguet (du *Matin*), Jean Barral, Olivier Dussian, Jean Florac, Armand Charpentier, Gaston Derys, Jean Ajalbert, Rudy Cantel, J.A. Faucher, J.L. Rimaud, Jean Monfisse, André Moréal, etc... A la Libération, le directeur du journal, Philippe

Dreux, fut condamné à mort et fusillé. Un an plus tôt, l'un des collaborateurs de l'*Union Française*, François Cusquin, avait été tué par les F.T.P.

#### Groupements politiques parisiens.

A Paris, immédiatement après l'armistice qui marquait, aux yeux de la grande majorité des Français, la fin de la guerre, les partis reparurent et s'organisèrent. A ceux qui existaient déjà en 1939, et qui furent autorisés ou tolérés par l'occupant, s'ajoutèrent de nouveaux groupements.

*Le Matin* (26 août 1940) annonçait que *Le Jeune Front*, *Les Gardes Françaises* et le *Parti Français National-Collectiviste* avaient inauguré leur siège commun 28 Champs-Élysées où « les chefs Pierre Clémenti, Charles Lefebvre et Robert Hersant ont brièvement pris la parole pour préciser les buts de leur mouvement qui est avant tout, anti-juif et anti-maçonnique ». Un autre journal précisait que « *Le Jeune Front*, groupement jeune des *Gardes Françaises*, est un des éléments du *Parti Français National-Collectiviste* ».

*Le Jeune Front*, principalement composé de très jeunes gens (auxquels il fut reproché, à tort ou à raison, d'avoir briser quelques vitrines de magasins juifs aux Champs-Élysées en 1940-1941), était dirigé par un jeune nationaliste, Robert Hersant (16). A la tête des *Gardes Françaises*, dont l'organisation rappelait celle des jeunesses fascistes, se trouvait un homme énergique et entreprenant, Charles Lefebvre, que secondaient Samson, son adjoint à la direction du mouvement, Borelly, chargé de la propagande, R. des Essarts, secrétaire général, Antonucci et C. Bellot, inspecteurs généraux, Pau, Jarde, Lemeray et Cheval, chefs de Groupe (17). Le *Parti Français National-Collectiviste* constituait l'ossature politique de ces groupes.

Il datait de 1934. C'est en effet, au lendemain du 6 février qu'un jeune rédacteur sportif de *La République*, le quotidien radical d'Émile Roche, Pierre Clémenti, avait fondé ce parti sous le nom de *Parti Français National-Communiste*, avec Maurice Maurer, qui rallia le Francisme en 1935, Mathieu Degeilh, futur franciste également et futur collaborateur de *La Libre Parole* et quelques autres jeunes hommes venus de la gauche.

A partir de 1936, le Parti avait publié un journal de parution intermittente, *Le Pays Libre*, auquel collaboraient, plus ou moins régulièrement : René-Louis Jolivet, l'un des fondateurs du mouvement *Les Francistes* (frère-ennemi du Parti de Marcel Bucard), Guillaïn de Bénouville, futur député gaulliste, aujourd'hui directeur de *Jours de France*, Robert Vallery-Radot, écrivain catholique, rédacteur en chef pendant la guerre des *Documents maçonn-*

(16) Aujourd'hui député radical de l'Oise, R. Hersant est le « patron » d'un groupe de presse (*L'Auto-Journal*, *Centre-Presse*, *L'Oise-Matin*, etc...), commandité par le financier Igoïn — homme d'affaires israélite d'origine roumaine, représentant des intérêts soviétiques en France — (cf. H. Coston : *Les Finances qui mènent le monde* et *Lectures Françaises*, n° 11, 12 et 13, 1958) — et auquel collaborent Patrick Hersant, frère de Robert ; Jean Balestre, principal rédacteur de *Devenir* en 1944, et Marc Augier, ancien rédacteur à *La Gerbe*, l'un des meilleurs écrivains de l'Europe nouvelle nationale et socialiste.

(17) *Le Cri du Peuple*, 8 novembre 1940.

niques, beau-père de Max Brusset — le collaborateur de Georges Mandel, futur député de Charente-Maritime — et Georges Batault, auteur d'un livre sur « le Problème Juif ». En 1939, *Le Pays Libre* avait dû suspendre sa publication, qui fut reprise en 1940, toujours sous la direction de Clémenti. Il servait d'organe aux divers groupes gravitant autour du P.F.N.C. et transmettait les mots d'ordre aux militants de base, peu nombreux, et aux acheteurs au numéro. Ces mots d'ordre étaient principalement anti-démocratiques, anti-maçonniques et anti-sémites.

Avant la guerre, lorsque le futur général Guillaïn de Bénouville y collaborait assidûment, *Le Pays Libre* réclamait la confiscation des fortunes israélites : « *Faites payer les Juifs !* » portait sa manchette. En 1941, il demandait, sous la plume d'un futur vice-président gaulliste du Conseil municipal de Paris, Jacques Dursort, l'élimination de la « *gangrène juive* » : « *Il faut exterminer les Juifs fossoyeurs de la France* », préconisait le bouillant rédacteur en chef du journal national-collectiviste (12 avril 1941). Considérant que la défaite française de 1940 était le résultat de la politique extravagante des gouvernements qui s'étaient succédés de 1936 à 1940, Dursort, au nom de son parti exigeait un « *châtiment* » qui ne soit pas « *une parodie de justice* » :

« Il faut constituer sans retard un tribunal de salut public, un tribunal violent, un tribunal de haine et de passion composé d'anciens combattants, de veuves de guerre, de réfugiés... »

« Ce tribunal chargé de faire des exemples, traduira au ban d'infamie les membres des divers gouvernements que nous avons eus dans le passé : les généraux qui ont poussé à la guerre ou qui l'ont admise, les membres des commissions de l'Armée et de l'Air, les parlementaires des deux Chambres.

« De cette manière seulement apparaîtra la vérité sur le drame que nous venons de vivre et naîtra la justice, engendrée par une répression et une détermination vraiment inflexibles. Une seule peine applicable par le tribunal de salut public : la peine de mort. C'est la seule manière de « *nettoyer les écuries d'Augias* ».

« Il n'est point de circonstances atténuantes pour la bande à Daladier, Lebrun, Mandel, Reynaud, Pierre Cot, Blum, etc... de sinistre mémoire.

« Les hommes aux ordres de la judéo-maçonnerie doivent payer et répondre sur leur vie des consignes criminelles exécutées... » (3 mars 1941).

Lors de la constitution de la *Légion des volontaires Français contre le Bolchevisme* (L.V.F.), Clémenti fut l'un des dirigeants du Comité de Paris. Puis il s'engagea, en même temps que plusieurs de ses amis, notamment de Pierre Vigouroux (18), rédacteur au *Pays Libre*, dans cette formation militaire et combattit en Pologne. A partir de 1942, *Le Pays Libre* parut à Lyon, il disparut en 1944, ainsi que le parti dont il était l'organe.

En même temps que les trois organisations dont nous venons de parler, plusieurs partis firent parler d'eux en 1940.

Tout d'abord le *Parti national-socialiste français*, fondé et animé par Christian Message, un ancien séminariste partagé entre le désir, fort légitime, de réussir et celui, non moins légitime, de

(18) Réfugié au Vénézuéla après la guerre, il a publié il y a quelques années un livre de souvenirs intitulé : « *Il reste le drapeau noir et les copains* » sous le pseudonyme de Mathieu-Laurier.

sauver le pays. Il avait été, avant la guerre, le secrétaire d'un syndicat de limonadiers et, en 1939-1940, le directeur d'un journal intitulé *La Défense Passive*. Installé d'abord au restaurant *Le Tyrol*, aux Champs-Élysées, puis 19, rue Saint-Georges, dans les locaux du Consistoire Israélite, le Parti national-socialiste français n'eut que peu d'adhérents et cessa bientôt toute activité. Son chef n'en fut pas moins condamné à mort à la Libération, mais il ne fut pas exécuté : après une très longue attente « aux chaînes », il fut gracié par le président de la République.

Le parti de Message avait eu un concurrent : la *Croisade française du National-Socialisme*, installé 21, rue Casimir-Périer, à Paris, dans les locaux du *Cercle des Nations*, groupement disparu en juin 1940, dont le secrétaire général était Maurice-Bernard de la Gâtinais, qui fut ensuite délégué régional à la jeunesse, puis chargé de mission à la Présidence du Conseil et enfin à la Franc-Garde milicienne. Les autres dirigeants de la *Croisade* étaient Mutzer, président du Centre d'Études, Poincignon, secrétaire-adjoint du mouvement, Chevalier et Deseutre-Poussin, chargé des équipes sportives. Marc Augier, chef du *Front de la Jeunesse*, prit la parole à certaines réunions de la *Croisade*.

Le *Parti Français*, dont la presse annonça la création en février 1941, avait pour chef, Henri Ours, un petit industriel de banlieue, que le fascisme à la française attirait. Installé 110, rue de Richelieu, il n'eut jamais beaucoup d'adhérents et cessa toute activité l'année suivante.

Un illuminé, élu député en 1936 dans une circonscription normande, Maurice Delaunay, avait lancé à la même époque un mouvement, *Le Feu*, qui couvrit les murs de Paris d'affiches annonçant le sauvetage de la patrie par François-Henry Prométhée, « Le Maître du Feu ». Son journal, *La Tempête*, diffusait un programme digne des poètes d'antan :

*Je veux l'ordre nouveau orienté vers le beau  
Je le veux développant le cœur et le cerveau,  
Je veux la Société prodigue et énéreuse,  
Pour que l'Humanité vive confiante et heureuse.  
Équilibrer les forces, organiser le Bien,  
Bien orienter la vie, c'est le but de demain,  
Supprimer les chômeurs et leur donner du pain,  
Supprimer les abus, c'est cela faire du bien,  
etc... etc... (19).*

On se demande si les commanditaires de cette opération politico-lyrique ne cherchaient pas à déconsidérer les nationaux français à travers notre Prométhée-Delaunay.

À la même époque, un ancien cagoulard, le commandant Pierre Costantini fondait *La Ligue Française* qu'il dotait d'un organe hebdomadaire *L'Appel*. Costantini, ancien combattant de 14-18, quatre fois cité, médaillé militaire, fait chevalier de la Légion d'honneur au Front en avril 1916, prisonnier de guerre évadé, commandait en 1940 la base aéronautique d'E.M. de Coulommiers. En août 1940, la flotte anglaise venant de couler une partie de nos navires à Mers-El-Kébir, le commandant Costantini avait fait plaquer une affiche qui fit un certain bruit. Elle s'intitulait : « *Je déclare la guerre à l'Angleterre !* »

(19) *La Tempête*, 28 février 1941.

En fait, il participa surtout à la lutte contre le Communisme · il fut l'un des fondateurs de la *Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme*.

*L'Appel*, tribune de Costantini, était rédigée par une équipe, souvent remaniée, dont René Jolivet (rien de commun avec René-Louis Jolivet, sauf le nom), Vauquelin, Paul Riche furent tour à tour les dirigeants. Elle comprenait, à la fois, des littéraires aux idées assez floues et des politiques aux convictions bien tranchées : Pierre Pascal, Bernard Denisane, Bernard Fay, Emile Dortignac, Jean Contoux, Robert Jullien-Courtine, Guy Berthet (qui signait aussi Jean Gébé, et sa femme, la caricaturiste Foussi, Firmin Bacconnier, Joseph Rouault (Prix Drumont 1944), Xavier Sitter, André Chaumet, Jacques Dyssord, Charles-Louis Lecoc, René Trintzius, Sylvain France, R. Cardinne-Petit, Serpeille de Gobineau, Pierre Devaux, Jean Drault, Lucien Rebatet, Gaston Denizot, professeur Montandon, Camille Mauclair, N. Sant'Andréa, Jacques Boulenger, Louis Léon-Martin, Philibert Géraud, Noël B. de la Mort, Roger de Lafforest, Henry Castillou, J.-A. Foëx, Lucienne Delforge, Pierre Marteau, Georges Claude, Charles Kunstler, Edmond Pilon, Jean Héritier, Xavier de Magallon, Colonel Larpent, Pierre Mouton, Louis-Charles Royer, Pierre Imbourg, les dessinateurs R. Soupault, Julhès, A.-R. Charlet, God, Zazoute, Michel Jacquot, J. Berger-Buchy, etc...

*La Ligue Française* était animée par Jean Troupeau-Housay, Raoul Tavernier, Robert Pannetier, E. Prost, Xavier Pasquier (20), Ramdani, Francis Jones, etc...

Ses adhérents ne furent jamais très nombreux dans la région parisienne, mais certaines villes de province, Dijon par exemple, comptaient d'actifs militants costantinistes.

À côté de la Ligue, le directeur de *L'Appel* créa en 1942 le *Mouvement social européen*, qui, dix ans avant le plan Schumann, préconisait l'entente des états européens et leur unité économique. Le chef de la *Ligue Française* évita l'exécution en raison d'une faiblesse mentale que les médecins commis par le juge furent unanimes à reconnaître : il resta enfermé une dizaine d'années dans un asile. La plupart de ses collaborateurs furent jetés en prison et connurent les centrales de Poissy, Clairvaux, Fontevrault ou le pénitencier de l'île de Ré. L'un d'eux, Paul Riche, fut condamné à mort et exécuté. Cet ancien franc-maçon, nommé Mamy, payait non seulement sa « trahison » envers le Grand Orient, mais ses révélations sensationnelles sur une société secrète, dont il a été beaucoup parlé depuis : la Synarchie. C'est, en effet, l'ancien Vénérable de la Loge Ernest Renan, rallié en 1940 à la Révolution nationale qui, le premier à Paris, révéla dans *L'Appel* du 21 août 1941 l'existence de cette société d'un type particulier en décrivit les rouages, en en dénonça les plans. Ce sont des choses que l'on ne pardonne pas...

Créée et dirigée par un ancien collaborateur de Marcel Déat, devenu le directeur de *La France Socialiste*, René Château, la *Ligue de la Pensée Française*, n'eût qu'une existence difficile et éphémère. Dès sa création, elle fut l'objet d'un tir de barrage en règle de la part des journaux et groupes nationaux et fascistes

(20) X. Pasquier dirigeait la *Ligue des Jeunes de France et de l'Empire* avec Emile Drû, René Carlin, J.-A. Foëx, Raymond Garapon, Robert Gillet, Paul Goislard, Henri Niclot, Roger Perros-Laurent, Pierre Vigouroux, etc...



qui lui reprochaient de n'être qu'une seconde mouture de la *Ligue des Droits de l'Homme*, et de la *Ligue de l'Enseignement* réunies, c'est-à-dire une société d'obédience maçonnique. Les dirigeants de la *Ligue de la Pensée Française* réagirent comme de beaux diables, mais l'accusation de « maçonnisme » fut un handicap trop sérieux : les militants de droite refusèrent d'y adhérer pour « ne pas favoriser, disaient-ils, la reconstitution de la secte » et les hommes de gauche les imitèrent par crainte d'être catalogués comme « maçonnisants ».

Le Comité de la Ligue se composait de : René Château, député, président, Pierre Hamp, écrivain, Lucien-Marcel Roy, de la Fédération des Métaux, Francis Delaisi, Jules Bureau, ancien secrétaire de la Fédération des Instituteurs de la Seine, Marcel Braibant, Edouard Chaux, président du *Cercle Européen*, Georges Guyot, sculpteur, René Gérin, journaliste, Camille Planche, député, René de Robert, directeur du *Centre Paysan*, etc...

Fondé avant la guerre, *Le Front Franc* fut l'un de ces « petits partis » qui répandaient en 1935-1944 les idées fascisantes et antisémites dans les milieux de droite. Son chef, Jean Boissel, un architecte originaire du Velay, avait eu, en 1914-1918, une brillante conduite au feu : sergent d'infanterie en 1914, officier en mars 1915, chef de corps franc, puis aviateur, 3 citations, 5 blessures, mutilé à 100 %, il était officier de la Légion d'Honneur et titulaire des croix de guerre française et italienne.

Après avoir suivi quelque temps *La Solidarité Française*, *Les Francistes* et le *Parti Socialiste National*, il avait créé un groupement, *R.I.F.* (Racisme International Fascisme), puis fondé un journal, *Le Réveil du Peuple* (1936) et *Le Front Franc*, qui doublait une *Ligue anti-juive universelle*, patronée par la veuve d'Edouard Drumont, Jacques Ditte, Jean Drault et Lucien Pemjean. Ses articles contre Léon Blum lui valurent une condamnation sévère : quatre mois de prison sans sursis (1937).

Pendant la guerre, en mai 1940, Boissel fut arrêté sur l'ordre de Georges Mandel, ministre de l'Intérieur, en même temps que Charles Lesca et Laubreaux, de *Je suis partout*, et ne fut libéré, avec ses co-détenus, qu'au cours de l'été 1940.

Il fit aussitôt reparaitre son journal avec la collaboration de Henri Vibert, Henri Faraut, Marc Aurelle (R.-J. Courtine), Auguste Féval, Maurice Laschett, Max Frantel, Simone Mohy, René Gérard, secrétaire général de l'*Institut des Questions Juives*, Lucien Pemjean, Roger Cazy, Paul Le Flem, les dessinateurs God, Moisan, Julhès, Laborne, Frick, etc... Il relança son parti *Le Front Franc*, qui ne parvint à grouper que quelques centaines d'adhérents convaincus et dévoués, mais sans audience.

A la Libération, il fut arrêté avec sa femme et ses deux fils. Tous furent sévèrement condamnés. Jean Boissel, que ses blessures de guerre avaient singulièrement affaibli, mourut en prison peu après.

#### **Le Groupe Collaboration et les J.E.N.**

Sans être, à proprement parler, un parti, le groupe *Collaboration* et son annexe, *Les Gerbes Françaises*, méritent d'être cités. S'ils n'exercèrent pas une grande influence par eux-mêmes — *Collaboration* fut surtout un état-major et *Les Gerbes Françaises*

n'était qu'un cercle d'études fonctionnant par intermittence (21) — leur président, Alphonse de Chateaubriant en eut, au contraire, une non négligeable sur tout un secteur de l'opinion, autour de 1940. Cet écrivain de classe, auteur de *Monsieur des Lourdines*, prix Goncourt, avait été séduit par le national-socialisme. Il avait écrit, avant la guerre, *La Gerbe des Forces*, un volumineux ouvrage à la gloire de la nouvelle Allemagne dans laquelle il voyait « l'élément le moins inapte à être utilisé pour le salut des communautés d'Occident ». Sans accepter le fascisme, il se déclarait favorable à une entente durable avec lui.

Pour répandre ses idées, il lança le 10 juillet 1940, *La Gerbe*, un hebdomadaire politique et littéraire qui fut, en quelque sorte, l'organe du groupe *Collaboration*. Sa présentation typographique rappelait un peu *Gringoire*. Ses rédacteurs étaient ainsi présentés par Alphonse de Chateaubriant : « Des hommes qui, dans leur amour sincère de la France, et connaissant particulièrement l'Allemagne actuelle, rêvaient que l'on fit de la France son alliée dans la force, au lieu de l'exposer à n'être plus que sa satellite dans la défaite ».

Les rédacteurs de *La Gerbe* venaient de tous les horizons politiques : Camille Fégy, qui eut la responsabilité du journal à partir de 1941, venait du Parti communiste en passant par le P.P.F. de Doriot, Marc Augier était un ancien dirigeant des très laïques Auberges de la Jeunesse, tandis que Bernard Fay, qui publia un article dans le n° 2 (18 juillet 1940), est un catholique fervent et un monarchiste convaincu. Le gros de la rédaction était formé de Mme Gabrielle Castelot, qui signait Guy Harveng, de son fils André Castelot, l'historien, de Rochebrune, Aimé Cassar, Michèle Lapière, Yvonne Galli, Gonzague Truc, Louis-Charles Lecoc, Claude Chabry, François de la Mesanchère, Jean Darcante, Maurice Morel, Vandéric, Henri Bachelin, J. Aulneau, Henri Busser, Annie Achard, Jeannine Reigner, Jeanne Van Loo, Lydie Villars, auxquels se joignaient, en « extra » : Pierre Bertin, lieutenant-colonel Henri Carré, Adolphe Borchart, le pianiste, H. Cardinne-Petit, Jean Sarment, Stève Passeur, Charles Dullin, Jean Anouilh, Abel Bonnard, Maurice Rostand, Jacques de Lesdain, Pierre Ducrocq, le professeur Montandon, Pierre de Pressac, Georges Claude, José Germain, Robert Vallery-Radot, Georges Blond, Lucien Combelle, André de Launois, André Valtry, Armand Le Corbeiller, Odette de Puigauveau, Clément Serpeille, petit-fils de Gobineau, Pierre Daye, l'écrivain belge, Jean Héritier, l'historien de Catherine de Médicis et de la III<sup>e</sup> République (avec Zévaès), Hector Ghilini, J.-M. Rochard, Yves Dautun, Rudy Cantel, Jean Lasserre, Pierre Devaux, le vulgarisateur scientifique, Géo-Charles Véran, Henri Clerc, Gaston Denizot, Jean Hérold-Paquis, l'éditorialiste de Radio-Paris (« *L'Angleterre comme Carthage...* »), Jean Montigny, le général Jauneaud, J. Benoist-Méchin, Armand Petitjean, Ramon Fernandez, Marcel Péguy, Roger de Lafforest,

(21) L'action des *Gerbes Françaises* devait être soutenue par une série de conférences publiques organisées sous l'égide de *La Gerbe*. Selon l'hebdomadaire de Chateaubriant, qui en publia la liste en septembre 1941, les personnalités suivantes avaient accepté de faire ces conférences : Abel Bonnard, Jacques Chardonne, Henri Clerc, député, Lucien Combelle, Marcel Déat, Paul Demasy, Charles Dieudonné (Georges Oltramare), Jacques Duboin, l'économiste de l'Abondance, Charles Dullin, Camille Fégy, Ramon Fernandez, Sacha Guitry, Louis-Charles Lecoc, H.-R. Lenormand, Jean Luchaire, Jean Montigny, Henry de Montherlant, Jean Sarment et Georges Suarez.

Claude Farrère, Alphonse Séché, tant d'autres. Des hommes de théâtre comme J.-L. Vaudoier, Marcel Lherbier et même Harry Baur y parlaient de leur métier, Henry de Montherlant y donnait un récit de guerre, Paul Morand, une nouvelle, Marcel Aymé son roman *La Vouivre*.

Les jeunes amis et sympathisants du groupe *Collaboration* (22) étaient réunis au sein des *Jeunes de l'Europe Nouvelle* que dirigeait l'avocat Jacques Schweizer, président des *Jeunesses Nationales et Sociales* (groupe Taittinger) en 1939. Fixant la tâche de ses militants, la collaboration franco-allemande, Schweizer, disait dans sa brochure « *De France-Allemagne à France-Europe* » (23), qu'elle était vaste et méritait leurs efforts : « *Sachons les uns et les autres participer à cette œuvre féconde : nos deux jeunesses, hier face à face, demain côte à côte, sauront bâtir un monde digne à la fois de l'Allemagne et de la France* ».

Et, dans la même plaquette, complétant sa pensée, il ajoutait : « *Le stade France-Allemagne se trouve dépassé ; pour ou contre une politique européenne : la question aujourd'hui est nette et bien posée... Sur notre horizon européen montent déjà trois visages que je veux saluer comme jeune Français et comme jeune Européen, trois jeunes qui, avec des tempéraments divers, mais avec un courage égal, précurseurs dans ce vaste combat aux multiples aspects, ont donné leur vie parce qu'ils ne voulaient rien abdiquer de leurs idées, trois jeunes qui sont tombés, le premier frappé sur son lit d'hôpital par le poignard communiste, le second abattu dans sa prison sur l'ordre de son roi, le troisième assassiné par les communistes, trois héros qui ne sont pas seulement allemand, roumain ou espagnol, mais que peut fièrement revendiquer toute la Jeunesse européenne : Horts Wessel, Codreanu et José-Antonio Primo de Rivéra (24) ».*

#### La jeunesse maréchaliste.

Les jeunes, « engagés » dans la politique fasciste, nationaliste ou pétainiste, se retrouvaient parfois dans des congrès organisés par le Commissariat à la Jeunesse ou par les divers groupements auxquels ils adhéraient. C'est ainsi que le 28 juin 1942, quinze organisations de jeunesse se réunirent à la Mutualité pour affirmer leur fidélité à leur « *seul chef : Pétain* ». Outre les *Jeunes de l'Europe Nouvelle* étaient présents : les *Jeunes du Maréchal*, la *Ligue des Jeunes de France et de l'Empire*, la *Phalange Féminine Française*, les *Jeunes Equipes de France* (Jeunes du M.S.R.), la *Section spéciale de l'Institut des Questions Juives*, les jeunes du *Centre Intellectuel d'Expansion Française*, la *Jeunesse Ouvrière Française*, les *Jeunes Ailes Françaises*, les *Jeunes du Berry*, les

(22) Les groupes *Collaboration* se réclamaient naturellement du *Comité France-Allemagne* d'avant-guerre, dont Jules Romains était l'un des principaux dirigeants, et les *Cahiers Franco-Allemands*, l'organe officieux. Ces *Cahiers* avaient publié des articles, études, etc... de Henri Pichot (Anciens Combattants), Henry-Haye, ambassadeur, A. de Chateaubriant, François Piétri, Bernard Fay, Georges Scapini, Henri Malherbe, Georges Blond, H. Lichtenberger, Martial-Piéchaud, André Castelot, Léon Bancal, Drieu La Rochelle, Georges Duhamel, Paul Morand, F. de Brinon, Armand Maillard, Benoist-Méchin, Léon Baréty, etc...

(23) Paris, 1943.

(24) Horts Wessel est l'auteur du chant national-socialiste le *Horts Wessel Lied* ; Codreanu était le chef de la *Garde de fer* roumaine ; José-Antonio Primo de Rivéra est le fondateur de la *Phalange* espagnole. (N.D.L.R.)

*Jeunes Normandes*, pour la zone occupée, et la *Jeunesse de France et d'Outre-Mer*, les *Jeunes Unitaires*, les *Jeunes Amis de l'Appel* et les *Equipes du Bulletin des Jeunes*, pour la zone non occupée.

A ces organisations de jeunes, il faut naturellement ajouter les Jeunes des divers partis : *Jeunes Populaires Françaises*, dirigées par Vauquelin, *Jeunesse Franciste*, commandée par Claude Planson, *Jeunesse Nationale Populaire*, présidée par Roland Silly, le *Front de la Jeunesse* (1940), de Marc Augier, et la *Ligue des Jeunes*, de J.-A. Foëx.

Tandis que, sous la conduite de Jacques Schweizer, les J.E.N. tentaient, en zone Nord, de rallier aux idées nouvelles les jeunes Français, un autre groupement, en zone Sud, s'efforçait de les attirer à lui : le mouvement *Jeunesse de France et d'Outre-Mer*.

Fondée à Marseille en janvier 1941, la J.F.O.M., avait, au dire de ses dirigeants (*Franc Jeu*, 11-4-1942), reçu un appui sérieux de la part de Joseph Darnand. C'est d'ailleurs à Nice, où Darnand commandait la Légion Française des Combattants, que se tint, en octobre 1941, le 1<sup>er</sup> Congrès de la J.F.O.M., au cours duquel les délégués fixèrent les grandes lignes du programme du mouvement. Les rapports leur furent présentés par Henry E. Pugibet, Paul Ferrand, Jean-Marcel Renault, M<sup>lle</sup> Y. Entraignes (M<sup>me</sup> Henri Perea), J. Cordesse, P. Gache, Jean Malo et Mlle Lucette Tellier, chef des groupes féminins des Alpes Maritimes, professeur à l'Ecole des Cadres, puis déléguée nationale féminine. Le Congrès avait été honoré de la présence de Roger de Saivre, ancien chef J.P., et de Georges Rioud, délégué national à l'Action civique, envoyés par Vichy.

Le mouvement y prit nettement position contre la « dissidence gaulliste » et contre les internationales, celle de l'or et celle du sang.

La J.F.O.M. publiait un journal, *Franc-Jeu*, tout d'abord à Marseille, puis à Lyon :

« *Jeunes ouvriers ! Jeunes ouvrières !* publiait-il dans son N° 11 (31-1-1942), *trahis par le Bolchevisme, exploités souvent par un capitalisme antisocial, venez à la J.F.O.M. où, unis à vos camarades des Bureaux, des Usines, des Lycées, des Universités et des Champs, vous lutterez pour la vraie Révolution Nationale et Sociale voulue par le Maréchal.* »

Les dirigeants du mouvement et du journal venaient de tous les horizons politiques : beaucoup étaient d'anciens militants des ligues dissoutes en 1936 ; l'un d'eux était même un Franciste de la première heure (25). Aux côtés du fondateur, Henry E. Pugibet, et du chef national, J.-M. Renault, figuraient, outre les rapporteurs aux congrès déjà nommés : Claude Planson, le petit-fils du « grand patron » de l'Agence Havas, R. Delamarre, chef du Bureau de commandement, René Van Cauwelaert, chef de la propagande ; P. Gache, Guy Desgeorges, Marc Antoinet, Eugène Dimier, etc... que secondaient les cadres instruits à l'Ecole spéciale du mouvement : MM<sup>lles</sup> Agnès Doniol, Marguerite Pitti-Ferandi, Suzanne Domine, Lucienne Fugère, Marie-Thérèse Tochon, Monique Goubet, Yvonne Doumenc (Ariège), E. Vayrolatti, Jacqueline Vincentelli (M<sup>me</sup> Michel Grosjean, Dordogne) et MM. Marcel Glass (Haute-Garonne), Gérard Falchi (Haute-Vienne), Maurice Caubel

(25) Il rejoignit le parti de Marcel Bucard en 1942, avec plusieurs militants et cadres de la J.F.O.M.

(Aveyron), Boux de Casson (Isère), A. Quidaciolu (Alpes-Maritimes), Gilbert Lagarde (Bouches-du-Rhône), J. Portes (Lot-et-Garonne), Maurice Pezous (Tarn), André Boutte (Rhône), J. Rouvier (Bouches-du-Rhône), Jean André (Auvergne), Jean-André Faucher (Haute-Vienne), Guy Luques (Provence et Montpellier), Pierre Paseron (Var), André Perstini, Marcel Lemesle, Louis Guiraud (Var), Reutenauer (Lot), Raoul Dugast, etc..

*Franc-Jeu* était rédigé par une équipe de jeunes renforcée par quelques vétérans du journalisme : Gabriel d'Aubarède, L. de Gérin-Ricard (de *l'Action Française*), Christian Carrol, Armand Chauvier, Adhémar de Montgon, René Barbizet (des Jeunes Écrivains Français), Jean Plateau, Armand Macé, Eugène Dimier, P. Aslier (de la Société Spéléologique de France), André Demaison, Gaston Bidet (secrétaire général du journal), J.-P. Vareda-Joussaume, les dessinateurs Carb et Jo Paz, etc..

Toujours en zone sud, paraissait *Compagnons*, fondé en 1940. Son programme, simple et très « révolution nationale », se résumait en quelques lignes :

« Sur ce grand chantier qui a nom France, il y a de bons ouvriers. Il y a un bon chef de chantier (le maréchal Pétain. N.D. L.R.) Sur les bords, une masse de garçons et d'hommes qui attendent qu'on leur fasse signe, ne demandant au fond, qu'à s'y mettre. » (19-10-1940).

« La Révolution Nationale trouvera toujours des suiveurs dociles. Elle réclame des combattants. » (17-5-1941).

Lorsque l'Empire sembla en péril, que la Syrie fut occupée par les troupes britanniques, *Compagnons* confirmait son attachement au nouveau régime : « Tous unis autour du Maréchal pour défendre l'Union Française ! » (14-6-1941).

L'équipe de *Compagnons* se composait de journalistes, d'écrivains, d'hommes politiques et de militants connus, pour la plupart : Philippe Gaussot, rédacteur en chef, Armand Petitjean, Jean Maze, Kléber Haedens, André Boll, Jean Oudinot, Henri Dhavernas, Robert Beauvais, Henri Pourrat, Louis F. Galey, Serge Bromberger, Gérard Duprat, Dominique Soro, Roger Massip, Robert Delattre, Paul Vincent, G. Verpraet, Claudé Roy, l'amiral Platon, Pellos, Bertrand Flornoy, Guy Thorel, Georges Lamirand, Paul Montech, Henri de Montherlant, Emmanuel Mounier, Louis Terrenoire, et même Pierre Corval, qui écrivait parfois les éditoriaux et affirmait que « le Maréchal a suscité de magnifiques élans d'union qui tiennent du miracle » (22-3-1941).

#### Le Comité d'Action Antibolchevique.

Enfin, avant d'en venir aux quatre grands — M.S.R., R.N.P., Francisme et P.P.F., — signalons le C.A.A. et le C.E.A., spécialisés dans l'anticommunisme, et parlons des journaux qui, sans être les organes de ces groupements, leur servaient souvent de porte-parole et répandaient certaines de leurs idées.

Le Comité d'Action Antibolchevique (C.A.A.) qui organisa une exposition antibolchevique à Paris et dans diverses grandes villes de province, était dirigé par le commandant Paul Chack, écrivain fécond et conservateur de la Bibliothèque du Ministère de la Marine. Il était secondé par Louis-Charles Lecoc, ancien collaborateur du colonel de La Rocque au P.S.F., qui dirigeait le Centre d'Études Antibolcheviques (C.E.A.), chargé de la documenta-

tion et de la propagande du C.A.A. Le C.E.A. avait pour principal animateur André Chaumet, militant des organisations nationalistes d'avant guerre, directeur de la revue *Notre Combat* et du magazine *Revivre* (26).

#### La Presse de zone Nord.

Au lendemain de l'armistice, sur la recommandation du Préfet de police et du préfet de la Seine, les journaux avaient reparus. Il y eut d'abord *La Victoire* (de Gustave Hervé) — dont le titre seul interdisait la publication après la défaite — puis *Paris-Soir* et *Le Matin*, auxquels s'ajoutèrent, par la suite, *Les Dernières Nouvelles de Paris*, *La France au Travail*, *L'Œuvre*, *Aujourd'hui*, *Le Cri du Peuple*, *Le Petit Parisien*, *La Vie Industrielle*, *Les Nouveaux Temps*, *L'Echo de France*, tous quotidiens, et *L'Atelier*, *La Gerbe*, *Le Rouge et le Bleu*, *L'Illustration*, *Au Pilon*, *L'Appel*, *Je suis Partout*, *Le Franciste*, *Le Réveil du Peuple*, *Combats*, *Le National-Populaire*, *Révolution Nationale*, *Germinal*, etc...

L'examen approfondi de chacun d'eux nous entraînerait trop loin. Cela pourrait faire l'objet d'une étude particulière, qu'il faudrait confier à un auteur impartial et non engagé en 1940-1944 dans cette guerre civile larvée (au début), puis sanglante (en 1943-1944), qui opposa Pétainistes et Fascistes, d'une part, et Résistants et Communistes, d'autre part (27). Bornons-nous à les examiner succinctement.

*Paris-Soir*, qu'Eugène Merle avait tenté d'imposer comme journal de gauche avec la collaboration de L.O. Frossard et de transfuges du Parti communiste comme Victor Méric, Bernard Lecache, Stéphane Manier, Robert Tourly, Paul Louis, etc... et l'appui de la franc-maçonnerie (28), avait acquis une place trop importante dans la presse française sous la direction de Jean Prouvost et de Pierre Lazareff pour que sa résurrection ne fût pas décidée. Le fait est qu'il reparut, dès juin 1940, sous la direction (provisoire) d'un employé de la maison, Schiessle, qui, faute de mieux, en confia la confection à un ancien rédacteur de *L'Auto*, François Janson.

L'armistice signé, Roger Capgras, mandataire aux Halles (de profession) et directeur de théâtre (par vocation) en prit la direction effective. Henri Jeanson (29), Albert Nad, Henry Coston, Jean

(26) *Revivre*, qui s'appela tout d'abord *Le Cahier jaune*, était l'organe de l'*Institut des questions juives*, groupement créé en 1941.

(27) Un journaliste de l'Occupation, ancien rédacteur à *Inter-France*, s'y est essayé ; en 1945, quelques mois après la Libération, il publia un volume dont la documentation avait été réunie pour un autre livre, infiniment plus compréhensif, dit-on, pour ses anciens confrères. Ce livre fut édité par une maison qui comptait faire ainsi oublier par le nouveau Régime qu'elle avait publié, pendant la guerre, un hebdomadaire connu pour ses sympathies maréchalistes.

(28) Raymond Barrillon, du *Monde*, a consacré à *Paris-Soir* une excellente monographie publiée chez Armand Colin. Ajoutons que *Paris-Soir* tira, en avril 1924, un numéro spécial destiné aux Loges maçonniques, contenant un appel aux maçons, les incitant à soutenir le journal « à la veille même de la grande bataille électorale que nous allons livrer ». L'appel était signé par des maçons : C. Mahieux, 30<sup>e</sup> degré, président du Conseil de surveillance de la S.E.P.T. (Sté éditant *Paris-Soir*), M. Galliano, de la loge *La Raison*, A. Bontemps, de la loge *La Fidélité*, et R. Darcy, de la loge *Ernest Renan*.

(29) Jeanson signait XXX des articles ironiques et mordants, fort peu « vichissois » ou « lavalistes ».

Drault, René Saint-Serge (R. de Maintenon), André Margot y collaborèrent quelques semaines, en même temps que Suzy Mathis — « tante Suzy » de la Radio —, Yvonne Jeanne, une sportive, André Morane, Georges Forestier, Françoise Holbane, Jean Allouche, Max Roussel, puis Georges de La Fouchardière, qui signait Jean Chatel, André-Charles Morice, Max Roussel, Yann Lorenz, etc... Marcel Berger, J.-J. Renaud, H.-J. Magog, José Germain donnèrent des contes.

Peu à peu, l'équipe fut remaniée par Eugène Gerber, auteur dramatique à ses heures, qui en prit la direction : Marc Hély, le chansonnier franciste, Robert Pecquery, dit Jacques La Brède, un ancien de *Paris-Soir* (auquel on reprocha bientôt son appartenance à la maçonnerie), P.-A. Cousteau, de *Je suis partout*, J. Vidal de la Blache, l'actuel directeur de *France-Dimanche*, Carmen Tessier, la future commère de *France-Soir*, Henry Jannières, René Martel, un professeur de lycée de gauche rallié à la politique de collaboration, Maxime Ber, Lucien Mignoton, Jacques Marcy, E. Laut, tous journalistes de talent qui redonnèrent à *Paris-Soir* — d'ailleurs contre la volonté de son propriétaire Jean Prouvost (30) — la vogue qu'il avait connu auparavant.

*Le Matin* avait reparu quelques jours avant *Paris-Soir*. Jacques Ménard, qui n'avait tenu dans la presse que de petits rôles, eut pratiquement la responsabilité de ce très grand quotidien dont le « patron », Bunau-Varilla, disait qu'il valait un trône. Jean de la Hire, le célèbre feuilletonniste, en prit la direction littéraire, et Stéphane Lauzanne, son rédacteur en chef depuis près d'un demi-siècle, qui séjournait en zone libre, fut remplacé quelque temps par Jean Luchaire, le directeur de *Notre Temps*, et par Jacques Roujon, l'ancien rédacteur en chef du *Nouveau Siècle* et de *l'Ami du Peuple*. Il reprit sa place, à son retour, mais n'exerça pas les fonctions : il se borna à écrire des éditoriaux. Jacques Ménard fut officiellement nommé rédacteur en chef quelque temps plus tard et partagea la direction de la rédaction avec Roujon ; il eut comme adjoints Pierre Harel-Darc, Pierre Pascal, Beuve et Sprecher.

Trois jours après *Le Matin*, d'anciens employés de l'*Agence Economique et Financière*, de Robert Bollack, lançaient *Les Dernières Nouvelles de Paris*. Son directeur, Louis Burelle, aurait été un ancien des orphelins-apprentis d'Auteuil, devenu prote d'imprimerie. C'est du moins ce qu'on a dit à l'époque. On n'est pas mieux renseigné sur les deux rédacteurs en chef, L. Delalande et Georges Lanusse. Les collaborateurs du journal sont, eux, mieux connus : Maurice Ajam, ancien rédacteur en chef de *l'Exportateur Français*, fut ministre sous la III<sup>e</sup> ; Gaston Riou, ancien député, était un partisan résolu de l'union européenne ; Jean Marquès-Rivière, ancien franc-maçon revenu au catholicisme, collaborait avant la guerre à *La France Catholique*, du général de Castelnau ; J.-J. Almira était le secrétaire général de la Phalange des Combattants Français ; Jean Portail avait appartenu à la rédaction de *L'Intransigeant* ; Fernand Demeure militait depuis quelques années en faveur d'un rapprochement franco-allemand ; André Chaumet, nous l'avons vu, était très répandu dans les milieux nationalistes et fascistes des années 1930-1939.

(30) Celui-ci faisait paraître *Paris-Soir* en zone libre.

*Les Dernières nouvelles* disparurent à la mi-septembre, torpillées par on ne sait trop quels « combinards masqués qui, revenus un par un, se sont infiltrés sans bruit au milieu de nous, et ont repris leur poste de commande » (31).

Ces journaux d'informations eurent, à partir du 30 juin, un journal politique qui tenait, à la fois, de *L'Action Française* et de *L'Humanité* : le ton était révolutionnaire et prolétarien, les rédacteurs étaient de droite. Ce nouveau quotidien s'appelaient *La France au Travail*. Bien que fort mal fait à ses débuts, il obtint très rapidement un gros succès, surtout dans les quartiers populaires et les faubourgs. En août 1940, il dépassait 180.000 exemplaires.

Son créateur, Picard, était un avocat qui militait, avant la guerre, à *La Solidarité Française*. Pacifiste, il avait défendu maints militants poursuivis par le gouvernement en raison de leur hostilité au conflit. Il avait fondé le journal avec l'appui moral de Juliette Goufflet, également avocat, qui avait dans sa clientèle beaucoup de communistes traduits devant les tribunaux militaires pendant « la drôle de guerre ».

Charles Dieudonné (Georges Oltramare), ancien député de Genève, en fut le rédacteur en chef, et Jean Drault (Gendrot), compagnon d'Edouard Drumont, le directeur politique. Henry Coston assura, quelques mois, le secrétariat de rédaction, avec Paul Albert, un ancien journaliste de Nancy, et Henri Philippon. Georges Bérard-Quélin le remplaça. La première équipe du journal comprenait Jacques Dysbord (baron de Bellaing), auteur connu. Titayna, grand reporter de la presse à sensation, Sylvain Bonmariage, Saint-Serge, Robert J. Courtine, introduit au journal par Coston, Paul Bénédict, Jacques Ditté, ancien rédacteur en chef de *L'Ami du Peuple*, beau-frère de Paul Reynaud, Robert Meunier (Dumoulin). On y stigmatisait « les bellicistes de 39 », les Juifs et les francs-maçons, rendus « responsables de la défaite ». Coston y menait campagne pour l'amnistie des prisonniers politiques de Daladier et de Paul Reynaud, maintenus en prison sous Pétain : « Libérez-les ! » était devenu le leit-motif de ses articles.

La venue de Jean Fontenoy, recommandé — imposé, disait-on — par Pierre Laval, amena une transformation complète du journal. Pour les lecteurs de *La France au Travail*, la publication du portrait de Laval sur trois colonnes en 1<sup>re</sup> page fit l'effet d'une douche. En deux mois, l'expérience Fontenoy ramena le tirage du journal de 180.000 à 60.000 exemplaires. La plupart des collaborateurs du début disparurent : Bérard-Quélin alla créer *Correspondance de Presse*, une excellente agence qui fournit de la copie aux journaux de province de 1941 à 1944 ; Jean Drault devint le principal collaborateur du *Pilori*, puis son directeur ; Henri Philippon entra à l'*Agence Française d'Information de Presse* (A.F.I.P.).

Fontenoy quitta au début de l'année 1941 ; Coston, quelques mois plus tard, pour fonder le *Bulletin d'Information*.

Jacques Duboin, le théoricien de l'abondance, Eugène Schueller, l'industriel (cagoulard) de *Mon Savon* et de *L'Oréal*, Bernard Grasset, l'éditeur, Urbain Gohier, le fameux pamphlétaire, Lucien Pemjean, l'ancien directeur du *Grand Occident*, le professeur

(31) C'est en ces termes que les *Dernières Nouvelles* avaient annoncé, dès le 8 août, qu'elles étaient « sournoisement torpillées » et que l'on complotait leur perte.



Montandon, Pierre Vigne, le secrétaire de la Fédération Française des Mineurs (C.G.T.), Lucienne Delforge, pianiste réputée, collaboraient alors, par intermittance, à *La France au Travail*.

Le départ de Fontenoy coïncida avec l'arrivée de deux journalistes qui eurent une influence considérable sur les destinées du journal : Georges Daudet et René Saive. Le premier n'était pas un professionnel, mais le second n'avait rien d'un amateur. Ancien collaborateur d'Emile Buré à *l'Ordre*, connaissant à fond le métier, R. Saive fut le conseiller de Daudet, promu au poste de directeur. L'ancienne rédaction fut progressivement éliminée : une nouvelle, composée de journalistes chevronnés, la remplaça en février 1941.

Paul Acharid devint rédacteur en chef et Elie Richard, chef des informations ; le premier venait de *L'Ordre* et de *Vu* ; le second de *Ce Soir*, le quotidien communiste interdit par Daladier en 1939.

Le socialisme fascisant de la première équipe le céda peu à peu au socialisme démocratique. A tel point que *La France au Travail* se mua, un beau jour (novembre 1941) en *France Socialiste*, sous la direction politique du député René Château. Georges Daudet et René Saive conservèrent leur poste de direction. La rédaction remaniée et dirigée par Robert Bobin se composa presque exclusivement de collaborateurs de gauche : Eugène Frot, ancien ministre, Paul Rives, député, qui dirigeait à Lyon, *L'Effort*, quotidien socialiste administré par Eugène Gaillard, un ancien du *Populaire*, Gabriel Lafaye, député néo-socialiste, Francis Desphelippon, Camille Planche, Francis Delaisi, Pierre Hamp, R. de Marmande, Félicien Challaye, Claude Jamet, Hubert Lagardelle, Aimé Rey, Marcel Bonnet, Marcel Roy, J. Arnol, etc..

Un peu avant le retour de *L'Œuvre* à Paris, en septembre 1940, et le lancement du *Cri du Peuple*, par Jacques Doriot, — journaux que nous examinerons avec les partis dont ils furent les organes — parut un nouveau quotidien dont le titre avait été emprunté à une feuille éphémère de Paul Lévy : *Aujourd'hui* (32).

L'idée était de Henri Jeanson, qui étouffait à *Paris-Soir* et rêvait de faire un journal *parisien*. La réalisation fut l'œuvre commune de Capgras, homme d'affaires entreprenant, de Jeanson, l'humoriste féroce du *Canard Enchaîné* et de *La Flèche*, et d'un ancien rédacteur de *L'Auto*, Robert Perrier.

« *La défaite*, écrivait Henri Jeanson dans le n° 1 d'*Aujourd'hui*, *a eu ceci de bon qu'elle a libéré la France des trusts, des banques et des radicaux-socialistes.* »

Notre pacifiste se faisait alors quelques illusions... pas longtemps, d'ailleurs. Le 23 octobre, il écrivait : « *Le Maréchal Pétain veut abattre les trusts. Mais quels sont ses collaborateurs ? Les représentants des trusts ! Et l'on songe irrésistiblement, en parcourant le message, à un décret que le père Ubu signerait avec empressement :*

« ARTICLE PREMIER. — *Les trusts sont abolis.*

« ART. 2. — *Les représentants des trusts sont chargés de l'exécution du présent décret.* »

(32) En 1933, Paul Lévy, directeur de *Aux Ecoutes*, avait fondé un quotidien ultra-nationaliste et belliciste, *Le Rempart*, devenu quelques mois plus tard *Aujourd'hui*. Les fonds ayant manqué, le journal disparut en 1934. Les mauvaises langues affirmèrent, à l'époque, que lesdits fonds avaient été fournis par Stavisky, dont Paul Lévy avait signalé les agissements dans *Aux Ecoutes* en 1931 et 1932.

Il s'en prenait aussi aux responsables de la défaite et demandait aux lecteurs de désigner, sur un bulletin à découper dans le journal, les plus coupables (33). « *Il y a crime. Il y a préméditation. On connaît les noms des coupables. Il y a une victime, une victime de qualité : la France* ».

« Aujourd'hui, — poursuivait Jeanson — *a l'extrême audace de consulter ce livre qu'on ne consulte jamais : le peuple français. Et il lui demande de dresser la liste de ceux qu'il tient pour responsables de la guerre.*

« *Il attend avec sérénité son verdict. L'audience est ouverte* ».

S'il demandait la tête des coupables, Jeanson voulait aussi l'amnistie pour les pacifistes. Comme Coston à *La France au Travail*, il réclamait leur libération.

Ses articles faisaient balles. Mais Jeanson, vieil antifasciste, n'adoptait pas pour autant les idées nouvelles. Il dut bientôt quitter son poste pour rejoindre en prison d'autres antifascistes (34).

L'équipe d'*Aujourd'hui* comptait alors d'autres non-conformistes : Robert Desnos, qui devait mourir en déportation, Jean Galtier-Boissière, le directeur du *Crapouillot*, Henry Poulaille, Félicien Challaye, Achille Dauphin-Meunier, l'auteur d'une remarquable histoire de la Banque, ancien collaborateur du ministre Charles Spinasse, et directeur de la *Revue d'Economie Contemporaine* pendant la guerre, Jean Aurenche, auteur avec Jeanson d'une série d'articles sur les Jésuites, Jean-Marc Champagne, Maurice Yvain, Robert Bré, Tony Burnand, O.P. Gilbert, Jean Lasserre, le fils du maurrassien Pierre Lasserre, Maurice Wanecq, auxquels s'étaient joints la plupart des écrivains et journalistes collaborant aux autres journaux parisiens.

Le 8 octobre 1940, *Le Petit Parisien* fit sa rentrée à Paris. Sous la direction de Joseph-Elie Bois, il avait été l'un des plus fermes soutiens de la politique anti-hitlérienne et pro-soviétique. Sans changer de propriétaire, il devint, avec une autre équipe rédactionnelle, le plus chaud partisan de l'Europe nouvelle. Les Dupuy, ses « patrons », sont des gens qui savent se retourner (35)...

Le retour du *Petit Parisien* avait posé quelques problèmes : l'occupant ne semblait pas tout d'abord décidé à passer l'éponge sur les campagnes de naguère. On avait beau leur expliquer que le coupable, le seul coupable était le nommé Bois et que ce Bois-là était réfugié à Londres, les Allemands avaient opposé une fin de non-recevoir. Il fallut rien moins que l'intervention d'un ancien ministre de l'intérieur de Vichy, Adrien Marquet, pour que le vainqueur se laissât fléchir. Il était temps, déjà les services allemands s'apprétaient à mettre la main sur l'imprimerie et l'immeuble du journal.

(33) *Aujourd'hui*, 1<sup>er</sup> octobre 1940.

(34) Il était en prison en juin 1940 lorsque les Allemands occupèrent une partie de la France. Il y avait été jeté par le gouvernement à la suite d'un article intitulé « *Non, mon Daladier, nous ne la ferons pas, votre guerre !* », paru dans le périodique anarcho-syndicaliste *Solidarité Internationale Antifasciste*. Il n'eut donc aucun mal à obtenir sa libération. Mais lorsque la Gestapo apprit que, moins d'un an plus tôt, il avait publié dans le même journal un article défendant Grynspan, l'assassin du diplomate allemand Vom Rath, les choses se gâtèrent et il retourna en prison pour quelque temps.

(35) Cette rentrée à Paris avait été précédée de la publication d'un article de Pierre Dupuy, dans l'édition du journal replié en province, où l'auteur rendait hommage à Hitler, ce « *formidable bâtisseur d'Empire* ».

Le responsable du quotidien était Marcel Lemonon, nommé par Pierre Dupuy, le gérant unique de la *Société du Petit Parisien*, qui avait confié la direction de l'équipe rédactionnelle à un ancien chef de cabinet d'Adrien Marquet, Paul-Edmond Decharme. Ce dernier eut deux adjoints : Raymond de Nys, vieux journaliste parisien, et Claude Jeantet. Ancien chef des Etudiants d'Action Française, celui-ci avait rempli de hautes fonctions au *Petit Journal* et à *La Liberté* et appartenait à la rédaction de *Je suis partout*.

Les rédacteurs et collaborateurs réguliers ou intermittents du *Petit Parisien* étaient nombreux. Il y avait d'abord des amis de Jeantet, qui venaient de *Je suis partout* et du *P.P.F.* : Alain Labreaux, Georges Blond, François Vinneuil (Lucien Rebatet), Henri Poulain, Robert Brassilach, le dessinateur Ralph Soupault. Il y avait également André Salmon, Maurice Prax, Yves Dartois, O.P. Gilbert, Jules Rivet (du *Canard Enchaîné*), les caricaturistes Chas-Laborde, Elsen, Dubosc (de *L'Humanité*), Jean Pruvost. Il y avait enfin des collaborateurs politiques ou littéraires très connus : Colette, L.P. Fargue, La Varendé, Abel Bonnard, André Demaison, Abel Hermant, André Thérive, Sacha Guitry, Claude Farrère, René Benjamin, Pierre Daye, Pierre Benoit ; des historiens comme Octave Aubry, des chansonniers comme Georgius, des juristes comme Le Fur. Un peu plus tard, Jacques Roujon et André Algarron se joignirent à l'équipe avec G.-Ch. Vèran, Pierre Vitoux, Georges Marty, Le Cornec, Henry Thétard, Léon Groc, Ed. Parmentier, Roger Degroote, Marcel Montarron, Noël Pricot, etc...

Le *Petit Parisien* cessa sa publication en août 1944. Mais une édition destinée aux travailleurs français en Allemagne parut à Constance pendant l'hiver 1944-1945 en même temps que le quotidien *La France*, créé à Sigmaringen par Jean Luchaire.

Petit-fils de l'historien A. Luchaire, fils de Julien Luchaire, directeur de l'*Institut de Coopération Intellectuelle*, Jean Luchaire avait débuté dans le journalisme à seize ans, au *Matin*. Ce journal, qui « valait un trône », lui ouvrait toutes les portes. Il était devenu le familier de Briand, qui l'avait aidé à publier une petite revue, *Notre Temps* (36), et celui d'un personnage balzacien, que Daudet n'appelait jamais que « le voleur de portefeuille », Albert Dubarry, directeur de *La Volonté*, dont Bernard Lecache était le principal rédacteur.

En 1940, le 1<sup>er</sup> novembre exactement, Jean Luchaire avait lancé, avec l'argent d'amis fortunés — dont l'industriel Marcel Bous-sac (37) — un quotidien du soir : *Les Nouveaux Temps*. C'était un journal du format du *Temps*, mais infiniment moins austère que l'organe officieux qu'il visait à remplacer. Il avait bénéficié, au départ, d'un appui sérieux : celui de l'ambassadeur du Reich à

(36) NOTRE TEMPS. Fondé en 1927. Hebdomadaire dont la devise était : « Refaire la France, faire l'Empire, unir l'Europe ». Directeur : Jean Luchaire (assisté pendant quelques années par Robert Lange). Rédacteur en chef : Jacques Chabannes, puis Georges Suarez. Principaux collaborateurs : Fernand Schmidt, Gilbert Davel, Georges Van Parys, André Boll, Guy Crouzet, Guy Zucarelli, Gaston Riou, Louis Deschizeaux, Jean Mont'gny, J.-M. Renaitour, etc...

(37) Le 22-1-1946, lors du procès de Jean Luchaire devant la Cour de Justice de la Seine, le président mentionne que « le journal « Les Nouveaux Temps » a été fondé par l'accusé le 1<sup>er</sup> novembre 1940, avec un capital de 500.000 francs, dont l'origine a été indiquée, à savoir : fonds personnels, en partie de l'accusé, avances d'un M. Marcel Bous-sac, prêt d'un M. Justin Gerber... ».

Paris, Otto Abetz ; ce dernier, alors qu'il n'était encore que dessinateur et social-démocrate, avait collaboré à *Notre Temps*, et, depuis de longues années, disciple allemand de Briand, il était très lié avec Luchaire.

Aux *Nouveaux Temps*, Jean Luchaire était secondé par O.P. Gilbert, Pierre Causse et Guy Zuccarelli, rédacteurs en chef, Guy Crouzet, dont les éditoriaux étaient souvent remarquables, Nino Frank, Emile Vuillermoz, Roger Régint, Philippe Piétri, Georges Prade, Jean Thouvenin, Marcel Espiau, auxquels s'ajoutaient de nombreux collaborateurs réguliers ou occasionnels : Pierre Mac Orlan, qui assurait la critique de livres, Marcel Delannoy et Robert Bernard, pour la rubrique de la Musique, Charles Rivet, J.-M. Champagne, critique d'art, et une pléiade d'hommes politiques de toutes tendances depuis le radical Emile Roche jusqu'au nationaliste Robert Francis, frère de J.-P. Maxence, en passant par P.-E. Flandin, André Beauguitte, René Brunet, Charles Daniélou, Barthélémy, Montagnon, Jean Goy, Georges Rivollet, auxquels se mêlaient une foule de journalistes et d'écrivains de valeur souvent inégale mais connus : J.-M. Renaître, G. Suarez, de Lesdain, Louis-Charles Royer, Audiberti, José Germain, André Thérive, Marcel Aymé, Paul Fort, Abel Hermant, Armand Charpentier, Jacques Saint-Germain, Jean-Alexis Neret, Etienne Rey, Gaston Derys, etc... La revue de la presse fut longtemps l'œuvre d'Alfred Mallet, un journaliste averti, ancien rédacteur en chef du *Petit Journal*, qui dirigeait, pour le compte de Luchaire, le magazine *Toute la Vie*, concurrent direct d'*Actu* et de *La Semaine*.

Jean Luchaire, en raison de ses hautes relations, présida durant l'occupation la *Corporation Nationale de la Presse Française* de la zone Nord. Mais ces hautes relations lui furent fatales : arrêté en 1945, il fut condamné à mort et fusillé quelques mois plus tard. Beaucoup de ses collaborateurs furent également emprisonnés ou épurés.

Journal économique, destiné à remplacer la *Journée Industrielle* et *L'Usine* d'avant la guerre, *La Vie Industrielle, Commerciale, Agricole, Financière* parut à partir du 20 novembre. Elle avait pour rédacteur en chef un ancien collaborateur de Pierre-Etienne Flandin, Pierre Béranger. Y collaborèrent, à des époques différentes, auquel succédera, en 1941, un autre collaborateur de Flandin, Pierre Béranger. Y collaborèrent, à des époques différentes : l'ancien président du Conseil déjà nommé, le professeur Barthélémy, le sénateur Georges Portmann, l'économiste F.-F. Le Gueu, C.-J. Gignoux, etc...

Le dernier né de la presse parisienne quotidienne, *L'Echo de la France*, parut durant les derniers mois de l'occupation. Il était dirigé par un ancien de Tunisie, Georges Guilbaud, qu'assistaient divers collaborateurs : Emile Vuillermoz, Henriette Blond, France Roche, François Delprat, René Lasne, etc...

Les hebdomadaires de partis seront examinés au cours de cette étude, lorsqu'il sera parlé de leurs formations respectives.

Passons les autres très rapidement en revue :

**JE SUIS PARTOUT.** Hebdomadaire dont les tendances fascistes s'apparentaient, à la fois, à celles des mouvements de Joseph Darnand et de Jacques Doriot. Fondé par la maison Fayard, était, au début, royaliste (*Action Française*). Dirigé par Pierre Gaxotte, jusqu'en 1940, puis par Charles Lesca, Robert Brasillach et Pierre-

Antoine Cousteau (Ce dernier remplaça Robert Brasillach en 1943 et fut le rédacteur en chef du journal jusqu'en août 1944, date de sa disparition). Rédacteurs et collaborateurs :

AVANT 1940 : Pierre Gaxotte, qui rédigeait l'éditorial; Thierry Maulnier; R. Brasillach; le dessinateur Hermann-Paul; Pierre-A. Cousteau; le dessinateur Hervé Baille; Jean Fayard; J.-J. Brousson; André Bellessort; Jean Decrais; Henri Claudet; Marcel Chaminade; André Foucault; René Richard; Mme G.-M. Tracy; François Dature (Henri Lebre); professeur Bernard Fay, Claude Jeantet; Benjamin Crémieux; Charles Kunstler; Daniel Halévy; Bernard de Vaulx; Dr Paul Guérin; Dorsay; le dessinateur Phil; Jean Barthot; Jean Bauverd; L. de Gérin-Ricard; François Fosca (Beaux-Arts); Pierre Daye; Georges Roux; Gabriel Brunet; Claude Roy; C. Bernoville; Philippe Henriot; Jean Meillonas (C. Fégy); Jacques Nissol; Max Favalelli (sports); Marguerite-Yerta Melera; André Nicolas; Drieu La Rochelle; Pierre Varillon; Jehan Sennep; Robert Andriveau; Paul Bonny; Jacques Perret; Maurice Bardèche; Ch. Lesca; L. Rebatet; A. Laubreaux; R. Soupault, etc...

PENDANT LA GUERRE : R. Brasillach, P.-A. Cousteau, Charles Lesca, Lucien Rebatet (qui signait aussi François Vinneuil), André Bellessort, Dr Paul Guérin, Alain Laubreaux, Georges Blond, Henri Poulain, Dorsay (Pierre Villette), Morvan Lebesque (nouvelle), Abel Manouniez, J. Coudurier de Chassigne, La Varende (roman), Drieu La Rochelle, Ralph Soupault, Robert Andriveau, Noël B. de La Mort, J. Vidal de la Blache, R. Soupault, René Barjavel (roman et nouvelles), Georges Bozonnet, G.P. de Rouville, A. Bernardini, Michel Davet (roman), Michel Mohrt, Jean Maubourgut, Gérard Devries (enquête cinéma français), Michel Perrin, Claude Maubourguet, Georges Champeaux, J.-Alexis Nèret (roman), François-Charles Bauer (François Chalais), Joseph Rouault, Marie Lejeune, Jean Scherb, Jean Lacroix (nouvelle), André Cœuroy, Jacques Boulenger, Pierre Lucius, Henri Legrand, Camille Bruyère, Georges Maurevert, Marcel Aymé (roman et nouvelles), Pierre d'Espèzel, Louis le Fur, Lucien Combelle, le colonel Alerme, André Fraigneau, Georges Devaise (G. Champeaux), etc...

● *L'Atelier* (38). Hebdomadaire (socialiste nuance R.N.P.) Directeur : René Mesnard ; Rédacteur en Chef : Marcel Lapière (ancien rédacteur en chef de *L'Ecole Libératrice*) ; Rédacteurs et collaborateurs : Georges Dumoulin, Gabriel Lafaye, Georges Albertini, Marcel Roy, Aimé Rey, Charles Kunstler, E.G. Fourmy, Waldspurger, Dr Charles E. Boursat, Henri Testard, Eugène Schueller, H.-J. Duteil, Georges Bracke, Georges Vigne, Francis Delaisi, Gaston Guiraud, Félicien Challaye, R. de Marmande, Ludovic Zoretti, Roland Lapeyronnie, etc..

● *Le Rouge et le Bleu*. Hebdomadaire (socialiste démocratique). Disparu en 1942. Tirage : 25.000 ex. Directeur : Charles Spinasse, anciennement Blum. Principaux collaborateurs : Georges Albertini, R. de Marmande, etc..

(38) Ce titre fut celui de quatre journaux successifs. Il y eut *L'Atelier*, fondé en 1840 par « des ouvriers pour des ouvriers », dont Agricola Perdiguer était l'un des rédacteurs. Il y eut aussi *L'Atelier*, lancé en 1919 par les socialistes Maurice Harmel, Hyacinthe Dubreuil, A. Merheim, Georges Dumoulin, R. Manevy, Georges Buisson. Il y eut encore *L'Atelier*, journal maçonnique — atelier est synonyme de loge en langage maçonnique — paru entre les deux guerres. Il y eut enfin *L'Atelier*, fondé en 1940.

● *L'Illustration*. Hebdomadaire. Directeurs : René et Louis Baschet. Rédacteur en chef : Gaston Sorbets. Rédacteurs et collaborateurs : Jacques de Lesdain, Robert de Beauplan, Louis Thomas, Gabriel Hanotaux, François Duhourcau, Cl. Serpeille de Gobineau, G. Suarez, J.-M. Aimot, René Martel, Gérard de Baecker, Rudy Cantel, P.-B. Gheusi, Jean d'Agraives, François Hulot, J. Coudurier de Chasseigne, Pierre Lucius, Henri Clerc, Louis Reynaud, etc...

● *Au Piloni*. Hebdomadaire (antisémite). Fondé par Henry-Robert Petit en 1940. Directeur : Jean Lestandi de Villani, puis Robert Pierret et enfin Jean Drault. Principaux rédacteurs : Lucien Pémjean, Urbain Gohier, Robert-Julien Courtine, J. de Feraudy, le Colonel Labonne, J. Marquès-Rivière, Henri Labroue, ancien député, professeur à la Sorbonne, Henri Carré, l'historien, Louis Thomas, directeur des Editions C.L. (*Aux Armes de France*, ex-Calmann-Lévy « aryanisées »), Paul Mathiex, Pierre Vigouroux, Sylvain Bonmariage, Vinceguido (Comte de Gueydon), Paul Riche.

● *Révolution Nationale*. Hebdomadaire fondé en 1941 par Jean Fontenoy. Directeur : Lucien Combelle. Principaux collaborateurs : Drieu La Rochelle, Léon Emery, Marius Richard, François-Paul Raynal, Henri Poulain, Georges Pelorson, Jean Pierret et, à partir de 1943, Robert Brasillach.

● *Notre Combat*. Bi-mensuel œuvrant « pour la France socialiste » et son intégration dans « l'Europe nouvelle ». Dirigée par André Chaumet, militant nationaliste d'avant guerre, d'origine bonapartiste, et Henry Janières, de *Paris-Soir*. Présenté sous la forme d'une brochure de grandeur moyenne, *Notre Combat* publiait des numéros spéciaux consacrés à des sujets exclusivement politiques ou d'actualité : *Le Socialisme vaincra, Cinq ans de trahison, Les Juifs et la France, La Gaullisme, La Réconciliation franco-allemande* ; principaux collaborateurs : Marc Augier, Marcel Déat, directeur de *l'Œuvre*, Georges Dumoulin, Michel Moyné, Georges Pelorson, Jean Luchaire, Jean-Albert Foëx, C.E. Duguet, Jean Riondè, Alfred Cortot, Léon Cayla, gouverneur général de Madagascar, etc...

● *Germinal*. Hebdomadaire socialiste fondé au printemps de 1944 à Paris. Collaborateurs : Jean Ajalbert, Marcel Braibant, M<sup>me</sup> Marcelle Capy, Félicien Challaye, Francis Delaisi, Armand Charpentier, Georges Dharnes (alias Dumoulin), Léon Emery, Claude Jamet, Robert Jospin, Gérard de Lacaze-Duthiers, David Lamboray, Charles Pivert (frère de Marceau), Paul Rives, Maurice Rostand, Pierre Vaillandet, etc...

● *Le Fait*. Hebdomadaire (Economique et social). Fondé le 12 octobre 1940 par Georges Roux, Bertrand de Jouvenel, Jacques Saint-Germain, Drieu La Rochelle et Achille Dauphin-Meunier. Rédacteur en chef : Georges Roux, puis Camille Fégy. Collaborateurs : Pierre Daye, Pierre Auclair (Lucius), Ramon Fernandez, J.-P. Bernard, Victor E. Bollart, Raymond Froideval, Lucienne Delforge, etc... (Disparu en 1941).

#### L'Agence Inter-France.

Les informations et la documentation destinées à la presse française étaient réunies et diffusées par quatre agences principales : l'*Office Français d'Information* (O.F.I.), organisme officiel ayant

absorbé les services de presse de l'Agence Havas ; l'Agence Française d'Information et de Presse, fondée par Jean Fontenoy, qui traduisait et répandait les nouvelles de D.N.B. allemand ; La Correspondance de la Presse, créée et dirigée par Georges Bérard-Quélin, ancien secrétaire de rédaction de La France au Travail ; et l'Agence Inter-France, dirigée par Dominique Sordet, ancien critique musical de L'Action Française, et le Colonel Alerme, frère de l'acteur de cinéma.

Contrairement à ce qui a été dit et imprimé bien souvent, Inter-France n'était pas une création allemande. C'est en 1938 que, sur l'initiative de Sordet, 27 quotidiens et 11 hebdomadaires et périodiques de province avaient fondé cette agence. La direction était alors assurée par : le colonel Michel Alerme, président du Conseil d'Administration de la Société, Dominique Sordet, directeur général, Marc Pradelle, directeur adjoint, Georges Vigne dit P. Dovisme, rédacteur en chef, et Georges Riond, rédacteur en chef-adjoint.

Dans une brochure aujourd'hui rarissime, publiée à l'occasion du congrès d'Inter-France des 10, 11 et 12 octobre 1942, Sordet a conté comment l'agence était née : « Au cours de l'été de 1936, chacun pouvait constater l'impuissance de la presse qui se flattait de défendre les idées nationales. Elle était pourtant la plus nombreuse et la plus riche. Pendant la période électorale, plusieurs centaines de journaux avaient fait campagne contre le Front Populaire. Ils continuaient à en dénoncer les méfaits, et les événements fournissaient chaque jour à leur indignation une matière abondante. Et pourtant, la dispersion de leurs efforts, l'insuffisance de leur documentation, les erreurs, les contradictions, les injustices aussi dont leurs colonnes étaient remplies, les condamnaient à l'impuissance. Beaucoup d'argent, et parfois de talent, se dépensaient sans résultats. »

C'est alors que Sordet eut l'idée d'écrire à de nombreux directeurs de journaux nationaux, la veille encore inconnus de lui. « Il s'agissait, expliqua-t-il, d'obtenir de la presse nationale qu'elle consentit à la discipline d'une manifestation de masse. Un vaste ensemble de quotidiens et d'hebdomadaires devait faire paraître au jour dit, en première page, un bilan sérieux, nourri de faits et de chiffres, des quatre premiers mois de Front Populaire. L'entreprise heurtait les habitudes des journaux. Elle les effrayait dans la mesure où le Gouvernement en place (celui de Blum. N.D.L.R.) était, malgré tout redouté. Elle venait d'un journaliste isolé que ses attaches (L'Action Française) et sa spécialisation (la critique musicale) rendaient doublement suspect. Elle réussit pourtant au-delà de toute espérance... Un matin d'octobre (1936), le Gouvernement de Léon Blum fut mis en accusation dans trois cents journaux qui avaient tout l'air de s'être fédérés pour une campagne de grand style. Le Populaire, L'Humanité, Ce Soir réagirent avec une violence qui trahissait leur inquiétude. La puissance d'une presse méthodiquement dirigée s'affirmait en France pour la première fois. »

Ce premier succès enhardit Sordet. Au début de 1937, il créait avec Marc Pradelle, directeur de L'Avenir du Loir-et-Cher, de Blois, l'agence Inter-France, qui fut installée rue de Téhéran. Les fondateurs avaient obtenu l'aide financière de plusieurs industriels français qu'effrayait la vague communiste : Georges-René Laedrich, Bernard de Revel, Georges Marignier, etc... L'équipe du début comprenait, outre Sordet et Pradelle, André Delavenne, fils d'un

président national du Conseil Municipal de Paris, et Louis Kempf, auxquels se joignirent bientôt le colonel Alerne, Georges Vigne, Xavier de Magallon, ancien député royaliste, et Jean Quéval.

En 1941, l'agence créait *Inter-France-Information*. L'année suivante, une subvention du ministère de l'Information (3.000.000 de francs en 1943, 4.200.000 prévus en 1944) officialisait l'organisme.

Le congrès d'*Inter-France* tenu à Paris les 10, 11 et 12 octobre 1942 donnèrent une idée de l'importance de cette agence, qui groupait alors 215 journaux. Les personnalités officielles étaient présentes à ces journées, depuis le préfet de la Seine, M. Bussière, jusqu'au directeur de la presse de Vichy, A.-M. Piétri, en passant par M. Charles Trochu, président du Conseil municipal de Paris, et Paul Marion, ministre du maréchal Pétain. Au banquet qui clôtura les *Journées Inter-France*, outre les inévitables représentants des occupants et les envoyés des gouvernements, on remarquait :

Gabriel Cognacq, patron de *La Samaritaine*, président de l'*Entraide d'hiver du Maréchal*, Gilbert Cesbron et Henri Philippon, de *Secours National*, Raymond Lachal, directeur général de la Légion Française des Combattants, J. Darnand, chef du S.O.L., Paul Guitard, du service de Presse du gouvernement général de l'Algérie, le colonel Puaud, Xavier de Magallon, Marcel Boucher, député des Vosges, Michel Brille, député de la Somme, l'abbé Ferdinand Renaud, Henri Dorgères, de la Corporation Paysanne, Joannès Dupraz, futur député M.R.P., René Mesnard, président du C.O.S.I., Pierre Taittinger, Paul Chack, Marcel Bucard, Vauquelin, des *J.N.P.*, Pierre Costantini, de la *Ligue Française*, Jean Filiol, du *M.S.R.*, Jacques Doriot, Jean Fossati, du *P.P.F.*, Henri Barbé, Marcel Déat, Georges Albertini, du *R.N.P.*

Georges Suarez, Robert Gaillard, d'*Aujourd'hui*, Henri Lebre, du *Cri du Peuple*, René Château, de *La France Socialiste*, R. de Beauplan, J. Ménard, du *Matin*, Jean Luchaire, Georges Prade, Jean Riondé, de *Paris-Midi*, Jacques Vidal de La Blache, P.-A. Cousteau, Bertrand Dupeyrat, de *Paris-Soir*, Jacques Roujon, Claude Jeantet, André Algarron, du *Petit Parisien*, Gabriel Jeantet, de *France*, Henri Charbonneau, de *France-Europe*, A. de Chateaubriant, Camille Fégy, de *La Gerbe*, Louis Baschet, J. de Lesdain, de l'*Illustration*, Jean-J. Charles, Henri Forissier, de *Terre Française*, Charles Lesca, Robert Brasillach, Georges Blond, Alain Labreaux, Lucien Rebatet, de *Je suis partout*, René et Jean Nogrette, Ralph Soupault, Emile Vuillermoz, Max Hodeige, Maurice de Séré, Lucien Combelle, Michel Petitjean, François Hulot, Alfred Mallet, journalistes parisiens.

Une foule de journalistes de province : Aimé Chaduc, Henri d'Arcosse, Gaëtan Sanvoisin, Albert Lejeune, Xavier Jacobini, Léon Colomès, J.-L. Roth, l'abbé Joseph Tron, Pierre Clairac, Pierre Bonardi, Pierre Chartrusse, Achille de Susini, Eugène Mittler, André Millot, l'abbé Marcel Bergonnier, le chanoine Claude Bastide, Roger Perdriat, Victor Lespine, Louis-Georges Planes, Louis Dausat, Georges Soustelle, Jules Dassonville, Jules Haag, André Quinquette, Ernest Gaubert, René Saint-Serge, l'abbé Ernest Thurel, Eugène Pebellier, Maurice Midol, Pierre Saint-Lanne, Anatole Manceau, René Génin, Gabriel Bureau, le chanoine Polimann, Henri Courmont, Charles Tardieu, Georges Tétard, l'abbé Jean Annat, le chanoine Louis Lansalot, le chanoine Paul Bailly, Philippe Dreux, l'abbé René Baret, André Nicolas, Max Deflez.



Maurice Perret-Carnot, Pierre Vicaire, Pierre Lafond, Jean Lafond, Michel Lafond, Louis-Marie Poullain, René Collard, Joseph Picaudet, Edouard Bonnafous, le chanoine André Litaize, Pierre-Louis Gannes, Léopold Morel, Paul Mannoni ;

les rédacteurs politiques du *Radio-Journal de Paris*, Gabriel du Chastaing et Jean Azema ; les représentants de l'*Agence Fournier et Presse-Informations* : Auguste Ardoino et Gaston Morancé ;

des personnalités du monde des affaires : Henri Ardant, président du C.O. des Banques, Jean Bérard et René Maget, de *Pathé-Marconi*, Paul Berliet, des *Automobiles Berliet*, Georges Brabant, président de l'*Union Bancaire du Nord*, Georges Claude, Pierre de Fontenay, Bernard de Gasquet, industriel, Frantz Harcart, Georges-René Laederich, Georges Marignier, Pierre Nicolle, président du *Comité de Salut Economique*, Marcel Paul-Cavallier, président des *Fonderies et Hauts Fourneaux de Pont-à-Mousson*, Bernard de Rével, vice-président des Raffineries de Saint-Louis, Georges Rouzaud, de *La Marquise de Sévigné*, Eugène Schueller, de *Mon Savon - L'Oréal*, etc...

*Inter-France* était alors divisée en deux branches :

L'une l'*Agence Inter-France*, avait pour tâche essentielle d'apporter aux directeurs de journaux et aux journalistes les matériaux intellectuels qu'ils utiliseraient pour faire leurs journaux ; elle était l'agence rédactionnelle et documentaire de la Révolution Nationale et (officieusement) de l'Etat Français.

L'autre, *Inter-France-Informations*, était l'agence de dépêches, très souvent commentées, toujours rattachées à l'actualité brûlante.

*Inter-France* était la propriété commune des 215 journaux qui avaient participé à sa création et délégué à sa direction le colonel Michel Alerme, président du Conseil d'Administration, et Dominique Sordet, directeur général. Marc Pradelle avait la responsabilité des services de l'*Agence Inter-France* et André Delavenne, celle des services d'*Inter-France-Informations*. Le secrétariat de D. Sordet, cerveau de l'entreprise, était assuré par Henri Caldairou et Odile Ligneau. Georges Vigne, Alfred du Terrail, Georgette Hénin, Jean Pouilloux, Pierre Vinot, Pierre Paris, Thérèse Endes constituaient les cadres de l'*Agence Inter-France*, et René Gast, Georges Ricou, Achille Lépinoux, Marcel Cayla, René Sédillot, Robert Corvol, Raymond Gast, Pierre Morel, Pierre Rémont, ceux d'*Inter-France-Informations*. Une équipe remarquable à laquelle se joignirent d'excellents professionnels comme R. d'Argile, Gabriel Bernard, Henri Didier, Etienne Fraisse, Jean Rollet, Didier de Saint-Quentin, pour l'agence et, pour *Inter-France-Informations* : René Aubert, Eydou, Gaston Baur, Jacques Coutance, Paul Chevallier, M<sup>me</sup> Claude Gaudin, Louis Noblet, Henri Scarabin, Félix Sergent, Bernard Simiot (Siminesco) Louis Truc, P.A. Veber, etc..

Un service d'éditions, dirigé par Maurice Bex, publiait des livres : « *La Croisades des Démocraties* », de Georges Champeaux, et « *Les raisons d'un silence* », de Henri Béraud, sont les plus connus.

Dominique Sordet mourut peu après la Libération. *Inter-France* avait été fermée et ses collaborateurs étaient dispersés ou internés. Le bruit courut que les fonds de l'entreprise — « le trésor à Sordet » — avaient échappé aux « spoliateurs de la Presse Française », comme les appelle Claude Hisard. Toujours est-il que

les biens d'*Inter-France* furent saisis et qu'il ne reste rien du travail considérable de son créateur (39).

Les nationaux, qui eurent tour à tour un Kerillis pour leur organiser un Centre de propagande et un Sordet pour fédérer leurs journaux, n'ont aujourd'hui ni office de documentation, ni agence de presse, ni service de propagande.

#### Les organisations corporatistes.

Chacune des organisations politiques que nous examinons ici était acquise naturellement au corporatisme. L'Etat, selon le Maréchal Pétain, devait être un Etat corporatif, et les grands partis étaient, avec des nuances, favorables à la doctrine de La Tour du Pin.

Aussi, vit-on des organismes s'intéresser tout spécialement au problème et travailler à l'élaboration d'une doctrine corporative adaptée aux impératifs de la politique française actuelle. L'un d'eux, l'*Institut d'Etudes Corporatives et Sociales* fut, en quelque sorte, officialisé par le gouvernement dès 1940. Créé en 1934, il était déjà patronné par le Maréchal Pétain.

« Au lendemain de l'armistice, le Maréchal voulut bien s'intéresser personnellement à cet organisme, dont il connaissait l'activité antérieure. Un programme beaucoup plus vaste fut mis au point, afin que l'Institut puisse répondre à la mission qui lui était confiée par le Maréchal lui-même : conseil aux groupements professionnels désireux de mettre en pratique les principes de collaboration sociale et d'organisation confraternelle mis en valeur par les messages du Chef de l'Etat, formation des élites au sein de chaque branche de l'activité économique par l'enseignement des principes et des moyens d'une organisation professionnelle corporative. » (40)

Le conseil supérieur de l'I.E.C.S. était présidé par François Olivier-Martin, de la Faculté de Droit de Paris, assisté de : Georges Blondel, professeur à l'Ecole des Sciences Politiques ; Alfred Rolland, vice-présidents ; Jacques André, Louis Baudin, professeur à la Faculté de Droit de Paris ; Pierre Cheylus, ancien directeur-gérant de *Courrier Royal*, Henri Huguët, Louis Le Fur, professeur à la Faculté de Droit de Paris ; Jean-Guillaume Henri-Martin, de l'Académie des Beaux Arts ; Achille Mestre, professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Un Comité patronnait l'organisation. En faisaient partie : Lucien Allix, président de la Confédération des Cadres de l'Economie Nationale ; Firmin Bacconnier, Maurice Clavière, écrivains ; Albert Coustenoble, président de l'Assemblée des Présidents des Chambres de Métiers ; Georges Dumoulin, ancien secrétaire de la C.G.T. ; M<sup>me</sup> Dussane, de la Comédie française ; J.C. Gignoux, ancien ministre ; Sacha Guitry, de l'Académie Goncourt ; Hubert Lagardelle, Georges Lamirand, le Marquis de La Tour du Pin, J. Le Cour-Grandmaison, président de la Fédération Nationale Catholique ; le duc de Levis-Mirepoix ; Pierre Loyer, directeur du

(39) Pierre Morel, chef de service d'*Inter-France*, et René Malliavin, beau-frère d'André Delavenne et conseil juridique de l'agence, tentèrent de sauver, au cours de l'été 1944, l'entreprise de Sordet. Ensemble, ils firent paraître la brochure *Perspectives*, qui précéda de peu *Questions Actuelles et Ecrits de Paris*.

(40) Brochure de l'*Institut*, année universitaire 1941-1942, p. 3.

Service de l'Artisanat, ancien éditorialiste de la *Revue Internationale des Sociétés secrètes* ; Pierre Lucius ; Jean Mersch, président des Jeunes Patrons ; Joseph de Pesquidoux, de l'Académie française ; Raudot d'Orbigny, président des Jeunes de l'U.N.C. ; Pierre Vigne, ancien président de l'Internationale des mineurs ; Lamotte, ancien secrétaire du Cercle La Tour du Pin, etc...

La formation des cadres était assurée par trois organismes : le *Collège d'Etudes Syndicales et Corporatives*, dirigé par André Voisin et siégeant à Paris, boulevard Saint-Germain ; l'*Ecole de Hautes Etudes Corporatives*, dirigée par Robert Guillermain ; le *Cours supérieur de l'Institut d'Etudes Corporatives*, dirigé par Louis Salleron.

A côté de cet enseignement d'ordre général, trois autres organismes dispensaient un enseignement plus spécialisé : l'*Ecole des Hautes Etudes Artisanales* (directeur : Georges Chaudieu), le Cours social de l'*Institut d'Etudes Corporatives et Sociales* (directeur : Marcel Didier) et le *Collège Paysan* (directeur : Louis Salleron).

La direction effective de l'Institut était assurée par Maurice Bouvier-Ajam, assisté pour l'administration générale par Jean A. Vieux, André Géraud et Raymond Portail, et pour les études par Robert Guillermain.

Le corps professoral était nombreux et choisi. A côté des vétérans du corporatisme comme Firmin Bacconnier (de l'*Action Française*), Louis Salleron et Marcel Felgines, figuraient Claude J. Gignoux, de la *Journée Industrielle*, Pierre Virion, Jacques Bassot, Alphonse Joffre, Pierre Marty, Maurice Duverger, ancien dirigeant de l'U.P.J.F. (jeunes de Doriot), Maurice H. Lenormand, M<sup>e</sup> François Prévost, Jean Quéval, de l'*Agence Inter-France*, Pierre Tixier, etc...

Le *Collège d'Etudes Syndicales et Corporatives* avait pour objet principal « de diffuser les idées sociales de la Révolution nationale, par l'illustration de la doctrine corporative du maréchal dans les milieux professionnels et dans les organisations de jeunesse » (41).

Pour la formation des cadres et des propagandistes de la Révolution Nationale, H. Tixier et A. Halgand enseignaient l'« Histoire du travail en France » et H. Vassort les « Doctrines sociales », depuis le libéralisme jusqu'au corporatisme en passant par le socialisme français et le marxisme ; Robert Tiercelin donnait des notions de « législation sociale » et Jean Quéval mettait en valeur les expériences étrangères (italienne, allemande, portugaise, belge, anglaise, etc...) ; Georges Monlau commentait les discours et les actes sociaux du maréchal et Marcel Felgines les avatars du mouvement ouvrier ; Maurice Duverger enseignait le droit public.

Aux anciens élèves du Collège précèdent, les professeurs de l'*Ecole des Hautes Etudes Corporatives* enseignaient l'Histoire des Corporations Françaises, l'Economie Générale et Corporative, la Doctrine Corporative, la législation syndicale, les économies rurales et artisanales, le droit social, etc...

Ceux des élèves qui avaient subi avec succès l'examen de fin d'année et obtenu le diplôme secondaire des Hautes Etudes Corporatives pouvaient suivre le *Cours Supérieur* de l'Institut.

L'enseignement de l'Institut se faisait également par correspondance. Mais ceux des militants de la Révolution Nationale et des

(41) *Op. cit.*, p. 17.

fidèles du maréchal qui ne pouvaient suivre les cours régulièrement pouvaient recevoir l'enseignement de l'Institut en lisant *Le Corporatisme*, sa revue officielle, et l'*Organisation Corporative*, journal de vulgarisation édité par l'*Office Central d'Organisation Corporative*.

La formation « corporative » des cadres et des militants était parallèlement poursuivie par un groupement siégeant à Vichy même, le *Centre Français de Synthèse* — « placé sous la haute protection du maréchal Pétain, chef de l'Etat » — qui avait aussi pour objet de rechercher, de recruter les hommes qualifiés pour les tâches exigées par la Révolution Nationale.

Ce Centre était dirigé par un *Conseil Général* composé de : Max Bonnefous, ministre, Gabriel Boissy, Jean Loisy, Hubert Lagardelle, Alexis Carrel, Paul Estèbe, chef adjoint du cabinet civil du maréchal, Lucien Romier, Jean Bichelonne, ministres, Jean de Fabregues, directeur de *Demain*, René Gillouin, Paul Rives, Alfred Sauvy, directeur de l'Institut de Conjoncture, Gustave Thibon, etc...

Un *Conseil Corporatif* secondait le Conseil Général. En faisaient partie des syndicalistes, des hommes d'affaires, des industriels : Louis Bertin, directeur de *Au Travail*, Henri Bertrand (d'Oran), Louis Bertron, (travailleurs du sous-sol), Marcel Bonnet (synd. de l'habillement), Ed. Davy (industrie chimique), Robert Lemaignan (C.O. des Ports et Docks), Roger Vitrac (synd. professionnels français), Professeur Achille Mestre, etc...

#### Le Parti Franciste.

Venons-en maintenant aux quatre grands partis qui se partagent, durant l'occupation, la clientèle nationale ou fasciste. Le plus ancien était le *Parti Franciste*.

Le terme *francisme* désignait à la fois, une certaine forme de nationalisme et l'expression française du fascisme. Deux groupements l'ont employé entre 1933 et 1944 : *Les Francistes*, groupe nationaliste fondé en juillet 1933 et animé par Henry Coston, Jacques Ploncard, René-Louis Jolivet, et *Le Francisme*, devenu le *Parti Franciste*, fondé quelques mois plus tard par Marcel Bucard. Mais il semble bien que René-Louis Jolivet en ait été l'inventeur. Ce jeune étudiant en droit qui dirigeait autour de 1930 le groupe bonapartiste du quartier latin et rédigeait les éditoriaux de *Brumaire*, rêvait d'un nationalisme social, populaire qui réconcilierait les masses laborieuses avec la patrie. Le conservatisme des milieux bonapartistes d'alors lui faisait horreur : il rompait avec le Parti de l'Appel au Peuple en 1932 et, l'année suivante, s'inscrivit au mouvement que le parfumeur François Coty, propriétaire du *Figaro* et de l'*Ami du Peuple*, venait de lancer : *La Solidarité Française* (voir notre étude sur ce mouvement). C'est là, au contact des petites gens qui suivaient les réunions de la S.F., qu'il comprit la nécessité de renouveler le vocabulaire de la Droite en même temps que le contenu social de sa doctrine, si l'on voulait atteindre les masses. Il n'eut pas de mal à convaincre son ami Henry Coston, son aîné d'un an, qui dirigeait depuis 1930 le journal fondé par Edouard Drumont : *La Libre Parole*. L'idée d'un nouveau groupement, nationaliste intransigeant mais aussi foncièrement social, fortement teinté d'antisémitisme et ouvertement anticapitaliste, prit corps au printemps de 1933. Le projet reçut l'adhésion de Jacques Ploncard, Maurice-Christian Dubernard.

René Plisson et François de Boisjoslin et, en juillet 1933, les statuts d'une association politique intitulée « *Les Francistes* » furent déposés à la préfecture de Police (voir la notice consacrée aux *Francistes* dans notre « *petit dictionnaire des partis politiques* »). Le mouvement *Les Francistes* fut dissous fin 1934.

Quelques mois après la création des *Francistes* par Coston et ses amis, (septembre 1933) un parti du même nom était fondé par des collaborateurs de Gustave Hervé, l'ancien directeur de *La Guerre Sociale* qui avait déserté l'Internationale pour fonder, sous le titre : *La Victoire*, un quotidien socialiste national.

Le chef du nouveau groupement, — qui s'appela d'abord *Le Francisme*, puis le *Parti Franciste* — était un glorieux combattant de la Grande Guerre, Marcel Bucard, dont Hervé avait fait son bras droit à la *Milice Socialiste Nationale*. (42)

Les cadres et les premiers adhérents du *Francisme* (fondé le 29 septembre 1933) venaient, pour la plupart, de *La Victoire* et de son groupe.

Marcel Bucard, issu d'une famille de la petite bourgeoisie provinciale, naquit en 1895. Il achevait ses études au séminaire et se destinait à la carrière ecclésiastique lorsque la guerre éclata. Parti au feu à dix-neuf ans, il fut nommé sous-lieutenant à vingt, lieutenant à vingt-et-un, capitaine à vingt-deux. Trois fois blessé, dix fois cité, il reçut la croix de guerre à dix-neuf ans et la Légion d'honneur à vingt-deux. Attiré par la politique, il avait été candidat du Bloc National en 1924, et avait participé à la fondation des *Légions*, groupement politique d'anciens combattants qui donna naissance au *Faisceau*. Il avait été l'un des premiers adhérents du parti de Georges Valois (43), dont il dirigea les services de propagande. Journaliste, il avait collaboré au *Nouveau Siècle*, à *L'Ami du Peuple*, à *La France Combattante*, à *L'Autorité*, à *La Victoire* et à plusieurs autres journaux de droite et d'anciens combattants. Il avait également participé à la constitution des *Croix de Feu* : c'est lui qui prononça, en 1928, en l'hôtel du *Figaro*, le premier discours de fondation de ce mouvement.

Bucard, qui était pourtant un des meilleurs orateurs nationaux d'avant-guerre, avait une influence fort réduite dans les milieux politiques dit « de droite ». Ses propos choquaient les conservateurs et ses méthodes indisposaient les réactionnaires classiques. Il n'en parvint pas moins à réunir, à la belle époque du *Francisme*, plusieurs dizaines de milliers de partisans disciplinés et résolus, qui échangeaient volontiers des coups avec l'adversaire.

Au côté de Bucard, deux autres anciens collaborateurs de Gustave Hervé, Paul Lafitte et J. B. Lhéroult, occupaient des postes de directions au *Francisme*. Ils étaient, avec leur chef, les trois premiers signataires du manifeste que publia, le 11 novembre 1933, le journal qui servit d'organe officiel au nouveau parti. (44)

Parmi les autres signataires, on remarquait : le capitaine Creveau ; Armand Grégoire, avocat ; quelques journalistes : Bontoux, Négrier, Peyrieux, Motte ; des étudiants : Germaix, Peter, Lévi, Thierry, La Fonta, Challe, Morel, Cros, Régnier ; des commerçants,

(42) Voir notre « *Petit dictionnaire des partis politiques* ».

(43) Voir notre chapitre I.

(44) Le n° 1 de ce journal s'appelait *Le Francisme*. A partir du n° 2, son titre fut : *Le Franciste*.

des industriels : Diamant-Berger, un proche-parent du cinéaste, Susfeld, Leriche, Thibaureng, Joret, Gérard, Léon Husson, président des *Phalanges Françaises* ; Claude Planson, le petit-fils de Rénier, président de l'*Agence Havas* ; Mathieu Degeilh, fonctionnaire des P.T.T., ex-communiste, etc... ; un propriétaire terrien, de Castellane ; des ingénieurs, des artisans, des artistes, des ouvriers, des paysans.

Le journal, qui devint hebdomadaire le 17 mai 1934, était dirigé par Marcel Bucard lui-même. Ses principaux rédacteurs, les plus réguliers, étaient naturellement des membres du parti : l'avocat Grégoire, qui faisait la Politique étrangère, signait Grégoire Le Franc ; Léon Husson s'occupait des anciens combattants et Claude Planson des jeunes ; Jean Leprince dessinait, bientôt relayé par Daix, le créateur du « Professeur Nimbus ».

Il y avait aussi des militants : Paul Lefevre, M. Rouaix, Maurice Larroux, R. Christian-Frogé, J.-M. Aimot, petit-fils de condamné à mort de la Commune, Bertrand Motte, de la famille des grands industriels du Nord, Henri Davoust, Marc Pobanz, qui signe aujourd'hui Marc Marceau dans *Le Monde*, Italo Sullioti, directeur de *L'Italie Nouvelle*, de Paris, Robert Souvay, Léon Dargouge, Georges Villiers (un homonyme de l'actuel président du C.N.P.F.), Jean Peter, François Laroche, et le chansonnier Marc Hély, président de l'*Union professionnelle des auteurs et compositeurs de musique* (45).

La présence de ce dernier rassurait — médiocrement d'ailleurs — la communauté israélite que les *Francistes* avaient pu inquiéter. Contrairement à son concurrent, le parti de Marcel Bucard n'était pas antisémite à l'origine :

« *Le Francisme ne fait aucune différence entre les chrétiens, catholiques ou protestants, libres-penseurs, juifs ou musulmans. Il ne connaît que les Français dignes de ce nom ! Quelques misérables individus, faisant profession d'antisémitisme, de sectarisme et de haine, essaient, en se couvrant de notre nom de francistes, de créer la confusion dans l'opinion publique.*

« *Français plus qu'eux, parce que nous réalisons dans notre vie l'idéal si profondément humain qui est la caractéristique de la France, nous, Israélites français, engagés volontaires pour servir au péril de la vie, anciens combattants, mutilés, nous invitons nos coreligionnaires français (...) à rallier le seul et vrai mouvement français qui réalise pleinement l'union des vrais Français.* »  
Signé : *Un groupe de Français israélites.* (46)

Même attitude conciliatrice à l'endroit des francs-maçons que les nationaux d'alors vouaient aux gémonies :

« Nous connaissons des camarades qui sont devenus francs-maçons, comme d'autres sont catholiques, protestants, ou libres-penseurs : les uns pour mieux assurer leur avancement et leur avenir, ce qui est, hélas ! dans la nature même de notre faible nature ! les autres, parce qu'ils ont cru sincèrement y trouver une sorte d'idéal fraternel particulier dont ils avaient besoin pour leur âme désabusée ou chavirée au contact des remous de la vie.

« Nous en connaissons qui le demeurent par la force de l'habitude et n'assistent ni aux « tenues », ni ne font preuve d'obédience,

(45) Il y eut même un article de Paul Ferdonnet, qui était alors le correspondant à Berlin de journaux catholiques régionaux.

(46) *Le Franciste*, n° de février 1934.

comme il y a nombreux catholiques, protestants et israélites qui ne le sont que de nom.

« Nous en connaissons qui ne sont pas des sectaires et se refusent à l'être, qui ont fait magnifiquement leur devoir sur les champs de bataille et remplissent parfaitement leurs devoirs de bons citoyens.

« *Le Francisme n'entend pas les brimer. C'est leur droit de rester attachés, si telle est l'exigence de leur conscience, à une institution de leur choix.* » (47).

Marc Hély, dans un article intitulé « *Antisémitisme ? Non ! Antimélique ? Oui !* », avait confirmé cette position. (48)

Il n'empêche qu'à partir de 1936, le Francisme devint très violemment anti-juif. Marcel Bucard, qui avait été arrêté à Strasbourg en décembre 1935, rendait les organisations juives et maçonniques responsables de son incarcération et des poursuites que le gouvernement avait engagées contre son parti. Quatre ans après avoir tenté de faire saboter une réunion des *Francistes de La Libre Parole* par ses partisans (49), Bucard publiait un vigoureux pamphlet contre Israël intitulé « *L'Emprise juive* » et se reconciliait avec les dirigeants de *La Libre Parole*, qui venaient de publier des documents tendant à prouver que les Loges et la Ligue des Droits de l'Homme étaient à l'origine des événements de Strasbourg, « *Un Parti, écrivait-il dans son livre, n'est vraiment national et donc pleinement français que dans la mesure où il échappe aux juifs, s'en préserve, les combat.* »

Entre temps, le parti franciste s'était enrichi de nouvelles recrues : Gustave Wibault, Robert de la Salle, René Féry, Henri de Bonifacio, Raoul Tavernier, Roger Vauquelin des Yvetots, Paul Guiraud, Georges Souchères, Philippe Dreux, Charles Vaumousse, Jacques Brécard, Jacques Ditte, Edouard Latour, Charles Driart, Michel Buiso, Francis Peyron, Maurice Maurer, etc...

Plusieurs de ces nouveaux francistes ont laissé un nom dans les annales de la politique. Bonifacio venait du bonapartisme et avait milité dans divers mouvements de droite ; Vauquelin, qui fonda plus tard les Comités de Rassemblement Anti-Soviétique (C.R.A.S.), fut l'un des dirigeants du P.P.F. ; Guiraud, professeur de philosophie, était le fils de Jean Guiraud, rédacteur en chef de *La Croix* et le neveu de Mgr Petit de Julleville, archevêque de Rouen et du professeur Audollent, de la Faculté des lettres de Clermont-Ferrand ; Souchères, journaliste, fut candidat dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement en 1935 ; Dreux, alias Sape, dirigea *L'Union Française* de Lyon ; Vaumousse, chansonnier à ses heures et marchand de tableaux, collaborait à la presse nationale, tantôt sous son nom, tantôt sous le pseudonyme de Charvau ; Brécard, fils du général Brécard, Grand Chancelier de la Légion d'honneur, remplit des fonctions sous Vichy ; l'avocat Ditte venait de la Solidarité Française et collabora à *L'Ami du Peuple* et à *La Libre Parole* ; Mau-

(47) *Ibid.*

(48) *Le Franciste*, 24 juin 1934.

(49) *Les Francistes* avaient organisé le 29 novembre 1933, salle des Ingénieurs civils, une réunion privée, présidée par Jehan Durieux, un écrivain membre de l'association, au cours de laquelle R.-L. Jolivet et J. Ploncard (Fergus) définirent les buts du mouvement. Des partisans de M. Bucard tentèrent, dès le début, de prendre la tribune d'assaut. Sans succès : ils furent chassés de la salle par les assistants. Il y eut des blessés de part et d'autre. La querelle des deux Francismes amusait beaucoup la presse de gauche.

rice Maurer, expert en publicité, avait été quelque temps au Parti Français National Communiste et à *La Libre Parole* ; il dirigea longtemps les services de propagande du parti franciste et fut victime d'un accident mortel en 1944.

Dès 1935, le Francisme avait adhéré à ce que la presse communiste appelait « l'Internationale fasciste ». En septembre, Marcel Bucard et ses amis participèrent aux travaux de la Commission permanente pour l'Entente du Fascisme universel, à Montreux en Suisse. « *L'Union des fascismes*, affirmait le parti franciste, *fera la paix du monde* ». Peu après, Bucard était reçu par Mussolini à Rome.

L'année suivante, pour se conformer à la législation sur les ligues, le Francisme se transforma officiellement en Parti Franciste. Il fut néanmoins dissous par le gouvernement Blum le 18 juin 1936. Au cours de l'été, les locaux du *Franciste* furent perquisitionnés et son rédacteur en chef, Paul Guiraud, fut arrêté. Les poursuites gouvernementales aboutirent à la condamnation de Bucard à six mois de prison (avec sursis, « en raison de son passé militaire ») et de Roger Ramelot, gérant du journal, à un mois ferme.

Après une tentative de reconstitution de son parti sous le nom d'*Amis du Francisme*, Marcel Bucard créa le 11 novembre 1938 le *Parti Unitaire Français d'Action socialiste nationale*, dont *L'Unitaire Français* fut l'organe central.

Installés 104, rue de Richelieu, parti et journal avaient conservé une partie des effectifs de l'ancien Francisme. Ils ne faisaient d'ailleurs que reprendre les idées de celui-ci. Le Francisme avait pour devise : « *Ni à droite, ni à gauche, En avant !* » Le Parti Unitaire répudiait également cette classification traditionnelle : il est, écrivait Marcel Bucard, « *un parti qui ne se situe ni à droite, ni à gauche, mais qui prend résolument sa place légale de combat politique à la fois contre la réaction ploutocratique et contre le judéo-marxisme. Un parti qui ne fera jamais le jeu des droites conservatrices contre le peuple travailleur. Un parti qui n'identifiera point le peuple avec les mouvements internationalistes négateurs de la patrie* » (50).

En mai 1939, en vertu du décret-loi Marchandeau qui interdit toutes attaques contre les israélites, le Parti Unitaire fut perquisitionné en même temps que plusieurs groupements et journaux antisémites.

Son activité, fort réduite dès lors, fut pratiquement interrompue pendant « la drôle de guerre ». Mobilisé en 1939, le Commandant (de réserve) Bucard participa aux combats dans l'Est et fut cité à nouveau. A l'armistice, il fut interné, avec ses hommes, en Suisse où il resta captif pendant six mois. Blanchard assurait la liaison entre le chef du mouvement et ses fidèles amis.

Au début de 1941, il reprit la tête du Parti Franciste, avec les encouragements du chef de l'Etat français : « *J'adresse mon remerciement aux Francistes, écrivait le maréchal Pétain en 1941, pour leur courage civique et leur dévouement patriotique, je compte sur eux comme sur tous les ouvriers pour m'aider à faire la Révolution.* »

L'Etat-Major du Parti s'était beaucoup modifié. Paul Lafitte, Vauquelin, Aimot avaient rallié le P.P.F. de Doriot. D'autres fran-

(50) *L'Unitaire Français*, 11 novembre 1938.



cistes d'avant-guerre s'étaient retirés de la politique active ou avaient rejoint la Résistance.

Au congrès de juillet 1943, qui marqua l'apogée du mouvement, le Parti Franciste avait pour principaux dirigeants : Marcel Bucard, le chef du Parti ; Paul Guiraud, principal collaborateur du *Franciste* et l'orateur véhément des réunions du mouvement ; Maurice Maurer, qui dirigeait la propagande ; Maurice Kœnig ; Louis Tessier, commissaire à l'Action Sociale du Parti ; le Dr de La Fûye ; Jean-Marie Leduc ; le Dr Martineaud, de Bordeaux ; Claude Planson, un fidèle (adhérent depuis 1933), qui réclamait, avec « *l'épuration de l'Université* », « *les châtiments les plus sévères* » pour « *ceux qui voudraient détourner la jeunesse de l'Ordre Nouveau* » (51) ; Henri Bonifacio (Félix Antona), rédacteur en chef du *Franciste* de zone sud ; le Dr André Rainsart, chef des groupes de choc, passé à la Milice Française en 1944 ; Robert Poïmiroo, chef des Jeunesses après le départ de Planson ; Dupont, qui était chargé des questions ouvrières ; Pierre Hardouin, trésorier des Jeunesses Francistes ; Raymond Boisney, ancien membre des Jeunesses Nationales Populaires de Déat, chef des Cadets Francistes (dont Marc Pobanz, dit Marceau, avait été l'organisateur en 1934) ; Lamour, chef de la Propagande des Jeunesses Francistes ; Deletang, directeur, et Puzin, professeur à l'école des Cadres du Francisme à Versailles (avec Paul Guiraud, Maurer, Kœnig, Pierre Hardouin, le commandant Broussaud, le boxeur Francis Rutz, etc...) ; le Dr Zaepfel, tué par les F.T.P. en 1943 ; Antonin Coulandon, etc...

A la Libération, l'épuration décima les cadres du Parti et ses meilleurs militants. Beaucoup de francistes furent condamnés à la prison, aux travaux forcés ou à mort. Marcel Bucard fut condamné à la peine capitale par la Cour de Justice de la Seine et fusillé le 19 mars 1946.

### Le Parti Populaire Français.

C'est le 28 juin 1936, à Saint-Denis, en présence de 450 délégués des organisations de l'ex-Rayon communiste (majoritaire) et de quinze cents invités appartenant aux tendances les plus diverses, que Jacques Doriot fonda le Parti Populaire Français : « *Parce que nos dirigeants ont été aussi peu actif à l'extérieur que conservateur à l'intérieur, déclarait-il, ils nous ont mis dans une situation catastrophique et notre pays est doublement menacé de la révolution soviétique et de la guerre.*

« *C'est pour tenter de sortir de cette situation que nous entrons en lutte et que nous formons notre parti.*

« *Notre parti aura donc deux ennemis : la conservation sociale et son esprit routinier, le parti de Staline et son esprit de perversion nationale.*

« *En d'autres termes, il utilisera du capital tout ce qui est utile, il le dirigera au profit du pays, mais il l'empêchera de diriger le pays à son profit.*

(51) Il était alors le chef des Jeunesses Francistes. Tombé malade en 1944, il fut remplacé par Robert Poïmiroo. Depuis la Libération, devenu le gendre de M. Spira, il a fait carrière dans le théâtre officiel : d'abord au T.N.P., puis au Théâtre des Nations, qu'il dirige. Il vient d'être décoré de la Légion d'Honneur (1960).

« En d'autres termes, il priera les admirateurs sans limite de Staline et de l'Union Soviétique d'aller au paradis soviétique, mais il les empêchera d'amener le paradis soviétique sur la terre de France. » (52)

Pierre Dominique, qui était à ce « Rendez-vous de Saint-Denis », commentait ainsi les déclarations du fondateur du R.P.F. :

« Jacques Doriot est parti de Saint-Denis. But : la reconquête de Paris, considéré comme la tête de la France.

« (...) Toute la question est, maintenant, de savoir si le capital aux dents longues ne tâchera pas de saisir Doriot. Si les membres des Deux Cents Familles entreront dans la parti. »

On verra plus loin que les craintes de Pierre Dominique n'étaient pas sans fondement.

« L'autre jour, poursuivait-il, je voyais Alfred Fabre-Luce dans l'auditoire de Doriot à Saint-Denis. Je ne sais pas s'il fut blessé de l'allusion sur les Deux Cents Familles, mais enfin il en fait partie (ce sont les privilégiés modernes, ceux qu'il faut démolir). Comme il est, lui, un des hommes les plus intelligents de l'heure, il s'est dit peut-être qu'il fallait passer quelques violences de langage à Doriot et néanmoins entrer dans le mouvement. Mon avis ? C'est que ses intérêts à lui et les intérêts de ses amis, possesseurs de dizaines et de centaines de millions, ne sont pas les nôtres — je lui dis avec cette admiration pour son talent que j'eus toujours — il faudra en venir à un dépouillement forcé. Doriot y songe-t-il ? » (53)

A peine fondé, le Parti Populaire Français diffusa un manifeste où étaient précisés les points essentiels de son programme :

« Le P.P.F., y lit-on, luttera pour obtenir :

1. — La réforme de l'Etat républicain, de ses institutions et de son administration, en vue d'en faire l'instrument indépendant et fort des transformations économiques et sociales qui sont à l'ordre du jour du pays.

2. — La création d'un pouvoir exécutif, stable et durable, capable d'assurer une direction politique ferme au pays et de réaliser pleinement son rôle d'arbitre des conflits sociaux.

3. — L'institution d'assemblées économiques fondées sur la représentation des professions organisées, du syndicalisme des ouvriers et de celui des techniciens qui devront s'employer à équilibrer périodiquement et dans le sens de leur développement, la production et la consommation selon des plans établis pour chaque branche industrielle, agricole, commerciale, nationalement et régionalement. Cette institution permettra de régler plus rapidement les problèmes sociaux posés par la production.

4. — La réalisation des conditions d'indépendance du Gouvernement, du Parlement, de la Justice, de l'Administration, de la Presse et de toute la vie sociale et économique vis-à-vis des puissances financières.

5. — Le maintien et la défense de toutes les activités moyennes, paysannes, artisanales, commerciales et industrielles, qui constituent l'essence même de la Nation.

6. — La formation, dans les colonies, d'une économie complémentaire de celle de la Métropole, qui permettra de susciter un vaste courant d'échange, entre la France Métropolitaine et ses

(52) L'Emancipation nationale, numéro spécial (de lancement), juin 1936.

(53) Doriot. Collection « Un homme, une œuvre », n° 1, Paris 1936.

Colonies et d'élever sans cesse le niveau d'existence des cent millions d'habitants qui vivent à l'abri des institutions de la République.

7. — Le développement cohérent et simultané à la ville et à la campagne de l'enseignement public et spécialement de l'enseignement professionnel, des sports, des transports, de l'urbanisme, de l'hygiène générale, des habitations saines et à bon marché, de façon à engendrer une race plus forte, plus saine, et qui connaîtra dans l'ensemble de la communauté française une vie nouvelle, physiquement et moralement meilleure que celle des ouvriers et des paysans d'hier et d'aujourd'hui. La refonte des lois régissant les pouvoirs des communes, en vue de leur donner plus d'initiative, notamment dans la réalisation de leur politique sociale. L'organisation rationnelle des loisirs des masses populaires.

8. — La résurrection d'une France capable de reprendre, dans l'ordre extérieur, sa mission traditionnelle d'influencer dans le sens de progrès humain, de la justice et de la paix, capable surtout de réconcilier et d'unir tous les peuples. » (54)

En même temps qu'ils avaient approuvé ce programme les « doriotistes » assemblés à Saint-Denis s'étaient donnés des chefs. Outre Jacques Doriot, nommé président, le bureau provisoire du Parti comprenait : Henri Barbé (secrétaire général), Jules Teulade et Alexandre Abremski (secrétaires), Marcel Marchall (trésorier), Victor Arrighi et Paul Marion.

Fils d'un ouvrier forgeron de Bresles, dans l'Oise, Jacques Doriot appartenait à une vieille famille de terriens. Le père de Doriot était un fils de paysan du Morvan et d'une ouvrière dont les parents venaient d'Italie. La mère du fondateur du P.P.F. était fille d'un Flamand et d'une Bretonne. La famille Doriot, d'origine italienne, séjournait depuis le xvi<sup>e</sup> siècle dans la région de Fourchambault (Nivernais).

C'est à Bresles, en 1898, que naquit Jacques Doriot. Bien que son père fût membre de la Ligue des Droits de l'Homme et affichât un anticléricalisme bon teint, Jacques fréquenta le cathéchisme et fit sa première communion. Ainsi l'avait voulu sa mère, dont la famille était croyante.

Nanti du certificat d'études primaire à douze ans, il entra à l'école professionnelle de Creil, puis fut employé — à deux francs par jour ! — dans une laiterie de l'endroit. A dix-neuf ans, il vint à Paris et entra chez *Sohier*, à la Courneuve. Il habita d'abord chez un oncle, puis seul à l'hôtel. « en garni » à Saint-Denis. C'était en 1915.

Il quitta *Sohier*, pour *Aster*, puis entra à *La Fournaise*, où il obtint un salaire plus important. Le jeune ajusteur dyonisien, qui se passionnait déjà pour la lutte syndicale, milita bientôt aux Jeunesses Socialistes (1916).

Mobilisé en avril 1917, Doriot était au Chemin des Dames au printemps 1918 : son régiment, le 264<sup>e</sup> d'infanterie, y fut presque anéanti. Sur le front de Lorraine, il reçoit une citation, à la suite d'un coup de main pour avoir ramené un camarade blessé : le grand Jacques l'avait porté sur son dos pendant près de deux kilomètres.

Envoyé à l'armée d'Orient après la victoire, il faisait partie d'un régiment de coloniale cantonné en Hongrie lorsque la révolution

(54) *L'Emancipation Nationale*. N<sup>o</sup> spécial (de lancement), juin 1936.

éclata à Budapest. Sa compagnie fut, quelques jours, prisonnière des rouges. Lorsque l'amiral Horthy triompha de Bela Kun, la compagnie de Doriot défila dans les rues de Budapest tambour battant pour marquer la sympathie du gouvernement français au mouvement antibolchevique. Il se retrouva à Fiume, lors du coup de force de d'Annunzio. Agent de liaison de son bataillon, il fut fait prisonnier par les *arditi* qui le relâchèrent peu après.

Après un séjour en Albanie, où il fut nommé soldat de 1<sup>re</sup> classe pour avoir organisé, avec des moyens de fortune, une centrale électrique dans une bourgade, il rentra en France. Il fut démobilisé en 1920.

Il reprit son travail à la Fournaise, puis entra à la S.O.M.U.A. Il reprit aussi son action politique aux Jeunesses socialistes. Après la scission de Tours, il milita au Parti Communiste. Jacques Doriot était déjà un orateur écouté de ses camarades.

Il faisait figure de chef et savait s'imposer : on l'envoya à Moscou, au 3<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, représenter les Jeunesses Communistes. Il y fut à bonne école : les leçons de Lénine et de Trotsky, maîtres es-révolution mais aussi vieux renards de la politique, formèrent le jeune homme. Trop enclin aux attitudes intransigeantes et extrémistes, Doriot apprit à réfléchir et à agir avec prudence. Pendant plus d'un an, en élève studieux, il fera connaissance avec la grande politique et en découvrira tous les aspects.

Fin 1922, il rentra en France, où se tenait le congrès du Parti, puis il partit pour l'Allemagne, où il passa six mois. A son retour, en 1923, il devint le secrétaire général des Jeunesses Communistes, sous le pseudonyme de Guyot.

Dès lors, sa vie se confondit avec celle du Parti Communiste. Elu député en 1924, il fut longtemps le porte-parole le plus écouté du P.C., non seulement dans les meetings, mais aussi au Parlement.

De son séjour en Chine (1926), Doriot rapporta un enseignement : le soviétisme était partout vomi : on l'avait chassé de Pologne et de Finlande ; on l'avait écrasé en Hongrie, en Allemagne et en Italie ; on venait de le battre en Chine, où Tchang-Kai-Chek rompait avec lui et poursuivait ses agents. Le communisme, qui rencontrait si souvent la sympathie des masses, leur devenait-il odieux lorsqu'il prenait la forme russe et leur apparaissait comme un instrument de domination de Moscou sur les autres peuples ? Faut-il voir là l'origine d'une évolution qui se dessine déjà dans le comportement de Doriot ?

Toujours est-il que ses prises de positions furent bien souvent critiquées en haut lieu. Le trio Suzanne Giraud-Treint-Sémard s'était déjà opposé à lui ; Thorez se heurta avec force à cet homme qui lui disputait la direction du parti et que la majeure partie des militants, surtout les jeunes, considéraient comme leur chef.

Cette lutte sourde, dont les gens du dehors n'ont guère eu conscience, se termina par l'exclusion de Jacques Doriot, quelques mois après les journées de février 1934 au cours desquelles il fut le seul chef communiste à recevoir des coups. « *Pendant des années, — écrivait Drieu La Rochelle, dans une brochure consacrée au fondateur du P.P.F. — Doriot s'est donné sans compter à l'Internationale de Moscou. Il a joyeusement récolté les coups, les mois de prison (55). Il s'est risqué et il a risqué avec lui la nation.*

(55) Il fut maintes fois condamné et fit un séjour à la Santé en 1923-1924, à Marseille en 1925, de nouveau à la Santé en 1927. (N.D.L.R.)

Au moment de la Ruhr, au moment du Rif, il n'a pas craint de s'opposer aux gouvernements français, aux intérêts français — croyant marcher vers un but universel.

« Aujourd'hui, il sait qu'il ne servait qu'une puissance particulière, la puissance la plus ambitieuse et la plus rusée qu'on ait vue depuis longtemps.

Il sait aussi que le socialisme à 100 % (...) est un leurre sanglant. Les Russes nous convient à tenter cette utopie qui a fait couler chez eux des flots de sang et qui en ferait couler aussi chez nous, alors qu'eux-mêmes y renoncent et rétablissent chaque jour d'avantage hiérarchie, inégalité, discipline, respect de la famille, de l'armée, des grands hommes... »

Exclu du Parti Communiste en juin 1934, Jacques Doriot n'en conserva pas moins une grande influence chez les communistes de Saint-Denis. Maire de la cité royale depuis trois ans, il jouissait d'une réputation d'administrateur qui lui valait la sympathie de la grande majorité de ses administrés. Aussi, lorsqu'il fonda *L'Emancipation*, destinée à devenir sa principale tribune, eut-il l'appui de la majeure partie du Rayon communiste de Saint-Denis, qui, deux années plus tard, assura son succès aux élections législatives contre le candidat officiel du P.C. Ce sont les cadres du dit « rayon majoritaire » qui fournirent les cadres du jeune Parti Populaire Français.

Le bras droit de Doriot à la direction du P.P.F. était un de ses vieux compagnons de lutte, Henri Barbé, ancien ouvrier métallurgiste, comme lui, et ex-dirigeant du P.C. Éliminé plusieurs années auparavant (voir notre chapitre sur le Parti Communiste), cet ancien secrétaire de la III<sup>e</sup> Internationale était devenu le collaborateur intime du « grand Jacques » dans sa lutte à Saint-Denis.

Les deux adjoints de Barbé, Jules Teulade et Alexandre Abremski, venaient également de l'extrême-gauche. Le premier, ouvrier du bâtiment, avait milité dans sa jeunesse dans les rangs anarcho-syndicalistes ; il était devenu conseiller prud'homme et secrétaire de la Confédération Nationale des Ouvriers du Bâtiment (C.G.T.). Le second, ancien ouvrier maçon, avait été secrétaire de la *Bellevelloise*, puis d'un groupe du Comité Amsterdam-Peyel (anti-fasciste et anti-nazi).

Le trésorier, Marcel Marschall, compagnon de travail de Doriot aux usines Aster, luttait depuis plusieurs années au côté de son camarade. Adjoint au maire de Saint-Denis, il en devint plus tard le maire lorsque Marx Dormoy révoqua Doriot ; il le restera jusqu'en 1944.

Victor Arrighi, qui avait dirigé dans sa jeunesse la cellule des *Galleries Lafayette*, venait également du Parti Communiste, qu'il avait quitté en 1929, après y avoir exercé les fonctions de secrétaire administratif. Ancien directeur de la *Banque Ouvrière et Paysane* — annexe du P.C. —, responsable des services sociaux de Courbevoie, il avait également assuré le secrétariat politique de l'ancien ambassadeur Hennessy (du Cognac Hennessy), fondateur d'un éphémère *Parti Social National* au lendemain du 6 février 1934.

Quant à Paul Marion, considéré comme l'intellectuel de l'équipe, il avait milité aux *Jeunesses Communistes* puis au *Parti Socialiste* et avait suivi Marcel Déat et Barthélémy Montagnon lors de la cession « néo-socialiste » de 1933.

Au congrès qui suivit, le premier, qui se tint le 9, 10 et 11 novembre 1936 au théâtre municipal de Saint-Denis, le bureau provisoire

fut confirmé dans ses fonctions : il prit le titre de Bureau Politique, et s'augmenta d'un membre, Yves Paringaux, un ingénieur qui venait des Volontaires Nationaux (Croix de Feu) et avait appartenu au groupe *Travail et Nation* (avec Coutrot, Marion, de Jouvenel et Pucheu). Il était l'émanation du Comité Central du P.P.F. auquel appartenait, outre les huit membres du Bureau Politique :

Bertrand de Maud'huy, fils du général, ancien dirigeant des Volontaires Nationaux (aujourd'hui président ou administrateur de sociétés industriels et financières) ; Mathurin Boloré, secrétaire de la Fédération Paris-Ville ; Parra, responsable de Paris-Nord ; Frézia, responsable de la Région Paris-Ouest ; Yves Malo, secrétaire de l'importante section de Saint-Denis ; Maurice Touzé, l'un des délégués à la Propagande ; Pierre Dutilleul, ancien communiste, secrétaire de la commission de discipline ; Revier, délégué à la propagande paysanne ; Falasse, responsable du Service d'ordre ; Simon Sabiani, ancien député d'extrême-gauche, secrétaire de la Fédération Marseillaise ; Le Can, entrepreneur, secrétaire de la Fédération bordelaise ; Albert Beugras, secrétaire de la Fédération lyonnaise ; Philip, (le père de l'acteur Gérard Philipe), secrétaire de la Fédération de Cannes ; Asquier, responsable de la section de Grasse ; Victor Barthélémy, secrétaire de la Fédération de Nice ; Pranchère, responsable de la Fédération du Puy-de-Dôme ; Frantz, secrétaire de la Fédération lorraine ; Heck, secrétaire de la Fédération d'Alsace : Jean Fossati, ancien responsable des Volontaires Nationaux à Alger, secrétaire de la Fédération algérienne ; le Docteur Ben Tami, représentant les musulmans du Parti ; Lascol, secrétaire de la Fédération toulousaine ; le Dr Jolicœur, de Reims, secrétaire de la Fédération champenoise, (il fut assassiné pendant la guerre) ; Henri Lèbre, journaliste (futur directeur du *Cri du Peuple* et rédacteur à *Rivarol*) ; Conte, responsable de la Fédération des Alpes ; François Gaucher, docteur en droit, représentant les sections du Centre (futur directeur de cabinet de Paul Marion, puis de Darnand à Vichy) ; Drieu La Rochelle, hommes de lettres, auteur de « Socialisme fasciste » ; Bertrand de Jouvenel, journaliste, (56) chef adjoint des Services Politiques du *Petit Journal*, ancien directeur de *La Lutte des Jeunes* (avec Sammy Béracha) ; Camille Fégy, journaliste, ancien rédacteur à *L'Humanité*, (plus tard rédacteur en chef de *La Gerbe*) ; Claude Jeantet, ancien dirigeant des Etudiants d'Action Française, ancien rédacteur au *Coup de Patte* (directeur : Augustin Martini), rédacteur de politique étrangère au *Petit Journal* et à *Je suis partout* (futur rédacteur en chef adjoint du *Petit Parisien*) ; Paul Guitard, journaliste ; Maurice Lebrun (Serre), ancien collaborateur de *L'Humanité* ; Claude Popelin, ancien employé de banque, avocat, ancien dirigeant du mouvement des Croix de Feu et

(56) Le baron Bertrand de Jouvenel est le fils de Henry de Jouvenel, sénateur de la III<sup>e</sup> République. Bien qu'il soit aussi le fils d'une israélite, Mme Boas, il parvint à prendre une interview de Hitler en 1934. Il militait alors dans les milieux de gauche et se flattait d'avoir appartenu à plusieurs partis au moment de son adhésion au P.P.F. Parlant de ses compagnons et de lui-même, il écrivait dans DORNIOR (*op. cit.*, p. 12) : « Les hommes assis là comptaient les pactes auxquels ils ont adhéré, les mouvements auxquels ils ont participé. »

« — Moi, quatre ! »

« — Moi, six ! »

« C'était une émulation joviale. » (DORNIOR, *op. cit.*, p. 12). M. de Jouvenel quitta le P.P.F. en 1938. Il est aujourd'hui à *La France Catholique*.

Volontaires Nationaux (futur collaborateur du général Giraud à Alger, aujourd'hui agent publicitaire et rapporteur à la Commission des Relations Economiques Internationales du C.N.P.F.); Copperie, médecin; Robert Lousteau, ingénieur; le comte Bernard de Plas, directeur de l'agence de publicité de Plas (aujourd'hui partisan actif du rapprochement avec Moscou); Georges Deshaïres, ouvrier métallurgiste, ancien membre des Jeunesses Communistes, secrétaire général de l'*Union Populaire de la Jeunesse Française* (jeunes du P.P.F.); Johannès Tête, délégué adjoint à la propagande; M<sup>e</sup> Martin-Sanné, du secteur Paris-Ville; Vidal, secrétaire de la Fédération d'Oran; Marius Paquereaux, ancien communiste, du secteur de Paris-Sud.

Par la suite, le Comité Central s'appela *Conseil National*. En 1938, à l'issue du 2<sup>e</sup> Congrès du P.P.F., il comprenait, outre Barbé, Marion, Marshall, Arrighi, Teulade, Lousteau, Paringaux, Popelin, Touzé, Dutilleul, Drieu La Rochelle, Fegy, de Jouvenel, Guitard, Jeantet, Lebrun et Malo :

Emile Masson, trésorier du Parti;

Jean Fontenoy, journaliste, ancien communiste;

Pierre Pucheu, du *Comptoir Sidérurgique*;

Ramon Fernandez, hommes de lettres, venu de l'extrême-gauche;

Pinault, responsable du secrétariat des classes moyennes;

Mme Suzanne Grandy (qui succédait à Mme Guillaume), responsable du secrétariat féminin;

Aimot, journaliste, ancien franciste, responsable du mouvement d'enfants;

et les responsables du secrétariat corporatif, du secrétariat à la propagande, du secrétariat paysan, des Phalanges, des Unions Sportives, de la Documentation et, naturellement, de l'U.P.J.F.

L'Union Populaire de la Jeunesse Française groupait les jeunes doriotistes qui venaient de tous les horizons politiques (57). Son comité de direction, en 1937, comprenait : G. Deshaïres, secrétaire général (ancien communiste); R. Grandjean, trésorier (ancien communiste); Robert Michard, secrétaire; Maurice Duverger, responsable bordelais (futur rédacteur politique du *Monde*); Laneyrie, de Lyon; d'Albrey, de Marseille; Elie Dilain, responsable du secteur Nord-Parisien; Chazelle, de Berck; Chavet, d'Oran; et Hélène Milon, responsable féminine.

Les idées des jeunes doriotistes n'étaient pas moins affirmées que celles de leurs aînés :

« *Si tant de jeunes ouvriers, — s'écriait Maurice Duverger au congrès de l'U.P.J.F. de 1937 — si tant de nos camarades se sont détournés de la Patrie, c'est parce qu'ils n'ont vu d'elle que ce masque posé sur son visage et qui la défigure: le régime capitaliste!* »

« *Mais ce masque, nous l'arracherons. Et la France pourra reprendre son vrai visage. Nous ne supprimerons pas le capital; mais nous supprimerons le capitalisme, c'est-à-dire la domination du capital.* »

« (...) *Jeune de ce pays, à qui les hommes aujourd'hui au pouvoir offrent un avenir gris, un avenir miteux, un avenir lymphatique,*

(57) Sur les 277 délégués au 1<sup>er</sup> congrès national de l'U.P.J.F. (1937), 61 venaient des Jeunesses Communistes, 23 des Jeunesses Patriotes, 14 des Volontaires Nationaux, 9 des Jeunesses Socialistes, 8 de l'Action Française, 8 des Jeunesses Radicales, 7 des Jeunesses Ouvrières Chrétiennes, 13 de divers partis et 134 n'avaient appartenu à aucun parti (cf. *Jeunesse de France*, 30 mai 1937).

à qui ils essaient de forger une âme de rond de cuir... regarde l'Empire Français que nous allons bâtir. A ces peuples de toutes races et de toutes couleurs, nous allons apporter la civilisation. D'abord notre civilisation matérielle, nous bâtirons des routes, des ponts, des villes, nous développerons les industries et les cultures, et nous leurs apporterons aussi notre civilisation spirituelle (...) Jeune de ce pays, voilà l'idéal que t'apporte le Parti Populaire Français, voilà l'œuvre immense qu'avec toi et pour toi il a juré d'accomplir jusqu'au bout ! (...) Autour de Jacque Doriot, nous réaliserons l'unité de la jeunesse française ! » (58).

Aux côtés de Maurice Duverger, de Georges Deshaïres et des autres membres du comité de direction militaient, alors : Benedetti, du secteur Paris-ville ; Delos-Dorbes, de Bordeaux, étudiant en médecine ; Desmas, employé à Nantes ; Lannery, ouvrier lyonnais ; Lepesqueur, d'Oisel, de la Fédération normande ; Bastin, ancien secrétaire de la cellule des Jeunesses Communistes de Dax ; Barrier, qui était encore en 1936 secrétaire de la cellule des Jeunesses Communistes de Stains ; Salvi, de la Fédération d'Alger ; Pasquier, du Groupe Universitaire de Paris ; R. Foubert, qui sera chargé de la propagande du Parti ; etc...

L'organe de l'U.P.J.F., *Jeunesse de France*, paraissait deux fois par mois, puis toutes les semaines. Son équipe était ainsi composée :

Directeur politique : G. Deshaïres ; administrateur : Grandjean ; rédacteur en chef : Maurice-Ivan Sicard, alors chef des informations de *La Liberté* (59) ; rédacteurs : Armand Lanoux, reporter à *La Liberté* (futur « Prix Interallié », aujourd'hui sympathisant communiste) ; R. Michard, Foubert, Benedetti, Hélène Milon, André Avisse, rédacteur à *La Liberté*, J. Bedin, Tony Guedel, journaliste, et Jacques Dursort, du bureau fédéral U.P.J.F. de Paris, (futur vice-président U.N.R. du Conseil Municipal de Paris).

La presse du Parti Populaire Français, qui se bornait, au début, à un seul hebdomadaire, *L'Emancipation Nationale*, s'augmenta bientôt de :

*Marseille Libre*, hebdomadaire de Simon Sabiani et Philibert Gérard ; *L'Attaque*, de Lyon, dirigée par Albert Beugras et doublée

(58) *Jeunesse de France*, 30 mai 1937, p. 4.

(59) M. Y. Sicard, ancien rédacteur en chef du pamphlet *Le Huron* — « Le Huron botte le c... à tous les salauds ! » — deviendra l'un des principaux dirigeants du Parti et, sous le pseudonyme de Saint-Paulien, le grand romancier du *Soleil des Morts* et des *Maudits*.

(60) Quelques années plus tard, Maurice-Ivan Sicard, devenu le directeur du *Bureau Central de Presse, d'Information et de Publication* du P.P.F., énumérait les journaux du Parti : « Il faut souligner, déclarait-il, que le P.P.F. est le seul parti politique qui, de Lille à Dakar, ait un appareil de presse cohérent, obéissant centralement à des directives précises.

« Dans cette zone, *Le Cri du Peuple*, *L'Assaut*, à Bordeaux, *Le Journal de Pau*, *La Relève*, à Angers, *Révolution*, l'organe des J.P.F., et *L'Effort Breton*, qui va paraître à Lorient, sont épaulés par de nombreux journaux sympathisants, comme *La Liaison* à Senlis, *L'Atlantique*, de notre excellent camarade Pierre Bonardi, à La Rochelle, etc...

« En zone non occupée, *L'Emancipation Nationale* reste l'organe central du Parti, il mène un combat très difficile, mais on peut constater qu'il est actuellement l'hebdomadaire politique ayant le plus grand nombre d'abonnés. Des journaux sympathisants comme *Le Petit Vauclusien* et l'important *Midi Libre*, de notre ami Philibert Gérard, nous aident fortement. En Afrique du Nord, *Le Pionnier* lutte seul pour défendre les idées de la Révolution nationale et européenne. Enfin, dans les deux zones circulent les *Cahiers de L'Emancipation Nationale*, organe de combat et de doctrine du P.P.F. »

(*Le Cri du Peuple*, 29 octobre 1942.)



par *L'Attaque Paysanne*, dirigée par Henri Mounier (tué par les F.T.P. en 1944); *Le Libérateur du Sud-Ouest*, qui paraissait à Bordeaux sous la direction de Gérard Molis, assisté de Maurice Duverger; *Le Cri Populaire Français*, de Toulon; *L'Essor*, de Neuilly; *La Paix Sociale*, de Clermont-Ferrand; etc... (60).

Le Parti eut, en outre, à compter du 24 mai 1937, un quotidien (du soir), *La Liberté*, dont Doriot et ses amis avaient pris le contrôle. Fondée en 1864, *La Liberté* avait été dirigée dans les années précédentes par Camille Aymard, puis par Désiré Ferry (61). Sous la direction politique de Jacques Doriot, elle était confectionnée et rédigée par une équipe composée de Marion et Fégy, rédacteurs en chef, Maurice Lebrun, secrétaire général, Claude Jeantet (politique étrangère), de Jouvenel et Paul Guitard (grandes enquêtes), Drieu La Rochelle, Alfred Fabre-Luce, Jean Fayard, Georges Suarez, Georges Blond, Alain Laubreaux, Georges Roux, le sénateur Lémery, Marcel Espiau, André Salmon, Gaëtan Sanvoisin, Robert Kemp, Chamine, Sicard, Lagarigue, Aimot, Avisse, Hervé de Kerillis, Massiani, F. Hulot, P. Fort, de Ponchalon, P. Mannoni, Dumas-Vorzet, P.A. Girard, Labergerie, Armand Lanoux, Marius Richard, etc...

Le P.P.F. compte alors 150.000 adhérents. Ses sympathisants sont nombreux dans tous les milieux. Il est considéré, avec le P.S.F. du colonel de La Rocque, comme le parti national le plus puissant, le mieux organisé. Grâce au Front de la Liberté (62), rassemblement des mouvements anticommunistes dont Jacques Doriot est l'animateur, il exerce sur beaucoup d'organisations une influence non négligeable (63). Ses moyens financiers sont importants et sa propagande efficace.

Les accords de Munich, qui reculent la guerre de près d'un an, provoquent un éclatement interne au P.P.F. comme dans les autres formations politiques.

« Il y a, écrit Henri Lebre, des munichois dans tous les partis, de la Droite à la Gauche, chez les modérés, chez les radicaux, chez les socialistes et même chez les communistes. Mais ces derniers ne se révéleront que sous l'occupation. Les scissions, les démissions ou les exclusions pleuvent. Au conseil national du P.P.F., les 15 et 16 octobre, Bertrand de Jouvenel lance un véhément réquisitoire contre la politique de Munich. Il est soutenu par Pucheu qui, au début de 1939, quittera le parti de Jacques Doriot, entraînant avec lui Paul Marion, Arrighi, Paringaux... Chez les socialistes, les « munichois » se regroupent autour de Paul Faure,

(61) *La Liberté* appartenait à une société dont Fernand d'Hangouart, Désiré Ferry, René Virat et Georges Gautier étaient les administrateurs. Paul Mannoni et Lucien Perrier, de *La Dépêche Algérienne*, étaient actionnaires. Cette société a été liquidée en 1950 par Hector Ghilini.

(62) Le Front de la Liberté avait reçu un excellent accueil des radicaux nationaux (André Grisoni, Milliès-Lacroix), du Parti Agraire (P. Antier), des formations nationales de Pierre Taittinger.

(63) U.P.J.F., qui participa en 1937 aux Etats Généraux de la Jeunesse Européenne, fit adopter par l'assemblée (29 voix contre 13) une résolution inspirée par Doriot. Les groupes et journaux suivants étaient représentés à ce congrès : U.P.J.F., Jeunesse Nationale, France Réelle, L'Etudiant Français, L'Action Française, Centre de Doctrine de la Communauté Nationale Française, Cercle Dante, Jeunesse de France, La Provence, Front Latin, Le National, Jeunes de l'U.N.C., Jeunesses Paysannes et Rurales (Pietri), Comité des miliciens retour d'Espagne. Des représentants des jeunesses italienne (Sandro del Grasso), roumaine (Popencine, Pascanu), autrichienne (Bauer), tchécoslovaque (Svoboda), etc...

les « antimunichois » autour de Léon Blum. Les instituteurs socialistes sont plutôt « Munichois », tandis que les professeurs de lycée et d'Université sont contre l'esprit de Munich. » (64).

Bertrand de Jouvenel quitta effectivement le Parti : ami de Bénès, il ne pouvait accepter la position « munichoise » du pacifiste Doriot, qui condamnait à mort la Tchécoslovaquie. Cette défection aurait été sans grande portée si Pierre Pucheu, Victor Arrighi et leurs amis n'avaient pas, à leur tour, démissionné du Parti, provoquant ainsi non seulement la disparition du « *brillant état-major* » (65), dont il pouvait, sans doute se passer — les intellectuels sont rarement de bons militants et ils sont presque toujours des cadres médiocres — mais aussi, ce qui était grave, le tarissement subit de la source qui alimentait la caisse doriotiste. Pierre Pucheu représentait, en effet, l'industrie lourde, et Claude Popelin, B. de Plas et B. de Maud'hui avaient des relations avec le monde des affaires. Du jour au lendemain, la caisse fut à sec. Le Parti connut les pires difficultés : les responsables et les employés du siège étaient payés avec retard ; des coupes sombres réduisirent singulièrement services et personnel. *L'Emancipation Nationale* se réfugia dans une imprimerie de Saint-Denis, en attendant d'être prise en charge par l'imprimeur Georges Lang qui, bien qu'israélite, manifestait de la sympathie pour Doriot et ses amis. De la remarquable équipe rédactionnelle des années 1936-1938 (66), *L'Emancipation Nationale* ne conservait que les membres du Parti restés fidèles à leur chef. *Jeunesse de France* était, entre temps, devenu une page de *L'Emancipation*. Quant à *La Liberté*, elle cessa bientôt de paraître.

Lorsque la guerre éclata, Jacques Doriot partit aux armées. Il laissa pratiquement à Henri Barbé la direction du Parti. Pas pour longtemps puisque, peu après, Barbé quittait le secrétariat général du P.P.F. et créait, rue Tronchet, un organisme anti-communiste, le *Bureau d'Etudes Sociales*. En même temps que lui, Paringaux et Grandjean démissionnaient. En janvier 1940, Victor Barthélémy fut nommé secrétaire général.

Après l'armistice de 1940, le *Parti Populaire Français* reprit son *Un quotidien, Le Cri du Peuple* — qui se serait, sans doute appelé *activité*. La poignée de fidèles s'augmenta d'éléments nouveaux. *L'Humanité Nouvelle* si Doriot avait été autorisé à le faire — fut lancé à Paris le 19 octobre 1940. (67) En manchette, le nouveau

(64) *Les origines secrètes de la guerre 1939-1945*, n° spécial de *Lectures Françaises*, juin 1957.

(65) La crise de 1938-1939 a provoqué le départ de B. de Jouvenel, Pucheu, R. Lousteau, P. Marion, Drieu La Rochelle, B. de Plas, Frézia, etc... ; Popelin, de Maud'huy, Fontenoy se mirent simplement en sommeil.

(66) Outre les leaders du parti, elle comprenait : J.-M. Aimot, Pierre Andreu, J. Martin-Dubois, R. Cardenne-Petit, André Cubzac (P.-A. Cousteau), Claude Bienne (Claude Jeantet), Jean Lagarigue, André Ortiol, Jean Clair, Chamine, Claude Martial, Edouard Latour, le dessinateur A.R. Charlet, Jacques Saint-Germain, Jean-Pierre Luce, Jean Villars, François Dautre (H. Lebre), André Renaudin, le dessinateur Collas, Maurice Bécuwe.

(67) Les fonds avaient été fournis par le cabinet du maréchal Pétain. C'était d'ailleurs l'époque où Doriot s'affirmait comme « l'homme du maréchal » (cf. « *Je suis un homme du Maréchal* », par J. Doriot).

Immédiatement après l'armistice, Jean Fontenoy avait créé un hebdomadaire, *La Vie Nationale*, « organe d'Emancipation Populaire Française » dont les bureaux étaient installés 10, rue des Pyramides, dans les locaux du P.P.F. Y collaboraient : Marcel Marschall, Odette de Puigadeau, Marion Senones, Ferri-Pisani, J.-P. Jaureguiberry, J. Teulade, Pierre Dutilleul, Raoul d'Ast, etc... Au retour de Doriot, le journal disparut.

journal portait, entre autre cette citation de Doriot : « *Au travail, sa place. Toute sa place. Au capital, sa place. Rien que sa place.* » Le premier numéro dressait la liste des journalistes et des écrivains qui avaient promis leur collaboration. Parmi eux, Drieu La Rochelle, — qui était revenu au P.P.F. et qui le quittera un peu plus tard — Ramon Fernandez, Benoist-Méchin, Alphonse de Châteaubriant, Abel Bonnard, Alphonse Siché, La Varende, Bernard Grasset.

Henri Lebre en assumait la direction. Albert Clément, qui sera assassiné le 2 juin 1942 par des communistes, en était le rédacteur en chef, et J.-M. Aimot, le rédacteur en chef adjoint. Les signatures des collaborateurs du journal étaient connues du monde politique : Clamamus, Marcel Gitton venaient du Parti Communiste, qu'ils avaient quitté à la suite du pacte germano-soviétique ; Dorsay (Pierre Villette), Charles Lesca, Alain Laubreaux, Lucien Rebatet appartient à l'équipe de *Je suis partout* ; Serge Jeanret, ancien animateur de l'Union Corporative des Instituteurs, le colonel G. Larpent (décédé en 1942), Firmin Bacconnier, Pierre Lucius, Hervé Le Grand étaient monarchistes ; Henri Renaut (H. Jacob) avait été délégué de l'Internationale communiste. Il y avait aussi Henri Poulain, Georges Champeaux, qui écrivit un peu plus tard une étonnante *Croisade des Démocraties*, les dessinateurs Dubosc (avant la guerre à *L'Humanité*) et Ralph Soupault (du *Charivari*, de *L'Action Française*, de la *France Enchaînée*). Il y eut enfin Etienne Rouchon, Jean Lagarigue, ancien communiste, qui venait du *Courrier Royal* où il rédigeait la chronique agricole, et Tony Guedel, un jeune rédacteur de la presse U.P.J.F.

Les éditoriaux étaient rédigés par Jacques Doriot, Henri Lebre, M. I. Sicard, J.-M. Aimot. Ils furent aussi parfois rédigés par Marcel Guilton, qui tomba sous les balles des ses anciens camarades communistes (68) entrés dans la Résistance en juin 1941, après la rupture du pacte germano-soviétique.

En zone Sud, après l'échec de la tentative de parti unique, le P.P.F., qui ne pouvait fonctionner ouvertement comme tel puisque les partis n'étaient pas autorisés, avait fait reparaître *L'Emancipation Nationale* dont M. I. Sicard avait la direction effective. Victor Barthélemy, secrétaire général du Parti, s'était installé à Marseille pour regrouper les doriotistes de la zone au sein des *Amis de l'Emancipation Nationale* et organiser cette association.

Peu de semaines après le congrès de la zone Nord, tenue à Paris, les doriotistes de la zone Sud tinrent leur congrès à Villeurbanne. C'était les 20, 21 et 22 juin 1941. La dernière séance était à peine commencée lorsqu'éclata, comme un coup de tonnerre, la nouvelle de l'entrée des troupes allemandes en Russie soviétique. Le discours de clôture de Doriot fut, tout entier, axé sur cet événement. En tirant les conclusions que lui dictait la haine du Bolchevisme, il préconisait la création de la *Légion des Volontaires Français* (L.V.F.) et annonça son départ prochain sur le front de l'Est.

« *Au cours de ces deux importantes manifestations, — écrivait peu après Victor Barthélemy — notre parti se déclare plus décidé que jamais à réaliser les buts qui, depuis cinq ans, étaient les siens, c'est-à-dire le rassemblement des nouvelles forces jeunes, nationales et sociales de ce Pays. Pour une politique intérieure anti-*

(68) Deux autres collaborateurs du *Cri du Peuple* furent également blessés par les balles communistes : Soupé et Clamamus.

parlementaire, anti-démocratique, anti-juive, anti-maçonnique, hardiment socialiste, dans le cadre d'un Etat totalitaire, pour une politique extérieure de reconstruction européenne par la réconciliation franco-allemande et la collaboration avec tous les Etats de l'Europe. » (69)

La L.V.F. fut, effectivement constituée avec les autres partis (R.N.P., M.S.R., Ligue Française, etc.) et, après avoir réuni son mouvement jusque là divisé en deux zones, et rappelé à Paris Victor Barthelemy, il partit avec ses camarades de la L.V.F. combattre les Bolchevicks (août 1941) (70).

Le Bureau Politique du Parti comprenait alors : V. Barthélémy, Jean Fossati, Janvier, Rey, Beugras, Cl. Jeantet, M. Lebrun, Marshall, P. Dutilleul, J. Teulau, R. Fernandez, Sicard, Beau, Sabiani, Thurotte, Lesieur, Vauquelin, Giraud, Ben Tami et H. Lebre.

Pour augmenter le recrutement de la L.V.F., Doriot revint au début de 1942 et fit, à travers la France, une série de conférences sur le péril bolchevique.

Au début de novembre 1942, le congrès du P.P.F. se tint à Paris. Malgré les pressions du gouvernement Laval, qui refusa les autorisations nécessaires à de nombreux délégués d'Afrique du Nord, 1.198 congressistes y participèrent les 4, 5, 6, 7 et 8 novembre (71).

C'est au congrès, alors qu'il venait d'apprendre le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, que le Dr Djillali Ben Tami, prenant la parole au nom des musulmans du Parti, prononça ces paroles lourdes de sens :

« Cruellement frappé par le destin, je ne suis pas sûr d'aller avec vous jusqu'au bout du chemin que nous avons juré de parcourir ensemble » (72).

Le Dr Ben Tami, qui est aujourd'hui, le président du Croissant Rouge — équivalent de la Croix-Rouge — du F.L.N. à Genève avait déclaré quelques heures avant :

« On parle de l'Empire parce que nous en avons nous mêmes parlé depuis 1936 ... Nous disons avec force, et sans équivoque, que nous sommes décidés à défendre l'Empire contre les Anglais, contre les Américains, contre les Juifs... » (73)

Roger Nicolas, de son côté, avait rappelé que « le principe (du P.P.F.) a été de longue date posé que, dans le futur, les droits des Français Musulmans seront les mêmes que ceux des Français d'origine. Ce qui est vrai aujourd'hui dans le P.P.F., où l'on ne distingue pas entre chrétiens et musulmans, le sera également demain dans l'Etat Populaire Français ».

Parmi les congressistes, présentant des rapports, prenant la parole dans les commissions ou intervenant dans les débats, les Cahiers de l'Emancipation Nationale notent : Jean Vellave, Henri

(69) Cahiers de l'Emancipation Nationale, août 1942.

(70) C'est à cette occasion, devant les légionnaires rassemblés dans une caserne de Versailles, que Collette tenta d'abattre Laval et Déat.

(71) Voici l'origine politique des délégués au congrès : 1.556 anciens P.C. ; 588 anciens S.F.I.O. ; 789 anciens P.S.F. ; 318 anciens V.N. ; 47 anciens Rad. soc. ; 63 anciens Fed. Républ. ; 21 anciens Democ. Pop. ; 11 anciens Union Soc. et Rep. ; 84 anciens J.P. ; 53 anciens Solid. Franç. ; 27 anciens Francistes ; 3 anciens Parti National Collectiviste ; 52 anciens R.N.P. ; 112 anciens M.S.R. ; 6 anciens Front Soc. du Travail ; 37 anciens Anarchistes ; 420 anciens A.F. ; 3.011 sans parti.

(72) Cahiers de l'Emancipation Nationale (n° sur le Congrès), Paris, 1943.

(73) Ibid.

Mounier (Paysannerie), M.I. Sicard (Presse), Yves Dautun, Gaston Denizot, Raoul Courtois, Tony Guedel, Emile Bougère, Albert Mamberti, J. Phialy, de *Gringoire* (assassiné en 1943), Jean Nicolaï, le Dr Ch. E. Boursat (Santé, Ethnie), Jacques Boulenger, Serge André, le frère du président actuel des Pétroliers, Henri Queyrat, d'Oran, Emile Nédélec, ancien vice-président de l'*Association Républicaine des Anciens Combattants*, de Brianson, le baron de Plinval, Pierre Bonardi, Robert Duquenoy (Jeunesse), etc...

La situation créée par l'occupation de la zone sud à la suite du débarquement allié en Afrique du Nord, amena un durcissement de l'attitude du P.P.F. à l'égard du Président Laval. Doriot repartit pour le front de l'Est. Avant son départ, il réunit ses militants parisiens à la Mutualité le 21 mars 1943 et leur annonça qu'en son absence la conduite du mouvement serait confiée à un *directoire* composé de Barthélémy, Sabiani, Fosati, Lebre, Beugras, Marschall, Sicard, Lesueur et Vauquelin. A côté de ce directoire officiel, Doriot en avait nommé un autre, officieux et confidentiel, composé de Victor Arrighi, Claude Jeantet et Benoist-Méchin, qui avait quitté le gouvernement l'année précédente.

C'est pendant l'absence de Doriot que se situe l'incident du F.N.R.

Cédant à diverses pressions, le R.N.P., le M.S.R., les *Francistes* et quelques autres groupes avaient créé le *Front National Révolutionnaire* (voir notre étude sur ce groupement un peu plus loin). Contacté par les représentants de ces partis, Jean Fossati, qui était plus particulièrement chargé au P.P.F. de ce que nous appelons aujourd'hui les « *relations publiques* », eut avec eux plusieurs entretiens. Engagea-t-il trop loin le Parti ? Toujours est-il que Doriot, averti par l'un ou l'autre de ses collaborateurs, revint inopinément à Paris et, au cours d'une réunion tenue en juillet, à Paris, « démissionna » purement et simplement Fossati, rendu responsable des « imprudences » commises.

A la même époque, quatre militants firent leur entrée au Bureau Politique : Yves Dautun, rédacteur à l'*Emancipation Nationale* depuis 1938, Roger Nicolas, également journaliste, Henri Mounier, agriculteur, responsable des questions paysannes, et Larabi Fodil, un musulman de Kabylie, qui avait participé à la fondation de l'*Etoile Nord-Africaine* avec Messali Hadj, et qui participa à celle de l'*Etoile du soir*, avec Henri d'Astier de La Vigerie après la Libération.

Au début de l'été 1943, le P.P.F. transformait son Service d'Ordre, dont Henri Souville était le responsable national, en *Gardes Françaises*. Le 8 août suivant, plusieurs milliers de ces G.F., en chemises bleu foncé, défilaient aux Champs-Élysées devant leur chef, qui repartait aussitôt sur le front germano-soviétique. Il n'en revint qu'au début de 1944, pour donner son accord à la création, en marge du Parti, des *Groupes d'Action*. Ce fut là son dernier acte politique important.

Après le débarquement allié, il partit avec ses principaux militants vers la Lorraine, d'où il gagna l'Allemagne. Il n'en revint jamais : le 23 février 1945, il fut tué d'une rafale de mitrailleuse par un avion inconnu (74).

(74) Certains de ses amis, qui l'avaient suivi jusqu'au bout, sont persuadés qu'il a été « liquidé » par des services allemands (Abwehr ? Gestapo ?) qui le soupçonnaient d'être entré en rapport avec des éléments ex-giraudistes (avec lesquels il aurait songé à reprendre en France le combat anti-communiste). Cela nous paraît peu vraisemblable.

### Le Mouvement Social-Révolutionnaire.

Le M.S.R., lui, datait de 1940. C'est, en effet, fin 40 que le *Mouvement Social-Révolutionnaire* fit connaître son existence en répandant à Paris des tracts du genre de celui-ci :

#### M.S.R.

*Ces initiales sont celles d'un Grand Mouvement dont la devise est : « AIME ET SERS », le « Mouvement Social Révolutionnaire pour la Révolution Nationale ».*

*Ce n'est pas un ancien parti politique né avant-guerre, c'est un groupement d'hommes d'action, décidés, parlant peu, dont le passé souvent fait de sacrifices, est un sûr garant de l'avenir.*

*Sous les ordres d'Eugène Deloncle, ces hommes avaient, depuis plusieurs années voulu avertir le pays et le sauver, malgré lui, de la défaite qui l'attendait. Reprenant son action révolutionnaire nationale, Eugène Deloncle et son groupe d'hommes ont repris la lutte pour réaliser la Révolution nationale entreprise par le maréchal Pétain. Eugène Deloncle et son M.S.R. veulent que la Révolution nationale se fasse enfin autrement que par des décrets :*

*Ils veulent que tous les « salopards » en place soient balayés, qu'il n'y ait plus de juifs ni de francs-maçons en mesure de nuire encore ;*

*Ils veulent que chacun puisse vivre et travailler, que cette Révolution soit enfin sociale ;*

*Ils veulent que soit réalisée la Collaboration amorcée à Montoire, qu'elle le soit dans la dignité et dans la volonté de relever le pays et de lui permettre de prendre la place qu'il mérite en Europe ;*

*Ils veulent que cessent la politique et ses combinaisons, les propagandes néfastes qui divisent et gênent le regroupement des éléments sains et français ;*

*Ils veulent, pour réparer notre défaite, un Gouvernement fort, autoritaire, qui punisse impitoyablement les mauvais bergers, les faiseurs de vie chère et les coupables de trahison ;*

*Ils veulent enfin que la France travaille et qu'elle puisse revivre.*

*C'est pour cela que les nationaux de bonne volonté se sont groupés derrière Eugène Deloncle et ses hommes, dans le M.S.R. dont l'action se développe considérablement. Le M.S.R. s'étend sur toute la France : les sections de provinces, de Paris grandissent chaque jour englobant dans leurs rangs toutes les élites de l'intelligence et du travail. Que tous ceux qui sont anxieux du relèvement du pays et du destin de la France, que tous ceux qui se savent hommes d'action prêts à servir leur patrie, que tous ceux qui sentent le besoin d'une discipline nationale, viennent au M.S.R. dont le programme leur sera expliqué. Ils comprendront que l'heure est de se grouper avec des nationaux purs, durs et droits, prêts à agir pour la Révolution nationale et sociale.*

*Au 80, rue Saint-Lazare, Paris (9<sup>ème</sup>), du « Mouvement Social Révolutionnaire pour la Révolution Nationale » vous trouverez un groupement d'hommes d'action au service du pays. Qu'attendez-vous pour être des leurs ?*

*Le chef du nouveau parti, Deloncle n'était pas un inconnu. Animateur du C.S.A.R., et de l'O.S.A.R.N., il avait beaucoup fait parler de lui en 1937.*

## Quelques personnalités compromises dans le "Complot de la Cagoule"

### ARRETES :

<p>Michel HARISPE, ingénieur ; Paul RENNE, représentant de commerce ; Fernand JAKUBIEZ, dessinateur ; Louis MALICONNE, employé de la Compagnie des Eaux ; René ANCEAUX, entrepreneur de couverture ; Robert de LA MOTTE SAINT-PIERRE ; Gaston JUCHEREAU, gérant de pension de famille ; Henri MAULER, antiquaire ; Antonin LAROMIGUÈRE-LAFON, entrepreneur de transports ; Jean-Dominique MOREAU DE LA MEUSE, adm. de sociétés ; Edmond VOLLE, entrepreneur ; Henri DELONCLE, dit GROSSET, bijoutier ; Eugène DELONCLE, ingénieur, adm. de sociétés ; Général aviateur en retraite DUSEIGNEUR ; Mohammed EL MAADI, publiciste ; Hubert PASTRE ; Pierre PARENT, architecte ; Duc POZZO di BORGIO ; Vicomte Guy de DOUVILLE-MAILLEFEU ; André TENAILLE ; Charles TENAILLE ; Rémy DURIEUX, conducteur de travaux ; Gaston JEANNIOT, garagiste ; Jean FAUTRE, concierge ; François METENIER, industriel ; Pierre PROUST, vice-président du Comité du marché du blé à la Bourse de commerce ; Jacques PERCHERON, secrétaire ;</p>	<p>Pierre LOCUTY, ingénieur ; Henri VOGEL, ingénieur ; Gustave VAUCLARD, ingénieur ; Andrée PAUGIER, domestique ; Jacques FAURAN ; Soldat Jean BOUYER ; Robert PUIREUX, de Fieuves, antiquaire ; Paul BILLECOQ, magasinier ; Léopold SAUVAGE, mécanicien ; Armand HASENFUSS, concierge ; René CREIET, entrepreneur ; Benoît SAPIN ; René DALET, agent d'assurances ; Jean BOIROT, chauffeur ; Antoine FUSTIER, électricien ; Jean VEDRINES, entrepreneur ; Jean MARRON, dessinateur ; Maurice VALLET, chauffeur ; Paul DALET, agent d'assurances ; VAN de KERVOCHE, ingénieur ; Gilbert DESMOULINS, chapelier ; Jean ROUEL, caoutchoutier ; Georges VORNADE, directeur d'usines ; Victor CHAUCHE, ingénieur ; Michel VALERY, confiseur ; Louis MARMINAT, électricien ; (ces quatorze derniers à Clermont-Ferrand.) Jacques de BERNONVILLE ; Michel BERNOLLIN ; Jacques-Henri BENOIT, lieutenant-colonel de réserve ; Georges CACHIER, lieutenant-colonel de réserve ; Robert de JURQUET DE LA SALLE, adm. de sociétés à Paris ; Dr Jean FARAUT, de Nice ; Joseph DARNAND, de Nice ;</p>
--	---

### EN LIBERTÉ PROVISOIRE :

<p>Henri PLACE, ingénieur ; Mlle Suzanne MAULER, antiquaire ; Joseph LEMARESQUIER, administrateur de sociétés ; Antoine MANEBY, comptable ; Joseph VASSELIN, ouvrier plombier ; Amar HAMOUNI, agent commercial ; Kaddour FACI, cultivateur ;</p>	<p>Raymond CHERON, sergent aviateur ; Gabriel VOLPI, entrepreneur ; Roger MANDEREAU, dessinateur ; Théophile BORLOT ; Jean THUEL-CHASSAGNE, caoutchoutier ; HABRIAL ; Gaston MATHIEU, cantonnier ; (Ces six derniers à Clermont-Ferrand.)</p>
--	---

### EN FUITE :

<p>Jacques CORREZE, employé de commerce ; Gabriel JEANTET, représentant de commerce ; Aristide CORRE, homme de lettres ; Jean FILLIOL, représentant ;</p>	<p>Alfred, dit Léon MACON, mécanicien ; Mme MACON, née Madeleine BELVAL ; Louis HUGUET, boxeur ; Henri ROIDOT, ingénieur ; Docteur Henri MARTIN ;</p>
---	---

etc... etc...

Rappelons les faits :

Le 18 novembre 1937, le ministre de l'Intérieur annonça, dans les couloirs de la Chambre des Députés, la découverte d'un vaste complot contre la République. A vrai dire, depuis plusieurs mois déjà, tout le monde connaissait l'histoire de cette mystérieuse « Cagoule » qui s'armait clandestinement, organisait des réunions secrètes et faisant prêter de redoutables serments à ses affiliés. Dès 1936, Charles Maurras en avait parlé dans l'*Action Française* et c'est à l'un de ses collaborateurs, Maurice Pujo, que ces nouveaux *carbonari* devaient leur surnom de « cagouleurs ». Mais on n'attachait guère d'importance à ces petites conjurations que l'on qualifiait d'agitations stérile et qui, pensait-on, sombrerait dans le ridicule.

La police était naturellement au courant. Elle laissait faire, gonflant son dossier des rapports que ses agents et ses indicateurs lui transmettaient et attendant pour intervenir, le moment favorable... favorable au gouvernement Blum s'entend.

Pourquoi choisit-elle novembre 1937 pour déclencher son opération anti-« cagoule » ? Les adversaires du gouvernement affirmèrent que c'était pour détourner l'attention des premiers résultats, jugés désastreux, de la politique inaugurée en juin 1936. L'opposition nationaliste prétendit que l'on voulait ainsi achever de la réduire à l'impuissance. Les cercles officieux, de leur côté, déclarèrent que le coup de filet policier était donné à la suite des attentats de l'Etoile. Le fait est que le 17 septembre 1937, quelques jours après que de mystérieux conjurés eurent fait sauter à la bombe le siège de la *Confédération Générale du Patronat Français*, rue de Presbourg, et celui de l'*Union Patronale Interprofessionnelle*, rue Boissière, alors que les recherches paraissaient s'orienter vers les milieux anarchistes italiens, la police avait arrêté trois trafiquants d'armes : Paul Renne, Michel Harispe et Henri Place. Mais l'affaire en était restée là. On avait, certes, fait un rapprochement entre ces arrestations et le meurtre d'un fourreur niçois nommé Juif, soupçonné de trafic d'armes avec l'Italie, et la disparition mystérieuse d'un autre trafiquant, Jean Baptiste. La presse de gauche et d'extrême-gauche avait bien insinué, à cette occasion, que les instigateurs du trafic pourraient bien être le général Duseigneur et le duc Pozzo di Borgo. Rien ne semblait devoir sortir de cette banale affaire.

Et puis, brusquement, le lendemain même des déclarations de Max Dormoy, le ministre de l'Intérieur du président Léon Blum, c'est-à-dire le 19 novembre, la police découvrait trois importants dépôts d'armes : chez Gaston Juchereau, gérant de pension de famille, rue de Ribera ; chez l'antiquaire Henri Mauler, rue de Rotrou ; et chez un entrepreneur de transports, Antonin Laromiguière-Lafon, rue Jean-Beausire. Des fusils-mitrailleurs, des cartouches, des grenades, des postes d'émission radiophoniques clandestins étaient saisis au cours des perquisitions. Quarante-huit heures plus tard, à la suite d'une enquête à Dieppe, sept personnes étaient inculpées d'association de malfaiteurs par le parquet de la Seine ; on précisait, placé Beauvau, qu'il s'agissait, en fait, d'inculpations pour complot contre la sûreté de l'Etat et pour détention d'armes de guerre.

Dès lors, les arrestations suivent à un rythme accéléré : le 21 novembre, c'est celle de Moreau de la Meuse ; le 22, celle d'Edmond Volle ; quelques jours plus tard, celle d'Eugène De-



loncle, chez lequel on découvre une liste de 4.000 noms, puis celles du général Duseigneur, du journaliste musulman El Maadi, du duc Pozzo di Borgo, de beaucoup d'autres. Les perquisitions se multiplient ; quiconque est soupçonné d'entretenir des relations politiques ou des rapports d'amitié avec un « cagoulard » repéré par la police voit son domicile ou son bureau envahi par des policiers, fouillé, bouleversé de fond en comble. Plusieurs journaux sont ainsi « visités » : *Courrier Royal*, organe du comte de Paris, dont le secrétaire, Longuone, est invité à se tenir à la disposition de la justice ; *La Libre Parole*, journal de Henry Coston, dont l'un des rédacteurs, François de Boisjoslin, est convaincu de sympathie « cagoularde », etc... Au cours de ces perquisitions, on raffe les agendas, la correspondance, les répertoires d'adresses et, bien entendu, les armes, quand on en trouve. Le 15 décembre, on découvre un véritable arsenal dans un garage, boulevard de Picpus : son propriétaire, Gaston Jeannot est naturellement arrêté.

Le 11 janvier 1938, la justice rend publiques les révélations de Jean-Pierre Locuty que la Sûreté nationale a fait arrêter, la veille, à Clermont-Ferrand. Cet ingénieur des usines Michelin, ancien communiste de tendance trotskyste, reconnaît appartenir au C.S.A.R. et avoir participé aux attentats de la rue Boissière et de la rue de Presbourg. Il donne les noms de ceux qu'il désigne comme ses complices : Méténier, Moreau de la Meuse, Macon. Il nomme aussi ceux avec lesquels il militait à Clermont-Ferrand : Henri Vogel et Gustave Vauclard, ingénieurs également chez Michelin.

— *Je n'ai été, concluait-il, qu'un instrument entre les mains du C.S.A.R.*

Le 13 janvier, nouveau coup de théâtre : la police arrête ceux qu'elle présente comme les meurtriers des frères Rosseli, trouvés assassinés aux environs de Bagnoles-de-l'Orne le 11 juin 1937. Ce sont des membres du C.S.A.R.

Dès lors, tous les meurtres demeurés impunis sont mis au compte du C.S.A.R., entre autres ceux de Navachine, l'économiste russe émigré fort lié avec la Grande Loge de France, et de Laetitia Toureaux. Le ministre de l'Intérieur va même jusqu'à affirmer que l'émeute de Clichy, un certain soir de 1936, est l'œuvre du C.S.A.R.

Quelle est donc cette mystérieuse association mise ainsi en accusation ? Le sigle C.S.A.R. désigne l'un des groupements secrets, le plus actif semble-t-il, qui pullulaient en France depuis que Léon Blum avait été porté au pouvoir par la coalition des partis de gauche et du parti communiste.

Dans sa déclaration du 23 novembre 1937, Marx Dormoy, ministre de l'Intérieur, en avait révélé l'existence en ces termes : « *La perquisition opérée au siège de la Caisse hypothécaire maritime et fluviale, 78, rue de Provence, dont l'administrateur-délégué est M. Deloncle, ingénieur-conseil aux Chantiers de Penhoët, a établi qu'on se trouve en face d'une organisation secrète, paramilitaire, entièrement calquée sur les services de l'armée. Elle comprend un état-major, un premier, deuxième, troisième et quatrième bureaux et un service sanitaire. La répartition des effectifs en divisions, brigades, régiments, bataillons, etc... montre le caractère indiscutable de guerre civile de cette organisation.*

« *Les documents saisis établissent que les coupables s'étaient assigné pour but de substituer à la forme républicaine que notre*

*pays s'est librement donnée, un régime de dictature devant précéder la restauration de la monarchie. »*

Comment les organisations nationales si florissantes au lendemain du 6 février 1934, dont les défilés et les manifestations au grand jour confirmaient la puissance, en étaient-elles arrivées à fomenter de tels « complots » ? Un journaliste de droite, Simon Arbellot l'expliquait dans *Le Document* du 15 février 1938 :

« L'épanouissement extraordinaire des ligues, au lendemain du 6 février n'eut d'égal que le désarroi dans lequel les ligueurs se trouvèrent au lendemain de la dissolution (juin 1936). Convaincus qu'une injustice profonde avait été commise à leur endroit, mais peu enclins à résister en face à un gouvernement unanime, ceux que la presse de front populaire nommait sans nulle distinction les « fascistes » tentèrent de se regrouper dans la légalité. Réunions interdites, poursuites, menaces, perquisitions, rien ne fut épargné à ce que les vainqueurs des élections appellent dédaigneusement, et à tort, la minorité. Les ligues devenues partis, tels « les Croix de Feu » transformés en Parti social français, n'offrirent plus à une jeunesse ardente et promise à l'action que la perspective de manœuvres électorales. Des discordes survenues dans les Etats-Majors, l'impatience des militants, les inévitables déceptions hâtèrent la scission. Les désordres sociaux, les rodomontades des communistes, la faiblesse des gouvernements firent le reste. On n'a pas oublié l'audace des partis du désordre, les défilés de drapeaux rouges en plein Paris, les occupations d'usines et ces grèves organisées et multipliées qui marquèrent, en France, l'avènement du Front populaire. La guerre civile en Espagne, avec ses horreurs, acheva de jeter le trouble dans des esprits déjà inquiets et auxquels, des années durant, on n'avait parlé que « d'heure H », de « sport » et de coups de force (75). Notons, en passant, que le même phénomène se produisit dans les partis de gauche. Et aussi la crainte du fascisme et la crainte du communisme exploitées jusqu'à l'obsession dressèrent entre les Français un mur de haine et de méfiance.

« Bon nombre de ceux qui étaient sans cesse menacés s'armèrent, puis s'unirent. Mais les « menaçants », eux, étaient-ils armés ?

« On nous objectera que, jusqu'à présent, les dépôts d'armes communistes n'ont pas été découverts. Nous répondrons par ce mot de M. Pierre Cot, encore dans le feu de la victoire du Front populaire :

*« Nos masses n'ont pas besoin d'être armées, pour agir ; au besoin elles auraient les arsenaux. » (Le Document, juillet 1935.)*

« Il est indéniable que c'est la crainte de la révolution, de « putsch », a-t-on dit souvent, qui décida les patriotes à s'organiser. »

Le général Duseigneur, qui était le témoin de l'inquiétude des nationaux « dissous », écrivit dans *Choc*, l'hebdomadaire du colonel Guillaume, entre juillet et novembre 1936, une série d'articles invitant les patriotes à s'unir. Il préconisait ouvertement le « rassemblement » aux lecteurs qui venaient le voir ou qui lui écrivaient, il ranimait leur énergie et, finalement, fondait avec

---

(75) Simon Arbellot fait allusion ici aux déclarations du colonel de La Rocque (L'heure H) et aux théories de Maurras (le coup de force est-il possible ?).

eux, en novembre, l'Union des Comités d'Action Défensive (U.C.A.D.), dont les statuts furent déposés à la Préfecture de Police. Il en prit la présidence et appela, à son côté, le duc Pozzo di Borgo.

Duseigneur, général de l'air en retraite, n'avait appartenu à aucun parti, à aucune ligue. C'était un homme « neuf » qui se lançait dans la politique avec toute la naïveté des néophytes.

Son adjoint, le duc Pozzo di Borgo, par contre, était un militant politique chevronné. Il avait été l'un des premiers « Croix de feu » et appartenait, avant une éclatante démission, à son comité directeur. Il avait, également, fréquenté François Coty, au temps de ses campagnes anti-communistes, et présida le *Comité Anti-Marxiste de Paris*, dont le secrétaire général, Flavien Brenier de Saint-Christo avait publié, avec son aide financière, un étonnant petit livre signé Salluste et intitulé *Les origines secrètes du Bolchevisme*. C'est Pozzo di Borgo, fidèle abonné et bienfaiteur de la très anti-maçonnique *Libre Parole*, qui avait révélé à la Commission d'enquête parlementaire du 6 février que le président Chautemps était, dans la maçonnerie, « *Sublime Prince du Royal Secret* ». Il devait, par la suite, participer à diverses manifestations et prendre la parole à des réunions de l'*Union Anti-maçonnique de France* et du *Rassemblement Anti-Juif* (1937-1938).

Le secrétaire général de l'U.C.A.D. était un administrateur de sociétés, quelque temps intéressé par le *Francisme*, Robert Jurquet de la Salle (76).

L'U.C.A.D. était peu active à ses débuts. Ce « Rassemblement », tant souhaité par le général Duseigneur, ne semblait donner aucun résultat. C'est alors qu'il fut noyauté par des activistes révolutionnaires de droite qui, eux, cherchaient la bagarre. Ils venaient, pour la plupart, de *L'Action Française*. C'est ceux-là que Maurice Pujo, qui les connaissait bien, baptisa « les cagou-lards ». Parallèlement, s'était constitué, toujours avec d'anciens ligueurs, souvent d'A.F., le C.S.A.R. Aucun lien organique ne rattachait ce *Comité Secret d'Action Révolutionnaire* au groupement de Duseigneur et de Pozzo di Borgo. Mais, très rapidement — du moins c'est ce que l'on a cru — des éléments du C.S.A.R. manœuvrèrent l'U.C.A.D.

A la tête du C.S.A.R. se trouvait Eugène Deloncle. Né à Brest en 1890, ce fils de Celte et de Corse, était un « bottier » de Polytechnique, un major du Génie maritime. Il appartenait alors au Comité Central des Armateurs de France et au Conseil d'administration des *Chantiers de Penhoët* ; il était, en outre, à l'époque, membre du Comité technique du *Bureau Véritas* et président de la *Caisse hypothécaire maritime et fluviale*. Rien ne semblait donc le destiner à une carrière dans les sociétés secrètes nationalistes, ni à une participation active aux complots de la « Cagoule ». Et cependant, on attribua à Eugène Deloncle un rôle prépondérant dans la direction du C.S.A.R.

(76) Il y eut bien d'autres sociétés « cagoulardes » : le *Parti Révolutionnaire National et Social*, fondé en mars 1936, par d'anciens camelots du roi et ligueurs d'essidents ; la *Spirale*, du commandant Loustaunau-Lacau, dit Navarre, et de Marie-Madeleine Méric, alors la femme d'un officier supérieur ; les *Chevaliers du Glaive*, dont l'animateur, a-t-on dit, était le gendre d'un conseiller général radical des Alpes-Maritimes ; etc...

C'est en 1934 qu'il s'était lancé dans la politique. Il avait suivi, jusque-là et d'assez loin *L'Action Française*. Il décida d'y entrer et y entra d'abord comme simple camelot, dans l'équipe de camelot de roi du xvi<sup>e</sup> commandée par Jean Filliol. Parallèlement, on lui confia l'organisation des ingénieurs et il devint vice-président de la section d'A.F. du quartier de La Muette. Mais il se brouilla bientôt avec les chefs du mouvement royaliste et décida de créer un groupement clandestin.

« *Je me demandais, a-t-il dit un jour à un rédacteur de La Gerbe, s'il fallait comme d'autres nationaux, fonder des partis ; mais il me semblait que les forces techniques de l'adversaire empêchaient le développement d'un parti normal. Par conséquent, une seule solution : l'action souterraine et comme une franc-maçonnerie retournée au bénéfice de la nation. Il fallait accumuler une force explosive, et qui pourrait exploser, et bien exploser, le jour du péril. Des sociétés secrètes convenablement morcelées, séparées les unes des autres et s'ignorant les unes des autres (le point était capital). L'expérience a prouvé que le calcul était juste : dix mille commissions rogatoires ont été lancées contre nous, et cent vingt hommes seulement furent arrêtés* ».

La police ne put d'ailleurs jamais mettre la main que sur une des nombreuses sociétés en action, ainsi que Deloncle l'a raconté dans une curieuse et piquante conférence sur ses souvenirs de prison. La méthode de recrutement était analogue à celle des anciens *Illuminés* : soin extrême dans le choix des recrues, désignation de parrains notables qui viennent donner confiance à l'apprenti militant.

Deloncle était effectivement, le véritable chef de cette « ca goule » avec Méténier, Tenaille, Fauran, Corrèze, Filliol et quelques autres militants nationalistes chevronnés comme adjoints ou collaborateurs. Son frère, Henri Deloncle, bijoutier, passait pour le seconder dans sa tâche.

Tenaille était un cousin d'Eugène Deloncle. François Méténier —, qui trois ans plus tard, le 13 décembre 1940, arrêtera Pierre Laval sur l'ordre du Maréchal — était un ancien lieutenant d'artillerie, co-propiétaire d'une petite usine de caoutchouc manufacturé à Chamolières, dans la banlieue de Clermont-Ferrand. Il avait installé au même endroit un petit atelier de montage de postes de radio pour le compte de diverses firmes. Très liée aux Deloncle, sa femme avait été victime quelques mois auparavant d'un grave accident d'auto alors qu'elle se trouvait dans la voiture de Mme Deloncle. Délaissant un peu la conduite de ses affaires industrielles, il s'était installé depuis peu à Paris pour y mieux participer aux entreprises politiques du C.S.A.R.

Jacques Fauran, qui avait fait ses études au lycée d'Angers, était le fils d'un industriel parisien. Il fut accusé par un membre du M.S.R. nommé Bouvier, d'avoir participé à l'attentat contre les frères Roselli.

Homme de confiance de Deloncle, Jacques Corrèze était employé de commerce. Lorsque les policiers voulurent l'arrêter, il s'enfuit et resta longtemps dans la clandestinité. Retiré aujourd'hui de la vie politique, il vivrait en Espagne — avec la veuve de Deloncle qu'il aurait épousé — et y représenterait la firme de l'un des bienfaiteurs du C.S.A.R., feu Eugène Schueller.

Jean Filliol, le « dur » du C.S.A.R., était camelot du roi ; il avait, nous l'avons dit, dirigé l'équipe du 16<sup>e</sup> arrondissement.

Lorsque se produisit l'incident Léon Blum, boulevard Saint-Germain en 1936, il était à la tête d'un groupe d'assaillants de la voiture du leader de la S.F.I.O. Un peu après, il fut expulsé de l'Action Française pour des motifs assez obscurs.

La guerre et la défaite mirent fin, pour un temps, aux recherches de la police et aux poursuites judiciaires. Lors de la création du M.S.R., quelques-uns des amis de Deloncle étaient parmi les fondateurs. Mais, par prudence, ils ne figuraient pas parmi les dirigeants : sauf Deloncle, ceux-ci n'avaient pas été « mouillés » dans les affaires de la « Cagoule ».

D'autres anciens cagouards étaient auprès du Maréchal Pétain (Gabriel Jeantet, Méténier, etc...), auprès du général De Gaulle (Passy, Corvisart, Bienvenue, etc...) (77), dans la Résistance (Marie-Madeleine Méric, le docteur Henri Martin, Pozzo di Borgo, etc...) ou réfugiés dans l'attentisme.

Les fondateurs officiels du M.S.R., ceux qui, dès le début livrèrent leur nom à la publicité, étaient au nombre de six : Charles Deloncle, le chef ; Jean Fontenoy, journaliste, ancien directeur de l'Agence Fournier, ancien dirigeant du P.P.F. de Jacques Doriot ; le général Lavigne-Delville, ancien membre de *La Spirale* et de *l'Œillet Blanc* ; J.-L. Dossche, industriel de la région parisienne ; Eugène Schueller, « patron » de *L'Oréal*, de *Mon Savon*, de *Vernis Valentine* et de *Votre Beauté* (78), et beau-père d'André Bettencourt, l'ancien ministre de Pierre Mendès-France ; Jacques Dursort, ancien dirigeant des jeunes du P.P.F. et du *Front de la Jeunesse*, qui remplit quelque temps les fonctions de secrétaire général du M.S.R.

Eugène Deloncle, expliquant ce qu'était le nouveau parti, tenait à rattacher son activité nouvelle, ouverte, publique celle-là, au travail révolutionnaire secret d'avant la guerre : Le M.S.R., déclarait-il, « succède sur le plan visible à l'organisation secrète que j'avais fondée en 1936-1937, lorsque le péril couru par la patrie est apparu tellement grave, tellement imminent, qu'une seule solution pouvait être envisagée : le recours aux armes, pour éviter le malheur et le désastre qui se sont, hélas ! abattus sur nous.

« L'Organisation Secrète d'Action Révolutionnaire Nationale, composée d'hommes venus de TOUS les horizons politiques et de TOUTES les couches sociales, s'est efforcée avec un dévouement et UNE ABNEGATION TOTALE d'arrêter la chute verticale de notre pays dans l'abîme.

« Ce qui nous distingue des autres partis qui existaient alors, c'est que nous n'avons eu aucune ambition politique, que nous n'avons voulu employer ni LA PAROLE, ni le PAPIER, parce que l'heure était seulement d'accomplir DES ACTES VIRILS.

« Ce qui nous distingue des politiciens de l'époque, c'est que nous avons fui les tréteaux et les places publiques, où l'on récol-

(77) Le colonel Passy, alias Dewavrin, est aujourd'hui haut employé de la banque Worms avec son ex-adversaire Georges Albertini, secrétaire général du R.N.P. de Déat ; Corvisart s'appelle Beresnikoff et Bienvenue, Lagier. H. de Kerillis qui fonda à New York en 1942 le journal gaulliste *Pour la Victoire*, citait ces personnages dans « *De Gaulle dictateur* », et il ajoutait : « *L'heure n'est pas venue, pour certaines raisons faciles à comprendre, de publier les noms cagouards les plus marquants parmi les cadres gaullistes. Tout Londres et tout Alger les ont connus.* » (page 57.)

(78) Revue dont François Mitterrand fut le directeur à une époque, déjà lointaine, où il passait, à tort ou à raison, pour être « cagouard » comme son « patron ». Ancien maçon, feu Eugène Schueller, s'intéressait à la politique depuis 1936. Il est l'auteur du système fiscal « *L'impôt sur l'énergie* ».

*tait applaudissements et avantages, pour nous réfugier uniquement dans l'action et dans la préparation de la Révolution nationale, là où l'on ne trouvait sur sa route que coups, combats et prison.*

*« Les Blum, les Dormoy, les Sarraut, les Chautemps, les Mandel, assistés de leurs alliés communistes poussés par les Juifs et les francs-maçons, nous ont incarcérés. De nombreux mois de prison et d'exil nous ont récompensés d'avoir préparé, non pas un complot contre la sûreté de l'Etat, mais — comme je l'ai dit au juge d'instruction — « un complot, certes, mais un complot pour la sûreté de la France ».*

*« Telle a été notre action passée. Dès septembre 1940, j'ai jugé qu'il fallait regrouper nos anciens membres et trouver de nouveaux adhérents ».*

*Précisant la doctrine de son mouvement, il affirmait que celui-ci avait « choisi l'Europe nouvelle, l'Europe nationale-socialiste en marche, que rien n'arrêtera.*

*« Elle sera nationale, disait-il, cette nouvelle Europe, parce que, dans la nouvelle extension des groupements humains, la nation reste l'unité de base, la cellule élémentaire du monde nouveau.*

*« La nation, c'est la communauté tutélaire à l'abri de laquelle un peuple issu du même sang, vivant sur le même sol, parlant la même langue, pénétré d'un même idéal, assure un libre développement à sa vie propre, et donne la mesure de son génie original.*

*« Elle sera socialiste, cette Europe, parce que les progrès de la technique moderne ont créé des sommes de richesse dont la production disciplinée permet au plus humble travailleur de participer largement au bien-être général.*

*« Elle sera raciste enfin, cette nouvelle Europe, parce que l'anarchie économique et la division politique n'ont jamais servi que les intérêts d'une seule caste : celle des Juifs, celle des banquiers internationaux dont la guerre est la principale source de profits.*

*« Et cette Europe nouvelle, croyez-vous que réellement elle ne veuille pas de nous ? Croyez-vous qu'elle nous rejette hors de sa communauté ? Que non ! Elle attend notre décision. Elle attend des gestes sincères pour nous recevoir.*

*« Nous n'espérons pas d'elle des faveurs ou des privilèges spéciaux : ce serait normalement injuste. Nous n'aurons dans l'avenir que la place que nous saurons mériter et que nous saurons défendre.*

*« Il faut donc refaire la Nation, redonner aux Français le goût de leur pays, le goût de l'effort, le goût du travail, le goût du courage. C'est cela notre premier but : construire une communauté nationale vivante, nombreuse et pleine de confiance en elle-même » (79).*

*Il faut croire que l'activité d'Eugène Deloncle, bien que favorable à la politique de Montoire, ne plaisait pas beaucoup aux occupants puisque le fondateur du M.S.R. fut abattu, en 1942, chez lui, à côté de son jeune fils qui fut blessé, par la Gestapo venue pour l'arrêter.*

(79) *Révolution*, organe du M.S.R., mai 1942.

Entre temps, le M.S.R. avait participé à la fondation du R.N.P. (voir plus loin) avec Déat et ses amis.

Le Comité exécutif du *Mouvement Social Révolutionnaire* était ainsi composé en 1942 :

Chef : Deloncle ; chef-adjoint : Fontenoy ; sécurité et information : Jean Filliol ; organisation territoriale : Jacques Corréze. secondé par Henry Charbonneau ; relations extérieures : Jacques Fauran ; comités et cellules techniques : Georges Soulès.

Il y avait aussi, parmi les dirigeants nationaux, régionaux ou départementaux : le général Lavigne-Delville ; A. Girardin, secrétaire général des *Camarades du Feu* ; Ch. Gaudiot ; J. Bertrand ; Mme Genay ; J.-L. Dossche ; H. Goussot ; R. Tremblay ; M. Huicq ; l'avocat Wilhelm-Bernard ; Alain de Saint-Méloir ; Louis Dus-sart ; Mohammed El Maadi ; V. Lefauchaux ; le docteur Berrrier ; le docteur Mathis, etc...

Après la mort de Deloncle, une révolution de palais modifia complètement la composition du Comité. Celui-ci, qui prit le nom de *Bureau Politique*, compta sept membres : J. de Castellane, Raymond Gaudin, R. Letourneau, André Mahé, Georges Soulès, C. Royer et M. Testaert.

Le capitaine Gaudin, ancien membre de *La Spirale*, dirigeait le secrétariat administratif, et C. Royer, la Région parisienne. Le secrétariat général du Parti était assuré par Mahé et Soulès.

André Mahé, qui avait alors 35 ans, est issu d'une famille de paysans et d'artisans, bretons du côté paternel, alsaciens du côté maternel. Ayant quitté l'école à treize ans, il travaillait depuis sa jeunesse. En 1936, il était communiste et dirigeait le canton de Nemours. L'année suivante, ayant démissionné du P.C., il publiait un article contre la direction du Parti dans *Le Libéraire*. Militant syndicaliste actif, il fonda peu après l'Union locale des Syndicats C.G.T. de Nemours et la Bourse du Travail de sa petite ville. Attiré par Gaston Bergery, il milita quelque temps au *Front Social* puis créa une *Cellule d'Unité Française* à Nemours. Mobilisé en 1939-1940, il adhéra au P.P.F. et fit campagne contre le préfet Voizard avec Albert Clément. Le P.P.F. lui confia alors le secrétariat général (adjoint) du Comité *Jeunesse de France*. Déçu par le parti de Doriot et « attiré par la virginité politique de Deloncle et par le prestige de la Cagoule », il adhéra à son Mouvement et fit partie de « l'équipe qui décida l'épuration du M.S.R. et qui la réalisa le 14 mai 1942 ».

Georges Soulès, son aîné d'un an, est le fils d'un ouvrier toulousain et d'une paysanne angevine. Ancien polytechnicien, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, il appartenait à vingt-trois ans aux Jeunesses Socialistes de la Seine. Puis, il milita à la S.F.I.O. et fit partie de la tendance *Gauche Révolutionnaire*, composée principalement de trotskystes et de pacifistes anti-blumistes. A cette époque — plus exactement au début de 1932 — il fut initié à la Loge Lalande qu'il fréquenta (peu assidûment) jusqu'en 1940. Lorsque la fraction *Gauche Révolutionnaire* se transforma en *Parti Socialiste Ouvrier et Paysan*, sous la direction de Marceau Pivert, Soulès rejoignit la tendance dite du *Redressement Socialiste*, dont L. Zoretti était l'un des *leaders*, et la représenta au Congrès du Parti socialiste en 1939 à Nantes comme il avait représenté la *Gauche Révolutionnaire* à la C.A.P. de la S.F.I.O. en 1937. Bien que mobilisé en 1939 comme lieutenant du Génie, il fut perquisitionné à son domicile parisien par la police de

Daladier à la suite d'une violente attaque du pacifiste Zoretti contre Léon Blum. Fait prisonnier à Calais, il fut interné à l'Oflag IV D et y organisa, avec des officiers ralliés au Maréchal Pétain, un groupement révolutionnaire national. Libéré en mars 1941, il adhéra presque aussitôt au M.S.R.

Epuré à la Libération, comme la plupart de ses camarades du parti, Georges Soulès est devenu un écrivain connu et apprécié. Il est, sous le pseudonyme d'Abelio, l'auteur de « *Heureux les pacifiques* » et « *Les Yeux d'Ezéchiël sont ouverts* ».

#### Le Rassemblement National Populaire.

Le M.S.R., avons-nous dit, avait fondé avec Marcel Déat et ses amis le *Rassemblement National-Populaire*. C'était au lendemain du 13 décembre 1940. Pierre Laval venait d'être arrêté, d'ordre du maréchal Pétain, par un ancien collaborateur de Deloncle, devenu chef d'une police spéciale à Vichy. Les nationaux parisiens acquis à la politique de Montoire eurent l'impression que le gouvernement faisait marche arrière. Pas tous, puisque le P.P.F. et le *Parti Franciste* ne bronchèrent pas, mais les amis de Deloncle, ceux de Marcel Déat et les anciens combattants qui suivaient Jean Goy.

En janvier 1941, le *Rassemblement National Populaire* (R.N.P.) était constitué. Le M.S.R., qui subsistait, en constituait l'élément de choc, et son chef devenait le chef du Comité de Sécurité et celui de la *Légion Nationale Populaire*. Déat, Fontenoy, Goy et Vanor étaient, avec Deloncle, les cinq dirigeants du R.N.P.

Une affiche (80), placardée sur les murs de Paris et des grandes villes de la zone nord, annonçait en ces termes la naissance du nouveau parti :

*Le Rassemblement National Populaire*, au nom des innocents, au nom des victimes,

#### ACCUSE

Vichy de mépriser la réalité humaine et sociale française, de nous laisser crever de faim...

Vichy de nous avoir fait perdre, le 13 décembre

— des libérations de prisonniers,

— l'unification du territoire,

— la réduction de nos paiements,

— les perspectives d'une paix réparatrice dans l'honneur et l'équité.

Oui, Vichy veut restaurer un passé périmé et nous ridiculise par une parodie de révolution ;

Vichy fricote avec les dépeceurs de notre empire ;

Vichy intrigue avec les Juifs et les maçons internationaux, avec les financiers et les marchands de canons américains qui y font la loi.

*Le Rassemblement National Populaire* appelle à lui tous les Français qui n'ont pas voulu la guerre et ne veulent pas une paix d'écrasement, tous ceux qui ne désespèrent pas de la Patrie. Il les groupe contre ces sottises, il les dresse contre ces malfaiteurs.

*Pour que la France ait sa place en Europe.*

(80) Cf. *L'Œuvre*, 16-2-1941.



*Pour un Etat fort appuyé sur un grand mouvement national et social.*

*Pour le mieux être de chacun, pour la famille, le métier, la Nation.*

De notoriété publique, Deloncle et Déat ne pouvaient pas, comme on dit vulgairement, se sentir. Bien que le premier eut affirmé que Déat et lui s'étaient retrouvés, « là où il le fallait, dans l'axe même de la France, pour unir les nationaux en les rendant sociaux et ceux des socialistes à qui l'on pouvait rendre le sens national », l'alliance ne dura guère. Un beau jour de 1942, le M.S.R. se retira du R.N.P., laissant Déat seul à la tête du Rassemblement.

Déat, qui venait de la gauche — il avait milité longtemps à la S.F.I.O. puis à la direction des partis néo-socialistes qu'il avait contribué à fonder (*Parti Socialiste de France, Union Socialiste et Républicaine*) — avait un état-major principalement formé d'anciens socialistes. Plusieurs d'entre eux étaient même maçons, d'où l'accusation portée contre le R.N.P. d'être un parti maçonnique.

« *Quels seront demain les révolutionnaires efficaces, répondait-il, les nationaux authentiques, les socialistes réalisateurs ? On verra bien. Ce qui est sûr, c'est qu'ils viendront de partout. Des Juifs, il n'y en aura point parmi eux, cela va de soi. D'anciens francs-maçons, il y en aura sans doute, et non seulement je n'y vois pas d'inconvénient, mais je trouve cela très bien. Comme il y aura des catholiques, des protestants, et des mécréants de tout poil.*

« *Je ne suis pas, et n'ai jamais été franc-maçon (81). Cela se trouve ainsi : il aurait pu en être autrement. Je n'en tire ni amertume ni satisfaction. Le bon sens exige qu'un franc-maçon converti à la révolution nationale soit accueilli avec la même amitié qu'un disciple de Drumont pareillement gagné par la contagion du bien public. Autant que je sache, il y avait dans la franc-maçonnerie française une certaine proportion de salopards, soumis aux influences bellicistes et ficelés par l'Angleterre. Il y en avait d'autres, qui voulaient la paix, et l'entente européenne, et qui ignoraient tout des machinations de leurs mystérieux meneurs. La franc-maçonnerie est dissoute, et on a bien fait de la dissoudre. On devra même examiner avec soin si de petites obédiences curieusement protégées n'ont pas échappé aux rédacteurs du décret. Mais la révolution nationale, la vraie, celle de Paris, non pas celle de Vichy, ne demande pas à ses partisans d'où ils viennent : elle vérifie seulement s'ils savent où ils veulent aller, et s'ils vont où il faut » (82).*

Déat appartenait à cette gauche qui, dès 1935, s'était affirmée pacifiste. A la rédaction de *L'Œuvre*, il avait combattu, avant la guerre, la tendance jacobine du journal représentée par Albert Bayet et Geneviève Tabouis ; il était alors soutenu par Francis Delaisi, l'auteur des *Financiers et la Démocratie* et de plusieurs

(81) Ce qui était parfaite ment exact. La plupart de ses détracteurs avaient confondu *initié* et *conférencier en loges*. Déat n'avait jamais été initié à la maçonnerie ; il avait seulement participé, comme conférencier, à une douzaine de *tenues blanches* du Grand Orient ou de la Grande Loge.

(82) *L'Œuvre*, 10-2-1941.

volumes contre les trusts et les « 200 Familles », Henri Clerc, Paul Elbel et Jacques Duboin, tandis que Jean Piot, Jean Nocher et André Guérin semblaient indécis, allant de l'une à l'autre tendance selon les événements. En raison même de cette dualité, chacun pouvait écrire à peu près ce qu'il pensait. C'est ainsi qu'un jour d'août 1939, entre deux articles « très fermes », comme on disait alors, Marcel Déat avait publié son fameux article : « Mourir pour Dantzig », où il déclarait que le couloir polonais ne valait pas la peine que l'on sacrifiât une seule vie française.

La guerre déclarée, toute la rédaction de *L'Œuvre* avait naturellement adopté une attitude parfaitement loyale, tolérant cependant que Déat publiât, de temps à autre, comme une « tribune libre », un article d'un pacifisme torturé et prudent.

Peu après la déclaration de la guerre, Marcel Déat avait été mêlé à une affaire qui, à l'époque, fit grand bruit. Il s'agit du tract intitulé : « Paix immédiate ».

Le 10 septembre 1939, sur l'initiative du pacifiste Lecoin, aujourd'hui directeur de *Liberté*, encouragé par Nicolas Faucier, administrateur de la publication S.I.A. (où Henri Jeanson publia un article qui lui valut une dure condamnation), et le correcteur d'imprimerie Dremière, avait paru un tract tiré à 100.000 exemplaires ainsi conçu :

#### PAIX IMMEDIATE

*Malgré tout l'effort des pacifistes sincères, le sang coule. Déjà presque toute l'Europe est dans la guerre. Le monde entier va sombrer dans le sang des hommes.*

*Tous le savent, tous le sentent.*

*La tristesse infinie des mobilisés eux-mêmes et la douleur pathétique de leurs proches en sont la preuve.*

*Pas de fleurs aux fusils, pas de chants héroïques, pas de bravos au départ des militaires. Et l'on nous assure qu'il en est ainsi chez tous les belligérants. La guerre est donc condamnée dès le premier jour, par la plupart des participants de l'avant et de l'arrière.*

*Alors, faisons vite la paix.*

*N'attendons pas qu'elle nous soit offerte par les fauteurs de guerre.*

*Le prix de la paix ne sera jamais aussi ruineux que le prix de la guerre. Car on ne construit rien avec la mort ; on peut tout espérer avec la vie.*

*Que les armées, laissant la parole à la raison, déposent les armes !*

*Que le cœur humain trouve son compte dans une fin très rapide de la guerre.*

*Réclamons la paix ! Exigeons la paix !*

*Signataires : Alain, Victor Marguerite, Marcel Déat, Germaine Decaris, Félicien Challaye, Vigne, Georges Dumoulin, Georges Pioch, Lucien Jacques, Thyde Monnier, Giroux, Lecoin, Charlotte Bonnin, Yvonne et Roger Hagnauer, Vivès, Marie Langlois. Robert Tourly, René Gérin, Maurice Wullens, Henri Poulaillé, Marceau Pivert, Zoretti, Georges Yvelot, Jeanne et Michel Alexandre, Robert Lauzon, Hélène Laguerre, Emery, Henri Jeanson, Jean Giono.*

La distribution du tract avait été assurée par Lecoin et Faucier, à raison de cinq exemplaires glissés dans chacune des 15.000

enveloppes préparés à l'avance et de 200 paquets de 100 tracts adressés en paquets-poste à 200 pacifistes éprouvés aux quatre coins de la France.

Le gouvernement ému par le retentissement de l'affaire avait ordonné l'ouverture d'une information. Questionnés par le juge d'instruction, la plupart des signataires, sauf Lauzon, Poulaille, Yvetot, Tourly, Giroux, Haguenauer, Challaye et, naturellement, Lecoin, qui devait être arrêté peu après, avaient répudié, avec des nuances, le texte incriminé.

Déat, lui, avait même fait annoncer dans la presse qu'il n'avait pas signé ce tract. En fait, il avait bien apposé sa signature au bas du papier, mais l'avait sans doute oublié (83).

L'armistice signé, Déat avait pris la direction de *L'Œuvre* et obtenu des autorités allemandes l'autorisation de la faire réparaître à Paris (21-9-1940).

*L'Œuvre*, dirigée par Déat, chef du *Rassemblement National Populaire*, avait pour rédacteur en chef André Guérin, qui avait succédé à Jean Piot, jugé indésirable par la censure allemande. La Fouchardière, Georges Pioch, Jean-Michel Renaitour (alias Tournaire), député de l'Yonne, Eugène Frot, député du Loiret, ancien ministre, Emile Périn, Charles Spinasse, également députés complétaient la rédaction, avec Georges Zévaès, Maurice Laban, Armand Charpentier, Léon Eméry, Georges Albertini, Zoretti, Pierre Vigne, Raymond Froideval et Georges Dumoulin.

Le R.N.P. eut ainsi, dans *L'Œuvre*, une tribune quotidienne où son leader eut le loisir d'exposer pendant quatre ans les idées du parti. Il ne s'en priva point : chaque matin, le quotidien fondé par Gustave Téry, publiait un éditorial de Déat. Dès le début, celui-ci s'y affirma républicain : « *Le gouvernement actuel, écrit-il le 25 octobre 1940, ne tient son pouvoir et son mandat que de l'Assemblée nationale, laquelle ne tenait que du suffrage universel le droit de confier sa haute mission au maréchal Pétain.* » Pour lui, on restait donc en République.

Plus tard, lorsque Mussolini proclamera la déchéance de la monarchie, Déat écrira, tout joyeux : « *L'Italie devient une République fasciste. Nous saluons cette alliance de mots, non pas comme une nouveauté, mais comme la consécration solennelle d'une évidence depuis longtemps proclamée par nous (L'Œuvre, 17 septembre 1943).* »

Aux cadres du R.N.P., réunis le 15 février 1941, à Paris, rue des Cloys, il déclarait que pour faire la révolution nationale, il fallait « *reprendre la France et la rendre à elle-même en délivrant le Maréchal* ». Il s'agissait, en effet, de le délivrer de la camarilla vichyssoise qui trahissait, disait-il, la Révolution.

« *Ce que le peuple de France retient de l'action gouvernementale, avait-il écrit quelques mois auparavant (13 octobre 1940), c'est surtout une entreprise assez platement réactionnaire, mais poursuivie avec un esprit de revanche non dépourvu de continuité et de fanatisme.* »

Anti-vichyssois, Marcel Déat le restera jusqu'au jour où Pierre Laval lui fera, enfin, une place au gouvernement, — une place qu'il faillit bien ne pas obtenir, ainsi qu'en témoigne sa colère dans trois articles de *L'Œuvre* en février 1944 contre « *le plus*

(83) « Depuis, écrit Louis Lecoin (« *De prison en prison* »), j'ai retrouvé, dans mes papiers, ce document signé de la main de Decaris et de celle de Déat. » (p. 180.)

*costaud des sous-maurrassiens* » (84) dont les attaques avaient, pensait-il, fait échouer les tractations de ses amis à Vichy.

Car, il n'est pas inutile de le rappeler, les diverses tendances de l'opinion — sauf les tendances marxistes — continuaient d'être représentées sous l'occupation, et, pour les nationalistes de Vichy — ou de Paris — le R.N.P. constituait l'adversaire auquel il était reproché toutes les tares de la III<sup>e</sup> République et du Front Populaire !

Et cependant, la plupart des socialistes de la V<sup>e</sup> République auraient trouvé bien rétrograde et conservateur le programme du R.N.P. tel que l'exposait, en juin 1941, *Rassemblement*, la feuille intérieure du R.N.P.

Jugez-en :

*La France ne se sauvera qu'à deux conditions, d'ailleurs inséparables :*

*S'INTEGRER A L'EUROPE  
et FAIRE SA REVOLUTION.*

*Le programme d'action en découle immédiatement :*

#### I. — POLITIQUE EXTERIEURE.

*Collaboration franco-allemande. Défense de l'Empire. Construction économique, politique et spirituelle de l'Europe. Mise en valeur de l'Afrique, par coopération européenne.*

#### II. — POLITIQUE INTERIEURE.

*Etat fort, appuyé sur un Mouvement national et populaire puissant, instrument de la Révolution nationale, à l'exclusion de toute influence occulte de caractère international.*

*Autorité fondée sur la capacité technique du pouvoir, traduisant avec impartialité l'intérêt national et garantissant les libertés individuelles, communales, syndicales et corporatives.*

*Restauration des valeurs morales : familiales, professionnelles, nationales, européennes.*

*Education populaire assurant à chaque enfant une culture, un métier, un idéal.*

*Organisation et orientation de la jeunesse dans le sens du Mouvement.*

*Epuraton et protection de la race, régénération physique et morale de la population.*

#### III. — POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE.

*Economie dirigée, à base corporative, ni étatiste, ni anarchique.*

*Monnaie garantie par le travail national, circuits de crédits, équilibre des salaires et des prix. Hausse constante du niveau de vie, par accroissement parallèle de la production et du pouvoir d'achat.*

*Résorption rapide et totale du chômage par l'équipement rationnel du pays, dans le cadre d'un plan de longue durée.*

*Organisation du marché de la consommation avec participation des groupements paysans, sous le contrôle public.*

*Echanges réglés par contrats collectifs intercorporatifs.*

*Lutte contre le désordre né de la misère et contre la domination des trusts. Suppression du prolétariat et du profitariat capi-*

(84) Ce mauvais jeu de mot désignait Henry Coston, directeur d'un *Bulletin d'Information*, où Marcel Déat avait été critique.

*taliste. Toutes les classes fondues dans la communauté nationale. Vie individuelle et familiale garantie et étayée par le syndicat et la corporation, sous l'arbitrage de l'Etat. Prise en charge des œuvres et lois sociales par la corporation.*

*Tout Français considéré, du berceau à la tombe, comme membre de la communauté nationale, avec les droits et les devoirs qui en découlent sans autre hiérarchie que celle du travail et du mérite ».*

Le premier congrès du R.N.P. eut lieu à Paris, au Palais de la Mutualité les 14 et 15 juin 1941. Il est piquant de lire aujourd'hui le compte-rendu qu'en faisait alors dans *Mon Pays* (1<sup>er</sup> juillet 1941) un député de la IV<sup>e</sup> République qui eut son heure de célébrité... lorsqu'il se tua en voiture et qu'on découvrit que des électeurs de la IV<sup>e</sup> République avaient élu sous le nom de Ducreux, un « ex-collabo » appelé Jacques Tacnet.

« (...) Nous sommes loin, écrivait Tacnet, de l'atmosphère tendue de réunion publique ; ici c'est la plus pure flamme révolutionnaire qui anime le rassemblement : plus qu'à un groupement des masses, trop souvent occasion à des surenchères démagogiques, c'est à un ralliement des esprits que le parti, à sa naissance aux premières heures troubles de janvier 41, convia les hommes de bonne volonté : c'est ce que rappelle Marcel Déat quand il évoque « le péril couru par les Français à la suite du 13 décembre et du complot de Vichy. »

« Que de chemin parcouru depuis ! Nous sommes loin des 16.000 adhérents du début : « Après quatre mois et demi, nous comptons plusieurs centaines de milliers d'adhérents. » Dès le 24 janvier cependant, ces 16.000 adhérents, issus en quelques jours de ce noyau constitué par Déat, Deloncle, Jean Goy, Vanor et Fontenoy, savaient parfaitement où ils allaient, où devaient tendre leurs efforts : anticapitalistes et antimarxistes à la fois, « par conséquent antijuifs et antimaçonniques » comme le dit Vanor, ils s'attelèrent à une tâche d'épuration : débarrasser le pays une fois pour toutes de ses tares, le communisme et la juiverie, et « le dernier enfant naturel de cette dernière, le Gaullisme, destructeur de l'empire français ».

Sur le plan religieux, le R.N.P. était catégorique :

« La mystique chrétienne, sans doute a une valeur en soi, déclarait Georges Albertini au congrès des *Jeunesses Nationales Populaires* (25-9-1943), et le christianisme a joué dans le passé un rôle civilisateur qu'il faut être fou ou ignorant pour contester ; mais dans la France d'aujourd'hui, dans la France de 1943, l'idéal religieux, la mystique chrétienne et catholique, quelle que soit, je le répète, sa valeur propre, ne peuvent pas avoir de valeur pour l'ensemble des Français. Ce n'est pas aujourd'hui autour de l'idéal religieux, de la mystique chrétienne qu'il est possible de refaire une âme à la jeunesse, c'est autour de la mystique nationale et de la mystique socialiste. »

La direction du R.N.P., après le départ du M.S.R., était assurée par sa *commission permanente* réunie sous la présidence de Déat. Elle comptait 13 membres :

Georges Albertini, secrétaire général du mouvement, ancien dirigeant de l'*Institut Supérieur Ouvrier*, membre, avant la guerre, du *Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes* ; Henri Barbé, ancien dirigeant du Parti Communiste, secrétaire général en 1936-1940 du P.P.F. ; René Bénédicti ; Michel Brille, député de la Somme, ancien membre de l'*Alliance Démocratique* ; Francis

Desphelippon ; Georges Dumoulin, ancien secrétaire général de la C.G.T. (« le rival de Jouhaux ») ; Emile Favier ; Jacques Guionnet ; Gabriel Lafaye, député de la Gironde, ancien sous-secrétaire d'Etat au Travail ; Maurice Léveillain, conseiller municipal de Paris, conseiller général de la Seine, ancien socialiste S.F.I.O. ; B. Montagnon, ancien député de Paris (S.F.I.O., puis néo-socialiste) ; Georges Rivollet, député, ancien ministre des Anciens Combattants ; Roland Silly, ancien secrétaire de la Fédération C.G.T. des Techniciens, ancien socialiste S.F.I.O. (tendance Paul Faure), fondateur du groupe *France-Europe*, chef des *Jeunesses Nationales Populaire*.

Dans les cadres du R.N.P., nombreux étaient les syndicalistes : Kléber Legeay, (synd. des mineurs), Jean Péllisson (synd. des techniciens), Charles Dooghe (synd. des employés), président du *Centre Syndicaliste de Propagande*, une annexe du R.N.P., Louis Louis (Féd. Nat. de la Navigation), Roger Paul (Féd. ouvrière du textile), René Mesnard, président du Comité ouvrier de Secours Immédiat, directeur de l'*Atelier*, Francis Delaisi, Vaillandet (Union de l'Enseignement).

Il y avait aussi des jeunes : Michel Courage (Etudiants R.N.P.), Maurice Martin, Henri Offroy, Albert Mancasola, Jean Bringuier, Rodolphe Sabatier, J. Grau, Georges Grandhomme, Henri Macé, Raymond Fayolle (cadets J.N.P.), P.-L. Jouille, François Grampeix (propagande J.N.P.), Christiane de Clerck, Yves Guilbert, Roland Bernier, etc...

Mohammed El Maadi assura quelques temps la direction du Comité R.N.P. des Nord-Africains, et Paul Perrin, ancien député, dirigea le *Comité National d'Action Economique* et son bulletin intitulé *Petites et Moyennes Entreprises*.

Après le départ des membres du M.S.R., la *Légion Nationale Populaire* avait été remplacée par une *Milice Nationale Populaire* dont Roger Poisson était le responsable pour la Région Parisienne.

Dans les milieux ouvriers, l'action psychologique, comme on dirait aujourd'hui, était confiée au *Centre Syndicaliste de Propagande*, issu de l'*Atelier* et dont le secrétaire général était Georges Dumoulin. Ce dernier était secondé par G. Lafaye, R. Mesnard, Aimé Rey, G. Albertini, Léon Bécot, Fernand Hamard, Auguste Dauthuille, Pierre Vigne, etc...

#### Le Front Révolutionnaire National.

En raison du développement du P.P.F., inquiétant pour Pierre Laval — qui était bien le contraire d'un fasciste quoi qu'on ait dit — le gouvernement favorisait volontiers les mouvements pouvant soi « damer le pion » à Doriot, soit aggraver les divisions dans les milieux politiques parisiens. Il semble bien que le *Front Révolutionnaire National* ait été, avant tout, une machine de guerre contre les doriotistes dont l'opposition au Président Laval s'était beaucoup durcie depuis 1942. Il se peut, toutefois, que nous nous trompions et que le *Front* ait été, au contraire, une tentative sincère de rapprochement des partis de la collaboration. Il est bien certain, de toutes façons, que les organisateurs n'avaient en vue, eux, que la réalisation d'une union véritable des divers mouvements fascistes et fascisants d'alors.

Le *Front Révolutionnaire-National* fut constitué au début de 1943 par le R.N.P., le M.S.R., le Parti Franciste, les Jeunes de l'Eu-

rope Nouvelle, le Comité d'Action Antibolchevique, les Jeunes de France, les Groupes Collaboration et le Front Social du Travail.

Sa première manifestation eut lieu à Paris, salle Pleyel, le 28 février 1943, sous la présidence de Henri Barbé, secrétaire général du R.N.P. et secrétaire général, également, du F.R.N. A ses côtés, Claude Planson, du Parti Franciste, Francis Desphelippon, secrétaire général du Front Social du Travail, et Georges Soulès, secrétaire général du M.S.R. prirent la parole.

Le but du nouveau rassemblement fut très clairement précisé par Georges Soulès, qui déclara, vivement applaudit par l'auditoire : « *Corriger l'injustice sociale, voilà la première tâche qui s'impose. Mais il serait vain de s'en tenir là. Pour lutter efficacement contre la menace bolchevique, il faut opposer la force à la force et la violence à la violence. Ce ne sont pas des porteurs de cartes qu'il nous faut, mais des combattants. La tâche essentielle du F.R.N. est donc, avant tout, la milice.* » (85)

En annonçant la création de la *Milice Révolutionnaire Nationale*, les hommes du F.R.N. adressaient leur « salut cordial et fraternel » à la Milice de Darnand, qui existait déjà en zone sud. Et ils ajoutaient :

« *Devant le péril menaçant du bolchevisme, allié au grand capitalisme international, ils font (les dirigeants du F.R.N.) le plus pressant appel à tous les Français pour qu'ils s'engagent à leur côté dans les rangs de la milice révolutionnaire nationale.*

« *Pour la France, pour l'Europe, au côté des héroïques combattants européens du Front de l'Est, vive l'unité d'action pour la révolution socialiste et nationale française !* » (86)

Le Comité directeur du Front Révolutionnaire National comprenait huit membres :

Henri Barbé, secrétaire général, et Marcel Déat, qui représentait le R.N.P. ; Paul Chack, président du Comité d'Action Antibolchevique ; Alphonse de Chateaubriant, directeur de *La Gerbe*, représentant les groupes *Collaboration* ; Francis Desphelippon, secrétaire général du Front Social du Travail ; le Dr Rainsart, représentant le Parti Franciste ; Georges Soulès, secrétaire général du M.S.R. ; Lucien Rebatet, rédacteur à *Je suis partout*.

Ce dernier avait été choisi en raison de ses tendances particulière, qui le situait à droite — la Droite fasciste — ce qui faisait de lui, en dehors et au-dessus des partis, (87) le représentant des petits, des sans-grade de la Révolution Nationale.

Ni le P.P.F., ni *La Ligue Française* n'avaient adhéré au F.R.N. Jean Fossati qui, en l'absence de Doriot, engagé dans la L.V.F., avait paru entraîner le Parti dans cette entreprise fut publiquement désavoué par le chef du P.P.F.

Il ne semble pas que la tentative d'union ait obtenu de bons résultats. Les divisions, notamment entre partisans de Bucard et militants du M.S.R., paralysèrent l'action F.R.N.

Seul, le R.N.P. bénéficia de l'opération : son chef apparut, dès lors, comme le principal leader du Front et aussi comme le principal concurrent de Doriot. Cela devait permettre à Marcel Déat d'entrer au gouvernement, l'année suivante.

On sait qu'il ne fut ministre que quelques mois. Le débarquement allié, en chassant l'Allemand de France, permit aux organi-

(85) et (86) *Le Matin*, 1<sup>er</sup> mars 1943.

(87) Il n'appartient plus, alors, au P.P.F.

sations politiques de la Résistance d'écraser leurs adversaires et de substituer au gouvernement du Maréchal celui du Général.

Déat prit le chemin de l'exil avec des milliers d'autres militants politiques pétainistes, nationalistes et fascistes. Il ne devait jamais revoir le sol de la patrie. (88)

On aura remarqué, tout au long de cette étude, que les « partis de l'occupation » ont eu constamment la hantise du communisme et de la Russie Soviétique. Leurs écrits, ceux des journalistes et des écrivains qui les suivaient ou approuvaient leur action, entre 1940 et 1944, sont imprégnés de cet « anticommunisme primaire » qui fait sourire les intellectuels progressistes et les lecteurs bourgeois de *L'Express*. Il sera difficile de n'en pas tenir compte lorsqu'on voudra porter un jugement exempt de parti pris sur leur action politique.

Répetons-le : ce n'est pas là notre propos, nous nous bornons à rappeler les faits en évitant, autant que faire se peut, de défendre ou d'accabler) les hommes, les journaux et les partis politiques de ces sombres années.

Ceux qui ne poussent pas le sectarisme politique jusqu'à mépriser le courage d'un adversaire malheureux ne pourront que rendre hommage à ces hommes qu'attendaient les fusillades et qui, à quelques jours de leur défaite et de leur mort, savaient écrire des morceaux comme celui-ci (89) :

*« L'avenir ne nous appartient pas, répétons-le, Mais les écrivains réunis ici, lorsque commença l'immense folie, en septembre 1939, avaient le sentiment d'entrer dans une nuit dangereuse, où tout ce qui faisait nos raisons de vivre pouvait soudain s'écrouler : fierté nationale, bonheur individuel, beauté de la terre. La suite des temps a prouvé, et au-delà de toutes nos craintes, que tout ce pour quoi nous craignons était effectivement condamné. Rien n'empêchera jamais notre inutile fierté d'avoir inutilement vu clair. Aujourd'hui où tout a été mis en œuvre pour réduire notre malheureuse patrie à un rôle passif, où la France est désarmée et décriée, où l'assassinat politique est la seule activité qui semble laissée à la jeunesse — et les plus douloureux, les plus prévisibles de ses assassinats, sont perpétrés dans des circonstances qui rendent inexcusable l'absence des plus simples précautions — aujourd'hui où le feu du ciel jette au vent les murailles vénérables, les trésors de la piété et du charme, secourir les misères, maintenir l'ordre qui peut être maintenu, garder intactes les vérités, et plus encore peut-être, continuer à faire son métier dans les pires tempêtes, demeurent des commandements chaque jour aussi impératifs. Eux seuls nous permettront de protéger, pour l'avenir qui est sur les genoux d'autres dieux, le petit feu nécessaire de notre espérance entêtée. »*

(88) Il vécut dans la clandestinité en Italie pendant plus de douze ans et y mourut le 5 janvier 1955, muni des sacrements de l'Eglise avec laquelle il s'était réconcilié. Depuis plusieurs années, il était revenu à la religion de ses ancêtres. Le 11 juin 1947, il avait épousé chrétiennement Hélène Déat, qui était civilement sa femme depuis vingt-trois ans. C'est le Père carme-déchaux Alphonso Astengo qui, avec l'autorisation du Saint-Siège, les unit devant Dieu dans le secret. Déat laissa plusieurs inédits, rédigés dans sa retraite italienne : des essais, deux tomes de mémoires : « *Le massacre des possibles 14-18* » et « *Le combat pour l'impossible 39-45* », et de délicieuses « *Lettres à Hélène sur l'expérience religieuse* ».

(89) *La Chronique de Paris* (n° de juillet 1944). Cette revue mensuelle avait été créée fin 1943 ; elle en était à son n° 9.



### Mouvements et Partis de la Résistance.

Face aux fascistes et aux pétainistes, combattant dans la clandestinité la propagande des organisations de Vichy et de la collaboration, se dressaient les anciens partis de gauche et les mouvements de la Résistance.

Ce sont ces partis et ces mouvements que nous allons examiner maintenant. Si nous leur consacrons moins de place dans ce volume, ce n'est pas parce qu'ils eurent un rôle moins important — bien au contraire — mais parce qu'ils sont mieux connus, que des articles de journaux et des livres nombreux leur ont été consacrés, que leurs actions héroïques ont été bien souvent citées, que leurs martyrs ont été donnés en exemples à la jeunesse française.

Nous croyons avoir beaucoup appris au lecteur sur les partis de l'Occupation ; nous craignons de ne pas lui révéler grand chose sur ceux de la Résistance (90).

Si nous en croyons l'un de leurs plus remarquables historiens, le député U.N.R. René Hostache, il y eut, en zone Nord, une multiplicité de petit mouvements, qui disparaissaient souvent après quelques mois d'existence. L'un des tout premiers remonte à juillet 1940 : un jeune ethnologue, Boris Vilde, en était l'organisateur. Il groupait quelques antifascistes farouches du Musée de l'Homme. Il fusionna avec un groupe de professeurs de Béthune et celui des *Avocats Socialistes* (animé par Léon-Maurice Nordmann et René Georges-Etienne) et forma le *Comité National de Salut Public*, qui fit paraître un petit journal clandestin, *Résistance*, avec la collaboration de Jean Paulhan, Claude Aveline et Jean Cassou. « *L'organisation dite du Musée de l'Homme fut détruite dès le mois de février 1941, nous dit R. Hostache, et ses chefs fusillés au Mont-Valérien. D'autres mouvements avaient pris, entre temps, leur essor. Ils s'ignorèrent presque tous mutuellement jusqu'en 1943 et cinq d'entre eux seulement, participèrent alors à la formation du Conseil National de la Résistance.* » (91)

Il y eut, notamment : Les Bataillons de la Mort et l'Armée Volontaire, très tôt décimés ; *Défense de la France*, qui publia jusqu'au bout un journal rédigé principalement par Philippe Vianney ; *Pantagrue*, édité par Raymond Deiss ; *Valmy*, organe de la *Jeune République* ; *La Voix du Nord*, imprimée et diffusée dans la région de Lille par un groupe de socialistes et de démocrates-chrétiens lillois : Van Wolput, Notour, Dumez ; *L'Homme Libre*, du socialiste Jean Lebas ; *Résistance*, journal rédigé par Jacques Destrée (Dr Marcel Renet), André Lafargue, Paul Steiner, Roger Lardenois, André Bossin, Charles Serre, Maurice Lacroix, Robert Lecourt ; *La Flamme*, du Mans, *La Porte Normande*, *Résistance de l'Ouest* et *Résistance de Bordeaux*, annexe du précédent ; *Lorraine* ; *Le Cercle*, équipe de francs-maçons ; *Socialisme et Liberté*, de Jean-Paul Sartre, etc...

(90) La littérature publiée depuis quinze ans par les vainqueurs s'est chargée des reproches et des accusations. Nous renvoyons à ces livres, parfois documentés, trop souvent excessifs, ceux de nos lecteurs qui désirent se faire une opinion sur le sujet. Il manque, malheureusement, la contrepartie : la loi interdisant tout ce qui peut apparaître comme une justification de la politique dite de collaboration, aucun livre — à part deux ou trois — ne nous donne l'autre son de cloche. Les historiens de demain auront du pain sur la planche...

(91) René Hostache : *Le Conseil National de la Résistance*, Paris, 1958.

Mais c'est aux « cinq grands » que revient la place de choix dans l'organisation de la Résistance aux occupants, d'une part, au gouvernement de Vichy et aux mouvements politiques pétainistes et fascistes d'autre part.

Née en décembre 1940 de la fusion de divers groupes, notamment d'un organisme militaire créé par le colonel Heurteaux et l'ancien fasciste Arthuys, l'*Organisation Civile et Militaire* (O.C.M.) fut l'un des cinq plus importants mouvements de résistance. Le colonel Touny, dit Langlois, en fut le chef jusqu'à son arrestation le 25 février 1944. Son adjoint, le financier Maxime Blocq-Mascart, constitua un service d'études économiques et politiques qui mettait au point les mesures à prendre après la chute des autorités vichysoises ; il avait des antennes et des collaborations dans toutes les administrations.

*Ceux de la Résistance* (C.D.L.R.), — dont le gendre du général Mangin, Lecompte-Boinet a écrit l'histoire dans *Volontés* (29 novembre 1944 et la suite) — fut d'abord le prolongement, en zone Nord, du mouvement *Petites Ailes* (futur *Combat*). Puis, sous la direction de Lecompte-Boinet, d'Ingrand, de Pierre Arrighi et de Jean de Vogüe, il eut son existence propre et organisa des formations paramilitaires clandestines en Normandie et en Champagne. Puis il absorba *Défense de la Patrie*, de Lorraine.

Essentiellement militaire, organisé pour fournir aux alliés des renseignements sur les Allemands et favoriser les évasions vers l'Angleterre, le mouvement *Ceux de la Libération* fut créé par Ripoché. Il eut pour chefs successifs, après son fondateur : Coquoin, dit Lenormand, Médéric, le colonel Ginas, tour à tour arrêtés. Lié à *Franc-Tireur*, au début, le mouvement absorba ensuite le réseau *Vengeance*. Son action s'exerçait principalement dans la Région parisienne.

*Ceux de la Résistance* et *Ceux de la Libération* étaient assez peu politiques. Sauf peut-être Jean de Vogüe, dont les sympathies soviétiques étaient connues, la plupart des dirigeants de ces deux groupes étaient plutôt hostiles aux hommes et aux institutions de la III<sup>e</sup> République. Ils étaient surtout des patriotes combattants l'Allemand et, accessoirement, les « Vichysois ».

Il n'en était pas de même pour *Libération-Nord*, composé principalement d'hommes de gauche, marxistes ou démocrates-chrétiens, et dirigé par Henri Ribière, Louis Vallon, Jean Texcier, Christian Pineau, Louis Saillant, Charles Laurent, Gaston Tessier, de l'*Aube* et de la C.F.T.C., Jean Cavallès, etc... Ce groupe publia régulièrement *Libération*, mais son action était plus politique et de propagande que militaire. En raison des tendances de ses dirigeants, *La Voix du Nord* fut quelques temps associée à l'action.

Le cinquième de ces « grands » était le *Front National*, que les communistes fondèrent et qui groupa, sous leur égide un grand nombre de personnalités d'opinion très diverses. Henri Michel a expliqué dans son *Histoire de la Résistance* que la création du *Front National* avait été demandée par l'*Humanité* clandestine, en mai 1941, « pour défendre une position de neutralité entre la France et l'Angleterre. » Bien entendu, cette prise de position fut modifiée le mois suivant, lorsque l'Allemagne hitlérienne rompit le pacte avec Moscou et envahit l'U.R.S.S. Dès lors, le *Front National* devint farouchement patriote et anti-allemand. Sous la direction du communiste Gingsburger, qui prit le pseudonyme de Pierre Villon, le mouvement s'organisa en zone Nord et tenta de

## LES JOURNAUX CLANDESTINS DE LA RÉSISTANCE

Quelle fut au juste l'importance de la presse clandestine ? En avril 1944, la Fédération de la Presse Clandestine représentait 13 journaux. Le 20 septembre, les représentants des premiers hebdomadaires nés de la Résistance se rencontraient. Ils étaient douze : onze clandestins et un sabordé (déclaration de M. Amaury). Selon M. Francisque Gay, il y avait environ cinquante journaux clandestins.

Voici la liste des journaux parus dans la clandestinité à Paris et en province telle qu'elle fut publiée par l'Annuaire de la Presse, édition 1947 :

Action, Aisne Libre, Appel des Femmes, Aube Libre, Avenir de l'O.C.M. (animé par Fabien alias Claude Bellanger, qui devint Le Parisien libéré), Bir-Hakeim, La Bretagne, les Cahiers de l'O.C.M., Combat, Le Combat du Berry (devenu La Voix du Sancerrois), Le Combat du Languedoc, Le Combat National-Révolutionnaire (devenu La République Moderne), Le Combat Républicain, Le Cri des Travailleurs (devenu L'Aurore du Sud-Est), La Défense, Défense de la France (devenu France-Soir), Le Démocrate (devenu La Liberté du Centre), La Dépêche de l'Aube, Droit et Liberté, Eaux-Vives, L'Ecran français, Entre Nous (devenu L'Oise Républicaine), L'Espoir, de Saint-Etienne, L'Espoir, de Guérande (devenu Le Pays Guérandais), L'Essor, L'Étincelle, Les Étoiles, La Flamme, Forces Françaises, Franc-Tireur (animé par Albert Bayet, Dumont dans la Résistance), La France au Combat, La France Intérieure, France Libre, Fraternité (devenu La Liberté de Nice et du Sud-Est), Le Frontalier (devenu La Frontière), La Gazette des Temps (devenu l'Essor Paysan), la Gironde populaire, Honneur et Patrie (devenu Dimanche-Soir), L'Humanité, L'Industrie française, L'Italie libre, Jaurès (devenu La Liberté Normande), Jeune Provence, Journal de Nuit, Les Lettres Françaises, Libération (zone sud), Libération (zone nord), Libération (Paris), Libération-Champagne, Libération Lochoise, Libération du Pays de Montbéliard, Liberté, de l'Aisne, Liberté (devenu Brive-Information), La Libre Comté, Le Libre Poitou, Libres (devenu Soir-Express), La Lorraine Résistante, La Lutte Balkanique-Bulgarienne nouvelle (devenu Paris-Sofia), Maristelle, La Marseillaise Berry-Touraine-Marche, La Marseillaise de Seine-et-Marne, Le Médecin français, Le Messager de la Victoire, La Nouvelle République (devenu La Voix de Paris), La Nouvelle République du Centre-Ouest, Ouest-Journal, Pantagruel, Patrie et Liberté (devenu La Dépêche de Paris), Le Patriote d'Ajaccio, Le Patriote de Marseille, Le Patriote d'Auvergne (devenu La Nation), Le Patriote de l'Eure, Le Patriote de Nice, La Patrie Nivernaise (devenu Le Charitois), Le Patriote de l'Oise, Le Patriote du Sud-Ouest, Les Petites Ailes, La Picardie Libre, Quarante-Quatre (ex-Voix du Maquis, devenu La Quatrième République des Pyrénées), La République française, Résistance, Résistance Ouvrière, Le Réveil socialiste de l'Allier, Rouge-Midi, Le Spectateur, Sport Libre, Témoignage Chrétien, Trait-d'Union entre les sanas, Le Travailleur Alpin, Le Travailleur de la Creuse, Le Travailleur de l'Oise, Le Travailleur de la Somme, Unir, Vérité, La Vie Ouvrière, La Voix du Combattant Jurassien (devenu Le Journal de Dôle), La Voix des femmes (devenu Femmes françaises), La Voix des Femmes, de Saint-Etienne, La Voix du Maquis de Paris La Voix du Maquis de Pau, La Voix du Nord, La Voix de la Patrie, La Voix de la Résistance Berrichonne (1).

(1) Leurs rédacteurs, pourchassés par la police, connurent bien souvent la prison et le camp de concentration. « Ecrivains en prison » (Editions Pierre Seghers) a publié une liste de journalistes et des hommes de lettres emprisonnés : Gabriel Péri (fusillé), Roger Pironneau (fusillé), Jacques Decour (fusillé), Max Jacob (mort à Drancy), Benjamin Crémieux (mort à Buchenwald), Marianne Cohn dite Colin (fusillée), Jean Cayrol, Robert Desnos (mort en déportation), Jacqueline Farge, Louis Martin-Chauffier dit Delisle, Camille Meunel, Pironne, Pierre Vilcetez, Aragon, Cl. Bellanger, Jean A. Bernard, J.-J. Bernard, Jean Cassou, St. Fumet, René Lacôte, Madeleine Legrand, A.-J. Maydiou, Léon Mous-sinac, Jean Paulhan, Madeleine Sabine, Ph. Soupault, Elsa Triolet, Charles Vildrac, Jean Wahl, Gabriel Audisio, liste bien incomplète puisqu'il manque les noms de Brosolette, qui mourut en prison, de Henri Jeanson et d'André Frossard, le spirituel « Z » de l'Aurore. A la Libération, leurs adversaires furent emprisonnés à leur tour : Robert Brasillach (fusillé), Paul Chack (fusillé), Georges Suarez (fusillé), J. Luchaire (fusillé), Philippe Dreux (fusillé), Marcel Bucard (fusillé), Jean Hérold-Paquis (fusillé), Charles Maurras, Henri Béraud, R. de Beauplan, Claude Jeantet, P.-A. Cousteau, Lucien Rebatet, Algarron, Stéphane Lauzanne, Vauquelin, Jean Drault, Robert-Julien Courtine, Ferri-Pisani, Albert Simonin, Georges Prade, et quelques centaines d'autres.

coiffer toute la Résistance. Il n'y parvint pas, mais noyauta habilement les organismes créés par le *Conseil National de la Résistance* qu'il contribua à fonder et s'infiltra dans tous les milieux grâce aux groupes spécialisés qu'il créa : *Front National des Médecins*, *Front National des Avocats*, *Front National des Paysans*, *Front National des Commerçants*, *Fronts Nationaux d'usines*, *Union des Femmes Françaises*, etc... L'opération était facilitée par le titre même des groupes qui inspiraient confiance aux modérés et aux antimarxistes : avant-guerre, n'était-ce pas le nom d'un rassemblement anticommunistes ?

En zone Sud, du fait de « l'absence des Allemands jusqu'en novembre 1942 (qui) permit plus de liberté d'expression », la tâche des résistants fut, au début, beaucoup plus aisée qu'en zone Nord. L'organisation y sera donc plus poussée. Le commandant Loustaunau-Lacau n'a peut-être pas eu tort d'écrire, dans ses *Mémoires d'un Français rebelle*, que la signature de l'armistice et l'existence d'une zone libre avaient été somme toute, favorable à la Résistance. D'autant plus que, tout en restant fidèles au Maréchal, du moins les premiers temps, nombre d'officiers et de hauts-fonctionnaires de Vichy contrecarrèrent la politique de collaboration ébauchée à Montoire. Il semble, cependant, que les mouvements de résistance de la zone Sud ont été, dès leur fondation, plus politiques que militaires, et plus préoccupés de faire échec au gouvernement Pétain et à la Révolution Nationale qu'aux entreprises de l'Allemagne.

C'est Henri Frénay qui, dès 1940, prit des contacts à Marseille, où il était officier, en vue de constituer des groupes au sein même de l'armée de l'armistice. Pour se consacrer à cette tâche, il démisionna de l'armée peu après et organisa son *Mouvement de Libération Nationale* non seulement dans la cité phocéenne, mais à Lyon, à Toulouse, à Nice et en zone Nord. *Les Petites Ailes*, d'abord tapées à la machine, puis imprimées, furent l'organe du groupe. Plus tard, ce bulletin prit le titre de *Vérités*. Frénay entretenait déjà des rapports suivis avec des officiers du contre-espionnage vichyssois qui, n'acceptant pas l'armistice, continuaient à travailler contre l'Allemagne.

A Cannes, Emmanuel d'Astier de La Vigerie, ancien rédacteur au journal de droite *1935*, avait fondé entre temps, avec le commandant d'aviation Corniglion-Molinier, fils d'un ancien conseiller général des Alpes-Maritimes, un groupe de résistance, *La Dernière Colonne*. Après l'arrestation de Corniglion-Molinier, d'Astier s'installa à Clermont-Ferrand où, à l'ombre d'Alexandre Varenne, ancien gouverneur de l'Indochine et vieux militant S.F.I.O., qui dirigeait *La Montagne* officiellement pétainiste et clandestinement gaulliste, il put mettre sur pied un nouveau groupe, qui devendra le mouvement *Libération*, animé par Georges Buisson, R. Lacoste, André Philip, Viennot, Augustin Laurent, et Poimboeuf.

Des publications ou organisations clandestines paraissaient aussi à Saint-Etienne (*L'Espoir*, de Jean Nocher), à Lyon (*Le Coq enchaîné*, d'un groupe de francs-maçons, *L'Insurgé*, des amis de Marceau Pivert, *Les Cahiers du Témoignage Chrétien*, du Père Chaillet, *France-d'abord*), à Toulouse (*Libérer et Fédérer*, de Jean Cassou, Jules Moch, Vincent Auriol), etc...

Il y avait aussi *Franc-Tireur (ex-France Liberté)*, dirigé par Antoine Avinin, J.-P. Lévy, Elie Péju, composé de militants radicaux-socialistes et de la *Jeune République*, et *Liberté*, groupe démo-

crate-chrétien, animé à Montpellier par de Menthon et Teitgen, à Clermont par Coste-Floret et Prélôt, à Brive par Edmond Michelet, et dont les groupes de combat étaient dirigés par Jacques Renouvin.

*Liberté* fusionna un peu plus tard avec *Vérités* de Henri Frénay pour former *Combat*.

Le colonel Passy, qui dirigeait à Londres les services secrets de la France Libre, souligne dans ses *Souvenirs* qu'aucun des trois mouvements de zone libre dont il connaissait l'existence « n'avait envoyé d'agent de liaison auprès du général de Gaulle ». Henri Frénay, qui est moins catégorique, a dit dans un rapport au B.C.R.A., que les mouvements ont pris naissance et se sont développés « sans liaison sérieuse avec les Alliés ni avec la France Libre ». Il est bien évident que l'*intelligence Service*, dont l'activité ne se ralentit pas en France après l'Armistice — au contraire — se souciait peu des groupes politiques qui se créaient ça et là en zone Sud. Par contre, on se doute que les services secrets britanniques, ont pris un intérêt tout particulier aux efforts de certains réseaux qui lui fournissaient d'utiles renseignements sur l'ennemi.

« Très vite, écrit R. Hostache, des réseaux furent créés dont tous les membres étaient Français, mais qui dépendaient étroitement de l'I.S. et n'avaient aucun lien avec les réseaux créés par le B.C.R.A., Service de Renseignements de la France Libre. Ce fut le cas du réseau « Alliance » (créé par le commandant Loustaunau-Lacau et dirigé ensuite par le commandant Faye, puis par Mme Méric dite « Marie-Madeleine »), du réseau « Sorcier », (commandé de Genève par le colonel Groussard et, en France, par les deux frères Ponchardier), du réseau « Albi », etc... »

R. Hostache précise que les services secrets britanniques demandaient aux Français de se cantonner dans le domaine de l'action militaire. Néanmoins, dit-il, « à plusieurs reprises, des agents de l'I.S. ou de S.O.E. (autre service secret anglais N.D.L.R.) rendirent visite à Léon Jouhaux ; d'autres contactèrent le président Herriot et financèrent pendant quelque temps, à Lyon, le journal clandestin de tendance radical « Le Coq Enchaîné » (bulletin édité par les francs-maçons lyonnais). Car, pour l'Angleterre réaliste « il n'y a, selon un mot de Churchill, que deux catégories de Français : ceux qui veulent la victoire de l'Allemagne et ceux qui ne la veulent pas : que ces derniers se réservent, poursuivait Churchill, qu'ils jouent double jeu ou flirtent avec l'Allemand, peu importe ; ce sont des outils dont lui, l'Anglais, peut se servir... » (cité par R. Hostache).

Les services secrets américains, même avant l'entrée en guerre contre l'Allemagne, soutenaient des résistants. C'est ainsi que le général de La Laurencie, ancien délégué général du gouvernement français en zone occupée, reçut plusieurs dizaines de millions de francs des Etats-Unis pour organiser la résistance en zone libre. « Il comptait déjà, écrit R. Hostache, sur l'appui de l'armée d'armistice dont le service de camouflage lui fournirait des armes et il avait un ministère tout prêt dans sa poche (pour remplacer celui de Darlan) comprenant Louis Marin, le sénateur Lémery, Louis Jacquinot, l'amiral de Laborde et M. Fournier, de la Banque de France. » (92)

(92) *Le Conseil National de la Résistance*, op. cit., p. 27.

Si la tâche de résistants de la première heure était facilitée par l'absence des Allemands en zone Sud, (93) elle rencontrait des obstacles du fait de l'indifférence des Français d'alors à l'appel du 18 juin : « *Pas un Français sur mille* », écrit-il, ne l'avait entendu et « *il n'en est guère davantage qui, six mois plus tard, le connaissent.* » (94)

La France est alors pétainiste à 80 %. Elle a accueilli avec soulagement l'armistice qui mettait fin au carnage et à l'exode. Elle croit en ce soldat prestigieux qui lui a dit que « *la Patrie demeure intacte tant que subsiste l'amour de ses enfants pour elle.* »

La Résistance ne peut donc recruter que chez les adversaires politiques du nouveau régime, chez les ennemis personnels de ses dirigeants, parmi les premières victimes de ses mesures législatives et policières, c'est-à-dire dans les milieux de gauche et d'extrême-gauche (pour les communistes, seulement à partir de juin 1941), démocrates et progressistes chrétiens, dans les milieux parlementaires hostiles à Pétain et à Laval et, naturellement, dans les sociétés secrètes dissoutes et les communautés israélites persécutées. La participation des juifs aux mouvements de résistance fut considérable. N'oublions pas que « *la première victime fusillée par les Allemands pour « outrage à la Wehrmacht », dès l'occupation de la France, fut un humble Juif de Bordeaux* » (95)

Gygès, dans ses *Israélites dans la Société Française*, donne ces précisions sur la participation des Juifs au combat contre l'Allemand :

*Sans prétendre pouvoir dresser la liste des juifs ayant eu des fonctions au sein des organisations de Résistance, rappelés d'après l'ouvrage documenté de David Knout les noms de quelques-uns d'entre eux.*

*Libération a été fondée par six hommes dont trois israélites : Albert Kohan, qui fut plus tard chef du réseau Nestlé, Samuel dit Aubrac, Georges Zérapha.*

*Le secrétaire de Combat était le fils du colonel Bernard. Auprès de lui figuraient Cerf-Ferrière, futur président du groupe « Résistance » à l'Assemblée Consultative d'Alger, et Bloch-Michel.*

*En 1942, les Mouvements Unis de la Résistance (M.U.R.) englobèrent Libération, Combat et Franc-Tireur. Le fondateur de ce dernier s'appelle Jean-Pierre Lévy, dit Lenoir.*

*Libération-Nord a été fondée par deux juifs : Cavaillès et Brunschwig-Bordier.*

*Blocq-Mascart était le chef civil de O.C.M., et Daniel Mayer, l'un des fondateurs de Dernière colonne et secrétaire général du Parti socialiste clandestin.*

*L'agent de liaison entre le B.C.R.A. (2<sup>e</sup> Bureau) de Londres et le Comité National de la Résistance était Jacques Bingen (successivement Necker et Reclus dans la clandestinité), qui fut ensuite délégué du général De Gaulle et directeur politique de la Résistance en zone Nord. (Il s'empoisonna au moment d'être arrêté.)*

(93) « C'était, écrit R. Hostache, une époque curieuse en zone sud que celle de cette semi-clandestinité. Tandis qu'en zone nord la répression allemande décime les premiers groupes de résistants, ici certains fonctionnaires de la police ou des officiers des bureaux des menées anti-nationales ferment parfois les yeux sur leur activité. » Op. cit., p. 34.

(94) Cf. *Souvenirs du B.C.R.A.*, par le colonel Passy, tome III, p. 391.

(95) David Knout : *Contribution à l'histoire de la Résistance Juive en France, 1940-1944.*

L'adjoint du chef du B.C.R.A. était le colonel Manuel. Jean Rosenthal, qui organisa le premier maquis, était délégué militaire régional pour la Savoie.

José Aboulker, d'Alger, organisateur du « coup d'Etat » d'Alger en 1942, supervisait l'action militaire des F.F.I.

Kriegel-Valrimont, co-fondateur d'Action, et Villon (Ginzburger), secrétaire général du Front National, jouèrent un rôle important au C.O.M.A.C.

Robert Salmon, co-fondateur de Défense de la France, était chargé du travail civil dans la zone nord.

Max Hymans fut l'un des premiers Français à collaborer avec l'Intelligence Service, et Georges Boris l'un des premiers adeptes du général De Gaulle.

André Moch, le fils de Jules Moch, mort héroïquement les armes à la main, était membre d'un réseau anglais de destruction.

Benjamin Crémieux, qui mourut à Buchenwald, était le chef du S.R. et du Noyautage des Administrations Publiques de la Région de Marseille.

Chambrey, le chef de liaison de la zone Sud, exécuté par les Allemands, s'appelait Gilles Lévy de Souza.

L'un des chefs de « commandos terroristes » qui lancèrent des bombes contre les postes et les hôtels allemands de Paris était le jeune Marcel Rayman qui fut exécuté en 1944 pour le meurtre du général Schaumburg, commandant du Gross-Paris, et du général SS Julius Ritter.

Les meurtriers du Président de la Cour d'Appel de Lyon, Lespinasse, qui avait condamné à mort le jeune israélite Marcel Langer, étaient des F.T.P. juifs.

Parmi les chefs trotskystes clandestins, figuraient Henri Souzin, responsable du travail syndical illégal, Jean Meichler, Henri Kunstlinger et l'acteur Sylvain Itkine, qui furent arrêtés et fusillés.

Le chef du réseau des F.F.L. était le commandant Sacha Krinsky.

Le libérateur de Castres et de Mazamet, qui s'empara d'un train blindé allemand dans cette dernière ville, est le capitaine Gamzon, dit Lagnes.

Le créateur du réseau de radio clandestin de Lyon est un israélite nommé Rivière.

Mentionnons aussi, parmi les résistants de marque animateurs de groupes et de journaux clandestins : le socialiste Jean-Maurice Hermann ; Marc Bloch, chef des réseaux Combat pour Clermont-Ferrand et Limoges ; Pierre Bloch, ancien député ; Bloch-Laroque ; Georges Altman, de Résistance ; Pierre Stibbe, de Libération ; Lazare Rachline, de la L.I.C.A. ; Madeleine Braun, de Front National ; Georges Gombault et Louis Lévy, rédacteurs au quotidien France de Londres ; Raymond Aron, rédacteur en chef de La France Libre, de Londres ; Henry Torrès, directeur de France-Amérique de New York ; Marcel Abraham, dit J. Villefranche, directeur de Quarante-Quatre et collaborateur des Cahiers de la Libération, dirigeant des Mouvements de Libération de Toulouse ; Francis Cohen, rédacteur en chef de l'Université libre, revue à laquelle collaboraient le professeur Debré et Pierre Villon (Ginsburger) et qu'avait fondée Georges Politzer ; Dreyfus, directeur du bulletin des embastillés de la prison Saint-Paul de Lyon, L'Unité ; Léo Hamon (Goldenberg), collaborateur des Cahiers Politiques ; Robert Lazarick, qui signait L'Insurgé et Jacques Vintras dans L'Aurore à laquelle collaboraient Farel (Pierre Kahn), Pierre Læwel, Robert Salomon et Francine Bonitzer ; Anatole Levitsky et

Léon-Maurice Nordmann, fondateurs de Résistance (96), bulletin officiel du Comité National de Salut Public, dont le premier numéro parut le 15 décembre 1940.

Arrêtons là cette énumération : s'il fallait nommer tous les juifs qui se sont distingués dans la Résistance, et mentionner leurs faits d'armes ou leurs activités, un fort volume n'y suffira pas. Rien que parmi les médaillés de la Résistance, on relève les noms de 290 juifs (sans compter les 38 israélites des deux sexes ayant reçu la médaille de la France libérée) (97).

David Knout peut donc affirmer, dans La Résistance juive en France, que « la Résistance juive a précédé la Résistance générale en France. Les Juifs sont en droit de revendiquer l'honneur de représenter dans ce pays la pré-clandestinité. Engagés dans la Résistance à une époque où tant de Français désespéraient ou hésitaient, ils ont ainsi bien souvent montré aux autres la voie à suivre (98). »

\*\*

C'est Jean Moulin, haut fonctionnaire ayant le sens de l'Etat, qui réalisa l'unification de la Résistance, c'est-à-dire de ces groupements qui, comme disait Frenay, voulaient se battre contre l'ennemi mais aussi jeter bas Vichy et la Révolution Nationale. Il fit d'abord admettre aux dirigeants des trois principales organisations en zone Sud de fondre en une seule, nommée Armée Secrète, leurs effectifs militaires. Puis il créa deux organismes nouveaux destinés à réunir les services épars de ces groupements : le Bureau d'Informations et de Presse (B.I.P.) et le Comité Général d'Etudes (C.G.E.). Il confia à Georges Bidault, ancien rédacteur en chef de L'Aube démocrate-chrétienne, qui venait d'être libéré par les Allemands de son Oflag, la direction du premier. Le B.I.P. devait centraliser, puis diffuser les informations propres à soutenir le moral des clandestins et transmettre à Londres des renseignements et des documents intérieurs. Le C.G.E. devait préparer les mesures législatives, administratives et judiciaires qui seraient appliquées après la chute du régime de Vichy.

Le 26 janvier 1943, l'unification totale fut réalisée entre :

*Combat*, dirigé par H. Frenay, de Menthon, Maurice Chevance-Bertin, Ed. Bourdet, P.H. Teilgen, G. Bidault, André Hauriou, Paul Coste-Floret, Maurice Ingrand, avec au secrétariat général : Jean-Guy Bernard, aux groupes francs (expéditions punitives, exécutions et sabotages) : Jacques Renouvin, et aux Affaires Extérieures : Guillain de Bénouville ;

*Libération*, dont le comité exécutif comprenait : Emm. d'Astier de la Vigerie, Samuel, dit Aubrac, Brunschwig, dit Bordier, Pierre Vienot (Comité d'Action Socialiste), Robert Lacoste (C.G.T.) et Marcel Poimboeuf (C.F.T.C.) :

et *Franc-Tireur*, au Comité de Direction duquel se trouvaient : A. Avinin, E. Péju, Noël Clavier, Aug. Pinton, J.-P. Lévy, Jean Soudeille, Georges Altmann et Eugène Petit, dit Claudius.

Le groupement né de cette fusion s'appela : *Mouvements Unis de la Résistance* (M.U.R.).

(96) Ne pas confondre avec *Résistance* créée le 21 octobre 1942 par un résistant non juif, Jacques Destrée, alias Docteur Marcel Renet.

(97) Voir listes publiées dans *Au Service de la France*, op. cit.

(98) Gygès : *Les Israélites dans la Société Française*, Paris, 1956.



De leur côté les groupes de résistance de la zone Nord : *O.C.M.*, *Libération*, *Front National*, *C.D.L.R.*, *C.D.L.L.* avaient constitué le Comité de Coordination de zone Nord. A cette occasion, ils avaient renouvelé « collectivement l'assurance, individuellement donnée déjà pour chacun de ces groupements » de combattre non seulement l'Allemand « par tous les moyens et particulièrement les armes à la main », mais aussi, là le but politique est évident, « à abattre toutes les dictatures, celle de Vichy comme celles de Berlin et de Rome, et de quelque marque qu'elles se parent ; à rétablir les libertés républicaines en rompant, par une profonde rénovation politique et administrative, avec les faiblesses du régime passé aussi bien qu'avec l'arbitraire de Vichy ; à promouvoir des réformes économiques et sociales décisives » (99).

Cependant il n'existait pas encore d'organisme groupant les représentants de tous ces mouvements et ceux des partis politiques et des centrales syndicales reconstitués. C'est alors que fut fondé le *Comité National de la Résistance*.

Le C.N.R. comprit 16 membres représentant : les trois mouvements de zone Sud : *Libération* (Pascal Copeau), *Combat* (Aubin), *Franc-Tireur* (Claudius Petit) ; les cinq mouvements de zone Nord : *O.C.M.* (Colonel Touny), *Libération Nord* (Ch. Laurent), *Front National* (P. Villon), *C.D.L.L.* (Lenormand), *C.D.L.R.* (Lecompte-Boinet) ; les partis et tendances politiques : *P.C.* (Mercier) ; *S.F.I.O.* (Le Trocquer), *Radicaux-Socialistes* (Marc Rucart), *Démocrates Chrétiens* (G. Bidault), *Alliance Démocratique* (Laniel), *Fédération Républicaine* (Debu-Bridel) ; et les deux centrales syndicales : *C.G.T.* (Louis Saillant) et *C.F.T.C.* (Gaston Tessier).

Le président du C.N.R. était Jean Moulin, l'unificateur, premier délégué du général De Gaulle en France. Son successeur sera Georges Bidault, puis Louis Saillant, lorsque l'ancien rédacteur en chef de *L'Aube* deviendra ministre.

Aux côtés du C.N.R. fonctionnaient d'autres organismes, plus spécialisés, tels que : le *Comité d'Action contre la Déportation* que présidait Yves Farge, le *Comité de la Résistance* que dirigeait le Professeur Pasteur-Vallery-Radot, le *Comité des Œuvres Sociales*, créé par le R.P. Chaillet, le *N.A.P.*, chargé du noyautage des administrations vicyssoises, présidée par Claudet Bourdet, le *Super-N.A.P.*, plus spécialement affecté au noyautage des milieux gouvernementaux, dirigé par Maurice Nègre, un ancien rédacteur du fascisant *Ami du Peuple*, de François Coty, futur directeur de l'*Agence France-Presse*, et, naturellement, le *COMAC* (*Comité d'Action militaire*) présidé par Pierre Villon (Ginsburger).

Le *COMAC*, que dirigeait un homme de confiance du Parti Communiste, contrôlait l'activité des *F.F.I.* (*Forces Françaises de l'Intérieur*) dont un autre communiste, l'ouvrier métallurgiste Malleret dit Joinville, général dans la Résistance, avait le commandement.

Les *F.F.I.* furent créés le 1<sup>er</sup> février 1944. Ils absorbèrent la plupart des groupes armés des mouvements de la Résistance. L'*E.M.* des *F.F.I.* nommé par le *COMAC* fut d'abord dirigé par le général de Jussieu, dit Pontcarral. Joinville ne prit le poste qu'après l'arrestation et la déportation de celui-ci en mai 1944.

L'unification et la fusion des mouvements de la Résistance avaient été difficilement réalisées par Jean Moulin, en raison des rivalités entre militaires et politiques. Les seconds se méfiaient des

(99) Passy, op. cit., III, p. 173.

premiers. Comme l'écrivit le lieutenant-colonel F.F.I. Etienne (Henri Roge (100), « nombreux étaient ceux qui se demandaient si le général De Gaulle, qui épousait leurs conceptions sur la politique étrangère, aurait des idées voisines des leurs en politique intérieure. Beaucoup pensaient que le général de Gaulle n'était pas attaché aux institutions républicaines (...) Parmi les partis politiques un seul avait réalisé l'unité contre l'Allemand : le parti communiste. C'était une conséquence de l'impolitique mesure de proscription mise contre lui par Daladier en septembre 1939. Les autres partis politiques étaient divisés en partisans et adversaires de la politique du maréchal Pétain. En zone Sud, la Résistance avait une forme politique dirigée surtout contre le Maréchal Pétain. »

Le regroupement des unités armées dépendant des divers mouvements fut plus malaisé encore.

« Il convenait d'agir avec diplomatie, — explique encore le lieutenant-colonel F.F.I. Etienne — dans la désignation des chefs régionaux et départementaux, car en dehors du choix des hommes basé sur la valeur, fallait-il respecter l'importance des groupements et leur nuance politique. Ce ne fut pas une tâche facile, les Francs-Tireurs et Partisans (101) groupaient en effet surtout des communistes, alors que l'armée secrète rassemblait des éléments de gauche et du centre depuis les socialistes jusqu'aux démocrates-chrétiens. Enfin les éléments de l'armée d'armistice qui se réunissaient dans l'O.R.A. (102) restèrent à part. »

La participation des F.F.I. et des F.T.P. — comme celle de l'O.R.A. — à la libération du territoire fut importante et officiellement reconnue. L'héroïsme des forces armées de la Résistance facilita, en maints endroits, la tâche des troupes anglo-américaines.

27.000 de ces résistants furent fusillés, des dizaines de milliers d'autres furent tués au combat où périrent en déportation.

Mais, hélas ! combien d'exécutions sommaires, de violences, sont mises à leur compte par des historiens impartiaux : 60.000 victimes, selon Robert Aron, 105.000 (103) au dire du ministre de l'Intérieur de l'époque, des victimes qui n'étaient ni allemandes ni nazies, et que l'on fusilla sans jugement.

Pour alimenter en informations la presse de la Résistance, il y eût l'A.I.D. (Agence d'Information et de Documentation) qui avait englobé l'Agence France Libre, le Centre d'Information et de Documentation (du M.U.R.) et le Bulletin de la France combattante (publié par le Bureau d'Information et de Presse, directeur : Georges Bidault ; collaborateurs : Rémy Roure, Louis Terrenoire, André Sauger, Pierre-Louis Falaize, Pierre Courtade, Pierre Hervé, Pierre Corval, etc.).

Pour financer la presse de la Résistance et assurer la vie matérielle de l'ensemble des organisations clandestines, il y eût le COFI.

Le Comité Financier ou COFI, fut créé par le C.N.R., sur la proposition de Jacques Bingen, en 1944. André Debray, frère de

(100) *Annuaire de la Résistance*, Paris, 1948, page 119.

(101) Les Francs-Tireurs et Partisans (F.T.P.) étaient les plus nombreux, dans les deux zones. Ils dépendaient du *Front National* et le communiste Tillon les commandait, conseillé par le général Bloch (Dassault).

(102) L'O.R.A. était dirigée par le général Vermeau, déporté et mort en captivité, puis par le général Revers, conseiller militaire du C.O.M.A.R.

(103) Cf. Robert Aron : *Histoire de la Libération*. Le ministre socialiste de l'Intérieur, Adrien Tixier, déclara en février 1945 au colonel Passy, alors chef de la D.G.E.R. que, d'après les rapports des préfets, il y avait eu, de juin 1944 à février 1945, 105.000 exécutions sommaires. Cf. Lettre du colonel Passy aux *Ecrits de Paris* d'août 1950.

Mgr l'évêque de Meaux, en prit la présidence. Directeur de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, informateur des services secrets alliés auxquels il fournissait des renseignements de premier ordre sur la situation économique de l'Europe occupée et les travaux effectués par les Allemands en France et en Belgique occupées, André Debray eut pour principaux collaborateurs des personnalités fort connues dans le monde des affaires : F. Bloch-Lainé, fils d'un des associés de la Banque Lazard frères et Cie (représentant à Paris le groupe pétrolier *Royal-Dutch-Shell*) ; Michel Debré, futur premier ministre de la V<sup>e</sup> République ; Félix Gaillard d'Aimé, inspecteur des finances, futur président du Conseil de la IV<sup>e</sup> ; le professeur Nicole, de l'Union des Cadres et Industriels français ; Lorain Cruse, fils du financier Philippe Cruse, frère de l'un des associés de la Banque de Neufzize, *Schlumberger et Cie*, lui-même dirigeant, aujourd'hui, de grandes affaires franco-marocaines ; Jacques Meynot et Jacques Soulas, venu d'Alger.

Bloch-Lainé a expliqué dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* comment le COFI collectait les fonds. Tout d'abord, il y eut les tirages de chèques et de virements sur la *Banque de l'Algérie*, que contrôlait le gouvernement d'Alger : Bossuet (alias Debray) remettait aux prêteurs, en échange des fonds versés, soit un reçu et le double d'un ordre de virement transmis à Alger, soit un chèque tiré sur un compte ouvert à sa demande par la *Banque de l'Algérie*. Par mesure de précaution, les comptes étaient désignés par les prénoms et dates de naissance de leurs titulaires. Il y eut aussi les Bons du Trésor que des professionnels négociaient au marché noir, et des chèques certifiés par la Banque de l'Algérie elle-même que ces mêmes intermédiaires écoulaient moyennant une honnête commission.

Il y eut enfin les parachutages effectués par la R.A.F. et les raids sur les succursales de la *Banque de France* dont le produit n'alla pas toujours aux organisations de la Résistance (104) et qui, de toute façon, n'étaient pas du ressort du COFI.

Nous avons vu que les mouvements de Résistance n'étaient pas seuls au C.N.R. et qu'il y avait, aussi, les partis politiques.

La reconstitution de ces derniers — nous parlons des partis politiques hostiles à la politique du maréchal Pétain — fut une tâche malaisée. Le *Parti Communiste*, dissous par le gouvernement Daladier, entretenait alors des rapports courtois avec l'Allemand qu'un pacte liait à Moscou. Sans l'intervention de la police française, agissant sur l'ordre direct de Vichy, il est aujourd'hui avéré que *L'Humanité* communiste aurait reparu en juillet 1940 à Paris (105). Dans *L'Humanité* clandestine, les communistes avaient mis tout le monde « dans le bain » :

« *Ont des comptes à rendre ceux qui ont criminellement déclaré la guerre, le 3 septembre 1939, ceux qui, après l'encerclement de la Pologne ont refusé de faire la Paix sans se préparer à faire la guerre, ceux qui ont envoyé du matériel de guerre en Finlande pour combattre l'U.R.S.S., ceux qui ont persécuté les communistes, défenseurs de la Paix, ceux qui par haine de classe et par incurie ont conduit la France au désastre.* »

(104) « L'emprunt » ainsi opéré en 1944 à la succursale de la *Banque de France* d'Abbeville, par exemple, aurait soulevé des protestations.

(105) Noël Jacquemart a publié, dans son ouvrage *Quatre ans d'histoire de la Presse française*, la reproduction photographique de la déposition faite par les responsables communistes, Maurice Tréand et Denise Ginollin.

« Et ceux qui ont fait ça s'appellent : Daladier, Reynaud, Gamelin, Mandel, Serol et Cie ; ils ont été soutenus par Herriot, Blum, Paul Faure, Jouhaux, Belin, La Rocque, Doriot, Maurras, Laval et autres politiciens que tous sont dans le bain.

« Il y a des comptes à régler et ces MESSIEURS ne perdent rien pour attendre. » (106).

En ce qui concerne le général De Gaulle *L'Humanité* (même numéro) n'était pas moins explicite :

« Le général De Gaulle et autres agents de la finance anglaise voudraient faire battre les Français pour la City et ils s'efforcent d'entraîner les peuples coloniaux dans la guerre.

« Les Français répondent le mot de Cambronne à ces Messieurs... »

Dans le programme diffusé par le Parti en janvier 1941, et auquel les communistes se référèrent jusqu'au 22 juin, le châtimement des « responsables de la guerre » était l'une des principales revendications. Et parmi ces responsables, outre Daladier et Paul Reynaud, figuraient les Présidents Lebrun, Jeanneney et Herriot, tous les présidents du Conseil depuis 1933, y compris Léon Blum, tous les anciens ministres de la Défense Nationale (guerre, marine, air), depuis le maréchal Pétain jusqu'à Pierre Cot en passant par Guy La Chambre, Marcel Déat et Campinchi), tous les députés et sénateurs ayant soutenu la politique de guerre Daladier-Reynaud, tous les journalistes, hommes publics et agents occultes ayant mené campagne en faveur de la guerre contre l'U.R.S.S., les généraux Gamelin et Weygand, ainsi que les membres des Conseils Supérieurs de la Guerre, de la Marine et de l'Air depuis 1933 (107). A la même époque, François Billoux, interné par Daladier, écrivait au chef de l'État Français pour lui demander « d'être entendu en qualité de témoin par la Cour suprême de Rome » (cité par R. Hostache).

On comprend que le P.C.F. n'eût guère d'amis, en dehors de ses propres militants, en 1940. « Il a fallu, écrit Debu-Bridel, toute l'absurde propagande anticommuniste des collaborateurs, l'admirable lutte menée par l'Armée rouge, puis la conduite héroïque des communistes dans la Résistance pour rendre son lustre et son prestige à un parti qui s'était alors discrédité. » (108)

Lorsque l'U.R.S.S. fut en guerre avec l'Allemagne, la position se modifia, et les communistes entrèrent résolument dans la Résistance, recrutant des partisans parmi ceux qui s'opposaient à la Révolution Nationale et au gouvernement du maréchal Pétain.

La III<sup>e</sup> République était alors tellement déconsidérée, ses hommes si décriés qu'aucun des partis d'opposition ne rencontrait beaucoup de sympathie dans le public.

« La République vaincue et assassinée ne trouvait pas de défenseur et son personnel politique, s'il ne s'était pas bruyamment rallié au maréchal, ce qui le blanchissait ipso facto, était décrié et destiné à servir de bouc émissaire. »

Ainsi s'exprime André Weil-Curiel, ancien dirigeant du Parti socialiste-pivertiste, dans *Eclipse en France*. Il aurait pu ajouter que les seuls véritables « républicains français » se trouvaient

(106) N° du 1-7-1940. Reproduit par photographie dans « Les communistes français pendant la drôle de guerre », par Rossi.

(107) Appel Pour le salut du Peuple de France, signé : Le Comité Central du P.C.F.

(108) J. Debu-Bridel : *Les partis contre De Gaulle*, p. 55.

alors à l'Ambassade d'Allemagne où la politique de Bismarck semblait en honneur (109).

« *Le parti socialiste, écrit Gérard Jacquet, donnait le spectacle d'un effondrement sans gloire. Une très importante majorité de son groupe parlementaire venait d'accorder les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. La C.A.P., son comité directeur d'alors, n'avait même pas jugé nécessaire de se réunir; on avait vraiment l'impression que le socialisme en France et peut-être aussi dans le monde, allait disparaître de la carte politique.* » (110)

Grâce à Daniel Mayer et à ses amis, il n'en fut rien. Militant actif de la S.F.I.O. avant la guerre, Mayer ne pouvait être du côté de ceux qui acceptaient l'armistice. Tout comme Léon Blum, qui inspirait son action, il était convaincu que le vent tournerait et, qu'en fin de compte, le marxisme triompherait du nazisme allemand et de la Révolution Nationale française qu'il confondait dans une même horreur. Il fut, dès le mois de décembre 1940, la cheville ouvrière du Parti Socialiste reconstitué dans la clandestinité. Il contacta le député Félix Gouin, à Marseille, et, avec lui organisa un véritable petit congrès clandestin à Toulouse le 20 juin 1941 auquel participèrent une quarantaine de délégués. Un comité directeur de quatre membres y fut nommé, et Daniel Mayer, désigné comme secrétaire général. Pierre Bloch, Edmond Froment, Ribière, Le Trocquer appartenaient au cadre du parti clandestin alors appelé *Comité d'Action Socialiste. Le Populaire*, organe de la S.F.I.O. depuis 1920, reparut clandestinement.

A droite, sauf de très rares exceptions, la grande masse des nationaux et leurs chefs se rallièrent, nous l'avons vu dès 1940, à la Révolution Nationale, que beaucoup avaient appelé de leurs vœux avant la guerre. Mais au fur et à mesure que le conflit se développait, que l'occupation se prolongeait, que les vivres se raréfiaient, que les mesures policières de la Gestapo se faisaient plus cruelles, que la victoire de l'Allemagne semblait plus problématique, les propagandes gaulliste, anglaise, américaine et soviétique étaient mieux écoutées. Un grand nombre de ceux qui, chefs de file, avaient invité leurs troupes à suivre le maréchal et les avaient engagés dans la voie de la Révolution Nationale se firent plus réticents. D'abord attentistes, ils n'hésitèrent plus à rejoindre le camp de la France combattante lorsque les Anglo-Américains eurent débarqué en Afrique du Nord.

Tous les ralliés de la onzième heure ne subirent pas le sort de Pucheu. Le député Charles Valin, qui s'était mis au service du maréchal en 1940 et avait incité, dans une tournée de conférence, ses camarades P.S.F. à faire confiance au gouvernement, gagna Londres dans les derniers mois de 1942, a peu près en même temps que Félix Gouin. Il y retrouva ses collègues Paul Antier, Max Hymans et Mendès-France qui avaient, eux aussi, rejoint le géné-

(109) Le conseiller Achenbach soutenait ouvertement la gauche « collaborationniste ». M<sup>r</sup> Weil-Curiel, qui était un ami de l'ambassadeur Otto Abetz, bien qu'il ne lui eût jamais caché ses origines israélites et ses attaches maçonniques, raconte dans ce même livre que l'ambassadeur d'Allemagne à Paris « *était trop averti des choses françaises pour ne pas savoir (...)* que la France était « à gauche ». Et il ajoute qu'Abetz « *se méfia toujours des hommes de droite et déploya tous ses efforts pour séduire les hommes de la gauche, les plus proches du peuple* ». Au point que, selon Weil-Curiel, il fonda avec des syndicalistes de gauche l'un des hebdomadaires de l'occupation (op. cit. p. 177).

(110) G. Jacquet : *Les mouvements de résistance en France* (Ecole du propagandiste, Fédération socialiste de la Seine, 15-6-1945).

ral De Gaulle. Georges Villiers, l'actuel représentant du grand capitalisme au C.N.P.F., que Vichy avait fait maire de Lyon, et François Valentin, l'ancien chef de la Légion, entraient eux aussi dans la Résistance. Un peu plus tard, l'ancien protégé de Maginot, le député Louis Jacquinot, qui n'était pas encore l'époux d'une associée de la banque Lazard, rallia Londres également. Depuis deux ans déjà, l'ex-camelot du roi Guillaïn de Benouville, qui écrivait toujours dans le journal ultra-pétainiste de Léon Bailby, appartenait à un réseau de renseignements allié, tandis que l'ancien fasciste Debu-Bridel et les modérés Louis Marin et Laniel tournaient leurs amis de la *Fédération Républicaine* et de l'*Alliance Démocratique* contre le gouvernement Pétain.

Les démocrates-chrétiens, à quelques exceptions près (111), étaient restés unis et hostiles à Vichy. La reconstitution de leur parti en fut facilitée. Bidault, Flory, de Menthon, Teitgen, Gilbert Dru, Francisque Gay, Edmond Michelet, André Colin l'animèrent ; ce dernier, futur secrétaire général du M.R.P., fut chargé de son organisation.

Dans un rapport daté de décembre 1942, l'avocat marseillais Boyer, membre actif du *Comité d'Action Socialiste*, enregistré avec satisfaction l'existence du *Parti Communiste*, du *Parti Socialiste* adapté aux circonstances, d'un fort noyau radical recevant des directives de Tony-Révillon et Paul Bastid, et d'un groupe animé par Louis Marin (112).

Les centrales syndicales, dissoutes par Vichy en 1940, se reconstituèrent aussi dans la clandestinité. Après avoir tenté de mettre ses statuts en harmonie avec la législation nouvelle (113) et de fléchir Pierre Laval auquel elle avait envoyé une délégation, la C.G.T. — amputée des syndicalistes parisiens de l'*Atelier* et du R.N.P., privée du concours de l'un de ses principaux secrétaires confédéraux, René Belin, dont le maréchal fit un ministre — et la C.F.T.C. constituèrent un groupe commun appelé *Comité d'Etudes économiques et syndicales*, qui fonctionna très officiellement, installé dans les locaux de la C.G.T. Il publia même un bulletin bi-mensuel, critiqua la charte du travail et, à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai 1942, réclama l'abrogation des dispositions restreignant la liberté syndicale. Ses dirigeants sont des démocrates-chrétiens et des marxistes : Zirnheld, Gaston Tessier, Bouledoux, de la C.F.T.C., Capocci, Gazier, Pineau, Lacoste, Neumeyer, Chevalme, Jaccoud, Saillant et Vandeputte, de la C.G.T.

Parallèlement, d'autres syndicalistes marxistes et démocrates-chrétiens avaient fondé en zone sud une réplique clandestine du dit *Comité* : le *Mouvement ouvrier français*, qui s'emploiera à combattre la « relève », à encourager les réfractaires et à provoquer des grèves contre le S.T.O.

Léon Jouhaux, avant sa déportation en Allemagne, eut des contacts avec le socialiste Louis Vallon, qui dirigeait l'une des sections du B.C.R.A. à Londres. Il en eut également avec l'*Intelligence Service*, nous dit R. Hostache dans son livre, et reçut même, par son intermédiaire, des sommes assez considérables pour son action clandestine. Il en eut enfin avec le Parti Commu-

(111) Par exemple, Pierre Corval et Louis Terrenoire collaboraient à *Compagnons*, le journal maréchaliste de zone sud.

(112) R. Hostache, op. cit., p. 67.

(113) Réunion de la C.G.T. du 30-7-1940, à Toulouse.

niste : le 22 septembre 1942, il rencontra son envoyé ; mais ce n'est qu'après son arrestation que « l'accord de Perreux » scella l'union des socialistes de la C.G.T. et des communistes (accord signé par Bothereau, Saillant, Raynaud et Tollet).

La reconstitution de l'unité de la C.G.T. eut pour conséquence la rupture des cégétistes avec les confédérés chrétiens. Dès lors, ces derniers créèrent deux organismes : le *Comité de Résistance des Syndicats chrétiens* et le *Comité National de Liaison des Organisations Syndicales Chrétiennes*, tous deux présidés par Gaston Tessier. Celui-ci, autorisé par l'occupant et par le gouvernement français, tint plusieurs sessions en 1943 et 1944 ; il avait un secrétariat installé à Roubaix. Celui-là, clandestin et résolument anti-nazi, lança en accord avec la C.G.T. le fameux ordre de grève insurrectionnelle d'août 1944.

Les partis résistants étant plus longuement examinés par ailleurs, (voir notre étude sur les groupements actuels), nous terminerons en parlant d'une organisation politique de combat qui, selon le mot de René Hostache, avait un « caractère militaire contestable » et émanait directement des communistes : les *Milices patriotiques*.

Nous sommes à la veille du débarquement allié en Normandie. Les communistes le sentent. Ils savent que, pour eux, l'heure H de la Libération toute proche sera aussi celle de la Révolution. Le désir d'union patriotique qu'ils affichent cache mal leur besoin de contrôler les organismes actifs de la Résistance. Ils entendent conserver la haute main sur les groupes qu'ils ont créés, notamment les F.T.P., et comptent bien, par le noyautage et le concours d'éléments non-communistes mais soviétophiles ou très compromis, manœuvrer les autres groupes. C'est ainsi qu'ils ont la majorité du C.O.M.A.C., qui exerce le commandement théorique des F.F.I.

Cependant, pour être certains d'exercer plus directement leur autorité sur les groupes armés qui, demain, participeront aux combats et surtout à la prise de possession des édifices publics, des imprimeries, etc... les communistes constituent les *MILICES PATRIOTIQUES* (114).

« Les traîtres espèrent effrayer les patriotes avec les milices de bandits de Darnand, écrit le journal communiste *La Vie Ouvrière* (5.2.1944). Le devoir des patriotes est d'organiser une riposte énergique et immédiate ; contre les milices de Darnand, il faut constituer les milices patriotiques qui liquideront les organisations armées des traîtres et qui constitueront la base de l'armée nationale. »

A la veille de la grève insurrectionnelle, dans l'*Appel aux Travailleurs français* de la C.G.T. et de la C.F.T.C. de juillet 1944, la création de *milices patriotiques* sera recommandée dans les usines.

La Libération opérée, les autorités nouvelles entendent exercer le pouvoir elles-mêmes, avec leurs propres forces, composées surtout de la Garde et de Gendarmerie, ralliées en bloc à la Résistance en août. Cependant, deux mois après le départ des Allemands, la dissolution des *milices patriotiques* n'est pas effectuée. Cette

(114) Le Conseil Central des *Milices Patriotiques* comprit des représentants du *Front National*, des *Francs-Tireurs et Partisans* (F.T.P.), de la C.G.T., de l'*Union des Femmes Françaises* et des *Forces Unies de la Jeunesse Patriotique*. « Or, les F.T.P. et l'U.F.F. ne sont pas autre chose que les forces armées et la branche féminine du *Front National* ; les représentants de la C.G.T. et des F.U.J.P. se trouvent être ceux de la tendance communiste de ces deux organisations. » (R. Hostache, op. cit., p. 434.)

question provoque un véritable conflit entre les communistes et le Gouvernement Provisoire de la République.

Il faudra toute l'autorité de Maurice Thorez, qui vient de rentrer en France, amnistié par le général De Gaulle, pour que les milices acceptent de se dissoudre et de remettre leurs armes aux autorités. L'espoir que les combattants communistes de la Résistance nourrissent de prendre le pouvoir au moyen de leurs groupes armés et des Comités de Libération noyautés par le P.C. s'évanouira. Une fois encore les impératifs de la politique soviétique l'emporta sur les aspirations des militants français...

H. C. et A. J.

---

## MORT DE L'EUROPE ?

Le professeur Uscatesco, réfugié roumain, a publié en Espagne un livre qui eut un grand retentissement. C'est cet ouvrage, traduit en français par Jean-Marc Guérin (Prix Savorgnan de Brazza 1955) qui vient de paraître.

Victime de ses erreurs, trompée et exploitée par ses technocrates, écrasée entre le colosse américain et le colosse russe, l'Europe va-t-elle mourir ? Pour la première fois en France, un point de vue original sur une question brûlante.

Prix : 5,40 NF.

---



## Le Conseil National du Maréchal Pétain.

« Les Assemblées, — écrivait le maréchal Pétain à l'un de ses ministres (135) — ne seront plus ces arènes où l'on se battait pour conquérir le pouvoir, où se nouaient des intrigues et des combinaisons d'intérêts. Elles seront, dans l'Etat autoritaire et hiérarchique où chacun se trouve mis à sa place, les conseils éclairés du chef qui, seul, est responsable et commande. »

L'assemblée de l'Etat français s'appelait *Conseil National*. Ses membres étaient choisis et nommés par le maréchal Pétain ; ils informaient et conseillaient le chef de l'Etat lorsque celui-ci demandait leur avis (116).

Le Conseil National fut naturellement recruté parmi les personnalités et les notables qui avaient fait montre, au lendemain de la défaite, d'une sympathie marquée pour le Régime instauré sur les ruines de la III<sup>e</sup> République.

Si l'enthousiasme des Conseillers Nationaux s'est progressivement refroidi après le débarquement des Anglo-Américains en Afrique du Nord, s'ils répudièrent pour la plupart la politique de collaboration franco-allemande inaugurée à Montoire (octobre 1940) par le maréchal Pétain — pour qui « cette collaboration devait être sincère, exclusive de toute pensée d'agression » (117) — ils n'en constituaient pas moins, au moment de leur nomination, les cadres politiques sur lesquels l'Etat Français s'appuyait moralement. Selon les vœux du maréchal, ils organisaient, en quelques sorte, le « circuit continu entre l'autorité de l'Etat et la confiance du peuple » (118). A ce titre, il nous paraît utile de rappeler leurs noms.

### A

AMIAUD (André) [Seine]. Professeur à la Faculté de droit de Paris.

### B

BACQUET (Paul) [Pas-de-Calais]. Député.

BAHON-RAULT [Ille-et-Vilaine], Président de région économique.

BARD (René). Secrétaire général de la Fédération des mineurs.

BARDIN (René) [Nièvre]. Président de la Fédération des Syndicats d'élevage de la Nièvre.

BARDOUX (Jacques) [Puy-de-Dôme]. Sénateur, membre de l'Institut.

BARÉTY (Léon) [Alpes-Maritimes]. Député, conseiller général.

BARRAULT (Roger) [Eure-et-Loir]. Ouvrier agricole.

BARTHE (Edouard) [Hérault]. Député, président de l'Office international du vin.

BEAUSSART (S. G. Mgr) [Seine]. Coadjuteur du Cardinal-archevêque de Paris.

BENQUET [Lot-et-Garonne]. Médecin.

BERGERY (Gaston) [Seine-et-Oise]. Ambassadeur de France, député.

BERTHÉ (Etienne) [Creuse]. Directeur de la Coopérative agricole de la Creuse.

(115) Télégramme à J. Barthélemy, garde des sceaux, 14 octobre 1941.

(116) A vrai dire ils ne furent pas tous consultés, et ceux qui eurent à donner leur avis le firent rarement.

(117) Message du 31 octobre 1940.

(118) Télégramme déjà cité.

- BLANC (Albert) [Corrèze]. Conseiller général, président du Comité des Céréales de la Corrèze.
- BLANCHARD [Isère]. Professeur à la Faculté des Lettres de Montpellier, membre du Comité directeur de la Légion des Combattants.
- BLONDELLE (René) [Aisne]. Président de l'Union des Syndicats agricoles de l'Aisne.
- BOEGNER [Seine]. Pasteur, président de la Fédération protestante de France.
- BOIVIN-CHAMPEAUX (Jean) [Calvados]. Sénateur.
- BONNARD (Abel) [Seine]. Membre de l'Académie française.
- BONNET (Georges) [Dordogne]. Ambassadeur de France, député, maître des requêtes honoraires au Conseil d'Etat.
- BONNET [Syndicaliste] du Syndicat de l'habillement.
- BONVOISIN (Gustave) [Seine]. Directeur général du Comité central des allocations familiales et des assurances sociales.
- BORDÈRES [Alger]. Président des délégations financières de l'Algérie et de l'Union des Colons.
- BOUDE (Antoine) [Bouches-du-Rhône]. Président de la Chambre de Commerce de Marseille.
- BOUSSOUD (Charles) [Saône-et-Loire]. Sénateur, conseiller général.
- BRASSEAU (Paul) [Seine-et-Oise]. Sénateur.
- BROGLIE (Prince Louis-Victor de) [Seine]. Membre de l'Académie des Sciences.
- BRUNET (René) [Drôme]. Député.
- BUYAT (Louis) [Isère]. Député, conseiller général.

## C

- CANDACE (Gratien) [Colonies]. Député, conseiller général.
- CARRIER (Joseph) [Bouches-du-Rhône]. Directeur général honoraire des Eaux et Forêts.
- CASSEZ (Emile) [Haute-Marne]. Sénateur.
- CAYREL (Antoine, Georges) [Gironde]. Député, conseiller général.
- CHAMBRON (Lucien) [Allier]. Président de la Caisse de Crédit agricole de l'Allier.
- CHAMPION (Pierre) [Seine]. Membre de l'Institut, maire de Nogent-sur-Marne.
- CHANTERAC (Alain de) [Tarn]. Président de l'Union nationale des Syndicats agricoles du Tarn.
- CHAPION (Elie) [Oise]. Président du Syndicat des maréchaux et charrons de l'Oise, premier ouvrier de France en 1939.
- CHARBIN (P.) [Rhône]. Président de la Chambre de Commerce du Rhône.
- CHICHERY (Albert) [Indre]. Député, conseiller général (119).
- CLAUDE (Georges) [Seine]. Membre de l'Académie des Sciences.
- COGNACQ (Gabriel) [Seine]. Négociant, président du Comité de l'entraide d'hiver de la région parisienne.
- CONSTANT (Victor) [Seine]. Sénateur, conseiller général.
- CORBIÈRE (Henri) [Orne]. Agriculteur.
- CORNILLAC (Louis) [Vaucluse]. Conseiller général.
- CORTOT (Alfred) [Seine], né à Nyon [Suisse]. Compositeur, pianiste.
- COSTA DE BEAUREGARD (Léon) [Savoie]. Président de la Légion des Combattants de la Savoie.

---

(119) Assassiné à la Libération.

- COURNAULT (Charles) [Meurthe-et-Moselle]. Sénateur.  
 COURTIER (René) [Seine-et-Marne]. Sénateur.  
 COURTOIS (Pierre de) [Basses-Alpes]. Sénateur.  
 COUSTENOBLE [Nord]. Président de la Chambre des Métiers de Lille.  
 CRAZANNES (Chauduc de) [Deux-Sèvres]. Président de l'Association agricole des Charentes et du Poitou.  
 CROUAN (Jean) [Finistère]. Député.

## D

- DARNAND [Alpes-Maritimes]. Président de la Légion des Combattants de Nice.  
 DAUM (Paul) [Seine]. Industriel.  
 DECAULT (Henri) [Loir-et-Cher]. Président de la Fédération des Syndicats horticoles de France.  
 DEMAISON (André) [Colonies]. Homme de lettres.  
 DEVAUD (Stanislas) [Constantine]. Député.  
 DIESBACH DE BELLEROCHE (Louis de) [Pas-de-Calais]. Député, conseiller général.  
 DIGNAC (Pierre) [Gironde]. Député, conseiller général.  
 DOCTEUR [Seine]. Amiral.  
 DORGÈRES (Henri) [Seine]. Délégué à la propagande du Comité central d'action et de défense paysanne.  
 DORJOT (Jacques) [Seine]. Directeur du *Cri du Peuple*.  
 DROUOT (Maurice) [Haute-Saône]. Député.  
 DUAULT (Alfred) [Côtes-du-Nord]. Industriel.  
 DUBOSC (Albert) [Seine-Inférieure]. Député.

## E

- ESCALLIER [Basses-Alpes]. Président de la Fédération des familles nombreuses des Alpes.  
 ESQUIROL (Joseph) [Haute-Garonne]. Président de la Commission départementale de la Haute-Garonne.

## F

- FABRY (Jean) [Doubs], Sénateur, homme de lettres, ancien officier.  
 FAURE (Paul) [Saône-et-Loire]. Député, publiciste.  
 FÉGA (Joseph). Député, industriel.  
 FERRE (Marc) [Vienne]. Vice-Président du Syndicat des agriculteurs de la Vienne.  
 FILLON [Seine]. Maire de Bois-Colombes.  
 FLEURY (Joseph) [Territoire de Belfort]. Ouvrier-fraiseur.  
 FONCK (René) [Seine]. Colonel.  
 FOURCADE (Manuel) [Hautes-Pyrénées], Sénateur, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris.  
 FRAISSINET (Jean) [Bouches-du-Rhône]. Armateur.  
 FRAMOND (Ernest de) [Lozère]. Député.  
 FRANÇOIS [Oran]. Général, président de la Légion des combattants d'Afrique du Nord.

## G

- GARCIN (Félix) [Saône]. Président de l'Union des syndicats agricoles du Sud-est.  
 GERMAIN-MARTIN [Seine]. Ancien ministre des Finances, membre de l'Institut.  
 GIDEL (Gilbert) [Seine]. Vice-doyen de la Faculté de droit de Paris,

GIGNOUX (Claude-Joseph). Journaliste. Prisonnier de guerre libéré.  
GINDRE (Henri) [Cher]. Président du Syndicat des agriculteurs du Cher.

GOUNIN (René) [Charente]. Sénateur.

GOUSSAULT (Rémy) [Seine]. Secrétaire général de l'Union nationale des Syndicats agricoles.

GRAND (Roger) [Morbihan]. Membre de l'Académie d'agriculture.

GRANDIÈRE (Jacques de la) [Maine-et-Loire]. Conseiller général.

GUÉBRIANT (Hervé de) [Finistère]. Président de l'Union des Syndicats agricoles du Finistère et des Côtes-du-Nord.

GUILLOIN (Louis) [Vosges]. Administrateur d'Union de Coopératives agricoles, agriculteur.

GUIRAUD [Gironde], du Syndicat des électriciens.

## H

HANNOTIN (Edmond) [Ardennes]. Sénateur, conseiller général.

HERSENT (Georges) [Seine]. Industriel.

HEURTEAU [Seine]. Colonel. Membre du Comité directeur de la Légion des Combattants.

HOVAERE (Marcel). Industriel, prisonnier de guerre libéré.

## J

JACQUY (Jean) [Marne]. Sénateur, agriculteur, conseiller général.

JANOD (Privat) [Jura]. Membre de la Chambre d'agriculture du Jura.

## L

LABEYRIE [Seine]. Maire de Pantin.

LACQIN (Gaston [Seine]. Président de la Plus Grande Famille.

LAEDERICH (Georges), [Vosges]. Industriel, président du Syndicat cotonier.

LAMOUREUX (Lucien) [Allier]. Député (ancien ministre).

LA ROCQUE (de) [Seine]. Lieutenant-colonel. Chef du P.S.F.

LASSALLE (Lucien) [Seine]. Président de la Chambre de Commerce de Paris.

LE BIGOT (René) [Côtes-du-Nord]. Commerçant, exportateur.

LE COUR-GRANDMAISON (Jean) [Loire-Inférieure]. Député. Président de la Fédération Nationale Catholique.

LEFORT-LAVAUZELLE [Haute-Vienne]. Editeur, président de la Chambre de Commerce de Limoges.

LE GOUVELLO [Loire-Inférieure]. Président de l'Union des syndicats agricoles de la Loire-Inférieure.

LERICHE (René) [Seine]. Professeur, président du Conseil de l'Ordre des médecins.

L'HÉVÉDER (Louis) [Morbihan]. Député.

LINYER (Louis) [Loire-Inférieure]. Sénateur.

LIOCHON [Syndicaliste], du Syndicat du Livre.

LUMIÈRE (Louis) [Seine]. Membre de l'Académie des Sciences, industriel.

## M

MAGNAN (André) [Loire]. Député.

MALLARMÉ (André) [Alger]. Sénateur.

MARTIN (François) [Aveyron], né à Millau. Député.

MASBATIN [Syndicaliste], du Syndicat de la chaussure.

MASSIS (Henri) [Seine]. Homme de lettres.

MATHÉ (Pierre) [Côte-d'Or]. Député, agriculteur.

MAULION (Paul) [Morbihan]. Sénateur, conseiller général.  
 MAYOUD [Syndicaliste], du Syndicat des textiles.  
 MENNELET [Syndicaliste], du Syndicat des employés.  
 MERCERONE-VICAT [Isère]. Industriel.  
 MICHEL (Augustin) [Haute-Loire]. Député.  
 MIGNON [Syndicaliste], du Syndicat des agents de fabrique.  
 MIREAUX (Émile) [Hautes-Pyrénées]. Sénateur.  
 MISTLER (Jean) [Aude]. Député.  
 MONICAULT (Pierre de) [Ain]. Ancien président de l'Académie d'agriculture de France.  
 MONTI DE RÉZÉ (Henri de) [Mayenne]. Ancien officier de cavalerie.  
 MONTIGNY (Jean) [Sarthe]. Député, conseiller général.  
 MOTET [Var]. Contre-amiral.  
 MOYSSSET (Henri). Ministre d'Etat à la présidence du Conseil, directeur honoraire au ministère de la Marine.

## O

OURY [Aube]. Président de la Coopérative laitière de Troyes.

## P

PAOULLAC [Gers]. Président de la Fédération des vignerons du Gers et de l'Armagnac.  
 PASQUIER [Syndicaliste], du Syndicat du rail.  
 PAULIN (Albert) [Puy-de-Dôme]. Député.  
 PAVIN DE LAFARGE (Henri) [Ardèche]. Sénateur, industriel.  
 PEISSEL (François) [Rhône]. Député.  
 PÉRÈS [Syndicaliste], du Syndicat des métaux.  
 PERNOT (Georges) [Doubs]. Sénateur.  
 PERREAU-PRADIER (Pierre) [Yonne]. Député.  
 PESQUIDOUX (Joseph de) [Gers]. Membre de l'Académie française  
 PÉTAVY (Jean) [Seine]. Industriel.  
 PEUCH (Louis) [Seine]. Président du Conseil municipal de Paris.  
 PINAY (Antoine) [Loire]. Sénateur, industriel.  
 PINELLI (Noël) [Seine]. Député.  
 PITTIFERRANDI [Corse]. Sénateur.  
 POINTIER [Somme]. Président de l'Association des producteurs de blé.  
 PÖLIMANN (Lucien) [Meuse]. Député, vicaire général.  
 PONCET (André-François) [Seine]. Ambassadeur de France.  
 PONSARD (Henry) [Bouches-du-Rhône]. Député.  
 PORREYE (Maurice), de l'Union des syndicats du Nord.  
 PRACHE (Gaston) [Syndicaliste]. Secrétaire général de la Fédération des coopératives de consommation.  
 PRAT (Charles) [Landes]. Ouvrier gemmeur.  
 PROST (Henri) [Seine]. Architecte.  
 PUEL [Syndicaliste], du Syndicat de l'imprimerie.

## R

RIBAN (Pierre) [Cantal]. Directeur de mines, président de la 17<sup>e</sup> région économique.  
 RIPERT (Georges) [Seine]. Membre de l'Institut, doyen de la Faculté de droit de Paris.  
 ROBIN, Gouverneur général des colonies.  
 ROBERT (Léopold) [Vendée]. Sénateur.  
 ROGER [Syndicaliste], du Syndicat du textile.

- ROMIER (Lucien) [Savoie]. Journaliste, Président du Conseil national.  
 ROSTAND (André) [Manche]. Président de la Chambre d'agriculture de Saint-Lo.  
 ROUMEGOUX [Landes]. Conseiller général.  
 ROUS (Marcel) [Tarn-et-Garonne]. Artisan ferronnier, meilleur ouvrier de France en 1937.  
 ROUSSEL (Edouard) [Nord]. Sénateur, industriel.  
 ROUVIÈRE [Gard]. Président de la Chambre d'agriculture du Gard.  
 ROY [Syndicaliste], du Syndicat des métaux.

## S

- SALLERON (Louis) [Seine]. Délégué de l'Union nationale des syndicats agricoles.  
 SARRAZ-BOURNET (Ferdinand) [Pas-de-Calais]. Armateur, prisonnier de guerre libéré.  
 SAURIN (Paul) [Oran]. Député.  
 SAVOIE [Syndicaliste], du Syndicat de l'alimentation.  
 SÉROT (Robert). Député, ingénieur agronome.  
 SOREL [Haute-Garonne], curé de Lagrâce-Dieu (120).

## T

- TAUDIÈRE (Emile) [Deux-Sèvres]. Député, conseiller général.  
 TEMPLE (Emmanuel) [Aveyron]. Député.  
 THIRIEZ [Nord]. Président de la Chambre de commerce du Nord.  
 THIVRIER (Isidore) [Allier]. Député, conseiller général.  
 TOUCHON [Isère]. Général d'armée.  
 TRANCHAND (Aimé) [Vienne]. Député, conseiller général.

## V

- VALADIER (Jean) [Eure-et-Loir]. Sénateur.  
 VANDENDRIESCHE (Robert) [Aisne]. Filateur.  
 VAVASSEUR (Charles) [Indre-et-Loire]. Président de la Société d'agriculture d'Indre-et-Loire.  
 VERGAIN [Haute-Savoie]. Président de la Légion des Combattants de Haute-Savoie.  
 VERGER (Jules) [Seine]. Président de la Fédération des installateurs électriciens.  
 VERDENAL [Basses-Pyrénées]. Avocat, maire de Pau.  
 VEYSSIÈRE (Gaston) [Seine-Inférieure]. Sénateur.  
 VIDAL (Henri) [Pyrénées-Orientales]. Président de la Confédération des producteurs de vins doux naturels.  
 VIELJEUX (Léonce) [Charente-Maritime]. Armateur à La Rochelle.  
 VIGNAUD (Jean) [Seine]. Président de la Société des gens de lettres.  
 VIGNE (Pierre) [Seine]. Secrétaire général de la Fédération du sous-sol.  
 VINCENT (Emile) [Côte-d'Or]. Sénateur, professeur à l'École de médecine de Dijon.  
 VITRAC (Roger). Secrétaire du Comité de liaison des syndicats professionnels français.

(120) Tué par les F.T.P. en 1942.

## L'Assemblée Consultative du Général De Gaulle.

Le Comité Français de Libération nationale (121) constitué à Alger par le général De Gaulle, avait créé une Assemblée consultative, dont le rôle, strictement limité, se bornait à émettre des vœux.

En voici la composition selon le *Journal Officiel* (Alger) du 11-13 novembre 1943, p. 260 :

1<sup>er</sup> Bureau. — Georges Buisson, Hamrion, Jacquinot, Charles Laurent, André Marty, Mayou, Jules Moch, Muselli, Seignon, Sévère.

2<sup>e</sup> Bureau. — Florimond Bonte, René Capitant, Croizat, Giacobbi, Girot, Félix Gouin, Albert Guérin, Guillery, Pierre Bloch, Valentino.

3<sup>e</sup> Bureau. — Paul Antier, Claudius, Clavier, Darnal, André Duval, Ely, Marcel Fall, Gervolino, Giovoni, Grenier, M<sup>e</sup> Simard.

4<sup>e</sup> Bureau. — Auriol, Cuttoli, Ferrière, Frenay, Froment, Le Troquer, Prigent, Queuille, Souvieuille.

5<sup>e</sup> Bureau. — Marcel Astier, Aurange, Azaïs, Marcel Duclos, Just Eyraud, Gazier, Pourtalet, Ribière, Serda.

6<sup>e</sup> Bureau. — Bendjelloul, Fr. Billoux, Blanc, Bordier, Rencurel, Marc Rucart, Louis Vallon, Paul-Emile Viard, Zavarattinoux.

7<sup>e</sup> Bureau. — Henri d'Astier de la Vigerie, Bissaguet, Albert Bosman, le R.P. Carrière, Dumesnil de Gramont, Médéric, André Mercier, Marcel Poimbœuf, de Villèle.

*Membres arrivés après le 4 novembre 1943 :*

Costa, Hervé, Fréville, Léon Morandat, Pierre Cot, Boillot, de Boissoudy, Bourgoïn, René Cassin, Paraz, le Général Tubert, le Général Basse.

---

(121) La composition du Comité Français de Libération Nationale était alors la suivante : Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Henri Bonnet, René Capitant, Général Catroux, André Diethelm, Henri Fréney, Louis Jacquinot, André Le Troquer, René Massigli, René Mayer, P. Mendès-France, François de Menthon, Jean Monnet, André Philip, René Pleven, Henri Queuille, Adrien Tixier.

---

LISEZ

# CHARIVARI

*le mensuel non-conformiste*

19, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, Paris 1<sup>er</sup>

---

## LA PRESSE DE L'OPPOSITION NATIONALE DEPUIS LA LIBÉRATION

Plus heureuses que la Troisième République qui, tout au long de son histoire, servit de cible aux pamphlétaires et aux polémistes d'une presse de droite puissante et largement répandue, la Quatrième et la Cinquième ne sont l'objet de critiques ou d'attaques virulentes que de la part d'une fraction fort réduite de nos journaux.

Cette faiblesse de la presse d'opposition nationale, qui peut surprendre le profane, a deux causes essentielles :

D'abord la situation qui lui a été faite à la Libération : les journaux nationaux qui avaient paru entre 1940 et 1944 (à l'exclusion du *Figaro* et de *La Croix*) ont été interdits, leurs biens confisqués par la S.N.E.P. (directeur général : M. Pierre Bloch, ancien député S.F.I.O.) et leurs locaux et imprimeries occupés purement et simplement par leurs adversaires.

Ensuite, les tarifs d'impression : en raison des conditions de travail imposées dans les imprimeries de presse, les prix ont augmenté dans des proportions inouïes — 200 à 250 fois ceux d'avant la guerre.

Privés de leurs imprimeries et de leurs bureaux, mis dans l'impossibilité d'utiliser les titres souvent prestigieux (en tout cas connus du public) de leurs anciens journaux, parfois même frappés d'indignité nationale en raison de leur fidélité au maréchal Pétain, les nationaux en ont été réduits à créer de toutes pièces des publications dont l'audience, faute de moyens financiers, demeure insuffisante. Le public, qui lisait autrefois, *Le Jour-Echo de Paris*, *Le Petit Journal*, *l'Action Française* ou *La Liberté*, qui s'attacha quelque temps à *L'Epoque* autour de 1948, lit aujourd'hui *L'Aurore* de Lazurick et Boussac, *Le Parisien Libéré* d'Amaury et Bellanger, *Le Figaro* de Pierre Brisson et Jean Prouvost, *Paris-Presse* de Pierre Lazareff et Hachette ou *Jours de France* de Bloch-Dassault.

L'opposition nationale n'a plus de quotidien et l'expérience du *Temps de Paris* (1) ou des *Débats de ce Temps* (2) semble indiquer qu'il sera fort difficile, sinon impossible d'en créer un viable.

(1) Celui-ci eut cependant de puissants moyens : 800 millions dépensés en 66 jours ! Il était né le 17-4-1956 des œuvres d'un puissant lobby financier, à la tête duquel se trouvait M. Robert André, président de la Chambre syndicale du Pétrole, et M. Philippe Bœgner, un technicien de la presse dont M. Del Duca s'est assuré les services en 1959-1960.

(2) Quotidien du soir, né en mai 1956, mort au bout d'un mois, qu'anima M. Jacques Marteaux, ancien pétainiste, auteur de deux volumineux ouvrages sur le mouvement.



## LA PRESSE FRANÇAISE A LA VEILLE DE LA GUERRE

1. — Grande Information (Tirages en milliers d'exemplaires) : Paris-Soir (1.800), Petit Parisien (1.320), Le Journal (410), La Petite Gironde (325), Le Matin (300), Le Petit Dauphinois (280), L'Intransigeant (170), Excelsior (130), Paris-Midi (120), Le Temps (90).

2. — Grande Information modérée (Tirages en milliers d'exemplaires) : L'Ouest-Eclair (350), L'Echo du Nord (315), Les Dernières Nouvelles de Strasbourg (155), L'Est Républicain (140), L'Eclair de Nice et l'Eclair du Soir (135), Le Phare de la Loire (90).

3. — Grande Information Radicale (Tirages en milliers d'exemplaires) : La Dépêche de Toulouse (270), La France de Bordeaux (235), Le Progrès de Lyon (220), Le Petit Provençal (165), La Dépêche du Centre (140), L'Eclair de l'Est (106).

4. — Communistes et assimilés (Tirages en milliers d'exemplaires) : L'Humanité (320), Ce Soir (250), L'Humanité de Strasbourg (30).

5. — Socialistes ou Bloc des Gauches (Tirages en milliers d'exemplaires) : Le Réveil du Nord (250), La Tribune Républicaine de Saint-Etienne (140), Le Populaire de Paris (60), Le Petit Niçois (60), Le Populaire du Centre (52), Le Midi (48), Lyon-Républicain (40), La Bourgogne Républicaine (32), La Montagne (31), La Dépêche Dauphinoise (20). Moins de 20.000 : La Justice, Le Peuple, Le Républicain du Haut-Rhin, L'Ere Nouvelle, La France du Centre, L'Express du Haut-Rhin.

6. — Radicaux et Assimilés (Tirages en milliers d'exemplaires) : L'Œuvre (115), Le Petit Méridional (80), La Dépêche de Brest (70), Le Républicain Lorrain (70), La Sarthe du Soir (70), Le Populaire de Nantes (62), L'Indépendant des Pyrénées-Orientales (60), Le Radical (45), Le Petit Comtois (40), Le Bourguignon (38), La Dépêche du Berry (30), La Dépêche de Rouen (30), Le Petit Var (30), Le Petit Havre (26), Le Républicain du Gard (25), Le Progrès de l'Allier (20), Le Petit Haut-Marnais (20), Lyon-Soir (20), Le Progrès de Saône-et-Loire (20). Moins de 20.000 : L'Homme Libre, Le Petit Bleu, La République de Paris, Le Courrier de l'Ain, Le Petit Ardennais, La Dépêche Corse, Le Journal de la Corse, La Charente et La Petite Charente, La Haute-Loire, L'Union Républicaine de la Marne, Le Phare de Calais, La République du Var, L'Avenir de la Vienne.

7. — Modérés (Tirages en milliers d'exemplaires) : Le Petit Journal (160), Le Jour-Echo de Paris (155), La Croix de Paris (100), Le Courrier du Centre (100), Le Figaro (50), Le Journal des Débats (25), Le Journal de Rouen (80), Le Petit Courrier d'Angers (60), Le Journal de Roubaix (60), Le Journal de Mulhouse et La France de l'Est (48), Le Moniteur (45), Le Progrès de la Côte-d'Or (45), Le Nouvelliste du Morbihan (42), Le Mémorial de Saint-Etienne (40), Le Nord-Est (40), Havre-Eclair (35), Le Journal d'Alsace et de Lorraine (35), La Loire Républicaine (30), L'Eclair de l'Est (30), La Dépêche d'Eure-et-Loire (30), Le Département (30), L'Indépendant des Basses-Pyrénées (30), La Liberté du Sud-Ouest (25), Le Nord Maritime (25), La Tribune de l'Aube (25), Le Journal de Caen (25), Le Républicain Orléanais (25), Le Nouveau Journal de Strasbourg (22), Le Soleil de Marseille (22), L'Express de l'Est (20), L'Ouest d'Angers (20), Le Républicain des Hautes-Pyrénées (20), Le Salut Public de Lyon (20). Moins de 20.000 : L'Aube, La Liberté, L'Ordre, La Victoire, Le Courrier de l'Allier, Le Journal des Ardennes, L'Express de l'Aube, Le Petit Bastiais, La Liberté de la Haute-Loire, Le Journal de la Meuse, Le Petit Champenois, Le Courrier du Pas-de-Calais, Le Petit Calaisien, La Presse du Sud-Ouest, Le Sud-Ouest, La Gazette de Biarritz, Le Journal de Haguenau, Le Journal de Fécamp, Le Mémorial des Deux-Sèvres, Centre et Ouest.

8. — Droite traditionnelle et Droite catholique (Tirages en milliers d'exemplaires) : Le Nouvelliste de Lyon (130), Paris-Centre (60), L'Epoque (70), L'Eclair de Montpellier (58), Marseille-Matin (50), L'Avenir du Plateau Central (50), La République de l'Est (42), Le Télégramme du Pas-de-Calais (40), L'Action Française (40), La Croix du Nord (35), La Libre Lorraine (32), Le Nouvelliste de Bretagne (28), Le Patriote des Pyrénées (27), La Garonne (21), Marseille-Midi (20), Le Lorrain (20), Le Bien Public (20), La République du Sud-Est (20), Le Messin (20), La Gazette de Bayonne (20), Le Télégramme des Vosges (20). Moins de 20.000 exemplaires : L'Avenir du Loir-et-Cher, L'Echo de la Haute-Loire, L'Echo de Thionville, Le Courrier de Bayonne, Le Messager de Strasbourg, L'Echo de Selestat, Le Courrier de Saône-et-Loire, Le Journal d'Amiens, Poitiers-Soir, Le Matin Charentais.

C'est donc dans la presse hebdomadaire et périodique que l'opposition nationale, l'opposition au « Système », s'est aujourd'hui réfugiée.

Si l'on en croit l'Institut du *World Jewish Congress* (2) la presse de l'opposition nationale, qualifiée de « réactionnaire », de « fasciste » et de « néo-nazie » par un rapporteur pour le moins excessif, aurait compté (en 1954) 34 organes. Mais comme M. Goldstein — c'est le nom de ce rapporteur pessimiste ou extravagant — a omis d'énumérer ces 34 journaux et revues, nous ne saurons sans doute jamais quels périodiques il a cru devoir classer dans cette catégorie.

En vérité, la presse d'opposition nationale, maréchaliste ou non, compte infiniment moins d'organes : tout au plus pouvons-nous en dénombrer une quinzaine, qui vont du néo-fascisme le plus intransigeant au socialisme le plus démocratique.

#### La presse clandestine.

En raison de la situation créée à la Libération par la nouvelle législation et les mesures exceptionnelles dites « d'épuration », les opposants à la IV<sup>e</sup> République avaient beaucoup de mal à s'exprimer. Dans leurs imprimeries placées sous séquestre, impossible de tirer un journal ou une revue qui ne fût agréé par le Pouvoir.

Toute publication devait, pour paraître, obtenir une autorisation. Celle-ci était naturellement refusée aux solliciteurs soupçonnés d'avoir eu des accointances avec l'occupant ou avec Vichy.

Aussi, nombre de bulletins ou feuilles d'opposition furent-ils plus ou moins clandestins autour des années 1944-1947. Tel fut le cas des *Documents nationaux*, organe des militants d'Action Française, qui parurent sous forme de bulletin ronéotypé, puis imprimés en 1945-1946 ; de *La Dernière Lanterne* (1946), rédigée par deux écrivains de talent qu'unissait une commune aversion pour la République et de « Système » : Pierre Boutang, jeune universitaire maurassien, et Antoine Blondin, jeune licencié ès-Lettres qui devait se tailler une place enviée dans la presse et la littérature ; de *Drapeau Noir*, organe de mystérieux « anciens combattants de l'Europe » (1946), et de bien d'autres publications mort-nées.

Cependant, le 6 décembre 1944, parut à Paris la revue *Questions actuelles* (4) qui semble bien avoir été le premier des périodiques d'opposition nationale de l'après-guerre.

#### Le doyen de la presse d'opposition.

Il s'agissait, à vrai dire, d'un bulletin confidentiel plutôt que d'une véritable revue. Le Centre d'Etudes des questions actuelles qui venait d'être créé avait décidé de publier ce bulletin pour

catholique : *L'Eglise de France devant la Révolution marxiste*. On trouvera des précisions sur les commanditaires de ces deux journaux dans *La haute banque et les trusts*, par Henry Coston (*La Librairie Française*, Paris, 58, rue Mazarine).

(3) *Survey of events in jewish life in 1954*. — Part III, Antisemitism and War crimes (Institute of Jewish Affairs, 15 East 84th Street, New York 28, N.Y.), page 5 et suivantes.

(4) Elle avait été précédée d'une brochure, *Perspectives*, publiée par Pierre Morel et R. Malliavin.

fournir à ses membres « des études et des informations que le régime de l'autorisation préalable ne permettait pas toujours de trouver dans la seule presse autorisée ».

René Malliavin, l'un des animateurs du Centre d'Etude des Questions actuelles, qui avait été le collaborateur du Président Paul Deschanel (ce qui était bien), mais aussi le conseil juridique de l'Agence Inter-France (ce qui l'était moins — aux yeux des hauts fonctionnaires du Gouvernement provisoire) ne pouvait espérer obtenir une autorisation de ce genre. Il s'entendit donc avec d'autres personnes qui, elles, étaient bien vues (ou moins mal) du Pouvoir. Ainsi naquirent *Ecrits de Paris*, revue des questions actuelles (1<sup>er</sup> janvier 1947).

Jean Colonna et Charles Orenge — ce dernier éditeur à Monaco — munis d'une autorisation en bonne et due forme depuis 1945, s'associèrent à la famille Malliavin-Delavenne et à la Société d'Etudes Economiques et Sociales (S.E.E.S.) pour constituer la S.P.E.P. au capital de 400.000 frs chargée de publier la nouvelle revue. Colonna et Orenge apportaient la précieuse autorisation et le titre — estimés à 200.000 frs — Gustave Delavenne, Mme Georges Delavenne, Mme Madeleine Malliavin, née Delavenne, et le fils de cette dernière, Paul Malliavin, versaient ensemble 100.000 frs, tandis que la S.E.E.S. (5) fournissait une somme équivalente.

C'est cette S.P.E.P. (Société Parisienne d'Editions et de Publication) — dont le capital fut bientôt porté à 1.200.000 frs (avec le concours financier de trente-deux associés, dont MM. Cheneau de Lériz, Paul Marchandau, ancien Garde des Sceaux, et la Société d'Etudes Economiques et Sociales) — qui édita, et édite encore, *Les Ecrits de Paris*. A la place d'un bulletin confidentiel, les membres et les amis du Centre d'Etude des Questions actuelles reçurent une véritable revue, de présentation agréable, où des hommes courageux donnèrent chaque mois le point de vue de l'opposition nationale.

Les plus grands noms de la littérature et de la politique y côtoyaient ceux de militants et de journalistes obscurs. Combien de pseudonymes furent utilisés, en la circonstance, par d'éminentes personnalités épurées, inéligibles ou exilées ! L'éditorial lui-même était signé d'un pseudonyme : « Michel Dacier », nom d'emprunt — et de guerre ! — de René Malliavin.

Ce dernier, qui fut, dès le début, le véritable directeur de la revue, était secondé par Mme Madeleine Malliavin et par son fils, Paul Malliavin, tous deux gérants statutaires de la Société éditrice.

Collaboraient alors aux *Ecrits de Paris* (installés 354, rue Saint Honoré, Paris 1<sup>er</sup>, où ils sont toujours) : le R.P. Bullier, le chanoine Desgranges, ancien député du Morbihan, le meilleur orateur catholique avec l'abbé Bergey et Philippe Henriot ; le colonel Fabry, ancien ministre ; le professeur Louis Rougier, ancien chargé de mission du Maréchal Pétain auprès du roi d'Angleterre ; Jacques Chastenet, ancien directeur du *Temps* (dont *Le Monde* occupe les

(5) La Société d'Etudes Economiques et Sociales, fondée avant la guerre, avait pour dirigeants en 1941 Pierre Le Normand, Pierre Grison, Robert Fabre, Louis Lahoussay et Emile Mireaux, directeur du *Temps*. Ses actionnaires étaient principalement les Sociétés de charbonnages (nationalisés en 1946), la Cie de Suez, la Cie Générale d'Electricité et l'Union Syndicale des Cies d'Assurances (acte déposé chez M<sup>e</sup> Ader, notaire à Paris, le 9-12-1941). En 1946, M. Le Normand présidait le Conseil d'Administration dont faisaient partie MM. Pierre Le Poullen, secrétaire général de l'Union Syndicale des Cies d'Assurances, Vieu, Tual et L'Electro-Crédit.

locaux), Henry Bordeaux et Claude Farrère, de l'Académie Française ; Paul Faure, ancien ministre, l'actuel directeur de *La République libre* ; Gustave Gautherot, ancien sénateur, qui dirigeait en 1926-1932 *La Vague Rouge*, revue de documentation anticommuniste ; Pierre Taittinger, ancien président du Conseil municipal de Paris ; E. Beau de Loménie, auteur d'un livre fameux sur les dynasties bourgeoises ; François Le Grix, ancien directeur de la *Revue Hebdomadaire* de Plon ; Jacques Isorni, le défenseur du Maréchal Pétain et de Robert Brasillach ; Bernard de Vaulx et Pierre Virion, anciens rédacteurs à l'*Action Française* ; Bertrand de Jouvenel, L. Mabille de Poncheville, Jean-Louis Lagor (Jean Madiran, alias Arfel), un jeune professeur catholique ; François de Romainville (alias de Goulévitch) futur directeur d'*Exil et Liberté* ; Hugues Saint-Cannat (Maurice Gaît (6)). Vinrent ensuite Xavier Vallat, ancien commissaire général aux questions juives, Guy Vinatrel (alias Gilbert Pradet), Paul C. Berger, Simon Arbellot, Louis Guillard, Jacques Delebecque, André Joussain, Georges de Plinval Claude Harmel, Georges Barbul, un journaliste roumain exilé, Hubert Lagardelle, ancien ministre du Maréchal Pétain, C.J. Gignoux, Alfred Fabre-Luce, Charles Mauban (pseudonyme du député Caillemet), Georges Roux, François Cathala, J. Stavnik, un ancien collaborateur de Bénès, Jacques Mordal, Paul de Cassagnac, Pierre de Luz, Louis Salleron, le Docteur François Daudet, fils de l'écrivain monarchiste, Paul Morand, Benoist-Méchin, le Général Vésine de la Rue, Henri Sabarthez, etc...

Très vite, *Les Ecrits de Paris* prirent un essor qui tient du prodige : 30.000 exemplaires, 15.000 abonnés, une publicité abondante et choisie. La modeste tentative du début devenait une brillante entreprise. Elle l'est restée, grâce à une prudente et vigilante administration et à une autre réussite, venue confirmer et, en quelque sorte, épauler la première : le lancement de *Rivarol*.

Mais « l'hebdomadaire de l'opposition nationale » ne date que de janvier 1951. Avant son apparition, que de tentatives sans lendemain, que d'échecs ! La route qui s'étire sur cinq longues années d'après-Libération est jalonnée de cadavres.

#### Presse mort-née et éphémère.

*Questions actuelles-Ecrits de Paris* eurent des imitateurs, d'ailleurs assez nombreux. Outre les *Documents Nationaux*, *La Dernière Lanterne* et *Le Drapeau Noir*, dont nous avons parlé, plusieurs journaux d'opposition tentèrent de s'imposer entre 1945 et 1951. Ils ont tous disparu. Passons-les rapidement en revue :

*Force Populaire*, journal de « combat » socialiste-monarchique dont le n° 1 parut le 25 septembre 1947, sous la direction de François Saint-Anne et qui avait pour gérant Pierre Bernadet.

*Courrier 48* également monarchiste, publié, semble-t-il, en liaison avec M. Delongray-Montier, ci-devant collaborateur du pamphlet antisémite *Le Porc Epic*, et secrétaire du bureau politique du Comte de Paris.

(6) *Les Ecrits de Paris* étaient tirés sur les presses de l'imprimerie Georges Lang. Plus tard, ils auront leur propre imprimerie : *L'Imprimerie des Tuileries*, 9, passage des Marais, à Paris, où est également tiré *Rivarol*. Le succès et une bonne administration ont permis aux dirigeants des *Ecrits de Paris* — qui sont aussi ceux de *Rivarol* — de réaliser ce qu'aucun autre journal d'opinion ne pouvait espérer.

*La Sentinelle*, revue mensuelle (en principe), qui remplaçait des feuilles intermittantes et éphémères (*Front Noir*, *Le Combattant Européen*, *L'Unité*) et que dirigea (officiellement du moins) Claude-Marie Dragon. Ses collaborateurs se recrutaient principalement parmi les nostalgiques du fascisme : René Binet, un ancien militant communiste rallié au nationalisme, que l'on retrouve à l'origine ou à la tête de divers groupes activistes nationaux de 1948 à 1955 et qui a trouvé la mort, en 1957, dans un accident d'automobile ; G.-A. Amaudruz, le directeur d'une revue suisse agressivement antidémocratique ; Pierre Hofstetter, un spécialiste averti des questions de politique étrangère ; Pierre Morel, secrétaire de l'Union des Intellectuels Indépendants ; Louis Girard, Claude Vernoux, Maurice Achart, Jacques Guerland, J.-L. Dino, etc.

*Le Nouveau Prométhée*, créé en juillet 1950, dont le véritable directeur était René Binet, que secondait le directeur en titre : Dominique Anquetil. Ce journal publiait des articles de Paul Chantepie, Maurice Achart, A. Ameline, Fernand Demeure, Gonzague Truc, François Sauvage (Jean-Albert Foëx, ancien rédacteur à *L'Union Française* de Lyon), Claude Jamet, l'auteur de *Fifi roi* et d'*Images mêlées*, M. Justinien, J.-M. Desse, Robert Pernot, Hardouin, etc.

*La Jeune Révolution*, de Claude Vernoux, G. Gaylin, F. Varneville, Hardouin, auxquels succédèrent un peu plus tard Robert Darville, Jean Renard, André Riverand et Jean Tixier.

*Les Cahiers de la Cité*, revue alerte et documentée, que dirigeait M. Emmanuel Beau de Lomenie.

*La Liberté du Peuple*, journal bi-mensuel à fort tirage, rédigé par un ancien fonctionnaire, de Vichy, Georges Villaret, dit Jean Roy, et Maxence Bearne, Henry Babize, Philippe Saint-Germain, Daniel Berry, René Warrens, A. Schneider, P. Hofstetter, Pierre H. Schaeffer, Maurice de Nys, F. de Romainville, Jean Lelong, etc.

*Contre Révolution*, organe des étudiants patriotes, dont le gérant était Pierre Roos, et auquel collaboraient MM. B. Lahure, Michel Vivier (que nous retrouverons rédacteur à *Aspects de la France*, puis rédacteur en chef de *La Nation Française*) et Thomas Perroux. Cette feuille avait succédé à *Etudiants*, journal fondé par M. Philippe Wolf (le fils du mécène de la presse nationaliste des années 1947-1954) qui signait Philippe Leloup des chroniques particulièrement agressives.

*France Quo Vadis*, magazine illustré animé par Auguste Féval, fils et petit-fils des célèbres romanciers populaires, ancien rédacteur du *Réveil du Peuple* (de Jean Boissel, grand mutilé de guerre, mort dans les prisons de l'épuration), et par Jacques Sidos, frère des dirigeants du mouvement *Jeune Nation*. Collaborateurs : P. Josse, ancien sénateur, Jean Marot, Albert Heuclin, Guy Le Prieur, Pierre Savary, etc.

*Occident*, organe du mouvement d'action universitaire et culturelle, fondé en janvier 1951 et dirigé par Mme G. Maréchal.

*Les Cahiers de la Révolution Européenne*, de Michel Houitte.

*Le Nouveau Régime*, qui devint ensuite *Ici France*, bi-mensuel puis hebdomadaire royaliste, dirigé par Paul Griffoulière, homme de confiance, semble-t-il, du comte de Paris. Collaborateurs : Jacques Perret, P. Liévin, Jean Loisy, Pierre Longone, Jacques Baulmier, etc. (Ce titre a été repris, plus tard, en 1956, par la revue de Philippe Buren.)

*Paris-Dimanche*, hebdomadaire qui n'eut que quelques numéros (1950).

*Politique Française*, paraissant en liaison avec *France Réelle*.

*Lys Rouge*, organe des jeunes socialistes monarchistes, mouvement fondé en novembre 1944 par Jean-Marc Bourquin, un jeune avoué de Compiègne, qui connut les pires difficultés dans son entreprise. Contraint de changer fréquemment de titre, l'organe du groupe s'appela tout à tour : *La Voix Royale*, *Les Nouvelles Monarchistes*, *L'Avant-Garde Royaliste*, etc.

*Courrier Blanc*, de Bordeaux, qui aurait été clandestin pendant l'occupation.

*La Revue du Bas-Poitou*, dirigée par le vicomte de Maupeou, militant royaliste poitevin.

*Terre et Roi*, feuille de propagande monarchiste de la Marne.

*La Province*, de Rennes, résurrection de l'organe du vieux journaliste national Eugène Delahaye. Interdite en 1945, elle reparut en 1949 et disparut définitivement deux ans plus tard.

*L'Etendard*, organe semi-clandestin de l'Association Royaliste Catholique (A.R.C.) fondée par M<sup>e</sup> Pierre d'André.

*L'Appel de Paris*, organe du Rassemblement Travailleur Français, dirigé par M. Michel Coanet. Y collaboraient : Julien Dalbin (7), président du dit Rassemblement, avant-guerre directeur de *La Belle France*, ami de Péron dont il aurait reçu un appui financier important (cf. *Le Monde*, 28-1 et 7-2-1953), Georges Valençay, Marcel Gilliet, Jacques Mafioly, Jean Serrelande, S. Thenaud. Ce journal abandonna bientôt un titre (bien compromettant) (8) pour celui (plus anodin) de *La République Moderne*, racheté au groupe fédéraliste de M. C-M. Hytte, anc. collaborateur de M. Gaston Bergery. *Les Cahiers de la République Moderne*, de Hytte, étaient l'organe du mouvement national révolutionnaire. Ils avaient été fondés dès 1944.

*L'Unité Populaire*, organe du Parti Républicain d'Unité Populaire (P.R.U.P.), animé par MM. Maurice Plais, ancien adjoint communiste au maire de Clamart, René Binet, Fernand Pignatel, Jacques Gras, Paul Lefèvre, etc. Devise : « La France aux vrais Français ! »

*La Lutte*, qui portait en sous-titre : « Pour l'unité de la nation par la révolution sociale ». Fondé en novembre 1949, ce journal était lié au Front des Forces Françaises dont le secrétaire était R. Paret (aujourd'hui rédacteur à *France-Observateur*). Collaborateurs : Paul Estèbe, Michel Trécourt, A. Burchardt, Félix Nombel, Jean Rivollet, etc.

*Elan National*, organe du Mouvement Révolutionnaire National, fondé le 6 juin 1950 par Mlle Edith Pigache.

*Contact*, organe des Equipes de France, animées par M. Robert Giroux, l'un des fondateurs de *Réalisme*, que secondaient MM. Jean

(7) Candidat aux élections municipales en 1947 (4<sup>e</sup> secteur de Paris : 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> arrondissements), Julien Dalbin, ancien déporté politique (Buchenwald et Dora), avait pour co-listiers du *Rassemblement Travailleur Français* : le colonel Pierre Demery ; Anaïs Guittard, professeur de langues, présidente des *Femmes Françaises Travailleuses* ; Emile Lalieux, ancien membre du *Parti Radical-Socialiste*, puis du *Parti Radical-Socialiste Camille Pelletan* (Président : Gabriel Cudenet), ancien président de la 3<sup>e</sup> section de la *Ligue des Droits de l'Homme* ; Kléber Poncin, ancien membre du *Parti Républicain d'Unité Populaire* ; Léonie François-Arlencourt, institutrice c.r. ; Jean Deberque, agent technique, ancien membre du P.R.U.P. ; Alain Grésillon, agent de fabrique, du C.D. de la *Fédération Démocratique des Travailleurs* ; Gilbert Labbé, comptable.

(8) De 1941 à 1944 parut, en effet, sous ce titre, un hebdomadaire parisien dont le directeur, le commandant Costantini, fut condamné par les tribunaux de l'épuration.

Traissac, ancien préfet, et Michel Merland, délégué à la propagande du P.R.L.

*Les Idées et les Faits*, revue dirigée par Maurice Barbarin (Maxence Bearne), assisté de Philippe Buren (Meïer), rédacteur en chef. Principaux collaborateurs : Maurice Clavière, Bertrand Desavenues, J.-M. Gautheron, Jacques Henri, Paul Kempf, Comdt Le Roch, Paul Montfort, Christian Perroux, Claude Malet, Pierre Lucien, Charles de Jonquières, Jean Nivernois, etc. Deux excellents numéros spéciaux furent largement répandus : « Leur Libération » et « Bilan de la IV<sup>e</sup> ».

*La Victoire*, séquelle du quotidien de Gustave Hervé, qui paraissait chaque semaine au cours des années 1950-1953 sous la direction de M. Georges-Emile Dulac, vieux compagnon du fondateur. Cet « hebdomadaire de la République autoritaire, socialiste et plébiscitaire » était rédigé par un groupe de nationalistes composé de Camille Henry, Henri Bonifacio (Félix Antona, ancien rédacteur du *Franciste* de zone sud), André Lointier, Hubert Saint-Julien et Philippe de Lus. Paul de Cassagnac, ancien député plébiscitaire du Gers, l'amiral Decoux, ancien gouverneur de l'Indochine, Charles Reibel, P. Josse, ancien sénateur, Jean Savary, Louis Tessere, J.-M. Duplessis, etc... y collaboraient de temps à autre.

*Faisceaux*, revue mensuelle des Jeune Nationaux Européens, dirigée par M. P. Savary. La plupart des jeunes rédacteurs de *La Victoire* y collaboraient, notamment : H. Saint-Julien, C. Henry, G. Le Prieur, Henri Bonifacio, etc... Les bureaux étaient installés 24, boulevard Poissonnière, siège de *La Victoire*.

Pour être complet, il faudrait sans doute citer encore une bonne vingtaine d'autres journaux et revues qui parurent (et disparurent) autour de 1950.

En dehors de ces périodiques prématurément défunts, victimes semble-t-il de l'inexpérience de leurs dirigeants (à moins que ce fut de leur impécuniosité : « *le grisbi est à gauche!* » disait l'ancien rédacteur en chef de *Je suis partout*, P.-A. Cousteau), cinq organes de presse doivent retenir notre attention : *Paroles Françaises*, *Réalisme*, *France Réelle*, *L'Heure Française* et *L'Indépendance Française*. Les uns et les autres ont occupé, pendant plusieurs années, une place non négligeable dans la presse d'opinion.

#### Développement de la presse anti-système.

*Paroles Françaises*, journal fondé en 1946 pour servir d'organe au Parti Républicain de la Liberté (P.R.L.), fut dès le début, le défenseur des épurés et des prisonniers politiques en faveur desquels son directeur, le député André Mutter, un résistant authentique, réclamait l'amnistie. Cet hebdomadaire, agressif de ton et classique d'allure, connut un large succès dans les milieux « pétainistes ». Il tira en 1947-1948 à plus de 100.000 exemplaires. Les procès qui s'abattirent sur lui de tous côtés tarirent un beau jour la caisse de la société qui le publiait. Le journal fut cédé à une société de gérance (9), puis à Paul Estèbe, conseiller de

(9) La Société de Gérance de *Paroles Françaises*, qui avait pris la suite (en 1949) de la Société *Paroles Françaises* (créée en 1947) dans l'exploitation du journal, avait pour fondateurs Mme Antoine Brun, René Château, l'ancien député socialiste épuré,

l'Union française, que les nationaux de la Gironde envoyèrent siéger au parlement en 1951. La rédaction de *Paroles Françaises* était assurée par MM. Saint-Méran, Claude Jamet, André Thérive, Marcel Espiau, ancien rédacteur à *L'Ami du Peuple*, Pierre Dominique, Daniel Berry, E. Beau de Lomenie, Pierre Ducastel, Pierre Hamp, François Sauvage, J.-A. Foëx, René Gillouin, Roger Paret, André du Dognon, Adolphe de Falgairolle, Julien Guernec, F. de Romainville, Philippe Saint-Germain, Jean Ebstein, Robert Perrot, Maurice Heim, Ange Pitou (Louis Truc), M.-H. Bourquin, Jacques Baulmier, Henri Bonifacio (Antona), Mauloy, André de La Far, etc...

Les abonnés du journal étaient groupés au sein des *Amis de Paroles Françaises*, dont le secrétaire général, S. Vincent, jouant les Ravachol et les Vaillant, jeta la panique au Palais Bourbon, un jour de séance, en tirant des coups de revolver (à blanc).

Le 11 décembre 1948, une autre publication, celle-ci nettement maréchaliste, fut lancée à Paris : *Réalisme*. C'était une revue de 32 pages, d'une rare violence contre le système et contre le général De Gaulle, dirigée par J.-L. Bienaimé (remplacé quelques mois plus tard par Robert Giroux). Ses rédacteurs se recrutaient parmi les journalistes proscrits. Des caricatures agressives illustraient les textes : elles étaient l'œuvre de Pédro, le dessinateur de *Gringoire*, et de Ben, auteur de pamphlets clandestins dont l'un, *Voyage en absurdie*, véritable chef-d'œuvre du genre, connut deux tirages successifs totalisant 200.000 exemplaires ; Louis Guittard, jeune avocat plein de promesses qui devait rallier le mendésisme et collaborer à *L'Express*. Mais l'animateur réel de la revue était Christian Wolf, un industriel dynamique et farouchement nationaliste, qui n'hésitait pas à prendre lui-même la plume pour y malmener les « hommes du Système ». M. Wolf, dont les affaires étaient florissantes, non seulement soutint financièrement *Réalisme*, mais subventionna pendant près de dix ans toutes les publications, tous les mouvements, toutes les maisons d'édition de l'opposition nationale de nuance pétainiste (10).

Dans son tableau de « la presse d'opposition d'inspiration maréchaliste », *L'Index quotidien de la Presse Française* (28-10-1954) écrivait, à propos de *Réalisme* : c'était « un pamphlet anti-communiste, anti-gaulliste, dont les six premiers numéros (bimensuels) furent tirés à 250.000 exemplaires, ce qui inquiéta les Pouvoirs publics : un « commando » d'anciens résistants *défenestra* (sic), le 9 février 1949, le siège social des Editions *Réalisme* et, dès le lendemain le ministre de l'Intérieur frappa la revue d'une mesure d'interdiction à l'exposition dans les kiosques et à la vente à la criée ». Après un succès considérable, le tirage baissa. C'est alors que M. Wolf, qui possédait l'un et subventionnait l'autre, imposa la fusion de *Réalisme* et de *Paroles Françaises* sous un nouveau titre : *France Réelle*, nom porté avant la guerre par un journal de droite dirigé par Henry Babize, des Essarts et X. de Toytot.

auteur de « *L'âge de Cain* » (sous le pseudonyme d'Abel) et Xavier Leurquin. Ces derniers, qui étaient gérants de la société, furent remplacés en 1950 par André Senterre dit Roubaud, auquel succédèrent Pierre Borely, puis Robert Janiaud.

(10) Aujourd'hui, partisan de la « co-existence pacifique », il est l'un des grands fournisseurs de l'U.R.S.S. et de ses satellites. « M. K. » a cité en exemple la firme de Chr. Wolf (avec quelques autres) aux hommes d'affaires accourus pour lui faire leurs offres de service, lors de son passage à Paris (printemps 1960).



*France Réelle*, hebdomadaire, parut en novembre 1951 sous la direction politique du député Paul Estèbe. Jean-Marc Poullain, en assurait la direction effective en étroite collaboration avec son père, l'ancien directeur de la *Vigie de Dieppe*, qui avait présidé, sous le gouvernement du Maréchal Pétain, la commission des hebdomadaires de la Corporation de la Presse. La rédaction comprenait : Stéphane Lauzanne, ancien rédacteur en chef du *Matin*, Le Marin (Poullain), Claude Bienne (Claude Jeantet), Jean Maze, et la la majeure partie des anciens collaborateurs de *Paroles Françaises*.

Le journal débuta avec un tirage de 40.000 exemplaires et 8.000 abonnés. Christian Wolf finançait l'entreprise. Mais en juin 1953, il cessa de la subventionner pour se consacrer au *Centre des Indépendants*. Ce fut la liquidation. Paul Estèbe, qui avait constitué une nouvelle société de gestion, prit la responsabilité politique de l'hebdomadaire qu'il fit dès lors imprimer à Libourne. Le siège parisien fut transféré du 51, boulevard St-Michel au 2 bis, rue de la Baume, où Michel Trécourt, le marquis de Bourmont et Jean-André Faucher, ancien rédacteur à *La Seine*, animaient la rédaction. Un désaccord ayant surgi entre M. de Bourmont et M. Trécourt, le journal disparut fin 1954.

Il fut immédiatement remplacé par *L'Heure Française*, confectionnée en équipe par Michel Trécourt, directeur, J.-A. Faucher, rédacteur en chef, R.-A. Soyer, administrateur, Claude Bienne, Stéphane Hecquet, Roger Leroy, Hubert Saint-Julien, Marcel Cordonnier, Jean Lousteau, Adolphe de Falgairolle, Guy Vinatrel, Henri Delavignette, Martial Attané, etc... Un comité d'hommes politiques nationaux patronnait le journal. Après une existence difficile, *L'Heure Française* disparut en 1956. Elle devait se survivre sous le titre de *Nouveau Régime* (direction : Philippe Meier dit Buren).

À côté d'*Aspects de la France* (dont nous avons parlé) adoptant les mêmes attitudes politiques, défendant les mêmes thèses, arborant le même drapeau, parut de 1946 à 1950 un journal monarchiste, *L'Indépendance Française*, dont le directeur-fondateur, M. Marcel Justinien (11) est aujourd'hui le collaborateur de *Rivarol*. Le principal rédacteur était Jean-Louis Lagor, futur directeur d'*Itinéraires*, sous le pseudonyme de Jean Madiran. Antoine Blondin, J.-M. Desse, Roger Paret, Julien Guernec, Sylvain Bonmariage, André Joussain, Pierre Buffière, etc... collaboraient également à ce bi-mensuel.

*L'Indépendance Française* fut la seule publication, à notre connaissance, qui se permit, en février 1949 de rendre hommage à Drumont, à l'occasion de l'anniversaire de sa mort. C'est elle également qui osa ouvrir six ans après la Libération, une vaste enquête sur le Fascisme, sujet tabou, à laquelle prirent part Alfred Fabre-Luce, Simon Arbellot, Pierre Dominique, Jacques Perret, Pierre Nicolas, René Barjavel, Michel Mohrt, Jacques Isorni, François Le Grix, Gonzague Truc, Lucien Maulvaut, É. Beau de Loménie, Pierre Varillon, Robert Havard de la Montagne, René Jehannet et... Charles Maurras, lui-même, sous le pseudonyme d'Octave Martin (il était alors détenu à Clairvaux).

(11) Marcel Justinien dut interrompre la publication de *L'Indépendance Française* d'octobre 1946 à mars 1947 pour raison de... Santé ! Il avait, en effet, commencé la publication de son journal avant d'avoir reçu la fameuse « autorisation préalable », et le gouvernement Bidault l'avait fait jeter en prison. Défendu par M<sup>r</sup> Isorni, il fut relâché en correctionnelle (mars 1947). Les amendes et les frais qui l'obligèrent à s'endetter de plus de deux millions, l'amènèrent à fusionner, comme nous l'avons dit, avec *Aspects de la France*.

Au début de l'été 1950, *L'Indépendance Française* fut absorbée par *Aspects de la France et du Monde*. Justinien rejoignit (pour quelques temps) le journal de Georges Calzant, mais sans Arfel-Lagor qui poursuivit seul la publication d'une *Indépendance Française Nouvelle*, laquelle parut très irrégulièrement et mourut d'inaudition à son quatrième numéro.

#### Pour la réconciliation des Pétainistes et des Résistants.

Aux élections de 1951, les « pétainistes » — du moins ceux qui n'étaient pas frappés d'inéligibilité par les divers tribunaux de l'épuration — eurent leurs candidats : Jacques Isorni, le défenseur du Maréchal Pétain, l'amiral Decoux, ancien gouverneur de l'Indochine, Roger de Saivre et Paul Estébe, qui avaient appartenu au cabinet du Maréchal, se présentèrent. Le premier fut élu à Paris, le troisième à Oran, le quatrième dans la Gironde.

La liste parisienne se présentait sous l'étiquette d'U.N.I.R. (Unité Nationale et Indépendants Républicains), mouvement constitué par M<sup>e</sup> Isorni avec le concours d'Odette Moreau, déportée de Ravensbruck, et André Moulinier, compagnon de la Libération (12). U.N.I.R. préconisait la réconciliation des Français et fonda en juin 1951 un journal *Unir*, dirigé par Michel Petitjean, dont le premier numéro lançait cet appel : « *Hors de tous les conformismes de droite et de gauche, uniquement soucieux de l'unité nationale, fidèles aux traditions, adversaires des privilèges, défenseurs des libertés, nous voulons un gouvernement qui gouverne et une république qui ne fasse plus rire d'elle. Et nous appelons tous les Français, sans distinction de classe ou d'opinion, à participer à ce bon combat.* » (13)

Le N<sup>o</sup> 2, qui parut le 1<sup>er</sup> septembre 1951, contenait des articles de Jacques Isorni, Roger de Saivre, Jean Maze, l'auteur de *Système* Jacques Faugeras. « *U.N.I.R. contenue* », annonçait Isorni. Et de demander l'aide de ces 250.000 électeurs qui venaient de voter pour les candidats des listes U.N.I.R. Mais l'initiative n'eût pas de suite, Isorni rejoignit bientôt le Centre des Indépendants.

Roger de Saivre, tout en collaborant à *Unir*, avait lancé, à la même époque, un journal hebdomadaire, *Contre* — contre... la pagaille, la misère, la guerre, lisait-on en manchette.

« *Le peuple français 1951, écrivait-il, n'est pas POUR. Il est CONTRE.*

« *Et il a raison d'être CONTRE.*

« *Il a raison, parce que, si un organisme vient à tomber gravement, très gravement malade ; s'il est rongé par un microbe pernicieux, usé par la fièvre, menacé de mort, ce n'est pas le moment que choisira le médecin pour disserter sur le meilleur système de culture physique ou sur la station de cure la plus efficace. L'immédiate, c'est de lutter CONTRE le microbe, CONTRE la fièvre, CONTRE la mort qui rôde... »* (14)

Tout comme *Unir*, le journal de Roger de Saivre était installé 18, rue d'Enghien, dans l'immeuble de l'ancien *Petit Parisien*.

(12) La liste U.N.I.R., conduite par Jacques Isorni, était composée de l'amiral Decoux, Odette Moreau, Pierre Henry, ancien secrétaire général de la Préfecture de la Seine, A. Moulinier, Joël Serieyx, Jean Corcol, Michel Morel, Jacques Tineq, Georges Palous, Pierre Le Poittevin.

(13) *Unir*, n<sup>o</sup> 1, 12-6-1951.

(14) *Contre*, n<sup>o</sup> 1, 2 mai 1951.

Ses collaborateurs appartenaient à la droite, voire pour certains aux milieux ex-pétainistes : Albert Montagny, Yves Quinsac, N. Castel, J.-L. Georges, Philippe Leloup (Wolf) — le fils de l'industriel Christian Wolf, qui subventionnait le journal, — Pierre Orval, Jean Crécy, Jean Davril, Claude Serval, René d'Argile (Dargilat), Ginette A. Guitard, le dessinateur R. Guérin.

Contre cessa de paraître au bout de quelques semaines.

#### Le fier Artaban.

Entre 1951 et 1960, d'autres journaux, d'autres revues naquirent et disparurent, qui se réclamaient, peu ou prou, des mêmes idées. Le plus connu, en raison de la personnalité de son propriétaire, Jacques Hébertot, est certainement *Artaban*. Hébertot, de son vrai nom André Daviel, poète, dramaturge, directeur de théâtre (Théâtre des Champs-Élysées, Théâtre des Mathurins, puis des Théâtre des Arts), directeur de journaux (Paris-Journal, La Danse, Comœdia illustré, Artaban), éditeur de musique et de disques (« *Le Disque du Roi* », 1932) animateur de station thermale (Casino de Forges-les-Eaux), est l'un des rares non-conformistes de Paris. A soixante-et-onze ans (1957), il lança *Artaban*, hebdomadaire politique et littéraire, dont Jean Lousteau et Jean-André Faucher furent les principaux rédacteurs, et Jacques Borie, l'administrateur. De nombreux collaborateurs complétaient la rédaction : Jean de La Varende, le bâtonnier Maurice Ribet, Henri Clouard, Georges Hillaire, ancien préfet, ami et collaborateur de Pierre Laval, Guy Vinatrel, Alfred Mallet, André Rivollet, Stephen Hecquet, André Delacour, Paul Sentenac, etc... *Artaban* publia également des articles de Henry Bordeaux, Georges Bonnet, Pierre Gaxotte, Thierry-Maulnier (alias Talagran), Henri de Montherlant et Jean-Louis Vaudoier. Ils disparut avant son 100<sup>e</sup> numéro.

Outre *Artaban*, il y eût :

*Cyrano de Paris*, dirigé par Jacques Gravereau (1958) ;

*L'Indépendance*, dirigée par M. Marchand, imprimée à Alger (1959) ;

*Réveil de la France*, de Louis-J. Gayet (1953-1955) ;

*Le Combat National*, bulletin des lycéens et collégiens nationaux (1957-1958) de tendance monarchiste, animé par Louis Darmont, Marc Vanoin, Alain Millet, Chalonnès, Philippe Saurel, François Lefevre, Jean Danjou (alias Toublanc), qui publiait d'excellents dossiers ou « documents d'étude », pour la formation de ses jeunes lecteurs et amis ;

*Le Bloc National* (1958), animé par J. Cabot, ancien officier, Pierre Jacques, et de Kersaint, ancien secrétaire général du P.R.L.

*Le Courrier du Salut Public* (1958) organe du C.S.P. de Rouen, dirigé et rédigé par Georges Havard, Jean Rousselet, Jeanne Belleville, Maurice Bernard, Pierre Martinière, A. Le Bon ;

*France Future*, organe du Parti National Démocrate Français, dirigé par Jean Casoni, avocat à Rouen, Jean Breunat, Paul Ciavaldini, François Foata, Maurice Bernard, Paul Jaouen ;

*Forces Réelles*, mensuel fondé par Michel Trécourt, dirigé par lui jusqu'en 1955, puis cédé à l'Union des Intellectuels Indépendants.

Le n° 1 de la presse d'opposition : Rivarol.

L'échec de ces journaux s'explique d'autant mieux que le public auquel ils s'adressaient avait déjà sa presse : pour les monarchistes

*Aspects de la France, La Nation Française, Les Libertés Françaises, Les Amitiés Françaises, L'Ordre Nouveau* ; pour les révolutionnaires-nationaux et les néo-fascistes, *Jeune Nation, Fidélité, Défense de l'Occident* ; pour les socialistes démocrates et anti-marxistes nationaux, *La République Libre*, de Paul Faure ; pour les catholiques de droite, *Itinéraires*, de Jean Madiran ; pour les nationaux en général, *Rivarol, Les Nouveaux Jours, C'est-à-dire, le Bulletin de Paris et Le Charivari* ;

Les journaux royalistes catholiques, révolutionnaires-nationaux et néo-fascistes étant examinés par ailleurs, nous nous occuperons ici des autres, en premier lieu du plus répandu d'entre eux : *Rivarol*.

L'hebdomadaire de l'opposition nationale date de janvier 1951. Il faisait suite, en quelque sorte, à *La Fronde*, fondée deux mois plus tôt par Marcel Laignoux, Maurice Gaît (15) et Julien Guerneç (16). Ce pamphlet vigoureux (17) avait quelque peu effrayé son commanditaire, l'industriel Christian Wolf. Le directeur des *Ecrits de Paris*, qui avait fait preuve d'habileté et de talent dans la conduite de cette revue, fut sollicité par le mécène de prendre en main ce journal et d'en faire un hebdomadaire capable de rallier la majorité des lecteurs d'extrême-droite. Il lui remit, pour ce faire, une importante somme d'argent — 18 millions, croyons-nous — et l'assura de son appui. *La Fronde* se transforma en *Rivarol*.

La rédaction du nouveau journal, coiffée par René Malliavin, qui signait Michel Dacier les éditoriaux, s'installa dans l'immeuble du 354 de la rue Saint-Honoré (propriété de l'industriel Wolf).

Outre Guerneç, qui est, depuis, passé à *Paris-Press* (même direction que *France-Soir*) et à *L'Auto-Journal* (direction Robert Hersant), et Gaît, toujours au journal, la très brillante équipe de *Rivarol* comprenait : l'écrivain Antoine Blondin, l'un des anciens rédacteurs de *La Dernière Lanterne*, qui avait, entre temps, obtenu le « Prix des Deux Magots » pour sa remarquable « Ecole buissonnière », Jean Pleyber (alias Émile Grandjean, gouverneur de la colonie e.r.), Pierre Dominique, (18) ancien dirigeant des services de l'information à Vichy (en 1940-1944), Charles Mauban (l'actuel député Caillemer), Jacques Ricard, Romain Mottier, pseudonyme helvétique de l'écrivain André Thérive (Roger Puthoste), ancien critique littéraire du *Temps* et ex-Président de l'Association de la Critique littéraire ; B. de Garambé (Gilles Martain), Christian Errans (pseudonyme du journaliste roumain Georges Barbul), Jacques Tegly (Tony Guedel), ancien rédacteur à *Jeunesse de France* et au *Cri du Peuple*, Yves Jacquemin, alias Guy Crouzet, ancien rédacteur à *Notre Temps* et aux *Nouveaux Temps*, Bernard Dufour,

(15) Ancien de Normale Supérieure (où il était le condisciple de Bardèche, Brasillach, Thierry Maulnier, Jean Nocher, René Château), Gaît avait été poursuivi à la Libération parce que Commissaire général à la Jeunesse de Vichy (non-lieu le 18-11-1947 pour faits de résistance).

(16) Julien Guerneç avait collaboré en 1948-1950 à *Paroles Françaises* (chroniques de Coco Bel (Eil)). Il signe aujourd'hui François Brigneau à *Paris-Press*.

(17) Ce très agressif journal avait pour collaborateurs : Maurice Gaît, qui signait Fabricius Dupont, Guerneç (François Brigneau), Jean Pleyber, Bernard Borval, Philippe Saint-Germain, Jean Dufour, Antoine Blondin, Charles Mauban, Osson Mathieu, Maurice Bardèche, Léon Gaultier, Jean Bardier, etc...

(18) Pierre Dominique appartient quelque temps à l'*Action Française* après la guerre de 1914-1918. Il était alors le docteur Luchini, médecin à Sartène. Installé ensuite à Paris, il collabora à la grande presse et fut rédacteur en chef de *La République* pendant une dizaine d'années. Il y mena de vigoureuses campagnes contre le bellicisme-soviétique.

Albert Paraz, Maurice Martin du Gard, Albert Simonin, qui devait obtenir peu après le *Prix des Deux Magots* pour son « Touchez pas au griski ! », et le dessinateur Ben (Benjamin Guittoneau).

Au cours de la première période, le journal fut violent, agressif, souvent parodique. On y trouvait alors un esprit assez voisin de celui du *Canard Enchaîné*, ceci sous l'influence d'Antoine Blondin, particulièrement doué pour le pastiche. Après le départ de Guernec et de Blondin, et la réintégration de Gaït dans le corps enseignant, Guy Crouzet, dit Jacquemin devint rédacteur en chef. Le dessinateur Léo (Ralph Soupault) et Jean Madiran (Arfel), que nous avons vu à *L'Indépendance Française* sous le nom de Lagor, représentant de la jeune droite catholique, entrèrent au journal, bientôt rejoints par Pierre-Antoine Cousteau, « le plus grand journaliste de l'occupation » (Galtier-Boissière dixit), fraîchement émoulu de Clairvaux et d'Eysses, qui donna à la rubrique d'échos une extension qu'elle n'a pas aujourd'hui.

En novembre 1954, le baron Alfréd Fabre-Luce, petit-fils du fondateur du *Crédit Lyonnais*, devint rédacteur en chef de *Rivarol*. Des difficultés financières, qu'Albert Paraz a décrites avec humour dans son roman à clé « *Villa Grand Siècle* » (19) avaient contraint la SODINO (20), société exploitant le journal, à céder celui-ci pour une durée limitée — un an — à Fabre-Luce, moyennant une mensualité convenable, employée « à boucher les trous ». La venue de ce dernier provoqua des remous au sein du journal : les « durs » tenaient un conseil de rédaction qu'animait Cousteau — Paraz vivant à Vence et Pleyber en Bretagne — tandis que les « mous » se réunissaient sous la présidence de Fabre-Luce.

« L'expérience Fabre-Luce » fut à la fois heureuse et malheureuse pour *Rivarol* : elle permit à la SODINO de combler le déficit et de repartir sur des bases financières assainies, mais elle jeta un certain désarroi chez le lecteur de base et fit baisser le tirage.

Dans son livre *La Presse d'Opinion* (21) qu'il signa Alcibiade, Pierre-Antoine Cousteau a expliqué que Fabre-Luce « imposa le petit format, peu propice aux mises en pages de combat, et un ton académique et modéré qui ne correspondait nullement aux aspirations de la clientèle du journal ». « Cette expérience qui faillit tuer « *Rivarol* » — concluait Cousteau — ne dura qu'un an. Depuis le départ M. Fabre-Luce, l'hebdomadaire a repris de sa vigueur et retrouvé la confiance de ses lecteurs. Un récent référendum a montré que — contrairement à une opinion répandue par ses adversaires — le public de *Rivarol* était loin d'être composé uniquement de « demi-soldes », qu'il comptait aussi de nombreux ex-résistants éçœurés sur le Système et beaucoup de jeunes qui n'étaient pas en âge de prendre parti pendant l'occupation ».

Le tirage, qui avait quelque peu baissé, remonta progressivement lorsque l'ancienne équipe reprit les rênes (22). La mort

(19) Martel, éditeur (1955) Dans ce livre truculent et agressif, feu Paraz raconte les difficultés de *Rivarol*, baptisé *Ravachol*, et les exploits du baron Sédormid (Fabre-Luce) qui enchantaient les rédacteurs de l'*Omnibus* (lisez : *L'Express*) et Zif-Chrestien (c'est-à-dire Mendès-France).

(20) La SODINO (Sté La Diffusion Nouvelle) a été fondée le 28-12-1950 (statuts déposés chez M<sup>r</sup> Thibierge, notaire à Paris) par René Malliavin (900 parts de 1.000 francs) et Paul Malliavin (150 parts de 1.000 francs).

(21) Alcibiade : « *La Presse d'opinion* ». — N<sup>o</sup> spécial de *L'Echo de la Presse*, juillet 1958.

(22) Le dernier article de Fabre-Luce était un hommage, à peine nuancé, à Mendès-France.

d'Albert Paraz et de P.-A. Cousteau et le départ de Madiran ont porté un coup très dur à Rivarol, que l'arrivée de Rebatet et Lebre a heureusement amorti. Sous la direction de René Malliavin, secondé par Maurice Gaït (mis en congé sur sa demande par le Ministère de l'Education Nationale), l'équipe rédactionnelle du journal poursuit son combat contre le Système. Au moment du référendum, cependant, elle ne prit pas position contre le Général De Gaulle et conseilla l'abstention.

Ayant repris, plus tard, ses attaques contre « Le Guide », — comme il dit, — *Rivarol* fut maintes fois condamné, en particulier pour la publication du « Retour en absurde » de Ben.

La rédaction du journal est assurée actuellement par Michel Dacier (Malliavin), Fabricius (Gaït), Pleyber, Errans, P. Dominique, Thérive, de Garambé, déjà nommés, auxquels se sont joints depuis plusieurs années, Sacher Basoche (Louis Truc), Edith Delamare, Robert Poulet, journaliste belge, condamné à mort à Bruxelles et grâcié, Lucien Rebatet, Henri Sabarthez, ancien condamné à mort, Georges Bousquet, Auberger (qui signe « Le Muscadin »), Henri Lebre, l'ancien directeur du *Cri du Peuple*, etc. Ben et Léo illustrent *Rivarol* de leurs dessins satiriques et féroces.

#### L'ombre de Léon Bailby.

Autre hebdomadaire national : *Les Nouveaux Jours* (23), fondé le 15 mars 1953, avec l'appui de Léon Bailby, l'un des grands directeurs de journaux de l'avant-guerre, et sous son égide, par Roger René-Lignac (alias Roger Lacor).

Ancien rédacteur à *L'Intransigeant*, au *Matin*, au *Jour*, et toujours avant la guerre, quelque temps rédacteur en chef de *L'Echo des Etats-Unis* et de *La Liberté du Sud-Ouest*, René-Lignac est secondé par deux anciens collaborateurs de Léon Bailby, Jeanne Collet, qui dirigeait son secrétariat particulier, et Antoine-Marie Pietri, qui avait débuté au *Petit Journal* et était entré ensuite au *Jour*.

Soutenant les efforts des parlementaires « récalcitrants », *Les Nouveaux Jours* bénéficièrent de la collaboration de députés, de journalistes et d'écrivains connus comme des adversaires du Système (du moins avant mai 1958) : Jean Legendre, député de l'Oise, André Joigny, Robert de Narbonne, Denise de Fontfreyde, ancienne collaboratrice de *Révolution Nationale*, Simon Arbellot, Louis de Charbonnières, Marcel Espiau, le dessinateur Ben, etc...

Au moment du référendum, après avoir longtemps hésité, *Les Nouveaux Jours* firent campagne pour le *Oui*. Son directeur affirmait alors que « Si le Maréchal sortait demain de sa pauvre tombe d'exil, il voterait « oui » sans hésiter ».

Aujourd'hui, la rédaction semble fort divisée, et Ben, que les tribunaux ont condamné pour atteinte à la dignité du Général De Gaulle, y publie des dessins parfois fort irrévérencieux pour le nouveau régime.

(23) *Les Nouveaux Jours* sont édités par la *Cie Gle d'Édition, d'Impression et de Publicité* (anciennement *Sté Nouveaux Jours SONOJO*) constituée en février 1953 par René Lignac, le comte Patrice de la Selle, Paul Anrich et A.-M. Pietri. Lors de l'augmentation de capital (septembre 1954), un nouvel associé apparut : Mlle Jeanne Collet.

### Une revue de luxe au service de l'opposition nationale.

Autre publication nationale, *C'est-à-dire*, après bien des vicissitudes, semble avoir mis une place de choix dans la presse française. L'abbé Boulin — le Pierre Colmet de la *Revue Internationale des Sociétés Secrètes* — qui avait été rédacteur à *L'Univers* de Louis Veuillot, disait qu'« un journal d'opposition doit être petit, violent, mal fait ». C'est exactement le contraire que fit le fondateur de *C'est-à-dire* : Jean Ferré tient à un format convenable, à une présentation luxueuse et à une excellente tenue. Ce jeune directeur de revue d'opposition, — il n'a qu'une trentaine d'années — est un journaliste éprouvé. Il a collaboré à *Sciences et Vie*, à *Aux Ecoutes* et à *Notre Epoque* (24).

Lancé en 1956, *C'est-à-dire* (installé d'abord à Levallois, puis rue d'Enghien et enfin rue des Jeûneurs, n° 10) avait alors pour principaux collaborateurs : Charles Fuyet, pour l'administration ; Dauven, Jean Lousteau, P.A. Cousteau, Jacques Ploncard d'Assac, le chansonnier Olive, Pierre Fontaine, Lucien Rebatet, Stephen Hecquet, etc., pour la rédaction.

Faute de moyens, le magazine parut très irrégulièrement en 1958-1959 et la *Société des Éditions de la Vigie Française* qui le publiait fut mise en faillite en 1959.

Jean Ferré, propriétaire du titre, a repris la publication de la revue. Une partie de ses collaborateurs lui sont restés fidèles et, parmi eux, le jeune journaliste François Chiappe (fils du préfet Angelo Chiappe, fusillé à la Libération, et neveu de l'ancien préfet de police tué en 1941), dont l'ironie mordante valut à *C'est-à-dire* les foudres de la justice et la saisie dans les kiosques. Le leader paysan Henri Dorgères, Paul Gache, Pierre Hofstetter, Pierre Fontaine lui donnent régulièrement des articles.

### Austère ou satirique.

*Le Bulletin de Paris*, l'hebdomadaire de *France-Documents* (61, avenue F.-D.-Roosevelt, Paris 8<sup>e</sup>) a été lancé en 1955. Il se présentait alors sous la forme d'un journal et s'enorgueillissait de collaborations brillantes : celles de Jean Rigault (rédacteur en chef), l'ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Giraud à Alger, de l'académicien Pierre Gaxotte, ci-devant directeur de *Je suis partout*, du président Pierre-Etienne Flandin, de l'ancien ministre vichyssois René Belin, et aussi de celles de Jean Maze, André Frossard, Joseph Barsalou et Stéphane Hecquet.

Le tirage, qui était de 50.000 au début, allant en s'amenuisant, la direction suspendit en 1957 la vente dans les kiosques. Trans-

(24) Hebdomadaire catholique illustré, *Notre Epoque*, dont les premiers numéros tirèrent à plus de 200.000 exemplaires, fut lancé en mars 1956, par un groupe qui rêvait d'affaiblir *La vie catholique illustrée*, jugée très progressiste. Son directeur était Paul Lesourd, professeur à la Faculté Catholique à Paris. Selon *C'est-à-dire*, les commanditaires appartenaient au monde des affaires : Paul Van Zeeland, ancien président du Conseil de Belgique ; le baron de Lassus, président de la Cie Française Thomson-Houston ; Guillaume de Tarde, ancien président de la B.N.C.I. ; le professeur Louis Baudin, de l'Institut, président de la Banque Franco-Portugaise ; Henri Germain-Martin, de la B.N.C.I. ; le marquis de Flers, directeur général de la Banque de l'Indochine, etc... Il y avait aussi l'éditeur Cino Del Duca, le propriétaire de *Paris-Journal* (ex-*Franc-Tireur*).

formé en feuille genre *Capital*, imprimé sur un seul côté, *Le Bulletin de Paris* n'en continue pas moins son bonhomme de chemin sous la direction de son fondateur, Jean Létang (25), avec la collaboration de René Saive, ancien rédacteur à *L'Ordre* et à *La France Socialiste*, collaborateur de *La France Indépendante* et du *Journal du Parlement*, de l'économiste F.-F. Legueu, ancien éditorialiste de la *Vie Industrielle*, le journal économique publié pendant la guerre, et de quelques-uns des rédacteurs du début.

Le dernier né des machines de guerre lancées contre le Système, le mensuel illustré *Charivari* (19, rue des Prêtres Saint-Germain-l'Auxerrois, Paris 1<sup>er</sup>), a été ressuscité en 1957 par Noël Jacquemart, le directeur de *l'Echo de la Presse*. Il succédait à deux autres *Charivari*, celui de Daumier, au XIX<sup>e</sup> siècle, et celui qu'avaient lancé, entre les deux guerres, le dessinateur Jehan Sennepe et le chansonnier Augustin Martini, sous l'égide d'un groupe très *Action Française*.

Le *Charivari* de Noël Jacquemart, — dont Claude Jacquemart, fils du premier, est le rédacteur en chef —, fut pendant près de deux ans rédigé en grande partie par André Cubzac (P.-A. Cousteau). Les autres collaborateurs appartiennent aux milieux non-conformistes dits « de droite » : Simon Arbellot, Pierre Fontaine (qui signe aussi Pierre Navarre), M<sup>me</sup> Edith Delamare, Georges Virebeau, etc...

Copieusement illustré de photographies — souvent de photomontages — et de caricatures (Pinatel, Leno, Massias), *Charivari*, avec ses 20.000 exemplaires mensuels, a pris une place enviable dans la presse d'opposition, en raison même de son non-conformisme agressif, comparable à celui du *Crapouillot* de Galtier-Boissière. Il existe, au *Charivari*, des sujets-chocs ; il n'y a pas de sujets-tabous.

#### Systématiquement anti-système.

Autre hebdomadaire d'opposition, celui-ci plus nettement à gauche puisque socialiste démocratique, mais très vigoureux et fort hostile à la V<sup>e</sup> République : *La République Libre* (66, rue des Martyrs, Paris 9<sup>e</sup>).

Fondé en 1949, cet « hebdomadaire de la démocratie socialiste » a pour directeur-gérant Jean Rousseau et pour directeur politique, Paul Faure, ancien ministre du gouvernement de Front Populaire. Secrétaire général du Parti socialiste pendant vingt ans, Paul Faure, qui appartenait à la fraction pacifiste et nationale de la S.F.I.O., fonda *Le Populaire* avec d'autres militants et

(25) Jean Létang et Mme Jacques Nohant, née Jacqueline Létang sont les principaux associés de la Sté *Les Editions de France-Documents*, qui publient *Le Bulletin de Paris*. Cette S.A.R.L. a été fondée en avril 1945 par Joseph Barsalou, correspondant de *La Dépêche* de Toulouse à Vichy (1940-1944), puis directeur des services politiques du journal *Libération* (1945-1946), et Arnaldo Bontempi, dit Arnold Bontemps, vieux journaliste de gauche, qui dirigeait à l'époque les services politiques du quotidien radical *La Dépêche de Paris*. Quelques années plus tard, les parts de Bontemps furent cédées à Jean Létang qui, à son tour, en céda une partie à Mme Nohant, sa parente. Selon *C'est-à-dire*, le *Bulletin de Paris* aurait bénéficié, en 1955, de l'appui financier du C.N.P.F., en particulier de M. Bruhlfer, administrateur général de Progil, président de la Compagnie Algérienne de Pétrochimie, de la Société des Produits Chimiques de Clamecy, président de l'Union des Industries Chimiques, et de M. Cadot, ancien directeur de la Sûreté de Vichy et successeur de M. Boutemy à la distribution des fonds de soutien du Patronat.



en assumant la rédaction en chef entre les deux guerres, fut de ceux qui votèrent pour le maréchal Pétain en juillet 1940 et qui acceptèrent de figurer dans son Conseil National. Il fut exclu du Parti par la fraction Daniel Mayer qui prit la tête de la *S.F.I.O. renouvelée* en 1944, et déclaré inéligible.

Pour sa diffusion, *La République Libre* bénéficia, dès le début, du concours des sections du *Parti Socialiste Démocratique*, que Paul Faure avait créé avec ses amis (voir notre étude sur le *Parti Socialiste Démocratique*) (26).

Depuis sa création, *La République Libre* mène campagne contre « les fondateurs et les exploités du Système » auxquels Paul Faure a récemment consacré une brochure, préfacée par Jean Castagnez, ancien député du Cher : *Histoire d'un faux et de ses conséquences*.

Le journal est édité par la *Société Anonyme Les Publications de la République Libre*, que préside Paul Faure, et au Conseil d'administration de laquelle figurent Pierre Burgeot, Pierre Cauchoix, J.-L. Geurie, Noël Pinelli, Georges Piot, Charles Thonon, assistés de trois conseillers techniques : André Berthon, Jean Castagnez et Alexandre Cathrine, président du *Groupement de la Presse Spoliée* et membre du Comité de l'*Union des Intellectuels Indépendants*.

Autre publication résolument anti-« Système » : *Défense de l'Occident* (27), de Maurice Bardèche, beau-frère de Robert Brasillach. Bardèche n'avait pas fait de politique avant la Libération. Professeur, il n'avait publié que des études littéraires. La condamnation et l'exécution du poète nationaliste transformèrent ce paisible écrivain en un pamphlétaire féroce et non-conformiste. Coup sur coup, Maurice Bardèche publia : « *Lettre à François Mauriac* », critique acerbe de l'épuration, et « *Nuremberg ou la Terre Promise* », violent réquisitoire contre la Haute Cour Internationale de Justice. Ce dernier fut saisi par la police. Poursuivant son action politique, Bardèche lança en 1952 *Défense de l'Occident*, à laquelle Jacques Isorni et Tixier-Vignancourt accordèrent leur patronage. Résolument hostile à la démocratie, la revue est lue par les nationalistes « européens » et « néo-fascistes ». Y collaborent : Pierre Fontaine, P. Hofstetter, Bernard Vorge, Paul Sérant, Claude Elsen, J. Poillot, J.-M. Aimot, R. Poulet, etc...

Enfin, pouvant être classée parmi les publications d'opposition nationale, malgré son caractère particulier et l'indépendance qu'elle affiche à l'égard des partis et des groupes, mentionnons notre revue, *Lectures Françaises*, fondée en mars 1957 par H. Coston, Pierre-Antoine Cousteau et Michel de Mauny, spécialisée dans l'étude de la presse, des milieux politiques et des cercles financiers. Y collaborent régulièrement : Jacques Ploncard d'Assac, vieux compagnon de lutte de Coston, et Pierre Hofstetter, un journaliste suisse, correspondant de presse aux États-Unis et en Angleterre, qui donne une chronique fort documentée sur les événements politiques mondiaux.

Georges VIREBEAU.

(26) Voir chapitre XVIII.

(27) Administration : Editions *Les Sept Couleurs*, 58, rue Mazarine, Paris 6<sup>e</sup>.

# La Presse Française au lendemain de la Libération

(1<sup>er</sup> Mars 1947)

1. — Journaux d'Information (Tirages en milliers d'exemplaires) : A Paris : France-Soir (450), Le Monde (160), Le Parisien Libéré (310). — En Province : L'Alsace (90), Le Berry Républicain (47), L'Est Républicain (210), Le Journal d'Alsace et de Lorraine (25), La Liberté de l'Est (45), La Nouvelle République du Centre-Ouest (220), La Nouvelle République, de Tarbes (24), La Presse Cherbougeoise (30), Le Républicain Lorrain (140), Le Rouergue Républicain (24), Sud-Ouest (265), Le Télégramme, de Brest (120), L'Yonne Républicaine (45), La Voix du Nord (tendance modérée) (170).

Informations locales : Brive-Informations, Le Cantal Libre, Le Journal de Biarritz, La Résistance Républicaine (Bayonne).

2. — Information, Centre Gauche ou R.G.R. (Tirages en milliers d'exemplaires) : A Paris : L'Aurore (480), Combat (120). — En Province : La Charente Libre (40), Le Courrier Picard (85), Les Dernières Nouvelles d'Alsace (130), Les Dernières Nouvelles de Colmar (25), L'Espoir, de Saint-Etienne (97), Le Midi Libre (95), Le Progrès (255), La République du Centre (58).

3. — Information, tendance socialiste (Tirages en milliers d'exemplaires) : A Paris : Libé-Soir (210). — En Province : Le Dauphiné Libéré (130), Le Havre Libre (40), Libre-Poitou (22), Le Maine Libre (95), Nice-Matin (60), Nord-Littoral (20), Nord-Matin (160), Nord-Soir (22), La Nouvelle République de Bordeaux (150), Le Provençal (125), La Quatrième République (24), La République, de Toulouse (165), Le Soir, de Marseille (55), Lyon Libre (45), Le Journal du Centre (50).

4. — Information, tendance communiste (Tirages en milliers d'exemplaires) : A Paris : Franc-Tireur (320), Libération (180). — En Province : Les Allobroges (169), L'Echo-Marseillaise du Centre (50), Libération Champagne (32), Le Républicain du Midi (tendance socialiste communiste) (70), L'Union (105).

5. — Communistes et Front National (Tirages en milliers d'exemplaires) : A Paris : L'Hu-

manité (400), Ce Soir (420). — En Province : L'Avenir Normand (35), La Gironde Populaire (38), L'Humanité d'Alsace (34), La Liberté, de Lille (112), La Marseillaise, de Marseille (125), La Marseillaise du Berry (42), Midi-Soir (40), Le Patriote, de Toulouse (110), Le Patriote, de Saint-Etienne (42), Le Patriote, de Nice (31), Le Petit Varois (32), Rouge-Midi (75), Le Travailleur Alpin (46), Valmy (29), Voix de la Patrie (100), Voix du Peuple (82). Moins de 20.000 : L'Étincelle, La Liberté des Charentes, Le Patriote, de Bastia et d'Ajaccio, La Renaissance Républicaine du Gard.

6. — Socialistes S.F.I.O. et Socialistes (Tirages en milliers d'exemplaires) : A Paris : Le Populaire (150). — En Province : La Bourgogne Républicaine (42), Centre Républicain (33), Le Comtois (38), L'Espoir, de Toulouse (33), L'Espoir, de Nice (35), L'Ouest Républicain (40), Le Populaire du Centre (50), Le Républicain du Haut-Rhin (20), La République de Toulon (18). Moins de 20.000 : Populaire du Sud-Ouest, Chalon-Matin, Le Cri du Soir, de Perpignan, L'Echo de la Corrèze, Liberté-Soir, de Toulouse. Le Libre Artois, La Voix Républicaine, du Puy, Le Petit Maconnais, La Presse Libre, de Strasbourg, La Quatrième République, d'Ajaccio, La Voix Nouvelle, de Périgueux.

7. — Radicaux-Socialistes, U.D.S.R. et R.G.R. (Tirages en milliers d'exemplaires) : A Paris : La Dépêche de Paris (30). — En Province : L'Ardennais (36), La Démocratie (40), L'Echo du Soir, de Lyon (42), La Montagne (90), Le Populaire de l'Ouest (67), Le Nouveau Journal de Strasbourg (20), La Résistance de l'Ouest (95). Moins de 20.000 : La Dordogne Libre, La Gazette Provençale, Le Haut-Marnais Républicain, Le Journal de la Corse, Le Petit Bastiais, Le Progrès de Fécamp, Le Républicain du Sud-Ouest, La République Nouvelle, de Bourg, L'Union Républicaine, de Chalon, L'Indépendant d'Eure-et-Loir, Le Rhin.

8. — M.R.P. et Démocrates-chrétiens (Tirages en milliers d'exemplaires) : A Paris : L'Aube (120), Le Pays (75), Ce Matin

(200). — En Province : Le Courrier de Metz (35), Le Courrier de l'Ouest (110), L'Eclair-La Voix du Centre (47), La Dépêche démocratique (47), L'Echo du Midi (40), L'Essor du Centre-Ouest (36), La Liberté, de Lyon (120), La Liberté du Centre (34), La Liberté, de Nice (30), Nord-Eclair (130), Le Nouveau Rhin Français (29), Le Nouvel Alsacien (50), Ouest-France (400), Le Réveil (55), La Victoire, de Toulouse (95). Moins de 20.000 : La Tribune de Mulhouse, Centre-Eclair, L'Eclair du Sud-Ouest, L'Eveil de la Haute-Loire, Le Journal de la Marne, Pyrénées, Le Soir, de Bordeaux, Le Pays, de Rodez.

9. — Catholiques d'Information (Tirages en milliers d'exemplaires) : La Croix, de Paris (160), La Croix du Nord (31), La Voix de l'Ouest (50).

10. — Nationaux et Modérés

(Tirages en milliers d'exemplaires) : A Paris : Paris-Pressé (430), La France Libre (110), Le Figaro (380), L'Epoque (110), L'Ordre (15). — En Province : L'Avenir de l'Ouest (50), Le Bien Public (42), Courrier Eclair (22), La France, de Marseille (33), La Haute-Marne libérée (35), Le Journal du Pas-de-Calais (21), La Liberté du Morbihan (27), La Presse du Calvados (20), La Liberté de l'Ouest, au Mans (25), Le Lorrain (40), Le Méridional (75), Le Nouveau Nord (28), La République de Franche-Comté (38), La Liberté du Massif Central (75). Moins de 20.000 : Centre-Eclair-Soir, Le Courrier de Bayonne, La Concorde Républicaine, Le Courrier Français du Sud-Ouest, L'Eclair de l'Est, L'Eclair des Pyrénées, Est-Matin, Havre-Eclair, L'Indépendant de l'Aube, La Liberté de Normandie, La Montagne Noire, Quarante-Quatre, d'Agen.

*Indispensable*

*à tous ceux qui écrivent ou sont en rapport avec la  
Presse*

# LE JOURNALISME en trente leçons

par Gilberte et Henry COSTON

Introduction. — Histoire de la Presse. — La Presse d'aujourd'hui. — Les règles générales du journalisme. — Composition, sujet, citations, plagiat, revue de la presse. — La rédaction : rédacteur en chef, secrétaire de rédaction, chef des informations, éditorialiste. — Le reportage : grand reporter, petit reporter. — L'interview, l'enquête. — Les rédacteurs de politique étrangère et de politique intérieure. — La chronique judiciaire. — Les critiques littéraire, théâtrale, musicale, artistique. — Les diverses chroniques. — La chronique médicale et la chronique scientifique. — La chronique sociale, la chronique économique et financière. — Les sports. — La chronique agricole. — La chronique religieuse. — La mode. — Le correspondant de presse ; le correspondant local. — La polémique : règles et usages, la loi, les polémistes. — La direction, l'administration et la publicité. — Les diverses formes de la publicité. — La gérance devant la loi. — La fabrication du journal : la composition, la correction, les illustrations, la mise en pages, le clichage et le tirage, le papier journal. — Le départ et les expéditions : dépositaires et vendeurs, abonnés, services gratuits. — Vocabulaire et argot du journalisme.

Un beau volume 14x22,5 de 240 pages. Une édition soignée, sur beau papier. Nombreuses illustrations.

PRIX : 15 N.F.

LE PÉTAINISME SOUS LES IV<sup>e</sup> ET V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUES

## L'A.D.M.P.

Le 23 juillet 1951, mourait à l'île d'Yeu, qu'il n'orthographiait plus que « l'île Dieu », Henri-Philippe-Bénoni-Joseph Pétain, Maréchal de France, emprisonné depuis six ans par les siens, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans. Ceux qui, indignés de n'avoir pu le faire libérer, voulurent au moins obtenir après sa mort ce qu'ils n'avaient pas eu de son vivant, fondèrent aussitôt (1) l'*Association pour défendre la Mémoire du Maréchal Pétain*.

C'est dans les statuts de l'A.D.M.P. qu'il faut rechercher une définition exacte de ses intentions :

« Cette association a pour but de poursuivre, par la recherche et la publication de tous documents, l'étude objective de la vie et de l'œuvre du Maréchal Pétain, et d'exercer toutes activités en vue de défendre sa mémoire ».

A ceci s'ajoutent des projets de caractère plus actuel :

1) *Obtenir conformément au désir exprimé par le Maréchal, la translation de son corps au cimetière de Douaumont, au milieu des soldats qu'il a commandés et conduits à la victoire.*

2) *Obtenir la révision du procès de 1945, marqué du double sceau de l'illégalité et de l'iniquité ».*

Réviser le procès, c'est le Bureau National qui l'avoue, nécessite un accord parfait entre tous les Français, ou presque, et c'est en vue de réaliser cet accord que l'*Association* veut remuer l'opinion en publiant des textes convaincants, en organisant des conférences, afin de rallier à ses idées, sinon ses adversaires, du moins la masse indécise. A cet effet, l'A.D.M.P. fit paraître, à partir de 1952, une petite brochure trimestrielle de seize pages, portant son nom en guise de titre (gérant : Claude Bonnet), qui fut remplacée en mars 1959 par un grand journal mensuel *Le Maréchal* (2), (directeur : Pierre Henry). Dans ses revues, l'A.D.M.P. publie des souvenirs sur le Maréchal, des interviews, des discours, le compte rendu de ses réunions, des réponses aux « Mémoires » du général De Gaulle, des analyses de livres concer-

(1) Les statuts parurent au *Journal Officiel* du 6 novembre 1951.

(2) *Le Maréchal* était, dès la naissance du mouvement, le bulletin de la filiale des Bouches-du-Rhône ; voyant son développement, le président, M. Fougeret, en fit don à l'A.D.M.P.

nant Verdun, le Maréchal ou la période vichyssoise et même des articles signés de G. Nolleau, le gardien du tombeau de l'île d'Yeu, enfin tout ce qui, de près ou de loin, touche à la vie, à la mémoire du « vainqueur de Verdun ».

Quant au transfert des cendres à Douaumont, l'A.D.M.P. envoya plusieurs demandes aux chefs successifs de l'Etat, mais n'obtint jamais de résultats. Lorsque le général De Gaulle revint au Pouvoir, la veuve de Philippe Pétain lui demanda, comme geste de pitié pour elle et les siens, l'autorisation du transfert ; le général refusa net à la Maréchale... Lors du voyage présidentiel à la Martinique, M. Rose-Rosette, qui dirige la filiale de l'île, fit parvenir à l'Élysée (car les autorités préfectorales avaient refusé, le 26 avril 1960, de transmettre au général) une pétition composée dans le même esprit ; elle eut le sort des précédentes.

L'année 1956 vit un regain d'activité pour l'association. Elle marquait en effet le centenaire de la naissance du Maréchal Pétain qui, descendant d'une famille de paysans, vit le jour le 24 avril 1856, à Cauchy-à-la-Tour (Pas-de-Calais). On décida à cette occasion de constituer un « Comité d'honneur » dont le président fut le général Weygand et les membres : les académiciens Pierre Benoit, Léon Bérard, Henri Bordeaux, Claude Farrère, Albert Buisson, Maurice Genevoix, le duc de Levis-Mirepoix et le duc de Broglie, l'ancien ministre Jean Borotra, Sacha Guitry, Daniel Halevy, de l'Institut, le général Hering, l'amiral Decoux, Georges Chresteil, ancien bâtonnier de l'ordre des Avocats de Paris, Jacques Isorni, député et président de l'Union des Intellectuels Indépendants, Georges-René Laederich, président du Centre d'Etudes Politiques et Civiques, M<sup>e</sup> Jean Lemaire, membre du Conseil de l'Ordre, Georges Ripert, de l'Institut, le comte Jean de La Varenne, Albert Rivaud et le Docteur Albert Schweitzer, de l'Institut.

Se sentant de plus en plus soutenue par des personnalités influentes, l'A.D.M.P. décida qu'elle tiendrait une grande réunion nationale dans une ville de province, qui grouperait tous les adhérents et sympathisants de l'Association. Et les 8 et 9 mars 1958, se déroula, à Marseille, le premier Congrès National de l'A.D.M.P. Il ne devait pas être le dernier ; un second suivit, à Lyon, en 1959, et un troisième, à Rennes, les 14 et 15 mai 1960. Celui-là fut marqué par quelques troubles locaux. En effet, certains mouvements de résistance manifestèrent pour faire interdire la réunion. Le préfet d'Ille-et-Vilaine, l'ayant au contraire autorisée, ne fit pourtant rien pour en protéger les assistants ; et l'ancien député paysan Dorgères fut blessé et plusieurs femmes frappées.

Dans le numéro 1 du *Maréchal*, le général Hering rappelle que l'Association doit « s'abstenir de faire de la politique partisane ». Cependant, à l'Assemblée générale de l'A.D.M.P., qui s'est tenue à l'Hôtel de France à Rennes, le 6 décembre 1959, les conférenciers tinrent à déclarer : « Lorsqu'un illustre chef de la Grande Guerre comme notre président d'honneur, le général Weygand, affirme en substance que la politique du régime actuel, en ce qui concerne l'Algérie, est mauvaise et inconstitutionnelle, qu'elle mènera le pays à l'abandon et à la catastrophe, est-ce faire de la politique que déclarer que nous sommes avec le général Weygand pour « l'Algérie Française » ?... « Déclarer que le Maréchal a été victime d'une injustice, faire célébrer des messes à son intention, c'est bien ; mais ce n'est pas suffisant, nous ne pouvons songer à le défendre sérieusement sans attaquer l'adversaire sur son propre terrain ».

Parmi les conférenciers de ce jour, se trouvaient le président de la filiale, le Commandant Urvoy de Portzamparc, Dorgères, Orain, Delacour, conseiller général, les commandants Berthelot, président de la *Société de la Légion d'Honneur*, et Le Meur, les colonels Arnauld, délégué du Mouvement Sauge, et Faugère, président de la section des officiers de réserve, etc...

L'Association est dirigée par un Bureau National qui fut d'abord composé du général Pierre Héring, président, de E. Lefebvre du Prey, des amiraux Jean Decoux et Jean Fernet, vice-présidents, de Louis-Dominique Girard, secrétaire général, assisté de Gaston Moysse, trésorier, Pierre Henry, trésorier adjoint, M<sup>e</sup> Jacques Isorni et Jean Lemaire, membres statutaires. Mais il y eut des remaniements. C'est ainsi que Jean Lemaire, membre du Conseil des Avocats et ancien défenseur du Maréchal, remplaça le général Héring à la présidence de l'Association ; le secrétariat général fut assumé à plusieurs reprises par Pierre Henry, Mlle Auphan et le lieutenant-colonel Leroy, en remplacement de L.-D. Girard, tandis que Jean Borotra et Noël Pinelli succédaient à l'amiral Jean Fernet et à E. Lefebvre du Prey.

De son siège, transporté du 15, rue Las Cases (7<sup>e</sup>) au 6, rue de Marengo (1<sup>er</sup>), l'A.D.M.P. se crée de nouvelles activités ; elle a décidé par exemple de décerner la « médaille de l'île d'Yeu » à ceux qui auront fait spécialement un pèlerinage sur le tombeau du Maréchal, de faire célébrer des messes anniversaires en l'église Saint-Philippe-du-Roule, de recueillir des fonds pour l'acquisition de son appartement, à l'*Hôtel du Parc* de Vichy.

Les congrès nationaux et les autres réunions de l'A.D.M.P. apportèrent aux dirigeants de l'Association les sympathies et les présences de Roger de Saivre, député d'Oran, Guitton, député de Vendée, Clet Louarn, Georges Calzant, directeur d'*Aspects de la France*, le colonel Rémy, Georges Potut, René Fayssat, vice-président du Conseil municipal de Paris, René de Vassal-Sineuil, l'amiral Robert, Haut-Commissaire des Antilles Françaises, de Guébriant, le colonel de Bourmont, Jacques Chevallier, Henri Caillemer, E. Barrachin, le chanoine Polimann, le général Bontemps, etc...

L'Association pour défendre la Mémoire du Maréchal Pétain est une des rares organisations existantes qui s'est fixé, comme mission, de défendre, non pas les opinions politiques d'un vivant, mais la mémoire d'un Maréchal de France mort dans sa geôle.

C. de G.

#### L'Union des Intellectuels Indépendants.

Pour concilier les deux impératifs que posent les problèmes de la politique nationale et les affaires de l'esprit, s'est créé, peu après la Libération, sous l'impulsion initiale de Charles de Jonquières (3), — qui désirait surtout fournir une aide morale à ses amis emprisonnés et travailler en faveur de l'Amnistie —, l'*Union des Intellectuels Indépendants* qui, par ses conférences multipliées, a obtenu de nombreuses sympathies. Se voulant la grande tribune d'opposition nationale, l'*U.I.I.* manifeste une présence

(3) Charles de Jonquières est le fondateur des Editions Les Actes des Apôtres, auxquels il publia entre autres « *L'homme qu'il fallait tuer* » de Julien Clermont alias Georges Hillaire (1949) ainsi que différents ouvrages portant sur l'Épuration et le procès de Nuremberg.

toujours grandissante par des cocktails littéraires, des réunions d'informations et des commémorations.

Son Comité directeur eut plusieurs présidents successifs : Pierre Heuzé, Jean-Marie Aimot, ancien dirigeant du Parti Franciste et du P.P.F., François Le Grix. Jusqu'en 1956, date à laquelle il céda la place de président à M<sup>e</sup> Pierre Leroy, avocat à la Cour et ancien défenseur d'Henri Béraud, pour accepter celle de président d'honneur, ce fut M<sup>e</sup> Jean Montigny, ancien député, qui assumait la direction de l'Union. Enfin, Jacques Isorni remplaça Pierre Leroy au début de l'année 1959.

Au cours de ces dernières périodes, le bureau de l'U.I.I. s'attachait par vote les personnes de : José Germain, homme de lettres, André Thérive, agrégé de l'Université, Raoul Minjot, ingénieur, et Pierre Henry, en tant que vice-présidents ; M<sup>e</sup> François Cathala, avocat à la Cour — dont le père, Pierre Cathala, fut ministre des finances du Maréchal Pétain —, président-adjoint ; Pierre Morel, ancien élève de l'école des Chartres, Mlle Maurel, agrégée de l'Université, Rivollet, ancien ministre, Clairefond, Pierre Girard, docteur en droit, et Corvisy, ancien Conseiller à la Cour de Cassation ; tandis qu'au Comité directeur, s'inscrivaient les noms de A. Cathrine, journaliste, Courty, Couissin, ancien inspecteur général de l'Université, M<sup>e</sup> Guitard, avocat à la Cour, C. Hisard, journaliste, Noble, secrétaire général de Chambre syndicale, général Ruby, colonel Lézé, P. Tarot, Pelicier, ancien gouverneur de colonies, colonel Langlade, Stéphane Lauzanne, Rauzy, ancien député, Adam, Bourin, etc...

Les créations de l'U.I.I. furent nombreuses ; la première est sans doute le Comité pour la Grande Amnistie qui poursuit sa lutte contre l'Épuration et la « Terreur de 1945 ». Cependant ses activités ne se bornent pas là ; ses conférences renouent les liens qui unissent la France et le Canada, combattent pour dresser la foi chrétienne face à la dépersonnalisation communiste. Elle participe aussi à la fondation de *Vigilance Française*, présidée par Jean Montigny, organisme qui tente de sauvegarder les intérêts dans nos colonies et particulièrement en Afrique du Nord, ainsi qu'à la naissance du Comité *Défense de la France* dont le but est, pour garder l'Algérie Française, de mettre un terme aux déchéances nationales de la politique d'abandon.

Ces manifestations devaient tout naturellement porter l'U.I.I. à s'opposer à la venue au pouvoir du général De Gaulle. C'est pourquoi, presque seule, même parmi les organismes de droite, l'Union des Intellectuels Indépendants, a fait voter « non » au référendum de 1958, écrivant, en une circulaire envoyée à tous les membres et signée de Pierre Morel et de tous les dirigeants de l'U.I.I. :

*Le Bureau et le Comité directeur de l'Union des Intellectuels Indépendants (...) constatent :*

1°) *Que la Constitution qui nous est proposée ramène le Système et constitutionnalise les partis.*

2°) *Qu'elle prépare et organise la liquidation de la France d'Outre-Mer.*

*En conséquence, ils invitent les adhérents de l'Union à voter « non ».*

Puis, le 19 septembre 1959, un an plus tard, un article de Jacques Isorni, publié par *Le Monde* concluait :

« *L'Union des Intellectuels Indépendants affirme :*

« *Que rien n'autorise le président de la République à soumettre au vote d'une fraction quelconque ou de la totalité des Français, par voie de référendum ou d'élections, la sécession d'une partie du peuple français et du territoire de la France, pas plus que toute disposition qui y conduirait à brève ou lointaine échéance ; qu'il a violé la Constitution dont il est le gardien ;*

« *Elle proclame que le principe d'autodétermination et les actes qui en découlent portent atteinte à l'unité nationale et à l'intégrité de la Patrie ;*

« *Elle constate enfin qu'en application de la Constitution, le Sénégal et le Soudan, suivant l'exemple de la Guinée, vont accéder à l'indépendance, et que la V<sup>e</sup> République apparaît comme une entreprise de liquidation sans précédent dans l'Histoire de France ».*

Les adhérents du Mouvement, on l'a dit, furent nombreux : gens de lettres et avocats, journalistes et hommes politiques.

Quant aux manifestations de l'U.I.I., qui attirèrent des milliers de nationaux de toutes tendances, elles se déroulèrent tantôt aux Sociétés Savantes (réunions et conférences), tantôt au Lutetia (assemblées générale), tantôt dans les salons Ricard (ventes et signatures de livres). Soit comme auteurs dédicaçant leurs œuvres, soit comme conférenciers ou comme orateurs, les personnalités suivantes ont participé à ces manifestations sans, pour autant, être toujours membres de l'Association : Pierre Benoit, Henri Bordeaux et Henri Massis, de l'Académie Française ; Horace de Carbuccia, Benoist-Méchin, Henry Coston, hommes de Lettres ; Paul Morand, ambassadeur ; le colonel Matignon ; Allione, président de l'Institut Artisanal ; A. d'Yvignac, ancien directeur de la *Gazette Française* ; Rougier, Maurice Martin du Gard, Jean-Louis Tixier-Vignancour, ancien député ; Jean Lemaire, avocat ; le général Weygand ; Palmieri, avocat ; André Berthon, avocat, ancien député ; François Martin, député ; Geoffre de la Pradelle, avocat ; les anciens ministres Marchandeau, Paul Faure, Louis Rollin, René Belin, Pinelli et Jacques Chevallier ; le chanoine Desgranges, ancien député ; Estèbe, député ; abbé Popot, aumônier de Fresnes ; l'amiral Fernet ; le Commandant Tracou ; le Docteur Claoué ; Le Bourre, militant syndicaliste ; Robert Bos, ancien président du Conseil général de la Seine ; Pierre Taittinger, ancien président du Conseil Municipal de Paris ; Jérôme Carcopino ; M<sup>e</sup> Escaich ; Léon Bérard, ancien ministre ; Jacques Chastenot, René-William Thorp ; les anciens députés F. Wiedemann-Goiran, Parmentier, Jean Castagnez, les ambassadeurs Rochat et de Robien ; Bradier, ministre plénipotentiaire ; Cayla, gouverneur général ; A. Séché ; Louis-Dominique Girard, neveu du ministre de Pétain et secrétaire général de l'A.D.M.P. ; Abel Manouvriez ; le colonel de Belleval ; le marquis de Bourmont, président du cercle Louis XVII ; Simon Arbellot ; le chansonnier Paul Colline ; A. Dauphin-Meunier, économiste ; Michel Trécourt, fondateur de *Forces Réelles* ; Poullain, ancien directeur de *France Réelle* ; le docteur Rousseau ; Biaggi, Dides et Jean-Marie le Pen, députés ; Julien Coudy ; P.-A. Cousteau. Pierre Fontaine, le R.P. Jean Guettier, Etienne Guidetti, Paul Scortesco, les généraux Charbonneau et Héring ; Maurice Bardèche. l'amiral Decoux, Francis Féraud et Paul de Cassagnac, ancien député du Gers ; Christine Garnier, Reclus et Ripert, de l'Institut ; le général Lacaille, Pierre Poujade, Boux de Casson, ancien député ; Georges Calzant, directeur d'*Aspect de la France* ; Pierre



Bonardi, homme de Lettres ; Gignoux, directeur de *La Revue des Deux-Mondes* ; Malliavin, directeur d'*Écrits de Paris* et de *Rivarol* ; maître Dejean de la Batie, avocat à la Cour ; le général Bourget ; Georges Potut et Xavier Vallat, anciens députés ; Jean Borotra, ancien ministre, Clamamus, ancien sénateur ; P. Fleuriot de Langle ; Bourdet-Pleville, J.-B. Barbier, ministre plénipotentiaire ; P. Bessand-Massenet ; Pierre de Léotard, député de Paris ; P.L. Albertini, etc...

*L'Union des Intellectuels Indépendants* (84, rue de l'Assomption, 16<sup>e</sup>, pour le secrétariat, et 24, rue Molière, 1<sup>er</sup>, pour le siège social) est une des organisations matinales qui ont su le mieux réunir des gens d'opinion politique proche, grâce à leurs goûts communs pour les affaires de l'esprit.

C. de G.

#### Le Comité Français pour la défense des Droits de l'Homme.

Bien qu'il n'eût jamais été un groupement pétainiste, ni même un organisme « national » — dans le sens que la droite donne à ce terme — ce comité a sa place ici en raison de son objet principal et de ses activités. Ne fut-il pas créé pour venir en aide aux fidèles du maréchal poursuivis, arrêtés, condamnés par les tribunaux de l'épuration ?

C'est en 1947 que le *Comité Français pour la Défense des Droits de l'Homme* fut fondé par Jean Ebstein. Vice-président de l'*Association des Résistants du 11 Novembre 1940*, membre de l'*Organisation de Résistance de l'Armée* et des *Premiers de la Résistance*, cet ancien militant de l'Alliance Royaliste d'Alsace avait été ulcéré par les mesures prises à l'égard des partisans du Maréchal. Lui qui connaissait bien les hommes de la Droite, qui savait leur patriotisme et leur désintéressement, il ne pouvait admettre de les voir fusillés ou jetés en prison à la suite de procès conduits, le plus souvent, par des communistes, et presque toujours par des adversaires politiques des prévenus. « On ne peut être juge et partie ». Les jugements rendus étaient donc, à ses yeux, entachés de nullité. Il fallait, au plus tôt, provoquer la disparition des cours de justice et faire libérer « leurs victimes ».

Il sut faire partager son sentiment par un groupe d'hommes et de femmes, résistants comme lui-même, et les associer à son œuvre de justice.

L'objet du *Comité* était donc de défendre dans tous les domaines où ils sont menacés les droits de l'homme ; de provoquer la suppression des juridictions d'exception (épuration) ; d'intervenir en faveur des pétainistes condamnés injustement ; d'étudier les moyens propres à amener le parlement à voter une amnistie générale pour les condamnés politiques.

Le premier comité directeur de l'Association se composait du sénateur socialiste Henri Barré et de M<sup>me</sup> Hélène de Suzannet, ancien député de droite, tous deux présidents ; des vice-présidents Edmond Michelet, André Mutter, Henry Torrès et Anne-Marie Trinquier ; de Jean Ebstein, secrétaire général ; R.L. Prudhomme, directeur administratif et André J.-H. Schneider, trésorier. Un comité de patronage et un comité parlementaire appuyaient l'action du Groupe. Au premier, appartenaient : Robert Aron, Georgette Barbizet, M<sup>e</sup> Michel Boitard, le Prince Jacques de Broglie, le R.P. Chaillet, Roger Domec, Paul Faure, l'ambassadeur André François-Poncet, Jean Fribourg, le Dr Jean Huet, le Doc-

teur Georges d'Heucqueville, Claude-Marcel Hytte, M<sup>e</sup> Jacques Isorni, M<sup>e</sup> Marcelle Kraemer-Bach, Paul Mathot, le Dr Paul Milliez, M<sup>e</sup> Odette Moreau, le médecin général Paloque, le président Péan, Suzanne Pelletan, le colonel Dominique Ponchardier, le colonel Rémy, le professeur Charles Richet, Jean Sennac, Hélène de Suzannet, Geneviève Tabouis, M<sup>e</sup> Henry Torrès, M<sup>e</sup> André Toulemon, Marcel Ventenat, Marianne Verger, Henri Vergnolles et André Voisin. Faisaient partie du second : Antoine-Louis Avinin, Jacques Bardoux, Henri Barré, Charles Brune, Julien Bruhnes, Jean Chamant, le Docteur Pierre Chevallier, Antoine Colonna, Gabriel Cudenet, J.-P. David, Joseph Denais, Jacques Destrée, Georges Laffargue, le Pasteur La Gravière, Meck, Edmond Michelet, le colonel Henri Monnet, André Mutter, Eugène Claudius-Petit, Louis Rollin, Maurice Schumann, Anne-Marie Trinquier, M<sup>me</sup> Charles Vallin, Maurice Viollette.

D'autres personnalités pressenties s'étaient récusées : Edgar Faure, qui avait tout d'abord accepté, de faire partie du comité, refusa invoquant « un manque de temps pour en suivre les travaux », le professeur René Courtin n'aurait accepté d'y entrer que s'il n'était pas question d'amnistie et si M<sup>e</sup> Isorni n'en était pas ; le R.P. Riquet préférait ne pas entrer dans le Comité pour ne pas avoir à en démissionner ensuite ; l'abbé Pierre trouvait l'amnistie dangereuse et équivoque ; Henri Frenay estimait qu'il serait désagréable d'avoir à examiner de nouveau certain dossier. L'activité du Comité fut très importante en 1947-1949 : 10.000 dossiers furent étudiés, plusieurs condamnés à mort obtinrent leur grâce à la suite des interventions de l'association, des milliers de détenus politiques furent libérés grâce à ses démarches, puis reclassés par ses soins, des milliers de colis furent envoyés à ceux qui demeuraient dans les prisons, les bagnes et les camps de concentration.

En 1948, Jean Ebstein, épuisé, donna sa démission de secrétaire général. Ses fonctions furent, quelque temps, remplies par le président Barré. Lorsque celui-ci abandonna, à son tour, le secrétariat sous la pression des éléments « résistancialistes » de la S.F.I.O. (à laquelle il appartenait), c'est R.L. Prudhomme, puis son adjoint Moisan qui prirent la succession, Mme Hélène de Suzannet, demeurant présidente (4). L'activité du Comité cessa presque complètement en 1953.

G. V.

(4) Elle était secondée par Philippe Saint-Germain, l'auteur des « *Gaîtés de l'Officiel* », qui fut, autour de 1951, l'un des dirigeants actifs de l'association.

---



---

## TOUS LES LIVRES

(non épuisés)

cités ou mentionnés ici vous seront procurés par

LA LIBRAIRIE FRANÇAISE

(Librairie Dauphine, 58, rue Mazarine, Paris VI<sup>e</sup>)

Veuillez la consulter et lui passer vos commandes.

# Voilà pourquoi

les 200.000 Français les plus importants  
lisent chaque mois

## C'EST-A-DIRE



### 1° C'EST-A-DIRE dit ce que nul n'ose dire

Entièrement libre, indépendante de toutes les puissances, c'est la publication la plus courageuse par ses révélations. C'EST-A-DIRE publie tous les dessous de l'actualité généralement réservés aux seuls organes confidentiels. Son information est sûre. Elle permet souvent de prévoir l'avenir. Les lecteurs de C'EST-A-DIRE n'ont pas oublié qu'un mois avant le 13 Mai 1958, C'EST-A-DIRE avait annoncé :

- La technique du coup d'Etat ;
- L'arrivée de M. Pinay aux Finances.

### 2° C'EST-A-DIRE porte les plus illustres signatures

A côté d'un réseau d'informateurs et de spécialistes, évidemment tenu secret, et d'une centaine de correspondants dans le monde entier, C'EST-A-DIRE a les meilleurs collaborateurs. Des noms comme Henry Bordeaux, de l'Académie française, Henry de Monfreid, Henri Bosco, Michel de Saint-Pierre ou Michel Déon pour les écrivains, Werner von Braun — le père des V2 — Pierre Devaux, Henri Dorgères, Raymond Le Bourre ou Guy Lambert pour les techniciens, se retrouvent à son sommaire à côté du prince Michaguine ou du chansonnier Philippe Olive, par exemple.

### 3° C'EST-A-DIRE se lit comme un roman

Une présentation totalement inconnue en France, due à son directeur, Jean Ferré et à son directeur artistique, le peintre Ray Bret Koch qui fut de la première équipe du TIME américain, rend la lecture de C'EST-A-DIRE facile et passionnante. Ses photos et leurs légendes spirituelles font rire. Des innovations, comme ses dossiers ou l'Argus de la peinture, ont eu un retentissement considérable. L'éventail des sujets traités, de la politique au cinéma, des sciences aux religions, de l'histoire à l'économie, de la danse à l'agriculture, satisfait toutes les exigences. L'esprit moderne est séduit par la qualité, la clarté, l'intelligence de C'EST-A-DIRE.

Voilà pourquoi les 200.000 Français les plus importants lisent chaque mois C'EST-A-DIRE, qui est en vente chez votre marchand de journaux. Pour vous abonner à douze numéros, il vous suffit d'envoyer 27,50 NF à C'EST-A-DIRE, 10, rue des Jeûneurs, Paris (2<sup>e</sup>) — par chèque, mandat ou C.C.P., 15.631.90 Paris.

## LES MOUVEMENTS NATIONAUX

## Le Rassemblement National.

En dehors des groupes royalistes d'*Aspects de la France*, qui ne réunissent que les nationalistes *intégraux*, c'est-à-dire les maurrassiens, l'extrême-droite, divisée en petites chapelles, n'avait pratiquement aucune organisation sérieuse autour de 1953. Jean-Louis Tixier-Vignancour, que les lois d'exception de 1944 tenaient encore éloigné du Parlement, crut le moment venu de la doter d'un parti qui rassemblerait toutes les tendances de l'opposition nationale :

« *Le Rassemblement National*, affirmait dans son manifeste M<sup>e</sup> Tixier-Vignancour, *n'est pas un nouveau parti sur le modèle des anciens, mais le lieu de rencontre de tous les Français animés d'une volonté d'action* ».

Son programme se résumait en cinq points principaux :

— Lutte contre le Système « pourri », « incapable de remédier à la décadence intérieure comme de défendre le pays à l'extérieur ».

— Politique économique de plein emploi, participation des travailleurs aux résultats de l'entreprise et organisation de l'économie sur une base syndicale et professionnelle.

— Etablissement d'un Etat national fort, dont sont exclus les « hommes trop récemment entrés dans la communauté nationale pour se permettre de le diriger ».

— Défense de l'Empire par une « collaboration loyale avec les populations », et la « répression sévère des excès dus aux Sociétés capitalistes ou aux fonctionnaires mal formés ».

— Construction de l'Europe des patries, unissant des nations fortes, mais bannissant « un mélange cosmopolite privé d'âme et de traditions (qui) ne ferait qu'étendre à un continent les maux dont chaque peuple est atteint, pour le seul profit d'une caste de financiers louches et de hauts fonctionnaires irresponsables ».

« Né pour le combat », le R.N. renonçait à faire appel aux Personnalités « trop connues qui encombrant les tréteaux de la IV<sup>e</sup> République ».

« Ceux qui viendront à nous doivent savoir que nous ne distribuerons ni faveurs, ni mandats. Nous ne connaissons que des militants, des combattants volontaires pour le salut du pays » (1).

(1) Manifeste du R.N., 31 mars 1954.

Le Bureau Politique, organisme directeur du Rassemblement National, ne compte, en effet, à ses débuts, aucun parlementaire : Jean-Louis Tixier-Vignancour, député de la III<sup>e</sup> République, ne rentrera au parlement qu'en 1955 (2) ; il ne sera d'ailleurs pas réélu en 1958, bien qu'il se fut laissé entraîner à faire campagne pour le « *Oui à De Gaulle* ».

Venu de l'extrême-droite — il fleureta jadis avec l'*Action Française*, les *Jeunesses Patriotes* et le *Parti Populaire Français* —, rallié au Maréchal Pétain en 1940 et fuyant Vichy en 1942, M<sup>e</sup> Tixier-Vignancour (3) est considéré comme le meilleur orateur de l'opposition nationale : au prétoire comme à la tribune, sa « voix de bronze » (*Le Monde* dixit) bouleverse ses auditoires. Journaliste à ses heures, il publie chaque semaine un grand article dans son *Espoir des Basses-Pyrénées* (d'Orthez), que *L'Opinion Indépendante* (d'Agen), dirigée par le publiciste national Arrievets, reproduit à l'intention de ses lecteurs nationaux (4).

Fondateur et secrétaire général du R.N., Tixier-Vignancour était secondé au Bureau Politique par une équipe d'hommes jeunes pour la plupart, comprenant : Albert Frouard, délégué à la propagande, puis secrétaire général (après le retrait de Tixier-Vignancour), combattant de la Résistance, administrateur de la Sécurité Sociale ; Roger Juéry, comptable, trésorier ; Louis Allione, président de l'Institut National de l'Artisanat, directeur de la Mutuelle générale du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat ; Julien Coudy, avocat, fils du journaliste du *Petit Parisien* ; Louis Bouchy, artisan, délégué général aux classes moyennes et à l'Artisanat ; Jean Ebstein, ancien rédacteur à *Paroles Françaises*, fondateur (avec Mme de Suzannet) du Comité National des Droits de l'Homme pour l'Amnistie ; Jean Thaly ; le Docteur François Boyer ; Pierre Desprez, négociant ; Henri Borja de Mozota ; Jean Lesieur ; René Barrière (délégué départemental de la Gironde) ; Jean Féraud ; le commandant Paul Ottaviani (de Nice) ; Hubert Saint-Julien, journaliste, actuellement éditeur et directeur de la collection *Les Documents Français* ; Raymond de Witte (de Saint-Dié) ; Michel Trécourt, ingénieur, ancien directeur de *France Réelle* ; Georges Berthelier (de Lyon) ; le docteur Henry Moreau, conseiller municipal de Marseille ; Marcel Courant ; Jean Trévilly (de Rouen), etc... (5).

L'antiparlementarisme évident des membres du R.N. ne les empêcha pas, cependant, de tenter « l'aventure électorale ». Un certain nombre de dirigeants et de militants du parti se présentèrent aux élections de janvier 1956 : Jean Montigny, ancien

(2) Elu à une élection partielle dans les Basses-Pyrénées qu'il représentait en 1936-1940.

(3) Jean-Louis Tixier est le petit-fils du député Vignancour, qui représenta l'arrondissement d'Orthez au début de la III<sup>e</sup> République et qui fut l'un des 363 républicains élus contre la politique de Mac Mahon.

(4) Le R.N. eut comme organe officiel un petit journal, *Face à Face*, qui disparut après quelques numéros. *Vigilance*, le journal marseillais du Docteur Henri Moreau, fut également l'organe du mouvement en 1957. Il cessa de l'être après que son directeur eut quitté le R.N.

(5) Au début, un meeting du R.N. (11-6-1954) fut présidé par le professeur Georges Darrois, de la Faculté des Sciences ; à un autre meeting (12-10-1954), organisé par le R.N. également, plusieurs députés nationaux prirent la parole : Paul Estèbe, ancien collaborateur du maréchal Pétain, député de la Gironde, Jean Grousseau, député de Paris, Jean Legendre, député de l'Oise, A.-F. Mercier, député des Deux-Sèvres, Jules Valle, député de Constantine, et Pierre C. Taittinger, conseiller municipal de Paris.

député de la Sarthe, qui présidait alors l'Union des Intellectuels Indépendants, dans le 1<sup>er</sup> secteur de la Seine; Julien Coudy, Louis Holtzmann, délégué de la Fédération des Petites et Moyennes Entreprises du 16<sup>e</sup> arrondissement, la conférencière Antoinette B. La Fonta, dans le 2<sup>e</sup> secteur; Louis Bouchy, Pierre Desprez, Monique Martin, présidente des œuvres sociales des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> arrondissements, Charles Larrieu, vice-président de l'Office Municipal des Sports, R. Juéry, dans le 3<sup>e</sup> secteur; Albert Frouard, A. François Roulet, commerçant, André Gardien, chauffeur-livreur, délégué syndical, Pierre Gosset, ingénieur, André Simonin, Marie-Louise Legal, H.R. Rohen, journaliste, Georges-André Belin, A. Crespin, dans le 4<sup>e</sup> secteur; Michel Trécourt, dans le 5<sup>e</sup> secteur, où un autre membre du R.N., démissionnaire vraisemblablement, Jean Ebstein, se présentait également à la tête d'une liste d'Union Nationale de Salut Public; Louis Allione, Marcel Vétill, conseiller municipal et président du Syndicat Agricole de Gennevilliers, André Louis-Xavier, dans le 6<sup>e</sup> secteur; René Gresser, avocat, président de l'Union Départementale des Anciens Marins, Christian Mazo, commandant d'aviation, Guy Danière, pharmacien, Georges Descantes, agriculteur, Jacques Frot, chef d'entreprise en Seine-et-Marne, Roger Paillason, architecte, Julien Choffée, ingénieur, Christian Wagner, Henri Tichit, Léontine Doumeng, Marcel Rostaing, Maxime Reydellet, Roger Saint-Roch, dans le Rhône, etc... Candidat dans les Basses-Pyrénées. Tixier-Vignancour se présentait sous l'étiquette « républicaine d'action sociale et paysanne » avec son bras droit dans le Béarn, Samuel de Lestapis, l'ancien député J. Ybarnegaray, André Ithurralde, Jean Tarascon et Daniel Laclau; il fut le seul élu de sa liste. Jean-Maurice Demarquet, qui avait été candidat du Rassemblement National, quelques mois plus tôt, était élu dans le Finistère, mais sous l'étiquette poujadiste.

Aux élections suivantes, en 1958, le parti ne présenta aucun candidat : ses dirigeants et ses militants ayant rallié l'U.D.C.A., le Centre Républicain, le Parti Patriote Révolutionnaire, Jeune Nation ou divers groupes gaullistes, il était déjà tombé en léthargie. Il ne reste plus qu'à dresser son acte de décès.

G. V.

#### Du M.N.A.C.S. au Front National des Combattants.

L'affaire de Suez, qui divisa profondément les partis, n'épargna naturellement pas le Mouvement Poujade. Plusieurs députés, qui approuvaient ce que l'on a, depuis, appelé la « folle équipée », donnèrent leur démission du groupe Union et Fraternité Françaises, qui réunissait les parlementaires élus sous l'étiquette de l'U.D.C.A. et de ses filiales. Jean-Marie Le Pen et Jean-Maurice Demarquet furent de ceux-là. Ils étaient alors aux armées : Le Pen, qui participa à l'expédition de Port-Saïd, dirigeait un service de sécurité à Alger; Demarquet, baroudeur-né, « cassait du fellagah » dans les Aurès, où il fut grièvement blessé.

Leur engagement de six mois expiré, ils s'associèrent à leur collègue Louis Alloin, ex-poujadiste également, et appuyèrent le

(6) Allione, Coudy, Lesieur sont entrés au mouvement Poujade; Frouard est devenu l'un des dirigeants parisiens du Centre Républicain; Trécourt, quelque temps au Parti Patriote Révolutionnaire de Biaggi, collabore avec Sauge.

Mouvement National d'Action Civique et Sociale que le député de Lyon venait de créer et dont le secrétariat parisien fut installé au domicile même de Le Pen, 9, villa Poirier, à Paris.

Le M.N.A.C.S., dont le mensuel *Volonté Française* était l'organe, avait à sa tête une équipe composée uniquement — ou presque — d'anciens militants de l'U.D.C.A. Outre les trois parlementaires nommés, en faisaient partie Henry Quaranta, Laurent Labranche (Rhône), E. Luciani, député de la Somme, Jean-Pierre Lussan, L. Roussin (Morbihan), B. Guillemaind, Claude Eymard (Oran), etc...

Le nouveau parti n'eut qu'une existence éphémère : bientôt, Demarquet et Le Pen lançaient le Front National des Combattants, avec siège 9, villa Poirier, Paris (15<sup>e</sup>), où il se trouve toujours.

« *Considérant que l'ancien combattant, citoyen d'élite, a, comme tel, des devoirs sur le plan civique, nous leur avons donné l'occasion de mener l'action résultant de ces devoirs, en particulier sur la défense de l'Algérie. Autour de ce noyau de valeur, le F.N.C. a groupé tous ceux qui ont le droit et le devoir de préparer l'avenir dans le cadre de ce que sera demain notre pays.* »

Ainsi s'exprimait les fondateurs dans leur bulletin mensuel intérieur. (7)

Le « noyau » du F.N.C. se composait alors, principalement, de Roger Delpey, ancien président des Combattants d'Indochine, auteur de *Soleil de Mort*. J.-M. Le Pen, J.-M. Demarquet, Yves Colmant, ancien parachutiste, aveugle de guerre, Jean-Pierre Reveau et René Mantel, qui constituaient le Bureau National.

La première grande manifestation du F.N.C. fut ce tour de France, véritable caravane, (8), que Le Pen et ses amis organisèrent dans le courant de l'été 1957. D'Arras à Nice et d'Annecy à Quimper, ils tinrent plusieurs dizaines de réunions et répandirent, outre leur journal *L'Unité* (directeur : J.-M. Le Pen, secrétaire général : Guy Mougenot), des centaines de milliers de tracts invitant la population à manifester son attachement à l'Algérie française. Au nombre des participants, aux côtés de Le Pen, Demarquet et Delpey, une poignée de jeunes gens dynamiques : Jean Gautrot, président de l'Association générale des Etudiants d'Algérie, Jacques Laporte, ancien président de cette Association, Marc Cioméi, etc... auxquels s'étaient mêlés le prof. Roger Müller, d'Alger, Jean Dides, Luciani, Raingeart, Frédéric-Dupont, députés, Cosso, président du Comité d'Entente des Anciens Combattants d'Algérie, et même des gaullistes ardents comme M<sup>e</sup> J.-B. Biaggi et Triboulet.

Une autre manifestation du F.N.C. eut lieu salle Wagram, le 11 février 1958 : au cours de ce meeting houleux et enthousiaste, présidé par Yves Colmant, un nouveau venu sur la scène politique prit la parole : Georges Sauge, — « de la Centrale Catholique des Conférences » annonçait l'affiche — qui fit beaucoup parler de lui dans les années qui suivirent.

Le retour au pouvoir du Général, favorablement accueilli par les militants — les dirigeants firent d'ailleurs campagne pour la « OUI à DE GAULLE » — brisa net l'élan du F.N.C.

Aux élections de 1958, Le Pen fut réélu sous l'étiquette des Indépendants et grâce à l'appui de Frédéric-Dupont, leader des

(7) *Le Front National des Combattants*, n<sup>o</sup> 1, janvier 1958.

(8) Celle-ci comprenait 10 camions, 3 camionnettes et une dizaine de voitures.

élus modérés parisiens. Demarquet, par contre, fut battu ; candidat contre Edgar Faure dans son fief, il tira les marrons du feu pour un autre et permit à un hôtelier jurassien nommé Jaillon de ravir le siège de l'ancien président du Conseil.

G. V.

#### Le Centre d'Etudes Politiques et Civiques.

Le but visé par le C.E.P.E.C., les programmes qu'il s'est fixé sont lourds de difficultés. Pourtant cet organisme qui ne désire rien moins que de « *refaire un esprit public* » autour des problèmes de la politique, se développe de plus en plus depuis le printemps de 1954, date de sa fondation, avec pour président Alfred Pose, membre de l'Institut et président de la B.N.C.I.-Afrique, ancien conseiller du général Giraud, et pour vice-président, Georges-René Læderich, industriel de l'Est.

En effet, le *Centre d'Etudes Politiques et Civiques* dont les bureaux sont sis au 25 du boulevard des Italiens (2<sup>e</sup>) s'adresse aux « élites » de la Nation afin, sans s'attacher aux querelles partisans — les élections — ou aux opinions religieuses et professionnelles de chacun, de restaurer « *l'esprit civique et la culture politique* » en France : « *Les chefs d'entreprise* » — dit le C.E.P.E.C. dans un tract publié en 1954 et réédité en octobre 1959, — *les cadres supérieurs et les ingénieurs sont considérés par l'opinion comme responsables des destinées de la nation. Ils en prennent de plus en plus conscience sur le plan social. C'est une bonne chose, car le sens social prépare à l'esprit civique. C'est insuffisant cependant, car l'esprit civique n'est pas social et moral; il est aussi et surtout politique. Culture politique et esprit civique vont de pair avec le progrès moral et la formation sociale, dans le développement spirituel des dirigeants de l'Economie* ».

Car les membres du C.E.P.E.C. sont, pour la plupart, des personnalités ayant des intérêts plus ou moins importants dans des entreprises de l'économie contemporaine. Ainsi, parmi les vice-présidents, on note Pierre Baruzzy, ancien directeur général de la *Compagnie des Meubles Norton*, Yvon Chotard, gérant des *Editions France-Empire* et président-fondateur de la *Jeune Chambre Economique Française*, Marcel Demonque, vice-président directeur général des *Ciments Lafarge*, Maurice Firino-Martell, co-gérant de *Martell et C<sup>ie</sup>*, vice-président délégué du *Comité d'Etudes Economiques et Sociales pour la Mise en Valeur du Centre-Ouest* (C.E.S.C.O.), Georges Lamirand, président directeur général du groupe *S.I.G.M.A.* (Etudes, Investissements et Gestion au Maroc), Pierre Masquelier, président directeur général de la *Compagnie de Châtillon-Commétry et Neuves-Maisons*, Maurice de Waresquiel, membre du Conseil de Direction du *Centre des Jeunes Patrons* (9).

Loin de vouloir être le fait de quelques-uns, le C.E.P.E.C. veut rayonner et se décentraliser sur tout le pays. C'est la raison première de la fondation d'un certain nombre de groupements régionaux. Tel, le *C.E.P.E.C. Sud-Ouest*, dirigé par Henri Biraud et Louis-Georges Planes, devant lequel G.R. Læderich prononça son premier discours de président. En effet, Alfred Pose a dû laisser,

(9) Parmi les autres membres on relève encore les présences de Gilbert Renaut (colonel Rémy), Victor Berger-Vachon, professeur à la Faculté de Droit de Paris, ancien membre de l'Assemblée Algérienne et René Gillouin, ancien vice-président de l'*Union des Industries Textiles*, Louis Salleron, qui est professeur à la Faculté Libre de Droit de Paris, etc...



pour raisons de santé, son poste de président, à Læderich, l'un des premiers à donner la vie au Centre d'Études.

Georges-René Læderich, président directeur général des *Etablissements Læderiche*, ancien président de l'Union des Industries Textiles, avait eu, dès 1938, comme le secrétaire général du C.E.P.E.C., Marc Pradelle, des intérêts dans l'agence de presse Inter-France, fondée en 1938 par l'ancien rédacteur musical à *L'Action Française*, Dominique Sordet. Tandis que Pradelle avait la responsabilité des services de l'agence, Læderich était, avec Bernard de Revel, Georges Marignier et quelques autres, l'un de ceux qui fournirent l'apport financier.

Pour atteindre les objectifs qu'ils se proposent, les dirigeants du C.E.P.E.C. font paraître une revue régulière « *les Cahiers du C.E.P.E.C.* », un bulletin « *le Courrier du C.E.P.E.C.* » et des brochures consacrées à des problèmes plus particuliers, aux résultats des travaux du Centre, « *Les Dossiers du C.E.P.E.C.* ». Leurs autres moyens de propagande sont des diners d'information et des exposés prononcés aux réunions du Bureau d'Études du C.E.P.E.C. Ces conférences ont déjà obtenu l'adhésion d'un grand nombre de sympathisants, à la tête desquels se place le général Weygand qui a été nommé président d'honneur du Centre (10). Le numéro 19 du *Courrier du C.E.P.E.C.* est tout entier consacré à la venue de Khrouchtchev en France. A cette occasion, le C.E.P.E.C., qui avait déclaré qu'il n'entendait pas « *lutter contre le communisme au sens épisodique et superficiel que revêt habituellement cette expression* », sans autre précision, s'éleva violemment contre le voyage du Premier soviétique. Bien que plusieurs de ses membres aient connu les rigueurs de l'épuration, le C.E.P.E.C., comme la plupart des organismes de la grande Industrie et de la Banque, n'est pas hostile au général De Gaulle puisqu'il déclare qu'« *on est en droit de penser que les vices du régime actuel (...) se développent malgré lui et contre ses intentions profondes...* ».

Amené à affirmer ses opinions sur un certain nombre de problèmes actuels, le Centre a proclamé, entre autres, son approbation au Marché commun — avec une réserve sur les propositions britanniques à ce sujet — (numéro 17 du *Courrier du C.E.P.E.C.*, 10 janvier 1959), sa confiance en l'armée (numéro 17), le neuvième exposé fait au bureau d'Études du C.E.P.E.C. ayant d'ailleurs eu trait à « *La Politique et l'armée* ». Faisant toujours confiance au général De Gaulle, le Centre a publié, pour exprimer ses sentiments sur la politique algérienne et les événements du 24 janvier 1960, dans le numéro 19 du *Courrier du C.E.P.E.C.*, « *l'opinion d'un haut fonctionnaire d'Alger* ».

Le Centre d'Études Politiques et Civiques veut donc et par ses réunions et par ses publications, substituer à l'esprit « *politiscard* », l'esprit « *politique* ». Lourde tâche qui lui fait, depuis six ans, tenter de grouper derrière lui, sans qu'ils le dépassent, la majorité des mouvements et partis sinon nationalistes (11), du moins nationaux.

C. DE G.

(10) D'autres personnalités ont prononcé des allocutions au cours des conférences du C.E.P.E.C. ou écrit dans ses revues ; il en est ainsi d'Albert Ducrocq, directeur de la *Société Française d'Electronique et de Cybernétique*, Léon Emery, le directeur des *Cahiers Libres*, Jacques Desmyttere, Jean Keilling, Paul Coulbois, l'amiral Auphan, etc...

(11) Dans les milieux nationalistes, on reproche au C.E.P.E.C. son « *caractère synarchique* » et ses « *formules technocratiques* » quand ce n'est pas ses liens avec les « *200 Familles* ».

### Le Centre d'Etudes Supérieures de Psychologie Sociale.

« Il est remarquable de voir combien, dans les écoles du Parti et particulièrement dans les écoles nationales ou internationales, on peut étudier.

« On étudie d'une façon quasi sauvage. J'emploie le mot « sauvage » dans le sens où l'entendent les communistes (...) Et pour mettre, dès le début, ces projets en pratique, ils instituent dans les écoles du Parti, cette discipline sauvage : de dix heures du soir à cinq heures du matin, les élèves étudient la sociologie, le marxisme, la philosophie. »

C'est Georges Sauge, dans une conférence donnée sur « Lénine et sa doctrine » qui prononça ces paroles. C'est encore lui qui, pour réagir contre la carence évidente d'un enseignement social en France, décida de fonder le « Centre d'Etudes Supérieures de Psychologie Sociale » (21, rue Fortuny, Paris).

Le but premier de cette école est une lutte acharnée, basée sur l'étude du P.C. lui-même, contre le Communisme. Georges Sauge, qui connaît d'autant mieux la question qu'il fut autrefois militant communiste, n'a cessé, depuis la fondation du Centre, en décembre 1956, de multiplier ses activités.

Il chercha d'abord à former des cadres anti-marxistes par des cours donnés au Centre. Ces cours sont organisés en sessions de formation qui comprennent trois soirées, comportant deux conférences chacune. Mais elles s'adressent à des publics différents, car les enseignements y sont de trois sortes. Voici d'ailleurs le triple but que se sont fixés les orateurs et professeurs qui s'en occupent.

« L'enseignement du premier degré a pour but de démasquer les courants de désagrégation. C'est pourquoi on y étudie particulièrement la doctrine et la stratégie du Parti Communiste, celui-ci représentant à l'heure actuelle, avec ses organisations satellites, le plus authentique danger pour notre civilisation.

« Les sessions du second degré sont réservées à l'étude de la doctrine chrétienne dans ses applications historiques, juridiques et sociales, mais aussi à l'étude des théories psycho-techniques utilisées par les socialo-marxistes pour la conquête des masses.

« L'enseignement du troisième degré a pour objet — dans un but d'action — l'étude de la sociologie, de la philosophie, de la pédagogie collective, de l'art oratoire... » (12).

Mais Georges Sauge, ne bornant pas à ces cours l'influence de son Centre, donne des conférences — qui sont parfois même enregistrées sur disques — dirige des enquêtes sociales et multiplie en province les écoles de formation et d'information. C'est ainsi que se sont tenues dernièrement, du 10 mars au 19 mai, des sessions en des villes diverses, telles que Nantes, Evreux, Lannion, Grenoble, Toulon, Nancy, Caen, Bordeaux, Clermont-Ferrand.

Un livre est encore paru, également signé de Georges Sauge, aux éditions « Les Iles d'Or », venant renforcer son étude du marxisme-léninisme par de nouvelles affirmations de la désagrégation du monde actuel sous l'influence des Soviétiques. Il s'agit d'« Echec au Communisme ».

Pour remédier aux maux qu'inoculent chaque jour à la société française les agitateurs et propagandistes du Parti, Georges Sauge propose un regroupement de toutes les tendances non-marxistes.

(12) Tract distribué par le C.E.S.P.S.

placé sous l'égide de l'Église catholique. En effet, le maître du mouvement, qui a toujours lutté contre le vocable de « *national-catholique* » que *L'Express* (19 février 1959) lui appliquait (13), dit volontiers de lui-même : « *J'ai toujours été un homme libre. Ce n'est pas pour accepter d'être prisonnier d'une étiquette que l'on m'impose. Je suis catholique. Je suis national. Je ne suis pas « national-catholique »* » (14). Il publie d'ailleurs, dans son bulletin *Lettre d'Information*, qui paraît chaque mois sur huit pages depuis 1958, des demandes de prières, des articles sur l'Évangile, sur le problème missionnaire ou (No. 19) sur l'encyclique « *Princeps Pastorum* ». De plus, au siège du *Centre*, passé du 15, rue d'Argenteuil (1<sup>er</sup>), au 21, rue Fortuny (17<sup>e</sup>), nombre d'encycliques et d'ouvrages de Mgr Guerry et de l'abbé Loyez sont en vente.

Quant au regroupement des partis nationaux, équivalent de ceux que réalisent les cellules communistes ou le *Parti Socialiste Unifié*, Georges Sauge tente de l'opérer avec l'aide de plusieurs personnalités appartenant à des mouvements fort différents. Au premier plan se place *L'Ordre Français*, dirigé par Pierre Debray (collaborateur d'*Aspects de la France*) qui répondit aussitôt à l'appel du C.E.S.P.S. : « *Que l'on ne nous dise pas un tel est ultra, un tel est modéré. Si l'ultra et le modéré acceptent de s'unir pour sauver ce qu'ils ont en commun, ce sont de bons Français, l'un et l'autre. S'ils s'y refusent, ce sont des diviseurs et qu'ils se taisent* » (15).

Poursuivant la ligne de son programme, le C.E.S.P.S. était tout naturellement porté à manifester contre la venue, en France, de Nikita Khrouchtchev. C'est pourquoi, au mois de mars 1960, se multiplièrent les tracts distribués par les *Comités Civiques* que le Centre avait installé dans un grand nombre de villes afin de poursuivre son œuvre par des réunions d'étude et des opérations de propagande. La visite du 27 mars leur fournit un regain d'activité. Ainsi, le *Comité Civique du Havre* (41, rue d'Ingonville), dès le 12 janvier 1960, publiait quelques textes marxistes en contradiction flagrante avec les offres de détente mondiale offertes par Khrouchtchev. Staline, Lénine, Marx et M. Illichey vinrent ainsi jeter un certain doute sur les possibilités de la « coexistence pacifique » (16). Au même moment dans la *Lettre d'Information* de mars 1960, l'ensemble des *Comités Civiques* proposait un voyage à pied vers Chartres et un rendez-vous en la cathédrale pour la grand-messe du dimanche 27 mars.

Toujours à propos de la venue du Premier soviétique, Georges Sauge avait écrit le 8 mars à M. Serguei Vinogradov, ambassadeur de P.U.R.S.S., une lettre où il lui demandait notamment un entretien « loyal » avec M. Khrouchtchev : « *Quoi de plus fructueux qu'une explication de quelques textes intéressants, mais aussi inquiétants* » ajoutait M. Sauge... La réponse ne se fit pas attendre, et Georges Sauge qui avait été arrêté le 28 janvier 1960, à la suite

(13) Et qui fut la cause d'un différend entre le C.E.S.P.S. et M. Georges Hourdin des « Informations Catholiques ».

(14) Propos recueillis par Jean-Yves Beauvrel, in *L'Ordre Français* de mai 1960.

(15) Ibid.

(16) On lisait entre autres : « *Il ne peut pas plus y avoir de coexistence pacifique entre les deux idéologies qu'il n'est et ne sera possible de reconcilier la lumière et les ténèbres* (M. Illichey in « La Nouvelle Revue Internationale ») et : « *A bas les niaiseries sentimentales et les soupirs imbéciles après la paix. A tout prix, levons l'étendard de la guerre civile.* » (Lénine.)

des événements d'Alger (17) par la brigade criminelle puis relâché — après un séjour au dépôt —, fut de nouveau mis en état d'arrestation le 22 mars 1960 et une conférence qu'il devait prononcer à la salle Gramont interdite. Aussitôt, les *Comités Civiques* de la région Havraise et celui de Fécamp, dans des tracts distribués le 8 avril, protestèrent violemment contre cette mesure, demandant : « Paris sera-t-il un nouveau Budapest ? Notre gouvernement est-il encore libre ? Sommes-nous déjà en démocratie populaire ? ».

Un procès vint encore troubler l'action du Centre ; c'est contre *L'Express* qu'il s'engagea. Georges Sauge, las des attaques de la presse de gauche qu'il subissait depuis plus d'un an, décida d'amener devant les tribunaux les dirigeants du journal *L'Express* qui l'avait accusé de violer les secrets de la défense nationale (18). Les réunions et sessions du C.E.S.P.S. ne s'en multiplièrent pas moins. C'est ainsi que, du 30 mars au 12 mai, se tinrent des réunions de formation des trois degrés, sur les thèmes suivants — pour le premier degré — : « La dialectique marxiste. Sens et Contre-sens de l'Histoire, Pédagogie du processus d'imprégnation. une technique de la conquête des masses », et que le *Centre National de Liaison des Comités Civiques* — qui est, avec le *Comité de Défense des Persécutés du Communisme*, l'un des groupements animés par Georges Sauge — s'est réuni à la Mutualité le 31 mai 1960, au sujet des enseignements à tirer de la venue de M. Khrouchtchev en France. On y vit, parmi les orateurs, Pierre Debray et Pierre Juhel, tous deux monarchistes, et Michel Trécourt, ancien directeur de *Forces Réelles* et de *L'Heure Française*. Enfin, plus importante, eut lieu, les 28 et 29 novembre 1959, au Parc des expositions de la porte de Versailles, une Session Nationale d'Etudes, organisée par le C.E.S.P.S., qui réunit nombre de participants d'appartenances diverses.

Un avocat français, un Allemand de l'Ouest, un Géorgien, un Africain, un prêtre hongrois apportèrent tout d'abord leurs témoignages à l'ouverture de la Session auxquels succédèrent des « cours magistraux » donnés par l'animateur principal du Centre, Georges Sauge, en premier, puis par Jean Damblans, qui entreprit une longue dissertation critique de la dialectique marxiste, et Pierre Debray, qui voulut démasquer les véritables intentions du Parti au travers de la diplomatie soviétique ; enfin, le général Chassin et André Gautier terminèrent cette série par des exposés, l'un sur les tactiques de la guerre révolutionnaire, l'autre sur la technique marxiste d'imprégnation (19). Un déjeuner-débat vint, avant la réunion de clôture, donner aux assistants les opinions de plusieurs personnalités sur les moyens de remédier à l'envahissement communiste. On put alors entendre les déclarations de Pierre de La Forest-Divonne, Henri Dorgères, Jacques Isorni, quelques députés U.N.R. : Guy Vaschetti, Michel Habib-Deloncle, ou indépendants : Jean-Marie Le Pen, de Lacoste de Lareymondie, le président de l'*U.D.C.A.*, Pierre Poujade, le président des comités directeurs d'*Action Française* : Louis-Olivier de Roux, le docteur

(17) M. Sauge a déclaré à cette occasion que certaines volontés affirmées par le général Zakharov, du ministère des Affaires Etrangères soviétiques, principal dirigeant de la répression de 1956 à Budapest, pourraient n'avoir pas été étrangères à son arrestation.

(18) « *L'Express* » eut comme témoins à décharge, MM. Domenach, de la revue *Esprit* et Montaron, de *Témoignage Chrétien*.

(19) Outre MM. Damblans et Gautier, le Centre comprend d'autres orateurs tels que MM. Paulou, Echivard et le R.P. Mancheron.

Lefevre, François de Romainville et Mgr Pinault, évêque expulsé de Chine.

Le Centre d'Etudes Supérieures de Psychologie Sociale n'en est pas à sa dernière session. Au contraire, il ne cesse d'étendre son action, presque seul, en France, à étayer sa lutte par une sérieuse formation de cadres.

C. de G. et E. S.

### Jeune Nation.

Bien que dissous le 15 mai 1958, le mouvement *Jeune Nation* demeure bien vivant. Ses membres sont restés fidèles à leur idéal et au journal du même nom qui, avec des interruptions imputables aux difficultés suscitées par les autorités politiques et judiciaires, continue à paraître (162, rue du Faubourg Saint-Denis, Paris x<sup>e</sup>).

L'entrée dans l'actualité politique de *Jeune Nation* pourrait être datée du 11 octobre 1954. Ce jour-là, le quotidien du Parti Communiste, assortissant son information de commentaire sur « *le Fascisme qui redresse la tête* », signalait l'attaque d'une camionnette de *L'Humanite*, par un « commando » de *Jeune Nation* et la destruction des 25.000 exemplaires du journal qu'elle transportait. Cependant l'origine du mouvement remonte plus loin. Dès la fin de la dernière guerre, des hommes, venus d'horizons politiques très différents : F.F.L., Résistance, Fascisme, Extrême-droite, constatant qu'avec « *le retour des politiques* » la IV<sup>e</sup> n'était que la suite de la III<sup>e</sup>, avaient senti la nécessité de trouver des solutions neuves aux problèmes posés par l'après-guerre, mais des solutions, françaises.

Exaspérés par l'impuissance du Régime en face de « la trahison » qui menaçait l'Armée française en Extrême-Orient, ils étaient décidés à lutter par tous les moyens, « mêmes légaux ».

La nécessité de coordonner ce réflexe de défense nationale les amena à constituer un groupement et, en 1954, le *Mouvement Jeune Nation* vit le jour.

Le 11 novembre 1955 — on remarquera ici, et par la suite, le choix symbolique des dates de certaines de ses manifestations — avait lieu le 1<sup>er</sup> Congrès du Mouvement.

Placé sous le signe de la Croix Celtique (cercle barré d'une croix), emblème national ayant figuré sur les pièces de monnaie, casques et enseignes des habitants de la Gaule, symbole du soleil considéré comme source de la vie universelle, le *Mouvement Jeune Nation*, au cours de ce 1<sup>er</sup> Congrès, devait formuler ce qui serait la base de sa méthode et de sa doctrine :

Pas de référence au passé, le Mouvement ne voulant pas épouser les querelles partisans, séquelles de la dernière guerre ; pas de références, non plus, aux « personnalités », même si leur activité se situait dans un cadre national et, corollaire de ce principe, refus absolu d'une action dans le cadre parlementaire.

Un autre point qui mérite de retenir notre attention, car ce sera toujours une des règles principales de son action — et il ne se cache aucunement d'avoir profité de l'exemple du *Parti Communiste* — est l'importance du rôle militant. Refusant d'être un parti de masse, allourdi et gêné par un effectif d'adhérents et de sympathisants fluctuant au gré de l'actualité, votant ou approuvant des motions sans lendemain, le Mouvement se veut le rassem-

blement de militants constamment mobilisés au service de leur idéal.

On retrouve, là, comme nous l'écrivions plus haut, la méthode du *Parti Communiste* fidèle à l'enseignement de Staline qui disait — nous citons de mémoire — : « *On juge la force et l'influence d'un mouvement révolutionnaire, non à l'effectif de ses adhérents, mais aux manifestations qu'il est capable, soit d'organiser, soit de contrôler.* »

\*\*

Au cours de l'année 1955 eurent lieu quelques manifestations d'obstruction à « la propagande défaitiste et pro-fellagha » auxquelles participèrent activement les militants de *Jeune Nation*. Et, sur les murs de la capitale, comme sur les routes de province, le sigle « J. N. » encadrant la croix celtique, devint familier aux lecteurs de graffiti.

*Jeune Nation* fut, dès lors, de toutes les manifestations nationales, anticommunistes et pro « Algérie Française » : contre le siège du *Parti Communiste* et de *l'Humanité*, (7 novembre 1956), pour le capitaine Mourreau (30 mai 1957), victime des xénophobes marocain, en faveur duquel aucun gouvernement ne pu ou ne voulu intervenir

En signe de protestation le général Rime-Bruneau, ancien chef d'Etat-Major du général De Gaulle, avait organisé une cérémonie, qui se prolongea plusieurs jours : autour de la dalle du Soldat Inconnu, de jeunes militants nationalistes, jour et nuit, montaient une garde d'honneur. *Le Monde* (2 avril 1957) revenant sur cette cérémonie, notait que des applaudissements frénétiques avaient salué les banderolles de *Jeune Nation*.

Le 11 novembre 1957, au cours de son Congrès National, le Mouvement affirma que toute l'Algérie du Nord devait être française, « *de Tunis à Casablanca* ». Tirant la philosophie des faits de l'actualité — nous sommes quelques mois avant le 13 mai — il déclara que la crise du Régime était ouverte, que la IV<sup>e</sup> République était définitivement condamnée et que le Mouvement se tenait prêt à assurer son rôle dans la Révolution Nationaliste. *Dimanche Matin* (17-11-1957), rendant compte de ce Congrès, notait que le *Mouvement Jeune Nation* s'organisait et que, de toutes les forces *ultra*, il paraissait le plus sérieux.

Quelques jours plus tard, le 25 novembre, un demi-millier de militants, manifestait devant l'Ambassade des Etats-Unis, contre les livraisons américaines d'armes à la Tunisie. Convaincus que cet armement serait utilisé par les rebelles algériens contre nos soldats d'Algérie, ils mettaient en action leur principe de *défendre l'Armée française, partout où elle se bat !*

Un engin ayant explosé le 6 février 1958 dans les w.-c. du Palais-Bourbon, la grande presse et certains policiers y virent, à tort d'ailleurs, la main des « fascistes » de *Jeune Nation*.

Bien que la presse n'en ait pas rendu compte, peut-être pour en minimiser l'importance — *Jeune Nation* réunit dans la grande salle Wagram, le 14 mars 1958, date anniversaire de la mort en Algérie de l'officier parachutiste Henri Sidos, 3 à 4.000 jeunes hommes de 18 à 25 ans et leur fit applaudir des mots d'ordre nationaux.

Le 9 mai 1958, à quelques jours de la révolte nationale d'Alger, une nouvelle manifestation remplissait la salle des Sociétés Savantes. Sous une large banderolle proclamant « *Aujourd'hui, Orléans*

*c'est Alger* », un militant J.N. lançait un appel à l'union des nationaux.

Pour la fête de Jeanne d'Arc, (11 octobre 1958), *Jeune Nation*, à qui interdiction avait été faite de participer au cortège traditionnel conspua le Régime et ses militants se heurtèrent avec violence à la police. D'où plusieurs arrestations.

Le soir du 13 mai, les militants de *Jeune Nation* d'Alger, unis aux étudiants et aux Anciens Combattants, furent naturellement à la tête des manifestants qui prirent d'assaut le Gouvernement Général. A Paris, une banderolle blanche portant en lettres rouges le nom de *Jeune Nation* était déployée au-dessus de la colonne des manifestants qui descendaient les Champs-Élysées. Deux jours plus tard, le *Mouvement Jeune Nation* était dissous par le Gouvernement Pflimlin.

Dès la venue au pouvoir du Général, malgré les espoirs que l'arrivée de l'ancien chef de la « France Libre » pouvait faire naître chez certains nationalistes, les militants du *Mouvement*, maintenant groupés autour du journal refusèrent leur confiance à De Gaulle. Ils ne croient pas qu'il détruira le « Système » ni qu'il mettra un terme à la politique d'abandon des gouvernements de la République.

En novembre 1958, le journal *Jeune Nation* lançait un appel pour ce qui serait la première manifestation de l'opposition sous la V<sup>e</sup> République, manifestation où l'on renouvelerait le « Serment d'Alger » : « *Envers et contre tout, sur nos tombes et nos berceaux, devant le souvenir de nos morts au Champ d'Honneur, nous jurons de vivre et de mourir français sur la terre d'Algérie, à jamais terre française.* »

Constatant que la politique de la V<sup>e</sup> République, abandonnant les idées forces du 13 mai — intégration, lutte contre les partis, mise hors la loi des communistes — n'était sous un chiffre nouveau, que la suite de celle de la IV<sup>e</sup>, les militants de *Jeune Nation* organisaient le 6 février 1959, une réunion ayant pour objet la création, avec diverses personnalités n'ayant jamais appartenu au mouvement dissous, un grand *Parti Nationaliste*. Le *Front National Français* de Joseph Ortiz, le *C. S. P. du 13 mai*, ainsi que des responsables poujadistes et monarchistes invités, étaient présents. Son recrutement devait être beaucoup plus ouvert que celui de *Jeune Nation* et son action, plus diverse et plus étendue.

Mais le Gouvernement, craignant que le *Parti Nationaliste* ne prenne trop d'importance, ordonna, par décret sa dissolution et inculpa ses dirigeants d'« atteinte à la sûreté intérieure de l'État. » (20)

Gênés dans leur action par les dissolutions successives, des inculpations, des perquisitions, de nombreuses saisies et par l'interdiction de leurs réunions, les animateurs de *Jeune Nation*, continuent leur combat par le journal, les contacts personnels ou les réunions privées, en attendant des jours meilleurs.

Il arrive, même, à rompre la conspiration du silence : témoin la rédaction et la diffusion de son manifeste (commenté par *Radio-Luxembourg* et *Le Monde*) faisant connaître son opposition à la

(20) Le gouvernement prit prétexte de cris hostiles à M. Michel Debré, Premier Ministre, et au général De Gaulle, Président de la République, entendus le 9 février 1959 à Alger, au cours du voyage du premier dans la province algérienne, pour interdire le *Parti Nationaliste*.

politique algérienne formulée en septembre 1959 par le chef de la V<sup>e</sup> République et réaffirmant son entière solidarité avec les groupements patriotiques d'Algérie.

\*\*\*

Citant la formule lapidaire donnée dans son numéro 7 (4-10-1958), on pourrait écrire que le programme de Jeune Nation tient en ces mots : « *le pouvoir aux mains des nationalistes...* » ; mais ce serait trop dire, pour certains — et pas assez pour d'autres...

Formulées dès la constitution du Mouvement, les bases de son programme ont été reprises et développées à l'occasion de ses différents Congrès et au cours de ses diverses réunions.

C'est en lançant son appel pour la formation du *Parti Nationaliste*, que le journal *Jeune Nation* (11-12-1958) reprenait les objectifs qu'il s'est fixé :

— *Renverser la République, c'est-à-dire le Système actuel pour instaurer l'Etat Nationaliste ;*

— *Suppression des pratiques électorales : responsables et dirigeants choisis pour leurs compétences ;*

— *Elimination des Partis, synonymes de divisions ;*

— *Eviction des « métèques » des postes politiques et économiques, c'est-à-dire des individus qui ne veulent se fondre dans l'ethnie française ; ils doivent avoir le statut d'étranger ;*

— *Châtiment des coupables, responsables des morts inutiles depuis 1940 et de l'abandon des terres d'Empire ;*

— *Sauvegarde du patrimoine national ; défense du sol de la nation, des terres conquises et reconquête politique ou militaire de territoires perdus ;*

— *Refonte de l'Armée, d'abord la ramener à son seul devoir national, pouvoir faire la guerre, obtenir la victoire et non l'avilir à des besognes serviles (ramassage des ordures, campagnes électorales, police, etc...) ;*

— *Lui donner les moyens de remplir sa mission guerrière et d'éducation de la jeunesse ;*

— *Promotion de la valeur ;*

— *Elle devra avoir, de par sa tradition et sa fonction, la place la plus haute dans la Nation ;*

— *Un logement pour chaque français (récupération en attendant des locaux détournés de leur emploi : administration, bureaux, etc...),*

— *Appropriation des entreprises — c'est-à-dire reconnaissance des droits du travail dans le capital et les bénéfices — mais non par les nationalisations qui ne sont qu'un collectivisme au profit de l'Etat ;*

— *Instauration d'un syndicalisme corporatif — organisation des professions dans l'économie de la nation et représentation du monde du travail auprès des pouvoirs politiques ;*

— *Elimination du capitalisme apatride et des revenus sans travail (intermédiaires) — « Le capital, le but du travail, doit redevenir un moyen » ;*

— *Instauration de l'Etat Nationaliste en unissant et organisant en un même faisceau, les activités et les forces de la nation ; cet Etat nouveau sera autoritaire et hiérarchisé ;*



— *Construction de l'Europe, une Europe des Patries (par opposition à une Europe capitaliste et technocratique) fondée sur une civilisation commune et qui devra se défendre, à la fois, contre le matérialisme américain, contre le matérialisme soviétique et contre la montée des peuples de couleurs.*

De 1955 à 1958, les ressources financières du Mouvement, limitées aux cotisations et aides volontaires, de membres encore peu nombreux ne permettaient pas la création d'un véritable journal d'informations et de combat politique. Mais, la nécessité pour toute formation politique de faire connaître sa doctrine et d'étendre son rayonnement amena le Mouvement à faire paraître un *Courrier d'Informations*, bi-mensuel et ronéotypé, qui renseignait ses lecteurs non seulement sur le mouvement lui-même mais aussi sur la position de l'adversaire.

Y collaboraient :

Albert Heuclin, A. Lacroix, Dominique Venner, un militant décidé et lucide, ancien engagé volontaire en Algérie qui connut la prison à plusieurs reprises, et bien entendu Pierre Sidos, le n° 1 du Mouvement.

Après la dissolution de *Jeune Nation*, le 15 mai 1958, qui entraînait l'interdiction de continuer le combat mené jusqu'à cette date et l'impossibilité de diffuser sa doctrine, les chefs du Mouvement décidèrent la création d'un véritable organe de Presse. Il constituèrent, dans cette intention, une Société, la S.P.E.C.C. (*Société de Presse et d'Édition de la Croix Celtique*) dont le siège est aujourd'hui 162, rue du Faubourg Saint-Denis, Paris 5°.

Sous le titre de *Jeune Nation*, le premier numéro sortit le 5 juillet 1958, jour anniversaire de la prise d'Alger, en 1830, par l'Armée française.

Tiré à 5.000 exemplaires, (21) ce bi-mensuel format demi-quotidien conservera cet aspect et le même rythme de parution jusqu'au 24 décembre 1958. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1959, il est mensuel.

Destiné à un public plus élargi que celui du *Courrier d'Information*, bulletin intérieur, le journal *Jeune Nation* faisait une plus grande place à l'information.

Outre les éditoriaux de Pierre Sidos et les articles de son équipe, *Jeune Nation* a publié des études de journalistes et d'écrivains nationaux qui, sans faire leurs toutes les idées de la direction, n'en ont pas moins de la sympathie pour tel ou tel aspect de la politique suivie. C'est ainsi que, de temps en temps, ont paru dans les colonnes de *Jeune Nation* la signature des nationalistes Jacques Ploncard d'Assac et Hubert Saint-Julien, des anticapitalistes Pierre Fontaine et Henry Coston, et celles des personnalités politiques et littéraires de tendances assez diverses : Horace Lantz, Pierre Hofstetter, Jean-André Faucher, Robert Blanc, Georges Robert, ancien délégué à la presse de *Présence Française-Tunisie*, Paul Ottaviani, leader national niçois, Saint-Paulien, l'auteur du *Soleil des Morts* et des *Maudits*, le général Rime-Bruneau, président de *Présence Française-Tunisie*, Dr Gaston Thouvenot, militant nationaliste connu en Algérie, Jean-Louis Tixier-Vignancour, avocat des militants de *Jeune Nation*, Pierre-Antoine Cousteau, qui devait tenir une chronique régulière dans le journal lorsque la mort l'emporta, Stephen Hecquet, etc...

(21) En décembre 1959, son tirage atteignait 20.000 (vendus).

Sans collaborer au journal, plusieurs personnalités politiques ont témoigné leur sympathie à ses animateurs: le général Navarre, les colonels Bigeard et Matignon, Martin Sanné, François Prévot, Farré et Jacques Frouin, avocats parisiens, le docteur Lefèvre et Ortiz, d'Alger, et un grand nombre d'écrivains, de journalistes, d'hommes politiques trop prudents pour se déclarer publiquement mais qui partagent la plupart des idées de Pierre Sidos et de ses amis.

Sidos, fils d'un militant politique tué à la Libération, frère de deux soldats morts pour la France (l'un en 1940, l'autre en 1956), est considéré comme le principal *leader* du mouvement, puis du journal. Il est d'ailleurs le directeur de celui-ci. A trente-quatre ans, c'est déjà un vétéran des luttes nationalistes. Comme beaucoup de ses amis, il a connu la prison. Il fut en outre l'objet de douze inculpations pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Ses deux frères vivants, François et Jacques, sont également des militants chevronnés: ingénieur des mines et diplômé de l'Université Hopkins (U.S.A.) le premier combattit dans les F.F.L.; le second fut condamné et emprisonné pour avoir participé à l'agression d'une voiture de *L'Humanité*, au moment de la guerre d'Indochine.

A ses côtés, Louis Daney, licencié en droit, officier en Algérie, Jean Malardier, également ancien combattant et ancien emprisonné (1955), Jacques Meyniel, agent de publicité, officier en Algérie après avoir combattu en Indochine, Dominique Venner, déjà cité, Albert Malbrun, participent à la direction, à la rédaction et à l'administration du journal.

En raison de son hostilité ouverte — et souvent agressive au nouveau Régime —, *Jeune Nation* a été saisie à six reprises. En le « frappant à la caisse », on espère en haut lieu provoquer sa disparition définitive.

Christian POINSIGNON.

#### Le Parti National-Syndicaliste Français.

Le *Parti National-Syndicaliste Français* (14, boulevard de Courcelles, Paris XVII<sup>e</sup>), créé le 19 juin 1959, succède au *Mouvement de la Jeunesse Combattante et Syndicaliste* (constitué le 9 février 1959), lequel adressait, depuis le mois de mars de la même année, un appel à l'union des « jeunes Français ».

Le parti reprend les thèmes chers à José-Antonio Primo de Rivera: hostilité au capitalisme et au communisme, primauté de la Nation et de la famille, respect de la Liberté humaine, parti unique expression politique du seul syndicat national.

Le secrétariat, dirigé par les trois fondateurs, s'occupe exclusivement d'élaborer la doctrine et de la faire connaître, se réservant le soin de recruter ultérieurement des adhérents et des militants. Il est aussi l'instigateur d'un Comité National pour la défense des victimes du communisme.

A la tête du Parti se trouve un triumvirat composé de Mlle Liliane Ernout, jeune comédienne lancée à corps perdu dans la politique depuis quelques années, qui occupe le poste de secrétaire générale; Roger Bru, ancien militant cégétiste, délégué fédéral de la Fédération Nationale des Chauffeurs, qui remplit les fonctions de trésorier; et Lucien Boer, journaliste, collaborateur notamment de *La Dépêche de Lens*.

Dans sa « lettre confidentielle » du 29 juin 1960, les dirigeants expliquaient comment ils furent l'objet de « persécutions injusti-

fiées et injustifiables » de la part de la police du régime, au lendemain des événements du 24 janvier dernier :

« Le 18 février 1960, la Sûreté Nationale procédait, sans mandat, à une vaine perquisition du siège social, appréhendait, sans même un mandat d'amener, la secrétaire générale, Liliane Ernout et, toujours en pleine illégalité, la détenait 36 heures, rue des Saussaies où elle devait être interrogée par des policiers qui ne cachent pas leur sympathie communiste. Le bureau politique alertait alors la presse et devant la divulgation, notamment par France-Soir et Le Monde, de cette arrestation et devant l'arbitraire dont il avait usé, le commissaire Delarue relâchait la secrétaire générale du P.N.S.F.

« Le 28 février 1960, une bombe explosait à l'angle des rues de Logelbach et de Phalsbourg. A cet endroit, comme en bien d'autres, étaient dessinés sur les murs, l'insigne et le sigle du P.N.S.F. Il n'en fallut pas plus pour que le lundi 29 février 1960, à la première heure, les agents de la brigade criminelle, commissaires en tête, fassent irruption simultanément au siège du parti, au domicile de Roger Bru, secrétaire à l'action idéologique, et de Lucien Boër, membre du bureau politique. Perquisitions illégales et infructueuses, arrestations arbitraires de Liliane Ernout et de Roger Bru. Lucien Boër ne devant qu'à son absence de ne pas être inquiété. Retenus une journée dans les locaux du Quai des Orfèvres, L. Ernout et R. Bru devaient être relâchés faute de présomption, malgré la procédure de « flagrant délit » dont a usé et abusé en violation de « sa » propre loi et du droit des gens, un procureur de la République contrevenant. La presse s'emparait de l'affaire et saisissait cette occasion de répandre les informations les plus malveillantes, en toute fantaisie.

« A ce sujet, reprenant les termes des différents communiqués de presse rectificatifs que le parti avait adressé aux journaux et dont seuls France-Soir et Le Monde ont tenu compte dans une faible mesure, le P.N.S.F. doit préciser de nouveau. Liliane Ernout n'a jamais exercé la profession de « cover-girl » (?) mais a tenu, par contre, au théâtre et à la R.T.F. plusieurs rôles de premier plan dans différentes productions. S'il est bien exact qu'elle a publié un recueil de poèmes, elle n'est nullement membre ou adepte de la secte dite du « Christ de Montfavet ». Elle est une pratiquante catholique de l'Eglise Apostolique et Romaine. Monsieur Louis Ernout, son père, dirige une galerie de peinture à Montmartre. Il n'a pas été inquiété et n'appartient pas au P.N.S.F.

« A la veille de la venue en France du chef du bolchevisme mondial, les dirigeants du national-syndicalisme en France n'ont dû qu'à leur départ de Paris de ne pas être, de nouveau incarcérés. »

Ayant été accusés d'appartenir à une société secrète néo-cagoularde Les Templiers, les dirigeants du P.N.S.F. ont protesté contre cette affirmation :

« Nous ignorons si cette secte existe ou non — disent-ils dans le même n° du bulletin — mais ce qui est certain, c'est que le P.N.S.F. n'a jamais cessé de s'élever contre l'action des sociétés secrètes quelles qu'elles soient. Quant aux Templiers, si nous devons nous référer à l'Histoire, il semble que leur évolution devait leur attirer l'excommunication papale et qu'ils sont à l'origine de la franc-maçonnerie internationale au service du judaïsme mondial ».

Le Parti s'est signalé par la diffusion de tracts, de circulaires. Un « *courrier mensuel, privé et confidentiel* » est expédié à un certain nombre de personnes éventuellement favorables ; il contient, sur plus de 50 pages, des nouvelles, un document, et des éléments de doctrine.

Edmond SEUILLARD.

#### Le Mouvement Populaire du 13 mai.

En 1955, le soulèvement des nationalistes algériens entraîna la création en Algérie de différents groupements d'Européens, plus ou moins clandestins, dont le but est de répondre à la violence par la force, d'assurer une sorte d'auto-défense.

Parmi ceux-ci, le plus important est l'*Union Française Nord-Africaine* constituée par un ancien colon, M. Boyer-Banse, directeur du *Prestige Français*. L'*U.F.N.A.* comptait quelque 17.000 hommes d'origine modeste, lorsque le 8 mai 1956, une manifestation hostile à Robert Lacoste, gouverneur général, provoqua l'expulsion de M. Boyer-Banse.

Ce dernier fut alors remplacé par Robert Martel. Courant juin un tract, tournant en dérision la première directive du gouvernement, servit de prétexte à la dissolution de l'*U.F.N.A.*, dont les dirigeants furent envoyés en résidence surveillée à Aumale. A leur retour, ils réussirent à reprendre en main leurs militants, regroupés secrètement et trop portés à l'action directe, pour les mener deux ans après, le 13 mai 1958, à l'assaut victorieux de la Délégation Générale.

Dans l'intervalle des contacts avaient été pris avec la métropole, notamment avec le général Chassin. Aussi, lorsque celui-ci décide en juin 1958, de créer le *Mouvement Populaire du 13 mai*, Robert Martel proposa-t-il une entente. Un peu avant le Premier Congrès du mouvement, en septembre, la fusion avec l'*U.F.N.A.* fut réalisée, cette dernière conférant alors au groupement son style et lui fournissant ses chefs.

Au moment du referendum, le mouvement fut divisé entre partisans du *Oui* et partisans du *Non*. Les premiers, qui faisaient néanmoins des réserves sur les projets du général De Gaulle, furent mis en minorité. La majorité, hostile au *Oui* et au général, était entraînée par Robert Martel. Finalement, on laissa chaque adhérent libre de ce prononcer selon sa conscience.

Peu après, le général Chassin, très affecté par la mort de son épouse, donnait sa démission de Président national du *M. P. 13*. (22) Robert Martel le remplaça.

La position personnelle du nouveau président fut clairement exposé dans la lettre que celui-ci adressa, dès le 29 août 1958, au général Massu, alors président du *C.S.P. du 13 mai* et du *C.S.P. Algérie-Sahara*, pour lui donner sa démission.

Cette longue missive, qui ne fut rendue publique qu'en septembre 1959, est un réquisitoire contre la politique du général De Gaulle et de son Premier ministre :

(22) Candidat aux élections de novembre 1958 contre Chaban-Delmas, le général Chassin fut battu malgré une courageuse campagne menée dans le fief même de l'ancien ministre de Mendès-France.

« Considérant que les imperfections inadmissibles de la Constitution sont dangereuses pour l'unité de la Nation ;

Considérant que cette Constitution est source d'une catastrophe nationale sans précédent dans notre Histoire ;

Considérant qu'un discours d'homme d'Etat « provisoire » si honnête soit-il, ne peut en aucun cas pallier ces imperfections ;

Considérant que le général de Gaulle offre l'Indépendance aux Territoires de l'Union Française... dont certains demandaient l'Intégration ;

Considérant que le Président du Conseil légalise la sécession au lieu de la considérer comme une atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat ;

Considérant que la désintégration va se faire désormais en chaîne et que, ce faisant, rien ne pourra plus l'arrêter ;

Considérant que depuis trois mois Bourguiba et Mohamed V ont intensifié leurs attaques contre la France sans qu'aucune autorité n'ait voulu enrayer leur action ;

— qu'ils peuvent mitrailler nos frontières, alimenter le F.L.N. et tuer nos soldats sans qu'aucune action punitive ne soit entreprise ;

Considérant que les troupes françaises de Tunisie et du Maroc se retirent sous les huées des femmes et les vexations multiples ;

Considérant que la Presse, la Radio et tous les organes d'information sont aux mains d'un système que l'Esprit du 13 Mai veut et doit détruire et que, de ce fait, les élections futures ne pourront se réaliser qu'à gauche et à l'extrême-gauche ;

Considérant que le « NON » communiste n'est qu'une manœuvre tactique pour mieux duper les Nationaux ;

Considérant que les partis et les hommes de partis qui font aujourd'hui la Constitution n'en reviendront que plus forts ;

Considérant que le matérialisme athée ne cesse d'étendre son influence, que voter la Constitution implique la participation à la proclamation de principes impies ;

Considérant que 38 millions de Catholiques, 9 millions de Musulmans, 1.300.000 Protestants, ne doivent plus supporter le diktat de 1 million de Francs-Maçons et d'Athées ;

Considérant que toute société humaine qui exclue Dieu de sa Constitution se rend indigne et porte en elle un principe de mort ;

Considérant que l'autorité est sans force parce qu'elle n'a pas Dieu comme fondement ;

Considérant que les mœurs sont corrompues sur le plan public et privé parce que l'Etat a rejeté la Religion ;

Considérant que c'est une insulte vis-à-vis de 9 millions de Musulmans devenus Français à part entière, d'imposer la négation de Dieu ;

Considérant que des mutations d'officiers loyaux et courageux vont bientôt avoir lieu et porteront de ce fait à notre Armée des coups mortels ;

Considérant que la Mission de la France a d'autres buts que de supporter les insultes et les vexations des Nations étrangères ;

En conséquence : Je me refuse désormais à cautionner ce régime des Sans-Dieu, source de la perversion qui nous désagrège, et j'ai l'honneur de vous donner ma démission du Comité de Salut Public du 13 mai, ainsi que du Comité de Salut Public Algérie-Sahara ;

*et vous adjure de croire qu'en disant Non au Référendum, nous dirons Oui à la Vocation de la France, Oui à son Empire et Oui à sa glorieuse Armée. »*

A Alger, le 29 août 1958.

Robert MARTEL.

★★

Le M.P. 13, ouït d'une large audience auprès des petits colons et des petits bourgeois de la région d'Alger. Il compte, en outre, des noyaux de militants très nombreux dans les autres départements algériens et en métropole. Il passe pour disposer d'une force mobilisable rapidement, sans doute peu nombreuse mais particulièrement solide. Aussi, lorsque le député gaulliste Neuwirth affirma que des « *commandos de tueurs (ultras) avaient franchi la frontière d'Espagne pour venir assassiner des hommes politiques* » s'empressa-t-on de perquisitionner au siège du M.P. 13 (18, rue Daunou, à Paris) et d'interdire le congrès que le mouvement avait organisé pour les 24 et 25 octobre 1959 à Paris.

Quand le climat se dégrada entre le Paris légal et l'Alger réel, au lendemain du fameux discours du 16 septembre 1959, la grande presse et la radio semblèrent découvrir l'importance de ce mouvement « *factieux* », qui, au dire d'un grand hebdomadaire parisien, est dirigé par un homme qui « *a joué un rôle décisif le 13 mai 1958* ».

Ce même journal reproduisait cet avertissement de Robert Martel, qui en disait long sur l'état d'esprit de son auteur :

« *Notre serment sera tenu, même si nous devons avoir recours à la solution du désespoir. C'est un droit de légitime défense que nous accordons le préambule de la Constitution. Notre complot est public. Il a pour nom : Ici la France.* »

On sait comment Robert Martel fut amené, une fois le mouvement du 24 janvier 1960 déclenché, à se joindre à Ortiz et Lagailarde, bien qu'il ait redouté un piège :

« *Je crains la provocation, déclarait-il à Eugène Mannoni peu AVANT les événements sanglants de janvier. Il y aura une espèce de complot civil et militaire qui entrainera avec lui une minorité d'officiers et de civils conscients et qu'on laissera déboucher : ce qui permettra à Paris de proclamer la République en danger, de déceler ceux qui y ont trempé et d'exiger les pleins pouvoirs* » (23).

Les principes servant de fondement à son action, le M.P. 13 les déclare dictés par « *la nature et les traditions vivantes de la France* ». Ces principes sont :

- Un exécutif fort basé sur le renforcement de la « *cellule fondamentale de toute société : la famille* » ;
- L'organisation de corps intermédiaires sur les plans professionnel et local ;
- La « *représentation universelle de la population dans les conseils dirigeants* » par les associations familiales et les corps intermédiaires à l'exclusion des partis ;
- La restauration de la « *dignité du travail* », spécialement agricole ;

(23) Cité par E. Mannoni, envoyé spécial du *Monde* (4-2-1960).

— La création d'une vraie « communauté d'intérêt entre les travailleurs de toute qualification, au sein de l'entreprise et de la profession » ;

— La refonte totale de l'enseignement laissée à l'initiative, « seulement contrôlée et harmonisée », des parents, de la religion, des élites intellectuelles ;

— La transformation de l'économie au détriment des capitalistes ;

— La responsabilité financière et physique des chefs devant la Haute Cour ;

— Enfin, « sur le plan de l'actualité immédiate », « la défense farouche de l'Algérie et du Sahara, parties intégrantes de la France », d'où une opposition systématique au général De Gaulle soupçonné de vouloir abandonner l'« Algérie Française » au profit d'un Etat autonome dont les Français seraient rapidement exclus.

On trouve à la tête du M.P. 13 un Conseil d'Administration, ou Délégation Nationale Exécutive, composé d'une vingtaine de membres comprenant, à égalité, des délégués professionnels et des délégués régionaux, élus pour six ans et renouvelables par tiers tous les deux ans par le Conseil National. Ce conseil d'Administration désigne le président, le secrétaire général et le trésorier du mouvement.

Tous les ans, un Congrès National réunit les principaux responsables, dont le nombre a été fixé à cinquante par le dernier congrès.

Territorialement, le groupement comprend neuf délégations régionales, une par région militaire, ayant sous leurs ordres des délégatons départementales, communales (la délégation d'Algérie-Sahara ayant été dissoute par M. Delouvrier, lors du 24 janvier 1960). Le nombre d'adhérents atteindrait 10.000.

Des liens très étroits (siège commun, mêmes dirigeants) rattachent le M.P. 13 au Conseil National des Métiers groupant trois organisations — l'Union des Paysans de France (associé au Rassemblement Paysan), l'Union des Travailleurs Indépendants pour la Liberté et l'Union des Salariés de France — dont l'objet est d'œuvrer « en faveur de la réconciliation sociale dans un esprit corporatif et chrétien ».

Enfin, le M.P. 13 est le promoteur des Comités d'Action pour l'Algérie Française, composés surtout d'étudiants, et du Comité National pour la Justice Scolaire qui défend la liberté de l'enseignement.

La présidence du groupement est assurée par Robert Martel, agriculteur originaire de Chébli, petit village de la Mitidja. Agé de 38 ans, profondément croyant, c'est un meneur d'hommes. Il a joué un rôle de premier plan le 13 mai, puis au sein du Comité de Salut Public du 13 mai et au cours de « la semaine des barricades » en janvier 1960. De son « maquis contre-révolutionnaire quelque part en France », où il demeure depuis qu'un mandat d'arrêt a été lancé contre lui, il adresse des messages aux Français et publie *La Voix du Maquis* (ronéotypée).

Joseph Bilger est le secrétaire général et trésorier de M P 13. Militant national connu en Alsace depuis un quart de siècle, syndicaliste paysan actif, Bilger fut tour à tour déporté à Dachau, pour son opposition à l'occupant, et emprisonné à la Libération, pour son hostilité au gaullisme. (voir la page que nous consacrons

par ailleurs à son activité paysanne). En l'absence de Robert Martel, réfugié dans la clandestinité, il dirige en fait le *M. P. 13*.

Parmi les autres personnalités du mouvement, on peut citer : Maurice Crespin, méridional, algérois d'adoption (depuis 25 ans), ancien militant de l'*U.F.N.A.* emprisonné avec Robert Martel, du 23 février au 7 mai 1957 sur l'ordre du ministre de l'Algérie Robert Lacoste ; Paul Moreau, Rodolphe Parachini et Marcel Schambill, tous trois membres du C.S.P. d'Alger et signataire du « Manifeste des 14 » (Voir notre note sur le *Mouvement pour l'Instauration d'un Ordre Corporatif*) ; Louis Mehrenberger ; Lucien Resson, délégué à la Propagande ; Jean Orfila, lui aussi ancien dirigeant de l'*U.F.N.A.* ; Pierre de Villemarest, journaliste et écrivain ; Pierre Richard et Michel de Sablet, responsables nationaux des *Jeunesses du M. P. 13* ; Chantal de La Chapelle, responsable nationale des Jeunesses féminines, etc... (24)

Le mouvement dispose de divers organes de presse — de parution irrégulière depuis que Martel a pris le « maquis » — dont *Salut Public de l'Algérie Française* est le plus connu.

Fondé par Jean Bernier en 1958, cet hebdomadaire est passé, dans le courant de l'hiver 1958-1959 sous la direction de Martel et de Paul Chevallet, ancien directeur-gérant de *Fraternité Française*, militant national connu à Alger depuis l'avant-guerre. Son siège était alors à Alger. Il a été transféré à Paris, 18, rue Daunou, depuis l'interdiction du *M. P. 13* en Algérie. Il publie des articles et des études des dirigeants du mouvement et de diverses personnalités nationalistes : Maurice Jeanson, président national de l'*Union des Paysans de France*, Claude Mouton, François de Saizieu, Jacques Ploncard d'Assac, Jean de Bronac, Louis de Saint-Quentin, F. Pignatel, le dessinateur Sic.

Les autres publications du mouvement sont — ou ont été — au nombre de sept : *M.P. 13*, bulletin d'information intérieur ; *Le Sursaut national*, de Bordeaux (de Turbet-Delof, qui a repris sa liberté depuis plusieurs mois déjà), *Le Courrier paysan*, de l'Aube, *Notre Résistance*, de Nice ; *Promotion Paysanne*, *Travail Libre*, et le *Bulletin d'Information*, de la section Algérie-Sahara.

Ed. S. et G. V.

N.D.L.R. — Au moment de la mise sous presse, nous apprenons qu'une scission s'est produite au sein du *MP 13*. D'un côté, Joseph Bilger et ses amis, de l'autre Paul Chevallet, François de Saizieu, vice-président, et une partie des adhérents. Robert Martel, dans « le maquis » depuis les événements d'Alger (janvier 1960), ne semble pas être parvenu à refaire l'union (cf. *Le Monde*, 19-10 et 2-11-1960). (Siège : 3, rue Claude-Tillier, Paris XII<sup>e</sup>.)

#### Mouvement Populaire Français.

« ... Une espèce de mélange de socialisme, d'ascétisme, de guerre, de sport ; le fascisme a voulu les réunir dans ses méthodes et dans son action... » C'est, sans doute, autant dans l'esprit qui se dégage de cette si juste définition de Pierre Andreu, que dans une option politique qu'il faut rechercher les origines des mouvements fascistes de l'après guerre et, particulièrement de celui de *Phalange Française* devenue *Mouvement Populaire Français*.

(24) Athanase Hadji-Gavril et Jean Goulet ont quitté le mouvement en février 1960.



En 1947, cinq jeunes hommes dont Charles Luca, chef de l'actuel *M.P.F.*, fondent la « *Formation de Préparation Militaire Antoine de Saint-Exupéry* » et, dès cette date nous voyons ces jeunes se réunir pour chercher et vivre ensemble « *un style de vie basé sur des valeurs vraies* » et c'est l'un d'eux qui écrira, parlant de cet esprit « *... celui de l'esprit combattant, de la pureté, de la primauté de l'idéal, du service de l'ordre et de la discipline, de la fidélité jusqu'aux sacrifices de chaque jour et jusqu'au sacrifice suprême* ».

Un an plus tard, les « *Commandos de Saint-Ex* » étaient présents dans 19 villes de France et ils groupaient plus de deux mille adhérents.

La Presse et la Radio commençaient à parler de leurs réalisations : compétitions sportives, marche au Rhin, reconstruction de Thury-Harcourt, lutte contre l'incendie dans les Landes, etc..., quand les politiciens, inquiets de cette force qui se développait en dehors de leur influence et n'ayant pu, malgré promesses et pressions, se la concilier, réclamèrent sa disparition. En novembre 1949, un décret signé Jules Moch, prononçait la dissolution des « *Commandos de Saint-Ex* ».

Le coup porté était brutal, mais les plus dynamiques décidèrent qu'il ne serait pas mortel, et ce fut la naissance du *Mouvement National Citadelle*.

Attaqué par les politiques, le mouvement se devait, maintenant, de défendre son idéal sur le terrain politique. L'esprit qui animait le groupe se définissait en deux mots — que nous retrouverons, d'ailleurs, jusque dans l'actuel *M.P.F.* : *Ordre* et *Fidélité*.

— « *Ordre : condition du bien commun qui ne peut s'épanouir que dans le respect de l'autorité, de la hiérarchie, de la discipline intelligente.*

— « *Fidélité : raison d'être de ce mouvement qui lui assigne ses buts, en conformité avec les virtualités inscrites dans la race même au cours des siècles* ».

Décidé à prendre toujours le parti de la France, il se voulait nationaliste et, conscient de la répartition injuste du revenu national, il serait socialiste ; c'est ainsi que le *Mouvement national Citadelle* devint le *Parti Socialiste Français*.

Le *Parti Socialiste Français* devait prendre, ensuite, le nom de *Phalange Française* qu'il estimait plus conforme aux nécessités du combat contre le « *Système* ».

C'est alors que le mouvement découvre « *... que son idéal national, ses aspirations sociales, son goût de l'effort... cette mystique temporelle qui informe tous ses jugements et élabore ses réactions ; que cette manière de voir, de vivre et de penser est celle-la même qui s'exprime dans le Fascisme* » (*Fidélité*, janvier 1960).

Et c'est le 13 mai 1958. Comme d'autres mouvements nationalistes, *La Phalange Française* est dissoute.

Reprenant aussitôt le combat, sous un autre nom, celui de *Mouvement Populaire Français*, Luca allait faire campagne contre De Gaulle à l'occasion du référendum : « *Les vraies intentions de de Gaulle restent secrètes. Le « Oui » aussi, c'est l'aventure. Non à la sécession ! Non à l'équivoque ! Non à de Gaulle !* »

Constitué pour préparer une prise de pouvoir, le *M.P.F.* est, évidemment organisé sur un mode autoritaire :

(25) Notons ici, que l'insigne du mouvement est celui de la Croix Fléchée.

— Un chef : Charles Luca, entouré de conseils, qui décide et ordonne (26).

— Un comité exécutif en liaison avec les délégués régionaux qui transmettent les consignes de propagande et d'action.

L'organisation à la base est surtout recherchée dans la constitution de cellules, professionnelles ou autres, dont la consigne est d'être présentes partout. Conseil leur est donné de noyauter les organisations déjà existantes sur ce plan et de n'agir que lorsqu'elles sont assez fortes pour être efficaces.

Un groupement de Jeunesses Phalangistes Françaises (ou Jeunesses Populaires Françaises - J.P.F.) est animé par Jean Francis qui en est le responsable, et Jean Mercier.

Deux sections de « S. P. », sections de protection, avant-gardes du Parti sont entraînées aussi bien sur le plan instruction politique que sur celui du sport.

Le mouvement a pour organes le journal *Fidélité*, « feuille de combat » mensuelle dirigée par Charles Luca, assisté de Raymond Foucher, ancien Franciste, et Victor Lardineaux, et *La Vague*, bulletin confidentiel réservé aux seuls adhérents. Leur siège est au 19, rue Bergère, Paris, où se trouve également le siège du Parti.

Y collaborent ou ont collaboré : Roland Cavallier, Marc Rémy Raimon, ancien S.F.I.O., qui suivit Déat et Marquet en 1933, J. Branger, J.-C. Pranel, J.-Y. Ely, fonctionnaire d'Algérie, Jean Francis, Charles-Henri Papin, ancien Franciste, Claude Vernoux, co-fondateur de *Jeune Révolution*, avec Drieu La Rochelle, etc...

Le M.P.F. est dirigé par Charles Luca, alias Charles Gastaut (né le 10 octobre 1920, neveu de Mme Marcel Déat) dont le père, alors socialiste, suivit les néo-socialistes en 1933. A ses côtés, figurent Raymond Foucher, secrétaire général, qui fut jadis au Francisme de Marcel Bucard ; Crespin, chargé du comité de Défense de *Fidélité*, membre du comité exécutif ; Hermann Mollat, responsable de la région de Marseille ; Pierre Galopeau, responsable de la région de Nantes ; Palacande, responsable de la région de Toulon ; A. Mallemort, responsable de la Corse ; Jean Floy, responsable de l'Isère ; Claude Bézioux, blessé de guerre, officier de la Légion d'Honneur ; Robert Grée, ancien d'Indochine, blessé à Dien Bien Phu, chevalier de la Légion d'Honneur ; P. Reboux, ancien militant communiste, responsable d'un groupe syndical de postiers ; R. Girard et Thielland, du service propagande, etc...

Le Mouvement entretient des relations d'amitié avec des groupes néo-fascistes européens (Italie, Allemagne, Autriche, Angleterre, Argentine, etc.) et a constitué avec eux un organisme de liaison, dont *Tradizione*, publication italienne est l'organe.

Cette internationale fasciste embryonnaire s'attache principalement à la défense de l'Homme blanc et de la Civilisation occidentale, la destruction du système démocratique et parlementaire et son remplacement par un ordre corporatif et national, la construction de l'Europe, sauf aucune référence au christianisme, contrairement à la plupart des autres organismes nationalistes et fascistes d'Europe.

Ch. P. et J.-L. M.

(26) Les Congrès sont l'occasion d'une cérémonie au cours de laquelle est prêté serment de fidélité au chef.

## L'Europe Réelle.

Fort lié avec le *M.P.F.*, le groupe de l'*Europe réelle* date de 1958. Il est animé par trois sections : l'une, belge, représentée par Jean-Robert Debraudt, chef du *Mouvement Social Belge*, et Adrienne Tart (siège : Debraudt, 190, rue de Mérode, Bruxelles 6); une autre, suisse, personnifiée par G.-A. Amaudruz, le directeur des *Nouvelles du Continent*, auteur de vigoureux pamphlets contre « l'épuration » et « Nuremberg » (Case ville 728, Lausanne), une troisième, française, à cheval sur Paris et Alger, avec Roland Cavallier et Yves Jeanne (Jeanne, 8<sup>e</sup> groupe, Bât. C, Bd Lutaud, Alger).

Le journal est diffusé dans le pays de langue française, jusqu'au Canada.

Anti-démocratique, anti-marxiste et anti-capitaliste, l'*Europe réelle* est rédigée par Roland Cavalier, Amaudruz, Debraudt, Jeanne, ses dirigeants; et Georges Oltramare, qui fut le rédacteur en chef de *La France au Travail* en 1940-1941, ancien député de Genève, décédé récemment; Mikaël Jossemaume; Horia Sima, successeur de Codreanu à la tête de la Garde de fer roumaine; Jean Mirande, Henri Roques; Jean Marot, auteur de « *Face au Soleil* », un ouvrage sur José-Antonio de Rivera; René Dayras. Le groupe de l'*Europe réelle* prône la suprématie de l'homme blanc la justice sociale, l'unité européenne; il est hostile à la Franc-Maçonnerie, à Israël, au capitalisme. Ses relations internationales sont étendues : dans son numéro, d'avril 1960, il a donné les noms et adresses des publications avec lesquels il entretient des relations suivies et amicales. En voici la liste :

*En Pie*, San Lorenzo 15, Madrid (Espagne); *Europaruf*, Humboldstr. 27, Graz (Autriche); *La Prima Fiamma*, Casella Postale 207, Turin (Italie); *La Legione*, via Sardegna 5, Milan (Italie); *Ordine Nuovo* et *Ordine Nuovo Europeo*, Via Acherusio 57. Rome (Italie); *Pilori*, rue du Temple 10, Genève (Suisse); *La Bretagne réelle*, J. Quatrebœufs, rue Ph. Lemerrier, Merdrignac (Côtes-du-Nord); *Minoranza*, Casella Postale 104 — Reggio Calabria (Italie); *Resurgence*, P.J.N. Bury, Ballymountain House Nr Waterford (Irlande); *Ordem Nova*, Rua da Prata 10, 3<sup>o</sup> — Lisbonne (Portugal); *Fidélité*, 19, rue Bergère, Paris; *Inter-Europa-Information* : *Bad Godesberg/Rh*, Ubierstrasse, 55 (Allemagne); *Der Trommler* : Wien XVI, Wattgasse, 3-12 (Autriche); *Formazione*, Via F. Tolli, 2, Rome (Italie); *Fanal* : *Koln-Ehrenfeld*, Melatengürtel, 78 (Allemagne).

J.-L. M.

## Mouvement National Révolutionnaire.

Le *M.N.R.* a été fondé à la fin de l'année 1956, peu après les événements tragiques de Budapest et de Hongrie (novembre 1956). C'est dire qu'il est avant tout un parti anti-communiste.

Dès son lancement, il participe à une manifestation violente au Vel' d'Hiv, lors d'une réunion de Mendès-France (janvier 1957).

Cette bagarre, qui fit 10 millions de dégât, a été provoquée par plusieurs groupes politiques nationalistes.

Ce ne fut qu'en mai et en juin 1957, que le *Mouvement National Révolutionnaire* tint, aux sociétés savantes, où il était alors domi-

cilié, ses premières grandes réunions devant un public composé essentiellement d'étudiants et lycéens.

Un certain nombre d'ouvriers étaient également assidus. Et Léon Dupont, chef paysan, connu surtout dans l'Est de la France (Champagne, Ardennes, Bourgogne), y prenait régulièrement la parole.

Il dirigeait alors un journal, *Chevrotine*, dont il était le fondateur. Jean Daspre, animateur du M.N.R., y publia des articles en faveur de son parti. En retour, les militants du M.N.R. assurèrent la diffusion du journal dans différents quartiers de Paris et préparèrent les réunions de Léon Dupont en province (Châlons-sur-Marne, Troyes, Tonnerre, etc.).

Cette collaboration dura un peu plus d'un an, jusqu'à la disparition de *Chevrotine* en février 1958.

Les événements du 13 mai 1958 n'eurent pas, et de loin, la même ampleur en métropole qu'en Algérie. Ainsi le M.N.R. participa-t-il aux diverses manifestations qui eurent lieu à Paris et en province, dans les journées qui suivirent le 13 mai algérien.

L'année 1958 fut assez terne pour le M.N.R. Ce ne fut qu'en 1959, lorsque Daspre, en mars, obtint la collaboration de Max Baéza, qui vint, avec ses amis, renforcer les rangs du M.N.R., que le parti connut un renouveau de vigueur. Il publia un bulletin d'information, destiné aux militants et sympathisants ainsi qu'aux personnalités politiques nationales. Sa violence, même dans les milieux « ultras », fit sensation. Le dernier numéro parut pendant les journées de janvier 1960. Favorable à Ortiz, Lefèvre et Lagaille, il attaqua le gouvernement avec virulence.

L'activité du mouvement fut alors mentionnée par plusieurs journaux, dans *L'Humanité*, *Libération*, *Le Monde* notamment. Jean Grandmoujin, éditorialiste politique de Radio-Luxembourg, signala même le tract que le M.N.R. avait répandu dans Paris lors des barricades d'Alger. Jaune, bordé de noir comme un faire-part de décès, ce tract cherchait à exciter les nationaux parisiens contre le régime :

#### DEUIL NATIONAL

*Pour la première fois dans l'histoire de la France, à Alger, des hommes, des femmes, des enfants ont été abattus à la mitrailleuse, sans sommations, sur l'ordre formel du gouvernement républicain.*

*Le jour où sont tombés ces héros, le 24 janvier 1960, s'est levé pour notre patrie l'aube d'une nouvelle ère de gloire.*

*Français, souviens-toi des martyrs d'Alger.*

*Prie pour eux.*

*Par leur sacrifice, ils ont vaincu les ennemis de la Nation.*

*Ils ont racheté l'honneur de la France.*

*Ils ont libéré la Patrie.*

*Vive la France !*

*Vive l'Afrique française !*

*Vive les héros d'Alger !*

*Mouvement National Révolutionnaire, 8, rue Casimir-Delavigne, Paris (6°).*

*Mouvement européen, le M.N.R. entretient des relations avec les mouvements analogues en Italie, en Allemagne, en Suisse, en Espa-*

gne, au Portugal. A Rome, où il a pris la parole à l'occasion d'une manifestation néo-fasciste, Daspre est en rapport avec les députés Anfuso, Caradonna, Pompei, Almirante et les jeunes du M.S.I.

Il est également lié avec l'ancien conseiller municipal de Marseille, le docteur Henry Moreau, et le M.N.R. est allié au Comité marseillais de *Vigilance pour l'Indépendance nationale*.

Le parti se réclame d'un socialisme français, national et européen. Il est hostile à la V<sup>e</sup> République comme il le fut à la IV<sup>e</sup>.

Ses dirigeants sont des jeunes : Jean Daspre, commissionnaire en librairie, qui fut étudiant à Marseille et a gardé des contacts avec les militants nationaux de la région, appartient depuis l'adolescence au mouvement nationaliste et antisémite ; il remplit les fonctions de secrétaire général du mouvement.

Max Baeza, « cadre » de l'automobile, issu d'une famille bourgeoise foncièrement nationale, en est le délégué général. Il vint au M.N.R. en 1959 avec une partie des adhérents de l'*Union des Français Nationaux* à laquelle il appartenait.

Un comité national les assiste. Il est composé de : Jean-Philippe Pénicaut, fondateur de *La Gazette du Centre* (disparue), délégué national à la Propagande, chef régional du Limousin ; Georges Adam, ancien R.P.F., chef de la Région parisienne ; Paul-Antoine Quilichini, officier de carrière, militant national chevronné (officier de la Légion d'honneur), chef régional de la Corse ; Antoine Cozzolino, délégué national pour l'Algérie ; Antoine d'Etigny, étudiant, délégué national de la Jeunesse ; et Pierre Gorce, ancien d'Indochine, délégué national au service d'ordre ; Guy Charles-Vallin, fils de l'ancien député, dirige les Jeunes.

L'antisémitisme ardent du M.N.R. a valu à son secrétaire général, Jean Daspre, la curieuse sommation d'un Comité clandestin israélien, qui a été reproduite dans le n<sup>o</sup> de juin du *Charivari*.

J.-L. M.

#### Le Comité de Vigilance pour l'Indépendance Nationale.

Il s'agit là d'un groupement d'origine marseillaise, dont les dirigeants sont principalement des Marseillais, ou des habitants de la cité phocéenne.

*Vigilance*, son journal, a été fondé en 1954, par le docteur Henry Moreau, alors conseiller municipal (12, rue Jean-Marc Cathala, Marseille, 2<sup>e</sup>).

Lorsque le groupe qui soutient le journal quitta *Le Rassemblement National* (1955) pour adhérer au *Mouvement Travailleur National* de Michel Trécourt et Jean-André Faucher, *Vigilance* devint l'organe de cette formation politique, et publia des articles de ses *leaders*. Il reprit sa liberté lorsque le M.T.N. se mit en sommeil et il se transforma en *Comité de Vigilance pour l'Indépendance Nationale*.

A la fois social et national, le *Comité de vigilance pour l'Indépendance nationale* se signala dès le printemps 1958 comme le partisan résolu de la politique du 13 mai et de l'Algérie française :

« Depuis quatre ans, proclamait-il dans un tract largement diffusé dans toute la France, le F.L.N. nous fait une guerre atroce en Algérie et dans la Métropole, depuis 4 ans la France est la risée du monde et le sang de ses fils coule.

« On ne fera croire à personne que notre pays est incapable de détruire militairement les forces du F.L.N. en Algérie et d'anéantir le terrorisme sur le sol national où les commandos de tueurs puissamment armés opèrent dans une incroyable sécurité.

« Si les généraux qui commandent en Algérie et les responsables de la police en Métropole sont des incapables, qu'on les destitue. Si la responsabilité incombe à l'incapacité et à l'incurie du Gouvernement, qu'on en change !

« La France ne tolérera plus cette sanglante et sinistre comédie qu'elles que soient les raisons politiques ou autres qu'on puisse mettre en cause.

« La parole est aux armes et à la guillotine qui doit être dressée en permanence en Algérie et dans la Métropole. Toutes forces réunies et sans restrictions, l'armée doit frapper jusqu'à la victoire totale, les condamnés à mort doivent être exécutés sur le champ et les autres envoyés à la Guyane.

« Que De Gaulle fasse la guerre comme Clemenceau. Il en a les moyens et tout le peuple de France sera derrière lui. Sinon qu'il s'en aille ! »

Convaincu que la politique du général De Gaulle serait néfaste au pays — et principalement à l'Algérie — le Comité fit ouvertement campagne pour le non en septembre 1958 :

« Nous refusons de céder à l'épouvantail communiste, titrait *Vigilance* sur toute la largeur de sa première page. Voter le référendum, c'est renforcer le Système ! Voter la Constitution, c'est liquider l'Empire. Pour la défense du patrimoine national, pour la défense de nos métiers et de nos libertés, pour la paix en Algérie française et contre un Munich africain, NON au référendum de l'équivoque ! »

Et dans un tract répandu dans la région marseillaise, il ajoutait :

« Ne vous faites pas dicter la Loi par les négresses à plateau et les cannibales qui, en Côte d'Ivoire, ont mangé leur sénateur Biaka Boda et la femme du conseiller général Gbouley, et qui au Soudan viennent de sacrifier leur sénateur M'Bodge Mamadou.

Ayez la fierté de votre civilisation, qui n'est pas celle du cocotier.

*Ne laissez pas prendre à revers la France authentique !*

*Votez NON !*

Démasquez le chantage au communisme. C'est de Gaulle, lui, qui s'est fait le sauveur du parti de la trahison. N'oubliez pas sa visite à Staline, son accord franco-soviétique, ses six ministres « cocos » dont son vice-président Maurice Thorez.

*Voter pour le référendum-plébiscite serait renforcer le Système.*

*Voter la Constitution serait liquider l'Empire.*

*Contre ceux qui veulent négocier avec le terrorisme « fella-gha »,*

*Votez NON ! »*

Aux élections de novembre 1958, le docteur Henry Moreau, principal animateur du Comité, se présenta dans la 8<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, et y combattit avec vigueur le socialiste Defferre. Les deux adversaires furent battus au profit d'un troisième candidat.

Depuis, la tâche essentielle du Comité est la publication du journal *Vigilance* (bi-mensuel) auquel collaborent, outre les dirigeants du mouvement : Paul Chevillet, le commandant Paul Ottaviani, de Nice, Hubert Saint-Julien, Michel Valdour, René Tinnac.

Le Comité de *Vigilance pour l'Indépendance Française* est présidé par le colonel Alfred de Beauvais. Le Docteur Henry Moreau en est le secrétaire général et le général Rime-Bruneau, ancien

chef d'Etat-Major du Général De Gaulle, ancien chef de la mission militaire française au G.Q.G. interallié, le président d'honneur. Parmi les autres dirigeants, nous remarquons : Max Beurard, délégué régional du M.T.N., Paul Caire, syndicaliste paysan de Provence, l'abbé Paul Plasse, le docteur Causse, animateur de *Présence Française-Maroc*, A. de Montpeyroux, ancien officier S.A.S., conseiller général de l'Indre, Francis Pasquet, J. Fiori, J.-M. Brun, etc...

Le Comité entretient des relations suivies avec le *Front Corporatif Français*, le *Mouvement national des Pillés et Sinistrés*, le *Mouvement National Révolutionnaire*, le *Comité de Salut Public des Contribuables*, l'*Union des Paysans de France*, *Présence Française-Tunisie* et *Présence Française-Maroc*.

G. V.

### Le Mouvement pour l'Instauration d'un Ordre Corporatif.

En mars 1959, le docteur Bernard Lefèvre, qui avait été, l'année précédente, l'un des guides du grand mouvement d'opinion qui secoua si fort l'Algérie, publiait en brochure « *Le manifeste des Quatorze* ».

Ce document émanait des 14 membres du *Comité de Salut Public* d'Alger qui, le 14 juillet 1958, soit deux mois après l'insurrection nationale d'Algérie, avaient conclu à la nécessité d'un *ordre corporatif*.

Peu après, le docteur Lefèvre fondait le *Mouvement pour l'Instauration d'un Ordre Corporatif* (M.P.I.C., 1, rue Nocard, Alger), dont il fixait les objectifs dans un second manifeste diffusé en Afrique du Nord et dans la Métropole : « *Le Mouvement pour l'instauration d'un ordre corporatif* (M.P.I.C.), né au moment où il fut évident que le C.S.P. du 13 mai ne pourrait plus remplir sa mission, s'est voué à la réalisation des véritables objectifs du 13 Mai : faire de l'Algérie une province française à part entière ; instaurer un ordre corporatif illuminé par les principes de la civilisation chrétienne. » Il concluait en réclamant la constitution d'un *Conseil National* groupant toutes les organisations désirant rechercher avec lui les conditions et les voies de l'instauration de l'Ordre corporatif.

Les *Cahiers corporatifs* (1959), puis un *Bulletin de Liaison* (1959), et enfin un journal *L'Ordre Corporatif* (1960) furent les organes du M.P.I.C. Un livre du Docteur Lefèvre : « *Sur le chemin de La Restauration* » (Nouvelles Editions Latines, Paris 1959) fixe la doctrine du mouvement.

Le M.P.I.C. est présidé par le Dr A. Laborde, d'Oran, assisté de MM. Delort, agriculteur ; R. Cahuzac, chimiste ; G. Descheemaeker, avocat, vice-présidents ; le Dr B. Lefèvre, secrétaire général ; le Dr L. Lauriol, secrétaire général adjoint ; P. Dumond, assureur, trésorier et de MM. M. Baille, avocat, D. Zattara, instituteur, A. Cuvellier, agriculteur, et V. Miralles, commerçant, assesseurs.

Depuis les événements de janvier dernier et l'arrestation du Dr Lefèvre, accusé de complot contre la Sûreté de l'Etat », le mouvement semble paralysé. Il n'en continue pas moins sa propagande en liaison avec deux autres groupements « *corporati-*

(27) Baudier, Crespin, Goutallier, Lefèvre, Jolivet, Madani, Merlo, Montigny, Moreau, Ortiz, Parachini, Roseau, Schambill et Vacher.

vistes » : *L'Action Doctrinale et Politique* (16, rue Jean-Jacques-Rousseau, Paris 1<sup>er</sup>) et *Efforts vers l'Ordre Corporatif* (47 bis, rue de la Californie, Nice).

H. C.

#### Autres groupements et publications.

Pour terminer voici quelques formations, revues et journaux de tendance nationale de Paris et de province :

**LA FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS NATIONALISTES.** — Fondée au printemps 1960 par un groupe d'étudiants et de lycéens sympathisants de *Jeune Nation* et du M.P. 13, ou lecteurs de *Rivarol*, de *Charivari*, de *C'est-à-dire* et de *Défense de l'Occident*, pour lutter contre « la marxisation de l'Union Nationale des Étudiants de France ». La F.E.N. se fixe pour objectifs : « De faire faire entendre la voix des étudiants qui refusent à l'U.N.E.F., devenue un fief marxiste, le droit de parler en leur nom ; de chasser le marxisme des Universités et des Lycées de France ; d'opposer au syndicalisme marxiste de l'U.N.E.F. un Syndicalisme Corporatif ; de préparer l'avenir français par l'étude des grands problèmes nationaux et la diffusion du Nationalisme français ; de soutenir l'action des défenseurs de l'intégration territoriale de l'Algérie Française à la Mère-Patrie (36, rue N.D.-de-Nazareth, Paris 3<sup>e</sup>).

**L'ASSAUT DES JEUNES ET DU PEUPLE.** — Publication trimestrielle fondée en 1956 et dirigée par Jacques Veicle, secrétaire-adjoint du *Syndicat (ouvrier) de l'Industrie du Bijou* (C.G.T.) de Paris, organe du *Mouvement National-Communautaire*. Collaborateurs : Pierre Alloiseau, Jacques Blouin, Yves Jeanne (d'Alger) (Boîte Postale 29-09, Paris IX<sup>e</sup>).

**L'UNITÉ.** — Journal des étudiants nationaux fondé en juin 1960 et dirigé par Gérard Taleux, étudiant en médecine, avec la collaboration de Jean-Philippe Fraud, également étudiant en médecine (G. Talleux, 5, rue Grignon, Paris 6<sup>e</sup>).

**CENTRE NATIONAL D'ACTION CIVIQUE.** — Groupe d'études politiques animé par P. Archambeaud, assisté d'un comité-directeur composé de : Arguillère, Aumônier, Glavany, Moreau, Robert, Templier, Turcat, Toulouse et Wilmot-Roussel. Se propose de faire paraître un ouvrage de documentation sur les parlementaires intitulé : « *Connaissez-vous vos élus ?* », malgré les difficultés que soulève un tel projet (86, rue de Sèvres, Paris 7<sup>e</sup>).

**LA FORCE.** — Organe de la *Fédération des Braves Gens de France*, dirigé par Hippolyte Martel (33, rue St-Augustin, Paris 2<sup>e</sup>).

**PRELUDE.** — Revue documentaire contre-révolutionnaire publiée par Jean Parcé (B.P. 23, à Antony, Seine).

**FRONT NATIONAL FRANÇAIS.** — Groupe stéphanois, fondé en 1947, par Marcel Billard, puis déclaré à la Préfecture en 1956. Compte des sections dans le Centre et le Sud-Est de la France. Publie un bulletin *Résurrection Nationale*, avec la collaboration de Marcel Billard, directeur, Louis de Besançon, rédacteur en chef, Louis-Gérard Doublet, Yves Jeanne, Jérôme Alibert, etc... A diffusé l'an dernier un tract contre les « progressistes-chrétiens » qu'il signa avec d'autres organisations : *Association Natio-*



nale pour la Défense des Combattants de l'Union Française, « Présence Française », Union Nationale Française Anti-Communiste, Union des Travailleurs Nationaux, Action Réformiste Commercante, Mouvement d'Action Nationale des Etudiants, Jeunes du Renouveau, Action Nationale Paysanne, Union des Intellectuels et Cadres Nationaux, Mouvement Réformiste des Artisans, Cercles d'Etudes et de Culture Européennes, Comité d'Action pour la Confédération des Nations Européennes, Mouvement Populaire Européen (Province du Lyonnais). Siège : Salle Mermoz (5, place Mi-Carême, St-Etienne).

**UNION NATIONALE DE LA JEUNESSE DE FRANCE.** — Groupe (18, rue Robert, Toulouse).

**UNION DE LA JEUNESSE NATIONALE DE FRANCE.** — Fondée en 1958. Possède des sections dans quelques grandes villes de France. Secrétaire général : Jacques Rolland ; secrétaire général-adjoint : Jean-Claude Blanchot (9, rue de la Colombette, Toulouse).

**ACTION NATIONALE (L').** — Organe de liaison et d'information du Mouvement National Etudiant. Fondé en 1958 et rédigé par Paul Raynal, Paul Martinez, Louis-Jacques Martin, Jacques Saulnier, François Caviglioli, etc... (136, cours Lafayette, Lyon).

**EFFORTS VERS L'ORDRE CORPORATIF.** — Groupe de nationaux niçois animé par Henri Le Rouxel et P. Bodard et ayant pour objet de faire mieux connaître le corporatisme, dont le Docteur Bernard Lefèvre, d'Alger, est aujourd'hui le théoricien connu. (47 bis, avenue de la Californie, Nice).

**RÉNOVATION DE LA RÉPUBLIQUE.** — Groupe bordelais se réclamant du 13 Mai et arborant le V et la Croix de Lorraine du Gaullisme. Publie — ou publiait — depuis 1958 un journal intitulé *13 Mai*, et dirigé par Jean-Roger Mezel (6, rue Buffon, Bordeaux).

**SALUT NATIONAL (Le).** — Journal mensuel nationaliste de Bordeaux, dirigé par Michel Turbet-Delof et auquel collabore L. Cadars et Georges Ferrière. Nettement hostile à la politique du Général de Gaulle (29 bis, avenue Jeanne-d'Arc, Bordeaux).

**COMITÉ DES JEUNES PATRIOTES.** — Groupe animé par Guy Le Bastard (23, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9<sup>e</sup>).

**LÉGION NATIONALISTE.** — Créé en 1960 par Jean-Pierre Mauché (185, avenue Wilson, La Plaine-St-Denis, Seine).

## En raison de l'abondance du courrier...

- Nous rappelons à nos correspondants qu'il nous est impossible de répondre aux lettres non accompagnées d'une enveloppe timbrée.
- A toute demande de renseignement — faite la moitié gauche d'une feuille de papier, la moitié droite étant réservée à la réponse — joindre 4 timbres-poste pour les frais.

## LE MOUVEMENT POUJADE

De tout temps, les classes moyennes se sont considérées, — et il semble avec raison, — défavorisées par rapport aux autres classes de la nation, par le système représentatif de la Démocratie, tel qu'il est appliqué en France.

Cette position d'infériorité, tolérable dans les époques tranquilles et florissantes, aboutit, dans le cas contraire, faute d'exécutoire légal, à des mouvements de révolte. On notera, en passant, que les ligues et mouvements d'avant-guerre trouvaient dans ce complexe d'infériorité le ressort de leur action anti-parlementaire.

Aussi, en cette année 1953, le poids de la fiscalité, conséquence de la nouvelle politique économique et financière inaugurée en 1952 (1), devenu, pour beaucoup de commerçants, insupportable, particulièrement dans les régions pauvres (2), allait donner naissance au Mouvement Poujadiste.

1953. — « *Tout commença le 22 juillet...* » comme le déclare Pierre Poujade à Christian Guy, un collaborateur de *Paris-Press*, auteur du « *Cas Poujade* » (3).

L'annonce, à cette date, d'une série de contrôles fiscaux par les Inspecteurs des Contributions, chez des commerçants de Saint-Céré, amène la création d'un Comité de Défense ; Pierre Poujade est nommé Président. C'est Fréjac, conseiller municipal communiste (4), qui a entraîné son ami Poujade — lui aussi conseiller municipal, mais élu sur une liste R.P.F., — dans cette action.

La nécessité devant laquelle se trouve, bientôt, ce groupement local, de faire du Comité de Défense de Saint-Céré, une force capable de lutter contre le fisc, pousse Poujade à prospecter les commerçants dans tout le département pour trouver des adhérents.

Le 19 octobre 1953, à Gramat, le Comité constitue un Syndicat Indépendant de Défense Professionnelle des Commerçants et Artisans du Lot. Poujade est encore nommé président du Bureau.

Un programme en huit points est adopté, dont les différentes revendications seront reprises dans tous les manifestes futurs du mouvement. L'accent y est mis sur :

(1) Fin de l'inflation — stabilisation des prix — réévaluation des forfaits — renforcement des méthodes de contrôle.

(2) Le Lot, a dit Poujade, ne produit que des noix et des ministres (*Notes et Essais sur le Poujadisme* — Cahier du Poujadisme n° 1).

(3) A. Martel, éditeur à Givors.

(4) Bien qu'il soit communiste, Poujade lui conserve son estime (*F.F.*, 5-6-59).

- l'égalité devant l'impôt et les patentes avec les trusts, magasins à succursales multiples et coopératives (5) ;
- les impositions uniques à la base ; (6)
- l'égalité pour les droits sociaux.

On remarquera — bien que le mouvement s'en défende — que ce programme touche déjà à la politique ; à côté de revendications purement professionnelles, il dénonce l'inégalité que favorise dans les droits sociaux pour certaines catégories de citoyens (le l'Etat : fiscalité favorable aux grosses entreprises et préférences fonctionnaire, par exemple, bénéficie d'une retraite correspondant à la moitié de son salaire dès 55 ans).

Le 29 novembre 1953, devant 2.000 professionnels, le premier Congrès se tient à Cahors, et le Syndicat prend le nom d'*Union de Défense des Commerçants et Artisans* ; un journal « *L'Union* » est créé. Quelques jours plus tard, le 6 décembre, aux élections de la Chambre de Commerce du Lot, la liste U.D.C.A. remporte son premier succès électoral.

1954. — Pendant l'année 1954, le mouvement s'étend aux départements voisins. A l'occasion d'oppositions à des contrôles fiscaux se créent, dans ces régions, des Comités locaux qui formeront des Unions Départementales, reliées à l'*Union de St-Céré*.

En juin, 60 départements seront déjà contactés et les premières grandes manifestations se dérouleront cette année-là. C'est l'époque des épreuves de force entre le gouvernement et le mouvement : accrochage avec les C.R.S., blessés, arrestations.

Un grand espoir se lève « chez ceux qui plient sous l'écrasement du fisc ». La presse fait de Pujade un chevalier au service des humbles ; « *Constellation* », l'appelle le « *Robin des Bois de l'Impôt* ».

Devant l'ampleur de la vague qui se soulève, le Ministre des Finances, Edgar Faure, (gouvernement Joseph Laniel), avoue : « *Nous ne sommes plus maîtres de la situation au Sud de la Loire* ».

Déjà autour de lui, Pujade a rassemblé un noyau de militants actifs :

Alex Rozière, de Capdenac (Aveyron), négociant en vins — et journaliste à ses heures, — qui vient de l'extrême-droite, organisateur de la Presse du mouvement ;

Bos, un carrossier du Cantal, qui sera exclu de l'U.D.C.A. en septembre 1955 ;

Martial David, opticien à Saint-Affrique (Aveyron), président de la Chambre des Métiers de Rodez ; membre de la Commission qui prononça les premières exclusions (1955), président départemental U.D.C.A. pour l'Aveyron, élu consulaire au Comité Directeur U.D.C.A. (Février 1959).

(5) Henry Coston, dans ses ouvrages : *Les Financiers qui mènent le Monde*, *La Haute Banque et les Trusts* et *Le Retour des « 200 Familles »* (La Librairie Française, Paris), explique cette inégalité voulue, qui vise à la disparition des « petits » au profit des « gros ».

(6) A noter que le Mouvement (Congrès juillet 55) a refusé le vote d'une motion favorable à l'Impôt sur l'Energie, formule préconisée par Eugène Schueller, patron du trust *Monsavon-Oréal-Valentine*, fondateur de *Votre Beauté*, de *l'Action Patronale*, de *Coiffures de Paris* et de *Révolution Fiscale*. Rappelons qu'il participa à la création du M.S.R. de Deloncle et collabora pendant la guerre à *La France au Travail*, *l'Atelier*, *Révolution Nationale* et aux publications du R.N.P. de Déat.

Henri Bonnaud, agent immobilier, qui administrera le mouvement jusqu'en 1955 et publiera, par la suite, un livre hostile à Pougade :

Thinières, restaurateur, propagandiste du mouvement pour l'Ardèche et la Lozère, qui restera aux côtés de Pougade jusqu'aux débuts 1959. (7)

C'est en novembre de cette année que *Fraternité Française* est créée.

A la fin de 1954, le Parti Communiste a déjà tenté d'accaparer le mouvement poujadiste (rappelons que c'est un communiste, Fréjeac, qui avait entraîné Pougade dans la lutte anti-fisc).

A Paris, pour la réunion du Vélodrome d'Hiver, en juillet, c'est Vignaud (8), président du Syndicat de l'Épicerie française, militant communiste notoire qui l'accueille, accompagné de Vanderbecq, militant du P.C.F., qui a placé le Syndicat des marchands de poissons sous l'influence communiste.

Dans le Cantal, le « *Conseil ouvrier et paysan* » du P.C. s'infiltre dans le mouvement. Dans le Gard le « *Midi Libre* » (gauche) insère un appel en faveur de l'U.D.C.A. (9).

Au cours de réunions du Comité Central du P.C., notamment le 28 juin 1954, la participation communiste aux meetings poujadistes est étudiée et, à Strasbourg, Jacques Duclos, secrétaire du P.C., proposera à Pougade de participer à sa réunion publique (10).

Il serait malhonnête de reprocher à Pougade l'aide que lui apportent les communistes : il ne l'a jamais sollicitée et par ailleurs les groupements de défense professionnelle lui sont hostiles, entre autres la *Confédération des Petites et Moyennes Entreprises* (P.M.E.) (Léon Gingembre, président) et le mouvement paysan de Dorgères (11) futur député d'Ille-et-Vilaine.

Peu à peu, Pougade dégagera son mouvement de l'emprise communiste.

1955. — Parti d'un simple réflexe de défense professionnelle, le leader du mouvement déclarait l'année précédente : « *Nous, de l'U.D.C.A., nous ne sommes pas des politiciens, nous sommes pour le beefsteak, peu nous importe qu'il soit communiste ou royaliste....* » Maintenant, il en vient à se soucier de politique.

Il s'aperçoit que, pour que ses efforts aboutissent, il faut que certaines conditions « *politiques* » soient remplies (12). C'est alors l'essai d'une action sur et par les députés en place. Seuls les Indépendants et les A.R.S. se déclarent prêts à soutenir les revendications de l'U.D.C.A. Mais ils s'abstiendront le moment venu de tenir leurs promesses.

Le 24 janvier, c'est la « *montée de la Province à Paris* ». Avec les 150.000 sympathisants qui envahissent le Palais des Expositions de la Porte de Versailles, le Poujadisme entre dans la vie politique française (13).

(7) Attaqué dans *F.F.* du 20-2-59.

(8) Il tiendra diverses réunions avec Pougade, notamment le 20 septembre 1954, à Tours, et le 4 octobre suivant, à Marseille.

(9) *Le Mouvement Pougade*, par S. Hoffmann (Ed. Armand Colin).

(10) *Paris-Presse*, 13-1-55.

(11) Ce n'est qu'en 1956 que celui-ci se rapprochera de Pougade, puis il s'alliera à lui en 1957.

(12) On retrouve, ici, le « *politique d'abord* » cher à Maurras, qui fut le maître de Pougade père, ancien militant d'A.F.

(13) 200.000, selon *Notes et Essais sur le Poujadisme*, op. cit.

Maintenant, en plus des revendications professionnelles, la critique des hommes en place, des députés, du Régime, tient une grande place dans la propagande du mouvement.

La Presse, alors, commence de violentes campagnes contre le Poujadisme et son leader (14). Le journal mendésiste *L'Express* dénonce le *péril fasciste* et son chef « Poujadolf ». Patrick Kessel, le neveu du romancier, rédacteur au journal des Servan-Schreiber en même temps qu'au journal progressiste *Libération*, conte même froidement qu'il regrette, quand il voit des Poujadistes, de ne pas avoir de mitraillette.

*Le Canard Enchaîné* (15) mêle à celui de Poujade les noms de Maurice Bardèche, directeur de *Défense de l'Occident* et beau-frère de Brasillach, de Henri Barbé, ancien collaborateur de Doriot et de Déat, de Per Engdahl, leader du Mouvement Social Européen en Suède, et de Lesieur, un ancien rédacteur de *Défense de l'Occident*.

*Le Droit de Vivre*, de Bernard Lecache, président de la *Ligue Internationale contre l'Antisémitisme* et directeur du *Journal du Dimanche*, dénonce le racisme (16), l'antirépublicanisme et le fascisme de Poujade.

Syndicats et partis de gauche appellent à la vigilance et à la défense républicaine, et la presse cherche à provoquer des scissions. Pierre Bloch, l'ancien directeur général de la S.N.E.P. (organisme chargé du séquestre des journaux interdits à la Libération) incite les commerçants juifs inscrits à l'U.D.C.A. à démissionner.

Fin 1955, avec la dissolution de l'Assemblée, une voie nouvelle s'ouvre devant le Mouvement : la voie parlementaire. L'U.D.C.A. décide de présenter des candidats dans toute la France.

Son slogan, *Sortez les sortants !* s'étale sur les murs ; il devient vite populaire.

Les plus optimistes accordaient cinq ou six sièges à ce nouveau syndicat des classes moyennes.

1956. Au matin du 3 janvier, l'annonce des résultats du scrutin fait mesurer la force de ce que tous appellent la « bombe Poujade » : deux millions six cent mille voix et 51 élus. Autour d'un million de professionnels (17) s'étaient rassemblés plus d'un million et demi de mécontents de toutes classes, qui croyaient que les 51 « balais » sauraient faire le « ménage de la Chambre ». Mais le « Système » sait se défendre : des 51 élus, il allait en invalider douze.

L'éventail élargi de sa clientèle devait amener le Mouvement à créer des instruments nouveaux :

1°) Une *Ecole des Cadres* à Sainte-Croix, puis à Alvernac, placée sous la direction de Paul Chevallet, originaire d'Algérie, directeur gérant de *Fraternité Française* (jusqu'en mai 1956) et futur collaborateur de *Chevrotine*, de Léon Dupont (1958-1959), puis codirecteur avec Robert Martel, de *Salut Public de l'Algérie Fran-*

(14) Ne pas oublier qu'en plus de leur action indirecte sur la presse, les gouvernements agissent directement sur celle-ci par la Publicité (Emprunts, Stés Nationalisées comme la S.N.C.F., Loterie Nationale, Régie des Tabacs, etc...) et les avantages fiscaux.

(15) N° du 11-1-56.

(16) Poujade s'en est d'ailleurs défendu dans une lettre au Grand Rabbin : « *J'attaque des hommes, ce n'est pas ma faute s'ils sont Juifs...* », déclara-t-il. (Conférence de Presse de P. Poujade, 16-1-56.)

(17) Selon les statistiques du mouvement, en février 1956 : 420.000 adhérents avaient leur carte de l'U.D.C.A. (rappelons que la cotisation était de 1.000 francs).

(18) « *Notes et Essais sur le Poujadisme* », Cahier du Poujadisme, n° 1.

caise ; il était aidé dans cette tâche par un instituteur de l'Isère, Thomas, et Julien Quincy, un syndicaliste venu du marxisme, délégué à la propagande de l'U.D.T.F.

2° Un bureau d'Etudes, dirigé par Serge Jeanneret, ancien ligueur d'A.F., propagandiste des *Compagnons de France* en 1940, et rédacteur du *Cri du Peuple* en 1941-1944, qui assure, à partir de 1956, la « rédaction en chef » de *Fraternité Française*.

On organise et on développe la presse de mouvement et les *Unions parallèles* (Travailleurs, Agriculteurs, Jeunesse et Professions libérales (19), créées en 1955 mais sans grande activité.

Un groupe U.F.F. (*Union et Fraternité Française*), s'est formé à l'Assemblée Nationale. Il groupe les députés poujadistes élus en janvier 1956. En font partie :

Clair Bareylon (Bouches-du-Rhône), invalidé ; Louis Alloin (Rhône), ex-socialiste, ex-R.P.F., ancien Président du comité de Libération, maire de Bron, qui quittera le mouvement quelques mois plus tard et s'apparentera au R.G.R. en 1958 ; Jean Baylac (Aude), ex-Président fédéral et Président local du *Parti Démocrate Populaire*, candidat de ce parti aux législatives de 1936, Conseiller municipal de Marmande de 1935 à 1940, candidat aux Sénatoriales en 1946 (se désista au profit du S.F.I.O.), candidat aux législatives de juin 51, Chef de réseau Résistance à Marmande, Président de l'Union des commerçants de Marmande (P.M.E. de Gingembre), invalidé ; Henri Berrang (Drôme), Président du Comité de la Foire de Montpellier ; Jean Berthommier (Seine-et-Oise), tapissier, un militant nationaliste farouche et résolu, qui sera arrêté en octobre 1959 à la frontière belge au moment où il transportera une bombe au plastic destinée, a-t-on dit, à la destruction d'un « nid FLN » installé en Belgique ; Fernand Bone (Sarthe), ex-Croix de Feu, ex-R.P.F., candidat aux municipales 1953 sur liste de Max Bruset, qui rejoignit le groupe Paysan de Paul Antier, d'accord avec Poujade, l'année suivante ; Marcel Bouyer (Charente-Maritime), ex-résistant, Juge suppléant au tribunal de Marennes depuis 1954, Vice-Président national U.D.C.A. (57-58) et membre du Comité directeur comme élu consulaire (Congrès 1959) ; Roger Bouret (Côtes-du-Nord), ex-R.P.F., du Comité de la semaine commerciale de Dinan ; Marius Bretin (Ain), Conseiller Municipal de Trévoux depuis 1947, qui rejoindra en 1957 le Groupe Paysan de Paul Antier, d'accord avec Poujade ; Cyprien Calmel (Aude), trésorier-adjoint du Syndicat des fleuristes de Toulouse, invalidé ; Pierre Charles (Loire-Atlantique), Industriel, ex-R.P.F., candidat aux Cantonales en 1951 ; Edgar Cochet (Loiret), invalidé ; Lionel Cottet (Indre-et-Loire), invalidé ; Charles Courier (Aube) ; René Couturaud (Seine-et-Oise), ex-Prisonnier de Guerre, futur trésorier de l'U.D.C.A. ; Eustache Cuicci (Deux-Sèvres) ; Jean Damasio (Seine), ex-socialiste, candidat S.F.I.O. aux municipales de mai 54 ; Albert Davoust (Gironde), de la Chambre de Commerce de Bordeaux, qui rejoignit le Groupe Paysan d'Antier d'accord avec Poujade, en 1957 ; Jean-Maurice Demarquet (Finistère), ancien combattant volontaire en 1944, volontaire en Indochine en 1947, candidat du *Rassemblement National* en 1955 ; Jean Dides (Seine), Commissaire Principal de Police, un des principaux accusateurs dans l'*Affaire des Fuites*, qui quittera le mouvement lors de « l'équipée de Suez » ; Duchoud (Haute-Savoie), Président du Syn-

(19) Voir plus loin : branches et filiales.

dicat des Bouchers de Saint-Gingolph, invalidé ; André Gayrard (Seine), président du syndicat des Bouchers de Carmaux, Secrétaire général de la Fédération du Midi de la boucherie, membre du Conseil administratif de la confédération nationale de la boucherie française ; Maurice Guichard (Ardèche), invalidé ; Guignard (Cher), Directeur de l'hebdomadaire le « *Coq Libre* » d'Amboise, invalidé ; Georges Helluin (Nord), Membre de l'Union Commerciale des Marchés de France ; René Icher (Aveyron), ex-Conseiller municipal à Villefranche (1945-53), Vice-Président de la Chambre des Métiers de l'Aveyron ; Georges Juliard (Gard), Président de la Chambre Syndicale départementale du Bâtiment et Travaux Publics du Gard, Membre du Comité Départemental des Commerçants, Industriels et Artisans du Gard ; Jean Lamalle (Yonne), horloger, invalidé ; Raymond Laine, qui rejoindra l'année suivante le Groupe Paysan d'Antier ; Raymond Larue (Vienne) ; Roger Léger (Seine-Maritime), ex-Prisonnier de Guerre ; Jean-Marie Le Pen (Seine), Pupille de la Nation, Combattant d'Indochine, Ancien militant des *Etudiants des Groupes Nationaux U.N.I.R.* (d'Odette Moreau et Isorni), futur Président du Front National des Combattants, qui quittera le mouvement lors de l'affaire de Suez et rejoindra plus tard les Indépendants ; Emile Luciani (Somme), ex-prisonnier de guerre, qui démissionnera du Mouvement lors de l'affaire de Suez et sera réélu député en novembre 1958 sous l'étiquette U.N.R. ; Robert Martin (Seine-et-Marne), militant national connu dans sa région, invalidé ; René Monnier (Mayenne), Croix de Guerre 39-45, Président de l'Union des Industriels et Commerçants de Château-Gontier, Administrateur de la Caisse Rurale et Ouvrière de Château-Gontier ; Robert Nerzic (Ille-et-Vilaine), ancien du S.T.O. (43-45) ; Maurice Nicolas (Seine) ; Jean-Pierre Parrot (Allier), Président du Syndicat des Hôteliers, Cafetiers et Restaurateurs de Montluçon ; Antonin Paulin (Puy-de-Dôme), Croix de Guerre 39-45 ; Alexis Pelat (Bouches-du-Rhône), Vice-Président de la Confédération Nationale de la Pâtisserie et Confiserie ; Albert Privat (Seine), ancien Prisonnier candidat aux municipales de 1954, délégué des PME jusqu'en 1954, fondateur d'un Comité de Défense des Commerçants, Artisans et Industriels du 13<sup>e</sup> arrondissement, membre du Syndicat de l'Épicerie et de l'Alimentation ; Pierre Pommier (Vaucluse) ; Louis Reoyo (Gironde), membre de la Chambre Syndicale des Commissionnaires en Fruits et Légumes de Bordeaux, devenu Président du Groupe Parlementaire U.F.F., puis nommé par le gouvernement De Gaulle, membre du Conseil Economique ; Alfred Reynes (Tarn) ; Joannès Ruf (Isère), ancien membre de la Commission exécutive du Parti Radical ; Adrien Salvétat (Aude), ex-Radical ; Adrien Scheider (Loire) ; René Tamarelle (Seine Maritime), ex-Croix de Feu, ancien résistant, candidat aux législatives de juin 51 et élection partielle de novembre 52 sur liste des Indépendants, Maire de Bihac (depuis 1945), directeur des Œuvres Sociales de Fraternité Française (1956) ; Mathieu Teule (Hérault), ex-P.S.F., membre de la Première Commission chargée des exclusions (1955) ; Vahé Paul (Saône-et-Loire), ex-P.S.F., ex-chef du Service Départemental de Saône-et-Loire du R.P.F., qui rejoindra en 1957 le Groupe Paysan de P. Antier, futur délégué régional U.D.C.A. pour la 7<sup>e</sup> Région (juin 59) ; Lucien Vaugelade (Puy-de-Dôme) ; Marcel Varvier (Isère), qui rejoindra le Groupe Paysan de P. Antier ; et Joseph Vignal (Rhône), Secrétaire d'une Association d'Anciens Déportés, invalidé.

L'année 1957, très dure pour le poujadisme en raison de l'effritement de l'U.D.C.A. et du flottement de ses cadres, se passe sans événement notable. Cependant, à Strasbourg, en novembre, au Congrès du mouvement, Pierre Poujade qui sent la fin de la IV<sup>e</sup> très proche et redoute le pire, fait appel à deux soldats : au général De Gaulle et au maréchal Juin, qu'il supplie de venir prendre en main la défense de la France et de ses possessions d'outre-mer trahies par le « Système ».

1958. Lorsque la révolution d'Alger se produit, en mai 1958, le mouvement poujadiste est au premier rang. Il participe à Alger comme en France au regroupement des nationaux. Mais l'arrivée au pouvoir du général le surprend. Le groupe parlementaire manœuvre dans un sens qui n'est pas conforme aux ordres de la direction de l'U.D.C.A. Poujade reprochera à Reoyo d'avoir compromis les parlementaires poujadistes avec le « Système » et d'être la cause de son échec : « Si le groupe U.F.F. avait été solide, écrira-t-il, j'aurais été ministre, avec, peut-être, plusieurs de nos amis » (20). Il avait espéré s'introduire dans la place pour mieux faire éclater ensuite le nouveau « Système » qui s'intaurait...

Au procès Reoyo contre Poujade, le docteur Bernard Lefevre et Chevrot affirmeront que Lagailarde, député d'Alger, avait dit à Reoyo que les élus algériens espéraient un vote hostile du groupe U.F.F. (21) à l'investiture du général.

En juin 1958, un congrès extraordinaire réunit un millier de délégués pour arbitrer le conflit députés-Poujade. Par 83 voix contre 2, la dissolution du groupe U.F.F. est décidée. Une motion votée à l'unanimité, motion modifiant les statuts, accorde les pleins pouvoirs à Pierre Poujade, président national, pour faire participer le mouvement à un Comité National de Salut Public (22).

Les anciens députés U.F.F., rejetés par l'U.D.C.A., prirent l'appellation d'*Union et Action Libérale et Sociale*. C'est sous ce titre que 30 ex-U.F.F. votèrent l'investiture du général De Gaulle, les pleins pouvoirs et le projet de révision constitutionnelle, contrairement aux consignes de Poujade (23).

C'est également au titre d'*U.A.L.S.* qu'ils font campagne pour le *oui* au référendum de septembre 1958 tandis que Poujade est favorable au *non* et incite ses amis à voter contre la Constitution proposée par De Gaulle.

Le raz de marée gaulliste emportera les résistants, non seulement au référendum — véritable plébiscite — mais aux élections qui suivront en novembre 1958. Avec 600.000 voix, les poujadistes n'auront aucun élu : la loi électorale, qui écartera 80 % des députés communistes, provoquera l'élimination totale des poujadistes qui se présenteront sous l'étiquette « *Défense des libertés* ».

Ce qu'il juge comme une ingratitude conduit, dès lors, Pierre Poujade à s'intéresser un peu moins aux commerçants et artisans qui ont voté pour « *les candidats des trusts* », c'est-à-dire pour leurs pires ennemis :

(21) *Fraternité Française*, 20-2 et 6-3-1959.

(22) A ce congrès était présente une délégation algérienne du Comité de Salut Public du 13 Mai, conduite par le Docteur Lefevre, Joseph Ortiz et Vacher.

(23) De Gaulle n'avait pas tenu la promesse faite de prendre des poujadistes dans son gouvernement (cf. déclarations faites au congrès de l'U.D.C.A. de février 1959).

(24) *Fraternité Française*, 20-12-1958.



« De 1953 à 1958, j'ai œuvré avec un seul but : la défense des commerçants et des artisans ; aujourd'hui, seuls m'intéressent les poujadistes, à quelque classe qu'ils appartiennent » (24).

Les « lâcheurs », comme disent les poujadistes, n'ont pas été plus heureux : sauf Le Pen et Luciani, les anciens députés U.F.F. n'ont pas été réélus en novembre 1958.

1959. En février, le Congrès U.D.C.A. tient ses assises à Vichy. Mille délégués y participent. Pierre Poujade, faisant le bilan des cinq années passées, insiste sur les occasions perdues par la faute des responsables U.D.C.A. (députés et autres) et insiste sur la nécessité de renforcer l'esprit de discipline.

Signalant le divorce qui s'aggrave entre le gouvernement et l'opinion, il rappelle l'utilité d'une consultation des Etats généraux et, pour préparer celle-ci, se propose « de promouvoir les Unions parallèles, aîles marchantes du Mouvement » (25).

A ce Congrès, la confiance des délégués en Poujade et l'extension de ses pouvoirs est votée par 80 % des mandats, ainsi que l'acceptation de la modification de l'organisation intérieure dans le sens de la centralisation (26).

1960. La tendance de 1959 était à la centralisation ; celle de 1960 est au contraire à la décentralisation. Le Congrès des 29 et 30 mai tenu en Avignon a mis l'accent sur une séparation des différentes branches du poujadisme.

La diversité des problèmes posés par l'actualité — qui, compris de certains, ne l'étaient pas par d'autres —, avait empêché les dirigeants de prendre des positions fermes, au nom du Mouvement. C'est ce que, peu avant le Congrès, reconnaissait *Fraternité Française* du 4 juin 1960 : « *Devant les événements qui se préparent pour l'automne, il convenait de donner au Mouvement des structures solides et d'en finir avec les tiraillements qui se produisent entre l'action civique et professionnelle* ». C'est à ces nécessités que prétendent répondre les motions adoptées par le Congrès : la séparation de l'action civique et de l'action professionnelle est décidée. Pierre Poujade reste président de l'U.D.C.A., mais celle-ci et les Unions parallèles de défense seront de stricte défense professionnelle. Le combat politique étant réservé au *Rassemblement Civique*, créé à cet effet par Pierre Poujade.

Le Congrès de 1960 marque un tournant. Sans abandonner la défense des classes moyennes menacées à la fois par l'Etatisme, la technocratie et les trusts, le Mouvement Poujade entre directement, officiellement et drapeau déployé dans l'arène politique.

De quoi demain sera-t-il fait ? Pierre Poujade aurait-il dû, ainsi que le lui conseillait une partie de ses militants, revenir aux sources et rester le champion des classes moyennes des villes et des campagnes — qui sont la majorité en France ? Fait-il bien de s'orienter nettement vers la politique ?

Dans *Union et Défense* (janvier 1959), organe de l'U.D.C.A., Alex Rozières, faisant, sous le titre « *Poujade est mort ! Vive Poujade !* » le bilan des espérances du Mouvement, écrit que si le Poujade de la défense du tiroir-caisse est mort, le Poujade de la défense de ceux qui, au delà de leurs préoccupations purement matérielles, veulent vivre libres, est toujours vivant et bien vivant.

L'avenir nous dira s'il fait un pas de clerc ou s'il voit juste.

(20) Cf. *Fraternité Française*, 20-2 et 6-3-59.

(25) *Fraternité Française*, du 13 février 1959.

(26) Voir chapitre « Organisation ».

### Le Programme Poujadiste.

Le Poujadisme, comme l'écrivait Jean Perré, (27) étant « empirique » et se caractérisant surtout par son côté négatif, celui de ses revendications, on a pu, à bon droit, lui reprocher une absence de programme.

C'est à ce reproche que voulait répondre le projet de réunion des Etats-Généraux. En juillet 1957, Poujadé déclarait : « *Nous ne prétendons pas imposer un programme tout fait au peuple français. Nous voulons, au contraire, que chacun exprime ses revendications... nous lancerons un manifeste des Etats-Généraux... et, de l'ensemble des revendications populaires, nous tirerons un programme précis !* »

Il est cependant possible, avec les textes, de tracer les grandes lignes de ce qu'on peut appeler, quand même, son Programme.

Dès sa constitution, l'U.D.C.A. (28) approuve un manifeste en huit points :

- 1, 2, 5. — Egalité fiscale des Commerçants et Artisans avec les grosses Sociétés, coopératives et grands magasins ;
3. — Imposition unique à la base ;
4. — En attendant, abattement à la base, égale à celui des salaires ;
6. — Suppressions du contrôle fiscal ;
7. — Amnistie fiscale et abrogation des amendes ;
8. — Egalité de tous les travailleurs (ouvriers, commerçants, fonctionnaires etc...) dans les droits sociaux (S.S., A.F., Retraite).

Née d'une révolte contre le fisc, la réforme fiscale est évidemment l'essentiel des revendications de l'U.D.C.A.

Mais au fur et à mesure de son développement et particulièrement après les élections de janvier 1956, le Mouvement ayant fait l'union des mécontents, d'autres problèmes se posent, qui exigent une solution. A ces premières revendications s'ajoutent de nouvelles, qui intéressent d'autres catégories de citoyens. L'U.D.C.A. exige donc :

- La protection de l'agriculture qui doit être traitée aussi bien que l'industrie ;
- La suppression des subventions économiques et l'abandon du dirigisme ;
- La participation des travailleurs aux bénéfices des Entreprises (Industrie et Agriculture) ;
- La Représentation des Professions en tant que telles, auprès de l'Etat ;
- Le retour au circuit privé des entreprises nationalisées ;
- Et, enfin, la séparation effective des Pouvoirs.

Le Mouvement confirme son attachement à l'Afrique Française et réclame une défense résolue de la Présence Française dans l'Empire et particulièrement en Algérie. (29)

\*\*

(27) *Défense de l'Occident*, novembre 1956.

(28) Réunion constitutive du 19-10-1953, à Gramat.

(29) Le premier Congrès U.D.C.A. s'est tenu à Alger en novembre 1954.

En politique extérieure, le Poujadisme n'a jamais caché son hostilité aux impérialismes soviétique et américain, et sa méfiance vis-à-vis de la politique britannique. En raison de la concentration capitaliste qu'elle provoque, la Communauté Européenne n'est guère sympathique au Mouvement.

En novembre 1958, la campagne électorale était l'occasion de la reprise de thèmes anciens et son programme insistait particulièrement sur le soutien à l'École Libre, la défense de la Famille, celle des travailleurs par la corporation, l'unité France-Algérie et la lutte contre le Marché Commun. (30)

Poussée de fièvre des classes moyennes qui ne voulaient pas se laisser écraser par les outrances du Dirigisme étatique, surtout de l'Individualisme contre le Collectivisme menaçant, le Poujadisme, plus que chez les Croquants et Maillotins des temps anciens, trouvait son idéal dans le libéralisme de la Démocratie d'avant-guerre.

Les attaques de la Gauche internationaliste (P.C.F. et S.F.I.O.), des autres grands partis, conservateurs du « Système », des technocrates, liés aux oligarchies financières, ont peu à peu poussé le Poujadisme vers ce qu'on appelle la Droite.

La nécessité qu'il reconnaît pour la France de conserver ce qui reste de son ancien Empire, l'a entraîné, aussi, du côté des nationalistes français : « *Nous sommes des opposants nationalistes* », clament ses militants dans *Fraternité Française* (19.6.1959).

Ces éléments, rapprochés des tendances sociales dont il se réclame, permettent de dire, bien que le terme en soit honni, que le Poujadisme s'apparente de plus en plus à un socialisme national à la française.

#### Les branches et filiales du Mouvement.

Lorsque les dirigeants du mouvement s'aperçurent que leur action intéressait d'autres catégories de citoyens que les commerçants et les artisans, en faveur desquels ils avaient rompu leurs premières lances, des groupements dits « Union parallèles » furent créés.

Il y eut d'abord, l'*Union de Défense des Travailleurs Français* (U.D.T.F.), dont le siège fut fixé à Saint-Céré, 7 rue du Maquis, où sont installés d'autres serices du mouvement. Pierre Poujade en prit la présidence et Jacques Tauran, le secrétariat. Julien Quincy, que nous avons déjà nommé, brillant orateur populaire, fut chargé de la propaandé, mais il ne resta pas longtemps à ce poste. En 1959, l'*Union* fut reprise en main par Duvignau, Hammon et Robillet.

Il y eut ensuite l'*Union de Défense des Agriculteurs de France*, dont Poujade et Raoul Lemaire, un vieux combattant du « Bon Pain de France » furent les présidents d'honneur. Léon Dupont, prodigieux orateur paysan, véritable force de la nature, en était le délégué à la propagande. Des meetings monstres réunirent des dizaines de milliers de paysans dans les campagnes du Centre et du Midi. Mais le caractère de Poujade et celui de Dupont étaient trop entier pour qu'ils puissent longtemps s'accorder. Au cours du congrès de l'U.D.C.A., le premier exclut le second sans qu'on

(30) Poujade parle du « suicide de la France par le marché commun » (*Fraternité Française*, 16-11-58).

sut très bien pourquoi. Il s'ensuivit à quelques temps de là, après l'exclusion de Paul Chevallet, une polémique assez violente entre les deux ex-poujadistes et le président du mouvement.

C'est Larrieu, un agriculteur du Sud-Ouest, qui fut chargé de l'organisation de la propagande de l'U.D.A.F.

En octobre 1957, la *Défense Paysanne* de Henry Dorgères et le *Parti Paysan* de Paul Antier conclurent un accord avec l'U.D.A.F. : les trois groupements s'unirent dans le *Rassemblement Paysan* dont Raoul Lemaire prit la présidence (Il fut plus tard remplacé par R. Larrieu). Barrière, du *Parti Paysan*, était chargé de la propagande. Parmi les autres dirigeants du *Rassemblement Paysan* figuraient : Roger Palmiéri, avocat, conseiller municipal de Versailles, militant national chevronné, membre du *Parti Paysan*, Dringault, Pressigou, de l'U.D.A.F., etc...

Le R.P. disposait des organes des trois mouvements : *La Gazette Agricole*, de Dorgères, *L'Unité Paysanne*, de Paul Antier, et *Fraternité Paysanne*, de l'U.D.A.F.

La campagne de Pierre Poujade contre le gouvernement De Gaulle provoqua en mars 1959 l'éclatement du *Rassemblement Paysan*. Dorgères, qui était encore favorable à « l'expérience De Gaulle », reprit sa liberté.

Une troisième « union parallèle » avait été créée entre temps : l'U.D.J.F. (*Union de Défense de la Jeunesse Française*) siégeant à Capdenac, rue Marvejouls. C'est Jean-Marie Le Pen, élu député en janvier 1956, qui en fut le président jusqu'en octobre 1956. Il fut remplacé par Roland Guézé. Aujourd'hui, Yves de Coatgoureden anime l'Union. Les adhérents de l'U.D.J.F. sont souvent mêlés aux manifestations organisées par les nationaux contre les groupements de gauche, principalement ceux qui réclament la paix en Algérie par la négociation avec le F.L.N.

L'Union de Défense des Professions Libérales et Intellectuelles est la quatrième de ces « unions parallèles ». Elle date de mai 1955. Ses animateurs Julien Coudy et Farré sont deux avocats parisiens connus comme militants nationaux. Paul Reboux, l'écrivain non-conformiste, lui donna son adhésion en 1956.

Bien qu'il ne s'agisse pas, à proprement parler d'« unions parallèles », citons encore parmi les filiales du Mouvement Poujade :

— La *Société de Défense et de Documentations des Contribuables* (S.O.D.D.E.C.), 21, rue Parcheminerie à Angers, qui met à la disposition des commerçants poujadistes un service juridique efficace et qui conseille ceux d'entre eux qui désirent constituer un *groupement d'achats* ; la *S.A.D.E.C.O.* (*Société de Défense des Consommateurs*) agit sous son contrôle ;

— La *Société Quercynoise de Publicité* (60, rue de Provence, Paris IX<sup>e</sup>), chargée de centraliser la publicité des organes de presse du mouvement, dont Louis Vennetier, délégué régional de l'U.D.C.A. est le directeur ;

— La *Société d'Impression et d'Éditions* (49, rue Emile-Zola, Limoges), qui contrôle *Les Presses Rapides*, très importante imprimerie limousine tirant les journaux du mouvement ;

— La *Société de Gestion des Entreprises de Presse* (même adresse), qui édite *Fraternité-Française* et *Fraternité-Matin* ;

— La *Société de Gestion des Journaux d'Informations Régionales* (même adresse), qui contrôle les journaux régionaux du mouvement.

Les Unions parallèles sont, depuis le congrès de Saint-Céré tenu l'été dernier, groupées dans l'U.F.F., qui devient ainsi la fédéra-

tion des diverses branches professionnelles du mouvement. (31) Pierre Poujade est le président national de l'U.F.F.

Depuis le Congrès d'Orange (mai 1960), un autre groupement parallèle a été constitué : le *Rassemblement Civique*, qui doit réunir les poujadistes voulant mener une action politique plus nette que celle de l'U.D.C.A., cantonnée dans l'action professionnelle du commerce et de l'artisanat. Le président du R.C. est Pierre Poujade qu'assiste M<sup>e</sup> Julien Coudy, secrétaire général.

#### La presse poujadiste.

C'est en janvier 1954, peu après la création de l'U.D.C.A., que parut le premier numéro d'*Union et Défense*, le journal officiel du mouvement (49, rue Emile-Zola, Limoges). Il est principalement destiné aux commerçants et artisans. Sa rédaction est assurée par Alex Rozières, entouré d'une équipe de militants connaissant bien les questions professionnelles, dont Louis Caye, délégué régional de l'U.D.C.A. en Meurthe-et-Moselle. L'année suivante, en janvier 1955, parut un second journal, *Fraternité Française* (même adresse que le précédent), qui fut d'abord mensuel et qui devint hebdomadaire en juillet de la même année. Vivant, largement répandu — il eut, en 1956, près de 200.000 abonnés — il se présente comme « la Tribune de Pierre Poujade ». C'est le principal journal du mouvement. En 1956, il était rédigé par une équipe de journalistes chevronnés : Camille Fégy, ancien rédacteur en chef de *La Gerbe*, Alex Rozières, Claude Jeantet (Claude Thierry), ancien rédacteur en chef du *Petit Parisien*, René Dargilat (R. d'Argile) aujourd'hui rédacteur à *Aspects de la France*, Yves Dautun (Roland Cluny), ancien rédacteur au *Cri du Peuple*, aujourd'hui collaborateur de *Témoignage Chrétien*, Serge Jeanneret, ancien président des Instituteurs d'A.F., ancien collaborateur du *Cri du Peuple*, Serre (Maurice Lebrun), ancien secrétaire général de *L'Humanité*, ancien administrateur de *La Liberté*, à laquelle se joignirent Claude Duchecourt, Michel Rohart, André Delaunay, Henri Phalip, Léon Dupont, Michel Vivier, fondateur de *La Nation Française*, Jean-Marc Dufour, Amédée d'Yvignac, Armand Depenne, Camille Fabre, J.-M. Fournelle, J. Delmouly, délégué à la propagande du mouvement, Alain Dutillet, André Leclercq, Francis Caillet, ancien député, Jean Vianney, Jean Druelle, etc...

Le directeur de la publication était alors Paul Chevallet. Après son exclusion de l'U.D.C.A., Jacques Tauran le remplaça.

Le rédacteur en chef est, aujourd'hui, Maurice Lebrun ; il a succédé l'an dernier à Serge Jeanneret qui avait lui-même succédé à Camille Fégy. Les signatures les plus fréquentes dans *Fraternité Française* sont, actuellement, celles d'Alex Rozières, Henri Amayon, M. Lebrun, André Figuéras, ancien rédacteur au *Journal du Parlement*, collaborateur de *La Nation Française*, Jean Hontarède, Hubert Saint Julien, Jean Lesieur, Julien Coudy, ancien rédacteur à *Face à Face* (*Rassemblement National*) et, naturellement, Pierre Poujade.

Pour soutenir le journal, une association, les *Amis de Fraternité Française*, (7, avenue des Maquis, Saint-Céré, Lot) animé par Pierre Reveret, a été constituée. Sans appartenir à cette organisation, plusieurs personnalités ont témoigné de leur sympathie au journal, notamment Pierre Benoit, de l'Académie Française, et

(31) *Fraternité Française*, 26-8-1960.

Henry Coston, l'auteur du « *Retour des 200 familles* », qui leur accordèrent une interview.

Paraissant tous les jours, mais plutôt comme un supplément quotidien de *Fraternité Française*, *Fraternité-Matin* apporte aux dirigeants régionaux et locaux de l'U.D.C.A. les consignes du mouvement. C'est un journal du format de *L'Express* ou de *Rivarol*, qui ne contient que des informations politiques utiles à la tâche du responsable poujadiste. Sa rédaction est la même que celle de *Fraternité Française*.

A côté de ces trois journaux, le mouvement publie ou contrôle un certain nombre d'autres journaux :

*Fraternité Paysanne*, *Fraternité Ouvrière*, *Ouest-Information*, *Auvergne-Information*, *Aube-Information*, *Roussillon-Information*, *Seine-Maritime-Information*, *Drôme-Information*, *Quercy-Information*, *Information-Centre*, *Paris-Information*, *Information-Champagne*, *Information-Marne*, *Information-Haute-Marne*, *Information-Vivaraï*, *Information-Côte-d'Azur*, etc...

D'autres journaux, sans être rattachés au mouvement, ni même dirigés par des adhérents de l'U.D.C.A., ont soutenu ses efforts dans maintes circonstances. C'est le cas de *L'Opinion Indépendante*, dirigée par Charles Arrivets (Agen), de *L'Artisan*, du *Coq Libre*, fondé par le député invalidé Guignard, etc...

#### Les Dirigeants.

Le chef incontesté du mouvement est son fondateur, Pierre Poujade. Malgré les crises, souvent violentes, qui ont secoué l'U.D.C.A. et ses filiales — surtout en 1956 et en 1958 —. Il a su conserver la confiance des cadres et des militants et se maintenir à la présidence.

Pierre Poujade, d'origine auvergnate, est né le 1<sup>er</sup> décembre 1920 à Saint-Céré (Lot). Son père, architecte, appartenait à l'*Action Française*. Elève de la « communale », puis au collège Saint-Eugène à Aurillac, il dut interrompre ses études en raison des difficultés financières des siens. Il fut alors, tour à tour, typographe, vengeur, goudronneur et docker (32). A dix-sept ans, il s'inscrivit à l'U.P.J.F. (jeunes du P.P.F.) et, à dix-huit et demi, il s'engagea dans l'armée de l'air.

Après l'armistice, il fit un stage aux *Compagnons de France* et passa par l'une de leurs écoles de cadres. Mais, l'orsque la zone Sud fut occupée par les Allemands, il gagna l'Algérie par l'Espagne et s'engagea dans l'armée. C'est lors d'un court séjour dans un hôpital militaire d'Alger qu'il fit la connaissance de l'infirmière Yvette Seva, qui devient sa femme (33). Titulaire d'un diplôme de l'Ecole Hebert, il fut moniteur d'éducation physique avant d'ouvrir une librairie-papeterie à Saint-Céré, à son retour en France. Aux élections municipales de 1952, il se présenta comme candidat R.P.F. sur une liste radicale : il fut élu et la municipalité lui confia la présidence du Comité des Fêtes. Peu après, il se lançait dans la bagarre « anti Fisc ». Dès lors, son histoire se confond avec celle du mouvement.

A ses côtés, un groupe d'hommes, jeunes pour la plupart, assume les tâches de direction du mouvement, de ses filiales et de sa presse :

(32) Cf. Pierre Poujade : « *J'ai choisi le combat* ».

(33) Mme Poujade, « première militante du mouvement », est la collaboratrice de son mari. Cinq enfants sont nés de leur union.

Julien Coudy, né le 20 octobre 1924 à Carcassonne, docteur en droit, avocat à la cour d'appel de Paris, professeur agrégé à la Faculté Catholique du Droit de Lille, ancien secrétaire de la Conférence du stage (1951-1952), ancien dirigeant du *Rassemblement National*, auteur de deux ouvrages de droit, ancien combattant (croix de guerre 39-45), secrétaire général du *Rassemblement d'Action Civique* ;

Pierre Reveret, engagé à dix-sept ans (campagne de France, guerre d'Indochine), président départemental de l'U.D.C.A. du Puy-de-Dôme, puis responsable des *Amis de Fraternité Française*, directeur de la SADECO, élu secrétaire général de l'U.D.C.A. en mai 1960 ;

Alex Rozières, ancien militant des groupes nationalistes, responsable de la Presse du mouvement ;

Jean Lesieur, ancien collaborateur de *Défense de l'occident*, responsable de l'Ecole des cadres du mouvement ;

Louis Vennetier, président du l'U.D.C.A. de la Seine, délégué régional pour l'Île de France ;

Martial David, président de la Chambre des Métiers de Rodez, membre du Comité directeur ;

Schilis, opticien, juge au tribunal de Commerce de Langres, vice-président de la Haute-Marne, rapporteur de la Commission civique au congrès de 1960 ; Bouyer, juge au tribunal de Commerce de la Charente Maritime ; Louis Bouvet ; Michel Devault ; Jean Gay, vice-président de la Chambre de Commerce de Nice ; Fernand Maillouhaud ; Soupa, président de la Chambre de Commerce de Montauban ; André Sureau, négociant, délégué pour l'Eure-et-Loir ; Henri Denoue, président de la Chambre des Métiers de Niort ; Pellerin, président de la Chambre de Commerce de Melun, délégué pour la Seine-et-Marne ; Jean Hontarède, membre de la Chambre de Commerce de Perpignan, délégué pour les Pyrénées Orientales ; Taix, juge au Tribunal de Commerce de Gap ; Diot, président de la Chambre de Commerce de Tours ; Ponchet, juge au Tribunal de Commerce de Clermont-Ferrand ; Vahé, ancien député ; Duhamel, entrepreneur de travaux publics, vice-président de l'Assemblée des Présidents des Chambres des Métiers de France ; Docteur Barbier, délégué de la 1<sup>re</sup> Région ; René Couturaud, ancien député, trésorier général ; le commandant Richard, délégué de la 3<sup>e</sup> région ; Clair Bareylon, député invalidé en 1956, membre de la Chambre de Commerce d'Arles, propagandiste national de l'U.D.C.A. ; l'Abbé Lebreton, curé de l'Ouest, qui se présente comme « l'aumônier du mouvement », etc...

L'action poujadiste, réduite sur le plan strictement politique — surtout depuis l'arrivée au pouvoir du général De Gaulle — est singulièrement développée sur le plan professionnel : les élus consulaires U.D.C.A. (chambres de Commerce, chambres des Métiers, Tribunaux de Commerce, organismes sociaux) sont très nombreux. 25 % des membres des Chambres de Commerce de France sont poujadistes, et le fauteuil de président, dans 22 de ces chambres, est occupé par un membre de l'U.D.C.A. La proportion est encore plus grande dans les Chambres de Métiers : 38 % d'administrateurs et 36 présidents sont U.D.C.A. Plusieurs chambres d'agriculture aussi ont été conquises par des poujadistes, et, aux dernières élections municipales trois mille candidats, membres du mouvement, ont été élus sur des listes d'intérêts communaux.

Christian POINSIGNON.

## LE MOUVEMENT DU MANIFESTE AUX FRANÇAIS

Le *Mouvement du Manifeste aux Français* est un de ces partis que firent, sinon éclore, du moins prétendre à un plus important développement, les événements du 13 mai 1958.

Dans une brochure éditée dès la naissance du *Mouvement*, — répandue dans le public pendant toute son existence et même *in extenso* dans ses publications — les dirigeants du M.M.F. résument leurs projets et leurs buts. Ceux-ci surprennent et par leur multiplicité et par leur précision. « *La démonstration est faite par l'expérience : le régime d'Assemblée est le terrain propice au développement du totalitarisme.* » Ainsi commence ce plan de réorganisation, qui propose pour y remédier diverses suggestions, telles que la séparation des pouvoirs, la division du gouvernement en deux Chambres — Chambre des députés (élue au suffrage universel par scrutin d'arrondissement uninominal) et le Sénat ou Grand Conseil des Communes Françaises —, l'interdiction des dépassements budgétaires, l'encouragement à la reconstruction, la protection de l'Agriculture, « *marché fondamental de la production industrielle* ». Quant au système fiscal, il doit être, disent-ils aussi, « *simple, infraudable, dans lequel le prélèvement de l'impôt devra être peu coûteux pour un rendement maximum* ».

Le M.M.F. prêche encore la justification des nationalisations, mais affirme qu'il faut « *désétatiser le secteur nationalisé et placer chacune de ses entreprises dans les disciplines de l'exploitation et de la gestion normale de toute entreprise commerciale* ».

Atin d'entreprendre la réalisation de tout ce programme, Camille Bornerie-Clarus, secrétaire général du M.M.F., auteur du livre « *Résurrection* », éditorialiste du journal *Le Capital*, a pris la tête du parti, secondé par Aimé Guibert, industriel, secrétaire général adjoint, Jean Boucher, correcteur d'imprimerie, secrétaire à l'organisation, Aymar Achille-Fould, industriel, secrétaire à la propagande, et Roger Robin, trésorier général, pour le Bureau Exécutif, tandis que le Comité Exécutif National réunit le Docteur Paul Baron, Maurice Du Parc, Mme Baritsch, journaliste, André Fraysse, militant responsable C.G.T.-F.O., cadre de la Sécurité Sociale, Pierre Guérard, ingénieur, Jean-Baptiste Hamon, directeur, J.-P. Martin-Paris, Marcel Mouche, P.-J. Truffaut, journaliste, Marcel Van de Put, retraité de presse, le docteur Soulier, Jean Artheau, militant syndicaliste C.F.T.C., Henri Barré, ex-sénateur S.F.I.O. de la Seine, et René-Jean Cazanave, avocat à la Cour, secrétaire général adjoint à la propagande.



En septembre 1958, le M.M.F. avait invité (cf. *l'Offensive*, n° 3) « les Français à répondre « oui » au référendum » et « ses adhérents — ajoutait-il — feront une campagne active dans ce but en union avec les groupes et autres mouvements qui ont pris la même décision ». Mais il ajoutait quelques réserves : « Il tient cependant à préciser les raisons qui motivent sa décision. Elles se résument ainsi : ratifier le texte constitutionnel est, à ses yeux, un acte de raison que justifient des circonstances politiques très inquiétantes. Mais le M.M.F. n'approuve pas pleinement la Constitution. Il n'adhère pas, non plus, intégralement à la politique ébauchée depuis le 31 mai.

« Cela veut dire qu'il votera et fera voter « oui » sans trop d'illusion ».

Ces réserves exprimées dès 1958, s'accrurent peu à peu ; le 19 mars 1959, Bornerie-Clarus écrivait : « Des êtres végétatifs, ambitieux avant tout, nés politiquement sous la IV<sup>e</sup>, dont ils étaient des plus brillants ornements et sous le couvert du double jeu et de la fidélité, se retrouvent, aujourd'hui, replacés aux postes de commandement de la V<sup>e</sup> (...) Gaullistes, nous le sommes et ne le sommes pas.

« Entre De Gaulle et le matérialisme notre choix est fait : nous optons pour De Gaulle. Entre la déchéance nationale et la vie nationale libre, là encore nous sommes gaullistes. Mais dans l'optique actuelle de la politique gaulliste, alors, nous ne sommes plus gaullistes.

« Nous rejetons le gaullisme d'improvisation et en fin de compte d'aventure. » (1).

Enfin, en 1960, outre la gratitude manifestée à l'égard de l'armée française en Algérie, on lit, au compte rendu d'une Conférence Nationale, que le M.M.F. « proclame que, de ce fait, les pleins pouvoirs doivent être donnés à l'armée française pour en terminer avec la pacification, en élevant les initiatives à la hauteur même des tâches et de la mission qui lui incombent.

« Salue tous ceux qui sont actuellement frappés, emprisonnés et menacés par le seul fait de leur attachement à l'Algérie française, et tous les militaires désignés au limogage et à la répression par la vigueur même des coups portés par eux à l'adversaire.

« Considère cette répression comme la preuve flagrante que l'actuel gouvernement de la V<sup>e</sup> république et son chef trahissent sciemment la volonté exprimée le 13 mai à Alger et, dans ses votes ultérieurs, par le peuple français ; que l'explosion politique et nationale du 13 mai a été confisquée et détournée au profit d'une opération de politique intérieure et personnelle (...).

« Rejette la solution dite « d'autodétermination », pour ce seul et suffisant motif qu'il n'appartient pas à une génération d'hommes de dilapider et d'abandonner ce qui a été l'œuvre de cinq générations. »

Pour mieux combattre et le Communisme et les politiciens qu'il estime incapables, le Mouvement a publié plusieurs journaux qui furent pour la plupart assez éphémères. C'est ainsi qu'au mensuel « Manifeste aux français » (gérant : Jean Boucher) vint d'adoindre au début de 1959 : « *L'Offensive* » (gérant : J. Cabot) qui disparut au bout de quelques numéros. Depuis paraît un *Bulletin National*

(1) In *Le Manifeste aux Français*, numéro 8.

*d'Informations* portant le même titre de « *Manifeste aux Français* », mais qui consiste en un ensemble de feuilles ronéotypées et agrafées.

Ces publications, diffusées du siège de l'organisation, — passé du 139, rue Lafayette (10<sup>e</sup>), au 13, rue d'Enghien (10<sup>e</sup>), en novembre 1956, puis au 105 ter, rue de Lille en 1960 — sont répandues en province en même temps que les « *Circulaires* » de Bornerie-Clarus (aujourd'hui stoppées dans leur parution) par les organisations régionales mises en place par le M.M.F., telles que les groupes de la Dordogne, de la Drôme, de la Loire-Atlantique, les Fédérations du Nord (secrétaire général : Maurice Fiévet), des Hautes-Pyrénées, de Normandie, de Lorraine, de l'Isère-Drôme-Loire, des Bouches-du-Rhône, des Alpes Maritimes, de la Gironde et des Landes. Ces organisations ne groupaient que peu d'adhérents puisqu'en avril 1959, R.-J. Cazanave écrivait : « *Une arrière-salle de bistrot nous suffira pour commencer. Les mouvements qui commencent par emplir le Vel' d'Hiv' vieillissent vite et mal.*

« *Un secrétaire, un trésorier, quelques membres. Et cela peut donner des réunions passionnantes, une intervention rapide dans les problèmes locaux, un rôle éminent dans la clarification des idées, une belle bousculade parmi les partis de tous les Systèmes.* »

Ces fédérations et ces groupes font preuve d'une grande activité : le 7 mai 1958, c'est une réunion du Comité Exécutif National qui décide la création de trois commissions : commissions de propagande, financière et d'organisation ; le 14 mai 1958, c'est une discussion sur les événements d'Alger, puis la division de la capitale en groupes (Paris 6<sup>e</sup>-7<sup>e</sup>, Paris 16<sup>e</sup>, Paris 17<sup>e</sup> et Neuilly-sur-Seine), la création de centres de banlieue, des groupes inter-communaux de Versailles-Ouest, etc... tant d'autres Conférences d'Information où reviennent les mêmes noms d'orateurs : Bornerie-Clarus, Maître Cazanave, J. Boucher, Albert Duquenne, Roger Paul, Maurice Levillain, tous ceux qui, depuis plus de deux ans, par la plume ou la parole, tentent d'élargir le rayon d'action du *Mouvement pour le Manifeste aux Français*.

C. de G.

---

« Si vous voulez vous appuyer sur le jugement de quelqu'un, sachez d'abord ce qu'il a fait : qui n'a pas vu clair hier ne sera pas demain plus lucide. »

Edmond JALOUX.



DES PLANISTES DU « 9 JUILLET »  
A CEUX DE « PATRIE ET PROGRÈS »

Se situant à la fois à Droite et à Gauche, — à droite par son attitude pro-Algérie Française et ses déclarations néo-nationalistes, à gauche par ses tendances collectives et *planistes* — le mouvement *Patrie et Progrès*, fondé en mai 1958, apparaît à beaucoup comme une société quasi-secrète, dirigée par un groupe d'hommes tenant curieusement à l'anonymat (1).

Le bulletin de *Patrie et Progrès* (janvier 1960) explique bien que l'association, « dont les 3/4 des adhérents ont staturairement moins de 35 ans », est dirigée par « un Comité Central de 12 membres et un Bureau Politique de 4 membres », mais les seuls noms révélés sont ceux du directeur-gérant du bulletin, Jacques Gagliardi, et du titulaire du C.C.P. auquel sont versés abonnements et cotisations, Philippe Rossillon.

Les noms des autres dirigeants ne sont pas communiqués.

Cette discrétion excessive et la publicité assez considérable dont *Patrie et Progrès* a bénéficié, au départ, dans la presse de gauche (*L'Express*, *France-Observateur*, etc...) a naturellement incité les gens méfiants à rechercher les fils mystérieux qui relient *Patrie et Progrès* à quelque nouvelle synarchie (2).

P. Thurotte, directeur de *L'Indiscret de Paris* (13.3.59) généralement bien informé, écrivait à ce propos :

« France-Observateur du 5 mars avait consacré une page entière à un mystérieux document ronéotypé, paru sous le titre « *Patrie et Progrès* ». Georges Suffert le qualifiait d'« authentiquement fasciste » tout en ne cachant pas sa sympathie pour certaines idées exprimées. Les auteurs, en fait, se réfèrent à un « socialisme patriotique » et ne cachaient pas leur « admiration

(1) Dans le N° de décembre 1959 de son bulletin, *Patrie et Progrès*, publiait cette note significative :

« Les articles publiés dans *Patrie et Progrès* sont anonymes ; ils le resteront. C'est qu'en effet l'Association *Patrie et Progrès* en assume collectivement l'entière responsabilité. D'autre part, si nous voulons réformer les mœurs politiques de notre pays, il est grand temps d'en bannir l'individualisme et l'arrivisme forcené qui caractérisent nos aînés ; il est grand temps d'y réintroduire les notions de discipline et d'effacement personnel, de doctrine et de collégialité, surtout pour qui espère combattre efficacement le communisme. »

(2) Il est troublant que *Patrie et Progrès* ait cru devoir consacrer la moitié de son bulletin de janvier 1960 — 4 pages sur 8 — à la réfutation d'un document ronéotypé de 47 pages contre la synarchie et la technocratie diffusé anonymement l'hiver dernier.

devant la supériorité économique et politique des pays communistes ». « Ce texte, disaient-ils, est l'œuvre collective de quelques jeunes gaullistes socialistes à leur retour d'Algérie. » Ils prônaient une révolution Kémaliste dirigée essentiellement contre le capitalisme français et laissaient entendre qu'ils avaient l'appui d'officiers supérieurs, de hauts fonctionnaires et d'hommes politiques influents. France-Observateur, à ce propos, mettait en avant le nom du Général Cogy.

« Fort copieux, cet étonnant document ne pouvait manquer d'éveiller de nombreuses curiosités dans des milieux divers. D'après les renseignements qui nous parviennent de très bonnes sources, on serait arrivé à percer l'anonymat de certains de ces prétendus « jeunes gaullistes ». Il s'agit de MM. Nora, Hirsch-Ollendorf dit Grandval et Roland Pré.

« Ce qui confirme l'impression première des observateurs avertis : à savoir qu'il ne s'agissait pas d'une plaisanterie mais de l'amorce d'une opération de la synarchie de gauche. Affaire à suivre... »

Salut Public de l'Algérie Française consacra plusieurs numéros à l'étude de cette très discrète société :

« Il y a quelques jours, — écrivait Henri Tresson dans son n° du 9.4.59 — sortait un fort cahier broché de 73 pages, ronéotypées, sous le titre : « Patrie et Progrès ». Ce document n'est pas signé et, à l'adresse donnée pour siège, on ne trouvait personne. Il constitue le « Manifeste » d'un mouvement national et socialiste. Dès le premier alinéa, les auteurs affichent « leur admiration devant la supériorité économique et politique des pays communistes ». Le texte n'apporte aucune donnée nouvelle. Quelqu'indigente qu'en soit la pensée, suspecte l'argumentation et discutables les données statistiques fournies, une analyse critique en sera faite, mais dès maintenant, il importe de mettre en pleine lumière la manœuvre politique, ses animateurs et leurs buts.

Un premier fait doit frapper : la sortie du document a été aussitôt soulignée par deux articles importants de « France Observateur » du 5 mars et de « l'Express » du 12 mars. Tous deux, largement illustrés de photos, donnaient les premières indications sur les animateurs et quelques commentaires bienveillants.

Ce « lancement » publicitaire, la sympathie nuancée des rédacteurs, la qualité de ceux-ci (...) montrent que nous ne sommes pas devant le banal manifeste d'un éphémère mouvement (...)

L'ouvrage se résume comme « l'œuvre collective de quelques jeunes gaullistes et socialistes ». En fait, la plume a été tenue par deux ex-élèves de l'École Nationale d'Administration, jeunes et, par là, faciles à désavouer à l'occasion : MM. Gagliardi et Ph. Rossillon, actuellement, fonctionnaires de l'Économie nationale, au service des relations économiques avec les pays soviétiques.

Les inspireurs et auteurs réels sont beaucoup plus représentatifs. Leurs noms seuls et leurs qualités éclairent le problème.

Tous deux réclament la paternité du Mouvement : Roland Pré et le général Cogy. »

Après avoir présenté ces deux personnalités, Salut Public ajoutait que, derrière eux, manœuvraient d'autres hommes plus dangereux, les tireurs de ficelles : Simon Nora, Gilbert Grandval, Cornut-Gentile, Pierre Hervé, le colonel Passy, le colonel Barberot, Closon, le directeur général de l'I.N.S.E.E., le préfet Boujard, etc... presque tous amis et partisans de Pierre Mendès-France.

Un autre journal nationaliste, *Jeune Nation*, ayant confirmé ces révélations, se vit infliger un démenti catégorique dans un communiqué paru dans *L'Express* (23-4-1959) :

M. Roland Pré et le général Cogny se voient attribuer par « *Jeune Nation* » la paternité du mouvement « *Patrie et Progrès* », ce qui est inexact. MM. Grandval, Closon Cornut-Gentille, Boujard, etc., que nous connaissons peu ou prou, seraient également, d'après « *Jeune Nation* », les instigateurs de notre complot « titiste ». De même, le colonel Barberot aurait fait quelques démarches financières pour « *Patrie et Progrès* ».

De ce fatras, il ressort qu'une fois de plus la réaction nationaliste s'efforce de brouiller définitivement l'armée avec la gauche non communiste, en accusant cette dernière de cosmopolitisme et de trahison au profit des soviétiques.

C'est pourquoi nous plaçons au premier rang de nos adversaires tous ceux qui, de Duchét aux activistes à brassard, présentent systématiquement la lucidité de progressistes indépendants, conscients de la supériorité économique socialiste sur l'anarchie capitaliste, comme une manœuvre de traitres, acharnés contre l'armée et nos intérêts nationaux.

PATRIE ET PROGRÈS  
3, avenue Franklin-Roosevelt.

Publier cette mise au point dans « *l'organe du mendésisme* » n'était-ce pas, aux yeux des adversaires de *Patrie et Progrès*, avouer les liens existant entre cette association et les personnalités qu'ils désignaient ? D'autant plus que *L'Express* était fort sympathique au nouveau groupement, et répondant à l'accusation de fascisme lancée contre lui, avait écrit : « *Qu'y a-t-il donc de fasciste et de national-socialiste dans l'idéologie de « Patrie et Progrès » ? Somme toute, « Patrie et Progrès » rappelle le mendésisme de la meilleure époque.* » (3)

Qu'y a-t-il de vrai dans ces accusations ? En toute bonne foi, nous devons bien avouer que nous l'ignorons. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que *Patrie et Progrès* s'apparente étrangement à ce fameux « *Plan du 9 juillet* » (1934) que l'on a qualifié de synarchique en raison du rôle joué lors de son élaboration par Jean Coutrot, considéré comme le principal animateur du *Mouvement Synarchiste d'Empire*.

Deux journaux aussi différents que *Le Monde* et *Salut Public* ont fait, eux aussi, ce rapprochement. Dans un article fort intéressant, paru dans le quotidien de Beuve-Méry (14-7-1959), Maurice Mégret soulignait que « *dans les deux cas des militants venus de la droite et de la gauche s'accordent sur un procès-verbal de faillite des partis et définissent les principes d'un ordre nouveau ; moyennant quoi l'exigence communautaire du service de la nation, substitué à la concurrence des partis, tend à contester le droit de ces mêmes vocables de droite et de gauche à demeurer la charnière de la société politique française. « Français sans conservatisme », et « socialistes sans sentimentalisme », ainsi se présentent les membres du groupe *Patrie et Progrès* : cet autoportrait conviendrait à ceux du *Plan du 9 juillet*.*

(3) Extrait du prospectus édité par Plon pour la publicité de l'ouvrage de *Patrie et Progrès*. Ce même tract citait l'opinion d'un mendésiste connu, Léo Hamon, qui, dans *Combat*, avait déclaré : « *Qu'il soit permis à un aîné de souhaiter ici la bienvenue à ceux pour qui la foi en la France colore le socialisme tandis que la pensée du socialisme nourrit et arme le patriotisme.* »

« Ainsi donc la constante serait dans la double référence au socialisme — apport de la gauche — et à la nation — apportée par la droite ; le malheur est que la combinaison de ces deux apports produit un hybride qui se développe mal dans le contexte français : un souci trop exclusif de la nation tend à ne se satisfaire que d'une autorité exécutive sans contrôle, et le socialisme, coupé du contrôle populaire, dégénère dans les formes anonymes de la technocratie ou s'égaré dans les ténèbres de la synarchie. »

Salut Public de l'Algérie Française (23-4-1959), de son côté, considérait le plan de Patrie et Progrès comme « réédition du Plan du 9 juillet 1934 » :

Reprenons « l'affaire » à son origine. Au lendemain des journées de février 1934, paraissait le « Plan du 9 juillet », qui élaboré par 16 syndicalistes, « managers » industriels et financiers, hauts fonctionnaires, etc... voulait proposer au « Parlement désemparé » un programme « de redressement national ». Aujourd'hui, après la grande peur qui a étreint les « républicains » (c'est-à-dire ceux qui identifient la France à leurs habitudes et à leurs ambitions personnelles) au soir du 13 Mai 1958, une tentative identique à celle d'il y a 25 ans est en cours, qui groupe des hommes de milieux aussi divers qu'autrefois. Ses recherches veulent « proposer une doctrine révolutionnaire » susceptible d'éviter de nouvelles crises politiques, en un moment où « tous les partis sont sclérosés »... Tous ces « chercheurs » envisagent avec terreur le moment où de Gaulle disparaîtra. Ils ont derrière son retour au Pouvoir, obtenu un succès qu'ils avaient manqué depuis 25 ans à chacun des tourants de l'Histoire ! Leurs hommes s'étaient répartis entre la France Libre et Vichy. Ils se sont retrouvés et mutuellement rendu de nombreux services à la Libération, chacun étouffant ce que l'autre avait pu faire, ou laisser faire, de plus ou moins gênant, criminel, ou simplement malhonnête. »

Rappelant les noms des signataires du Plan du 9 juillet, Salut Public donnait ces précisions sur chacun d'eux, reproduites ici à titre documentaire :

1) Gérard Bardet : Ancien élève de Polytechnique, l'un des promoteurs de l'automation — En 1941, administrateur des Ets Japy Frères — ensuite gérant d'importantes papeteries. Aujourd'hui directeur du bureau d'études « Automatismes et Technique »..

2) Raoul Bertrand : ex-consul de France à San Francisco — en 1945, directeur du cabinet d'Henri Frenay. (Ce dernier fondateur du mouvement de résistance « Combat ». Par la suite fervent adepte des technocrates apatrides groupés autour de Jean Monnet).

3) Jacques Brancher : issu de Polytechnique — fut chef de service des études économiques au ministère de l'Economie nationale, avant guerre, lié à Spinasse, alors ministre du cabinet Blum — Depuis 1947, membre de la « Caisse nationale des marchés de l'Etat », membre du Conseil supérieur de la recherche scientifique membre du Conseil économique.

4) Alfred Fabre-Luce : publiciste, petit-fils du fondateur du Crédit Lyonnais. De 1954 à 1955, rédacteur en chef de l'hebdomadaire anti-gaulliste « Rivarol ». Auteur de nombreux ouvrages concernant l'Histoire des 20 dernières années.

5) Pierre Frédéric, journaliste et écrivain.

6) René Fouque : ex-administrateur au ministère des Colonies.

7) Armand Hoog : issu de « Normale Supérieure », fils de Georges Hoog, ami de Marc Sangnier (Le Sillon), rédacteur en chef de « Démocratie Nouvelle ». Professeur à l'Université de Harvard.

8) Pierre Olivier Lapie : appartenait en 1934 à « l'Ordre nouveau » animé par Robert Aron — Député de Nancy en 1936 — Adhère alors à la S.F.I.O. — Directeur des affaires politiques au cabinet De Gaulle en 1940 — En 1945, député de Meurthe-et-Moselle — Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du ministère Blum en 1946-1947 — Ministre de l'Education nationale des cabinets Pleven et Queuille (1950-1951).

9) Bertrand de Maud'huy : ancien chef des « Volontaires nationaux » du colonel de la Rocque — Conseiller général de la Moselle — Président de la Société Lorraine de développement et d'expansion (Lordex).

10) Georges Roditi : Maison d'éditions Flammarion et Amiot-Dumont, puis directeur littéraire des « Presses de la Cité ».

11) Jules Romains : issu de Normale Supérieure, Académie française, l'« Aurore » ; passait en 1934 pour l'animateur du groupe de 9 juillet.

12) Roger de Savière : journaliste, chef du cabinet civil du maréchal Pétain, rejoint ensuite la France combattante — Député d'Oran de 1951 à 1956 — tenta de rentrer dans le C.S.P. du 13 mai, en rejoignant Alger par l'Espagne, mais écarté par ses animateurs.

13) Jean Thomas : issu de « Normale Supérieure », directeur général des services de l'U.N.E.S.C.O.

14) Louis Vallon : issu de Polytechnique, fut directeur-adjoint du cabinet De Gaulle — Député R.P.F. de 1951 à 1956 — Lié aux équipes de « l'Express », « France-Observateur », etc. Ancien directeur de la monnaie — Commissaire du gouvernement à la Banque de Madagascar en fin 58.

15) Paul Marion (décédé) : secrétaire général à l'Information du gouvernement Pétain.

16) Jean Coutrot : Issu de Polytechnique, mort en 1941.

Et Salut Public ajoutait :

Quels étaient les principes essentiels du « Plan du 9 juillet » ?

1) La primauté des techniciens.

2) Le renforcement de l'exécutif.

3) L'organisation et la réglementation par les premiers de l'économie et du social. Une idée-type : les « directeurs » ont « le pouvoir réel », le gouvernement n'a que « le pouvoir légal ». Il s'agit de « faire concorder » les deux.

Or, sur le plan politique, la plupart des suggestions du plan ont été réalisées, depuis l'adoption de la Constitution actuelle, — Renforcement de l'exécutif (réalisé) — organisation permanente de la Présidence du Conseil (réalisé) — initiative des dépenses réservées au gouvernement (réalisé) — limitation des cas dans lesquels la Chambre peut renverser le gouvernement (réalisé). Réforme de l'Etat.

— Sur le plan économique et social étaient prévues : — l'organisation et la réglementation des ententes industrielles — la réglementation du droit de grève — une organisation technocrate de la production (en cours) création d'un « grand ministère de l'Economie nationale » (en cours).



Quels sont, demandait alors *Salut Public*, les principes essentiels du plan de *Patrie et Progrès* ? Et de répondre :

Sur le plan politique : rapprocher des hommes que les événements survenus depuis 1940 ont pu séparer, alors que les mêmes idées-force les animent, de la droite à la gauche classique, et notamment « La primauté des techniciens » — le moment est urgent de dépasser les heurts et polémiques autour de sujets brûlants, sans quoi les remous populaires risquent d'emporter dans d'autres mains la direction politique du pays — la « doctrine nouvelle » doit s'inspirer à la fois « des expériences collectivistes soviétiques et de l'évolution du « capitalisme » aux Etats-Unis...

Sur le plan économique : Mêmes principes que dans le « Plan du 9 juillet » — Divergences de fait en ce qui concerne l'avenir de la France, de l'Europe, et mondiale en général. Les uns continuent de suivre aveuglément Jean Monnet (pris ici comme exemple notoire) — les autres découvriront en temps opportun leurs attaches avec les théoriciens marxistes, qu'ils se rattachent à la file « nationaliste de gauche » (Tito) ou à celle du Kremlin. Il ne s'agit là d'ailleurs que de divergences tactiques.

Bien entendu, nous ne prétendons pas que tous les participants aux réunions de ce groupe sont absolument conscients des buts finaux désirés par quelques-uns des animateurs. L'inquiétant est en tout cas que la tendance Bevan-Nenni-Mendès soit présente, et active, au sein de ce groupe de travail. Leur but reste toujours d'aboutir, par petites touches successives, à un changement total des « structures » économiques de l'Europe occidentale — à l'affaiblissement simultané des attaches populaires aux traditions spirituelles, sociales et nationales qui ont fait les patries. »

Revenons aux deux dirigeants connus de *Patrie et Progrès*. Georgette Elgey, alias Lacour-Gayet, qui prit contact avec eux l'an dernier, nous présentait ainsi Philippe Rossillon dans *Paris-Presse* (11-4-1959) :

« Un jeune homme mince, distingué, un physique quelconque. A peine la trentaine et frais émoulu de l'Ecole nationale d'administration. Un nom encore inconnu du public : Philippe Rossillon. Un passé déjà tumultueux : stagiaire à la préfecture de Blois, il entre en conflit avec le conseil général du département, lui reprochant avec véhémence une motion en faveur des bouilleurs de cru. La bagarre devint si violente que le haut fonctionnaire en herbe fut expulsé de la préfecture et envoyé à l'Ecole d'Agriculture de Grignon, sanction qu'il qualifie aujourd'hui encore de « mesure de déportation sans précédent ».

... Après un court passage au R.P.F. puis chez les gaullistes de gauche, il s'apprête à effectuer son entrée dans les coulisses, sinon sur la scène de la vie politique. Avec un groupe de camarades, pour la plupart anciens de l'E.N.A. et anciens officiers de l'armée d'Afrique, il a décidé de reconstruire la société française et d'influer sur l'évolution du monde. Cette modeste ambition s'est traduite, jusqu'à présent, par maintes réunions dans un grenier de l'avenue Franklin-Roosevelt et par la prochaine publication aux Editions Plon d'un manifeste doctrinal d'une centaine de pages. »

Quand à Gagliardi, c'est également un ancien de l'E.N.A., que Georgette Elgey disait être « imbibé de la pensée de Drieu La Rochelle, au point que certains passages du manifeste peuvent apparaître comme un démarquage ».

Les dirigeants de *Patrie et Progrès* se défendent cependant d'être « fascistes » :

« La preuve, me dit Rossillon, c'est que le fascisme préconise en matière économique une autarcie totale. » Et toujours sur le même ton doux et mesuré qui contraste avec sa bouillante personnalité, Rossillon poursuit :

« Or l'autarcie, c'est la caractéristique essentielle du fascisme. Ce n'est ni Dachau ni Buchenwald. Les camps de concentration ne sont pas typiquement fascistes, ils ne sont que des épiphénomènes dus à l'hystérie collective. »

Ce qui pouvait, alors, faire passer les dirigeants de *Patrie et Progrès* pour des « fascistes », c'était un certain anticapitalisme allié à un patriotisme pointilleux. Mais depuis que la rédactrice de *Paris-Presses* nous a fait savoir que, par sa femme, Philippe Rossillon fait partie de cette H.S.P. (lisez : Haute Société Protestante), dont les banquiers Vernes, Mallet de Neuflyze et autres sont les illustrations, nous nous faisons mal à l'idée qu'il puisse être un anti-capitaliste farouche.

Quel sort aura ce groupement dans un proche avenir ? Il est trop tôt pour le dire. Peut-être disparaîtra-t-il faute d'avoir pu intéresser un assez grand nombre d'hommes aux idées qu'il semble prôner. Peut-être s'organisera-t-il publiquement et surgira-t-il brusquement sur le Forum, prêt à affronter les autres partis. Mais il se peut aussi qu'inquiet des réactions provoquées par ses premières et rares manifestations d'existence, il se retire dans sa coquille, se résignant à ce rôle de mentor que les auteurs de *Survivre à De Gaulle* semblent affectionner.

Jean-Louis MARTIN.

---

Xavier VALLAT

Le nez de Cléopâtre, souvenirs . . . 8,70 N.F.

La Croix, les lys et la peine des  
hommes . . . . . 12,00 N.F.

Éditions "Les 4 Fils Aymon"

**Un centenaire !**

**L'ALLIANCE ISRAËLITE UNIVERSELLE**

par

**Georges OLLIVIER**

Toute l'histoire de la célèbre association, de sa création dès 1860, par Crémieux, à nos jours.

Un vol. 14X22,5, 236 pages . . . . . **9,90 NF**

Dépôt central : **LA LIBRAIRIE DAUPHINE**  
58, rue Mazarine, PARIS (VI<sup>e</sup>)

### XIII

## LES PAYSANS ET LA POLITIQUE

### Le Parti Paysan.

« *La représentation politique des paysans* — écrit Raymond Barrillon dans une excellente étude parue dans *Les Paysans et la Politique* (1) — est difficile à définir et à apprécier si l'on tourne ses regards du côté des modérés. Les résultats électoraux ne permettent pas de tirer des conclusions vraiment nettes. Si l'on s'en tient à la profession des élus, il est bien malaisé de conclure à une représentation des paysans par eux-mêmes. »

Cela tient, croyons-nous, au fait que la paysannerie française, de tous temps attachée aux traditions et demeurée dans l'ensemble assez conservatrice, s'est davantage souciée de l'opinion des candidats que de leur origine sociale ou des intérêts véritables qu'ils représentent.

Il y avait déjà près d'un siècle que les travailleurs des ateliers et des usines s'organisaient politiquement lorsque les travailleurs des champs prirent conscience de leur isolement et s'inquiétèrent de voir leurs intérêts trop souvent sacrifiés au profit d'autres intérêts infiniment moins respectables.

Ainsi que l'écrivait Paul Antier dans le premier numéro de son journal *L'Unité Paysanne* (2), l'action professionnelle et syndicale des agriculteurs doit être soutenue politiquement :

« *La classe ouvrière peut être représentée, en masse, par un géant armé de deux bras vigoureux : le bras syndical représenté par la C.G.T., nombreuse et disciplinée ; le bras politique, représenté par des partis nombreux et disciplinés entraînés à la lutte et qui projettent aujourd'hui de s'unir en un grand parti ouvrier. En face de la classe ouvrière, se trouve la classe paysanne qui, elle aussi, est un géant parce qu'elle est aussi nombreuse que la classe ouvrière — mais c'est un géant mutilé : il n'a qu'un bras, le bras syndical, et encore ! Le bras politique est absent. La classe paysanne est manchote. Cela explique toute son histoire depuis un siècle : elle est faite de misère, d'humiliations et de défaites. Manchote hier, elle a été battue. Manchote demain, elle sera encore battue. »*

D'où la nécessité de doter la paysannerie française d'un parti puissant, son second bras, son bras politique. Paul Antier s'y

(1) *Les Paysans et la Politique*, œuvre collective publiée sous la direction de Jacques Fauvet et Henri Mendras. Paris, 1958.

(2) 6-10-1945.

emploiera en 1945 comme s'y était employé, quinze ans plus tôt, Fleurant Agricola, fondateur du *Parti Agraire et Paysan Français* (3).

Ce *Parti vert*, comme on l'appelait alors, avait été créé à l'issue d'un meeting paysan tenu à Aurillac par Fleurant-Agricola, le 26 novembre 1927. En 1928, ses candidats obtenaient 30.000 voix ; en 1932, 180.000 et le vice-président du parti était élu député des Vosges ; en 1936, ils recueillaient 250.000 voix et avait une douzaine d'élus, dont Pierre Mathé, futur ministre du maréchal Pétain. Le parti avait divers journaux en province, notamment *La République Paysanne*, du Puy-de-Dôme, et *La République agraire*, d'Aurillac, dirigée par Henri Noilhan, et à laquelle s'intéressait Pierre Clairac, journaliste et imprimeur aurillacois.

Mais son organe central était à Paris : *La Voix de la Terre*, fondée par Fleurant-Agricola en 1928, et rédigée par une équipe composée de Pierre Gabreau, Benoit Rambaud, P. Renaut, P. Mathé, P. Antier, de Clermont-Tonnerre, Ihuel, etc...

Le 11 juillet 1945, il fondait, avec quelques anciens du *Parti agraire*, du *Front Paysan* (Leroy-Ladurie) et de la *Corporation Paysanne* (Pointier et Laurens), le *Parti Paysan* dont *L'Unité Paysanne*, lancée trois mois plus tard, est l'organe (4).

Dans son manifeste, le *Parti Paysan* proclamait que « la classe paysanne est une classe moyenne » et qu'elle « entend se libérer de toutes les tutelles : politiques, économiques et sociales dont elle a été victime jusqu'à ce jour ». Il se déclarait ouvertement partisan de « la mise à la disposition de la nation mais sans fonctionnarisation des monopoles de fait qui se sont établis dans tous les secteurs de la vie économique et financière au détriment de la richesse publique et de la liberté des citoyens » (Paragraphe 3 et 8).

Au congrès national des 25 et 26 juillet 1946, les députés et sénateurs affiliés au Parti étaient autorisés à former un groupe parlementaire ; le groupe républicain d'action paysanne et d'union sociale comptait, lors de la 1<sup>re</sup> Assemblée Constituante 6 députés, et 7 à la 2<sup>e</sup> Constituante. Aux élections législatives suivantes, il eut encore 7 députés, ayant Paul Antier à leur tête, tandis qu'au Conseil de la République le groupe que présidait Ch. Morel, sénateur de la Lozère, frère de Pierre Morel, l'un des animateurs de l'*Union des Intellectuels Indépendants*, comptait 4 membres.

(3) Cf. collection *La Voix de la Terre*.

(4) Le *Parti Paysan* se heurta naturellement à la *Confédération Nationale de l'Agriculture (C.G.A.)*, « conçue dans l'enthousiasme » et « née dans l'équivoque », héritière — abusive, disaient ses adversaires — de la *Corporation Paysanne* de Vichy. C'est en 1943 que Tanguy-Prigent, ministre de l'Agriculture du Comité d'Alger, jeta les bases de la *C.G.A.* dans son journal clandestin *La Résistance Paysanne*. Dans l'esprit de ce socialiste de gauche, elle devait être le syndicat unique — ce qui fit croire et dire qu'il aurait voulu « soviétiser l'agriculture ». Le fait est que le Comité Français de Libération nationale et le Gouvernement provisoire promulguèrent une série de mesures interdisant la création de syndicats agricoles. Malgré un retour au pluralisme (ordonnance du 6 juin 1945, et loi du 12 mars 1946), seule la *C.G.A.* était reconnue du Pouvoir. Par le biais des comités départementaux, les socialistes prirent alors la direction des organisations de la défunte *Corporation paysanne* ; ils durent cependant abandonner la plupart des postes qu'ils détenaient après les élections agricoles de janvier-février-mars 1946. A la tête de la *C.G.A.*, les résistants avaient placé le gendre du financier Walter (des mines de Zéridja), M<sup>r</sup> Philippe Lamour, ancien dirigeant fasciste (*Le Faisceau*), aujourd'hui membre du *brain trust* technocratique du Plan. Lorsque la *C.G.A.* se saborda (26-11-1953), Ph. Lamour créa le *Comité général d'Action Paysanne* qui n'eut qu'une activité fort réduite.

Le Parti se développa rapidement dans le Massif Central où la famille de son fondateur et président a une grande influence. Les Antier sont originaires du Vivarais et, depuis deux siècles, la plupart de leurs membres se sont consacrés à l'Apostolat. Un Ordre religieux, les Sœurs de l'Enfant-Jésus de Chaufailles, lui doit même sa fondatrice.

Le frère de Paul Antier est aumônier militaire, sa tante était religieuse de Saint-Vincent-de-Paul à Damas, son grand oncle Alphonse Antier, jésuite, était supérieur du Séminaire du Puy (vals), et sa grand'tante Euphrasie, religieuse de Saint-Vincent-de-Paul.

Dès le début, le Parti compta six fédérations : Haute-Loire, Lozère, Puy-de-Dôme, Cantal, Ardèche et Hautes Alpes, et quatre comités provinciaux. Au bout de cinq ans, il eut quarante-cinq fédérations et dix-sept comités, dépassant ainsi largement l'aire géographique de l'ancien *Parti agraire* dont le Massif Central était le berceau.

A la veille des élections de 1951, le *Parti Paysan* groupait 25.000 militants et revendiquait 2.800 maires et 77 conseillers généraux.

Entre temps, le groupe parlementaire s'était considérablement augmenté : de 7, il était passé à 19 à l'Assemblée Nationale, grâce à l'adhésion de députés indépendants ou ex-M.R.P. ; au Conseil de la République, 15 sénateurs étaient inscrits au groupe depuis les élections de 1948.

Son journal, *L'Unité Paysanne*, était largement diffusé : en avril 1950, il avait un tirage de 48.000 exemplaires.

Son comité se composait alors de 16 membres : 7 parlementaires et 9 militants — dont l'ancien président du *Parti Agraire*, Gabreau, et l'ancien syndic de la Corporation Paysanne (au temps du Maréchal), Pointier, et son bureau comptait trois membres : Paul Antier, président, Camille Laurens, secrétaire général, et Etienne-Eugène Berthé, secrétaire-trésorier.

Aux élections générales de juin 1951, le *Parti Paysan* obtient un succès appréciable, non seulement dans le Massif Central mais dans diverses autres régions agricoles : 47 députés entrèrent au Palais-Bourbon, et 4 d'entre eux, le président Antier, le secrétaire général du Parti, Laurens, Ribeyre et Bruyneel devinrent ministres du gouvernement Pléven.

Quelques mois plus tard, à la suite d'un conflit avec René Mayer (5), ministre des Finances, Paul Antier quitta le gouvernement ; il fut remplacé par Camille Laurens, qui se montra, en la circonstance, plus accommodant que son chef de file. Henri Dorgères écrira plus tard que « *Camille Laurens se jetterait à la nage dans une mare à purin pour aller chercher un portefeuille* » (6). L'événement provoqua une tension très grande dans les milieux paysans. Une scission s'ensuivit au sein du Parti : le 29 novembre 1951, 21 députés (sur les 47 élus paysans de juin précédent) constituaient le *Groupe paysan d'Union sociale*, dont Paul Antier prit la présidence, assisté de Jean Raffarin, député de la Vienne,

(5) Ce proche parent des Rothschild — et leur principal collaborateur — fut le ministre des Finances du prélèvement exceptionnel et du retrait des billets de 5.000 frs dont on garde, dans les classes moyennes des villes et des campagnes, un très mauvais souvenir.

(6) *La Gazette Agricole*, 13-5-1953.

nommé secrétaire général. Les autres députés paysans, groupés au *Centre républicain d'Action paysanne et sociale*, suivirent Camille Laurens.

Proclamant leur fidélité aux principes au nom desquels ils avaient été élus, les membres du nouveau groupe invitaient « à se joindre à eux les parlementaires également soucieux de la défense du monde rural, des classes moyennes et de tous les travailleurs ».

La brouille fut d'assez courte durée : en juin 1952, à l'occasion du VI<sup>e</sup> congrès national du parti, les deux tendances se réconcilièrent. Au comité directeur du parti réuni, Camille Laurens reprit sa place, et deux de ses amis politiques, Jean Sourbet et André Mutter, l'y suivirent. Le secrétaire général Berthé tint cependant à préciser que si le parti ne songeait pas à imposer une discipline stricte à ses parlementaires, il entendait « se tenir informé des décisions importantes que peuvent être amenés à prendre ses élus ».

C'est dire que la direction du parti — le président Paul Antier et ses amis — ne renonçait pas à contrôler l'action des députés paysans qu'il cautionnait dans le monde rural.

Ce fut, sans doute, la raison de la nouvelle crise qui secoua le *Groupe Indépendant-Paysan*, constitué sous la présidence de Jules Ramarony, ancien président du *Groupe républicain d'Action paysanne et sociale*. Les partisans d'Antier et ceux de Laurens s'affrontèrent avec vigueur au VII<sup>e</sup> congrès du parti (décembre 1953). La défense paysanne, la politique agricole du gouvernement Laniel mais aussi le développement — l'empiètement, disaient certains — du *Centre des Indépendants* en furent la cause.

Le *Groupe Paysan d'Union sociale* fut reconstitué sous la présidence du député Papat ; il réunit vingt et un membres de l'Assemblée nationale.

Après avoir reproché à Camille Laurens d'avoir conservé le portefeuille de l'Agriculture dans un gouvernement considéré comme défavorable à la paysannerie, Paul Antier admit fort bien que son ami Raffarin fit partie du gouvernement Mendès-France, considéré par l'immense majorité des organisations agricoles — et par Laurens et ses amis — comme un adversaire dangereux.

Comme le gouvernement était vigoureusement combattu par le gros des Indépendants, Roger Duchet en tête, les rapports entre le *Parti Paysan* et le *Centre national des Indépendants* s'aigrirent.

Au VIII<sup>e</sup> congrès (décembre 1954), Aimé Paquet, ancien P.S.F., incita à un accord avec Duchet et ses amis, tandis que Le Roy Ladurie le déconseillait. Finalement, on opta pour l'autonomie du parti tout en gardant le contact avec le *Centre*.

Lorsque les députés amis de Camille Laurens se lièrent aux Indépendants et constituèrent avec eux, à l'Assemblée, le groupe des *Indépendants-Paysans d'Action sociale* (I.P.A.S.), les quatorze députés du *Parti Paysan* refusèrent de s'y affilier : ils s'y apparentèrent simplement.

Au congrès qui suivit (1956) la tendance Antier précisa qu'elle était prête à « poursuivre la collaboration cordiale avec le *Centre national des Indépendants* » tout en sauvegardant la « personnalité propre (du parti) qui devra continuer à s'exercer par l'action de son groupe parlementaire, en liaison étroite avec les militants de ses fédérations ».

En mai 1957, Paul Antier signait avec Henri Dorgères et Pierre Poujade un accord et fondait avec eux le *Rassemblement Paysan*,

dont l'Unité paysanne fut l'un des organes. Cette décision conglomina la brouille entre *antiéristes* et *laurentistes*, et neuf des quatorze députés du Parti Paysan rejoignirent le Centre national des Indépendants et créèrent un Mouvement d'Union paysanne et sociale ainsi qu'un nouveau journal, *La France Rurale* (27, quai Anatole-France, Paris 7<sup>e</sup>) dont Etienne Berthé, secrétaire général du parti, prit la direction avec René Rousselet (7).

Le groupe Antier, à l'Assemblée nationale, fut alors grossi de députés U.F.F. que Pierre Poujade lui envoya.

Mais, depuis la brouille qui survint l'an dernier dans le triumpvirat et qui provoqua l'éclatement du *Rassemblement paysan* — chacun reprenant son indépendance — Paul Antier se trouve fort isolé à la direction du *Parti Paysan d'Union sociale* et de son journal *L'Unité Paysanne*, désormais mensuel (auquel collabore Clarus).

Bien que rallié, depuis mai 1958, au néo-gaullisme, le président Antier ne semble pas très satisfait de la politique agricole de la V<sup>e</sup> République.

« *Un Pouvoir qui se veut fort et grand, écrit-il, n'a pas le droit, alors qu'il dispose de moyens exceptionnels, qu'il a lui-même sollicités, de laisser pourrir des questions vitales pour le Pays. Il lui reste encore, Dieu merci, un léger répit pour se reprendre en faisant appel à son conseiller naturel et légal en la circonstance : LES CHAMBRES D'AGRICULTURE. En négligeant ou repoussant cette collaboration, en laissant de légitimes revendications se transformer en injonctions, il pourrait être acculé, pour ne pas perdre la face, soit à répandre le sang d'honorables citoyens, soit à capituler devant LA REVOLTE AINSI PROVOQUEE de ceux qui l'avaient, peu de mois auparavant, accueilli avec l'enthousiasme de l'espérance.* »

#### Le Mouvement Dorgères.

Encore que le mouvement Dorgères ait connu son plus grand succès sous la III<sup>e</sup> République, son action sous la V<sup>e</sup> n'en demeure pas moins réelle. Sans doute, son chef, un instant rallié au général De Gaulle, n'est-il plus député; sans doute ses militants sont-ils privés de leur instrument de propagande et de liaison depuis la disparition de la *Gazette agricole*; sans doute ses fédérations sont-elles quelque peu désorientées par l'affaiblissement dû à une crise financière interne. Il n'en reste pas moins l'un des pions importants de la partie qui se livre entre la paysannerie et le « Système ».

L'histoire du dorgérisme se confond avec la vie de Dorgères lui-même.

(7) Fondée en 1957, *La France Paysanne*, est éditée par la Société d'Édition de la France Rurale, dont les fondateurs et associés sont des chefs paysans : Etienne Berthé, conseiller de l'Union Française; René Blondelle, président de chambre d'Agriculture, Martial Brousse, ancien président de la C.C.A., président d'honneur de la Section Nationale des Fermiers et Métayers (avec André Gauthier, associé de la Société éditrice de *L'Information Agricole*), Omer Capelle, tous trois sénateurs; Henri Crépin, dit Claude Darcey, journaliste; Jean Laborde, ancien secrétaire général de la F.N.S.E.A., et Aimé Paquet, ex-P.S.F., députés; Jean Raffarin, ancien secrétaire d'Etat du Gouvernement Mendès-France; Marius Gautheron, président de la Mutualité Sociale de Saône-et-Loire; René Robineau, vétérinaire; le baron Jacques Roulleaux-Dugage, fils de l'ancien député de l'Orne, avocat, conseiller de l'Union Française; et Raoul Viaud, vice-président de la Fédération Nationale des Experts Agricoles.



Henry Dorgères est né le 6 février 1897 à Wasquehal, dans le Nord. Parce que son nom de famille est D'Halluin, ses adversaires en ont fait tantôt un vicomte, tantôt un marquis.

— *Outre que ces titres n'ont jamais diminué un homme digne de ce nom, je ne suis ni vicomte, ni comte, ni marquis*, répond Dorgères à ceux qui l'attaquent (8). *Mon père était boucher, je l'ai été aussi avant de devenir journaliste et de choisir mon pseudonyme. Pour m'abattre il faudra trouver autre chose que de m'ennoblir ! Ceux qui m'accablent de ces sottises ignorent sans doute la différence qui existe entre le DE majuscule et la particule « de » qui accompagne — et pas toujours — un titre nobiliaire »* (9).

Peu après la première guerre mondiale — au cours de laquelle il fut interné à Bruges par les Allemands — le jeune D'Halluin entre à l'*Echo des Syndicats agricoles du Nord*, puis, s'étant marié (1921), il partit pour la Bretagne et devint le rédacteur du conservateur *Nouvelliste* de Rennes, rival du journal démocrate-chrétien de l'abbé Trochu, l'*Ouest-Eclair* (1922). Il y restera plus de quatre ans, avant de prendre la direction de l'hebdomadaire *Le Progrès agricole de l'Ouest*, propriété d'une grande société dont le duc d'Harcourt était, a-t-on dit (10), le principal actionnaire.

De cette modeste feuille il fit un grand hebdomadaire régional autour duquel s'organisèrent des *Comités de défense paysanne*.

Ayant pris part à une manifestation en faveur d'un fermier de la Somme, Valentin Salvaudon, ancien combattant (9 citations, légion d'honneur), père de six enfants, en vue d'empêcher la saisie de ses biens, Dorgères fut arrêté et condamné à trois mois de prison par le Tribunal correctionnel de Peronne.

— *J'ai fait vingt-sept jours de droit commun et j'en suis plus fier que si j'étais resté pendant vingt-sept ans député !* écrivit-il plus tard dans « *Haut les fourches* » (11).

Le gouvernement venait de faire de lui « le héros de la paysannerie ».

Son mouvement était lancé. La crise agricole, qui réduisit constamment, de 1931 à 1940 le revenu agricole et le pouvoir d'achat du paysan (baisse de 25 p. 100 par rapport au niveau général des prix), lui permit de développer le thème de la misère paysanne provoquée par l'incurie administrative et la trahison du Parlement qui sacrifia les intérêts de la paysannerie à ceux des trusts et de la haute banque (12).

Il préconisait la constitution d'un véritable Front des organisations agricoles qui obligerait l'Etat à adopter une attitude plus compréhensive à l'égard des agriculteurs.

Le *Front paysan*, dont le signe symbolique de ralliement était une gerbe sur laquelle se croisent une fourche et une faux, fut créé en 1934. Il était le faisceau de trois importants mouvements :

(8) Cf. L. Gabriel-Robinet : *Dorgères et le Front Paysan*, Paris, 1937.

(9) *Le Monde* a même parlé de « *M. d'Orgères d'Halluin* ». On sait que les marxistes, par exemple, déniaient aux vieilles familles le droit de parler au nom des paysans aux mains calleuses. *Le Monde* (18-2-60) a dû publier une mise au point : Dorgères s'appelle bien D'Halluin mais il n'est pas noble. Son père était un petit boucher de Wasquehal (Nord). Dans le Nord, la particule *De* (D'Halluin, De Gaulle, etc...) n'implique aucun titre de noblesse.

(10) Cf. Pitaut in *La Terre au paysan*, paru en 1936.

(11) Il ne fit que 27 jours de droit commun, parce qu'une loi d'amnistie fut votée à la suite de protestations paysannes.

(12) A vingt-cinq ans de distance, c'est aussi le thème défendu, avec force documents révélateurs, par Henry Coston dans *La Haute Banque et les Trusts* (1958), puis dans *Le retour des « 200 Familles »* (1960).

— le BLOC PROFESSIONNEL dit *Comité d'Action paysanne* (groupant l'*Union nationale des Syndicats agricoles* et les dirigeants des principales associations agricoles centrales et spécialisées),

— le BLOC AGRAIRE (c'est-à-dire le *Parti agraire et paysan français*),

— le BLOC DE DÉFENSE PAYSANNE (unissant les *Comités de Défense paysanne* de Dorgères).

Chacun des blocs gardait son autonomie, menait la bataille à sa guise, mais délégua à la direction du *Front* quelques-uns de ses membres chargés de coordonner l'action commune.

Les trois têtes marquantes de la coalition étaient, avec Dorgères, Fleurant-Agricola et Jacques Le Roy-Ladurie, secrétaire général de l'*Union nationale des Syndicats agricoles*.

Cette dernière, principal élément du « Bloc professionnel », datait de 1886. Elle était née au sein de la vieille *Société des Agriculteurs de France* (fondée en 1886) après que la République eut reconnu aux travailleurs le droit d'association que la 1<sup>re</sup> leur avait enlevé (Loi Le Chapelier du 14 juin 1791).

Le mot « syndicats », qui se trouvait dans le titre, donnait à l'*Union* un petit air révolutionnaire qui effrayait quelque peu les beaux messieurs des *Agriculteurs de France*.

Ce n'est que deux ans environ après le vote de la loi du 21 mars 1884 autorisant la création de syndicats professionnels (14) que le marquis de Dampierre, président des *Agriculteurs de France*, consentit, à son corps défendant, à cette concession faite à l'esprit nouveau : « Cette loi (de 1884) n'était pas acceptée sans inquiétude par la partie sage de la nation — déclara-t-il —. Qui eût dit que nous trouverions dans cette loi redoutable le moyen de constituer une réelle représentation de l'agriculture ? C'est cependant ce qui est arrivé... Nous l'avouons sans détour, ce n'est pas sans appréhension que nous avons vu, conformément au vœu voté, la Société invitée à entrer dans cette voie et à promouvoir des syndicats. »

On comprend aisément que les grands propriétaires terriens qui dirigeaient les *Agriculteurs de France* aient été inquiets de voir se constituer des syndicats groupant les propriétaires-exportants des petites et moyennes entreprises agricoles.

L'*Union* se développa lentement, mais sans interruption. Au moment de la création du *Front paysan*, elle groupait 10.000 syndicats représentant un million de familles paysannes.

En 1934 et 1935, le *Front* tint de nombreuses réunions dans toute la France ; elles se terminaient souvent par des échauffourées avec les adversaires de gauche ou la police. C'est à l'une d'elle que Dorgères préconisa la grève de l'impôt et le retrait des fonds. Inculpé d'atteinte au crédit de l'Etat, il répondit en posant sa

(13) Parmi ces associations centrales spécialisées, citons : la *Confédération Générale des Producteurs de Blé*, présidée par Pointier, futur syndic de la *Corporation Paysanne* (1942), celle des *Planteurs de Betteraves*, des *Producteurs de Lin*, de  *pommes de terre, fruits et légumes*, etc...

(14) C'est tout à fait par hasard que le travailleur des champs bénéficia de la loi de 1884. A l'article 3 du projet, le législateur n'avait pas prévu les syndicats professionnels de l'agriculture. Au cours de la discussion de cet article, au Luxembourg, un sénateur du Doubs nommé Ondet qui entra dans la salle des séances au moment précis où avait lieu la lecture du passage « ayant pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, individuels et commerciaux », s'écria, en gagnant sa place : — Et pourquoi pas AGRICOLES aussi ?

On se rallia à son point de vue. Désormais l'isolement où se trouvait le paysan allait cesser (cf. *Le Document*, n° 3, décembre 1935).

candidature à une élection partielle à Blois : malgré les pressions gouvernementales — Camille Chautemps défendait son fief — il obtint 6.760 voix au premier tour contre 4.800 à son suivant immédiat, mais fut battu au second, ses adversaires du centre et de gauche s'étant coalisés contre lui. Une nouvelle condamnation à huit mois de prison ferme par le tribunal de Rouen, valut au leader paysan la vedette.

Cependant, en 1936, la mort de Fleurant-Agricola ayant entraîné la division du *Parti agricole* en deux groupes rivaux, amena aussi la fin de la coalition paysanne. Réduit à ses seules troupes, Dorgères va donc tenter de rallier toute la paysannerie à son drapeau. Il y parvient en partie : à la veille de la guerre ses *Comités de Défense paysanne* comptent soixante fédérations dont une dizaine groupe dix mille adhérents au moins, certaines, comme celles du Pas-de-Calais et du Nord, dépassant très largement ce chiffre.

Son groupe de presse compte principalement : *Le Progrès Agricole de l'Ouest*, qui annonce quarante mille abonnés, le *Cri du Sol*, la tribune personnelle de Dorgères, qui tire à 100.000 exemplaires, le *Cri du Paysan*, organe mensuel des *Comités et Ligues d'Action et de Défense paysanne*, *Le Paysan du Centre-Ouest* et *La Provence paysanne*.

Avec sa presse, Dorgères se flatte de toucher la quasi-totalité des familles paysannes.

Après la chute de la III<sup>e</sup> République, Dorgères devint tout naturellement l'un des artisans de la Révolution nationale au sein de la paysannerie. Nommé délégué à la Propagande de la Corporation paysanne, créée à Vichy par celui qu'il appelait « le Maréchal paysan », il a repris la publication de son *Cri du Sol*, replié à Lyon, et publie un livre « *Révolution paysanne* » (1943) où il expose la politique paysanne maréchaliste.

Hostile à la politique de collaboration, il facilita le passage de la ligne de démarcation à plusieurs résistants et leur permit ainsi de se réfugier en zone Sud. Rejetant le fascisme, il ne s'était rallié qu'au Maréchal.

Il n'en fut pas moins incarcéré à la Libération et il demeura dix-huit mois dans les geôles du nouveau régime ; mais il ne fut gratifié que d'une condamnation à dix ans de dégradation nationale par une Chambre civique (15).

Il ne put reprendre le combat qu'en 1949, lorsqu'il eut racheté *La Gazette agricole*, l'un des plus vieux journaux français (fondé en 1840). Il a près de cinquante-cinq ans, mais il demeure actif, enthousiaste et agressif.

Les « *politiciens* », même paysans, sont ses ennemis : « *Un paysan élu comme tel mais prisonnier des politiciens*, écrit-il, *est le pire ennemi de la paysannerie* » (16). Il souhaite que soit fondé « *un nouveau parti paysan débarrassé de ses politiciens, de ses traîtres et de ses trouillards* » (17).

Il avait fait alliance avant la guerre avec la *Ligue des Contribuables* de Lemaigre-Dubreuil (18). En 1957, il s'allia avec Paul Antier et Pierre Pujade ; on sait que cet accord fut moins heureux et qu'il prit fin très rapidement.

(15) Il fut aussitôt relevé de cette condamnation pour faits de résistance.

(16) *La Gazette Agricole*, 13-5-1953.

(17) *Ibid.*, 16-6-1955.

(18) Le dirigeant des *Huiles Lesieur* était, alors, l'un des commanditaires de la presse d'opposition nationale.

Dorgères était alors député. Il avait été élu en Ille-et-Vilaine en janvier 1956 sur un programme sans équivoque.

Enfin, sa *Gazette agricole* soutint les candidatures des amis du mouvement : Palmieri, en Seine-et-Oise, Lefebvre-Pontalis, dans le Calvados, Hénault, dans la Manche, d'autres encore.

Dorgères, qui fut emprisonné cinq fois et inculpé près de soixante, retiré sous sa tente, consacre ses loisirs à écrire ses mémoires (19).

Déçu, mais non découragé, il attend, à soixante-trois ans, au milieu de ses fidèles (20), le moment où il pourra reprendre, avec de nouvelles armes, le même combat contre le même ennemi...

#### De l'Union Paysanne d'Alsace à l'Union des Paysans de France.

Ce que Dorgères a fait dans l'Ouest, à la même époque, un jeune paysan alsacien le faisait dans l'Est : Joseph Bilger. Son mouvement n'eut sans doute jamais l'ampleur de la Défense Paysanne : il n'en déborda pas moins très largement la vieille Alsace, son berceau.

Né le 27 septembre 1905 à Seppois-le-Haut, dans le Haut-Rhin, à quelques pas de la fameuse *borne des trois frontières* (France-Allemagne-Suisse), Joseph Bilger est issu d'une famille de terriens établie dans le pays depuis la Guerre de Trente Ans, et profondément française. Son père, petit fonctionnaire, fut réfractaire au service militaire allemand.

A vingt-deux ans, après de solides études aux lycées et collèges de Montreux-Vieux et de Besançon, puis à l'école d'Agriculture, libéré du service militaire, il organise un groupement syndical du Sundgau et le rallie à l'*Union Paysanne d'Alsace*. A vingt-quatre, il est secrétaire général de l'*Union* et fonde la *Gazette Paysanne d'Alsace-Lorraine*, dont il prend la direction.

L'*Union Paysanne*, d'abord cantonnée à l'Alsace, se développe et s'étend sous sa direction : une *Union* parallèle est fondée en Lorraine et une autre à Belfort. C'est en 1930. Organisateur, connaissant les besoins de ses adhérents, il dote le mouvement de divers services et organismes importants : *Coopérative agricole* (Colmar), *Banque des Paysans d'Alsace* (Mulhouse), *Laiterie coopérative St-Morand* (Mulhouse), *Coopératives viticoles*, *Coopératives laitières* (Mulhouse, Saint-Louis, Guebwiller, Colmar, Strasbourg, etc.).

1935 : l'*Union* devient l'*Union Paysanne d'Alsace et de Lorraine*. A côté d'elle, reliées à elle par des militants ou des cadres communs, se constituent l'*Union ouvrière*, l'*Union des classes moyennes*.

La même année, Bilger fonde le *Front National du Travail* et organise les premières « chemises vertes » alsaciennes.

L'essor prit alors par le mouvement l'oblige à fonder d'autres journaux : *Volk*, hebdomadaire alsacien pour les villes, *Peuple libre de France*, à Paris, ou à prendre des intérêts dans d'autres : *Le Courrier agricole* (Limoges), *La Nouvelle Oranie* (Oran). Il crée

(19) Le premier volume, qui embrasse la période d'avant guerre, a paru l'an dernier sous le titre : « *Au XX<sup>e</sup> siècle, dix ans de Jacquerie* », aux Éditions du Scorpion, que dirige son fils.

(20) Auprès de Dorgères, l'épaulant, le soutenant, le secondant dans son action politique et syndicale, se trouve une équipe d'hommes actifs et courageux : Pierre D'Hollander, un maire paysan du Pas-de-Calais, Raoul Girrebeuk, etc...

les *Nouvelles Editions Populaires*. Il parle presque tous les jours dans les meetings et sillonne non seulement l'Alsace et la Lorraine, mais aussi, avec Dorgères ou seul, la Normandie et la Bretagne.

Avec la venue au pouvoir de Léon Blum et du Front Populaire, l'*Union Paysanne* se durcit. Ses militants interdisent pratiquement toute activité marxiste dans les campagnes de l'Est ; ils prétendent néanmoins faire entendre leur voix dans les villes. Là, les hommes du Front Populaire sont organisés ; ils disposent de la police et des gardes mobiles. Les chemises vertes de Bilger les affronteront cependant. C'est la bagarre : Bilger est arrêté le 18 décembre 1936 à Strasbourg à l'issue d'une réunion interdite par le gouvernement. La police a chargé : il y a de nombreux blessés, des arrestations, des poursuites. Le Régime se défend, et il a des auxiliaires précieux : les trusts laitiers et minotiers. Ceux-ci font condamner Bilger à deux mois de prison ; celui-là le fait poursuivre pour « atteinte au crédit de l'Etat ». Qu'importe ! Il sera candidat en 1936, sans l'aide d'aucun parti — plutôt contre eux — et adoptera le programme de *Quadregesimo Anno*. Il sera battu à Guebviller par une coalition de catholiques autonomisants et de socialistes bolchevisants. Les années 1937, 1938 et 1939 se passent en luttes épiques contre le gouvernement, les « féodaux » (trusts) et la Gauche.

Puis c'est la guerre, que Bilger fait dans une unité combattante en Sarre, puis en Champagne. Fait prisonnier près de Paris, il est libéré comme Alsacien et regagne son pays. Les Allemands ont naturellement dissous, dès octobre 1940, son mouvement et confisqué les biens de ce dernier et des journaux affiliés. Il se dépensera sans compter pour ses compatriotes, les défendra au Conseil lorrain et interviendra constamment pour eux auprès du gauleiter Burckel. Il obtiendra ainsi 18.000 rapatriements, la libération de Robert Schuman, futur président du Conseil de la IV<sup>e</sup> République et la grâce de nombreux condamnés. Il aura aussi maille à partir avec les Allemands et sera arrêté par la Gestapo.

Malgré cela, en raison des solides haines que lui ont valu ses campagnes d'avant-guerre, il connaîtra dès 1945, la rigueur des geôles de l'épuration.

Rendu à la vie publique, à la suite d'une libération anticipée, longtemps réclamée par tous ceux qu'il avait aidé pendant la guerre, il reprit du service dès que sa situation fut rétablie, d'abord à la *Défense Paysanne*, puis au *Rassemblement Paysan*, dont il fut le secrétaire général, et enfin au *Mouvement Populaire du 13 mai* (M.P. 13) qu'il organisa en métropole.

Il est aujourd'hui secrétaire général du *Centre National des Métiers de France* en même temps que rédacteur en chef de *Promotion Paysanne* et de *Salut Public de l'Algérie Française*, ce dernier, organe du M.P. 13.

A l'*Union Paysanne d'Alsace et de Lorraine* (fondée en 1924), Joseph Bilger, qui avait succédé à André Gestermann, était entouré de Benno Mensch, César Frick, Jules Boltz, Charles Smiler (Mouvement paysan), André Quiquerez, Ambroise Moyses (Chemises vertes), Ernest Schlumberger, Eugène Neu (Union Paysanne), Eugène Foule (Front National du Travail), Pierre Pflimlin, futur président du Conseil, Gabriel Charpentier (d'Algérie), Docteur Paul Specklin, M<sup>e</sup> A. Moser, etc.

Fortement teinté d'antisémitisme et de fascisme, le Mouvement Bilger était trop profondément chrétien pour s'apparenter au

national-socialisme allemand. Adversaire de l'autonomisme, nationaliste français intransigeant sans toutefois nier ni rejeter la communauté européenne, il se sentait plus près de la Carde de fer de Codreanu, du phalangisme de José Antonio Primo de Rivera ou du National-Syndicalisme de Salazar que du fascisme proprement dit.

La collaboration que Joseph Bilger apporta, après la guerre, à la *Défense paysanne* de Dorgères, au *Rassemblement paysan* d'Antier et de P. Pougade, n'a en rien modifié les tendances du leader paysan alsacien. Au contraire, le secrétaire général du *Rassemblement paysan* influença très fortement le mouvement et ses cadres (21). Ses idées rencontraient d'ailleurs beaucoup de sympathie au Conseil des trente qui, sous la présidence de Raoul Lemaire, vétérans des luttes paysannes et adversaire obstiné des trusts, dirigeait le *Rassemblement*.

Lorsque celui-ci se divisa, ainsi que le lecteur l'a vu dans les pages précédentes, une importante fraction des cadres et des militants suivit Bilger à *Promotion Paysanne* et, grossie d'éléments venus du M.P. 13, fonda le 2 février 1959, au Congrès de Troyes, l'*Union des Paysans de France*.

Placé sous la présidence d'honneur de Robert Martel, agriculteur à Chébli (Alger), président du M.P. 13, le nouveau mouvement est dirigé par : Maurice Jeanson, agriculteur à Maison-les-Soulaines (Aube), président ; Henri Morille, Raoul de Beaunay, Fernand Llurens (Algérie), Roger Meyère (réfugié du Maroc) et Jean Neveu, vice-présidents ; Joseph Bilger, rédacteur en chef de *Promotion Paysanne*, secrétaire général.

Du siège de l'organisation, 18, rue Daunou à Paris, le secrétariat général anime les sections et fédérations de province, particulièrement actives en Algérie, en Alsace, en Champagne, en Vendée, en Normandie, en Lorraine et en Provence.

« Leur action, nous dit J. Bilger, se situe entre la démagogie stérile et l'opportunisme officiel, également néfastes. Elles appuient la F.N.S.E.A. (exploitants agricoles) dans la mesure où son action se libère de la tutelle officielle et de l'emprise marxiste imposée à la Libération par Tanguy-Prigent. Notre mouvement désire la restauration d'une véritable corporation paysanne représentée dans tous les Conseils de la Nation. Son action est principalement axée sur la défense de l'exploitation agricole familiale. Il veut être, pour le M.P. 13 — mais dans le sens contre-révolutionnaire — ce qu'est la C.G.T. pour le Parti communiste, dans le sens le sens opposé » (Déclaration à *Lectures Françaises*, 10-5-1960).

#### Deux francs-tireurs d'une moderne Jacquerie.

Notre étude sur le Mouvement Pougade mentionne l'*U.D.A.F.* — *Union de Défense des Agriculteurs de France* — fondée à Saint-Affrique (Aveyron) le 1<sup>er</sup> mai 1955, en présence de six mille paysans accourus du centre et du sud de la France. Nous n'y reviendrons pas : branche paysanne du poujadisme, son action et son histoire se confond avec lui.

L'un des fondateurs et premiers animateurs de l'*U.D.A.F.*, avec Pierre Pougade et Raoul Lemaire, était un paysan des Ardennes,

(21) Au congrès d'avril 1958 à Poitiers, le *Rassemblement Paysan* se prononça, à la demande de J. Bilger, pour un « *Etat chrétien, corporatif et décentralisé* ».

Léon Dupont. Ce dernier, qui peut être considéré comme la cheville ouvrière du mouvement à ses débuts, en était le délégué national à la propagande. Il le restera jusqu'en avril 1956, date de son exclusion inattendue par Pierre Poujade, président d'honneur de l'U.D.A.F.

Cette force de la nature ne pouvait rester longtemps inemployée. A soixante ans, Léon Dupont demeurait le grand tribun de la paysannerie qui a consacré sa vie à la lutte contre tous groupements agricoles « vendus, comme il dit, aux partis politiques et défendant les gouvernements contre les paysans ». Pour défendre ses idées, il fut candidat à maintes élections politiques et professionnelles, sous des étiquettes de gauche d'abord, puis de droite. Il a tenu plus de mille réunions ou meetings et écrit presque autant d'articles.

Cet ancien résistant, qui n'avait de haine que pour l'occupant, tendait la main à ses adversaires pétainistes et les conviait « comme l'écrivait le grand Sully au roi Henri, à remettre de l'ordre dans la maison ».

« Il est temps, ajoutait-il, de faire l'union des cœurs et des esprits et de leur voler dans les plumes » (22).

Ce « leur » visait les « forces occultes », les « communautés religieuses agressives », la « bande de ratés, de compromis, de pourris, de vendus » et plus particulièrement ces « grands trusts apatrides », ces « monopoles internationaux », ces « grands financiers » qui « mènent tous les Gouvernements des vainqueurs et des vaincus, ruinent l'économie, imposent la guerre et la paix », ces « marxistes et banquiers endurcis, rivaux pour dominer le monde, mais associés pour faire disparaître les classes moyennes » (23).

Dans le premier numéro du journal *Chevrotine*, — qu'il fonda en juin 1956 avec la collaboration du signataire de ces lignes, attiré par l'anticapitalisme foncier de l'ancien leader des paysans poujadistes, et son ardent patriotisme — Léon Dupont se présentait ainsi au lecteur :

« Je n'ai pas attendu 1955 (fondation de l'U.D.F.A.) pour entrer dans la bagarre et organiser la résistance des classes moyennes, puisque j'ai lutté vingt ans à la Chambre d'Agriculture des Ardennes contre les trusts ennemis et les politiciens vendus.

Certes, mon action vigoureuse s'est toujours située dans l'opposition, car jamais la III<sup>me</sup> République (pas plus que la IV<sup>e</sup>) n'ont été celles des paysans de France. Elles ont été les républiques d'associations occultes internationales d'inspirations étrangères et de banquiers apatrides, le tout coiffé par une franc-maçonnerie officielle.

« Ces mafias ont toujours travaillé dans l'ombre pour exploiter les gens de la terre ; vos campagnes se dépeuplent avec régularité depuis soixante-dix ans. Pourquoi ? Parce que depuis longtemps on n'y gagne plus sa vie comme ailleurs, on ne veut pas payer la famille paysanne, les fermières, nouveles esclaves, et leurs enfants, sont exclus des salaires de la société moderne.

Le 25 janvier 1952 je déposai les statuts de l'Union Nationale des Agriculteurs Indépendants, statuts précis, libéraux, nationaux, que j'aurais voulu présenter au Congrès de Saint-Affrique l'an dernier. Ces statuts n'étaient pas établis pour faire la popularité d'un président, car l'Union devait être présidée par une région élue pour un

(22) *Chevrotine*, 15 juillet 1956.

(23) *Ibid.*, 15 juin 1956.

an seulement. La présidence aurait ainsi fait le tour des provinces françaises. L'Union était inspirée de la grandeur de la France : c'était notre Présidente.

« En 1952 je publiai une brochure : « L'agriculture française veut survivre ». Cette brochure contient toutes les idées maîtresses de l'Union du Mouvement Poujade, en particulier la lutte contre les trusts, contre la C.G.A. et la F.N.S.E.A. inféodées à ces trusts et fourrées dans la culotte des politiciards de droite et de gauche. Je dénonçai la veulerie des associations agricoles, qui en reconnaissance de rubans et d'avantages personnels, acceptaient jour après jour, comme des bœufs-ouï, les dispositions gouvernementales qui amenèrent la situation actuelle : l'agriculture française au bord de l'abîme et une jeunesse désemparée !

« En 1952, je menai vivement la campagne aux élections des Chambres d'agriculture (élections professionnelles que je préconise toujours) dans sept arrondissements de la Marne et des Ardennes.

Ces listes furent battues par les listes C.G.A. et membres sortants colisés et furent combattues par sept journaux, par les partis apparentés de 1951 menant la bagarre contre nous avec tout l'appareil officiel, depuis les instituteurs jusqu'aux curés, ce qui n'empêcha pas nos listes d'Union des Agriculteurs de recueillir le tiers des suffrages à l'étonnement général. »

Puis, ayant rappelé son action à l'U.D.A.F., il concluait :

« Je me suis mis à la disposition du pays et j'ai servi avec fougue ce mouvement de révolte des braves gens qui m'est cher. J'ai fait ce que j'ai pu, j'ai apporté mes connaissances de la question, acquises au cours de quarante années de lutte et de défense de l'agriculture, je crois d'ailleurs que si je ne suis pas le champion de ces questions, je suis un de ceux qui les ont le plus étudiées pour bien les comprendre.

« J'ai mis ma vieille peau à la disposition de mon pays. J'ai soixante ans, deux guerres, quarante ans d'heures supplémentaires ; elle ne vaut plus bien cher. Bien entendu je n'ai plus l'ardeur, la vigueur, le punch des jeunes, je ne peux qu'apporter ma volonté d'agir et mes connaissances avec le plus complet désintéressement ; je ne veux ni galons, ni honneurs, je ne recherche aucunement la considération publique.

« Mon orgueil passionné, peut-être, c'est de donner à ma chère terre de France tout mon cœur, et il bat encore solidement. » (24)

Outre nous-mêmes (25), *Chevrotine*, — dont le tirage atteignit 60.000 exemplaires au cours de l'été 1956 — avait pour rédacteurs et collaborateurs : Zazoute, journaliste et caricaturiste, jadis à *La Libre Parole*, à *Aux Ecoutes*, aujourd'hui au *Hérisson* ; Pierre Fontaine, l'auteur de la « *Guerre Secrète du Pétrole* » et de plusieurs autres livres contre les grands trusts de « L'Or Noir » ; Raoul Lemaire, un poujadiste « orthodoxe », dirigeant de l'U.D.A.F. et futur président de *Rassemblement Paysan* ; et Paul Chevallet, ancien directeur-gérant de *Fraternité Française*, exclu quelques mois après Dupont du Mouvement Poujade.

La venue de Chevallet à *Chevrotine* fut considérée par beaucoup de poujadiste comme une déclaration de guerre officielle à leur chef. Celui-ci l'entendit-il ainsi ? Il faut le croire puisqu'il consacre un article à Chevallet et Dupont, où il malmenait très

(24) *Chevrotine*, 15 juin 1956.

(25) H. Coston quitta *Chevrotine*, tout en restant l'ami de son directeur, lorsque le journal commença ses attaques contre Pierre Poujade. N.D.L.R.



## LA REPRÉSENTATION PAYSANNE AU PARLEMENT

En 1889, sur 576 députés, il y avait 131 grands propriétaires terriens, 10 agriculteurs moyens, 3 vétérinaires et 1 agronome, auxquels on pouvait ajouter une trentaine d'hommes d'affaires et d'avocats propriétaires de fermes et de champs ; l'agriculture — sinon les cultivateurs eux-mêmes — était donc assez largement représentée (30 % de l'effectif de la Chambre).

En 1910, sur 597 députés, 52 étaient de grands propriétaires, souvent titrés, 32 des paysans aisés, 6 des viticulteurs moyens et 2 des vétérinaires, soit en tout 92 représentants de l'agriculture, auxquels s'apparentaient 15 autres députés possédant des propriétés rurales (18 % de l'effectif parlementaire).

Avant la guerre, ils étaient encore 80 environ (12 % de l'effectif).

Après la Libération, les représentants de l'agriculture n'étaient plus que 47 (9 %) : l'épuration avait lourdement frappé les notables de l'agriculture en raison de la sympathie qu'ils avaient témoigné au Maréchal Pétain.

L'action des groupes paysans reconstitués fera, par la suite, remonter la proportion..

---

---

## TOUS LES LIVRES

(non épuisés)

cités ou mentionnés ici vous seront procurés par

**LA LIBRAIRIE FRANÇAISE**

(Librairie Dauphine, 58, rue Mazarine, Paris VI<sup>e</sup>)

Veillez la consulter et lui passer vos commandes.

sérieusement le premier tout en ménageant le second, un « honnête homme, jusqu'à preuve du contraire ». Ce fut le début d'une bagarre épique entre les deux groupes. Chaque numéro de *Chevrotine* était plein d'attaques violentes contre Poujade. Les lecteurs poujadistes, qui avaient appuyé Dupont dès le début, se choquèrent de ces diatribes, et les non-poujadistes, qui lisaient le journal parce qu'ils partageaient les idées générales de ses rédacteurs, se lassèrent vite de ces polémiques dont le ton dépassait trop souvent celui de la critique : ils s'étaient abonnés à *Chevrotine* pour les lire des articles contre le « Système » et contre ses « profiteurs », non pour assister à un lavage public de linge plus ou moins propre.

*Chevrotine* disparut l'année suivante. Léon Dupont, qui ne renonce pas à la lutte, s'est retiré provisoirement dans sa propriété de Bourgogne où il se livre, avec sa famille, à l'élevage des bêtes à cornes — des « vraies », précise-t-il en riant, — « ce qui me change des taureaux à cornes d'escargot que j'ai connu à la direction des organisations agricoles. » (26)

\*  
\*\*

Autre franc-tireur de cette moderne jacquerie, Yves de Haute-clocque est, lui, un authentique aristocrate. Il est aussi attaché à sa race, celle des Leclerc de Haute-clocque, qui ont donné tant de bons serviteurs au pays, qu'à la terre de France.

Ce paysan-gentilhomme, qui fuit comme la peste tout ce qui touche à la politique, est un prodigieux militant. Depuis des années, par la parole et surtout par la plume, il combat les mêmes ennemis que Dorgères, Lemaire et Dupont.

Il a publié l'an dernier un pamphlet, « *Paysan, fais ta prière* », (27) qui pourrait servir de base doctrinale à un grand mouvement de défense agricole.

Lui aussi s'insurge contre les technocrates — « *La tour de contrôle* », comme dit cet ancien pilote — et contre les trusts « *qui tirent leur toute-puissance de redoutables forces occultes* ».

« *Ce n'est, — écrit-il, — ni le Chef de l'Etat, ni le Chef du Gouvernement, ni le Gouvernement, ni le Parlement, qui commande l'Economie, mais une poignée de techniciens semi-clandestins qui tirent leur toute puissance de redoutables forces occultes. Ces « forces de la nuit » qui n'ont ni couleur, ni patrie, ni scrupules.*

« *Leurs consignes sont sans appel et malheur à l'homme d'Etat, quel qu'il soit, qui prendrait une décision engageant l'économie sans les avoir consultés. Défense absolue de toucher à « l'Intendance », l'intendance c'est leur affaire. Ces messieurs ont émis le principe que pour faire le bonheur de l'homme, il faut couper tout contact avec lui. Et nous sommes allés ainsi de bévues en bévues, jusqu'à tomber dans la faute psychologique de la non convocation du Parlement.*

« *Depuis 1944 (pour ne pas nous perdre dans le temps), 3 présidents, 25 ministères et 18 chefs de gouvernement, venus de tous les horizons politiques, se sont succédé, mais la politique anti-paysanne est demeurée invariable...*

« *Elle est demeurée invariable parce que, avant de constituer son équipe ministérielle, le futur chef de gouvernement a, toutes*

(26) Léon Dupont les désignait dans *Chevrotine* sous les vocables les plus divers : « *syndicalistes couchés* », « *Beni oui oui* », « *syndicastrés* », etc...

(27) Ce pamphlet fut reproduit par *Fraternité Française*, bien que l'auteur ne soit pas poujadiste.

affaires cessantes, convoqué les techniciens de la Tour, véritables directeurs de conscience de la France qui lui ont dicté sa ligne de conduite. »

Et, désignant l'un des grands responsables selon lui, de la « démission » de l'Agriculture française, il ajoute :

« Depuis le 4 décembre 1959 c'est un inspecteur des finances, mis en « service détaché » le 16 mars 1960, qui conduit le présent et l'avenir de toute l'agriculture française ; « plan de modernisation et d'équipement », orientation de la production », établissement des prix agricoles », « crédit agricole (C.N.C.A.) », « O.N.I.C. », vins courants.

« Ce fonctionnaire des finances est assurément un homme distingué, intelligent, rempli de bonne volonté, sinon de spécialité. Mais, tout de même, que diriez-vous d'un directeur des services agricoles ambitieux nommé du jour au lendemain directeur de la Marine Marchande ?

« Ne tirons pas sur les Ministres de l'Agriculture... Depuis qu'en 1881 Gambetta a fondé ce ministère, leur rôle est allé s'amenuisant. On leur donne tout juste les moyens, et ce n'est pas d'aujourd'hui, d'administrer la misère.

« De grâce, il est urgent de comprendre qu'on ne guérit pas une maladie si on ne sait pas d'où vient le mal, la moderne forteresse à abattre c'est la Tour de Contrôle.

« Ne continuez pas à écrire que la politique est anti-agricole, c'est faux ! Elle est anti-paysanne et anti-humaine ; voilà la vérité.

« Déjà en 1878, le Journal des Débats, contrôlé par Rothschild, imprimait :

« Que nous parle-t-on d'améliorer le sort des paysans pour empêcher la désertion des campagnes ! Avant longtemps on pourra se passer des paysans et ils disparaîtront comme ont disparu les espèces dont le rôle est fini. Il n'y aura que des ingénieurs agricoles ».

« Que chacun se rappelle cette phrase elle est strictement actuelle.

« Il est urgent de comprendre que lorsqu'on discute avec des Messieurs on ne parle pas le même langage. Si on prononce : prix, ils entendent : rendement, si on parle : hommes, ils entendent : unités de travail. Pour eux la famille paysanne se divise en U. T. comme la betterave fourragère se divise en U.F. et le gros bétail en U. G. B.

« Tout dialogue est temps perdu ». (28)

Dans ses interventions — il en fait même à la radio, pas à la R.T.F., bien sûr — il ne manque jamais de mettre l'accent sur l'absence d'humanité des mesures prises par les technocrates à l'encontre de la paysannerie française :

« Si au fond de notre pays ne veillait pas encore un semblant de liberté, le responsable de la production agricole convoquerait une délégation de paysans et leur dirait ceci :

« Messieurs, même si cela doit vous être désagréable, je suis dans l'obligation de vous parler franchement.

Sachez d'abord et avant toutes choses que la France pastorale est morte. Une nation agricole est une nation moyenâgeuse. L'intérêt supérieur de la France commandé par les impératifs économiques internationaux, exige que notre expansion industrielle s'accroisse de 25 à 30 % dans les délais les plus courts. Pour y parvenir j'ai

(28) Le Berry républicain, 14-4-1960.

un besoin absolu, avant le plein rendement de l'automatisation, de la main-d'œuvre paysanne inutile.

Vos exploitants familiaux n'ont aucun rendement, et, je ne dis pas cela pour vous Messieurs qui êtes des cultivateurs avertis, mais ce sont des traine-misère, des arriérés, voire des alcooliques.

Je veux une agriculture productive, un équipement mécanique approprié, des structures de terre révisées et de dimensions rentables, car en-dessous de cent hectares, au petit minimum, une exploitation végète. »

Le plus hardi des délégués étoufferait à cette affirmation :

— Mais monsieur, si nos produits étaient payés à leur juste prix, nos exploitations familiales seraient rentables; notre production serait d'une qualité inégalable et nous ne trainerions pas la misère, comme vous le dites si bien. »

Le technicien lui couperait alors sèchement la parole :

— Ah, Messieurs, permettez, l'histoire des prix agricoles insuffisants, c'est une plaisanterie qui a assez duré ; je ne vous le répéterai plus : il n'y a pas de prix sans rendement et pas de rendement sans surfaces...

Quant à votre malheur, je vous en prie, lorsque le destin de la France est en jeu il est déplacé de faire du sentiment.

Je regrette que votre obstination m'ait contraint de vous mettre aussi brutalement devant vos responsabilités. »

Et regardant sa montre :

« Je suis forcé de vous quitter car je représente la France demain au Congrès de la productivité à Chicago ; excusez-moi, mes minutes sont comptées... »

L'appel d'Yves de Hauteclouque à la raison se fait alors pathétique :

Techniciens qui nous méprisez tant et depuis si longtemps, vous engagez notre avenir dans le chemin maudit de la concentration ; d'une France pilote vous êtes en train de faire une France à la remorque, un pays sans clochers à l'image des nations qui ont perdu leur âme.

Et malgré les fumées d'encens qui nous suffoquent, dans le domaine de la grandeur et du bonheur des humbles, la France recule partout....

Le soir de la pensée tombe-t-il sur notre pays malheureux ?

Hommes indifférents, incrédules ou même hostiles, dont le cœur est encore capable d'amour et le cerveau de lucidité, ne souriez pas : le massacre des paysans équivaldrait à un véritable « génocide », il marquerait la démission de la France.

Et disons-le sans orgueil, que serait sans nous le monde occidental ?

Aidez-nous, avant que le glas se mette à tinter l'agonie d'un des derniers pays civilisés.

Le plus grand de tous... » (29).

#### La Presse Paysanne.

A côté des partis et des hommes politiques, directement engagés dans la défense de l'agriculture, se trouvent un grand nombre de journaux agricoles, techniques et professionnels pour la plupart, fort répandus dans les campagnes. Parmi eux, plusieurs exercent une influence non négligeable.

(29) Ibid.

Il y a naturellement :

*La Terre*, que dirige le député Waldeck Rochet, hebdomadaire paysan du *Parti Communiste Français* (5, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris).

*Le Paysan*, hebdomadaire de la C.G.T. (59, rue du Château-d'Eau, Paris X<sup>e</sup>).

*La Tribune du Monde Rural*, dirigée par André Deconninck, secondé par Maurice Carité, rédacteur en chef, propriété de la SOGETAP — André Moreau et Charles Van Boxel, associés — (47, rue de la Victoire, Paris).

*Foyer Rural*, organe du *Mouvement Familial Rural* (13, rue du Docteur-Roux, Paris), de tendance démocrate-chrétienne, édité par la *Société de Publicité et d'Éditions Rurales*, dont Léandre Lambert, Pierre Lemasson, Gilbert Fraudeau et l'abbé Pierre Poirier sont les dirigeants.

*Rustica* (1, rue Gazan, Paris), hebdomadaire publié par les *Éditions de Montsouris* (démocrates-chrétiennes).

*L'Information Agricole* (11 bis, rue Scribe, Paris) hebdomadaire édité par la S.E.D.P.A., dont les associés, au nombre de 22, sont fort liés à la F.N.S.E.A. : Fernand Vangraefscheppe (30), vice-président de la *Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles*, ancien membre du Comité Consultatif Constitutionnel ; Albert Genin, secrétaire général de la Fédération ; Armand-Louis Bidau, administrateur des *Pétroles d'Aquitaine* ; Hubert Buchou, président du *Centre des Jeunes Agriculteurs* ; Henri Chatras, conseiller économique ; André Gauthier, député radical-socialiste, trésorier de l'*Amicale parlementaire agricole et rurale* ; Jacques Lepicard, ancien syndic régional de la Corporation paysanne ; Florent Nove-Josserand ; etc...

*Le Figaro Agricole* (14, R.-P. des Champs-Élysées, Paris), hebdomadaire appartenant à la *Société du Figaro* (administrateurs : Jean Schlumberger, de la banque de Neuflyze, *Schlumberger et Cie* ; Jean Prouvost et J. Segard, du trust de la laine ; F. Béghin et Cl. Deschamps, du trust sucrier *Béghin* ; G. Raspail, président des *Grands Moulins de Corbeil*, etc...)

*Jeunes Agriculteurs* (11 bis, rue Scribe, Paris), mensuel dirigé par Hubert Buchou (déjà cité).

*Jeunes Forces Rurales* (95, rue de Vaugirard, Paris), d'obédience démocrate-chrétienne.

*Le Journal de la France Agricole* (9, rue des Petites-Ecuries), hebdomadaire édité par la *Société d'Édition et de Publications Agricoles*, présidée par Philippe Schweisguth, de la famille du banquier Schweisguth et de Mme Couve de Murville, dirigeant du *Réarmement Moral* (anti-communiste) pour la France (31).

(30) Dans un article de *L'Informatoin Agricole* (n° 221, mars 1960), F. Vangraefscheppe ne craint pas d'attaquer l'Élysée qu'il rend responsable de la non-convocation de l'Assemblée : « Il ne peut pas nous être indifférent, écrit-il, que les pouvoirs des représentants de la Nation (...) soient réduits à un point tel qu'aucune catégorie de citoyens ne puisse plus faire entendre sa voix et doive s'en remettre « au fait du prince ».

Dans le numéro suivant (avril 1960), un autre vice-président à la F.N.S.E.A., s'en prenant également au Pouvoir, écrit :

« Le mécontentement paysan ? Il s'explique par ces différences de traitement que nous constatons aujourd'hui entre l'acier, l'aluminium et nos produits.

« Nous ne demandons pas que l'on brime l'Industrie, nous entendons que l'on n'étouffe pas l'Agriculture. »

(31) Voir aussi *Le retour des « 200 Familles »*, par H. Coston p. 116.

*La Vie à la Campagne* (79, boulevard Saint-Germain, Paris), magazine mensuel édité par le trust Hachette, etc...

En outre, deux cents journaux, revues et bulletins paraissent en province depuis *l'Action Agricole* d'Angoulême, jusqu'à la *Volonté Paysanne* de Rodez, en passant par trois organes que nous citerons ici plus particulièrement à raison de leur attitude nettement politique :

*Le Progrès Agricole*, d'Amiens, *La Semaine du Lait*, de Lyon et *L'Action Paysanne*, de Gournay-en-Bray.

Le premier est certainement l'un des plus importants journaux agricoles actuels. Lu dans toute la France en raison de ses informations et de sa documentation toujours remarquable, il prend résolument position et son directeur-rédacteur en chef, M. G. Raquet, fils du fondateur, n'hésite pas à descendre dans l'arène politique pour défendre à la fois la liberté de la Presse et les intérêts des agriculteurs. Ses articles contre les « politiciens », les « technocrates », les « vampires de la Finance » sont de véritables pamphlets. Bien qu'ayant conservé une présentation vieillotte, fort peu au goût du jour, *Le Progrès Agricole* a reconquis l'audience qu'il avait avant la guerre et que lui avait fait perdre une non-parution consécutive à l'occupation et à l'épuration.

Avec ses 35.000 abonnés, sa rédaction politique et technique — Bacconnier, ancien rédacteur en chef de la *Production Française* est parmi ses collaborateurs — *Le Progrès Agricole* est, certainement, l'un des organes les plus influents dans les milieux ruraux (38-40, rue des Jacobins, Amiens — Somme).

Le second occupe une place de choix dans la presse agricole. Il est le seul hebdomadaire de l'économie laitière diffusé dans 86 départements, le plus ancien aussi et le mieux documenté des journaux consacrés à la laiterie. Il est lu par près de 10.000 producteurs de lait. Son directeur, qui joue un rôle politique non négligeable dans la région lyonnaise, et que l'on retrouve en 1958 constituant avec d'autres groupements une sorte de cartel des nationaux, est un « corporatiste » convaincu : A.-L. Croset publia, en effet, en 1941, un important ouvrage sur la corporation, où il prônait, avec conviction, le système cher à La Tour du Pin.

Pour atteindre un plus grand nombre de lecteurs paysans, *La Semaine du Lait* (68, avenue de Saxe, Lyon), consacre sa dernière page, intitulée : *Les libertés paysannes*, à la politique agricole. Ses articles contre « les trusts margariniers et laitiers », contre « la démagogie marxiste » et la « folie des technocrates » lui attire la sympathie des petits producteurs de lait, mais aussi l'hostilité des grands annonceurs.

Le troisième de ces journaux agricoles politiques est dirigé par un paysan disciple de Charles Maurras, J.-P. Fougerousse (Le Croquet-du-Bosc, par Gournay-en-Bray, Seine-Maritime). Bi-mensuel, seulement répandue dans son département d'origine, *L'Action Paysanne* se présente sous la forme d'un journal du format légèrement inférieur à *Rivarol* sur les presses duquel elle est tirée.

Son tirage est faible. Il n'en est pas moins lu et commenté avec passion dans cette partie de la Normandie où la gauche tient le haut du pavé. Détail curieux, qui en fait une feuille paysanne fort originale : *L'Action Paysanne* est uniquement rédigée par des « maurrassiens » (condition *sine qua non* imposée par son directeur).

Terminons ce rapide passage en revue de la presse agricole en mentionnant une agence fournissant aux journaux des chroniques et des articles tout faits sur les questions paysannes : *Agra-Presse* (29, rue du Général-Foy, Paris), qui occupe une place prépondérante. Elle touche cent-cinquante journaux environ — non exclusivement agricoles d'ailleurs, puisque parmi ses abonnés se trouvent des quotidiens — et près de cinq cents personnalités politiques et paysannes. Anti-communiste, mais sans ostentation, *Agra-Presse* est dirigée par H. Deramond et P. Legrand-Krugell, dont les opinions sont nettement « centristes » et qui ne peuvent passer, en aucune manière, pour des « ultras » de la paysannerie française.

\*\*

On s'est souvent étonné que les organisations paysannes aient été, très fréquemment, dirigées, administrées, animées, à tous les échelons, mais principalement dans les cadres supérieurs, par des hommes « qui ne tenaient plus guère le manche de la charrue ».

Ce reproche est fondé. Ce sont surtout les gros exploitants qui sont à la tête des syndicats. Comment pourrait-il en être autrement ? Le petit exploitant est trop tenu : attaché à la glèbe, il ne peut qu'à grand peine quitter ses champs et sa ferme. Lorsqu'il se rend à une réunion, souvent loin de son village, il ne peut faire son travail et, dans ce cas, c'est sa femme qui doit traire les vaches : c'est une besogne qui n'attend pas, que l'on ne peut remettre au lendemain.

D'autre part, du fait de la situation particulière faite à la Paysannerie, il est peu instruit, et s'il connaît bien les problèmes de son « coin », il manque d'expérience pour s'occuper des questions intéressant toute l'agriculture ou même simplement l'une de ses branches.

Ceux qui, cependant, se font violence et « montent à Paris » pour faire connaître aux dirigeants les besoins de leurs frères, se trouvent dépayés au milieu de ces hommes politiques, de ces hauts fonctionnaires, de ces aristocrates qui composent les comités officiels. Intimidés, mal à l'aise, ils n'osent élever la voix. Ils se rendent compte que leur présence est inutile. La prochaine fois, surtout si les travaux des champs sont pressants, ils resteront chez eux, persuadés que l'on fera aussi bien — ou aussi mal — sans eux.

Rares sont donc les petits agriculteurs qui peuvent réellement s'occuper de leurs organisations syndicales ou politiques au niveau national. Par contre, un gros exploitant, bien secondé, peut assister aux réunions et, s'il a quelque instruction, participer sans difficultés aux travaux d'un Congrès ou aux Conseils d'administration du syndicat ou du mouvement.

Le malheur, ce n'est pas que le paysan confie la défense de ses intérêts à un grand propriétaire ou à un homme dont l'occupation principale n'est pas de labourer lui-même son champ. Le drame du petit paysan, c'est qu'il délègue le plus souvent ses pouvoirs à des hommes politiques pour qui la paysannerie n'est qu'un tremplin « pour arriver » ou à des « agriculteurs » qui sont surtout des hommes d'affaires, financièrement liés aux pires ennemis de l'agriculture française.

Il est vrai que les autres Français ne sont pas mieux lotis...

Henry COSTON.

## LES MODÉRÉS

## Le Centre National des Indépendants.

C'est le 6 janvier 1949 que fut officiellement constitué le *Centre National des Indépendants*.

Le sénateur Roger Duchet en est le fondateur. Sa persévérance a vaincu l'influence — on serait tenté d'écrire : l'hostilité — des modérés et des hommes de droite pour toute forme d'organisation (1). Les expériences précédentes avaient montré que les « nationaux » n'étaient pas parvenus à s'organiser pour prendre et exercer le pouvoir. Le succès du gouvernement Pinay et le développement du *Centre* semblent bien indiquer que les modérés sont, eux aussi, capables de participer à la vie politique de la République autrement que comme opposants impuissants et divisés.

Prenant en main les destinées des modérés et des libéraux, Roger Duchet, maire de Beaune (depuis 1932) et sénateur de la Côte d'Or (depuis 1946), créa donc en 1949 le *C.N.I.* avec l'appui de ses collègues René Coty et Boivin-Champeaux et, comme secrétaire général de cette formation, se consacra à la tâche épuisante de coordonner l'action des divers groupes parlementaires nationaux au sein d'un organisme extérieur au Parlement.

Un premier pas avait été fait l'année précédente lorsque Duchet avait amené le *P.R.L.* (voir notre note sur le *Parti Républicain de la Liberté*) à s'unir aux *Républicains Indépendants*. A la veille des élections générales de 1951, l'adhésion du *Groupe d'Action Paysanne* et celle de l'*Union Démocratique des Indépendants* permit au *Centre* de regrouper tous les modérés au moment où allait s'engager une rude bataille non seulement contre la gauche, mais aussi contre le *R.P.F.* qui tentait de rallier la grande masse des nationaux.

Le *C.N.I.* — devenu le *Centre National des Indépendants et des Paysans* — contracta des alliances (apparemment) avec les groupes voisins (*M.R.P.*, radicaux, etc...) et présenta des candidats dans la plupart des circonscriptions. Il eut une centaine d'élus. Sa position au parlement, où le *R.P.F.* se bornait alors à une opposition systématique, lui permit bientôt d'accéder au gouver-

(1) La répugnance des « nationaux » pour le « parti », qui implique une véritable organisation, est bien connue des cercles politiques.



nement : son leader, Antoine Pinay, devint président du Conseil le 5 mars 1952. L'année suivante, René Coty était élu à la présidence de la République.

Dès lors, les Indépendants furent presque de tous les gouvernements, y compris du gouvernement Mendès-France — ou, malgré l'hostilité officielle du *Centre* (2), entrèrent Roger Houdet, Guy La Chambre, Emmanuel Temple, de Moustier, J. Chevallier, Bettencourt, Moynet, Monin, Guérin de Beaumont, affiliés au C.N.I.P. ou ses sympathisants (3).

Les événements du 13 mai ont, pendant quelques semaines, divisé les Indépendants. Une partie des députés modérés — la minorité — soutint le gouvernement. Vingt-cinq parlementaires indépendants votèrent l'investiture de Pierre Pflimlin, dans la nuit du 13 au 14 : Apithy, Barennes, Bettencourt, Boscary-Monservin, Coirre, Courant, Delachenal, Fauchon, Garet, Joubert, le chanoine Kir, Lallé, La Chambre, Lainé, de Moustier, André Mutter, Pianta, Plantévin, Puy, Paul Reynaud, Ribeyre, Ritter, Roclure, Temple et Vigier, tandis que quatre autres s'abstenaient : Baudry d'Asson, Hénault, Raingeard et Thébault.

La majeure partie du C.N.I.P. parut favorable aux insurgés d'Alger et Roger Duchet lança, avec G. Bidault, André Morice et G. Soustelle, un manifeste pour un gouvernement d'Union et de Salut. Mais lorsque le général De Gaulle se déclara prêt à assumer la responsabilité du pouvoir, il y eut, dans le camp « *Algérie Française* » du C.N.I.P. un certain flottement. Tandis qu'Antoine Pinay, qui venait de rencontrer De Gaulle, conseillait à Pflimlin d'entendre la grande voix de Colombey — étant ainsi « *le premier à ouvrir les voies de la légalité républicaine au seul homme capable de sauver à la fois l'Algérie et la France* » (4) — Roger Duchet se faisait tirer l'oreille : ayant créé le C.N.I. contre De Gaulle et groupé contre lui une importante fraction du gaullisme politique (l'A.R.S.), le secrétaire général des Indépendants ne se serait peut-être pas aussi promptement aligné sur la position d'Antoine Pinay si le grand patronat n'avait pas fait pression sur lui (5).

Lorsque le général forma son gouvernement, il obtint les suffrages de la totalité des députés du *Centre*, sauf celui de Jacques Isorni, et il bénéficia de leur collaboration au gouvernement (le leader indépendant Pinay fut même son ministre des Finances). Il reçut également leur appui au moment du référendum, en septembre 1958.

Aux élections législatives de novembre 1958, le C.N.I.P. présenta des listes dans tous les départements, souvent en accord avec ses alliés du *Centre Républicain* (Lafay-Morice) et de la *Démocratie Chrétienne* (G. Bidault). Le thème principal de cette coalition était, naturellement, la défense de l'Algérie et la lutte contre le marxisme.

Le Congrès de 1958 fit ressortir des divergences d'opinion entre les *participationnistes* nuance Pinay-Jacquinet et les *anti-partici-*

(2) La plupart des députés s'étaient abstenus ou avaient voté contre lors de l'investiture de Mendès-France.

(3) Au congrès de C.N.I.P.-A.R.S. (Indépendants, Paysans et Action Républ. et Sociale) tenu en décembre 1954, la politique du gouvernement Mendès fut sévèrement critiquée et les ministres furent pris à partie.

(4) *France Indépendante*, 10-11-1958.

(5) Cf. *Le Retour des « 200 Familles »*, pp. 63-68.

*pationnistes* nuance Duchet. Le fossé ne cessa de se creuser ensuite entre les deux tendances qui devinrent plus nettement gaullistes et anti-gaullistes. Mais lorsque la première perdit son *leader* —, Antoine Pinay, ayant quitté le gouvernement, rejoignit discrètement la seconde tendance — la grande majorité des Indépendants et Paysans se révéla sourdement hostile à la politique du général (6).

La direction du C.N.I.P. était alors assurée par Antoine Pinay, président, et Roger Duchet, secrétaire général, qu'assistèrent : Jean Chamant, avocat, François Valentin, ancien président de la *Légion Française des Combattants*, et Bertrand Motte, industriel du Nord, députés, vice-présidents ; Philippe Vayron, Jean Turc et Gilbert Deveze, députés, et Jean Delachenal, anciens députés, secrétaires ; Antoine Guitton et Pierre Ferri, députés, trésoriers.

Peu à peu l'hostilité à la politique du général se fit plus ouverte. La déclaration du 16 septembre incita une douzaine de députés modérés à voter contre le gouvernement. « *Nous restons partisans de l'Algérie Française* », affirma Roger Duchet (7). Lorsque le Général eut renvoyé le président du C.N.I.P., dont la politique financière lui donnait satisfaction, mais dont les critiques et certaines attitudes lui devenaient insupportables, le noyau de résistants — résistants au gouvernement — s'augmenta de plusieurs parlementaires. Dès les premiers jours de l'insurrection de janvier 1960, le C.N.I.P. adopta une motion favorable à Pierre Lagailarde et ses amis, votée par les 300 délégués (députés, sénateurs et représentants des fédérations départementales), ce qui fit dire au président Paul Reynaud, — gaulliste d'autant plus fervent qu'il fut le « *découvreur* » du colonel De Gaulle en 1940 (8) — « *Le Centre National des Indépendants est tombé entre les mains des ultras* ».

Sans doute, Roger Duchet et ses amis avaient-ils été un peu loin. Aussi, dans un communiqué qui suivit la réédition des « *insurgés* », le C.N.I.P. modifiait-il quelque peu le sens de la motion précédente. Duchet lui-même accepta que la municipalité de Beaune, qu'il présida, envoyât au général, le 3 février, un message l'assurant de sa fidélité et de son soutien. Et lorsque le gouvernement Debré demanda les pleins pouvoirs, pour assurer l'ordre et mater l'opposition violente des défenseurs de l'Algérie Française, trente députés Indépendants seulement voteront contre (Caillemer, Deveze, Fraissinet, François Valentin, Frédéric-Dupont, A. Guitton, Jarrosson, de Lacoste-Lareymondie, Legaret, Legendre, Le Pen, Mignot, Motte, Tardieu, Trémolet de Villers, Vayron, Yrissou, etc...) tandis que la majorité votait pour (d'Aillières, Bettencourt, Boisdé, Chamant, Delachenal, Pierre Ferri, Michel Jacquet, Le Roy-Ladurie, Mondon, A. Paquet, Paul Reynaud, etc...) Au Sénat, proportion analogue entre adversaires et partisans des pouvoirs spéciaux (9). Parmi les abstentionnistes figuraient Bergasse, J. Féron, Hénault, Junot, à l'Assemblée Nationale, et Roger Duchet, au Sénat.

(6) Jean Legendre, ancien R.P.F., député indépendant, déclara même que les nationaux étaient « *cocus* ».

(7) *France Indépendante*, 9-11-1959.

(8) C'est dans un gouvernement (éphémère) présidé par P. Reynaud que De Gaulle (nommé général à titre temporaire) fut sous-secrétaire d'Etat.

(9) Le numéro de février 1960 de *Lectures Françaises*, publié, dans un tableau des votes sur les pouvoirs spéciaux, la liste complète des parlementaires (Sénat et Assemblée) ayant pris part aux scrutins ou s'étant abstenus.

C'est principalement sur la politique algérienne que l'opposition des modérés à la politique du Général s'est accentuée depuis six mois. Mais il y a bien d'autres sujets de mécontentement, et l'attitude trop nuancée — ou incertaine — du Président de la République vis-à-vis de l'Europe et du Pacte Atlantique risque de rejeter un jour la quasi-totalité des Indépendants et Paysans dans l'opposition ouverte à De Gaulle.

On peut cependant douter que cette opposition ouverte et quasi-totale se produise tant que le général jouira d'une très grande popularité dans la petite et moyenne bourgeoisie des villes et des campagnes qui représente l'essentiel de la clientèle électorale du C.N.I.P.

\*\*

A l'inverse des partis dont les membres tirent leur importance de leur appartenance à celui-ci, le *Centre National des Indépendants* (106, rue de l'Université, Paris) est construit sur la personnalité représentative de ceux qui viennent à lui. Très largement ouvert aux élus locaux, aux notabilités et aux cadres, qui conservent leur liberté entière, le C.N.I.P., possède une organisation très souple.

Théoriquement, chaque région doit organiser un Centre départemental composé d'élus locaux et d'animateurs d'organisations agricoles, industrielles, artisanales, commerciales, etc..., dont un secrétaire général assure la liaison permanente avec le Centre national. « Le plus souvent possible » (10), les responsables départementaux doivent mettre en place des délégués de cantons et de communes.

Avec le C.I.R.N. (*Centre des Indépendants et Républicains Nationaux*), Paris et la Seine possèdent une organisation particulière. Celle-ci est animée par Frédéric-Dupont, conseiller municipal de Paris (depuis 1935), député (depuis 1936) successivement affilié au P.R.L. (1946), au R.P.F. (1951), à l'A.R.S. (1953), et au C.N.I. (1956), que secondent des parlementaires de la Seine. Maurice Dardelle, ancien Conseiller de l'Union Française, en est le secrétaire.

Chaque secteur possède son propre bureau, qui constitue en quelque sorte le comité électoral du candidat indépendant.

Coiffant ce que nous appellerons l'organisation régionale, un Comité directeur formé pour deux tiers de parlementaires et pour un tiers de militants et de notables, est installé à Paris. (Nous donnons plus loin sa composition ainsi que celle des groupes de travail organisés par le Centre.)

Un Congrès annuel doit, en principe, (11) faire le bilan de l'action passée et établir le plan de celle à venir.

\*\*

Le libéralisme, qui préside à l'action politique des Indépendants et à leur organisation, rend malaisé l'établissement d'un véritable programme, encore que dans divers domaines importants, la position de la quasi-totalité des modérés soit la même.

(10) *France Indépendante*, 14-12-56.

(11) Nous écrivons « en principe », car le refus d'unité doctrinale et l'absence de discipline ne donnent qu'un sens indicatif aux motions votées. Rappelons ici que la liberté de vote tant à la Chambre qu'au Sénat est entière sauf, toujours « en principe », pour les investitures.

C'est le Président Pinay qui, au premier congrès des Indépendants, Paysans et A.R.S. (décembre 1954), fixa les grandes lignes du plan auquel pouvaient se rallier les modérés :

« *La France inscrit son destin dans une civilisation humaniste et chrétienne*, déclara-t-il. Aussi, les Indépendants sont-ils pour le respect de la personnalité humaine (...) et refusent-ils le totalitarisme et la technocratie.

Les Indépendants et Paysans veulent « *faire la synthèse des valeurs spirituelles et du progrès technique qui doit servir et non asservir* ». Ils aspirent à « *une civilisation du travail, intégrant le travailleur par un intéressement matériel et moral, au développement de l'entreprise* », — de la « *libre entreprise* », car, libéraux, ils rejettent l'étatisme et les nationalisations. Ils sont pour « *une expansion économique dans la stabilité monétaire* ».

Ils réclament la « *révision de la Constitution qui doit assurer l'autorité dans la stabilité* » — c'était en 1954 — la « *construction de l'Europe, étape de l'organisation du monde occidental* », le « *désarmement contrôlé, général et absolu* », et se déclarent favorables à la « *coexistence pacifique pour la paix entre toutes les nations malgré les antithèses de leur corps de croyance et d'idéologie* » (12) en invoquant la « *solidarité humaine entre pays de vieille civilisation et territoires sous-développés* ».

Au Congrès de décembre 1956, auquel participèrent les principaux leaders indépendants et paysans, le C.N.I.P. se prononça contre le communisme et le progressisme et demanda la mise hors la loi du P.C.F. et de ses fidèles, réclama la décentralisation, la réforme fiscale, la réforme du pouvoir exécutif et législatif, des pouvoirs plus étendus pour le Sénat, la représentation des syndicats et des organisations professionnelles et une politique nationale pour le développement de l'Agriculture et la sauvegarde de l'exploitation familiale.

Les Indépendants exigèrent aussi la défense de l'Afrique — « *la France est une puissance africaine* », — et, naturellement, de l'Algérie « *partie intégrante de la France* », (13) le renforcement de l'alliance atlantique, « *instrument de la solidarité occidentale* » et l'union des Européens pour la défense de leurs positions dans le monde.

Enfin, sur l'épineuse question scolaire, ils déclarèrent vouloir « *dans le respect de la justice et de la liberté, mettre un terme aux luttes périmées des Enseignements* ».

Parti conservateur, le C.N.I.P. a donc repris à son compte les grandes lignes du programme des partis libéraux et nationaux d'avant-guerre, représentés alors par l'Alliance Démocratique et la Fédération Républicaine.

Mais il ne paraît pas encore avoir mis au point une organisation de propagande comparable au *Centre de Républicains Nationaux*

(12) Ceci paraît en contradiction avec l'anticommunisme foncier des modérés et leur méfiance à l'égard du socialisme. Est-ce une concession au Grand Patronat (C.N.P.F.) qui, on le sait, commerce avec l'U.R.S.S. ? N.D.L.R.

(13) Cependant, soucieux de demeurer des « modérés », les dirigeants du Centre ont fait publier dans la presse (*Le Monde* 8-7-1960) un communiqué dans lequel ils déclaraient laisser leurs amis « libres de participer au colloque de Vincennes (sur l'Algérie), qui réunit des hommes venant de tous les partis nationaux », mais qu'ils ne sauraient « admettre que ses élus participent à certains mouvements d'extrême droite dont l'agressivité et les maladresses compromettent les causes qu'ils prétendent défendre ». Cela visait, c'est évident, le mouvement créé par certains députés et anciens députés indépendants comme le F.N.A.F.

que Kerillis (14) avait fondé avant la guerre et qui rendit de si grands services à la Droite parlementaire d'alors.

#### Les personnalités dirigeantes.

La cheville ouvrière du C.N.I.P. demeure son fondateur. Cet homme de 54 ans, actif et entreprenant, est un prodigieux animateur. Il a su faire du Centre, sinon un parti comparable au Parti conservateur britannique, du moins une organisation capable d'unir les personnalités modérées jusque-là éparpillées dans divers groupes et, partant, incapables d'agir efficacement.

Né le 4 juillet 1906, à Lyon, Roger Duchet est le fils d'un notable de province, dont il a hérité le goût de l'administration municipale et le bon sens rural. Il n'avait pas vingt-six ans lorsqu'il fut porté à la mairie de Beaune (1932). Il évoluait alors dans les eaux radicales modérées et tentait de se tenir à égale distance de la gauche marxiste et de la droite réactionnaire. Y parvint-il toujours ? Ses électeurs et ses amis bourguignons pourraient le dire. Toujours est-il qu'après la Libération, il entra au Conseil de la République (1946) où il fut constamment réélu par les délégués sénatoriaux de la Côte d'Or. Il a été, par la suite, secrétaire d'Etat aux Travaux Publics (Cabinet Pleven 1951), ministre des P.T.T. (Cabinets Pleven, Edgar Faure, Pinay 1952, R. Mayer, 1953), ministre de la Reconstruction et du Logement (Cabinet E. Faure 1955-1956). Secrétaire général du C.N.I.P. depuis le début et sans interruption, il est le directeur politique de *France Indépendante*.

Le chef (parlementaire) du Centre est Antoine Pinay, leader des modérés depuis son expérience de 1952. Né le 30 décembre 1891 à St-Symphorien-sur-Coise, dans le Rhône, le président Pinay est un industriel moyen de St-Chamond (cuirs et peaux), propriétaire, avec sa femme des *Tanneries Fouletier*, héritées de son beau-père. Attiré par la politique, il devint maire de Saint-Chamond en 1929, conseiller général en 1934, député en 1936 et sénateur en 1938, toujours sous l'étiquette de l'*Alliance Démocratique* de Flandin. Le Maréchal Pétain en fit, en 1941, un membre de son Conseil National et le confirma, naturellement, dans ses fonctions de maire. A la Libération, il eût quelques difficultés avec les épura-teurs, mais il sut trouver des témoignages favorables à son activité pendant l'occupation et, dès la deuxième Constituante, il rentra au Palais Bourbon. Il n'en est sorti qu'en 1959, lorsqu'il est devenu Ministre des Finances du premier cabinet de la V<sup>e</sup> République, la nouvelle Constitution interdisant le cumul des postes parlementaire et gouvernemental. Entre temps, il fut secrétaire d'Etat ou ministre dans 7 cabinets (Queuille, 1949 ; Pleven, 1950-1951 ; Queuille, 1951 ; E. Faure, 1952 et 1955-56 ; de Gaulle, 1958-1959 ; Debré, 1959-1960) et présida le Conseil des Ministres en 1952. Il présida le Groupe des *Indépendants et Paysans d'Action Sociale de l'Assemblée Nationale* en 1956-1958, en même temps que le C.N.I.P. Depuis plusieurs années, il est, en outre, l'un des présidents du *Mouvement National des Elus locaux* (voir notre étude sur ce mouvement).

Outre le président Pinay et le sénateur Duchet, le Comité Directeur du Centre se compose, sauf modification récente, de dix députés élus par leur groupe :

(14) Voir notre étude sur cet organisme disparu.

Aimé Paquet, agriculteur, ancien membre du *P.S.F.* (du Colonel de La Rocque), dirigeant de *La Réconciliation Française*, député depuis 1951 ;

Albert Lallé, agriculteur, député depuis 1946, président de l'Amicale parlementaire agricole et rurale ;

Raymond Mondon, ancien procureur de la République, directeur du cabinet du préfet de la Moselle, en 1944, député de la Moselle, maire de Metz, ancien secrétaire d'Etat de Mendès-France (pendant 15 jours en 1955) ;

Pierre Baudis, administrateur civil (Finances), député de la Haute-Garonne depuis 1958 ;

Jean Debray, médecin, ancien secrétaire général de Conseil National de l'Ordre des Médecins, député de la Seine depuis 1958 ;

Roger Pinoteau, médecin-chef adjoint de l'Assistance Publique, conseiller municipal de Paris, député de la Seine depuis 1958 ;

Henri Collomb, avocat, conseiller général du Rhône, adjoint au maire de Lyon, député du Rhône depuis 1958 ;

Henri Yrissou, inspecteur des Finances, ancien chef adjoint de cabinet d'Yves Bouthillier, le ministre de l'Economie Nationale du Maréchal Pétain, ancien intendant (Affaires Economiques 1942-1946), collaborateur d'Antoine Pinay, administrateur de la Société de l'Ouenza, élu député du Tarn en 1958 ;

Francis Ripert, professeur à la Faculté libre de droit de Marseille, député des Bouches-du-Rhône depuis 1958 ;

Jacques Le Roy-Ladurie, agriculteur, ancien ministre de l'Agriculture du Maréchal Pétain (1942), député du Calvados en 1951-1956 (15) et depuis 1958, président de la Chambre d'Agriculture de Normandie.

Sont membres de droit du Comité Directeur :

Le président du groupe parlementaire : Henry Bergasse, ancien ministre ;

Les vice-présidents du dit groupe : Marcel Anthonioz, Bertrand Motte, Tremolet de Villers, François Valentin ;

Le secrétaire du groupe : Raymond Marcellin ;

Le président de la Commission des Finances : Paul Reynaud ;

Le trésorier du Centre : Pierre Courant ;

Le président de la section agricole du groupe : Roland Boscary-Monsservin ;

Et le président du Centre des Indépendants et Républicains Nationaux de Paris : Edouard Frédéric-Dupont.

Les sénateurs indépendants et paysans délèguent quelques-uns des leurs au Comité :

Edmond Barrachin, ancien dirigeant du *P.S.F.*, ancien député de Sedan (1934-1936), ancien député de la Seine (1946-1958), ancien vice-président du groupe parlementaire R.P.F., fondateur de l'A.R.S., ancien ministre ;

René Enjalbert, ancien député d'Oran (1936-1940), sénateur d'Oran depuis 1951).

Léon Jozeau-Marigné, sénateur de la Manche depuis 1948 ;

Roger Lachèvre, directeur de l'*Avenir de France*, adjoint au maire de Pontoise, sénateur de Seine-et-Oise depuis 1952 ;

Jacques de Maupeou d'Ableiges, collaborateur de *La Revue des Deux Mondes* et de *Hommes et Mondes*, sénateur de la Vendée depuis 1948 ;

(15) Ses votes favorables au gouvernement Mendès-France lui avaient fait perdre la sympathie de nombreux électeurs.

Le professeur Georges Portmann, doyen de la Faculté de Médecine de Bordeaux, ancien secrétaire d'Etat à l'Information du Maréchal Pétain (1941), ancien dirigeant de l'*Alliance Démocratique*, sénateur de la Gironde en 1932-1940 et depuis 1955 ;

Pierre Garet, ancien député, ancien ministre (Cabinets Pinay, 1952 ; Gaillard 1957-1958 ; Pflimlin, 1958) ;

Sont également membres de Droit, les sénateurs Raymond Pinchard, président du groupe sénatorial des Indépendants ; Paul Dréant, ancien président de la C.G.A., Henri Cornat, maire de Valogne, Julien Brunhes, tous trois vice-présidents du groupe des Indépendants ; ainsi que ces cinq sénateurs *paysans* : le docteur Hector Peschaud, maire de Murat ; René Blondelle, président de l'Assemblée Permanente des Présidents des Chambres d'Agricultures, président de l'*Action Civique et Républicaine* ; Max Monichon, maire de Bouscat ; Martial Brousse, ancien président de la C.G.A. ; et Jean Delorme, rédacteur à divers journaux paysans, sous le pseudonyme de Jean Goiffeux, président de l'Union des Syndicats agricoles du Rhône.

Appartiennent enfin au Comité Directeur, en raison des fonctions qu'ils occupent dans le mouvement : Jean Moreau, ancien député, contrôleur financier du Centre ; Roland Poyoou, secrétaire général des *Jeunesses Indépendantes* (16) ; Jacques Roulleaux-Dugage (fils de l'ancien député), secrétaire général du Centre de l'Orne ; Honnet, secrétaire général du Centre de l'Aube ; Pluchet, secrétaire général du Centre de l'Eure ; Camille Laurens, ancien député, ancien ministre, directeur politique de *France Indépendante* ; Bernard Leneuf, directeur administratif, et Denis Baudoin, directeur-gérant du journal.

Le Bureau exécutif est composé du secrétaire général : Roger Duchet ; des présidents des Groupes des deux assemblées : Bergasse, Pinchard, Peschaud, et des vice-présidents des mêmes groupes : Anthonioz, Motte, Tremolet de Villers, F. Valentin, Driant, Cornat, Brunhes, Blondelle, Monichon ; quelques personnalités extra-parlementaires complètent le Bureau.

A l'Assemblée Nationale, le *Groupe des Indépendants et Paysans d'Action Sociale* compte 110 membres et 9 apparentés :

Jean Albert-Sorel, Alliot, Anthonioz, Baudis, Baylot, André Bégonin, Jean Bénard, Bergasse, Bettencourt, Raymond Boisdé, Boscary-Monsservin, Bouillol, Bourne, Bréchar, de Broglie, Caillem, de Carville, Chamant, Chareyre, Charvet, Chopin, Colinet, Collomb, Colonna d'Anfriani, Coulon, Pierre Courant, Crouan, Crucis, Debray, Delachenal, Bertrand Denis, Devèze, Dixmier, Doublet, Dufour, Durand, Faulquier, Jacques Féron, Pierre Ferri, Feuillard, Fouchier, François-Valentin, Frédéric-Dupont, Fulchiron, Gavini, Godonnèche, de Grandmaison, Grasset-Morel, Grèverie, Guillaïn, Antoine Guitton, du Halgouët, Hanin, Hémain, Hénauld, Michel Jacquet, Japiot, Jarroson, Jouault, Joyon, Junot, Kir, Lacaze, de Lacoste-Lareymondie, Jean Lainé, Lalle, Jean Le Duc, Legaret, Legendre, Le Montagner, Le Pen, Le Roy-Ladurie, Lombard, Maloum, Marcellin, Mariotte, Mignot, Mondon, Motte, Moynet, Orrion, Paquet, Pecastaing, François Perrin, Perus, Pian-

(16) Au congrès des Jeunesses Indépendantes et Paysannes de juillet 1957, qui fut particulièrement agressif à l'endroit du *Parti Communiste Français*, les délégués les plus remarqués, en raison de leurs interventions furent : Benoît Marti (Toulouse), Chenain (Paris), Mlle Renée Dumareau (Marseille), Dupré (Paris), Jacques Ernwein, Hongre (Paris), Gérard Lebas (Toulouse), Mlle Chantal Delley (Lyon).

ta, Pinoteau, Pinvidic, Poudevigne, Quinson, Paul Reynaud, Ripert, Robichon, Roche-Defrance, Roclore, Rousselot, Sallenave, Salliard du Rivault, de Sesmaisons, Sourbet, Tardieu, Terré, Trébois, Tremolet de Villers, Jean Turc, Turroques, Philippe Vayron, de Villeneuve, Pierre Viter, Yrissou.

Apparténés aux termes de l'art. 19 du Règlement :

D'Aillières, Brugerolle, Dalainzy, Delaporte, Deshors, Duchesne, Fraissinet, Lefèvre d'Ormesson, Weber.

#### La presse des Indépendants.

L'hebdomadaire *France Indépendante* est l'organe officiel du C.N.I.P. D'abord installé 205, boulevard Saint-Germain, à Paris, il est aujourd'hui 106, rue de l'Université, au siège du Centre.

Il a été fondé en 1950. Le gérant du journal était alors Roger Duchet, lui-même. Le sénateur-maire de Beaune en était aussi le directeur-rédacteur en chef. A la suite des événements d'Alger et des prises de position trop ouvertement anti-gaullistes du journal, Camille Laurens en est devenu le directeur (et superviseur) politique. Depuis 1952, la gérance est assurée par B. Leneuf et, quelques années plus tard, Denis Baudoin a prit la rédaction en main.

L'équipe rédactionnelle, à vrai dire assez éclectique, va de Roger Priouret, collaborateur régulier de *Droit de Vivre* (journal des Israélites de gauche) à François Brigneau, ex-collaborateur de *Rivarol* (Julien Guernec) et de *Paroles Françaises* (Coco Bel Œil), en passant par Etienne Falck, Jacques Plossard, Armand Lanote, Colette Audollent, Pierre de Boisdeffre, Bertrand Gauderic, Thierry Morhant, Edouard Helsey (pourtant très peu « européen »), Callixte Lecœur, Paul-Eugène Rivollet, Michel Aubert, conseiller de l'Union Française, Paul Brière, Max Richard, Antoine Alleaumes, Etienne Péricard, Raymond Beaujeu, Jean Fallavier, Jacques Carré, Pierre Hamp, André Stibio, François Destier, Pascal Pia, ancien éditorialiste de *Combat*, Louis Pauwels, de *Paris-Presse*, et René Saive, ancien secrétaire de rédaction de la *France au Travail*, de la *France Socialiste* et de *L'Ordre*, rédacteur au *Journal du Parlement*, etc...

De nombreux journaux départementaux, sans être à proprement parler des organes du C.N.I.P. sont liés à lui, soit par leurs dirigeants ou rédacteurs, membres du Centre, soit par un idéal commun ou des tendances très voisines. Par exemple :

*L'Avenir de l'Allier* (Vichy), *L'Indépendant des Hautes-Alpes* (Briançon), *Le Valentinois* (Valence), *L'Élan Roubaisien* (Roubaix), *L'Indépendant de la banlieue sud*, *Le Progrès Politique* (Vannes), *L'Est-Eclair* (Troyes), *Le Méridional* (Marseille), *Journal du Cantal* (Aurillac), *L'Écho Charentais* (Angoulême), *L'Impartial* (Les Andelys), *L'Indépendant du Sud et du Centre Ouest* (Bordeaux), *Liberté du Midi* (Montpellier), *Les Nouvelles de Bretagne* (Rennes), *Le Pays Dauphinois* (Grenoble), *L'Indépendant de Loir-et-Cher* (Blois), *L'Indépendant et Paysan de Maine-et-Loire* (Angers), *Le Progrès de l'Oise* (Compiègne), *Le Journal de l'Orne* (Argentan), *L'Écho Indépendant* (Versailles), *Le Pays Mellois* (Melle), *Vendée Semaine* (La Roche-sur-Yon), *L'Éclairer de l'Yonne* (Sens), etc...

Bien qu'organiquement libre de toute attache avec le C.N.I.P., *Inter-Hebdo* peut-être considéré comme l'un des porte-paroles des Indépendants et Paysans en raison des liens politiques de son



directeur général et animateur, Georges Riond (17), ancien vice-président de l'Assemblée de l'Union Française, avec le Centre.

Fondateur et délégué général, avant la guerre, du *Syndicat des Journaux et Périodiques des Départements*, groupement professionnel de la presse de modérée et de droite, G. Riond est l'un des journalistes les plus actifs et les plus entreprenants des années 1950-1960. Vice-président de l'*Association Internationale de la Presse pour l'étude des problèmes d'outre-mer*, membre dirigeant de l'*Association Nationale des Rédacteurs en Chef*, directeur de *Communautés et Continents*, revue du Comité Central Français pour l'outre-mer, président du Conseil permanent de la Biennale Internationale de l'Information. Il dirige les *Journaux Régionaux Associés* (rédacteur en chef : Pierre Mayère), agence de presse fournissant à plusieurs centaines de journaux départementaux, non seulement des articles, mais aussi des illustrations et des clichés (textes, photos, dessins).

Sans être aussi impressionnant que celui du Parti Communiste ou de la S.F.I.O., le groupe des journaux indépendants — auquel il faudrait joindre un certain nombre d'hebdomadaires et de périodiques paysans — mérite considération.

Ch. P. et J.-L. M.

#### Le Mouvement des élus locaux.

En France, 475.000 maires, conseillers municipaux et conseillers généraux ne pouvaient, disséminés sur le territoire, que prétendre à une action d'efficacité restreinte, pour la plupart, à l'étendue de leur commune. C'est pour eux qu'en septembre 1953 se créa le « *Mouvement National des Elus Locaux* » (23, rue d'Antin, Paris 2°).

Rapidement, fort de la présidence d'honneur assurée par Chaban-Delmas, le député-maire de Bordeaux, Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, Edouard Herriot et Antoine Pinay, le mouvement se développa régulièrement. Bien qu'ouvert « à toutes les tendances nationales », le M.N.E.L. ne groupa jamais en fait que des élus appartenant à des tendances modérées et radicales.

Ce regroupement s'est imposé pour but la discussion, en vue d'une rénovation, d'un certain nombre de problèmes tels que la fiscalité, le changement des structures administratives, ou l'application des articles de la Constitution aux collectivités de base. Lors des élections de 1958, les dirigeants du M.N.E.L. avaient préconisé « l'union des « oui » sur une même candidature et recommandé la stricte discipline des « oui » au second tour le cas échéant », faisant en sorte que « les candidatures de même nuance se multiplient dans toutes les circonscriptions » (18). Mais, avant même que de s'occuper de la mise en valeur du pays ou

(17) Né le 12-6-1909 à Evian, G. Riond fut, tour à tour ou simultanément, secrétaire de direction du *Nouvelliste* de Lyon, directeur de la *Presse Périodique du Sud-Est*, rédacteur en chef de *Presse Union*, directeur de *Presse de France*, délégué régional du Centre de Propagande des Républicains nationaux, rédacteur en chef adjoint de l'Agence Inter-France, ceci avant la guerre ; puis secrétaire général adjoint de la Légion Française des Combattants et directeur de la Propagande du Parti Républicain de la Liberté.

(18) *Le Monde* du 12 novembre 1958.

de défendre la décentralisation, le M.N.E.L. a centré ses activités comme le dit *Le Monde* (du 12 octobre 1958), sur l'Algérie qu'il entend conserver unie à la France. Et c'est à cet effet que son œuvre la plus importante aura certainement été produite; il s'agit du parrainage de villes algériennes par des villes métropolitaines, afin de leur accorder protection et de permettre des échanges commerciaux, culturels et personnels.

L'idée de parrainage vint à André Voisin, secrétaire général du M.N.E.L., lors d'un voyage d'information en Algérie qui se déroula en avril 1956. Et dès le mois d'août, commencèrent ces visites mutuelles de solidarité entre représentants de la Métropole et de l'Algérie qui ne devaient plus cesser. C'était Philippeville, parrainée par Versailles, Constantine par Reims, Blida par Metz; banquets, réunions, voyages d'étude et subventions suivirent. Les parrainages étaient lancés... Ils sont aujourd'hui plus de cent vingt-cinq, jumelant ainsi les plus importantes de nos villes.

On était à peine en octobre 1956 que le premier voyage des élus locaux en Algérie s'organisait; une dizaine de maires et de conseillers municipaux — dont Mme Cardin — visitèrent les villes qu'ils parrainaient. Puis, en novembre 1957, un second voyage s'effectua, et le chiffre des élus locaux avait déjà triplé. Enfin, du 20 au 27 février 1960, une délégation composée de 30 maires, divisée en trois groupes, visita l'Oranie, l'Algérois et le Constantinois, inspectant même les installations pétrolières du centre économique d'Hassi-Messaoud (19).

Outre des contacts algériens, le M.N.E.L. a encore organisé un voyage à Luxembourg les 21 et 22 mars 1957 et tenu plusieurs congrès. L'un, qui s'est déroulé à Troyes, le 11 octobre 1958, enregistra des déclarations de Chaban-Delmas, Allouache, président de la délégation de Constantine, Dorget et Voisin, favorables à l'Algérie française. Au second, qui se tint à Beaune, les 3, 4 et 5 juillet 1959 sur le thème: « *la V<sup>e</sup> est-elle démocratique?* », Georges Bidault, Roger Duchet et Raymond Mondon prirent la parole en compagnie des orateurs du mouvement fédéraliste français: *La Fédération*, très lié au M.N.E.L.

Depuis sept ans, le *Mouvement National des Elus Locaux* accroît donc et ses adhérents et ses manifestations, reliant enfin à la France la province d'Algérie par d'invisibles mais solides liens.

C. de G.

#### La Fédération.

*La Fédération* (Mouvement Fédéraliste Français 9, rue Auber, Paris 9<sup>e</sup>), qui joue un rôle important dans la propagande en faveur de l'unification de l'Europe, a été fondée au lendemain de la Libération (13 octobre 1944). Elle fut d'abord un « Centre d'études institutionnelles pour l'organisation de la Société française ». Ses fondateurs venaient principalement de la gauche proudhonienne et de la droite « corporatiste ». Une *circulaire intérieure* leur servait d'organe de liaison. Paul Chanson, Jean Bareth y publiaient leurs articles. Peu à peu le centre d'études

(19) Cette mission d'information comprenait, guidés par MM. Gergaud, Lemarie et Martin, des représentants d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, du Danemark et de Suisse, parmi lesquels M. Otto Bach, sénateur de Berlin, M. John Lewis, Lord-Maire de Birmingham et M. Daniels, oberburgmeister de Bonn.

se transforma en mouvement. De l'étude des problèmes locaux, communaux, municipaux, *la Fédération* passa à l'Union Française, qui venait de naître, puis à l'Europe, qui allait naître. Le fédéralisme gagnait en profondeur, en étendue. Il a aujourd'hui des adeptes dans tous les milieux, dans tous les partis, dans tous les pays.

Sur le plan français, *La Fédération* se donne pour tâche de « fortifier l'autonomie régionale et obtenir une représentation exacte de l'entité régionale dans le corps national ». Pour elle, « l'Union française sera fédérale ou ne sera pas » (20). Elle estime que « travailler pour la commune ou pour la région, c'est travailler aussi pour l'Europe ». Mais l'unification de l'Europe exige « le maintien des libertés fondamentales, c'est-à-dire l'autonomie des communautés au sein desquelles l'homme exerce ses activités essentielles ».

Le mouvement est dirigé par un bureau exécutif présidé par André Voisin (Bourgeois). Parmi les autres dirigeants de *La Fédération*, citons : Max Richard, directeur du Bureau d'Etudes, le général Béthouard, président du Conseil National, Jacques Bassot, président du Comité Directeur, Roger Duchet, ancien ministre, membre du Comité Directeur, Jean-Maurice Martin, rédacteur en chef de *La Voix du Combattant*, etc...

Le mouvement publie un organe où sont développés les idées défendues par ses animateurs. Ce fut d'abord, la *Circulaire intérieure*, puis *Fédération*, revue mensuelle à laquelle collaborèrent Daniel Halévy, Maxime Leroy, Gabriel Marcel, tous trois de l'Institut, Robert Aron, Hyacinthe Dubreuil, Bertrand de Jouvenel, Thierry Maulnier, Paul Sérant, Georges Vedel, etc... et enfin *Le xx<sup>e</sup> siècle fédéraliste*, bi-mensuel dont Jean Maze est l'animateur.

G. V.

---

(20) Titre d'une brochure éditée par *La Fédération* et rédigée par J. Durand, André de la Far, A. Gautier-Walter et R. Mangin.

## LE MOUVEMENT GAULLISTE

Le Gaullisme est né en 1940 à Londres, quand le général De Gaulle lança son *appel du 18 juin*.

Le Gaullisme *politique* est né six ans plus tard, à Bayeux. Lorsque le général, qui avait abandonné quelques mois auparavant la présidence du Gouvernement provisoire, ébaucha dans un discours célèbre les principes de son action future.

L'*Union Gaulliste* fut le premier essai d'union des Français autour du programme révisionniste de Bayeux. René Capitant, professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg, ancien ministre de l'Education Nationale, tenta de grouper les gaullistes dans cette *Union* qui se disait au dessus des partis. Il réunit surtout un brillant état-major, mais les résultats obtenus aux élections de novembre 1946 furent décevants.

Les dirigeants de l'*Union Gaulliste*, étaient tous des partisans éprouvés du général : le général François d'Astier de la Vigerie, ambassadeur de France ; Etienne de Raulin (le colonel Laboureur de la Résistance), ancien député ; Aubry-Avricourt, ancien chef d'Etat-Major de l'Armée Secrète ; Bouvier O'Cottreau, député P.R.L. ; Pierre Clostermann, député indépendant de gauche ; Alfred Coste-Floret, maître des requêtes au Conseil d'Etat ; Christian Funck-Brentano, du *Monde* ; Léo Hamon (Goldenberg), conseiller municipal M.R.P. de Paris ; René Malbrant, député U.D.S.R. ; Paul Viard, député M.R.P. ; de Récy, président de l'Union des Evadés de France, etc...

C'est à Bruneval, le 30 mars 1947, que le général dit son intention de rassembler lui-même le peuple français. Mais c'est à Strasbourg, huit jours plus tard, qu'il annonça en termes solennels la création du R.P.F. :

*« Il est temps, déclara-t-il, que se forme et s'organise le Rassemblement du Peuple Français qui, dans le cadre des lois, va promouvoir et faire triompher par dessus les différentes opinions le grand effort de salut commun et de réforme profonde de l'Etat. »*

Le R.P.F., effectivement fondé le 14 avril 1947, fut, au début, un véritable rassemblement autour de De Gaulle, en vue d'une révision de la Constitution de 1946 que le général avait bruyamment condamnée à la veille de son adoption. Mais il devint bien vite un parti, encore que ses dirigeants s'en fussent défendus. Au thème de la révision constitutionnelle furent alors ajoutés deux nouveaux slogans : « l'association capital-travail » et « l'allocation-éducation », le premier visant à attirer les ouvriers, le second à

## *LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DU R. P. F.*

Les statuts du R.P.F. déposés le 29 mai 1947 étaient signés des fondateurs : général De Gaulle, André Malraux, professeur Léon Mazeaud, Pasteur-Vallery-Radot, Gilbert Renaud (colonel Rémy), Jacques Soustelle et Gaston Palewski.

Parmi les membres du Comité Exécutif, puis des Comités de Direction du R.P.F., citons :

Jacques Baumel, Guillain de Benouville, le général Billotte, le colonel Rémy (démissionnaire en 1950), Chr. Fouchet, André Malraux, G. Palewski, Pasteur Valléry-Radot, le professeur M. Prelot, Jacques Soustelle (secrétaire général), Louis Vallon, Mme Eboué, Victor Chatenay, Ed. Barrachin, René Capitant, Edmond Michelet, Louis Terrenoire, Giacobbi, etc...

Au Conseil national (150 membres) comprenant les représentants des groupes d'entreprises, des délégués des fédérations et des membres désignés par la direction du Rassemblement, siégeaient : Raymond Aron, P.-L. Berthaud, Félix Gras, Jean Nocher, Albert Ollivier, Jean-Louis Vigier, André Rousseaux, écrivains et journalistes ; Aimé Clariond, artiste dramatique ; Paul Claudel, Brugère, Gabriel Puaux, ambassadeurs de France ; les généraux Catroux, de Monsabert et de Philip ; Mgr Hincky et l'abbé Viallet ; Carlini, maire de Marseille ; Durbet, de Nevers ; Guthmuller, d'Epinal ; etc... etc...

rallier les catholiques. Mais ni cette aide détournée à l'école libre, ni cette promesse de participation aux bénéfices de l'entreprise ne devaient satisfaire la clientèle recherchée.

Le R.P.F. devait aussi, dans l'esprit de son fondateur, servir de point de ralliement aux adversaires du communisme. D'où ses attaques contre ceux qu'il appela les « séparatistes » :

« *Sur notre sol, dit-il dans son discours de Rennes (juillet 1947), au milieu de nous, des hommes ont fait vœu d'obéissance aux ordres d'une entreprise étrangère de domination dirigée par les maîtres d'une grande puissance slave... Pour atteindre leurs fins, il n'y a pas de moyens que ces hommes n'emploient...* »

Le R.P.F. réussit à grouper 500.000 adhérents et, aux élections municipales d'octobre 1947, près de 6 millions de suffrages. On parla d'un « raz de marée gaulliste ». On escompta la prise du pouvoir par le général. Mais la IV<sup>e</sup> République se défendit bien, et le reflux vint. Aux élections sénatoriales qui suivirent, le R.P.F. eût certes de nombreux élus, mais 52 seulement restèrent fidèles. Aux élections 5 juin 1951, grâce à un ingénieux système d'apparementement, grâce aussi à la création du *Centre des Indépendants* par le sénateur Duchet, qui glana la moitié des voix de droite malgré les promesses gaullistes d'amnistie pour les *pétainistes*, le Régime triompha : le R.P.F. n'eût que 120 élus. C'était l'échec. Sans doute, le groupe parlementaire gaulliste tenta-t-il de manœuvrer, votant avec ensemble, contre les projets financiers du gouvernement, contre la C.E.C.A., contre les principes de la C.E.D. et pour la loi Barangé, s'abstenant en bloc lors des votes d'investiture, n'hésitant pas à mêler ses voix à ceux des communistes dans l'espoir d'empêcher le « Système » de fonctionner, de provoquer la paralysie du Régime et de créer un climat politique favorable au retour du général. Les chefs du R.P.F. devront attendre encore sept ans cet heureux événement et le climat politique qui le rendra possible n'aura pas été créé par eux, mais par des gens qui n'étaient pas leurs amis...

La situation financière, en se détériorant, ne facilita point la tâche du R.P.F. Lorsque le futur « sauveur du franc », Antoine Pinay, sollicita l'investiture de l'Assemblée nationale (6 mars 1952), le groupe parlementaire gaulliste se divisa : bien que la direction du R.P.F., — pour des motifs que Henry Coston a analysé dans son *Retour des « 200 Familles »* (1), — eût invité à l'abstention, 27 députés R.P.F. votèrent pour Pinay. Ils se retrouvèrent 34 le 8 avril pour voter l'amnistie et 41 le 21 mai pour l'emprunt indexé sur l'or. Le Gaullisme était en perte de vitesse et son parti entraînait en agonie.

On le vit bien lorsque le futur Garde des Sceaux de la V<sup>e</sup> République, Edmond Michelet, posa sa candidature à l'élection partielle du 2<sup>e</sup> secteur de la Seine et y fut honteusement battu. Sa défaite montra aux modérés élus sous l'étiquette R.P.F. que leur avenir politique était sérieusement compromis s'ils demeuraient fidèle au parti moribond. Ils le quittèrent en juillet 1952 lorsque le concile R.P.F. eût adopté par 478 voix contre 56 une motion impliquant la discipline de vote des parlementaires gaullistes. Le 12 juillet, 26 députés R.P.F. démissionnaires constituaient le groupe d'*Action Républicaine et Sociale*. (2)

(1) Op. cit., p. 51-55.

(2) L'A.R.S. s'augmenta de quelques membres par la suite. Elle comprenait alors 29 membres : Bardou, Barrachin, Bergasse, Billotte, Boisdé, Cochart, Couinaud, Coulon,

N'attendant pas que ses parlementaires l'abandonnent, le général De Gaulle, ulcéré par le nouvel échec électoral du R.P.F. aux élections municipales du 26 avril 1953 (3) rendit leur liberté aux élus gaullistes (déclaration du 6 mai 1953). Ceux-ci formèrent à l'Assemblée le 12 juin 1953 le groupe d'*Union Républicaine d'Action Sociale* (U.R.A.S.) qui s'appela ensuite groupe des *Républicains Sociaux*. Chaque député U.R.A.S. ne conservait avec le R.P.F. que des liens personnels.

Le R.P.F. n'était plus, dès lors, qu'un cercle de fidèles, auxquels la bonne parole de Colombey-les-Deux-Eglises leur était dispensée par l'intermédiaire du *Courrier d'Informations Politiques* (40.000 ex. environ) et par des conférences de presse assez irrégulières. Le général mit un terme à l'agonie de son mouvement en annonçant le 2 juillet 1955 qu'il se désintéressait désormais des affaires publiques : le 14 septembre, le *Rassemblement du Peuple Français* s'éteignait.

Les députés gaullistes se dispersèrent : l'A.R.S. s'augmenta de quelques nouvelles adhésions, puis fusionna avec le *Centre National des Indépendants* (23-6-1954); Mme de Lipkowski et Louis Vallon se rapprochèrent de la *Nouvelle Gauche* en gestation ; la plus grande partie des députés demeurés fidèles au général (69 au début) constituèrent le *Centre National des Républicains sociaux*.

A partir de 1953, les *Républicains sociaux* représentèrent le gaullisme parlementaire. Trop longtemps tenus éloignés du pouvoir, ils firent tout pour conquérir quelques portefeuilles ministériels, même investir le gouvernement Mendès-France auquel ils accordèrent ensuite un soutien constant. Leur ralliement au mendésisme leur valut six sièges au conseil des ministres : Jacques Chaban-Delmas, aujourd'hui président de l'Assemblée Nationale, Général König, Henri Ulver, Christian Fouchet, Diomède Catroux, Maurice Lemaire. Ils avaient été 60 à voter l'investiture du Président Mendès-France ; ils furent 54 à approuver les accords de Genève consacrant la perte de l'Indochine ; 49 à voter les pouvoirs spéciaux à son gouvernement ; 46 à approuver sa politique en Afrique du Nord — « *l'indépendance dans l'interdépendance* » — et encore 45 à voter pour le leader radical, espoir de la jeune gauche et de la nouvelle vague, le 5 février 1955, à la chute du ministère (4).

Le *Centre National des Républicains Sociaux* fut sérieusement ébranlé par l'expérience Mendès-France. Plusieurs tendances s'affrontèrent : Guillain de Benouville et quelques députés louchèrent vers la droite, la tendance Schmittlein se rapprocha de l'A.R.S. et celle de Chaban-Delmas, de l'U.D.S.R. Le groupe n'avait d'ailleurs été uni que pour voter contre la C.E.D.

Febvay, Frédéric-Dupont, Georges, Godin, Halleguen, Henault, July, Kuehn, Legendre, Mallez, Mignot, Mondon, Patria, Pelleray, Priou, Puy, Raingard, Renaud, Samson, de Sesmaisons, Thiriet, et deux apparentés : Bendjelloul et Rousseau.

(3) Le R.P.F. n'eut que 10 % des sièges.

(4) Députés républicains-sociaux (ex-R.P.F.) ayant voté pour le ministère Mendès-France le jour même de sa chute :

MM. Barrès, Barry-Diawadou, Bayrou, Bignon, Bourgeois, Catroux, Chaban-Delmas, Charret, Chatenay, Clostermann, Damette, Deliaune, Desgrangese, Durbet, Fouchet, Fouqués-Duparc, Garnier, Gaubert, Pierre De Gaulle, Gaumont, Gilliot, Golvan, Guthmuller, Hettier de Bois Lambert, Kauffmann, Krieger Lemaire, Liquard, Magendie, Maurice-Bokanowski, Molinatti, Nisse, Noël, Gaston Palewski, Jean-Paul Palewski, Quinson, Ritzenthaler, Schmittlein, Sérafini, Seynat, Sidi El Mokhtar, Sou, Triboulet, Ulver et Wolf.

C'est dans le domaine de la politique extérieure que la doctrine des gaullistes fut la plus nette. Tandis que l'anti-germanisme des démocrates-chrétiens, des socialistes et d'une partie de la droite s'estompait devant le « péril soviétique », celui du R.P.F., de l'U.R.A.S. ou des *Républicains Sociaux* s'exarcebait. A tel point que faire échec à la C.E.D. fut leur souci constant. La campagne orchestrée de Moscou contre la Communauté Européenne de Défense rencontra chez eux de singuliers échos. On vit même les plus acharnés d'entre eux, comme le sénateur Debré (5), prendre la parole dans les meetings, non seulement au côté des mendésistes ou de socialistes extrémistes, mais aussi à la même tribune que des communistes.

Leur compromission avec le président Mendès-France fut néfaste aux candidats républicains-sociaux. Ils avaient été élus en 1951 « contre le Système ». En 1956, ils furent battus parce que tenants de ce même Système.

Leur groupe parlementaire passa de 57 à 16 députés. Beaucoup de leurs *leaders* furent battus : Schmittlein, qui présidait leur groupe, Bloch-Dassault, J.-P. Palewski, le général de Monsabert ont mordu la poussière. Leur entente avec le *Front Républicain* de Guy Molet et Mendès-France ne leur avaient pas fait gagner une voix à gauche mais elle achevait de leur faire perdre la confiance des nationaux.

Dès lors, les *Républicains-Sociaux* menèrent une existence assez lamentable, qu'une participation (réduite) au gouvernement Mollet (deux ministres : Chaban-Delmas et Lemaire) ne parvint pas à rendre plus prestigieuse. Il fallut le coup de tonnerre du 13 mai 1958 et l'habile manœuvre de Léon Delbecque canalisant, comme il le reconnut lui-même, le mouvement d'hostilité au régime vers un appel au général De Gaulle pour que le brillant état-major républicain-social pût enfin conquérir le pouvoir au nom et à la suite de l'« Homme du 18 juin ».

Le *Centre National des Républicains Sociaux* était alors dirigé par une commission exécutive composée de :

Jacques Chaban-Delmas, député-maire de Bordeaux (président) ; Le Basser, député ; G. Oudard, fondateur de *France-Illustration*, président du groupe des *Républicains-Sociaux* de l'Assemblée de l'Union Française ; Michel Debré, sénateur, directeur du *Courrier de la Colère* ; Christian Fouchet, ancien ministre ; R. Laurin, conseiller de l'Union Française ; R. Triboulet, ancien député ; Roger Frey, directeur-gérant de *Les Idées... Les Faits*, organe du mouvement (secrétaire général) ; René Fillon, directeur de la banque de *Rothschild frères*, ancien sénateur (trésorier) ; Jacques Soustelle, ancien député, ex-gouverneur général de l'Algérie ; Max Brusset ; Jean-Michel Flandin ; L. de Gracia, R. Malbrant, Gaston Palewski, et le professeur Marcel Prelot, anciens députés ; J. Bertaud, Jules Castellani, G. de Montalembert, gendre du maître de forges de Wendel, René Radius et Léon Teisseire, sénateurs ; P.-L. Berthaud, ancien journaliste à Vichy (déporté en 1943), et Delmas.

La masse des fidèles du gaullisme se recrutait dans les milieux

(5) Michel Debré fut d'ailleurs lui-même l'un des plus fermes soutiens de Mendès-France au Sénat en 1955. André Figuéras a relaté dans *Fraternité Française* (17-11-1959) la conversation qu'il eut avec le colonel Battesti, député U.N.R., commanditaire et principal actionnaire du *Courrier de la Colère*, à propos du Premier ministre. Comme il lui demandait ce qu'il pensait de l'attitude actuelle de M. Michel Debré, hier *leader* du *Courrier de la Colère*, le colonel lui répondit en soupirant : « Quand je pense que j'ai empêché Debré de devenir le ministre des Affaires étrangères de Mendès-France... »



populaire et petit-bourgeois, parmi ces employés, ces artisans et ces boutiquiers qui rejettent instinctivement la condition prolétarienne bien qu'ils n'en soient pas toujours très loin matériellement. Les cadres subalternes appartenaient à la petite bourgeoisie également (médecins, ingénieurs, professeurs, avocats, etc...) ; ils étaient, pour la plupart, d'anciens membres des réseaux de Résistance, d'anciens F.F.I. ou F.F.L. Quant aux dirigeants, qui appartenaient aux milieux gaullistes de la première heure, ils étaient, le plus souvent, des bourgeois, même lorsqu'ils venaient, comme André Malraux, de l'extrême-gauche (6). En 1950, parmi les 150 membres du Conseil national, les administrateurs de sociétés, les industriels et les ingénieurs venaient en tête (33), avec les hauts fonctionnaires (15) et les professions médicales (17).

C'est, à peu de chose près, la composition sociale actuelle du parti gaulliste officieux, c'est-à-dire de l'U.N.R. Les 4 millions de voix que ses candidats ont obtenu en novembre 1958 proviennent de ces mêmes milieux populaires et petit-bourgeois qui avaient fait le succès du R.P.F. en 1947, puis celui du mouvement Poujade en 1956. On mesure l'inconscience du corps électoral à ce rapprochement ... (7)

L'Union pour la Nouvelle République s'est constituée, au lendemain du référendum du 28 septembre 1958. Elle est issue de la fusion des divers groupements gaullistes qui avaient appelé ou soutenu le général De Gaulle, à l'exception du groupe des gaullistes de gauche dont nous parlerons plus loin.

Il y avait, naturellement, la *Convention Républicaine*, animée par Léon Delebecque, collaborateur de Chaban-Delmas, secrétaire régional des *Républicains-Sociaux* du Nord, rédacteur à *La Croix de Lorraine* et au *Rassemblement du Nord*, qui fut le principal artisan du retour du général au pouvoir (8). Il y avait aussi les *Comités Ouvriers, pour le soutien de l'Action du général De Gaulle*, dirigés par des militants républicains-sociaux, notamment Jean Bernasconi, aujourd'hui député, le *Centre National des Républicains Sociaux*, dont nous avons parlé, et l'*Union pour le Renouveau Français*, groupant quelques activistes fidèles au général.

La création de l'U.N.R. avait été précédée d'une très habile propagande, officiellement destinée à inciter les électeurs à approuver la nouvelle constitution, en fait à rallier le plus grand nombre possible de Français au gaullisme politique.

Cette propagande avait été principalement organisée par deux groupements importants : l'*Association Nationale pour le Soutien de l'Action du général De Gaulle* et l'*Union Civique pour le Référendum en vue de l'avènement de la V<sup>e</sup> République*.

Le premier existait depuis quelques temps déjà. Il s'appelait, tout d'abord, l'*Association pour l'Appel au général De Gaulle dans*

(6) A. Malraux est le fils d'un banquier.

(7) Pierre Poujade avait obtenu 2.600.000 suffrages en faisant campagne contre les trusts et les technocrates ; 35 mois plus tard, 2.000.000 de ces mêmes suffrages se sont portés sur les candidats d'un mouvement très nettement favorable à la concentration industrielle et à l'économie planifiée des technocrates.

(8) A la réunion des Républicains Sociaux du Nord, qui se tint à Lille le 6 juillet 1958, Léon Delebecque a déclaré : « Il est exact que j'ai été l'organisateur du 13 mai. Aux jonctions que j'occupais, j'ai été sollicité pour participer à des complots dirigés bien souvent contre la République et le régime républicain, complots que connaissait la police, mais qu'elle était incapable d'empêcher. JE ME SUIS OCCUPÉ D'ÊTRE AU BON ENDROIT, AU BON MOMENT, POUR DÉTOURNER VERS LE GÉNÉRAL DE GAULLE CE SOULÈVEMENT QUI DEVAIT SE PRODUIRE. »

le respect de la légalité républicaine et était considéré, dans les milieux politiques, comme le « lobby » gaulliste le plus agissant. Son comité directeur se composait, à la veille du référendum, du président : Bernard Dupérier, vice-président d'*Algin Corp. of America* et de *Marine Research Product Inc.*, administrateur de la *Société des Techniques Industrielles des Algines* et de la *Société Française des Algines* (président) ; de trois vice-présidents : Pierre Bourgoïn, vice-président de l'Association générale des mutilés, aujourd'hui député U.N.R., Pierre Ruais, ancien président du Conseil Municipal de Paris, actuellement député U.N.R., Jean Sainteny (précédit Roger), ancien délégué général de France au Nord-Vietnam ; du secrétaire général : Roger Morange, président de la *Compagnie d'Équipement International*, assisté de Philippe Neuhaus, industriel (*Éts Jean Neuhaus*), fils du président de la *Société du Sud de Madagascar*, et Jean Runel, directeur de sociétés ; et de plusieurs membres, dont : Michel Boscher, commissaire-priseur, élu député U.N.R. en novembre 1958 ; Alla Dumesnil, ancien commandant des Forces Féminines de l'Armée de l'Air ; Emile Fauquenot, vice-président de la Conf. Nat. des Combattants Volontaires de la Résistance ; Henri Gorge-Franklin, compagnon de la Libération ; Albert Marcenet, chef du Personnel des usines Simca, élu député depuis ; Yvon Morandat, journaliste, ancien dirigeant syndicaliste C.F.T.C. en Savoie, ancien dirigeant de l'Action Ouvrière du R.P.F., passé au mendésisme en 1954-1955. aujourd'hui président des *Houillères du Bassin de Provence*.

Le second de ces groupements, l'*Union Civique pour le Référendum*, d'aspect plus neutre, était né au cours de l'été 1958. Il était présidé par le Professeur Pasteur-Vallery-Radot, gaulliste fidèle, assisté de Claude de Peyron, secrétaire général, Guy Vascchetti, avocat, dirigeant des jeunes républicains-sociaux, futur député U.N.R., Jacques Mouzel, directeur de sociétés, Jacques Mousseau, journaliste, Henri Monnet, industriel, trésorier de l'*Union Civique*, Baldensperger, administrateur de sociétés, et Jean Lageat, administrateur de la *Genarep* (Pétroles), des *Établissements Antoine Cheris*, de *Cogema* et d'*Astra*, la branche française du trust international *Uniliver*. Étaient également membres du Comité Directeur : Victor Bassot, directeur d'Éditions, Bareth, maire-adjoint de Boulogne, Jacques Chaban-Delmas, député, Jacques Chabannes, journaliste, ancien collaborateur de Jean Luchaire à *Notre Temps*, Gabriel du Chastaing, ancien speaker de Radio-Tunis, directeur de *L'Opinion en 24 heures*, le Dr Demay, Mme Fontaine, docteur en médecine, Dreyfous-Ducas, futur député U.N.R., Georges Jouin, reporter à la *R.T.F.*, Marcel Martin, maître des Requêtes au Conseil d'État, Guy Ribeaud, administrateur de sociétés, André Schmit, directeur des Coopératives des Messageries de la Presse Parisienne (N.M.P.P.), l'industriel Sursol et Gérard Van den Kemp, conservateur des musées de Versailles et des Trianons.

Parmi les membres fondateurs de l'*Union*, on remarquait encore le journaliste Ludovic Barthelemy, le professeur Camille Bègue, la comédienne Jeanne Boitel, l'économiste Camille Brissat, le professeur d'Allaines, le journaliste Georges Delamare, le colonel Passy, alias André Dewavrin (de la Banque Worms), Mme Eboué, le professeur P. Funck-Brentano, l'ambassadeur Garreau, Léo Hamon (Goldenberg), ancien sénateur, Mme Leclerc de Hautecloque, conseiller municipal de Paris, Roger Heim, de l'Institut, Julliot de la Morandière, Lecoq de Kerland, du Conseil de la Magistrature,

R. Margot-Noblemaire, adm. de Stés (*Wagons-Lits, Ateliers et Chantiers de Bretagne, etc...*), l'avocat Michard-Pélissier, Montel, de l'Académie des Sciences, le député Mondon, Mme J. Pagniez, femme de lettres, le député de Pierrebouurg, l'ambassadeur Pila, le sénateur Alain Poher, l'avocat Marcel Poignard, ancien bâtonnier, le professeur Charles Richet, l'écrivain Jules Romains, l'industriel Jean Rosenthal, le journaliste Rémy Roure, Trefouel, directeur de l'Institut Pasteur, Louis Terrenoire, collaborateur de Bleustein-Blanchet à *Publicis*, futur secrétaire à *l'Information*, le député R. Triboulet, le professeur de Vernejoul, président de l'Ordre des Médecins, le général Henri Zeller, ancien gouverneur de Paris.

Enfin, au comité départemental de la Seine, figuraient : Robert Charrier, président de l'U.N.C. à Paris, le syndicaliste Maurice Nickmilder, Mme Rives-Henrys, vice-président de l'*Union Féminine Française*, Robert Dupont, président de l'Union des Commerçants et Artisans de la Seine, Pierre De Gaulle, Decaris, de l'Institut, le professeur Marchal, de la Faculté de Médecine, François de La Noé, du Comité des Ecrivains Catholiques, le journaliste Jacques Baumel, le syndicaliste Robert Calmejane, l'avocat Habib-Deloncle, futur député U.N.R., le cinéaste Roger Ribadeau-Dumas, le général de Goys de Mezeyrac, le syndicaliste Alex Parisot et André Harth, administrateur de sociétés (*Mines de Douaria, Société de Banques et de Participations, Aciéries et Forges de Firminy, Ateliers et Forges de la Loire, S.T.E.M.I., Cotonnière de Saint-Quentin, Mines de Huaron, etc...*).

Avec l'U.N.R., le gaullisme politique prit un nouveau départ. Sans faire entièrement « peau neuve », il n'était plus cette « *petite phalange* », dont parlait Jacques Soustelle au Conseil National du parti en juillet 1959, qui se battait désespérément pour la conquête du pouvoir, mais l'armée civique du général au pouvoir.

*« Que doit être l'Union pour la Nouvelle République ? demandait Soustelle à ce Congrès. Je voudrais répondre très brièvement à cette question, d'abord en disant que l'Union pour la Nouvelle République, dans cette République, doit être, disons-le franchement, un parti, c'est-à-dire l'expression organisée et concertée d'un certain secteur que nous voulons naturellement majoritaire de l'opinion.*

*On a souvent discuté, et on discutera sans doute jusqu'à la fin des temps, sur la question de savoir si une organisation politique comme la nôtre doit être un parti de cadres ou un parti de masses. Je crois que cette discussion n'a pas de fondement réel : les cadres ne peuvent servir qu'à une chose, c'est à y mettre des masses !*

*Et si je n'aime pas beaucoup l'expression de « masses » trop souvent galvaudée par ceux qui cherchent à faire de ces masses des robots automatiquement soumis à la mécanique de la propagande totalitaire, je dirai plus justement, dans notre tradition française et gaulliste, que l'U.N.R. doit être un parti du peuple.*

*Donc, premier point, l'U.N.R. doit être un parti, un parti populaire, un parti largement ouvert, et un parti imbu d'un esprit d'action, je dirai même d'agression contre les adversaires » (9).*

Toujours au même Conseil National, qui fixa les grandes lignes du programme U.N.R., Albin Chalandon, alors secrétaire général du parti, déclarait à son tour :

(9) Bulletin de Presse de l'U.N.R., 6-11-1959.

« Pour avoir mis fin à la IV<sup>e</sup> République, on nous accuse de fascisme. Il y a bien des fascistes dans le pays ; à l'extrême-gauche comme à l'extrême-droite, il y a des hommes qui complotent et qui espèrent profiter des circonstances pour supprimer tout ce qui peut s'opposer à eux. Mais, ce n'est pas nous ; et, s'il n'y a pas l'un de ces fascistes aujourd'hui au pouvoir, c'est grâce à nous : à ceux qui nous reprochent d'avoir fait disparaître la IV<sup>e</sup> République, il nous est facile de répondre qu'en créant la V<sup>e</sup>, nous avons sauvé la liberté et la République tout court.

« Mais nous avons plus à faire encore : nous devons permettre au général De Gaulle de faire sa politique. Certes, il y a des anti-gaullistes dans le pays mais, plus dangereux qu'eux, sont ceux qui sont gaullistes à la condition que le général De Gaulle pense comme eux, fasse comme ils veulent. Il y a toujours, et il y aura toujours, des tentatives pour intégrer l'U.N.R. dans un bloc qui puisse forcer la main du général De Gaulle et en faire un prisonnier. L'U.N.R. doit rester à l'écart de toutes ces manœuvres : elle doit rester libre, toujours à la disposition du Président de la République. Il s'agit donc pour nous d'être purement et simplement des gaullistes et non pas de vouloir embrasser le général pour mieux l'étouffer. Cette fidélité impose le devoir de le suivre dans tous les problèmes pour lesquels l'intérêt national se trouve engagé et qu'il se réserve de trancher lui-même en tant que chef de l'Exécutif. IL S'AGIT ESSENTIELLEMENT DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE, DE LA COMMUNAUTE ET DE L'ALGERIE » (10).

Et, abordant le problème économique, qui occupe une place importante dans les préoccupations de l'U.N.R., Albin Chalandon ajoutait :

« Quelle que soit la nécessité et l'ampleur de ce redressement, tout n'a pas été fait pour autant. Le terrain a été préparé, mais le principal problème reste posé : Il s'agit de savoir quelle expansion sera réalisée. Se contentera-t-on de l'expansion modérée, telle que le pratiquent les pays occidentaux ; de l'ordre de 2 à 3 %, ou plutôt au contraire, maintenir le rythme rapide que nous avons connu certaines années passées, qui est celui que suivent les économies communistes, 6 à 8 %. Pour nous, il ne saurait y avoir d'hésitation, ne serait-ce qu'en raison des charges qui vont incomber à notre pays dans les années à venir ».

Et, partisan à peine masqué d'un système technocratique et planificateur, Chalandon, il précisait :

« Mais, qui veut la fin, veut les moyens. L'instrument de l'expansion a été, en France comme dans les pays collectivistes, l'existence d'un plan. Pour faire une expansion accélérée et coordonnée, il faut une planification accrue des investissements publics et privés et qui s'étende de l'industrie lourde, où elle existe déjà, vers les industries de transformation ».

Il va de soi que les entreprises capitalistes n'auront qu'avantage au système. S'il s'en trouvait qui veuillent mettre obstacle au plan, — on sait que les petites et moyennes entreprises répugnent au dirigisme et à la planification —, la nationalisation sanctionnerait leur opposition :

« Les entreprises doivent se conformer aux objectifs du plan, être raisonnables en matière de prix et de profits et la propriété

(10) Ibid.

elle-même doit devenir une fonction sociale ; si cette fonction n'est pas remplie, l'Etat doit intervenir.

« La nationalisation n'apparaît donc plus comme l'appropriation des moyens de production, comme cela a été le cas en 1944-45, mais comme le fait, pour une profession, de se soumettre à l'intérêt général.

« La nationalisation conçue comme l'appropriation des moyens de production ne peut donc plus être conçue que comme une sanction.

« C'est à des formes économiques nouvelles, associant l'épargne, l'Etat et les techniciens, qu'il appartient de compléter l'initiative privée, éventuellement déficiente, et de permettre aux objectifs du plan d'être atteints » (11).

La politique étrangère de l'U.N.R., — de même que sa politique algérienne —, est subordonnée aux décisions prises par l'Exécutif, c'est-à-dire par le général De Gaulle. On sait que celle-ci n'a pas toujours obtenu l'assentiment de l'opinion. Le rapprochement tenté du côté de Moscou, a quelque peu désorienté les modérés, gaullistes ou non, qui se souviennent des diatribes du R.P.F. contre le Kremlin et les communistes français. Ils ne pouvaient naturellement prévoir que l'homme qui tonnait contre « les séparatistes de notre époque (servant) les ambitions d'une puissance qui tient sous sa loi de fer plus de la moitié de l'Europe », (1) dont le journal officiel, *Le Rassemblement*, dénonçait les communistes qui « Sous la marque de la paix (...) préparent la guerre » (2) et les desseins diaboliques de « Staline (qui) conquiert l'Europe par la peur », (3) inviterait un jour « Monsieur K » à Paris et proposerait la mise en sommeil du Pacte Atlantique, seuls instrument de défense (actuellement) contre la poussée soviétique.

Quant à la politique algérienne, qui a provoqué déjà le départ ou l'exclusion de plusieurs personnalités gaullistes du premier plan — dont Jacques Soustelle —, elle n'a pas fini, semble-t-il, de surprendre ou de consterner ceux qui, à l'U.N.R., sont demeurés attachés aux traditions nationales et ne comprennent pas « la solution libérale » de « l'association avec la France » envisagée par le chef de l'Etat. Tous les adhérents et électeurs de l'U.N.R. n'ont pas la confiance aveugle du colonel Hubert, délégué de Sétif au congrès de Bordeaux (novembre 1959) qui déclarait avec beaucoup d'assurance : « Il ne nous appartient pas de discuter les intentions du général De Gaulle, mais nous déclarons que nous le suivrons quoi qu'il commande ». (12)

D'abord installée 44, avenue George V, Paris 6<sup>e</sup>, dans les locaux de SOFIFRANCE (*Société Française de Financement des Ventes à Crédit*, entreprise dirigée par Pierre Dollfus, René Legros, Charles-Henri Lévêque, Jardet, du *Crédit Foncier d'Orient*, Bouy, de la *C<sup>ie</sup> Générale d'Assurance*, etc...) l'U.N.R. a établi son siège 8, rue de Berri, Paris 8<sup>e</sup>, tandis que celui du *Courrier de la Nouvelle République* était fixé 18, rue d'Enghien, Paris 10<sup>e</sup>.

Le Parti est dirigé par un Comité Central composé :

a) des Présidents d'Assemblée et Ministres en exercice appartenant au Mouvement ; b) des deux Présidents de groupe au Sénat et à l'Assemblée Nationale, et de quinze membres parlementaires (Sénat et Assemblée Nationale) élus par les Assises Nationales ;

(11) Ibid.

(12) Cf. *Le Monde*, 15-16 novembre 1959.

c) de quinze membres non parlementaires pris parmi les membres du Conseil National et également élus par les Assises ; d) du Secrétaire Général du Mouvement et du Trésorier.

A la fondation de l'U.N.R., le Comité Central était le suivant : Michel Debré, fils du Professeur Robert Debré, petit-fils du rabbin Debré, sénateur d'Indre-et-Loire ;

Jacques Soustelle, député du Rhône, jadis secrétaire des *Intellectuels Antifascistes* et collaborateur de *l'Humanité* (1937), président de *l'Alliance France-Israël* et de l'U.S.R.A.F. (voir notre étude sur le groupe Soustelle) ;

Edmond Michelet, ancien sénateur, commerçant de l'alimentation venu à la politique par l'action catholique (démocrate-chrétienne) et la Résistance ;

Jacques Chaban-Delmas, député-maire de Bordeaux (déjà nommé) ;

Léon Delbecq (déjà nommé) ;

Roger Frey, originaire de Nouméa, industriel (« *Frey et Pidoux* », Lyon), conseiller de l'Union Française (R.P.F., ancien secrétaire général des Républicains sociaux) ;

Albin Chalandon, issu d'une famille de la bourgeoisie lyonnaise, marié à une Princesse Murat, inspecteur des Finances, ancien attaché de cabinet de Léon Blum (1946), de Ramadier et de René Mayer (1947), directeur général de la *Banque commerciale de Paris*, administrateur de *Francarep* (Pétroles), du *Bon Marché*, des *Sucreries d'Outre-Mer* et des *Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries du Chili* (13) ;

Mme Marie-Madeleine Fourcade, ex-Mme Meric, ancienne secrétaire générale de *l'Ordre National*, organe du mouvement « cagouillard » *La Spirale* (dirigé par le commandant Loustaunau-Lacau, dit Navarre), membre du réseau de résistance *L'Alliance* ;

André Jarrot, secrétaire d'un syndicat (CGT) du gaz, puis garagiste, spécialisé dans les parachutages pendant la Résistance, animateur du réseau *Action* (qui compte encore deux cents officiers des missions spéciales de Londres, toujours actifs) et ancien secrétaire départemental du R.P.F. en Saône-et-Loire ;

Ali Mallem, avocat musulman, marié à une Toulousaine, fille d'un professeur d'anglais, ancien président du C.S.P. de Batna, fondateur des *Comités d'Informations et d'Action Nationale pour l'Algérie et le Sahara* ;

Albert Marcenet, chef du personnel ouvrier de *SIMCA*, ancien du réseau *Alliance*, ancien animateur des comités ouvriers R.P.F. ;

Pierre-Marie Picard, avocat, fondateur du réseau Armand (lié au réseau *Alliance*) ancien délégué régional du R.P.F., fondateur avec Jacques Soustelle de l'Union pour le Renouveau de l'Algérie Française ;

Jacques Veyssières, inspecteur des P.T.T., militant syndicaliste chrétien et secrétaire général du Syndicat des Cadres supérieurs des services d'exécution des P.T.T. ; (14)

(13) Albin Chalandon est la cible de l'extrême-droite et d'une partie de la gauche qui lui reproche ses « *attaches capitalistes* ». Dans *Le retour des « 200 Familles »*, Henry Coston s'étend longuement sur les liens du gaullisme avec la haute finance et sur le rôle de cette dernière dans le ralliement de la droite au général.

(14) On aura remarqué que les membres de « réseaux et renseignements », ayant travaillé pendant la guerre avec *l'Intelligence Service* et les autres services secrets alliés, sont nombreux à la direction de l'U.N.R. Est-ce pour cela que, dans un message du secrétariat général de l'U.N.R. aux militants, A. Chalandon a déclaré que le Général

L'élargissement du Comité Central a été effectué au Conseil National de juillet 1959. La démission ou l'éviction des partisans de l'intégration ou francisation de l'Algérie, des « soustelliens » (Delbecque, Soustelle, Picard, Pascal Arrighi, le colonel Battesti, Biaggi, Brice, Cathala, Grasset, Souchal, le colonel Thomazo, Jacques Dominati, députés, etc...) et le remplacement, au secrétariat général, de Roger Frey par Albin Chalandon, puis de ce dernier par François Missoffe, fils de l'amiral (administrateur d'une filiale du trust *Unilever*), époux d'une petite-fille de l'industriel de Wendel, jusque là trésorier général, à quelque peu modifié la composition du dit comité qui comprend une soixantaine de membres, dont les ministres Louis Terrenoire, Maurice Bokanowski et Triboulet, les sénateurs Jean Bertaud et Bayrou, le député Neuwirth et le délégué à la jeunesse du parti, Bertrand Flornoy. (15)

Un *Bureau Politique*, créé le 29 juillet 1959, est une émanation du Comité Central qui l'élit. Il comprend :

Le Secrétaire Général, les Membres de la Commission Permanente, les Ministres en exercice, le Président de l'Assemblée Nationale, les Présidents des Groupes parlementaires, le Représentant de l'Algérie (Ali Mallem), le Trésorier.

Un *Conseil National*, qu'il ne faut pas confondre avec le congrès — il n'en a ni l'assiette, ni l'ampleur, ni les pouvoirs — est chargé de veiller à l'application des décisions prises par les Assises Nationales.

Il est assisté des Commissions permanentes techniques, qui ont pour mission d'examiner les questions d'ordre politique, professionnel, social ou organique qui peuvent se poser au Mouvement dans le cadre des objectifs définis par les précédentes Assises Nationales.

Le Conseil National qui se réunit au moins une fois par an, est composé des Parlementaires (sénateurs, députés), ainsi que des membres du Conseil économique et social appartenant au Mouvement, des Secrétaires généraux d'Union départementale et des membres désignés par les Unions départementales, leur nombre étant fixé par le Comité Central, proportionnellement au nombre d'adhérents de chaque Union et de telle sorte que les représentations parlementaires et non parlementaires au Conseil National soient égales.

Auprès du secrétariat général fonctionnent divers services :

1°) les *relations extérieures* et les *études générales*, (16) dont le premier responsable était Jean-Christian Barbé (17), à la fois service de presse et de documentation et école des cadres ; c'est sous leur contrôle que sont publiés : *Le Courrier de la Nouvelle République*, hebdomadaire (directeur-gérant : Charles Desanges),

---

était « leur chef clandestin » et qu'ils devaient désormais se considérer comme « des agents secrets » ? (article du député suppléant U.N.R. Georges Salvago, dans *Le Journal du Parlement*, cité par *La France Indépendante*, 15-6-1959).

(15) M. Cornut-Gentille en faisait également partie lorsqu'il était ministre en exercice.

(16) L'ensemble des Commissions d'études (une trentaine environ) sont réparties en quatre Centres d'intérêt : études de doctrines politiques et information de la nation ; organisation générale de la nation ; organisation économique de la nation ; problèmes sociaux et organisation du travail.

(17) Les adversaires de Jean-Christian Barbé, chef de la presse à l'U.N.R. avaient fait circuler un tract anonyme lui reprochant d'avoir fait campagne pour l'armée européenne sur les instances du président René Pléven et de sa collaboratrice Mme Jeanne Sicard, dans un congrès d'A.C. qui se tint naguère à Biarritz (cf. *Juvénal* du 13-11-59).

*Le Courrier Politique* (destiné aux cadres), *Les Fiches d'Information*, le *Bulletin de Presse*, *L'Espoir des Jeunes*, *L'Espoir des Travailleurs*, etc... (18)

2°) *l'Organisation départementale*, (19) confiée à André Rouland, professeur d'histoire et député de Paris ;

3°) la *Jeunesse*, dirigée par Bernard Flornoy, explorateur et homme de lettres (20) ;

4° *l'Action Ouvrière*, conduite par Jean Bernasconi, ancien militant syndicaliste aux Usines SIMCA, naguère délégué à l'action ouvrière du R.P.F. et des *Républicains sociaux*, élu député en 1958 ;

5°) les *Elus locaux*, dirigés par Jacques Baumel, sénateur de la Seine.

Le groupe parlementaire de l'U.N.R. à l'Assemblée Nationale est présidé par Raymond Schmittlein. Il compte 197 membres et 12 apparentés :

Albrand, Becker, Becue, Mohamed Bédredine, Bégue, Bekri, Slimane Belabed, François Bénard, Khelil Benhalla, de Benouville, Bérard, Béraudier, Bernasconi, Robert Besson, Bignon, Bisson, Boinvilliers, Bord, Borroco, Boscher, Bouchet, Boudet, Hachemi Boudjedir, Boulin, Georges Bourgeois, Pierre Bourgouin, Gabriel Bourgund, Bourriquet, Bricout, Briot Henri Buot, Gilbert Buron, Cachat, Calméjane, Camino, Carous, Carter, Catalifaud, Chabandemas, Chapalain, Charié, Charret, M. Saïd Cheikh, Chelba, Clément, Clerget, Clermontel, Collette, Comte-Offenbach, Coumaros, Dalbos, Damette, Danilo, Marcel Dassault, Degraeve, Deliaune, Ernest Denis, Mme Marcelle Devaud, MM. Diet, Dreyfous-Ducas, Dronne, Drouot L'Hermine, Dufлот, Dumas, Durbet, Dusseault, Duterne, Duvillard, Falala, Fenton, Filliol, Fouques-Duparc, Foyer, Fric, Frys, Gamel, Garnier, Garraud, Godefroy, Hassan Gouled, de Gracia, Jean-Marie Grenier, Grussenmeyer, Guillon, Habib-Delonce, Hauret, Hostache, Saïd Ibrahim, Marc Jacquet, Jacson, Jamot, Jarrot, Jouhanneau, Karcher, de Kerveguen, Labbé, La Combe, Lapeyrusse, Laudrin, Laurelli, Laurin, Lavigne, Le Bault de la Morinière, Lecocq, Le Douarec, René Leduc, Lemaire Lepidi, Le Tac, Le Theule, Lioger, Liquard, Lopez, Luciani, Lurie, Maillot Mainguy, Lunet de la Malène, Ali Malle, Malleville, Marcenet, Marchetti, Mlle Martinache, Maziol, Mazo, Bezzeghoud Mekki, Mirguet, Miriot, Mosoffe, Moatti, Max Montagne, Moore, Moras, Morisse, Abbès

(18) Depuis peu (mai 1960), l'ancien journal des Républicains sociaux est devenu l'organe U.N.R. de la région parisienne : *La Nation* (241, boulevard Saint-Germain), est dirigé par Joël Le Tac, député et secrétaire de la Fédération U.N.R. de la Seine. Jean Fabiani, Maurice Ferro, J.-C. Prost, Christian Arbe, Michel Marteau, Edouard Sablier, R. Marcellac et Sanguinetti ont accordé leur collaboration à ce nouveau mensuel.

Depuis novembre 1959, Joël Le Tac a succédé à Albert Marcenet au secrétariat général de la Seine. Elu U.N.R. de Paris, Le Tac, le fils d'une héroïne de la Résistance, est lui-même un ancien déporté. Il a fait campagne en Corée pendant un an comme capitaine.

(19) Chaque Union Départementale élit un Comité Départemental, qui élit lui-même son secrétaire général et son trésorier. Ces désignations ne deviennent définitives qu'après agrément du Comité Central. De même, toute désignation à une fonction locale d'exécution ou de responsabilité doit être soumise pour agrément au Comité Départemental. Le trésorier départemental est responsable des fonds dont il a la charge devant le trésorier national du Mouvement. Les Unions départementales désignent leurs *représentants* au Conseil National et leurs *mandataires* aux Assises Nationales.

(20) Il est secondé, dans la Seine, par un ancien dirigeant du *Club des Montagnards*, Jean-Jacques Baron, qui écrivit, il y a quelques années, un livre à la gloire du Président Herriot, en collaboration avec Jacques-Louis Antériou.



Moulessehoul, Moulin, Nader, Neuwirth, Noiret, Nou, Nungesser, Jean-Paul Palewski, Pasquini, Peretti, Joseph Perrin, Peyrefitte, Peyret, Peytel, Pezé, Picard, Plazanet, de Poulpique, Poutier, Profichet, Quentier, RADIUS, Raphaël-Leygues, Réthoré, Rey, René Ribière, Richards, Rivain, Roques, Roth, Roulland, Rousseau, Roux, Ruais, Sagate, de Sainte-Marie, Sammarcelli, Jacques Sanglier, Sanson, Santoni, Sarazin, Schmittlein, Sicard, Teisseire, Terrenoire, Thorallier, Tomasini, Touret, Toutain, Valabrègue, Van Der Meersch, Vanier, Vaschetti, Vendroux, Viallet, Vidal, Villedieu, Jean Vitel, Voisin, Wagner, Weinman, Ziller.

Apparentés : Ali Bendjelida, Chavanne, Ehm, Escudier, Henri Fabre, Hoguet, Sadok Khorsi, Maridet, Mocquiaux, Perrot, Roustan, Jean Taittinger.

On a pu craindre dans certains milieux que l'U.N.R. ne serve à appuyer la prise totale du pouvoir par un homme qui ne serait plus le général De Gaulle. Depuis le départ de Soustelle et de ses amis, ce danger paraît écarté. L'U.N.R. est — et sans doute demeurera — l'instrument du général aussi longtemps que celui-ci consentira à lui donner son appui.

#### L'Union démocratique du travail.

Car, ne l'oublions pas, l'U.N.R. a plus encore besoin de l'appui du général que celui-ci n'a besoin de l'appui de l'U.N.R.

Si le Parti que nous venons d'examiner est bien celui du général, il n'est pas le seul.

Sans parler de *Renouveau et Fidélité*, qui se situe plus à droite, (21) ni des divers groupements et associations politiques qui se réclament du président de la République, ou qui appuient officiellement sa politique, il existe un autre mouvement, de gauche celui-là, qui se dit ouvertement gaulliste : *L'Union Démocratique du Travail*.

Le bulletin de naissance de l'U.D.T. porte la date du 14 avril 1959, mais, en fait, le groupe des « gaulliste de gauche » remonte au lendemain des événements d'Alger en 1958 et du retour du général De Gaulle au pouvoir.

C'est, en effet, le 1<sup>er</sup> juillet de cette année-là, quelques mois avant la référendum, que plusieurs personnalités politiques et syndicalistes annoncèrent la création d'un nouveau groupement destiné à soutenir le Général et intitulé *Centre de la Réforme Républicaine* (25, rue Marbœuf, Paris). (22)

(21) *Renouveau et Fidélité*, issue de la *Convention Républicaine* (1958), présenta 103 candidats, dont 52 dans la région parisienne. Il a (ou avait) pour animateur Guy Ribeaud, activiste politique connu, ancien secrétaire général des étudiants R.P.F., puis des étudiants républicains sociaux, qui fut attaché au cabinet de Chaban-Delmas. Ribeaud, dont le député Binggi dit qu'il est le seul révolutionnaire sérieux qu'il connaisse et que le journaliste J.-R. Tournoux, qualifié de « véritable secrétaire général de la rue », fut l'objet, en juillet dernier, d'une enquête policière après la découverte dans sa voiture d'une certaine quantité de munitions de guerre. Ses deux amis, le D<sup>r</sup> Antoine Lorcy et le modéliste André Samson, trouvés dans cette voiture, furent inculpés.

Parmi les personnalités de *Renouveau et Fidélité*, outre Guy Ribeaud, citons : Charles Damary, Léo Meras, Louis Cambon, Michel Carrière, Charles Moysse, avocat, Philippe Baume, consul de France, ancien président des Fonctionnaires R.P.F., Jacques de Backer.

(22) Philippe Dechartre a expliqué le 21 avril 1959, dans la conférence de presse organisée par l'U.D.T. que « le C.R.R. était né des travaux du Comité Républicain d'appel au Général De Gaulle, créé dès avant le 13 mai ».

A quelques jours de là, des « gaullistes de gauche » publiaient un manifeste dans lequel ils affirmaient que « si l'on veut un gouvernement capable de prendre les initiatives nécessaires pour ramener la paix en Algérie, d'ouvrir des négociations, de rétablir les libertés, il faut donner au Général De Gaulle le maximum d'autorité par un vote favorable massif et non l'affaiblir par une majorité étroite qui le laisserait impuissant devant les ultras d'Alger » (23)

Les signataires étaient au nombre de vingt : Paul Alduy, député S.F.I.O., Georges Altmann, ancien directeur littéraire de *La Lumière*, ancien rédacteur à *Monde* (de Henri Barbusse), ancien rédacteur en chef de *Franc-Tireur*, second secrétaire général de rédaction du *Figaro Littéraire*, Paul Aujoulat, ancien ministre, le colonel Roger Barberot, collaborateur de *L'Express*, Jean-Pierre Bloch, ancien député S.F.I.O., J. Paul-Boncour, ancien président du Conseil, Maurice Clavel, journaliste, René Cerf-Ferrier, ancien membre de l'Assemblée Consultative, Jacques Debu-Bridel, ancien sénateur, Philippe Dechartre (Jean Duprat-Généau), ancien candidat mendésiste aux élections partielles du 2<sup>e</sup> secteur de la Seine, membre du bureau fédéral de la Seine du Parti Radical, Stanislas Fumet, dirigeant du *Centre Catholique des Intellectuels Français*, Goéau-Brissonneau, Léo Hamon (Goldenberg), ancien sénateur, Jean de Lipkovski, député, Jacques Mercier, avocat, Roger Mistral, Yvon Morandart, Pierre Naudet, député mendésiste, Henri Seignon et Louis Vallon, ancien député.

Ces personnalités avaient fondé un *Comité Républicain et Démocrate*, qui n'eut qu'une existence éphémère et se borna principalement à faire de la propagande pour le « oui » au référendum. Bien que grossi, entre temps, d'adhésions nouvelles (Charles d'Aragon, Joseph Kessel, Lucien Rachet, alias Lazare Rachline, administrateur de *Publicis*, Jean Annet d'Astier de La Vigerie), il se confondait bientôt, en fait, avec le *Centre de la Réforme Républicaine*, dont Henri Frenay, ancien ministre, prit la présidence, et que rejoignirent Pierre Emmanuel, Edouard Sablier et diverses personnalités de gauche soucieuses d'arracher le général à l'influence des « fascistes de l'U.N.R. ».

Aux élections générales de novembre 1958, les « gaullistes de gauche », affiliés ou non au C.R.R., sollicitèrent l'investiture du groupement. Dans son journal *La Réforme Républicaine* (n° 1, novembre 1958), le C.R.R. recommandait aux élections les candidats qu'elle présentait ou patronait officiellement.

Dans la *Seine*, ses candidats étaient au nombre de vingt-cinq : André Weill-Curiel, avocat, Jacques Debu-Bridel, Yvonne Georges-Picot, ancien conseiller municipal R.P.F. de Paris, radical-mendésiste, Jean Senard, journaliste socialiste, D. Jacir, François Delmas, avocat, J.-B. Babeyrin, secrétaire du Centre d'Etudes Economiques et Sociales, Jacques Mercier, le colonel Barberot, Pierre Clostermann, ancien député, Jacques Roumeguerre, compagnon de la Libération, Jean Dutourd, écrivain, Jacques Larche, maître des Requêtes au Conseil d'Etat, Ph. Dechartre, Victor Rochenoir, avocat, Marcel Paviot, socialiste S.F.I.O., Lucien Vaillant, dirigeant S.F.I.O. Pierre Naudet, avocat, député sortant, Henri Frenay, Pascal Bompard, avocat, Paul Bacon, ministre M.R.P., Louis Lapierre, Irène de Lipkowski, ancien député R.P.F., Roger Sauphar, conseiller général de la Seine, Robert Tenger, avocat,

(23) *Des hommes de gauche parlent aux hommes de gauche*, Paris, 1958.

secrétaire général du Comité d'Etudes Economiques Agricoles et Fiscales.

En Seine-et-Oise, cinq candidats proposés : Georges Guillemain, Emile Magnon, Maurice Laban, ancien rédacteur de *L'Œuvre*, rédacteur en chef du *Redressement Economique et Financier*, Jean de Lipkowski, député sortant (le premier à avoir demandé à l'Assemblée le retour du général De Gaulle, le 16 mai 1958), Robert Aubry.

Les autres candidats « *gaullistes de gauche* » du C.R.R. se présentaient en province. En voici la liste :

*Ain* : colonel Romans-Petit. — *Aisne* : Max Daujat, avocat. — *Alpes Maritimes* : Jacques Bounin, ancien député, marié à la petite-fille du banquier Hugo Finaly, commandant Auguste de Poli, Jean Favre, maire de La Turbie. — *Allier* : Henry Castaing. — *Hautes Alpes* : Robert Lecourt, ancien ministre M.R.P. — *Ardennes* : Jacques Rousseau. — *Arriège* : Maurice Bye, professeur. — *Bas-Rhin* : Lante, Pfrisch et Blessig. — *Bouches-du-Rhône* : Tatilon, Chazeau, Pierre Marquand-Gairard, tous trois adjoints au maire de Marseille, J.-F. Filippi, Max Juvenal. — *Calvados* : Georges Le Peltier. — *Cantal* : Yves Amblard, avocat. — *Corrèze* : général Pouyade, ancien commandant du Groupe Normandie Niemen. — *Côtes-du-Nord* : Pierre Chaslin et Le Monier. — *Dordogne* : Lavigne. — *Eure* : Louis Maury, professeur. — *Finistère* : Docteur Griffe et Corcuff. — *Indre* : Léon Boutbien, ancien député S.F.I.O., Jean Annet d'Astier de la Vigerie, ancien membre de l'Assemblée Consultative. — *Loire* : Michel Soulié, député, François-Paul Pillet, Eugène Claudius-Petit. — *Loiret* : Yves Goeau-Brissonnière, docteur Questiau. — *Lot* : G. Juskiewinski. — *Mayenne* : Robert Buron, ministre. — *Meurthe-et-Moselle* : Jean Kreher, avocat, P. O. Lapie, ancien ministre, Luc, ancien député S.F.I.O., diplomate. — *Nord* : Eugène Thomas, ministre, André Bouchez, Forest, maire de Maubeuge, Dr Jacques Loriau. — *Pas-de-Calais* : Louis Chatillon, conseiller général. — *Pyrénées Orientales* : Paul Alduy, ancien député S.F.I.O. — *Basses-Pyrénées* : Joseph Garat. — *Hautes-Pyrénées* : Cazenave. — *Savoie* : Henri Viaud, professeur. — *Seine-Maritime* : Didier Remon. — *Var* : Gabriel Escudier et Perri-  
mond. — *Vienne* : Fernand Chaussebourg.

Le succès fut assez limité (24). Sauf quelques personnalités de premier plan, d'ailleurs soutenues par leur propre parti, le C.R.R. n'eut pas d'élus : l'U.N.R., qui se présentait aux électeurs comme le parti officiel du gaullisme — encore que le général l'eût formellement défendu — capta la quasi-totalité des suffrages strictement gaullistes.

Ce fut là, peut-être, ce qui incita quelques mois plus tard les amateurs du C.R.R. à constituer, avec (dit-on) l'approbation du général, l'*Union Démocratique du Travail* qui s'emploiera à rassembler autour du chef de l'Etat les hommes de la gauche qui, quelques années plus tôt, avaient suivi Mendès-France.

« *Devant l'incapacité des formations traditionnelles à se rénover, face au désarroi des travailleurs, l'Union Démocratique du Travail souhaite répondre par son action à l'espoir du pays et devenir le grand mouvement populaire et national que l'opinion démocratique attend.* »

(24) « Bien sûr, nous avons subi un lourd échec électoral ; mais il ne faut pas oublier non plus que, n'ayant d'autre moyen de combat que notre enthousiasme, les 80 candidats du C.R.R. ont fixé plus de 500.000 voix » (Ph. Dechartre, 21-4-1959).

Les fondateurs du nouveau parti appartenaient, pour la plupart, à cette « bourgeoisie intelligente » dont parlent avec sympathie les communistes, et qui s'émerveille des réalisations soviétiques tout en restant très attachée aux avantages de la fortune.

Le comité directeur de l'U.D.T., qui siégeait alors 25, rue Marbeuf (le parti s'est installé ensuite 25, rue Le Peletier, Paris 9<sup>e</sup>), se composait de : Georges Altmann, Roger Barberot, J. Debu-Bridel, Philippe Dechartre, J. Dutourd, Léo Hamon, Irène de Lipkowski et son fils Jean, Jacques Mercier, Yvon Morandat, Victor Rochenoir, Henri Romans-Petit, Robert Tenger, Louis Vallon, déjà cités, et de : Gilbert Beaujolin, fondateur des *Amitiés Chrétiennes*, secrétaire général du Comité des Anciens Chefs de Réseaux, président de la *Société d'Équipement pour l'Afrique* et de la *Cie Fermière d'Oulmès-Etat* ; le général Pierre Billotte, parent (par sa femme) des Deustch de la Meurthe (*Pétroles Jupiter*, puis *Shell française*) et (par sa mère) des Nathan, famille bien connue dans le monde des affaires ; Jean-Claude Broustra, dirigeant de l'U.D.S.R. ; Thaddée Diffre, ancien secrétaire particulier de René Pléven et collaborateur d'Houphouët-Boigny, auteur d'un livre sur l'Etat d'Israël ; André Gillois, alias Diamant-Berger, journaliste, ancien speaker à la B.B.C. (Les Français parlent aux Français) et producteurs à la R.T.F. ; Gaston Gosselin, collaborateur d'Edmond Michelet ; Gilbert Granval (précédemment : Hirsch-Ollendorf), ancien Haut-Commissaire au Maroc, secrétaire général à la Marine Marchande ; Azziz Kessous, fondateur du journal *Communauté Algérienne* (25), inspecteur général de la Santé Publique ; Jean-Pierre Lévy, co-fondateur de *Franc-Tireur* ; Jean Mairey, secrétaire général du Ministère de l'intérieur, ex-directeur de la Sûreté Nationale ; Simone Pélabon, épouse du préfet André Pélabon, président des *Ateliers de Construction du Nord de la France*, ancien collaborateur du Président Mendès-France ; Roland Pré, ancien gouverneur des colonies, président du *Bureau Minier de la France d'Outre-Mer*, membre du Comité Technique de *Organisation des Régions Sahariennes* (connu pour ses opinions « technocratiques ») ; Pierre Sandahl, directeur de *La Semaine Internationale* ; Claude Serreulles (alias Bouchiney), ancien collaborateur du général De Gaulle (à Londres) et du ministre Texier (Intérieur), administrateur directeur général des *Ateliers de Construction Lavallette* et de la *Société Financière Brésilienne pour l'Europe*, administrateur de la *Compagnie Financière* et de la *S.A.V.E.M.*, président directeur général de *La Finance des Caraïbes* ; Jean-Claude Servan-Schreiber, co-fondateur de *L'Express*, directeur général adjoint des *Echos* ; Henry Torrès, ancien député radical, ancien sénateur R.P.F., ancien rédacteur à *L'Humanité*, à *L'Œuvre* et à *Gringoire*. Le secrétariat général administratif était assuré par Georges Guillemain, chef du service des relations extérieures de l'Aéroport de Paris, et Roger Sauphar.

Plusieurs personnalités de gauche apportèrent leur adhésion à l'U.D.T. : Joseph Kessel, Maurice Clavel, Albert Ollivier, collaborateur du président De Gaulle, Jacques Chevalier, ancien député-maire d'Alger, ministre du gouvernement Mendès-France, etc... (26).

A peine constituée, l'U.D.T. organisa une conférence de presse à Paris (21.4.1959), au cours de laquelle Louis Vallon, Philippe

(25) Ses adversaires affirment qu'il fut, également, le rédacteur en chef de *La République Algérienne* de Ferhat Abbas.

(26) Cf. *Le Monde*, 16-4-1959.

Dechartre, Roland Pré, le général Billotte et Gilbert Grandval définirent les objectifs du mouvement.

« *L'arrivée au pouvoir du général De Gaulle, déclara Louis Vallon, en marquant le départ d'une remontée de l'Etat républicain, préalable indispensable à tout effort de rénovation du pays, a réconforté tous ceux qu'associe aujourd'hui l'U.D.T.* »

A ceux qui pensent que le général est un homme de droite, Louis Vallon expliqua qu'il n'en est rien : « *Etre de droite, c'est presque toujours avoir peur de ce qui existe, car l'existence c'est le changement. De ce point de vue, De Gaulle n'est manifestement pas un homme de droite. Aujourd'hui comme hier, des hommes de gauche ont le droit de soutenir son action, sans rien abandonner de leurs préférences personnelles.* »

L'U.D.T. faisait confiance au général pour résoudre le problème algérien : « *s'il fallait, dès aujourd'hui, dit P. Billotte, dans la situation telle qu'elle est opter entre les différentes formules : fédération, autonomie, et a fortiori intégration, assimilation, et à l'opposé indépendance, y aurait-il une seule chance sur mille pour que le statut politique choisi soit valable, acceptable, durable ? Nous ne le pensons pas ; nous pensons, au contraire, avec De Gaulle, qu'au fur et à mesure des progrès accomplis dans tous les domaines, la sécurité enfin revenue avec « la Paix des Braves », les pressions et les contraintes, même involontaires, écartées, les esprits enfin apaisés, se dégagera du fond des populations mieux informées une volonté clairement exprimée. Alors avec tous ses représentants qualifiés pourra être conçu et débattu un statut politique conforme à la réalité vivante* » (27).

Au journaliste étranger qui lui demandait ce qui avait déterminé « *l'éloignement de certains d'entre vous de Mendès-France* », Louis Vallon répondit qu'il n'y a pas « *éloignement* », mais que la position prise par leur chef de file lors du référendum avait momentanément écarté ses amis et lui de Mendès-France. Question de tactique et de forme, mais on demeure d'accord sur le fond, et on espère qu'il reprendra « *sa place comme l'un des animateurs de la Gauche française* ».

Commentant les déclarations des dirigeants de l'U.D.T., nous écrivions dans *Lectures Françaises* (mars 1959) :

« *Nous ne croyons pas, personnellement, que M. Mendès et ses amis se rallient officiellement au néo-gaullisme. Ils ne le feraient que si l'opération leur paraissait rentable un jour. Jusqu'ici, ils se méfient de l'expérience gaulliste et c'est la raison pour laquelle ils n'ont pas accepté de la cautionner. Mais ce qu'ils peuvent faire officiellement, ils peuvent le laisser faire par des amis sûrs : si les choses tournent bien, ils en profiteront grâce à l'U.D.T. ; si elles tournent mal, ils pourront toujours dire qu'ils l'avaient prévu et qu'ils avaient mis en garde l'opinion contre « l'aventure ».*

Le *Canard Enchaîné*, d'ordinaire bien informé, annonça le 22 avril 1959 que c'était à la demande expresse du général lui-même que les « *gaullistes de gauche* » avaient créé l'*Union Démocratique du Travail*. Le président De Gaulle aurait été fort

(27) Complétant leur pensée dans la brochure « *L'U.D.T. vous parle...* » les « *gaullistes de gauche* » écrivaient : « *L'autodétermination — elle est dans la nature des choses... Les « ultras » répondent : personne n'admet, ne parle d'autodétermination pour la Corse ou la Bretagne... C'est vra, parce que la question n'y est pas posée, mais si la Corse ou la Bretagne voulait quitter la France, aucune Constitution ne pourrait, à la longue, les en empêcher.* » (page 9.)

mécontent de l'U.N.R., en particulier de l'attitude de la majorité de ses parlementaires à l'égard du problème algérien. Il aurait alors chargé son proche collaborateur Albert Ollivier, lui-même « gaulliste de gauche », de réorganiser la gauche gaulliste. Sans doute fit-il connaître lui-même son point de vue aux dirigeants du nouveau parti qu'il reçut en mars et avril 1959, notamment à Louis Vallon, J.-C. Servan-Schreiber, Maurice Clavel et le colonel Barberot (28).

Résumant le point de vue du général, *L'Express*, porte-parole du mendésisme, annonçait le 23 avril 1959 :

« *Le Président de la République allait avoir besoin des gaullistes de gauche... Ses fonctions d'arbitre n'étaient pas possibles sans un mouvement gaulliste qui pourrait faire équilibre à l'U.N.R., surtout dans les mois à venir... L'Union démocratique du travail se servirait autant que l'U.N.R. du nom du Général de Gaulle et elle ne serait pas désavouée... mais l'U.D.T. ne ferait pas non plus d'anticommunisme.* »

— Je n'ai jamais cru à l'efficacité de l'anticommunisme, aurait dit De Gaulle.

L'investissement de la place par la gauche se ferait donc avec le consentement de l'intéressé lui-même.

Et si l'entreprise échouait ?

« *Eh bien !* dit à *L'Express* l'un des plus lucides dirigeants de l'U.D.T., *même si nous ne servions qu'à faciliter un glissement à gauche de l'U.N.R., même si nous ne servions qu'à donner aux nombreux militaires d'Algérie le courage d'être gaullistes à une place où il va devenir dangereux de l'être, alors nous nous sentirions justifiés.* »

L'entreprise des « gaullistes de gauche » n'est pas de tout repos. Le 23 juin 1959, onze membres du Comité Directeur démissionnaient : le colonel Barberot, G. Beaujolin, Broustra, Dechartre, Diffre, Dutourd, Gosselin, J. Mercier, Romans-Petit, J.-C. Servan-Schreiber et Tenger qui jugeaient impossible le rôle « *d'opposition de Sa Majesté* » qu'ils entendaient assumer (29). L'année suivante, au printemps, l'U.D.T. suspendait la publication régulière de son hebdomadaire *Notre République* (30) et se mettait en pratique en sommeil. Ses dirigeants se bornent à publier un bulletin ronéotypé donnant le point de vue de la gauche gaulliste sur les problèmes de l'heure.

Georges VIREBEAU.

(28) *Le Monde* du 16-4-1959 a révélé que le Général avait reçu personnellement, « dans les dernières semaines » ces quatre personnalités du gaullisme de gauche.

(29) Ils furent remplacés par François Baron, Stanislas Fumet, Joseph Kessel, Etienne Kraft, Raymond Lefèvre, Christiane Marcihacy, Jean Poilvet, Maurice Rheims, Alfred Rosier (*Le Monde*, 6-9-1959).

(30) Le rédacteur en chef du journal étant Jean Poilvet, ancien collaborateur d'Etienne de Raulin-Laboureur, ancien dirigeant des jeunes du R.P.F., directeur de la *Gazette de l'Île-de-France*, du *Moniteur d'Etampes* et du *Journal de Seine-et-Oise*.

# Les OUI et les NON de Septembre 1958

---

Appelés au pouvoir en mai 1958 par les Comités de Salut Public d'Algérie, le général De Gaulle a été investi très régulièrement par le Parlement.

Sachant par expérience que toute action gouvernementale d'envergure, et surtout que TOUT CHANGEMENT D'ORIENTATION important doit recevoir l'approbation de la nation, le nouveau président du Conseil se fit, pratiquement, plébisciter, en septembre 1958 par 17.666.828 électeurs sur 26.606.948 inscrits (1), soit 66,4 %.

A titre documentaire, rappelons la position de chacun à la veille du référendum-plébiscite de septembre 1958 qui permit au Général de mettre à exécution le plan dont *France-Observateur* et *Lectures Françaises* traçaient, dès 1957, les grandes lignes.

D'abord les journaux, les grands quotidiens et les grands hebdomadaires publiés à Paris et répandus dans toute la France :

OUI : *Aspects de la France* (avec beaucoup de réticence et en le regrettant), *L'Aurore*, *Aux Ecoutes*, *Carrefour*, *Combat*, *La Croix*, *Le Figaro*, *La France Catholique*, *La France Indépendante*, *France-Soir*, *L'Information*, *Jours de France*, *Les Libertés Françaises*, *Les Nouveaux Jours*, *Paris-Journal*, *Paris-Presse*, *Le Parisien libéré*, *Le Populaire*, etc...

NON : *Le Canard Enchaîné*, *Défense de l'Occident*, *L'Express*, *France-Observateur*, *Fraternité Française*, *L'Humanité*, *Jeune Nation*, *Libération*, *Témoignage Chrétien*, etc...

ABSTENTIONNISTES OU HESITANTS : *La République libre*, *Rivarol*.

Et maintenant, les partis, les associations, les hommes politiques.

Ont fait campagne pour le OUI :

a) Partis et groupements « autorisés » à faire de la propagande en vue du référendum :

*Association pour le soutien de l'action du général De Gaulle* ; *Centre National des Indépendants et Paysans* ; *Centre National des Républicains Sociaux* (héritier de l'ex-R.P.F.) ; *Centre Républicain* (Bernard Lafay) ; *Convention Républicaine* ; *Démocratie Chrétienne de France* (Georges Bidault, J.-L. Tixier-Vignancour) ; *Mouvement du Manifeste aux Français* (Clarus, alias Bornerie) ; *Mouvement National des Elus Locaux* ; *Mouvement Républicain Populaire* ; *Parti Paysan d'Unité Sociale* ; *Parti Radical-Socialiste* (André Morice) ; *Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste* (son congrès s'était prononcé pour le oui par 716 voix contre 544 ; majoritaires : Gaston Monnerville, Emile Roche, Félix Gaillard, Clostermann, P. Naudet, Laurent-Eynac, R. Valabrègue, Caillaudet, Maroselli, etc.) ; *Parti Républicain Socialiste* ; *Parti Socialiste S.F.I.O.* ; *Rassemblement des Gauches Républicaines* (Edgar Faure, J.P. David, L. Gautier-Chaumet) ; *Union Civique pour le Référendum et la V<sup>e</sup> République* ; *Union pour le Renouveau* (prolongement de l'U.S.A.F. — Jacques Soustelle).

---

(1) Selon *La Presse* (23-9-58). 1.700.000 Français et Françaises en âge de voter n'étaient pas inscrits sur les listes électorales, soit par négligence ou indifférence, soit parce qu'ils ont perdu leurs droits civiques et politiques à la suite d'une condamnation infamante ou politique (épuration).

## b) Autres partis et groupements :

*Alliance Démocratique*; *Centre de la Réforme Républicaine* (dit des « gaullistes de gauche »); *Club des Montagnards* (1) (Antériou, Guy Vinatrel, Baylot); *Comité Républicain et Démocrate* (Paul-Boncour, Francisque Gay, Debu-Bridel, Léo Hamon, Charles d'Aragon, Joseph Kessel, Jean d'Astier de la Vigerie, Cerf-Ferrière); *Comité de Salut Public Algérie-Sahara*; *Comité de Salut Public du 24 Mai*; *Mouvement Socialiste Monarchiste*; *Nation Française* (groupements de la); *Parti Communiste Internationaliste* (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale trotskyste); *Parti Républicain Social de la Réconciliation Française* (ex-P.S.F.); *Union Sociale et Nationale* (gaulliste); *Minoritaires de l'U.D.S.R.* (René Pleven, Claudius Petit), etc... etc...

## c) Associations diverses :

*Association des Français Libres*; *Association Nationale des Anciens des Forces Françaises de l'O.N.U.* (Corée); *Association Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance*; *Association Nationale pour la Défense des Libertés Publiques* (Edmond Michelet, Joseph Denais); *Comité de Coordination des Contribuables*; *Comité de Coordination des Groupements Nationaux des A.C. Juifs*; *Centre de Coordination de la Jeunesse*; *Comité d'Information et d'Action Nationale pour l'Algérie et le Sahara* (CIANAS); *Comité National de la Jeunesse Française pour la Défense de l'Algérie* (Jean Boisson); *Comité National Paysan pour le Référendum* (Jean Bohuon); *Comité National de Renovation et de Résistance à la dégradation de la France*; *Esprit de la Résistance*; *Fédération des Amicales de Réseaux « Renseignements et Evasions » de la France Combattants*; *Fédération des Braves Gens*; *Ligue des Instituteurs et Enseignants Patriotes* (gaulliste); *Ligue Universelle du Bien Public*; *Mouvement Fédéraliste* (La Fédération); *Mouvement de Salut National* (général Chevance-Bertin); *Réseau Brutus Boyer*; *Union et Action Libérale et Sociale* (U.A.L.S., dissidence parlementaire poujadiste); *Union Mondiale des Intellectuels* (Georges Bonnet); *Union Nationale des Associations de Parents d'Elèves de l'Enseignement Libre* (APEL); *Union Nationale des Combattants* (Alexis Thomas); *Union Nationale des Officiers de Réserve*.

A Alger seize formations politiques ont été autorisées à faire campagne pour le référendum : *Centre d'information et d'action sociale Algérie-Sahara*; *Centre National des Indépendants*; *Centre National des Républicains sociaux*; *Comité Central d'action sociale et de solidarité féminine*; *Comité d'entente des Anciens Combattants et Cadres de réserve d'Algérie*; *Démocratie Chrétienne de France*; *M.R.P.*; *Mouvement universitaire pour le maintien de la souveraineté française en Algérie*; *Organisation des C.S.P. Algérie-Sahara*; *Parti Radical-Socialiste* (André Morice); *Parti Socialiste S.F.I.O.*; *Rassemblement National*; *Union chrétienne et musulmane Alger-Sahara*; *U.D.C.A.*; *Union pour le Renouveau Français* (ex-U.S.R.A.F. — J. Soustelle); *Union Royaliste d'Algérie*. Tous pour le OUI.

d) Personnalités ayant fait publiquement connaître leur opinion par la voie de la presse :

S.A.R. le Comte de Paris ; S.A.I. le Prince Napoléon ;

M. le Maréchal Juin, les généraux Billotte, Kœnig, le Lt-Cl Roche, président de l'Amicale Médéric et de la Formation « Vengeance » F.F.I. — Unité Rouger ;

(1) La minorité « noniste » (J.-A. Faucher, Pierre Bolomey) s'inclina devant la majorité.



MM. Jean Baylot, ancien préfet de police, Marcel Bleustein-Blanchet, le « roi de la Publicité », Bertrand Flornoy, président de la Société des Explorateurs, Goutallier, président de l'U.D.C.A.-Algérie, R. Le Bourre, leader syndicaliste, Jean Le Cour Grand-Maison, président de la Fédération Nationale d'Action Catholique, Mme Brigitte Luc, présidente de la Fédération Nationale des Femmes, MM. Jean Monnet, Léon Noël, ambassadeur de France, Pierre Taittinger, président des Indépendants de Paris, J.-L. Tixier-Vignancour, député, Georges Wolf, président de l'Union Nationale des Ingénieurs Chimistes ;

Le cinéaste Marcel L'Herbier, le speaker Jean-Jacques Léviton, dit Vital, la chanteuse Marianne Oswald ;

Les journalistes Albert Bayet, ancien directeur de *La Lumière*, président de la Ligue de l'Enseignement et de la Fédération Nationale de la Presse, François Daudet, directeur des *Libertés Françaises*, Jean Fabiani, Noël Jacquemart, directeur de *Charivari*, Edmond Sée, président de la critique dramatique et musicale, Roger Worms, dit Stéphane (2), Geneviève Tabouis ;

Les écrivains F.-R. Bastide, Pierre Daninos, Adrien Dansette, Thierry Talagran, dit Maulnier, François Mauriac, André Maurois, Dominique Ponchardier, André Soubiran, Simone (née Benda), Louise de Vilmorin ;

MM. Van Graebschêpe, secrétaire général de la Fédération des Syndicats d'Exploitants agricoles, Dorgères, président du Syndicat agricole de Défense Paysanne, André Malterre, président de la Confédération générale des Cadres, Dallant, président de la Confédération Nationale Artisanale, etc..., etc...

Par contre, se sont prononcé pour le NON et ont fait campagne dans ce sens :

a) Partis et groupements « autorisés à faire de la propagande en vue du référendum » :

*Parti Communiste* ; *Union Démocratique et Socialiste de la Résistance* (le comité de l'U.D.S.R. s'était prononcé pour le non par 38 voix contre 15) ; *Union des Forces Démocratiques* ; *Union de la Gauche Socialiste* ; *Union Progressiste* ; *Union et Fraternité Française* (par la voix de son président Pierre Poujade, à titre personnel).

b) Autres partis et groupements :

*Club des Jacobins* ; *Comité National Universitaire pour la Défense de la République* (professeurs Châtelet, Bruhat, Fraisse,

(2) Dans un article paru dans *France-Observateur*, dont il est l'un des associés, R. Stéphane, familier du général De Gaulle, a expliqué, dès 1957, ce qu'était la politique de l'actuel président de la République :

« Si l'on en croit les nombreux visiteurs qu'a reçus le général — et leurs témoignages sont trop concordants pour qu'on puisse les mettre en doute — l'ancien chef du gouvernement provisoire se prononcerait effectivement pour la reconnaissance d'un état nation algérien dans le cadre d'un nouveau Commonwealth français. En évoquant la fameuse déclaration de Brazzaville, le général ne manquerait jamais de préciser qu'il faut maintenant parler d'indépendance là où l'on n'avait jadis que le mot d'autonomie.

« Dans le domaine de la politique internationale, le général parlerait de la nécessité de construire une Europe indépendante, où grâce à l'appui de la Pologne et à celui de quelques autres pays de l'Est, la France pourrait contrebalancer l'influence germanique. Pour réaliser une telle Europe, De Gaulle serait prêt à ouvrir une négociation avec Moscou et à reconsidérer l'ensemble des traités qui lient aujourd'hui le pays. Une France indépendante du bloc atlantique comme du bloc soviétique, et soutenue par une fédération de nations africaines, pourrait être à nouveau un grand pays. »

Ce que le journal de la nouvelle gauche socialiste écrivait le 4 juillet 1957, la revue nationale *Lectures Françaises* le disait à son tour dans son numéro de juillet-août 1957, sous le titre : « Retour du général De Gaulle au pouvoir ? ». Elle le rappelait dans son numéro d'Octobre 1959 sous le titre : « Le tort d'avoir raison... trop tôt ».

Sicard, J.-P. Vigier) ; *Comité de Résistance contre le Fascisme* ; *Comité de Vigilance des Juristes Républicains* (Michel Bruguière, Etienne Nouveau, J.-Victor Meunier, D. Stefanaggi) ; *Comité de Vigilance pour l'Indépendance Nationale* (général Rime-Bruneau, ancien chef d'E.-M. du général De Gaulle) ; *Jeune Nation* ; *Jeune République* ; *Ligue des Droits de l'Homme* ; *Mouvement Communiste Démocratique* (dissidence Auguste Lecœur, Pierre Hervé) ; *Mouvement Populaire Français* (Phalange Française) ; *Mouvement Populaire du 13 Mai* ; *Parti Socialiste Autonome* (3) ; *Radicaux-Socialistes Minoritaires* (Pierre Mendès-France, Ed. Daladier, Baylet (directeur de *La Dépêche du Midi*), Châtelain, Souquès, Bonnaire, Ch. Hernu) (4) ; *Union des Intellectuels Indépendants* (Pierre-Henry, P. Morel, Mlle Maurel) ; *Groupe Vigilance*, de Marseille.

c) Associations diverses :

*Amicale des Déportés, Résistants et Patriotes de Buchenwald-Dora* ; *Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance* ; *Comité de Défense Républicaine du Cinéma* (Carlo Rim, J. Prévert, Pierre Laroche, Autant-Lara, Gérard Philippe, Louis Daquin) ; *Fédération Nationale des Anciens d'Algérie* ; *Mouvement Français pour l'Abondance* (Jacques Dubois) ; *Union des Femmes Françaises*.

d) Personnalités ayant fait personnellement connaître leur opinion par la voie de la presse :

A Gauche :

Vincent Badie, François de Menthon, députés ; Henri Maupoil, ancien ministre, Marcel Plaisant, président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat ;

Les journalistes Alexis Danan, J.-M. Domenach ; les écrivains Aragon, Georges Arnaud, Simone de Beauvoir, Pierre Gascar, Pierre de Lescure, Jacques Madaule, Robert Merle, Léon Moussinac, J.-P. Sartre, Elsa Triolet, Vercors.

Chez les Nationaux :

Jacques Isorni, défenseur du Maréchal Pétain, Pierre Montel, ancien ministre, maire adjoint de Lyon, députés ; Amiral de Pen-

(3) Au congrès S.F.I.O. d'Issy-les-Moulineaux les OUI ont obtenu 2.786 mandats et les NON 1.176 mandats. Ce vote provoqua le départ de la majeure partie des minoritaires démissionnaires, déjà groupés autour de *La Tribune du Socialisme*, et la création du *Parti Socialiste S.F.I.O. autonome* (voir notre étude sur le *Parti socialiste Unifié*).

Les fédérations socialistes suivantes se sont prononcées en majorité pour le NON :

Ardèche, Calvados, Cher, Côtes-du-Nord, Eure, Eure-et-Loir, Finistère, Gard, Gers, Isère, Lot, Maine-et-Loire, Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Oise, Sarthe, Haute-Savoie, Seine, Seine-et-Oise.

Parmi les parlementaires socialistes qui se sont prononcés pour le NON, citons : Auban (Haute-Garonne), Arbeltier (Seine-et-Marne), Baurens (Gers), Berthet (Isère), Binot (Seine-Maritime), Briffod (Haute-Savoie), Coutant (Nord), Darou (Nord), Depreux (Seine), Desson (Ardennes), Gazier (Seine), Gouin (Bouches-du-Rhône), Gourdon (Gard), Guille (Aude), Jaquet (Seine), Rachel Lempereur (Nord), Le Troquer (Seine), Lebaill (Haute-Vienne), Lussy (Vaucluse), Mabrut (Puy-de-Dôme), Mazier (Côtes-du-Nord), Mazuez (Saône-et-Loire), Merigonde (Oise), Métayer (Seine-et-Oise), Jules Moch (Hérault), Notebart (Nord), Naegelen (Basses-Alpes), Palmero (Ardèche), Pineau (Sarthe), Tanguy-Prigent (Finistère), Titeux (Ardennes), Verdier (Seine), Vals (Aude), députés ; Aubert (Basses-Alpes), Bechard (Gard), Dardel (Seine), Jeoffroy (Vaucluse), Thaillasses (Gard), Vanrullen (Nord), Champeix (Corrèze), sénateurs ; Courtois, Charles-André Julien, Oreste Rosenfeld, Armand Coquery, conseillers de l'U.F.

(4) Au congrès radical de Lyon, 43 % des mandats s'étaient prononcés contre la Constitution, dont les anciens ministres Dézarnaulds, maire de Gien, et Maurice Viollette, maire de Dreux, et les fédérations de la Seine, de la Seine-et-Oise, de Tarn-et-Garonne, etc...

*fentenyo*, Lt-Colonel de Beauvais, Max Beurard, secrétaire du Mouvement Travailleur National, Paul Caire, leader paysan de Provence, de Montpeyroux, ancien officier S.A.S. en Algérie, conseiller général de l'Indre, Docteur Henri Moreau, conseiller municipal de Marseille, Commandant Paul Otloviani, président du Comité de liaison des Mouvements Nationaux de Nice ;

Les journalistes et écrivains : Maurice Bardèche, Emmanuel Beau de Lomenie, Henry Coston, Pierre-Antoine Cousteau, Jean-André Faucher, Georges Ferrière, Pierre Fontaine, Stephen Hecquet, Henri Lebre, Pierre Sidos, Pierre Thurotte, Michel Turbet-Delof, directeur du *Sursaut National*, etc., etc...

★★

Dans les syndicats, si la C.G.T. (communiste) a fait voter *non*, tout comme le *Syndicat National des Instituteurs*, le *Syndicat Général de l'Education Nationale (C.F.T.C.)* et le *Syndicat National de l'Enseignement Supérieur*, si la C.G.T.-Force-Ouvrière (socialiste), la C.F.T.C. (démocratie chrétienne) et l'U.D.C.A. (poujadiste), se sont officiellement abstenus, par contre d'autres organisations syndicales ou professionnelles se sont prononcées en faveur de la constitution : *Confédération Générale des Syndicats Indépendants*, *Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises*, *l'Union des Commerçants et Artisans de la Seine* (Robert Dupont), *C.N.P.F.*, *Union des Intérêts Economiques*, *Comité National des Classes Moyennes* (Roger Millot), *Centre National des Métiers* (André Berthet, directeur de *La vie des Métiers*), etc...

## NOUVEAUTÉS

Pol VANDROMME :

LA DROITE BUISSONNIERE ..... 7,50 N.F.

Pierre FONTAINE :

LE PETROLE DU MOYEN-ORIENT ET LES TRUSTS.

(avec 9 cartes)..... 9 N.F.

Du même auteur :

- LA NOUVELLE COURSE AU PETROLE.
- DOSSIER SECRET DE L'AFRIQUE DU NORD.
- LA MORT ETRANGE DE CONRAD KILIAN.
- U.R.S.S.-U.S.A.

Lisez aussi la revue mensuelle

DEFENSE DE L'OCCIDENT

Directeur : Maurice BARDECHE

**LES SEPT COULEURS**

## LES PARTIS ET LE PROBLÈME ALGÉRIEN

« *Le rôle du Comité de Salut Public Algérie-Sahara est terminé.* »

J. DELBECQUE  
*Le Monde*, 16-10-1958).

« *Il n'y aura pas d'autre 13 mai en France, car maintenant il y a le général De Gaulle.* »

André MALRAUX  
 (Sao Paulo, 27-8-1959).

Le problème algérien a profondément divisé l'opinion française.

Au début de l'insurrection des fellagha, l'immense majorité des Français — y compris des hommes de gauche comme François Mitterrand — considérait l'Algérie comme une province française.

Après le 13 mai 1958, le centre et la droite — et même une partie de la gauche — sans parler de la grande masse des musulmans et de la quasi-totalité des israélites et des européens d'Algérie — semblaient acquis à une solution strictement française, que seuls rejetaient les communistes, les socialistes de gauche et les progressistes chrétiens.

Depuis le 16 septembre 1959 et surtout depuis les événements de janvier 1960, l'opinion est bouleversée, indécise, désorientée. Elle voudrait, à la fois, la cessation du conflit et l'adoption de la solution la plus française, que l'on cessât de se battre et que l'on conservât l'Algérie. Mais elle se demande si c'est possible et comment on pourrait y parvenir. Doit-elle écouter la gauche ? ou suivre la droite ? ou croire le général ?

La gauche, sauf rares exceptions, veut une paix négociée et lui dit qu'elle ne peut intervenir que si l'on accepte l'indépendance, c'est-à-dire la sécession.

Les partisans du Général De Gaulle et, avec eux, le M.R.P. et le Centre, se proclament favorables à l'auto-détermination et l'invite à accepter cette possibilité d'une *association* de l'Algérie et de la France, ou d'une partition de l'Algérie, d'un partage en deux états, l'un musulman et indépendant, l'autre directement rattaché à la France.

La droite, qui est, en général, pour le maintien pur et simple de la France en Algérie, lui certifie que cela est encore possible pour peu que l'on emploie les grands moyens : « *L'Armée*, dit-elle,

a été constamment gênée dans la pacification ». Elle préconise, d'accord en cela avec des hommes politiques de gauche et du centre favorable à l'intégration, une alliance avec Israël pour contenir et repousser l'Islam.

Enfin, l'extrême-droite monarchiste ou fascisante lui déclare, elle aussi, que la France est chez elle en Algérie, qu'elle doit y rester tant pour des motifs d'intérêt national que pour des raisons d'ordre stratégique et qu'un Etat fort, qui apporterait des réformes sociales et économiques profondes et cesserait de faire la guerre au monde arabe par état interposé (Israël), pourrait y parvenir. Elle prétend même que dans les rangs du F.L.N. il y a encore des hommes capables de comprendre le danger que court l'Algérie en se séparant de la France.

Les événements de janvier ont été l'occasion pour les partis, les journaux, les hommes politiques de prendre position avec plus de netteté sur le problème.

Il y eut, d'un côté, tous ceux qui estiment que les Algériens musulmans ont droit à l'indépendance et qu'il leur appartient de se prononcer librement ; et, de l'autre, ceux qui considèrent que la politique d'autodétermination, apparaissant aux yeux des musulmans comme un signe de faiblesse, est à rejeter et qu'il faut changer de méthode pour conserver l'Algérie à la France.

Le tableau suivant donnera une idée des forces en présence :

I. — Ont soutenu l'action du gouvernement De Gaulle contre les « insurgés » d'Alger (Lagaillarde, Ortiz, etc...) :

a. — Journaux : *Combat* (avec quelques réserves), *Le Figaro* (à fond), *Les Echos*, *L'Humanité*, *Paris-Jour* (avec des réserves), *L'Aurore* (à fond), *Le Monde* (à fond), *Le Populaire*, *France-Soir*, *Paris-Presses-L'Intransigeant* (très modérément et avec nuances), *Ouest-France*, *L'Express*, etc... (1)

b. — Partis et groupements : *U.N.R.*, *M.R.P.*, *P.C.F.*, *S.F.I.O.*, *Club des Jacobins*, *Union de la Gauche Socialiste* (Claude Bourdet), *Parti Socialiste Autonome* (Depreux-Mendès-France), *Union Démocratique du travail*, *Mouvement contre le Racisme*, *l'Antisémitisme, pour la Paix* (M.R.A.P.), *Association nationale des A.C. de la Résistance*, *Comité Central Bonapartiste*, *l'Union des Anciens de l'Assemblée Consultative*, *Patrie et Progrès*, *Union des Forces Démocratiques*, *Jeunesses et Etudiants Socialistes*, *Compagnons de la Fidélité*, *Élus Républicains Municipaux*, *Union nationale des Etudiants de France*, *Ligue des Droits de l'Homme*, *C.G.T.*, *C.F.T.C.*, *Force Ouvrière*, *Conseil Français des Mouvements de Jeunesse*, *Mouvement des Jeunes de la Gauche Européenne*, *A.R.A.C. Vie Nouvelle*, *Union Progressiste*, *Mouvement de la Paix*, *Association nationale des Résistants de 1940*, etc...

c. — Personnalités politiques : 441 députés (2) dont : d'Aillières, Jean Albert-Sorel, Alduy, Ouali Azem, A. Beauguitte, Guillain de Bénouville, Bettencourt, Billères, Boisdé, Georges Bonnet, de Broglie, Chamant, Paul Coste-Floret, Delbecque, Deschizeaux, Mme M. Devaud, Maurice Faure, Fouques-Duparc, Félix Gaillard, de Grandmaison, Habib-Deloncle, Hostache, Michel Jacquet, Jaillon, de Kerveguen, F. Leenhardt, Lefevre d'Ormesson, Max Lejeune, Le-Roy Ladurie, de la Malène, Ali Malle, Médecin, G. Mollet,

(1) Plusieurs journaux étrangers ont adopté cette attitude : *New York Times*, *New York Herald Tribune*, *Wall Street Journal*, *Daily Herald*, *News Chronicle*, *Pravda*, etc...

(2) Liste complète publiée dans notre numéro de février 1960.

Rémy Montagne, Neuwirth, Nungesser, J.-P. Palewski, Quinson, Paul Reynaud, Robert Schuman, Maurice Schumann, de Sesmaisons, Jean Taittinger, Mme Thomé-Patenôtre, etc... ;

225 sénateurs dont : J. Berthouin, général Bethouart, Ed. Bonnefous, J. Bordeneuve, André Colin, André Cornu, Mme Suzanne Crémieux, Edgar Faure, général Ganeval, G. de La Vasselais, J. Lecanuet, A. Maroselli, G. de Montalembert, Georges Portmann, J.-L. Vigier, etc... ; diverses personnalités ayant fait des déclarations publiques : Maurice Simonnet, Claude Bourdet, Camille Denis, Paul Boncour, Ch. Hernu, Henri Frénay, Cerf-Ferrière, Grandmougin (Radio-Luxembourg), etc...

II. — Ont désapprouvé l'attitude ou les mesures gouvernementales :

a. — Journaux : *Charivari*, *Aspects de la France*, *Rivarol*, *Fraternité-Matin*, *Fraternité-Française*, *Juvénal*, *Jeune Nation*, *Défense de l'Occident*, *Aux Ecoufes*, *La République Libre*, etc... et, avec des réserves et des nuances : *Carrefour*, *Le Parisien Libéré*, *Le Méridional*, etc... ;

b. — Partis et groupements : *U.D.C.A.* (Poujade), *Restauration Nationale*, *Jeune Nation*, *M.P. 13*, *Comité Civiques* (Sauge), *Comité d'Action pour l'Algérie Française*, *Front National Combattant*, *Mouvement National Etudiant*, *Rassemblement pour l'Algérie Française*, *Conseil National des Indépendants et Paysans* (29-1-60), *Centre Républicain*, *Union des Intellectuels Indépendants*, *Ass. des Anciens Combattants de l'Union Française*, etc...

c. — Personnalités politiques : Pascal Arrighi, G. Bidault, Saïd Boualem, Caillemer, Devèze, Fraissinet, François-Valentin, Frédéric-Dupont, Ioualalem, de Lacoste-Lareymondie Lauriol, Legaret, Legendre, Le Pen, Marçais, André Marie, Mignot, de Montesquiou, Motte, Renucci, Sourbet, Tardieu, Thomazo, Trémolet de Villiers, Ph. Vayron, Vinciguerra, Yrissou, députés, Ed. Barrachin, René Blondelle, J. Brunhes, Vincent Delpuech, Bernard Lafay, P. Marcihacy, J. de Maupeou, G. Paulian, sénateurs ; Isorni, Tixier-Vignancour, Pierre Poujade, H. Dorgères, Pierre Devraigne, président du Conseil municipal de Paris, etc...

L'approbation de la politique du gouvernement, en ce qui concerne les événements de janvier, impliquait naturellement celle des mesures qu'il avait cru devoir prendre contre les activistes algérois, c'est-à-dire l'interdiction et la dissolution de six mouvements algériens considérés comme « ultras » et l'arrestation des personnalités politiques ayant soit participé aux manifestations sanglantes du 24 janvier, soit soutenu, encouragé, approuvé Ortiz et Lagailarde.

Rappelons que le gouvernement ordonna, en effet, la dissolution des groupements suivants :

— *Le Front National Français*, dirigé par M. Joseph Ortiz ; lié quelque temps à *Jeune Nation*, dont il avait adopté l'insigne ;

— *Le Mouvement populaire du 13 mai*, (3) constitué au lendemain du 13 mai par M. Martel et le général Chassin ; organe : *Salut Public de l'Algérie Française*, dirigé par MM. Martel et Paul Chevallet ;

— *Le Mouvement pour l'instauration d'un ordre corporatif*, animé par le docteur Lefèvre, le théoricien algérois du corporatisme ;

(3) En Algérie seulement ; il demeure légal en métropole.

— *Le Mouvement nationaliste étudiant*, animé par M. Jean-Jacques Susini, filiale estudiantine du *Front National Français* ;

— *Assistance et protection*, présidé par M. Féral, assisté du Professeur Gross et du Dr Filii ;

— *Le Comité d'Entente des Mouvements Nationaux* (animé par Arnould) qui groupait : *Le Rassemblement pour l'Algérie Française*, le *F.N.I.F.* (professeur Lambert), *l'Union Chrétienne et Musulmane d'Algérie et du Sahara* (Lopinto), le *M.P. 13*, le *Mouvement pour l'instauration d'un Ordre Corporatif*, le *Front National Français*, *l'Association Générale des étudiants d'Algérie* et le *Mouvement Nationaliste étudiant, Assistance et Protection*, *l'U.D.C.A.* (Goutallier), *l'Association Générale des élèves des lycées et collèges d'Algérie* (Léger), *l'Union Royaliste* (Palmont), *l'Association des élus d'Algérie et du Sahara* (Bachaga Boualem) (4).

D'autre part, le gouvernement a fait arrêter, ou seulement inculper, outre Pierre Lagailarde, député (emprisonné) et Joseph Ortiz (en fuite) :

Jean Baptiste Biaggi, député, Alain de Sérigny, directeur de *l'Echo d'Alger*, le Dr Bernard Lefèvre, Jean Demarquet, ancien député (arrêté), Parachini, Schambill, Féral, Jean Méningaud, rédacteur à *Aspects de la France*, Robert Martel, Maurice Crespin, le Dr Pérez, Jean-Jacques Susini, le professeur Michaud, Philippe de Massey, Georges Sauge, René Desruène, Pierre Sidos, Dominique Venner, Jean Paret, Roger Saint-Roch, Pierre Olivési, Mlle Janine Jean, Yves Gignac, Arnould (A.C. d'Algérie), Guy Vileneuve (conseiller municipal d'Oran), Henri Tabarot, Jean Basset, colonel Langlade, Jacques Rey, Robert Girard, Pierre Sandt, Christian Conessa, Guy Saimpert, Mallardier, etc...

A droite, comme à gauche, les positions se font de jour en jour plus dures. Il n'entre pas dans notre intention d'en signaler ici toutes les manifestations (5). Nous mentionnons seulement l'acti-

(4) Si ce *Comité d'entente* est dissous en tant que tel, seuls sont frappés parmi ses adhérents les cinq groupements cités en premier dans notre liste : *F.N.P.*, *M.P. 13*, *M.I.O.C.*, *M.N.E.* et *A.P.*

(5) Pour l'anniversaire du 13 mai, les personnalités et groupements suivants avaient manifesté leur attachement à l'Algérie française dans une conférence de presse commune (cf. *Le Monde*, 12 mai 1959) :

Les membres du *Comité de salut public du 13 mai* non démissionnaires (MM. Arnould, Crespin, Denis, Goutallier, Jolivet-Laquièrre, Lefèvre, Martel, Moreau, Muller, Ortiz, Parachini, Prost, Roseau, Chambill) ;

*Association générale des étudiants d'Algérie* (A.G.E.A.) ;

*Association générale des élèves des lycées et collèges d'Algérie* (A.G.E.L.C.A.) ;

*Mouvement français communautaire et national* ;

Boyer-Banse (ex-*U.F.N.A.*) ;

*Mouvement universitaire pour le maintien de la souveraineté française* (professeurs P.-E. Viard, R. Muller et Mlle Gondard) ;

*Front national pour l'intégration et la fraternité* (professeur Lambert) ;

*Mouvement pour l'instauration de l'ordre corporatif* (M.P.I.C.) (docteur Lefèvre) ;

*Mouvement Poujade d'Algérie* ;

*Démocratie chrétienne de France et Union chrétienne et musulmane d'Algérie et du Sahara* ;

*Mouvement populaire du 13 mai* ;

*Restauration nationale - Union royaliste d'Algérie* ;

*Union des jeunes de France* ;

*Comité de salut public de la ville d'Alger* ;

*Comité de salut public des contribuables de France* ;

*Groupement national des pillés et sinistrés* ;

*Mouvement nationaliste étudiant* ;

*Union de défense des travailleurs de France* (U.D.T.F. Algérie) ;

vité ou l'existence de quelques groupements constitués pour soutenir l'une ou l'autre politique :

— *Témoignages et Documents*, publication de gauche, à laquelle collaborent : Pierre Stibbe, Michel Bruguière, J.-J. Mayoux, J.-M. Domenach, Daniel Mayer, Marcel Paul, L. Martin-Chauffier, Robert Barrat, Maurice Pagat, etc...

— *L'Espoir*, journal libéral d'Alger, fondé en 1956, disparu en 1957 et réapparu en 1960, qui combat les thèses « ultra », édité par la *Société d'Éditions et de Publications Algériennes*, fondée par MM. Paul Houard (100.000 frs), André Galice (10.000), Mohamed Mouloud Mammeri (15.000), Henri Dechandol (20.000), Jean Gonnet (290.000), Mehroud Kaddache (15.000) et Paul Grandjean (50.000). En 1957, après l'augmentation du capital les parts sociales étaient réparties entre MM. J. Gonnet (210.000), Angel Dechezelles (50.000), Mad. Denise Allée (40.000), MM. Eloi Hakou (10.000), Roger Albou (80.000), P. Grandjean (100.000), M. Mammeri (30.000), Robert Malan (80.000), Paul Fohr (80.000), Paul Houard (60.000), H. Dechandol (80.000), Mahf. Kaddache (50.000), Bernard Chouraqui (80.000) et André Gallice (20.000).

— *L'Association pour l'autodétermination de l'Algérie*, créée par des dissidents de l'Union Démocratique du Travail (gaullistes de gauche). MM. Roger Barberot (naguère rédacteur à l'Express), Patrice Bougrain, Philippe Dechartre (ancien candidat mendésiste dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris), Jean Dufour, Gilbert Beaujolin, Maurice Clavel (de la R.T.F.), Jean-Claude Servan-Schreiber (directeur des *Echos* et co-fondateur de l'Express), Jacques Mercier, etc...

— *Le Cartel libéral d'Algérie*, constitué par les fédérations algéroises de la S.F.I.O. (représentée par Williams Lévy), du M.R.P. (Ange Florès), du Parti Socialiste autonome (Fernand Moschetti), la *Ligue des Droits de l'Homme* (Gérard Lévy-Valensi) et par la *Fédérations des Libéraux* (Roger Albou). Secrétaire général : M<sup>e</sup> Pierre Popie.

— *Le Cartel d'action contre la guerre d'Algérie* créé dans les Côtes-du-Nord par la C.G.T., la C.F.T.C., la C.G.T.-F.O., l'Action Travailliste (de St-Brieuc), le P.C.F., la S.F.I.O. le P.S.U., etc. Des organisations départementales de ce genre ont été fondées dans divers départements : Haute-Garonne, Isère, Meurthe-et-Moselle, etc. Réalisant un vaste front populaire pour la paix en Algérie, diverses personnalités de gauche et d'extrême-gauche ont même projeté une *Journée nationale contre la guerre d'Algérie*, tandis que cinquante mouvements de jeunesse réunies en *groupe d'étude et de recherche des organisations de jeunesse et d'éducation populaire* (Scouts, Guides de France, U.N.E.F., Ligue de l'Enseignement, Cercle National de Jeunes Agriculteurs, J.E.C., J.O.C., J.A.C., Tourisme et Travail, etc.) se prononçaient pour « une solution rapide du conflit par l'application loyale d'une politique permettant aux Algériens de déterminer librement leur destin ».

— *Le Rassemblement pour l'Algérie Française*, fondé en septembre 1959 par Georges Bidault, R. Duchet, de Lacoste-Larey-

---

*Front national français ;*

*Comité de salut public de Marseille ;*

*Association civile interdépartementale des médaillés militaires Algérie-France ;*

*Rassemblement des Français d'Algérie.*



mondie, Caillemer, Portolano, Ioulalen, Biaggi, Delbecque (6), Thomazo, Battesti, Boualem, Azem Ouali, Marçais, Djebbour, Vinciguerra, Belaïd Bouadjra, Abdelmadjd Ben Hacine et Canat ; le R.A.F. se prononça, dès la création, contre la *sécession à terme* (autonomie interne) et pour l'intégration ;

— Le *Comité de liaison parlementaire pour la défense de l'Algérie française*, composé de députés indépendants et paysans, radicaux modérés (*Centre Républicain*), démocrates-chrétiens (nuance Bidault), U.N.R. dissidents, etc.

— Le *Front de l'Algérie Française* ;

— Diverses associations locales : l'*Union pour l'Algérie Française* de Toulon, l'*Union pour l'Algérie Française*, Annecy, le *Comité d'Entente et d'Action pour l'Algérie Française*, de Marseille (J.-F. Fleurigant et Antoine Coppolani), le *Comité d'Entente pour l'Algérie Française* de Lille (M<sup>e</sup> Jean Canonne et P. Girardin), le *Comité d'Action pour l'Algérie Française*, de la Faculté de Droit de Paris, le *Mouvement Algérie-Sahara*, d'Alger (Gilbert Jammy, Jean Pascal, Lionel Ogilvie), le *Comité d'Entente de Constantine*, *Algérie, terre française* d'Oran (Remi Pujol), etc.

A ces organisations, il faut ajouter deux autres groupes, dont le rôle peut être considérable dans les milieux pro-Algérie Française : le groupe Soustelle et celui du F.N.A.F.

Il est longuement parlé du premier dans l'article qui suit. Examinons donc le second.

Le « colloque de Vincennes », qui se tint en juin 1960 sur l'initiative de Georges Soustelle, ayant mis à l'écart ceux qu'il considère comme des « ultras », un certain nombre de partisans résolus de l'Algérie française constituèrent en juillet le *Front national pour l'Algérie française* (27, rue Fortuny, Paris 17<sup>e</sup>, puis 146, rue Montmartre, Paris 2<sup>e</sup>).

« L'Algérie qui paraissait sauvée, est de nouveau gravement menacée. Les mêmes forces de subversion, de trahison, de désertion, les mêmes intérêts sordides s'acharnent à mutiler le patrimoine national.

« On ne sauvera pas l'Algérie, on ne sauvera pas la patrie sans briser le Système, ses cadres, ses organisations, ses idéologies. »

Le manifeste, d'où ces lignes sont extraites, reçut l'adhésion de nombreuses personnalités : Fred Aftalion, ingénieur (gendre du Président de l'*Union des Chambres Syndicales de l'Industrie du Pétrole*) ; Barbier (Rassemblement d'Action Civique ; Bourguine, directeur du journal *Finance* ; François Brigneau, journaliste ; H. Caillemer, député de Vendée ; E. Canat, député de Constantine ; Colin du Boccage, ingénieur ; H. Colonna, député de Kabylie ; Julien Coudy (Rassemblement d'Action Civique) ; P. Debray (Ordre Français) ; Jean Dides, ancien député, conseiller municipal de Paris ; Henri Dorgères, ancien député, délégué général du Syndicat de Défense Paysanne ; Frédéric-Dupont, député de Paris ; A. Frouard, administrateur de la Sécurité Sociale (Centre Républicain) ; J. Grousseau, avocat, ancien député ; A. Guibert, avocat (Rassemblement National des rapatriés d'A.F.N.) ; Jacques Isorni, ancien député ; S. Jeanneret, journaliste ; A. de Lacoste-Lareymondie, député de la Rochelle ; B. Lafay, ancien ministre, sénateur de la Seine ; A. Laffin, député de l'Yonne ; Général Lanusse ; Leblanc-Penaud, délégué général des Jeunes Paysannes de France ; B. Le Coroller, avocat ; J.-M. Le Pen, député de Paris, président du F.N.C. ;

(6) Ce dernier s'est retiré presque immédiatement.

P. Malaguti, secrétaire général du F.N.C.; Marcellin, sénateur de Kabylie; P.-E. Menuet, conseiller municipal de Paris; L. Olivier de Roux (Restauration Nationale); Général Renucci, député des Aurès; H. Saint-Julien, directeur des « Documents Français »; G. Sauge, directeur du C.E.S.P.S.; M. Sy, député de Paris; Colonel Thomazo, député des Basses-Pyrénées; J.-L. Tixier-Vignancour, ancien député; M. Trecourt (Comités Civiques); P. Troisgros, ancien conseiller de l'U.F.; Général Vesine de la Rue, président du R.N. des réfugiés d'A.F.N., etc...

La présidence du *Front* est assurée par le colonel Thomazo, député, qu'assistent un secrétaire général, J.-M. Le Pen, député, et Malagutti, trésorier. Mais ses véritables animateurs sont les membres de la Commission administrative: J.-M. Le Pen, Jean Dides, conseiller municipal de Paris, Leblanc-Penaud, Paul Troisgros et Georges Sauge (ce dernier vient de quitter le F.N.A.F.).

Ceux qui, à droite, regrettent « l'éternelle division des nationaux », n'ont pas manqué de remarquer l'antagonisme qui oppose le F.N.A.F. au groupe Soustelle. A vrai dire, l'opposition des deux tendances n'est pas irréductible. L'étude du groupe Soustelle va nous montrer pourquoi.

J.-L. M.

#### Georges Soustelle et l'Algérie française.

L'ardent défenseur de « l'Algérie française », l'instigateur principal du « colloque de Vincennes », fut, jusqu'à ces dernières années, un homme de gauche.

Né le 3 février 1912 à Montpellier, Jacques Soustelle, dès avant 1936, avait adhéré au *Comité de Vigilance des Intellectuels anti-fascistes* et, lui qui se trouvait déjà aux côtés de Paul Rivet, le père du *Front populaire*, ne cessa de défendre contre Franco la jeune République espagnole. Collaborateur de *L'Humanité* en 1937, il effectua, jusqu'aux approches de la guerre, des missions scientifiques en Amérique latine sans toutefois cesser de militer: il adhéra, après Munich, à l'*Union des Intellectuels français* (contre l'hitlérisme et le fascisme).

Lorsque la France fut occupée par les Allemands en 1940, il se trouvait toujours en Amérique latine. Il rejoignit aussitôt le général De Gaulle à Londres, où il devint un de ceux qui, à la tête du B.C.R.A. (Bureau Central de Renseignements et d'Action) avaient la charge des services de sabotage (7). A la fin des hostilités, Soustelle, que De Gaulle avait nommé Commissaire national à l'Information (1942), Commissaire de la République à Bordeaux (1944), ministre de l'Information et ministre des Colonies (1945) devint membre de l'*U.D.S.R.* (1946), puis secrétaire général du *Rassemblement du Peuple français* (1947). Elu en 1945, et réélu député du Rhône en 1951, il fut enfin nommé en janvier 1955, Gouverneur général à Alger par le président Mendès-France. Les départements français d'Algérie devaient rester dorénavant le centre de ses préoccupations.

Jacques Soustelle, qui avait été l'un des partisans de la venue du général De Gaulle au pouvoir, et l'avait même, pour sa part,

(7) Ses adversaires lui imputent la responsabilité de diverses actions dont le meurtre de Philippe Henriot.

facilité, ne fut pourtant pas choisi pour occuper le poste très important qu'il était en droit d'espérer. Dès lors, il ne va plus cesser, au sein de son parti, de concentrer ses activités sur l'Algérie, en venant même à s'opposer, par la suite, à la politique gouvernementale.

Soustelle avait créé, le 20 avril 1956, en union avec les anciens gouverneurs Le Beau, Naegelen, Viollette et Léonard, un nouveau mouvement, *L'Union pour le Salut et le Renouveau de l'Algérie française* (U.S.R.A.F.). Il décida de lui donner un regain d'importance :

En effet, malgré ses nombreux adhérents (8) et les sympathies de divers groupes politiques ou professionnels, l'U.S.R.A.F. avait dû, après les événements de mai 1958, ralentir ses activités, pensant maintenant sa tâche quelque peu superflue. La politique actuelle lui fit comprendre leur erreur... Jusqu'ici elle ne s'était guère manifestée que par la publication de brochures ou de tracts, et par des tentatives de rassemblement d'Anciens Combattants dont, en janvier 1957, celui de « l'Union nationale des Anciens d'Algérie », nouvellement créée.

L'U.S.R.A.F. dont la charte exclut toute possibilité de « négociation politique avec les rebelles » s'est trouvé dérouterée par le projet d'autodétermination du général De Gaulle, résultat d'une politique à laquelle elle avait pourtant été d'abord favorable. Des scissions se produisirent, conséquences de diverses prises de position et le groupement finit par ne plus être en fait, ou peu s'en faut, qu'une branche de l'U.N.R. Jacques Soustelle qui, depuis le 2 février 1958, avait remplacé le socialiste Naegelen à la présidence du mouvement, maintint sa position en faveur de l'Algérie française, publiant ainsi une brochure « *Algérie, chemin de la paix* », supplément de son journal politique *Voici pourquoi* (9), où il analyse lui-même les diverses manières de terminer la guerre, posant comme conclusion que le meilleur statut reste l'intégration.

En août 1958, Soustelle adjoint à l'U.S.R.A.F., l'*Union pour le Renouveau Français*, dont les manifestations seront sensiblement le prolongement de celles du premier mouvement. Les fonds de cette nouvelle *Union* — qui, d'après *Correspondance de la Presse*

(8) A la charte de l'U.S.R.A.F. adhèrent des milliers de personnes, parmi lesquelles de nombreux noms illustres ; citons au hasard : Michel Debré, Devraigne, Pierre De Gaulle, François-Poncet, Baylot, Bidault, Bruyneel, Carcopino, Duhamel, André Marie, Michelet, Mutter, Pinay, Queuille, Robert Schuman, les généraux : Koenig, de Larminat, Monsabert, Touzet du Vigier, la maréchale Leclerc. A ces adhésions individuelles s'ajoutèrent d'importantes adhésions collectives : *Confédération Générale des Cadres, Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, Fédération Nationale des Femmes, Mouvement National des Elus Locaux* et vingt-deux associations d'anciens combattants.

Outre les personnalités citées, figuraient comme dirigeants de l'U.S.R.A.F. sur une carte invitant à une conférence de presse le 31 mai 1956, à l'Hôtel Continental : Vincent Badie, Mmes Eboué-Tell et Brigitte Luc, Emmanuel Monick, ancien gouverneur de la *Banque de France*, le Prof. Paul Rivet, Emile Roche, Rémy Roure, Ludovic Tron, etc...

L'U.S.R.A.F. (9, rue Louis-Le Grand, Paris) était dirigée jusqu'à ces derniers mois par un comité directeur, d'abord de trente-quatre, puis de cinquante-neuf membres, présidé par Naegelen, puis à compter du 2 février 1958, par Jacques Soustelle ; les vice-présidents étaient alors G. Bidault, Bruyneel, André Morice, Lauriol, députés, Malterre, président de la *Confédération Générale des Cadres*, Alexis Thomas, président général de l'U.N.C. ; le secrétaire général était Picard, le secrétaire administratif, Henri Buat, le secrétaire de bureau, Mlle Menut, les conseillers : Bougouin, professeur agrégé, Léon Delbecq et Massenet, auditeur au Conseil d'Etat.

(9) *Voici pourquoi* (9, rue Louis Le Grand, Paris) a été fondé en 1957.

(23-9-1958), reçut l'appui du journal *La Voix de la France* (10), organe soutenant « les différentes organisations d'inspiration gaulle » — furent fournis par des personnalités algéroises et par des hommes d'affaires de l'*Alliance France-Israël*, présidée et fondée également par Jacques Soustelle.

En avril-mai 1960, deux événements se produisent :

création du *Centre d'Information sur les Problèmes de l'Algérie et du Sahara* qui, par ses réunions et son dossier bimensuel de documents *Vérités sur l'Algérie et le Sahara* a pour but « de faire connaître par tous les moyens (...) les problèmes d'Algérie et du Sahara et d'en rechercher les solutions »,

nomination de Soustelle à la présidence du *Comité d'Action de Défense Démocratique* qui, depuis 1958, s'oppose « au racisme et au fascisme » (11).

Mais, en septembre 1959, après le fameux discours du général promettant « l'autodétermination », des troubles se produisirent à l'U.N.R., parti de Jacques Soustelle. Ce dernier fonda un nouveau mouvement, le *R.A.F. (Rassemblement pour l'Algérie Française)* qui, à peine créé, élit domicile au siège de l'*U.S.R.A.F.* L'annonce de l'installation de ses bureaux, par voies de presse et de radio, pouvant laisser supposer que l'un des groupements n'était en fait que le successeur de l'autre (d'autant plus que plusieurs députés U.N.R. : Vaschetti, Biaggi, Battesti et le colonel Thomazo avaient décidé d'adhérer au R.A.F.) amena l'*U.S.R.A.F.* à faire connaître ses positions à ce sujet. Son secrétaire général, le député U.N.R. Pierre Picard, précisa (12) que l'*U.S.R.A.F.* menait son action « *apolitique et non partisane* », totalement en dehors de celle du *R.A.F.*, et il ajouta que celui-ci n'avait aucun lien avec l'*Union*. Quant aux députés sécessionnaires, l'*U.N.R.* fit savoir qu'elle leur interdisait la « double appartenance ».

Ce fut le moment où l'*U.S.R.A.F.*, qui s'était « mise en veilleuse depuis l'avènement de la V<sup>e</sup> République, faisant confiance au général De Gaulle pour résoudre le problème algérien » (13), commença à agiter véritablement l'opinion publique. Elle ne devait plus s'arrêter, se dressant à ce point contre la solution « Algérie Algérienne », envisagée par le président De Gaulle, que de nouveaux remous feront exclure de l'U.N.R. au début de 1960, celui-là même que l'on désignait comme un de ses « meneurs de jeu ».

Cette exclusion était inévitable, écrit l'hebdomadaire *France-Indépendante* de M. Roger Duchet, dans son numéro du 2 mai 1960. « En effet, il suffit que Soustelle soit présent à l'U.N.R. pour que les autres donnent l'impression de ne plus exister. » Il faudrait donc voir, dans les causes de l'événement, une certaine rivalité de personnes, jointe au manque de doctrine, avoué par M. Chalandon lui-

(10) Dirigée par Jacques Trotte, *La Voix de la France* avait pour rédactrice en chef Nicole de Hauteclouque.

(11) Ce mouvement (C.A.D.D., 6 ter, rue Gabriel-Laumain, Paris) qui envoie gratuitement aux officiers d'Algérie divers documents et brochures de propagande, comprend, dans son comité, Alfred Coste-Floret, Léon Boutbien, ancien député S.F.I.O., Brocas, député radical, Dronne, député U.N.R., Georges Duhamel, de l'Académie Française, le général Koenig, Raymond Schmittlein, vice-président de l'association France-U.R.S.S., Lucien Rachet, alias Lazare Rachline, administrateur de *L'Express* et de l'Agence de publicité *Publicis*, et Mme Marie-Madeleine Fourcade, ex-Mérie, de l'U.N.R.

(12) Après un entretien de deux heures en compagnie de MM. Chaban-Delmas, Chalandon, Terrenoire, Bertaud, Delbecque, Marcenot et Neuwirth.

(13) *Le Monde* du 23 septembre 1959.

# L'ALLIANCE FRANCE-ISRAËL

Président : Jacques SOUSTELLE

Secrétaire général : Lazare Rachline (Lucien Rachet); vice-présidents : Pierre André, Arthur Conte, A. Coste-Floret, Louis Jaquinot, le général P.-E. Kœnig, le général E. Laurent, André Marie; Membres : Patrice Brocas, Jean Crouzier, Michel Debré, Philippe Dechartre, Georges Duhamel, Roger Frey, Michel Jacquet, Edmond Michelet, O. Harty de Pierreboulog, Maurice Schumann, Raymond Tribolet.

Ont, d'autre part, donné leur adhésion à l'Alliance France-Israël :

Edmond Barrachin, Henri Barré, Robert Bichet, Henri Borgeaud, Martial Brousse, Omer Capelle, Jules Castellani, René Cassagne, Jean Cayeux, Victor Chatenay, Louis Christiaens, Edouard Corniglion-Molinier, Arthur Conte, Pierre Coulon, Jean Crouan, Pierre de Chevigny, Jean Doussot, Maurice Faure, Louis Gautier-Chaumet, Général Paul Gérardot, François Giacobbi, Paul Kalb, Jean Laborde, Henri Laforest, Pierre Lazareff, Claude Leclercq, Jean Legendre, Félix Lelant, André-François Mercier, Eugène Montel, Marcel-Edmond Naegelen, Raymond Pinchard, Victor Priou, Georges Repiquet, René Radius, Maurice Schumann, Robert Séné, Jean Sourdet, Jean Turc, Philippe Vairon, Joseph Yvon;

Fernand Angibault, Pascal Arrighi, Pierre de Chevigné, Guy Cupfer, Raymond Dronne, René Dubois, Jules Duquesne, Mme Eugénie Eboué-Tell, André Georget, Paul Gosset, Marie-Thérèse Le-faucheux, Jean Médecin, Jean Moreau, Roger Moreve, Pierre Naudet, Georges Oudart, Jacques Rolland, Edouard Thibault, Paul Troigros;

Alix Berthet, Robert Brizard, Antoine Colonna, Pierre de Léotard, Jean Dides, Joseph Dixmier, Jacques Féron, Joseph Ferrand, Joseph Garat, Auguste Grandin, Joseph Klock, Joseph Laniel, Charles Lussy (Ruff), Raymond Mondon, Pierre Montel, Aimé Paquet, Louis Puy, Joseph Rey, Jules Thiriet, Furlie Tyrollein, Pierre Vitter, Joseph Wasmer;

Paul Bastid, Maurice Dardelle, Alex Moscovitch, Achille Peretti, Paul Theeten, Jacques Verneuil, Paul Wach;

Marcel Anthonioz, André Armeingaud, Jean Balestreri, Alexandre Baurens, Maurice Bayrou, Marcel Boualance, Fernand Bouxom, Jean Brard, Robert Bruyneel, Colonel Louis Castex, Gaston Chazette, Bernard Chochoy, Maurice Cormier, Pierre Courant, Camille Delabre, Louis Delmas, Mme Marcelle Devaud, Guy Desson, Pierre de Félicie, Pierre Gabelle, Gilles Gozard, Jean Guittou, Jacques Isorni, Emond Jollit, Maurice Kaouza, Ernest Koessler, Pasteur Emmanuel La Gravière, André Laurent-Eynac, Constant Le-cœur, Général Légentillhomme, Jean Léonetti, Paul Longuet, René Malbrant, Pierre Marcilhacy, Jean Meunier, François Mitterrand, Georges Monet, Arthur Notebart, Claude Panier, Marc Pauzet, Jean Peridier, Guy Petit, André Plait, Georges Portmann, Jean-Louis Rolland, André Roger Sanglier, Maurice Satineau, Jean Sauvage, Raymond Susset, Henry Torrès, Félix Viallet, Valentin Vignard, Joseph Voyant, Modeste Zussy;

Achille Auban, André Bonnaire, Jean Eric Bousch, Jean-Yves Chapalain, Maurice Charpentier, Maxime Fauchon, Etienne Gagnaire, Maurice Georges, Germain Guibert, Armand Josse, Charles Laurent-Thouvenet, Francis Le Basser, Etienne Le Sassié, Georges Maurice, Lucien Nicolas, Paul Pelleray, Xavier Idoux de la Maduère, René Plazanet, Georges Prisset, Michel Raingard;

Robert Aube, Vincent Badie, Marc Baudru, André Blumel, Amédée Bouquerel, Henri Briffod, Julien Brunes, Joseph Cadic, André Cornu, Antoine Darlan, Edmond Desouches, Emile Engel, René Fillon, Georges Gaillemain, Félix Gouin, Pierre Hénault, André Hugues, Max Juvenal, Roger Lachèvre, Alexis Le Strat, Etienne Lux, Pierre Mazueu, Jacques de Menditte, Jean Montalat, Marcel Pellenc, Pierre Segelle, Raymond Schmittlein, président du groupe parlementaire France-Israël, René Pinoteau, Brahim Sahnouni. (Ces personnalités sont, ou ont été, pour la plupart, des membres de l'Assemblée, du Conseil de la République, ou du Conseil de l'Union Française.) (cf. Bulletin du Comité Alliance France-Israël, numéros 1 à 12, 1957-1958-1959 — Siège : 18, rue Volney, Paris 2<sup>e</sup>.)

même, mais aussi le fait d'une équivoque : la politique algérienne. Une phrase du même journal résume le dilemme des membres de l'U.N.R. ayant voté l'exclusion : « *On ne peut pas avoir ses idées personnelles sur l'Algérie tout en conservant des responsabilités dans un parti qui ne veut avoir d'autre idées que celle de la fidélité inconditionnelle.* »

Chassé par les siens, Jacques Soustelle pouvait désormais se consacrer tout entier à l'U.S.R.A.F. et au C.I.P.A.S. C'est pourquoi, afin de réaliser un projet décidé depuis quelque temps et que les pourparlers engagés à Melun avec le F.L.N. rendait plus brûlant, Jacques Soustelle, aidé de quelques amis, rassembla des partisans de l'Algérie Française. Ce fut le « colloque de Vincennes » qui se termina le 25 juin 1960.

Parmi les assistants et les orateurs de cette réunion, on relève les noms de Georges Bidault, Bourgès-Maunoury, Robert Lacoste, André Morice, Alfred Coste-Floret, François-Valentin, Robert Bichet, Vincent Delpuech, Jean-Paul David, Philippe Vayron, Yrissou, Bernard Lafay, Cathala, Olivier Lefèvre d'Ormesson, Philippe Marçais, Portolano, Roger Duchet, Quinson, Pierre André, Raymond Dronne, Arrighi, Bernard Cornut-Gentille, Georges-René Laederich, président du *Centre d'Etudes Politiques et Civiques* (C.E.P.E.C.), et son vice-président, Yvon Chotard, Pierre Devraigne, Léon Delbecque, Brice, Claude-Alexandre Dumont, sénateur, Renucci, Béraudier, Mellerio, secrétaire général de l'*Association des Français d'Afrique du Nord*, Simakis, président du *Syndicat Indépendant des Instituteurs*, Pierre Picard, député U.N.R., Moatti, le colonel Thomazo, le bachaga Boualem, Porteu de la Morandière, président de l'*Union Nationale des Combattants d'Afrique du Nord*, Deprince, dirigeant de l'*Association des Combattants de l'Union Française*, Morvan Duhamel, de l'*Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales*, Pierre Thurotte, Guy Vinatrel, du *Club des Montagnards*, etc.

Le « Coloque » s'est terminé par un serment prêté par la plupart des personnalités déjà citées, la création d'un *Centre de Liaison et de Coordination du Coloque de Vincennes* (70, avenue Kléber, Paris 16<sup>e</sup>), et le vote d'une motion finale, qui rejette « *toute formule telle que celle de l'Algérie Algérienne qui conduirait à la sécession et à la dictature du terrorisme.* »

On le voit, Jacques Soustelle a su grouper autour de lui, un grand nombre de défenseurs de « l'intégration ». Mais l'*Humanité* le faisait remarquer, c'est à l'extrême-droite qu'il faut rechercher parmi les plus acharnés de ses opposants. En effet, ceux que le journal communiste désigne sous le vocable de *groupuscules nationalistes* voient dans les mouvements créés par Soustelle, l'action d'une « droite israélienne ». Il importe de ne pas oublier, disent-ils, que M. Soustelle reste le président-fondateur de l'*Alliance France-Israël* (14) et que rien ne peut être plus utile à la Palestine juive que la poursuite de la guerre d'Algérie : cet « abcès de fixation » retient dans le Magreb l'attention et les forces du monde arabe qui, autrement, se tournerait contre leur principal ennemi : l'*Etat d'Israël*. De là à insinuer que Georges Soustelle, homme de gauche, n'a joué la carte « Algérie française » que pour servir ses amis israéliens, il n'y a qu'un pas...

(14) A l'aide apportée, officieusement, par Paris à Tel Aviv (avions Mystère et tanks Renault), G. Soustelle et ses amis désirent substituer une véritable alliance militaire contre l'Islam.

L'attitude de l'intéressé ne peut, d'ailleurs, que confirmer les nationalistes français dans leur conviction. N'a-t-il pas déclaré à New York, où il rencontra en mars dernier des personnalités importantes, qu'il était inquiet des « menaces que la Ligue arabe fait peser sur Israël » et des menées du « président fasciste » (Nasser) dans le Proche-Orient ? (15)

Quoi qu'il en soit, Georges Soustelle est vivement combattu par les nationaux, et pas seulement à Paris. En Algérie même, il devra affronter l'hostilité d'une fraction importante des Européens pratiquant de l'intégration : à Oran, évoquant « le cas Soustelle », le journal *Algérie, terre française* (n° 2, juin 1960) écrivait que ses amis n'étaient pas « prêts à commettre une seconde erreur en le suivant (lui, Soustelle) à nouveau ». De son côté, le *Comité d'entente des mouvements nationaux* de Constantine, qui groupe les éléments locaux de la *Démocratie Chrétienne*, du *M.P.* 13 et de l'*Union Royaliste d'Algérie*, après avoir dénoncé l'autodétermination et réaffirmé que « l'intégration est la seule doctrine valable pour le maintien inconditionnel de l'Algérie française (...) met en garde les patriotes contre l'adresse de M. Soustelle qui, ayant calomnié les ultras, condamne les infras de métropole ».

Cette attitude, dit le *Comité d'Entente*, « pourrait lui permettre éventuellement de compter sur les modérés d'Algérie et une portion de l'armée encore abusée par le personnage ».

« Le Comité n'a pas oublié qu'en dépit de son beau timbre de voix et son langage, dit de droite, M. Soustelle avait été nommé Gouverneur de l'Algérie par M. Mendès-France » (16).

Sincère ou non, cet homme, dont Maurice Mouillard a dit qu'il « est arrivé à pas de loup », n'en a pas moins, par l'*Union pour le Salut et le Renouveau de l'Algérie Française*, par le *Comité d'Action de Défense Démocratique* et par son nouveau *Centre d'Informations sur les Problèmes de l'Algérie et du Sahara* (17), entretenu autour du problème algérien, l'attention d'une très grande partie de l'opinion publique.

C. de G.

(15) Dépêche de l'*United Press* du 31-3-1960 reproduite par *Le Monde*.

(16) *Le Monde*, 15/16-11-1959. Rappelons que J. Soustelle était le collaborateur de *L'Express* lorsque le président Mendès-France le nomma à Alger.

(17) 34, avenue des Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup>.

---



---

## FACE AU SOLEIL

La vie et l'œuvre de José-Antonio Primo de Rivera  
par Jean MAROT

Prix : 9 NF.

## LES DÉMOCRATES CHRÉTIENS

Le M.R.P.

En octobre 1944, des personnalités politiques, des militants démocrates-chrétiens, venant de groupements différents mais unis par les liens de la Résistance, annonçaient officiellement la création du *Mouvement Républicain Populaire*, au cours d'un Congrès constitutif. Maurice Schuman, israélite converti au catholicisme, ancien éditorialiste à la B.B.C. de Londres, etc., assura la première présidence.

L'idéologie de ce nouveau parti ne trouvait pas son origine dans la Résistance. Elle datait du temps des « démocrates spiritualistes » que Lamennais avait conduit au combat au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Voulant confirmer et maintenir ce lien avec le passé, les congressistes prièrent Marc Sangnier d'accepter la présidence d'honneur du Mouvement. Son *Sillon* n'avait-il pas été un chaînon vivant entre l'*Avenir* de Lamennais et l'*Aube* de Francisque Gay ?

Avant que d'être fondé, le M.R.P. était déjà au pouvoir. Georges Bidault était ministre des Affaires Etrangères, François de Menthon, ministre de la Justice et Pierre-Henri Teitgen, ministre de l'Information.

Il est certain que ces personnalités n'avaient pas été choisies par le Général De Gaulle en raison de leur appartenance au Mouvement. Georges Bidault, était président du C.N.R., François de Menthon, Commissaire à la Justice du gouvernement d'Alger et co-auteur, avec Paul Coste-Floret, des lois sur l'épuration ; quant à Pierre Henri-Teitgen, n'était-il pas un ami de Georges Bidault ?

L'apparition du M.R.P. après la libération, le rôle qu'il joua dans l'opinion publique, à l'Assemblée Nationale comme dans les divers gouvernements de la IV<sup>e</sup> République, n'étaient donc pas dû à des circonstances politiques fortuites. Son origine politique et sa formation doctrinale, s'était en effet, progressivement développées depuis 1836, dans le sillage même des Républiques.

En se tournant vers ce passé, on peut distinguer trois grandes étapes dans l'évolution de la « démocratie chrétienne » :

— Le temps des pionniers : du début du XIX<sup>e</sup> siècle à la guerre de 1914-1918 ;

— Les premières expériences parlementaires : de 1918 à 1939 ;

— L'accès au pouvoir de la Résistance à la Libération.

Sans remonter aux braves curés du Tiers ordre élu aux Etats-Généraux de 1789, on peut soutenir que la pensée politique de la démocratie chrétienne remonte à 1830 avec Lacordaire et, surtout,



Lamennais, pour ne citer que les précurseurs les plus importants, par l'influence qu'ils exercèrent sur le développement de la pensée politico-religieuse des catholiques de leurs temps et du nôtre (1).

Curieuses et inquiétantes figures que celles de ces deux hommes dont l'amitié fut si vive, si étroite, mais aussi si tragique dans ses conséquences et dans sa rupture même. L'abbé de Lamennais exerçait déjà son ministère que Lacordaire, jeune étudiant en droit, se distinguait entre ses condisciples par son acharnement particulier contre les idées religieuses : il s'affirmait libéral et adorait Voltaire. A vingt-cinq ans, la vie de société lui parut mesquine et sans but et, suivant sa propre expression, il *demande au ciel et à la terre une grande cause à servir par un grand dévouement*. Stagiaire au barreau de Paris, il abandonna la toge pour revêtir la soutane et rentrer au Séminaire de St-Sulpice. Ordonné prêtre, il fut nommé aumônier au collège de Juilly. C'est là qu'il rencontra l'abbé de Lamennais.

On était en 1830. La Révolution de juillet avait créé en France un malaise religieux et politique. On s'en prenait aussi bien au pouvoir politique qu'à l'autorité religieuse. Le catholicisme, pour certains, avait besoin d'un thème nouveau pour reconquérir son influence compromise par la chute des Bourbons. Ce thème, « la liberté », allait être celui de Lamennais. Lacordaire était une recrue trop précieuse pour qu'on ne l'associât point à cette reconquête des esprits par la liberté.

Ce fut donc sous l'inspiration et la direction de l'auteur de *« L'Essai sur l'indifférence en matière de religion »* que, trois mois après la Révolution de 1830, le 17 octobre, les abbés Lacordaire, Gerbet, Salinis, Rohrbacher, MM. de Caux, de Montalembert, Harel de Tanerel et le réfugié politique belge Bartch, firent paraître le 1<sup>er</sup> numéro de *l'Avenir*. Ils prenaient pour devise : *Dieu et Liberté* (2) à laquelle ils ajoutaient comme pendant : *Le Pape et le Peuple*. Le Pape était considéré comme le lieutenant général de Dieu sur la terre, le peuple était l'origine du pouvoir et le juge suprême des institutions existantes.

Politiquement, les animateurs de *l'Avenir* commencèrent par adhérer sans réserve à la monarchie constitutionnelle ; ils lui promirent même leur concours pour le rétablissement de l'ordre. La valeur de cette adhésion était, il est vrai, fort amoindrie, non seulement par les appréciations que le journal portait sur les conséquences des derniers événements, mais aussi par ses critiques de la politique intérieure et sa position durant les événements pré-révolutionnaires de l'Europe. Lamennais et ses disciples réclamaient, d'autre part, la liberté de l'enseignement, la décentralisation du pouvoir, la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

La cour de Rome jugea comme pernicieux et même schismatiques les moyens préconisés et les positions doctrinaires prises pour maintenir l'autorité papale et régénérer la foi catholique. Le Pape Grégoire XVI, dans son Encyclique du 15 août 1832, condamna formellement l'attitude religieuse des rédacteurs de *l'Avenir*. Le journal avait d'ailleurs cessé de paraître dès le 15 novembre 1831. Les collaborateurs de Lamennais : Lacordaire, Montalembert, Gerbet, et les autres se soumièrent ; quand à Lamennais, forcé de choisir entre sa foi catholique et son idéologie démocra-

(1) Voir notre étude sur *La Jeune République*.

(2) Voltaire avait déjà prononcé ces mots en bénissant le fils de Franklin.

tique, il parut hésiter un moment, mais il prit finalement parti pour la démocratie ; *Tout chemin mène à Rome*, dit un proverbe populaire, mais tout chemin peut aussi en éloigner, même l'ultramontanisme. Lamennais en est un curieux exemple ; c'est par cette voie qu'il arriva à la démocratie.

Après une tentative infructueuse de reprise de la doctrine de l'*Avenir*, au moment de la Révolution de février 1848, par l'*Ere Nouvelle*, avec Lacordaire, Montalembert, Ozanam (3) et l'abbé Maret (4), il faut attendre 1894 pour que les démocrates-chrétiens reprennent leur action publique. Au lendemain de l'affaire Dreyfus, du combisme, Marc Sangnier, interprétant dans le sens démocratique l'encyclique *Reverentium Novarum* et les conseils de ralliement du Vatican, fonda le *Sillon* et reprit les idées chères aux fondateurs de l'*Avenir* et de l'*Ere Nouvelle*.

Comme Lamennais, emporté par sa fougue et la nécessité de la propagande, Marc Sangnier se laissa aller à de redoutables confusions entre la religion et la politique et les erreurs doctrinales entraînent, comme pour l'*Avenir*, sa condamnation par le Pape (5).

Pourtant l'action et l'activité de la démocratie-chrétienne ne l'arrêta pas à cet essai malheureux.

A Rennes, en 1899, Emmanuel Desgrés du Lou et l'abbé Trochu fondèrent un grand journal régional et démocrate l'*Ouest-Eclair*. Ce fut la plus belle réussite de la presse régionale française. L'*Ouest-Eclair* était lu en Bretagne, en Normandie, dans le Maine, en Anjou et jusque dans le Poitou. Sa devise était : *Justice et Fidélité* (6).

Durant les trente années qui suivirent la condamnation romaine du *Sillon* survenue en 1910, la mystique de la démocratie chrétienne n'eût qu'une influence très restreinte sur le développement ou l'orientation de la politique française. Elle cheminait et se répandait lentement mais patiemment par la parole et les écrits.

La *Quinzaine*, fondée par Georges Fonsegrive, *Les Semaines Sociales*, de Marius Gonin. « les abbés démocrates », comme Lemire, député du Nord, Naudet, à Bordeaux, Garnier à Paris, Six, dans le Nord, Desgranges, député du Morbihan, Gayraud, député du Finistère et bien d'autres poursuivirent l'action, développèrent la pensée de Lamennais et de Lacordaire.

(3) Fondateur de la Société de Saint-Vincent de Paul.

(4) Quelques mois avant sa mort, il publia un ouvrage, « *La Vérité catholique et la paix religieuse* », dans lequel il cherchait une dernière fois à concilier l'Eglise et le modernisme et déclarait que la République et la démocratie n'étaient nullement incompatibles avec les dogmes de l'Eglise et l'Evangile.

(5) Voir notre étude sur la *Jeune République*.

(6) Malgré ses tendances démocratiques et les services rendus à la résistance dans la clandestinité, l'*Ouest-Eclair* fut condamné à la Libération. A peine disparu, ses biens séquestrés furent remis à une nouvelle société qui publia *Ouest-France*. Dans le conseil d'administration de la nouvelle société, des membres influents du M.R.P. se retrouvèrent : Bidault, ministre ; Collin (André), professeur agrégé, secrétaire général du M.R.P., membre de l'Assemblée Consultative d'Alger ; Desgrés du Lou (François), maire de Saint-Léry (Morbihan), officier dans les F.F.I. pendant l'occupation ; Flory (Charles), docteur en droit, militant dans la clandestinité du Mouvement Républicain de la Libération ; Gay (Francisque), directeur de l'*Aube*, ministre, puis ambassadeur de France au Canada ; Sangier (Jean), journaliste, secrétaire général de *Carrefour* ; Schumann (Maurice), éditorialiste à la B.B.C. à Londres, ministre ; Teitgen (Pierre-Henri), professeur agrégé, ministre.

Cette propagande devait aboutir, après les élections législatives du 11 Mai 1924, à la formation, à la Chambre, d'un « groupe des démocrates » qui compta bientôt quatorze députés (7).

En novembre de la même année ils formèrent le *Parti Démocrate Populaire*, dont le journal *Le Petit Démocrate*, lancé en 1912 par Robert Cornilleau, devint l'organe officiel.

Raymond-Laurent, conseiller municipal de Paris en était le secrétaire général, et Alfred Bour, Flory, Pierre Trémintin, député, Paul Simon, Reille-Soult (duc de Dalmatie), Defos, du Rau, Ernest Pezet, agent de publicité, Champetier de Ribes, député, Bastianelli, Georges Hourdin, futur directeur de *la Vie Catholique Illustrée*, en étaient les dirigeants. A la tête des *Jeunes Démocrates Populaires*, on remarquait : Robert Lecourt, futur ministre de la IV<sup>e</sup> République et de la V<sup>e</sup>, Louis Bour, Hubert Monmarchie, Bicihet, futurs députés, et MM<sup>mes</sup> Solange Lamblin, Germaine Peyrolles, avocat, futur député, Germaine Poinso-Chaupis, futur ministre de la Santé publique sous la IV<sup>e</sup> République ; etc... (8)

Jusqu'en 1939, le groupe démocrate-populaire à la Chambre compta en moyenne une quinzaine de députés. Son influence sur l'opinion fut très faible et sa participation au gouvernement rare. Seul A. Champetier de Ribes fut ministre. Ces résultats modestes sur le plan politique étaient dûs en partie, à la dispersion des efforts de la « famille démocrate ».

« *Les forces qui, au total, n'étaient pas si considérables se neutralisaient entre elles dans une large mesure faute d'une coordination suffisante* ». Francisque Gay s'en était rendu compte. En mars 1935, après avoir analysé les causes de cette stagnation, en avoir critiqué l'esprit particulariste de chacun et les erreurs de méthode, F. Gay publiait un « *mémoire confidentiel pour un rassemblement des forces démocratiques d'inspiration chrétienne* ». Cette campagne d'unification fut soutenue par *L'Aube*, journal qu'avait fondé en février 1932, l'auteur du mémoire, et à partir de 1938, *Les Nouvelles Equipes Françaises* essayèrent de grouper dans une formation neuve pour une action positive de propagande, les éléments démocrates dispersés et qui montraient quelque répugnance à s'inscrire à un parti politique. La guerre de 1939 arrêta net l'essor de la N.E.F.

La défaite, puis la démission des hommes politiques et des chefs des partis devant l'invasion allemande, la remise, par le parlement, des pleins pouvoirs, législatifs et exécutifs entre les mains du Maréchal Pétain, marquèrent l'écroulement du système de la III<sup>e</sup> République.

Dans la confusion qui suivit l'effondrement politique et militaire de la III<sup>e</sup> République, des hommes, qui depuis de longues années, militaient pour une démocratie chrétienne, trouvèrent dans la Résistance une occasion d'agir. Dans l'attente d'une victoire des démocraties, ils se rallièrent au Général De Gaulle.

Maurice Schumann, porte-parole du Général transmit, de la radio de Londres, les consignes de la Résistance ; André Colin, de Radio-Beyrouth, appela l'Empire français à la dissidence ;

(7) A. Champetier de Ribes, Paul Simon, Victor Balanant, Michel Walter, Camille Bilger, Joseph Brom, Jean Jadé, A. Le Douarec, le chanoine Louis, Louis Meyer, Edmond Petitfils, F. Saudubray, Thomas Seltz, Pierre Trémintin.

(8) Le groupe démocrate-populaire fut, on le voit, une pépinière de parlementaires et de ministres.

Francis Gay, ayant sabordé *L'Aube*, lança une feuille clandestine, *La France continue...* et devint, avec Pierre-Henri Teitgen, responsable de l'Information clandestine, tandis que François de Menthon, jusqu'à son départ pour Alger, présidait le « Comité Général d'Etude de la Résistance » ; Georges Bidault, libéré par les Allemands de son Oflag et nommé professeur à Lyon par le Gouvernement présida, à partir de 1943, le C.N.R. : à leurs côtés militèrent dans la Résistance, Gaston Tessier, secrétaire général de la C.F.T.C., Solange Lamblin, Renée Prévert, et les rédacteurs de *L'Aube*, dont certains avaient tenté de se faire une place dans la nouvelle presse : Terrenoire, futur ministre, Corval, Danenmuller Pochard et Richard.

D'autres démocrates-chrétiens s'inscrivirent dans divers mouvements de Résistance et dans les F.T.P. : Max André, à *Front National* ; Robert Lecourt, à *Résistance* ; Marie-Hélène Lefauchaux, à l'O.C.M. ; Germaine Poinso-Chapuis, au M.L.N., à Marseille, etc...

Il ne s'agissait plus d'une simple coordination plus ou moins lâche entre les diverses organisations déjà existantes, mais de la mise en place d'un appareil dynamique et politique capable d'accéder au pouvoir. Des rencontres furent organisées à Lyon, à Pau, à Lille, à Grenoble. Dès 1943, Georges Bidault envisageait un regroupement des différentes familles de la Démocratie chrétienne. Ce cartel des chrétiens avancés était, dans la pensée du président du C.N.R., un premier pas vers la formation d'un grand mouvement. Mais quelques jeunes, remuants et dynamiques, qui n'avaient pas été mêlés aux organisations et aux débats de la III<sup>e</sup> République, refusèrent cette solution qui n'était pour eux qu'un pas de clerc. Ils voulaient, d'emblée, la formation d'un vaste mouvement politique et idéologique. Gilbert Dru, militant de la J.E.C., étudiant en Lettres à la Faculté de Lyon, était de ceux-là. La J.E.C. et ses cours à la Faculté lui laissaient assez de loisirs pour qu'il pût participer aux travaux du *Comité Chrétien d'Action Civique* (C.C.A.C.) de la section de Lyon. Aidé de Joseph Hours et de Maurice Guérin, tous deux militants du C.C.A.C., Gilbert Dru rédigea en 1943 un projet de manifeste, dans lequel il affirmait que c'était aux jeunes, force neuve, de rompre avec les routines du passé en conciliant « *les droits de l'homme avec la mystique démocrate d'inspiration chrétienne* ». Après avoir étudié toutes les formes de « *libération* », territoriale, politique, intellectuelle et économique nécessaires pour redonner à la République Française son vrai visage — démocrate chrétien, s'entend — le manifeste concluait à la nécessité de créer des mouvements politiques nouveaux « *dont l'intérêt viendrait de ce qu'ils dépasseraient le champ de la politique et de l'action parlementaire... Ils seraient fondés sur une conception du monde, ils seraient écoles de pensées en même temps que partis politiques.* » (9) Gilbert Dru présenta son manifeste à Francisque Gay qui lui conseilla de retourner à Lyon et de voir Georges Bidault, chef du Mouvement « *Avenir* », qui les adressa à André Colin.

Dès les premiers mois de 1944, la réalisation pratique de cette idée fut mise au point. G. Bidault se préoccupa de l'assise politique, l'organisation en étant confiée à A. Colin. Le jociste Gilbert Dru, moins heureux que ses camarades, ne put participer longtemps aux travaux : arrêté à Lyon par les Allemands, il fut fusillé en juillet 1944 avec des militants communistes.

(9) « *Origines et mission du M.R.P.* », in *Forces Nouvelles* (Édition spéciale).

Sur les bases des travaux de Gilbert Dru et de ses camarades, André Colin et Maurice-René Simonnet firent approuver à Paris, le 3 septembre de la même année, le texte d'un manifeste remanié intitulé : « *Ligue d'action pour la Libération* ». Cette charte faisait sien le programme du C.N.R. dont Georges Bidault était président ; elle se complétait, pour l'action politique et sociale, par la création du *Mouvement Républicain de Libération*, qui deux mois plus tard, au Congrès constitutif devint le « *Mouvement Républicain Populaire* ».

Le Mouvement prenait position contre le régime antérieur et faisait la critique de la démocratie individualiste. Il se fondait « *sur le respect des droits imprescriptibles de la personne humaine dans le cadre social, sur le respect et la protection des libertés spirituelles et humaines* » et affirmait que « *le but essentiel du nouveau régime était d'assurer à chaque homme les conditions économiques de la liberté politique...* »

Au lendemain de la Libération, le M.R.P. apparut comme le « *Parti de la IV<sup>e</sup> République* ». Depuis cette date jusqu'au 13 mai 1958, il participa à tous les gouvernements, sauf à celui de Mendès-France (10).

Jusqu'au congrès de Nantes — tenu du 18 au 21 mai 1950 en vue des élections de 1951 —, le M.R.P. avait fait sien le programme politique et social du C.N.R. C'est ainsi qu'en plein accord avec les communistes et les socialistes, au temps du « tripartisme », les députés du Mouvement avaient voté les nationalisations.

Après le rejet des communistes dans l'opposition, la première grave « *controverse* » du *Mouvement Républicain Populaire* avec les socialistes date de mai 1948. La question des écoles confessionnelles des Houillères en fut la cause. Robert Schuman, étant président du Conseil, le M.R.P. demanda au gouvernement d'accorder « *une subvention aux associations familiales afin que celles-ci puissent distribuer des allocations d'étude aux élèves de l'enseignement primaire, public ou privé* ». Cette demande était présentée à l'Assemblée sous forme de décret et soutenue par Mme Poinso-Chapui. Les Socialistes, au nom de la laïcité, votèrent contre et obtinrent de l'Assemblée la nationalisation des écoles des Houillères. La querelle de l'enseignement était ouverte.

Il apparut dès lors nécessaire au M.R.P. de définir, d'une façon plus personnelle, un programme de politique économique et sociale dans lequel serait incluse la question de la liberté de l'enseignement. Rejeté à droite par sa position dans la question scolaire, il voulut se maintenir à gauche par un programme social très poussé et apaiser ainsi le malaise interne que faisait peser sur la politique du Mouvement la question religieuse. Le M.R.P. ne réussit pas, néanmoins, à faire disparaître le vieux critère de républicanisme qu'était la laïcité.

Peu avant l'ouverture du congrès de Nantes, l'abbé Pierre et le marquis d'Aragon, par solidarité avec le député-maire de Montpellier, expulsé du Mouvement pour super-gauchisme, donnèrent leurs démissions. Aux portes du congrès, l'abbé Pierre distribuait

(10) Robert Buron fut exclu pour indiscipline par le M.R.P. parce qu'il était entré, contrairement aux décisions de son parti, dans le cabinet Mendès-France. Il fut réintégré par la suite.

(11) *B.lan hebdomadaire*, n° 256, avril 1951.

aux délégués une brochure dans laquelle il déclarait que le M.R.P. jouait sa dernière chance : « *Il faut montrer si oui ou non, vous êtes encore porteurs de sève ou fossilisés...* »

Au cours des débats, un cheminot, demeuré dans la plus pure tradition syndicaliste d'extrême-gauche, demanda une amélioration du niveau de la vie « *par la réduction des crédits militaires* ». Cette intervention n'était au fond que la manifestation officielle d'une campagne de couloir menée par « la gauche intellectuelle » du Mouvement, contre l'école libre.

Georges Bidault, président d'honneur du M.R.P., escamota avec adresse le problème : « *Ce qui est nécessaire, ce n'est pas d'être d'accord sur les méthodes ni même sur les hommes, mais d'être d'accord sur l'esprit, le but et l'amitié* ».

Les divergences étaient momentanément apaisées, mais ne disparaissaient pour autant. Depuis, Maurice Schuman fut considéré comme le leader de la gauche intellectuelle du M.R.P. et Georges Bidault comme le porte-parole de sa droite.

Le congrès avait néanmoins tracé les grandes lignes d'un programme politique et social. Ce programme n'avait rien d'original : sous une forme ou sous une autre tous les partis politiques de gauche ou de droite, l'avaient fait leur.

Le M.R.P. se devait, après la nationalisation des 28 écoles des Houillères, de prendre position et de définir sa politique scolaire. Cette question était d'autant plus urgente que les *Indépendants* et le *R.P.F.* avaient tendance à le déborder sur sa droite et que certains membres de la hiérarchie catholique reprochaient au Mouvement son peu d'empressement à défendre et à protéger l'École Libre. Les congressistes affirmèrent que « *le libre choix des modes d'éducation doit être assuré aux familles* » et déclarèrent que « *les écoles privées assurant un service social, avaient le droit comme telles à l'appui de l'Etat. Il était donc nécessaire de présenter un nouveau statut d'ensemble de l'enseignement pour aboutir à un règlement pratique et équitable de la question scolaire, problème de stricte justice...* »

Dans ce domaine le M.R.P. fit voter principalement la loi Marie (bourses aux élèves du second degré public et privé) et la loi Barangé (allocations scolaires). Ces mesures furent le prélude d'une bataille qui se poursuit sous la V<sup>e</sup> République.

En ce qui concerne les problèmes de l'Union Française, le M.R.P. s'est associé à la politique de tous les gouvernements qui se sont succédés en France depuis la Libération, sauf à celui de Pierre Mendès-France qui mit fin à la guerre d'Indochine et accorda « *l'indépendance dans l'interdépendance* » à la Tunisie.

Le 28 septembre 1958, après avoir approuvé la nouvelle Constitution, les dirigeants du Mouvement déterminèrent leur position sur le problème algérien : *ni abandon, ni intégration*. Le M.R.P. s'en tient aux déclarations officielles du Général De Gaulle « la paix des braves ». Il s'est prononcé pour le règlement libéral du problème.

Le M.R.P. s'était prononcé en 1945, pour une alliance avec l'U.R.S.S. Depuis 1948, il n'attend plus le salut que dans un renforcement de l'alliance avec l'Amérique. Il a soutenu par la propagande et le vote de ses parlementaires le plan Marshall, le plan d'assistance mutuelle et les offres de crédit pour la campagne

(12) « Bilan hebdomadaire », n<sup>o</sup> 256, avril 51.

d'Indochine. En 1949 le M.R.P. a voté l'adhésion au Pacte Atlantique et Robert Schuman lança l'idée de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.), premier pas vers l'unification économique et politique de l'Europe (13). Depuis, la politique extérieure du M.R.P. est basée sur deux thèmes essentiels : fidélité à l'alliance atlantique et volonté de « faire l'Europe ». Face au communisme, le M.R.P. affirme que l'Europe Unie et le Pacte Atlantique sont les « deux axes de la sécurité de la France ».

Dans son rapport sur la politique extérieure présenté au XVI<sup>e</sup> Congrès du M.R.P., Maurice Schumann, président d'honneur du Mouvement, tirait trois conclusions de l'activité politique de son parti. Trois conclusions précises dont chacune appelait de la part des militants « une option conforme à la doctrine et au passé du M.R.P. »

La première vise la Communauté née de la Constitution de 1958, qui couronne les espérances des dirigeants du M.R.P. : « Par un acte sans précédent, le Général De Gaulle a fondé la présence de la France en Afrique Noire sur l'existence d'une Communauté dont l'entrée et la sortie sont également libres ».

La deuxième a trait à la Communauté Atlantique grâce à laquelle depuis dix ans il n'y a pas eu de nouveau « coup de Prague » en Europe (14).

La troisième concerne la Communauté Européenne qui doit son existence au M.R.P. « S'il n'avait tenu qu'à nous, elle serait aujourd'hui plus vaste et mieux armée, elle requiert de notre part un effort redoutable de vigilance, de fidélité et d'imagination ».

\*\*

Le M.R.P. porte en lui la source de sa force et de sa faiblesse, de son ascension et de sa décadence : électeurs de droite, militants de gauche. Cette alliance, conclue par nécessité, ne pouvait aboutir qu'à un divorce, d'autant plus inévitable que le M.R.P. est un parti au sein duquel les militants l'emportent toujours sur la volonté des électeurs.

L'article 2 du titre I des statuts nationaux définit les buts du M.R.P. sans en indiquer les moyens : « Le Mouvement Républicain Populaire a pour objet de poursuivre — dans le cadre des institutions républicaines renouvelées — une action politique démocratique suivant les principes qui ont animé la Résistance et une œuvre d'éducation politique et social ».

Donc deux objectifs principaux : la défense républicaine et l'instauration d'un nouvel état social.

Pour la défense républicaine, le M.R.P. sut nouer et rompre les alliances politiques nécessaires. Dès la libération, au temps du tripartisme. L'alliance avec les communistes et les socialistes parut indissoluble. L'épuration et le désir de chacun de se maintenir au pouvoir, sous l'autorité du général De Gaulle, favorisèrent cette première coalition.

1945 fut l'année de la victoire et d'installation. (15) A l'Assemblée Consultative d'Alger, les démocrates-chrétiens n'avaient que 16 députés. En mai et septembre 1945, le M.R.P. gagna 240 places de

(13) A ce sujet, lire dans *La Haute Banque et les Trusts*, par Henry Coston, les chapitres consacrés à Jean Monnet, véritable inspirateur de la C.E.C.A.

(14) Maurice Schumann ne parle pas des répressions sanglantes des grèves en Allemagne orientale ni de l'écrasement de la Hongrie.

(15) Nous avons suivi le mode d'analyse fort pratique des « *Chroniques Sociales de France* ».

conseillers généraux. Aux élections générales du 21 octobre, il obtint 134 sièges à la première Assemblée (4.500.000 voix — 25 % du corps électoral). Jusqu'au printemps 1948, il devait rester, avec le Parti Communiste, l'un des premiers partis de France. Le M.R.P. apparut alors comme le seul mouvement capable de s'opposer aux communistes. « Pour ce motif, de nombreux électeurs conservateurs, sans accepter son programme, lui avait tout de même apporté leurs voix ». (16)

« Mais le choc révolutionnaire est déjà amorti ; le général de Gaulle n'a su parler que le langage abstrait des généralités politiques »... (17) L'épuration et l'élaboration d'une nouvelle constitution restent les problèmes majeurs. Une paralysie gouvernementale gagne les partis au pouvoir « on fait de l'anachronisme et de l'archaïsme en imitant esthétiquement les révolutions du passé »... (18).

1946 fut l'année des premières ruptures : « la façade de l'unité de la résistance ne peut être maintenue plus longtemps ». Le général De Gaulle quitta brusquement le pouvoir. Quel était son secret espoir ? Pensait-il que cette alliance contre nature, marxistes rouges et roses avec catholiques, se disloquerait d'elle-même et que « devant le chaos menaçant, son grand nom resterait le recours suprême de la nation ? » La même erreur tactique avait été commise en 1940 par Paul Reynaud... Avec le tripartisme seul, la Résistance au pouvoir n'est plus qu'une coalition cahotique et stérile.

Les communistes et les socialistes tendent vers un gouvernement d'assemblée et envisagent même la suppression pure et simple du Président de la République. Le M.R.P. s'effarouche d'une tentative hardie, aventure où il risque de disparaître, débordé sur sa gauche par les extrémistes. Le Comité National pense à ses électeurs de droite qui forment le gros de ses troupes. Il entre dans l'opposition. « Si le texte de la première constitution a été repoussé par le référendum du 5 mai 1946, c'est sans doute sous l'influence d'un indéniable mouvement d'opinion, mais au fond parce que le M.R.P., se séparant des communistes et des socialistes, recommandait un vote négatif ». (20) Cette opposition n'était qu'occasionnelle et fragmentaire. Le rejet de la Constitution entraînait *ipso facto* des élections pour une nouvelle Constituante. Elles eurent lieu le 2 juin 1946. L'opposition du M.R.P. à la première constitution trop manifestement de gauche, devrait-être profitable au Mouvement : elle lui permit de maintenir d'abord et d'élargir ensuite sa clientèle de droite. Le M.R.P. obtint avec 5.500.000 voix (28 % du corps électoral) 173 sièges à la seconde Constituante. Fort de cette masse électorale, le M.R.P. reprit les conversations avec les socialistes et les communistes pour le second projet de constitution.

Le 15 octobre 1946, l'acceptation du nouveau texte de la Constitution ne faisait plus de doute, en dépit de la condamnation formelle prononcée par le général De Gaulle ; le M.R.P. avait obtenu satisfaction. Pour cette constitution, élaborée par et pour les partis, le M.R.P., dont les dirigeants sont des militants de gauche, était partie prenante.

(16) « Initiation civique », tome IV des *Chroniques sociales de France*.

(17) « Forces Nouvelles » (M.R.P.), n° spécial, juin 1954.

(18) Ibid.

(19) Ibid.

(20) André Siegfried : « De la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République ».



Les élections législatives du 10 novembre ne répondirent pas aux espérances. Le M.R.P. perdait sur sa droite ; 168 députés élus au lieu de 173, mais 30 % des grands électeurs étaient du parti et 63 conseillers M.R.P. siégeaient au Conseil de la République.

1947 fut l'année des « grandes déchirures » : Le « labeur s'accomplissait dans un climat de défiance et une atmosphère de suspicion »... « En deux ans, la situation n'avait cessé de se dégrader... » (21).

Deux événements majeurs marquèrent l'année ; l'un, intérieur : la rentrée du général De Gaulle dans l'arène politique (R.P.F.) ; l'autre extérieur : la création du *Kominform*, qui redonnait au P.C. le rôle de section française de l'Internationale communiste. Deux fois assailli, le tripartisme mourut.

En lançant le Rassemblement Populaire Français (R.P.F.), De Gaulle détacha du M.R.P. les voix de droite. « *Le Général de Gaulle s'en prenait aux institutions du pays* ». (22) Le succès du R.P.F. aux élections municipales d'octobre 1947 consterna le M.R.P. qui, dès novembre, à la suite des grèves, se vit obliger de se séparer plus nettement des communistes.

Se garder à l'extrême-droite (23) fut le souci majeur du M.R.P. D'accord avec la S.F.I.O., des radicaux et quelques modérés, ses dirigeants cherchèrent à constituer une troisième force capable d'assurer « *la défense républicaine* ».

Robert Schuman devient président de ce premier gouvernement de « *défense républicaine* ». Sa mission était moins de promouvoir les réformes politiques et sociales nécessaires et demandées, que de s'opposer aux communistes et au R.P.F.

Cette première manifestation de l'immobilisme gouvernemental engendré par la querelle des partis, nous ramenait aux traditions parlementaires de la III<sup>e</sup> République, c'est-à-dire aux rassemblements, aux unions, aux fronts, aux blocs, aux alliances d'autant plus précieuses que certains alliés pratiquaient le double jeu avec le R.P.F.

Les militants M.R.P., et aussi les dirigeants se souvinrent peut-être de cette pensée de Paul Valéry : « *Le monde ne vaut que par les extrêmes et ne dure que par les moyens. Il ne vaut que par les ultras et ne dure que par les modérés.* » Le M.R.P. comptait sur sa position centriste et sa modération pour rester maître de la situation.

Peu à peu, les notables du « temps passé » réapparurent. Les élections sénatoriales de 1948 et cantonales de 1949 envoyèrent dans les assemblées de très nombreux « anciens » et, pour la première fois depuis la Résistance, le Parti radical accéda à la présidence du Conseil et Georges Bidault fut écarté des Conseils gouvernementaux.

On se prépara aux élections de juin 1951.

Pour le M.R.P., la parade devait être double : sur la droite, il y avait le R.P.F., sur la gauche, les communistes. La loi électorale fut longuement et âprement discutée. Du mode choisi dépendait, non seulement le sort des gouvernements centristes, mais aussi celui du M.R.P., pilier, avec la S.F.I.O. des majorités successives depuis 1949. Si la S.F.I.O. avait toutes les chances de se maintenir.

(21) « *Le sens de notre engagement politique* ». *Forces Nouvelles*, n° spécial, juin 1954.

(22) *Ibid.*

(23) C'était une erreur de prendre le R.P.F. pour un mouvement d'extrême-droite, mais une erreur voulue, profitable sur le plan électoral.

le M.R.P. savait qu'il subirait des échecs sur sa droite et même sur sa gauche. La majorité gouvernementale s'arrêta donc au système des apparentements.

Aux élections générales du 17 juin 1951, malgré des pertes sévères, le M.R.P. s'en tira fort bien. Il n'avait plus que 88 députés, — y compris 5 députés d'outre-mer, — avec 2.353.544 voix ; son pourcentage électoral passait de 26,4 à 12,3 %, soit une perte d'environ 53 % de ses suffrages. Au Conseil de la République, il ne conserva bientôt que 20 sièges. A chacune des élections législatives, le M.R.P. perdit des suffrages : en 1956, 71 députés et 44 seulement aux législatives de novembre 1958, avec 1.858.380 de voix soit 9,10 % des suffrages.

\*\*

Le M.R.P. (siège : 7, rue de Poissy, Paris-V<sup>e</sup>) est constitué par l'ensemble des Fédérations départementales de la France Métropolitaine et des Fédérations de la France d'outre-mer. Chaque fédération par l'ensemble des groupes locaux appelés aussi « sections ». Chaque section doit avoir, au moins, dix membres et un bureau élu démocratiquement.

Tout membre du M.R.P. doit remplir les conditions suivantes :

- 1) Être Français.
- 2) Donner son adhésion à l'une des fédérations du Mouvement.
- 3) N'appartenir à aucun autre parti politique.
- 4) Ne pas être privé de ses droits civiques et politiques.

Chaque Fédération est dotée de la personnalité civile et doit être déclarée sous le titre de *Fédération départementale de... du M.R.P.* Les statuts fédéraux, qui ont été votés lors d'un congrès fédéral, ne sont valables qu'après approbation par la Commission exécutive. On peut faire appel des décisions de cette Commission devant le Comité National. Les fédérations, en dehors de la communication de leur situation économique et des publications, journaux, revues, dépliants ou toute autre qui leur sont particuliers, sont tenues d'envoyer au Commissariat général, au moins une fois par an, un rapport écrit sur leurs différentes formes d'activités.

Seule la fédération peut, dans ses limites géographiques, donner aux candidats l'investiture officielle du M.R.P. sous réserve que celle-ci soit soumise à la Commission exécutive du Mouvement qui, se prononçant à la majorité des membres présents, pourra ou non la ratifier.

La direction du M.R.P. appartient au Congrès National. Il se réunit chaque année et décide souverainement de toutes les questions intéressant le Mouvement. Dans l'intervalle des Congrès, la direction du M.R.P. appartient au Comité National suivant la ligne définie par les Congrès Nationaux. Les élections au Congrès National ont lieu au scrutin secret. L'article 32 des statuts nationaux définit la composition du Comité National. Il comprend :

— Le président et le secrétaire général élus par le Congrès National ; les membres du gouvernement en exercice et ceux qui occupaient, lors du dernier Congrès, ces fonctions, ainsi que les présidents des Assemblées parlementaires et de la Communauté française, s'ils sont membres du Mouvement ; les parlementaires élus par les groupes de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République (le président du groupe fait partie de droit de cette délégation) ; des représentants de chaque fédération (1 pour 1.000 et fraction de 1.000) ; douze représentants des équipes spé-

cialisées existant à l'échelon national (féminines, jeunesse ouvrière rurales, cadres, professions indépendantes) et deux représentants des élus municipaux ou départementaux ; dix militants élus par le Comité National en raison de leurs fonctions, titres ou services. L'article 33 prévoit que « dans l'hypothèse » où il n'y aurait pas de ministre en exercice et où il n'y aurait pas eu lors du dernier congrès, les groupes des trois assemblées éliront cinq anciens ministres pour siéger au Comité National.

Le Comité National se réunit au moins tous les deux mois et chaque fois que cela est nécessaire sur convocation de la Commission exécutive, qui assure la direction du Mouvement dans l'intervalle des séances du Comité National. Cette Commission prend en cas d'urgence, toutes les décisions exigées par les circonstances, mais elle en réfère dès que possible, pour application, au Comité National.

La Commission exécutive comprend des membres de droit et des membres élus par le Comité National.

Membres de droit : le président, le secrétaire général, le trésorier ; les membres du gouvernement en exercice ou cinq anciens ministres (si aucun membre n'est en exercice), les présidents des Assemblées.

Membres nommés : douze parlementaires nommés par le Comité National ; dix-huit représentants des Fédérations (non parlementaires) ; et cinq militants.

La Commission exécutive désigne son bureau (treize membres) : en font partie de droit, le président, le secrétaire général, le trésorier ainsi que les présidents des groupes parlementaires.

Ce bureau est responsable devant la Commission exécutive et est, à tout moment, révocable par celle-ci. La Commission exécutive est habilitée pour décider des cas dans lesquels les groupes parlementaires doivent observer l'unité de vote.

Les services centraux du Mouvement fonctionnent sous la direction du secrétaire général et sous le contrôle de la Commission exécutive. La direction du M.R.P. est pratiquement la même depuis des années. A Pierre Pflimlin, ancien président du Conseil, qui en assurait la présidence a succédé André Colin. Le secrétaire général est Maurice-René Simonnet, député de la Drôme, un homme de quarante ans, actif et dynamique, qui appartient à l'aile gauche du parti, et le trésorier national, André Pairault.

Au Bureau national, outre le président national, le secrétaire général, le trésorier national, les présidents des groupes parlementaires siègent : Pierre Pflimlin, Henri Dorey, Pierre-Henri Teitgen, Robert Schuman, Léon Dubois, Maurice Schumann, Maurice Blin, René L'Helguen.

Les membres de la Commission exécutive sont au nombre de 31 :

Nestor Rombeaut, Bernard Laurent, Louis Raymond-Clergue, Pierre Gabelle, Marie-Madeleine Dienesch, Jean Seitlinger, René Charpentier, députés.

Maurice Bye, Roger Poudonson, Francine Lefebvre, Georges Le Brun-Keris, Edmond Gabouty, Charles Barangé, Philippe Farine, Germaine Touquet, Raymond Doerflinger, Jean-Pierre Prévost, Jean de Montgascon, Jean Teitgen, André Edot, Daniel Morenne, Maurice Lucas, Pierre Dhers, Jean Catrice, Charles Ferrie, représentants des Fédérations.

Etienne Borne, Jean Fonteneau, Georges Delfosse, Charles Flory, Fernand Bouxom, militants.

En plus des membres parlementaires et des délégués des fédérations, le Comité national a été ainsi complété :

Militants ès qualité : Germaine Voisin, Marie Van der Elst, Jean Gilibert, Henri Teitgen, Adrien Wahl, René Comtet, Jean Pilot, François Garcia, Louis Bour, René Plantade.

Représentants des équipes spécialisées et des élus municipaux :

Equipe rurale : Bouvier et Bois; Equipe féminine : Marthe Gouffe, Germaine Touquet; Equipe ouvrière : Roger Dobigny, René L'Helguen; Equipe jeune : Jacques Blot, Marc Reymann; Equipe outre-mer : Antoine Lawrence; Equipes cadres et professions libérales : Jacques Bour, Louis Cêtre, Docteur Mouthon; Elus municipaux : Marie-Angèle Charvolin, Raymond Gourmelon; cinq délégués de fédérations sans parlementaires : Daniel Morenne, Jean Terpend, Richard Chaput, Alexandre Chazeaux, Denis Pierre.

#### *Commission de discipline et d'arbitrage :*

Parlementaires titulaires : Charles Dutheil, Henri Dorey; suppléant : Edouard Rieunaud; non parlementaires : titulaires : Jean Cayeux, Charles Barangé; suppléant : Jean Chelini.

#### *Commission des Finances et des Comptes :*

Commissaires aux comptes : Paul Baton, Henri Dorey, Jean de Montgascon.

A l'Assemblée nationale, le groupe du M.R.P. compte 51 membres : Baron, président, Mme Ayme de la Chevrelière, Barniaudy, Noël Barrot, Blin, Christian Bonnet, Burlot, Cassez, Charpentier, Chazelle, Paul Coste-Floret, Coudray, Davoust, Delemontex, Devemy, Mlle Dienesch, Diligent, Dolez, Dorey, Dubuis, Dutheil, Fourmond, Fréville, Pierre Gabelle, Halbout, Ihuel, Jaillon, Lambert, Laurent, Le Guen, LeNormand, Lux, Mahias, Meck, Méhaignerie, Louis Michaud, Orvoën, Pflimlin, Philippe, Rault, Raymond-Clergue, Rieunaud, Rombeaut, Robert Schuman, Maurice Schumann, Seitlinger, Simonnet, Edouard Thibault, Thomas, Trellu, Ulrich.

D'autres députés sont apparentés au groupe : MM. Commenay, Delrez, Domenech, Kuntz, Félix Mayer, Joseph Rivière.

\*\*

A la Libération, *L'Aube*, le quotidien que Francisque Gay, l'éditeur catholique (*Bloud et Gay*) avait fondé en 1932 pour servir de tribune à l'aile gauche du mouvement démocrate-chrétien, reparut comme organe du M.R.P.

Dirigée avant la guerre par F. Gay et Gaston Tessier, secrétaire général de la C.F.T.C., et rédigée par Georges Bidault, Louis Terrenoire, Jean Soulairol, *L'Aube* (24) s'était surtout fait remarquer pour son agressivité à l'égard des dictatures (Franco, Mussolini, Hitler, Staline). Encore que son rédacteur en chef ait participé à « *l'allégresse des peuples saluant la paix maintenue* » à Munich (25), Maurice Schumann, président d'honneur du Parti,

(24) Emilien Amaury, aujourd'hui « grand patron » du *Parisien libéré*, de *Carrefour*, de *Point de vue* - *Images du monde*, etc... en était le régisseur de publicité.

(25) Titre de *L'Aube* sur six colonnes, le 1-10-1938, suivi de ces lignes : « *Maintenant regardons devant nous. L'accord de Munich a fait échec à la guerre et partiellement contenu le déferlement du germanisme... Il semble vraiment qu'après* »

rappelons-le, a célébré dans *L'Aube* et même dans un meeting M.R.P. au Vel'd'Hiv, la lucidité et le courage des hommes qui, « autour de Bidault, sauvèrent les valeurs morales, nationales et spirituelles, lors de Munich... » (26).

Oubliant les diatribes de *L'Aube* et de son rédacteur en chef Bidault contre « l'infamie du Kremlin » (30-9-1939) et « le parti stalinien » dont les chefs, disait-il, devraient subir le sort « qu'ils ont eux-mêmes demandé pour les complices de Hitler » (6-10-1939), Marcel Cachin discernait ce satisfecit au ministre des Affaires Etrangères Bidault, qui venait de signer l'alliance avec Moscou : « Pour M. Bidault, nous le connaissons à nos côtés avant la guerre, dans les rangs du Rassemblement Universel pour la Paix. Ce chrétien n'hésitait pas à se mêler aux communistes pour combattre de son âme ardente le nazisme monstrueux en Allemagne, la politique de non-intervention en Espagne, la honte infligée à la France à Munich... » (27). C'était l'époque des amours M.R.P.-Communistes. Maurice Schumann, qui donnait le ton à *L'Aube*, expliquait aux bons catholiques qui le lisaient que l'armée rouge libérerait l'Europe : « Au moment où l'armée victorieuse de la plus grande puissance du continent se rapproche à la fois du triomphe et de l'Occident, personne ne se pose plus la question qui, naguère encore, pesait comme une sourde hypothèque sur la coalition : « La Russie veut-elle bolcheviser l'Europe ? » Car elle est désormais tranchée, non plus seulement par des gestes comme la dissolution du Komintern, mais par les faits. Les armées soviétiques ont déjà libéré, totalement ou partiellement, plusieurs des pays qui s'interposent entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. Or, dans aucun de ces pays l'influence russe, prédominante ou, pour mieux dire exclusive, n'a pris la forme du communisme, léniniste ou même stalinien ».

C'était le 17 janvier 1945. Depuis... Après la Libération, l'équipe démocrate-chrétienne qui dirigeait *L'Aube* en 1939 la dirigea de nouveau. Le tirage de l'organe M.R.P. qui ne dépassait pas 15.000 exemplaires en 1939, atteignait 148.000 exemplaires dans les premiers mois de la Libération. En 1947, il tombait à 120.000, et en 1949 à 70.000. Deux ans plus tard, il était insuffisant pour assurer l'existence d'un quotidien. Peu soucieuse d'engloutir des dizaines, des centaines de millions dans une publication que le public — même le public démocrate-chrétien — boudait visiblement, la direction du M.R.P. supprima son organe central quotidien (28). Mais elle conserva une influence prépondérante sur certains quotidiens de province dont la publication en 1944 avait été assurée par des membres (ou des futurs membres) du Mouvement (*Ouest-France*, *Courrier de l'Ouest*, *Courrier de Metz*, *La Dépêche de Saint-Etienne*, *La Liberté du Centre*, *Le Nouveau Rhin Français*, *Le Nouvel Alsacien*, etc...), bien que l'orientation de ces journaux dépende davantage des intérêts locaux de la clientèle — ou des intérêts de ses commanditaires et annonceurs — que des exigences des dirigeants M.R.P.

---

cette rencontre des Quatre, le recours à la guerre devienne une impossibilité morale et même matérielle. Les Quatre se sont finalement mis d'accord sur un grand refus : le refus de recourir aux armes. Une situation nouvelle, un équilibre nouveau en sont résultés en Europe. Le bon sens commande que la voie entrepris se soit suivie jusqu'à son terme. » (G. Bidault.)

(26) Cf. *L'Aube* des 12-12-1945, 7-1-1946, 19-6-1946, 27-6-1946, 2-7-1947, 9-7-1947, etc...

(27) Discours de M. Cachin à l'Assemblée Consultative, le 21-12-1944, J.O., p. 581.

(28) *La Victoire*, de Toulouse, disparut à la même époque.

Constatant le manque d'unité de la presse du parti — ou dirigée par des adhérents du parti — et une fâcheuse tendance à réduire la place accordée dans ses colonnes à la propagande M.R.P., le Congrès de Marseille (1955) décida que l'organe d'information *Forces Nouvelles* deviendrait hebdomadaire et serait l'organe de liaison de la direction et des publications de province. Rédigés sous le contrôle direct des dirigeants M.R.P., les articles de *Forces Nouvelles* pourraient être publiés par les journaux et revues des départements, propageant ainsi les mots d'ordre du Mouvement.

L'hebdomadaire *Forces Nouvelles* (7, rue de Poissy, Paris-V°) est dirigé par un Comité composé de Maurice Schumann, M. R. Simonnet, André Colin, Etienne Borne, J. Lecanuet et J. Fontanet. Son rédacteur en chef est R. Plantade, responsable de la presse M.R.P., et son gérant : Jean Fonteneau.

Une revue de doctrine, où sont débattues les grandes questions du jour, paraît également sous la responsabilité d'Etienne Borne : *France-Forum* (24 bis, boulevard Saint-Germain, Paris-V°). Le M.R.P. publie directement l'*Action Artisanale*, l'*Action Civique et Politique*, l'*Action Ouvrière*, l'*Action Rurale*, *Les Ames de la Liberté*, *Bulletin des équipes féminines M.R.P. de la Seine*, *Consignes d'action aux équipes ouvrières, Fonctionnaires, Jeunesse Information, Parler Clair, Pour l'information féminine, Pour servir le monde étudiant*, etc... Plusieurs fédérations du Mouvement ont aussi leur propre journal, notamment : *L'Eveil du Cantal*, *L'Eclair de Cambresis*, *Action M.R.P. de Moselle*, *L'Avenir de la Haute-Marne*, *Bulletin de liaison M.R.P. de l'Ain*, *Forces Nouvelles Afrique Noire*, *Forces Nouvelles Lorraines*, *Libres*, *Le M.R.P. vous parle* (Seine), *Le Trait d'Union* (Mayenne), *La Tribune Républicaine* (Ille-et-Vilaine), *Bâtir la République* (Région parisienne) et *Servir et Agir* (Rhône).

Enfin le M.R.P. entretient des rapports d'amitié avec les autres partis démocrates-chrétiens ou chrétiens-sociaux d'Europe. C'est ainsi qu'au dernier congrès (1960), assistaient aux débats, le docteur Bruno Heck, du C.D.U. (Allemagne), Théo Lefèvre, président du P.S.C. (Belgique), Raksanyi (Hongrie), Eustachiezwicz, du Parti Chrétien du Travail (Pologne), Ettore Tenchio, président du Parti Conservateur Chrétien Social (Suisse), Konrad Sieniewicz, secrétaire général de l'Union Chrétienne démocrate d'Europe Centrale, etc... *Forces Nouvelles* (4-6-1960) ajoute que le Congrès reçut, d'autre part, des télégrammes de sympathie du président Landaburu Leizaola, président du Gouvernement basque et des messages des démocrates chrétiens catalans, du président du Parti Catholique Populaire néerlandais, de la Démocratie chrétienne italienne.

#### La démocratie chrétienne de France.

Le dernier gouvernement de M. Guy Mollet avait permis au M.R.P., sur le plan gouvernemental, de renouer son alliance avec la S.F.I.O., que le passé avait bien compromise. Son action sociale reprit alors une certaine vigueur. Ce nouvel élan ne réussit pourtant pas à maintenir l'unanimité au sein de sa direction sur l'ensemble de la doctrine politique.

Georges Bidault optant pour la thèse de « *L'Algérie Française* », proclamait que si l'intégration ne se faisait pas du Nord au Sud elle se ferait de l'Est à l'Ouest.

La grande majorité du M.R.P. ne pouvait adopter ce point de vue. Sa position libérale, mais aussi la nouvelle « lune de miel » avec la S.F.I.O. le lui interdisaient.

Georges Bidault se sépara alors du Mouvement sans pour autant être rayé des cadres du M.R.P. Le 13 juin 1958, un mois après les événements d'Alger, l'ancien ministre des Affaires étrangères lançait son premier appel pour la *Démocratie Chrétienne de France* :

« J'en appelle aujourd'hui aux hommes fidèles à la tradition la plus profonde de la France, à son esprit libéral, à la volonté de justice sociale qui a toujours animé les meilleurs parmi les croyants et parmi ceux qui respectaient les croyances, pour constituer un mouvement de Démocratie chrétienne ne rejetant personne, ni pour des motifs d'erreur récente, ni pour des motifs d'erreur ancienne, mais dont la volonté d'agir pourrait le rendre égal à ce que j'avais jadis rêvé et à ce que d'autres pays ont su réaliser ».

(29)

Les dirigeants du M.R.P. n'approuvèrent pas l'initiative de leur président d'honneur. Georges Bidault accentua cette tendance et s'allia avec J. Soustelle, Duchet, Morice et Michel Debré qui avaient favorisé le retour au pouvoir du général De Gaulle pour conserver « l'Algérie Française ».

A ses débuts, *La Démocratie Chrétienne de France* — D.C.F. — était surtout un rassemblement. Chaque adhérent conservait la liberté de militer au parti de son choix, pourvu qu'il souscrivit à l'ensemble du programme de la D.C.F. Georges Bidault montra l'exemple en ne donnant pas sa démission de président du M.R.P. et en assistant au conseil du Mouvement le 12 octobre 1958.

L'orientation générale de D.C.F., à cette époque, pouvait se résumer ainsi : *Pour de Gaulle, pour la politique sociale et européenne du M.R.P., pour la politique algérienne des « quatre » Bidault, Soustelle, Duchet, Morice, c'est-à-dire l'Algérie Française.*

Trop faible pour affronter seule les élections, la D.C.F., chercha des alliés. Elle se rapprocha des *Indépendants* et du *Centre Républicain*. Diverses personnalités sollicitèrent son investiture ou adhèrent à son organisation : l'ancien préfet Jean Baylot, M<sup>e</sup> Tixier-Vignancour, le député sortant Jean Dides, etc...

Le programme était simple : construire une nouvelle République sous l'autorité du général De Gaulle. Le dirigisme, qui avait sévi depuis 1944 devait disparaître et faire place à une politique résolument libérale. L'Etat-Providence était mort.

L'Algérie occupait la première place dans cette campagne électorale : « une Algérie fraternelle et à jamais française ».

Forte des quelque 500.000 voix obtenues aux élections de novembre 1958 par ces candidats, la D.C.F. réunit ses amis au cours d'une *Journée nationale* qui eût lieu à Paris, le 15 février 1959. Six cents délégués de Paris, des départements métropolitains et d'outre-mer étaient présents. On remarquait, parmi les parlementaires présents, autour du président Bidault : Jean-Louis Chazelle, député de la Loire ; Christian Bonnet, député du Morbihan ; l'abbé Laudrin, député du Morbihan ; Olivier d'Ormesson, député de Seine-et-Oise ; Devèze, député de l'Aisne ; et Lacombe, député du Maine-et-Loire.

(29) La démocratie chrétienne en Allemagne, avec le chancelier Adenauer, et en Italie, avec le président de Gasperi.

Assistaient également à cette manifestation : Jean Robyn, ancien R.P.F., qui dirigeait les sections de la Seine ; l'ancien sénateur de l'Aisne, Paul Gargominy ; André Béranger, ancien compagnon des *Volontaires de la Paix*, de Marc Sangnier, ancien député de la Nièvre ; Henri Brandel, ancien parlementaire également ; Antoine Paterni ; Joseph Blain, de Roubaix, Maurice Scotti, de Marseille ; Jean Pochard, directeur-gérant de *Démocratie Chrétienne* ; Mercier, ancien député des Deux-Sèvres ; Georges Lopinto, président de l'*Union Chrétienne et Musulmane de l'Algérie et du Sahara* ; le général Dufourt, etc...

Programme classique : un rapport d'activité par le secrétaire général, un exposé sur l'organisation et la propagande et enfin le discours du président.

Jean-Louis Capron, secrétaire général, dans son rapport d'activité, faisait remonter sinon la naissance, du moins la conception de la D.C.F. à avril 1958, lors de la dernière tentative (30) de Georges Bidault qui devait « *sortir la nation de l'abîme dans lequel elle risquait d'être entraînée* » (31). Les événements du 13 mai avaient balayé le « *Système* » de la IV<sup>e</sup> République. C'est alors que, devant ce constat de faillite, Georges Bidault avait lancé son appel du 13 juin.

L'article 2 des statuts définit l'objet principal de la D.C.F. : « *Créer et organiser sur le plan national et dans l'Union Française un mouvement d'action politique et de progrès social tendant à assurer la défense de la communauté française par une propagande dans l'esprit de la démocratie et par le regroupement des forces fidèles à la Patrie* ».

A la fin de l'été, dans une dizaine de départements, « s'ébauchait » une fédération et Georges Bidault partait faire une tournée de propagande en Algérie.

Les résultats aux législatives furent prometteurs ; sur 100 investitures accordées, 31 candidats avaient été élus, et sur plus de 100 candidats patronnés par la D.C.F., 51 devinrent députés. Il était cependant impossible au mouvement d'exploiter ces résultats sur le plan parlementaire. Le règlement, ou plutôt la nouvelle Constitution, prévoyait qu'aucun groupe ne pouvait se constituer à l'Assemblée Nationale s'il ne réunissait pas un minimum de trente députés. La plupart des élus ayant rejoint leur parti, la *Démocratie chrétienne* (32) se contenta de former un intergroupe : l'*Association parlementaire pour la Démocratie Chrétienne et l'Unité Française*, dont le secrétaire général est M. l'abbé Laudrin, député du Morbihan.

Après avoir rejeté (33), comme préjudiciable à la politique qui doit être définie en commun, « *la division en équipes de sections correspondant à telle ou telle catégorie sociale ou à telle organisation syndicale ou professionnelle* », il a été reconnu que les méthodes d'information et de propagande étaient, pourtant, différentes selon les organismes ou les catégories à toucher.

(30) On se souvient que les dirigeants du M.R.P. refusèrent leur confiance à Georges Bidault.

(31) *Démocratie chrétienne de France*, n° spécial, mars 1959.

(32) Georges Bidault classé à l'Assemblée « *non inscrit, isolé, indéterminé* », fut néanmoins élu membre de la Commission des Affaires Etrangères à une majorité de 90 % des votants.

(33) Rapporteur Robert Bichet, délégué général de D.C.F., ancien ministre.



Pour cette raison, l'organisation du nouveau parti devait être spécialisée, diverse et en même temps, dirigée en vue des objectifs à atteindre. Cette première organisation centralisée était ainsi articulée et dirigée du Centre National (47, rue Monceau, Paris 8<sup>e</sup>) par :

— un délégué chargé de la liaison avec les organisations politiques, fonction qu'exerce Jean-Louis Capron, professeur au lycée Montaigne, secrétaire général ;

— un délégué chargé de la liaison avec les organisations familiales et sociales : Gargomini ;

— un délégué chargé des contacts avec l'Assemblée Nationale : l'abbé Laudrin, secrétaire de l'*Association parlementaire pour la démocratie chrétienne et l'unité française* ;

— un délégué chargé des relations avec l'Algérie et les diverses organisations algériennes : Hamenky ;

— un délégué chargé des liaisons avec les organisations européennes et les partis démocrates-chrétiens des autres pays : Alfred Coste-Floret ;

— un délégué à la propagande : Jacques Gouault ;

— un délégué à la presse : Jean Dannenmuller ;

— un délégué à la jeunesse (34), etc...

Ces délégués agissent sous le contrôle direct du président, Georges Bidault, et du délégué général, Robert Bichet.

Cette centralisation extrême ne devait être que provisoire. Au fur et à mesure du développement de l'organisation des départements, la décentralisation se ferait au profit des groupes départementaux dirigés par un délégué départemental, assisté d'un responsable par circonscription législative et d'un responsable par canton et même par commune. Cette organisation décentralisée a déjà été mise en place dans la Seine (Jean Hémard, président, Antoine Paterni, Paul Gargominy, Pierre Armand, Docteur Serge Bemelmans, Michel Foubert, Docteur Gavignet, Docteur Martinie-Dubousquet, Vertenelle, général Vesine de la Rüe), la Seine-et-Oise (Bichet), le Nord (Joseph Blain), le Rhône, la Gironde (Jacques Du Vignau, Jean Rougier, Mme Jean Rochet, Jean Monville, Adrien Junca), la Haute-Garonne, la Loire, les Alpes-Maritimes et les Basses-Pyrénées (R. Adolle, Tixier-Vignancour, M<sup>e</sup> Lafargue).

L'Algérie, point névralgique de la France, a fait l'objet d'une attention toute particulière. *La Démocratie Chrétienne de France* cherche à unir sous sa bannière chrétiens et musulmans. C'est donc pour atteindre ce but que les dirigeants de la D.C.F. ont créé « *L'Union Démocrate Chrétienne et Musulmane de l'Algérie et du Sahara* », qui possède son journal *Ici la France* (2, rue Denfert-Rochereau, Alger).

L'organe central de la D.C.F., dont l'administration est 47, rue de Monceau, Paris-8<sup>e</sup>, est un bulletin mensuel qui porte le nom du Mouvement. Son directeur-gérant est Jean Pochard. Il est rédigé par l'équipe dirigeante à laquelle s'ajoutent des collaborations régulières ou épisodiques : Docteur Philippe Encasse, fils de Papus, Edouard Lizop, Léon Berthier, directeur de l'U.N.C., Lieutenant-Colonel Alain Bastien, directeur de *Sahara de Demain*, etc...

Guy MARGOT-DUCLOT.

(34) Les jeunes de la Fédération de la Seine sont animés par Roger Allaire, Marie-José Ramos, Yves de Germay, Emmanuel Paturle, etc...

## LE CENTRE GAUCHE

## Le R.G.R.

Jacques Fauvet, le rédacteur politique du *Monde*, écrit un jour que le *Rassemblement des Gauches Républicaines* (1) était celui d'homme de droite siégeant au Centre.

En fait, il s'agit principalement d'un syndicat de petits et moyens partis du centre gauche et du centre droit, qui avaient été éliminés de la scène politique après la libération. Il est — ou fut — également le refuge des hommes politiques importants ou ambitieux que le parti radical écarta au cours de ces dernières années.

Le R.G.R. date de mars 1946. Il fut, à l'origine, un véritable regroupement centriste, où des hommes aussi différents d'opinion que Pierre Bourdan et Yves Farge, Gaston Monnerville et Jacques Soustelle se retrouvaient. Il était, alors présidé par le sénateur Marcel Astier ; le futur Haut-Commissaire en Indochine, Emile Bollaert, en était le président administratif et Jean-Paul David, le secrétaire général. A la mort d'Astier, Gabriel Cudenet, fondateur du *Parti Radical-Socialiste Camille Pelletan*, fut nommé président. Edouard Daladier occupa ensuite la présidence pendant de longues années, secondé par J.-P. David.

Le R.G.R. groupait : le *Parti Radical et Radical-Socialiste*, l'*U.D.S.R.*, la *Réconciliation Française*, l'*Alliance Démocratique*, le *Parti Socialiste Démocratique* et le *Parti Républicain Socialiste*. Selon *Le Monde* (20 mars et 26 avril 1946), y avaient également adhéré la *Ligue de la République* et le *Rassemblement de la Résistance*.

Présidé par un homme qui est considéré dans les milieux parlementaires comme l'homme politique le plus brillant de l'après-guerre, Edgar Faure, le R.G.R. allait entrer en conflit avec le *Parti Radical et Radical-Socialiste*, lorsque celui-ci passa sous la coupe de Pierre Mendès-France.

Le député de l'Eure s'était employé à noyauter le *Parti radical* en introduisant dans ses rouages administratifs des adhérents nouveaux qui venaient des milieux progressistes et neutralistes. Son but était d'éliminer Edgar Faure. Il y parvint lors du congrès radical de novembre 1955. La rupture entre le R.G.R. et le *Parti radical* fut alors complète.

(1) 7 bis, place du Palais-Bourbon, Paris. 7°

Aux élections législatives du 2 janvier 1956, alors que Mendès-France entraînait son parti dans le sillage du *Front Républicain*, le R.G.R. investit ses candidats qui s'opposèrent très souvent à ceux de la rue de Valois.

Le véritable animateur du R.G.R. est son secrétaire-général, Jean Paul David, qui est également président de la Fédération de l'île de France. Député de Seine-et-Oise et propriétaire des journaux *Le Réveil de Mantes* et *Le Réveil de Poissy*, Jean-Paul David fut longtemps l'animateur de l'organisme « *Paix et Liberté* » qui, à grand renfort d'affiches et de tracts, luttait contre le Parti Communiste. Bien que les dépenses engagées aient été considérables, les résultats obtenus sur le plan de la propagande furent très limités. Peu à peu, J.-P. David délaissa « *Paix et Liberté* » pour se consacrer à la constitution, à travers le R.G.R., d'une formation centriste et libérale.

Sur le plan départemental, J.-P. David donna son appui à l'U.N.R. et soutint les candidatures de Drouot-Lhermine, dans le secteur de Poissy, et de Michel Jamot, dans le canton de Mesnil-le-Roy. Par la suite, il sacrifia son meilleur collaborateur, Maxime Pacaud, directeur-rédacteur en chef du *Réveil de Poissy*, qui refusait de passer sous la coupe des syndicats gaullistes de *SIMCA*, très influents à Poissy. Le journaliste Pacaud allait contre-attaquer en créant un journal local, particulièrement réussi, *La Dépêche des Trois Cantons*, qui grignota la clientèle du *Réveil*.

Au référendum de 1958, le R.G.R. se prononça pour le *Oui*. Il fit diffuser un numéro spécial de son journal *La Liberté Républicaine* (7 bis, place du Palais-Bourbon, Paris IV<sup>e</sup>) portant en gros : « *La France démocratique va répondre : Oui* ».

Le numéro contenait des articles des dirigeants du R.G.R. (2). Edgar Faure, président, Louis Gautier-Chaumet, vice-président, René Gounin, ancien sénateur, demandant à leurs amis et sympathisants de faire confiance au général De Gaulle. Néanmoins, aux élections de novembre 1958, les leaders du R.G.R. furent battus, et ce n'est qu'aux élections sénatoriales suivantes qu'Edgar Faure pût prendre sa revanche.

A l'Assemblée Nationale, les députés R.G.R. ont constitué un groupe commun avec les radicaux orthodoxes ou non, avec les députés du Centre Républicain, avec tous les parlementaires qui siègent au centre gauche. Le *Groupe de l'Entente Républicaine* — c'est son nom — compte 38 membres et 5 apparentés : Beaugitte, Billières, Georges Bonnet, Bourdellès, Brocas, Caillaud, Chapuis, Chauvet, Clamens, Jean-Paul David, Mme Delabie, MM. Delesalle, Desouches, Dieras, Douzans, Ducos, Guy Ebrard, Maurice Faure, Félix Gaillard, Gauthier, Guthmuller, Hersant, Juskiewinski, Longuet, Médecin, Rémy Montagne, de Montesquiou, Palmero, Eugène Claudius-Petit, de Pierrebourg, Pillet, René Pleven, Renouard, Rossi, Sablé, Szigeti, Mme Thome-Patenôtre, M. Voilquin.

Apparentés : Barboucha, Bouslane, Cerneau, Chibi, Jean Valentin.

J.-J. A. et J.-L. M.

(2) Le R.G.R. possède aussi une agence de presse qui publie un *bulletin d'information*. L'Agence de Presse R.G.R. (3, rue Freycinet, Paris 16<sup>e</sup>) est dirigée par Jean-Paul David, secondé par Christian Loyauté et Pierre-Marc Vincent, rédacteurs en chef, et Chasagnac, Patoz, Pierre Roubaud et Bruno Tavernier, rédacteurs parlementaires.

### Le Parti Socialiste Démocratique.

Le *Parti Socialiste Démocratique* date de la Libération, ou plutôt de l'épuration qui suivit la Libération. C'est, en effet, de l'exclusion massive des anciens parlementaires et militants S.F.I.O. qui avaient fait confiance au Maréchal Pétain qu'est né, sous l'impulsion de Paul Faure, le *Parti Socialiste Démocratique*.

L'un des premiers actes publics du jeune mouvement fut de s'opposer à la constitution proposée le 5 mai 1946.

À l'issue du Conseil National qu'il tint à Paris, aux Sociétés Savantes, le 28 avril 1946, le *Parti Socialiste Démocratique* fit apposer sur les murs de Paris et des grandes villes de France cette affiche :

*Votez NON au référendum du 5 mai.*

*NON à la Dictature des Partis.*

*NON à la bolchevisation de la France.*

*NON aux ennemis de la Liberté.*

*NON à la justice des clans.*

*NON à la politique des incapables et des prébendiers.*

*NON à ceux qui menacent la civilisation occidentale et ce qu'elle représente pour nous, Français de France, d'espérance et de salut.*

**NON ET CENT FOIS NON.**

Suivaient les signatures des dirigeants et fondateurs du P.S.D. :

Paul Faure, ancien ministre et J.-B. Severac, professeur, secrétaires généraux ; André Chatignon, trésorier général ; Ferdinand Morin, ancien vice-président de la Chambre des Députés, ancien Maire de Tours ; A. Bedouce, ancien député et maire de Toulouse, ancien ministre ; Henri Salengro, Berlia, Lheveder, Beltrémieux, Castagnez, Dupont, Mennequier, Baron, Basquin, Garchery, Dubosc, Le Maux, Villedieu, Nouvelle, Burtin, Lévassier, Deudon, Dubois, Le Roux, Maffray, Théo Bretin, Sixte-Quenin, anciens députés ; Georges Bouilly, ancien Sénateur ; Robert Bos, ancien Président du Conseil Général de la Seine ; Louise Saumoneau, Madeleine Finidori, Marcelle Pommera, du Comité National des Femmes Socialistes ; Robert Vielle, secrétaire de la Fédération de la Gironde ; Julien Satonnet, maire de Chalon-sur-Saône, conseiller général, secrétaire de la Fédération de Saône-et-Loire ; Gendre et Devaux, secrétaires de la Fédération du Rhône ; Prieur, ancien maire de Nantes, secrétaire de la Fédération de la Loire-Inférieure ; Serbuisson et Lafort, secrétaires de la Fédération de la Charente ; Jules Masquere, conseiller général, secrétaire de la Fédération de la Seine ; Jules Mallarte, secrétaire à la Propagande de la Fédération de la Seine ; Magnien, ancien délégué permanent du Parti S.F.I.O.

Réduit à l'impuissance faute de moyens financiers et en raison des mesures d'exception qui paralysaient la plupart de ses dirigeants, le P.S.D., qui fut parmi les fondateurs du R.G.R., concentra ses efforts sur la *République Libre*, son organe. (Voir notre étude dans « La presse de l'opposition nationale »).

Fondé en 1949, cet hebdomadaire de la Démocratie socialiste est dirigé par Jean Rousseau. Son leader et directeur politique est Paul Faure, ancien ministre, qui fut vingt années durant secrétaire général de la S.F.I.O. Fondateur du *Populaire*, avec d'autres militants socialistes, il en assumait la rédaction en chef entre les deux guerres.

Contrairement à la plupart des nationaux, *La République libre* a fait preuve d'une très grande réserve à l'égard du nouveau régime et de l'homme qui l'incarne :

« Avant de pavoiser, — écrivait son directeur politique le 26 septembre 1958 — nous jugeons prudent d'attendre un peu, le temps de savoir si la Cinquième ne sera pas une caricature et une « resucée » de la Quatrième. On s'est tellement moqué de nous — et de la France — depuis quatorze ans qu'on voudra bien nous excuser de ne pas voir très net dans « cette obscure clarté qui tombe des étoiles ».

Il ne semble pas que le journal ait perdu des lecteurs à la suite de cette absence d'enthousiasme...

Paul Faure s'est employé, depuis quinze ans, à dénoncer ce qu'il appelle « un faux » (3) et qui eût pour résultat d'exclure de la vie politique la majorité des parlementaires qui avaient voté pour le Maréchal Pétain en juillet 1940.

Le P.S.D. (66, rue des Martyrs) a des liens d'amitié très étroits avec l'*Association des anciens de la III<sup>e</sup> République*, dirigée par Lucien Lamoureux, ancien ministre radical, et A. Rauzy, ancien député socialiste.

G. V.

#### Le Parti Radical-Socialiste et le Centre Républicain.

Lorsque l'emprise de Mendès-France sur le *Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste*, devint intolérable à ceux qui lui reprochaient l'ensemble de sa politique, ces derniers rompèrent avec lui et ses amis.

Cette rupture remonte au Congrès de Lyon, en 1956. A cette époque, Pierre Mendès-France faisait l'unanimité contre lui. Seuls quelques jeunes turcs, comme on les appelait rue de Valois, lui étaient encore fidèles ; la plupart allaient, par la suite, grossir les cadres progressistes et neutralistes des petites formations d'extrême-gauche qui préparent le Front-Populaire.

La cohorte des adversaires de Mendès-France, composée exclusivement (au début) de militants nationaux et de militaires, se grossit rapidement de modérés, de M.R.P. et de nombreux radicaux, parmi lesquels la fraction anti-communiste de la maçonnerie n'est pas la moins active. C'est ainsi que le maire de Louviers, élu grâce aux voix communistes, fut violemment attaqué par les radicaux restés fidèles aux traditions du parti, comme Léon Martinaud-Déplat, André Morice, Vincent Badie, Henri Queuille, André Marie, de Pierrebouurg et Pascal Arrighi.

Rompant avec les mœurs valoisennes nouvelle formule, ces hommes allèrent fonder un nouveau parti, « radical » lui aussi, ce qui leur vaudra d'être traînés devant les tribunaux par les valoisien qui estiment que le titre est leur seule propriété (le Tribunal leur donnera d'ailleurs raison).

Ralliés à De Gaulle parmi les premiers, les radicaux moriciens — comme on les appelle — veulent, selon une déclaration d'André Morice, qui remonte au 25 janvier 1958 mais conserve toute sa valeur : « répondre à l'appel angoissé des millions d'êtres qui ont mis en nous tous leurs espoirs en mettant un terme aux entreprises de démoralisation et de trahison, en ne laissant plus place

(3) *Histoire d'un faux et de ses conséquences*, par Paul Faure, Paris, 1959. Cet ouvrage était sous presse lorsque nous avons appris la mort du fondateur du P.S.D.

au doute, en traduisant en actes de fermeté clairvoyante notre résolution que des discours ne suffisent plus à concrétiser. Plier l'échine devant M. Bourguiba, ne pas avoir spontanément cette riposte de défense quand on nous porte des coups serait démentir ce que nous avons jusqu'alors entrepris. Ce serait ne pas respecter tant de sacrifices déjà consentis ! »

L'ancien ministre était plus qualifié que tout autre parlementaire sans doute, pour tenir un pareil langage, puisqu'il fut le seul, en septembre 1957, à autoriser le droit de suite aux troupes françaises attaquées par des bandes venues de Tunisie ou du Maroc.

Le 19 mai 1958, Jean-André Faucher constatait : « Pendant que M. Morice se rapproche de Soustelle' et par là même d'Alger ; alors que le radical dissident Pascal Arrighi se rallie au général De Gaulle, leurs amis Queuille et Vincent Badie reviennent vers la place de Valois afin d'y défendre la République aux côtés de Daladier et de Maroselli ».

La suite des événements devait démontrer que, loin de condamner la République, le général De Gaulle allait la sauver.

\*\*\*

Ouvrant le Congrès du Parti, le 27 mars 1958 à Nantes, André Morice déclarait :

« Démocrates de toujours, nous aurons à étudier les meilleurs moyens pour assurer la sauvegarde du régime républicain ; mais nous aurons aussi à souligner que, pour que ce régime soit défendu, il faut qu'il soit défendable ». Notons au passage que le président du Conseil de l'époque était Félix Gaillard, radical valoisien.

En ce qui concerne l'Union Française, Antonini, président de la Commission des Finances de l'Assemblée de l'Union Française à l'époque, soulignait à ce même Congrès que la France devait intensifier son effort financier dans les territoires d'Outre-Mer.

Le Parti Radical-Socialiste estime que la solution n'est pas dans l'indépendance, mais dans une plus large décentralisation des territoires d'Outre-Mer qui leur donnera une autonomie réelle et la libre gestion de leurs ressources, avec ce que cela comportera dans tous les domaines, à l'exception, naturellement, de la défense commune, des affaires extérieures et des finances.

Pour Paul Devinat, ancien ministre, rapporteur de la politique étrangère « la situation internationale est toujours et plus que jamais dominée par le conflit permanent entre l'Est et l'Ouest. A l'extérieur, la politique de Moscou n'a jamais varié : elle vise ouvertement à la destruction du capitalisme et à l'avènement du communisme universel ».

Le parti constate que l'Occident réagit de façon moins efficace que le monde communiste dont la force est surtout faite de nos faiblesses et de nos divisions intérieures. En conséquence, il estime que les objectifs majeurs de la France sont : armements, refonte de l'O.T.A.N., réalisation de l'unité européenne et construction de la Communauté Europe-Afrique.

Au Congrès de Nantes, de Bailliencourt, député de la Seine, estimait que : « La France doit fabriquer la bombe atomique, si elle veut encore, entre l'Est et l'Ouest, jouer le rôle d'une grande puissance ». Il fut unanimement approuvé, sauf par un délégué nommé Poirier.

« *L'Algérie, constatait Vincent Badie, dans un rapport très vigoureux, demeure le problème numéro un de la France, qui domine tous les autres et conditionne la survie du régime dans notre pays* ».

Pour les radicaux-moriciens, l'Algérie doit rester Française, malgré la tentation communiste et la pression de nos alliés. Dans ce même congrès, le Parti s'est déclaré favorable à une politique de plein emploi : « *Le chômeur ne doit plus être considéré comme un cas social, mais comme un cas économique ; il ne s'agit plus d'assister, il s'agit de réadapter, pour le plus grand bénéfice de l'intéressé et de la collectivité* ». Il s'est également prononcé pour une législation du droit de grève et un accroissement de la production. Précisant la position exacte de son parti sur l'échiquier, le président André Morice a souligné au deuxième congrès que le radicalisme devait rester un élément d'équilibre : « *Lorsqu'il y avait des excès à gauche — déclara-t-il — le parti radical penchait à droite, et inversement. C'est le rôle nécessaire d'une force d'équilibre* ». Pour le président des Jeunesses du Parti, ces « excès de la gauche », ce sont ceux du parti communiste : « *Aujourd'hui, affirme-t-il, la situation exige que les mesures nécessaires soient prises à l'encontre du Parti communiste* ».

\*\*

L'organisation du Parti est simple et démocratique : blent les adhérents d'une même ville ou bourgade, et les comités régionaux dans les contrées où les membres actifs sont peu nombreux. Ces comités locaux et régionaux sont groupés dans une Fédération Départementale qui leur transmet les consignes du siège. Dans les régions où le radicalisme est un peu plus sérieusement implanté, il existe des Fédérations Régionales ; c'est le cas de la Bretagne, du Sud-Est, de l'Est et, bien entendu, du Sud-Ouest.

Lors du Congrès National, chaque fédération dispose d'un mandat pour deux cents adhérents ; ces mandataires appartiennent au Comité Exécutif dont sont membres de droit les parlementaires et les conseillers généraux.

Ce Comité Exécutif désigne, au cours du congrès, une commission chargée, à son tour, de constituer un bureau qui n'a d'ailleurs qu'un rôle administratif.

Le Bureau du Parti, sauf modifications assez récentes, est ainsi composé :

Président : André Morice ; secrétaire général : Bernard Lafay ; secondé par Gaborit et Lanet ; trésorier général : Vincent Delpuech, assisté de Jacquemin et Masse ; vice-président parlementaires : André Cornu, Monin, de Pierrebourg, Quinson, E. Ramonet, Susset ; vice-présidents non-parlementaires : Cuny (secrétaire de la Fédération de la Seine), Ducatel, Faber, Grousseau, Savale, Zittel ; membres : Abadie, Bethmont, Clavier, Humbert, Labre, Pourcel, Armand Tapernoux (adj. au maire de Lyon), Theollière, Vence (secrétaire de la Fédération des Bouches-du-Rhône), Villepontoux (comités de Paris), Antonini et Ribéra (conseillers de l'Union française).

Tout comme le Parti valoisien, le *Parti Radical-Socialiste* est surtout un parti de cadres électoraux. Les militants sont donc peu nombreux, mais tous très représentatifs : Alexandre Thouraud, Claude Charbonniaud, Mme Lelord, professeur à l'école normale

de Nantes, Dr Delatte (Féd. de Constantine), Mazucca (Féd. de Sétif), Brochet (Féd. d'Oran), Sicard (Féd. de Tlemcen), Borgeaud (sénateur) Ripoll (Féd. de Sidi-Bel-Abbès), Soissons et Durner (Féd. du Maroc), Martinaud-Déplat et Paul Devinat (anciens ministres), Litaize (sénateur), Morève (député), Menguy, Rencurel et Ramus (conseillers de l'Union Française), etc..

Le Parti dispose d'un journal *La République* (229, Boulevard Saint-Germain, Paris) dont Vincent Badie est le directeur, Morvan Duhamel le gérant et G. Jacquemin, l'administrateur.

Le *Parti Radical-Socialiste* édite également un bulletin de liaison intérieur, qui est réservé aux cadres du mouvement. A l'occasion d'événements extraordinaires, des numéros spéciaux de ce bulletin sont imprimés.

En raison des difficultés soulevées à propos du titre, le Comité directeur du Parti a décidé le 17 septembre 1958 d'adopter, pour titre général de l'organisation : *Centre Républicain*, qui est celui d'une organisation ayant fusionné avec lui.

Le *Centre Républicain* est une création du Docteur Bernard Lafay, ancien ministre, ancien président du Conseil municipal de Paris, qui organisa, en avril 1958, une sorte de congrès des élus municipaux radicaux non-valoisians de la région parisienne. Outre Edouard Bonnefous et Antoine Quinson, ministres en exercice, 350 élus municipaux dont 40 maires et maries-adjoints assistèrent à ces « Journées du Centre Républicain ».

C'est sous cette étiquette que furent présentés, aux élections générales de 1958, (après la fusion du *Parti Radical-Socialiste* et du *Centre Républicain*) les candidats ayant l'investiture du Parti (selon *La République*, novembre 1958) :

AISNE : Rossi ; ALLIER : Nigay ; HAUTES-ALPES : Bernard ; ALPES-MARITIMES : Palmero et Verdet ; AUBE : Fleury ; AVEYRON : Icher ; BOUCHES-DU-RHONE : Martinaud-Déplat, Dubost et Massonat ; CALVADOS : Humbert ; CANTAL : Chauvet ; CHARENTE-MARITIME : Gaborit, Nail et Reveillaud ; CORREZE : Borie et Bounaix ; CORSE : Faggianelli, Arrighi et Rocca-Sera ; COTES-DU-NORD : Bourdeles et Lemonnier ; CREUSE : de Pierrebouurg et Deguillaume ; DROME : Berrang et Nicolas ; EURE-ET-LOIR : Rastel et Serfati ; FINISTRE : Rohou ; GARD : Vialla ; HAUTE-GARONNE : Douzans ; GERS : Montesquiou ; GIRONDE : Estèbe ; HERAULT : Badie et Ferraci ; INDRE : Ramonet et Morève ; ISERE : Raffine et Borie ; LOIRE : Durafour ; LOIRE-Atlantique : Morice et Verbe ; LOT : Perrou ; LOT-ET-GARONNE : Grassot ; MANCHE : Lebas et Lecacheux ; MARNE : Cayre ; MEUSE : Beauguitte ; NORD : Petit ; OISE : Barrachin ; PUY-DE-DOME : Soisson ; PYRÉNÉES-ORIENTALES : Pams ; SARTHE : Gasse ; SEINE : Lafay, de Léotard, Levêque, Faber, Grousseau, Allione, Gayrard, Baylot, Soubiran, Monod, Susini, Bethmond, Duroux, Boucher, Quinson, Minguet, Guérin, Frouard et Jumel ; SEINE-ET-OISE : Salvi, Denis, Bonnefous et Gallienne ; SEINE-ET-MARNE : Chavanes ; SEINE-MARITIME : Marie ; VAR : Favre, Coulomb, Prevel et Heuillard ; VAUCLUSE : Pommier et Michelier ; VIENNE : Longepierre ; YONNE : Flandin.

Notons au passage la diversité des origines politiques des candidats : à côté de radicaux dissidents, comme André Morice, Martinaud-Déplat, André Marie, etc..., se trouvaient d'anciens députés poujadistes comme Gayrard et Pommier, des dirigeants de la *Reconciliation Française*, comme de Léotard, des hommes de la *Démocratie Chrétienne* comme l'ancien préfet J. Baylot, et d'an-



ciens chefs du *Rassemblement National* comme Allione et Fouard.

Le Centre avait alors adopté la *Croix de Lorraine* comme emblème, montrant ainsi qu'il était foncièrement gaulliste. Malgré cette référence à l'homme providentiel, les effectifs parlementaires du groupe se trouvèrent fort réduits après les élections. Les deux *leaders*, André Morice, président, et Bernard Lafay, secrétaire général, subirent même des échecs personnels aussi cuisants qu'inattendus. Néanmoins, le 11 décembre, le groupe parlementaire, réuni en présence d'André Morice, constituait son bureau :

Président : André Marie ; Vice-Présidents : Jean Médecin (Alpes-Maritimes) et Jean Baylot (Seine) ; Secrétaire : Augustin Chauvet (Cantal) ; Trésorier : Louis Bruelle (Madagascar).

Aux élections municipales de mars 1959, le *Centre Républicain* ne devait pas être plus heureux. A de très rares exceptions près, ses candidats n'arrivèrent jamais en tête au 1<sup>er</sup> tour, certains mêmes, conseillers depuis de nombreuses années, perdirent leur siège (par exemple : Mme Antoinette Valmier, Vice-Président du Conseil Municipal de Paris, Conseiller Général de la Seine et Conseiller Municipal du 18<sup>e</sup> arrondissement). Toutefois, le Doc-Lafay fut plus heureux qu'aux élections législatives : les électeurs lui redonnèrent leur confiance.

J.-J. A.

#### Le Club des Montagnards.

Un mois après le Congrès tenu à Lyon (1956) par le *Parti Radical* valoisien, un journaliste radical, directeur à l'époque du *Réveil de Poissy*, Maxime Pacaud, proposait à un autre militant radical, Jeck Domicelli, et au journaliste J. A. Faucher de créer un centre libéral.

Maxime Pacaud, président des *Jeunesses Radicales et Radicales-Socialistes*, venait d'être exclu du parti d'Herriot pour avoir été tête de liste du R.G.R. à de récentes élections.

L'idée fit son chemin. Quelques temps plus tard, les trois hommes se retrouvaient chez Lipp, et Pacaud proposait de publier une *Charte du Libéralisme*. « Remontons aux racines du radicalisme, — disait-il — faisons un club se réclamant du jacobinisme intégral contre le faux-jacobinisme d'Hernu qui a dissocié le Parti Radical. »

Faucher proposa que ce centre libéral prenne le nom de « *Club des Cordeliers* ». Domicelli préférait : « *Club des Montagnards* ». Cette dernière appellation prévalut.

Au début, le groupe était essentiellement « radical » comme le voulait ses promoteurs. Les premières adhésions vinrent de personnalités en désaccord avec le mendésisme : Jacques Louis-Antierou, fils de l'homme politique de la III<sup>e</sup> République, qui devint président du *Club*, Vincent Abadie, Guy Vinatrel.

Par la suite les effectifs s'étoffèrent un peu, et l'équipe rédactionnelle du *Montagnard*, journal mensuel du *Club*, accueillit Michel Lesage, Bernard Martin, Pierre Bolomey, son administrateur, et Jean Drouot-L'Hermine, ancien conseiller municipal R.P.F. de Paris, qui alla chercher en 1958 un mandat de député U.N.R. à Poissy avant d'aller se faire battre par un candidat indépendant aux élections municipales de 1959 à Vernouillet (S-et-O).

Le *Club des Montagnards* n'a jamais recruté dans la « masse » ; ses membres sont surtout des notabilités de la politique et de la presse.

Au moment de la crise du régime, le Club était fréquenté par des personnes venant d'horizons politiques très éloignés. On y vit d'anciens « pétainistes » comme Michel Trécourt, d'anciens poujadistes comme Allione, d'anciens collaborateurs de Tixier-Vignancour, comme Albert Frouard ; on y vit également l'ancien préfet de police victime de son zèle anticommunisme Jean Baylot, le général Renucci, élu depuis député d'Algérie, l'avocat corse Roger Palmiéri, Raymond Le Bourre, secrétaire de la C.G.T.-F.O., et quelques autres.

Le *Club des Montagnards* considère que la Révolution d'Alger du 13 Mai, « accomplie dans l'esprit jacobin de la Grande Révolution Française », offre, enfin, au peuple l'occasion de voir s'édifier une véritable république débarrassée des gangs politiques.

Lorsque survint le référendum, le Directoire National du *Club des Montagnards* fut divisé, certains de ses membres préconisant de voter « Non » (c'était le cas notamment de Faucher). Néanmoins, la majorité s'étant prononcée pour le « Oui », par discipline la minorité s'inclina.

Le *Club des Montagnards*, dont le secrétaire général Gilbert Pradet, dit Guy Vinatrel, était candidat dans le V<sup>e</sup> arrondissement, soutint la candidature de plusieurs personnalités aux élections législatives de novembre 1958 : Marcel Moulard (8<sup>e</sup> arrondissement de Paris), Alexis Thomas, président de l'U.N.C. (9<sup>e</sup>), Camille Cabat (13<sup>e</sup>), Jean Rabeyrin (13<sup>e</sup>), André Gayrard (19<sup>e</sup>), André Grisoni (Courbevoie), César Ribetti (Saint-Maur), Albert Frouard (Montrouge), Claude Blum (Vannes), Charles Moysse (Versailles), Jean Drouot L'Hermine (Poissy), Maillot, sénateur (Doubs), Gérard Cayre (Marne), Marcel Martin, maître des requêtes au Conseil d'État (M.-et-M.), Ascione (Oise), Roger Palmiéri (Seine Maritime), Roland Boudet (Orne), Tirolien, maire de Marie-Galante (Gua-deloupe).

En septembre 1958, il donna son adhésion au *Comité d'Etude et d'Action pour la Sauvegarde des Principes Républicains*, dont le président, Marcel Martin, a été admis à siéger au sein du Directoire National du Club, tandis que celui-ci déléguait trois de ses membres (Antériou, Faucher, Vinatrel) au Comité de Patronage du dit Comité.

D'autre part, il constitua un *Comité National pour l'Union Sacrée* au cours d'une de ses réunions présidée par un représentant personnel du général De Gaulle (*Correspondance de la Presse*, 26.9.1958).

Sur l'entête de son papier à lettre, le Directoire National du *Club des Montagnard* porte, sous la devise « Patrie, Progrès, Liberté » ce rappel du serment des Montagnards :

« Je jure de maintenir la République Française une et indivisible, de mourir à mon poste en la défendant, de dénoncer indistinctement tous ceux qui trameraient et formeraient des complots contre le peuple souverain, je jure de dénoncer les abus et toutes les oppressions qui parviendraient à ma connaissance. Je jure enfin de me soumettre au règlement de la Société et de l'exécuter dans tous ses points ».

Ce serment fut prononcé en l'an II de la République par le Club de Bailleul. Le transposant dans l'actualité, les libéraux — version xx<sup>e</sup> siècle — allaient se heurter au « défaitisme » qu'incarnent à leurs yeux les communistes, Mendès-France et ses jacobins :

« Les Montagnards — déclaraient-ils le 21 octobre 1958 — émus de constater que la répression du terrorisme algérien oblige aujour-

d'hui les services de la Surveillance du Territoire à rechercher des complicités jusque dans les églises et les séminaires, inquiets d'apprendre que les complices les plus efficaces s'abritent sous des soutanes de prêtres, surpris du communiqué de l'évêque auxiliaire de Lyon qui place l'activité de ces prêtres progressistes dans le cadre d'une mission évangélique et sociale, attendent que la Hiérarchie prenne enfin position et précise formellement si une telle mission peut aller jusqu'à faire de ces prêtres les auxiliaires et les agents des assassins du F.L.N. »

Ce communiqué était motivé par la découverte d'un certain nombre de tueurs du F.L.N. réfugiés dans des séminaires et des annexes de la « Mission de France » à Lyon. Bien entendu, la Hiérarchie catholique ne daigna jamais y répondre.

Les dirigeants des Montagnards étaient d'autant plus à l'aise pour mettre en cause les milieux catholiques qu'ils appartiennent, en majorité à la Franc-Maçonnerie (4).

Accusé par *Le Monde* d'être une émanation des loges, le Club protesta par la plume de son secrétaire général, Guy Vénatrel, qui est lui-même maçon et directeur de la revue *Les Lettres M.* :

« Le Club des Montagnards n'étant pas un organisme maçonnique ne groupe pas l'extrême-droite de la maçonnerie. Nos militants appartiennent au Parti Radical-Socialiste, ou au Parti Socialiste ou au Syndicalisme ouvrier, ou sont sans parti. Nous ne saurions être qualifiés de mouvement d'extrême-droite, ne fût-ce que parce que, partisans affirmés de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, nous sommes opposés aux récentes lois scolaires. Nous avons donné notre adhésion au Comité National d'Action laïque. » (*Le Monde*, 17-6-1960).

Lorsque survinrent les événements du 13 mai à Alger, les Montagnards s'étaient ralliés au mouvement et, sur l'initiative de Faucher, le Club avait créé le *Centre National de Liaison des Organismes de Salut Public* qui tint une réunion clandestine au domicile de Vinatrel.

Autour des membres du Club s'étaient réunis ce soir-là, des personnalités représentatives de beaucoup d'organisations modérées, entre autre : Michel Trécourt, ancien directeur de *L'Heure Française* qui fut le lieutenant de Tixier-Vignancour au *Rassemblement National* avant de passer au *Parti Patriote Révolutionnaire* de Biaggi (1957-1958) ; le général Renucci ; Desprez, candidat antimarxiste malheureux à une élection partielle dans le Nord, ancien combattant volontaire en Hongrie ; Michel Carrière, qui, par la suite, devint l'un des piliers du groupement gaulliste d'extrême-droite *Renouveau et Fidélité*, ainsi qu'une quinzaine d'autres observateurs ou journalistes des groupements nationaux.

Le Club des Montagnards ne s'adresse pas à la masse ; aussi n'a-t-il pas cherché à fonder des sections ou des fédérations. L'optique personnelle de ses dirigeants a conduit ceux-ci à créer des clubs dont les adhérents proviennent surtout des professions libérales. Tout nouveau membre est recruté par relation personnelle ; il doit être parrainé avant d'être admis.

(4) Sous l'égide du Club des Montagnards, M. Francis Viaud, ancien Grand Maître du Grand Orient de France, a fait une conférence sur « la Franc-Maçonnerie devant les inquiétudes actuelles » (4-5-59). MM. J.-L. Antériou, Achille Ricker, Charles Hervu, Guy Vinatrel, Jacques Perier et notre confrère J.-A. Faucher, qui se qualifie lui-même « le plus profane des dirigeants montagnards », prirent également la parole.

Faisant « tache d'huile », le Club a provoqué la naissance d'organismes frères ou annexes, tel le *Comité d'Etude des Questions d'Extrême-Orient* qui publie un bulletin et est domicilié 62, rue Nationale, Paris XIII<sup>e</sup> au siège des Montagnards. Guy Vinatrel, est d'ailleurs, secrétaire général du Comité.

Son objet principal est d'étudier les événements contemporains et de diffuser les informations et nouvelles de nature à aider les peuples de l'Extrême-Orient, principalement la Chine nationaliste, dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance.

Le Comité de Parrainage comprend : Robert Bruyneel, député, vice-président de l'Assemblée Nationale de la IV<sup>e</sup> République, Ernest Pezet, sénateur, vice-président du Conseil de la République, Jean-Louis Vigier, ancien député de Paris, ancien président du Conseil Municipal de Paris, élu sénateur en avril 1959, et Jean Baylot, ancien Préfet de Police, député du XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Parmi les membres fondateurs citons : Louis Bertin, journaliste ; Michel Carrière, ancien secrétaire général du R.P.F. pour la Région Parisienne ; Félix Chevrier, vice-président de l'Association professionnelle de la Presse Républicaine et président de l'Association Fraternelle (maçonnique) des journalistes ; Jean Drouot-L'Hermine ; Jean-André Faucher, ancien directeur de l'*Agence Vietnam-Presse* ; Adolphe de Falgairolle, secrétaire général de la Presse américano-latine ; Auguste Gallois, directeur de la revue *L'Ecole et la démocratie* ; Jules Haudy, trésorier du *Parti Républicain Socialiste* ; Pierre Mercier, industriel ; Maxime Pacaud, président d'honneur des *Jeunesses Radicales-Socialistes* ; Robert Poulaine, ancien rédacteur en chef du *Temps Colonial*, président du Cercle Républicain ; Guy Vinatrel ; Jean Vitiano, éditeur ; et Paul Viret, journaliste, auteur d'une brochure démontrant que le *Parti Communiste* avait fortement exagéré le nombre de ses fusillés de 1941-1944.

Le Bureau de l'Association est présidé par : Félix Chevrier, assisté par Pierre Mercier (trésorier), Michel Carrière (archiviste), Auguste Gallois et Paul Viret (administrateurs) et Guy Vinatrel, secrétaire général.

J.-J. A.

N. B. — Au moment du tirage, nous apprenons que Jean-André Faucher vient de donner sa démission du *Club des Montagnards*.

#### Le Mouvement Français de l'Abondance.

Fondé en 1932, par l'économiste Jacques Duboin, le M.F.A. (30, rue de Léningrad, Paris VIII<sup>e</sup>) est difficile à classer. Il n'est ni de droite, ni de gauche, ni monarchiste, ni fasciste, ni marxiste. Bien que son président-fondateur soit un homme de gauche, ayant longtemps collaboré à des journaux de gauche (*L'Œuvre*, d'avant guerre, *La France au Travail*, etc...), il est difficile d'affirmer qu'il ne se rallierait pas à un gouvernement de droite si celui-ci se déclarait hostile à la politique des grands féodaux de l'Argent et s'il pouvait accepter quelques-unes des idées maîtresses de la doctrine « abondanciste ».

Ancien banquier, Jacques Duboin expose ses idées, chaque semaine, dans *La Grande Relève des Hommes par la Science*, journal qu'il a fondé en 1935 pour servir d'organe à la *Ligue pour le droit au travail et le progrès social*, — première dénomination du M.F.A.

Celles-ci, fort bien résumées dans un tract illustré de René Letourneux, d'après Dupiré, peuvent être présentées en 28 points :

1. — Dans la production, la machine remplace l'homme ;
2. — Deux conséquences : une production *accrue*, le chômage ;
3. — Le Chômeur n'ayant pas de *capacité d'achat*...
4. — ...ne peut pas acheter *l'abondance* des produits de la machine ! (paralysie des échanges) ;
5. — D'où le paradoxe : la misère dans l'abondance !
6. — *L'abondance tue le profit.*
7. — Seule la *rareté* permet le commerce avec *bénéfice*.
8. — En 1935, pour enrayer la crise économique, pour ranimer les échanges, pour sauver le profit, on lutte contre l'abondance !
9. — A Los Angeles, *on jetait le lait aux égouts*...
10. — ... et les chômeurs qui tentaient d'en recueillir un peu dans leur gamelle étaient *matraquées par la police*.
11. — Au Brésil, on brûla du café ; en France, en dénaturation du blé, on arracha des vignes, alors qu'une multitude d'hommes *manquait de tout* !
12. — Ces destructions pacifiques ne suffisant pas, on aboutit à la grande destruction *La Guerre* !
13. — Après la guerre, la production *abondante* reviendra *très vite*. Pour ne pas recommencer le cycle infernal, il faut...
14. — ... abandonner le régime échangiste « vendre-acheter » et instaurer *l'économie distributive* qui consiste à :
15. — a) produire *beaucoup* — il suffit de ne pas freiner la machine. — b) *distribuer* cette production *abondante*.
16. — Pour réaliser cette distribution dans l'ordre, une *monnaie de consommation* gagnée sur la *Production* :
17. — Les billets de cette monnaie seront émis chaque année en *quantité égale à la production*.
18. — Ils seront valables un an, ils ne serviront qu'une seule fois. La monnaie disparaîtra lorsque la marchandise qu'elle représente sera consommée.
19. — Conséquences : chaque année, toute la *production sera consommée* ;
20. — Plus de *stocks* invendus, plus de chômage, plus besoin de freiner la production ni le machinisme.
21. — Donc, par l'effet du Progrès technique, la production va croître, sans que cela constitue une calamité.
22. — Car, au début de chaque année, on pourra émettre plus de monnaie que l'année précédentes,
23. — D'où augmentation du standard de vie, *pour tous*. *L'abondance ne sera plus une calamité.*
24. — Et l'épargne ?... si elle devient *impossible*, elle sera aussi inutile, parce que...
25. — ...l'enfant qui vient au monde a *droit à la vie*, la société lui donne une *vie large*. Le nouveau-né touchera donc un *salairé jusqu'à sa mort*.
26. — En revanche, l'individu *doit* à la société *son travail*, dans la mesure de ses capacités pendant un certain nombre d'années, appelées service social.
27. — Dont la durée sera fixée d'après : a) les besoins de la production ; b) le degré de développement de la machine.
28. — Le machinisme, au lieu de provoquer des *crises* et de déclencher des *guerres*, donnera donc aux hommes *l'abondance* et les *loisirs*.

Jacques Duboin a développé ses idées dans plusieurs livres : « *Réflexions d'un Français moyen* », préface de Henry de Jouvenel, « *Nous faisons fausse route* », présenté par Joseph Caillaux, ancien ministre des Finances, *Demain ou le Socialisme de l'Abondance*, *L'Economie distribution s'impose*, *Les yeux ouverts*, etc... que diffuse le centre d'édition et de librairie du mouvement.

Des collaborateurs de Duboin, des militants du M.F.A. participent à la propagande « abondanciste » : l'abbé Monin, le colonel Georges Munier, Marcel Dieudonné, Mme Raymonde Curie, Gaston Barillon, etc... ont écrit des livres et des brochures, tandis que H. Cèdre, Jules Godeau, syndicaliste, Gabriel Lafont, Ricard, participent à la rédaction et à la direction du journal *La Grande Relève*.

G. V.

#### Le Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste.

Le *Parti Radical-Socialiste*, — dit aussi « Parti valoisien », en raison de son siège, situé 1, Place de Valois, à Paris — a été le parti le plus important de la III<sup>e</sup> République. Du fait de sa position intermédiaire entre les modérés et les socialistes, il était de toutes les combinaisons gouvernementales : « Union Nationale » lorsque les nationaux l'avaient emporté aux élections, « concentration républicaine », lorsqu'il était lui-même le vainqueur de la consultation électorales, ou « Front Populaire » lorsque la gauche avait triomphé. Ferme attaché à la forme républicaine de l'Etat et à la laïcité de la République, « il ne fixe point, cependant, de limites étroites à son œuvre. Il ne reconnaît aucun dogme. De même, il n'anathématise personne. S'il combat tous les abus et veut supprimer tous les privilèges, il se refuse à établir, même théoriquement, entre les citoyens des classes en lutte les unes contre les autres. Parti d'action sociale parlementaire, il réprovoque toute manifestation violente que ne justifierait pas une atteinte grave à la Constitution républicaine et aux volontés de la nation » (1).

Le mot « radicalisme » n'est pas neuf. Il fut introduit dans le vocabulaire politique français sous Louis-Philippe. Les radicaux se confondaient alors avec les républicains : ce sont « les partisans de l'extension des droits électoraux et de la soumission du pouvoir exécutif à la volonté nationale. » (2). Armand Marrast et Ledru-Rollin, sous la Monarchie de juillet, Jules Simon sous l'Empire, Gambetta, Jules Ferry et Clemenceau, au début de la III<sup>e</sup> République, étaient des radicaux.

En 1868, Jules Simon exposa la doctrine et le programme du radicalisme dans son fameux ouvrage « *La Politique radicale* », et, l'année suivante, à l'occasion de la candidature de Gambetta dans la 1<sup>re</sup> circonscription de la Seine, 1.500 électeurs adressaient au tribun qui portait leurs couleurs, un *programme démocratique-radical* que celui-ci accepta.

Connu dans l'histoire sous le nom de « *programme de Belleville* », il constitue la base sur laquelle s'édifièrent les programmes radicaux ultérieurs :

Liberté entière de la presse, de réunions et d'associations ; application intégrale et loyale du suffrage universel ; séparation des Eglises et de l'Etat.

(1) « Programme de Nancy » (1907).

(2) J. Carrère et G. Bourgin : *Manuel des Partis politiques en France*, Paris, 1924.

Election des magistrats ;  
 Réforme fiscale tendant à l'institution d'un impôt unique ;  
 Autonomie des communes ;  
 Instruction primaire laïque, gratuite et obligatoire, avec concours entre les intelligences d'élite pour l'admission aux cours supérieurs, également gratuits ;  
 Suppression des armées permanentes.

Quant au problème social, sa solution est « *subordonnée*, dit le programme de Belleville, à la *transformation politique* ».

Unis aux autres républicains pour barrer la route à la Restauration monarchique, les radicaux se groupèrent à partir de 1880 autour de Clémenceau et de Camille Pelletan, qui avaient fondés le journal *La Justice*. Ayant ajouté à leur programme une série de réformes sociales, un certain nombre de ces radicaux se présentaient alors aux électeurs sous l'étiquette de « radicaux-socialistes ».

Aux élections de 1898, ils triomphèrent des opportunistes qui détenaient le pouvoir depuis l'échec monarchiste et « le coup d'Etat du 16 mai ». Ils avaient mis l'accent sur trois revendications principales : l'impôt progressif et global sur le revenu, la séparation des Eglises et de l'Etat et la révision de la Constitution.

Ils s'organisèrent alors en parti. Réunis à Paris les 21, 22 et 23 juin 1901, sur l'initiative du *Comité d'action pour les réformes républicaines*, ils se réunirent en congrès sous la présidence de Léon Bourgeois, Mesureur, René Goblet et Henri Brisson, et fondèrent le *Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste*.

Dès le début, le Parti Radical connut, comme la plupart des partis, diverses tendances. Aux élections de 1910, par exemple, sur les 260 sièges obtenus, 110 élus étaient favorables au syndicalisme et formaient ce que l'on appelait déjà la Gauche radicale. Si la majorité était « bourgeoise », cette minorité se déclarait favorable à une politique commune avec les socialistes.

Fort lié à la Franc-Maçonnerie, — en particulier au Grand Orient dont 50 % au moins des membres étaient radicaux —, le Parti disposait d'une importante fraction de la presse régionale et départementale républicaine, dont les loges s'étaient assuré, à l'origine de la III<sup>e</sup> République, le contrôle. C'est grâce à ces journaux que le Parti Radical pu soutenir l'impitoyable guerre que Gambetta avait déclaré au cléricanisme et qui avait provoqué l'expulsion des congrégations, puis la séparation des Eglises et de l'Etat.

Les élections de 1919 furent particulièrement néfastes au *Parti Radical-Socialiste*. On lui reprocha les imprudences — on disait même les trahisons — de certains de ses leaders. Malvy, l'ancien ministre de l'Intérieur, et Joseph Caillaux, l'ancien président du Conseil, n'avaient-ils pas été condamnés en Haute Cour ? Sans doute Clémenceau, le Père la Victoire, était-il aussi un radical ; mais les méthodes qu'il avait employé pendant la guerre pour faire triompher nos armées n'étaient ni démocratiques, ni radicales, et le corps électoral ne mit pas son succès au crédit du parti valoisien. Celui-ci perdit la moitié de ses sièges aux élections de 1919 et il fut bien heureux d'en sauver 85.

Il prit sa revanche aux élections de 1924. Ayant conclu une alliance avec les socialistes S.F.I.O. et divers groupes républicains sous le nom de « *Cartel des gauches* », il enlevait la majorité avec ses associés et constituait un gouvernement, sans participation

socialiste, mais avec le soutien S.F.I.O., sous la présidence d'Edouard Herriot, son principal leader.

Le premier geste du nouveau président du Conseil fut de reconnaître le gouvernement soviétique, de renouer des relations normales avec la Russie devenue communiste, d'évacuer la Ruhr, de proclamer l'amnistie pour les mutins de la mer noire (Marty, Tillon, etc.), les deux condamnés de la Haute Cour (Malvy et Caillaux), les journalistes du *Bonnet Rouge* (J. Goldsky, J. Landau), l'agresseur de Clemenceau (Cottin, qui avait tenté d'assassiner le « tigre ») et pour les instituteurs communistes précédemment condamnés.

Dans sa déclaration ministérielle du 17 juin 1924, le président Herriot avait également annoncé la rupture des relations diplomatiques avec le vatican, ce qui fut fait en septembre de la même année.

Malheureusement, les radicaux sont meilleurs politiciens que bons administrateurs. Au début de l'été 1926, les caisses étaient vides ; par craintes des manifestations qui s'annonçaient et qui auraient mis « la République en danger », la majorité radicale parlementaire renversa la vapeur et, abandonnant ses alliés socialistes, entra dans un gouvernement dit d'*Union Nationale* composé de modérés et de radicaux et présidé par Raymond Poincaré.

Les élections de 1928 furent favorable à « l'Union Nationale », c'est-à-dire aux modérés et aux radicaux poincaristes. Redoutant les conséquences de cette défaite, les radicaux décidèrent au congrès suivant de se retirer du gouvernement. La démission collective d'Herriot et de ses collègues radicaux marqua la fin de l'expérience Poincaré.

La désagrégation du « Cartel » rendait difficile un rapprochement entre socialistes et radicaux. Il fallait un ciment de bonne qualité pour recoller les morceaux de la « bonne alliance » de 1924. Ce ciment, ce fut la Franc-Maçonnerie, à laquelle les dirigeants et les cadres des deux partis appartenaient.

*« Nous savons, avait-on dit au convent du Grand Orient à la veille des élections, que l'un des premiers résultats matériels du mal est la rivalité des partis de gauche. Que les républicains soient unis, ils seront victorieux... L'idée directrice : la Franc-Maçonnerie devenant l'arbitre moral des partis de gauche, pour assurer un agrégat loyal des forces républicaines et leur donner la victoire en 1932, cette idée n'a pas été perdue de vue un seul instant. Il faut cette première victoire pour obtenir les autres » (3).*

Le nouveau « Bloc des Gauches » obtint la victoire. Une majorité de radicaux et de socialistes entrèrent à la Chambre, et le radical Chautemps constitua le gouvernement. Ce triomphe fut de courte durée : fin 1933, un épouvantable scandale financier éclatait brusquement, éclaboussant de nombreuses personnalités radicales. Parmi les protecteurs de l'escroc Stavisky, on désignait l'ancien ministre Dalimier et Louis Proust, tous deux radicaux ; parmi ses intermédiaires, on nommait les députés Garat et Bonnaure, également radicaux ; parmi ses avocats et conseillers juridiques, on citait les députés radicaux René Renoult et André Hesse.

Sans doute, le congrès radical qui suivit prononça-t-il l'exclusion de ces personnalités compromises, mais le coup était dur : les

(3) Compte rendu du Convent du Grand Orient, 1931.



## ASSOCIATION AMICALE DE LA PRESSE DÉMOCRATIQUE

Fondée après la Libération, cette Association groupe des représentants de journaux de gauche, allant du radical modéré au socialiste le plus extrême. Ses adversaires la considèrent, à tort ou à raison, comme une association à caractère maçonnique, sous prétexte que plusieurs de ses membres dirigeants (Meunier, Soulié, etc...) sont francs-maçons.

Ce groupement, dont le siège social est à Paris, 21, boulevard Montmartre, est dirigé par un Comité ainsi composé :

Président : **Jean Meunier**, ancien ministre, président du C.A. de **La Nouvelle République**, de Tours ;

Vice-présidents : Robert Salmon, directeur général de **France-Soir**, et Pierre Houriez, de **Nord-Matin** ;

Secrétaire général : Louis Richerot, du **Dauphiné libéré**;

Secrétaires adjoints : Michel Soulié, de **La Tribune de Saint-Etienne**, et Clair-Gérard Lagarde, de **l'Agence Centrale d'Information** ;

Trésorier : Pierre Brantus, directeur des **Dépêches** (Côtes-d'Or, Jura, Haute-Marne, Doubs), successeur d'André Houtin, directeur du **Comtois** ;

Membres : Pierre Archambault (**Nouvelle République, de Tours**) ; Mme Baratte (**Nord-Littoral**), Henri Blavoet (**Nord-Eclair**), Ambroise Bordelongue (**République des Pyrénées**), Maurice Catelas (**Courier Picard**), Gaston Châtelain (**Liberté de l'Est**), Paul Chichet (**Indépendant des Pyrénées**), Gilbert Coltice (**Courier de l'Ain**), Raymond Dubreuil (**Haut-Marnais**), Michel Kwiatkowski (**Narodowiec**), Yves Lavoquer (**Libération-Champagne**), Francis Leenhardt (**République de Toulon**), Jean Lhospied (**Journal du Centre**), Georges Lustac (**Provençal**), Georges Morel-Fourrier (**Berry Républicain**), André Morice (**Eclair de l'Ouest**), Roger Nahon (**Le Populaire**), Cino del Duca (**Paris-Jour**), René Ribière (**Centre-Matin**), Pierre Teinturier (**Ardennais**).

émeutes du 6 février contraignirent le gouvernement du radical Daladier, — qui avait d'abord voulu résister en faisant tirer sur les manifestants (deux douzaines de tués, plusieurs centaines de blessés) —, à remettre sa démission au Président de la République. On fit alors appel à un ancien radical, retiré de la vie politique, le président Doumergue, qui sut apaiser les esprits et panser les plaies.

L'année suivante, pour faire échec aux factieux, aux « fascistes » qui menaçaient la République, le *Parti Radical-Socialiste* participait à la création du *Front Populaire* avec les socialistes, les communistes et les autres partis de gauche. Cette nouvelle coalition écrasa les modérés et la droite aux élections de 1936. Mais les radicaux étaient entrés moins nombreux à la Chambre que les socialistes : ce furent donc ceux-ci qui occupèrent dans le nouveau gouvernement les meilleures places, la Présidence du Conseil (Léon Blum) et le Ministère de l'Intérieur (Marx Dormoy).

Les radicaux reçurent cependant des portefeuilles importants : ceux de la Défense Nationale, de la Justice, de l'Air, de la Marine, de l'Education Nationale, etc...

Comme en 1924 l'expérience du Cartel, celle du Front Populaire en 1936 fut assez décevante sur le plan financier. Les réformes sociales provoquèrent des dépenses considérables. Malgré une dévaluation opérée par Vincent Auriol, ministre socialiste des Finances (amputation du franc de 60 %), les caisses de l'Etat étaient vides un an plus tard. Les radicaux inquiets changèrent de cap et se séparèrent de leurs alliés socialistes. Appuyés au Parlement par une partie du centre gauche, ils parvinrent à prendre la direction du gouvernement en 1937 et ils le conservèrent jusqu'en 1939 — sauf une petite interruption en 1938 (second gouvernement Blum, avec d'ailleurs participation radicale).

Les événements extérieurs les divisèrent, comme ils divisèrent la plupart des autres partis de droite ou de gauche, mis à part le Parti Communiste (du moins avant août 1939). Il y eut, place de Valois, des munichoïses et des antimunichoïses, des « pacifistes » et des « bellecistes ». Lorsque la guerre éclata, ils firent taire leurs divergences et se rangèrent derrière Daladier, leur chef, qui présidait le gouvernement. Sauf le radical Gaston Bergery, — d'ailleurs en dehors du Parti depuis quelques années —, tous les députés les imitèrent.

La défaite de 1940 fut, dans l'esprit du public, du moins sur le moment, attribué en grande partie à la politique que le *Parti radical-socialiste* avait approuvée ou à laquelle il s'était associée au cours des quinze années qui avaient précédées la guerre. La présence de quelques-uns de ses membres les plus illustres au sein du gouvernement Pétain, en particulier celle de Camille Chautemps, ne put empêcher le nouveau Régime de verser dans un anti-républicanisme qui éliminait le parti et ses hommes de la scène politique.

L'attitude du président Herriot, et celle non moins significative du président — également radical — Jeanneney, le 10 juillet 1940, ne furent pas interprétées par le Maréchal et ses collaborateurs comme un geste de ralliement, et le Parti radical n'en tira aucun avantage. Ses liens avec la Franc-Maçonnerie lui furent néfastes : à la suite de la dissolution des loges maçonniques, les adhérents du Grand Orient, de la Grande Loge, et du Droit Humain, du moins ceux qui avaient eu des fonctions ou un grade élevé dans la Maçonnerie, furent évincés de l'Administration. Parmi eux se trouvaient

naturellement, en très grand nombre, des cadres radicaux. Si ceux d'entre eux qui n'avaient pas été frappés par ces mesures eurent tendance à se rallier au nouveau Régime ou à s'affilier aux partis et groupements nés en 1940, les autres, les plus nombreux, manifestèrent plus ou moins ouvertement leur hostilité à Vichy. Beaucoup entrèrent dans la Résistance. Mais du fait de leur origine sociale — les radicaux sont, en général, des « bourgeois » voltaïriens — ils se sentaient trop différents des militants communistes, qui constituaient alors l'élément le plus actif de la Résistance armée, et trop éloignés des démocrates-chrétiens qui formaient le noyau de la Résistance non-communiste, pour participer très activement à la lutte contre le gouvernement Pétain-Laval et contre les Allemands.

À la Libération, le Parti Radical reconstitué était donc en fâcheuse posture devant le corps électoral, et les consultations lui furent très défavorables. La personnalité du président Herriot ne suffit pas à redonner au parti le prestige qu'il avait autrefois auprès des classes moyennes des villes et des campagnes. Habiles manœuvriers, les radicaux tentèrent de séparer socialistes et communistes du M.R.P. en mettant l'accent sur la laïcité, leur vieux cheval de bataille ; mais ils n'y réussirent point. La manœuvre d'Edouard Herriot, adhérant publiquement au très communisant *Mouvement Unifié de la Résistance* et devenant le président d'honneur de l'*Union des Jeunes Républicaines de France* (nouveau titre des *Jeunes Communistes* dissoutes par le gouvernement Daladier en 1939) n'eût pas plus de résultat. Cette attitude équivoque parût même indisposer fortement le corps électoral ; si bien qu'aux élections législatives de 1945 le Parti radical n'obtint que 29 sièges.

Il lui faudra attendre les élections de 1951 pour retrouver une certaine audience. Grâce aux apparentements avec les membres non-radicaux du R.G.R. et l'U.D.S.R., il obtint deux millions de suffrages et eut 67 élus. La place forte traditionnelle du radicalisme, le Sud-Ouest, où *La Dépêche* de Toulouse avait pu reparaître, fournissait le plus fort contingent, avec quelques îlots dont la persistance s'expliquait par la forte personnalité du leader local (ou par l'inexistence d'adversaires dangereux), comme dans le Rhône, avec Edouard Herriot, le Jura avec Edgar Faure, le Vaucluse avec Daladier, et l'Eure avec Mendès-France.

À partir de 1947, cependant, le Parti avait repris de l'importance dans les conseils gouvernementaux : André Marie, Henri Queuille, Edgar Faure, René Mayer, Mendès-France, M. Bourges-Maunoury, Félix Gaillard d'Aimé furent chefs du gouvernement ; Yvon Delbos, André Maroselli, André Morice, P. Giacobbi, Bernard Lafay, Tony Révillon, Emile Hugues, Henri Caillaud, etc... furent ministres ou sous-séculaire d'État.

La vie interne du Parti Radical avait été agitée avant 1939 par « la guerre des deux Edouard » qui opposait les partisans d'Herriot à ceux de Daladier. L'arrivée au pouvoir de Mendès-France provoqua des remous assez semblables à ceux que connurent les congrès radicaux d'avant-guerre. Cette fois c'est entre Mendès-France d'une part, et Edgar Faure et René Mayer d'autre part, que la lutte s'engagea. Un moment, le premier parut l'emporter sur les seconds : en rompant l'alliance avec le R.G.R. que présidait le radical Edgar Faure, Mendès-France élimina celui-ci ; quant à René Mayer, se désintéressant brusquement de la politique, il revint à ses premières amours, les affaires à l'ombre des

Rothschild. Mais les amis de Faure et de Mayer, demeurés nombreux au sein du Parti, finirent par évincer à leur tour Mendès-France.

Le parti fut naturellement très affaibli par ces divisions intestines. Si Mendès-France, en devenant pratiquement le président du Parti, avait attiré des éléments jeunes, beaucoup de vétérans s'étaient retirés : avec André Morice, ils constituèrent un autre Parti radical (voir notre étude sur le *Parti Radical-Socialiste* et le *Centre Républicain*). Après le départ des mendésistes (4), qui allaient grossir, un peu plus tard, le *Parti socialiste* dissident de Depreux, il ne resta donc place de Valois qu'une poignée de purs radicaux, conduits par Félix Gaillard.

Les élections de 1958 furent un désastre pour le radicalisme : dans le Rhône, par exemple, dont le Président Herriot fut si longtemps le « grand homme », où le Parti possède des racines anciennes et profondes, où l'opinion publique se trouve sous l'influence d'un grand journal radical comme *Le Progrès*, la place de Valois n'a plus aucun député.

Un sénateur de ce département, le radical Pinton, effondré devant cette nouvelle situation, écrivait au lendemain des élections de novembre 1958 : « *La cause du désastre se trouve dans les querelles internes du parti, mais aussi dans l'épithète « mendésiste » dont ses adversaires ont affublé tous les candidats radicaux, même lorsque cette épithète était totalement injustifiée* ».

Ces raisons, pour bonnes qu'elles soient, ne sont probablement pas les seules, puisque le corps électoral a réservé le même sort à Mendès-France, André Morice et Edgar Faure, ces frères ennemis du radicalisme.

Après un court intermède Galy-Gasparrou, la direction effective du Parti a été confiée à Félix Gaillard, ancien président du Conseil, tandis qu'Edouard Daladier, dont un ministre M.R.P. a pu dire qu'il était « *radical par sincérité, mendésiste par opportunisme et velléitaire par tempérament* », se démettait de ses fonctions de président, et que les minoritaires du bureau : Chatain, Masson et Valabrègue décidaient de ne plus participer aux travaux.

Demeurant dans l'expectative, le Parti Radical paraît attendre le moment où une faille lui permettra de pénétrer dans la V<sup>e</sup> République et d'y jouer un rôle comparable à celui qu'il joua dans la III<sup>e</sup> et sous la IV<sup>e</sup>.

\*\*

Dans la partie « historique » du radicalisme, nous avons donné un aperçu des diverses tendances qui, depuis le congrès de 1901, font de ce parti le plus complexe de tous, même (comme le soulignait Robert Boulay dans *Paris-Press*) « *pour les spécialistes les plus érudits de la balistique parlementaire* ».

Au contraire, le programme, ou ce qui en tient lieu, est simplifié à l'extrême. La dernière déclaration-programme des valoisien date des élections de novembre 1958. *L'Information Radicale-*

(4) Profitant de l'échec cuisant de Mendès-France, qui de plus a perdu la majorité au bureau du parti, les radicaux centristes ont confié l'appareil valoisien au traditionaliste Galy-Gasparrou. Condamné à jouer les francs-tireurs, Mendès se retira de la vie du parti pour se tourner vers l'*Union des Forces Démocratiques*. Mis en demeure de choisir entre l'*U.F.D.* et le Parti radical, Mendès-France opta pour la première formation. Ce n'est pas sans regrets qu'il quitta la vieille maison de la Place de Valois, où il a régné en maître voici quelques années.

*Socialiste* l'a publié intégralement à cette époque. Il tenait en un quart de page format quotidien !

A cette période soufflait un vent anti-système, très violent. Aussi le préambule est-il d'abord un plaidoyer et un acte de foi dans le régime d'Assemblée. Nous ne pouvons mieux faire que de le publier in-extenso ;

« *Le Parti Radical qui avait repoussé la Constitution de 1946, dont il n'avait cessé de demander la révision notamment dans le sens du renforcement du pouvoir exécutif, a approuvé le texte de la Constitution élaborée par le gouvernement du général De Gaulle. Il est résolu à tout mettre en œuvre pour que les institutions nouvelles assurent la stabilité gouvernementale, réclamée avec insistance par les Présidents du Conseil et ministres radicaux, sans laquelle aucune œuvre de longue haleine, de quelque nature que ce soit, n'est possible.*

« *Le Parti Radical, qui n'avait cessé de combattre la proportionnelle et de réclamer le scrutin uninominal à deux tours, est heureux d'enregistrer la décision gouvernementale qui rétablit ce mode de scrutin.*

« *Le Parlement, et notamment l'Assemblée Nationale directement issue du suffrage universel, doit pouvoir remplir conformément à la Constitution le double rôle qui lui appartient de contrôle de l'action gouvernementale et d'élaboration des lois.* »

Le Parti Radical ne peut donc se plaindre que ses amis ne se soient retrouvés que treize sur les traverses de l'Assemblée Nationale. Comme le rappelait, quelques jours après ces élections, Jean Benedetti dans *Paris-Presse* : « *M<sup>e</sup> de Moro Giufferrì avait été bon prophète lorsque, s'étonnant du zèle de ses amis radicaux en faveur du scrutin d'arrondissement, il s'écriait : — Qu'est-ce donc que ce parti minoritaire qui parle constamment de scrutin majoritaire ! Cela va lui coûter très cher !* »

L'addition a été lourde, mais ce qui peut consoler les radicaux, c'est qu'avec tout autre mode de scrutin, le résultat eut été le même.

En ce qui concerne l'Algérie, les radicaux veulent « *restituer aussi rapidement que possible les tâches d'administration aux fonctionnaires civils, afin de libérer l'armée des tâches qui ne sont pas les siennes, de poursuivre l'installation de collectivités locales librement élues. Le Parti Radical estime, enfin, que parallèlement à la construction de l'Algérie Nouvelle qui doit être poursuivie sans relâche toute occasion d'aboutir à un cessez-le-feu doit être recherchée et saisie.* »

Le radicalisme est attaché à l'Alliance atlantique et à l'Europe. Il se félicite de la création, par le général De Gaulle, de la Communauté Franco-Africaine. Mais ce qui retient surtout l'attention des radicaux c'est la politique économique, financière et sociale.

Dans ce domaine, le programme est un peu plus complet, plus précis et plus net :

« *Le Parti Radical défendra une position d'équilibre des finances publiques ; une politique de réorganisation et de développement systématique de notre commerce extérieur. L'assurance chômage sera défendue par le Parti Radical. La participation des travailleurs à la prospérité des entreprises sera recherchée par l'établissement d'accords de salaire du type « accords Renault », Le système de Sécurité Sociale devra permettre un remboursement plus complet des frais effectifs de la maladie sans porter atteinte au caractère libéral des professions médicales.* »

Arrêtons-nous pour souligner que les députés radicaux élus sur ce programme soutiennent le gouvernement de M. Michel Debré qui a pris les mesures que l'on sait dans le domaine de la Sécurité Sociale. Mesures qui vont à l'encontre du programme social du Parti Valoisien !

Et c'est tout, ou à peu près. L'on ne parle même plus de la « défense de l'école laïque » qui fut longtemps le cheval de bataille de « l'infanterie de la République ».

\*\*

La Direction du *Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste* (1, place de Valois, Paris) est assurée par le Bureau National présidé par Félix Gaillard d'Aimé, (5) ancien président du Conseil, considéré dans les milieux politiques comme le « poulain » de Jean Monnet. Il est secondé par le secrétaire général Georges Galy-Gasparrou, le secrétaire général-adjoint, Pierre Brousse, et le trésorier général Robert Fossorier.

Six vice-présidents, six secrétaires et vingt-deux membres complètent le bureau. Ce sont :

Vice-présidents : René Billères, professeur de Lycée, député des Hautes-Pyrénées, Maurice Bourges-Maunoury, ancien député, ancien président du Conseil, Maurice Faure, député du Lot, Pierre de Félice, ancien député du Loiret, Marcel Perrin, Auguste Pinton, professeur, sénateur du Rhône, ancien secrétaire d'Etat de Guy Mollet ;

Secrétaires : Jacques Bordeneuve, sénateur de Lot-et-Garonne, ancien sous-secrétaire d'Etat, Pierre Cameau, de la Fédération d'Ille-et-Vilaine, Guy Ebrard, député des Basses-Alpes, Pierre Milani, Henri Paumelle, Gabriel Peronnet, de la Fédération de l'Allier ;

Membres : Jean Beffaras, Patrice Brocas, député du Gers, Olivier Caliot, Pierre Chemin, Gustave Deleau, conseiller économique, délégué général à la propagande de la *Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises*, président directeur général de la *Société d'Etudes pour le Développement Industriel et Commercial du Pas-de-Calais*, Edmond Desouches, député d'Eure-et-Loir, Baptiste Dufeu, François Giacobbi, ancien député de la Corse, ancien sous-secrétaire d'Etat, fils de Paul Giacobbi, ancien ministre radical, Raymond Guesdon, Robert Hersant, député de l'Oise, directeur général du groupe de presse *Oise-Matin, Auto-Journal, Centre-Presse*, (6) Henry Laforest, ancien député de la Dordogne, ancien ministre, Claude Declercq, de la Fédération Seine-Sud, le Dr Marin, de la Fédération du Vaucluse, Emile Maurer, Henri Pad, Gaston Pams, sénateur des Pyrénées-Orientales, Jacques Périer, Jules Pinsard, sénateur de Saône-et-Loire, Sampiero Quilici, de la Fédération Seine-Sud, Michel Soulié, journaliste, rédacteur en chef de la

(5) Le président Félix Gaillard s'appelle très légalement Gaillard d'Aimé depuis que le tribunal civil l'a autorisé à ajouter au nom de son père celui d'un oncle maternel. Il a épousé la veuve de l'ancien ministre radical Raymond Patenôtre (cf. H. Coston : *La Haute Banque et les Trusts*, Paris, 1958). N.D.L.R.

(6) Robert Hersant, militant fasciste en 1940, rallié au radicalisme après la Libération, dirige un important groupe de presse comprenant six quotidiens dans le Centre et le Centre-Ouest, un quotidien dans l'Oise, un hebdomadaire à Paris, et divers journaux en Eure-et-Loir. Il a pour commanditaire le financier Igoïn, représentant discret du gouvernement soviétique en France (cf. *Lectures Françaises*, N° de janvier et de février 1958. — *Les Financiers qui mènent le monde*, op. citée) N.D.L.R.

*Tribune* de Saint-Etienne, ancien député de la Loire, ancien secrétaire d'Etat (fils du sénateur Louis Soulié et de Mme Adrienne Gintzburger, de la famille des propriétaires de l'ancienne *Tribune Républicaine*), Pierre Thruvaudey, de la Fédération de la Haute-Saône, et Camille Héline, délégué du bureau national. (7)

Au temps de la direction Mendès-France, le bureau du Parti comprenait diverses personnalités qui ont, aujourd'hui, quitté la rue de Valois, ou qui sont, tout simplement, rentrées dans le rang : Mme Suzanne Crémieux, sénateur, mère de Jean-Claude Servan-Schreiber, directeur des *Echos* et actionnaire de la *Société du Journal l'Express*, Pierre Souques, député, Pierre de la Gontrie, Mme Brigitte Grosz, rédactrice à *l'Express*, sœur de Jean-Jacques Servan-Schreiber, Georges Bérard-Quélin, directeur de *Correspondance de Presse* et de la *Société Générale de Presse*, Edmond Bischoff, Paul-André Falcoz, du *Club des Jacobins*, Harris Puissais, Mme Yvonne Pons de Poli, etc...

Jusqu'en 1959, l'organe officiel du parti était *L'Information Radicale-Socialiste*. Depuis le début de l'année 1960, ce journal a disparu et c'est la revue de Félix Gaillard, *Le Démocrate*, qui semble le remplacer. Ce mensuel a pour principaux collaborateurs : Patrice Brocas, Guy Debeyre, Pierre Dreyfus, Maurice Faure, René Billères et André Maroselli. Il est édité par la *Société d'Édition Républicaine*, S.A.R.L., au capital de 15.000 N.F. dont le siège est 1, place de Valois, et que dirigent MM. Robert Fossorier et Pierre Bardet, gérants et MM. Michel Soulié, rédacteur en chef de la *Tribune* de Saint-Etienne, Jean Saint-Cyr, ancien député, et Emile Claparède.

Le Parti, indirectement, contrôle en province, un certain nombre de journaux : *La Tribune du Centre*, *La Dépêche du Midi*, *Progrès*, *La Tribune Libre* (Ariège), *Le Démocrate des Charentes*, *La Cité Républicaine* (Corrèze), *La Vie Républicaine* (Eure-et-Loire), et une cinquantaine d'autres plus ou moins importants, plus ou moins déclarés.

Avant la guerre, la presse radicale était particulièrement puissante. Une certaine de journaux de province (hebdomadaires, bi ou tri-hebdomadaires) dépendaient du *Comité de la presse radicale-socialiste de province*, présidé par Emile Brachard que secondait Albert Le Bail, secrétaire général. Le Parti avait en outre, à sa disposition, plusieurs grands quotidiens dont *La Dépêche*, de Toulouse, (8) et *Le Progrès*, de Lyon, qui paraissent encore et sont toujours dirigés par des radicaux.

En raison des scissions survenues au cours de ces dernières années, les radicaux des différentes tendances et des divers grou-

(7) Le 57<sup>e</sup> congrès national du Parti s'est tenu à Paris, alors que cette étude était déjà composée et sous presse. Le 7 octobre 1960, les congressistes ont élu ou réélu au Bureau National : Mme Thome-Patenôtre, ex-épouse de feu Raymond Patenôtre, ancien ministre de la III<sup>e</sup> République, André Gauthier (Isère) et Victor Sablé (Martinique, tous trois députés ; les sénateurs Auguste Billiemaz (Ain), Emile Claparède (Hérault) et André Maroselli (Haute-Saône) ; Bloch (Vosges), Boiron (B.-du-R.), Bonnardel (Rhône), Cellard (Seine), Alexis Fabre (Aude), Héline (Deux-Sèvres), D' Julien (Gironde), Marcel Martin (M.-et-M.), Mazaudet (Somme) et l'ancien député Jean Saint-Cyr (Ain), l'un des dirigeants du *Comité d'Études pour la République*.

(8) L'histoire de la *Dépêche du Midi* a été contée en détail dans *Lectures Françaises* (N<sup>o</sup> d'octobre 1959). Notons que l'ancien ministre de la Police de Vichy, René Bousquet, est l'un des administrateurs de la *Dépêche* depuis 1960, et que Vital Gayman, ancien dirigeant communiste, qui supervisa le journal de la R.T.F. pendant dix ans, dirige la rédaction du journal radical avec Joseph Barsalou. (N.D.L.R.)

pements qui désirent conserver des relations entre eux se retrouvent aux Amitiés Radicales que préside Marcel Martin et dont Achille Ricker, rédacteur à *Juvenal*, est le secrétaire général. Le bureau de cette association, qui se réunit généralement au Cercle Républicain de l'avenue de l'Opéra, (fondé par Mascuraud), se compose de Vincent Badie, ancien ministre, Ludovic Barthélémy, Victor Bassot, Claude Blum, André Maroselli, sénateur, ancien ministre, et Edgar Villepoux.

Jean-Jacques AUPY.  
et Jean-Louis MARTIN.

#### L'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance.

L'U.D.S.R. fut, à l'origine, un rassemblement de mouvements de la Résistance. En juin 1945, l'O.C.M., la majorité du *Mouvement de la Libération Nationale* (M.L.N.), les groupes *Libération-Nord*, et *Ceux de la Résistance* s'unissaient pour former cette organisation politique, qui ne devint un parti que l'année suivante.

Son programme était analogue à celui de la S.F.I.O. avec laquelle l'U.D.S.R. était liée par un pacte qu'avait également signé la *Jeune République*. Par la suite d'autres groupements, comme *Libérer et Fédérer*, *Combat*, *Empire* et *La Voix du Nord* s'intégrèrent à l'U.D.S.R. dont le secrétaire général fut d'abord Francis Leenhardt, aujourd'hui parlementaire S.F.I.O., assisté de Jacques Baumel, secrétaire général du M.L.N., G. Izard, ancien député frontiste, député à la Constituante, secrétaire général de l'O.C.M., Henri Ribière, membre du Comité directeur de la S.F.I.O., secrétaire général de *Libération-Nord*, Laugenie, secrétaire général de *Combat-Outre-Mer*, Avinin, l'un des fondateurs de *Franc-Tireur*, *Blocq-Mascart*, président de l'O.C.M., Gaston Tessier, de la C.F.T.C., Eugène Claudius-Petit, Morandat, Priou, de *Libération-Nord*, Jean Texier, de la S.F.I.O., Piette, de l'O.C.M., Ribeyrol, Gorce, de la *France Combattante*, Lecompte-Boinet, du C.D.L.R., Jurgensen, André Philip, Salmon, du M.L.N., Mme Lefauchoux, de l'O.C.M., Zacksas, de *Libérer et Fédérer*, le colonel Laboureur (alias Etienne de Raulin), André Malraux, René Capitant, Robert Lacoste et Henri Fresnay, puis André-Pierre Bourdan et François Mitterrand représentaient le groupe au gouvernement.

Le 10 juillet 1946, l'U.D.S.R. changea sa structure et devint un parti politique : elle entendait être « la cellule mère d'un mouvement travailliste ». Quelques mois auparavant, en mars 1946, elle avait constitué avec le *Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste*, le R.G.R. (voir notre étude sur le *Rassemblement des Gauches Républicaines*) auquel d'autres formations politiques adhèrent.

Le premier congrès du mouvement eut lieu à Paris les 24, 25 et 26 mai 1947. René Pleven fut élu président ; il le demeura jusqu'en 1951.

Bien qu'ayant admis la double appartenance aux congrès de 1947 et de 1948, l'U.D.S.R. se sépara au moment de son troisième congrès — juin 1949 — des éléments gaullistes (R.P.F.) qui lui avaient donné leur adhésion. René Capitant et ses amis, qui s'étaient déjà retirés du groupe parlementaire U.D.S.R., « se considèrent comme exclus » du parti lui-même. Un an après, le président Pleven devenait chef du gouvernement.

Entre temps, Jacques Soustelle avait abandonné le Mouvement, au sein duquel ne restaient que des hommes, comme Jean Marin,



à la fois R.P.F. et U.D.S.R., dont le rôle était peu actif dans l'un ou l'autre mouvement.

En 1951, François Mitterrand fut élu à la présidence du parti. Dès lors, une lutte sourde — comparable à la « guerre des deux Edouard » de la place de Valois — s'engagea entre le nouveau président et l'ancien : elle aboutit, le 28 septembre 1958, à la rupture. Les divergences au sujet de l'attitude à adopter au référendum en furent le prétexte : le Président René Pleven, Eugène Petit dit Claudius-Petit, l'un des fondateurs de *Combat*, Roger Secrétain, directeur de la *République du Centre*, tous trois parlementaires, et leurs amis favorables au OUI quittèrent l'U.D.S.R., laissant le champ libre à François Mitterrand et ses partisans, adversaires de la constitution gaulliste (1). Les premiers constituèrent l'année suivante un nouveau parti, l'*Union Démocratique*.

Cette scission réduisait considérablement les effectifs du parti. Si une dizaine seulement des fédérations (sur cinquante) quittaient l'U.D.S.R., les plus importantes étaient du nombre (Côtes-du-Nord, Loire, Loiret, Rhône, etc...). Au congrès suivant, le XII<sup>e</sup>, qui se tint à Paris (début 1959), 27 fédérations seulement étaient représentées.

Analysant la position de l'U.D.S.R. et de son chef au lendemain de ce congrès, *L'Express*, l'hebdomadaire de la nouvelle vague mendésiste écrivait, le 5 février 1959 :

« Cette perte d'effectifs à sa contrepartie : ceux qui ont décidé de rester aux côtés de M. François Mitterrand sont maintenant liés par un engagement politique précis. La Fédération du Rhône a proposé une motion préconisant la réconciliation avec les dissidents ou la dissolution du parti : elle n'a recueilli que neuf mandats. M. Jean-Claude Broustra, militant jeune, mais ancien dans le parti, a voulu défendre l'option des gaullistes de gauche : il n'a pas réussi. Le XII<sup>e</sup> congrès a montré que le temps des motions de synthèse est révolu pour l'U.D.S.R. Dans l'analyse complète qu'il a faite du régime et de la politique de Gaulle, M. François Mitterrand n'a laissé subsister aucune équivoque sur ce point. L'ancien ministre a affirmé : « Pendant que le général de Gaulle « règne et gouverne, les factions gagnent chaque jour dans leur « entreprise pour conquérir le pouvoir. »

Il a cité, entre autres, une anecdote : « Bourguès-Maunoury, « ministre de l'Intérieur, se rendit un jour à l'Élysée pour y « demander l'arrestation de sept officiers supérieurs. Dans le « bureau du général Ganeval, il trouva l'un de ces sept-là : « aujourd'hui, il est chef de l'état-major particulier du général « de Gaulle. »

Son analyse amène M. François Mitterrand à une hostilité totale à la politique actuelle, qu'il condamne sous tous ses aspects : une communauté qui « vient trop tard », une « espérance vaine » en Algérie, un inquiétant « noyautage » des administrations.

La nouvelle U.D.S.R. entend demeurer dans l'opposition, jusqu'au jour où, comme l'a dit le rapporteur, s'effaceront ceux qui « ont préparé les révoltes futures qui les balayeront et se sont interdit d'invoquer l'histoire et le droit pour les défendre ».

Les élections de novembre 1958, qui précédèrent ce congrès, marquèrent un recul très net du mouvement : son président, Fran-

(1) Par 38 voix contre 15, le comité directeur de l'U.D.S.R. s'était prononcé, le 20 septembre 1958, pour le NON au référendum.

çois Mitterrand, fut battu dans son fief et ce n'est que l'année suivante qu'il se fit élire au Sénat, dont il est devenu l'une des plus fortes personnalités.

Le mouvement qui a son siège 21, rue du Mont-Thabor, Paris 1<sup>er</sup>, est dirigé par un Comité directeur de 70 membres qui délègue une partie de ses pouvoirs à la délégation exécutive comprenant les membres du Bureau national et les membres et suppléants de la dite délégation élus par le Comité Directeur. Un congrès national réunit chaque année les délégués des fédérations départementales.

La base de l'U.D.S.R. est la section locale. Les sections d'un même département constituent une fédération.

Jusqu'en 1958, le mouvement était lié au *Rassemblement Démocratique Africain* (2) et formait avec lui un groupe parlementaire commun, fort d'une vingtaine de députés. Au Conseil de la République, les sénateurs U.D.S.R. n'avaient pas de groupe propre : ils étaient inscrits, pour la plupart, à la Gauche Démocratique, groupe sénatorial du *Rassemblement des Gauches Républicaines* (l'U.D.S.R. étant l'un des principaux membres du R.G.R.).

A la veille de la scission, les organismes directeurs du Parti étaient ainsi composés :

*Bureau :*

Président : François Mitterrand ; secrétaire général : Joseph Perrin ; secrétaire-adjoint : Georges Beauchamp (Rosenfeld), président de la *Confédération Nationale des Déportés du Travail* ; vice-présidents : L. Deteix, Gaston Escarguel, maire de Sète ; Leccia, général Legentilhomme, Richaud, F. Kœchlin (vice-président à vie) ; trésorier : C.-B. Raynal ; membres : Claudius-Petit (Eugène Petit), Liberotti, Secrétain.

*Délégation exécutive* (outre les membres du bureau) : Avinin, F. Bertin, Colin, Cruchon, Georges Dayan, R. Duveau, Joseph Lanet, Tiercin, Lepeltier, Magne, Matras, Merli, Louis Mernaz, René Plevén et Ribes ; suppléants : Broustra, Desbœuf, Fauconnet, Gautier, Gribbe, Leygnac, Mauberna, Odette Verdier, Fernand Weil.

Parmi les autres personnalités de l'U.D.S.R. on remarquait notamment : Kosciusko-Morizet, gendre du parlementaire socialiste disparu Morizet et collaborateur du Président Vincent Auriol ; Dumas de Raully (délégué de la Seine) ; Lévêque, président du Conseil Municipal de Paris ; Charles Lyron, directeur-gérant du *Courrier de la Nièvre* ; de Montesquiou ; Josette Worms ; etc.

Le Bureau actuel est présidé par François Mitterrand et comprend quatre vice-présidents : L. Deteix, F. Kœchlin, B. Leccia, Joseph Perrin ; un secrétaire général : Georges Beauchamp (Rosenfeld), et deux secrétaires généraux adjoints : Georges Dayan et F. Liberotti ; un trésorier : Daniel Dollfus, plus deux membres : Louis Mermaz et Georges Leygnac.

Avant la scission, l'U.D.S.R. disposait d'un organe national (de périodicité irrégulière), *Le Combat Républicain*, fondé en 1949 et dirigé par Joseph Perrin, et, pratiquement, de deux hebdomadaires : *Le Petit Bleu*, de St-Brieuc, dirigé par René Plevén, et *Le Courrier de la Nièvre*, dont F. Mitterrand est l'éditorialiste.

(2) Le *R.D.A.*, présidé par Houphouët-Boigny, alors député de la Côte d'Ivoire, menait en Afrique noire une propagande en faveur de l'émancipation des peuples africains dans le cadre d'une collaboration avec la France.

Depuis 1959, *Le Combat Républicain* s'est fait plus irrégulier encore ; *Le Petit Bleu* est devenu le porte-parole du nouveau groupe de MM. Pleven et Claudius-Petit ; seul, *Le Courrier de la Nièvre* demeure un organe du parti.

Bien que son président ait fait, en 1954, des déclarations très Algérie Française, la position de l'U.D.S.R. a été fluctuante dans la question algérienne.

Le 12 novembre 1954, François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur — n'oublions pas que l'insurrection fellagha éclata sous le ministère Mendès-France — déclare à l'Assemblée Nationale :

« ... *L'Algérie c'est la France. Des Flandres au Congo, il y a la loi, une seule nation, un seul Parlement. C'est la Constitution et c'est notre volonté... Le gouvernement veillera à ce que nos concitoyens d'Algérie sachent qu'ils ont une espérance et que cette espérance est française.. Nous ferons tout pour que le peuple algérien, partie intégrante du peuple française, se sente chez lui, comme nous et parmi nous...* »

Aux congrès U.D.S.R. suivants, l'attitude est infiniment moins tranchée. Au congrès de 1957, François Mitterrand parle de « *République fédérale* », de *Communauté Franco-Africaine égalitaire et fraternelle* » et reconnaît que « *la volonté de libération et d'émancipation africaine est un objectif louable* » (3).

« *Il n'est pas possible, proclame-t-il, que la France trahisse sa mission et préfère les avantages acquis de ses propres privilèges à l'émancipation nécessaire des peuples qui vivent grâce à elle* » (4).

L'U.D.S.R. se déclare ouvertement socialiste. « *Mais le socialisme, tel qu'elle l'envisage, se sépare du marxisme qu'elle accuse de tendre à substituer au capitalisme privé un capitalisme d'Etat, destructeur de la personnalité et des libertés fondamentales* » (5).

« *En un mot, le Socialisme humaniste qu'incarne l'U.D.S.R. se résume dans la Justice Sociale, la Liberté et la Paix entre les peuples* » (6).

Mouvement de gauche, l'U.D.S.R. l'est plus encore aujourd'hui, sous la direction de François Mitterrand et débarrassée des éléments pro-gaullistes, qu'elle ne le fut sous la présidence de René Pleven.

Tout en proclamant sa fidélité au Pacte Atlantique, l'U.D.S.R. surtout sa direction, semble très attirée vers l'U.R.S.S. et vers le neutralisme. Très divisée sur le problème de la C.E.D., elle s'est cependant déclarée favorable au Pool Charbon-Acier — le président Pleven est un ancien protégé de Jean Monnet, premier président de la C.E.C.A. — et à l'Euratom.

C'est sur le plan de l'Union Française et de la Communauté que son attitude fut particulièrement critiquée. En fait, sur ces questions, l'opinion personnelle de son président semble généralement l'emporter. Malgré la scission de 1958, qui a considérablement réduit l'importance de l'U.D.S.R., malgré l'équipée bouffonne ou navrante de l'Observatoire (affaire Pasquet-Mitterrand), l'autorité de François Mitterrand demeure intacte dans le parti. Ses amis et ses adversaires sont d'accord pour lui reconnaître des qualités qui, souvent, assurent la réussite : volonté, ténacité, habileté, con-

(3) *Combat Républicain*, 30-10-1957.

(4) *Ibid.*

(5) Bulletin ronéotypé de l'U.D.S.R., sans date.

(6) *Programme de l'U.D.S.R.*, Imprimerie Gomel-Pottier, Paris, s.d.

naissance des hommes (et de leurs faiblesses), et, ce qui ne gêne rien en politique, goût de l'intrigue et grande facilité d'adaptation.

Il fallait bien qu'il les eût, ces qualités, pour parvenir aux postes les plus enviés du gouvernement de la IV<sup>e</sup> République.

Parti de la droite la plus extrême — on a dit qu'il avait été cagoulard avant la guerre (7) — il sut non seulement rompre avec un passé compromettant à la Libération, mais se glisser dans le peloton de tête de la Résistance partant à la conquête du pouvoir. En 1946, il était élu député, en 1947, il devenait ministre des anciens combattants (cabinets Ramadier et Schuman), puis secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (avec André Marie, R. Schuman et Henri Queuille), ministre d'Etat (cabinet Edgar Faure), ministre de l'Intérieur (cabinet Mendès-France), ministre d'Etat et Garde des Sceaux (cabinet Mollet), et enfin, en attendant « le retour du balancier de l'Histoire », sénateur de la V<sup>e</sup> République.

Cette ascension rapide et, pour beaucoup, inattendue, lui a valu quelques solides inimitiés. Les milieux nationaux, qui ont eu à souffrir de son passage à la Justice et à l'Intérieur, le tiennent pour un « homme dangereux » (8).

G. V.

#### L'Union Démocratique.

Lorsque, quelques jours avant le référendum de septembre 1958, le comité directeur de l'U.D.S.R. se prononça à la majorité pour le NON, la rupture était virtuellement consommée entre les majoritaires, groupés autour de François Mitterrand, et les minoritaires conduits par René Pleven, Claudius-Petit, Roger Secrétain et Augustin Chauvet.

Au début d'octobre, c'est-à-dire à quelques semaines des élections générales de novembre (1958), les partisans des OUI se réunirent à Paris. Outre les personnalités du parti qui avaient adopté une attitude hostile à sa direction — comme le professeur Edouard Bonnefous, ancien ministre, alors député de Seine-et-Oise —, assistaient à cette rencontre, véritable petit congrès de la dissidence, les représentants des fédérations de Corse, des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, d'Indre-et-Loire, du Loiret, du Loir-et-Cher, du Rhône, de Saône-et-Loire et des militants d'autres fédérations, notamment de la Seine et de Seine-et-Oise, qui avaient pris parti pour la constitution du Général.

« Prenant acte que les dirigeants actuels du parti n'ont cessé depuis un an d'engager le parti par des prises de position personnelles contraires aux opinions et aux sentiments non seulement des adhérents des fédérations sus-nommées, mais de la majorité des élus du groupe parlementaire, ainsi que de nombreux élus locaux et de l'immense majorité des membres ou sympathisants de l'U.D.S.R.-R.D.A., ils ont voté la résolution suivante :

(7) Ce qui reste à démontrer, car personne n'en a apporté la preuve. Tout ce qu'on sait, c'est qu'il fut, pendant la guerre, l'ami de deux « cagouleurs » notoires : Gabriel Jeantet, qui le fit écrire dans sa revue *France* (1942-1944) et lui fit décerner la Francisque du Maréchal Pétain, et Eugène Schueller (fondateur du M.S.R. avec Deloncle) qui lui donna la direction de sa revue. Il est, en outre, le cousin d'Yves Dautun, ancien dirigeant P.P.F.

(8) Sous le titre : *François Mitterrand ou « cet homme est dangereux »*, a paru en 1958 un petit livre, fort agressif de ton, mais contenant une documentation importante sur la vie du président de l'U.D.S.R., dont l'activité politique depuis bientôt deux lustres se confond avec celle de son parti.

« 1. LES PARTICIPANTS DÉCIDENT DE ROMPRE AVEC LA DIRECTION OFFICIELLE DU PARTI ;

« 2. Ils décident de maintenir entre eux, les fédérations qu'ils représentent et celles qui s'associeront à leur action un lien permanent en créant une délégation chargée de prendre contact avec toutes les formations républicaines en vue de rassembler les démocrates français. Ce rassemblement est indispensable pour réaliser, parallèlement à la rénovation des institutions, la rénovation des mœurs politiques françaises ;

« 3. Ils désignent MM. Pleven, Claudius-Petit, Secrétaire et Chauvet pour les représenter dans tous les échanges de vues avec les autres formations politiques républicaines. Cette délégation gardera un contact permanent avec le R.D.A. »

En février 1959, la presse annonçait que René Pleven et ses amis avaient créé une *Union pour une démocratie moderne*.

A quelque temps de là, René Pléven et ses amis fondaient l'*Union Démocratique*, qui tint un congrès à Saint-Brieuc, le 14 juin 1959.

Reprenant les thèmes principaux de l'U.D.S.R. des années 1948-1951, elle tente de concilier les impératifs de sa politique libérale et européenne avec les exigences d'une fidélité au général De Gaulle (9). « Planiste », mais anti-marxiste, l'U.D. préconise l'union des gauches.

*Le Petit Bleu* (8, avenue de la Libération, Saint-Brieuc), dont R. Pleven est le directeur politique et Mlle Sicard, sa collaboratrice, directrice-gérante et rédactrice en chef, est le porte-parole du groupement.

G. V.

#### Le Parti Républicain Socialiste.

Appartenant également au R.G.R., le *Parti Républicain Socialiste*, fit parler de lui au moment du référendum de 1958. Il fut, en effet, officiellement « autorisé à faire de la propagande en vue du référendum » ce qui n'était pas un mince avantage pour un parti (10).

Le *Parti Républicain Socialiste*, qui fut celui de Paul-Prudent Painlevé et de Maurice Viollette, deux premiers rôles sous la III<sup>e</sup> République, est presque quinquagénaire. Son bulletin de naissance porte, en effet, la date du 10 juillet 1911.

Les élections législatives de 1910 avaient révélé l'existence d'un certain nombre de groupements socialistes indépendants, entendez indépendants de l'unité socialiste réalisée en 1905 par le *Parti Socialiste Unifié* (voir notre étude sur le *Parti Socialiste S.F.I.O.*). On se préoccupa de réunir ces groupes épars, parmi lesquels trois partis plus importants : les *socialistes-réformistes*, les *socialistes-français* et les *républicains-socialistes*. L'union fut réalisée par une sorte de congrès, appelé *Conférence interfédérale*, qui se tint à Paris les 9 et 10 juillet 1911. Maurice Viollette, alors député, fit adopter par les congressistes une déclaration de principe, rédigée par lui, qui concluait à la nécessité d'un socialisme réformiste : « Les réformes doivent être considérées comme les étapes d'une

(9) A côté de René Pleven, l'assistant dans sa tâche de président de l'*Union Démocratique*, citons (outre les membres dirigeants de l'U.D.S.R. l'ayant suivi), André Cornu, sénateur ; Pierre Bourdellès, député ; Ernest Rouxel, conseiller général des Côtes-du-Nord, etc...

(10) Seul, les partis et groupements « autorisés à faire etc... » eurent le droit de faire parler l'un de leurs dirigeants à la R.T.F.

*transformation plus complète et l'établissement progressif d'un ordre social où les travailleurs conquerront avec leur part de propriété et l'intégralité des fruits de leur travail leur entière émancipation.* »

L'union ne dura guère. Déjà, au congrès de 1912, des divergences étaient apparues et deux tendances s'étaient opposées : d'un côté la droite, avec Alexandre Zévaès, Ory et Prole ; de l'autre la gauche, avec Charles Désirat, Georges Buisson, Berthier, Georges Etienne et quelques autres. La gauche l'emporta et confia à Grenoble, ce fut la scission. La gauche l'emporta et confia à Désirat et Buisson la réorganisation du Parti sur les bases de sa déclaration de 1911. Le groupe parlementaire du parti, qui approuva la ligne générale, se composait de Painlevé, Paul Boncour, Augagneur, Antoine Borrel, J.-L. Breton, Henri Coutant, Devèze, Emile Favre, Viollette, etc.

La guerre de 1914-1918 mit le parti en sommeil. Après l'armistice, le congrès de Marseille le réorganisa et chargea les sénateurs Lancien, Mario Roustan et Louis Soulié et les députés Antériou, Bovier-Lapierre et Paul Painlevé de le représenter au Parlement. Au congrès suivant, tenu à Saint-Etienne en mars 1924, Painlevé, Durafour et Louis Soulié lancèrent la formule du *Cartel des Gauches*, approuvés par Viollette et Jean Hennessy, et au congrès de février 1925, Emile Faure demandait qu'une entente avec le *Parti Socialiste Français* (11) fut réalisée. Un congrès extraordinaire, tenu à Paris le 30 mai 1926, consacra effectivement la fusion des deux partis.

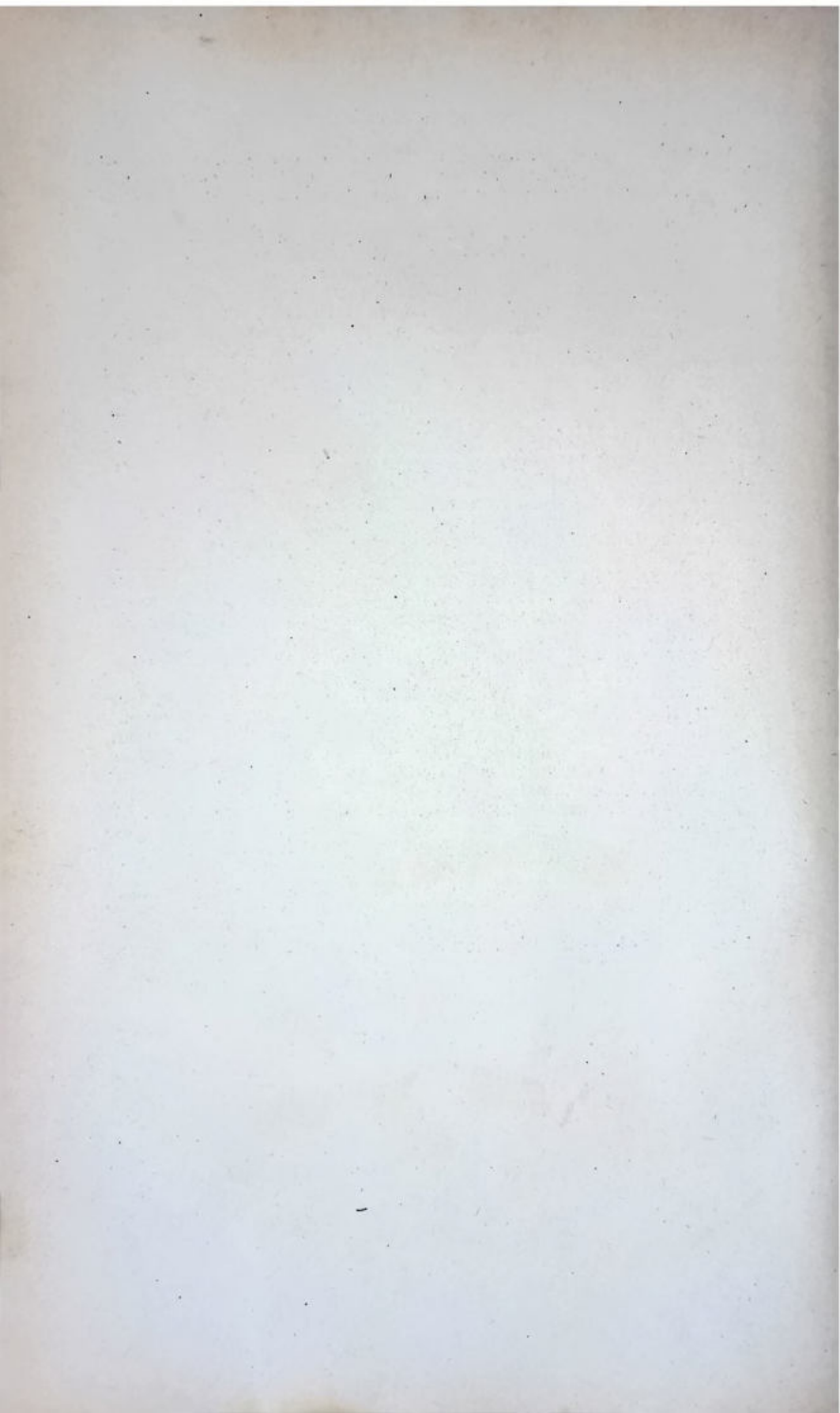
Des lors, le Parti Républicain Socialiste fut presque constamment représenté au gouvernement. Son groupe à la Chambre compta des hommes comme Aristide Briand, Antoine Borrel, Gratien Candace, Blaise Diagne, Maxence-Bibié, Emile Morinaud, P. Painlevé, Paul Benazet, Paul Laffont, Poitevin, Alcide Delmont, Louis Antériou, Paul Aubriot, Paul Bellamy, Georges Bouilly, Bovier-Lapierre, Victor Bremond, César Chabrun, Falcoz, Fiori, de Moro-Giafferri, de Monzie, etc.

Si la première guerre mondiale n'avait pas tué le Parti, il semble bien que la seconde lui ait porté un coup mortel. Il ne groupe aujourd'hui, sous la présidence de René Gounin, ancien député de la Charente, secondé par Louis Gautier-Chaumet, journaliste et éditeur, secrétaire général du Parti (12) et du trésorier, Jules Haudy, rédacteur en chef adjoint de *La Volonté du Commerce et de l'Industrie*, et de quelques centaines de personnalités politiques, d'élus locaux et de notables. Son siège est 26, rue Chalgrin, à Paris.

G. V.

(11) Fondé en 1919 par des socialistes démissionnaires de la *S.F.I.O.*, ses dirigeants étaient (période 1919-1925) : les députés et anciens députés Aubriot, Levasseur, Jean Bon, Jobert, André Lebey, le vice-amiral Jaurès, le journaliste Jérôme Lévy, Frédéric Brunet, président du Conseil général de la Seine, la féministe Maria Verone, Copigneaux, Paul Fleurot, etc... Son organe était le quotidien *La France Libre*.

(12) L. Gautier-Chaumet, né en 1895 à Angers, fut directeur des services politiques de *L'Intransigeant* (1932-1936), puis rédacteur en chef du poste d'émission *Radio-Cité* (de Marcel Bleustein) (1938). En janvier 1939, il fut nommé secrétaire de la Fédération de la Seine du Parti ; en 1945, il devint membre du Bureau du R.G.R., puis son vice-président en 1955. Il fut député de la Seine de 1956 à 1958.



## LA GAUCHE ET L'EXTREME-GAUCHE

## L'homme de gauche.

Entre l'homme de droite et l'homme de gauche, la différence est la suivante : le premier bénéficie de l'acquis des siècles lentement accumulé et protégé par des institutions évoluant depuis des millénaires dans un sens où le souci de conserver ce que l'on connaît l'emporte régulièrement sur le besoin d'améliorer à l'aveuglette ; le second monte à l'assaut de cette forteresse, brandissant ses intentions de la détruire sans prendre la précaution élémentaire de préciser par quoi il remplacera ce qu'il aura détruit ou, s'il le précise, sans prendre garde qu'il sombre généralement dans les constructions de l'esprit les plus décourageantes parce que les plus abracadabrantes ou les plus farfelues. Ainsi s'explique qu'à l'homme de droite impuissant à conserver, fasse pendant un homme de gauche impuissant à conquérir, le seul résultat de leur affrontement étant une marche au chaos social dont il ne sera très bientôt plus tellement aventureux de dire qu'elle est irrésistible.

Nos grands-pères nous racontaient, nos pères nous racontent encore qu'aux temps de l'Affaire Dreyfus pour les premiers, et de la séparation des Eglises et de l'Etat pour les seconds, si la foudre tombait sur la maison du juif, du sacristain, du secrétaire de Mairie ou de l'instituteur, il n'y avait plus ni homme de droite, ni homme de gauche : tout le monde faisait la chaîne pour éteindre l'incendie. A ces époques bénies, on ne connaissait très bien ni Hegel, ni Marx — les beautés de la dialectique n'avaient de séduction que pour très peu de gens.

On sait que l'argument fondamental de la dialectique hégéliano-marxiste est la conciliation des contraires, fussent-ils inconciliables, par la méthode de l'affrontement : thèse, antithèse, synthèse. L'exemple le plus connu est celui de la célèbre lutte des classes, moteur de l'Histoire : les classes dirigeantes (thèse) affrontées aux classes dirigées (antithèse) couvent la société sans classes (synthèse) dans une lutte sans merci. Le malheur est que réalisée, la société sans classes deviendrait à son tour la thèse et que, jusqu'ici, les théoriciens du marxisme ne lui ont pas encore trouvé d'antithèse... Ramenée au duel que se livrent l'homme de droite-thèse et l'homme de gauche-antithèse, la théorie hégéliano-marxiste n'a encore trouvé d'autre synthèse que le chaos social et



c'est son malheur à elle. C'est aussi ce par quoi se définissent le mieux l'impuissance de l'homme de droite et celle de l'homme de gauche.

On enseigne et — hélas ! — on pratique aujourd'hui la dialectique de Hegel revisée et adaptée par Marx, jusque dans les bistrotts. C'est dire que l'opinion publique en est imprégnée. Il n'y a donc guère d'espoir que si, comme aux anciens âges, la foudre tombait encore sur la maison du juif, du sacristain, du secrétaire de mairie ou de l'instituteur, l'homme de gauche et l'homme de droite se retrouveraient sans réticences dans la même chaîne de secours. Il faut des malheurs plus grands : la guerre par exemple, qui fait les unions sacrées dans l'acceptation résignée du fléau et qui ne réussit pas à les faire pour l'empêcher de fondre sur l'Humanité. Mais l'exemple de la guerre ne prouve qu'une chose : c'est qu'une fois que la guerre est là, il est trop tard pour s'arracher aux impératifs de la dialectique et revenir au bon sens...

L'homme de droite résiste autant qu'il le peut au « courant de l'histoire », par peur de l'inconnu ; il se laisse cependant porter par lui en raison d'une disposition d'esprit qui lui fait préférer les discutailles aux discussions et controverses et confondre l'amour du chef avec le besoin de l'ordre, l'élocution facile avec l'éloquence, l'esprit de décision avec la compétence, ses besoins d'argent avec la justice sociale, etc. Tout cela qui trahit l'absence totale de culture et de formation politique d'une bourgeoisie tombée comme une quenouille en petite-bourgeoisie où le parvenu est roi, se retrouve à très peu près chez l'homme de gauche où, à la faveur de deux guerres mondiales, le souci de parvenir a fini par l'emporter sur la sincérité des convictions.

L'absence de culture et de formation politique, tout est là. Et d'abord, on ne voit pas bien ce qui, au xix<sup>e</sup> et au xx<sup>e</sup> siècles, pourrait, à l'intention de l'homme de gauche, correspondre à Voltaire, Rousseau, Montesquieu, les encyclopédistes, etc. Non pas du point de vue du contenu de la pensée, mais seulement de son niveau d'expression. Du xviii<sup>e</sup> au xix<sup>e</sup> siècles, tous les historiens ont été unanimes à noter un affaissement du niveau de la pensée que le duel Danton-Robespierre a fait passer du plan de la mystique et de la spéculation intellectuelle à celui d'un pragmatisme politique dont le moins qu'on puisse dire est qu'il était d'assez bas étage. Du xviii<sup>e</sup> au xx<sup>e</sup> siècles, la chute a été plus catastrophique encore : en 1960, nous en sommes toujours au duel Danton-Robespierre qui nous tient lieu de philosophie et que le marxisme a d'autant moins réussi à reléguer à l'arrière-plan qu'il n'en est, au fond, qu'un des aspects dans une autre phraséologie, — et quelle ! Autant dire que le siècle n'a pas de pensée qui lui soit propre, donc pas de pensée du tout et qu'en politique, tout est ramené à des conflits d'intérêts individuels ou de catégories dans lesquels après s'être épuisée un siècle durant, la dialectique a fini par mourir sous les coups répétés de MM. Sartre et Merleau-Ponty qui viennent de dresser son acte de décès.

De prises de position exclusivement pragmatiques en prises de position exclusivement pragmatiques, l'homme de gauche a donc été, depuis que les immortels principes ont été couchés sur le papier, invité à méditer pêle-mêle sur le manifeste communiste (1847), la critique du programme de Gotha (1855), le programme de Belleville (1869), les Bourses du Travail et le syndicalisme (1890-1900) l'Affaire Dreyfus (1894), le problème religieux (1880 et 1904), la « Révolution » russe (1917), le programme du

Cartel des gauches (1924) et celui du Front populaire (1935 à... ça dure encore !).

Il faut concéder que, jusqu'à la guerre de 1914-18, tous ces problèmes lui étaient proposés en termes d'assez bon aloi, dans la mesure où les héritiers des socialistes dits utopistes, notamment de Proudhon, tenaient une place respectable dans les discussions publiques et réussissaient à les rattacher aux préoccupations essentielles de l'humanisme. Entre 1900 et 1914, on a pu parler, non sans raison de culture prolétarienne : la guerre puis la « révolution » russe ont tué cette culture sans l'œuf et depuis le traité de Versailles, l'homme de gauche vit sans fil conducteur.

Circonstance aggravante — entre les deux guerres et depuis, — écrit Paul Rassinier, (1) « beaucoup des prises de position de la droite sont devenues celles de la gauche et parfois, quoiqu'assez rarement, l'inverse. Surtout en matière de nationalisme, de politique internationale et de guerre : il n'a, par exemple, échappé à personne qu'en 1939, le bellicisme était à gauche... ».

La politique ne proposant que des choix au plan pratique, quand ces choix sont totalement dépourvus de références de principe et s'il arrive un surplus qu'on ne puisse plus distinguer la droite de la gauche, qu'on ne sache plus où est l'une et où est l'autre, il n'y a plus de choix possible.

Il y a aussi l'écueil des choix où toutes les pailles sont courtes, même si l'on distingue très bien la droite de la gauche. Exemple : la « Révolution russe ».

« L'homme de gauche est un libéral, ajoute Paul Rassinier. Le communisme authentique aussi est libéral. On conçoit donc qu'entre le tzarisme et le communisme, les préférences de l'homme de gauche fussent allées d'instinct au communisme. Mais cette singulière « révolution » n'était pas plutôt installée au Pouvoir qu'il fallut bien convenir que les chances de la liberté restaient du côté du capitalisme traditionnel. D'où la nécessité de les combattre tous les deux et, dans la pratique, les difficultés ne furent pas moindres qu'au plan de la spéculation : d'abord, la prise du pouvoir par les bolcheviques signifia l'extermination des hommes de gauche en Russie et le combat ne put avoir lieu que dans le clan du capitalisme traditionnel où les hommes de gauche apparurent, en fait, comme les alliés du bolchevisme et où, dans la mesure où ils le combattaient aussi, ils tuèrent dans son principe, une révolution dont il fut très vite admis qu'elle ne pouvait pas produire autre chose. Il n'y avait plus de choix et pas d'issue : bientôt il n'y eut plus de combat du tout.

« Mais il y eut la guerre..

« Ici, voici comment se présentèrent les choses : exproprié et chassé du Caucase par le bolchevisme, le magnat du pétrole Deterding entreprit de dresser, avec l'aide de tous les pétroliers anglo-saxons, un barrage contre lui en Allemagne, voire une offensive pour rentrer en possession de ce qu'il considérait comme ses biens. Et les hommes de gauche du monde entier se trouvèrent de nouveau coincés dans un impossible choix : combattre le bolchevisme, c'était voler au secours du capitalisme, et combattre Deterding, c'était voler au secours du bolchevisme.

Après avoir longtemps essayé de se battre alternativement ou simultanément contre l'un et l'autre, ils ne firent plus rien ou presque.

(1) *La Voie de la Paix*, octobre 1960.

« On sait la suite : les intérêts de Deterding (2) étant les leurs, les magnats anglo-saxons aidèrent Hitler à se hisser au Pouvoir pour faire pièce au bolchevisme, après quoi comme le régime de Hitler menaçait lui aussi leurs intérêts, ils s'allièrent au bolchevisme pour l'écraser. Ce dernier épisode fut d'ailleurs marqué par un incident dont l'homme de gauche paiera longtemps encore le caractère tragique : pris au dépourvu et affolé par des événements dont il n'avait pas prévu le cours, il accepta la guerre contre laquelle il s'était toujours prononcé par principe et dont ses leaders furent les plus chauds zéloteurs — et souvent jusqu'à l'hystérie — tandis que ceux de la droite, en France, du moins, se déclaraient très réservés sur ce moyen quand ils n'y étaient pas des plus hostiles.

« La gauche américaine a revécu ce drame en 1950, au moment de la guerre de Corée, lorsqu'il lui fallut choisir entre le candidat démocrate (de gauche) qui eût soutenu Mac Arthur et précipité le monde dans la guerre, et le candidat républicain (de droite) qui était hostile au New Deal mais se déclarait pacifiste. Le candidat républicain l'emporta et, quelques semaines après, la paix du monde ne dépendait plus que du malade Foster Dulles... Ce qui revenait au même !

« La gauche mondiale n'est pas plus favorisée aujourd'hui, qui ne semble plus avoir d'autre choix que de se prononcer contre le colonialisme et voler au secours du capitalisme ou contre le bolchevisme envahissant et voler au secours du colonialisme. »

Il n'est pas jusqu'à la moindre question de salaire à propos de laquelle l'homme de gauche ne se retrouve dans le cas soit de faire le jeu du capitalisme, soit de faire celui du bolchevisme.

L'impasse est partout.

Il est facile de dire que tous les problèmes ne se posent en ces termes à l'homme de gauche que depuis l'entrée du bolchevisme sur la scène du monde. C'est vrai, mais il faut ajouter que, contre le bolchevisme, l'homme de gauche n'a pas pu dresser un barrage et qu'il faut reporter toutes les responsabilités sur lui. Et que c'est la raison de son impuissance.

Que l'homme de droite non plus n'ait pas su dresser ce barrage, les étapes de la « décolonisation », l'Égypte, le Congo, le Moyen-Orient, etc., et jusqu'à l'affaire de Cuba ne le prouvent que trop. Mais les temps ne sont pas à ce que pour l'homme de gauche l'impuissance de l'homme de droite soit une consolation et vice versa : l'enjeu est trop grand.

Au fait, entre l'homme de droite-thèse et l'homme de gauche-antithèse, quel dialecticien trouvera une autre synthèse que le chaos social ?

C'est la question des questions.

Jean-Pierre BERMONT.

(2) N.D.L.R. — En ce qui concerne les liens des partis avec la Haute Finance, notre collaborateur n'ignore pas les griefs de la Gauche contre la Droite. L'histoire des partis politiques de droite — au temps où il y avait de puissants partis nationaux, c'est-à-dire avant la guerre — révèle maints accords entre la Droite et le grand capital. Il y a été fait allusion, çà et là. La gauche n'est pas, non plus, exempte de reproches. L'Humanité ne fut-elle pas fondée avec l'argent de quelques banquiers, et L'Express ne compte-t-il pas, parmi ses gros actionnaires, le trust métallurgique et financier Schneider ? Si l'on voulait traiter à fond cette question, il faudrait tout un livre. Il sera peut-être écrit un jour... Notons d'ailleurs que Henry Coston a donné d'utiles précisions sur l'influence des financiers dans la presse et la politique (cf. *Les Financiers qui mènent le monde, La Haute Banque et les Trusts et Le retour des « 200 Familles »*).

## Union des Forces démocratiques.

L'U.F.D. est née de la « poussée fasciste » du 13 mai. Les républicains et les socialistes de gauche, effrayés par le grand sabre — celui de De Gaulle que d'autres, moins libéraux, pouvaient un jour manier à sa place — décidèrent de se grouper autour de la vieille *Ligue des Droits de l'Homme* dont le président, Daniel Mayer, venait de lancer un appel à l'union le 18 juillet 1958. Les premières adhésions furent celles de Pierre Mendès-France et de ses amis, d'Edouard Depreux et de Robert Verdier, suivis de la minorité S.F.I.O. qui devait rompre peu après avec leur parti, de François Mitterrand et de la majorité de l'U.D.S.R., de Maurice Lacroix et des militants de la *Jeune République*, d'universitaires comme Francis Perrin, le doyen Chatelet, Jean Hyppolite, Laurent Schwartz — cousin germain de Michel Debré et l'un des signataires de l'appel à l'insoumission, — Maurice Merleau-Ponty, Alfred Kastler, les leaders syndicaux Pierre Lebrun et Forestier, du parlementaire progressiste Pierre Dreyfus-Schmidt. La plupart des adhérents de l'U.F.D. étaient des antigauillistes inconditionnels ayant participé au défilé du 25 mai « de la Nation à la République ».

Dans leur manifeste, les fondateurs déclaraient qu'ils s'associaient « pour mettre un terme au fractionnement néfaste des forces démocratiques ».

« Ensemble, déclaraient-ils, nous construirons une France démocratique, renouée, fidèle à sa mission dans le monde, une France aimée et respectée au dedans et au dehors. Telle est notre conception du patriotisme.

« ... Nous constituons l'Union des Forces Démocratiques d'abord pour lutter contre toutes les formes du fascisme que l'on veut nous imposer par la violence et par la ruse.

« ... Lutter contre le fascisme, c'est lutter pour la paix en Algérie et pour l'établissement de nouveaux liens avec les territoires d'Outremer.

« ... L'avenir exige une gauche authentique, unie, renouée. Pour la forger ensemble, nous faisons appel aux jeunes, aux enseignants, aux syndicalistes, aux travailleurs, à tous les démocrates, à tous les patriotes déterminés à reconstruire la France dans le respect de ses plus belles traditions. Contre les prétentions insolentes de la force et de la violence, la France assurera une fois de plus le triomphe de la raison et du progrès. »

Au bureau provisoire, aussitôt constitué, on remarquait : le doyen Chatelet, Merleau-Ponty, Depreux, Hyppolite, Kastler, Lacroix, Gilles Martinet, Mendès-France, Mitterrand, Francis Perrin, Schwartz, Verdier, auxquels étaient adjoints, pour assurer le secrétariat, Roger Chatelain, Bertrand Schneider, André Seurat et Mme Françoise Séligmann.

L'U.F.D. n'eut pas à attendre longtemps pour éprouver sa force, compter ses militants, jauger son crédit. Elle le fit à l'occasion de trois épreuves électorales.

Elle ouvrit la campagne électorale de novembre 1958 en adressant à diverses personnalités et à de nombreux militants républicains et démocrates la lettre suivante :

*Afin d'éviter une dispersion des efforts, les signataires de cette lettre appartenant à divers partis (Jeune République, Union de la Gauche Socialiste, Parti Socialiste Autonome, Parti Radical, Union Démocratique et Socialiste de la Résistance) ainsi que des person-*

nalités n'appartenant à aucun parti, et qui composent le Bureau National de l'UNION DES FORCES DEMOCRATIQUES ont décidé de ne soutenir qu'un candidat par circonscription. Ils ouvrent une souscription à travers toute la France.

« Cette souscription a une importance essentielle, car la nouvelle loi électorale oblige le candidat à assumer par avance tous les frais de la campagne. Cela représente au moins 400.000 frs par candidat, c'est-à-dire que seules des organisations pourvues de puissants moyens financiers, ou des individus fortunés peuvent affronter la campagne.

« L'UNION DES FORCES DEMOCRATIQUES s'adresse à chacun des lecteurs de ce journal et lui demande de l'aider financièrement pour présenter ses candidats et pour faire connaître son programme.

« Vous savez comme nous que la Liberté n'est pas un cadeau, mais qu'elle impose à ceux qui la défendent des sacrifices permanents.

« Nous sommes prêts à affronter la bataille électorale. A vous de nous aider. »

#### LE BUREAU NATIONAL DE L'U.D.F.

Adresser votre contribution à : M. Pierre MUGNIER, C.C.P. 51.8072 UNION DES FORCES DEMOCRATIQUES, 8, rue Henner, PARIS 9<sup>e</sup>

Peu après, l'U.F.D. faisait connaître les noms des candidats qu'elle patronait aux élections législatives, en tout quatre-vingt-neuf personnalités appartenant à la fraction mendésiste du Parti Radical, au P.S.A., à l'U.G.S., au Progressisme, à l'U.D.S.R. Au lendemain de la consultation, *Le Journal du Parlement* (4.12.1958) constatait que ces 89 candidats n'avaient obtenu que 153.840 voix sur 4.084.537 suffrages exprimés dans les circonscriptions où ils se présentaient, soit en moyenne 3,8 p. 100 par candidat.

Aux élections présidentielles, l'U.F.D. présenta le doyen Chatelet contre le général De Gaulle. Ce « personnage à proprement parler sans parti », selon la *Tribune du Peuple* (27.12.1958), servit de test pour déterminer la force de l'opposition de gauche à la personne et à la politique du général De Gaulle. Il obtint 9 p. 100 des voix. « Les maires et conseillers municipaux U.G.S., P.S.A. et mendésistes ne dépassaient pas quelques centaines. La plus grande partie des suffrages recueillis par M. Chatelet viennent de S.F.I.O. ou de radicaux classiques et peut-être parfois de M.R.P. » (1). 9 p. 100 d'opposants de gauche, c'était peu. Il est vrai qu'il faut ajouter le pourcentage recueilli par le candidat du parti communiste...

La troisième épreuve, les élections municipales, furent plus profitables à l'U.F.D. Son bureau national se réjouit « qu'à l'occasion des élections municipales, des premiers efforts d'organisation et de regroupement d'une gauche renouvelée aient permis de resser de nombreux barrages contre l'U.N.R. ses alliés et ses complices ». Il se félicita du nombre de voix obtenues par l'U.F.D. dans différentes communes, notamment à Saint-Brieuc, Toulouse, Carcassonne, Narbonne, Sotteville, Rouen, Château-Chinon, Rocroy, Alfortville, Alès, Evreux, Antony, Sceaux, Belfort, Saint-Gratien, Louviers. Dans la Seine cependant, l'U.F.D. n'avait qu'un seul élu, Claude Bourdet, directeur de *France-Observateur*. Mais dans

(1) *Tribune du Peuple*, 27-12-1958.

la grande banlieue et en province, de nombreux candidats U.F.D. étaient élus au second tour, soit sur des listes communes avec le P.C., soit sur des listes néo-front populaire (S.F.I.O.-P.C.-U.F.D.)

Au cours de sa réunion du 1<sup>er</sup> décembre 1958, le Bureau National de l'U.F.D. « encaissait » son échec aux élections, constata « que les événements avaient — malheureusement ! — confirmé les prévisions qu'il avait faites sur l'évolution du régime issu du 13 mai ». Une commission d'étude fut nommée pour rechercher les moyens de poursuivre, avec plus de chance de succès, « la lutte qui a pour but la restauration et le renouvellement de la démocratie ». Outre quelques-uns des dirigeants de l'U.F.D., en firent partie : Pierre Naville, Paul Vigneaux, Albert Detraz, Alfred Sauvy, Georges Boris, Léon Hovnanian, J.-J. Gruber, Oreste Rosenfeld et P. Anxionnaz.

Les divergences qui séparaient la plupart des membres de la commission ne permirent pas aux dirigeants de l'U.F.D. de préciser, comme ils l'auraient voulu, les buts de l'Union. Ils se bornèrent à établir une « charte d'association » où l'U.F.D. confirmait son opposition systématique à la V<sup>e</sup> République :

« Opposés au régime qui a été établi dans ce pays (la France), à la suite du coup de force du 13 mai 1958, les signataires de ce pacte s'engagent :

« — à lutter pour l'établissement d'une démocratie nouvelle qui garantisse l'exercice de toutes les libertés essentielles ;

« — à faire triompher une politique économique fondée sur une planification démocratique ;

« — à appuyer les efforts entrepris par les organisations syndicales ouvrières pour l'information des travailleurs ;

« — à combattre pour obtenir la création d'un service public du logement ;

« — à défendre le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;

« — à lutter en vue du rétablissement de la paix en Algérie par l'ouverture de négociations directes, franches et loyales avec les nationalistes F.L.N. ;

« — à faire campagne pour un désarmement général !

« — à tout mettre en œuvre pour que cesse la séparation du monde en deux blocs et pour que les forces européennes de gauche harmonisent leur action en vue d'une construction opposant à la politique des cartels un programme de démocratie, de progrès et de paix » (3).

Le pacte signé par les groupements adhérents engage chacun d'eux à « agir en commun en vue de la réalisation des objectifs proposés » et à « déléguer à cette fin les compétences et les pouvoirs nécessaires au Comité Exécutif de l'U.F.D. » (4).

L'organisation nationale de l'Union comprend :

— le Comité National, composé des représentants (5 au maximum) de chaque organisation adhérente, ainsi que des personnalités n'appartenant à aucune formation politique et qui ont participé à la création de l'U.F.D. ;

— le Bureau National, composé de quinze membres désignés par le Comité National ; les organisations fondatrices y sont automatiquement représentées ;

(2) France-Observateur, 4-12-1958.

(3) Bulletin intérieur (ronéotypé), 12-3-1959.

(4) Ibid.

— le *Secrétariat* comprenant un secrétaire, trois adjoints et un trésorier, qui est chargé d'appliquer les directives du Comité et du Bureau National.

Les comités départementaux et locaux comprennent pour moitié, des représentants des organisations associées, pour moitié des personnes élues au cours d'une assemblée générale des adhérents de l'U.F.D. Sont considérés comme adhérents, les membres des organisations associées, ainsi que les personnes n'appartenant pas aux dites organisations, mais ayant donné personnellement leur adhésion à l'U.F.D. Ces deux catégories d'adhérents ont les mêmes droits.

L'U.F.D. est donc un cartel de « la gauche rénovée ». Certains de ses dirigeants avaient rêvé d'en faire un parti, mais la création du Parti Socialiste Unifié ne permettra sans doute pas la réalisation de ce projet. Les conversations que Mendès-France eut, l'an dernier, avec Pietro Nenni et Bevan, montrent cependant que l'Union n'est pas isolée et qu'elle est fort bien vue de la II<sup>e</sup> Internationale Socialiste.

Le groupement ne possède pas d'organe propre en dehors d'un bulletin intérieur ronéotypé destiné aux cadres et aux sections. Mais il est soutenu par *L'Express*, *France-Observateur*, *Tribune Socialiste* et un certain nombre de journaux radicaux, socialistes et progressistes de province (5), dont le tirage total dépasse certainement le demi-million d'exemplaires.

G. M.-D.

#### Parti Socialiste S.F.I.O.

C'est du Congrès International d'Amsterdam (14/20 août 1904) et du Congrès National de Paris (Salle du Globe, 23/25 avril 1905) que sont sorties l'unification des groupements socialistes en France et la création du *Parti Socialiste*, Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.).

En vérité, depuis l'Affaire Dreyfus, l'idée était dans l'air, et de nombreuses tentatives s'échelonnaient sur les années 1897-1903, avaient été faites qui, toutes, avaient échouées : allémanistes, guesdistes, jaurésistes, possibilistes, etc., étant chaque fois restés sur leur positions dans des organisations qui s'appelaient respectivement : *Parti Socialiste Ouvrier Révolutionnaire*, *Parti Socialiste Révolutionnaire*, *Parti Socialiste Français*, *Parti Socialiste de France* ou, tout simplement, *Fédération Départementale* (ou régionale) *Autonome*.

Au Congrès International d'Amsterdam, une motion visant plus particulièrement la situation des socialistes en France fut proposée par Bebel, Kaustsky, Enrico Ferri, Adler et Vandervelde, qui disait : « ... Il ne doit y avoir qu'un Parti Socialiste comme il n'y a qu'un prolétariat » et qui engageait « tous les militants, fractions ou organisations qui se réclament du Socialisme, à travailler de toutes leurs forces à la réalisation de l'unité socialiste sur la base des principes établis par les Congrès internationaux ».

(5) L'U.F.D. trouva des appuis au sein de l'Association de la Presse Démocratique et de l'Agence Coopérative d'Information, auxquelles sont liés plusieurs grands journaux radicaux et socialistes (*Tribune de Saint-Etienne*, *Bourgogne Républicaine* ou *Les Dépêches*, *Haut-Marnais*, etc...) dont plusieurs soutiennent cependant le gouvernement De Gaulle-Debré.

En ce temps-là, tous les socialistes étaient résolument internationalistes, pacifistes et anti-militaristes. Entre la France et l'Allemagne, le torchon brûlait, menaçant déjà de mettre le feu au monde.

Guesde et Jaurès se serrèrent la main. La motion fut votée à l'unanimité, et le 27 novembre 1904 une commission d'unification fut nommée qui comprenait des représentants des diverses tendances : Allemane, Bernard, A. Hervé, Lavaud, etc... (pour le *Parti Socialiste Révolutionnaire*) ; Bracke, Cheradame, Constans, Dubreuilh, Hubert Lagardelle, etc. (pour le *Parti Socialiste de France*) ; A. Briand, J. Jaurès, Longuet, Orry, de Pressensé, Renaudel, etc. (pour le *Parti Socialiste Français*) ; Brunetière, de Bretagne, Cadenat, des Bouches-du-Rhône, Décamps, de la Somme, Desmons, du Nord, Ferrero, du Var, Gustave Hervé, de l'Yonne, Willm, de l'Hérault, etc... (pour les Fédérations autonomes).

Les 23, 24 et 25 avril suivants, à la salle du Globe, le « Congrès d'Unification des Forces Socialistes Françaises » adopta à l'unanimité le règlement du nouveau parti dont l'article 1<sup>er</sup> disait :

« *Le Parti socialiste est fondé sur les principes suivants : Entente et action internationale des travailleurs ; organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste.* »

C'était le triomphe du marxisme, promu au rang de socialisme scientifique, sur le socialisme français inspiré par Saint-Simon, Proudhon, Cabet, Louis Blanc, désormais relégués au rang de socialistes utopiques (1).

#### *De l'unité socialiste à la guerre de 1914-18*

Au congrès de Châlon (29 octobre 1905), le *Parti Socialiste* annonçait 34.688 adhérents, 41 journaux, dont deux quotidiens, (*L'Humanité*, à Paris, *Le Droit du Peuple*, à Grenoble), 3 bi-hebdomadaires (*Le Socialiste du Centre*, à Limoges, *Le Socialiste de l'Ouest*, à Niort, *Le Travailleur*, à Lille), et 36 hebdomadaires.

Aux élections des 6 et 20 mai 1906, il réunit au premier tour 877.999 voix et eut 51 élus. Au congrès de Limoges (1<sup>er</sup>-4 novembre 1906), il annonçait 43.462 adhérents dont 8.300 pour le Nord et 6.987 pour la Seine. Au congrès de Nîmes (6-9 février 1910), une nouvelle augmentation sensible du nombre des adhérents fut constatée : 53.928 et, aux élections qui suivirent (24 avril 1910), il recueillit 1.106.047 voix, ce qui lui vaut 76 élus.

A la veille de la guerre, au congrès d'Amiens (25-28 janvier 1914), on dénombrait 72.765 adhérents ; aux élections qui suivirent (26 avril-10 mai 1914) nouvelle augmentation des suffrages et des élus : 1.398.000 voix et 103 députés. Le *Parti Socialiste* possédait alors quatre quotidiens : *L'Humanité*, à Paris (1), *Le Droit du Peuple*, à Grenoble, *Le Populaire du Centre*, à Limoges, *Le Midi Socialiste*, à Toulouse ; trois revues : *La Revue Socialiste*, dirigée par Albert Thomas, *Le Socialisme*, dirigé par Jules Guesde, et *Le Mouvement Socialiste*, dirigé par Hubert Lagardelle ; et une soixantaine d'hebdomadaires dont un à gros tirage : *La Guerre Sociale*, de Gustave Hervé.

(1) L'histoire de *L'Humanité* figure dans notre étude sur le *Parti Communiste Français*.



Toute cette période fut la période ascendante du socialisme. Les hommes qui le représentaient étaient, certes, entrés dans l'unité socialiste toutes divergences restant affrontées, mais avec une foi commune dans la nécessité de maintenir la paix extérieure à tout prix pour assurer le progrès social. Ils professaient un socialisme à l'intention à peu près exclusive de la classe ouvrière, mais auquel ils voulaient intéresser les classes moyennes, et ils eurent la suprême habileté de ne pas chercher à domestiquer le syndicalisme dont la doctrine était devenue la Charte d'Amiens en 1906, mais au contraire, de s'appuyer sur lui. Par-dessus tout, ils étaient des hommes cultivés : on ne se souvient pas sans nostalgie des controverses entre Francis de Pressensé, Jaurès (2) ou Sembat et Albert de Mun, ou entre Guesde et Jaurès. Sans doute y eut-il parmi eux des hommes politiques qui voulurent faire carrière dans la République bourgeoise (Millebrand, Briand, Viviani, etc...) ou des hommes excessifs (comme Gustave Hervé), mais tant était forte leur volonté de sauver la paix internationale et enraciné chez eux leur internationalisme que l'unité socialiste ne souffrit jamais ni des excès des uns, ni de « lâchage » des autres. Avec le recul du temps, on se sent porté à juger avec une certaine indulgence les perturbations que leur politique apporta dans la vie sociale française (grève générale des cheminots en 1910, grèves partielles un peu partout) et le sang que parfois elle fit couler (les 1<sup>er</sup> mai sanglants, les soldats du 17<sup>e</sup>). Quant à leur volonté de paix, dont Jaurès fut la victime, il reste surtout d'elle qu'elle reposait sur une grande illusion : une volonté parallèle chez les sociaux-démocrates allemands.

La guerre rendue possible par l'assentiment de ces derniers à la politique du Kaiser — dont l'un d'eux s'était écrié : « *je pars défendre la liberté du monde* » -- Jules Guesde, Marcel Sembat, Albert Thomas, entrèrent au Gouvernement. Le gros des troupes suivit, mais l'unité socialiste ne résista pas à l'épreuve...

---

(2) Jean Jaurès, dont la pensée s'imposa au Parti Socialiste qu'il contribua à unir et qu'il rallia constamment à ses vues pendant toute cette période, naquit à Castres le 3 septembre 1859. Il fit ses études à Louis le Grand et entra à Normale Supérieure en 1878. Il en sortit agrégé de philosophie en 1881. Professeur au Lycée d'Albi (1881-1883), puis à la Faculté des Lettres de Toulouse, il fut élu député pour la première fois dans le Tarn en 1885 sur une liste opportuniste. En 1889, le scrutin d'arrondissement étant rétabli, il fut battu par un monarchiste, à Castres. Il reprit son poste à la Faculté de Toulouse et fut reçu Docteur en Sorbonne sur présentation de deux thèses qui firent sensation à la fois dans le monde des philosophes (« De la réalité du monde sensible », thèse principale) et dans celui de la politique (« Premières bases du Socialisme allemand chez Luther, Kant, Fichte et Hegel », thèse secondaire). Élu à une élection partielle en 1893, dans la deuxième circonscription d'Albi, au lendemain de la grève de Carmaux, sur un programme socialiste, il fut réélu quelques mois après aux élections générales, mais il fut de nouveau battu en 1898 par le marquis de Solages. Réélu en 1902, il représenta comme député socialiste, la deuxième circonscription d'Albi jusqu'à sa mort. Il a laissé une œuvre importante dans le domaine philosophique, historique et du socialisme comme doctrine et comme tactique. Il avait, hélas ! plus de talent oratoire et de culture que d'intuition et de bon sens (son aveuglement en 1914 l'a prouvé). Ses adversaires, en particulier Urbain Gohier, lui ont reproché un certain opportunisme politique que ses disciples contestent. Il n'en est pas moins vrai que cet anti-capitaliste fit appel à des banquiers pour fonder son journal *L'Humanité* (révélations de Francis Delaisi dans *La Guerre Sociale*. — Voir notre étude sur le Parti Communiste).

### La guerre de 1914-1918

Les 14, 15 et 16 juillet 1914 a lieu à Paris le congrès National du Parti. La question qui domine les débats est celle de la grève générale, conçue comme l'ultime moyen d'empêcher la guerre et à laquelle les socialistes allemands et les socialistes autrichiens ont toujours refusés de se rallier dans leurs assises internationales. Cette question doit être à nouveau posée au congrès que l'Internationale doit tenir en novembre à Vienne. La motion votée à la quasi-unanimité sur rapport de Jaurès contre Guesde et Gustave Hervé dit : *Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer au gouvernement le rapport à l'arbitrage, le congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés, ainsi que l'agitation et l'action populaires sous les formes les plus actives* ».

Huit jours après, nous sommes en pleine tension diplomatique : remise, le 22 juillet, de la note comminatoire de l'Autriche à Belgrade, premières mesures de mobilisation en France, à partir du 25 pour répondre aux encouragements publics de l'Allemagne à l'Autriche-Hongrie, etc... L'Internationale Socialiste s'émeut. Une réunion de son bureau est convoquée à Bruxelles le 29 juillet, qui avance au 9 août le congrès international et le fixe à Paris, les Autrichiens s'étant récusés par la bouche de Victor Adler et, soutenus par les Allemands représentés par Hugo Hase, ayant fait beaucoup de réserves à la fois sur l'opportunité et la possibilité de la grève générale très impopulaire chez eux, jusque dans leurs propres partis. Guesde, Vaillant, Sembat et Longuet qui accompagnent Jaurès à Bruxelles sont catastrophés : seul Jaurès semble croire à la possibilité d'une grève générale qui pourrait arrêter la guerre ; de retour à Paris le leader socialiste continuera son action, soutenu par ses amis qui n'osent le décourager, bien que très sceptiques. Le 31 juillet 1914, il est assassiné par Villain...

Le 4 août, le lendemain de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, les Chambres se réunissent pour prendre toutes les mesures de guerre nécessaires (vote des crédits militaires, état de siège, suppression des libertés de presse et de réunions, etc.), qui sont votées à l'unanimité par les élus du parti socialiste, le blanquiste Vaillant en tête (3).

L'Union Sacrée, englobant le Parti socialiste représenté au Gouvernement, dure sans faille jusqu'en mai 1915. A cette date, un autre tendance qui se refuse à faire porter toutes les responsabilités de la guerre par les Empires Centraux et qui recommande au Parti de « *prêter une oreille attentive à toute proposition de paix d'où qu'elle vienne* » (4), naît à Limoges, avec

(3) D'août à octobre 1914, ce dernier se prodigue même, dans la presse socialiste, en articles jugés si violemment anti-pacifistes, anti-tolstoïens, militaristes et chauvins, que Renaudel lui-même en est effrayé et l'écarte progressivement de la rédaction de *L'Humanité*. Dans *La Guerre Sociale*, Gustave Hervé, qui va bientôt fonder *La Victoire*, rivalise d'émulation avec lui. Quant à *La Bataille Syndicaliste* (C.G.T.), devenue *La Bataille* tout court, elle s'est également ralliée à l'Union Sacrée, et ses collaborateurs : Jouhaux, Pierre Laval, Henry Prété, Marcel Bidegarray, Louis Grandidier, Charles Albert, Francis Delaisi, Victor Bled, poursuivent leur action de défense ouvrière sous le signe de la défense nationale.

(4) C'est l'époque des tractations avec l'Autriche-Hongrie, auxquelles furent intimement mêlés le prince Sixte de Bourbon-Parme, beau-frère de l'Empereur Charles, successeur de

Parvy, Pressemane, Betoulle et Valière, qui est soutenue par les Fédérations du Rhône et de l'Isère et, à Paris, par Jean Longuet.

Cette tendance ne cesse de progresser, épaulée par les syndicalistes toujours dominés par l'influence anarchiste, quand leurs militants les plus écoutés ne sont pas, eux-mêmes, des anarchistes que le « *carnet B* » a rendus prudents. Le thème général de cette tendance est la reprise des relations internationales. Sur l'initiative des Socialistes suisses, italiens, américains et des pays neutres de l'Europe du Nord, des reprises de contacts furent également tentées, le plus souvent sans résultat. La première qui eut son importance fut la rencontre à Berne de Renaudel et Jean Longuet avec un social-démocrate allemand, le 11 août 1915.

Quelques jours après a lieu la rencontre de Zimmerwald où sont représentés les socialistes d'Allemagne, de France, d'Italie, de Russie, de Pologne, de Bulgarie, de Suède, de Norvège, de Hollande et de Suisse. Les représentants français sont Bourderon et Merrheim, deux syndicalistes connus pour leurs tendances pacifistes.

Cette prise de contact est suivie par la Conférence de Kienthal (24-29 avril 1916) à laquelle participent trois députés français : Alexandre Blanc (Vaucluse), P. Brizon (Allier) et Raffin-Dugens (Isère). On y réclame un armistice immédiat. De retour en France, ces trois députés votent systématiquement contre les crédits militaires.

Au Congrès National du Parti, qui a lieu les 24, 25 et 26 décembre 1916, la tendance dite Zimmerwald-Kienthal a progressé au point que la politique du groupe parlementaire socialiste n'est plus approuvée que par 1.595 voix contre 233 et 1.104 abstentions, la participation ministérielle ne l'étant que par 1.637 voix contre 1.372 et la non-reprise des rapports internationaux que par 1.537 contre 1.407.

Le 7 septembre 1917, le ministère Ribot ayant démissionné, le gouvernement Painlevé qui lui succède ne comprend aucun socialiste.

A Bordeaux, un Congrès National a lieu du 6 au 10 octobre 1917 : à l'unanimité, la reprise des relations internationales au niveau socialiste y est décidée ainsi que la tenue, sans délai, du Congrès Socialiste International de Stockholm, dont l'idée avait été lancée au printemps par les Socialistes scandinaves. La délégation à ce Congrès est même désignée (s'il avait eu lieu, Pierre Laval devait en faire partie). Les 29 et 30 juillet 1918, un Conseil National consacre le triomphe définitif des minoritaires, 1596 voix allant à une motion Longuet-Loriot et 1172 seulement à une motion Renaudel.

Entre temps la Révolution russe avait éclaté, qui devait avoir une influence si considérable dans l'évolution ultérieure du Socialisme français (5).

---

François-Joseph. Les loges maçonniques, qui se réunirent en congrès international en 1917, firent échouer les pourparlers pour sauver les jeunes républiques qui allaient naître du morcellement de l'Empire des Habsbourg et qui furent à l'origine du dernier conflit (sauf l'Autriche neutraliste et la Yougoslavie titiste, ils sont aujourd'hui de l'autre côté du rideau de fer).

(5) C'est alors que Pierre Brizon fonda *La Vague*, qui incita le peuple français à imiter le peuple russe.

*L'entre-deux-guerres*

Au Congrès National des 29 et 30 juillet 1918, les minoritaires devinrent majoritaires. A Pierre Brizon, Alexandre Blanc et Raffin-Dugens s'étaient joints, nous l'avons vu, Adrien Pressemane, J. Parvy, Jean Longuet et S. Valière, et aussi Mistral, député-maire de Grenoble, F. Morin, député de Tours, Barthélemy Mayeras, Paul Poncet, Paul Dormoy, représentants de la Seine, et Paul Faure, futur secrétaire général, pour ne citer que les plus connus. Ludovic-Oscar Frossard devint secrétaire général et Marcel Cachin prit en main la rédaction de *l'Humanité*. Les ex-majoritaires se regroupèrent autour de *la France Libre*, dont le premier numéro avait paru le 2 juillet 1918. Avec Compère-Morel, député du Gard, Haut-Commissaire à l'Agriculture, Arthur Rozier, député de Paris, et Adrien Veber, député de la Seine, tous trois directeurs, on retrouvait à sa rédaction des hommes comme Jean Lebas, député du Nord, futur ministre du Travail et des P.T.T., André Lebey, député de Seine-et-Oise, futur secrétaire du Grand Collège des Rites du Grand Orient (6), Frédéric Brunet, député du XVII<sup>e</sup> qui fut président du Conseil général de la Seine, et sous-secrétaire d'Etat dans un cabinet Steeg, Lauche, ouvrier mécanicien devenu député du XI<sup>e</sup>, Arthur Levasseur, futur Haut-Commissaire au Logement, Rognon, député du Rhône, Hubert-Rouger, député-maire de Nîmes, vigneron pétillant d'esprit — le plus souvent exercé aux dépens de ses collègues parlementaires — Aristide Jobert, député de l'Yonne, ancien hervéiste, non-conformiste impénitent, Georges Renard, du Collège de France, Hubert Bourgin, Jean Ajalbert, les deux Rosny et un journaliste italien, dont on entendit beaucoup parler par la suite, Benito Mussolini.

C'est à Paris, en avril 1919, qu'eût lieu le Congrès suivant. Un peu partout s'étaient constitués des *Comités pour la III<sup>e</sup> Internationale*. (La III<sup>e</sup> avait été fondée au lendemain de la Révolution russe, en raison de la faillite de la II<sup>e</sup> devant la guerre). A ce Congrès d'avril 1919, la question de l'adhésion du parti français à cette III<sup>e</sup> Internationale se trouvait posée par les circonstances : le parti italien avait quitté le II<sup>e</sup> en mars, le parti suisse annonçait son départ pour août, au Congrès de Leipzig, la plus grande partie des sociaux-démocrates allemands (Kautzky, Bernstein, etc...) étaient eux aussi partis en claquant les portes...

Le Congrès vota le texte suivant, mandatant le prochain congrès international pour :

— *Procéder dans l'Internationale, aux épurations nécessaires ;*  
— *remettre en pleine vigueur les principes de lutte de classe et d'opposition irréductible aux partis de gouvernement bourgeois ;*

— *orienter nettement et immédiatement l'internationale vers la révolution sociale à l'exemple de la Russie, de la Hongrie et de l'Allemagne ;*

« *C'est pour faire triompher cette politique que le Parti socialiste maintient, pour le moment, son adhésion à l'internationale. En attendant, il affirme sa volonté de maintenir, autant que les circonstances matérielles le permettent, des relations fraternelles avec l'organisation de Moscou, etc... »*

(6) Il avait participé au Congrès International Maçonnique de 1917 et rejeté avec horreur l'idée d'une paix séparée avec la monarchie catholique danubienne.

A un autre Congrès, qui eût lieu la même année, (11-14 septembre, rue de la Grange-aux-Belles) on décida, sur l'initiative de Bracke, de refuser toutes alliances avec les partis démocratiques bourgeois aux élections législatives qui allaient avoir lieu. Le reste du Congrès fut consacré à des règlements de comptes entre partisans et adversaires de la motion d'avril, qui s'exclurent mutuellement (7).

C'est au Congrès de Strasbourg (février 1920) que fut décidé le retrait de la II<sup>e</sup> Internationale : sur proposition de la Fédération du Nord et par 4.330 mandats contre 337. Mais par 3.000 mandats contre 1.600, l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale fut écartée ; on convint qu'une délégation serait envoyée, au préalable, à Moscou, avec mission : 1<sup>o</sup>) d'entrer en rapports avec le parti bolchevick russe et avec les organismes qualifiés de la III<sup>e</sup> Internationale pour envisager les moyens d'aboutir au rétablissement de l'unité socialiste ; 2<sup>o</sup>) de recueillir les renseignements et les informations les plus précises sur la situation présente de la Russie, son organisation politique, économique et sociale.

Parti pour Moscou en juin, la délégation en rapporta les 21 conditions qui furent le centre des discussions du Congrès de Tours (20-24 décembre 1920). Entre juin et décembre, Cachin et Frossard avaient fait dans les fédérations une propagande méthodique en faveur de l'acceptation des dites conditions et de l'adhésion, qui fut décidée par 3.208 mandats contre 1.122. Le résultat étant acquis, la scission entre les deux tendances ne fut effective qu'à la suite d'un télégramme de Zinoviev qui annonçait l'exclusion des centristes (Longuet-Paul Faure) et des droitiers. Cette décision de Moscou fut âprement discutée ; deux motions s'opposèrent : une de Daniel Renoult, qui l'approuvait sans réserves ; une de Mistral qui la rejetait. La motion Renoult l'emporta sur la motion Mistral par 3.247 mandats contre 1.398 et 172 abstentions ou absences.

A la suite de ce vote, le Parti se scinda en trois fractions qui devinrent elles-mêmes des partis : d'un côté, les majoritaires de Tours qui formèrent le *Parti Communiste* (S.F.I.C.) ; d'un autre, les centristes, qui conservèrent l'ancienne appellation de *Parti Socialiste* (S.F.I.O.) ; d'un troisième côté, les droitiers qui constituèrent le *Parti Socialiste Français* (pour ce Parti, voir notre étude sur le *Parti Républicain Socialiste*).

Les premiers gardèrent *L'Humanité* et l'appareil du parti. Les seconds gardèrent la majorité du groupe parlementaire socialiste et firent du *Populaire* l'organe de leur parti. Léon Blum prit la direction politique du journal ; Compère-Morel, l'administration ; Paul Faure et Rozier, Nectoux démissionna en chef, et Salomon Grumbach, André Pierre, Léon Osmin et Louis Lévy furent chargés des principales rubriques.

Paul Faure, Longuet, Léon Blum, Bracke, Renaudel, Compère-Morel et leurs amis s'attachèrent à la reconstruction de la S.F.I.O.

(7) La querelle avait éclaté à propos du vote, en juillet, des crédits militaires par onze députés socialistes. Le 22 juillet, la Fédération de la Seine avait demandé l'exclusion de Nectoux, Dejeante et Rozier. Nectoux démissionna le 25 août, les autres, auxquels s'étaient joints Audriot, Levasseur, Lauche, Brunet, Navarre et Weber, démissionnèrent le 13 octobre. Le 29, se joignirent à eux : Jean Varenne, Deslandes (ancien Président du Conseil Général de la Seine), Grenier, Gaston Lévy, etc... qui se présentèrent à la députation sur des listes diverses, et furent pour la plupart élus et exclus du Parti par le Congrès de Strasbourg (25-29 février 1920). Dans la suite, on les retrouvera, tous ou à peu près, à la S.F.I.O. après la scission de Tours.

en s'appuyant sur les Fédérations du Nord, du Pas-de-Calais et du Centre de la France qui les avaient suivis. Leurs efforts ne commencèrent à porter leurs fruits qu'à partir du Congrès du P.C. à Marseille (15-19 octobre 1922) où l'application des 21 conditions de Moscou — en particulier celles qui visaient à l'appartenance à la Franc-Maçonnerie — entraînaient de nombreuses exclusions. Baradant, Verfeuil, Bloch, Poncet, et quelques autres, fondèrent l'*Union Fédérative Socialiste* ; L.-O. Frossard, Georges Pioch, Victor Méric, Henry Torrès (8), Ferdinand Faure, E. Lafont fondèrent un *Parti communiste unitaire*, dont le journal fut *L'Unité*. En 1923, les deux organisations fusionnèrent au cours d'un Congrès commun, tenu à Boulogne et prirent le nom d'*Union Socialiste-Communiste*, (9) dont, à partir de 1924, la plupart des membres rejoignirent la S.F.I.O. — « la vieille maison », comme on avait accoutumé de dire depuis un certain temps.

En 1925, au Congrès de Grenoble (8-12 février), la S.F.I.O. s'était replumée ; elle comptait 73.000 membres, 104 députés (élus sur les listes du « Cartel des Gauches », le 11 mai 1924) et 6 sénateurs (10).

Au Congrès National de Nancy (9-12 juin 1929), on enregistrait 1.719.115 voix socialistes recueillies aux élections d'avril 1928 avec 97 élus au scrutin uninominal à deux tours, et 17 sénateurs. On comptait en outre 78.000 adhérents. La situation électorale était redevenue ce qu'elle était avant la scission ; elle s'était même un peu améliorée.

L'ascension se poursuivit, et au Congrès de Paris (14-17 juillet 1933) c'est 1.975.593 voix qui furent enregistrées pour les élections précédentes des 1<sup>er</sup> et 8 mai 1932, à l'issue desquelles 129 députés entrèrent à la Chambre. Le Parti comptait alors 137.749 adhérents et disposait de 83 hebdomadaires et de 6 quotidiens (11), une douzaine d'autre publications étant en outre dirigées par des membres du parti (parmi ces dernières : *La Tribune du Centre*, tri-hebdomadaire, et *La Montagne*, de Clermont-Ferrand, quotidienne).

C'est cette année-là que naquit le néo-socialisme qui aboutit, en

(8) Le grand avocat — qui devait être par la suite député radical, rédacteur à *Gringoire*, sénateur gaulliste — fut, jusqu'en 1922, l'un des plus beaux fleurons de la rédaction de *L'Humanité*. Sa première femme fut la dernière épouse de Léon Blum (sa seconde étant celle du général Massu). Au Congrès de Tours, il avait été l'un des plus chaleureux approbateurs du télégramme de Z. noviev et l'un des plus fougueux partisans de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale.

(9) L'*Union socialiste-communiste* fut fondée en avril 1923. Elle se proposait refaire l'unité politique de la classe ouvrière, brisée au congrès de Tours. Organisée sur le modèle de la S.F.I.O., avec laquelle elle avait scellé une entente à Saint-Ouen le 23 décembre 1923, elle était dirigée par un Comité Central composé de : Auray, Oscar Bloch, Mme Boucher, Gérard, L.-O. Frossard, Victor Méric, H. Torrès, Morizet, Charles Lussy, Rainvoiret, Lissac (Jura), Georges Pioch, Marsais, Henri Sellier, Raoul Verfeuil, Alexandre Bachelet, Paul Louis, E. Lafont, Planchon, Trémouille, Naudin, Degez, Guyon, Junker, etc... L'organe officiel du parti était *L'Egalité*, hebdomadaire, que doublait les « Cahiers Jaurésiens », dont le premier, signé : L.-O. Frossard, était consacré à « la décomposition du communisme ».

(10) Aux élections du 16 novembre 1919, qui avaient eu lieu à un scrutin de liste mitigé de proportionnelle, les dernières avant la scission, il avait obtenu 1.691.216 voix et 66 sièges répartis dans 29 départements.

(11) *Le Populaire*, *Le Midi socialiste* (Toulouse), *La Presse libre* (Strasbourg), *Le Républicain* (Mulhouse), *Tunis Socialiste* (Tunisie), *Le Populaire du Centre* (Limoges), auxquels s'ajouta en 1936 *La Bourgogne Républicaine* (fondée par Jean Bouhey, le seul député socialiste qui osa voter contre Munich en 1938, Léon Blum lui-même s'étant abrité derrière la célèbre formule du « lâche soulagement », pour approuver).

1933, au départ spectaculaire d'Adrien Marquet, Eugène Frot, Marcel Déat, Barthélémy Montagnon, Paul Perrin, etc...

L'année suivante (27-7-1934), un pacte d'unité d'action unit la S.F.I.O. au Parti Communiste (voir notre étude sur le P.C.F.). C'était le prélude à une formation beaucoup plus vaste, le *Rassemblement populaire*, qui engloba pratiquement toute la gauche française.

Le 14 juillet 1935, l'entente fut scellée au cours d'une manifestation monstre qui réunit 300.000 participants de la République à la Nation. *L'Humanité* (10-7-1935), publiant le communiqué des organisateurs, donnait la liste des partis et mouvements ayant donné leur adhésion. Voici cette liste imposante :

*Ligue des Droits de l'Homme, Comité de Vigilance des Intellectuels anti-fascistes, Amsterdam-Pleyel, C.G.T., C.G.T.U., Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste, Parti Socialiste (S.F.I.O.), Parti Communiste (S.F.I.C.), Parti Socialiste de France, Parti Socialiste Français, Parti Républicain Socialiste, Parti Radical-Socialiste Camille-Pelletan, Parti d'Unité Proletarienne, Jeune République ;*

*Secours Rouge International, Amis de l'U.R.S.S., Rassemblement mondial des Femmes, Ligue Internationale des Combattants de la Paix, Comité National du Cinquantenaire de Victor Hugo, Fédération des Locataires de la Région Parisienne, Fédération Ouvrière et Paysanne des Associations de Mutilés, Veuves, Orphelins de guerre et anciens combattants, Union des Jeunesses Pacifistes de France, Fédération autonome des Fonctionnaires, Secours ouvrier international, C.G.P.T., Fédération Sportive et Gymnique du Travail, Fédération générale des P.T.T., Fédération des Libres Penseurs de France et des Colonies ;*

*Confédération du petit commerce et de l'artisanat, Cercle des coopérateurs révolutionnaires, Comité fraternel des Francs-Maçons révolutionnaires, Fédération des Officiers de Réserves républicains, Association juridique internationale, Ligue anti-impérialiste, Ligue des Médecins contre la guerre, Association des Ecrivains et Artistes Révolutionnaires, Université Ouvrière, Union des Comités de chômeurs, Ligue des Femmes pour la Paix et la Liberté, Union Fraternelle des Femmes contre la Guerre et la Misère ;*

*Ligue Internationale contre l'Antisémitisme, Travailleurs sans Dieu, Comités de Défense de l'Humanité, Patronage Maçonnique, Ligue des Bleus de Normandie, Fédération Nationale des Comités d'Action et de Défense Laïque, Union Naturiste, Ligue Juive de l'Enseignement, Fédération des Socialistes Chrétiens, etc... (12)*

Venaient ensuite les associations suivantes : *Faucons rouges, Comité national de la Jeunesse, Jeunesses Laïques et Républicaines, Jeunes Socialistes Chrétiens, Comité National des Etudiants, Etudiants Socialistes, Etudiants Communistes, L.A.U.R.S., Etudiants du Front Social, Jeunesses Radicales-Socialistes, Equipes de la Jeune République, J.E.U.N.E.S., Jeunes de la LICA, Jeunes Démocrates Populaires, Jeunes des Volontaires de la Paix, Groupes des Auberges de la Jeunesse, Jeunes Anarchistes, etc... (13)*

(12) *L'Humanité* (12-7-35) annonçait que *l'Etoile Nord-Africaine*, l'organisation nationaliste de Messali Hadj, avait donné son accord.

(13) Pour accueillir les manifestants, venus de province, un secrétariat fonctionnait sous la direction de Jacques Kayser, G. Guiraud et Octave Rabaté. Ce dernier, aujourd'hui administrateur de *L'Humanité*, était alors membre dirigeant du *Comité National de Lutte contre la Guerre et le Fascisme* ; c'est lui qui lut le texte du serment que les fondateurs du *Front populaire (Rassemblement populaire)* prêtèrent à Buffalo le 14 juillet 1935.

L'année 1936 est celle du triomphe : le leader du Parti, Léon Blum, devient chef du Gouvernement et près de la moitié de ses ministres appartiennent à la S.F.I.O. Le Congrès de Marseille (15-18 mai 1937) célèbre cette victoire. Il enregistre 202.000 adhérents (avec 1.604.315 timbres mensuels seulement, il est vrai), 40.000 membres aux *Jeunesses Socialistes*, 1.922.493 voix recueillies aux élections de 1936 (la légère perte est due au départ des néo-socialistes) et 146 élus.

L'année 1938 amorce la décrue, conséquence des désillusions que provoque l'échec gouvernemental du Front Populaire, malgré les avantages accordés à la classe ouvrière (40 heures, congés payés, etc...)

A la veille de la guerre, une profonde discorde opposait pacifistes et bellicistes au sein du Parti, c'est-à-dire, en gros, Paul Faure à Léon Blum (14). Au Congrès de Royan (mai 1938), le second l'emporta sur le premier de justesse et grâce au départ de Marceau Pivert, suivi de Weil-Curiel, qui avait quitté le parti pour fonder le P.S.O.P. (15) en 1937. Ludovic Zoretti avait bien tenté de prendre sa relève en créant, au sein du parti, une tendance dont sa publication *Redressement* était le centre, mais il n'avait qu'une faible influence.

Après Munich (septembre 1938) la coexistence des deux tendances au sein de la S.F.I.O. devint à peu près impossible ; l'unité n'était plus que virtuelle. C'est au Conseil national de cette année-là (décembre) qu'excédé Zoretti s'écria : « *On ne va tout de même pas faire la guerre pour 100.000 Juifs polonais ?* » et se trouva en dehors du Parti, laissant seuls, face à face, Paul Faure et Léon Blum se regarder en chiens de faïence et s'accuser mutuellement dans la coulisse, de faire l'un le jeu de Moscou, l'autre celui des partis de droite (dont les tendances anti-bellicistes étaient nettement affichées) et, par voie de conséquence, de faire le jeu de Hitler.

#### L'après-guerre (16)

Depuis 1945, le Socialisme français n'est plus, comme avant la guerre de 1914-1918 et pendant l'entre-deux-guerres, une doctrine qui recherche la paix sociale par la transformation des structures économiques à partir de la refonte du régime de la propriété, et

(14) En réalité, les tendances qui s'affrontaient dans le Parti, si elles pouvaient se ramener à cette appréciation schématique et sommaire, présentaient un aspect beaucoup plus complexe. Jusqu'en 1936, il y avait eu la tendance Zyromski-Pivert, dont l'organe était *La Gauche Révolutionnaire*, en concurrence avec *La Bataille Socialiste* (Louis Lévy), *L'Étincelle* (F. Morin), *L'Action Socialiste* et *La Vie Socialiste* (« Paul Fauristes »), ces deux dernières devenant, en 1938, *Le Pays Socialiste*. Dès 1937, elle s'était encore compliquée du ralliement de Zyromski aux thèses de *La Bataille Socialiste*, elle-même ralliée à la politique de Léon Blum, et de la publication de *Redressement*, par Zoretti. Il faut enfin noter qu'une importante fraction des trotskystes, Pierre Naville en tête, avait rejoint le *Parti Socialiste*, dès 1934, ce qui ajoutait encore à la confusion.

(15) *Parti Socialiste Ouvrier et Paysan*, dont *Juin 36* et *Masses* étaient, avec *La Gauche révolutionnaire*, les organes d'expression. *Juin 36*, hebdomadaire du P.S.O.P., était dirigé par Marceau Pivert. Y collaboraient : M<sup>r</sup> Weil-Curiel, l'un des plus ardents défenseurs de Karl Marx au Palais, ami personnel d'Otto Abetz (futur ambassadeur d'Allemagne à Paris) ; Simone Khan ; Michel Colinnet ; J.-M. Hermann ; Robert Jean-Longuet ; Jean Zyromsky ; Paul Louis ; Georges Soules (futur secrétaire général du M.S.R. ; en littérature : Abélio) ; Charles Vincent ; Madeleine Paz ; René Modiano ; Jean Pelletier ; Maurice Jacquier (gendre de Marcel Cachin) ; Daniel Guérin ; Lefeuve, un ancien de *Spartacus*, etc...

(16) Pour la période 1940-1944, voir notre étude sur *Les Partis pendant l'occupation*.



la paix internationale indispensable à la poursuite de son but dans la voie d'un humanisme généreux à base d'internationalisme (17) prolétarien et de pacifisme. Le syndicalisme, la coopération avec le souci de créer, au sein même de la société actuelle, des circuits économiques (Familistères de Guise, Verrerie d'Albi, etc...) ont disparu de ses préoccupations en même temps que tout effort culturel (maisons du peuple, bourses du travail, universités populaires) ; il n'est plus qu'une politique qui consiste à rechercher le pouvoir en dehors de toute considération morale ou de principe, uniquement sur le plan électoral et par des alliances, souvent inattendues, recherchées en raison des résultats qu'elles peuvent apporter quant au nombre des élus.

Cette chute verticale dans le domaine des valeurs intellectuelles est attribuée par certains observateurs de gauche à la seconde guerre mondiale et à l'esprit de Résistance qui a dégénéré en « Résistantisme », dont la S.F.I.O. s'est imprégnée à la manière d'une éponge sous l'occupation allemande. A l'internationalisme et au pacifisme qui étaient la tradition constante du Socialisme, s'est substitué, estiment ces observateurs de gauche, un certain nationalisme, voire un chauvinisme dont la droite et l'extrême-droite française, n'avaient, elles-mêmes, jamais donné l'exemple. A l'origine, peut-être y avait-il, dans ce brusque revirement, le souci de faire pièce dans l'opinion au Parti communiste dont la tactique de subversion commandée par les intérêts de la Russie Soviétique reposait sur la guerre comme moyen d'arriver à l'insurrection (thèses du III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste) ainsi que cela s'était produit dans la Russie de 1917, la guerre elle-même ne pouvant être portée à ces extrêmes conséquences que par la culture, au sein des partis belligérants, d'un patriotisme sans principe dont le seul aliment était l'exacerbation. Ce souci serait alors devenu progressivement dominant et, en fin de compte, la seule préoccupation des socialistes. C'est, répétons-le, ce que pensent certains observateurs de gauche, que n'aveugle pas le conformisme de leur parti. Quoi qu'il en soit, si tout s'est passé comme s'il en était ainsi, d'autres influences ont probablement joué (18).

Et si aucun redressement doctrinal n'a été possible jusqu'ici, on le doit, croit-on, à une réforme dans la structure de la S.F.I.O. qui est passée à peu près inaperçue de tout le monde : la suppression des tendances, organisées dans son sein même, par le congrès national de décembre 1944. A partir de cette date, aucune vie intellectuelle n'a plus été possible. Au lieu d'être choisis pour les

(17) Le Parti est, cependant, toujours la « Section française de l'Internationale Ouvrière ». Il participe d'ailleurs régulièrement aux assises de la II<sup>e</sup> Internationale. A Haïffa, en Israël, où s'est réuni du 26 au 29 avril 1960 le bureau et le conseil général de l'Internationale socialiste dite ouvrière, Guy Mollet, Brutelle, Gérard Jaquet, Francis Leenhardt, Jules Moch et Christian Pineau représentaient la S.F.I.O.

(18) Faut-il attribuer par exemple à la présence de nombreux juifs au sein de la S.F.I.O. la prise de position du président Guy Mollet et de son ministre des Affaires étrangères, Christian Pineau, tous deux dirigeants socialistes, lors de la nationalisation du canal de Suez par le gouvernement Nasser ? Il est bien évident que des Jaurésistes auraient hésité à déclencher une expédition militaire pour la défense d'intérêts capitalistes (qui n'étaient d'ailleurs pas menacés, on l'a vu par la suite) et pour prêter main forte à l'héroïque petite armée israélienne dont la « promenade militaire » fut grandement facilitée par les pilonnages de l'aviation française dans le Sinaï. (Cf. Merry et Serge Bromberger : *Les Secrets de l'Expédition d'Égypte*, Paris 1957. — Henry Coston : *La Haute Banque et les Trusts*, Paris, 1958.)

idées qu'ils représentaient et l'école socialiste à laquelle ils appartenaient, les hommes chargés d'administrer le parti ne l'ont pas été qu'en fonction de leur quota personnel, lequel se définissait par le comportement dans la Résistance, la qualité de héros ou de martyr qu'il suffisait de savoir revendiquer. Ce fut le triomphe de ceux qui avaient plus d'allant, de dynamisme et d'ambition que de tête.

Le *Parti communiste* continuant à revendiquer devant l'opinion le titre de « *Parti des 75.000 fusillés* » au nom de la Résistance, donc de la Patrie (le syllogisme était parfait), se prévalant par ailleurs de la réalisation du Socialisme « *dans un sixième du globe* », au congrès S.F.I.O. de décembre 1944, des hommes comme Daniel Mayer, Robert Verdier, Deschezelles, etc., qui avaient reconstitué le Parti sous l'occupation, en étaient arrivés à envisager la fusion organique des Socialistes et des Communistes français dans un seul parti — comme dans les pays d'Europe Centrale livrés à la Russie par la politique de Yalta. Ils n'échouèrent dans leur entreprise que parce que Léon Blum revint à temps de Buchenwald pour la torpiller. Le congrès de décembre 1944 exclut cependant du Parti 94 parlementaires — Paul Faure en tête (19) — qui n'avaient pas participé à la Résistance, qui avaient pour la plupart été « *munichois* », en 1938 (20) et qui, le 10 juillet 1940, avaient été favorables au Maréchal Pétain sur adjuration d'Edouard Herriot, président de la Chambre, et de Jules Jeanneney, président du Sénat, ou, ont affirmé certains d'entre eux (dont Marcel Rivière, Jean Castagnez et André Février (21) en se fondant sur l'attitude évasive de Léon Blum lui-même qui avait approuvé l'entrée de Rivière et Février dans le gouvernement qui sollicita l'Armistice. Le Parti avait, dès 1944 et depuis la Libération de Paris, été envahi par une multitude de nouveaux adhérents, jeunes pour la plupart, (des assujettis au S.T.O. qui avaient pris le maquis) et dont aucun n'avait pris contact avec le socialisme autrement que par la Résistance, raison pour laquelle ils pensaient que celle-ci était la substance même de celui-là. Les nouveaux dirigeants emportèrent la décision, non seulement très facilement, mais dans l'enthousiasme et à l'unanimité (il faut dire que l'entrée du congrès avait été refusée à tous les représentants des anciennes fédérations que les organisations de Résistance reconnues n'avaient pas habilités et à ceux qui figuraient parmi les futurs exclus). Marceau Pivert, qui avait passé la guerre en Amérique latine et qui avait sollicité sa réintégration, ne l'obtint qu'après un débat pénible et hors sa présence. Charles Lussy et Robert Lazurick eux-mêmes furent très discutés, à tel point que, réadmis, le second démissionna dédaigneusement, tandis que le premier reprenait timidement sa place dans le rang, affligé d'une peine de suspension de délégation pour cinq ans (ce qui ne l'empêcha pas d'être, plus tard, président du groupe parlementaire socialiste).

(19) Secrétaire du Parti à la déclaration de la guerre, Paul Faure occupait ce poste depuis la reconstitution de la S.F.I.O., dont il fut le principal artisan, raison pour laquelle il jouit longtemps d'une très grande influence. Il fallut le Front Populaire, la Guerre d'Espagne et la Guerre Mondiale pour que l'unité du Parti, à une faible tendance extrémiste près, constamment réalisée sur son nom, se rompit en sa défaveur.

(20) Léon Blum écrivait le 1<sup>er</sup> octobre 1938, dans *Le Populaire* : « *Il n'y a pas une femme et pas un homme en France pour refuser à M. Neville Chamberlain et à Edouard Daladier leur juste tribut de gratitude* ».

(21) Voir brochure de ce dernier, éditée par l'auteur, à Lyon, en 1947. \*

Il serait vain de suivre congrès par congrès les fluctuations des effectifs de la S.F.I.O. depuis ces événements. Aussi bien, les rapports des congrès ne donnent plus que des évaluations approximatives : environ 140.000 membres en 1946 (22), environ 60.000 en 1958. La politique du Parti n'étant plus la même, la clientèle ne l'est pas non plus ; elle n'est constituée aujourd'hui que par « les parties prenantes de la nation » (fonctionnaires : 51 %, professions libérales : 26 %, agriculteurs : 12 %, ouvriers : 10 %, selon *L'Express* du 15 août 1957), la classe ouvrière donnant, dans son écrasante majorité, la préférence au Parti communiste. A une politique principalement électoraliste, correspond une clientèle qui attend de ses élus des avantages.

A ce sujet, il est intéressant de noter une appréciation de l'ancien maire de Toulouse, Badiou, aujourd'hui socialiste unifié, donnée au *Monde* à propos de ce qui s'est passé à Toulouse lors du premier retour des élections municipales :

« Il est évident que l'Entente socialiste (P.S.A. et U.G.S.), qui obtient 11,2 %, ayant fait une campagne claire et ferme, contre le régime actuel, et pour la paix par la négociation en Algérie, a recueilli les voix de l'opposition non communiste, voix qui précédemment se portaient en majorité sur la S.F.I.O. Celle-ci les a donc compensées par des voix recueillies vers la droite, à la faveur de la désagrégation radicale et de la confusion qui règne dans les autres partis. Il s'agit donc pour la S.F.I.O. d'un décalage important vers la droite ; et cette constatation n'est pas spéciale à Toulouse, car le maintien numérique de la S.F.I.O. à travers le pays, malgré la forte poussée communiste et l'apparition sporadique des formations de l'U.F.D., ne s'explique que par ce décalage vers la droite. La S.F.I.O. devient de plus en plus, le « parti centre », le « parti de gouvernement », foncièrement opportuniste, qui jouera demain le rôle assumé par le parti radical au temps de sa splendeur. Les alliances conclues indifféremment à droite ou à gauche confirment cette évolution de la S.F.I.O., qui méritait, semble-t-il, d'être notée » (23).

Cet avis est partagé par beaucoup. On sait ce qu'il est advenu de la « splendeur radicale ».

Bien plus que les fluctuations de l'importance numérique des adhérents, sont significatifs les résultats des élections, car ils donnent la mesure de l'influence de la S.F.I.O. sur l'opinion et son évolution. On les trouvera ci-dessous, à la fois en voix et en pourcentages, comparés à ceux des dernières élections législatives de l'entre-deux-guerres, c'est-à-dire celles de 1936.

1936 (avril-mai). . . . .	1.927.654	voix	19,9 %	146 élus
1945 (octobre. . . . .)	4.561.411	»	23,8 %	146 »
1946 (Juin). . . . .	4.187.818	»	21,1 %	127 »
1946 (novembre). . . . .	3.431.954	»	17,9 %	102 »
1951 (mai). . . . .	2.744.842	»	14,3 %	96 »
1956 (janvier). . . . .	3.180.656	»	14,8 %	88 »
1958 (novembre). . . . .	3.167.354	»	15,5 %	43 »

(22) Selon *La République Libre* (6 juin 1952), le Parti Socialiste avait 352.742 membres en 1945 et 96.000 en 1951.

(23) *Le Monde*, 15-16 mars 1959.

(24) Il n'a pas été tenu compte des élections sénatoriales qui, au deuxième degré, reflète surtout les alliances contractées.

Ce tableau n'appelle qu'un seul commentaire : l'augmentation du nombre des suffrages recueillis est dû à l'introduction du vote des femmes dans la vie politique française. Pour le reste, le lecteur pourra dresser lui-même la courbe des % et des élus. Il est seulement demandé de retenir que le parti socialiste est loin d'avoir retrouvé son influence d'avant guerre sur le corps électoral.

La retrouvera-t-il ? La doctrine socialiste n'étant plus qu'une politique et cette politique un opportunisme électoral, ainsi que le souligne le socialiste unifié Badiou, c'est possible, mais c'est peu probable, sauf à titre provisoire. L'expérience historique semble enseigner qu'un parti qui se veut ouvrier, ou tout simplement social, et qui ne s'enracine pas dans les masses ouvrières au moyen d'une tactique correspondant à leurs aspirations, n'a aucune chance de conserver sa place. Ce fut le cas du Parti radical qui s'anémie progressivement depuis l'abandon du programme de Belleville.

Or, aucun retour à une politique sociale qui justifierait son titre ne paraît être en vue. Les tendances ayant été supprimées organiquement, ceux qui auraient pu y trouver refuge ont quitté le Parti ou ont été exclus. Un premier départ, depuis l'épuration du congrès de 1944, a eu lieu en 1947 : Elie Bloncourt, ancien député de l'Aisne, Y. Deschezelles, ancien secrétaire adjoint à la Libération et quelques autres, qui ont tenté de fonder un parti. Marceau Pivert, malgré l'interdiction des tendances avait réussi à publier un organe mensuel, *Correspondance Socialiste Internationale*, gauchiste mais anti-communiste, est mort alors qu'il venait d'être frappé de plusieurs sanctions. Mme Andrée Pierre Vienot, suivie par Pierre Doridam, Elie Gilquin, Jean Lambert, Mme Madeleine Lambert, Paul Peuble et René Thiry, de la Fédération des Ardennes, ont quitté le Parti en 1956. André Philip a été exclu, Daniel Mayer a démissionné pour prendre la présidence de la très progressiste *Ligue des Droits de l'Homme* et lancer l'idée de l'*Union des Forces Démocratiques*. Robert Verdier, Edouard Depreux et leurs amis ont démissionné, et, dans l'ombre de Pierre Mendès-France, tentent actuellement de développer leur *Parti Socialiste Unifié* auquel Claude Bourdet et des progressistes ont adhéré. D'autres personnalités, comme Paul Alduy, se sont trouvées en dehors du parti pour avoir tenté de lancer l'idée d'un gaullisme de gauche. Entre temps, bon nombre de socialistes chevronnés se sont trouvés exclus, ou ont démissionné, parce que le Résistantisme n'avait pour eux aucun attrait. Guy Mollet semble donc assuré de conserver une majorité dans un parti où tous ceux qui auraient pu s'opposer à sa politique se trouvent exclus, ou sont éliminés au fur et à mesure qu'ils en manifestent l'intention. Sur les possibilités de cette politique, il serait, certes, aventureux de se prononcer dès maintenant : pour l'instant, à chaque élément hostile qu'il perd sur sa gauche, Guy Mollet a réussi à faire la compensation au moyen d'un élément nouveau, à lui acquis et venant de sa droite. Il y a des limites au delà desquelles la méthode n'est plus efficace...

Sans doute la direction actuelle de la S.F.I.O., profondément « européenne », favorable à la défense de l'Europe contre le Bolchevisme est-elle opposée à la renaissance du Front Populaire. Sans doute s'emploiera-t-elle, tant qu'elle le pourra, à maintenir le *Parti Communiste* dans l'isolement qui est le sien depuis la sanglante répression de Budapest et la non moins sanglante épu-

ration qui a suivi. Sans doute incline-t-elle plus volontiers à contracter des alliances sur sa droite, avec le Parti Radical ou même avec le M.R.P. — la question de la laïcité mise à part — qu'avec les Communistes, les Progressistes et les Socialistes de gauche. Mais les élections municipales de 1959 (25) et surtout, la dernière élection du bureau du Conseil Général de la Seine, où un socialiste a été porté à la présidence et où les maxistes ont enlevé toutes les places à la suite d'un accord entre socialistes et communistes, montrent bien que tous les adhérents et élus n'acceptent pas la ligne « bourgeoise » que leur trace Guy Mollet.

### *La presse et les dirigeants du Parti*

Le *Parti Socialiste S.F.I.O.*, dont le siège social est Cité Malesherbes, n° 12, Paris, publie un journal quotidien, *Le Populaire* (61, rue Lafayette, Paris), dont le tirage, qui était de 235.000 exemplaires en 1944 et de 150.000 en 1947, n'atteint pas 20.000 exemplaires aujourd'hui. *Le Populaire-Dimanche*, hebdomadaire, est plus largement diffusé, mais n'a pas un tirage en rapport avec le nombre de voix que le Parti recueille aux élections selon « la Presse socialiste en Europe », éditée par le Centre International de la Presse il y a quelques années, la *S.F.I.O.* contrôle (ou contrôlait) 10 quotidiens, 62 hebdomadaires, 3 mensuels auxquels il faut ajouter 16 quotidiens sympathisants :

Quotidiens : *Le Populaire*, de Paris, déjà cité ; *Le Provençal*, de Marseille ; *La Bourgogne Républicaine*, devenue *Les Dépêches*, de Dijon ; *Le Comtois*, de Besançon, succédant du précédent ; *Nord-Matin*, de Lille ; *Libre-Artois*, d'Arras ; *Presse libre*, de Strasbourg ; *Le Républicain du Haut-Rhin*, de Mulhouse ; *La République du Var*, de Toulon ; *Le Populaire du Centre*, de Limoges.

Hebdomadaires : *Le Populaire-Dimanche*, officiellement *S.F.I.O.*, déjà cité ; *Démocratie 60*, (26) ; *L'Espoir*, d'Arras ; *La Volonté*

(25) L'exemple de Dreux est significatif : du maire sortant, le radical Violette, ancien ministre et ancien gouverneur général de l'Algérie, au délégué communiste, tous les candidats de la liste dite de Défense Républicaine, autrement dit de Front Populaire, ont été élus. *Lectures Françaises* (avril 1959) a donné cette liste de villes où le Front Populaire a été réalisé en mars 1959 :

ALÈS (P.C., S.F.I.O., Rad., U.D.S.R.), GRAND-COMBE (P.C., S.F.I.O.), BEAUCAIRE (P.C., S.F.I.O.), NIMES (P.C., Socialistes autonomes), TOURCOING (P.C., S.F.I.O.), DOUAI (P.C., S.F.I.O.), ALBI (P.C., U.F.D., Soc.), GRAULHET (S.F.I.O., P.C.), MONTPELLIER (P.C., U.G.S., Soc.), CARCASSONNE (P.C., S.F.I.O., U.F.D.), NARBONNE (P.C., Soc. auton.), GRENOBLE (P.C., S.F.I.O., U.G.S., U.D.S.R.), VIENNE (P.C., S.F.I.O., U.F.D.), VOIRON (P.C., Soc.), LAON (P.C., S.F.I.O., U.D.S.R.), HIRSON (P.C., Soc., U.G.S.), ANGERS (P.C., S.F.I.O., U.G.S., Rad.), CHOLET (P.C., S.F.I.O.), BERCK-PLAGE (P.C., Soc., Rad.), CHALONS-SUR-MARNE (P.C., Soc. auton., S.F.I.O., Radicaux), BOURG-ED-BRESSE (P.C., U.F.D.), LA ROCHE-SUR-YON (P.C., S.F.I.O., Rad., U.F.D.), LES SABLES D'OLONNE (P.C., Soc., Progressistes), MONTCEAU-LES-MINES (P.C., S.F.I.O.), NIORT (P.C., Soc. auton., S.F.I.O., U.F.D.), RIVES-DE-GIER (P.C., Soc.), VILLENEUVE-SAINT-GEORGES (P.C., U.F.D.), CLICHY (P.C., Soc. auton., U.G.S., Progressistes, U.D.S.R., Mendésistes), COLOMBES (P.C., U.F.D., U.G.S.) DREUX (P.C., S.F.I.O., Rad.), CHATEAUDUN (P.C., Soc. Rad., U.G.S.), SAINT-OMER (P.C., S.F.I.O.), PERPIGNAN (P.C., Soc., Rad., U.F.D.), RENNES (P.C., U.F.D.), QUIMPER (P.C., Soc., Rad.), MELUN (P.C., S.F.I.O., Soc. auton., U.G.S., Radicaux), COULOMMIERS (P.C., Soc. auton., Progressistes), GAP (P.C., Soc., Rad.), BOURCES (P.C., U.G.S., Progressistes), POISSY (P.C., Soc. auton., U.F.D., Soc.), PANTIN (P.C., Rad., Soc.), ANNONAY (P.C., Soc.), CASTRES (P.C., Soc.), LUNEL (P.C., Soc., div. gauche), CAHORS (P.C., Soc., Rad.), CHATEAU-CHINON (P.C., U.F.D., U.D.S.R.), etc...

(26) *Démocratie 60* est publiée par la *Société d'Édition et de Publication Républicaine*, S.A.R.L. au capital de 1.000.000 de francs (anciens). Guy Mollet en est le principal associé. Selon *Le Canard Enchaîné* (16-9-1959), les fonds de lancement auraient été fournis par Israël (75 millions d'anciens francs).

*Socialiste*, à Valence ; *Le Réveil Socialiste*, à Tours ; *L'Espoir Socialiste*, à Grenoble ; *Le Savoyard Socialiste*, de Chambéry ; *Le Proletaire*, de Clichy ; *Le Progrès Socialiste*, de Chaville, etc...

Mensuels : *La Revue Socialiste*, *Le Travailleur Socialiste*, *Luttes*, *L'Étudiant Socialiste*, *La Femme Socialiste*.

Quotidiens sympathisants : *Le Centre Républicain*, de Montluçon ; *Libération-Champagne*, de Troyes ; *Le Berry Républicain*, de Bourges ; *La Nouvelle République*, de Bordeaux et du Sud-Ouest ; *Midi-Libre*, de Montpellier ; *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, de Tours ; *Le Dauphiné Libéré*, de Grenoble ; *La République du Centre*, d'Orléans ; *Naradiviec*, de Lens (organe des immigrés polonais) ; *Paris-Normandie*, de Rouen.

En outre, le *Parti socialiste* possède des organismes spécialisés chargés de la Presse et de la Propagande. Ces services sont centralisés 12, cité Malesherbes. Ils comprennent : 1°) le Bureau National de Propagande qui organise des manifestations publiques, des réunions et des meetings ; 2°) le Bureau de Documentation et d'Information qui publie l'hebdomadaire interne *Documentation socialiste*, destiné aux responsables du Parti et aux élus, ainsi que les *Cahiers du Propagandiste socialiste*, fiches encartées dans la *Documentation socialiste* et contenant les textes et discours des principaux dirigeants du parti ; le bureau a également une publication, *Arguments et Ripostes*, contenant de véritables petits dossiers fournissant une argumentation serrée aux militants sur les grandes questions à l'ordre du jour ; 3°) le Bureau central de presse, qui assure la liaison avec les quotidiens socialistes et socialistes, avec les hebdomadaires des fédérations et les agences de presse, la radio et la télévision, et qui diffuse les communiqués du Comité Directeur ; 4°) le service cinématographique qui a notamment produit un film sur le 48<sup>e</sup> Congrès de la S.F.I.O. ; 5°) le département « Editions » chargé de la publication des tracts, des brochures et des affiches.

Enfin le Parti dispose d'une agence de presse, l'Agence de Presse de la Liberté (12, Cité Malesherbes) qui diffuse un bulletin d'information hebdomadaire, l'A.P.L., dans lequel les journaux socialistes de province puisent une partie des articles de fond et des informations politiques qu'ils publient, et d'une librairie, la Librairie-Papeterie des Municipalités (7, rue Frochot, Paris) qui fournit aux militants, secrétaires fédéraux et de sections et aux élus municipaux, les livres politiques, mais aussi les livres scolaires, la papeterie, les articles de bureau, les drapeaux, cravates et insignes, voire même les bustes de la République et des grands hommes du Socialisme.

La structure actuelle de la S.F.I.O. repose sur la section. Les membres du Parti sont groupés en sections locales (communes ou cantons, arrondissements de Paris) réunis au sein de fédérations départementales. Les délégués de ces fédérations forment le Congrès national, qui est l'instance supérieure du Parti et qui prend les décisions politiques essentielles. Le Comité directeur, élu par lui, dirige le Parti, dans le cadre des directives du Congrès. Un Conseil National, sorte de Congrès restreint, est convoqué lorsque des décisions politiques importantes sont à prendre. Les sections sont représentées aux Congrès fédéraux et les fédérations au Congrès ational par des délégués porteurs d'un nombre de mandats proportionnel à celui des adhérents de la section ou de la fédération. Si des divergences apparaissent sur un problème déterminé, la Fédération ou la Section a la possibilité d'élire ses délégués à la représentation proportionnelle.

Cette structure est évidemment fort démocratique. Cependant la liberté y est limitée puisque, ainsi que nous l'avons déjà dit, les tendances ou « groupements permanents d'affinités » y sont interdits. Cela empêche les cadres du Parti qui ne partagent pas l'opinion des dirigeants de publier régulièrement des documents à l'intention des adhérents.

D'autre part, le Comité Directeur, qui a remplacé l'ancienne Commission Administrative, est élu au scrutin majoritaire ; il est donc homogène. Les membres du Parlement ne peuvent y être élus qu'à concurrence d'un tiers. Le Comité Directeur désigne le secrétaire général et les deux secrétaires généraux adjoints du Parti. Ce sont ces trois hommes qui dirigent en fait la S.F.I.O. Les parlementaires affiliés au groupe socialiste sont astreints à une discipline de vote. Ceux qui cherchent à s'y soustraire sont passibles de sanctions graves pouvant aller jusqu'à l'exclusion (27).

Présidé par Francis Leenhardt, député des Bouches-du-Rhône, président du Conseil d'Administration du journal *Le Provençal*, le groupe socialiste comprend, au moment où nous écrivons ces lignes, 41 membres plus 3 apparentés :

Raoul Bayou, Paul Béchar, Pierre Bourgeois, Boutard, Cassagne, Chandernagor, Arthur Conte, Darchicourt, Darras, Derancy, Dejean, Denvers, Duchâteau, Dumortier, Durroux, Just Evrard, Forest, Gernez, Lacroix, Tony Larue, Francis Leenhardt, Max Lejeune, Longequeue, Mazurier, Guy Mollet, Pierre Monnerville, Montalat, Eugène Montel, Muller, Padovani, Pavot, Pic, Charles Privat, Privet, Regaudie, Schaffner, René Schmitt, Francis Vals, Var, Emmanuel Véry, Widenlocher ; apparentés aux termes de l'art 19 du règlement : Deschizeaux, Mercier, Poignant.

Cette discipline, imposée à tous les niveaux, laisse supposer que le Parti dispose de moyens d'action nécessaires pour influencer les masses qu'il veut atteindre. Mais si le Parti Communiste a, lui, des armes très efficaces d'action, le Parti Socialiste n'en a que de très modestes. D'une part, l'unité de base étant la section et non la cellule d'entreprise, le contact entre les membres, bien que régulier, n'est pas assez fréquent. Il existe certes des « groupes socialistes d'entreprise », mais ceux-ci n'ont qu'une existence sporadique. Les jeunes socialistes sont peu nombreux. La *C.G.T.-Force*

(27) C'est ainsi que, lors du vote sur la C.E.D., de nombreux députés furent sanctionnés pour avoir enfreint les décisions du congrès, favorables à la défense européenne. (Le Congrès de mai 1954 avait approuvé la C.E.D. par 1.969 mandats contre 1.215 et 265 abstentions.) *Le Monde*, du 1-10-1954, a donné la liste des « indisciplinés » :

« Cinquante-trois députés socialistes avaient voté le 30 août la question préalable rejetant la C.E.D. MM. Max Lejeune, Daniel Mayer et Jules Moch ayant été exclus précédemment, M. P.-O. Lapie l'est à son tour et les quarante-neuf autres élus sont frappés de suspension de délégation de mandat : il s'agit de MM. Arbeltier (Seine-et-Marne), Arnal (Var), Auban (Haute-Garonne), Audeguil (Gironde), Baurens (Gers), Benhamed (Constantine), Berthet (Isère), Binot (Seine-Inférieure), Bouhey (Côte-d'Or), Briffod (Haute-Savoie), Capdeville (Seine-Inférieure), Cartier (Drôme), Charlot (Var), Coffin (Cher), Desson (Ardennes), Dicko (Soudan), Doutrelot (Somme), Florand (Creuse), Gourdon (Gard), Guitton (Loire-Inférieure), Henneguelle (Pas-de-Calais), Léon Jean (Hérault), Lacoste (Dordogne), Mme Laissac (Hérault), MM. Leenhardt (Bouches-du-Rhône), Le Sénéchal (Pas-de-Calais), Levindrey (Aisne), Liurette (Guinée), Lussy (Vaucluse), Mabrut (Puy-de-Dôme), Mazier (Côtes-du-Nord), Jean Meunier (Indre-et-Loire), Eugène Montel (Haute-Garonne), Naegelen (Basses-Alpes), Nénon (Lot-et-Garonne), Ninine (Cameroun), Quénard (Indre-et-Loire), Rabier (Oran), Regaudie (Haute-Vienne), Rey (Haute-Garonne), Savary (Saint-Pierre-et-Miquelon), Segelle (Loiret), Sibué (Savoie), Sissoko (Soudan), Thomas (Côtes-du-Nord), Titeux (Ardennes), Valentino (Guadeloupe), Verdier (Seine), et Wagner (Haut-Rhin). »

Une amnistie intervint peu après, qui réintégra tout le monde.

*Ouvrière*, qui passe pour être la centrale syndicale du Socialisme, lui échappe en grande partie. Même la *Ligue des Droits de l'Homme*, surtout depuis l'accession de Daniel Mayer, dissident de la *S.F.I.O.*, n'est plus sous son influence comme naguère. La seule arme puissante et, somme toute, efficace de la *S.F.I.O.* demeure son réseau de municipalités, qui lui permet d'obtenir encore des résultats appréciables lors des consultations électorales. Le Parti Socialiste est en effet le mouvement qui compte le plus grand nombre de maires et de conseillers municipaux, d'ailleurs souvent élus — comme par exemple à Abbeville — par des modérés qui paraissent satisfaits de leur gestion (28).

Il est sans doute aussi le parti qui avait, sous la IV<sup>e</sup> République, le plus grand nombre d'adeptes dans les hautes sphères de la France d'Outremer. Le 29 janvier 1958, *Carrefour* dressait la liste des « Socialistes à la conquête de l'Afrique ». Laissant de côté l'esprit polémique de l'article, nous noterons simplement que tous les ministres qui étaient alors responsables de l'Afrique Française étaient membres de la *S.F.I.O.* :

Christian Pineau, ministre des Affaires Etrangères, avait la charge des affaires de Tunisie où l'ambassadeur Georges Gorse, était socialiste, et du Maroc, où le socialiste Alexandre Parodi était ambassadeur ; au quai d'Orsay, c'était encore un socialiste, Basdevant, qui était à la tête des Affaires tunisiennes et marocaines.

Le ministre de l'Algérie était le socialiste Robert Lacoste et celui du Sahara le socialiste Max Lejeune. Le socialiste Gérard Jaquet avait succédé, au ministère de la France d'Outre-Mer, à un autre socialiste, Gaston Defferre. Le socialiste Jean Pontillon dirigeait la Radio d'Outre-Mer. Le chef de Cabinet de Gérard Jaquet, Messmer, également socialiste, Haut-Commissaire de la République au Cameroun, venait d'être nommé Haut-Commissaire de la République en A.E.F. Le poste laissé vacant au Cameroun par Messmer était occupé aussitôt par le fils de l'ancien ministre socialiste des Finances, Jean-Paul Ramadier ; celui-ci était remplacé comme gouverneur de la Guinée par le socialiste Mauberna, jusqu'alors chef du service de la Défense au ministère de la France d'Outre-mer.

Un autre socialiste Soupault, directeur du cabinet du ministre de la F.O.M., qui avait laissé vacant plusieurs mois son poste de gouverneur du Moyen Congo, était nommé secrétaire général de l'A.E.F.; son successeur fut Deriaud, directeur du cabinet du socialiste H. Dicko, secrétaire d'Etat à la France d'Outre-mer. Le socialiste Cusin était haut-commissaire de la République en A.O.F., le socialiste Soucadaux, haut commissaire de la République à Madagascar, le socialiste Bourguès, gouverneur de la Haute Volta, le socialiste Gipoulon, gouverneur du Soudan ; le socialiste Troadec, gouverneur du Tchad, et le socialiste Chimier, secrétaire général de la Côte Française des Somalis. A l'administration centrale, les socialistes occupaient une place enviable : le gouverneur Spenale était directeur politique adjoint du ministère de la F.O.M., le gouverneur Le Layec, directeur du personnel, assisté de l'inspecteur des Finances Moussa, directeur des Affaires Economiques et du

(28) Les maires et conseillers municipaux et généraux *S.F.I.O.* sont groupés en une *Fédération Nationale des Elus socialistes municipaux et cantonaux*, dont *L'Élu socialiste* (50, rue de Rivoli, Paris), est l'organe. Le dernier bureau connu de la Fédération était présidé par Maurice Pic, sénateur-maire de Châteauneuf-du-Rhône, et avait pour secrétaire général Georges Dardel, sénateur, récemment élu président du Conseil général de la Seine grâce aux voix communistes, ce qui lui a provoqué sa non-réélection au Comité Directeur de la *S.F.I.O.*



Plan, Sagot, directeur de la Caisse des Retraites du Ministère de la France d'Outre-Mer, l'inspecteur du Travail Pélisson, au service des Affaires sociales, avec Luccioni, etc...

Dans les entreprises nationalisées d'Outre-mer, on trouvait encore des socialistes comme Wybaux, à l'Office du Niger, Blum-Picard, au bureau minier de la France d'Outre-Mer, l'ambassadeur Chataigneau, au bureau pour le développement de la production agricole d'Outre-mer. Marius Moutet était président de la Haute Commission de l'Organisation Commune des Régions Sahariennes, et Bouloche, directeur de l'Administration des Régions Sahariennes.

Anti-colonialistes dans leurs propos, les socialistes n'en servaient pas moins la politique dite « colonialiste » de la France. A moins qu'ils n'aient hâté, ainsi que le leur reprochent maints adversaires, l'évolution qui menait à l'indépendance de l'Afrique...

Le Comité Directeur de la S.F.I.O. se compose actuellement de : Secrétaire général : Guy Mollet, professeur d'anglais, ancien député aux Assemblées constituantes, député d'Arras depuis 1946, ancien ministre de Léon Blum, ancien président du Conseil, ancien ministre d'Etat du Général De Gaulle ; Brutelle, Cazelles et Herbaut, secrétaires généraux adjoints ; F. Leenhardt, député des Bouches-du-Rhône et président du groupe de l'Assemblée nationale ; Kléber Lousteau, ancien député, ancien ministre, administrateur civil au ministère de l'Intérieur ; Marcel Champeix, sénateur ; René Schmitt, député ; Maurice Pic, sénateur ; Jules Moch, ancien ministre ; Albert Gazier, ancien ministre ; Christian Pineau, ancien ministre ; Claude Fusier ; Jean Minjoz, ancien ministre ; Augustin Laurent, ancien ministre, directeur de *Nord-Matin* ; Victor Provo, ancien député ; le Docteur Léon Boutbien, ancien député, l'un des fondateurs et actionnaires de *Franc-Tireur* ; André Bidet, journaliste, ancien conseiller de l'Union Française ; René Naegelen ; Delabre, de la Fédération du Pas-de-Calais ; Le Coutaller, ancien député, de la Fédération du Morbihan ; et Notebart, ancien député, de la Fédération du Nord, etc...

J.-P. B. et G. V.

#### Le Parti Socialiste Unifié.

Jusqu'au retour du général De Gaulle au pouvoir, et même lors du passage du secrétaire général de la S.F.I.O. au Gouvernement, l'opposition de gauche qui se manifestait au sein du *Parti Socialiste* n'envisageait pas la rupture. Elle s'employait à redresser la ligne générale et combattait les déviations doctrinales reprochées à Guy Mollet et à ses amis.

Cette opposition minoritaire avait pour chef de file Edouard Depreux. La majorité, faisant fi des arguments de l'opposition, votait régulièrement la confiance à Guy Mollet, approuvant ainsi l'action gouvernementale de leur leader, en particulier sa politique algérienne.

Il est possible d'ailleurs que cette opposition abritait non seulement une différence de doctrine, mais aussi une rivalité de personnes. Edouard Depreux, vieux militant socialiste, n'était-il pas entré avant Guy Mollet au Comité directeur de la S.F.I.O. et n'avait-il pas espéré que ses camarades, en reconnaissance de ses services, le nommeraient au secrétariat général ?

Les événements du 13 mai, le ralliement de la majorité de la S.F.I.O., Guy Mollet en tête, à « l'homme du 18 juin » poussèrent la minorité à la rupture. Déjà, on savait que « le torchon brûlait » à

la S.F.I.O. entre le clan des « mous » représenté par Guy Mollet, Commin, R. Lacoste et Max Lejeune, et le clan des « durs » conduit par Depreux, Daniel Mayer, et Rosenfeld. Les premiers avaient interdit le *Comité d'Etudes et d'Action pour la Paix en Algérie* que les seconds avaient créé. Ils avaient même exclu quelques militants jugés trop encombrants, tel qu'André Philip, l'ancien ministre. Mais les anti-molletistes ne s'étaient pas estimés battus : ils avaient lancé un petit journal, *Tribune du Socialisme*, lequel, dès le début, avait reçu la caution du fils de Léon Blum et celle de l'ancien président socialiste de la IV<sup>e</sup> République.

Parmi les collaborateurs de cette *Tribune* figuraient : Edouard Depreux, André Hauriou, Maurice Klein, Henri Laugier, Badiou, Daniel Mayer, André Philip, Marceau Pivert, Oreste Rosenfeld, Jean Rous, Camille Titeux et Robert Verdier.

La direction de la S.F.I.O. avait fort mal pris la chose : Pierre Commin, secrétaire général adjoint du Parti, avait envoyé aux secrétaires fédéraux et aux parlementaires une lettre-circulaire annonçant que le Comité directeur, au cours de sa réunion du jeudi 13 février, a décidé d'interdire la publication de « La Tribune du Socialisme » et d'inviter les membres du Parti à ne pas collaborer à cet organe. Cette décision faisait suite à celles du 30 avril 1957 et du 27 novembre 1957 comportant dissolution du « Comité Socialiste d'Etude et d'Action pour la Paix en Algérie. »

Les animateurs de *Tribune du Socialisme* prétendaient naturellement n'avoir aucun lien avec ledit Comité. Ils ne s'en élevaient pas moins contre le grief « *jusqu'ici inconnu au sein d'un parti démocratique, de reconstitution de ligue dissoute* ». Dans le n<sup>o</sup> 3 de *Tribune* (15 mars 1958), ils s'insurgeaient contre la décision du Comité directeur :

*« Il serait interdit de faire connaître dans une Tribune loyale, ouverte et franche, les opinions de socialistes qui réfléchissent, dans le cadre du socialisme, aux graves et difficiles problèmes de l'heure ? L'échange des idées ne serait licite qu'à des dates et dans des formes prescrites ? Dans notre Parti socialiste, nous ne pouvons ni le penser, ni l'admettre. Et ceux qui ne le pensent, ni ne l'admettent ont rédigé une sorte de manifeste pour protester contre la décision de la S.F.I.O. et pour réclamer « la liberté de la pensée et de l'expression » et « le maintien d'un journal permettant de larges confrontations entre militants du Parti ».*

Ce manifeste portait les signatures suivantes :

ALDUY Paul, ARBELTIER René, députés ; AURIOL Vincent ; BADIOU Raymond, maire de Toulouse ; BAURENS Alexandre, BERTHET, Alix, BINOT Jean, députés ; BLUM Robert ; BONCOUR Paul ; BRIFFOD Henri, député ; CARCASSONNE Roger, sénateur ; CARTIER Marcel, député ; DEFFERRE Gaston, maire de Marseille ; DEPREUX Edouard, DESSON Guy, députés ; DETRAVES Guillaume, Conseiller de l'Union Française ; DOUTRELLOT Pierre, député ; EECKHOUTTE, Conseiller Général de la Haute-Garonne ; GOMBAULT Georgès, journaliste ; GOURDON Robert, député ; HAURIOU André, professeur ; JOUBLOT André, Conseiller Municipal de Paris ; JULIEN Ch.-A., Conseiller de l'Union Française ; LABROUSSE Ernest, professeur ; LAPIE Pierre-Olivier, député ; LAUGIER Henri, professeur ; LEO LAGRANGE Madeleine ; LUSSY Charles, MABRUT Adrien, MARGUERITTE Charles, députés ; MARTET Urbain, Comité directeur ; MAYER Daniel, MAZIER Antoine, MOCH Jules, MONTEL Eugène, députés ; OSMIN Mireille, Comité directeur ; PALMERO Jean, député ; PERRIN Francis, professeur ;

PRIOU-VALJEAN, Conseiller Municipal de Paris ; RAPUZZI Irma, sénateur ; ROSENFELD Oreste, Conseiller de l'Union Française ; ROUS Jean, ROUSSEAU Marcel, journalistes ; SAVARY Alain, THORAL, TITEUX Camille, VERDIÈR Robert, députés. On remarquait que, pour la plupart, ces personnalités socialistes appartenaient à la fraction gauche qui préconisait un nouveau *Front Populaire* avec les Communistes.

Le retour du Général, provoqué par ce qu'ils appelaient une émeute fasciste, fut le signal de la rupture. Mais tous les signataires du manifeste ne quittèrent pas la S.F.I.O. et beaucoup, bien qu'en désaccord avec Guy Mollet, préférèrent demeurer dans le Parti de Jaurès.

Le départ, en 1956, de quelques militants qui avaient constitué de petits groupes d'*Unité socialiste* ou d'*Action socialiste*, n'avait pas eu grande conséquence pour le prestige de la S.F.I.O. Mais la scission provoquée par Depreux, Verdier et Savary fut d'une autre importance. Militants actifs et influents, se refusant à poursuivre une politique « droitière » et « opportuniste », ils entendaient reprendre à la base l'action socialiste et reconquérir ainsi les masses laborieuses aux dépens du *Parti Communiste* et de la S.F.I.O. La dissidence était d'autant plus désagréable à la direction de la S.F.I.O. que Depreux et ses amis semblaient bien avoir obtenu l'appui de l'Internationale Socialiste qui condamnait la politique intérieure de Guy Mollet, en particulier la poursuite de la guerre en Algérie, comme elle avait désapprouvé, sur le plan international, « l'équipe de Suez ». Dès le premier congrès du parti dissident, on remarqua en effet les délégués ou les observateurs des partis frères (Labour Party, Parti Socialiste Italien, Parti Social-Démocrate Allemand, etc...).

La rupture eut lieu au Congrès national de la S.F.I.O. qui se réunit à Issy-les-Moulineaux en septembre 1958. A la suite du vote qui confirmait la confiance que les militants plaçaient en Guy Mollet et ses amis, approuvant ainsi sa politique passée et sa conduite présente au sein du ministère De Gaulle, Edouard Depreux monta à la tribune et déclara au nom des minoritaires : « *Croire qu'en se rangeant aujourd'hui aux côtés des vainqueurs du 13 mai, on évitera le pire. c'est au contraire provoquer le pire pour le lendemain...* »

Et il ajouta : « *Certains de rester fidèles à l'idéal de Jean Jaurès et de Léon Blum, nous défendrons la République et ses libertés* » (1)

Les minoritaires quittèrent immédiatement le congrès ; ils se réunirent dans un café, rue de la Défense, à Issy-les-Moulineaux,

(1) *Tribune du Socialisme*, n° 9, 25 septembre 1958. — La déclaration lue par E. Depreux au Congrès Socialiste était signée par : Depreux, député (Seine) ; Arbeltier, député (Seine-et-Marne), Artre (Calvados), Bodiou, maire de Toulouse ; Bethery (Aube) ; Blanc Marcel (Gironde) ; Bouyeux (Seine) ; Briffod, député (Haute-Savoie) ; Mme Brossolette Gilberte (Seine) ; Cartayrade (Lot-et-Garonne) ; Fabre, Raymond (Rhône) ; Florian (Seine-et-Oise) ; Gouin, Félix, député (Bouches-du-Rhône) ; Granier (Aveyron) ; Humblot (Marne) ; Karila Jacques (Rhône), Imbert (Ain) ; Joublot, conseiller municipal de Paris ; Julien Ch.-A., ex-conseiller Union Française (Dordogne) ; Lamarque, secrétaire fédéral (Haute-Marne) ; Lancelle (Seine) ; Laval (Seine) ; Lavoquer (Aube) ; Le Merle (Côtes-du-Nord) ; Lévy Robert (Doubs) ; Lussy Charles, député (Vaucluse) ; Mazier, député (Côtes-du-Nord) ; Mayer Daniel, Président de la Ligue des Droits de l'Homme ; Mme Osmin Mireille (Seine) ; Palmero, député (Ardèche) ; Priou-Valjean, conseiller municipal de Paris (Seine) ; Rosenfeld, ex-conseiller de l'Union Française (Seine) ; Rous Jean (Seine) ; Savary Alain, député ; Suant, maire d'Antony (Seine) ; Tanguy-Prigent, député (Finistère) ; Verdier, député (Seine).

général, Verdier et Savary comme secrétaires généraux adjoints, et Maurice Klein comme trésorier. C'était le 13 septembre 1958. Deux jours plus tard, le 15, Edouard Depreux tenait une première conférence de presse à l'Hôtel du Pont-Royal, rue Montalembert. Il définissait les intentions du nouveau parti — « grouper tous les socialistes et rien que des socialistes » — et précisait les relations du nouveau *Parti Socialiste Autonome* avec l'*U.F.D.* (Union des Forces Démocratiques), rassemblement dont Pierre Mendès-France et Daniel Mayer étaient les leaders.

Les fondateurs du *P.S.A.*, après accord avec André Seurat, directeur de *Tribune du Socialisme*, faisaient de ce petit journal l'organe officiel de leur mouvement. Il ne restait plus qu'à tenir un congrès national : celui-ci eut lieu au printemps, les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mai 1959 à la mairie de Montrouge. Il ne fit qu'entériner les décisions prises par ses fondateurs. A la Commission Administrative Permanente, — homologue du Comité directeur de la *S.F.I.O.* et nom de l'organisme directeur du Parti Socialiste avant la guerre, — furent nommés par les congressistes : Depreux et Mazier, élus à l'unanimité, Badiou, Savary, Binot, Klein, Mme Gilberte Brossolette, Hauriou, Moschetti, Ch. Lussy, ancien président du groupe parlementaire *S.F.I.O.*, Arbeltier, Charlot, Laval, administrateur de *France-Observateur*, Roubault, Cheramy, Joublot, Humblot, Astre, Suant, Blanc, Florian, Rimbart.

L'élaboration de la Charte du parti donna lieu à discussion. Oreste Rosenfeld, qui présentait le projet de la charte, soutenait que la lutte des classes constituait, aujourd'hui encore, le fondement de la doctrine socialiste. Seule, disait-il, elle a permis et permettra encore aux travailleurs « d'arracher de nouvelles conquêtes ». Celles-ci ne peuvent être acquises que par l'expropriation des principaux moyens de production et d'échange et par leur nationalisation : à une démocratie politique doit correspondre une économie démocratique. Au contraire, André Philip estimait que la diversité croissante et l'hétérogénéité de la classe laborieuse, dues en grande partie à la multiplicité des spécialisations, étaient exigées par l'économie moderne. Il concluait que, dans l'économie actuelle, la notion de « classe » et de « solidarité de classe » tendait de plus en plus à disparaître ainsi que le vieux principe du « socialisme distributif ». La discussion fut si vive que, pour ne pas provoquer une scission dans le parti naissant, les délégués décidèrent de renvoyer prudemment l'adoption de la charte à des assises ultérieures.

Les effectifs du nouveau parti étaient assez réduits : de l'aveu même d'Edouard Depreux, ils ne dépassaient pas 15.000 adhérents. On ne pouvait donc songer à faire un parti puissant avec une poignée de militants dans chaque département. Il fallait étoffer le parti et pour cela rechercher des adhésions au dehors ou, à défaut, la fusion avec des groupes très voisins.

C'est ainsi que l'on entra en pourparlers avec les mendessistes qui, sous le nom de *Centre d'Action Démocratique* (8, rue Henner, Paris) s'étaient constitués en groupement politique depuis leur rupture avec le *Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste*. A l'issue d'une réunion qu'ils tinrent les 19 et 20 septembre 1959 à Noisy-le-Sec, les membres du *C.A.D.* décidèrent, à une très forte majorité, de donner leur adhésion au *Parti Socialiste Autonome*. Mendès-France intervint lui-même très nettement dans un sens favorable à cette décision. Il fut convenu que les adhésions se feraient sous forme individuelle, mais seraient remises collecti-

vement, dans chaque département, par les responsables du C.A.D. aux responsables du P.S.A. Une commission composée de Charles Hernu, Hovnanian et Paul Anxionnaz trancherait les cas litigieux.

La motion votée le 20, à l'issue de l'assemblée de Noisy-le-Sec, reprenant les termes de l'intervention de Mendès-France, déclarait notamment :

« 1) Le C.A.D. faisant abstraction de toute considération égoïste ou partisane, conscient de demeurer fidèle à son passé de combat et à ses principes, appelle tous ses adhérents et ses sympathisants à tirer immédiatement des conclusions de l'accord constaté avec le programme et les statuts du parti socialiste autonome, tels qu'ils ont été fixés par le congrès de Montrouge, en donnant leur adhésion à ce parti.

» — Il décide que le Centre d'action démocratique sera dissous dès que cet appel aura été pleinement entendu et réalisé...

» 2) Il exprime le vœu que les hommes et les formations qui, depuis des années, ont mené les mêmes combats que les membres du C.A.D., sur les bases de principes et d'aspirations identiques, soient mis en mesure de prendre aussi prochainement que possible des décisions semblables aux siennes.

» 3) En prenant ces décisions consulté la motion, le C.A.D. a conscience de donner un exemple de désintéressement et de discipline et d'apporter une contribution constructive au renouveau socialiste et démocratique du pays, sur des bases adaptées aux conditions et aux problèmes du monde moderne. » (2)

Le Centre d'Action Démocratique avait été créé par Mendès-France et ses amis radicaux à la suite de la position que le Parti Radical et Radical-Socialiste avait prise à l'endroit de l'Union des Forces Démocratiques (voir notre étude sur l'U.F.D.). Félix Gaillard, président du parti valoisien, avait fait adopter par ce dernier une décision interdisant aux radicaux l'appartenance à l'U.F.D. Le 14 janvier 1959, il avait mis en demeure les membres du parti, les candidats aux dernières élections et les présidents de fédérations de se soumettre aux décisions du bureau et de signaler ceux qui prétendraient rester au Parti Radical tout en demeurant membres de l'U.F.D. Vingt-quatre anciens parlementaires ou présidents de fédérations, suivis ou approuvés par beaucoup d'autres, avaient alors envoyé à la place de Valois une lettre de protestation ainsi conçue :

Paris, le 26 janvier 1959.

Monsieur le Président,

Votre lettre circulaire du 14 janvier 1959 formule une invitation à choisir entre le Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste et l'appartenance à des groupements tels que l'Union des Forces Démocratiques.

Les membres du Parti soussignés ne peuvent tenir compte de cette injonction formulée sans qu'aucune discussion préalable n'ait eu lieu avec eux. Cette discussion aurait dû porter sur les problèmes politiques essentiels qui se posent aujourd'hui en France.

Les soussignés ont en effet la conviction profonde que leur action répond aux nécessités de la situation présente de notre Pays, ainsi qu'à la tradition la plus haute du Parti Radical, bien mieux qu'une attitude d'opportunisme et de complaisance à l'égard de la réaction passagère triomphale.

(2) *Libération*, 21-9-1959.

Ils n'ont jamais souscrit, en ce qui les concerne, à une politique de guerre sans issue en Algérie. Ils ont blâmé ceux des radicaux qui, pour entrer à tout prix dans n'importe quelle combinaison ministérielle, n'ont jamais reculé devant l'alliance des formations les plus conservatrices, voire ouvertement antidémocratiques. Ils ont désapprouvé les parlementaires qui, tout récemment, ont soutenu de leur vote les mesures du prétendu redressement économique et financier, lesquelles se gardent de remonter aux causes — c'est-à-dire aux charges militaires écrasantes de la guerre d'Algérie et à une conception erronée du progrès économique de notre pays — réduisant le niveau de vie des classes moyennes des salariés et du monde agricole avec une désinvolture impitoyable.

Ce radicalisme-là n'a jamais été le leur, il ne le sera pas plus demain qu'hier.

Vous ne serez donc pas surpris que nous ne puissions ressentir qu'indifférence pour les procédures et les chicanes subalternes entretenues contre nous sous des prétextes divers. Notre certitude de rester fidèles à notre engagement politique fondamental ne saurait en être ébranlée à aucun degré. Cette certitude demeurera aussi longtemps que nous continuerons à travailler, comme nous avons plus que jamais l'intention de le faire, regroupés entre radicaux et avec d'autres démocrates, pour une véritable grandeur nationale qui doit s'inscrire dans le monde de demain, pour la justice sociale, pour la paix.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les meilleurs et de notre considération distinguée.

Cette lettre, adressée à Félix Gaillard, président du Parti, était signée par :

Paul ANXIIONNAZ, ancien Ministre, ancien Secrétaire général du Parti, Raoul AUBAUD, ancien Ministre, ancien Secrétaire général du Parti, Adrien ANDRÉ, ancien Député, Maurice BENE, ancien Député, Maurice BERTRAND, Mme J. BILLIAU, Secrétaire général de la Fédération de l'Eure, membre du Bureau du Parti, Edmond BISCHOFF, Président de la Fédération du Bas-Rhin, Roger CHARNY, Secrétaire général de la Fédération de la Seine, membre du Bureau du Parti, Roger CHATELAIN, ancien Député, membre du Bureau du Parti, Paul-André FALCOZ, ancien membre du Bureau du Parti, Mme Brigitte GROS, ancien membre du Bureau du Parti, Charles HERNÜ, ancien Député, Léon HOVNANIAN, ancien Député, Roger HUMBERT, ancien Président de la Fédération du Doubs, Jacques KAYSER, ancien Secrétaire général du Parti, Robert KUHN, Président d'Honneur de la Fédération de la Côte-d'Or, René de LACHARRIERE, Pierre MENDES-FRANCE, ancien Président du Conseil, Claude PANIER, ancien Député, Albert SECQUEVILLE, Président de la Fédération de la Seine, Pierre SERANDOUR, ancien Député, Président de la Fédération des Côtes-du-Nord, Pierre SOUQUES, ancien Député, Dominique STEFANAGGI, membre du Bureau du Parti, Jean VILLATTE, Président de la Fédération de l'Allier ;

Auxquels s'ajoutèrent :

Paul AUBRY, ancien Député, Président de la Fédération de la Haute-Marne, BERNARDI, Vice-Président des Jeunesses radicales, CHAPUIS, Secrétaire général de la Fédération de la Côte-d'Or, Dr CAILLET, Secrétaire général de la Fédération des Côtes-du-Nord, Dr P. CHARLIN, Président d'Honneur de la Fédération du Doubs, G. FROMENT, Conseiller général de l'Oise, LEROUX, Président de la Fédération du Morbihan, A. LABARRIERE, ancien

Secrétaire général de la Fédération du Loiret, Jean MOUNE, Secrétaire général de la Fédération de la Nièvre, NEBOUT, Vice-Président de la Fédération de la Meurthe-et-Moselle, PERNET, Président de la Fédération de la Côte-d'Or, PERROT-MIGEON, ancien Sénateur de la Haute-Saône, TRIOREAU, Président de la Fédération de la Sarthe, VIENNEY, Adjoint au Maire de Lyon, WEISBERG, Président de la Fédération de la Moselle.

Dans une lettre-circulaire que Paul Anxionnaz adressa aux ménédistes le 20 février 1959 au nom du C.A.D., les fondateurs de celui-ci précisaient que :

« *Le CENTRE D'ACTION DEMOCRATIQUE n'est pas un parti politique nouveau. Il y a déjà trop de partis politiques à ce jour, et nous n'avons aucune intention d'en constituer un de plus. Nous espérons même que des partis et des formations de la gauche non communiste, aujourd'hui trop nombreux, fusionneront un jour dans un grand groupement nouveau auquel nous donnerons alors notre appui et notre confiance. Le CENTRE D'ACTION DEMOCRATIQUE défendra cet espoir au sein de l'U.F.D.* »

La circulaire d'Anxionnaz annonçait la création d'un bulletin mensuel, *Le Courrier de la République*, destiné aux membres et aux sympathisants du C.A.D. La revue doctrinale du groupe était naturellement *Les Cahiers de la République* que Pierre Mendès-France avait fondé en 1956, avec la collaboration de plusieurs personnalités qui en constituaient le comité de direction :

G. ARDANT, Commissaire Général à la Productivité ;

R. CASSIN, Vice-Président du Conseil d'Etat ;

A. CHATELET, Doyen honoraire de la Faculté des Sciences de Paris ;

M. DURRY, Professeur à la Sorbonne ;

J. ELLUL, Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux ;

Roger HUMBERT, Conseiller à la Cour des Comptes ;

C.-A. JULIEN, Professeur à la Sorbonne, Conseiller de l'Union Française ;

E. LABROUSSE, Professeur à la Sorbonne ;

H. LONGCHAMBON, Président du Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique ;

Henry-I. MARROU, Professeur à la Sorbonne ;

C. MORAZE, Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes ;

P. MUS, Professeur au Collège de France ;

Alfred SAUVY, Directeur de l'Institut National d'Etudes Démographiques ;

P.-H. SIMON, Doyen de la Faculté des Lettres de Fribourg (3).

Le comité de rédaction de la revue était composé de R. de La Charrière, J.-L. Brillhac, Jacques Kayser, M. Roncayolo, M. Sorre, que secondaient Claude Nicolet, secrétaire, Paul Bliet, directeur de la publication et A. Schmid, administrateur-gérant.

Quant à l'équipe rédactionnelle, elle comprenait, outre quelques-unes des personnalités désignées ci-dessus : Pierre Auger, Jacques Berque, Maurice Duverger, Pierre Emmanuel, Etiemble, André Hauriou, Stanley Hoffmann, Henri Laugier, Georges Lavau, Pierre Le Brun, Gabriel Lisette, Jules Moch, Tibor Mende, Vincent Monteil, Louis Périllier, François Perroux, André Philip, Oreste Rosenfeld, Léopold Sédar Senghor, etc...

Fin 1959, Georges Suffert, ancien directeur de la revue *Les malpensants*, qui venait de quitter (contraint et forcé) le poste

(3) *Les Cahiers de la République*, revue trimestrielle de politique, n° 1, 1956.

de rédacteur en chef de *Témoignage Chrétien*, prit en main la rédaction des *Cahiers de la République*. Dès lors, en raison de modifications intervenues entre temps, le comité de rédaction comprit, outre Suffert : R. Barillon, du *Monde*, Georges Boris, J.-L. Brillhac, B. Cazes, R. de La Charrière, S. Hessel, J. Kayser, G. Mamy, C. Nicolet, M. Roncayolo, M. Sorre. Pierre Avril et Laurence Martinet furent nommés respectivement secrétaire général et directeur de la publication. Les bureaux, d'abord dans l'immeuble du Parti Radical-Socialiste, avaient été transférés 8, rue Henner.

La fusion du C.A.D. avec le *Parti Socialiste Autonome* était conditionnée par l'adhésion de Pierre Mendès-France au socialisme. Les fondateurs du P.S.A., qui appartiennent à la gauche de l'Internationale socialiste, n'auraient pu admettre qu'un groupe de personnalités radicales puisse entrer dans leur jeune parti. Le ralliement du président Mendès-France au socialisme intervint le 20 juin 1959. C'est par un discours sur Jean Jaurès que l'ancien leader du Parti Radical-Socialiste montra qu'il avait désormais choisi le chemin que le fondateur de *L'Humanité* avait suivi avant lui :

« Avec le recul du temps, déclara-t-il, la leçon politique de Jaurès prend pour nous sa signification réelle et sa grandeur véritable. Nous voyons se dessiner clairement l'idée maîtresse, partout présente dans ses pensées et dans ses actions, et qui a dominé sa conduite politique : devant les luttes, les souffrances, les contradictions qui déchiraient la France il y a un demi-siècle (comme elles la déchirent aujourd'hui), devant les rivalités internationales qui allaient mener à la Grande Guerre (comme aujourd'hui elles menacent la paix), Jaurès n'a pas cessé d'être hanté par ce qu'il appelait « le plus profond et le plus noble besoin de l'esprit humain », la recherche de l'unité. C'est pourquoi il reste pour nous, avant tout, le réconciliateur des groupements socialistes désunis, l'inspirateur de l'union de la gauche républicaine, et celui dont les efforts désespérés pour la fraternité des peuples tentait, jusqu'au jour même de sa mort, de repousser la guerre menaçante.

« ... Cet effort conciliateur, il l'avait d'abord entrepris en rassemblant en un parti unifié, les groupements socialistes éparpillés que divisaient des querelles de doctrine et de personnes. L'unité obtenue ne reposait pas sur l'obéissance aveugle à un inflexible credo, à un nouveau conformisme, car elle n'eût jamais été alors, selon sa propre expression, qu'une unité despotique et morte. » Non, ce qu'il voulait dégager, au-delà de tout dogmatisme, c'était l'âme commune, l'élan commun vers le progrès social. A l'inverse de bien des théoriciens, Jaurès refusait de déterminer, une fois pour toutes, une ligne rigide à suivre, et disait qu'il n'était « permis à personne de tracer d'avance, avec certitude, la route par où passera le prolétariat ».

« Des divergences sur la tactique peuvent apparaître ; elles n'ont à ses yeux, rien d'irréductible ; seul compte l'idéal poursuivi en commun même si, pour ceux qui y aspirent ensemble, il demeure d'abord relativement imprécis et comme auréolé de nuages car, écrit Jaurès « les écoles socialistes peuvent se transformer ». D'ailleurs, dit-il encore mais pour le déplorer, « les sectes socialistes, après avoir rendu des services, peuvent périr par l'exclusivisme ». L'exclusivisme, voilà l'un des dangers qui, pour lui, menacent l'action efficace vers le progrès social.



« ... A ceux qui craignaient que l'idéal socialiste ne s'abatardît en adoptant les méthodes de la démocratie et du suffrage universel, il répliquait que, bien au contraire, « ce sont les appels déclamatoires à la violence, c'est l'attente quasi mystique d'une catastrophe libératrice qui dispensent les hommes de préciser leur pensée et de déterminer leur idéal. »

« Ainsi, le grand parti socialiste, refusant d'être un parti de minorité, doit « étendre sa surface de contact avec les autres classes », pour amener graduellement la France au socialisme, comme elle est venue à la République. »

Tout comme Jean Jaurès, Pierre Mendès-France était persuadé que « la Révolution Française contient le socialisme tout entier ».

« Jaurès réclamait donc l'union des républicains, la réunion de tendances nées d'une source commune et orientées dans une direction semblable à celle du socialisme, même si certaines d'entre elles n'avaient pas encore pris conscience que désormais « ce n'est pas seulement dans les relations politiques des hommes, mais aussi dans leurs relations économiques et sociales qu'il faut faire entrer la liberté vraie, l'égalité, la justice »...

« Dès lors il demandait aux hommes de gauche de « compléter pacifiquement la démocratie politique en démocratie sociale. »

Après avoir rompu avec le Parti Radical-Socialiste, le président Mendès-France ralliait le camp socialiste auquel il entendait « amener graduellement », sinon tous les Français, du moins les républicains qui l'avaient suivi et approuvé.

L'adhésion du C.A.D. (4) représentait sans doute un apport intéressant quant à la qualité, mais insuffisant quant à la quantité. A la suite de Mendès-France, c'étaient surtout des hommes politiques qui avaient adhéré au P.S.A. ; très peu de « militants » les avaient suivis.

\*\*

Parallèlement au parti d'Edouard Depreux, un autre mouvement poursuivait sa marche vers le socialisme en dehors de la S.F.I.O. : c'était l'Union de la Gauche Socialiste. Cette formation provenait de la fusion de divers groupements et partis se situant, politiquement, entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste. Pour donner un aperçu de son importance et de ses tendances, faisons un retour en arrière.

Lorsque le président Ramadier eut exclu de son gouvernement les ministres communistes (qui participent au pouvoir depuis l'avènement du gouvernement provisoire de la République — et avant même la constitution de celui-ci, à Alger, au sein du Comité de Libération Nationale) — Maurice Thorez et ses amis se retirèrent dans l'opposition (1947). Le M.R.P., dès lors, essaya de maintenir la liaison entre le centre et la gauche, tandis que la S.F.I.O. devenait l'arbitre des majorités. Au cours des années 1944-1947, les partis traditionnels de la gauche étaient organisés en vue des prochaines luttes électorales et pour la prise du pou-

(4) Les membres du C.A.D. de la Seine — la fédération pilote — venaient principalement du Parti Radical, du Club des Jacobins, de l'Association des Etudiants travailleurs et du public de L'Express. Son comité de quinze membres comprenait : Roger Charny, secrétaire général, ancien secrétaire général de la Fédération Radicale de la Seine ; Charles Hernu, ancien député, président du Club des Jacobins ; de Crisnoy : Friedmann et Mme Brigitte Grosz, née Servan-Schreiber, de L'Express ; Bensussan, du Club des Jacobins, trésorier ; Claude Panier, ancien député, etc...

voir, soit isolément si l'un d'entre eux obtenait la majorité absolue à l'assemblée, soit en collaboration, en entrant dans une coalition du type Front Populaire.

Pour être en mesure de mener à bien leur tâche, les chefs de file de ces deux partis imposèrent à leur militants un cadre assez rigide et un programme qu'ils ne pouvaient discuter. Mais les réalités du pouvoir amenèrent ces chefs à nuancer leur programme et à assouplir le cadre qu'ils avaient primitivement fixé à leur action. La *S.F.I.O.*, comme le *Parti Communiste*, en vinrent ainsi à méconter une partie de leurs militants, qui les accusèrent de « déviationisme » ou de « conservatisme social ». Il s'ensuivit des scissions, des constitutions de partis, des regroupements en dehors des deux grands mouvements marxistes.

C'est ainsi que naquirent le *Parti Socialiste Unitaire*, l'*Union Républicaine et Résistante*, et l'*Union des Chrétiens Progressistes*, qui, après des échecs répétés, fusionnèrent en une *Union Progressiste* (voir notre étude sur ce groupement). Il y eut aussi le *Rassemblement Démocratique Révolutionnaire* constitué par Jean-Paul Sartre, Albert Camus et David Rousset, qui mourut à peine né, faute d'auditoire et d'unité de vue entre les fondateurs. Parlons pour mémoire de la première *Union Démocratique du Travail* qui n'eut pas, non plus, une très longue existence.

Après la défaite de ces indépendants de la gauche aux élections de 1951, un mouvement d'union partit de province où de petits groupes autonomes avaient rassemblé des éléments épars venant du socialisme, du communisme et de la démocratie chrétienne. Sous l'étiquette « Nouvelle Gauche », ils avaient remporté quelques succès locaux aux élections municipales de 1953. La venue de Pierre Mendès-France au pouvoir n'avait fait qu'accélérer le mouvement, surtout après l'échec de cette tentative de gauche de laquelle les partis traditionnels du marxisme avaient été pratiquement évincés (bien que leurs votes au début eussent favorisé l'expérience).

En novembre 1954, les Fédérations parisiennes de la *Nouvelle Gauche* (secrétaire général : Claude Bourdet), de la *Jeune République* (sous l'impulsion de Maurice Lacroix), du *Mouvement de Libération du Peuple* (5) et de l'*Union Progressiste* décidèrent de constituer un comité de liaison. Chaque parti conservait son autonomie, mais tous adoptaient un programme d'action commun qui ne devait guère différer de celui de l'Union de la Gauche Socialiste. La personnalité la plus marquante de cette coalition était le directeur de *France-Observateur*, Claude Bourdet. Sa situation de fortune, qui est, dit-on, assez considérable, permettait au fils d'Edouard Bourdet d'avoir une attitude très indépendante, et son talent faisait de lui le porte-parole d'une importante fraction de

(5) Le *Mouvement de Libération du Peuple* était issu du *Mouvement Populaire des Familles* qu'un groupe de militants de la *Jeunesse Ouvrière Chrétienne* avait constitué en 1942. C'était à l'origine un mouvement d'éducation populaire, d'action sociale, d'entraide et de solidarité. Après la Libération, la crise du logement devenant de plus en plus aiguë, il s'employa à reloger par *squattage* des familles ouvrières. Sous la pression des événements intérieurs et extérieurs, et en raison des luttes électorales, les préoccupations politiques l'emportèrent bientôt sur les préoccupations premières du mouvement. Il s'ensuivit, en 1951, un éclatement du *Mouvement Populaire des Familles*. Les militants plus sociaux que politiques se regroupèrent dans un *Mouvement de Libération Ouvrière* ; les autres, affirmant la suprématie du politique, créèrent le *Mouvement de Libération du Peuple*, dont un militant de gauche, Louis Alvergnat, prit le secrétariat général.

ce nouveau front. C'est en grande partie grâce à son influence personnelle que l'on en vint, en décembre 1957, à fusionner en une seule organisation les principaux éléments des quatre organisations adhérentes et des divers groupes socialistes de province (6). Cependant, la fusion ne fut pas totale : après la constitution de l'Union de la Gauche Socialiste, le Parti de la Jeune République et l'Union Progressiste ont subsisté.

« La première question que pourrait se poser au sujet de cette fusion le spectateur extérieur, écrivait Claude Bourdet, c'est : Pourquoi cela a-t-il pris si longtemps ? L'extrême proximité politique des divers groupements se réclamant du socialisme de gauche rend, en effet, depuis longtemps anormale leur persistance à l'état d'organisations séparées. Mais les différentes organisations avaient une origine et une histoire différente et dès lors des façons particulières d'aborder les problèmes. Il y a de longues discussions pour définir un langage commun et aboutir à des accords formels.

« ... Ce n'est pas seulement l'accord pratique et idéologiques qui a permis cette fusion. Ce sont aussi les circonstances extérieures qui y ont poussé. » (7).

L'U.G.S. se proclamait, dès le début, favorable à un rapprochement avec les communistes. Tout en se méfiant de la direction du Parti, elle recherchait l'unité d'action avec les militants. C'est pourquoi, présentant le programme d'action de l'U.G.S. à son premier congrès d'unité, Manuel Bridier insistait sur la volonté du nouveau mouvement de jouer « un rôle important dans le rassemblement des forces de gauche, SANS AUCUNE EXCLUSIVE, pour renverser la position réactionnaire au pouvoir. » (8)

Après les événements d'Algérie et le retour au pouvoir du Général, huit jours avant le referendum, l'U.G.S. tenait son premier grand congrès à Lyon (19, 20 et 21 septembre 1958).

Si Georges Tamburini, secrétaire fédéral du Rhône, qui ouvrit le congrès, parut satisfait de l'union des éléments de gauche hier éparpillés, Gilles Martinet, qui venait de l'Union Progressiste, ne cacha pas ses craintes de voir certaines initiatives faire glisser le parti « vers ce qu'on appelle le « travaillisme », (9) c'est-à-dire vers une formule qui renie la réalité des positions socialistes, qui cherche à faire amalgame entre le radical-socialisme, le libéralisme bourgeois et les perspectives socialistes. »

Il y avait aussi d'autres craintes, celle de voir le parti abandonner l'idée d'un rapprochement avec les communistes (10) pour

(6) L'Action Socialiste datait de 1956. Elle avait pour animateurs Pierre Doridam, secrétaire général, et Mme Andrée Vienot, ancien député, qui avait quitté la S.F.I.O. le 12 novembre 1956 pour protester contre la politique de Guy Mollet dans l'affaire de Suez. L'Unité Socialiste rassemblait, dans quelques départements, d'anciens militants de la S.F.I.O. et du Parti Communiste. Pierre Hervé et Auguste Lecœur, après la rupture avec le P.C.F., avaient mis leur journal *La Nation Socialiste* à la disposition de l'Unité Socialiste.

(7) *France-Observateur*, 5-12-1957.

(8) *Le Monde*, 10-12-1957.

(9) « Le Travaillisme aujourd'hui, c'est du bavardage », *France-Observateur*, 9-1-1958.

(10) Le mot d'ordre de l'U.G.S. était : pas d'ennemis à gauche. « Ce qui signifie, en clair, qu'une politique qui viserait à renverser le cours réactionnaire du gouvernement, mais qui voudrait en même temps IGNORER la réalité du parti communiste et la nature de ses contradictions, que cette politique serait nécessairement vouée à l'échec. Ceci était vrai AVANT le XX<sup>e</sup> Congrès et AVANT Budapest. Ceci l'est encore davantage APRES le XX<sup>e</sup> Congrès et APRES Budapest. Où conduit d'ailleurs le refus de toute action commune, voire de tout contact avec les communistes ? A la faillite du « Front Républicain » et à l'impuissance des petites sectes. » (*France-Observateur*, 6-5-1957).

tomber dans « une sorte d'anti-communisme systématique », celle de le voir verser « dans le bavardage révolutionnaire » et se détourner « des problèmes réels ».

Ces craintes s'apaiseront par la suite en raison même de l'attitude révolutionnaire, combative et socialiste du mouvement.

Après avoir chargé la direction de l'U.G.S. de constituer un *Comité d'Entente et de Liaison* avec le *Parti Socialiste Autonome* en vue de l'unification, le Congrès approuva l'adhésion du mouvement à l'*Union des Forces Démocratiques* dont la création répondait aux nécessités du moment. Selon les congressistes, l'U.F.D. devait : « a) assurer le regroupement dans l'opposition au régime gaulliste de l'ensemble des forces de la gauche indépendante du P.C.F. ; b) faciliter par là même le dialogue avec le parti communiste et promouvoir les différentes formes d'action unie possible avec celui-ci et avec les organisations de masse qui l'influencent ; c) permettre en son sein le contact étroit de l'U.G.S. avec les autres courants socialistes d'opposition, avec les militants syndicalistes et avec les enseignants. »

Enfin, le congrès cloturait ses travaux par un appel au Peuple Français qu'il invitait à répondre NON à De Gaulle :

« Debout pour un NON massif ! En avant sous la grande devise que le socialisme a faite sienne : Liberté, Egalité, Fraternité ! »

Durant la période transitoire, qui va de l'unité au premier congrès de Lyon, la direction de l'U.G.S. était assumée par un comité politique et un bureau national composé des représentants des différentes organisations fusionnées.

Venaient de la *Nouvelle Gauche* : Jean Arthuys, Jean Barthélémy, Claude Bourdet, Manuel Bridier, Yvon Craipeau, Yves Dechezelles, Pierre Hespel, Yves Jouffa, Gilles Martinet, Alexandre Montariol, Réginald Poingt, Philippe Viannay ; suppléant : Jean-Pierre Deron, Pierre Stibbe ;

du *Mouvement de Libération du Peuple* : Louis Alvergnat, Roger Beaunez, Jean Begassat, Pierre Belleville, Jean Bonneville, André Buisson, Alphonse Garelli, Louis Guery, Henri Longeot, Guy Roustang, Marc Serratrice, Georges Tamburini ; suppléants : Albert Puel, Marcelle Varyse ;

de la *Jeune République* : Guillaumin, J.-J. Gruber, Roger Jacques, G. E. Lavau, Lucien Legrand, H. Moussey, Jacques Nantet, Camille Val ; suppléants : Jean Bron, Serge Woronoff, Marc Cadiot, Henri Bourdet ;

de l'*Action Socialiste* et de l'*Unité Socialiste* : Pierre Doridam, Paul Drevet, André Goury, Jean Lambert, J. Poussin, Jean Weber ; suppléants : André Burel, Nathalie Weitz.

Au congrès, le *Comité Politique* fut ainsi constitué :

Titulaires : MONTARIOL Alexandre (Toulouse), LONGEOT Henri (Nancy), BOURDET Claude (Paris), GUERY Louis (Paris), DORIDAM Pierre (Paris), MARTINET Gilles (Paris), GRUBER Jean-Jacques (Sceaux), HESPEL Pierre (Paris), STIBBE Pierre (Paris), BELLEVILLE Pierre (Paris), TAMBURINI Georges (Lyon), ALVERGNAT Louis (Saint-Etienne), VIANNAY Philippe (Paris), ARTHUYS Jean (Saint-Ouen), NAVILLE Pierre (Paris), BRIDIER Manuel, (Paris), BONNEVILLE Jean (Bordeaux), VINCENT Jean-Marie (Issy-les-Moulineaux), BARTHELEMY Edmond (Jallieu), BUISSON André (Limoges), FRAISSE Paul (Chatenay-Malabry), BEGASSAT Jean (Marseille), DECHEZELLES Yves (Paris), BEUQUE Yvonne (Boulogne), BEAUNEZ Roger (Colombes), JOUFFRA Yves (Paris), GARELLI Alphonse (Paris), VERLHAC Jean (La Varenne-Saint-

Hilaire), TARDY Michel (Mulhouse), FILIATRE Roland (Maisons-Alfort), POINGT Réginald (Dorignies-Douai), LAPRADE André (Bois-Colombes), DREVET Paul (Paris), BERON Jean-Paul (Sotteville), BRON Jean (Montceau-les-Mines).

Suppléants : CORNIERE Paul (Bobigny), CHOVEL Jean (Saint-Etienne), BARTHOD Michel (Montbéliard), NANTET Jacques (Paris), KINER Lucien (Malakoff).

Réuni le samedi 4 et le dimanche 5 octobre 1958, le Comité Politique procéda à la désignation de sa délégation collective permanente, le bureau national. Furent élus :

Jean ARTHUYS, Roger BEAUNEZ, Pierre BELLEVILLE, Claude BOURDET, Yves DECHEZELLES, Pierre DORIDAM, Jean-Jacques GRUBER, Louis GUERY, Pierre HESPEL, Gilles MARTINET, Pierre STIBBE, Jean VERLHAC, Philippe VIANNAY.

En outre, il désigna les membres de la Commission de Contrôle Financier : Robert Moussay (Mulhouse-Dornach), Paul Dantonel (Paris), Laurent Courbières (Lyon), Henri Janodet (Clamart), Charles Lantoine (Douai), et ceux de la Commission des Conflits : Renée Bobenrieth (Charmes), Pierre Soubre (Lyon), André Jacoby (Paris), Elie Bloncourt, (ancien député, Paris).

La fusion s'étendait naturellement à la presse des organisations participantes. *Nouvelle Gauche*, dirigée par Colette Audry, Philippe Vianney, Roger Cerat, Lucien Kiner, etc... et l'hebdomadaire *Monde Ouvrier*, organe du *Mouvement de Libération du Peuple*, devinrent *Tribune du Peuple*. L'U.G.S. publiait également *Liaisons Rurales*, *Tribune Etudiante* et *Le Courrier de l'U.G.S.*

Mais l'organe le plus répandu et le plus influent, bien que n'appartenant pas officiellement à la Gauche socialiste, était et demeure *France-Observateur*. Cet hebdomadaire fut créé en 1950 par Claude Bourdet qui avait dû quitter le quotidien *Combat* dont le Docteur Henry Smadja avait pris le contrôle. Il est édité par une S.A.R.L. au capital de 220.000 frs (2.200 N.F.) dont les associés sont : Claude Bourdet, Jacques Havet, Jacques Lebar, Claude Roussel, Jacques Charrière, Roger Worms dit Stéphane, Maurice Laval, Gilles Martinet, Georges Fradier, Mme René Daniel, née Denise Delage et Hector de Galard. A l'origine la Société d'Édition et de Publication — c'est le titre de la S.A.R.L. — publiait *L'Observateur*, qui fut contraint de modifier son titre à la suite d'un procès avec un journal de Versailles. Bien fait, vivant, sérieux et documenté, *France-Observateur* est lu par un public composé principalement de fonctionnaires et d'intellectuels de gauche. Ses dirigeants et rédacteurs, à des rares exceptions, appartenaient alors à l'U.G.S. et appartiennent aujourd'hui au *Parti Socialiste Unifié*. Il a deux directeurs politiques : Claude Bourdet et Gilles Martinet, un directeur administratif : Maurice Laval, et un rédacteur en chef : Hector de Galard. La ligne générale du journal est précisée en conseil de rédaction par ces quatre journalistes-militants qu'assistent : Jacques Armel, Claude Lebar, Serge Mallet, Roger Paret, Pierre Stibbe, Georges Suffert. (11)

(11) *France-Observateur* est soutenu par l'*Intelligentsia* de gauche et « la bourgeoisie intelligente », qui lit aussi *l'Express*. D'une liste de souscriptions parue dans *France-Observateur* (mars-avril 1958), on relève les noms de : François Mauriac, Morvan Lebesque, Bernard Lecache, Jacques Kayser, Mendès-France, Claude Aveline, Jacques Nantet, Michel Gorday (alias Rappaport), Jean Mercure (alias Pierre Libermann), Mme Andrée Pierre-Vienot, Claude Roy, etc... ainsi que les versements des *Éditions*

L'U.G.S. réalisa sa fusion avec le *Parti Socialiste Autonome*, de Depreux et Mendès-France, le 3 avril 1960, à Issy-les-Moulineaux. Au dire d'Edouard Depreux, l'unification était nécessaire « pour combler un redoutable vide politique, (la S.F.I.O.) se transformant peu à peu en confédération de comités électoraux groupés autour des députés, des sénateurs, plus souvent des maires ». (12)

De longs pourparlers avaient précédé cette importante décision. Le sagace Raymond Barillon, — qui appartient lui-même au groupe mendésiste des *Cahiers de la République*, — écrivait dans *Le Monde* que l'unification ne s'était pas réalisé dans l'enthousiasme :

« La fusion de l'Union de la gauche sociale (U.G.S.), du Parti socialiste autonome (P.S.A.) et du groupe Tribune du communisme a été célébrée dimanche à Issy-les-Moulineaux devant une assemblée nombreuse et satisfaite.

Parler de réel et profond enthousiasme serait peut-être excessif, s'il est vrai que chacun des orateurs a insisté sur l'importance des tâches qui restent à accomplir et que, d'autre part, l'unification n'est pas allée sans difficultés.

L'adhésion en bloc des socialistes autonomes — que M. Depreux n'a pas manqué de souligner — ne signifie pas qu'ils soient tous exactement d'accord sur l'orientation à donner au nouveau parti, voire sur les bases doctrinales.

Du côté de l'Union de la gauche socialiste la fusion a pour conséquence le retrait d'une fraction gauchiste irréductible, fort limitée d'ailleurs, qui entend chercher ailleurs appuis et concours pour la construction d'un « socialisme de lutte de classes ».

Sur vingt-cinq représentants de l'ex-P.S.A. au comité politique, on compte douze anciens parlementaires, la moyenne d'âge des vingt-cinq étant de quarante-trois ans et le benjamin ayant trente-trois ans. L'ex-U.G.S. n'a pas délégué d'anciens parlementaires, et pour cause, mais sur ses vingt-cinq représentants (moyenne d'âge trente-neuf ans, benjamin vingt-six ans) on dénombre treize responsables syndicaux. (13)

Le P.S.U. n'est, en effet, qu'un groupement réunissant les dissidents de tous les partis de gauche, depuis le Parti Radical jusqu'aux cercles trotskystes. C'est un parti de fonctionnaires où l'élément ouvriers n'est représenté que par des chefs syndicalistes. Ses cadres sont composés d'anciens parlementaires et même d'anciens ministres dont les ambitions politiques n'inspirent pas toujours confiance aux éléments de base.

A l'U.G.S. et au P.S.A. se joignit, au moment de la constitution, le groupe de *Tribune du Communisme*, composé d'anciens membres du P.C.F.

La fusion de ces trois groupements ne se fit pas sans heurts entre militants. L'U.G.S., qui avait rassemblé à la Grange-aux-Belles les délégués de ses 78 fédérations, ne se décida qu'après des

Julliard, des Editions du Seuil, des Editions Gallimard, des Editions Tronche et de divers hommes d'affaires comme Lazare Rachline, dit Lucien Rachet (Matelas Rachet, Agence Publicis, L'Express, etc...), l'un des dirigeants de l'Alliance France-Israël (avec J. Soustelle), Goldet (de la famille des pétroliers), etc...

(12) E. Depreux in *France-Observateur*, 31-3-1960.

(13) *Le Monde*, 5-4-1960.

débats passionnés. 2.490 mandats s'opposèrent à la fusion tandis que 7.061 adoptaient une motion nettement favorable et que 1.162 se prononçaient pour la fusion avec nuances. Les adversaires de l'unité, ulcérés par l'attitude de la majorité de l'U.G.S., annoncèrent par l'intermédiaire de Mlle Neubois, de la Fédération de la Gironde, que les anti-fusionnistes étaient bien décidés à la rupture et qu'ils envisageaient la création d'un véritable « parti socialiste de lutte de classes ». A cette tendance appartenaient également deux personnalités du mouvement, Jean Bonneville, membre du Comité politique, représentant la Fédération de la Loire, et André Buisson, également membre du Comité politique et délégué de la Fédération de la Haute-Vienne.

De son côté, le P.S.A. avait réuni dans la salle des Fêtes de la Mairie d'Alforville, les 400 délégués représentant ses 90 fédérations. Dans l'ensemble, les membres du P.S.A. — estimés alors à 20.000 par Edouard Depreux — redoutaient la méfiance que manifestaient à leur égard les futurs partenaires. Daniel Mayer, qui avait été l'un des opposants au principe de la fusion lors du congrès constitutif du Parti, ne le cacha point : « *Nous sommes l'objet d'une méfiance énorme de la part de l'U.G.S. Avoir été membres de la S.F.I.O. vous rend immédiatement suspects à leurs yeux : mais si vous avez été parlementaires et mieux encore ministres alors méfiance est encore un mot bien faible.* » (14) C'était aussi l'opinion d'André Philip qui s'éleva avec violence contre le principe d'une direction « bicéphale » : « *Je veux un mariage, dit-il, mais je ne veux pas être cocu dès la première nuit.* » Daniel Mayer insista tout particulièrement. Il mit en garde ses camarades contre les bavards de l'U.G.S. : « *Ils sont verbeux, déclara-t-il, je vous le dis mes chers camarades, dans vos réunions de sections où vous êtes vingt-cinq, vous verrez arriver trois ou quatre U.G.S. Ils monopolisent la discussion. Supportez-les. Supportez leur verbalisme révolutionnaire pendant trois ou quatre réunions s'il le faut, mais ne vous abstenes pas, ne vous découragez pas, car vous permettriez à ces trois U.G.S. minoritaires de devenir majoritaires* » (15). Pas davantage qu'André Philip, Daniel Mayer ne voulait être « cocu » dans ce « mariage de raison ». Aux principes conciliateurs de Gilles Martinet (U.G.S.) « *nous ne souhaitons pas faire passer les hommes, mais faire triompher des idées* », la majorité du P.S.A. répondait : Nous acceptons de faire cohabiter nos tendances, mais sans sacrifier nos personnes. Cette méfiance à l'égard de l'U.G.S. existait au sein même du P.S.A., depuis l'adhésion de Mendès-France et de ses amis. Au congrès, des antimendésistes firent circuler un texte ronéotypé où l'on pouvait lire : « *Nous n'entendons pas prendre part à une nouvelle tentative de mystification de la classe ouvrière* ». C'est à peu de choses près ce qu'avait dit au Congrès de l'U.G.S. un adversaire de la fusion. M. Bonneville en déclarant : « *Le courant mendésiste, c'est le fer de lance du capitalisme, celui qui a le plus de possibilités de nous vaincre parce qu'il n'hésite pas à s'insérer au besoin dans le courant socialiste* ». Ce à quoi Daniel Mayer répondait, prenant la défense de son ami (« *absent du Congrès apparemment autant par mouvement d'humeur que par maladie* », selon *Témoignage Chrétien*) (16) : « *J'ai pour Mendès-France une affection chaque jour*

(14) *Témoignage Chrétien*, 8-4-1960.

(15) *Le Monde*, 3/4-4-1960 et *L'Express*, 7-4-60.

(16) *Témoignage Chrétien*, 8-4-1960.

renforcée en raison de son courage et parce qu'il est la cible de la droite et de l'extrême-droite. Il apporte au socialisme une adhésion dont le socialisme devrait être beaucoup plus fier qu'il ne l'est... » (17).

En ce qui concerne la position du P.S.A. à l'endroit du Parti Communiste, on nota l'intervention du mendésiste Fallas et de Foulon et Roubault qui souhaitèrent la recherche de « l'unité du prolétariat » c'est-à-dire de l'unité d'action avec le Parti Communiste (18).

Le dimanche 3 avril 1960, dans une salle des fêtes de la Mairie d'Issy-les-Moulineaux, l'U.G.S., le Parti Socialiste Autonome et le groupe Tribune du Communisme proclamèrent leur fusion. En présence de 1200 délégués et militants et de 200 invités, le Professeur Laurent Schwartz, dirigeant du Comité Maurice Audin, qui présidait la séance, se félicita du « mariage de raison » qui venait d'être conclu et qui assura-t-il, était indispensable à une époque où « le fascisme nous menace, même s'il n'est pas sûr ». Edouard Depreux, élu secrétaire national du nouveau Parti Socialiste Unifié souligna que les polémiques du passé devait être oubliées et appela ses camarades à « construire demain la VI<sup>e</sup> République ou la Première République Socialiste » que Claude Bourdet nommera « la Première République Socialiste de France ».

Désignés par les congressistes, les organismes directeurs du P.S.U. sont les suivants :

SECRETARIAT : secrétaire national, M. Edouard Depreux (ex-P.S.A.); secrétaires nationaux adjoints, MM. Gilles Martinet et Henri Longeot (ex-U.G.S.).

COMITE POLITIQUE NATIONAL : 25 ex-P.S.A. (19) : MM. Depreux\*, Savary\*, Verdier\*, Klein, Daniel Mayer\*, Binot\*, Badiou\*, Tanguy-Prigent\*, Seurat, Rous, Desson\*, Mme Osmin, MM. Lussy\*, Hernu\*, Cheramy, Roubault, Florian, Hauriou\*, Fallas, Laval, André Philip\*, Moschetti, Joublot, Suffert et Humblot; 25 ex-U.G.S. (19) : MM. Guery, Bourdet, Montariol, Barthod, Belleville, Serratrice, Longeot, Martinet, Tamburini, Smagge, Garnier, Verlhac, Filiâtre, Arthuys, Moussay, Naville, Viaud, Craipeau, Beaunez, Remy, Servent, Delaville, Picand, Stibbe, Dechézelles; 5 ex-« Tribune du communisme » : MM. Serge Mallet, Marcus, Penin, Popere, Revault d'Allones.

Tribune du Socialisme ayant fusionné à son tour avec Tribune du Peuple et Tribune du Communisme, prit le titre de Tribune Socialiste (54, Boulevard Garibaldi, Paris, 15<sup>e</sup>).

Le bureau national du Parti, qui siège 8, rue Henner, Paris, 10<sup>e</sup>. se compose de 5 ex-P.S.A. : Depreux, Alain Savary, Robert Verdier, Maurice Klein, Charles Hernu (ce dernier représentant la tendance mendésiste); de 5 ex-U.G.S. : Claude Bourdet, Henri Longeot, Gilles Martinet, Verlhac, Jean Arthuys; et d'un ex-Tribune du Communisme : Jean Popere. Plusieurs dirigeants du P.S.A. qui appartenaient à la Commission Administrative Permanente n'avaient pas posé leur candidature au Comité politique; parmi eux deux socialistes connus Mme Gilberte Brossolette et Oreste Rosenfeld.

(17) *Le Monde*, 3/4-4-1960.

(18) *Le Monde*, 5-4-1960.

(19) Dans l'ordre où ils ont été désignés par leurs congrès respectifs. Les noms suivis d'un astérisque sont ceux des anciens parlementaires.



A la tête des fédérations départementales, les militants ont placé quelques nouveaux venus dans l'arène politique socialiste, mais aussi beaucoup de vétérans : Michel Oriol (Alpes-Maritimes), Guy Desson (Ardennes), Aimé Huc (Aude), Emilien Pelisset (Cher), Guy Delpit (Corrèze), Jardon (Dordogne), Georges Minazzi (Doubs), Pierre Audebert (Indre-et-Loire), Marc Coste (Loire), Marc Baudry (Lot), Henri Humblot (Marne), Louis Albert (Pas-de-Calais), Simon Boyer (Haute-Saône), Gabriel Léotard (Savoie), Jacques Rey (Deux-Sèvres), Maurice Poirot (Vosges), Lelong (Aisne), Gabriel Granier (Aveyron), Jeanne Tourneux (Côte d'Or), Jean Babin (Eure-et-Loir), Charles Pistre (Haute-Garonne), Le Coadic (Ille-et-Vilaine), Fernand Tessier (Indre), Gensburger (Isère), Silber (Isère), Paul Richard (Loire Atlantique), Jean Lartigau (Loiret), Gonnard (Manche), R. Brigant (Morbihan), Berthe Fouchère (Oise), Georges Servent (Puy-de-Dôme), Bayle (Hautes-Pyrénées), Henri Buffod (Haute-Savoie), Lucien Legrand (Seine-Maritime), Louis Cluzel (Tarn), Kamenenski (Var), Goichon (Vendée), Raoul Fournier (Vienne), Duroudier (Haute-Vienne), Michel Domont (Yonne), etc...

Si les éléments dynamiques appartiennent à la tendance Claude Bourdet, la direction du P.S.U. est en fait bicéphale : en raison de leur personnalité, Pierre Mendès-France et Édouard Depreux apparaissent comme les véritables leaders du mouvement.

Le premier est l'homme d'Etat, le chef du gouvernement socialiste de demain, le second est l'organisateur qui veille à la pureté de la ligne politique.

Né le 11 janvier 1907 à Paris (3<sup>e</sup>), M. Pierre Isaac Isidore Mendès-France, fils de Cerf David, marchand de tissus, et de Palmyre Sarah Cahn, est issu d'une vieille famille israélite portugaise établie à Bordeaux au XVI<sup>e</sup> siècle et qui sut se garder intacte de toute alliance non mosaïque. Entré jeune dans la politique, au Quartier Latin, il militait à la *Ligue d'Action Universitaire Républicaine et Socialiste (L.A.U.R.S.)*, filiale de la *Ligue des Droits de l'Homme*. Il y était venu, a-t-il expliqué, « à cause d'un coup de poing sur le nez » reçu en 1929 sur le Boul'Mich : son adversaire étant de droite, il avait rallié la gauche. A 18 ans, il présidait cette organisation estudiantine. C'est à ce titre, croit-on, qu'il se rendit à Louviers pour y prendre la parole devant la section radicale-socialiste. Le département de l'Eure était considéré à l'époque comme un fief réactionnaire. Les « vieilles barbes » radicales du lieu, comptant sur les jeunes pour nettoyer cette chouannerie, devaient ensuite faire appel à lui pour battre le député Alexandre Duval, qui représentait la droite. Mendès-France fut effectivement élu en 1932.

Entre temps, il s'était fait initier au Grand Orient de France, à la Loge *Paris* (19.5.1928), puis affilié à la Loge *Union et Progrès* de Pacy-sur-Eure. Après la victoire du Front Populaire en 1936, il composa avec Georges Boris, Georges Gombault, de *Paris-Soir*, Weill-Raynal et deux autres fonctionnaires, un brain-trust chargé de mettre au point les mesures financières du cabinet. Il devint deux ans plus tard sous-secrétaire d'Etat au Trésor dans le second gouvernement Léon Blum. Arrêté pendant l'occupation et s'étant fait transférer à l'hôpital, il s'en évada et parvint à gagner Londres où il refusa les postes civils pour accepter un poste de combat dans la R.A.F. En novembre 1943, il troqua l'uniforme d'aviateur contre un portefeuille de commissaire aux Finances dans le Comité d'Alger. La City lui étant favorable il en profita pour signer avec

l'Angleterre un accord monétaire point trop défavorable aux finances du Comité d'Alger. Le général De Gaulle le conserva comme ministre de l'Economie Nationale dans le premier gouvernement provisoire (septembre 1944) ; il y resta peu de temps.

L'année suivante, tout en gardant le contact avec le Palais-Bourbon — il était l'élu de l'Eure — il s'occupa un peu moins de politique et se consacra davantage à ses dossiers d'avocat d'affaires. Mais dans le silence de son cabinet il préparait son retour. L'occasion favorable se présenta après Dien-Bien-Phu. Un puissant lobby — dirent ses adversaires — le fit alors apparaître comme le négociateur tout désigné pour mettre fin à la « sale guerre ». Ne préconisait-il pas depuis des années l'ouverture de négociations directes avec Ho Chi-minh ? Dans son livre « Mendès ou Pinay ? » Sapiens, alias Alfred Fabre-Luce, explique que l'opération ne pouvait que réussir. Pour y parvenir, Mendès-France avait besoin de l'appui des Russes dont la pression sur Ho Chi-minh et Mao-Tsé-Tung était alors déterminante. Les Soviétiques consentiraient à intervenir auprès de leurs amis Vietnamiens et Chinois à condition qu'ils y trouvent leur avantage. Ce serait donnant-donnant : « *Je te permets de terminer la guerre d'Indochine en invitant tes adversaires à se montrer plus conciliants. En échange, tu profiteras de la popularité que te vaudra la fin des hostilités pour faire rejeter par l'Assemblée Nationale la Communauté Européenne de Défense.* » Un an après la publication de son livre, Alfred Fabre-Luce pouvait constater que ses déductions — ou ses informations (20) — se révélaient exactes. Mendès-France signait à Genève, en présence des Russes et des Chinois, les accords mettant fin aux hostilités. Deux mois plus tard, il faisait refuser par le Parlement la ratification de la C.E.D. (21).

Ces succès furent sans lendemain. Malgré l'appui (du moins au début) du groupe communiste et celui (permanent) du groupe gaulliste, il dut quitter le pouvoir au début de 1955. Il parvint, avec l'appui des Jeunes Turcs du Parti Radical, principalement composés des membres du Club des Jacobins, à prendre la tête du Parti Radical mais il ne put s'y maintenir. Il scella avec Guy Mollet, Chaban-Delmas, et François Mitterrand une alliance électorale fin 1955 sous le nom de *Front Républicain* ; la poussée poujadiste balaya la majeure partie de ses candidats. En minorité au sein du Front Républicain, il ne put obtenir dans le gouvernement constitué après les élections de janvier 1956 qu'une place secondaire. Son étoile pâlisait et ses efforts pour regagner le terrain perdu furent inutiles. Il fut bientôt contraint de quitter le Parti Radical au sein duquel il militait depuis plus de trente ans. Son adhésion au socialisme en fait l'un des chefs du P.S.U. Sera-ce suffisant pour en faire, de nouveau, un chef de Gouvernement ?

La personnalité d'Edouard Depreux est moins en vue. Né le 31 octobre 1898 à Viesly (Nord), Edouard Gustave Depreux est le fils d'Hector Depreux, ingénieur, et de Mme née Marie Poulit. Licencié es-lettres et en droit, il est également diplômé d'études supérieures d'Histoire et de Géographie. C'est un militant che-

(20) Alfred Fabre-Luce, auteur du livre « Mendès ou Pinay », édité par Grasset en 1953, appartient à ce que l'on a appelé « les 200 Familles ». Petit-fils du fondateur du Crédit Lyonnais, il est, par sa femme, apparenté aux Faucigny-Lucinge.

(21) Ces précisions sont tirées du livre de Henry Coston : *Les financiers qui mènent le monde*, pages 132 à 147.

vronné du Parti Socialiste ; il fut le collaborateur du président Léon Blum. Il était conseiller général de la Seine (élu en 1938) lorsque, fin 1940, le préfet de la Seine lui offrit la présidence de la Commission Administrative de son département. On fit même mieux que de la lui offrir puisqu'il fut effectivement nommé président de ladite commission au début de 1941. Il adressa aussitôt sa lettre de démission au préfet en lui demandant de bien vouloir enregistrer en même temps sa démission de membre de la Commission administrative qui avait remplacé le Conseil général de la Seine. *Au Pïlori* le félicitant de son geste — celui d'un « socialiste honnête » — reproduisait ladite lettre de démission, ainsi que le commentaire de M. Depreux : « J'estime que ma position politique passée n'est pas, en effet, assez dans l'axe de la politique actuelle, puisque j'appartenais au Parti Socialiste, bien qu'étant, il est vrai, de la tendance Paul Faure, anti-bolchevik et anti-belliste ».

Edouard Depreux jugeait en effet indigne de lui de jouer le double jeu : il était déjà dans la Résistance et appartenait à un réseau sous les pseudonymes de Marie-Laure et Brigitte. En 1944, il fut nommé délégué à l'Assemblée consultative provisoire, puis il appartint aux deux assemblées constituantes, en 1945 et 1946, et enfin à l'Assemblée Nationale jusqu'en 1956. Homme énergique et bon administrateur, il fut ministre de l'Intérieur de juin 1946 à novembre 1947, de l'Education nationale, de février à avril 1948 et Maire de Sceaux pendant plusieurs lustres. Ses amis affirment qu'il a sauvé la République en 1946-47 en mettant fin à l'activité des dangereux comploteurs du Plan Bleu. Hostile à la politique de Guy Mollet autant qu'à l'homme lui-même, il ne pouvait demeurer longtemps le chef de l'opposition au sein du parti : c'est ce qui le détermina à la scission. Il est considéré comme la cheville ouvrière du Parti Socialiste Unifié.

La création du P.S.U. a suscité maintes critiques, mais aussi beaucoup d'intérêt tant chez les communistes que chez les anti-communistes. L'un de ces derniers, Claude Harmel, considère le nouveau parti comme un marche-pied qui « sert à monter au communisme » mais qui peut aussi « servir à en descendre » :

*« Cela dépend de l'orientation générale de l'esprit public, écrit-il. Quand elle est contraire au P.C., une partie de la clientèle communiste peut chercher une position de repli dans les organisations auxquelles les dirigeants communistes eux-mêmes ont reconnu des mérites puisqu'ils ont accepté leur alliance. Pour cette même raison, les critiques que font à Khrouchtchev les militants du P.S.U. portent évidemment beaucoup plus auprès des militants ou des sympathisants communistes que celles qui sont formulées dans les autres secteurs de l'opinion. Aussi convient-il de dénoncer l'allié plus vertement que n'importe qui, afin qu'il ne profite pas de cette alliance et du préjugé favorable qu'elle crée à son égard pour jeter le trouble au sein du P.C. C'est la raison pour laquelle les communistes rappellent sans cesse que, dans toute alliance par eux contractée, ils se réservent le droit de pleine et entière critique envers les autres membres de l'alliance ou du front.*

*« Destinée à protéger les militants contre les faiblesses coupables, cette méthode s'avère aussi généralement très efficace pour ramener à de meilleurs sentiments les alliés récalcitrants. Les communistes savent parfaitement que ceux qui gravitent autour du P.C.F. sont des faibles, des hommes qui cherchent dans l'alliance avec le parti communiste une justification, un « confort*

intellectuel » et politique. En particulier, ils quêtent de lui une approbation qui leur donnerait le sentiment qu'ils sont, eux aussi, des révolutionnaires, qu'ils ont dépourillé leur « bourgeoisie » (22).

De son côté, Raymond Guyot, au Comité central du P.C.F. réuni le 23 mai 1960, déclarait :

« Les gens du P.S.U., ceux de la S.F.I.O. et Mendès-France font une grossière erreur d'appréciation. Ils croient se mettre dans un courant antisoviétique dont ils supposent l'existence et qu'ils s'efforcent d'alimenter. Ils pensent pouvoir nous porter des coups. Mais ils se trompent. Il n'y a pas un tel courant. Si cette grossière erreur montre le peu de liaison qu'ils ont avec les masses, elle montre également, et pour des raisons de classe, combien est vivace chez eux l'antisoviétisme et l'anticommunisme, atteignant l'état maladif. Cela leur jouera à la longue un mauvais tour. »

Est-ce pour conjurer cette menace que Maurice Duverger, du Monde, qui se souvient d'avoir été anti-communiste au temps du P.P.F., recommande au P.S.U. de « se méfier du gauchisme » ? (23)

G. M.-D. et G. V.

#### Les Marginaux et les Cryptos.

A côté des grands partis existent un certain nombre de petits groupements se recommandant du Socialisme, du Radicalisme, ou même d'un certain Communisme (Progressisme), constitués le plus souvent par des hommes qui refusent la discipline des grands mouvements ou qui rejettent la ligne politique imposée par la direction de ces derniers.

Parmi eux, vivant en marge du Parti Communiste, il faut citer en premier lieu l'Union Progressiste.

L'U.P. a été formée en décembre 1950 par la fusion du Parti Socialiste Unitaire, de l'Union des Républicains Progressistes et de l'Union des Chrétiens Progressistes. Ce parti adopte les méthodes et les idées du marxisme pour tout ce qui concerne la vie économique et sociale et, partisan de l'unité d'action avec les Communistes, il exerce une influence non négligeable dans certains secteurs dirigeants de la C.G.T.

Le Parti Socialiste Unitaire est né en septembre 1948 du Mouvement Socialiste Unitaire et Démocratique, lui-même issu, au début de la même année, de la tendance Bataille Socialiste et d'une scission au sein de la S.F.I.O. Il avait eu l'intention de constituer avec le Parti Communiste et la C.G.T. un Front Démocratique dont il aurait été le centre. En fait, il ne fut qu'une annexe communiste. Lors du 2<sup>e</sup> Congrès National (décembre 1949), plusieurs de ses dirigeants et militants s'élevèrent contre la condamnation portée contre Tito par le Kominform. Cela leur valut un rappel à l'ordre de Raymond Guyot, dans l'Humanité : « C'est au nom de la démocratie pure et de la liberté pour tous que certains dirigeants socialistes unitaires se refusent à dénoncer le traître Tito ». Cette accusation, lancée contre des compagnons de route, semblait viser en particulier Gilles Martinet qui avait désapprouvé « certaines méthodes et certaine façon de poser les problèmes » du parti communiste. C'est ce qui faisait dire à Jacques Fauvet : « Rien n'est plus éloigné en effet du Communisme stalinien que

(22) Est et Ouest, 16/30-6-1960.

(23) « Les maladies infantiles du nouveau socialisme », par Maurice Duverger, in Le Monde, 5-4-1960.

*cette tendance extrémiste, quelquefois anarchisante, et souvent indisciplinée, ce gauchisme que les communistes ont toujours dénoncé comme étant le germe du trotskysme hier et du tilisme aujourd'hui* » (24).

Le Parti Socialiste Unitaire était dirigé, au moment de la fusion au sein de l'U.P., par Maurice Pressouyre, du *Secours populaire* (annexe du P.C.F.), J.-M. Hermann et Marcel Fourrier, rédacteurs à *Libération*, Elie Bloncourt, etc... A la direction de la C.G.T., l'Union Progressiste comptait trois affiliés : Alain Le Léap, co-secrétaire général (avec Benoît Frachon), Duchat et Jayat.

Plusieurs dirigeants du Parti firent néanmoins un voyage en Yougoslavie et le récit qu'ils en présentèrent provoqua des remous dans les milieux communistes, ce qui contraignit la direction du Parti Socialiste Unitaire à les exclure (Yves Dellac, ancien secrétaire de la C.G.T., Michel Morin, rédacteur en chef de la *Bataille Socialiste*, Gérard de Sède, journaliste, révoqué des services de la Radiodiffusion pour avoir pris publiquement le parti de Maurice Thorez dans un différend qui opposait celui-ci à la R.T.F.). Les exclus accusèrent naturellement « une fraction du Comité directeur (de donner) la direction du Parti au Parti communiste ».

L'Union des Républicains Progressistes s'était d'abord appelée l'Union Républicaine et Résistante. Elle était surtout un groupe parlementaire, qui compta jusqu'à sept députés. Son président était Emmanuel d'Astier de la Vigerie (25), un ancien officier de Marine devenu journaliste, qui s'était fait remarquer avant la guerre par ses articles favorables à Edouard Drumont, l'auteur de « La France Juive », et à Jacques Doriot, le fondateur du Parti Populaire Français. Le leader du groupe parlementaire était Pierre Cot, l'ancien ministre radical du Front Populaire, devenu très soviétophile après la Libération. L'U.R.P. s'était renforcée en 1947 et 1948 d'éléments radicaux de gauche, membres d'un Comité National des Radicaux et des Résistants de gauche, animé par Pierre Cot, Robert Chambeiron, Pierre Meunier et Dreyfus-Schmidt, tous députés.

L'Union des Chrétiens Progressistes, créée en 1947, était dirigée par le marquis Gilbert de Chambrun, député, membre du groupe progressiste de l'Assemblée Nationale. A l'origine, l'Union ne voulait être ni un parti politique, ni un groupement professionnel, mais un « mouvement d'opinion des chrétiens, qui, ayant connaissance de leur solidarité avec les travailleurs, prennent place à côté d'eux dans les forces progressistes ». Ils voulaient « être DE l'Eglise DANS le progressisme AVEC les communistes ». Le secrétaire général de l'U.C.P., Moiroud, secondait G. de Chambrun ; le professeur Mandouze, de *Témoignage Chrétien*, était l'un des doctrinaires. Les chrétiens progressistes exerçaient une certaine influence dans les milieux syndicalistes chrétiens où leurs publications, *Les Chrétiens prennent position* et *L'U.C.P. en marche* étaient largement diffusées.

Une conférence nationale qui réunit les dirigeants de ces trois mouvements en décembre 1950 décida de fusionner progressistes et unitaires. Elle nomma un bureau national de la nouvelle Union Progressiste, parmi les membres duquel figurèrent : Gilles Martinet, Jacques Bounin, ancien député, Jacques Ambroise, Pierre Stibbe, Camille Val, Yves Farge, directeur d'*Action*, Justin Godart,

(24) Jacques Fauvet : « *Les Forces politiques en France* », Paris, 1951.

(25) Il a obtenu en 1958 le « Prix Lénine ».

ancien sénateur, Maurice de Barral, ancien dirigeant du Parti fasciste *Le Faisceau*, animateur d'associations d'Anciens Combattants, et plusieurs parlementaires : Pierre Cot, d'Astier de la Vignerie, Paul Rivet, Gilbert de Chambrun, Robert Chambeiron, Marcel Pouyet, Charles Serre et Pierre Meunier.

L'Union Progressiste installa alors son siège dans les locaux du journal quotidien *Libération*, dont Emmanuel d'Astier de la Vignerie est le directeur.

La position politique de l'Union fut précisée dans un tract diffusé peu après la création du mouvement : « *Nous sommes, disent les dirigeants de l'U.P., déterminés à mener le combat à côté d'eux (les communistes) et de tous les autres démocrates qui voudront se joindre à nous, dans l'esprit du Front Populaire, qui a permis les conquêtes sociales de 1936, et du Programme du Conseil National de la Résistance, qui a permis celles de 1945.* ».

Dans un autre tract, publié en 1958, elle précisait ses tendances : « *C'est par l'Union des Gauches que le peuple pourra enfin imposer sa volonté de progrès social, en particulier grâce à une réduction sensible des dépenses improductives — notamment des dépenses militaires — qui permettra un développement réel de l'économie nationale.* ».

C'est par l'Union des Gauches qu'il pourra également imposer son attachement aux libertés démocratiques et son souci de vivre en paix.

Pour l'Union Progressiste, l'Union des Gauches est une exigence fondamentale qui implique comme corollaire le strict respect de la tradition républicaine dans les élections qui veut que tout candidat se réclamant de la Gauche se désiste, au second tour, pour le candidat de gauche placé en tête du scrutin par le suffrage universel ».

Sur le plan de la politique intérieure, l'Union Progressiste est « neutraliste ». Elle « répudie la politique dite « des blocs », qui, sous le couvert d'une croisade anti-communiste, maintient le Monde dans un perpétuel état de tension. Elle préconise une politique d'indépendance nationale qui peut permettre à la France de jouer un rôle positif dans le rapprochement des peuples.

« L'Union Progressiste est opposée au réarmement de l'Allemagne, sous quelque forme que ce soit et préconise, par une entente directe entre les grandes puissances, une solution pacifique du problème allemand, condition nécessaire à la sécurité collective en Europe.

« Cette politique d'indépendance nationale, que P. Cot a caractérisée en 1950 en lui donnant le nom de « neutralisme actif », peut seule permettre à la France de décider souverainement en toute circonstance, conformément à ses intérêts propres et à l'intérêt de la paix ».

Elle reconnaît ouvertement « la vocation des peuples d'Outre-Mer à l'indépendance et se prononce en faveur d'une association basée, dans le respect de l'égalité des droits de tous, sur le libre consentement des peuples intéressés ».

Enfin, « fidèle aux traditions républicaines, l'Union Progressiste affirme son attachement à la laïcité de l'Etat et de l'Enseignement, seule capable d'assurer le véritable respect de la croyance de chacun et de faire régner la paix scolaire en France ».

Définissant le « progressisme », l'un des leaders de l'U.P. déclarait (selon *Paris-Presses*, du 16 juin 1951) : « Je ne suis pas communiste, mais je considère que le communisme est un mouve-<sup>ment</sup> ».

irrésistible... Notre devoir est de préparer une période d'évolution politique pacifique comme en connaissent maintenant les démocraties populaires. Tel est le rôle du progressisme. »

La Direction de l'Union Progressiste (18, rue d'Enghien, Paris), est assurée par une Commission administrative qui joue le rôle de Conseil d'administration. En raison de scissions répétées, sa composition a constamment varié. Mentionnons, à titre documentaire, les personnalités et les militants politiques qui en ont fait partie depuis 1956 : Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Pierre Cot, directeur de *Horizons*, R. Chambeiron, P. Dreyfus-Schmidt, Docteur Pierre Ferrand, P. Meunier, Jean Duret, directeur des *Cahiers Internationaux*, P. Le Brun, de la C.G.T., Jacques Miterrand, l'amiral Moulec, le général Petit, tous anciens, parlementaires ou conseillers de l'Union Française ; Raoul Alban, Mlles Audebert et Simone Bertrand, Elie Bloncourt, ancien député de l'Aisne, Marcel Brenier, G. de Chambrun, Louis-Léon de Danne, Charles Dussarps, Gotlib, Jean Guignebert, ancien conseiller municipal de Paris, Mme Labrusse, Gilles Martinet, rédacteur en chef de *France Observateur*, Pierre Stibbe, le général Le Corguillé, Marc Jacquier, René Brunet, secrétaire de la Fédération du Cher, le général Paul Tubert, ancien maire d'Alger, Adolphe Espiard, professeur de philosophie, S. Stoloff, etc..., auxquels il faut ajouter les cadres de l'organisation (Paris et province) : Lamblin (Ille-et-Vilaine), Jacquet (Haute-Marne), Potel (Seine-Maritime), Gilbert Mamain et R. Sarde, avocat (Bouches-du Rhône), Marcelle Navault (Cher), Louis Bourdon (Indre), Maurice Grisel, conseiller municipal de Cherbourg, Roger Rivière et Hubert Jean (Manche), Kieffé, avocat (Seine), Jacques Sadron, ancien président de la Fédération radicale-socialiste de l'Indre, Jean Rolland, de La Châtre, et Léon Audoin, d'Argenton (Indre), A Glise, R. Garel, le Docteur Lacoste et Michel Jacquin (Alpes-Maritimes), Jean Guilhem et le Docteur Pierre Vincent (Lot), Aïn (Hérault), Jean Font (Pyrénées Orientales), Paul Péron (Pas-de-Calais), Docteur Persigan (Vendée), Eliane Brault (Seine), Colonel Lacaze (Rhône), etc...

Le mouvement dispose de deux organes : *Libération*, le quotidien d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie (6, boulevard Poissonnière, Paris) et les *Cahiers du Progressisme* (qui ont remplacé le journal *L'Union progressiste*, fondé en 1951). La rédaction de ces derniers, revue officielle du mouvement, est assurée par les dirigeants ; mais divers collaborateurs extérieurs y publient également des articles : Louis Vallon, Henri Régent, Madeleine Jacob (26), Odile Arnaud, Albert-Paul Lentin, etc...

L'Union Progressiste participa à la création de la Fédération des Groupements unis de la Nouvelle Gauche, en 1955. Elle estimait qu'il était urgent d'unir les groupes et les personnalités qui se situaient politiquement entre le Parti communiste et le Parti socialiste. Elle délégua plusieurs de ses dirigeants à la direction de cette fédération et notamment Jean Duret, Marc Jacquier, Pierre Stibbe et Gilles Martinet. Mais lorsqu'il fut question, un peu plus tard, de se fondre au sein de l'Union de la Gauche Socialiste, l'U.P. refusa tout net :

(26) Madeleine Jacob, qui était par ailleurs chroniqueur judiciaire à *Libération* après l'avoir été à *Franc-Tireur*, publiait dans le n° 3 de 1956 des *Cahiers du Progressisme* un article intitulé : « La révision du procès des fuites s'impose ». Cette attitude, qui choquerait un non-marxiste, est toute naturelle puisque Roger Labrusse, le principal condamné, était un ancien dirigeant de l'U.P.

« Vous êtes partisans de l'union des gauches et vous êtes absents alors que s'accomplit un premier effort de regroupement ! L'objection ne manque pas de poids et nous savons qu'elle n'a pas été sans troubler certains de nos camarades. L'impression que l'on serait plus fort si l'on était davantage, la constatation que l'on fait d'une communauté de vues sur la plupart des problèmes semble devoir l'emporter sur toute autre considération. C'est vrai pour l'unité d'action, ce ne l'est plus pour la fusion organique. Car la fusion organique présuppose une harmonie totale, profonde, non seulement sur les problèmes et leurs solutions, mais aussi, dans les états d'esprit, sur les objectifs, sur les intentions de la militance, dans le cadre et dans la perspective d'une éventuelle Union des Gauches.

« ... Quel peut être le rôle des petits groupements de gauche qui, par leur recrutement, se situent entre les grands partis traditionnels ? D'être entre eux une sorte de liant, en attendant d'être le ciment ; d'arrondir les angles ; de favoriser les échanges de vues ; de chercher les dénominateurs communs et de réduire les diviseurs. Il ne saurait s'agir d'être tantôt avec les uns, tantôt avec les autres. Un tel jeu de balance ne ferait que creuser les fossés au lieu de les combler. Il ne saurait davantage être question de se développer au détriment de celui-ci ou de celui-là. On n'unit pas en dissociant. Par contre, il est légitime, souhaitable et recommandable que rien ne soit négligé pour attirer ou ramener à la vie politique ceux qui sont dans la nature et qui cherchent une formation de combat. Il est certain que bien des républicains s'abstiennent lors des consultations électorales parce qu'ils ne trouvent nulle part un seul climat politique qui leur convienne. Ils se réfugient dans une sorte de scepticisme négativiste dont il nous appartient de les faire sortir. C'est là la véritable clientèle de formation comme les nôtres. Sans pour autant renoncer à critiquer les positions ou les comportements de tel ou tel de nos partenaires, ce n'est pas contre eux que nous devons engager la lutte. C'est contre l'ennemi commun, qui, lui, est à droite. Encore convient-il que ces critiques soient formulées de telle sorte qu'elles ne puissent en aucun cas profiler au dit ennemi. Dans le cas d'une union des gauches constituée, les désaccords qui pourraient surgir en son sein devraient être considérés comme des affaires de famille et, par conséquent, ne pas être exposés sur la place publique. Chaque fois que les gauches font étalage de leurs querelles, c'est la droite qui les arbitre. » (27)

L'appel de l'Union Progressiste ne fut pas entendu de tous et plusieurs de ses principaux animateurs, notamment Gilles Martinet, rejoignirent la nouvelle formation qui, elle-même, nous l'avons vu, fusionna peu après les socialistes dissidents pour constituer le Parti Socialiste Unifié.

J.-L. M.

### La Jeune République.

Le mouvement de *La Jeune République* date de 1912. Mais en fait il est plus ancien, puisqu'il est la continuation du *Sillon*.

En 1894, deux élèves du Collège Stanislas, Pierre Renaudin et Marc Sangnier (28), avaient lancé une revue d'abord littéraire, puis

(27) *Les Cahiers du Progressisme*, n° 7, janvier 1958.

(28) Né à Paris, le 3 avril 1873, Marc Sangnier entra à l'École Polytechnique en 1895. Pendant ces deux années à l'École, il obtint sa licence en droit. Nommé sous-



cing ans plus tard consacrée à la politique : *Le Sillon*. En 1901, Marc Sangnier fonda, autour de la revue, un groupement d'études et d'action sociale, situé à l'avant-garde du mouvement catholique démocratique que l'encyclique *Rerum novarum* semblait précéder. Il entendait mettre ainsi « au service de la démocratie française les forces sociales que nous trouvons dans le Catholicisme ». *Le Sillon* ne voulait pas être un parti politique : il se proposait simplement « l'éducation civique et sociale » des ouvriers pour lesquels il créait des cercles d'études. Il imitait en cela, dans un autre sens, Albert de Mun, le leader du Christianisme social du XIX<sup>e</sup> siècle.

Mais le Pape Pie X condamna *Le Sillon*, et Marc Sangnier créa *La Jeune République* qui fut, elle, dès le début, un véritable mouvement politique, ne s'adressant pas toutefois exclusivement à des catholiques comme *Le Sillon*.

Marc Sangnier, demeuré le seul chef du mouvement après le départ de Pierre Renaudin, en 1902, axa principalement la propagande et l'action de son Parti sur le pacifisme et la démocratie chrétienne. Entre les deux guerres, le parti, — dont Marc Sangnier était le président, et Georges Hoog le principal animateur — se fit remarquer par ses campagnes contre les « expéditions coloniales », la guerre d'Abyssinie en particulier, et en prenant position en faveur des Républicains espagnols. Farouche partisan du rapprochement franco-allemand au temps d'Aristide Briand, il fut de ceux qui refusèrent de tendre la main à l'Allemagne de Hitler. Avant de participer à la création du Front Populaire en 1936, son chef, Marc Sangnier, bien que catholique pratiquant, n'hésitait pas à prendre la parole dans les loges maçonniques pour y défendre l'idée européenne et l'esprit de Locarno.

A partir de 1936, la fédération de la Seine, sous l'impulsion de Maurice Lacroix, se développa au point de constituer bientôt l'essentiel du mouvement. Sa faiblesse ne lui permit pas cependant de jouer un rôle très important au sein du Front Populaire, monopolisé en quelque sorte par les trois grands : le P.C., la S.F.I.O. et Parti Radical.

En 1940, la Jeune République fut le seul parti dont tous les députés, d'ailleurs très peu nombreux, votèrent contre le Maréchal Pétain, le 10 juillet, à Vichy.

---

lieutenant à Toul, il démissionna peu après pour se consacrer à l'action politique et à la revue *Le Sillon* dont il resta le seul directeur en 1902. Il entreprit alors dans tout le pays une campagne de réunions publiques ; orateur brillant, il attirait les foules. Sous son impulsion, *Le Sillon* devint un « mouvement laïque qui se propose de réaliser une république démocratique, honnête, juste et fraternelle ». Outre la revue, le mouvement possédait également un hebdomadaire, *L'Eveil Démocratique*. Le 17 mai 1908, Sangnier créa le journal *La Démocratie*. La condamnation du Vatican arrêta alors son élan. Mais le 1<sup>er</sup> juillet 1912, il fonda un nouveau groupement, *La Jeune République*, dont *La Démocratie* fut l'organe. Marc Sangnier fut mobilisé le 3 août 1914, et son journal cessa alors de paraître, comme beaucoup d'autres journaux. Après l'armistice, Sangnier reprit son activité. Il fut élu député de Paris en 1919 et réélu en 1924. A partir de 1920, il organisa des « Congrès internationaux pour la paix » et, en 1929, fonda la *Ligue française des Auberges de la Jeunesse*, dont l'objectif principal était le rapprochement franco-allemand. A partir de 1932, sa tribune fut *L'Eveil des Peuples* qui cessa de paraître en 1939. Durant l'occupation, Marc Sangnier se retira à Treignac. Ayant adopté une attitude politique nettement anti-allemande à partir de 1933, et considéré par les occupants comme un adversaire déterminé, il fut arrêté par la Gestapo en février 1944. En novembre de la même année, il fut désigné comme président d'honneur du M.R.P. et élu député de la Seine aux élections suivantes. Il resta au Parlement jusqu'à sa mort en 1950.

Pendant la guerre, la Jeune République entra dans la clandestinité. Deux de ses militants, Avinin et Claudius Petit rejoignirent le général De Gaulle à Londres.

À la Libération, la naissance du *M.R.P.*, qui a regroupé les démocrates-chrétiens et élu, à sa présidence d'honneur, Marc Sangnier, pose à la *Jeune République* un problème difficile. Doit-elle ou non continuer son effort autonome ? Elle repousse finalement la fusion et, sous la direction de Maurice Lacroix, demeure indépendante du *Mouvement Républicain Populaire*. Bien que ses dirigeants et militants multiplient leurs efforts de propagande, la *Jeune République* n'est dès lors qu'un groupement sans grande influence.

Sa politique est nettement anti-« européenne ». Hostile au Pacte Atlantique, au réarmement allemand, à la guerre d'Indochine, elle est par contre favorable à l'indépendance des peuples africains et à une paix négociée en Algérie. Elle se proclame socialiste et démocrate, mais non marxiste.

Quelques parlementaires de la IV<sup>e</sup> République, dissidents du *M.R.P.*, appartinrent à la *Jeune République* : Charles d'Aragon, André Denis, Henri Bouret, Léo Hamon, etc... (29)

Après le 13 mai et en raison du « péril fasciste », jugé imminent, la *Jeune République* adhéra à l'*Union des Forces Démocratiques*. Deux de ses dirigeants, Maurice Lacroix et Bertrand Schneider, appartinrent au comité de cette coalition. Avec l'U.F.D., elle se prononça pour le *Non* au référendum.

Ayant refusé, au lendemain de la libération, la fusion avec le *M.R.P.*, la *Jeune République*, au lendemain du référendum, rejeta l'adhésion au Parti Socialiste dissident d'Edouard Depreux. La décision fut prise au Congrès National extraordinaire tenu le 6 décembre 1959.

Favorable à Mendès-France, la *Jeune République* soutint sa politique au cours des années 1954-1957, lorsque celui-ci était au gouvernement, puis à la tête du Parti Radical. À cette époque, les dirigeants de la *J.R.* et les rédacteurs de son journal *La Jeune République* étaient des journalistes et des hommes politiques connus : Maurice Lacroix, Jacques Nantet, Charles d'Aragon, Robert Barrat, Jean Bauché, Jean Cassou, Jean-Marie Domenach, J.-J. Gruber, Germaine Kellerson, Marcelle Leconte, René Maran, Paul Morelle, Pierre Paolini, Camille Val, Georges Gontcharoff, Serge Woronoff, André Denis, Claude-Roland Souchet, Léo Hamon, Roger Dauphin, Claude Gault, Yves Goussault, Georges Morvan, François Sarda, André Vimeux, Paul Andrey, Bertrand Schneider, Robert Besseige, Jacques Gouin, Maurice Rochery, Elisabeth Beaurepaire, etc.

Ce brillant état-major s'effrita peu à peu. Au Congrès des 27 et 28 juin 1959, la plupart de ces personnalités et de ces militants avaient déjà quitté le parti pour rejoindre, soit le mendésisme, soit le Parti Socialiste Autonome. La commission exécutive, renouvelée par le Congrès, comprenait : Jean Barnier (Seine), Jean Bauché (Seine), Pierre Blanchard (Seine), Jean-Paul Brugidou (Paris), Maurice Fontaine (Seine), Alexandre Furt (Gironde), Henriette

(29) Aux élections à l'Assemblée Constituante la *Jeune République* avait d'ailleurs constitué des listes communes avec la *S.F.I.O.* et l'*U.D.S.R.* ce qui lui avait permis d'avoir cinq élus, dont Maurice Lacroix. Mais ces ententes s'étant rapidement désagrégées, le parti n'eut bientôt plus de représentant à l'Assemblée nationale. Entre temps, Pierre Bourdan, qui avait rejoint la *Jeune République* en avril 1946, avait été enlevé en 1948 par un stupide accident.

Joiner (Seine), Maurice Lacroix (Paris), Ginette Levreux (Seine), Aude Matignon (Paris), Georges Montaron (Seine), Claude Perrot (Haute-Garonne), Michel Roland (Seine), Maurice Saint-Four (Tarn-et-Garonne), Marie-Antoinette Roussel (Seine), Joseph Sarthoulet (Gironde), Jules Smirgeld (Seine), Claude-Roland Souchet (Paris), Robert Valadou (Seine), Roger Vinel (Aveyron).

Avec la création du Parti Socialiste Unifié, qui groupe toutes les tendances du Socialisme non-S.F.I.O., la *Jeune République* a perdu la majeure partie de ses dirigeants et de ses adhérents. Elle a même perdu son siège : celui-ci installé 13, rue d'Enghien à Paris, en 1955, 163, rue Saint-Denis, en 1956, 82, rue de Rivoli en 1958-1959 est aujourd'hui transféré à Bordeaux, 7, rue Kiéser. Sa direction est assurée par une poignée de militants fidèles : Joseph Sarthoulet, Jean Leroy, ancien député des Vosges, Paul Boulet, ancien député de l'Hérault, Benoit Ranchoux, conseiller général de la Loire, Lucien-Noël Crosson (Talence), Edmond Fercan (Bordeaux), Claude Perrot (Toulouse), Maurice Saint-Flour (Tarn-et-Garonne), Maurice Fontaine et Claude Roland Souchet, un jeune avocat plein de dynamisme et de talent, qui centralise (à son domicile 124, boulevard Rochechouart, Paris), toutes les activités de la *J.R.* dans la région parisienne.

Présentement, la *Jeune République* est donc réduite à sa plus simple expression. Mais, comme aimait à dire Philippe Serre, député de Briey et ministre du Parti dans le gouvernement Léon Blum : « *La Jeune République, comme le Phénix, renaît toujours de ses cendres* ». Ses fidèles n'ont donc pas lieu de désespérer...

G. M.-D. et G. V.

#### Le Club des Jacobins.

En marge du Parti radical, Charles Hernu, futur député radical-socialiste de la Seine, fonda en 1953 le *Club des Jacobins*. L'intention de ce jeune militant était de réunir autour d'un programme minimum : défense de la République et défense de la Laïcité, un certain nombre de personnalités représentant les différentes tendances de la Gauche, du radicalisme rose au progressisme le plus rouge.

Il organisa plusieurs rencontres dont l'une, tenue en octobre 1953, sous le nom de « *Journées Jacobines* », réunit des représentants de *La Quinzaine* (revue progressiste catholique), du progressisme, du radicalisme et du socialisme de gauche.

Cette première tentative d'union des gauches ne sembla pas réussir. Elle avait cependant un avantage sur un grand nombre d'initiatives de ce genre : Charles Hernu et ses jeunes amis appartiennent à l'aile marchande de la Franc-Maçonnerie (30) et ils bénéficiaient, de ce côté, d'appuis importants et d'amitiés puissantes.

L'arrivée de Pierre Mendès-France au pouvoir fit basculer le Club des Jacobins dans le mendésisme, d'où il n'est pratiquement pas sorti depuis. C'est la raison pour laquelle son recrutement s'est brusquement tari à droite comme à gauche. Hernu, suivant son

(30) Ces jeunes maçons, de l'aveu même de *France-Observateur* (auquel Charles Hernu a parfois donné un article), « considèrent que le principal objectif de la maçonnerie est de devenir le creuset des idées de la gauche française » (n° du 13-1-1955). Ils furent encouragés par Maurice Arnaud, représentant le Grand Maître de la *Grande Loge de France*, et par Francis Viaud, Grand Maître du *Grand Orient de France* (cf. *Le Jacobin*, 11-2-1955).

chef de file Mendès-France, a adhéré au début de l'année 1960 au Parti Socialiste Autonome devenu, après la fusion avec l'U.G.S., le Parti Socialiste Unifié.

Le Club des Jacobins publie, assez irrégulièrement d'ailleurs le journal *Le Jacobin* (79, avenue de Wagram, Paris), dont Charles Hernu est le directeur politique et Charles Briandet, le gérant. Ses collaborateurs appartiennent principalement à la direction du Club et aux milieux radicaux de gauche et socialiste de gauche. Parmi les plus connus, citons : Gaston Maurice, Roger Charny, Roger Chatelain, député des Deux-Sèvres, Pierre Naudet, député de la Seine, Dominique Stefanaggi, Roland Dumas, député de la Haute-Vienne, Jean Masson, ancien ministre, Claude Panier, ancien député, Henri Caillavet, ancien député de Lot-et-Garonne, Léo Hamon, ancien sénateur, Léon Hovnanian, député de Seine-et-Oise, Edouard Depreux, Jean Pavillon, Pierre Souques, ancien député d'Indre-et-Loire, Jacques Nisen, Edouard Daladier, P.-A. Falcoz, Henri Hermand, François Mitterrand, Jean Cathelin, Marcel Perrin, ancien secrétaire de l'Assemblée nationale, Jean Nocher, ancien député de la Loire, André Denis, ancien député de la Dordogne, Alain Gourdon, Philippe Atger, de la *Vie des Métiers*, Maurice Texier, Michel Drancourt, Pierre Bramaud, Charles Labarthe, André d'Aubigny, Charles Brune, ancien ministre, Jean Lescure, Charles Ceccaldi-Raynaud, président du Club des Jacobins d'Alger, Michel Dreue, Gustave Sairé, Georges Jouvent, François-Régis Bertrand, et un sénateur de la IV<sup>e</sup> République, alors fougueux partisan de Mendès-France (c'était en 1955), Michel Debré, futur Premier Ministre (31).

Outre ces collaborateurs (réguliers ou épisodiques) du *Jacobin*, bien d'autres personnalités politiques témoignèrent leur sympathie au Club : Pierre Mendès-France (32), Emile Roche, président du Conseil Economique, Pierre Cot, Jacques Mitterrand, de Moro-Giafferri, alors député radical (décédé), Henri Ulver, ancien ministre gaulliste de Mendès-France, Jean Rous, Roger Labrusse, qui dirigeait, avant son arrestation, la Fédération Nationale des Conseils de Parents d'Elèves des Ecoles Publiques, et appartenait au comité de la *Ligue de l'Enseignement* et au Comité d'Action Laïque, le sénateur Fernand Perrot, Alex Moscovitch, André Berthel, président du *Centre National des Métiers* et directeur de *La Vie des Métiers*, Jean Pierre-Bloch, ancien député S.F.I.O. et ancien Président de la S.N.E.P., Daniel Mayer, le sénateur R. Le Guyon, Paul Devinat, Joseph P. Lanet, Georges Maury, président des Jeunesses Radicales-Socialistes, Pierre Barrucand, conseiller municipal socialiste de Clichy, Guy Desson, alors président de la Commission de la Presse à l'Assemblée Nationale, Robert Buron, ministre de Mendès-France et du général De Gaulle, Cerf-Ferrière, Jean Saint-Cyr, ancien député, Robert Hersant, député, « patron » du groupe de presse *Oise-Matin - Centre-Presse - Auto-Journal*, Georges Bérard-Quélin, directeur de *Correspondance de Presse* (1941-1960), J.-J. Servan-Schreiber, directeur de *L'Express*, et son cousin J.-C. Servan-Schreiber, co-directeur des *Echos*, etc...

(31) *La République renonce à être elle-même*, par Michel Debré, sénateur d'Indre-et-Loire, in *Le Jacobin*, n° 36, 23-9-1955.

(32) *Le Club des Jacobins* a fourni les cadres de la Fédération de la Seine du *Centre d'Action Démocratique* de Mendès-France auquel il fit adhérer des amis (cf. *Bulletin du Club*, n° 3, 20 juin 1959).

Partisan d'un nouveau Front Populaire, le Club des Jacobins ne se connaît pas d'ennemis à gauche. Candidat dans la Seine, où il fut d'ailleurs élu le 2 janvier 1956, son président, Charles Hernu, déclarait au moment de sa campagne électorale : « *Je m'interdis toute attaque contre les candidats de gauche... La consultation populaire dans laquelle nous nous engageons sera un test précieux, mais qui risque de n'être point décisif. Bien des luttes nous attendent encore ; mais ne perdons pas de vue la nécessité de l'union des forces de gauche, la nécessité de constituer une majorité parlementaire de progrès.* » (33).

Il confirmait aussi ce qu'il avait déclaré un peu plus tôt, à savoir que « *la gauche sera encore longtemps dominée par la droite, si elle ne fait d'une manière, ou d'une autre, UN CERTAIN TYPE D'ALLIANCE AVEC LES COMMUNISTES* » (34).

J.-L. M.

#### La Ligue des Droits de l'Homme.

La Ligue des Droits de l'Homme est née de l'affaire Dreyfus. Elle a été fondée le 20 février 1898.

Dès son origine, la Ligue fut un mouvement nettement révolutionnaire :

« *Nous sommes,* déclarait le 18 mai 1907 l'un de ses fondateurs, Francis de Pressensé, un dirigeant du Parti Socialiste, *des hommes qui avons mis notre vie au service de la Révolution* ».

Cela explique son comportement chaque fois qu'un « *révolutionnaire* » comparait devant la Justice, mais aussi mon mutisme lorsqu'il s'agit d'un « *réactionnaire* » ou d'un « *fasciste* ».

En 1917, elle a pris la défense des rédacteurs du *Bonnet Rouge* et fait grâcier Jean Goldsky, le secrétaire général du journal, après une longue et bruyante campagne dont le mot d'ordre était : « *à toutes les réunions publiques organisées par les sections de la Ligue, le martyr de Goldsky (doit être) invoqué et sa libération demandée* » (35).

En 1924, elle réclama et obtint la grâce d'André Marty, « *mutin de la Mer Noire* ».

En 1956, fidèle à sa tradition, elle prit la défense de Labrusse condamné à six ans de prison par le Tribunal Militaire de Paris pour avoir livré, disait l'accusation, les secrets de la Défense Nationale dont il était détenteur en sa qualité de haut fonctionnaire.

Par contre, elle n'est jamais intervenue en faveur des partisans et des collaborateurs du Maréchal Pétain, condamnés par les Cours de Justice au lendemain de la Libération (36). De même qu'elle n'a pas protesté contre les arrestations, souvent arbitraires, des « *ultras* » d'Algérie et de France au cours de ces dernières années, alors qu'elle s'est élevée contre ce que son président, Daniel Mayer, appella « *la forme moderne de la lettre de cachet* », c'est-

(33) *Le Jacobin*, 23-12-1955.

(34) *Ibid.*, 25-1-1955.

(35) *Cahiers des Droits de l'Homme*, 25 août 1923.

(36) Non seulement elle ne s'est pas élevée contre les arrestations abusives et les mauvais traitements (on dirait aujourd'hui : les tortures) dont furent victimes les pétainistes, mais elle intervint contre eux. Elle adressa même un appel au Gouvernement pour que les cendres du maréchal Pétain ne soient pas transférées à l'ossuaire de Douaumont (*Cahiers des Droits de l'Homme*, septembre 1955).

à-dire les camps d'hébergement dans lesquels sont parqués les militants du F.L.N. et du M.N.A. soupçonnés d'activité anti-française.

Le 20 juin 1960 sa direction s'élevait avec vigueur contre la manière dont avaient été conduits les procès Alleg, Boupacha, et Arnaud :

« Le Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme,

« Constate avec inquiétude que trois récents procès révèlent une méconnaissance croissante par les Tribunaux militaires des libertés fondamentales et des garanties élémentaires de la défense :

« Au procès Henri Alleg, un tribunal — présidé par un magistrat qui n'a pas fait honneur aux hautes fonctions dont il a été récemment investi — a ordonné le huis clos sans motif valable, en fait pour empêcher Mme Audin de faire connaître publiquement, comme elle en avait le droit, les douloureuses circonstances qui empêchaient son mari de déférer à la convocation du tribunal, et pour interdire à Henri Alleg d'exposer les sévices dont il affirme avoir été victime.

« Au procès de Djamilia Boupacha, après qu'ait été arbitrairement expulsé d'Algérie, à la veille du procès, l'avocat qui devait assister l'accusée, le renvoi de l'affaire n'a été obtenu qu'à la suite d'une intervention pressante du président de la Commission de Sauvegarde des Droits et Libertés Individuels, alors que ce renvoi s'imposait de toute évidence pour permettre d'éclaircir les conditions dans lesquelles ont été obtenus les aveux de l'accusée.

« Au procès Georges Arnaud, le tribunal a fait une application manifestement abusive de l'article 104 du Code Pénal, en condamnant un journaliste qui, conformément au Code de l'honneur de sa profession, a seulement voulu respecter le secret de ses sources d'information, secret sans lequel il n'est pas de véritable liberté d'information.

« La Ligue des Droits de l'Homme demande à nouveau que la compétence des tribunaux militaires soit, en temps de paix, exclusivement limitée aux infractions à la discipline militaire, et que soit confié à la Cour d'Assises le jugement de toutes les infractions à la sûreté de l'Etat. » (37)

L'argumentation de la Ligue aurait infiniment plus de poids si les interventions n'étaient pas à sens unique. Ce qui est vrai pour les uns, l'est aussi pour les autres. Mais on n'a jamais entendu dire que le Comité Central de la Ligue avait protesté, par exemple, contre la composition des jurys de Cours de Justice, constitués exclusivement d'adversaires politiques des inculpés.

Nettement axée à gauche, — à l'extrême-gauche pourrait-on dire, depuis quinze ans, — la Ligue est également foncièrement anticléricale, voire anti-catholique :

« L'ennemi de la Ligue des Droits de l'Homme, lit-on dans l'un de ses Cahiers, c'est l'Eglise Romaine. L'ennemie de la tolérance, c'est l'Eglise Romaine, l'Eglise, par la voix infailible de son chef, se déclare contre la liberté, se fait championne de l'intolérance... Ainsi la question entre eux et nous se trouve clairement posée ». (38)

Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir la Ligue réclamer avec insistance la disparition de l'enseignement libre. Elle exige notam-

(37) Les Cahiers des Droits de l'Homme, juin-juillet 1960.

(38) Ibid., n° 29, 1929.

ment l'abrogation de la loi Barangé et reproche même « aux membres du gouvernement et aux autres élus du Front Républicain de ne pas tenir l'engagement formel d'abolir sans tarder l'attribution de fonds publics aux écoles privées » (39)

De même, elle s'élève contre « le système frauduleux (qui a) donné le pouvoir à la réaction cléricale » (40), contre « la présence de représentants du gouvernement aux cérémonies culturelles » (41), contre « l'envoi à Rome d'un délégué du gouvernement français chargé de le représenter à la béatification des martyrs de Laval » (prêtres réfractaires massacrés sous la Révolution) (42), voire même contre la visite que le président Coty envisageait, lui catholique, de faire au Saint Père (43). En fait, la Ligue reste fidèle à sa doctrine. L'un de ses dirigeants n'a-t-il pas déclaré : « Comment faire disparaître cette lèpre (l'idée religieuse) qui couvre nos cerveaux ? Ce n'est pas avec des lois, il ne faut pas légiférer contre la religion ; ce qu'il faut, c'est changer l'esprit du peuple, dresser quelque chose à côté de la religion qui fasse qu'elle tombe un jour comme un arbre mort. » (44) Cette attitude est d'autant plus incompréhensible que plusieurs dirigeants de la Ligue, à commencer par M. Daniel Mayer, appartiennent à une religion dont on n'a jamais dit qu'il fallait qu'elle tombât comme un arbre mort...

Sur le problème de la Paix, la *Ligue des Droits de l'Homme* est cependant divisée. Avant la guerre, une minorité était sincèrement pacifiste, tandis que la majorité affichait des sentiments contraires. En 1951, alors que la France fait face à une agression communistes en Indochine, M. Emile Kahn, qui préside la Ligue, publie dans *L'Observateur* (devenu depuis *France-Observateur*) un article dans lequel il dénonce à la fois l'armée française et notre colonialisme. Il écrivait : « On dit : défense nationale. Assurément, mais la défense nationale ne consiste pas seulement en prolongation du temps de service et en accumulation de matériel. Le matériel n'est rien sans les hommes pour le manier, et les hommes sont peu, sans un idéal à servir. Offrir pour idéal aux Français d'aujourd'hui la perspective de se battre aux côtés des Franquistes et des Nazis absous (L.V.F. et Légion Azul ressuscitées et combinées) pour la cause de Syngman Rhee, de Tchang Kai Chek et de Bao Daï n'est peut-être pas suffisant. » (45)

Non seulement la Ligue réclama de 1946 à 1954 l'indépendance de l'Indochine, mais elle se réjouit des accords de Genève qui consacrèrent l'abandon de ces territoires, (46) comme elle s'est réjoui de l'indépendance du Maroc et de la Tunisie... (47)

Sur la question algérienne son attitude n'est pas moins nette : « On a dit, et beaucoup répètent encore : « L'Algérie, c'est la France », ce n'est pas vrai. L'Algérie n'est pas la France... » Elle réclame « le renoncement à l'arbitraire, c'est-à-dire la libération des prisonniers politiques, la suppression des camps, l'interdic-

(39) Comité Central de la L.D.H., 18 mars 1957.

(40) Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme, 1955.

(41) *Cahiers des Droits de l'Homme*, octobre 1956.

(42) Lettre du président de la Ligue au chef du Gouvernement, 22-6-1955.

(43) *Cahiers des Droits de l'Homme*, mars 1957.

(44) Congrès de la Ligue, 1921.

(45) *L'Observateur*, 8 février 1951.

(46) Déclaration du Bureau de la Ligue, 21-7-1954.

(47) *Cahiers des Droits de l'Homme*, octobre 1954.

tion des violences policières et le rétablissement de la liberté d'expression. » (48)

A ce propos, le président de la Ligue, Emile Kahn, écrivait au chef du Gouvernement : « Il en est parmi eux (les condamnés fellagah) qui ont été condamnés par des juridictions militaires en raison d'une activité, assurément criminelle, mais qui reste une activité politique... » (49) Mais quelque temps auparavant, la Ligue s'était élevée avec horreur contre les « grâces inquiétantes » dont « bénéficiaient l'Alsacien Ross et l'écrivain Maurice Bardèche » (50).

On peut donc dire, sans donner d'ailleurs un sens péjoratif à cette appréciation, que la *Ligue des Droits de l'Homme* est d'abord et avant tout une ligue des droits de l'homme marxiste, et c'est la raison pour laquelle nous l'avons classée à cet endroit de notre ouvrage. Ses sympathies pour le *Parti communiste* sont d'ailleurs connues, bien qu'officiellement le *P.C.F.* n'ait pas de représentant au sein du Comité Central. La Ligue a maintes fois protesté contre l'interdiction de manifestations communistes. (51) Elle a demandé la réintégration des sept fonctionnaires communistes révoqués par l'*UNESCO*, (52) elle s'est indignée de l'interdiction des représentations de programme soviétique que constituaient les Ballets de Moscou et de Léninegrad, et s'est élevé contre le refus des candidatures de cinq communistes au Concours d'Entrée à l'École d'Administration et de plusieurs autres au concours des P.T.T. (53) Elle a fait campagne contre les poursuites engagées contre Guingouin que l'on accusait d'assassinat pendant la guerre et à la libération, et assura qu'il était un « résistant exemplaire » bien que le député socialiste Le Bail, dans le quotidien *Le Populaire du Centre*, ait assuré le contraire. (54) Elle a fait des démarches pressantes auprès du ministre de l'Intérieur en faveur des Espagnols rouges qui avaient reconstitué le Parti Communiste espagnol et étaient frappés d'arrêt d'expulsion ou mis en résidence surveillée, au moment même où elle protestait contre « la scandaleuse entrée de l'Espagne » anti-communiste de Franco à l'ONU. (55) Elle participa à la vaste campagne déclenchée par les organisations communistes en faveur des époux Julius et Ethel Rosenberg qui avaient été condamnés à mort par les tribunaux américains pour avoir livré à l'U.R.S.S. des secrets atomiques. (56) Elle réclame aujourd'hui avec insistance, l'admission de la Chine communiste à l'ONU. (57)

(48) *Cahiers des Droits de l'Homme*, 1-4-1956. Le président actuel de la Ligue, Daniel Mayer, déclarait de son côté : « Je ne suis pas du tout partisan d'une victoire militaire, quelle qu'elle soit dans le conflit algérien. Je ne suis pas partisan de la victoire militaire française parce qu'elle serait la victoire des ultras, parce qu'elle serait la victoire des colons, et que l'on reviendrait rapidement à la situation sociale d'avant l'insurrection algérienne. » Et il ajoutait qu'il ne l'est pas davantage de la victoire militaire du F.L.N. (*Cahiers des Droits de l'Homme*, juin-juillet 1960).

(49) *Cahiers des Droits de l'Homme*, 1-4-1956.

(50) *Cahiers des Droits de l'Homme*, octobre 1954.

(51) *Ibid.*, février-mars 1955.

(52) Résolution de la Ligue, 8 avril-2 mai 1955 et 5 novembre 1956.

(53) *Cahiers des Droits de l'Homme*, mai-juin-juillet 1954.

(54) *Ibid.*, n° 1, 2, 3, 1956.

(55) Comité Central, 21 novembre 1955.

(56) Qu'est-ce que la Ligue des Droits de l'Homme ? *Ligue-Informations*, novembre 1958.

(57) *Cahiers*, juin-juillet 1960.



La direction de la Ligue est assurée par un Comité Central, qui délègue pratiquement ses pouvoirs au président et au secrétaire général. Les présidents de la Ligue ont été successivement : Ludovic Trarieux (1898-1903), Francis de Pressensé (1903-1914), Ferdinand Buisson (1914-1926), Victor Basch (1926-1940), Paul Langevin (1944-1946), Dr Sicard de Plauzoles (1947-1953), Emile Kahn (1953-1958), Daniel Mayer (depuis le 9 mars 1958).

Ce dernier n'a peut-être pas la notoriété de ses prédécesseurs ni leur autorité, mais il est incontestablement un animateur. Sous sa direction, la vieille Ligue, qui s'endormait, est entrée résolument dans la bagarre politique.

Né le 29 avril 1909 à Paris, Daniel Mayer est le fils d'un petit représentant de commerce et d'une institutrice, Mme Lucie Weill. En 1931, il a épousé Mlle Claire Leibovici-Livian. (58) Ses adversaires ont prétendu qu'il avait débuté dans la vie comme ouvrier bijoutier, mais rien de précis ne permet de l'affirmer. Depuis 1933 au moins, il collabore à la presse : il fût le chef de la rubrique sociale du *Populaire* pendant six ans, jusqu'en 1939. Il n'occupait alors qu'une place fort modeste dans la presse de gauche. En fait, c'est la Résistance qui lui donna l'occasion de s'affirmer.

Pendant l'occupation, il dirigea *Le Populaire* clandestin et le *Parti Socialiste* également clandestin, ce qui lui permit d'entrer dans l'état-major du Conseil National de la Résistance. A la libération, il fit partie de l'Assemblée Constituante de 1945, fut réélu à celle de 1946, puis entra à l'Assemblée Nationale où il resta jusqu'en 1958. Léon Blum, qui avait de la sympathie pour lui, le prit dans son gouvernement et en fit un ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, juste revanche contre le clan Guy Mollet qui lui avait ravi son poste de secrétaire général de la S.F.I.O. trois mois plus tôt. Son ascension s'est poursuivie jusqu'en 1958 : président du groupe des Amitiés France-Espagne libre, du groupe des Parlementaires Résistants, et de la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale ; enfin, président de la *Ligue des Droits de l'Homme* le 9 mars 1958, date à laquelle il renonça à son mandat de député, persuadé que son action était inutile au Parlement et que d'ailleurs ses électeurs ne l'y renverraient pas aux élections suivantes.

Les vieux militants de la *Ligue des Droits de l'Homme*, qui ont conservé l'esprit généreux des républicains de jadis, se sont cependant étonnés qu'on l'ait choisi pour présider leur vieille association. Courageux et énergique, Daniel Mayer n'est pas précisément indulgent, ni charitable. Ne s'est-il pas exclamé, en plein conseil des Ministres, alors qu'on envisageait de permettre au Maréchal Pétain détenu à l'Île d'Yeu d'aller mourir parmi les siens : « *Le vieux est bien où il est, qu'il y crève* » ! C'est encore lui qui, au cours d'une réunion de la *Ligue Internationale contre l'Antisémitisme* (L.I.C.A.), déclara à propos de l'épuration : « *Il y eut beaucoup de crânes tondus, mais pas assez de têtes coupées* » (59)

Daniel Mayer est entouré, au Comité Central, de personnalités connues et estimées dans les milieux radicaux, socialistes, progressistes et communistes : Georges Boris (décédé au moment de la

(58) Cf. « *Who's who in World Jewry* », New York, 1955. La majeure partie des précisions contenues dans cette étude proviennent de l'ouvrage « *Daniel Mayer ou « Je vous hais* », Paris, 1958.

(59) Réunion de la L.I.C.A., 31 janvier 1950.

composition du présent ouvrage), conseiller du président Mendès-France, Lucie Samuel, dite Aubrac, André Boissarie, ancien procureur général de la Cour d'Appel de Paris (pendant l'Épuration), Mme Gilberte Pierre-Brossolette, de la R.T.F., Charles Chapelain, Mme Suzanne Collette-Kahn, Pierre Cot, ancien ministre, de l'*Union Progressiste*, Jean Cotereau, de la *Fédération des Libres-Penseurs*, René Georges-Etienne, Pierre Gueutal, Mme Odette Guillard, Jacques Hadamard, de l'Institut, André Hauriou, professeur de Droit, Pierre Hérold, Charles-André Julien, secrétaire général de la *Revue Historique*, ancien conseiller socialiste de l'Union Française, Jacques Kayser, Pierre Kraemer-Raine, David Lambert, Mme Andrée Mossé, Louis Pansard, Pierre Paraf, homme de lettres, Louis Rousselle, Mme Françoise Séligmann, directrice d'*Après-demain*, Pierre Ablin, Henry Chaubet, Emile Dupuy, André Gueffier, Pierre Lavastre, Jean Le Drogou, Emile Moatti, Urbain Raullet, Georges Cerf, Paul Anxionnaz, Georges Weiskopf, dit Gombault, Philippe Bernard, Pierre Juvigny, J. Riès, Pierre Couteau, secrétaire général de la Ligue, etc...

La L.D.H., installée dans son petit hôtel de la rue Jean-Dolent, au n° 27, patronne la *Fédération Internationale des Droits de l'Homme*, dont la présidence est assumée par un ancien président du Conseil de la III<sup>e</sup> République, Joseph Paul-Boncour, qu'assistent cinq vice-présidents : Mme J. Vandervelde (Belgique), A. Boissarie (France), J. Ballester (Espagne républicaine), R. Blum (Luxembourg) et A. Zechner (Autriche), une secrétaire générale, Mme S. Collette-Kahn, et un trésorier, P. Couteau. Au dernier congrès de la fédération, qui eut lieu à La Rochelle les 2 et 3 juin 1960, les délégations comprenaient outre les personnes déjà citées — de moins celles qui avaient pu s'y rendre — E. Tsirimokos, député de l'opposition au Parlement grec, Ducourtieux, Vallée et E. Arouneanu (France), Viéniamin et Diano (roumains exilés), Mme Kocher et Koechlin (Suisse), Mrs Pym, secrétaire de l'association anglaise pour la restauration des libertés démocratiques en Grèce, Ben Barka (Maroc), Michio Nishihara (Japon).

La Ligue a deux organes principaux : *Les Cahiers des Droits de l'Homme*, en principe mensuels, dont la secrétaire de rédaction est Mme Blanche Cougnenc, et *Après-demain*, créé par la 7<sup>e</sup> Section de Paris de la Ligue, plus spécialement consacré à l'éducation politique des militants de gauche. Ce dernier, également mensuel, dirigé par Mme Françoise Séligmann, a pour collaborateurs, des dirigeants de la Ligue et divers militants et personnalités de la Gauche : Pierre Miquel, Alice Holleaux, Pierre Mendès-France, Alfred Sauvy, Mme Andrée Pierre-Viénot, Claude Durand, André Philip, Gilbert Mathieu, rédacteur au *Monde*, Joseph Perrin, sénateur, Lucie Girod, Alain Gourdon, Jean Schwoebel, Jean Amiel, Pierre Le Brun, secrétaire de la C.G.T., André Fontaine et son collègue Jacques Fauvet, du *Monde*, etc... Ces deux publications ont leur siège, 27, rue Jean-Dolent, Paris.

P. St Ch.

#### Le Parti Communiste.

En août 1915, un groupe de socialistes et de syndicalistes créait un *Comité pour la reprise des relations internationales*, dont le programme se résumait en trois mots : « Faire la Paix ».

Ce groupe comprenait notamment Monatte, Rosmer, Bourderon, Boris Souvarine, Louise Saumoneau, Merrheim, Marie Mayoux, Car-

tier et Lorient ; il contrôlait un hebdomadaire syndicaliste, *La Vie Ouvrière*, fondée en 1909 par Monatte.

En 1917, tandis que Merrheim et Bourderon étaient exclus pour avoir applaudi ouvertement l'appel de Wilson, Lorient mandaté par le Comité prenait contact avec Lénine en Suisse. Il en revint convaincu de la nécessité de remplacer par une III<sup>e</sup> Internationale vigoureuse et révolutionnaire, la II<sup>e</sup> Internationale moribonde et opportuniste. Il en revint aussi flanqué d'une jeune collaboratrice de Lénine, Inessa Armand, qui allait être, avant la lettre, « l'œil de Moscou » au sein du Comité. Par elle, désormais, Lénine dirigea l'activité du groupe et contrôla le comportement de chacun. Deux ans plus tard, l'interlocuteur de Lorient était au pouvoir en Russie ; il y créait, avec le concours de divers partis et mouvements communistes ou socialistes du monde entier, — dont le groupe Lorient et les organisations socialistes et syndicalistes françaises solidaires de son action — une nouvelle Internationale, la III<sup>e</sup>. Quelques jours après l'orageux 1<sup>er</sup> mai 1919, au cours duquel des milliers de grévistes et de policiers furent blessés, le comité changeait de nom et devenait le *Comité pour l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale*.

Il reçut alors l'adhésion de nouveaux militants révolutionnaires, dont plusieurs vinrent siéger aux côtés de Lorient, Cartier et Louise Saumoneau qui dirigeaient le groupe : Gaston Monmousseau, Péricat, secrétaire du Syndicat du Bâtiment, Sirolle, militant syndicaliste, Martinet, etc...

Avec Lorient et Péricat, Monatte, Rosmer qui se consacraient à la direction de *La Vie Ouvrière*, (1) formèrent une sorte de « Bureau politique ». Trotzky et Lénine étaient en liaison avec eux.

La vague de grève déclenchée au cours de l'hiver 1919-1920 — en particulier celle des cheminots, à partir du 20 février 1920 — provoqua une réaction gouvernementale : dix-huit syndicalistes furent arrêtés sous l'inculpation de complot contre la Sécurité de l'Etat, dont Monatte, Lorient et Souvarine, devenu entre temps, l'un des dirigeants du Comité.

L'action du groupe au sein du Parti Socialiste fut déterminante : le Congrès S.F.I.O. de Strasbourg (février 1920) décida de quitter la II<sup>e</sup> Internationale et d'envoyer à Moscou une délégation pour prendre contact avec les dirigeants de la III<sup>e</sup>. Marcel Cachin et Jean Longuet furent chargés de cette mission. Au dernier moment, ce dernier fut remplacé par L.-O. Frossard.

Les deux délégués étaient chargés : 1<sup>o</sup> d'envisager les moyens d'aboutir au rétablissement de l'unité socialiste internationale ; 2<sup>o</sup> de recueillir les renseignements et les informations les plus précises sur la situation présente en Russie, son organisation politique, économique et sociale (2).

De Moscou, où ils arrivèrent en juillet et où se tenait précisément le II<sup>e</sup> Congrès (3) de la III<sup>e</sup> Internationale, les deux délégués

(1) Outre *La Vie Ouvrière*, le comité avait pour tribune *Le Journal du Peuple*. Il créa aussi, en mars 1920, *Le Bulletin communiste*.

(2) Les deux Français qui assistèrent à ce congrès comme « délégués » français étaient un condamné à mort « pour intelligence avec l'ennemi », Henri Guilbeaux, et le capitaine Jacques Sadoul (Victor Serge : *De Lénine à Staline*, 1937).

(3) Le premier congrès, dont le Parti bolchevik avait pris l'initiative, avait eu lieu en mars 1919 à Moscou, sous la présidence de Lénine.

Il comptait peu de membres : 33 représentants de 19 partis et organisations avec voix délibérative, et 19 représentants de 16 organisations avec voix consultative. Le premier groupe comprenait surtout les partis communistes de pays ayant fait autrefois partie

français envoyèrent à Paris un télégramme dans lequel ils disaient : « *Personnellement, nous pensons l'adhésion nécessaire* ». Le Comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale adressait, de son côté, un message aux membres du Parti Socialiste français les invitant à se débarrasser des Renaudel, des Sembat et des Albert Thomas qui approuvaient l'intervention armée contre la Russie nouvelle, et des Merrheim, des Jouhaux et des Dumoulin, ces chefs de la C.G.T. briseurs de grèves ! Il précisait que l'adhésion du Parti Socialiste français à la III<sup>e</sup> Internationale impliquait l'acceptation des 21 conditions qui, constituaient la base de l'organisation communiste mondiale.

En raison de l'importance du document, véritable charte du Communisme mondial, nous le reproduisons intégralement, d'après « *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers Congrès mondiaux de l'Internationale communiste* » :

1° La propagande et l'agitation quotidienne doivent avoir un caractère effectivement communiste et se conformer au programme et aux décisions de la III<sup>e</sup> Internationale. Tous les organes de la presse du parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. Il ne convient pas de parler de la dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante ; la propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité en ressorte pour tout travailleur. pour toute ouvrière, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits mêmes de la vie quotidienne, systématiquement notés par notre presse. La presse périodique ou autre et tous les services d'éditions doivent être entièrement soumis au Comité central du parti, que ce dernier soit légal ou illégal. Il est inadmissible que les organes de publicité méusent de l'autonomie pour mener une politique non conforme à celle du parti. Dans les colonnes de la presse, dans les réunions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les partisans de la III<sup>e</sup> Internationale auront accès, ils auront à flétrir systématiquement et impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, réformistes de toutes nuances ;

2° Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (organisations de parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les « centristes » et les remplacer par des communistes éprouvés, sans craindre d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés par des travailleurs sortis du rang ;

3° Dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique, la lutte de classes entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent dans ces conditions se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir

---

de l'empire russe : Ukraine, Lettonie, Estonie, Arménie... L'Angleterre, la France, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, les Etats-Unis n'avaient que voix consultative.

Le 4 mars 1919, les délégués russes, d'accord avec ceux du Parti communiste de l'Autriche allemande, du parti social-démocrate de gauche de Suède, de la social-démocratie révolutionnaire des Balkans et du parti communiste de Hongrie, déposèrent une motion demandant la constitution immédiate de la III<sup>e</sup> Internationale. Le vote eut lieu : l'Internationale communiste fut proclamée à l'unanimité moins une abstention, celle de l'Allemagne (représentée par Eberlein).

au moment décisif son devoir envers la révolution. Dans tous les pays, où, par suite de l'état de siège ou de loi d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concómitance de l'action égale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire ;

4° Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématiques et persévérantes parmi les troupes. Là où la propagande ouverte est difficile par suite de lois d'exception, elle doit être menée illégalement ; s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la III<sup>e</sup> Internationale ;

5° Une agitation rationnelle et systématique dans les campagnes est nécessaire. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'est pas soutenue tout au moins par une partie des travailleurs des campagnes (journaliers agricoles et paysans les plus pauvres) et si elle n'a pas neutralisé par sa politique tout au moins une partie de la campagne arriérée. L'action communiste dans les campagnes acquiert en ce moment une importance capitale. Elle doit être principalement le fait des ouvriers communistes en contact avec la campagne. Se refuser à l'accomplir ou la confier à des demi-réformistes douteux, c'est renoncer à la révolution prolétarienne ;

6° Tout parti désireux d'appartenir à la III<sup>e</sup> Internationale a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Ligue des nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes ;

7° Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.

L'Internationale communiste exige impérativement et sans discussion cette rupture, qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'Internationale communiste ne peut admettre que des réformistes avérés, tel que Turati, Kautsky, Hilferding, Longuet, Mac Donald, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de la III<sup>e</sup> et qu'ils y soient représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la III<sup>e</sup> Internationale à la II<sup>e</sup> ;

8° Dans les questions des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la III<sup>e</sup> Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux ;

9° Tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique

au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du « centre ». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du parti ;

10° Tout parti appartenant à l'Internationale communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité l'« Internationale » des syndicats jaunes fondés à Amsterdam. Il doit répandre avec ténacité au sein des syndicats ouvriers l'idée de la nécessité et de la rupture avec l'Internationale jaune d'Amsterdam. Il doit, par contre, concourir de tout son pouvoir à l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'Internationale communiste ;

11° Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale communiste ont pour devoir de reviser la composition de leurs fractions parlementaires, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles, mais en fait, au Comité central du parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation ;

12° Les partis appartenant à l'Internationale communiste doivent être édifiés sur le principe de la centralisation démocratique. A l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le parti communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants ;

13° Les partis communistes des pays où les communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations, afin d'en écarter les éléments intéressés et petit-bourgeois ;

14° Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale communiste doivent soutenir sans réserve toutes les républiques soviétistes dans leurs luttes avec la contre-révolution. Ils doivent préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des républiques soviétistes et poursuivre, soit légalement, soit illégalement, la propagande parmi les troupes envoyées contre les républiques soviétistes ;

15° Les partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les reviser sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale communiste. Il est de règle que les programmes des partis affiliés à l'Internationale communiste soient confirmés par le Congrès international ou par le Comité exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un parti, celui-ci aurait le droit d'en appeler au Congrès de l'Internationale communiste.

16° Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale communiste, de même que celles du Comité exécutif, sont obligatoires pour tous les partis affiliés à l'Internationale communiste. Agissant en période de guerre civile acharnée, l'Internationale communiste et son Comité exécutif doivent tenir compte des conditions de lutte si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles ;

17° Conformément à tout ce qui précède, tous les partis adhérant à l'Internationale communiste doivent modifier leur appellation. Tout parti désireux d'adhérer à l'Internationale communiste doit s'intituler : Parti communiste de ... (section de la III<sup>e</sup> Internationale communiste). Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité : elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois tout entier et à tous les vieux partis social-démocrates jaunes. Il importe que la différence entre les partis communistes et les vieux partis « social-démocrates » ou « socialistes » officiels qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur ;

18° Tous les organes dirigeants de la presse des partis de tous les pays sont obligés d'imprimer les documents officiels importants du Comité exécutif de l'Internationale communiste ;

19° Tous les partis appartenant à l'Internationale communiste ou sollicitant leur adhésion sont obligés de convoquer aussi vite que possible — dans un délai de quatre mois après le 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste au plus tard — un Congrès extraordinaire, afin de se prononcer sur ces conditions. Les Comités centraux doivent veiller à ce que les décisions du 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste soient connues de toutes les organisations locales ;

20° Les partis qui voudraient maintenant adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale, mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique doivent préalablement veiller à ce que les deux tiers des membres de leur Comité central et des institutions centrales les plus importantes soient composés de camarades qui, déjà avant le 2<sup>e</sup> Congrès, s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion du parti à la III<sup>e</sup> Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Le Comité exécutif se réserve de faire des exceptions pour les représentants de la tendance centriste mentionnés dans le paragraphe 7.

21° Les adhérents au parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale communiste doivent être exclus du parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.

L'adhésion de Cachin et de Frossard à la Révolution russe était totale. Mais, dans les cadres du Parti socialiste, il y eût aussitôt une vive opposition. Plusieurs dirigeants redoutaient « l'expérience russe » et craignaient de devoir abandonner les leviers de commande. Il y eût bientôt deux clans, violemment opposés, dont les polémiques remplirent les colonnes de *L'Humanité*. Paul Boncour, Pierre Renaudel et leurs amis déclarèrent qu'ils ne pouvaient accepter de subordonner la politique de leur pays aux directives d'un organisme étranger et qu'ils quitteraient le Parti plutôt que de se rallier à la III<sup>e</sup> Internationale. Marcel Cachin, Vaillant-Couturier leur répliquaient qu'ils se faisaient les complices de la bourgeoisie en attaquant la Révolution russe.

De sa prison, où le maintenait le gouvernement, Boris Souvarine écrivait sous le nom de Varine, dans *L'Humanité* du 20 août 1920 :

*« Nous n'avons jamais compris les bienfaits de l'« Unité » qui condamne des révolutionnaires sincères et propres à cohabiter dans le même parti avec des « camarades » douteux... Aussi nous saluerons avec joie la scission qui nous délivrera de tels contacts et mettra les contre-révolutionnaires du Parti à leur vraie place : dans le camp de la bourgeoisie ».*

Venant à la rescousse, l'historien Albert Mathiez, ajoutait dans *L'Humanité*, cinq jours plus tard :

« *Le citoyen Renaudel ne veut pas qu'on renie, même pour une heure, le suffrage universel. S'il connaissait mieux ces traditions révolutionnaires dont il se réclame, il ne ferait pas aux Russes un tel reproche. Nos ancêtres de la Terreur, sans être communistes le moins du monde, ont supprimé les élections pendant toute la crise de la lutte contre l'Europe. Ils se sont emparés d'une dictature aussi dure, aussi disciplinée, peut-être, que celle qu'exercent les socialistes russes* ».

Renaudel tenta de faire comprendre à ses camarades que ces polémiques conduisaient tout droit à l'éclatement du parti : on veut briser l'unité de la classe ouvrière, clamait-il ; ce sera un crime ...

« *L'unité ouvrière est la vraie force au-dessus de la Révolution, même considérée comme moyen. Car sans l'unité ouvrière en face de la bourgeoisie, il n'y aura pas de Révolution* ». (*L'Humanité*, 6-10-1920).

« *L'Unité ouvrière* » fut cependant rompue au Congrès de Tours malgré les exhortations du député Ferdinand Morin qui avait ouvert le Congrès en invoquant la mémoire de Jaurès : « *Vous n'oubliez pas ses efforts pour réaliser l'Unité* ».

Après de houleux débats (4) le 29 décembre, par 3.028 mandats contre 1.022, l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale était votée.

A l'issue du Congrès, la nouvelle direction du Parti fut élue. Elle comprenait : Alexandre Blanc, Boyet, R. Bureau, Marcel Cachin, Cartier, Antonio Coën, futur Grand Maître adjoint de la *Grande Loge de France*, Amédée Dunois, Dondicol, A. Fournier, L.-O. Frossard, Gourdeaux, Ker, Georges Lévy, Fernand Loriot, Paul-Louis (Lévy), Lucie Leiciague, Victor Méric, Charles Rappoport, Daniel Renoult, Louis Sellier, Servantier, Boris Souvarine, Treint, Vaillant-Couturier, plus huit membres suppléants.

La première séance du nouveau Comité Directeur eût lieu le 4 janvier 1921. Frossard y fut nommé secrétaire général ; Loriot, — toujours en prison — secrétaire international ; Coën, secrétaire adjoint, et Dondicol, trésorier.

A la Chambre, le groupe communiste ne compta cependant que 13 membres (5) : André Berthon, le grand avocat, Pierre Dormoy, P. Vaillant-Couturier, Marcel Cachin, Philbois, Ernest Lafont, Georges Lévy, Aussoleil, Maurel, Morucci, Renaud Jean, Alexandre Blanc et Charles Baron.

D'autre part, le groupe du parti se trouva réduit à six membres au Conseil municipal de Paris et à dix au Conseil général de la Seine (6) (conseillers municipaux de Paris compris).

*L'Humanité* resta sous la direction de Marcel Cachin, qu'assistait Amédée Dunois, secrétaire général, et Paul Vaillant-Couturier, rédacteur en chef. Tous les collaborateurs antibolchevistes ayant démissionné, une nouvelle équipe se constitua autour de Cachin, Dunois et Vaillant-Couturier : Victor Méric, Souvarine, Noël Garnier, André Gybal, Charles Lussy (Ruff), Robert Pelletier, Sté-

(4) Bravant les autorités françaises qui lui avaient refusé le visa, Clara Zetkin, la militante marxiste allemande, était venue recommander à ses camarades français de se séparer de « ceux qui mènent une politique de compromission et d'opportunisme ».

(5) La majorité des 78 députés socialistes avait refusé l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale (voir notre étude sur le Parti Socialiste).

(6) Dont Garchery, Alexandre Bachelet et Marsais.



phane Manier, Guy Tourette, Armand Salacrou, Georges Pioch, Georges Chennevière, le critique d'art Jacques Mesnil, le dessinateur H.P. Gassier, l'historien C. Em. Labrousse, Gabriel Reuillard, Marcel Martinet, Alzir Hella, dit Parijanine, etc... Bernard Lecahe, l'actuel leader de l'israélite L.I.C.A. et directeur du *Journal du Dimanche* (édition dominicale de *France-Soir*), tint pendant quelque temps la rubrique anti-militariste (les « gueules de vache ») et le professeur Albert Mathiez une sorte de chronique politico-historique, tandis que Henry Torrès exerçait sa verve contre la bourgeoisie française dans des *Billets* caustiques ou violents.

Aux rédacteurs de *L'Humanité*, Trotzky alors chargé de surveiller l'activité du P.C. français recommandait de mettre en valeur le sens et la portée générale de ce que disaient amis et adversaires afin d'être parfaitement compris des lecteurs : « *Il faut*, leur écrivait-il, *répéter, souligner, insister, encore une fois répéter, encore une fois souligner et non papillonner aimablement autour des discussions.* » Il reprochait aux écrivains qui collaboraient à *L'Humanité* de faire du journalisme boulevardier, autrement dit de faire rire le lecteur sans le convaincre ou l'éduquer politiquement. Ce reproche pourrait être adressé, aujourd'hui, à plusieurs journaux de droite !

Au lendemain de la scission de Tours, le *Parti Communiste* conservait la majorité des membres de l'ancien *Parti Socialiste* : 110.000 environ, tandis que les effectifs du nouveau parti S.F.I.O. étaient réduits à 50.000. Les crises intérieures qui secouèrent le P.C. dans les années suivantes firent fondre progressivement les effectifs communistes : en 1922, les communistes inscrits au parti ne furent plus que 60.000 ; l'année suivante, ils perdirent encore 15.000 adhérents. Léger redressement en 1924-1927, puis chute presque verticale jusqu'en 1934 :

1924 : 57.000 ; 1925 : 76.000 ; 1926 : 55.000 ; 1927 : 64.000 ; 1928 : 52.000 ; 1929 : 25.000 ; 1930 : 38.000 ; 1931 : 29.000 ; 1932 : 32.000 ; 1933 : 30.000 ; 1934 : 40.000.

Le *Parti Communiste* connu, dès le printemps 1921, des luttes intestines que révélaient les prises de positions de certains de ses membres connus dans divers journaux révolutionnaires, notamment dans *Le Journal du Peuple* de Henri Fabre. Ces mécontents mettaient principalement Moscou en cause, sa « tyrannie » et son « despotisme ». Fabre allait même jusqu'à écrire que « *tout communiste doit garder et défendre sinon sa liberté d'action, tout au moins sa liberté d'expression* ». L'Internationale, dans son III<sup>e</sup> Congrès, devait le rappeler à l'ordre, en même temps d'ailleurs que Brizon et sa *Vague* (7).

\*\*\*

Un an après Tours, le *Parti communiste* tint son premier Congrès à Marseille (décembre 1921). Il eût lieu sous le signe du « redressement », c'est-à-dire du durcissement de la discipline intérieure et de l'obéissance à la III<sup>e</sup> Internationale.

Celle-ci avait d'ailleurs fait connaître officiellement ses *desiderata* : « *Contrairement à la II<sup>e</sup> Internationale, l'Internationale communiste ne se contente pas d'un envoi de félicitations et de compli-*

(7) *La Vague* avait été fondée pendant la guerre par Pierre Brizon, qui revenait de Kienthal (Suisse) où il avait rencontré, avec Raffin-Dugens et Alexandre Blanc, d'autres pacifistes européens, notamment des Allemands.

ments à ses sections. Son devoir est de leur montrer leurs défauts et de s'efforcer de les corriger, en travaillant avec elles dans un esprit d'étroite concorde et en s'inspirant uniquement des intérêts de la révolution mondiale. » Le Comité exécutif de la III Internationale reprochait notamment à la direction de sa section française de ne compter que très peu d'ouvriers : « Nous estimons indispensable que lors des prochaines élections du Comité directeur, on y réserve aux éléments ouvriers plus de place. »

Sur la question de la Défense nationale, première des trois questions principales dont le Congrès devait s'occuper, les divisions apparurent nettement : « droitiers » et pacifistes anarchisants se refusaient à faire la moindre différence entre l'armée de la bourgeoisie et l'Armée rouge, entre la guerre impérialiste et la guerre révolutionnaire. Ils préconisaient, comme ils l'avaient fait au Parti socialiste de Jaurès, l'antimilitarisme absolu.

La deuxième question, celle des syndicats, révéla aussi des oppositions irréductibles. La C.G.T., entraînée par Jouhaux et Georges Dumoulin, avait rejeté (à la majorité) les thèses communistes de Monmousseau et de Pierre Semard. Elle s'était même amputée, au Congrès de Lille (juillet 1921), des syndicats favorables au communisme, qui créèrent bientôt la C.G.T.U. (8). Ces exclusions entravant l'action du P.C., il importait de réagir au plus tôt. Mais les « droitiers » n'avaient pas les mêmes solutions que les « lignards » (dans la ligne de Moscou).

Mêmes rivalités, mêmes divergences sur la paysannerie, troisième grande question.

Rapport s'opposa à Souvarine, Vaillant-Couturier à Georges Pioch et à Victor Méric, les anti-militaristes aux admirateurs de l'Armée rouge.

A Vaillant-Couturier qui préconisait le noyautage de l'Armée par la propagande auprès des soldats et même de leurs officiers — « Il serait facile de les attirer dans le Parti », disait-il — Méric répondait : « On parle de la conquête de l'armée. C'est là un vieux bateau qui fait eau de toutes pièces... Il suffira de donner de l'avancement à un officier sympathique à nos idées pour que nous ayons moins de prises sur lui. Napoléon était jacobin quand il était petit officier. »

Au milieu de ces discussions, un jeune Annamite proposa que l'on étudiât aussi la politique coloniale du Parti. Il se faisait appeler Nguyen Ai Quoc ; un quart de siècle plus tard, il devait faire parler de lui sous le nom d'Ho Chi Minh.

La séance de clôture, consacrée à l'élection du Comité directeur, fut agitée de vifs remous lorsqu'on apprit que Souvarine, le délégué à l'Internationale, n'était pas réélu. Tour à tour, Loriot, Treint, Vaillant-Couturier, Dunois annoncèrent qu'ils démissionnaient pour protester contre la « cabale » qui éliminait Souvarine de la direction du parti. Pour ne pas envenimer le conflit, on invita, par la suite, Souvarine à venir siéger au Comité directeur, mais il refusa.

(8) Section française de l'Internationale Syndicale rouge (*Profintern*), la *Confédération Générale du Travail Unitaire* avait son siège 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris 10<sup>e</sup>. Le chiffres officiels des effectifs de la C.G.T.U. de 1922 à 1935, date de la réunification avec la C.G.T., sont les suivants : 1922 : 371.638 ; 1923 : 389.000 ; 1924 : 450.000 ; 1925 : 460.000 ; 1926 : 475.000 ; 1927 : 462.000 ; 1928 : 375.000 ; 1929 : 411.480 ; 1930 : 348.578 ; 1931 : 294.390 ; 1932 : 292.953 ; 1935 : 231.222 (d'après T. Ferlé, in *Le Communisme en France*, Paris, 1937).

Le malaise alla en s'accroissant. Le 20 janvier 1922, Rappoport écrit dans *L'Humanité* qu'un « véritable révolutionnaire n'est esclave de personne ni de rien. Il n'obéit jamais aveuglément ni à Rome, ni à Moscou ». Son opinion était patagée par une importante fraction du parti, qui estimait que l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale n'était pas un acte de soumission mais d'alliance. A l'exécutif de l'Internationale qui ne voyait dans le P.C. qu'une de ses sections, beaucoup de communistes français répondaient que, héritiers des révolutionnaires de 1789, de 1830 et de 1848 et fils ou petits-fils des révolutionnaires de la Commune de 1871, ils ne pouvaient être traités comme la plupart des autres partis communistes étrangers.

Lorsque la direction de l'Internationale voulut imposer le « front unique » à la direction la section française, la bagarre reprit de plus belle. Victor Méric écrivait dans *L'Humanité* le 21 janvier 1922 : « Un an après Tours et la scission qui nous fut imposée, il nous paraît impossible de crier au prolétariat français : « Unissez-vous aux traîtres et aux agents de la bourgeoisie que vous avez chassés ! Une telle manœuvre, ce serait simplement la fin du Parti Communiste en France. Le gouvernement des soviets s'illusionne s'il croit pouvoir retirer le plus léger bénéfice de cette opération malencontreuse ».

Quant à Frossard, il annonçait le 29 : « Les ponts sont coupés. Nous ne les rétablirons pas ».

Néanmoins, Frossard fit mine de se soumettre à l'Internationale. Après un séjour à Moscou (juin 1922), où il prit part aux travaux de l'Internationale, il déclarait devant les militants de la fédération de la Seine : « Je me suis demandé ce qui pourrait arriver si, devant les décisions de l'Exécutif élargi, le Parti français adoptait une attitude d'inertie ou d'hostilité. J'ai été conduit à me rendre compte qu'une attitude de cette sorte, infailliblement, nous mènerait à une rupture avec l'Internationale ».

L'envoyé de Moscou, l'ancien pasteur protestant Jules Humbert-Droz, homme habile, tenta d'arrondir les angles. En vain chercha-t-il à rapprocher le « centre » (groupe Cachin-Frossard) de la « gauche » (Souvarine et ses amis). Celle-ci réclamait quatre sièges sur sept au comité directeur, et voulait remplacer Cachin par Dunois à la direction de *L'Humanité*. Pourquoi Moscou voulait-il, alors, éliminer Cachin ? Selon Frossard (*De Jaurès à Lenine*, p. 194-195), Manouïlski, l'un des chefs de l'Internationale, songeait à envoyer le directeur de *L'Humanité* à Moscou pendant six mois.

Le deuxième Congrès du Parti eut lieu à la Grange aux Belles (octobre 1922) en pleine confusion. Moscou voulait enrayer la crise et ramener les diverses tendances dans le droit chemin. Il dépêcha Manouïlski pour sermonner les congressistes. Ce qu'il fit. En vain. La « gauche » ayant voulu exclure Henri Sellier (9) vit se dresser une partie de la salle qui lui reprocha d'avoir exclu Jaurès ! L'incident Jaurès, exploité par le « Centre », permit à celui-ci de l'emporter. Le Congrès ayant à se prononcer sur deux motions concernant la constitution des organismes centraux du Parti adopta celle du « centre » par 1698 voix contre 1516 et 814 abstentions.

« Au nom du Centre, dit alors Cachin, je déclare que nous prendrons seuls la direction du Parti. » C'était un nouveau camouflet pour l'Internationale. Celle-ci ne se tint pas pour battue. Réu-

(9) Et avec lui Verfeuil, Brizon, Mayoux et sa femme.

nissant à Moscou son congrès (automne 1922), elle s'en prit, par la bouche de Boukharine, à « la tendance centriste (...), survivance de l'ancienne mentalité social-démocrate ». Elle s'en prit également aux intellectuels et aux francs-maçons, nombreux dans le Parti Communiste Français, et presque tous « centristes ». Elle vota une « Résolution sur la question française » (1<sup>er</sup> décembre 1922) qui condamnait formellement les « éléments qui ont engendré la crise et qui ne cessent de l'aggraver », désignant ainsi la « tendance centriste » du P.C. français :

« L'avant-garde communiste a besoin naturellement d'intellectuels qui apportent à son organisation leurs connaissances théoriques, leurs dons d'agitateurs et d'écrivains, mais à condition que ces éléments rompent absolument et sans retour avec les mœurs et les coutumes du milieu bourgeois, brûlent derrière eux tous les ponts les rattachant au camp dont ils sont sortis, ne demandent pour eux ni exceptions ni privilèges et se soumettent à la discipline à l'égal des simples militants. Les intellectuels, si nombreux en France, qui entrent dans le Parti en amateurs ou en carriéristes, lui causent non seulement un immense dommage, ils le compromettent devant les masses prolétariennes et l'empêchent de conquérir la confiance de la classe ouvrière. »

L'appartenance de nombreux communistes français à la Maçonnerie était considérée comme « le témoignage le plus manifeste et en même temps le plus piloyable que notre Parti français a conservé, non seulement l'héritage psychologique de l'époque du réformisme, du parlementarisme et du patriotisme, mais aussi des liaisons tout à fait concrètes, extrêmement compromettantes pour la direction du Parti, avec les institutions secrètes, politiques et carriéristes de la bourgeoisie radicale ». Aussi le Congrès chargea-t-il le Comité directeur du P.C. français de mettre les maçons communistes dans l'obligation de quitter ou leur loge ou le Parti avant le 1<sup>er</sup> janvier 1923. « La dissimulation par quiconque de son appartenance à la franc-maçonnerie sera considérée comme une pénétration dans le Parti d'un agent de l'ennemi et flétrira l'individu en cause d'une tache d'ignominie devant tout le prolétariat. »

Quiconque se soumettrait à cet ukase et romprait avec les loges maçonniques serait néanmoins privé pendant deux années du droit d'occuper un poste important dans le Parti. La Ligue des Droits de l'Homme était assimilée à la maçonnerie en raison de ses liens bien connus avec elle.

Nous ignorons quelle avait été l'attitude de la délégation française composée de Marcel Cachin et Ker, maçons notoires, P. Dormoy, Souvarine, Rosmer, Lauridan, Daniel Renoult, Duret, Renaud Jean, Gabriel Péri, Maurice Laporte, Jacques Doriot et quelques autres.

Mais lorsqu'il apprit à Paris le contenu de la Résolution, Frossard lui-même maçon, publia dans l'Humanité du 7 décembre un article résigné, et Cachin, rentré à Paris, déclara le 19, toujours dans le quotidien du P.C. qu'il obéirait à la discipline communiste.

Ce dernier s'inclina effectivement, mais le 1<sup>er</sup> janvier 1923, date limite imposée par l'Internationale, le maçon Frossard donnait sa démission du Parti.

Un groupe de maçons, auxquels se joignirent des amis, non-initiés mais favorables à la maçonnerie, constitua un « Comité de

(10) H.-P. Cassier, qui quitta le parti à cette époque, est mort en 1953... caricaturiste attiré de l'Humanité !

*résistance* » au sein même du Parti. Ils étaient une centaine, dont Morizet, le maire de Boulogne-sur-Seine, Charles Lussy, G. Reuillard, le député Lafont, Victor Méric, Georges Pioch, Henry Torrès, Stéphane Manier, Bernard Lecache, Noël Garnier, le dessinateur Gassier (10), le professeur A. Julien.

La résistance de ce Comité se manifesta par la publication d'une *Déclaration* s'élevant « contre la division que l'on voudrait faire dans le Parti entre les ouvriers manuels et ceux que l'on qualifie d' « intellectuels ». Ce « baroud d'honneur », purement verbal, n'eut d'autres conséquence que l'exclusion immédiate des signataires par le Comité directeur qui se félicita, dans l'*Humanité* (8.1.1923), de se débarrasser « d'un grand nombre de francs-maçons, d'arrivistes, de petits et gros bourgeois qui voulaient s'en servir (du Parti) et non le servir ».

Désormais épuré, le Parti pouvait se relancer à la conquête des masses en attendant de se lancer directement à la conquête du pouvoir. En fait, il se jeta d'abord dans la « bagarre de la Ruhr ».

L'une des *Thèses sur la tactique* adoptées par l'Internationale en juillet 1921, ayant trait à « la coordination internationale de l'action » prévoit que « pour hâler la victoire de la révolution, il faut s'efforcer avec la dernière énergie de donner à la lutte révolutionnaire une direction internationale unique ». Elle ajoute que « dans le cas où les gouvernements capitalistes prennent des mesures de violence contre un autre pays pour le piller ou le subjuguier, c'est le devoir des partis communistes de ne pas se contenter de protestations, mais de faire tout pour empêcher l'expédition de brigandage de son gouvernement ». (11)

Il était donc naturel que le P.C. français apportât son aide au P.C. allemand lors de l'occupation de la Ruhr par les Français au cours de l'hiver 1922-1923.

Le Parti allemand était déjà une organisation puissante qui comptait 218.000 adhérents — trois fois plus que le Parti français — avait 14 députés au Reichstag (12) et publiait 38 journaux quotidiens dont le tirage global atteignait 340.000 exemplaires. Il était dirigé par une équipe de révolutionnaires chevronnés : Clara Zetkin, Ernst Meyer, Wilhelm Pieck, Franz Dalhem.

Une campagne d'agitation, déclenchée par le P.C.F., débuta par un appel (26-12-1922) dénonçant l'occupation de la Ruhr comme un crime contre le prolétariat allemand et français. Un meeting à la Grange-aux-Belles réunit, le 3 janvier 1923, cinq mille communistes auxquels Cachin, Treint, — qui succéda à Frossard au secrétariat général, — Monmousseau et Sémard, dirigeants de la C.G.T.U., l'organisme syndical créé par le Parti, donnèrent les consignes : multiplier les contacts avec les organisations ouvrières et préparer les actions communes les plus énergiques.

Trois jours plus tard, les représentants du P.C. français (13) rencontraient leurs amis allemands à Essen. Des communistes belges,

(11) Ceci fut appliqué en Indochine et l'est encore en Algérie. Nous n'avons pas entendu dire que cela l'avait été en Hongrie, il y a quatre ans. Il est vrai que la clause vise les gouvernements « capitalistes » seulement.

(12) Chiffres cités par Pieck au congrès du P.C. allemand de Leipzig (29-1/1-2-1923). Il avait, en outre, 76 députés dans les diverses diètes des Etats allemands, 69 dans les conseils provinciaux, 12.014 conseillers municipaux dans 420 villes, 1.507 conseillers communaux dans 479 communes et 281 conseillers cantonaux dans 67 cantons (cf. G. Walter : *Histoire du Parti Communiste Français*, Paris, 1948).

(13) Cachin, Treint, Ker, Charles Hueber (du Bas-Rhin), Monmousseau, Sémard, Massot (Synd. des métaux) et Jacob (Féd. des textiles).

anglais, hollandais, italiens, tchécoslovaques participèrent au colloque.

Des décisions y furent prises pour renforcer l'action commune contre ce « *capitalisme de brigandage* » que Rappoport dénonçait avec fougue dans *L'Humanité*.

Par crainte de troubles, le gouvernement sévit contre les communistes. Le 10 janvier 1923, la police perquisitionna à *L'Humanité* : c'était la première fois depuis sa fondation. A leur retour d'Essen, plusieurs délégués français furent arrêtés : Marcel Cachin — dont la levée d'immunité parlementaire avait été votée au cours d'une séance houleuse à la Chambre — ainsi que Marrane, Gourdeaux et Lefebvre, pour le P.C., et Cazals, Lartigue et Piétri, pour la C.G.T. A la direction du Parti, Louis Sellier, assura le secrétariat général, et Vaillant-Couturier et Dunois poursuivirent la campagne dans *L'Humanité*. En dehors des communistes et des syndicats unitaires, peu de Français partagèrent leur indignation. Les tentatives de grève générale échouèrent et la grande masse des ouvriers ne participa guère au mouvement. (14) *Le prolétariat, avouait Treint au congrès de Lyon en janvier 1924, un moment réveillé par la menace de la guerre, retomba ensuite dans un demi-sommeil lorsque le danger d'une nouvelle tuerie sembla s'éloigner. L'opinion publique s'installa dans la politique de la Ruhr, comme elle s'était installée jadis dans la guerre* ».

Les élections de 1924 allaient donner au P.C. l'occasion de se mesurer avec l'adversaire et de faire la preuve de sa force. La Gauche battue en 1919 songeait à la revanche et la préparait activement. Elle avait même créé pour cela le *Cartel des gauches* (qui groupait les socialistes orthodoxes et indépendants et les radicaux) et un grand quotidien populaire, *Le Quotidien*.

Conscient d'être le guide de la gauche, le *Grand Orient*, alors très puissant, avait scellé l'alliance des bourgeois radicaux et des révolutionnaires marxistes.

« *Nous devons, avait dit l'un de ses délégués au Convent de 1922, organiser la défense de la République. C'est grâce à l'Union des Gauches dont la loge sera les cellules que nous triompherons. Il nous faut grouper toutes les bonnes volontés républicaines et, MEME AVEC LES COMMUNISTES, adopter un programme qui puisse rallier toutes les énergies* ». (15)

Le programme fut effectivement établi par le *Progrès Civique* qui passait pour l'organe officieux des Loges. Mais les communistes, qui venaient de rejeter leurs adhérents maçons, ne pouvaient naturellement accepter une organisation et un programme dus au *Grand Orient*. Ils cherchèrent même à torpiller le Cartel en constituant un *Bloc Ouvrier et Paysan* dans lequel ils voulaient, en vain d'ailleurs, attirer leurs voisins socialistes et socialistes-communistes. (16) Mais la campagne menée contre le *Bloc National* au pouvoir profita, en fin de compte, au Parti qui eut, le

(14) La propagande auprès des soldats français fut arrêtée par la répression. Le délégué du P.C. français, Lozeray, envoyé spécialement dans la Ruhr (avec quelques militants résolus) fut arrêté et condamné à dix ans de prison. Il fut amnistié peu après.

(15) Compte rendu de Convent, 1922, page 236.

(16) *L'Union Socialiste-Communiste* — où se retrouvaient les exclus du P.C. (Frossard, Meric, Torrès, Morizet, Lussy, Pioch, H. Sellier, Verfeuil, E. Lafont, Paul Louis, etc...) — accueillit favorablement le projet de *Bloc Ouvrier et Paysan* (Congrès de l'U.S.C., Saint-Ouen, 23-12-1923). Mais, dans la pratique, elle usa plus volontiers du *Cartel* que du *Bloc*.

11 mai 1924, 25 élus : 15 dans la région parisienne, 3 dans le Nord, en Seine-et-Oise. 1 dans chacun des départements suivants : Seine-Inférieure, Cher, Lot-et-Garonne et Bas-Rhin.

Parmi les nouveaux députés communistes figurait le secrétaire général des *Jeunes Communistes* dont *L'Humanité* brossait, le 24 avril 1924, le portrait suivant : « *Un grand, fort garçon brun, à la figure mâle, aux yeux francs. Ses gestes sont sobres et précis comme sa parole. Tout en lui respire l'énergie et la volonté.* » Il s'agissait de Jacques Doriot que les électeurs de Saint-Denis avaient tiré de prison en l'élisant député. Doriot, qui fut, un quart de siècle plus tard, le chef d'un parti ouvertement fasciste, avait été condamné deux jours avant le scrutin, à six mois de prison, venus s'ajouter aux deux années « écoupées » auparavant pour ses articles dans *Le Conscri*. 105.590 électeurs avaient voté pour lui. Ce fut l'une des plus belles victoires électorales du P.C.

La route du Parti Communiste français fut, dès lors et jusqu'en 1934, jalonnée de petits succès et de cuisants échecs. Pour une manifestation réussie (Sacco et Vanzetti) — d'ailleurs organisée par les « anars » sur l'initiative de Lecoin — et une augmentation de suffrages (élections de 1928 : 1.060.334 voix), combien d'actions sans résultats (guerre du Maroc, propagande anti-colonialiste, agitation anti-militariste), combien de crises, de schismes, de scissions. La baisse des effectifs, les pertes de sièges, l'affaiblissement de la presse en furent les conséquences.

Ainsi que nous l'avons dit, à la veille de la victoire électorale du *Front Populaire* et malgré la « menace fasciste » (6 février), le Parti n'a que 40.000 membres. *L'Humanité*, que lisent pourtant beaucoup de syndicalistes, d'anarchistes et de socialistes, ne tire qu'à 160.000 exemplaires. Souvarine, Monatte, Rosmer, Lorient, Dunois, Paz, Delagarde (trotskystes), Treint, Suzanne Girault (17). Marguerite Faussecave, Louis Sellier, Garchery, Castellaz, Joly, Gélis, Camille Renault, Célor, Barbé, Doriot, tant d'autres moins connus, ont quitté le P.C. « *Le Parti s'était affaibli* », reconnut plus tard Maurice Thorez. Et, ce qui était grave, au moment même où le gouvernement accentuait la répression contre ses dirigeants et ses propagandistes, il était complètement isolé. Sa tactique « *classe contre classe* », ses attaques continuelles contre d'autres fils de Karl Marx, que ses orateurs et ses journalistes traitaient de « social-fascistes », l'avaient coupé de tous ses voisins. Les socialistes, redevenus un grand parti, ne lui pardonnaient pas de leur avoir fait perdre une cinquantaine de sièges en 1928 : « *La trahison bolcheviste a fait ses odieux ravages* », annonçait *Le Populaire* (30.4.1928). Au deuxième tour de scrutin, le communiste Duclos avait même battu le chef de la S.F.I.O., Léon Blum : « *Il faut en finir*, s'écriait celui-ci, le lendemain de l'élection. *L'Unité ouvrière elle-même a, désormais, pour condition nécessaire la destruction des cadres du Parti Communiste* » (18). Il avait, heureusement, ajouté : « *Notre lutte contre le bolchevisme ne devra jamais être poussée jusqu'au point où nous heurterions les instincts, les traditions de la classe ouvrière... Il faut nous garder d'apparaître comme associés à la grande croisade anticommuniste qui s'organise visiblement en France.* »

(17) Fausse sortie, sans doute, pour cette dernière puisqu'on apprit, beaucoup plus tard, qu'elle était à la tête d'un appareil illégal et clandestin du parti.

(18) *Le Populaire*, 8 mai 1928.

Cette instruction allait permettre, quelques années plus tard, au *Parti Communiste*, de renouer avec les socialistes plus inquiets des progrès du « fascisme » (lisez : des ligues de droite et des croix de feu) que des menées communistes. Déjà, aux élections de 1932, — qui furent un succès pour l'Union des gauches, sinon pour le P.C. qui n'eut que 10 élus — le Parti avait admis le principe du désistement mutuel au second tour entre ses candidats et ceux de la S.F.I.O. (19). Bien que la direction du P.C. eut maintes fois exprimé sa méfiance et son hostilité envers les chefs socialistes contre lesquels des candidats communistes furent présentés, Maurice Thorez fut élu en 1932 avec 14.413 voix contre 10.740 au candidat d'Union Nationale, grâce au retrait du socialiste au second tour. Si la S.F.I.O. perdit 13 sièges au profit de la « réaction » par la faute des communistes, ces derniers eurent 8 élus grâce au désistement des candidats socialistes. La lutte contre la Droite et le « fascisme » avait facilité un timide rapprochement. Le 6 février 1934 — coup d'état ou révolution nationale manquée — allait jeter les socialistes dans les bras des communistes.

« Nous sommes entrés à fond dans l'idée du front unique, dans l'idée du front populaire, déclara plus tard Marcel Cachin, après le Congrès d'Amsterdam en août 1932... Nous avons tâtonné jusqu'alors, mais à ce moment-là nous nous sommes jetés à fond dans la lutte. »

Le fameux Congrès anti-fasciste d'Amsterdam (27 août 1932), organisé sous le patronage de Henri Barbusse et de Romain Rolland (20), avait en effet réuni des hommes de gauche, dont 38 % seulement étaient communistes. Il y avait eu là des socialistes, des syndicalistes (C.G.T.), des radicaux. La peur de Hitler poussait la gauche et l'extrême-gauche à écarter tout ce qui divise pour ne penser qu'à ce qui unit.

Après les journées de février 1934 (21), malgré les déclarations agressives de Marty dans *L'Humanité* — « On ne peut pas lutter contre le fascisme sans lutter aussi contre la social-démocratie » — des contacts furent pris entre la S.F.I.O. et le P.C. Des délégués socialistes rencontrèrent Marty et Vaillant-Couturier au siège de *L'Humanité*, dans la nuit du 6 au 7 ; il s'agissait d'organiser une manifestation commune. Ces démarches socialistes n'eurent d'abord aucun résultat. Seuls les cégétistes, les néo-socialistes et les ligueurs de Victor Basch y répondirent favorablement. Les communistes organisèrent leur propre manifestation le 9 février, à laquelle participèrent, d'ailleurs, de forts groupes de Jeunesses socialistes accueillis au cri de « *Unité d'Action!* ». Le 12 février, socialistes et communistes manifestèrent ensemble de Vincennes à la Nation.

Le premier pas vers l'unité d'action était fait. Sans doute Jacques Duclos précisait-il dans les *Cahiers du Bolchevisme* que

(19) A une élection partielle, à Meaux, dès 1931, le candidat communiste avait bénéficié au second tour de voix socialistes.

(20) *Clarté* (revue dirigée par R. Rolland, Norman Angell, Paul Langevin et André Ribard) et *Paix et Liberté* (fondé par Barbusse) étaient les deux principaux organes de propagande (non communiste) des organismes créés sous l'égide du P.C. ou avec son concours.

(21) Aux cours de ces journées, en particulier le 6 février, « on avait vu des communistes se battre avec la police confondus avec les camelots du Roy et avec les hommes du colonel de La Rocque » (G. Walter, op. cit., p. 255. — Cf. *Cahiers des Droits de l'Homme*, 1934, p. 638, et Marc Bernard, in *Les Journées ouvrières des 9 et 12 février*, p. 62).



« jamais le front unique ne peut signifier le silence sur la politique qui conduit le prolétariat à la défaite » (15.2.1934), sans doute le Conseil National de la S.F.I.O. proclamait-il que « la lutte contre le fascisme ne peut être conduite que sous l'action socialiste » (11.3.1934), mais à la base l'accord se faisait dans les esprits. Peu après, un début d'union était réalisé sous le signe du Comité Amsterdam-Pleyel, qui organisa le 20 avril 1934 une manifestation commune aux deux partis. Après des hauts et des bas dans les rapports entre socialistes et communistes, l'entente fut réalisée. D'abord une délégation communiste conduite par Cachin, Thorez, Gitton et Billoux se rendit le 14 juillet 1934, rue Victor Massé, au siège du Parti Socialiste, où elle rencontra Blum, Paul Faure, Frossard, Zyromski, Severac et quelques autres dirigeants S.F.I.O. ; ensuite, les socialistes, réunis en Conseil National le 15 juillet, se prononcèrent sur l'offre de collaboration avec le P.C. et l'acceptèrent par 3471 mandats contre 366 et 67 abstentions. Enfin, le 27 juillet, au restaurant Bonvalet, boulevard du Temple, Thorez, Duclos et leurs amis signaient le pacte d'action commune avec les délégués socialistes Zyromski, Séverac, Lebas, Blumel, Just, Lagorgette et Descourtieux. Les deux parties contractantes s'engageaient à participer par tous leurs moyens (militants, élus, journaux, etc...) à une campagne organisée en commun ayant pour objet la mobilisation des masses laborieuses :

1° contre les mouvements de droite, dits « fascistes », en vue de leur dissolution ;

2° pour la défense des libertés démocratiques, pour la représentation proportionnelle et la dissolution de la Chambre ;

3° contre le militarisme ;

4° contre les décrets-lois ;

5° contre la terreur fasciste en Allemagne et en Autriche, pour la libération de Thaelmann et de ses compagnons emprisonnés par les nazis.

Il était convaincu que les groupes d'auto-défense des deux partis se prêteraient main forte et que les orateurs et journalistes communistes et socialistes éviteraient de se critiquer trop violemment les uns les autres.

Maurice Thorez, se félicitant de ce premier succès, a dit qu'il n'était pas une fin, mais un commencement : « Nous avons posé les bases de l'unité de la classe ouvrière, mais il était nécessaire d'élargir notre alliance, de l'étendre aux classes moyennes, afin d'assurer la défaite du fascisme. Cela signifiait l'alliance avec les masses radicales et le Parti Radical lui-même » (22).

Cette peur du « fascisme », représenté par les Croix de feu et les camelots du roi, justifiait-elle ce revirement ? Pour les masses ouvrières, certainement. Mais pour les chefs ? On ne peut s'empêcher de faire un rapprochement avec deux faits importants : un acte socialiste, une déclaration soviétique. Pour la première fois depuis la guerre de 1914-1918, le groupe socialiste, Léon Blum en tête, avait voté en 1933 les crédits militaires ; pour la première fois aussi, par la plume d'un de ses dirigeants, l'U.R.S.S. reconnaissait qu'un conflit franco-allemand ferait bien ses affaires. C'est, en effet, en mai 1933 que l'on apprit la décision du Parti S.F.I.O. de voter le budget du ministère de la guerre qu'il rejetait régulièrement en raison de ses traditions antimilitaristes. Et c'est le 22 janvier 1934, que le beau-frère de Staline, L. M. Kaganovitch, membre du

(22) M. Thorez : « *Fils du peuple* ».

Parti bolchevik depuis 1911, secrétaire et membre du Bureau d'organisation du Comité Central du Parti Pansoviétique Communiste des Bolchevistes, écrivait dans les *Izvestia* : « *Le conflit entre l'Allemagne et la France renforce notre situation en Europe... Il faut approfondir les divergences entre les divers États européens* ».

La lutte contre l'Allemagne, considérée comme le champion du fascisme et de l'antisémitisme abhorrés, fut dès lors la préoccupation essentielle des nouveaux alliés. Qu'on regrette les conséquences directes de la guerre, (défaite de 1940, occupation de la France pendant quatre ans, déportations et représailles) ou qu'on se réjouisse de ses conséquences indirectes (libération soviétique de l'Est européen, création des républiques populaires de Pologne, Roumanie, Hongrie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, etc... effondrement du colonialisme et réveil des continents africains et asiatiques), il faut bien reconnaître que l'action socialo-communiste (23) des années 1934-1939 a prodigieusement hâté l'éclatement du conflit souhaité par l'éminence grise du Kremlin. La guerre, qui fit périr des millions de combattants et des millions de civils — parmi lesquels une importante fraction du peuple d'Israël — eut au moins pour résultat de faire avancer à pas de géant l'humanité sur la route qui conduit à l'ère communiste...

\*\*\*

Le Front Populaire — ou, plus exactement, le *Rassemblement Populaire*, dont Victor Basch était le principal dirigeant officiel — fut constitué l'année suivante avec les Radicaux. Trois semaines après la réunion communiste de la Mutualité (15-6-1935), au cours de laquelle le leader du Parti Radical-Socialiste Daladier vint assurer les communistes de son attachement indéfectible (24), dix mille délégués représentant soixante-neuf partis, groupements et organisations réunis à Buffalo en « *Assises de la Paix et de la Liberté* » (14 juillet 1935) jurèrent solennellement « *de rester unis pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour défendre et développer les libertés démocratiques et pour assurer la grande paix humaine* ». (25)

Quelques jours après, Maurice Thorez recevait à Moscou les félicitations de la III<sup>e</sup> Internationale (VI<sup>e</sup> congrès). Dimitrov magnifia l'exemple du Parti Communiste Français qui, annonça-t-il, « *contribuera grandement au déploiement de la lutte antifasciste dans les autres pays capitalistes* » et « *contribuera à remonter le moral des prolétaires d'Allemagne écrasés par la dictature fasciste* ». (26)

Le Front Populaire permit au P.C. de faire élire 72 députés et d'exercer, du moins au début, une forte pression sur le gouvernement Léon Blum qu'il soutenait au Parlement et dans le pays. Ce résultat inespéré était le fruit de l'habile propagande que les communistes faisaient dans tous les milieux, y compris dans les milieux catholiques. La tactique de « *la main tendue* » — « *nous te tendons la main, catholique !* » avait dit Thorez parlant de la première

(23) A la S.F.I.O., notamment chez Paul Faure et les instituteurs, l'antifascisme était tempéré par un pacifisme ardent et profondément français.

(24) Cf. Gérard Walter, op. cit., p. 287.

(25) Texte rédigé et lu par Vaillant-Couturier.

(26) Compte rendu du VII<sup>e</sup> Congrès, page 511.

fois au micro de Radio-Paris (17-4-1936) — était « payante, malgré la mise en garde de l'Episcopat français. Robert Honnert, un jeune auteur catholique, écrivit dans la revue *Europe* (15-5-1936), qu'il était prêt à accepter « la main tendue ». D'autres intellectuels catholiques organisèrent des colloques avec des communistes. Sous la présidence d'André Malraux, membre de l'*Association des Écrivains et Artistes Révolutionnaires*, président du *Comité de Libération de Thaelmann* et collaborateur de *L'Humanité*, Jacques Madaule et Louis Martin-Chauffier prirent la parole à la Maison de la Culture avec les communistes Vaillant-Couturier et Paul Nizan (2-7-1936). A l'*Union pour la Vérité*, Honnert, Madaule et le comte Jean de Pange confrontèrent leurs idées avec celles d'Aragon et de Vaillant-Couturier (7-11-1936). L'abbé Régis Jolivet, professeur à l'Institut catholique, qui rejetait une alliance formelle avec les communistes admettait que « le soulagement immédiat des misères humaines », prôné par le P.C., était « un terrain sur lequel les catholiques tiendront toujours à apporter leur concours désintéressé non seulement aux communistes mais, si c'était possible, au diable en personne ». (27)

Il fallut rien moins qu'une nouvelle encyclique (*Divinis Redemptoris*, 19.3.1937) pour rappeler à certains catholiques — une petite minorité d'ailleurs — que « le communisme est intrinsèquement pervers », aux yeux de l'Eglise, et que « l'on ne peut admettre sur aucun terrain la collaboration avec lui ».

Du côté des communistes, l'initiative de Thorez avait été accueillie par des sourires entendus. Il n'en avait pas été de même chez leurs nouveaux alliés. Les socialistes rejetaient avec indignation ou ironie (28) cette nouvelle tactique dont les radicaux, toujours violemment anticléricaux, ne voulaient pas entendre parler.

\*\*

Après que les patrons eurent accordés aux ouvriers les avantages que le Front Populaire leur avait promis (29), — les occupations d'usine avaient affolé la plupart des petits industriels (30) — la lutte contre le fascisme s'orienta vers la péninsule ibérique où, au dire des communistes, Hitler établissait une tête de pont avec l'aide de son ami Franco.

Réunit le 13 août 1936 pour examiner la situation créée par la guerre civile d'Espagne déclenchée quelques semaines plus tôt, le Bureau Politique du Parti constatait qu'en aidant les nationalistes

(27) *Cahiers du Bolchevisme*, 25-8-1936, p. 947-950.

(28) « Il est révolu le temps de la lutte des classes, écrivait *La Bataille Ouvrière*, organe socialiste de Roubaix. *Les révolutionnaires de la nouvelle école entonnent un cantique* » 28-11-1937.

(29) On lira avec profit dans *Le retour des « 200 Familles »*, par Henry Coston (Paris, 1960), les chapitres consacrés à la politique du grand patronat français au cours des années 1935-1938. Le lecteur sera surpris d'apprendre que la « capitulation » des dirigeants de la grande industrie ne fut pas tout à fait ce qu'on en a dit.

(30) L'historien du P.C.F., Gérard Walter, croit que les communistes ne furent pas à l'origine des occupations d'usine. Le national Henri de Kerillis, fondateur du Centre anticommuniste de la rue Amelot, qui prôna ensuite l'alliance avec les Soviets, a prétendu que « les chefs communistes auraient été manœuvrés et entraînés par certains de leurs agents intérieurs, « agents doubles » au service de l'Allemagne. Ils auraient donc été surpris par le déclenchement des grèves et n'ayant pu les arrêter, ils en seraient réduits à suivre le mouvement, à l'encadrer, dans l'espoir d'en reprendre peu à peu le contrôle et la direction » (*L'Echo de Paris*, 3-6-1936).

espagnols, les fascismes italiens et allemands « *poursuivent systématiquement leur plan d'encerclement de la France* » et protestait contre le « blocus de fait » que le gouvernement provoquait en refusant de livrer des armes aux Républicains. Pous s'enquérir des moyens pratiques en vue d'une aide à ceux que Hitler veut étrangler (31), il envoya une délégation dite anti-fasciste conduite par Duclos. A son retour, celui-ci lança un avertissement angoissé : « *Pas un Français digne de ce nom ne devrait pouvoir être contre l'Espagne républicaine parce qu'on sait très bien que la défaite de l'Espagne républicaine, c'est Hitler de l'autre côté des Pyrénées, c'est la reconstitution de l'empire de Charles-Quint, c'est le recommencement des grandes batailles contre notre pays pour le faire disparaître* ».

Le P.C. s'employa, dès lors, d'une part, à faire pression sur le gouvernement pour l'amener à soutenir le gouvernement républicain espagnol — Pierre Cot, ministre de l'air, lui était, dit-on, tout acquis — et, d'autre part, à aider directement les révolutionnaires marxistes. D'où sa participation active à la création et à la direction du bataillon français des Brigades Internationales : « *Ses membres, écrit G. Walter, paient d'exemple en s'enrôlant dans les brigades internationales qui combattent dans les rangs de l'armée républicaine et qui doivent, pour une bonne part, leur existence à André Marty.* » (32).

\*  
\*\*

Tenus en échec par Franco, les Communistes ne s'avouèrent cependant pas battus par le fascisme. La dure leçon espagnole les incita à se montrer moins agressifs envers « *les hommes de bonnes volontés* », (33) c'est-à-dire les patriotes avec lesquels y voulaient collaborer. L'Anschluss de l'Autriche, la capitulation de Munich », l'annexion de la Tchécoslovaquie étaient autant de menaces sur lesquelles le P.C.F. comptait pour rallier à la défense antifasciste les centristes et les modérés qu'avaient effrayé, jusqu'ici, l'ogre moscovite.

La III<sup>e</sup> Internationale, par la voix de son secrétaire général Dimitrov, n'avait-elle pas invité les partis communistes à la « *lutte directe contre l'agression des Etats fascistes* » ? Ne leur avait-elle pas recommandé d'exercer une « *pression (...) sur les gouvernements démocratiques bourgeois, afin que ces gouvernements poursuivent une politique ferme à l'égard des agresseurs* » ? (34)

On connaît la suite. Au moment où l'affaire de Dantzig s'aigrit, où la guerre menace de plus en plus, on apprend brusquement que le ministre des Affaires étrangères de Hitler, von Ribbentrop, a signé à Moscou un pacte de non-agression avec les Soviets.

(31) Cf. *Pas de blocus pour l'Espagne républicaine*, in *Cahiers du Bolchevisme*, 25 août 1936.

(32) G. Walter, op. cit., p. 330. Parmi les combattants des *Brigades*, citons : André Malraux, Charles Tillon, futur organisateur des F.T.P., Rol-Tanguy et Fabien, chefs des F.F.I. parisiens en août 1944, Vital Gayman, ancien secrétaire général de *l'Humanité*, instructeur à l'école d'Albacete sous le nom de « commandant Vidal », avec André Marty. Ce dernier, qui sera exclu du P.C.F. vingt ans plus tard, avait adhéré au parti après sa sortie de prison en 1924. Franc-maçon, il avait participé aux mutineries de la marine française en Mer Noire en 1919, et avait été condamné par le tribunal militaire L'amnistie de 1924 l'avait libéré.

(33) *L'Humanité* a employé cette expression dans son numéro du 13 mars 1938.

(34) Rapport de Dimitrov au VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste (*Cahiers du Bolchevisme*, avril 1938).

Pierre-Laurent Darnar, rédacteur en chef de *L'Humanité*, salua l'événement comme une victoire de la paix, comme « la politique à la fois énergique et intelligente, seule conforme à la cause de la Paix ». (24-8-1939) Le P.C. déclarait à son tour, le 25 août, que « l'U.R.S.S. vient de rendre un inoubliable service à la cause de la paix, à la sécurité des peuples menacés et de la France en particulier. »

Le soir même, on apprenait que le Gouvernement Daladier interdisait *L'Humanité* et son succédané vespéral *Ce Soir*, que dirigeaient Louis Aragon, le poète surréaliste converti au communisme, et l'écrivain Jean-Richard Bloch, devenus les plus fougueux apologistes du pacte germano-soviétique. Un mois plus tard, le 26 septembre, un décret prononçait la dissolution du P.C.F., et de « toute association, toute organisation ou tout groupement de fait qui s'y rattachent et tous ceux qui, affiliés ou non à ce Parti, se conforment, dans l'exercice de leur activité, à des mots d'ordre relevant de la III<sup>e</sup> Internationale Communiste ». Étaient interdites la publication et la diffusion des périodiques et imprimés propageant les mots d'ordre de la III<sup>e</sup> Internationale sous peine d'emprisonnement (1 à 5 ans) et d'amende (100 à 5.000 fr.). Les biens des organisations communistes étaient, en outre, confisqués.

Les alliés des communistes au sein du Front populaire étaient naturellement consternés par cette « volte-face qui a rapproché les dirigeants de l'U.R.S.S. des dirigeants des nazis » (35).

Etienne Fajon, qui avait été chargé par la direction du P.C., de protester du haut de la tribune de la Chambre contre la proscription des élus communistes, s'acquitta non sans mal et avec quelque courage de cette tâche ingrate. La déchéance des députés français de la III<sup>e</sup> Internationale n'en fut pas moins votée par 522 voix contre 2, celles de Fajon et de son collègue communiste Mouton. Un peu plus tard, 35 députés demeurés fidèles (36) à la politique de Moscou étaient traduits devant la justice militaire et condamnés à des peines de prison de deux à cinq ans. Thorez (37), Duclos, Péri, Ramette, Tillon, Monmousseau, Catelas, Rigal et Dutilleul, qui s'étaient enfui, étaient jugés par contumace.

(35) Manifeste de l'Union des Intellectuels français (antifascistes) dont Irène Joliot-Curie, Paul Langevin, Jean Perrin, Frédéric Joliot-Curie, Victor Basch, Albert Bayet, Georges Soustelle, etc... étaient les dirigeants.

(36) Par contre, de nombreux députés communistes répudièrent le « Parti de Moscou ». Parmi eux : Marcel Brout (Paris), Emile Fouchard (Seine-et-Marne), Gilbert Declercq (Nord), Sulpice Dewez (Nord), René Nicod (Ain), Lucien Raux (Nord), Marcel Capron (Seine), Marcel Gitton (Seine), Gustave Saussot (Dordogne), Fernand Valat (Gard), Alfred Daul (Bas-Rhin), Paul Loubradou (Dordogne), etc... Le sénateur Clamamus les imita. Quelques-uns formèrent le groupe de l'Union Populaire Française. Gitton, ex-secrétaire du Parti, rejoignit Doriot en 1940 (voir notre étude sur le P.P.F. dans le chapitre consacré aux partis pendant la guerre). Avec Capron, il fonda un *Parti Ouvrier et Paysan* qui, pendant l'occupation, publia en affiche le fameux appel de Marcel Cachin contre les attentats terroristes de la Résistance.

(37) Le futur vice-président du Conseil du gouvernement De Gaulle (et des gouvernements Gouin, Bidault et Ramadier), « secrétaire général » du Parti Communiste depuis 1930, avait d'abord rejoint son régiment, plus exactement la C<sup>o</sup> 321/4 de sapeurs de navigation à Chauny en septembre 1939. Puis il avait déserté (4-10-39) et gagné la Russie où se trouvaient déjà Marty et Raymond Guyot. Pour ce motif, le tribunal militaire de la 2<sup>e</sup> région, siégeant à Amiens, le condamna à six ans de prison. Un décret gouvernemental lui retira la nationalité française (21-2-1940) et le 3<sup>e</sup> Tribunal militaire de Paris le condamna à cinq ans de prison par contumace dans le procès des députés communistes. Il fut gracié en novembre 1944 par le général De Gaulle par décret spécial. Selon Souvarine, qui a rendu publique une lettre de Thorez, ce dernier était trotskyste en 1924 (cf. *La République*, 13-9-1937).

Ainsi s'achevait, pour plusieurs années, l'activité publique du parti le plus actif et le plus dynamique de France.

★★

Nous l'avons dit, jusqu'à la signature du pacte germano-soviétique, le 23 août 1939, le P.C.F. n'avait cessé d'appeler ses adhérents et tous les Français à la résistance contre le Fascisme hitlérien et ses visées impérialistes. Il avait même approuvé (affiche : *Staline a raison*) le chef de la Russie soviétique lorsque celui-ci avait assuré à Pierre Laval, en 1935, qu'il approuvait « *la politique de défense nationale faite par la France* ». Et lorsque von Ribbentrop, quelques mois avant d'aller à Moscou signer le pacte avec Staline, était venu à Paris, *L'Humanité* avait ouvertement accusé le gouvernement de vouloir « *réhabiliter les assassins et les incendiaires du troisième Reich* » (25-11-1938). Elle s'était d'ailleurs élevée avec vigueur contre la « *Honte de Munich* », comme elle s'insurgea contre l'abandon de la Pologne : « *Alerte ! s'exclama son rédacteur Magnien, on veut encore trahir la France en sacrifiant la Pologne !* » (17-8-1939).

Et puis, brusquement, la sainte croisade des démocraties contre les Fascismes devint, par la seule vertu du pacte Staline-Hitler, une abominable guerre impérialiste (38) : « *La rage des impérialistes français et de leurs valets S.F.I.O. est compréhensible, écrivait Le Monde, organe de l'Internationale Communiste, publié en Belgique, en exprimant le désir unanime de paix du peuple français, nos amis communistes démasquent les plans de carnage des 200 familles qui veulent continuer la guerre impérialiste à tout prix* ». (N° 4 — 7 octobre 1939).

Lorsque les Allemands, provisoirement vainqueurs, contraignirent le gouvernement français à signer l'armistice, Thorez et Duclos écrivent à leurs militants : « *Pendant la première guerre impérialiste, ce fut seulement au bout de plus de trois ans de guerre que se rompit le front de l'impérialisme et que la classe ouvrière prit le pouvoir sur un sixième du globe. Nous sommes au quatorzième mois de la deuxième guerre impérialiste en Europe et nous avons sous les yeux le bilan suivant : un puissant impérialisme a été abattu ; ceux qui avaient l'habitude de faire la guerre par procuration sont obligés de se battre directement* (38 bis) ».

Depuis la signature du pacte Berlin-Moscou, la tactique du P.C.F. avait complètement changé. Au point que le parti n'hésita pas à mandater deux de ses militants pour solliciter des occupants l'autorisation de faire reparaitre *L'Humanité* officiellement. Quelques jours après l'entrée des Allemands à Paris, Denise Ginollin, futur député communiste de la Seine (après la Libération), et Maurice Tréand, l'un des chefs de l'appareil illégal du P.C.F., s'abouchaient avec les services de presse des vainqueurs et leur exposaient les intentions de leurs camarades de publier un journal com-

(38) La signature du pacte créa une division dans le parti : 1° ceux qui désapprouvèrent la nouvelle ligne du P.C.F. et qui démissionnèrent ; 2° ceux qui désapprouvèrent, mais qui demeurèrent au Parti : Charles Tillon, Auguste Lecœur, Auguste Havez, Jean Catelas, Pierre Semard, etc... ; 3° ceux qui « s'alignèrent » aussitôt : Thorez, Duclos, R. Guyot, Arthur Ramette, Benoît-Frachon, Marcel Cachin, Mme Jeannette Vermeersch, etc...

(38 bis) Lettre diffusée par tracts en novembre 1940 et reproduite dans les *Cahiers du Bolchevisme*, 1<sup>er</sup> trimestre 1941, p. 6-10.

muniste. Le 20 juin l'autorisation leur était accordée, avec invitation de faire paraître *L'Humanité* le plus tôt possible. L'ancien imprimeur du quotidien communiste, Georges Dangon, était d'accord pour en assurer la fabrication. Le n° 1 de la nouvelle *Humanité* devait paraître le 23 vers midi. La police française, sur l'ordre de Vichy, intervint entre temps : elle arrêta Mme Ginollin, Tréant et quelques autres militants le 20, dans la soirée, en vertu d'un décret-loi du 26 septembre 1939 qui interdisait le quotidien du P.C.F.

Interrogée par la police, Denise Ginollin reconnaissait formellement avoir songé à faire paraître régulièrement le journal « *L'Humanité* » en accord avec ses amis Tréant et Mme Schrott :

« Je me suis adressée à cet effet il y a deux ou trois jours au service de presse de la Kommandantur, 12, boulevard de la Madeleine, à Paris. J'ai été reçue par le lieutenant Weber à qui j'ai exposé le dessein de mes camarades et le mien. Il m'a répondu qu'en principe, rien ne s'opposait à la publication d'un journal, sous réserves de se conformer aux instructions qui seraient données : interdiction d'y faire paraître des nouvelles de caractère militaire, des bulletins météorologiques, des appels à des rassemblements et, d'une façon générale tous articles pouvant créer une certaine agitation. Il a ajouté qu'il ne pouvait se prononcer immédiatement et de son propre chef, une conférence de presse devant avoir lieu à la Kommandantur.

« Je suis retournée le voir le lendemain, c'est-à-dire hier. Il m'a fait attendre toute la matinée et s'est borné à m'inviter à repasser l'après-midi, le résultat de la conférence de presse n'étant pas encore connu. Dans l'après-midi, à quatre heures environ, il m'a reçue et après m'avoir donné les consignes générales dont j'ai parlé, il m'a déclaré que l'« *Humanité* » pouvait paraître, ajoutant même qu'elle devait le faire le plus tôt possible. Il était entendu que tous les articles devaient être préalablement soumis à la censure de la Kommandantur (39) ».

Denise Ginollin et Maurice Tréant furent, peu après, remis en liberté sur l'ordre des Allemands (40).

A peine libéré, Maurice Tréant fit une seconde tentative auprès des autorités allemandes. Il était accompagné dans sa démarche par le député communiste Jean Catelas — « qui sera guillotiné un an plus tard après sa condamnation par le tribunal d'Etat », précise Jean Galtier-Boissière — et de l'avocat de l'ambassade soviétique M<sup>e</sup> Foissin.

« *L'Humanité* publiée par nous — écrivaient-ils au conseiller allemand Turner — se fixerait pour tâche d'être au service du peuple et de dénoncer les responsables de la situation actuelle de la France. *L'Humanité* publiée par nous se fixerait pour tâche de dénoncer les arguments des agents de l'impérialisme britannique qui

(39) Extrait de l'interrogatoire de Mme Denise Ginollin, née Reydet, par le commissaire E.-F. Lafont, des Délégations spéciales et judiciaires, le 21-6-1940. Cf. Photocopie publiée dans « *Quatre ans d'histoire de la Presse française* », par Noël Jacquemart, Paris, 1947.

(40) Dans son *Histoire de la guerre 1939-1945*, Jean Galtier-Boissière reproduit les notes que le directeur de la Santé et celui de la Petite Roquette établirent à la suite de la libération, le 25 juin 1940, de Mme Ginollin et de M. Tréant « sur l'ordre de M. le D<sup>r</sup> Fritz, conseiller supérieur près le chef de l'Administration supérieure allemande » (Tome II, pp. 140-141).

veulent entraîner les colonies françaises dans la guerre et d'appeler les peuples coloniaux à lutter pour leur indépendance contre les oppresseurs impérialistes.

« *L'Humanité* » publiée par nous se fixerait pour tâche de poursuivre une politique de pacification européenne et de défendre la conclusion d'un pacte d'amitié franco-soviétique qui serait le complément du pacte germano-soviétique et ainsi créerait les conditions d'une paix durable. » (41)

Le conseiller Turner, transmettant la demande au commandement allemand en France, écrivait le 29 juin 1940 que les trois communistes lui semblaient « disposés à nous rendre d'utiles services dans le cadre d'une claire entente pour le relèvement de l'économie française et l'établissement d'une plus saine compréhension sociale » (42).

Les autorités allemandes, sans doute à la demande de Vichy, ne donnèrent pas suite au projet.

*L'Humanité* parut donc clandestinement. Elle fut à la fois antimarxaliste et anti-gaulliste, pacifiste et anglophobe.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1940, elle publiait une courte note ainsi conçue : « Le général De Gaulle et autres agents de la finance anglaise voudraient faire battre les Français pour la City et ils s'efforcent d'entraîner les peuples coloniaux dans la guerre. Les Français répondent le mot de Cambronne à ces Messieurs ; quant aux peuples coloniaux ils pourraient bien profiter des difficultés que connaissent leurs oppresseurs pour se libérer. » (43)

Le 1<sup>er</sup> mai 1941, elle flétrit d'un même élan, les Etats-Unis, l'Angleterre et De Gaulle qualifiés de « ploutocrates », d'« impérialistes », de « réactionnaires ».

Tout en affirmant hautement que « le nazisme n'est pas le socialisme » (Gabriel Péri, avril 1941), les communistes, qui s'en prirent volontiers à Déat et à Doriot, ménagèrent les Allemands. Ceux-ci d'ailleurs, ne les pourchassèrent pas. La répression exercée contre les militants communistes était le fait du Gouvernement Pétain, qui poursuivait l'œuvre du gouvernement Daladier. Les fameuses brigades anti-communistes qui se distinguèrent dans la lutte contre la propagande du P.C. clandestin avaient été créées par Daladier ; sous le Maréchal, elles ne firent que continuer le travail commencé sous la III<sup>e</sup> République. En 1940-1941, près de 6.000 communistes furent ainsi arrêtés.

« *La Sécurité Nationale*, — écrit un secrétaire du Maréchal Pétain — multipliait ses rôfles... A Marseille et dans la Drôme, de nombreux chefs étaient arrêtés. A Paris, M. Langeron (44) témoignait d'une exceptionnelle activité ». (45)

Fernand Grenier, Léon Mauvais, Charles Michels, Guy Môquet, Timbault, arrêtés avec 300 autres militants, furent emprisonnés à Clairvaux, puis à Châteaubriant. Les Allemands n'y furent pour rien. Dans certains cas, ils intervinrent pour faire libérer des communistes étrangers. C'est ainsi que Francesco Anton, l'ami de la Passionara, qui prit plus tard la direction du P.C. espagnol, aurait

(41-42) *Histoire de la guerre 1939-1945*, par Jean Galtier-Boissière, Tome III, p. 223, d'après « *La Trahison permanente* », par Ceyrat.

(43) Photocopie du n° 58 du 1-7-1940, publiée dans « *Les communistes français pendant la drôle de guerre* », par A. Rossi, Paris, 1951, planche LV.

(44) Préfet de police.

(45) Du Moulin de la Barthète : « *Le Temps des Illusions* », Genève, 1946.



été libéré du camp du Vernet, puis regagné Moscou en avion via Berlin, sur la demande des autorités allemandes (46).

Tout changea brusquement en juin 1941, quand les armées de Hitler envahirent la Russie. Dès lors, l'Allemagne, le Nazisme, le Fascisme redevinrent l'ennemi. Et, pour le vaincre, le P.C.F. clandestin s'allia avec ceux qu'il insultait la veille. On sait la suite... (47).

\*\*

Le 31 avril 1944, le Comité Central du P.C.F. se réunissait à Paris, libéré des Allemands depuis quelques jours. Les décisions prises tendaient naturellement à la prise du pouvoir à la faveur de la Libération. Pourquoi les communistes, qui étaient alors les plus nombreux, les mieux organisés, les plus dynamiques ne firent-ils pas ce qu'ils annonçaient depuis si longtemps ? Pourquoi ne s'emparèrent-ils pas d'un gouvernement dont ils contrôlaient presque tous les rouages ? On a dit et écrit beaucoup de choses à ce propos. Il est vraisemblable que les accords américano-soviétiques, qui avaient partagé l'Europe en deux zones d'influence, auraient autorisé, le cas échéant, les Américains à intervenir en France contre les Communistes si ceux-ci avaient mis leur plan à exécution. Il est certain, en tout cas, que Moscou, qui ménageait alors Washington, donna des conseils de modération aux camarades du P.C.F. (48) La grâce amnistiante de Maurice Thorez, signée par le général De Gaulle ne fut pas seulement un geste d'apaisement, mais un geste d'une grande portée politique : en rentrant à Paris, le premier soin du secrétaire général du P.C.F. fut de calmer les plus excités de ses amis et de dissoudre les *milices patriotiques*, c'est-à-dire d'écarter la menace que les communistes faisaient alors peser directement sur le Pouvoir. A l'assaut brutal et gros de conséquences, Thorez substitua la tactique du cheval de Troie. C'est de l'intérieur du gouvernement qu'il espérait agir, comme devaient le faire ses amis tchèques. De Gaulle et ses successeurs n'eurent pas

(46) Cf. Jésus Hernandez, chef communiste, in *Horizontes*, de Mexico. Cité par J. Galtier-Boissière, op. cit., T. III, p. 225.

(47) Lire notre chapitre sur « *les Partis et la Résistance sous l'occupation* ». Notons, en passant, que le directeur de *L'Humanité* d'avant et d'après la guerre, Marcel Cachin, avait flétri les attentats terroristes dans une affiche que les parisiens purent lire sur les murs de Paris : « *On m'a demandé si j'approuvais les attentats individuels contre la vie des soldats de l'armée allemande. Je réponds que les attentats individuels se retournent contre le but que prétendent atteindre leurs auteurs. Je ne les ai jamais ni préconisés, ni suscités. J'en ai toujours détourné mes camarades.* » En publiant le fac-similé de cette déclaration écrite (manuscrite), J. Galtier-Boissière (*Histoire de la guerre*, tome IV, p. 258) cite le commentaire de la clandestine *Vie Ouvrière* : « *Le vieux Cachin qui, pendant des dizaines d'années, fut un militant révolutionnaire conséquent et un hardi défenseur du prolétariat vient de trahir pour sauver sa peau. Arrêté, il n'a pas hésité, pour recouvrer sa liberté et retourner vivre tranquillement dans son castel breton, à faire des dépositions qui ont permis l'arrestation d'un certain nombre de nos camarades.* » Ce qui, sans doute, était excessif...

M. Cachin, rappelés-le, avait, au début de la révolution russe, rejeté le bolchevisme auquel il devait se rallier par la suite : « *Nous ne sommes pas des bolcheviks*, écrivait-il le 24 juillet 1918 dans *L'Humanité* socialiste. *Depuis l'exécution de Mirbach, les bolcheviks se sont tellement rapprochés du gouvernement allemand que celui-ci les prend ouvertement en tutelle...* » Il avait évolué par la suite...

(48) Staline avait encore besoin de l'aide américaine et il ne tenait pas à jeter le désordre sur les arrières de l'armée qui combattait à l'ouest. Il ne voulait pas, en inquiétant les U.S.A., les inciter à signer avec l'Allemagne une paix séparée, comme lui-même avait songé à le faire au cours de la guerre.

cependant le sort de Benès et de Masaryk : ils firent bien entrer une demi-douzaine de chefs communistes dans leur ministère (49), mais ils ne furent pas évincés par eux (50).

Le Parti officiellement reconstitué s'organisa dans tout le pays. Il tenta aussitôt de réaliser la fusion avec le Parti Socialiste. Tout d'abord fut constitué un *Comité d'Entente* (décembre 1944), à l'instar de celui de 1934. Puis, au X<sup>e</sup> Congrès du P.C.F. (juin 1945), Thorez proposa l'union au sein d'un Parti ouvrier français ainsi que le firent les communistes des pays d'Europe centrale et orientales. Mais la S.F.I.O. refusa la fusion au congrès d'août 1945. (En décembre 1944, Daniel Mayer était d'accord pour la fusion que Blum torpilla en 1945, dès son retour de déportation).

Le P.C.F. enregistra, sur le plan électoral, un succès sans précédent dans son histoire. Usant habilement de l'étiquette d'*Union patriotique républicaine anti-fasciste*, il enleva 1.413 municipalités aux élections communales des 28 avril et 13 mai 1945. Aux élections générales suivantes (pour la Constituante), il recueillit 5.004.121 voix (26 % des suffrages) et eût 152 élus sur 545. Il se proclama dès lors « le premier parti de France ».

C'est à ce moment-là qu'il demanda au général De Gaulle, qui refusa, l'un des ministères-clés.

Poursuivant son effort de propagande, le Parti obtint, aux élections du 2 juin 1946 (2<sup>e</sup> Constituante), 5.199.111 voix (26,2 % des suffrages) et 146 sièges sur 522, et à celles du 10 novembre 1946, 5.475.355 voix (28,2 %) et 166 sièges sur 544.

Ces résultats incitèrent le P.C.F. à demander les responsabilités du pouvoir pour son chef, Maurice Thorez, qui posa sa candidature à la Présidence du Conseil le 4 décembre 1946. Il n'obtint que 259 voix, il lui en aurait fallu 310. Les socialistes avaient reçu l'ordre de voter pour lui, mais vingt-cinq d'entre eux avaient refusé.

La voie légale de la prise du pouvoir était donc fermée aux communistes ; la participation ministérielle leur fut même refusée quelques mois plus tard par Ramadier qui les chassa de son gouvernement. Le P.C. en revint donc à la tactique habituelle : celle de la violence. Il s'y tiendra jusqu'en 1953. Entre temps (1947), il avait brisé l'unité syndicale pour y mieux réussir.

C'était l'époque des revendications ouvrières, des campagnes anti-américaines, des manifestations anti-colonialistes. Sans doute le ministre socialiste Jules Moch brisa-t-il les grèves à caractère insurrectionnel que les cégétistes avaient déclenchées à l'instigation du P.C.F. Mais « l'occupation américaine », les « revanchards de Bonn », les « guerres impérialistes » fournirent aux communistes l'occasion de fomenter des troubles parfois sanglants (notamment l'émeute organisée contre le général Ridway). Il s'agissait alors non seulement de « travailler à la défaite de l'armée fran-

(49) Gouvernements De Gaulle (5/8-9-1944) : F. Eilloux et F. Grenier ; (9-9-1944-6-11-1945) : Ch. Tillon et F. Billoux ; (21-11-1945/20-1-1946) : Maurice Thorez, Ch. Tillon, F. Billoux, M. Paul, A. Croizat ; gouvernement Gouin (23-1/12-6-1946) : M. Thorez, Ch. Tillon, M. Paul, A. Croizat, F. Billoux, L. Casanova, M. Patinaud, A. Lecœur ; gouvernement Bidault (23-6/22-11-1946) : Thorez, Tillon, Paul, Croizat, R. Arthaud, Billoux, Casanova, Lecœur, Patinaud, G. Gosnat ; gouvernement Ramadier (22-1/19-11-47) : Thorez, Billoux, Tillon, Croizat, G. Marrane (ils furent évincés du gouvernement le 5-5-1947).

(50) Le général De Gaulle quitta cependant le gouvernement en 1946 par suite de l'opposition grandissante des communistes à l'intérieur même du cabinet.

çaise en Corée, au Viet-Nam, en Tunisie » (51), mais de saboter systématiquement la défense occidentale, de rendre impossible la constitution de cette force européenne destinée à contenir la poussée russe vers l'Ouest.

Pendant plusieurs années, le P.C. lança presque sans répit ses militants dans la bagerre. Mais les résultats obtenus, la lassitude d'une partie de ses troupes, l'incitèrent à modifier, une fois encore, sa ligne de conduite. C'est finalement à la tactique du cheval de Troie qu'il revint. Au nom du nationalisme, il entreprit de réaliser un nouveau « front » englobant tous ceux qui redoutaient encore l'Allemagne.

« Nous sommes prêts, déclarait Jacques Duclos, avec tous les Français quels qu'ils soient, NOUS DISONS BIEN QUELS QU'ILS SOIENT, qui comme nous ne veulent pas d'une nouvelle Wehrmacht, à participer à toutes les actions politiques qui peuvent et doivent être organisées en une puissante campagne à travers la France (52). »

Tout en prêchant l'Union Nationale contre le réarmement allemand qui inquiétait tant Moscou, le Parti proposait aux socialistes un « front unique prolétarien » (XIII<sup>e</sup> congrès, 3/7-6-1954) et rejetait tout entente avec les démocrates-chrétiens du M.R.P. et de la C.F.T.C. « foncièrement réactionnaires, anti-laïques, anti-républicains et anti-nationaux » et, surtout, favorables, dans leur ensemble, à cette Communauté Européenne de Défense dont l'U.R.S.S. ne voulait à aucun prix.

Il s'agissait donc, d'une part, d'en finir avec la guerre d'Indochine — la sale guerre — et, d'autre part, de rejeter la C.E.D.

Mendès-France, qui avait les mêmes objectifs, fut naturellement soutenu par les communistes qui, pour la première fois depuis 1947, votèrent l'investiture d'un président du Conseil (53).

Le 18 juin 1954, mêlant ses voix à celles des gaullistes et du centre, le groupe parlementaire communiste fit triompher la candidature Mendès-France. Les communistes en furent récompensés peu après puisque l'Indochine fut évacuée par les troupes françaises (54) et le projet d'armée européenne refusé par l'Assemblée Nationale.

(51) Cf. carnet pris sur Jacques Duclos le 28 mai 1952, et autres documents saisis dans diverses organisations communistes (*Journal Officiel*, A.N., 21-10-1952, annexe 4415).

Jacques Duclos avait été arrêté au cours de la manifestation communiste du 28 mai 1952. La justice ayant demandé la levée de l'immunité parlementaire pour lui et quatre autres députés communistes, un débat eut lieu à l'Assemblée nationale (6-11-1953). La demande fut rejetée. Parmi les députés qui s'étaient prononcés en faveur de leurs collègues communistes on remarquait : Charles Barangé (de la loi Barangé), le Docteur Bendjeloul (ancien sympathisant P.P.F.), Léon Boutbien, André Le Troquer et la plupart de leurs amis socialistes, Buron (le ministre actuel), Francis Caillet (futur secrétaire du groupe parlementaire poujadiste, au début de 1956), Edouard Daladier (qui avait dissous le P.C. et fait emprisonner ses chefs en 1939), Pierre Mendès-France (qui bénéficia de leurs voix l'année suivante), Jules Moch (qui avait porté de graves accusations contre eux en 1948), Jean Nocher (député gaulliste), Louis Vallon, etc... (*Journal Officiel*, A.N., 7-11-1953).

(52) Comité Central du P.C.F. à Drancy, 22-10-1953. On vit, en 1953-1954, des orateurs communistes et crypto-communistes prendre la parole dans des meetings avec des gaullistes, des radicaux et des modérés anti-C.E.D.

(53) Henry Coston explique dans « *Les Financiers qui mènent le monde* » comment la question de la C.E.D. se trouvait liée à la paix en Indochine par suite d'un « marchandage planétaire » soviéto-capitaliste.

(54) Rappelons que Ho Chi Minh est un vieux militant du P.C. et que le départ de l'armée française signifiait le début de la bolchevisation de l'Indochine.

Le Parti était alors dirigé par Maurice Thorez, Jacques Duclos, Marcel Cachin, Benoît Frachon, Gaston Monmousseau (55), François Billoux, Etienne Fajon, Raymond Guyot, Léon Mauvais, Waldeck Rochet, Laurent Casanova, Jeannette Vermeersch, du Bureau Politique, auquel appartenaient aussi, comme suppléants, Léon Feix, Georges Frischmann et Marcel Servin, et par le Comité Central composé de : Louis Aragon, Joanny Berlioz, Florimond Bonte, Raoul Calas, Georges Cogniot, Roger Garaudy, Fernand Grenier, Eugène Henaff, M. Kriegel-Valrimont, Léon Mauvais, Lucien Midol, A. Ramette, Gabriel Roucaute, Marie-Claude Vailant-Couturier, Pierre Villon (Ginzburger), etc. et Pierre Courtade, Léo Figuières, Georges Gosnat, général Joinville (Alfred Malleret), André Stil, etc. La Commission de contrôle financier était présidée par Georges Marrane, assisté de Virgile Barel, Henri Gourdeaux, Georges Lévy, Daniel Renoult, etc.

Avaient été exclus du Parti, dans les années précédentes (56) ; André Marty, Auguste Lecœur, Pierre Hervé, trois grands personnages du communisme français.

Le premier, l'un des « mutins de la mer Noire » dont il présidait l'*Amicale*, — encore qu'il n'ait jamais été le véritable guide des marins révoltés (57) — animait le *Secours Populaire* (ex. *Secours Rouge*), ainsi que l'*Amicale des anciens volontaires français en Espagne républicaine*, le *Comité National de Défense d'Henri Martin* (avec le sénateur Léon David et Lucie Aubrac) et appartenait au Bureau Politique du P.C.F. Il en fut écarté avec Charles Tillon parce qu'il se livrait, avec ce dernier, à un « travail fractionnel » visant à créer une tendance particulière au sein du Parti. Tillon paraît avoir accepté la sanction, mais Marty rejimba et tous liens entre les communistes et lui furent rompus. A la même époque, deux autres chefs communistes, Henaff, secrétaire de la C.G.T. pour la région parisienne, et Guingouin, le sanglant épurateur de la Haute-Vienne, furent limogés.

La disgrâce d'Auguste Lecœur intervint deux ans plus tard. Lecœur occupait alors une place importante à la direction du Parti : le secrétariat à l'organisation. On lui reprocha, notamment d'avoir voulu, plus ou moins consciemment d'ailleurs, « transformer le parti en une force d'appoint de certaines formations politiques de la bourgeoisie » et de « faire de la section d'organisation un organisme se substituant à la direction du parti ». Il avait, paraît-il, « critiqué la forme d'organisation du P.C.F. parce que, calquée sur celle du P.C. de l'Union soviétique, elle ne convenait pas à un pays aussi évolué que la France. Ses préférences allaient à l'organisation type S.F.I.O. ». (58)

(55) Ces deux dirigeants de la C.G.T. appartenaient clandestinement au B.P. du parti.

(56) Il avait eu, également, « une véritable hécatombe de résistants » au XII<sup>e</sup> Congrès d'août 1950, dit Auguste Lecœur : « Leur liquidation au sein du Comité central fut massive. Entre autres éliminés citons : Bossus, Chaintron, Chaumeil, Prenant, Marc Dupuy, Lallemand, Signor, Ballanger, Havez, Vittori, etc. » Il y avait eu aussi Georges Guingouin, que la direction du Parti avait condamné à mort à la Libération.

(57) Le mouvement fut mené par un anarcho-syndicaliste nommé Villemin. La légende du « mutin de la Mer Noire » aurait été créée de toutes pièces, assure le B.E.I.P.I. (16/31-10-1952) par L.O. Frossard alors secrétaire général du P.C. Ajoutons que la solidarité maçonnerie joua certainement en l'occurrence, Frossard et Marty étant maçons tous les deux.

(58) Comité Central ; Arcueil, 5/6-3-1954.

Le « condamné » a rejoint la S.F.I.O. après une tentative de « communisme national » avec Pierre Hervé à *La Nation Socialiste*.

Lecœur est l'organisateur de la grève de mai-juin 1941 dans les mines du Pas-de-Calais, dont *L'Humanité* clandestine (n° 118 du 20 juin 1941) donnait le motif :

« Les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, en faisant la grève, ont montré le chemin de la lutte revendicative aux travailleurs de France qui exigent l'augmentation des salaires et un meilleur ravitaillement. Les traîtres de Vichy font tuer des Français en Syrie pour l'Allemagne tandis que De Gaulle et Catroux en font tuer d'autres pour l'Angleterre. »

*La Vie du Parti*, autre publication communiste clandestine (4<sup>e</sup> trimestre 1941), analysait ainsi cette grève des mineurs que le P.C.F. a présentée, après la guerre, comme une « grève patriotique » :

« Les mineurs obtinrent des augmentations de salaires se chiffrant à 18 francs par jour ; leurs conditions de ravitaillement furent sensiblement améliorées ; enfin, c'est au lendemain de cette grève que le gouvernement, dans la crainte de nouvelles explosions de grèves, dut prendre la décision d'augmenter les salaires d'environ 10 %. »

Pierre Hervé, professeur et journaliste, ancien secrétaire général du *Mouvement de Libération Nationale* et membre du C.N.R., ancien député du Finistère (dont il est originaire), fut tour à tour rédacteur en chef d'*Action*, l'hebdomadaire d'Yves Farge, et éditorialiste de *L'Humanité*. Accusé de déviationnisme, il fut exclu le 14 février 1956. Il s'associa bientôt à Lecœur et publia avec lui *La Nation Socialiste*, d'abord indépendante, puis ralliée à la S.F.I.O. avec ses dirigeants. (59).

\*\*\*

La guerre d'Algérie fournit, à partir de 1954, une nouvelle occasion aux communistes d'amplifier leur propagande. On sait qu'ils furent, dès le mois de novembre 1954, les amis des insurgés et, avec des nuances, les partisans de « l'Algérie Algérienne » (avant la lettre). Ce qu'on sait moins, ce qu'on a oublié, c'est qu'un accord existait, bien avant l'insurrection, entre le P.C. et les futurs fellaghas.

Le 25 juillet 1951, les communistes d'Algérie avaient, en effet, signé un pacte avec les organisations nationalistes musulmanes.

L'accord portait sur cinq points essentiels. En voici le texte complet (60) :

*Conscients de la gravité de l'heure, les Oulamas, l'Union démocratique du manifeste algérien, le Parti communiste algérien et le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, ont décidé la création d'un Comité d'initiative pour la formation d'un Front Algérien pour la défense et le respect de la liberté en vue de coordonner leur action.*

(59) Autres éliminés du Comité Central, pour motifs divers et d'une manière plus ou moins définitive : Bartolini, du Var ; Lunet, du Syndicat des Métaux de la Seine ; Molino, du secrétariat de la C.G.T. ; Patinaud, Agasse, Linet et Armanet, des Usines Renault ; Barthelemy, J. Dewintre, Legrand et Pannequin (amis de Lecœur) ; Sebillot, Olga Tournade, du secrétariat de la C.G.T. ; et Théo Vial, ancien adjoint de Lecœur à la section d'organisation.

(60) Publié le 27-7-1951 par le quotidien *Alger Républicain* dont Henri Alleg fut le rédacteur en chef.

A cet effet, les personnalités et mouvements soussignés se sont mis d'accord sur le texte suivant :

— Constatant que la conscience et la dignité de l'Algérien musulman sont bafouées à l'occasion de chaque consultation électorale et surtout depuis 1948 ;

— Constatant que les libertés fondamentales sont pratiquement inexistantes pour les Algériens électeurs dans le 2° collège ;

— Constatant que des Algériens sont privés de leur liberté individuelle pour leurs opinions politiques ;

— Constatant que cette situation crée un climat de haine et de mésentente qui ne saurait se perpétuer ;

Les Mouvements et personnalités soussignés, après avoir examiné la situation générale créée au lendemain des prétendues élections législatives du 17 juin 1951 ;

— Dénoncent les méthodes de contraintes et de falsification utilisées à l'égard des électeurs du 2° collège par les agents de l'autorité en violation de la loi et plus particulièrement lors des élections législatives du 17 juin 1951 ;

— Dénoncent les méthodes policières de tortures utilisées à l'égard des patriotes algériens pour leur arracher des « aveux » afin de les faire condamner ;

— Décident de constituer un Front Algérien pour la Défense et le Respect de la Liberté en vue de mener l'action :

1° — Pour l'annulation des prétendues élections législatives du 17 juin 1951 qui ont abouti, en réalité, à faire désigner par l'Administration des hommes à qui le peuple algérien n'a donné aucun mandat et à qui il dénie le droit de parler en son nom ;

2° — Pour le respect de la liberté de vote dans le 2° collège ;

3° — Pour le respect des libertés fondamentales : libertés de conscience, d'opinion, de presse et de réunion ;

4° — Contre la répression sous toutes ses formes : pour la libération des emprisonnés politiques ; contre les mesures d'exception qui frappent Messali Hadj ;

5° — Pour la fin de l'ingérence administrative dans les affaires du culte musulman ;

Les soussignés décident d'élargir le Front à des personnalités et d'autres organisations.

Pour les Oulamas : Cheikh Larbi Tebessi, Cheikh Kheirredine ; Pour le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques : Ahmed Mezerna, Mustapha Ferroukhi ; Pour l'Union Démocratique du Manifeste algérien : Dr. Ahmed Francis, M° Kaddour Sator ; Pour le P. C. Algérien : Paul Caballero, Ahmed Mahmoudi..

Les mouvements et personnalités désirant associer à leur action toutes les organisations et personnalités connues pour leur attachement et l'idéal de Démocratie et de Liberté ont décidé de convoquer une assemblée générale constitutive du FRONT ALGERIEN pour la DEFENSE et le RESPECT de la LIBERTE.

Ils font appel à tous les Algériens soucieux de réaliser l'UNION pour renforcer leur action et leur permettre d'abattre la répression et d'imposer le respect de la liberté et de la dignité humaine.

Fait à Alger, le 25 juillet 1951.

LE COMITÉ D'INITIATIVE.

L'affaire Maillot (61), qui éclata peu après la rébellion, et la présence de plusieurs des signataires dans les hautes sphères du F.L.N. aujourd'hui montre que cette alliance ne se bornait pas à une entente de style électoral.

Cette attitude du P.C.F. est, d'ailleurs, dans le droit fil de l'action communiste. Les textes suivants, qui datent d'avant l'insurrection ou des premiers mois de soulèvement fellagha, le prouvent :

« Assailli de toutes parts, ayant à faire face au mouvement révolutionnaire dans les colonies, l'impérialisme français peut moins facilement réprimer les grèves et l'action des masses en France.

« Chaque coup porté à la bourgeoisie française par nos frères indochinois et algériens est une aide directe à notre mouvement. En retour, chaque coup porté par nous à notre bourgeoisie est une aide directe aux esclavés qu'elle opprime dans « ses » colonies. Les prolétaires de la métropole et les peuples opprimés des colonies doivent s'appuyer mutuellement dans leurs luttes contre l'ennemi commun. » (Maurice Thorez, Œuvres complètes, tome III, page 74.)

« Notre Parti soutient dans ces pays coloniaux tout mouvement national, tout parti, toute organisation, toute personnalité qui lutte effectivement contre les impérialistes, quels que soient par ailleurs le caractère de classe ou le programme de ces partis, de ces organisations, de ces personnalités. » (Léon Feix, « Conférences éducatives du P.C.F. », 2<sup>e</sup> série, n° 1. « Le Mouvement de Libération des peuples opprimés et la lutte anticolonialiste », édité en 1952, page 21.)

« Le Parti communiste appelle les travailleurs français à lutter pour la reconnaissance et le soutien des légitimes aspirations nationales des peuples d'Algérie, de Tunisie et du Maroc. » (Résolution du Comité Central du P.C.F., L'Humanité, 28 janvier 1955.)

« Les efforts faits par les militants communistes pour expliquer la politique de leur parti et les causes profondes qui ont amené des patriotes à prendre les armes commencent à porter leurs fruits.

« Dans sa lutte, le peuple algérien n'ignore pas qu'il a, à ses côtés, tout le camp de la paix et de la démocratie, avec, à sa tête, la Grande Union Soviétique et la Chine Populaire. » (France Nouvelle, hebdomadaire du P.C.F., 11 juin 1955.)

\*\*\*

Notons, en 1956, un événement qui eut un certain retentissement : la dissolution du *Kominform* (62).

On se souvient que, pour rassurer ses alliés, Staline avait dissout le *Komintern*, c'est-à-dire l'Internationale Communiste, le 15 mai 1943. Cette initiative était alors apparue comme un geste amical et d'apaisement. Le professeur Harold Laski, l'un des

(61) Toute la presse a signalé, en avril 1956, la trahison de l'aspirant Henri Maillot, militant communiste, qui avait livré aux fellagha le chargement d'armes d'un camion qu'il convoyait (*France-Soir*, 7-4-1956).

(62) Les délégués français étaient Jacques Duclos, E. Fajon et, accessoirement, G. Cogniot.

théoriciens du socialisme britannique, avait déclaré qu'elle ouvrait « *des perspectives d'unification des intérêts de la classe laborieuse en Europe et en Asie* ».

Quatre ans plus tard, en septembre 1947, l'Internationale avait été reconstituée sous une forme nouvelle et sous un nouveau nom : *Kominform*, Bureau d'Information des partis communistes. Pourquoi, brusquement, sa dissolution était-elle annoncée par Khrouchtchev le 17 avril 1956 ?

Si l'Internationale rend des services aux divers partis qui la composent, elle les gêne aussi singulièrement dans leur action. En particulier, lorsque le P.C.F. veut attirer à lui les socialistes ou conclure avec eux une nouvelle alliance. De même que la dissolution du *Komintern*, en 1943, avait rassuré les alliés militaires sur les intentions de Moscou, la dissolution du *Kominform* était une opération politique dont le but était de rassurer les éventuels alliés politiques sur les intentions du communisme. Le communiqué publié à Moscou ne parlait-il pas de « *la nécessité qui s'impose avec une force particulière de surmonter la scission du mouvement ouvrier et de resserrer l'unité de la classe ouvrière* ? ».

L'insurrection hongroise et la répression qui s'ensuivit rendirent inutile, pour plusieurs années, cette savante manœuvre, tant furent brutales les réactions de l'opinion publique.

Le P.C.F. en fut violemment secoté. De nombreux militants, indignés et meurtris, démissionnèrent ou protestèrent publiquement.

Aimé Césaire, député communiste de la Martinique, démissionna du Parti (octobre 1956).

Claude Roy, ancien rédacteur à *Je suis partout*, entré au P.C.F. lorsque les alliés apparurent à beaucoup comme vainqueurs probables (1943 ou 1944), Roger Vailland, romancier, auteur d'une pièce de théâtre anti-américaine (*Le colonel Foster plaidera coupable*), d'ailleurs interdite, Jacques-Francis Rolland, professeur de lycée, Claude Morgan, fils de l'académicien Georges Lecomte, fondateur des *Lettres Françaises* (avec Jacques Decour) qui avaient signé le 8 novembre 1956, avec des écrivains de gauche, une protestation contre l'intervention soviétique en Hongrie furent sanctionnés : Rolland fut exclu, Roy, Vailland et Morgan reçurent un « blâme public », par décision du Comité Central du 20-21 novembre 1956.

Le professeur Gérard Lyon-Caen, professeur à la Faculté de Droit de Dijon, directeur de la *Revue progressiste du Droit*, secrétaire de l'*Union internationale des juristes progressistes*, qui avait également protesté, fut exclu pour six mois, par le même Comité Central.

Hélène Parmelin, rédactrice à l'*Humanité*, écrivain, Pablo Picasso, peintre, Henri Wallon, professeur honoraire au Collège de France, René Zazzo, professeur à l'Institut de Psychologie, Edouard Pignon, peintre, Marcel Cornu, agrégé de l'Université, auteur de livres sur *La Jeunesse de Marx*, Francis Jourdain, peintre, écrivain, critique d'art, membre du Comité directeur de la revue communiste *La Pensée*, Georges Besson, écrivain, Paul Tilarad, ancien rédacteur à *Ce Soir*, romancier, déjà réprimandé pour avoir publié dans l'*Express* un roman sur la Chine, le Docteur J. Harel, chargé de recherches au Centre National de la Recherche scientifique, qui avaient critiqué l'attitude de l'U.R.S.S., ne durent leur maintien au Parti qu'en raison de leur soumission (cf *Humanité*, 22 et 24-11-1956).



Le sympathisant Beigbeder fut évincé des *Lettres françaises* à la même époque. François Mauriac, soviétophile ardent, démissionna de *France-U.R.S.S.*

Les progressistes d'*Esprit* et de *France-Observateur* s'élevèrent avec indignation contre la répression sanglante. Stanislas Fumet, qui présidait en second le C.N.E. donna sa démission ; Roger Ikor et Armand Lanoux eux-mêmes refusèrent de signer leurs œuvres à la vente du C.N.E. qui fut finalement annulée (10-11-1956).

L'isolement du P.C.F. fut dès lors total (63). Cela pourrait expliquer, — encore que la mémoire des Français fût courte — son échec aux élections cantonales qui eurent lieu un an et demi plus tard, échec dû à l'hostilité de la gauche non-communiste, en particulier des socialistes.

Développant la tactique esquissée aux élections cantonales d'avril 1955, les chefs communistes, impuissants à obtenir des socialistes la conclusion d'une alliance électorale à l'échelle nationale, avaient donné l'ordre aux candidats du Parti de se désister « sans condition... pour les candidats socialistes, radicaux ou républicains arrivés en tête, en vue de battre la réaction ». On espérait évidemment, obtenir la réciprocité. Par cet étalage de bonne volonté, les communistes escomptaient influencer sur les électeurs socialistes et, par suite, contraindre les responsables de la S.F.I.O. à répondre favorablement aux avances du P.C.

« Nous voulions faire avancer l'idée de l'union des forces de gauche en bas et spécialement l'idée de l'unité socialiste-communiste, a déclaré le secrétaire à l'organisation du parti, Marcel Servin. Nous voulions jeter un coin entre le Parti socialiste et les partis réactionnaires, c'est-à-dire entre les partis unis dans la majorité gouvernementale et tirer à gauche les masses (64). »

Dans 49 départements, 179 candidats communistes s'étaient effectivement désistés en faveur du socialiste ou du radical, tandis que 122 socialistes et quelques radicaux se retiraient au second tour, mais sans faire aucun effort pour que leurs électeurs reporlassent leurs suffrages sur les candidats communistes mieux placés qu'eux.

« Le choix des masses socialistes et radicales, dit M. Servin, tient à des choses profondes qui touchent à la politique internationale, au problème algérien, au sens qu'on a de l'intérêt national. C'est sur ces données-là que les masses socialistes se sont déterminées, et plus spécialement sur la question de l'Algérie. Or, là-dessus, mis à part essentiellement de larges masses ouvrières qui ont voté communiste, les autres pensent d'un commun accord qu'il faut « garder l'Algérie » et consentent les sacrifices de jeunes gens et les sacrifices financiers à ce qu'ils pensent être l'intérêt national. Depuis deux ans, sur cette politique de guerre, il y a l'accord du Parti socialiste avec la réaction. Le deuxième tour montre que les électeurs socialistes dans leur majorité ne désapprouvent pas Guy Mollet et sa politique.

(63) Néanmoins, plusieurs personnalités non communistes n'avaient pas hésité à assister, au lendemain même de l'écrasement des insurgés de Budapest par les troupes soviétiques, à la réception offerte aux amis de l'U.R.S.S. par l'ambassadeur soviétique à Paris. *L'Humanité* (11-11-1956) signalait la présence de Julien Cain, administrateur de la Bibliothèque Nationale, Bernard de Plas, directeur d'agence de publicité (ex-membre du P.P.F. !), Pierre Cot, Nordmann, d'Astier de la Vigerie, le professeur Aubel, le peintre André Fougeron, le docteur Aron, le général Petit, Cerf-Ferrière, etc...

(64) *L'Humanité*, 3-5-1958.

« Ils se sont sentis plus proches d'un candidat réactionnaire pour sauver l'Algérie que du communiste dont ils pensent qu'avec notre Parti, c'est l'abandon et l'affaiblissement de la France... C'est là un phénomène social. La petite bourgeoisie des villes et des campagnes, les petits paysans sont encore, dans leur grande majorité, sur des positions chauvines, suivent les partis qui veulent régler par la force le problème algérien. Que, comme toujours, cela entraîne également une frange de la classe ouvrière ici ou là, cela n'a rien d'étonnant (65). »

La faiblesse des communistes était si grave et leur isolement si complet qu'ils furent — comme d'ailleurs les socialistes — incapables de déclencher, après le 13 mai 1958, un vaste mouvement populaire antifasciste ou une grève générale, arme préférée des révolutionnaires de gauche. André Ribard, l'écrivain et conférencier communiste bien connu, devait faire l'aveu de cette impuissance au cours de l'une de ses causeries à la Mutualité, quelques mois plus tard. (Il est vrai que l'ambassadeur soviétique Vinogradov, qui passe pour « le plus gaulliste des diplomates russes », ne devait pas souhaiter une opposition efficace au retour du Général.)

Aux élections générales suivantes, le P.C.F. connut une baisse encore plus sensible de ses élus. Il avait, au dire de ses adversaires, essuyé un dur échec au référendum (66). Aux élections de novembre 1958, la défaite fut particulièrement marquée : avec 3.882.204 voix, le Parti ne recueillait que 18,9 % des suffrages exprimés et 14,2 % des électeurs inscrits. Et, ce qui était plus grave encore, il n'avait qu'une dizaine d'élus (67).

Cet habile tour de passe-passe, qui aurait fait, jadis, l'admiration d'un Robert Houdin, privait le Parti d'une véritable représentation au Parlement — où il n'a pu constituer un groupe, donc participer aux travaux des diverses commissions de l'Assemblée — mais il le privait également d'une source de revenu considérable. Cela nous amène à parler des finances du parti.

On a coutume de dire, à droite et même chez les adversaires de gauche du Communisme que la propagande du Parti est financée par Moscou. Jacques Doriot, dans un livre célèbre (68) a expliqué que c'était Piatnisky, un délégué de l'Internationale, qui détenait la majorité des actions de *L'Humanité* et contrôlait le journal pour le compte du Parti communiste de l'U.R.S.S. Il a révélé que la *Banque Ouvrière et Paysanne* avait avancé 2.000.000 de francs au Parti et affirmé que les comptes de l'organe central du P.C.F. étaient « arrangés ». Onze ans plus tard, le ministre socialiste Jules Moch faisait à l'Assemblée nationale des déclarations analogues et

(65) *Ibid.*

(66) « Ce serait insuffisant de dire qu'un million d'électeurs communistes ont voté « oui », constatait M. Marcel Servin au Comité central tenu les 4 et 5 octobre à Ivry. Ce n'est pas un million d'électeurs qui ont voté « oui », mais davantage. » (*Le Monde*, 7-10-1958). Le P.C.F. avait fait campagne contre le oui au Général, mais beaucoup de communistes et de progressistes — André Ribard, par exemple, était ouvertement favorable à « l'expérience De Gaulle » — avaient voté oui, sans parler des trotskystes (*Parti Communiste Internationaliste*) et de divers syndicalistes (voir l'étude parue dans *Lectures Françaises*, n° 19-20, octobre-novembre 1958 sur « Les OUI et les NON ».

(67) Il faut dire que le mode de scrutin ne pouvait que défavoriser les communistes. On a calculé qu'il avait fallu 388.220 voix pour élire un député communiste et seulement 19.169 voix pour élire un U.N.R. (gaulliste).

(68) J. Doriot : *C'est Moscou qui paie*, Paris, 1937. Contient les articles publiés en 1935 dans *L'Emancipation* de Saint-Denis.

donnait des précisions sur la manière dont le grand parti frère alimentait la caisse de la section française du Kominform. Puis ce fut *L'Aurore* (de Robert Lazurick et Marcel Boussac) qui reprit l'accusation : le procès qui s'ensuivit tourna à la confusion du P.C., le tribunal estimant qu'il n'y avait pas diffamation : le fait, disaient les juges, était notoire.

Il est évident, et personne ne peut soutenir le contraire, que le Parti russe ne pourrait laisser dans l'embarras le Parti français. Il est incontestable que ce dernier a été aidé bien souvent par les communistes russes. Mais c'est une erreur de penser que Moscou verse, à jet continu, de l'argent aux organisations communistes françaises. Celles-ci ont leurs ressources propres.

Il y a d'abord les cotisations des membres, qui sont infiniment plus élevées que celles payées dans les autres partis. Même les adhérents sans ressources ou économiquement faibles paient une cotisation. Jusqu'au 31 décembre 1951 (69), le barème de la cotisation MENSUELLE était le suivant :

<i>Salaire ou revenu mensuel</i>	<i>Cotisation mensuelle</i>
Pour les membres du Parti n'exerçant pas de profession rémunérée .....	10 fr.
Jusqu'à 10.000 francs .....	50 fr.
De 10.000 francs à 15.000 fr. ....	40 fr.
Au-dessus de 15.000 fr. ....	60 fr.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1952, le barème a été modifié comme suit (70) :

<i>Salaire ou revenu mensuel</i>	<i>Cotisation mensuelle</i>
Sans ressources, économiquement faible .....	10 fr.
Salaires jusqu'à 20.000 fr. ....	50 fr.
Salaires jusqu'à 35.000 fr. ....	100 fr.
Salaires au-dessus de 35.000 fr. ....	250 fr.

Il y a aussi les souscriptions et les collectes, les recettes provenant des fêtes, bals, soirées artistiques et cinématographiques, les bénéfices des entreprises commerciales (Editions, librairies, etc...) contrôlées par le Parti, pourcentage sur la vente de certains produits soviétiques ou autres écoulés en France, l'aide fraternelle des partis des pays satellites, (71) etc...

(69) *France Nouvelle*, 3-11-1951.

(70) Une certaine réticence s'étant manifestée chez de nombreux membres, le 5 janvier 1952, le Secrétariat du Parti, dans une note adressée aux Directions fédérales, précisait que :

« Dans l'esprit du Comité Central, la cotisation mensuelle de 250 fr. était destinée à ceux des membres du Parti de diverses professions telles que : commerçants, hauts fonctionnaires, professions libérales, etc... qui, eux-mêmes, avaient demandé un taux de cotisation plus élevé.

« Par conséquent, la cotisation de 250 fr. ne saurait être imposée aux ouvriers dont le salaire avoisine 35.000 fr. par mois. Pour cette catégorie de travailleurs, d'ailleurs peu nombreux dans le pays, la cotisation mensuelle imposée doit être 100 fr. Pour eux, le barème de 250 fr. ne peut être versé que volontairement. »

Cette concession, contraire aux statuts, a permis d'apaiser les remous causés par l'augmentation des cotisations, inchangées d'ailleurs, depuis 1948. (Cf. *Anatomie du P.C.F.*, par Alain Brayance, Paris 1952.)

(71) Exemples : lors des grèves d'octobre et de novembre 1948 — grèves dont le caractère politique n'est pas niable — les syndicats des pays d'au delà le rideau de fer envoyèrent à leurs camarades en grève des fonds dont *L'Humanité* a annoncé alors la venue entre le 3 et le 16 novembre 1948.

Il y a enfin les indemnités parlementaires (et autres) des élus du parti, qui sont perçues directement par l'organisation et non par les intéressés eux-mêmes. Le Parti ne reverse qu'une partie de cette indemnité aux élus et conserve l'autre partie, soit environ 2 millions par député. En 1945-1946, le Parti encaissa ainsi 72.500.000 fr. représentant 51 % des recettes.

Commentant dans *France Nouvelle*, le relèvement des cotisations (voir plus haut), Gosnat déclarait qu'il était rendu nécessaire par « la diminution sensible des ressources du Comité central par suite du vol de 80 sièges opéré par le parti américain grâce au truquage de l'appareil ». » (3-11-1951)

Aussi la perte de plus de cent-vingt sièges en 1958 eût-elle sur les finances du P.C.F. de graves répercussions, d'autant plus que non seulement les rentrées sont considérablement réduites, mais qu'il faut aussi caser les parlementaires battus qui ne retournent pas à leur ancien métier.

La défaite de novembre 1958 a donc une influence directe sur l'activité du parti. Pour sortir de son isolement et reconquérir la place qu'il occupait, il doit, coûte que coûte, recourir à la tactique du *Front Populaire* qui seule s'est révélée payante.

La campagne en faveur de la laïcité, l'agitation sociale pour l'augmentation des salaires et la lutte pour la paix en Algérie lui redonneront-elles le *leader ship* de la gauche ? Il est, en tout cas, probable qu'il saura retrouver, grâce à la complaisance de certains groupes et de certains hommes, grâce aussi à la peur qu'inspire le sabre aux militants de gauche, l'importance numérique et électorale qu'il avait il y a quelques années.

#### *L'organisation du P.C.F.*

Comme l'a judicieusement écrit M. Herault dans son livre *Subversion*, « l'organisation, selon la doctrine marxiste-léniniste, est la réunion de personnes au même niveau de conscience ». Cette réunion peut n'exister que sur le plan de pensée : créer un journal, par exemple, est un acte d'organisation. Cette réunion peut également être concrétisée par le rassemblement de personnes physiques : syndicat, association régionale, partis politiques, en sont des exemples.

L'organisation est l'aboutissement de la propagande. Puisqu'il faut *agir*, il est indispensable de se grouper, car l'homme seul ne peut rien réaliser.

Certes, nous avons connu, dans le passé, des mouvements bourgeois ou fascistes plus ou moins bien organisés... Mais organisés en tant que mouvements ! Il n'en est pas de même du P.C.F. dont tout l'appareil constitue un véritable Etat dans l'Etat prêt à prendre la relève — dans des conditions normales — en cas de révolution.

L'appareil — on se doit de le répéter — fonctionne comme un Etat, puisqu'il comporte un gouvernement à sa tête (le Bureau politique), un Parlement (le Comité Central), des Ministres portant sur toutes les activités (Commissions), une police (« service d'ordre » qui va jusqu'à organiser des dizaines de « filatures » chaque jour), un ministère de la Défense Nationale, une section coloniale, un service militaire (le P.C.F. dispose même d'un club d'aviation qui, sous couvert sportif, entraîne les militants les plus sûrs), des écoles où l'on enseigne l'art de la révolution, sans par-

ler de véritables « écoles du soir » où la langue russe est enseignée à ceux qui, demain, auront à collaborer avec les libérateurs. Les commissions des « cadres » et de « contrôle », qui « jugent » les militants coupables de trahison ou de fautes sont de véritables *tribunaux* puisqu'elles prononcent des condamnations plus ou moins importantes, allant du « retour à la base » (pour un dirigeant) jusqu'à l'exclusion (André Marty... et tant d'autres), celle-ci, étant une mesure temporaire ne préjugant pas de ce qui se produirait en cas de prise de pouvoir.

\*\*

Ancien ministre du travail, militant exemplaire, Ambroise Croizat (décédé depuis de nombreuses années) déclarait fréquemment : « *Le Parti doit ouvrir largement ses portes... mais aussi ses fenêtres.* » C'est-à-dire que les adhésions doivent être acceptées sans réticence mais, qu'après essai, les mauvais éléments qui ont franchi la porte du P.C.F. peuvent passer... par la fenêtre. Nous sommes loin du temps où un bulletin d'adhésion faisait l'objet d'enquêtes approfondies durant parfois plusieurs mois. Le parti est maintenant suffisamment fort pour convoquer un camarade à une première réunion de cellule, quelques jours seulement après la signature du bulletin d'adhésion.

La « vigilance révolutionnaire » permet, assez rapidement — à de rares exceptions près — de démasquer les provocateurs ou les « flics » qui s'infiltrent dans les rangs du parti. Le travail en cellule, où le nombre de militants est restreint, permet de juger aux actes le nouvel adhérent, de surveiller son train de vie, ses fréquentations, éventuellement de déceler ses vices. Il est rare, par exemple, qu'un pédéraste demeure longtemps dans les rangs du P.C.

La cellule, qui est la base de l'organisation, constitue le meilleur des apprentissages. Qu'il s'agisse d'une cellule « locale » ou « d'entreprise », elle groupe des hommes et des femmes qui, par la force des choses, se surveilleront mutuellement, puisqu'ils habitent le même quartier ou travaillent dans le même atelier ou dans le même bureau.

Si l'on part du principe que toute entreprise, tout établissement commercial, tout ministère, toute usine (y compris celles travaillant pour la Défense Nationale), tout quartier, tout village comporte une ou plusieurs cellules, il faut bien admettre que, par ce moyen, le P.C.F. dispose d'une arme redoutable qui lui permet de pénétrer l'appareil de l'Etat bourgeois.

Un principe à retenir : tout communiste salarié, fonctionnaire, employé ou ouvrier doit obligatoirement adhérer à une cellule d'entreprise où, normalement, il rend de grands services.

La cellule locale est donc moins efficace, en ce sens qu'elle comprend surtout des personnes ne travaillant pas, des « ménagères », des vieux et, parfois, des ouvriers appartenant aux rares entreprises non pénétrées par le P.C.F. Dans son quartier, le militant qui adhère à une cellule d'entreprise peut suivre, néanmoins, les travaux de sa cellule locale et aider les camarades.

« *Les devoirs de la cellule, lit-on dans les statuts, sont : l'accomplissement du travail du Parti parmi la population laborieuse par une propagande et une agitation communistes systématiques, le recrutement, la diffusion de la littérature du Parti, la publication régulière de feuilles de propagande reflétant la vie et les revendications*

*cations des travailleurs, l'éducation et la culture des membres du Parti et des ouvriers de l'entreprise, dans toutes les revendications des travailleurs de l'endroit, l'étude et la défense de ces revendications en liaison avec l'action de classe et les buts d'émancipation sociale poursuivis par le Parti Communiste.* »

Les cellules d'entreprises, locales ou « rurales », se réunissent en principe une fois par semaine, dans certains cas deux fois par mois. Bien entendu, des réunions extraordinaires sont prévues en cas d'événements politiques importants, grèves, etc., qui nécessitent une « action ».

Les dirigeants du P.C.F. souhaitent obtenir des secrétaires de cellules que les réunions aient lieu à une heure décente et qu'elles soient aussi brèves que possible, afin de ne point fatiguer ceux qui doivent se rendre au travail le lendemain. Si le secrétaire de cellule doit s'efforcer de « faire parler » les militants sur tous les problèmes afin qu'ils expriment leurs opinions, il s'emploie à empêcher le « bavardage » qui demeure l'une des fautes les plus combattues à tous les échelons. Les bavardages n'ont rien à faire dans un parti d'action.

L'ordre du jour d'une réunion de cellule, comporte généralement les points suivants : 1) Lecture du procès-verbal de la réunion précédente ; 2) contrôle des tâches ; 3) examen de la situation (politique ou locale, ou de l'entreprise) ; 4) distribution des tâches ; 5) questions diverses.

Le contrôle des tâches, lié à la lecture du procès-verbal de la précédente réunion, permet, précisément, de juger les militants aux actes. Ceux qui ont omis de distribuer des tracts, de participer à un « service d'ordre », de coller des affiches ou de vendre *L'Humanité-Dimanche* doivent fournir des explications sérieuses, subir l'assaut des critiques et, normalement, faire leur autocritique. Grâce à ce moyen, on saura si les adhérents sont de vrais militants, des « brebis galeuses » ou, au contraire, des éléments susceptibles de « monter ».

Théoriquement, le bureau de la cellule doit se réunir afin de préparer la réunion. Souvent, il ne le fait pas, ce qui provoque de vives critiques.

Le bureau de la cellule est animé d'un secrétaire, secondé par un secrétaire-adjoint, un trésorier, un trésorier-adjoint, un responsable à la diffusion de la presse et de la littérature. Mais tous les militants ont une responsabilité.

Si le bureau de la cellule est élu en assemblée générale (chacun devant expliquer son vote), il n'en demeure pas moins que ce bureau est, en fait, désigné par la section dont dépend la cellule. Les responsables de la section chargés d'assister aux réunions de cellule, ne tardent pas, en effet, à déceler les meilleurs éléments que le parti a tout intérêt à faire « avancer ».

La section est formée par une vingtaine de cellules. Dans certains arrondissements de Paris, il en existe deux. En province, chaque ville a sa section. Les « sections locales » sont, de très loin, les plus nombreuses (72). Il existe, néanmoins, des « cellules d'entreprise », chez Renault par exemple.

Si la cellule est un élément moteur, la section dirige et donne l'impulsion. Une fois par an, la Conférence de section, en pré-

(72) « 480 comités existent à Paris, mais notre Parti y compte 1.200 cellules. Nous dénombrons quelque 300 comités en Seine-et-Oise, mais nous y avons 800 cellules. A

sence des délégués de toutes les cellules du secteur (locales ou entreprises), désigne son appareil. Mais si le bureau de la cellule est, en fait, désigné par la section, le comité de section est, lui, désigné à l'avance, par la direction de la Fédération. Les militants, transformés en « délégués » disposant de mandats, ne font que ratifier les « propositions » de la Commission politique « élue » dès l'ouverture de la Conférence de section et qui examine les candidatures grâce à l'étude approfondie des biographies et à d'interminables discussions concernant chaque cas.

L'importance de la section est telle qu'un membre du Bureau politique ou du Comité central assiste toujours aux délibérations de la Commission politique.

La section est animée par un Comité de section dont le secrétariat est l'émanation ; des Commissions de travail déterminent l'activité politique, les tâches à accomplir sur le plan local, etc...

Le secrétaire de section (ou secrétaire politique) dirige pratiquement tout, sous le contrôle vigilant de la Fédération.

Le secrétaire à l'organisation — comme son nom l'indique — a de lourdes responsabilités ; il chargera notamment chacun des membres du Comité de section qui aura à veiller sur la bonne marche d'une ou de deux cellules.

Le secrétaire à la propagande joue, également, un rôle de premier plan.

Le Bureau de la section (qui comporte un trésorier) se réunit chaque semaine ; le Comité de section — assez large — une fois par mois en principe.

La section dispose d'une Commission, d'un contrôle financier et d'un service d'ordre avec son ou ses responsables.

La Fédération englobe, généralement, toutes les sections d'un département. Les effectifs des différentes fédérations peuvent évoluer entre mille et plusieurs dizaines de milliers d'adhérents, puisque certains départements comptent bien peu de communistes par rapport à d'autres. Ainsi, en raison de l'importance de ses effectifs, l'ancienne Fédération de la Seine s'est scindée, la Fédération de Paris étant placée sous le contrôle de Raymond Guyot.

La Fédération représente une force et, presque toujours, dispose de « permanents », c'est-à-dire de fonctionnaires du parti.

C'est la Conférence fédérale qui, en principe chaque année, désigne la direction de la Fédération. Toujours le même mécanisme : c'est le Comité central qui, pratiquement, « nomme » ceux qui seront « élus ».

Le Comité fédéral comprend plusieurs dizaines de membres qui se répartissent les tâches dont la principale réside dans le bon fonctionnement des sections et, par là même, des cellules.

Le Comité fédéral dispose d'un secrétariat, d'un bureau fédéral, d'une Commission de contrôle financier, d'un service d'ordre, d'une trésorerie et d'innombrables Commissions de Travail.

---

*l'échelle du pays, 3.500 comités seulement existent à côté d'environ 18.000 cellules.* » (*Cahiers du communisme*, août 1958, n° 8, p. 1135.) Grâce aux rapports préparatoires au Congrès de Strasbourg (1947) et au rapport de Marcel Servin au Congrès d'Ivry en 1954, nous connaissons le nombre des cellules que comptait le Parti communiste en 1937, 1946 et 1953.

On peut ainsi dresser ce tableau :

1937, 12.992 cellules ; 1946, 36.283 cellules ; 1953, 19.219 cellules ; 1958, 18.000 cellules.

### Le Comité Central

A l'échelon national, le Comité Central représente théoriquement la direction du Parti. Théoriquement, en effet, le Bureau Politique et le Secrétariat, désignés par le Comité Central, doivent appliquer la politique et les décisions dudit Comité Central. Dans la réalité, le contraire se produit puisque, dans ses réunions, bien qu'usant très largement du droit de critique, le Comité Central ne fait qu'avaliser les décisions du Bureau Politique. En l'occurrence, le Comité Central ressemble à ces parlements qui, en principe, représentent le peuple alors qu'ils se contentent — faute de mieux — de ratifier les décisions du Chef de l'Etat.

Objectivement, on peut donc dire, qu'au P.C.F., tout est décidé par le Bureau Politique, lequel agit en plein accord avec les hautes instances du communisme international.

Toujours objectivement, nous devons de souligner que si, dans certains Etats les députés sont des robots ou des incapables, les membres du Comité Central ont tous fait leurs preuves et jouent un rôle de premier plan dans la préparation de la révolution. C'est volontairement, et en connaissance de cause, qu'ils admettent, qu'ils approuvent cette démocratie particulière.

Instance suprême du P.C.F., le Congrès national élit le Comité Central. Mais l'élection des membres du Comité Central est préparée pendant le Congrès — en séance secrète — par la Commission Politique, laquelle comprend, de droit, les membres du Bureau Politique sortant et ceux des membres du Comité Central qui ont fait leurs preuves. Dès la fin des travaux du Congrès, la Commission Politique est dissoute.

Toutes les Fédérations sont représentées au Congrès et innombrables sont les interventions, voire les critiques les plus sévères. Les critiques visent surtout ceux qui doivent... laisser la place à d'autres. Bien avant le Congrès, le Bureau Politique, à l'occasion des divers Comités Fédéraux, aura informé les Fédérations des erreurs des « condamnés » et les rétrogradations n'en seront que plus aisées au Congrès où les votes à main levée permettent d'obtenir l'unanimité...

Après une discussion qui dure plusieurs jours, le Congrès « élit » son Comité Central. Puis le Comité Central élit son Bureau Politique et son secrétariat.

La Commission de Contrôle financier est également désignée par le Congrès dont les délégués adoptent un grand nombre de résolutions.

Quelques mots sur les principales Commissions :

1°) *Commission Centrale de Contrôle Financier.* — Ses membres « élus » par le Congrès, sont désignés par le Bureau Politique. De la sorte, elle ne fait qu'entériner les décisions de la véritable direction du Parti. Elle surveille la gestion des fonds, propose des ressources et présente un rapport au Congrès.

2°) *La Commission Centrale de Contrôle Politique.* — (A ne pas confondre avec la Commission politique dont nous parlons plus haut). Elle joue un rôle de première importance puisqu'elle contrôle les activités politiques des dirigeants et — comme dans l'affaire André Marty — peut aller jusqu'à suggérer une exclusion à la ratification du Comité Central.

3°) *La Commission d'organisation* dont le seul titre explique le rôle décisif surtout quand il s'agit d'un Parti communiste.



4°) *La Commission de propagande.*

5°) *La Commission militaire*, supervisée par Laurent Casanova ; elle fut longtemps placée sous la direction de Charles Tillon (renvoyé à la base à la suite de l'affaire Marty). Nous retrouvons des « durs » comme Pierre Villon au sein de cette Commission.

6°) *La Commission de la jeunesse.*

7°) *La Commission féminine.*

etc..., etc...

Ces Commissions sont toutes placées sous la direction d'un membre du Bureau Politique ; elles comprennent des membres éprouvés qui sont passés par toutes les écoles du Parti.

Car le P.C.F. dispose d'écoles à tous les échelons : Ecoles de sections, écoles fédérales, écoles centrales.

Les sections du Comité Central sont : la *Section d'organisation* ; la *Section des cadres*, qui détient un imposant fichier et les biographies des dirigeants, « permanents » fonctionnaires du parti, etc ; le *Service d'ordre*, véritable police du P.C.F. ; le service d'ordre, dont le général Joinville fut le grand responsable (il est décédé en 1960), assure la sécurité des réunions publiques ou privées, et apporte au Bureau Politique — bien que le P.C. s'en défende — une documentation importante (73) ; la *Commission syndicale*, qui anime effectivement la C.G.T. où le P.C.F. recrute principalement ses adhérents.

#### *Les adhérents du P.C.F.*

Si le P.C.F. puise la masse de ses adhérents dans les rangs de la C.G.T., cela ne signifie nullement que tous les adhérents du parti de Maurice Thorez soient des ouvriers.

Le rapport de la Commission des mandats du XV<sup>e</sup> Congrès (Ivry, 24-28 juin 1959) donne une large idée de la composition du P.C.F. Oui, très large, puisque, en raison d'une incontestable volonté d'équilibre, le Bureau Politique s'efforce d'obtenir des Fédérations que les délégués soient le reflet à peu près exact de la composition du parti en ce qui concerne les professions, l'âge, le sexe.

Du rapport de la Commission des mandats, que présentait Guy Ducloné au Congrès de 1959, retenons les points suivants :

Parmi les 507 délégués, il y avait :

— 440 hommes et,

— 67 femmes, soit 13,2 % des participants au Congrès.

Le pourcentage des femmes était au XIV<sup>e</sup> Congrès (le précédent), de 16,5 %, soit une diminution de 3,2 %.

— 41 délégations comptaient au moins une femme.

— 11 délégations ayant au moins 4 délégués ne comptaient pas de femmes.

(73) Un véritable service de renseignements (très secret évidemment) fonctionne au sein du service d'ordre. Il apporte au Bureau politique des « éléments » dont nul ne sait où ils aboutissent... Quoiqu'il en soit, la vigilance demeurant le souci majeur de la direction du P.C.F., aucun membre du service d'ordre (branche renseignements) ne doit, sous aucun prétexte, avoir de contacts avec les fonctionnaires des ambassades des démocraties populaires. Les contacts avec ces ambassades ou avec les pays que représentent ces ambassades n'ont lieu qu'à un échelon très élevé. Le service d'ordre, tant à l'échelon national que fédéral, assure la surveillance des locaux du Parti. Il s'efforce de connaître les mesures politiques en gestation dans les milieux gouvernementaux ; il se documente sur l'activité des autres partis et, surtout, s'informe des actions répressives de la police : perquisitions, arrestations, etc...

La moyenne d'âge était de 37 ans 9 mois. « C'est là un jeune âge pour un grand Parti comme le nôtre », déclarait Guy Ducloné.

- 42 délégués avaient moins de 25 ans ;
- 200 délégués avaient de 26 à 35 ans ;
- 161 délégués de 36 à 45 ans ;
- 87 délégués de 46 à 60 ans ;
- 17 de plus de 60 ans.

Maurice Thorez ayant souligné dans son rapport que la « proportion des cadres prolétariens, dès maintenant, est conforme aux principes de notre Parti », Guy Ducloné le démontrait par les chiffres suivants :

Les ouvriers constituaient 53 % des délégués au Congrès. On dénombrait :

- 113 ouvriers de la métallurgie ;
- 41 ouvriers du bois et du bâtiment ;
- 22 mineurs ;
- 10 ouvriers du textile et de l'habillement ;
- 41 ouvriers de diverses corporations de l'industrie privée ;
- 88 travailleurs de l'Etat ou de grands services publics comme la S.N.C.F., E.D.F., P.T.T., parmi lesquels 27 ouvriers ;
- 15 ouvriers agricoles et paysans ;
- Les employés étaient au nombre de 57 ;
- Les techniciens et cadres : 18.

Il y avait 15 instituteurs et 13 professeurs auxquels s'ajoutaient 2 chercheurs scientifiques (Hélène Langevin et Jean-Pierre Vigier).

3 « camarades de profession libérale » et, parmi eux « le plus grand écrivain de notre époque, le camarade Louis Aragon ».

Enfin, on dénombrait 15 ménagères et 10 commerçants et artisans.

Conclusion de Guy Ducloné : « Par sa composition, le Congrès de notre Parti est l'image même de la population laborieuse de notre pays ».

Autres statistiques non dénuées d'intérêt :

- 382 délégués au XV<sup>e</sup> Congrès étaient syndiqués à la C.G.T. ;
- 17 militaient à la C.G.A. ou dans des organisations de défense paysanne ;
- 26 étaient des adhérents des syndicats de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur ;
- 4 étudiants mentionnaient leur appartenance à l'U.N.E.F. et 5 délégués à des organisations de commerçants et artisans.

En ce qui concerne les délégués « ayant des responsabilités dans les mouvements de masse », on notait :

- 65 militants du mouvement de la Jeunesse Communiste ;
- 31 de l'Union de la Jeunesse Communiste de France ;
- 10 de la Jeunesse Agricole ;
- 6 de l'Union des Etudiants ;
- 36 de l'Union des Femmes Françaises ;
- 36 du Mouvement de la Paix ;
- 37 des mouvements d'Anciens Combattants ;
- 31 des associations laïques ou de parents d'élèves ;
- 9 de France-U.R.S.S. ;
- 7 des Associations de locataires ;
- 4 de diverses autres organisations.

Parmi les 507 délégués :

- 249, soit 49,2 % adhéraient à des cellules d'entreprises ;
- 231, soit 45,5 % adhéraient à des cellules locales ;

— 27, soit 5,3 % à des cellules rurales.

Pour la date d'adhésion :

— 18 délégués figuraient parmi les fondateurs du Parti; adhérents des organisations socialistes ou affiliés lors du Congrès de Tours, ces 18 délégués ont adhéré en 1920 ou avant 1920 ;

— 38 ont adhéré de 1921 à 1930 ;

— 79 de 1931 à 1939 ;

soit 26,4 % (plus de 1/4) qui ont adhéré avant la guerre.

— 55, soit 10,8 % ont adhéré de 1939 à 1944 ;

— 317 depuis la Libération.

Cet intéressant examen statistique permettait à Guy Ducoloné de constater :

1°) Les ouvriers constituent la majorité du Parti, mais « un grand effort doit être fait pour renforcer le nombre des cellules d'entreprises » ;

2°) Faiblesse des effectifs, d'où « la nécessité d'augmenter le nombre de paysans dans les Comités fédéraux et de sections », nécessité aussi « d'un travail plus important, plus opiniâtre à la campagne pour développer notre propagande et notre action pour renforcer nos rangs et faire surgir de nouveaux cadres paysans » ;

3°) Insuffisance du nombre de femmes dans le Parti, et notamment de femmes ouvrières : 11 ouvrières seulement sur 507 délégués ;

4°) Insuffisance du nombre de communistes militants du *Mouvement de la Paix*.

Combien le P.C.F. compte-t-il d'adhérents. Suivant les estimations les plus diverses de 300.000 à 400.000. Maurice Thorez annonçait 425.000 adhérents au XV<sup>e</sup> Congrès, ce qui constitue un sérieux déchet depuis 1945. Mais il est vrai que les « partants » n'étaient généralement pas des militants.

On notera que, depuis la découverte de « complots fascistes » en France, le P.C.F. a gagné des dizaines de milliers d'adhérents.

#### *L'Etat-Major du P.C.F.*

Voici comment se présentait, après le XV<sup>e</sup> Congrès, l'Etat-Major du Parti Communiste (siège : 44, rue Le Peletier, Paris-IX<sup>e</sup>).

*Les membres titulaires du Comité Central* : Gustave Ansdar, Louis Aragon, Guy Besse, François Billoux, Florimond Bonte, Jean Breteau, Jean Burles, Raoul Calas, Oswald Calvetti, Laurent Casanova, Claudine Chomat, Georges Cogniot, Pierre Courtade, Pierre Doize, Juliette Dubois, Jacques Duclos, Guy Ducoloné, Marcel Dufriche, Yvonne Dumont, Fernand Dupuy, Paul Fabbri, Etienne Fajon, Léon Feix, Léo Figuières, Benoît Frachon, Georges Frischmann, Roger Garaudy, Georges Gosnat, Fernand Grenier, Raymond Guyot, Eugène Hénaff, Victor Joannès, Bernard Jourdhui, Henri Krasucki, Maurice Kriegel-Valrimont, Lucien Lanternier, Jean Llante, Paul Laurent, Roland Leroy, Alfred Malleret-Joinville, Georges Marchais, Léon Mauvais, Lucienne Mazelin, André Merlot, Victor Michaut, Gaston Monmousseau, Marcel Paul, Gaston Plissonnier, Jean Pronteau, Arthur Ramette, Waldeck Rochet, Gabriel Roucaute, Roger Roucaute, Joseph Sanguedolce, Georges Seguy, Marcel Servin, André Souquièrre, André Stil, Georges Thévenin, Maurice Thorez, Jean Tricart, Marie-Claude Vaillant-Couturier, Fernande Valignat, Camille Vallin, Michel Vandel, Jeannette Ver-

meersch, Théo Vial, Gaston Viens, Pierre Villon, Madeleine Vincent, André Voguet.

*Les membres suppléants du Comité Central* : Robert Ballanger, Paul Balmigère, Alphonse Boosz, Georges Bricot, Auguste Brunet, Fernand Clavaud, Michel Couillet, Paul Courtieu, Serge Huber, Gisèle Joannès. Jean Kanapa, Georges Lazzarino, Léandre Letoquart, Lucien Mathey, Henri Martin, Jean Ooghe, Maurice Perche, Jean Rieu, Emile Tournay, Henri Védrières, André Vieuguet, Jean-Pierre Vigier.

*La Commission centrale de contrôle financier* : Virgile Barel. René Cance, Auguste Gillot, Arthur Giovoni, Henri Jourdain, Georges Marrane, Henri Martel, Jeannette Prin.

Georges Marrane préside la Commission centrale de contrôle financier.

*Le Bureau Politique* : Maurice Thorez, François Billoux, Laurent Casanova, Jacques Duclos, Etienne Fajon, Léon Feix, Benoît Frachon, Georges Frischmann, Raymond Guyot, Léon Mauvais, Waldeck-Rochet, Marcel Servin, Jeannette Vermeersch. *Suppléants du Bureau Politique* : Gustave Ansart, Roger Garaudy, Georges Seguy, Georges Marchais.

#### *Le Secrétariat*

*Le Secrétariat* : Secrétaire général du Parti : Maurice Thorez ; secrétaires du Comité Central : Jacques Duclos, membre du Bureau Politique, Waldeck-Rochet, membre du Bureau Politique, Marcel Servin, membre du Bureau Politique, Gaston Plissonnier, membre du Comité Central, Léo Figuières, membre du Comité Central.

#### *De quelques principes d'organisation*

Contrairement aux autres mouvements politiques (bourgeois), le Parti Communiste Français utilise *tous* ses cadres. Dans tel parti on dira du secrétaire qu'il effectue « tout le travail ». Il n'en est pas de même au Carrefour Kossuth.

A titre indicatif, voici, selon des renseignements dignes de foi, comment sont spécialisés les différents membres du Bureau Politique :

*Maurice THOREZ*, secrétaire général (74), dirige l'ensemble du Parti. Théoricien exemplaire, il veille jalousement au respect de la « ligne » politique. Il n'est pas exagéré de dire que Maurice Thorez est l'un des dirigeants communistes mondiaux les plus en vue. Sur le plan du communisme international, il passe avant certains dirigeants de démocratie populaire et, sans aucun doute, avant Palmiro Togliatti dont le prestige demeure pourtant très important. Il convient de rappeler que la France, si elle est la fille aînée de l'Eglise est aussi la fille aînée du communisme. Au Komintern d'abord, au « Kominform » ensuite, on a toujours admis que le jour où la France aurait fait sa véritable révolution,

(74) Dans *Fils du Peuple* (édition de 1949), Maurice Thorez écrit (page 70) qu'il fut nommé secrétaire général du Parti en juillet 1930. Mais, dans l'édition de 1937 (page 73), il ne parle pas de cette nomination. En vérité, le VI<sup>e</sup> Congrès du P.C.F. (Saint-Denis, 31 mars-7 avril 1929) avait supprimé le secrétariat général et l'avait remplacé par un secrétariat collectif (cf. *Humanité*, 21-4-1929), puis avait désigné Maurice Thorez comme « seul camarade politiquement responsable » (*Humanité*, 2-11-1930). Ce n'est qu'à partir de janvier 1936 (VIII<sup>e</sup> Congrès, Villeurbanne) que Thorez est appelé secrétaire général. (*Humanité*, 27-1-1936.)

des pays comme l'Italie, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, et même la Suisse, suivraient avec assez de facilité. Dans tous les manuels théoriques, et dans tous les P.C. du monde, on cite ces lignes écrites par Lénine dans *L'Etat et la Révolution*.

« *La France*, écrivait Engels dans l'avant-propos de la 3<sup>e</sup> édition du 18 Brumaire de Louis Bonaparte, *la France est le pays où, dans les luttes historiques des classes, on a plus que partout ailleurs livré des combats décisifs. C'est le pays où les formes politiques successives dans les limites desquelles ces luttes se produisent, en lesquelles elles résument leurs résultats, prennent l'aspect le plus caractéristique.*

« *Contre le féodalisme au Moyen-Age, pays classique de la monarchie unitaire dès l'époque de la Renaissance, la France a ruiné le féodalisme dès l'époque de sa Grande Révolution et a donné à l'emprise de la bourgeoisie un caractère de pureté classique qu'aucun autre pays n'a atteint en Europe.*

« *De même, la lutte entreprise par le prolétariat à son éveil contre la bourgeoisie dominante revêt une forme aiguë autre part inconnue* ».

Jacques DUCLOS, premier secrétaire du Parti, excellent orateur, habile, rusé, est le principal personnage du Parti, après Maurice Thorez. Il supervise l'agitation dans les pays coloniaux et le travail des groupes parlementaires.

François BILLOUX, spécialisé dans la politique étrangère et plus particulièrement chargé des problèmes allemands, contrôle les activités de la Commission militaire. Considéré (par ses adversaires) comme plus « sectaire » que Maurice Thorez et Jacques Duclos. C'est l'un des éléments les plus durs du P.C.F. Il a la haute main sur les mouvements de jeunesse.

Laurent CASANOVA, grand responsable du *Mouvement de la Paix*, champion de la co-existence pacifique, suit également de près l'évolution des intellectuels et contrôle l'activité dans les pays coloniaux. Il doit sa notoriété au sacrifice de sa première femme, Danielle, morte en déportation.

Etienne FAJON, directeur de *L'Humanité*, responsable de la presse communiste, du *Bureau de Presse* du Parti, de *l'Union Française d'Information* (U.F.I.), agence de presse du P.C., et de la propagande. Par son caractère, il est plus près de Maurice Thorez et de Jacques Duclos que de François Billoux.

Léon FEIX, qui milita longtemps en Algérie, est le responsable de la Section Coloniale (19, rue Saint-Georges, à Paris), important organisme dont la dénomination a souvent changé, mais dont l'objectif est toujours resté le même : susciter l'agitation outre-mer, aider les « patriotes » en lutte pour leur indépendance. Léon Feix a pris la suite d'André Marty ; il s'est révélé comme l'un des meilleurs spécialistes mondiaux en matière de lutte « anticolonialiste ».

Benoît FRACHON, secrétaire général de la C.G.T., dirige, évidemment, toute l'activité syndicale. Peu sectaire, intelligent, excellent organisateur, il jouit d'un immense prestige au delà du rideau de fer et c'est pourquoi, quand Maurice Thorez fut malade, on envisagea sérieusement de lui confier le secrétariat général du P.C.F.

Georges FRISCHMANN s'occupe de l'agitation syndicale, plus spécialement dans la fonction publique.

Raymond GUYOT, secrétaire de la Fédération de Paris, est considéré comme « l'agent de liaison » avec Moscou. En dehors

de ces « liaisons », il consacre tout son temps à cette Fédération de Paris dont l'agitation constitue toujours le meilleur exemple pour la province.

Léon MAUVAIS, encore plus « dur » que François Billoux — ce qui n'est pas peu dire — est, en quelque sorte, le procureur général du P.C.F., le grand épurateur, l'homme de la vigilance : il a la charge de la Commission Centrale de Contrôle Politique dont nous avons parlé.

WALDECK-ROCHET, responsable du groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale, orateur moyen mais homme politique « sérieux », dirige l'ensemble de la politique paysanne du P.C.F. et, du même coup, l'hebdomadaire *La Terre*.

Marcel SERVIN, considéré comme le « poulain » de Maurice Thorez, est le responsable en chef à l'organisation.

Jeannette VERMEERSCH, épouse de Maurice Thorez, qui joua un certain rôle dans l'exclusion d'André Marty, préside aux destinées des Mouvements féminins dans le P.C.F. ; elle est secondée par Claudine Chomat, membre du Comité Central, seconde épouse de Laurent Casanova.

Retenons la présence, au secrétariat, de Léo Figuières, qui s'occupe de la jeunesse et, sous la direction de Léon Feix, des questions coloniales.

### *Les paysans communistes*

Nous avons énuméré les principales sections ou commissions du Comité Central. En raison de leur importance, nous préférons examiner séparément l'activité des deux sections qui ont joué, jouent et joueront un rôle prépondérant dans la vie politique française : la *section agraire* et la *section des pays d'outre-mer* ou *section coloniale*.

Commençons par la *section agraire*, animée par Waldeck-Rochet.

Certes, on le sait, grâce à la composition du dernier Congrès, l'influence du P.C.F. dans les milieux paysans est encore assez faible. Néanmoins, surtout depuis l'accentuation du malaise agricole, l'influence du P.C.F. tend à progresser : les réunions se multiplient, *La Terre* (habile et peu sectaire) dont la présentation n'a rien de commun avec celle de *L'Humanité*, gagne des milliers d'abonnés ; les créations de cellules rurales se multiplient.

On lutte naturellement contre les gros propriétaires terriens, mais on s'efforce de séduire les « petits » et les « moyens » : Le terrain est d'autant plus facile que le malaise paysan est fondé. Maurice Thorez, fort habilement, déclarait au XV<sup>e</sup> Congrès du P.C.F. :

« *La calomnie anticommuniste, l'affirmation que nous serions les ennemis de la petite propriété, sert tout simplement à détourner l'attention des véritables responsables de la spoliation paysanne, de ceux qui évincent des centaines de milliers de petits exploitants agricoles* ».

Il n'empêche qu'il est souvent difficile de transformer les paysans en excellents militants. Waldeck-Rochet le reconnaissait quand il soulignait devant le Comité Central d'octobre 1955 à Saint-Denis :

« *La plupart de nos cellules rurales sont trop peu actives, manquent de vie politique, se réfugient dans la passivité, se replient sur elles-mêmes.* »

« Nous n'avons pas encore réussi à faire assimiler par la masse des membres de nos cellules rurales la conception que notre Parti est un Parti d'avant-garde et d'action dont le rôle n'est pas seulement de faire un peu de propagande par intermittence, mais surtout d'organiser, de diriger l'action des masses pour qu'elles puissent tirer des leçons de leur propre expérience.

« La composition sociale assez souvent défectueuse de nos cellules rurales contribue à cet état de choses non satisfaisant. Dans nos cellules rurales, on trouve trop peu d'ouvriers et de petits paysans, ce qui est pourtant la condition pour établir des liens solides et vivants avec les couches fondamentales de la paysannerie ».

C'est surtout dans le Centre et le Midi de la France, selon l'Institut Français d'Opinion Publique, que l'influence du P.C.F. (en direction des paysans) est importante, mais la situation paraît moins favorable dans le Nord, l'Est et l'Ouest.

Détachons une partie de la conclusion du livre *Les paysans et la politique*, publié sous la direction de Jacques Fauvet et Henri Mendras :

« L'action du Parti communiste à la campagne constitue un succès dans la mesure où, dans nombre de départements et particulièrement dans les régions pauvres, il a réussi à attirer à lui, en dehors des ouvriers agricoles dont il est l'organisme politique le plus représentatif, bon nombre de petits paysans et d'exploitants familiaux qui, théoriquement, devraient être rebelles aux objectifs qu'il leur propose.

« Cette action représente cependant un échec dans la mesure où le Parti Communiste n'a su conserver la masse d'adhérents qu'il avait conquise à la Libération et dont le départ a fait dépérir plus de la moitié des cellules rurales dont il disposait il y a dix ans et qui sont la condition de la pénétration dans les campagnes ».

L'accentuation du malaise agricole a donné un nouvel essor à la pénétration communiste dans les campagnes. La section agraire du P.C.F., avec Waldeck-Rochet et de remarquables éléments (Jean Flavien notamment), méritera, avant peu, la confiance placée en elle par le Bureau Politique.

#### *L'action anti-colonialiste*

Indochine, Tunisie, Maroc, Algérie... autant de « soucis » pour la section coloniale du P.C.F. Sans oublier les pays d'Afrique Noire que M. André Marty d'abord, Léon Feix ensuite — sous la vigilante direction de Jacques Duclos — n'ont cessé de pousser vers l'indépendance.

Depuis la création de la Communauté, le travail s'est trouvé simplifié, du moins en ce qui concerne les pays d'Afrique noire.

La destruction du système colonial a toujours été l'objectif n° 1 du marxisme : « La conquête de l'Europe se fera par l'Afrique », a dit Lénine.

De son côté, Staline écrivait dans « *Le Marxisme et la question coloniale* » : « Les principaux pays coloniaux et dépendants sont déjà entrés dans la voie du mouvement de libération nationale qui doit infailliblement amener la crise du capitalisme mondial. Sans l'application de ce mot d'ordre, il est impossible d'orga-

niser l'union et la collaboration des nations dans une économie mondiale unique, base matérielle de la victoire du socialisme ».

C'est dire l'importance de la section coloniale du Parti Communiste Français. Des stages où l'on forme des agitateurs, des écoles, des liaisons avec les autochtones, une aide active aux pays « dépendants » permettent à la section coloniale de marquer des points, donc d'affaiblir l'Etat. La tâche n'en est que plus aisée et des étapes sont franchies quand l'Etat se montre libéral et accorde une semi-indépendance. Il ne reste plus, alors, qu'à porter le coup de grâce...

Le 18 mai 1925 — et ses ordres furent suivis — Staline définissait la tâche des communistes en Asie du Sud-Est :

« L'affranchissement des pays coloniaux n'est pas possible sans une révolution victorieuse. Cette révolution n'est possible que si l'élite ouvrière groupée dans un Parti communiste prend la direction du prolétariat rural et ouvrier et discrédite la bourgeoisie nationale conservatrice. La victoire suppose aussi que le mouvement révolutionnaire local soit soutenu par les mouvements prolétariens des pays évolués d'occident ».

Ces phrases prononcées, répétons-le, en 1925, doivent être méditées. L'affranchissement des pays coloniaux possible grâce à une révolution victorieuse ? Tout a commencé avec la « victoire » en Indochine, qui a marqué le début de « l'affranchissement » des autres pays coloniaux (Maroc, Tunisie, Algérie). Mais cette victoire en Indochine n'était possible, si nous nous en tenions aux phrases de Staline, qu'avec le soutien des « mouvements prolétariens des pays évolués de l'Occident ».

La guerre que le P.C.F. mène sur ce terrain, souvent par l'intermédiaire ou le truchement d'organisations libérales ou même nationalistes, connaît d'ordinaire trois étapes :

*Première étape* : conquête d'un soutien populaire étendu, grâce à une organisation politique puissante, capable de réduire au silence les ennemis intérieurs, de façon à obtenir une entière liberté de manœuvre dans la lutte contre la nation protectrice.

*Deuxième étape* : ouverture d'une période d'action directe, à base de terrorisme dans les villes et les campagnes, destinée à accroître l'esprit de résistance de l'indigène et surtout à affaiblir celui de l'adversaire.

*Troisième étape* : offensive générale, toutes forces réunies : « Armées de la Libération », groupes clandestins urbains et soulèvement de la population pour terrasser l'adversaire, diminué dans sa capacité de résistance.

#### *Les alliés des communistes*

Ni le communisme international, ni le P.C.F. ne pourraient parvenir à leurs fins s'ils ne bénéficiaient de la collaboration d'alliés plus ou moins conscients. Qu'il s'agisse de la coexistence ou de la mobilisation des masses contre la « sale guerre », la victoire n'est possible qu'avec des alliés, l'isolement étant une catastrophe pour les marxistes.

Et les organisations parallèles foisonnent.

Ce sont certaines organisations destinées à grouper les intellectuels et les membres des professions libérales (la Maison de la Pensée Française, l'Union Nationale des Intellectuels, les Amis des Lettres Françaises, l'Association des Travailleurs scientifi-



ques, l'Union des Médecins Français, etc.), tous les Comités anti-colonialistes qui fleurissent à l'heure actuelle (le Comité pour l'amnistie aux condamnés politiques d'outre-mer, le Comité d'Action des Intellectuels contre la poursuite de la guerre en Algérie, etc.)

C'est surtout dans les organisations de masse (suivant la terminologie communiste) que le P.C.F. découvre ses « alliés ». Car, dans ces organisations de masse, il n'y a pas que des communistes.

Parmi les principales, citons :

— La C.G.T., dont l'activité redevient très puissante après une période d'isolement ;

— L'Union des Femmes Françaises ;

— L'Union des Jeunes Filles de France ;

— L'Union des Jeunesses Communistes (75) ;

— Les Etudiants Communistes de France ;

— La Fédération Sportive et Gymnique du Travail ;

— L'Union des Vaillants et des Vaillantes ;

— France-U.R.S.S.

— France-Hongrie ;

— L'Association des Anciens Prisonniers et Déportés ;

— L'Association Nationale des Anciens F.F.I.-F.T.P. ;

— L'Association Républicaine des Anciens Combattants ;

— La Fédération des Déportés, Internés, Résistants, Patriotes ;

— Le M.R.A.P. (Mouvement contre le Racisme et l'Antisémitisme, pour la Paix) ;

— L'Union Française Universitaire ;

— Le Comité National des Ecrivains ;

— L'Union Nationale des Vieux Travailleurs de France ;

— Le Secours populaire français, qui aide moralement et matériellement tous ceux qui sont détenus pour la « bonne cause », notamment pour leur action contre le colonialisme, et qui désigne les avocats (le Secours populaire édite un périodique intitulé *La Défense*) ;

— La Fédération des locataires ;

— Le Mouvement de la Paix, animé par Laurent Casanova, mais qui compte en son sein, des progressistes, des catholiques et même des prêtres. Le Mouvement de la Paix est, de loin, l'organisation la plus appréciée par Moscou. Emmanuel d'Astier de la Vigerie est, au sein du Mouvement de la Paix, un ami sûr du P.C.F.

Toutes ces organisations de masse, à l'exception des Jeunesses Communistes, sont officiellement « indépendantes », voire apolitiques. Les communistes sont sensés y adhérer au même titre que les autres citoyens. En vérité, dans les bureaux, les communistes sont tout naturellement les plus actifs. Ils sont admirés par les autres puisqu'ils acceptent toutes les tâches, rédigent les motions, préparent les réunions, etc.

(75) En mars 1946, les Jeunesses Communistes de France s'étaient transformées en Union de la Jeunesse Républicaine de France (U.J.R.F.). Naturellement, précisait Lecœur, « la plus large indépendance d'action » était laissée à l'U.J.R.F. « dans le cadre de ses obligations et des directives du Parti quant à l'orientation et à l'éducation de la jeunesse ». (Comité Central, Ivry, 1947.) Edouard Herriot, le leader radical, qui eut alors un « flirt » assez poussé avec le P.C.F., présida l'Union (cf. Daniel Bardonnet : *Evolution de la structure du Parti Radical*, Paris 1960, page 155). En juillet 1956, l'U.J.R.F. fut liquidée et remplacée par l'Union des Jeunesses Communistes.

*Les publications communistes*

Le *Parti Communiste Français*, outre les organisations de masse, contrôle des maisons d'éditions, une agence de publicité, des garages, des sociétés d'import-export (C.O.F.R.I.).

Mais la *Banque Commerciale pour l'Europe du Nord*, dirigée par Hilsum, est la plus grosse affaire. Elle a la responsabilité de toutes les transactions du P.C.F. et entretient les liaisons régulières avec les pays de l'Est (76). Les cadres de cette Banque sont en majorité communiste.

Parmi les autres affaires du Parti citons :

- Centre de diffusion du Livre et de la Presse (C.D.L.P.) ;
- Paris-Province-Impression (P.P.I.) ;
- Société d'expédition et de routage de Presse (S.E.R.P.) ;
- Coopérative de production et de diffusion du Film (C.P.D.F.) ;
- Union française photographique (U.F.P.) ;
- Inter-Pressé Publicité (I.P.P.) ;
- Editeurs français réunis (E.R.F.) ;
- Editions sociales ;
- Société d'Édition et d'Impression du Croissant (S.E.D.I.C.) ;
- Société française d'Éditions et de Publications syndicales internationales (S.F.E.P.S.I.) ;
- Société de gestion Poissonnière (S.G.P.) ;
- Imprimerie centrale de la Presse (I.C.P.) ;
- Librairie de la Renaissance française ;
- Editions France-U.R.S.S. ;
- Editions de la Jeunesse ;
- Editions de la Nouvelle Critique ;
- Editions de l'Union française universitaire (U.F.U.) ;
- Odéon-Diffusion ;
- Editions Vaillant ;
- Editions du Secours populaire français ;
- Editions des Trois Collines ;
- Editions du Cercle d'Art ;
- Editions du Globe ;
- Librairie de la C.G.T.

Une machine aussi puissante que le P.C.F. ne pouvait se passer d'énormes moyens de propagande. Aussi le P.C.F. dispose-t-il d'une presse touchant toutes les classes de la société, depuis le mensuel pour tous petits (ne sachant pas encore lire !) jusqu'aux périodiques pour intellectuels et ouvriers... sans oublier les organes d'information ou de doctrine.

Le Bureau de Presse, placé sous la direction d'Etienne Fajon, est un véritable ministère. Sous son contrôle — sinon sous sa direction — paraissent plusieurs centaines de quotidiens, hebdomadaires et périodiques dont voici quelques titres, classés par lettre alphabétique (77).

*Almanach Ouvrier-Paysan*. Almanach annuel de *L'Humanité* et de la Presse démocratique établi sous la direction de François Cohen, René Hilsum, Joseph Ducroux. Directeur : Octave Rabaté.

(76) Voir l'étude de H. Coston dans *Le Retour des 200 Familles*, Paris, 1960.

(77) Il faudrait y ajouter les nombreux journaux des Fédérations de province. En raison de l'importance de cet ouvrage, composé entre 1958 et 1960, il peut y avoir des changements dont nos lecteurs voudront bien nous excuser.

*Le Charivari* (n° 19, 21 et 22, 1959-1960) a publié une importante étude sur les groupes et les publications du P.C.F.

*Amis d'Espagne.* Bulletin de l'Amicale des anciens volontaires français en Espagne républicaine et des Amis du Peuple espagnol (A.V.E.R.). — Directeur : Roger Michaut.

*Antoinette.* Revue féminine mensuelle de la Confédération générale du Travail (C.G.T.); a succédé, en novembre 1955, à *La Revue des Travailleuses.* — Directeurs : Gaston Monmousseau, Madeleine Colin et Germaine Guille.

*L'Armée française.* Revue mensuelle éditée par la Fédération des Officiers de réserve républicains (F.O.R.R.) et par la Fédération des sous-officiers de réserve républicains (F.S.O.R.R.). — Directeur : général Ernest Petit.

*L'Avant-Garde.* « Organe de combat des jeunes travailleurs ». Hebdomadaire de l'Union de la Jeunesse communiste de France (U.J.C.F.). — Directeur : Léo Figuières.

*Bulletin d'information.* Bulletin de liaison entre la Fédération de la Seine du Parti communiste et toutes les organisations du Parti à Paris.

*Bulletin de propagande.* Edité par la section de propagande du Comité central du Parti communiste. Ce bulletin est destiné aux secrétaires des sections et des cellules. A remplacé, en avril 1956, le bulletin *Apprendre.* — Directeur : Lucien Mathey.

*Bulletin Radio-Presse.* Bulletin d'information hebdomadaire publié par la Fédération démocratique internationale des femmes (F.D.I.F.). Présidente : Eugénie Cotton.

*Les Cahiers du communisme.* Revue théorique et politique mensuelle du Comité central du Parti communiste. Organe doctrinal officiel du parti. Directeur : Roger Garaudy.

*Cahiers franco-chinois (Paris-Pékin).* La revue des Amitiés franco-chinoises. Directeur : André Haudricourt.

*La Chine.* Revue mensuelle illustrée éditée par la République communiste chinoise. Diffusée par l'Association des Amitiés franco-chinoises.

*Clarté.* Organe mensuel de l'Union des étudiants communistes de France (U.C.E.F.). — Directeur : Arthur Giovoni.

*La Défense.* Organe mensuel du Secours populaire français. Directeur : L. Gavet.

*Démocratie nouvelle.* Revue mensuelle de politique mondiale. Directeur : Jacques Duclos.

*Droit et Liberté.* Organe mensuel du Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme, pour la paix (M.R.A.P.). Directeur : Charles Ovezarek.

*L'Ecole et la Nation.* Revue pédagogique mensuelle éditée par le Parti communiste. Directeur : Etienne Fajon.

*Economie et Politique.* Revue marxiste d'économie éditée par les Editions sociales. Directeur : Jean Prouteau.

*Enfance* (psychologie, pédagogie, neuro-psychiatrie, sociologie). Revue bimestrielle. Directeur : Henri Wallon.

*Etudes soviétiques.* Revue mensuelle illustrée traitant des problèmes de la vie politique, sociale, économique, artistique et culturelle des peuples de l'U.R.S.S. A succédé en mai 1948 à l'hebdomadaire *La Vie soviétique.* Directeur : E. Carbonnel.

*Europe.* Revue littéraire mensuelle. Directeur : Pierre Abraham.

*Filles de France.* Organe mensuel de l'Union des jeunes filles de France (U.J.F.F.). Directrice : Blanche Gillet.

*France Nouvelle.* Hebdomadaire central du Parti communiste. Directeur : François Billoux.

*France-U.R.S.S.* Mensuel illustré de l'Association France-U.R.S.S.  
Directeur : André Pierrard.

*Heures claires des femmes françaises.* Hebdomadaire publié par l'Union des femmes françaises (U.F.F.). Né de la fusion, en mars 1957, de *Femmes françaises* et de la revue *Heures claires*. Directrice : Lucienne Mazelin.

*Horizons.* La Revue de la Paix. Revue mensuelle internationale du Conseil mondial de la Paix (C.M.P.). Directeur : Pierre Cot.

*L'Humanité-Dimanche.* Hebdomadaire du Parti communiste. Directeur : Etienne Fajon.

*Informations algériennes.* Bulletin d'informations du Parti communiste algérien (P.C.A.).

*L'Information municipale.* Publication mensuelle de l'Amicale nationale des élus communistes de France. Directeur : Louis Péronnet.

*Les jeux de Riquiqui et Roudoudou.* Bimestriel de coloriages, découpages et jeux, destiné aux enfants. Editions Vaillant. Directrice : Madeleine Bellet.

*Les Lettres française* (arts, spectacles). Hebdomadaire. Directeur : Louis Aragon.

*La Liberté.* Grand quotidien régional du Parti communiste, Lille. Directeur : Arthur Ramette.

*La Marseillaise.* Grand quotidien régional de la démocratie. Directeur : Marcel Guizard.

*Miroir-Sprint.* L'hebdomadaire démocratique du sport. La plus forte vente des hebdomadaires sportifs. Directeur : Maurice Vidal.

*Le Mouvement syndical mondial.* Revue mensuelle de la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.), éditée par la S.F.E.P.S.I. Directrice : Marie-Thérèse Leroux.

*Nos éditions.* Bulletin d'informations des Editions sociales. Directeur : Guy Besse.

*Notre Richesse.* Bulletin de liaison des correspondants et des diffuseurs de *L'Humanité* (C.D.H.).

*Les Nouvelles de Bordeaux et du Sud-Ouest.* — Hebdomadaire, Bordeaux. Directeur : Henry Bordage.

*La Nouvelle critique.* Revue mensuelle du marxisme militant. Directeur : Ed. Lemoine.

*Les Nouvelles de Moscou.* Journal bi-hebdomadaire en langue française ; informations sur l'actualité économique, politique et culturelle de l'U.R.S.S. Edité par l'Union des Sociétés soviétiques pour l'amitié et les relations culturelles avec l'étranger.

*Ouest-Matin.* Hebdomadaire (ex-quotidien), Rennes. Directeur : Henri Denis.

*L'Ouvrier du Bois.* Organe mensuel de la Fédération nationale des travailleurs du Bâtiment, du Bois et parties similaires de France et de l'Union française (C.G.T.). Directeur : Jean Eloi.

*L'Ouvrier coiffeur.* Organe mensuel de la Fédération nationale des Coiffeurs (C.G.T.).

*Le Patriote de Nice et du Sud-Est.* Quotidien d'informations. Directeur : Virgile Barel.

*Le Paysan.* Organe hebdomadaire de la Fédération des travailleurs de l'Agriculture et des Forêts (C.G.T.). Directeur : Maurice Carroué.

*La Pensée.* Revue de rationalisme moderne (arts, science, philosophie). Directeur : Henri Wallon ; administrateur : Francis Cohen.

*Le Petit Varois.* Quotidien régional d'informations de Toulon. Edition régionale de *La Marseillaise*.

*Le Peuple*. Organe officiel bimensuel de la Confédération générale du Travail depuis le 1<sup>er</sup> mai 1952. Directeur : Jean Schaeffer.

*Pipolin*. Magazine mensuel illustré. Editions Vaillant. Directrice : Madeleine Bellet.

*La Presse nouvelle* (Naïe Presse). Quotidien communiste juif (Yddisch).

*Radio-Liberté*. Tous les programmes de radio et de télévision. Supplément hebdomadaire de *L'Humanité*.

*La Raison*. Revue bimestrielle « Cahiers de psycho-pathologie scientifique ». Directeur : Prof. Henri Wallon.

*Regards*. Magazine mensuel illustré. Directeur : Serge Zeyons.

*Le Réveil des Combattants*. Organe mensuel des de l'Association républicaine des anciens combattants (A.R.A.C.). Directeur : Félix Brun.

*Le Réveil des Locataires*. Organe mensuel de la Confédération nationale des Locataires et des usagers du gaz et de l'électricité. Directeur : A. Huzard.

*Revue progressiste de droit français*. Revue mensuelle d'études du droit. Directeur : Gérard Lyon-Caen.

*Riquiqui*. Magazine mensuel illustré « pour les petits » (éditions de Vaillant). Directrice : Madeleine Bellet.

*Roudoudou*. (Idem).

*Sept Jours (L'Humanité d'Alsace et de Lorraine)*. Hebdomadaire du Parti communiste, édition bilingue pour le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle. Directeur : Marcel Rosenblatt.

*Servir la France*. Revue mensuelle d'études pratiques de droit social, éditée par la Confédération générale du Travail (C.G.T.). Directeur : Henri Gourdeaux.

*Le Spectacle*. Organe de la Féd. Nat. du Spectacle (C.G.T.). Directeur : O. Radou.

*Sport et Plein Air*. Bimensuel de la Fédération sportive et gymnique du Travail (F.S.G.T.). Directeur : R. Gattegno.

*La Terre*. Hebdomadaire paysan du Parti communiste. Directeur : Waldeck-Rochet.

*Le Travailleur du cuir et de la peau*.

*Le Travailleur de la mer*. Directeur : A. Gruenais.

*Le Travailleur du papier-carton*. Directeur : Oswald Calvetti.

*Le Travailleur parisien*. Informations hebdomadaires de l'Union des syndicats C.G.T. de la Seine. Directeur : Jean Dolidier.

*Le Travailleur des transports*. Directeur : Marcel Dedieu.

*Le Travailleur du verre*. Directeur : Abel Champion.

*La Tribune des cheminots*. Organe de la Fédération nationale des travailleurs, des cadres et des techniciens des chemins de fer (C.G.T.). Directeur : Raymond Tournemaine.

*L'Union des métallurgistes*. Directeur : Jean Breteau.

*Vaillant*. Hebdomadaire de l'Union des vaillants et vaillantes. Directrice : Madeleine Bellet.

*La Vie ouvrière*. Hebdomadaire de la Confédération générale du Travail. Directeur : Gaston Monmousseau (décédé récemment).

*La Voix des Employés*. Organe de la Fédération nationale des employés et cadres du Commerce, du Crédit, des Assurances, de la Sécurité sociale et divers (C.G.T.). Directeur : L. Fix.

*La Voix des Industries chimiques*. Directeur : R. Crépeaux.

*La Voix des Polices*. Organe de la Fédération nationale des syndicats de police de France et d'outre-mer (C.G.T.). Directeur : Jacques Nadrôt.

*Le Voyageur représentant*. Organe de la Fédération des syndicats de voyageurs de commerce (C.G.T.).

## L'Humanité

L'histoire de la presse communiste s'identifie à celle du P.C.F., donc de *L'Humanité* qui en est l'organe central depuis la constitution du Parti en 1920.

*L'Humanité* date de 1904. Jean Jaurès l'avait fondée parce que *La Petite République*, — qui lui servait de tribune et avait mené bataille en faveur du capitaine Dreyfus, condamné pour trahison — était aux mains « d'un groupe d'hommes d'affaires dont il faut dire que les opérations attestaient un faible esprit socialiste » (78). Ayant quitté *La Petite République* le 23 décembre 1903 en compagnie de ses amis Viviani, Millerand, A. Thomas, Briand, Léon Blum et Herr, il avait lancé *L'Humanité* quatre mois plus tard — le lundi 18 avril 1904 exactement — avec une brillante équipe de rédacteurs et de collaborateurs, dont voici la composition :

Directeur politique : Jean Jaurès ; éditorial : Gustave Rouanet ; Secrétaire de rédaction : Gabriel Bertrand ; Rédacteurs politiques : Allemane, Aristide Briand, Eugène Fournière, Francis de Pressensé, Louis Ravelin, René Viviani ; Politique extérieure : Francis de Pressensé, Lucien Herr, Charles Andler, Jean Longuet, Rémy ; Collaborateurs littéraires : Anatole France, Octave Mirbeau, Abel Hermant, Jules Renard, Gustave Geffroy, Tristan Bernard, René Viviani, Georges Lecomte (79), Jean Ajalbert, Léon Blum, Michel Zévaco, Henry de Jouvenel, Alfred Athis, B. Marcel, Louis Vauxcelles ; Parlement : Paul Pottier, Michaël Py ; Conseil municipal : Eugène Fournière ; Mouvement social : Aristide Briand ; Communications : A. Maurel ; Mouvement syndical : Albert Thomas ; Coopératives : Philippe Landrieu, Marcel Mauss ; Questions agraires et prolétariat paysan : Gabriel Ellen ; Questions économiques : Edgar Milhaud ; Tribunaux : Henry Bréal ; Information : Henri Amoretti, Daniel Halévy, Géroule, Parassols ; L'enseignement : Gustave Lanson ; Chronique scientifique : J.-L. Breton ; Chronique médicale : Etienne Brunet.

Les bureaux furent installés dans un immeuble de la rue de Richelieu qui appartenait alors au préfet de police en exercice : Lépine ! L'argent avait été fourni par des hommes qui ne se souciaient du socialisme que dans la mesure où il ne lésait pas leurs intérêts. Voici ce que Henry Coston écrit à ce sujet dans son « *Retour des 200 Familles* » :

« Si l'on en croit *La Guerre sociale* (80), journal révolutionnaire de la « belle époque », le futur quotidien officiel du Parti

(78) Il y eut même une sordide affaire dite « des cent mille paletots » que le journaliste Urbain Gohier avait révélée aux républicains ébahis : sous prétexte de donner des primes à ses lecteurs, mais en réalité pour se procurer des ressources, *La Petite République* avait annexé à ses bureaux un véritable magasin de confection. Là, sur présentation de quelques bons détachés du journal, on pouvait acheter des vêtements à des prix invraisemblables. Ces prix très bas étaient obtenus aux dépens de malheureuses ouvrières payées à des prix de famine. — Cf. *Documentation Catholique*, 10 novembre 1934, col. 844.

(79) L'académicien Georges Lecomte évolua. (Il venait d'ailleurs de l'anarchie.) Mais son fils, Claude Morgan, est l'une des plumes du P.C.F.

(80) N° du 16-11-1910. *La Guerre Sociale* était l'hebdomadaire de gauche du socialisme. Gustave Hervé en était le directeur. Il l'avait fondé avec Victor Méric, Eugène Merle (futur fondateur de *Paris-Soir*), Miguel Almereyda, alias Vigo (qui mourut étranglé dans sa prison lors de l'affaire du *Bonnet Rouge*), Louis Perceau (futur rédacteur à *La Lumière* de Georges Boris et Albert Bayet), Henri Fabre (des *Hommes du Jour*). Y collaboraient : R. de Marmande, Francis Delaisi, Raquillet, maire de Mercurey.

communiste a été lancé grâce aux subsides de riches banquiers et hommes d'affaires israélites. Aucun démenti n'est venu infirmer ces sensationnelles révélations, et l'on peut considérer le silence du quotidien marxiste comme un aveu.

Il est avéré aujourd'hui que si 50 % des actions de la *Société du journal « L'Humanité »*, créée en 1904, furent bien remis à Jaurès à titre d'apport, les 400.000 francs réellement versés l'ont été par des personnages qui, à deux ou trois exceptions près, n'avaient absolument rien de commun avec la classe ouvrière.

Voici, en effet, la liste des premiers souscripteurs :

MM. Levy-Bruhl : 1.000 actions ; Picard, dit Le Pic : 1.000 actions ; Jaurès et quelques amis : 204 actions ; Javal : 200 actions ; Rouff : 180 actions ; Salomon Reinach : 120 actions ; Casewitz : 20 actions ; G. Rouanet : 20 actions ; André : 20 actions ; Baudeau : 20 actions ; Landrieu : 20 actions ; Mauss : 20 actions ; Levy-Brahms : 20 actions.

Quelque temps après, le banquier Louis Dreyfus apportait, à son tour 20.000 francs.

La première *Humanité*, grevée dès l'origine de charges excessives, fut bientôt à bout de souffle. Jaurès lança un appel le 5 octobre 1906 : il reçut 25.000 francs du parti frère d'Allemagne (81) et 1.000 francs du parti tchèque. C'était insuffisant.

La fondation d'une *Société Nouvelle du journal l'Humanité* fut décidée. Le capital fut fixé à 125.000 francs.

Parmi les membres de l'ancienne société figuraient entre autres, dans la nouvelle : MM. Lévy-Bruhl : 123 actions ; Picard : 123 actions ; Louis Louis-Dreyfus : 31 actions et Charles Louis-Dreyfus : 31 actions. A ces anciens actionnaires s'ajoutaient les nouveaux :

MM. J. Clément : 10.000 francs ; Hoyer : 1.250 francs ; Vaillant : 1.000 francs ; Poisson : 1.000 francs ; Bunel : 1.000 francs ; Léon Blum : 1.000 francs ; diverses organisations ouvrières : 5.875 francs ; Achille Rosnoblet : 28.000 francs ; Mme Hélène Rosnoblet : 25.000 francs.

Les deux derniers souscripteurs fournissaient donc à eux seuls les 2/5 du capital. On devait apprendre par la suite que M. et Mme Rosnoblet étaient les prête-noms des Rothschild.

A la suite des révélations qu'il avait faites dans *La Guerre sociale*, Francis Delaisi avait été invité par Pierre Renaudel, qui administrait *L'Humanité*, à venir examiner les comptes du journal. Il avait donné à ses lecteurs, le résultat de ses investigations. Parlant des actionnaires de la première société, donc des co-fondateurs de *L'Humanité*, il écrivait :

« Les trois quarts des actions sont souscrites par trois personnes dont les noms doivent être retenus.

« L'une est M. Salomon Reinach, le frère de Joseph Reinach, que les Rothschild donnèrent comme secrétaire à Gambetta.

(81) C'est le socialiste allemand A. Bebel qui, le 12 octobre 1906, annonça l'envoi de ces 25.000 francs-or à J. Jaurès. Louis Dubreuil, Bracke et Pierre Renaudel acceptèrent au nom du Parti par lettre du 17 octobre 1906 (Cf. *L'Humanité*, 18-10-1906).

A la suite de cette lettre du chef du parti social-démocrate et de l'envoi des fonds allemands, Forain publia un dessin satirique dans *Le Figaro* du 21 octobre 1906.

Cette caricature représente Guillaume II, coiffé du casque à pointe, remplissant d'or e chapeau que Jaurès, incliné profondément devant l'empereur d'Allemagne, tend de ses deux mains. Une barrière — la frontière — sépare l'Allemand et le Français.

La légende est aussi féroce que le dessin : « Ce n'est pas un secours, Monsieur Jaurès... : c'est une dette. »

« L'autre, M. Lévy-Brühl, philosophe éminent, est professeur à la Sorbonne, où il gagne environ 10.000 francs par an. On s'étonnerait qu'il plaçât 120.000 francs à fonds perdus dans un journal socialiste s'il ne passait pour être le dispensateur des libéralités des Rothschild parmi les jeunes revues qui naissent et meurent comme les feuilles dans les environs de l'Odéon.

« Quant au troisième, Picard, dit Le Pic, publiciste et polémiste de talent, il venait de tuer sous lui le journal Les Droits de l'Homme, et s'il avait eu 125.000 francs à lui, peut-être les eût-ils employés à défendre de la mort son propre journal » (82).

Le *Matin* devait, trente ans après la fondation de *L'Humanité*, publier un document qui prouvait qu'en dehors des banquiers israélites (83) qui aidèrent Jaurès de leurs deniers, la Compagnie des Agents de Change de Paris avait fourni une grosse somme : 300.000 francs-or. Il s'agit d'une déclaration rédigée et signée par Léon Picard, premier souscripteur de *L'Humanité* et encaisseur des 300.000 francs-or. En voici le texte (84) :

« Durant les années 1902 et 1903, la presse socialiste, notamment le journal *La Petite République*, faisait une campagne ardente contre les agents de change. Cette campagne avait pour objet de faire supprimer leur privilège.

« Un groupe de militants et de journalistes socialistes dont faisaient partie notamment Jaurès, Albert Thomas et Viviani, décida de quitter *La Petite République* à la suite de la campagne des cent mille paletots et de fonder un journal qui serait l'organe du Parti.

« Pour cela il fallait de l'argent, et c'est ainsi que ce groupe eut l'idée de cesser la campagne contre les agents de change et de faire appel à leur concours.

« Ceux-ci remirent une somme d'environ 300.000 francs. Cette somme fut encaissée par M. Picard chez M. Perquel, agent de change, place de la Bourse, et servit à MM. Léon Picard, Lévy-Brühl, Dr Lévy-Brahms, de Pressensé, Jaurès, Briand, Rouanet, Rouff, à souscrire à la nouvelle Société constituée pour éditer *L'Humanité*.

« C'est ainsi que ce journal vit le jour grâce au concours financier de la Compagnie des agents de change.

« Le bulletin financier de *L'Humanité* fut confié à M. Léon Picard, l'un des souscripteurs, avec l'accord de Jaurès. Ce bulletin parut pendant plus d'une année et recrutait de la publicité financière, M. Picard touchant 25 % sur les encaissements de cette publicité ».

Quelques années plus tard, le Parti socialiste aurait racheté par l'intermédiaire de Camélinat, 2.120 actions souscrites par les Rosnoble (Rothschild, selon H. Coston) pour la somme de 17.500 francs.

(82) *La Guerre Sociale*, 16-22-11-1910.

(83) On lit dans les *Archives israélites* du 11 octobre 1906, p. 324, sous la plume d'Emile Cahen :

« ... Les grands services rendus à la cause de la justice et de la vérité (allusion, sans doute, à l'affaire Dreyfus — N.D.L.R.) par M. Jaurès lui ont créé des titres indiscutables à la reconnaissance de tous les Israélites français. Ce sont ceux qui, en très grande partie, l'avaient, il faut bien le dire, aidé à fonder son journal, mais ses commanditaires n'appartenaient en aucune façon au monde financier israélite. Un grand parisien, entre autres, a pendant fort longtemps soutenu de ses deniers la lutte de M. Jaurès contre les difficultés inhérentes à l'existence d'un grand quotidien... »

(84) Cf. *Le Matin*, 3 octobre, 6 octobre et 12 octobre 1934.



La *Société nouvelle du journal L'Humanité* existe toujours. C'est elle qui possède le journal du *Parti Communiste Français*. La majorité des actions, que détenait Camélinat, homme de confiance du *Parti socialiste*, fut remise au *Parti communiste*, en 1920, la majorité s'étant prononcée pour l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. Camélinat, vieux communard (85), s'était d'ailleurs rallié au P.C. avec son ami Marcel Cachin, qui dirigeait *L'Humanité*.

Doriot, nous l'avons dit, affirma avant la guerre que ce paquet d'actions était en la possession du délégué du Komintern, Piatnitski, ce que les communistes contestèrent. Lorsque Doriot demanda un examen des comptes — comme Delaisi l'avait fait en 1910 — le Parti se borna à publier un bilan, celui de 1934, qui accusait un bénéfice de 466.873 fr. 54 : 16.027.576 fr. 85 de dépenses pour 16.503.600 fr. 46 de recettes. Pierre Monatte fit alors observer dans *La Révolution prolétarienne* (10-10-1935) que : « les questions de Doriot visent la période allant de 1926 à 1934. *L'Humanité* répond en publiant ses comptes de 1924, année où il est incontestable que le « tournant » du Parti communiste a redonné à son quotidien les lecteurs — et donc les ressources — qu'il avait perdus. Mais il serait curieux de connaître les comptes des années 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932 et 1933, en tout huit années, comptes qui, sauf erreur, n'ont pas été publiés ». De son côté, Doriot répliqua que : « Ce bilan a été fait pour les besoins de la cause... » et il affirma que la publicité était fournie par le truchement d'une société de publicité fondée par le bras droit de Piatnitski (86). *L'Humanité* publia, par la suite, son bilan de 1935 (87), qui faisait ressortir un bénéfice de 1.107.357 frs 60 avec 1.181.517 frs 20 de publicité.

Les choses en restèrent là, les parties n'ayant d'ailleurs pas convaincu l'adversaire...

Le tirage de *L'Humanité* augmenta considérablement après la victoire électorale du Front Populaire. Le 22 janvier 1937, à la Conférence nationale du Parti, Maurice Thorez annonçait que 400.000 exemplaires sortaient chaque jour des presses (88). Le journal était toujours dirigé par Marcel Cachin. Il avait pour rédacteur en chef Paul Vaillant-Couturier, qu'assistaient P.-L. Darnar, Paul Nizan, Lucien Sampaix, J. Moussinac, etc...

Dans l'équipe de collaborateurs littéraires figuraient notamment : Louis Aragon, Claude Aveline, Jean Baby, Georges Besson, René Blech, Jean-Richard Bloch, Julien Benda, Pierre Bochet, Charles Braibant, Jean Cassou, André Chamson, Léopold Chauveau, Roger Desormières, J.-P. Dreyfus, Luc Durtain, Charles Dullin, Elie Faure, Jean Fréville, Georges Friedmann, Joseph Jolinon, Paul Gsell, Jean Guehenno, Jean Giono, René Garmy, Louis Guiloux, Fernand Jean, Henri Jeanson, Louis Jouvot, Pierre Kaldor, Charles Koechlin, Pierre Labérenne, H.-R. Lenormand, René Lallou, René Maran, André Malraux, René Maublanc, Victor Margue-

(85) Zéphirin Camélinat, né à Mailly-la-Ville (Yonne) en 1840, l'un des fondateurs de la Première Internationale des Travailleurs ; créateur des *Sociétés ouvrières* ; délégué à la Monnaie sous la Commune ; réfugié en Angleterre (1871-1880) ; député socialiste de Paris (1885-1889). Mort le 5 mars 1932.

(86) *L'Emancipation* de Saint-Denis, 12-10-1935.

(87) *L'Humanité*, 12-4-1936.

(88) Les chiffres du tirage du journal, d'après le VIII<sup>e</sup> Congrès national de janvier 1936, étaient les suivants :

1930, 173.947 ex. ; 1931, 159.940 ex. ; 1932, 161.394 ex. ; 1933, 154.820 ex. ; 1934, 201.255 ex. ; 1935, 217.850 ex. ; 1936 (janvier), 240.000 ex.

ritte, Léon Moussinac, Louis Paul, Stéphan Priacel ; professeur Prenant, Radiguer, Tristan Rémy, Romain Rolland, Georges Sadoul, Henri Sauveplane, Gérard Servèze, Pierre Unik, Charles Vildrac, André Wurmser, Maurice de Vlaminck. (89)

Parmi les collaborateurs scientifiques on remarquait : Marcel Prenant, professeur à la Sorbonne ; J.-M. Lahy, professeur à l'École des hautes études ; Henri Wallon, professeur à la Sorbonne ; Marcel Cohen, professeur à l'École des hautes études ; Jean Langevin, professeur au lycée Louis-le-Grand ; Pierre Labérenne, professeur au lycée Rollin ; Georges Friedmann, chargé de cours à l'École normale supérieure ; Charles Parain, professeur au lycée Buffon ; Henri Mineur, astronome à l'Observatoire de Paris ; René Maublanc, agrégé de l'Université ; Georges Politzer, professeur au lycée d'Evreux ; P. George, professeur au lycée de Montpellier ; Mathieu, assistant à la Sorbonne ; Jacques Soustelle, assistant au Musée d'ethnographie, etc...

A cette époque, le P.C.F. avait aussi un quotidien vespéral *Ce Soir*, dirigé par Louis Aragon et Jean-Richard Bloch, que commanditèrent les Républicains espagnols (90). Il reparut pendant quelques années après la guerre, puis disparut faute de lecteurs en 1953.

Par contre, *L'Humanité*, sortie de la clandestinité en août 1944, connut un succès grandissant jusqu'en 1946 : 326.000 ex. fin 1944, 600.000 en 1945, 500.000 en 1946, puis 400.000 en 1947, 310.000 en 1949 et 192.000 en 1952. Elle tire encore à 192.000 exemplaires en 1960.

Sous la direction d'Etienne Fajon qu'assistent René Andrieu, rédacteur en chef (91), et Roger Raucaute, administrateur (92), *L'Humanité* est rédigée par une équipe composée de Pierre Leschemelle, ancien administrateur des *Lettres françaises* et d'*Inter-Press Publicité*, André Carrel, rédacteur en chef de *L'Humanité-Dimanche*, Marcel Veyrier, Jean Mérot, Raymond Lavigne, et, outre les grands chefs du P.C.F., Jacques Gaucheron, Guy Sadoul, Armand Monjo, Guy Leclerc, Gilbert Bloch, Georges Léon, René Lacote, Eugène Aubel, J. Orliaguet, A. Michéor, Y. Le Goff, Dominique Desanti, Nelly Feld, Simone Téry — la fille de Gustave Téry, fondateur de *L'Œuvre* (avec U. Gohier) et d'Andrée Viollis, — Abel Michea, Roland Passevant, Fernand Clavaud, Maurice Choury, Jacques Ralite, Géo-Mousseron, Jean-Pierre Chabrol, Henri Reynaud, Hélène Parmellin, Marie-Louis Barron, Pierre Courtade, Marius Magnien, Pierre Heutgès, André Wurmser, etc... (93)

Au Conseil d'Administration, que présidait Firmin Pélissier, remplacé en 1957 par Octave Rabaté, ancien rédacteur à *L'Humanité* et à *La Vie Ouvrière*, ancien rédacteur en chef de la clandestine *Voix des Charentes* et ancien député, on remarquait — en 1955-1959 — : Joanny Berlioz-Benier, Henri Gourdeaux, Louis Jégon, Lucien Midol, Jean Oswald dit Dorval, Georges Cogniot,

(89) André Gide y figurait encore début 1936.

(90) Indalecio Prieto, l'ancien ministre de la Défense nationale, a révélé dans son livre *Como y par que salí del ministerio de Defensa nacional* (Mexico, 1940), page III, que *Ce Soir* avait été subventionné avec les fonds du gouvernement républicain dont il faisait partie.

(91) En 1947, le rédacteur en chef était Georges Cogniot, qui fut ensuite remplacé par Pierre Hervé, André Carrel, Jean Guillon, député, André Stil.

(92) Il y a six ans, l'administrateur de *L'Humanité* était Jacques de Sugny, ancien administrateur de *La Marseillaise*, de Marseille.

(93) Signatures relevées au cours de ces cinq dernières années.

Marc Dupuy, Eugène Hénaff, Daniel Renoult, etc... Marcel Cachin et André Marty en firent également partie.

L'édition dominicale, *L'Humanité-Dimanche*, diffusée par les militants communistes, atteint un tirage moyen de 500.000 exemplaires. C'est le journal de parti le plus répandu.

Georges VIREBEAU et Félix ANDRÉ.

#### Trotskyistes et communistes internationalistes.

En marge du Parti communiste, profondément imprégnés de la doctrine de Marx et de Lénine mais opposés au Stalinisme, les trotskystes jouent un rôle non négligeable dans le mouvement ouvrier. Mais, du fait de leurs chicanes continuelles, de leurs divisions permanentes et des scissions et divisions qu'elles entraînent, ils n'ont pu parvenir à s'organiser en véritable parti. Le *Parti Communiste Internationaliste*, le plus important des groupes trotskystes, n'est lui-même qu'une petite chapelle composée d'hommes plus enclins aux palabres qu'à l'action révolutionnaire. L'histoire du trotskysme, a dit Jacques Fauvet, est « un peu celle de toutes les hérésies, vérités isolées et affolées, qui détachées du principe d'unité se multiplient à l'infini et ne se regroupent que pour bien vite se disperser. » (94)

Les communistes internationalistes se réclament de Leiba Bronstein, dit Lev Davidovitch Trotzky, plus communément appelé Léon Trotsky, le fameux révolutionnaire né en 1879 et mort assassiné en 1940. L'ancien compangon de Lénine, évincé par Staline, représente aux yeux des purs marxistes-léninistes, le véritable théoricien de la Révolution mondiale.

Quelques mois avant sa mort, Trotsky présentait ainsi le mouvement dont il était le créateur :

« Le mouvement auquel j'appartiens est un mouvement jeune qui surgit sous des persécutions sans précédent de la part de l'oligarchie du Kremlin et de ses agences dans tous les pays du monde. Pour parler en général, il est difficile de trouver dans l'histoire un autre mouvement qui ait eu à déplorer autant de victimes en si peu de temps que le mouvement de la Quatrième Internationale. C'est ma profonde conviction personnelle que dans notre époque de guerres d'annexions, de régimes, de destructions et de toutes sortes de bestialités, la Quatrième Internationale est destinée à jouer un grand rôle historique. Mais ceci est l'avenir.

« Dans le passé, elle n'a connu que coups et persécutions. Personne n'aurait espéré, durant ces douze dernières années, se faire une carrière avec l'aide de la Quatrième Internationale. Pour cette raison, le mouvement était rejoint par des gens désintéressés, convaincus, et prêts à renoncer non seulement aux biens matériels, mais aussi, si ce devait être nécessaire, à sacrifier leur vie. Sans aucun désir de tomber dans l'idéalisation, je peux néanmoins me permettre de dire qu'il est difficilement possible de trouver dans toute autre organisation une telle situation de gens dévoués à leur drapeau et étrangère à toute prétention personnelle dans la Quatrième Internationale. » (95)

Laissons de côté le lyrisme cher aux prophètes d'Israël. Le trotskysme est loin d'être aussi puissant que son fondateur le

(94) J. Fauvet : *Les forces politiques en France*, Paris, 1951.

(95) Cité par *L'Époque*, 10-11-1946.

laissait entendre. Mais s'il est très faible, comme nous le verrons, sur le plan de l'organisation, il rayonne de plus en plus sur la Gauche, et plusieurs trotskystes notoires occupent, dans divers groupements socialistes, des postes de direction souvent importants.

Fondé en 1936 par trois groupes trotskystes, le *Parti Communiste Internationaliste*, qui se situe à la gauche du *Parti Communiste Français*, se réclame d'une IV<sup>e</sup> Internationale, créée par Trotsky avant la guerre. A peine constitué, il connut en 1937 une scission : une partie de ses militants rejoignirent le *Parti Socialiste Ouvrier Paysan* de Marceau Pivert tandis que d'autres adhéraient très officiellement au *Parti Socialiste* ou créaient des partis indépendants.

J. Fauvet note que « *l'état d'esprit trotskyste a souvent contaminé les jeunesses socialistes* ». Le fait est que les jeunes de la S.F.I.O., sous la direction de Fred Zeller, étaient ouvertement trotskystes avant la guerre, et eurent maints démêlés avec la direction du Parti.

Dispersés en 1939, tenus à l'œil par la police de Daladier ou de Laval, traqués par celle des Allemands, les trotskystes reconstituèrent leur parti dans la clandestinité en février 1944. Le nouveau *Parti Communiste Internationaliste* réunit les éléments des trois tendances trotskystes d'avant la guerre : *Parti Ouvrier Internationaliste*, *Comité Communiste Internationaliste* et *Groupe octobre* (96). Il se proclama aussi section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Il était alors dirigé par Albert Demazière, Max Clemenceau, Maurice Laval, et Beaufrère (dit Liber, dit aussi Lestin).

Le premier, né le 19 décembre 1914 à Marseille, licencié en droit et licencié ès-lettres, militait en 1935 aux *Etudiants antifascistes* et au *Comité Amsterdam-Pleyel* et avait adhéré, en 1936 au *Parti Ouvrier Internationaliste*. Entré dans l'enseignement primaire, il avait donné, en 1939, son adhésion au *Parti socialiste ouvrier paysan* et participait à la propagande de l'*Ecole Emancipée*. Pendant la guerre, il avait réorganisé le mouvement trotskyste et subi les rigueurs de la justice militaire du Gouvernement de Vichy (travaux forcés à perpétuité pour « activité communiste »). Evadé de la prison du Puy avec 85 autres détenus politiques le 2 octobre 1943, il avait rejoint le maquis. Il occupait, en 1945, le poste de secrétaire général du Parti en même temps que les fonctions de membre du Conseil Central du Syndicat des Fonctionnaires du Ravitaillement.

Max Clemenceau, ancien des *Jeunesses communistes*, militait depuis l'âge de 14 ans dans les milieux communistes, auxquels son père appartenait. Il était secrétaire des *Etudiants communistes* en 1935-1936, mais en avait été exclu comme « gauchiste ». Mis en résidence surveillée à Angoulême en 1940, il était venu militer dans les groupes communistes clandestins de Paris. A la Libération, il était à la tête des ouvriers communistes qui occupèrent l'usine C.M.S.C. de Saint-Cloud où il travaillait, ce qui lui valut une citation du commandant F.T.P. Mignot.

Le troisième de ces dirigeants, le plus connu, Maurice Laval, avait été le secrétaire général du Centre Laïque des Auberges

(96) Les deux premières organisations étaient issues de l'ancienne *Ligue Communiste Internationaliste*, ex-« opposition de gauche » de l'Internationale Communiste datant de 1928.

de la Jeunesse. Son activité résistante pendant la guerre l'avait fait remarquer par les Allemands, d'où sa déportation. A son retour des K.Z., il avait pris place au Comité directeur du P.C.I. Il sera, plus tard, secrétaire général de *Combat*, puis de *France-Observateur* et conseiller municipal socialiste de Montrouge.

Marcel Beaufrère, le quatrième et dernier, revenait également des camps nazis. Membre des *Jeunesses Socialistes* à 15 ans, il n'avait cessé de militer depuis dans les syndicats et organisations auxquels il avait adhéré (Syndicat des P.T.T., *Amis de l'U.R.S.S.*, groupe trotskyste). En 1939, gérant du journal *Révolution* et secrétaire national des *Jeunesses Socialistes Ouvrières* et Paysannes, il avait été arrêté par la police de Daladier et révoqué des P.T.T. Libéré comme beaucoup de pacifistes en 1940, il s'était occupé du *Parti Ouvrier Internationaliste* sous le nom de Liber. Arrêté par la police de Vichy, puis relâché, il avait fini par être repéré par la Gestapo et déporté à Buchenwald en janvier 1944.

Tenus pour dangereux par les communistes alors tout-puissants, les trotskystes eurent beaucoup de peine à se faire reconnaître et à obtenir l'autorisation d'œuvrer à ciel ouvert. On leur reprochait leur antimilitarisme et le ministre de l'Information avait répondu à la demande d'autorisation de paraître qu'ils faisaient pour leur journal *La Vérité* — qui avait eu 73 numéros clandestins sous l'occupation — « qu'il ne pouvait accorder le droit de parole, en temps de guerre, à un journal qui était contre la défense nationale » (*La Vérité*, 4-6-1945).

La guerre finie, ils purent enfin s'exprimer plus librement. Aux élections d'octobre 1945, ils présentèrent des candidats, notamment à Paris : Demazières, Beaufrère, Mathias, Corvin, l'institutrice Marguerite Usclat, l'étudiant Jean Chauvin, dit Duverger, Roland Filiatre, etc...

Aux élections de juin 1946, le *Parti Communiste Internationaliste* présenta des candidats dans une dizaine de départements, entre autres dans la Seine :

Pierre Galetti, cheminot, ancien secrétaire des J.S. du 17<sup>e</sup>, Marcel Bleibtreu, secrétaire du P.C.I., Yvan Craipeau, instituteur, fondateur des *Jeunesses Communistes de Vendée*, ancien dirigeant des J.S. de Seine-et-Oise, Pierre Frank, ingénieur, ancien communiste, détenu dans les geôles britanniques pendant 37 mois (1940-1943), Jacques Gallienne, instituteur, ancien communiste, ancien S.F.I.O., ancien rédacteur à *La Vérité* clandestine ; dans le Finistère : Alain Le Dem, André Calves, Désiré Le Bris ; en Lot-et-Garonne : René Denzeau ; dans la Gironde : Mme Madeleine Forcada ; dans le Rhône : Marc Paillet ; Dans l'Isère : le professeur Laurent Schwartz, cousin germain de Michel Debré, le Docteur Henri Fabre ; en Savoie : le journaliste Paul Parisot ; dans le Puy-de-Dôme : Gérard Bloch, ancien déporté, Guy Texier, administrateur de *La Vérité* ; dans la Marne : Robert Chéramy, professeur, etc...

Aux élections suivantes, présent dans dix départements, le Parti totalisait 59.824 suffrages ; il n'avait aucun élu, mais il faisait battre deux communistes, l'un dans l'Isère et l'autre dans le Puy-de-Dôme.

Peu après, la division scindait le P.C.I. Au Congrès de 1948, une tendance ultra-gauchiste conduite par Jacques Gallienne s'opposait à la majorité, rejetant Tito aussi bien que Staline. Auparavant, les membres du Parti qui avaient adhéré au R.D.R. (*Rassemblement Démocratique Révolutionnaire*) de Sartre, Altman et

David Rousset — lui aussi ancien trotskyste en 1936 — avaient été exclus (Beaufrère, Parisot, Demazières (97), etc...), tandis qu'Yvan Craipeau, nommé secrétaire général entre temps donnait sa démission, laissant la direction du P.C.I. aux mains de Jacques Privas, Marin, Pierre Frank, Pierre Lambert.

Une partie des dissidents ayant rejoint les *Jeunesses Socialistes* et les ayant noyautées, la S.F.I.O. dut s'amputer de ce membre gangrené. Séparées du Parti Socialiste, les J.S. se transformèrent en *Mouvement d'Action Socialiste Révolutionnaire*, qui s'étiola et se perdit dans le R.D.R.

Divisés en partisans et adversaires de la IV<sup>e</sup> Internationale, en partisans du noyautage intérieur ou extérieur du *Parti Communiste Français* et en partisans d'une action communiste indépendante du P.C.F., les trotskystes avaient alors plusieurs journaux ou revues reflétant leurs diverses tendances (98) : *La Jeune Garde*, organe des *Jeunesses Communistes Internationalistes*, *La Lutte de Classes*, organe de l'*Union Communiste de la IV<sup>e</sup> Internationale*, dirigée par Jacques Ramboz, *La Flamme*, revue de l'*Union des Communistes Internationalistes*, *Le Proletaire*, *Les Cahiers de l'Internationalisme* et *L'Internationaliste*, ces deux derniers étant les organes des tendances minoritaires et majoritaires du *bordighisme* (99), fraction gauchiste du trotskysme.

L'organe officiel du *Parti Communiste Internationaliste*, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, était *La Vérité*, qui se présentait comme « le premier journal paru dans la clandestinité » (août 1940). Tour à tour hebdomadaire ou mensuel, journal ou revue, *La Vérité* eut pour rédacteurs et dirigeants, successivement ou simultanément, des militants trotskystes éprouvés comme Maurice Juillia, Guy Texier, P. Lambert, Jean Perrin, F. Tarrant, Pierre Brabant, Henri Langlois, Ernest Boivint, G. Bloch, etc...

Aujourd'hui *La Vérité des Travailleurs* (64, rue de Richelieu, Paris), est l'organe officiel du Parti (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale). Elle a pour directeur-gérant G. Davy. La plupart des articles ne sont pas signés. Quelques-uns seulement ont pour

(97) Après la disparition du R.D.R., ces trois trotskystes fondèrent l'éphémère revue *Confrontation Socialiste*.

(98) Aujourd'hui on peut classer, très sommairement, les trotskystes en quatre catégories : 1<sup>o</sup> les amis de la V<sup>e</sup> Trotsky, laquelle poursuit aux Etats-Unis l'œuvre de son mari — aidée par des hommes comme Max Schachtmann, Georges Fisher et, jadis, par James Burnham (auteur de la technocratique *Ere des Organiseurs*) ; en France, son représentant serait Gustave Aucouturier ; 2<sup>o</sup> le groupe Pierre Naville ; 3<sup>o</sup> le *Parti Communiste Internationaliste* ; 4<sup>o</sup> les isolés et les groupuscules dissidents ou indépendants.

Résultat de ces divisions : une extrême confusion chez les trotskystes. En 1952, un *Parti Communiste Internationaliste*, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, se réunit les 12, 13 et 14 juillet, tandis qu'un second *Parti Communiste Internationaliste*, trotskyste mais non affilié à la IV<sup>e</sup> Internationale, tenait congrès les 13, 14 et 15 juillet. Tous deux envoyèrent un communiqué à la presse. (*Le Monde*, 17-7-1952). L'année suivante, le parti trotskyste des Etats-Unis publiait dans son journal *The Militant* un appel aux trotskystes du monde entier, dans lequel, dénonçant le révisionnisme « pabliste » (Pablo, alias Michel Raptis, était l'un des dirigeants de la IV<sup>e</sup> Internationale), il stigmatisait les activités en France du groupe Frank-Mestre-Privas. (*Le Monde*, 20-11-1953). Ce dernier répliquait, quelques jours plus tard, en accusant Bleibtreu et Lambert, exclus du Parti pour « sectarisme » et « stalinophobie » deux ans plus tôt, d'être à l'origine de cette communication. (*Le Monde*, 24-11-1953.)

(99) Bordigha, fondateur d'un parti italien marxiste-léniniste anti-stalinien, rejetait toute entente avec les communistes et toute action favorable à l'U.R.S.S.

auteurs : R. Merlin, Lucien Collonges, P. Vincent, Pierre Frank, etc...

Une revue doctrinale et d'information, *Quatrième Internationale*, paraît tous les trois mois (même adresse). Elle est dirigée par Pierre Frank. Y collaborent les chefs trotskystes des divers pays et, pour la France, Jean-Paul Martin, Léon David, E. Germain, etc.

La doctrine du P.C.I. est tout entière dans l'ouvrage bien connu de Trotsky, *La Révolution trahie*. Il s'agit de remettre le communisme — donc l'U.R.S.S. — dans le droit chemin, celui du léninisme dont il s'est écarté depuis l'ère stalinienne. Le P.C.I. est donc un parti communiste pur et dur, qui n'admet aucune compromission avec le capitalisme, aucun coup de canif dans la bible léniniste et qui n'accepte pas le capitalisme d'Etat, la bureaucratie du Parti et l'attitude « nationaliste » du communisme soviétique.

Le Parti avait quelque chance d'être écouté — sinon entendu — au temps lointain du tripartisme, quand le P.C.F. se « compromettait » avec les bourgeois M.R.P. et les sociaux-démocrates de la S.F.I.O. Aujourd'hui que les communistes, qui suivent Thorez et Duclos, sont dans l'opposition, les trotskystes n'ont d'autre espoir que de noyauter quelques cellules communistes, quelques groupements progressistes ou quelques sections du Parti socialiste unifié, où ils comptent beaucoup d'amis ou d'anciens camarades.

\*\*

Les trotskystes officiels ne sont d'ailleurs pas les seuls à vouloir noyauter le Parti communiste. Il y a aussi les trotskystes qui n'avouent pas leur nom. Par exemple les dirigeants de *La Voie Communiste*, qui paraissait en 1959 (bureaux 53, rue Notre-Dame-de-Nazareth, Paris) et dont G. Spitzer (que la V<sup>e</sup> République retient en prison depuis quatorze mois) était le directeur, Bernard Moellie, le trésorier, et Auguste Havez, ancien secrétaire administratif du *Parti Communiste Français* (décédé en 1959), l'un des principaux supporters. Il y a aussi les « communistes de droite » — ou prétendus tels, comme ceux de *Tribune du Communisme*, qui ont rejoint les amis de Depreux et ceux de Bourdet pour constituer le Parti Socialiste Unifié. Il y a enfin les « communistes démocratiques » de la *Nation Socialiste* (100), c'est-à-dire Auguste Lecœur et Pierre Hervé, anciens dirigeants du P.C.F., qui ont adhéré fin 1958 à la S.F.I.O. après avoir fait campagne pour le OUI au général De Gaulle, en septembre 1958 et refusé d'adhérer à l'U.F.D. de Mayer-Mendès-France-Mitterrand.

\*\*

A l'autre bout de la dissidence, mais sur un tout autre plan, le *Groupe d'étude et d'informations politiques « La Vie Publique »* occupe une situation très particulière. Son animateur, André Ribard, est un communiste intransigeant. Karl Marx et Lénine, qu'il cite volontiers, sont pour lui des guides sûrs, infaillibles,

(100) *La Nation Socialiste*, qui s'intitulait alors « *Tribune du Communisme démocratique français* », avait été fondée en mai 1956 par Lecœur et Hervé après leur départ du P.C.F. Elle était rédigée par une équipe assez peu homogène d'hommes de gauche qu'unissait leur hostilité commune au bolchevisme stalinien : Fred Zeller, Pierre Rothdiener, Perucaud (de Confolens), Jean Delion, P.-B. Marquet, Serge Maurin, Robert Bordeneuve, Auguste Vasseur, Claude Gérard, etc...

que l'on doit suivre aveuglément. Ancien fonctionnaire de l'Administration préfectorale, collaborateur de feu Painlevé et de feu Henri Barbusse, écrivain et journaliste, durement éprouvé par un long séjour dans les K.Z. nazis, Ribard s'est consacré, depuis la guerre, à une tâche difficile : celle d'éduquer politiquement ses amis marxistes et, éventuellement, les autres. Tous les mois, dans la grande salle de la Mutualité, il réunit un auditoire souvent nombreux, toujours attentif, rarement déçu. Ce dialecticien de classe, non seulement sait prendre son public, mais il sait aussi se faire comprendre de lui. Conférencier brillant, il incite ses auditeurs à la réflexion. Il leur présente sans fard les problèmes de l'heure, et leur donne chaque fois une excellente leçon de tactique politique. Ses critiques ne plaisent pas toujours aux chefs du P.C.F., mais elles sont acceptées sans trop de mauvaise humeur par les militants, qui finissent par comprendre que le but à atteindre vaut bien qu'on sacrifie en chemin quelques préférences personnelles.

C'est ainsi que ce communiste-léniniste a fait applaudir par des marxistes et des progressistes, en 1958, le général De Gaulle, présenté par lui comme le libérateur de l'Afrique noire, le bouclier de la gauche contre le fascisme et le seul homme qui puisse apporter en Algérie une solution libérale sans provoquer une réaction trop brutale de la droite et des colonels d'Alger.

Quelques années auparavant, alors que les militants de la gauche parlaient surtout de la revalorisation des salaires, il leur avait fait comprendre que le plus important n'était pas d'obtenir une petite augmentation mais bien d'empêcher le réarmement allemand, c'est-à-dire la constitution d'une barrière armée de 60 millions d'habitants s'interposant entre la patrie du communisme et l'Europe occidentale. Et il avait fait applaudir celui qui, fort habilement, allait faire rejeter par le parlement la fameuse C.E.D. : le président Mendès-France.

Cet homme, physiquement diminué par trente mois de souffrances, est l'un des « meneurs » les plus lucides de l'extrême-gauche. L'influence qu'il exerce sur les étudiants noirs de l'Université de Paris, qui forment souvent le gros de son auditoire, est considérable. C'est pour l'Eglise, qu'il exécère, et pour la Droite, qu'il méprise, un dangereux adversaire.

Il prolonge l'effet de ses causeries par des livres, assez peu répandus, mais lus avec confiance par une élite de marxistes et d'hommes de couleurs. Les plus connus sont « *La prodigieuse histoire de l'Humanité* », « *1960 et le secret du Vatican* » et « *La Révolution est-elle pour demain ?* » (« Au Petit Luxembourg », 38, rue de Vaugirard, Paris).

H. C.

#### L'Anarchie et les anarchistes.

Du point de vue philosophique, la théorie anarchiste se réclama tout d'abord de trois hommes :

— le pasteur anglais Godwin (*Principles of political Justice*, qui proclama, le premier, des droits de l'individu incompatibles avec le régime social de son temps ;

— le philosophe allemand Max Stirner (*L'unique et sa propriété*), qui définit ces droits dans la célèbre phrase :

« *L'humanité n'a d'existence et de valeur que par les individus qui la composent ; le vrai culte est donc le culte de l'individu, le*



culte du MOI qui sera complet lorsque toutes les entités scolastiques de l'Humanité, de la Nationalité, de l'Etat, de l'Autorité, de la Loi auront fait place à la réalité unique : le Moi ».

— le Français P.J. Proudhon (*Du principe fédératif*), qui conçut tout un système social à base de mutuellisme, de coopération et de fédéralisme pour donner à ces droits exclusivement moraux dans leur formulation antérieure, un contexte social sans autorité, donc sans Etat.

Bakounine, Kropotkine, Elisée Reclus et Sébastien Faure ont continué ces trois hommes en opposition avec les marxistes qui, eux, préféraient conquérir l'Etat pour le détruire après plutôt que de s'essayer à le dissocier dès le départ.

En 1895 (101), Louise Michel et Sébastien Faure fondèrent *Le Libéraire* qui exprima dès lors une sorte de synthèse de l'anarchisme social (Proudhonien) et de l'individualisme (Stirnerien). Les individualistes, cependant, marquaient leur préférence pour *L'Anarchie*, où l'on rencontra, un peu plus tard, Victor Serge (Kibaltiche, de l'affaire Bonnot), pour *Les Temps Nouveaux*, de Jean Grave, ou *Les Hommes du Jour*, de Henri Favre. (102)

Tous, néanmoins étaient d'accord sur la primauté de l'effort syndical. Griffuelhes et Pelloutier (des Bourses du Travail), Yvetot, etc... exercèrent une influence considérable sur le syndicalisme qu'ils orientèrent vers la grève générale et l'indépendance à l'égard de l'Etat, des partis et des religions. De cette époque date l'anarcho-syndicalisme à qui l'on doit en outre la théorie de l'action directe et la Charte d'Amiens (1906).

Tous, ils avaient pris une part active à l'affaire Dreyfus et leur syndicalisme se doublait d'un laïcisme raisonné sans aucune commune mesure avec l'anticléricalisme radical.

Jouhaux (le défunt secrétaire de la C.G.T.) fit ses premières armes dans cet anarchisme-là qui fut, jusqu'à la guerre, l'aile marchante du Socialisme. Sébastien Faure réussit même à fonder un quotidien, *Le Peuple*...

Collectivement et individuellement antimilitaristes, les anarchistes se trouvèrent presque tous sur le « carnet B » à la déclaration de guerre. La plupart des militants connus partirent à l'étranger (en Espagne, notamment), d'autres furent rapidement emprisonnés (Vigo dit Almeyreda). D'autres enfin qui n'étaient soumis à aucune obligation militaire furent étroitement surveillés.

En mai 1916, parut le *Manifeste des Seize* qui portait notamment la responsabilité totale de la guerre, répondait aux Zimmerwaldiens les signatures de Pierre Kropotkine, Charles Malato, C. A. Laisant, Paul Reclus (frère d'Elisée), etc... et qui, reportant sur l'Allemagne la responsabilité totale de la guerre, répondait aux Zimmerwaldiens et aux Kienthaliens qu'ils faisaient « le jeu du parti ministériel allemand, de Bülow et de ses agents ».

Après la guerre, les anarchistes ne s'en relevèrent pas : la discorde s'installa parmi eux à la faveur de la trahison des leaders. On porte encore à leur actif l'attentat de Cottin contre Clemenceau

(101) Jusqu'à cette date ce fut la période dite « tragique » de l'Anarchisme : Procès de Lyon (1883) après divers attentats à la bombe dans la région lyonnaise ; Affaire Duval (1886) ; Procès des 18 (1890) ; Affaire de Levallois, de Clichy ; Procès des Trente ; Attentat de Vaillant ; la Bombe Henry, etc... Les lois dites scélérates de 1894 rendirent cette « propagande par le fait » à peu près impossible et les anarchistes y renoncèrent pour entrer dans les milieux corporatifs et syndicaux et y faire prévaloir quelques-uns de leurs principes ou de leurs méthodes d'action.

(102) Actuel rédacteur anti-résistantialiste de *La Voix Corrèzienne*.

(1919), qui aggrava les zizanies en semblant marquer un retour des méthodes (Ravachol, Henry, etc...) abandonnées et peu populaires.

Entre les deux guerres, le *Libertaire* subsista, paraissant tantôt hebdomadairement, tantôt mensuellement, et même disparaissant pour de longues périodes (103). De nombreuses publications sporadiques lui firent une concurrence intermittente parmi lesquelles il faut citer le *Semeur* (A. Barbé).

A la veille de la seconde guerre mondiale, la constitution d'une *Entente anarchiste* fut tentée qui n'eut que peu de succès. Louis Lecoin, le militant anarchiste qui domina cette période, fonda encore un hebdomadaire (*S.I.A.* soit Solidarité internationale antifasciste) auquel collabora Henri Jeanson, ce qui leur valut, à tous deux, d'être condamnés à la prison. Le lendemain de la déclaration de guerre à l'Allemagne, ce fut encore Louis Lecoin qui prit l'initiative du célèbre tract « Paix immédiate » lequel portait en outre les signatures de Marcel Déat, René Gérin, Jean Giono, Alain, Georges Pioch, V. Marguerite et quelques autres personnalités moins connues. On sait comment beaucoup des signataires de ce tract prétendirent après coup et contre toute évidence qu'ils n'avaient pas été consultés.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le *Libertaire* reparut sous la responsabilité d'une Fédération dont le comité directeur envoûté par l'instituteur G. Fontenis (aujourd'hui dans l'illégalité et condamné à des amendes et à des années de prison dont le nombre est incalculable) se recommandait de l'esprit de la résistance et avait adopté les méthodes du bolchevisme.

Cette fédération s'étant écroulée sous les coups de la justice et le *Libertaire* (qui avait adopté Marty dans ses derniers numéros) ayant disparu, l'actuelle et encore squelettique fédération comme son organe *Le Monde Libertaire* définissent les premiers résultats d'une entreprise de reconstruction. En sus des tendances individualistes, pacifistes et sociales, la Franc-maçonnerie mise en cause dans tous les congrès et publications intérieures (*Bulletin intérieur*, mensuel, réservé aux membres, et *Rouge et Noir*, organe tiré au duplicateur, d'une tendance qui se cherche, paraissant quand il peut) est un élément supplémentaire de division.

Sur le plan syndical, les anarchistes sont aujourd'hui sans influence notable : quelques-uns d'entre eux, dont Fauchois, publient *Le Combat syndicaliste* (36, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris), organe de la C.N.T. (*Confédération Nationale du Travail*), adhérente à l'A.I.T. (*Association internationale des Travailleurs*) pronon-

(103) En 1919, un fort contingent d'anarchistes avait rejoint le Parti Communiste, suivant en cela l'exemple donné par Victor Serge : Monatte, Rosmer, Colomer, etc... Sur le plan syndical, ceux-là rejoignirent la C.G.T.U. Leur thèse était que, la Révolution étant faite en Russie, il fallait l'orienter. Victor Serge, réfugié en Espagne pendant la guerre de 1914-1918, partit en Russie où il joua un rôle aux côtés de Lénine. Bientôt il fut envoyé en Sibirie par les bolchevicks qui liquidèrent progressivement et physiquement tous les anarchistes sur tout le territoire de toutes les Russies. Après avoir longtemps résisté, les armes à la main et à la tête d'une armée en Ukraine, le plus célèbre d'entre eux, Makno, se réfugia en France où il mourut en 1924. Quant à Victor Serge, il fut arraché à la Sibirie par Laval en 1934 et revint en France.

(104) En janvier 1956, la *Fédération Communiste Anarchiste*, dont *Le Libertaire* (145, quai de Valmy, Paris X<sup>e</sup>) était l'organe, présenta des candidats, notamment à Paris (1<sup>er</sup> secteur de la Seine) : l'instituteur Georges Fontenis, le cégétiste Michel Hulot, le professeur de collège technique Louis Rochery, Robert Joulain, délégué ouvrier de presse, Michel Hulot, technicien de l'Energie atomique, etc...

gement de la 1<sup>re</sup> internationale. *Le Combat Syndicaliste* est en principe mensuel, mais la C.N.T. n'ayant qu'un nombre réduit d'adhérents, il ne réussit guère à paraître que deux ou trois fois par an. Quant à l'A.I.T., elle est, dans une Europe coupée en deux par le rideau de fer, plus un mythe qu'une réalité, étant essentiellement composée de sections nationales exilées sur le territoire français (Espagne Républicaine, Europe Centrale, Russie, Europe septentrionale).

Par contre, dans le secteur de la libre-pensée animée par A. Lorulot (que d'aucuns accusent de crypto-communisme) et l'abbé Las Vergnas, on trouve beaucoup d'anarchistes (les frères Lapeyre de Bordeaux) et, publiquement, l'action de propagande de la Fédération anarchiste actuelle ne s'exerce plus guère que dans cette direction.

\*\*

*La Fédération anarchiste* (3, rue Ternaux, Paris, XI<sup>e</sup>) dont l'organe est *Le Monde Libertaire* (mensuel, même adresse) est une fédération de groupes locaux « d'études et d'action sociales ». A sa tête un « Comité de liaison » élu par un congrès annuel des groupes et responsable de son administration et de la publication de son journal. Le secrétaire général de la Fédération est Faugeras, linotypiste, qu'entourent Clément Fournier, Joachim Salamero, Aristide Lapeyre, André Devriendt, etc... Les noms des autres membres du « Comité de liaison » ne sont pas rendus publics. Les militants anarchistes les plus connus de la Fédération sont ceux dont on voit la signature dans *Le Monde Libertaire* : Maurice Joyeux (ancien employé de la S.N.C.F., ancien libraire), Fayolle (employé à l'E.D.F., Versailles), Maurice Laisant (voyageur de commerce, petit-fils du Professeur C. A. Laisant), André Prudhommeaux (fils du Professeur de Droit et descendant par sa mère du célèbre Godin, du Familistère de Guise), Ch. Aug. Bontemps (qui est également un militant de la L.I.C.A. et un orateur du Club du Faubourg).

De temps à autre, on trouve aussi dans *le Monde Libertaire*, la signature de Paul Rassinié, ancien député socialiste de Belfort. exclu de la S.F.I.O. pour avoir écrit « *Le Mensonge d'Ulysse* ».

Mais tous les anarchistes français n'appartiennent pas à la Fédération laquelle ne compte qu'une trentaine de groupes pour toute la France et quelques centaines d'adhérents. Le mouvement est, en effet, profondément divisé : les anarchistes sociaux s'y opposent aux individualistes. Les premiers se subdivisent encore en partisans de la violence révolutionnaire et en non-violents en anarchistes-communistes et en socialistes libertaires, en pacifistes intégraux. objecteurs de conscience, antimilitaristes, etc... et en pacifistes révolutionnaires qui subordonnent la paix à l'efficacité de la lutte sociale.

Les individualistes sont groupés autour d'E. Armand (22, cité Saint-Joseph, Orléans) disciple de Stirner qui publie *l'Unique* (depuis 1949, après avoir publié avant guerre *l'En dehors*). Ceux-là sont hostiles à toute organisation anarchiste, à tout forme de société parce qu'à toute forme d'autorité fut-elle fédéraliste et ne s'intéressent à aucun problème économique ou social.

Les socialistes libertaires sont groupés autour de Gaston Laval (objecteur de conscience qui passa une grande partie de sa vie dans l'illégalité) et de sa revue *Les Cahiers du Socialisme libertaire* (B.P. 92 à Neuilly-sur-Seine) qui est ronéotée et tire mensuellement à 250 numéros.

Une tendance qui essaie de concilier anarchisme social et individualisme sur le plan de l'éducation populaire, s'exprime au moyen de la revue mensuelle *Contre-Courant* (34, rue des Bergers et 24 rue Pierre-Leroux, Paris) dont l'animateur est M. Louis Louvet, secrétaire du syndicat des correcteurs.

Les pacifistes intégraux groupés autour de Bauchet (ancien militant anarchiste longtemps insoumis) et Louis Lecoin (14 années de prison pour action anarchiste ou pacifiste) auxquels se sont ralliés des hommes comme Félicien Challaye, Paul Rassinier, Gouttenoire de Toury, Paul Reboux, etc...

Le premier, qui publie *La Voie de la Paix* (mensuel : Auberville-sur-Mer, Calvados), tenta de prendre la suite de *La Ligue des Combattants de la Paix*, de *La Patrie humaine* et du *Barrage de l'entre-deux-guerres* en fondant le C.N.R.G.O. (*Comité National de Résistance à la Guerre et à l'Oppression*, sorte de cartel de toutes les organisations pacifistes).

Le second, qui avait fondé en 1949 la revue mensuelle *Défense de l'Homme* (105), (aujourd'hui publiée par Louis Dorlet, Domaine de la Bastide, à Magagnosc - A.-M.) sur le double plan de l'anarchisme social et du pacifisme intégral, fonda en janvier 1958, l'hebdomadaire *Liberté*, aujourd'hui mensuel par suite de difficultés financières, plus spécialement axé sur la propagande en faveur d'un statut de l'objection de conscience et de la libération des objecteurs emprisonnés. Il obtint d'ailleurs partiellement satisfaction puisque les objecteurs (la plupart Témoins de Jéhovah) emprisonnés depuis plus de cinq ans ont été libérés par le gouvernement De Gaulle.

Il y a, enfin, *La volonté populaire*, pacifiste et espérantiste, dirigée par G. Duval (Echarcon, par Mennecy, Seine-et-Oise) qui fait connaître et diffuse les livres non-conformistes.

On prévoit une fusion de certains périodiques et groupuscules pacifistes non communistes (*Ligues d'actions pacifiste*, *Forces Libres de la Paix*, *Résistants à la Guerre*, Gandhistes, *Comité National de Résistance à la guerre et à l'oppression*, etc... en tout 27) en une seule organisation nationale de type fédéraliste. Les événements du 13 mai ont suscité, au sein de la Fédération anarchiste, un même souci d'unification de toutes les tendances du mouvement dans une seule organisation nationale s'exprimant par un seul journal qui serait anarchiste social, syndicaliste, pacifiste et coopérateur. Pour toute la France, le nombre des anarchistes de toutes tendances est estimé à une quinzaine de milliers dont la moitié sont abonnés soit à l'une, soit à l'autre, soit à plusieurs des publications ci-dessus citées et dont les autres se sont repliés sur l'Aventin.

Jean-Pierre BERMONT.

(105) Parmi les collaborateurs de *Défense de l'Homme*, citons : P. Rassinier, P.-V. Berthier, Robert Gaillard, Gaston Leval, Paul Reboux, Henri Rougemont, qui s'est spécialisé dans la lutte contre la Haute Finance, Michel Ragon, Jean Poilvet Le Guenn, E. Armand, qui publie son *Unique* dans la revue, Louis Dorival, le D' Herscovici, Ch.-Aug. Bontemps, Robert Proix, Henri Perruchot, etc...

# IMPORTANT

Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous signaler les erreurs et les omissions qu'ils pourraient relever dans ce volume.

D'avance nous les en remercions.

L. F.

## LES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES ET LES SOCIÉTÉS PHILOSOPHIQUES DANS LA POLITIQUE

Dans un ouvrage de ce genre, paru il y a trente-six ans (1), les auteurs abordant la question des églises et de la politique, n'hésitaient pas à écrire : « *Nous n'insisterons pas sur le protestantisme, qui a ses conservateurs et ses radicaux, mais dont la masse numérique est trop faible pour compter globalement dans une consultation électorale, ni sur les israélites, chez lesquels les tendances confessionnelles sont réduites à leurs plus simple expression* ».

Et ils ajoutaient :

« *Le catholicisme, au contraire, est une puissance spirituelle qui s'appuie sur de forts effectifs.* » (2)

C'était, assurément, un argument péremptoire. Nos illustres devanciers nous excuseraient de ne pas être tout à fait de leur avis et de ne pas mesurer l'influence politique d'un groupe au nombre de ses membres.

Lorsque Charles Maurras parlait, jadis, des « *quatre Etats confédérés* » (l'Etat juif, l'Etat protestant, l'Etat franc-maçon, l'Etat métèque), il exagérait sans doute beaucoup dans l'autre sens. Mais cependant il ne faisait que constater la présence de groupes religieux, philosophiques ou ethniques, peut-être pas « *confédérés* » comme il le disait, mais qui avaient leur importance politique malgré la faiblesse numérique de leurs effectifs.

Il faudrait, — comme l'ont fait, incomplètement d'ailleurs, à notre avis, André Latreille et André Siegfried (3) — consacrer tout un livre à ce sujet si l'on voulait le traiter à fond. Ce n'est pas notre intention.

Nous voudrions, cependant, dans ces quelques pages, rappeler le rôle que les trois principales communautés et les sociétés philosophiques ont joué dans la politique française, ou, si l'on préfère, montrer que certains de leurs membres ont ou ont eu dans l'Etat des fonctions souvent considérables.

Les anticléricaux, tout comme les antisémites et les antimaçons, ont tendance à exagérer l'importance que la Compagnie de Jésus,

(1) *Manuel des partis politiques en France*, par J. Carrère et G. Bourgin, Paris 1924.

(2) *Ibid.*, p. 268.

(3) A. Latreille, André Siegfried : *Les Forces religieuses en France*, Paris 1951.

l'Alliance Israélite ou le Grand Orient occupe dans la vie politique française. Ne tombons pas dans l'excès contraire et ne nions pas systématiquement l'intervention de ces groupes dans l'Etat.

Ce que le monarchiste Maurras — qui compta cependant, plus tard, bien des disciples huguenots — reprochait, par exemple, aux protestants, c'était naturellement leur républicanisme et leur hostilité aux traditions catholiques de la vieille France. Il était non moins naturel qu'au berceau de la III<sup>e</sup> République, les protestants y fussent nombreux, proportionnellement plus nombreux que les catholiques. La persécution qu'ils avaient subies aux XVI<sup>e</sup> XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles les disposaient fort mal à l'égard d'un régime — la monarchie — qu'il rendait responsable de leurs malheurs. Les catholiques, au contraire, ne pouvaient que regretter le temps où la France était, sous un roi « très chrétien », la « fille aînée de l'Eglise ».

D'où, par extension, « dans le protestantisme français, une méfiance profonde des régimes politiques autoritaires ou antibébéraux, une condamnation spontanée et sincère de toutes les persécutions, quelles qu'elles soient, une défense instinctive du droit des minorités. De là aussi, et l'observation n'est pas moins essentielle, un attachement passionné aux principes de 1789, en tant qu'ils expriment une liberté politique dont les protestants savent bien qu'elle est la garantie indispensable de la liberté religieuse. Le protestantisme français ne se définit donc pas seulement par son caractère religieux, certain aspect politique en est manifestement inséparable » (4).

Les catholiques conservateurs français ont rendu responsables à la fois les protestants, les juifs et les maçons de la séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905 et des mesures prises, auparavant, contre les congrégations. C'est, sans doute, cela qui avait incité Maurras à parler de « confédérés » et, d'autres, de « complicité » entre ces trois groupes. Leurs adversaires, — je veux dire ceux qui se trouvaient du côté de la République naissante contre les nostalgiques de la Royauté catholique — leur répliquaient qu'il était bien naturel que les persécutés fussent unis contre leurs persécuteurs — ou anciens persécuteurs. Il n'y avait pas si longtemps que les Juifs avaient obtenu leurs droits de citoyens en France, et si des princes d'Orléans avaient protégé les loges l'Eglise, dont leurs descendants se réclamaient volontiers — surtout depuis la mort du comte de Chambord qui faisait d'eux les héritiers du trône, aux yeux de l'immense majorité des royalistes — n'était, et n'est toujours pas revenue, sur la condamnation formelle portée contre les francs-maçons.

En ce qui concerne les protestants, André Siegfried, qui est des leurs, reconnaît d'ailleurs que « le régime de la séparation est bien davantage dans l'esprit véritable de la Réforme française ».

« Celle-ci, ajoute-t-il, qui déjà a accepté avec conviction la III<sup>e</sup> République et l'Ecole laïque, s'accommode parfaitement du statut nouveau de 1905. » (5)

Et, plus loin, il souligne avec satisfaction qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, « une sorte de marée soulève le protestantisme, qui paraît mieux convenir qu'un catholicisme du Syllabus aux besoins d'une époque de libéralisme et de progrès technique » (6).

(4) André Siegfried, in *Les Forces religieuses en France*, op. cit., p. 210.

(5) *Ibid.* p. 210.

(6) *Ibid.*, p. 213.

Le grand historien Michelet, qui eut une si grande influence sur toute une génération de Français, Edgar Quinet, Georges Sand étaient « de sympathie protestante ou même effectivement protestants » (7). Taine, autre historien influent dans les milieux universitaires, se fit enterrer protestant par le pasteur Hollard. Sur le plan strictement politique, « plusieurs des inspirateurs de Jules Ferry, dans sa grande œuvre scolaire, les Steeg, les Buisson, les Pécaut, sont d'origine réformée... » (8). Tout comme le conservateur dreyfusard C. de Witt, Léon Say, Ch. de Freycinet, et plus tard, Théodore Steeg, Joseph de Selves et Gaston Doumergue.

Aujourd'hui, il ne semble pas que le protestantisme soit d'un seul côté : il y a, assurément, comme l'écrivaient les auteurs dont nous parlons tout à l'heure, des conservateurs et des radicaux, et bien entendu des progressistes ; mais il y a également des « réactionnaires » et des « fascistes ». Sans doute ne sont-ils qu'une minorité, mais ils existent.

C'est que, de nos jours, les protestants n'ont plus cette crainte qui les faisaient, naguère, préférer la Gauche à la Droite et, fussent-ils membres de la fameuse *H.S.P.* (9), se jeter dans les bras des pires adversaires de leur Dieu et de leurs biens.

Dès avant la dernière guerre, on avait enregistré une sérieuse évolution. Un Maurice Harlé, une baronne Hottinguer militaient à l'*Action Française*, et avec eux une pléiade de protestants de l'Est et du Midi groupés autour du pasteur Noël Vesper à l'Association Sully. La baronne Ernest Mallet, femme du banquier (10), suivait avec assiduité les réunions de la *R.I.S.S.* (11), et Philippe Cruse, fondaît avec le colonel de La Rocque et ses amis la société chargée d'édition *Le Petit Journal*. Les Japy et les Peugeot passaient pour commanditer la Droite. Ce ne sont là que des exemples, qu'il faut multiplier par mille pour avoir un ordre d'importance.

On a même connu — et ils étaient, paraît-il, assez nombreux — des protestants ouvertement fascistes et endossant la chemise bleue du *Faisceau*. C'était en 1925-1926. Georges Valois, chef du *Faisceau*, donnait des conférences dans certains cercles protestants, en particulier à l'*Association des Etudiants protestants*. Les pasteurs Albert Finet et Morin, convaincus par les arguments de l'orateur, avaient adhéré au mouvement fasciste ; le second devait même rédiger une chronique protestante dans *Le Nouveau siècle* (projet abandonné).

Depuis la guerre, la poussée vers la Droite s'est singulièrement ralentie. Mais l'ancienne méfiance n'y est pour rien ; c'est la politique d'épuration qu'il faut incriminer : en décapitant les mouvements nationaux, elle a détourné d'eux les gens prudents. Ceux-ci se retrouvent au parti gaulliste et dans l'entourage du président de la République (12). Mais les huguenots nationalistes, sous

(7) (8) *Ibid.*

(9) *Haute Société Protestante*.

(10) Les Mallet, il est vrai, sont une vieille famille restée longtemps attachée à la Royauté. Les Mallet qui vivaient à Paris sous la Révolution eurent de graves ennuis : Guillaume et Isaac Mallet et leur cousin Jacques Torras furent incarcérés pendant la Terreur. (Cf. H. Coston : *Les Financiers qui mènent le monde.*)

(11) *Revue Internationale des Sociétés Secrètes*, fondée par Mgr Jouin, curé de Saint-Augustin pour lutter contre la judéo-maçonnerie.

(12) Les protestants sont relativement nombreux autour du général : outre Couve de Murville, Boegner et Baumgartner, un journaliste en dénombreait trois ou quatre. Au près du Maréchal Pétain, il y avait l'amiral Platon, tué par le maquis.



la V<sup>e</sup>, ont leur journal : *Tant qu'il fait jour* (14, rue du Cherche Midi, Paris), dont Roland Laudenbach, neveu de Pierre Fresnay — un acteur de droite ! — écrivain, directeur littéraire des *Éditions de la Table Ronde*, auteur de plusieurs films (« La Route Napoléon », « Les Aristocrates », « Les grandes familles », etc...) et rédacteur à la monarchiste *Nation Française* (sous le pseudonyme de Michel Braspart) est le principal dirigeant. Autour de Laudenbach, O. Beigbeder, Philippe Brissaud, H. Engelhard, Raymond Haurie, R. de Lignerolles et Claude Chopy animent ce groupe dont l'influence s'étend malgré la méfiance de *Réforme*, l'hebdomadaire libéral protestant du pasteur Albert Finet (53-54, avenue du Maine, Paris) et surtout l'hostilité de *Cité Nouvelle* (52, rue de Londres), le journal des protestants socialistes.

Si, comme le pensait Maurras, il y avait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle collusion entre un certain protestantisme politique et la Franc-maçonnerie (13), — ce qui est courant dans les pays anglo-saxons —, il serait pour le moins hasardeux de le prétendre aujourd'hui. Ce n'est pas le nationaliste *Tant qu'il fait jour* qui nous l'assure, mais la très officieuse *Réforme* qui nous le prouve. Dans son numéro du 25 avril 1959, aux questions : *Que pensent les églises de la Franc-maçonnerie ? Un chrétien évangélique peut-il sans inconvénient en faire partie ?* », l'hebdomadaire du protestantisme français faisait cette réponse :

« En France, à l'heure présente, les positions philosophiques de la Franc-maçonnerie (Grand Orient), autant qu'on peut les connaître, la manière dont cette « société » envisage l'action politique, le caractère occulte de son action et l'obéissance exigée de ses membres, nous paraissent incompréhensibles avec la foi réformée ou, pour reprendre la formule de notre correspondant, avec la condition d'un chrétien évangélique. »

C'est, évidemment, sans équivoque.

L'Eglise catholique n'est pas moins nette. Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, les encycliques papales ont formellement condamné la Franc-maçonnerie, ce qui n'empêcha pas des catholiques et même des prêtres et des prélats d'en faire partie, notamment avant la Révolution. L'abbé Grégoire, qui fit adopter une loi accordant aux Juifs les droits de citoyen, était un initié.

La publication de divers ouvrages, notamment ceux du Père J. Berteloot, ayant pu laisser croire que la position de l'Eglise avait été modifiée, l'*Osservatore Romano* du 19.3.1950 fit paraître un article du Père Cordovani, confesseur de Pie XII, qui confirmait les condamnations antérieures (14).

\*\*\*

L'antinomie entre le Christianisme et la Maçonnerie demeure donc, et le rapprochement tenté pendant la guerre entre les catholiques et les fils d'Hiram, à la faveur de la Résistance contre l'ennemi commun, le nazi, n'a pas eu de suite. La question scolaire qui vient d'entrer dans sa phase aigüe, creuse de nouveau le fossé qui sépare chrétiens et francs-maçons et qu'un combat commun dans la clandestinité avait en partie comblé.

(13) Au début du siècle, le Grand Orient était présidé par le pasteur Desmons et les prêtres protestants n'étaient pas rares dans les loges.

(14) Les textes de cet article et des encycliques des papes figurent dans *Les Mystères de la F. : M. :.* (Librairie Française).

Car il est bien évident que le Comité National d'Action Laïque n'a pu se constituer et n'a pu réunir des éléments aussi disparates que les progressistes, amis de l'U.R.S.S., les bourgeois radicaux et les socialistes molletistes, « européens » et anticommunistes, que grâce à ce ciment des partis de gauche qu'est la maçonnerie.

« La F. M. doit être le lien vivant entre tous les laïques », proclamait-on au convent du Grand Orient de 1951 (15).

Si, toutefois, l'action des loges est aujourd'hui moins visible qu'avant la guerre, c'est sans doute la crainte des représailles, toujours possibles, qui rend leurs adeptes plus prudents.

« Je me permets d'attirer l'attention du Convent, disait l'un d'eux, sur le danger qu'il y aurait à ce que la Maçonnerie prenne elle-même position formellement dans le monde profane, en ce qui concerne le problème laïque. » (16)

Peu de maçons se mettent donc en avant dans la campagne de défense laïque déclenchée cette année. Le Grand Orient a même eu la sagesse de n'être, officiellement, qu'un simple adhérent du Comité National d'Action Laïque.

Mais l'âme du dit Comité, la Ligue Française de l'Enseignement, n'est-elle pas, au dire de son fondateur, Jean Macé, « une maçonnerie extérieure » (17), tout comme la Ligue des Droits de l'Homme ?

Depuis la guerre — ou plus exactement depuis sa dissolution par le gouvernement du Maréchal Pétain en 1940 — la Maçonnerie s'est faite plus discrète encore que dans le passé, beaucoup plus prudente dans son action politique. Il est vrai que son unité a été rompue et que le Grand Orient athée et la Grand Loge déiste, hier alliés, se font aujourd'hui grise mine. Il est vrai également que les vieux radicaux bourgeois et modérés se sentent maintenant mal à l'aise dans les loges envahies par les socialistes de gauche et les progressistes, ce qui explique l'anticommunisme virulent de certains frères.

Mais cette discrétion, qui cache mal les troubles dont elle souffre, ne l'empêche pas d'être présente où il faut, c'est-à-dire où l'exigent les intérêts supérieurs des « enfants de la Veuve ».

Dans une étude récente publiée par *Le Monde* (18), Alain Guichard écrit que « son caractère fermé et secret lui permet d'actionner d'une manière occulte les leviers du pouvoir, et d'orienter ses décisions en régime démocratique sans avoir besoin du soutien direct de l'opinion publique ».

Il lui suffit, en effet, d'avoir des adeptes aux bons endroits, par exemple à la direction des partis, des syndicats, des journaux.

« En fait, nous dit Alain Guichard, elle intervient essentiellement au Parlement par la voie (et la voix) des « frères » radicaux ou socialistes, ces derniers ayant pris dans le peloton de tête la place de la Rue de Valois, et l'on compte parmi eux MM. Ramadier et Guy Mollet. Mais l'éventail politique est beaucoup plus ouvert ; il y a au moins un député M.R.P. maçon, et plusieurs communistes ont pris la place de MM. André Marty et Marcel Cachin. Hors du Parlement, le P.S.U. a aussi parmi ses dirigeants plusieurs maçons. Il en est de même, à l'Assemblée nationale et

(15) Compte rendu, p. 152.

(16) Compte rendu de Convent du Grand Orient, 1951, p. 74.

(17) Cité dans *La Franc-Maçonnerie gouverne (Le Parlement, les Partis, les Ligues, la Presse)*, Paris 1958.

(18) *Le Monde*, 7-6-1960.

au Sénat, de l'U.N.R. La maçonnerie a même ses « ultras » : l'ancien préfet de police, M. Jean Baylot, député « indépendant », qui du Grand Orient a dû chercher refuge, après avoir voté la loi d'aide à l'enseignement privé, à la Grande Loge nationale indépendante et régulière, composée en partie de sujets britanniques, en est une illustration. »

Pierre Saint-Charles, dans un livre aujourd'hui introuvable bien que récent (19) signalait il y a quelques années que les quatre assemblées de la IV<sup>e</sup> République étaient présidées par des amis ou des adeptes de la maçonnerie : au Sénat, Gaston Monnerville, haut dignitaire du Rite écossais ; à l'Assemblée nationale, André Le Trocquer, conférencier des Loges *Le Libre Examen et Europe* ; à l'Assemblée de l'Union française, Albert Sarraut, *lowton* maçonnique (au dire du *Bulletin du Grand Orient*) ; au Conseil Economique, Emile Roche, maçon fidèle et chevronné, qui y avait remplacé feu Léon Jouhaux, conférencier en loges.

Alain Guichard ajoute à cette liste — légèrement modifiée puis-que le leader bordelais du gaullisme remplacé au Palais Bourbon l'amateur des « ballets roses » — le nom du Dr Devraigne, hier encore président du Conseil municipal de Paris.

Le cas de ce gaulliste maçon n'est pas isolé : le R.P.F., puis l'U.N.R. n'ont jamais manqué d'initiés. Le Général, bien que catholique pratiquant, ne repousse ni les protestants, ni les israélites, ni les maçons. Lorsqu'il revint au pouvoir, en 1958, il confia à un affilié du Grand Orient, le préfet Emile Pelletier, le portefeuille de l'Intérieur (20).

Son Premier ministre n'a pas davantage de prévention contre la maçonnerie. Alain Guichard raconte, ce que nous savions déjà, que Michel Debré prit la parole en loge :

« M. Michel Debré, écrit-il, invité par le ministre R.P.F. et maçon Ulver, a au moins une fois participé à une « tenue blanche fermée » au temple parisien Franklin-Roosevelt II y eut même droit aux honneurs de la voûte d'acier (les « frères » lui faisant une voûte de leurs épées) réservés aux personnalités importantes. Le sénateur Michel Debré, ému par le cérémonial, grave, tendu et pâle, dénonça devant l'assemblée maçonnique, c'était en 1955, les farses du « système ». La même loge, pour manifester son éclectisme, recevait quelques jours après M. Pierre Cot, lui aussi non initié » (21).

La République eut d'ailleurs, pour présider son Conseil des ministres, d'authentiques maçons : Jules Ferry, H. Brisson, Goblet, Floquet, Dupuy, E. Combes, C. Chautemps, Gaston Doumergue, Félix Gouin, Paul Ramadier, P. Mendès-France, Guy Mollet, etc...

Sous la III<sup>e</sup> République, le *Groupe Fraternel Parlementaire*, qui réunissait les maçons de la Chambre des Députés, était particulièrement puissant : sans jamais compter plus de 150 adeptes, il exerçait une influence réelle sur la majorité, du Parti socialiste à l'Alliance Démocratique. Sous la IV<sup>e</sup>, avec des effectifs réduits, il a joué un rôle non négligeable. Sous la V<sup>e</sup>, les députés n'ayant qu'une importance très secondaire, il ne semble pas que la

(19) P. Saint-Charles : *La Franc-Maçonnerie au parlement*, Paris 1956 (épuisé). Le fait a été confirmé dans le livre collectif : *La F. M. s. gouverne* (toujours en vente).

(20) Le général ne faisait que respecter une tradition républicaine : de 1871 à 1940, presque tous les ministres de l'Intérieur furent des maçons. Même Peyrouton, ministre du Maréchal, était un initié du 18<sup>e</sup> degré.

(21) *Le Monde*, 7-6-1960.

maçonnerie exerce un pouvoir quelconque sur le Pouvoir par le truchement de ses parlementaires. Ce n'est, naturellement, que passer...

Le *Parti Radical*, très sérieusement diminué, est toujours le groupe de prédilection des loges ; mais il le cède, en importance numérique, à la *S.F.I.O.*, dont le *leader*, Guy Mollet, est un maçon zélé. Les jeunes turcs de la maçonnerie parlementaire, ayant à leur tête le président du *Club des Jacobins*, Charles Hernu, ont rejoint le *Parti Socialiste Unifié*, à la suite de leur chef, Pierre Mendès-France ; il y ont retrouvé plusieurs de leurs collègues et anciens collègues de l'Assemblée nationale, notamment Charles Lussy, président maçon du groupe parlementaire socialiste il y a quelques années.

Au *Parti Communiste Français*, où les loges étaient plutôt mal vues de 1922 à 1936 (22), les frères sont peu nombreux, bien que, selon le *Convent du Grand Orient* de 1947, le parti ait « levé l'interdit qu'il avait dirigé contre la Maçonnerie » (23).

Ce sont principalement les Progressistes qui assurent, presque officiellement, la liaison entre la maçonnerie et le Communisme. Un haut dignitaire du Grand Orient, Jacques Mitterand, est le principal dirigeant de l'*Union Progressiste*.

L'animosité que les maçons molletistes de la *S.F.I.O.* témoignent au *P.C.F.* n'est pas partagée par tous les socialistes initiés. Charles Hernu, par exemple, qui appartient au *Parti Socialiste Unifié* (de Mendès-France et Depreux) n'hésite pas à préconiser l'entente avec les communistes. Il a écrit dans son journal *Le Jacobin* (25-1-1955) que « la Gauche sera encore longtemps dominée par la Droite, si elle ne fait, d'une manière ou d'une autre, un certain type d'alliance avec les communistes ».

Cela n'est pas l'avis des *Lettres maçonniques*, que dirige Guy Vinatrel, du *Club des Montagnards*, furieusement anticommuniste ; mais il semble que certains catholiques ne soient pas très éloignés de cette position.

Cela nous amène à parler des catholiques et de leur action dans la politique française.

Ceux de nos lecteurs qui ont lu les ouvrages de J. Calbrette (24), de l'abbé Ducaud-Bourget (25) et Jean Madiran (26), pour ne parler que de ces trois écrivains, savent que la droite catholique accuse publiquement *La Vie Catholique illustrée*, *Esprit*, *Témoignage Chrétien* et quelques autres, de faire le jeu du communisme.

(22) Le *Komintern* avait interdit aux communistes de demeurer dans la maçonnerie. A ce moment-là, le *Parti Communiste* comptait de très nombreux maçons (Ludovic-Oscar Frossard, père du « *Rayon Z* » de *L'Aurore* ; Marcel Cachin ; André Marty ; Zunino, etc...) qui finirent par démissionner ou du Parti, ou de la Loge. Mais en novembre 1936, Maurice Thorez et Florimond Bonte n'hésitèrent pas à faire annoncer dans le *Bulletin* des loges parisiennes les conférences qu'ils comptaient faire devant les maçons. L'écrivain André Ribard, l'une des intelligences les plus vives du Communisme français, y parlait alors fréquemment, faisant en quelque sorte la liaison entre le *P.C.* et le *Grand Orient*. Après la Libération, précise Alain Guichard dans *Le Monde*, (7-6-1960), « une lettre de M. Maurice Thorez à M. Francis Viaud, grand maître du Grand Orient, a normalisé ces rapports entre les deux puissances et a ouvert la voie à un accord, qui a d'ailleurs été assez peu suivi d'effets. Les communistes, toutefois, ne sont pas l'exception dans certaines loges, et dans la dernière législature il y avait encore au moins un député communiste maçon, M. Rosan Girard, représentant la Martinique. »

(23) *Compte rendu*, page 18.

(24) « *Le Catholicisme de gauche à l'empoigne de l'Eglise de France.* » — « *La Crise Actuelle du Catholicisme français.* »

(25) « *Claudet, Mauriac et Cie.* » — « *Faux Témoignage Chrétien.* »

(26) « *Ils ne savent pas ce qu'ils font.* »

Et, pour bien montrer que leurs attaques sont fondées, les adversaires du « catholicisme de gauche » citent des textes de ce genre, découpés dans la presse « progressiste-chrétienne » :

« On croirait souvent... que le communisme constitue le phénomène premier et que nous devons, nous, réagir plutôt qu'agir... Nous refusons de pratiquer cet anticommunisme systématique qui ne cache bien souvent que la crainte de perdre des privilèges... Ceux qui se font les propagandistes d'une telle campagne, écrivait en 1943 l'un des nôtres dans un cahier clandestin, « en veulent « au communisme de menacer leur situation, de troubler leur « conception étroite de l'ordre, d'être un péril pour leur égoïsme. « Une telle sorte d'opposition au communisme ne nous intéresse « pas, et nous trouvons même qu'après tout le communisme, quoi-  
« qu'il se trompe, a du moins le mérite de prendre le parti d'une « foule de miséreux »... (27).

Cette presse, ainsi taxée de *gauchisme*, se compose essentiellement des trois publications que nous venons de désigner.

C'est *Esprit* qui est l'aîné. Fondée en 1932 par Emmanuel Mounier — qui se proclamait résolument *homme de gauche* à une époque où les dirigeants actuels de la presse catholique étaient sans grande influence —, cette revue a été reprise, après sa mort, par Albert Beguin et J.-M. Domenach. Beguin, exécuteur testamentaire, en quelque sorte, de Georges Bernanos, auteur d'ouvrages remarquables sur Péguy, aurait servi de paratonnerre dans l'entreprise. Jouissant d'une certaine renommée auprès des catholiques, il jouerait, disent ses adversaires, le rôle de « couverture » et permettrait à Domenach, dont les tendances sont nettement progressistes (28), de propager des idées voisines du marxisme.

*Esprit*, dont les bureaux sont installés 27, rue Jacob, dans l'immeuble des *Editions du Seuil*, une maison d'édition amie, est publié par une société dont Albert Beguin, Domenach, P.-A. Touchard (de la Comédie Française), Mme Vve Mounier etc. sont les associés.

*Témoignage Chrétien* date de 1941. C'est dans la clandestinité qu'il fut créé sous la forme de *Cahiers* par un jésuite, le R.P. Pierre Chaillet, que secondèrent d'autres religieux, les RR.PP. Gaston Fessard, Pierre Ganne, Henri de Lubac, Yves de Montcheuil, R. d'Harcourt, André Desqueyrat, l'abbé Bockel et quelques laïcs, Joseph Vialatoux, Fernand Belot, Joseph Hours et André Mandouze.

En juin 1943, ces cahiers furent doublés par une feuille intitulée *Courrier français du témoignage chrétien*, rédigée par la même équipe, dont André Mandouze prit la direction.

Ce dernier, qui n'a jamais caché ses sentiments — « *Les communistes*, dit-il un jour, *je suis avec eux!* » —, devait marquer *Témoignage Chrétien* de son empreinte, et cela définitivement. C'est, en grande partie, à son influence et à celle de son ami Georges Suffert, qui dirigea la rédaction du journal un peu plus tard (avant de devenir, ce qu'il est aujourd'hui, rédacteur régulier à *France-Observateur*), que *T.C.* doit la réputation dont il jouit.

Sous une autre direction — *Témoignage Chrétien* a connu de nombreux changements de direction — le journal est demeuré

(27) J.-P. Dubois-Dumée, dans *Témoignage Chrétien*, du 8-11-1946. Actuellement, M. Dubois-Dumée dirige *l'Information Catholique Internationale*.

(28) Il ne ferait que suivre l'exemple du fondateur d'*Esprit*, Mounier, qui recommandait, en 1945, de ne « rien faire en France contre ou sans les communistes » et affirmait que « l'anticommunisme, c'est la trahison déclarée et virtuelle » (*Esprit*, juin 1945).

l'un des grands hebdomadaires de la gauche française. Son tirage, qui atteignit 100.000 exemplaires il y a quelques années, se situe aujourd'hui autour de 60.000. Bien qu'interdit dans les casernes et, depuis l'an dernier, dans les églises, *Témoignage Chrétien* qui est un journal vivant et bien rédigé, demeure très influent dans les milieux J.O.C. et C.F.T.C.

A l'origine, la société qui l'édite avait pour associés : un écrivain, Robert d'Harcourt, deux inspecteurs des Finances, Jacques Auboyneau et Henri Bizot, un professeur, Henri Bédarida, et Marcel Van Hove, auxquels se joignirent, un peu plus tard : Jean Baboulène, J.-P. Dubois-Dumée, Joseph Folliet, directeur de *La Chronique Sociale de France* et de *La Vie Catholique Illustrée*, Georges Montaron, du Parti de la Jeune République, le P. Chaillet, etc... etc.

La direction de *Témoignage Chrétien* est assurée par Georges Montaron et André Vial, ancien président de l'*Association Catholique de la Jeunesse Française*. Robert de Montvalon, qui a succédé à Georges Suffert, en est le rédacteur en chef. L'équipe rédactionnelle comprend notamment : Bernard Féron, Jean Schwœbel, Robert Barrau, André Mandouze, Charles d'Aragon, Jacques Madaule, Joseph Folliet, Pierre-Henri Simon, Jean Rous, Georges Suffert, etc... (29). Les bureaux du journal sont installés à Paris, 49, rue du Faubourg-Poissonnière.

La troisième et, de beaucoup, la plus importante de ces publications est *La Vie Catholique Illustrée*. Elle ne date que de 1945, mais le groupe qui l'édite est plus ancien puisqu'il existait déjà avant la guerre et publiait le journal *Temps présent* que rédigeaient Stanislas Fumet, Joseph Folliet, Pierre-Henri Simon, Jacques Madaule, Jacques Maritain, François Mauriac, et qui avait succédé à *Sept*, supprimé en 1938 par la Hiérarchie.

Nous aurions eu scrupule à ranger ce grand magazine catholique parmi les revues de gauche si l'historien catholique Adrien Dansette ne l'avait fait avant nous : « Il existe, écrit-il, depuis la Libération, une gauche chrétienne notable... Elle dispose d'organes importants... Aux revues d'intérêt général d'avant-guerre, *La Vie Intellectuelle*, *Esprit*, sont venus s'ajouter des hebdomadaires tels que *Témoignage Chrétien*... et *La Vie Catholique*. Mentionnons enfin *La Quinzaine*, organe des chrétiens progressistes » (30).

Les fondateurs de *La Vie Catholique Illustrée* sont au nombre de sept. L'acte constitutif de la société du journal, en date du 30 août 1945, donne leurs noms : Mme Chambert, G. Hourdin, Joseph Folliet, le R.P. Pierre Boisselot, Mlle Geneviève de Bonduwe, Mme Sauvageot et la Société *Temps Présent*. Il précisait que : « Mme Ella, Blanche, Lasthème Thuillier, administrateur de sociétés, demeurant à Paris, 59, rue de Babylone, divorcée de M. Sauvageot (agissait) en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'Administration de la société anonyme Les Editions du Temps Présent, en date du 12 juillet 1945 » et que cette société avait « elle-même agi comme fondateur et futur gérant de la société en commandite par actions *La Vie Catholique Illustrée*, etc... »

Depuis les transformations intervenues en juin 1956 — la société en commandite par actions fut transformée en société anonyme —

(29) On trouvera une documentation abondante sur ces journaux dans *Les Infiltrations progressistes dans la presse catholique*, par Georges Virebeau (Paris, 1959).

(30) A. Dansette : *Destins du Catholicisme Français* (Paris, 1957), page 133.

Hubert Beuve-Méry, directeur du *Monde*, a fait son entrée dans la société, comme actionnaire, et quatre nouveaux administrateurs sont venus siéger aux côtés de Georges Hourdin, P.-H. Simon, J. Folliet, Stanislas Fumet et Mme Sauvageot (31) ; Robert Buron, ancien ministre de Mendès-France et ministre des gouvernements De Gaulle et Debré ; André Catrice, ex-gérant de la société du journal *Le Monde*, représentant le groupe Beuve-Méry ; Désiré Goddyn, administrateur de la *Franpar* (*France-soir*, *Paris-press*, le *Journal du Dimanche*), représentant le groupe Hachette ; et Francis Michel, industriel.

Le groupe de presse dont *La Vie Catholique Illustrée* est le principal organe contrôle *Les Informations Catholiques Internationales*, revue bi-mensuelle dirigée par G. Hourdin et J.P. Dubois-Dumée, le *Centre d'Information Catholique*, qui publie un bulletin de presse à l'intention des journaux et revues catholiques — 400 publications le reçoivent — dont le R.P. Boisselot, du Comité directeur de *La Quinzaine*, est (ou était) l'animateur ; il possède des intérêts dans plusieurs autres entreprises de presse (*Société Radio-Cinéma-Télévision*, *Société des Publications Religieuses*, *La Quinzaine*, etc...)

*La Croix* — qui parut sans interruption en zone sud pendant l'occupation, et eut le privilège de pouvoir reprendre sa publication, avec son titre d'origine, à la Libération — est l'organe officiel de l'Épiscopat. Si elle fut de droite, jadis, elle se tient aujourd'hui dans le sillage du M.R.P. et se garde de toute manifestation trop ouvertement politique.

« Plus encore qu'un journal d'opinion, expliquait un jour son directeur à *L'Écho de la Presse*, *La Croix* a évolué dans le sens d'un journal d'orientation pour les catholiques français. En raison même de l'évolution du catholicisme en France, « *La Croix* » a cessé d'être ce qu'on peut appeler un journal populaire pour devenir le journal des catholiques qui ont — ou qui veulent exercer — une responsabilité dans la Cité. »

Les éditions de la Bonne Presse (5, rue Bayard, Paris), qui publient *La Croix*, sont l'un des plus puissants groupes de presse français. Non seulement elles possèdent des intérêts dans divers journaux catholiques de province, mais elles font paraître à Paris plusieurs publications à gros tirage : *La Croix du Dimanche*, *Le Pèlerin*, *Bayard*, *Bernadette*, *Foyers*, *Rallye Jeunesse*, etc... et deux revues : *Presse Actualité* et *La Documentation Catholique*, qui s'adressent aux cadres de mouvement catholique.

Taxées de conservatisme par la « gauche catholique », *La Croix* et les publications annexes sont souvent accusées par la Droite de pactiser avec l'adversaire et d'avoir, notamment dans la question algérienne, une attitude assez équivoque.

Les militants du « catholicisme de gauche » se retrouvent principalement au M.R.P. (aile gauche), au *Parti de la Jeune République* et au *Parti Socialiste Unifié*. Les catholiques de droite adhèrent aux diverses formations nationales et nationalistes que nous examinons par ailleurs.

(31) Outre Mme Sauvageot, la Société des *Éditions du Temps Présent* avait pour dirigeants au moment de la fondation de la Société *La Vie Catholique Illustrée* : Pierre Bernard, Georges Hourdin, Joseph Folliet, J. de Menil, P.-H. Simon et Gaston Tessier (de la Confédération des Travailleurs Chrétiens). A l'Assemblée Générale extraordinaire du 26-6-1956, présidée par Mme Sauvageot, les deux scrutateurs étaient MM. Hubert Beuve-Méry et Georges Hourdin.

*L'Action Catholique* (ex-Fédération Nationale Catholique, 12, rue Edmond-Valentin, Paris) — dont l'organe est *La France Catholique*, hebdomadaire dirigé par l'ancien député Jean Le Cour-Grandmaison, assisté de Jean de Fabrègues et R.G. Nobecourt (32) — réunit la plupart des catholiques pratiquants restés attachés aux traditions nationales.

Mais les plus actifs d'entre eux — ou les plus agressifs — se groupent autour de quelques publications ou appartiennent à diverses associations connues pour leur « *anti-progressisme* » virulent.

*Itinéraires* (4, rue Garancière, Paris), fondée par Jean Arfel, est l'une de ces revues. Sous le nom de Lagor, Jean Arfel fut le principal rédacteur de la monarchiste *Indépendance Française*. Sous le pseudonyme de Jean Madiran, il a publié, il y a un peu moins d'un lustre, « *Ils ne savent pas ce qu'ils font* » qui eut plusieurs éditions successives. Le succès de son livre l'incita en mars 1956, alors qu'il était l'un des rédacteurs les plus lus de *Rivarol* en même temps que le collaborateur d'*Est et Ouest* (ex-B.E.I.P.I.) à créer *Itinéraires* pour y poursuivre sa lutte contre les tendances qu'il dénonçait. L'équipe de la revue comprend notamment : l'amiral Auphan, Louis Salleron, Henri Massis, Pierre Andreu, Hyacinthe Dubreuil, Henri Pourrat, Henri Barbé, Georges Dumoulin, Henri Charlier et Marcel Clément. Ce dernier est le président du *Centre Français de Sociologie* (secrétariat : 17, avenue Niel, Paris) dont *Itinéraires* est un peu l'organe. Jean Madiran donne des cours sur le communisme aux élèves et auditeurs du C.F.S. (33).

Autre publication, également taxée d'*intégrisme* par ses adversaires, *La Pensée Catholique* (13, rue Mazarine, Paris 6<sup>e</sup>) est dirigée par l'abbé Lefèvre.

De tendance monarchiste, cette revue est principalement lue par des prêtres et des militants d'Action Française. Elle est publiée par les *Éditions du Cèdre* qui diffusent des livres de même tendance.

Le *Groupe d'Études Économiques et Sociales* (G.E.T.E.S.), qui a établi un organigramme du « boby national-catholique » (reproduit par *Témoignage Chrétien*, 4 mars 1960), classe délibérément parmi les « intégristes » le groupe Sauge (*Centre d'Études Supérieures de Psychologie Sociale*) et ses annexes (*Comités Civiques*, *Comités de Défense des Persécutés du Communisme*, *Comités d'Électeurs*), que nous étudions d'autre part, ainsi qu'*Itinéraires* et *La Pensée Catholique*, déjà vus, et *L'Ordre Français*, cité dans notre étude sur le mouvement monarchiste. Il y range également *l'Association Jeanne-d'Arc*, *La Défense du Foyer*, *La Cité Catholique* et son organe *Verbe*.

*L'Association Universelle des Amis de Jeanne d'Arc* (52, avenue de Breteuil, Paris), a été fondée en 1954 qui s'attache, disent ses dirigeants, « à ranimer le sens de la vocation chrétienne de la

(32) Collaborent à *La France Catholique* : Jean Guittou, Gustave Thibon, L.-H. Parias, directeur du *Miroir de l'Histoire*, Robert Valléry-Radot, ancien rédacteur en chef des *Documents Maçonniques* à Vichy, Alain Palante, Gilbert Ganne, Guy Lambert, de *La Vie Française*, Mme G.-M. Tracy, du *Miroir de l'Histoire*, etc...

(33) Fondé en 1954, le *Centre Français de Sociologie* est dirigé par un comité composé de : Marcel Clément, président ; Gustave Thibon et Jean de Livonnière, vice-présidents ; André Clément, délégué général ; René Brunet-Lecomte, secrétaire ; Michel Tissot, secrétaire adjoint ; Joseph Larat, trésorier ; Abbé André Richard, André Aumonier, Marie-Thérèse Barberon, Michèle Brunet-Lecomte, Suzanne Chatillon, Jean Daujat, Raymond Delatouche, André Duprat, Gérentet de Salunéau, Henri et Françoise d'Harcourt, Brigitte Luc.



France » et elle participe « au mouvement de patriotisme qui soulève la population française face aux menaces tragiques de l'heure ». Le comte de Maleissye-Melun, le commandant Lecoq, le gouverneur général Labouret, le R.P. Henrion, Georges Hardy, ancien directeur de l'École coloniale, Marcel Clément, Jean de Bronac, etc... sont parmi les personnalités dirigeantes de l'Association, à laquelle le journaliste André Frossard, de l'*Aurore*, fils de L.O. Frossard, ancien ministre, Raoul Follereau, ancien président de la *Ligue d'Union Latine*, et le prince Xavier de Bourbon-Parme ont manifesté leur sympathie.

Pour continuer et prolonger son action, le général Weygand, président d'honneur de l'Association, a fondé en mai 1956 l'*Alliance Jeanne-d'Arc* (81, rue Madame, Paris), plus nettement politique, dont il assume la présidence, Mme la générale Giraud, Léon Bérard, le professeur Marc Rivière et André Frossard en étaient alors les vice-présidents, Jean de Bronac, le secrétaire général, et le Professeur Rémy Collin, Hervé de Guébriant, Gustave Thibon, etc... les membres.

*La Défense du Foyer* a succédé en mars 1958 à la revue *Paternité Maternité* suspendue à la suite d'une intervention de Mgr Chappoulié, évêque d'Angers. Son animateur est Pierre Lemaire.

Plus importante, fort bien organisée, *La Cité Catholique* (3, rue Copernic, Paris) a été créée le 29 juillet 1946 sous le nom de *Centre d'Etudes Critiques et de Synthèse* (34). C'est un véritable groupement politique catholique et national, dont Jean Ousset, le fondateur, est le cerveau. Comprenant que « le combat qui déchire le monde est un combat doctrinal dont l'enjeu n'est autre que l'ordre naturel lui-même », Ousset et son ami Masson cherchaient une doctrine capable de s'opposer victorieusement aux « effets pernicieux » des principes révolutionnaires. Ils en eurent la « révélation » à la suite d'une retraite à Chabeuil, près de Valence, retraite dirigée par le R.P. Vallet et les « Coopérateurs paroissiaux du Christ-Roi ». Elle tenait dans cette phrase de saint Ignace : « L'homme est créé pour louer, honorer et servir Dieu notre Seigneur et, par ce moyen, sauver son âme », fin surnaturelle qui ne connaît pas de pire obstacle que la « Révolution, ce naturalisme en action ». Le sens de la lutte ainsi délimité, les deux amis décidèrent de susciter une élite contre-révolutionnaire par l'enseignement méthodique de la doctrine sociale de l'Eglise et pour ce faire créèrent *La Cité Catholique*.

Cet enseignement est dispensé de manière discrète au sein de cellules « d'études et d'action », groupant un nombre restreint de participants, au maximum une douzaine, sous la direction d'un secrétaire. Ces cellules se réunissent en principe toutes les semaines, on y étudie durant une heure les principaux textes pontificaux ou canoniques contenus dans une revue mensuelle éditée par le groupement *Verbe*, présenté comme le « livre du maître ».

On compte près de 400 cellules disséminées dans les milieux les plus divers comme l'indique l'éventail des proportions suivantes établi en 1957 : cadres du commerce et de l'industrie 17 %, jeunes 14 %, ruraux 9,5 %, enseignants 9 %, artisans et commerçants 7,5 %, professions libérales 6 %, dames 10 %, fonctionnai-

(34) Les précisions données sur la *Cité Catholique* sont extraites d'une étude inédite de notre collaborateur Edmond Seuillard.

res 5 %, professions médicales 4 %, militaires 3,5 %, ouvriers 3 %, assistantes sociales, infirmières 2 %. On trouve des cellules dans les grandes écoles : Polytechnique, Centrale, Mines, H.E.C., Institut d'Etudes Politiques et dans divers établissements techniques publics ou privés. Au total, c'est quelque 5.000 membres que groupe *La Cité Catholique*.

Une équipe de direction assure la coordination de l'ensemble. Elle se compose de : un président, un directeur qui donne l'impulsion et l'orientation, un secrétaire général chargé des tâches administratives, un secrétaire de rédaction à *Verbe*, un chef de bureau des réseaux. La France est divisée en 17 réseaux régionaux, plus l'Afrique du Nord, l'A.O.F. et l'étranger ; il existe également un certain nombre de réseaux d'« états » (professionnels), afin de faciliter les travaux de prospection et de renforcer le contrôle de la Direction. Chaque réseau est « pensé » par un secrétaire en étroit rapport avec le chef de bureau des réseaux.

Au-dessous de ces secrétaires travaillent ceux que *La Cité Catholique* appelle les « animateurs ». Ce sont des militants particulièrement doués, chargés de créer des cellules et de répandre un climat psychologique favorable ; ils sont environ 300. Il existe enfin un organisme spécial qui a pour but de collecter auprès des sympathisants le maximum de fonds possible : « la Conjugaison ».

Le président de *La Cité Catholique* est le Comte Amédée d'Andigné, camérier secret de Pie XII, docteur en droit, licencié ès lettres, diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques. La direction affective du mouvement est assurée par le directeur, Jean Ousset, un homme de gauche converti au catholicisme, le chef de bureau des réseaux, François Gousseau, et le secrétaire général Michel de Penfentenyo, fils de l'amiral.

Le mouvement s'honore de compter au nombre de ses amis, de hauts dignitaires ecclésiastiques : NN.SS. Marmottin, archevêque de Reims, Picard de la Vacquerie, Rupp, évêque auxiliaire de Paris, Vion, évêque de Poitiers, Le Couëdic, évêque de Troyes, Morilleau, évêque de La Rochelle, Bressoles, directeur général de l'Œuvre pontificale de la Sainte Enfance, Lusseau, doyen de la Faculté de Théologie d'Angers, etc... et des laïcs de marque : les généraux Weygand, Touzet du Vigier, Chassin, l'amiral de Penfentenyo et même le maréchal Juin qui assista en personne au IX<sup>e</sup> Congrès National tenu du 11 au 14 juillet 1959 à Issy-les-Moulineaux (35).

*Verbe*, qui arbore les couleurs pontificales, est l'instrument de travail et l'organe de liaison des cellules de *La Cité Catholique*. Elle compte 5.000 abonnés et touche en outre 2.000 à 3.000 lecteurs. Son contenu est austère : encycliques, extraits de St Thomas, d'Albert de Mun, de Le Play, de Blanc de Saint-Bonnet. Elle connaît une certaine vogue dans les milieux militaires et passe pour inspirer de nombreux officiers et sous-officiers d'Alger soucieux d'opposer dans la guerre psychologique, une mystique à une autre mystique.

(35) Le dernier congrès, le X<sup>e</sup>, qui eut lieu les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 juillet 1960, était présidé tour à tour par Henri Massis et le général Weygand. Y assistaient : Mgr Hamayon, vicaire général ; Mgr Gegout, directeur général de l'Œuvre de saint François de Sales ; le R.-P. Réginald Omez, des Dominicains ; le chanoine Poncelet ; l'abbé Richard, de *l'Homme Nouveau* ; Poimbœuf, ancien député ; Trémolet de Villers, député ; Le Bourre, syndicaliste ; l'amiral Auphan ; etc...

« Les observateurs de gauche, qui ont dénoncé le « national-catholicisme », ont tendance à pratiquer à cet égard le même amalgame qu'ils reprochent à juste titre à la « droite » de pratiquer à leur égard. Ils en viennent à construire une vaste machine-rie « ultra » réactionnaires, aux rouages secrets »...

Ainsi s'expriment les *Informations Catholiques internationales*, dont les tendances, nous l'avons dit, sont nettement favorables à la Gauche. Elles ajoutent : « Cette façon de voir les choses ne semble pas correspondre à la réalité. Il paraît plus simple et plus vrai de dire que ces centres, groupes, groupuscules et publications ont entre eux des « relations de famille ». (36)

Relations de famille semble bien être le terme qui convient, non seulement aux publications et groupements dont il vient d'être parlé, mais aussi à trois autres, que *Témoignage Chrétien* ne cite pas, que l'organigramme du G.E.T.E.S. ignore et qui ont, cependant leur importance dans le mouvement politique dit « national-catholique » :

*Civitec*, (134, rue de Rivoli, Paris) dirigé par Charles-Pierre Doazan et Lucien Garrido, qui publie un volumineux bulletin d'information et de documentation intitulé : *Nouvelles de Chrétienté* ;

*Action Doctrinale et Politique* (16, rue Jean-Jacques-Rousseau, Paris), revue dirigée par P. de la Forest-Divonne ;

et *Reactions* (32, cours Georges-Clemenceau, Bordeaux), publication mensuelle rédigée par J.-A. Chanut.

Ce rapide coup d'œil sur les formations et publications politiques catholiques nous permet de constater que, tout autant que les protestants, les fidèles de Rome sont fort divisés.

Il en est de même des israélites, encore que la Droite nous semble les séduire infiniment moins que la Gauche. On trouve, en effet, des Juifs dans la plupart des organisations politiques, chez les Conservateurs comme chez les révolutionnaires. S'ils sont plus nombreux ici que là, ne faut-il pas en rechercher la raison dans le comportement des autres Français à leur égard ? C'est à la Révolution française qu'ils doivent d'être des citoyens « à part entière », pour employer une expression à la mode. N'est-il pas logique qu'ils soient attirés par les idées généreuses de la Révolution et que nous les retrouvions, en grand nombre, dans les partis qui se réclament des grands ancêtres ?

Bernard Lazare, le célèbre journaliste juif, écrit à ce propos dans son célèbre ouvrage, *L'Antisémitisme* :

« Pendant la seconde période révolutionnaire, celle qui part de 1830, ils (les Israélites) montrèrent plus d'ardeur encore que pendant la première. Ils y étaient d'ailleurs directement intéressés, car, dans la plupart des états de l'Europe, ils ne jouissaient pas de la plénitude de leurs droits. Ceux-là même d'entre eux qui n'étaient pas révolutionnaires par raisonnement et tempérament le furent par intérêt ; en travaillant pour le triomphe du libéralisme, ils travaillaient pour eux. Il est hors de doute que par leur or, leur énergie, leur talent, ils soutinrent et secondèrent la révolution européenne. » (37)

Le fait est qu'on les vit nombreux au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle dans tous les mouvements révolutionnaires : Karl Marx, le doctrinaire du socialisme scientifique, était juif tout comme Trotzky, Zinoviev, Radek, Kamenev, Litvinoff, Kaganovitch, qui mirent sa doctrine

(36) N<sup>o</sup> 114, 15 février 1960.

(37) B. Lazare : *L'Antisémitisme* (Paris, 1894). page 341.

en application en Russie, tout comme Léon Blum (S.F.I.O.), Victor Basch, Emile Kahn, Daniel Mayer (Ligue des Droits de l'Homme), Mendès-France, Lussy (Parti Socialiste Unifié), Rappoport, Jean-Richard Bloch, André Wurmser (Parti Communiste) qui animèrent le Front Populaire en 1936 ou songent à le reconstituer aujourd'hui. (38)

Moins nombreux qu'à gauche, les israélites n'en sont pas pour autant systématiquement exclus de la droite. Arthur Meyer dirigeait le monarchiste *Gaulois* ; André Maurois collaborait au *Courrier Royal* ; Lévylier était le trésorier du *Parti Bonapartiste* ; Jacques Kahn appartenait au comité directeur des *Jeunesses Patriotes* ; René Groos parlait dans les réunions d'*Action Française* ; le Docteur Javal aidait La Rocque à racheter *Le Petit Journal* ; Diamant-Berger et Susfeld signèrent le premier manifeste du *Francisme*... C'était avant la guerre. De nos jours, ils sont encore moins nombreux dans les partis de droite et d'extrême-droite. On n'en connaît naturellement pas à la *Restauration Nationale (Aspects de la France)*, ni à *Jeune Nation*, ni à la rédaction de *Rivarol*. Peu d'israélites au *Centre National des Indépendants et Paysans* ; Mme Alexandre-Debray, que revendique le *Congrès Mondial Juif* (39), est une exception. Par contre, nombreuses sont les personnalités juives à l'*U.N.R.* : René Moati, Maurice Bokanowski, Dreyfous-Ducas, L. Neuwirth, Mme Devaud, née Gougenheim, Alex Moscovitch, A. Valabrègue, Marcel Dassault, Cerf-Lurie, Ziller, Raphaël dit Leygues, ont été élus à l'Assemblée Nationale sur des listes gaullistes. Jacques Soustelle, qui était alors l'un des dirigeants de l'*U.N.R.* expliquait à un rédacteur du *Bulletin Juif d'Information* (40) qu'« un véritable gaulliste ne peut pas être antisémite ». Et il ajoutait : « Parmi les dirigeants de notre groupe se trouvent des Juifs, comme M. Lucien Neuwirth, fils d'un fourreur juif. L'*U.N.R.* a présenté aux élections des candidats juifs, dont certains ont été élus députés... L'attitude amicale des fondateurs et dirigeants de l'*U.N.R.* à l'égard de l'Etat d'Israël et du peuple juif est amplement connue... Vous savez bien que l'on me qualifie de judéophile... Pour ce qui est des relations entre la France et Israël, je vous ferai remarquer pour finir que je suis moi-même Président du Comité Français « Alliance France-Israël » et que les autres dirigeants de l'*U.N.R.*, Michel Debré, Chaban-Delmas et Edmond Michelet, sont aussi membres de ce Comité. »

Dans la presse quotidienne et politique, surtout à Paris, les Israélites occupent des postes importants. Pierre Lazareff, l'un des meilleurs « animateurs de presse » que nous ayons, dirige, avec Robert Salmon, Sam Cohen et Gombault-Weiskopf, le groupe de la *Franpar*, qui comprend à la fois un quotidien de gauche : *France-Soir*, et un quotidien de droite : *Paris-Presse-L'Intran*. Robert Lazurick (R. Bony) dirige *L'Aurore*, le journal modéré que lisent les classes moyennes, et le Docteur Henri Smadja, *Combat*, un journal pour dilettantes antifascistes. André Wurmser est rédacteur en chef de *L'Humanité*. André Bollack dirige *L'Information* (modérée) et *L'Agence Economique et Financière*, depuis la mort

(38) Nous n'entendons pas donner une liste des israélites des partis de gauche, non plus d'ailleurs que des israélites militant à droite. Dans son livre *Les Israélites dans la Société Française* (La Librairie Française Paris, 1956), Gygès a fait une étude sur l'activité politique juive en France à laquelle le lecteur peut se reporter.

(39) Cf. Maurice Vanikoff in bulletin du *Congrès Mondial Juif*, n° 49, avril 1959.

(40) N° du 8-12-1958.

de son frère. *Le Journal du Parlement*, dont l'éclectisme politique est fort apprécié, a pour directeur Maurice Berlow, jadis directeur de *L'Opinion juive*. Georges Altmann, ancien « patron » du socialiste *Franc-Tireur*, est le secrétaire général du très bourgeois *Figaro littéraire*. Roger Nahon administre *Le Populaire*, quotidien de la S.F.I.O. ; il est également le secrétaire général du *Populaire-Dimanche*. Bernard Lecache dirige *Le Journal du Dimanche*, la seule feuille d'information paraissant le dimanche soir. Kriegel-Valrimont avait, jusqu'à ces derniers temps, la haute main sur la rédaction de *France Nouvelle*, hebdomadaire du Parti Communiste Français. Paul Lévy, mort récemment, dirigeait *Aux Écoutes*, l'hebdomadaire national dont il était le fondateur. Jean-Jacques Servan-Schreiber dirige *L'Express*, organe du ménédisisme, avec la collaboration de Philippe Grumbach, rédacteur en chef. Son père et son oncle, les frères Servan-Schreiber, et son cousin Jean-Claude Servan-Schreiber dirigent, administrent, rédigent *Les Échos*, le quotidien du monde des affaires. Mme Suzanne de Montfort, née Feingold, préside le conseil d'administration d'*Ici Paris*, dont René Cassin est l'un des principaux actionnaires. Le national *Jours de France* est la propriété de Marcel Dassault.

Pas plus qu'il n'existe de parti politique catholique ou protestant, il n'existe de parti politique juif. Il y avait, avant la guerre, un Parti Juif sioniste, mais c'était en Pologne. Cependant, de même qu'il y a un parti français d'« obédience catholique », le M.R.P., il y a deux organisations politiques d'« obédience israélite » qui, toutes deux, sont de gauche et ne se composent d'ailleurs pas exclusivement de juifs : la *Ligue internationale contre l'Antisémitisme (L.I.C.A.)* et le *Mouvement contre le Racisme et l'Antisémitisme, pour la Paix (M.R.A.P.)*.

La première de ces organisations ne cache d'ailleurs pas ses tendances et les personnalités de droite ou apolitiques qui lui donnèrent leur adhésion seraient mal venues de lui faire des reproches. Aux élections législatives, elle prend ouvertement position, et son journal, *Le Droit de Vivre*, (41) publie officiellement ses consignes :

« Votez Front Républicain ! Votez à gauche ! » portait, en gros caractères, sur toute la largeur de la première page, le N° 351 du 1<sup>er</sup> janvier 1956.

La L.I.C.A. (40, rue de Paradis, Paris), a été fondée en 1929 par Bernard Lecache, qui était alors le principal collaborateur d'Albert Dubarry, à *La Volonté*. Avec beaucoup de persévérance, se heurtant bien souvent à l'hostilité du Consistoire Israélite (qui lui reprochait de susciter l'antisémitisme par réaction contre des prises de position trop nettes) et à l'incompréhension des « grands juifs », trop absorbés par leurs affaires, Lecache parvint à organiser avant la guerre un mouvement assez important, doté d'un hebdomadaire bien présenté, agressif à souhait et assez répandu dans les milieux de gauche. La guerre, puis l'occupation et les mesures antijuives réduisirent la L.I.C.A. au silence. Son président-fondateur était d'ailleurs interné administratif en Algérie. Après la Libération, le mouvement reprit son activité, sous la direction

(41) *Le Droit de Vivre*, fondé en 1931, est dirigé personnellement par Bernard Lecache ; il a pour collaborateurs, outre certains des dirigeants de la L.I.C.A. (nommés plus loin) : Georges Gombault, de *France-Soir* ; Daniel Mayer, président de la *Ligue des Droits de l'Homme* ; François Musard, de *L'Aurore*, qui sont israélites ; Denis Forestier, du Syndicat des Instituteurs ; Louis Martin-Chauffier, J. Paul-Boncour, qui ne le sont pas.

de Bernard Lecache. Mais une importante scission, provoquée par les éléments communistes qui allèrent fonder la M.R.A.P., n'a pas permis à la L.I.C.A. de reprendre la place qu'elle occupait en 1939. Elle est surtout, aujourd'hui, un état-major composé de personnalités (juives et non juives) souvent éminentes ; elle n'a plus guère de militants, et les lecteurs de son journal, devenu mensuel, sont peu nombreux.

La direction de la Ligue est assurée par un Comité Central dont les principaux membres sont, outre le président Lecache : le pasteur Vergara, Charles-Auguste Bontemps, bien connu dans les milieux anarchistes, S.E. Goldenberg, Lazare Lachline, dit Lucien Racht, industriel, administrateur de la Société éditant *L'Express* et de l'Agence *Publicis* (la 1<sup>re</sup> agence de publicité après Havas), Gérard Rosenthal, Georges Zérappa, vice-présidents ; Octave Chanlot, Robert Borowski, Gérard Roudine, secrétaires ; Léon Namer, Jean Milner, trésoriers ; Léo Hamon, ancien sénateur, Jacques Nantet, écrivain. Jean Rous, Jean-Pierre Bloch, ancien député, Charles Levine, J.-Cl. Weil, Michel Rothschild, etc...

Un comité d'honneur patronne l'association. Ses membres appartiennent au monde international. A côté des présidents Herriot, Vincent Auriol, Gaston Monnerville, figurent l'homme d'Etat belge Paul-Henri Spaak, Philibert Tsirana, Félix Houphouët-Boigny ; Mme Eléonor Roosevelt y voisine avec Einstein, Jean-Paul Sartre avec Ignazio Silone, Maurice Schumann avec Richard Wright, et Henry Torrès avec l'abbé Fulbert Youlou.

Un groupe parlementaire de la L.I.C.A. a été constitué au lendemain des élections de novembre 1958. En voici la composition : Jean Albert-Sorel (Seine, Ind. Pays.), Jean Bernasconi (Seine, U.N.R.), André Bettencourt (Seine-Marit., Ind. Pay.), André Bord (Bas-Rhin, U.N.R.), Roland Boudet (Orne, U.N.R.), Edouard Charret (Rhône, U.N.R.), Louis Chazelles (Loire, Démocr. chrét.), Alfred Clerget (Haute-Saône, U.N.R.), Docteur Jean-Claude Dalbos (Gironde, U.N.R.), Fernand Darchicourt (Pas-de-Calais (S.F.I.O.), Louis Deschizeaux (Indre, app. S.F.I.O.), André Diligent (Nord, M.R.P.), Daniel Dreyfous-Ducas (Seine, U.N.R.), Raymond Dronne (Sarthe, U.N.R.), Charles Duthel (Aveyron, M.R.P.), Guy Ebrard (Basses-Pyrénées, Rad. Soc.), Louis Jaillon (Jura, M.R.P.), Pierre Ferri (Seine, Ind. Pays.), Bernard Lambert (Loire-Atlantique, M.R.P. et R.F.D.), René Lacombe (Maine-et-Loire, U.N.R.), Tony Larue (Seine-Marit., S.F.I.O.), René Lecocq (Nord, U.N.R.), Francis Leenhardt (B.-du-Rh., S.F.I.O.), Jean Legaret (Seine, R.G.R.-C.N.I.), J.-Ch. Lepidi (Seine, U.N.R.), Joël Le Tac (Seine, U.N.R.), Michel Maurice-Bokanowski, alias Bokanowski (Seine, U.N.R.), René Moatti (Seine, U.N.R.), Max Moras (Landes, U.N.R.), Rémy Montagne (Eure, non insc.), Eugène Muller (Haut-Rhin, S.F.I.O.), Lucien Neuwirth (Loire, U.N.R.), Joseph Perrin (Haut-Rhin, U.N.R.), René Radius (Bas-Rhin, U.N.R.), Jacques Raphaël, dit Raphaël-Leygues (Lot-et-Garonne, ex-Rad. Soc., U.N.R.), René Régaudie (Haute-Vienne (S.F.I.O.), Maurice Schumann (Nord, M.R.P.), Louis Terrenoire (Orne), U.N.R., Démocr. Chrét.), René Tomasini (Eure, U.N.R.), Pierre Ziller (Alpes-Marit., U.N.R.) (42)

En 1949, les éléments communistes, avons-nous dit, quittèrent la L.I.C.A. et créèrent, avec des personnalités progressistes, un nouveau groupement, le *Mouvement contre le Racisme et l'Antisémitisme, pour la Paix* (M.R.A.P.).

(42) *Le Droit de Vivre*, n° 280 et 281, 1959.

A la tête de celui-ci se trouvaient André Blumel, ancien collaborateur de Léon Blum, l'un des chefs du Sionisme en France ; Maurice Grinspan, Charles Ledermann et Pierre Roland-Lévy, qui prirent la direction du « grand hebdomadaire de la vie juive » *Droit et Liberté*, — fondé dans la clandestinité et paraissant régulièrement depuis 1948, — et en firent l'organe officiel du Mouvement (aujourd'hui mensuel).

L'un des premiers actes politiques du M.R.A.P. fut la création d'un *Comité de Défense* des époux Rosenberg, condamnés à mort pour espionnage et trahison au profit des Soviétiques par les tribunaux américains. Cette campagne, à laquelle le M.R.A.P. sût intéresser une importante fraction de l'opinion publique, avait été précédée d'une autre en faveur de « *L'Appel de Stockholm* » lancé par les organisations communistes. La C.E.D. fournit également l'occasion au mouvement de déclencher une troisième campagne, en liaison avec le Parti communiste et les autres opposants.

Le procès des « b'ouses blanches » de Moscou ayant jeté un certain trouble dans les rangs du groupe, André Blumel, (43) soucieux de conserver son influence dans le mouvement sioniste, fort monté contre Staline, a cédé la présidence à Léon Lyon-Cahn, premier président honoraire de la cour de cassation, dont les sentiments communistes sont connus. Auprès de ce dernier, Charles Palant secrétaire général ; Robert Attuly, conseiller honoraire à la Cour de Cassation, Lucie Aubrac (M<sup>me</sup> Samuel), Charles Ovezareck, gérant du journal, Pierre Paraf, le général P. Tubert, Raph Feigelson, etc... Ce fut l'époque des grandes manifestations, des « journées », des meetings. Des personnalités non-juives et, du moins nous le pensons, non communistes y participèrent : Edouard Herriot, Elie Bloncourt, R. Didier, président de la Chambre des mises en accusation, Claude Aveline, Vercors, Michel Droit, Robert Merle, Jean Rostand, le Prof. Louis Massignon, P.-H. Chombart de Lauwe, maître de recherches au C.N.R.S., Robert Buron, Diomède Catroux, André Boissarie, ancien procureur général, Yves Gandon, le professeur Albert Dauzat, Francisque Gay, Jacques Debubridel, Edmond Naegelen, Pierre Cot, Edmond Michelet, à côté des israélites Henri Ulver, député, Grunebaum-Ballin, président honoraire au Conseil d'Etat, Maurice Druon, Pierre Paraf, le Professeur Gustave Cohen, André Spire, Docteur Weill-Hallé, de l'Académie de Médecine, René Cassin, vice-président du Conseil d'Etat, Léo Hamon, H. Torrès, R. Cerf-Ferrière, ancien président du Groupe de la Résistance à l'Assemblée consultative, Alex Moscovitch, etc... et des communistes Laurent Casanova, Florimond Bonte, Jacques Duclos, Frédéric Joliot-Curie, Raoul Calas et Louis Daquin.

Les bureaux du M.R.A.P. et de *Droit et Liberté* sont installés à Paris, 15, rue du faubourg Montmartre.

G. V.

(43) Tout récemment, à son retour d'un voyage en U.R.S.S., M<sup>r</sup> André Blumel, ancien président du M.R.A.P. et de la Fédération Sioniste de France, a donné une conférence de presse pour mettre les choses au point en ce qui concerne le prétendu antisémitisme des Soviétiques.

Il a notamment précisé que s'il existait, dans le peuple, des ferments d'antisémitisme caractérisés, les autorités sévissaient contre les coupables d'actes antijuifs. « *Les trois auteurs de l'incendie de la synagogue de Malakhovka, à Kippour, l'année dernière, ont été jugés et condamnés à dix et à douze ans de prison* » (*La Terre Retrouvée*, 1-11-1960). André Blumel a mentionné que la municipalité de Leningrad venait de ratifier le projet de construction d'une nouvelle synagogue.

**PETIT DICTIONNAIRE  
DES PARTIS ET JOURNAUX POLITIQUES**

*Nous signalons ici, classés par lettre alphabétique, quelques-uns des partis et des journaux jouant ou ayant joué un certain rôle dans la vie politique française et que nos collaborateurs n'ont pu examiner dans les études qui précèdent.*

## A

**ACTION CIVIQUE NON VIOLENTE.** — Organisation de gauche favorable à une paix de compromis en Algérie. Principaux participants : Robert Barrat, Claude Bourdet, Jean Cassou, André Cayeux de Sénarpont, Jean-Marie Domenach, Mme Camille Drevet, pasteur J.-M. Hornus, Jacques Madaule, L. Martin-Chauffier, Jacques Nantet, pasteur Henri Roser, Robert Verdier, Pierre Vidal-Naquet, Mme André-Pierre Viénot, pasteur Maurice Vogé.

**ACTION LATINE (L').** — Mouvement fondé en 1953 par Roger Barthe, assisté de Paul Gache, Henry Coston, le général d'Astier de la Vigerie, etc... R. Barthe est l'auteur d'un livre, *L'Idée Latine*, préconisant l'union des pays latins.

**ACTION LIBÉRALE POPULAIRE.** — Fondée par Jacques Piou, chef de file des catholiques *ralliés* (ex-monarchistes *ralliés* à la République). Georges Goyau, de l'Académie française, en fut longtemps l'animateur.

**ACTION NATIONALE RÉPUBLICAINE.** — Front groupant divers partis et ligues de droite créé à la veille des élections de 1924. La *Ligue Civique*, la *Ligue des Patriotes*, l'*Action libérale populaire*, la *Fédération des républicains démocrates* et la *Fédération républicaine* en faisaient partie. Principales personnalités adhérentes : François Arago, le pasteur Ed. Soulié, Ed. de Warren, Xavier de La Rochefoucauld, Albert Orry (ancien socialiste), Yves Guyot, François de Wendel, Raphaël-Georges Lévy, Marcel Habert, Chassigne-Goyon, Boivin-Champeaux, etc...

**ACTION NOUVELLE (L').** — Journal publié en 1933 par Pierre Mouton (1) et Jacques Debu-Bridel, avec la collaboration de Nino Bal-

(1) Pierre Mouton dirigea, avant la guerre, l'*Agence Prima-Presse* ; en 1941-43 il fut l'un des rédacteurs en chef de *Paris-Soir*, à Paris.



danza, R. Cheminat, André Chaumet, etc... Avait organisé en 1933 un congrès des diverses tendances nationales auquel participèrent : le *Mouvement National Populaire* (Mouton, Debu-Bridel), *Ordre et Bon Sens* (Dalle, Malverge), le *Parti Social National* (A. Escaulier), *La Voix de la Terre* (Pietri), les *Jeunesses Agraires* (Leroux), *La France Ouvrière* (Bourgoin), les *Comités Nationalistes de la Seine* (Bernardini, Ploncard), les *Groupes d'Action* (Axel de Holstein), l'*Action Publique* (Jacques Arthuys), la *Ligue des Patriotes*. A propos de ce congrès, Jacques Debu-Bridel faisait cette déclaration : « Nous sommes anti-capitalistes parce que nationaux et anti-marxistes... Notre doctrine a ses racines dans le sol du pays. Le terme même de national-socialisme, on le trouve chez un de nos maîtres les plus chers : Barrès » (*L'Action Nouvelle*, 18-8-1933).

**ACTION RÉPUBLICAINE DES COMBATTANTS.** — Fondée au lendemain du référendum de 1946 par des officiers résistants et anticommunistes qui avaient fait campagne pour le rejet de la constitution. Le Mouvement était animé par Antoine Chalvet de Récy — le Récy des « bons d'Assas » — alors président de l'Union des Evadés de France, Thadée Diffre, compagnon de la Libération, attaché de cabinet de René Pléven et Pierre Mauresse-Lebrun, champion de polo, futur gendre de l'industriel Solvay. A fusionné avec les *Compagnons de la Victoire* pour constituer la *Confédération Générale des Combattants*, organisation politique nationale.

**ACTION SOCIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE.** — Groupe d'extrême-gauche né (mort-né) d'une scission à la S.F.I.O. animateur : Yves Dechezelles.

**ALLIANCE DÉMOCRATIQUE.** — Créée par Waldeck-Rousseau, eut pour présidents, outre son fondateur : de Lanessan, Paul Deschanel, Jules Siegfried, Pierre-Etienne Flandin. De longues années, — avant la guerre et immédiatement après —, l'*Alliance* fut profondément divisée entre partisans de Flandin et partisans de Paul Reynaud. Ses derniers animateurs étaient : son président, Flandin, son secrétaire général, Ventenat, ainsi que Jacques Charpentier, G. Oudard, André François-Poncet, Odette Gilbert-Privat, le professeur G. Portmann, Jacques Pirche, Joseph Clochard, Frédéric Dupont, Jules Loubeyre, Maurice Drouot, Louis Rougier, Maurice Grimaud, Armand Lanote, et les parlementaires Antoine Pinay, Jean Moreau, Chamant, Louis Rollin, Jacquinet, Laniel, Léon Barety, etc...

**ALLIANCE RÉPUBLICAINE DÉMOCRATIQUE.** — Fondée en 1901 par Adolphe Carnot et des républicains de gauche attachés à la politique opportuniste. Se réclamait de Gambetta et de Sadi-Carnot. Participe activement à la création, en 1919, de la coalition électorale connue sous le nom de *Bloc National* (voir à ce nom). Présidée par Adolphe Carnot, puis par le sénateur Célestin Jonnart. En 1920, se transforma en *Parti Républicain Démocratique et Social*.

**AMIS DE ROBERT BRASILLACH.** — Association ayant son siège à Lausanne (Suisse), dont le but est de faire connaître l'œuvre de l'écrivain fusillé le 6 février 1945. En raison de leur non-conformisme, groupent des personnalités de toutes tendances unies

par une commune aversion pour ce que le chanoine Desgranges appelait le « résistancialisme », c'est-à-dire « l'exploitation de la Résistance ». Président : Pierre Favre ; secrétaire général : André Martin. Publie les *Cahiers des Amis de Robert Brasillach*.

*Ont donné leur appui à l'Association des Amis de Robert Brasillach :*

Jean Anouilh, Marcel Aymé, Jacques Isorni, Georges Blond, † M. Paul Léautaud, Gonzague de Reynold, † M. Jean de La Varenne, le Professeur Lombard, Edmond Heuzé, de l'Institut, † M. Gaston Baty, † M. Valéry Larbaud, Xavier Vallat, Henry Bordeaux, Pierre Fresnay, Jean Davy, Jean Hort, Saint-Paulien, Frédéric Dupont, Félicien Challaye, Alfred Fabre-Luce, Willy de Spens, Philippe Amiguet, Michel Braspart, Claude Jamet, André Soubiran, Pol Vandromme, Maurice Gait, Jean Pleyber, Bernard de Fallois, Raymond Abellio, Jean-Marie Aimot, Henry Coston, Alice Cocea, Jacques Hebertot, Charles Mauban, Paul Estèbe, † Général Henry de Fornelle de La Laurencie, Jean-Albert Foex, Paul Rassinier, Claude Elsen, Georges Allary, Robert Castille, Henri Massis, Jean Madiran, etc...

**AMIS DE LA RUSSIE NATIONALE (Les).** — Organisation anti-bolchevique (fondée avant la guerre), présidée par le sénateur Henry Lémery, assisté d'Arsène de Goulévitch.

**ANIMATEUR DES TEMPS NOUVEAUX (L').** — Hebdomadaire paraissant entre les deux guerres, dirigé par Louis Forest (Nathan). Anti-étatiste et anti-marxiste.

**APPEL RÉPUBLICAIN (L').** — Hebdomadaire fondé en 1934. Antifasciste. Directeur : Fernand Corcos.

**ASSOCIATION FRANÇAISE DES AMIS DE L'UNION SOVIÉTIQUE.** — Société créée avant la guerre et dirigée par Aubert, secrétaire général, Paul Perrin, Albert Bayet, lieutenant-colonel Ducas, Gabriel Péri, Racamond, Fernand Grenier, etc... Préconisait en 1938 une alliance franco-anglo-soviétique.

**ASSOCIATION NATIONALE POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS PUBLIQUES.** — Fondée en 1955, par Joseph Denais, ancien député national.

## B

**BLOC NATIONAL.** — (1919) Coalition de partis née d'un accord intervenu entre le nationaliste Maurice Barrès et le socialiste indépendant Alexandre Millerand. Y adhéraient : *L'Alliance Républicaine Démocratique*, présidée par A. Carnot, membre de l'Institut, la *Fédération Républicaine*, représentée par le sénateur Milliard, le *Comité Républicain du Commerce et de l'Industrie*, animé par le sénateur A. Mascuraud. *L'Action Libérale Populaire* et le *Parti Républicain Démocratique et Social*.

**BLOC NATIONAL.** — (1956). Groupe de droite dirigé par un ancien officier, Cabot, et un ancien secrétaire du P.R.L., de Kersaint.

**BRANLEBAS.** — Fondé en 1938. Hebdomadaire des Camarades du Feu et de la Légion de France. Directeur : Stanislas Sicé, ancien

dirigeant Croix-de-Feu. S'adressait principalement aux membres du P.S.F. Réclamait l'expulsion des Juifs du Gouvernement et des mesures contre la franc-maçonnerie et le Parti communiste.

LA BRETAGNE RÉELLE. — Journal combattant pour l'avènement d'une Europe des ethnies, paraissant depuis quelques années à Merdrignac (Côtes-du-Nord), sous la direction de J. Quatrebœufs.

BUREAU DES LIAISONS EUROPÉENNES. — Fondé à Vichy en 1943. Objet : travailler à l'unification de l'Europe. Directeur : Robert Valery-Radot ; directeur-adjoint : Régis de Vibraye ; secrétaire général : Maurice Giffard.

## C

CAHIERS INTERNATIONAUX. — Revue mensuelle marxiste dirigée par Jean Duret, J.-M. Hermann et Robert Fuzier. Son comité de patronage comprend notamment : Alain Le Leap, ex-secrétaire général de la C.G.T., Robert Kiefe et Pierre Stibbe, avocats, Jean Bruhat, professeur, et Jean Zyromski, ancien dirigeant de la S.F.I.O. (66, rue Jean-Jacques Rousseau, Paris).

CANARD ENCHAÎNÉ (Le). — Présentant cet hebdomadaire satirique dans *La Presse d'opinion* (n° spécial de *L'Echo de la Presse*, 1958), Alcibiade (alias Pierre-Antoine Cousteau) écrivait : « *Pour ces gens de droite — et en cela ils montrent une « bêtise » qui donne raison à M. Mollet. — Le Canard Enchaîné n'est qu'une amulette, un divertissement pas toujours très drôle dont les calembours et les rabâchages ne tirent pas à conséquence. En réalité, Le Canard Enchaîné est, de très loin le journal français qui, depuis l'autre guerre, a exercé sur la politique de ce pays l'influence la plus profonde et la plus durable, qui a fait ou défait le plus de réputation. C'est que la formule du Canard Enchaîné est admirablement adoptée au tempérament français, c'est qu'elle correspond à un besoin, à une tournure d'esprit, à un état d'âme qui sont sans équivalents au delà de nos frontières.* » Le *Canard Enchaîné* fut créé par Maurice Maréchal en 1916. Raymond Manevy a dit que son fondateur n'avait que 10.000 francs en caisse pour le lancement du journal. Le succès rapide permit, sans doute, à Maréchal de doubler le cap difficile des premiers mois. Le dessinateur H.-P. Gassier, Georges de La Fouchardière, qui collaborait à *L'Œuvre* — il signait Mowgli dans *L'Œuvre* hebdomadaire, alors farouchement nationaliste et antisémite —, Victor Snell, Rodolphe Bringer composaient l'équipe du début. Plus tard, Pierre Scize, André Guérin, Jean Galtier-Boissière, Henri Jeanson, Pierre Benard, Roger Salardenne, Jules Rivet, Henri Guilac, Jean Eiffel, Jean Pruvost, Chatelain-Tailhade, Alexandre Breffort, Michel Duran, Henri Monnier, et bien d'autres journalistes et dessinateurs de talent, pas tous marxistes, mais tous de gauche, apportèrent leur collaboration à ce phénomène du non-conformisme. Aujourd'hui, sous la direction de la veuve du fondateur, l'équipe rédactionnelle, guidée par Robert Tréno (Renaud) ancien rédacteur en chef de *Franc-Tireur*, comprend : André Sauger, de *Libération* (progressiste), Jean-Paul Grousset, Pol Ferjac, Moisan, Morvan Lebesque, de *Carrefour*, Gabriel Macé, F. Lap, André Ribaud, Jérôme Lefèvre, Pierre Laroche, etc. Tirage : de 150.000 à 170.000 exemplaires.

**CANDIDE.** — Hebdomadaire fondé en 1923 par l'éditeur Fayard. Politique et littéraire de droite, favorable aux idées défendues par les partis nationaux, en particulier par *L'Action Française*. Disparu à la Libération.

**CARTEL DE LA LIBERTÉ (Le).** — Fondée en 1933. Groupement antifascistes unissant diverses formations de gauche, dont : les *Anciens Combattants Pacifistes*, la *Ligue Internationale contre l'Antisémitisme* (président : Bernard Lecache), la *Fédération Nationale des Combattants Républicains* (secrétaire général : Jean Sennac), la *Ligue d'Action Universitaire Républicaine et Socialiste*, la *Ligue des Femmes pour la Paix et la Liberté*, la *Jeune République*, le *Cercle International de Jeunesse*, *Notre Temps* (directeur : Jean Luchaire), le *Foyer de la Paix*, le *Foyer de la Nouvelle Europe*, les *Jeunesses Laiques et Républicaines*, etc...

**CENTRE D'ACTION DES GAUCHES INDÉPENDANTES.** — Groupe socialiste créé en 1954. Secrétaire général : Jacques Nantef. Comité directeur : Charles d'Aragon, André Denis, Jacques Bloch-Morhange, Claude Bourdet, Paul Rivet, Pierre Aron, Paul Granet, Pierrette Brochay, Jean Calmejane, J.-R. Chauvin, Jean Cohen, Prosper Cohen, Yves Dechezelles, Guy Dhellin, Mme Franck Emmanuel, Georges Delange, Claude Gérard, Bernard Gilles, Georges Gousseau, Jean-Marie Krust, Maurice Lacroix, Guy Lefort, Robert Lucente, Jacques Madaule, Henri Marty, Jean Meuriot, Pfeiffer, Jean Rous, Camille Val. Journal : *Le Libérateur*, dirigé par René Geusard, assisté de Jean Arthuys.

**CENTRE D'ACTION ET DE DOCUMENTATION.** — Groupe d'études et d'édition (sur les sociétés secrètes), créé en 1941 par Henry Coston et Paul Lafitte, sous le contrôle du Gouvernement du Maréchal Pétain. Publiait un *Bulletin d'information* hebdomadaire destiné aux journalistes et aux personnalités de l'Administration et de la Politique.

**CENTRE D'INFORMATION ET DE COORDINATION POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS ET DE LA PAIX.** — animateurs et principaux membres : Albert Chatelet, Laurent Schwartz, Robert Barrat, Yves Dechezelles, Claude Bourdet, Pasteur Voge, Jean Dresch, Jacques Verges, Mme Henri Alleg, Claude Estier, de *Libération* et de *France-Observateur*, Falcoz, du *Jacobin*, André Phillip, Georges Suffert, Manuel Bridier, Claude Roy, Maurice Pagat, Henri Lefebvre, de la *Nouvelle Critique*, Roland Marin, etc... Publie un bulletin intitulé : *Témoignages et documents sur la guerre en Algérie*. Siège : 14 ter, rue de Landy, Clichy, Seine).

**CENTRE DES JEUNES LIBÉRAUX.** — Fondé en 1958 par des membres des *Jeunesses Radicales*, des *Jeunesses du R.G.R.* et du *Centre Républicain*, ainsi que des *Jeunesses Européennes Libérales*. Dirigeants : Jacques Carpentier (R.G.R.), Bernard Martin, etc...

**CERCLE COMMUNISTE (Le).** — Groupe fondé par Boris Souvarine (Lifschitz), qui fusionna avec la *Fédération communiste indépendante* de l'Est (voir *Parti Communiste Indépendant*).

**CERCLE MARQUIS DE MORÈS.** — Groupe nationaliste et antisémite, créé en 1931 par Roger Boulogne, Y. Marty et Jacques Ensch, collaborateur de *La Libre Parole*, futur directeur-gérant d'*Aspects de la France*.

**CERCLES JEANNE-D'ARC D'ETUDES CIVIQUES.** — Groupement national dirigé par François Guérard.

**CE SOIR.** — Quotidien communiste du soir fondé en 1937. Dirigé et rédigé avant guerre par Aragon, Jean Richard-Bloch, Elie Richard, Gaston Bensan (Ben Soussan), Pierre Abraham, Darius Milhaud, Paul Nizan, etc... Réparé après la Libération, puis suspendu faute de lecteurs.

**CHOC.** — Hebdomadaire de droite fondé en 1935. Directeur : colonel Maurice Guillaume. Fut à l'origine de la campagne contre le colonel de La Rocque, accusé d'avoir émargé aux fonds secrets des gouvernements Tardieu et Laval.

**CLUB JEAN MOULIN.** — Groupement semi-clandestin de gauche, animé par Georges Suffert et Abel Thomas. A constitué un *Comité National pour le succès des pourparlers*, lors des conversations de Melun avec les envoyés du F.L.N., dont les dirigeants sont : Mme Germaine Tillon, MM. Eugène Descamps et André Jeanson (C.F.T.C.), P. Le Brun (C.G.T.), Dhombres (Féd. de l'Education nationale), P. Gandez (U.N.E.F.), Georges Suffert, Hessel et P. Flamand.

**CLUB DES PROUVAIRES.** — Groupement républicain du centre droit, fondé par Jean Legaret, maître des Requêtes au Conseil d'Etat, ex-U.D.S.R., co-fondateur de l'*U.S.R.A.F.* (Soustelle) et de l'*Association pour l'Appel au général De Gaulle* (1, rue des Prouvaires, Paris).

**COMBAT.** — Revue mensuelle d'extrême-droite, fondée en 1936 par Jean de Fabrègues et Thierry Maulnier.

**COMBAT SYNDICALISTE (Le).** — Organe mensuel de la Confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire. Rédacteur en Chef : Pierre Besnard.

**COMITÉ D'ACTION DE DÉFENSE DÉMOCRATIQUE.** — Organisme fondé en 1958 par des personnalités juives et non-juives désirant participer à la défense d'Israël contre les Arabes, et des Juifs en général contre l'antisémitisme. Partisan de l'alliance France-Israël, a des liens étroits avec M. Jacques Soustelle (6 ter, rue Gabriel-Laumain, Paris-X°).

**COMITÉ D'AIDE AUX VICTIMES DE LA RÉPRESSION.** — Fondé en 1960 par le professeur Marcel Prenant et l'ancien député socialiste Elie Bloncourt (15, rue Daubenton, Paris 5°). Objet : soutenir les militants inquiétés sous une forme quelconque pour une prise de position contre la guerre d'Algérie.

**COMITÉ DE COORDINATION DES MOUVEMENTS ANTI-MARXISTES.** — Fondé peu avant la guerre par Jean Ebstein, de l'*Alliance Royaliste d'Alsace*, président des *Jeunesses Etudiantes royalistes d'Alsace*, avec la collaboration de Pierre Pflimlin (représentant le *Parti Républicain National et Social, ex-Jeunesses Patriotes*), futur président du Conseil, Gillmann, délégué de l'*U.P.R.*, Joseph Bilger, dirigeant des chemises vertes d'Alsace, etc...

**COMITÉ DES JEUNES PATRIOTES.** — Groupe national comprenant principalement des étudiants. Dirigé par Guy Le Bastard (23, rue de la Tour d'Auvergne, Paris).

**COMITÉ NATIONAL D'ACTION ET DE DÉFENSE RÉPUBLICAINE.** — Fondé le 23 mai 1958 pour faire face aux « émeutiers du 13 mai » et apporter un « soutien loyal et résolu au gouvernement légal de la République dans son action pour la sauvegarde de l'unité nationale, la défense des institutions républicaines, des libertés démocratiques et de l'ordre public. » Y avaient adhéré : le Parti socialiste S.F.I.O., le M.R.P., le Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste, l'U.D.S.R., le Rassemblement Démocratique Africain et le Parti du Regroupement Africain. Direction : Commin, Deixonne et Courrière (S.F.I.O.) ; P.-H. Teitgen, Moisan et de Menthon (M.R.P.) ; Mitterrand, J. Perrin et Duveau (U.D.S.R.), etc... Le comité prévoyait la création de comités départementaux, mais sa seule manifestation fut celle du 28 mai 1958, de la Nation à la République, à laquelle participèrent environ 70.000 républicains, socialistes et communistes (bien que non adhérent, le P.C.F. avait appelé ses militants à manifester).

**COMITÉ NATIONAL D'ACTION LAIQUE.** — Créé par la *Fédération de l'Éducation nationale*, le *Syndicat national des Instituteurs*, la *Fédération des Conseils de Parents d'élèves des écoles publiques*, la *Ligue française de l'Enseignement* et la *Fédération nationale des délégués cantonaux*. Y ont adhéré ensuite divers groupements politiques de gauche et le Grand Orient. Aux manifestations organisées en 1959-1960 pour réclamer l'abrogation des lois d'aide à l'enseignement catholique, l'*Union nationale des Étudiants de France*, les *Auberges de la Jeunesse*, le *Parti Communiste*, le *Parti socialiste S.F.I.O.*, le *Parti Communiste Internationaliste*, le *Parti Socialiste Unifié*, la *C.G.T.*, la *C.G.T.-F.O.*, etc... ont apporté leur concours.

**COMITÉ NATIONAL POUR LA PAIX FRANÇAISE.** — Fondé en 1959. Animé par le colonel Maurice Matignon.

**COMITÉ NATIONAL DE LA RÉSISTANCE.** — Fondé pendant la guerre (voir notre étude sur les partis et la Résistance pendant l'occupation). Comité : Président : Charles Laurent ; vice-présidents : Fernand Bolvin, Léon Boutbien, Roger Carcassonne-Leduc, Jacques Destrées, Pierre Fourcaud, Gaston Hyllaire, Auguste Lajonchère, Jean-Pierre Lévy, Louis Marin, Jean Pierre-Bloch, Alfred Rosier, Robert Salmon, Robert Vuillemot ; secrétaire générale : Marie-Madeleine Fourcade. Publie chaque mois *La Voix de la Résistance* (5, rue Lamartine, Paris).

**COMITÉ D'UNITÉ D'ACTION ANTIFASCISTE (ex-Centre de liaison des Forces Antifascistes).** — Fondé en 1933. Président : Gaston Bonnaure, député ; secrétaire général : Descourtieux, directeur du *Bulletin Hebdomadaire des Loges de la Région Parisienne* ; autres dirigeants : Jean Sennac, Marceau Pivert, Bernard Lecache, Emile Kahn, Cerf (Cerf-Ferrière), administrateur de *La Flèche* (de Gaston Bergery), Gabriel Cudenet, etc...

**COMITÉ DE VIGILANCE DES INTELLECTUELS ANTI-FASCISTES.** — Fondé en 1934 par Alain, Paul Langevin et le prof. Rivet. Principaux

membres : les professeurs Jean Perrin, Jacques Hadamard, L. Lévy-Bruhl, Georges Urbain, Marcel Prenant, E. Bataillon, Marc Bloch, P. Fauconnet, Gougenheim, H. Meyer, H. Sée, Edmond Vermeil, H. Wallon, Emm. Lévy, H. Lévy-Bruhl, Robert Mossé, André Philip, M. Cohen, J. Bloch, J.-M. Lahy, J. Meyerson, F. Domenico, Roussy, les écrivains et journalistes Léon-Paul Fargue, Jean Guenhenno, J.-R. Bloch, R. Martin du Gard, André Gide, Jean Giono, Romain Rolland, Jean Rostand, Marcel Abraham, Pierre Abraham, J.-J. Bernard, Eugène Dabit, Elie Faure, Pierre Gérôme, Paul Gsell, Joseph Jolinon, Ludovic Masse, Magdeleine Paz, Georges Pioch, Henri Poulaille, André Spire, André Wurmser, Jules Rivet, Georges Albertini, Georges Boris, Simone Téry, Jean Sennac, Georges Lapière, Victor Basch, A. Bayet, Em. Kahn, Andrée Viollis, René Gerin, Demartial, Camille Drevet, Georges Soustelle, etc... Au moment de Munich, l'Association se scinda en deux : d'un côté, les anti-fascistes qui faisaient passer leur désir de paix avant leur haine du fascisme ; de l'autre, les antifascistes qui acceptaient le risque de provoquer la guerre pour détruire le fascisme.

COMITÉS D'ACTION NATIONALE. — Groupes nationalistes animés par Henri Bonifacio (1953).

COMITÉS D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE. — Groupes animés par des communistes et des syndicalistes d'extrême-gauche. Publiaient autour de 1950 un journal : *La Lutte*.

COMMISSION NATIONALE DE LIAISON DES GAUCHES. — Constituée à l'issue des journées d'études jacobines (1) des 3 et 4 octobre 1953. Réclamait la fin de la guerre d'Indochine, s'affirmait hostile à l'Europe et entendait unir la gauche en un nouveau Cartel ou Front populaire. Participèrent à ces journées, selon *Le Jacobin* d'octobre 1953 : Philippe Atger, vice-président des *Jeunesses Radicales*, Alain Gourdon (rad.), Robert Buron (M.R.P.), André Denis (M.R.P.), Joseph Lanet (U.D.S.R.), Cerf-Ferrière, Thorel, directeur du *Courrier Syndical*, Chatagner, directeur de *La Quinzaine*, Docteur Huet, maire socialiste d'Asnières, Tenger, avocat, radical-indépendant, Gaston Maurice (progressiste), Léo Hamon, sénateur (M.R.P.), Jean Lescure, Jean-Jacques Mayoux, professeur à la Sorbonne, Georges Suffert, rédacteur en chef de *Témoignage Chrétien*, Jacques Mitterand, Troisgros, conseillers de l'Union Française, etc...

COMMUNAUTÉ ATLANTIQUE (*Association française pour la*). — Groupement favorable au Pacte Atlantique présidé par Georges Bidault, assisté d'Antoine Pinay et René Plevin. Comité de Patronage : J. Bardoux, Edward Corniglion-Molinier, A. Coste-Floret, René Courtin, Maréchal Juin, René Mayer, Guy Mollet, Paul Ramadier.

COMMUNE. — Revue « pour la défense de la culture » ; organe de l'Association des Écrivains et Artistes Révolutionnaires (A.E.A.R.). Fondée en 1933. Comité directeur : André Gide, Romain Rolland, Paul Vaillant-Couturier ; secrétaire de rédaction : Aragon ; principaux collaborateurs : Henri de Montherlant, Vic-

(2) Organisées par le Club des Jacobins (voir notre étude sur ce groupement).

tor Margueritte, Jean-Richard Bloch, André Malraux, Paul Nizan, Louis Guilloux, Elie Faure, Jules Romains, Jean Giono, André Chamson, Jean Cassou, Léon Moussinac, Charles Vildrac, René Lalou, Georges Sadoul, Tristan Rémy, Georges Friedmann, Lucien Henry, Jean Fréville, Claude Aveline, Monnerot, etc. (disparue avant la guerre). L'A.E.A.R. luttait contre le trotskysme, le *souvarisme* (3), le groupe Poulaille (4), la conception « petite bourgeoisie » d'Alain.

COMPAGNONS DE LA VICTOIRE (Les). — Association d'anciens résistants bretons, se réclamant de la chouannerie et plus proches du pétainisme que du gaullisme. Fondés quelques années après la guerre par Edme de Vulpian, qui les présidait. Secrétaire général : Robet, ex-militant d'*Action française*, agent d'assurances en Bretagne et membre du C.D. des A.P.E.L. (Association des Parents d'Elèves des Ecoles Libres). Le service d'information et de renseignements des *Compagnons* était dirigé par un ancien policier, Soutif, qui se faisait appeler Cuvillier (recherché par la police, il fut acquitté peu après). Fusionna ensuite avec l'*Action Républicaine des Combattants* et forma la *Confédération Générale des Combattants* (voir plus loin).

CONCORDE (La). — Quotidien du Front Républicain (radical-socialiste), fondé en 1930. Dirigé par Louis Damblanc.

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES COMBATTANTS (dite A.R.C.). — Née en 1946 de la fusion de l'*Action Républicaine des Combattants* (A.R.C.) et des *Compagnons de la Victoire*. Groupement de droite présidé par E. de Vulpian, assisté de P. Mairesse-Lebrun, T. Diffre (secrétaire général), Luc Robet (propagande), Paul Musquin (trésorier), Jean Ebstein (presse), Cuvillier, alias Soutif (renseignements), Christian de Vauzelles (relations publiques), Duchier, de Coudray, Philippeau, etc... Comité de patronage : général Masnou, Chalvet de Récy, Clostermann, Bourgès-Maunoury, Bétolaud, député, de Boissoudy, de Rodellec, du Porzic, Marcel Bochet, André de Fougerolles, industriel, Koli Yorgui, Debau-marché, chef national de la Résistance P.T.T., Barberot, compagnon de la Libération, etc... Journal (officieux) : *France Vivante*. Le mouvement disparut en 1947. Son président de Vulpian fut arrêté pour participation au « complot du plan bleu », et Thadée Diffre s'engagea, dit-on, dans l'armée israélienne luttant contre la Ligue arabe.

CONSEIL NATIONAL DES FEMMES FRANÇAISES. — Formation centriste présidée par Mme M.-H. Lefaucheux, conseiller de l'Union Française. Principaux membres : MMmes la comtesse Jean de Pange, S.J. Majorelle, la générale Requin, Devaud, député, Poinso-Chapuis, ancien ministre, etc...

(3) C'est-à-dire les militants et les écrivains qui s'étaient groupés autour de Boris Souvarine à la *Critique sociale* : Lucien Laurat, Pierre Pascal, Georges Bataille, Jean Bernier, Pierre Kaan, etc...

(4) Henry Poulaille, l'auteur de *Nouvel âge littéraire*, *Le Pain quotidien*, *Les Damnés de la terre*, est considéré comme le chef du mouvement littéraire dit « prolétarien » qui a rallié des écrivains et des artistes comme Edouard Peisson, Cresson, Lucien Gachon, Ludovic Massé, Léon Gerbe, Guillaumin, Lucien Bourgeois, Jacques Reboul, Constant Malva, Louis Gérin, René Bonnet, Tristan Rémy, Marc Bernard, Eugène Dabit, Jean Giono (ces quatre derniers sont passés ensuite à l'A.E.A.R. et à *Commune*).



CONVENTION NATIONALE. — Groupe fondé en 1957 et animé par Philippe-Antoine (Baillod) et André Vaillant.

COORDINATION NATIONALE (La). — Rassemblement de divers partis et groupements nationaux opéré en 1958 sous la présidence du général Lionel Chassin, assisté de Justin-Jean Cabot, vice-président du *Centre Social Chrétien*. Principaux dirigeants : Jean Ebstein, général Renucci, Bourquin, Louis Mauger, Pierre Desprez, Hadji-Gavril, etc... Soutint en 1958 des candidats : Cabot (47<sup>e</sup> circonscription de la Seine), Carré, président du *Centre Social Chrétien* (14<sup>e</sup> circ.), Philippe-Antoine (Baillod) (12<sup>e</sup> circ.), Berthelin (20<sup>e</sup> circ.), Lavigne (4<sup>e</sup> circ.), Mazaleyrat (48<sup>e</sup> circ.), Prévot (21<sup>e</sup> circ.).

CRAPOUILLOT. — Revue mensuelle fondée en 1915, au front, par Jean Galtier-Boissière. L'un des rares périodiques non-conformistes de ces quarante dernières années. A publié de nombreux numéros spéciaux sur les questions d'actualité : « *Les mystères de la guerre* », « *Les marchands de canons* », « *Les Anglais* », « *Les Allemands* », « *Les Juifs* », « *Les 200 Familles* », « *La Franc-Maçonnerie* », « *Les gros* », « *Histoire de la guerre 39-45* ». « *Pétain-De Gaulle* », etc... La collection de ces fascicules fournit une foule de renseignements inédits et de documents (souvent photographiques) rares et peu connus. Jean Galtier-Boissière, qui se tient en dehors des partis, exerce une influence considérable sur les Français « engagés » de son époque.

CROIX DE FRANCE (Les). — Mouvement fondé et animé par le colonel Matignon (1957).

## D

DÉFENDRE LA FRANCE. — Groupement fondé en 1956 avec l'appui et la collaboration de plusieurs personnalités de droite, dont le général Barré, secrétaire général de « *Présence Française-Tunisie* », Pierre Baruzi, du *Centre d'Etudes Politiques et Civiques*, M. Daber, conseiller de l'Union Française, secrétaire général du *Comité d'Action contre la désagrégation de l'Union Française*, Jean Ebstein, président de l'*Union Nationale et Sociale de Salut Public*, Jacquier, secrétaire général de *Présence Française-Algérie*, Juhel, secrétaire général de la *Restauration Nationale*, Matignon, président du *Comité A.P.S.*, Montigny, président de l'*U.I.I.* et de *Vigilance Française*, Nabonne, secrétaire général de *Présence Française-Maroc*, et le général Touzet du Vigier.

DÉFI (Le). — Hebdomadaire national et antisémite, fondé par l'avocat Jean-Charles Legrand en 1937. Organe du *Front de la Jeunesse*, dirigé par M<sup>e</sup> Legrand. Rédacteurs : Mme Rospars-Legrand, Maryse Choisy, André Falco, Noël Félici, Jean-Clerc.

DÉMOCRATIE COMBATTANTE. — Revue mensuelle de gauche, favorable à la coexistence pacifique. Dirigé par Henri Laugier et Louis Dolivet. Comité : MM<sup>es</sup> Marie Cuttoli et Marie-Hélène Lefauchaux, MM. E. Herriot, René Cassin, Maurice de Barral, André Boissarie, Albert Gazier, P. Grunbaum-Ballin, Léo Hamon, Gérard Jouve, Bernard Lecache, Jérôme Lévy, R. Manevy, Daniel Mayer, Pierre Paraf, J. Paul-Boncour, André Philip, J. Pierrebloch, Paul Ramadier, Marc Rucart, Maurice Schumann, Ludovic Tron, etc...

**DÉMOCRATIE NOUVELLE (La).** — Parti fondé en 1918 par le journaliste Lysis, alias Eugène Letailleur, ancien collaborateur de *L'Humanité* et de *La Victoire*. Publiait le journal du même nom.

**DOCUMENTS POLITIQUES ET FINANCIERS (Les).** — Revue mensuelle publiée depuis 1920 par Roger Mennevée (16, boulevard Montmartre, Paris-9<sup>e</sup>). Tendances de gauche. Spécialisés dans l'étude des influences économiques, financières et religieuses dans la politique internationale. A publié des numéros spéciaux très importants sur Bazil Zaharoff, Jean Monnet, l'espionnage international, etc... L'une des revues les plus intéressantes sur les dessous de la politique et de la finance.

**DROITE (La).** — Journal royaliste spécialisé dans l'action contre les démocrates-chrétiens. Dirigeants : Henri Babize, Xavier de Toytot, Léon Gédéon, le *balzacien* bien connu.

## E

**ECHO DES ÉTUDIANTS (L').** — « Hebdomadaire de la Jeunesse intellectuelle et du corps enseignant », fondé en 1910 et paraissant à Montpellier, d'abord comme organe des étudiants de l'Université de cette ville. Transformé à dater du 25 janvier 1941 en journal très *Révolution Nationale*. Edité par la S.A.P.P. (Président : Eugène Causse, et dirigé par René Barjavel, le futur romancier et cinéaste, et Jean Renon, un militant d'A.F. connu, qui avaient rallié avec enthousiasme *l'Etat nouveau*. Outre de nombreux professeurs et étudiants, collaboraient au journal : Robert Barrat, commissaire des Chantiers de la Jeunesse, René Gillouin, André Demaison, François-Ch. Bauer (François Challais), Claude Roy (tous deux rédacteurs à *Je Suis Partout*), Michel Mohrt, Henri Pourrat, Marcel Aymé, Pierre Andreu, Pierre Ordioni, Jean Rivain, Armand Petitjean, Maurice Bouvier-Ajam, chargé de mission à la Jeunesse par le gouvernement Pétain, Jean Malosse, Hoang Van Co, Olivier Jasseron, Jacques Baulmier, Prof. L. Barbillon, Raymond de Geouffre de la Pradelle, François Perroux, Raymond Castans, Jacques Bostan, Henri Sabatier, Yvan Christ, J. Onimus, Henri-François Petitjean, François Secrétain, Henri Buet, L. de Gérin-Ricard, etc.

**ECHO NATIONAL (L').** — Fondé au lendemain de la première guerre mondiale par André Tardieu et Georges Mandel.

**ECHO DE PARIS (L').** — Quotidien conservateur fondé en 1884 par Valentin Simon. Considéré comme le porte-parole officieux du grand Etat-Major. Disparu peu avant la guerre, absorbé par *Le Jour*, de Léon Bailby. Principaux collaborateurs (période 1930-1936) : Henri de Kerillis, H. Simond, André Pironneau, L. Piechard, Jean Hutin (Hirsch), Raymond Cartier, Pertinax (Géraud), Gérard Bauer, Henri Bordeaux, Louis Madelin, général de Castelnau, Jérôme et Jean Tharaud, H. de Montherlant, Robert Kemp, Jean Delage, Jaboune, Marcel Hutin (Hirsch), etc...

**EMANCIPATION SOCIALISTE (L').** — Hebdomadaire fondé en 1939. Dirigé par André Morizet, sénateur, et Louis Lagorgette.

**ENTENTE DÉMOCRATIQUE.** — Groupait au parlement les élus de l'*Action Nationale Républicaine* (voir à ce nom).

**ENTENTE DÉMOCRATIQUE.** — Groupe parlementaire fondé en 1959 par les députés « non inscrits ». Président : Jean Médecin. Principaux membres : Patrice Brocas, Robert Szigeti, Guy Ebrard, Jacqueline Thome-Pâtenôtre, René Pleven, J.-P. David, Claudius-Petit, Georges Bonnet, Henri Longuet, de Montesquiou, Rémy Montagne, Juskiewinski, etc..

**ENTENTE PACIFISTE INTERNATIONALE.** — Groupe fondé avant la guerre et dirigé par Louis-Jean Finot, Paul Perrin, Riandey, Raymond Offner, E. Figuière, etc..

**ENTENTE RÉPUBLICAINE POUR LA LIBERTÉ ET LE PROGRÈS SOCIAL.** — (Avant la guerre) Cartel de partis modérés comprenant principalement : des radicaux indépendants (G. Boucheron, ancien député), l'*Alliance Démocratique* (représentée par Lefort), la *Fédération Républicaine* (représentée par Louis Marin et de Fontenay), le *Parti de la Rénovation Républicaine* et l'*Union Patriotique Républicaine*.

**L'EPOQUE.** — Quotidien fondé en 1937, par Henry Simond et Henri de Kérillis qui venaient d'être évincés de *L'Echo de Paris* par *Le Jour* (de Léon Bailby) qui l'absorbait. Tandis que la droite, en générale, se montrait hostile à la guerre, *L'Epoque* fit figure de belliciste. H. de Kérillis réclamait, d'autre part, une alliance avec les Soviétiques. Les commanditaires du journal appartenaient au monde des affaires : parmi eux, le banquier Louis Louis-Dreyfus se distingua en envoyant une circulaire à ses pairs pour leur demander de subventionner l'entreprise (1). Le journal avait un second directeur, André Pironneau, ami fidèle de Kérillis. Raymond Cartier en était le chef de la rédaction composée de Guy Mounereau, Charles Pichon, Robert d'Harcourt, Henriette Chandet, etc... *L'Epoque* reparut durant quelques années, après la libération, sous la direction de Jean-Louis Vigier, mais disparut faute de moyens et surtout de lecteurs.

**ERE NOUVELLE (L').** — Quotidien de l'Union des Gauches. Radicale. Fondée en 1917. Dirigée avant la guerre par Léo-Abel Gaboriaud et rédigée par Ed. Herriot, Paul Bastid, Albert Le Bail, etc..

**EST ET OUEST (ex-B.E.I.P.I.).** Revue mi-mensuelle de documentation anti-communiste. Gérant : M. Coquet. Principaux dirigeants et rédacteurs : Georges Albertini, ancien secrétaire général du *Rassemblement National Populaire* (de Marecl Déat), conseiller politique de la banque Worms ; Henri Barbé, ancien secrétaire du *Parti Communiste*, puis du *P.P.F.* et du *R.N.P.* ; Lucien Laurat, etc... Organe de l'*Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales*, groupement spécialisé dans la lutte anticommuniste. Publie des études très remarquées sur la politique soviétique et les partis communistes dans le monde. (86, boulevard Haussmann, Paris 8°).

**ETUDIANT SOCIALISTE (L').** — Organe mensuel de l'Internationale des Etudiants socialistes. Fondé en 1925 et animé par Léon Boutbien et Roger Pagosse.

(1) Cf. document reproduit par H. Coston dans *Les Financiers qui mènent le monde*, Paris 1955.

**EUROPE.** — Revue de culture internationale. Rédigée avant guerre par Romain Rolland, Pierre Abraham, Aragon, René Arcos, J.-R. Bloch, Dominique Braga, Jean Cassou, André Chamson, Luc Durtain, Georges Friedmann, René Lalou, René Maublanc.

**EUROPE NOUVELLE (L').** — Hebdomadaire « briandiste » et antifasciste, fondé en 1918 et longtemps dirigé par Louise Weiss. A la veille de la guerre, avait pour dirigeants Madeleine Le Verrier et Pertinax et pour rédacteurs : Hubert Beuve-Méry, Georges Bidault, Henri Bidou, Pierre Brossolette, Robert Marjolin, Edmond Vermeil, etc...

**EVOLUTION OUVRIÈRE (L').** — Bulletin politique ouvrier dirigé par Athanase Hadji-Gavril. En liaison avec MP 13 et la *Coordination nationale*.

**EXPRESS (L').** — Fondé en mai 1953 par la famille Servan-Schreiber (Jean-Claude, Jean-Jacques, Brigitte Grosz, Christiane Coblenz, Bernadette Gradis, Marie-Geneviève, Marie-Claire de Fleuriu). Devenu très vite l'organe de la bourgeoisie de gauche et celui du mendésisme militant. Tenta de devenir le quotidien du *Front Républicain* (Guy Mollet, Mendès-France, Fr. Mitterand, Chaban-Delmas) en 1955, mais échoua faute de lecteurs. Avait alors été aidé financièrement par le groupe industriel et bancaire Schneider (Le Creusot) et diverses personnalités du monde des affaires (cf. *La Haute Banque et les Trusts*, par H. Coston, chapitre sur *L'Express* — Documents photographiques dans *Lectures Françaises*, mai 1959). L'un des journaux les mieux faits (pour le public un peu superficiel auquel il s'adresse) et les plus répandus. Ont collaboré à *L'Express*, dans les premières années de sa création, outre les Servan-Schreiber déjà nommés : Mme Françoise Giroud (alias Gourdjé-Eliacheff), Pierre Viansson-Ponté, Jean Daniel (alias Bensaid), Philippe Grumbach, Léone Georges-Picot (Mme Simon Nora), Pierre Mendès-France, Albert Camus, Jacques Soustelle, François Mauriac, François Mitterand, Alfred Saury, Evelyne Reyre (épouse du directeur général de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*), Patrick Kessel, Jean Cau, Jacques Huteau, les dessinateurs Tim (alias Mittelberg), Jean Effel (tous deux collaborateurs des publications communistes), Siné et Maurice Henry.

Parmi les collaborations plus récentes, citons : Claude Krief, Jules Roy, Christiane Collange, Anne Guérin, Bernard Frank, Madeleine Chapsal, Maurice Nadeau, Jean Duvignaud, Michèle Mancaux, Pierre Billard, Bruno Gay-Lussac, Christine de Rivoyre, Robert Kanters, Pierre Schneider, Claude Samuel, J.-M. Domenach, Robert Badinter, Michel Bosquet, André Chavanne, Henriette Nizan, M.-C. de Brunhoff, Danielle Heymann, Camille Rameau, René Dumont, Jean-Louis Bory, Alfred Sauvy, Jean Meunier, Yves Berger, Françoise Sagan, Daniel Filipacchi, Georges Franson, Gaston Defferre, Rosi Maurel, Nicole Béhar, Martine Fell, Monique Gilbert, André Gobert, Colette Gouvion, Suzanne Havas, Anouk Lautier, Michel Zeraffa, François Erval, P.-M. de la Gorce, Albert Ducrocq, Henri Guillemin, Edith Thomas, F. Reichenbach, Thomas Lenoir, Joseph Alsop, Robert Paris, Jean Benoit, Bertrand Cazes, Jean Cau, Thibor Mende, Daniel Mayer, Jean-François Chabrun, Anne-Marie de Vilaine, Dominique Fernandez, Jacques Charpier, Colette Audry, Maurice Henry, etc.

## F

FÉDÉRATION NATIONALE DES ANCIENS D'ALGÉRIE. — Groupement d'anciens combattants d'Algérie axé à gauche. Fondé par J.-J. Servan-Schreiber, directeur de *L'Express*. Organisa le 22 mai 1959 une réunion avec le concours de Servan-Schreiber, Alfred Sauvy, le R.P. Avril et René Benhamou, maire adjoint communiste de Saint-Denis.

FÉDÉRATION NATIONALE DES FEMMES. — Groupement féminin se donnant pour tâche essentielle l'information des femmes françaises sur les grands problèmes politiques et s'inspirant des principes fédéralistes et chrétiens. Publie *Le Devoir National*, créé en 1928, dirigé par Brigitte Luc.

MOUVEMENT POUR UNE SOCIÉTÉ LIBRE. — Organisation libérale et nationale fondée en 1959 par le professeur Maurice Allais, de l'École des Mines. Le mouvement se propose de donner pour idéal à l'opinion publique européenne la construction d'une « Société vraiment libre et humaine » conciliant le libéralisme et le socialisme (non marxiste) traditionnels. Les Présidents Antoine Pinay et René Mayer, Edmond Michelet, Maurice Faure ont témoigné de la sympathie pour le mouvement.

A publié au moment de sa création un manifeste de 59 pages élaboré par Jacques Rueff, Jean Coutard, les professeurs Denis Rougier, Thierry-Maulnier, René Courtin, Michel Massenet et Jean de Soto.

FÉDÉRATION NATIONALE DES LIBRES-PENSEURS DE FRANCE ET DE L'UNION FRANÇAISE. — Groupement rationaliste et anticlérical présidé par André Lorulot, directeur de *La Calotte*, de *l'Idée Libre* et de *La Raison*, cette dernière étant l'organe de liaison et d'action de la F.N.L.P. Siège social : 86 bis, avenue Foch, Fontenay-sous-Bois. Principaux dirigeants : Jean Cotereau (de Fontenay-sous-Bois), Tomasi (de Brunoy), trésorier, V. Charrières, Aristide Lapeyre, Perrodo-Le Moyne, ancien prêtre, Jacques Landronne, Labrégère (de Valence), Lods (de Vesoul), Gaudin (d'Angers), Bourgeois (de Macon), Alfred Thébault (de Rouen), etc... L'un de ses membres, Amable Tuisat (5, boulevard Duclaux, Clermont-Ferrand) publie « *L'Almanach des francs penseurs* » et un trimestriel *Forces laïques et sociales*.

FÉDÉRATION RÉPUBLICAINES. — Groupement né en 1903 de la fusion de l'*Union Libérale républicaine*, présidée par le bâtonnier Barbour, du *Groupe des progressistes*, dirigée par l'ancien président du conseil Méline, et d'*Association Nationale Républicaine*, du sénateur Audiffred. Son principal objectif était de combattre l'action du Parti Radical au sein de la petite bourgeoisie. Grossi, après 1914-18, par les éléments de l'*Union républicaine lorraine*, présidée par Guy de Wendel.

Pendant l'entre-deux-guerre, elle fut le groupe le plus représentatif des modérés dans les assemblées. Ses parlementaires étaient groupés à l'*Union Républicaine Démocratique*. Illustrée par Charles Benoist, de l'institut (rallié plus tard à la monarchie), Auguste Isaac et Louis Marin, ancien ministres. Ce dernier la présida à partir de 1925. Rallié au général De Gaulle pendant l'occupation, Marin et son collaborateur Jacques Debu-Bridel pous-

saient la Fédération au *Front National*, contrôlé par les communistes. La quasi-totalité des élus et militants de la Fédération rejoignit en 1945, le *Parti Républicain de la Liberté* (sauf Louis Marin et Joseph Bastide, députés, et Jacques Debu-Bridel).

FÉDÉRATION DES RÉPUBLICAINS DÉMOCRATES. — Groupe à tendance catholique constitué en 1920, se réclamant de Lacordaire, Lamennais, Lamartine, Albert de Mun et l'abbé Lemire. Principaux élus : Dr Thibout, président de la *Fédération*, Charles Bertrand et Louis Rollin, tous trois députés de la Seine en 1924.

FÉDÉRATION DES RÉPUBLICAINS RÉNOVATEURS. — Fondée en 1923 par J. Correaud dit Probus. Principales personnalités dirigeantes : Professeur Hadamard, André Lichtenberger, Emile Bergeron, amiral Berryer, Dunod, éditeur, professeur Marion, etc... Revues : *France et Monde* et *France Vivante*.

FRANCE D'ABORD. — Revue fondée en 1934 (disparue en 1936) pour lutter contre le Marxisme et la Franc-Maçonnerie. Directeur : André Lavedan. Principal collaborateur : Philippe Henriot.

FRANCE OUVRIÈRE (La). — (Ex-*La Révolte Ouvrière*). Journal nationaliste fondée par Henri Bourgoïn ouvrier métallurgiste et A. Derieux, ouvrier-transporteur, en 1930. Rédacteurs : Georges Henry (H. Coston), A. Bonneau, Henri Charbonneau, etc... (Disparue en 1933).

FRANCE RÉELLE (La). — (Ex-*La Droite*). Hebdomadaire royaliste. Directeur : Yves des Essards ; Rédacteur en chef : Jean Bertrand (Henry Babize) ; Administrateur : Léon Gédéon. Collaborateurs : Gabriel Guilbert, René Bailly, Paul Nahon, A. de Goulevitch, Joseph Delest, etc...

FRANCISTES (Les). — Mouvement nationaliste fondé en juillet 1933 (ne pas confondre avec le *Parti Franciste* de Marcel Bucard, créé peu après. — Voir notre étude sur « *les partis pendant l'occupation* »). Principaux dirigeants : Henry Coston, directeur de *La Libre Parole*, René-Louis Jolivet, fondateur de *Brumaire*, Fergus (J. Ploncard d'Assac), des *Comités nationalistes de la Seine*, M.-Ch. Dubernard, ancien secrétaire général du *Parti National Populaire*, René Plisson, Raymond Franssen, ancien anarchiste, auxquels se joignirent d'anciens « cotystes » (*Solidarité Française*) : Marc Somon, J. Guitton, Reiffenrath, Lucien Durand, Fleury (de la maison *Fleury et Michon*). etc... Organe : *La Libre Parole Populaire*. Dissous en novembre 1934.

FRATERNITÉ. — Organe de liaison des travailleurs français et émigrés (antifascistes), publié en 1936-38. — Comité de patronage : Gabriel Cudenet, Mme Camille Drevet, Victor Marguerite, Marcel Prenant, O. Rabaté, Julien Racamond, M<sup>e</sup> Marcel Willard.

FRONT DES COMBATTANTS. — (1958). Groupement national dirigé par Jean-Georges Maillot, Jean Michaud, Roger Vuillemin, le général Touzet du Vigier, Joseph Brones, général de Rendinger, Jean Feuga, etc...

FRONT COMMUN. — Groupement fondé en 1933 par Gaston Bergery, Georges Monnet, le professeur P. Langevin et Bernard Leca-

che pour provoquer un rassemblement des gauches, des radicaux aux communistes. Parmi les dirigeants citons, outre les quatre personnalités nommées : Henri Boville (Féd. de l'Alimentation), Robert Lefèvre (C.G.T.), Georges Monnet député (S.F.I.O.). Jean Bernier, journaliste, J.-R. Bloch (Ass. des Ecrivains et Artistes Révolutionnaires), Félicien Challaye (L.D.H.), Gabriel Cudenet (Parti Rad.-soc.), André Delmas (Synd. des Instituteurs), Jean-Claude Favre (Etudiants socialistes), Raymond Froideval (C.G.T.), Albert Guigui (Union des Mécaniciens), Georges Izard, avocat, Marcel Jams (L.A.U.R.S.), Robert Lacoste (Féd. générale des Fonctionnaires), Bernard Lecache (L.I.C.A.), Julien Le Pen (Synd. des Monteurs-Electriciens), Pierre Lévy, éditeur, Jean-Victor Meunier (J.L.R.), Emile Michel (Parti Rad.-Soc.), Madeleine Paz, Marceau Pivert (S.F.I.O.), Jean Sennac (F.N.C.R.), Henri Sirolle (Féd. des cheminots), J.-M. Thomas, député etc...

**FRONT DES FORCES FRANÇAISES.** — Groupe national favorable à l'amnistie des pétainistes. Secrétaire général : R. Paret. Organisa des réunions avec le concours de Maxence Bearne (Barbarin), Paul Estèbe, Michel Trécourt, Noël Pinelli, Beau de Lomenie, Jean Montigny, etc...

**FRONT FRANÇAIS.** — (Alger). Groupement national créé à Alger en 1936 par Henry Coston et René Barthelemy.

**FRONT FRANÇAIS.** — (Marseille). Groupement créé en 1935 par Simon Sabiani, adjoint au maire de Marseille, député socialiste-indépendant. Après l'adhésion de Sabiani au P.P.F. de Jacques Doriot, les éléments du *Front Français* rejoignirent ce parti.

**FRONT DE LA JEUNESSE.** — Fondé en 1937 par l'avocat Jean-Charles Legrand, directeur du *Défi*. Principaux dirigeants : Jacques Dursort, Marcel Castelle, José Rière, etc... (dit aussi : *Mouvement National-Syndicaliste et Corporatif*). Disparu en 1939.

**FRONT LATIN (Le).** — Revue créée en 1935 pour défendre l'idée latine compromise par les sanctions contre l'Italie. Animateurs : Philippe de Zara et Fernand Sorlot, éditeur.

**FRONT MONDIAL (Le).** — Organe du Comité mondial de lutte contre la guerre et le fascisme.

**FRONT NATIONAL DU TRAVAIL.** (*Parti de la Liberté*). — Fondé en 1937. Organe : *Le Peuple Libre*. Dirigé par Joseph Bilger et André Chaumet, avec la collaboration de Georges Benard, Jean Lorrain, Maurice Koch, H.-R. Bellanger, etc...

**FRONT NATIONAL-SYNDICALISTE.** — Mouvement anti-démocratique et socialiste fondé en 1933. Organe : *L'Assaut*, dirigé par Jean Roumanès et rédigé par Pierre Andreu, Jean-François Thomas, Guy Dancourt, Bernard Feuilly, Jean-Edouard Giraud, Raymond Sazenac, etc...

**FRONT POPULAIRE.** — Voir *Rassemblement Populaire*.

**FRONT RÉPUBLICAIN (Le).** — (1935). Rassemblement de modérés et de radicaux-nationaux. Président : Franklin-Bouillon. Membres-dirigeants : Edmond Barrachin, Roger Sarret (le député de Mantes, vainqueur de Gaston Bergery).

**FRONT RÉPUBLICAIN NATIONAL.** — Créé et dirigé (1937) par Franklin-Bouillon, député radical modéré. A fusionné ensuite avec le *Parti Radical Indépendant*.

**FRONT SOCIAL.** — Organe de la III<sup>e</sup> Force (1933), dirigé par Georges Izard.

**FRONT SOCIAL.** — (PARTI FRONTISTE). — Fondé par Gaston Bergery, ancien député de Seine-et-Oise, radical dissident. Principaux dirigeants : Jean Maze, Félicien Challaye, Hubert Lagardelle, etc... Journal : *La Flèche*, hebdomadaire. Directeur : G. Bergery. Collaborateurs : Jean Maze, Cerf, A. Hunebelle, André Boll, Marcel Déat, Marcel Raval, Henri Jeanson, Georges Pioch, J. Galtier-Boissière, Gaston Cohen, etc...

**FRONT SOCIALISTE RÉPUBLICAIN FRANÇAIS.** — Hebdomadaire néo-socialiste fondé en 1935 et dirigé par Marcel Déat.

## G

**GAUCHE (La).** — Journal d'union des gauches, dirigé par Georges Ponsot (1935).

**GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE (La).** — Mensuel, créé en 1934. Bulletin de la tendance gauche de la S.F.I.O. animée par Marceau Pivert et Lefevre.

**GAZETTE FRANÇAISE (La).** — Hebdomadaire des royalistes ayant fait leur soumission à l'Eglise après la condamnation de l'Action française par le Vatican. Directeur : Amédée d'Yvignac (Piévache).

**GRINGOIRE.** — Hebdomadaire politique et littéraire fondé par Horace de Carbuccia en 1928. D'abord de gauche (avec Henry Torrès, J. Kessel, etc...); rallia la droite en 1934. Principaux collaborateurs : Henri Béraud, Pilippe Henriot, G. Champeaux, Raymond Recouly, André Billy, Géo London, Francis de Croisset, Robert Brasillach, J.-P. Maxence, G. Suarez, etc...

**GROUPEMENT NATIONAL DES PILLÉS.** — Créé en 1946. Réunit des sinistrés de guerre et des « pétainistes » dont les biens ont été pillés lors de la Libération par leurs adversaires politiques (1944-1945). Publie un journal *Rénovation française*, dirigé par Louis Dussart, et rédigé par Fernand Pignatel, le général Berton-Bousso, Robert Verlon, J. de Kerleq, etc... Aux XII<sup>e</sup> assises des Etats généraux tenues par ce groupement le 4.10.1959 prirent la parole : L. Dussart, F. Pignatel, M<sup>e</sup> Sellier, R. Verlon, Paul Chevallet, Pierre Clementi et Jean Garvenoff. Lié au *Front Corporatif Français*. Siège social : 11, rue Ernest Cauvin, Amiens (Bureaux à Paris, 5, rue Logelbach).

**GUÈPES (Les).** — Journal fondé en 1906 par Eugène Lacotte, professeur révoqué pour délit d'opinion, qui fut député de l'Aube de 1919 à 1924. Célèbre pour ses campagnes contre les pétroliers et la « perfide Albion ». Disparu en 1939 (son directeur fut assassiné en 1943 par ses adversaires politiques).



## H

**HOMME LIBRE (L')**. — Quotidien fondé en 1913 par Georges Clemenceau, puis dirigé par Eugène Lautier. S'est appelé *L'Homme enchaîné* en 1916 (en raison des rigueurs de la censure). Animé avant la guerre par Henri Dié, L.O. Frossard, L. Masson-Forestier, A. Bernier, Paul Lombard, avec la collaboration de Pierre Malo, Jean Thouvenin, etc...

**HOMMES DU JOUR.** — Journal politique de gauche, dirigé par Henri Fabre.

**HURON (Le).** — Pamphlet hebdomadaire de gauche, fondé en 1932. Directeur : Paul Langlois. Rédacteur en chef : M. I. Sicard. Disparu en 1935.

## I

**INDÉPENDANT DE PARIS (L')**. — Journal modéré, anticommuniste, fondé en 1936 par le sénateur Henry Lémery et disparu à la guerre. Rédacteurs : Maurice Heim, Henry Janières, Hubert de Lagarde, etc...

**INSURGÉ (L')**. — Hebdomadaire nationaliste de tendance fasciste fondé en janvier 1937. Dirigé par Thierry-Maulnier, Guy Richelet et Jean-Pierre Maxence. Principaux collaborateurs : Dominique Bertin, Kléber Hédens, M. I. Sicard, Michel Lombard, Robert Castille, Fernand J. Sauté, Jean Paillard, Maurice Grandchamp, Dominique Aury, H. de Reinach-Hirtzbach, les dessinateurs Delongray-Montier, Ben, R. Soupault, Ch. Saint-Georges, Zazoute, etc... (Passait pour être commandité par Lemaigre-Dubreuil (des Huiles Lesieur), qui fut un activiste de droite avant de jouer une autre carte au Maroc, ce qui causa sa perte).

**INTÉRÊT FRANÇAIS (L')**. — Hebdomadaire fondé en 1921. Devise : « Pas d'ennemi à droite ». Directeur : Auguste Cavalier, auteur des « Rouges Chrétiens ». (disparu avant la guerre.)

**INTRANSIGEANT (L')**. — Quotidien modéré fondé en 1880. Dirigé tour à tour par Henri Rochefort, Léon Bailby et Louis Louis-Dreyfus, le sénateur-banquier. Principaux collaborateurs (avant la guerre) : Jean Fabry, Louis Latzarus (Gallus), Robert Dubard, Marcel Sauvage, Pierre Humbourg, Yves Gandon, etc... Absorbé après la guerre par *Paris-Presse*.

## J

**JEUNE EUROPE.** — Organisation fondée en 1960 pour prendre la suite de la Section Française de la *Campagne Européenne de la Jeunesse* (48, rue Laffite, Paris 9<sup>e</sup>). Président : Philippe Farine ; secrétaire général : Jacques Eugène.

**JEUNE FRANCE RÉPUBLICAINE.** — Fondée en 1924. Favorable à une République modérée. Principaux animateurs : Paul Reynaud, A. Dutheilhon de Lamothe, André de Fels et Pierre Cot.

J.E.U.N.E.S. (*Jeunes Equipes Unis pour une Nouvelle Economie Sociale*). — Groupement de gauche dirigé par Jean Nocher (Charron), rédacteur à *L'Œuvre* (disparus).

JEUNESSE 39. — Fondé en 1934. Directeurs politiques : Philippe Henriot et François Valentin. S'intitulait : Organe de combat de la jeunesse nationale française. Disparu avant la guerre.

JEUNESSE OUVRIÈRE (La). — Journal fondé en 1926. Organe de la *Jeunesse Ouvrière Chrétienne*, de tendance démocrates-chrétienne, dont le rédacteur en chef était, vers 1935-1936, Paul Bacon, futur ministre de la IV<sup>e</sup> et de la V<sup>e</sup> Républiques. Actuellement animée par A. Thiollent, P. Wilhem, L. Rizzo, etc...

JEUNESSES RÉVISIONNISTES. — Fondées en 1938 par Marcel Castelle, ancien dirigeant du *Front de la Jeunesse* (de J. Ch. Legendre), et R. L. Moyson. Réclamaient une « IV<sup>e</sup> République autoritaire et plébiscitaire à base professionnelle ayant à sa tête le maréchal Pétain » (disparues en 1939).

JOUR (Le). — Quotidien national fondé par Léon Bailby en 1933. Principaux collaborateurs : Alex Delpyrou, Antoine de Courson, Michel Pobers, Marcel Idzowski, Hervé Lauwick, Michel Davet, André Suarez, Léon de Poncins, etc...

JOURNAL (Le). — Quotidien modéré. Fondé en 1892 par F. Xau. Dirigé avant la guerre par Pierre Guimier. Principaux collaborateurs : Clément Vautel, Saint-Brice, Géo London, Edouard Hershey, Titayna, Jean Oberté, Yves Morvan (Jean Marin), P.A. Cousseau, Pierre Wolff, etc...

JOURNAL DES DÉBATS (Le). — Quotidien modéré fondé en 1789. Fut longtemps le moniteur de la droite conservatrice. Dirigé avant la guerre par Etienne de Nalèche.

JOURNAL DU PEUPLE (Le). — Fondé en 1915. « *Le premier journal bolcheviste français* » (R. Manévy dixit). Dirigé par Henri Fabre, le premier journal français où les idées bolchevistes furent librement exprimées. Y collaboraient alors : Raymond Lefèvre, Paul Vaillant-Couturier, Henry Torrès, Bernard Lecache, Souvarine, Victor Méric, André Gybal, etc... qui dénonçaient les « pourvoyeurs de charniers », les « suppôts de l'Union sacrée », les collaborateurs de « Poincaré-la-guerre », qu'ils fussent bourgeois ou socialistes.

JUSTICE (La). — Quotidien de gauche fondé en 1939 par L.O. Frossard. Principaux collaborateurs : Mary Morgan, J. Debu-Bridel, Maurice Nau, Francine Bonitzer (future Mme Lazurick), Robert Lazurick, René Gounin, René Naegelen, Gustave Joly, etc...

JUVÉNAL. — Hebdomadaire non-conformiste fondé en 1933. Dirigé avant la guerre par Maxence Thomas. Directeur : Martin Salvadori. Rédacteur en chef : J.-A. Faucher. Publie les meilleurs échos de Paris, les plus indiscrets sur les dessous de la politique de droite et de gauche (7, rue Marivaux, Paris).

## L

**LA LIBRE PAROLE.** — Journal nationaliste et antisémite. Fondée en 1892 par Edouard Drumont. Dirigée d'abord par Drumont, puis par Joseph Denais, député de Paris. Disparue comme quotidien en 1924. Reprise en 1928 par Jacques Ploncard, puis Raymond Durand, dit Durand-Massiet. Publication interrompue en octobre 1929. Reprise en octobre 1930 par Henry Coston et René Plisson. Publiée jusqu'en 1939 sous la direction de Henry Coston, avec la collaboration de : Jacques Ploncard, Jean Drauli, Albert Monniot, Pierre Enschedé, René-Louis Jolivet, Jacques Ditte, Louis Tournayre, Mathieu Degeilh, Gabriel Gobin, Zazoute, etc...

**LA LIBRE PAROLE NORD-AFRICAINE.** — Edition algéroise de *La Libre Parole*, publiée à Alger en 1936-1938 par Henry Coston et René Barthelemy.

**LA LIBRE PAROLE POPULAIRE.** — Edition de *La Libre Parole*. Destinée aux militants et sympathisants des *Francistes* (voir à ce nom) ; publiée par Henry Coston (1933-1934).

**LIBRES PAROLES.** — Suite du précédent (1934-1935).

**LETTRES CONFIDENTIELLES (Les).** — Depuis un dizaine d'années paraissent, sous la forme de bulletins ronéotypés, des *lettres d'informations* que les abonnés reçoivent sous enveloppe fermée. La disparition à peu près totale des journaux politiques, si nombreux avant la guerre, a facilité l'éclosion et le succès de ces *lettres confidentielles* dont le prix d'abonnement est assez élevé.

C'est le journaliste Paul Dehème (de Méritens) qui créa la première de ces lettres : la « *lettre de minuit* » (quotidienne, 25, rue Jean-Dolent, Paris 14<sup>e</sup>), — dont les tendances sont nettement nationales.

Gabriel du Chastain, ancien rédacteur-speaker de *Radio-Tunis* en 1942, animateur de déjeuner-débats fort suivis, publie également une lettre *L'Opinion en 24 heures* et son supplément *L'Opinion des confidentiels* (1, rue Volney, Paris 2<sup>e</sup>).

*La Lettre du cousin Jean* et *La Lettre de l'oncle Pierre*, consacrées la première aux dessous de la politique, la seconde aux problèmes de presse, sont rédigées par Jean-André Faucher, militant national connu et rédacteur en chef de *Juvenal* (2, rue de Chateaudun, Paris 9<sup>e</sup>).

L'ancien député M.R.P. André Noël publie les *Lettres d'Informations politiques et économiques* (23, rue Paul-Vaillant Couturier, Maisons-Alfort) et le conseiller municipal indépendant de Saint-Maur, Pierre Thurotte,, ancien dirigeant P.P.F., fait paraître *L'Indiscret de Paris* (104, quai du Parc, St-Maur), les deux lettres les plus anti-gaullistes de Paris avec celles de Jean-André Faucher.

René de Livois (alias Eveillard), ancien militant P.P.F., lui aussi, édite une *lettre* consacrée à la presse et aux relations publiques, que complète un répertoire des journaux et des journalistes (6, rue Nicolas-Chuquet, Paris 17<sup>e</sup>).

*L'Office Français d'Etudes et de Documentation* (129, Boulevard Massena, Paris 13<sup>e</sup>) publie une lettre quotidienne que rédige Jean Thouvenin, journaliste, jadis à Vichy où il a publié une série de petits volumes sur les *Actes du maréchal Pétain* (Sequana-Julliard, éditeur, 1940-1941).

Jacques Block-Morhange, qui se fit connaître comme collaborateur du *Monde*, où il publia « le document Fechtler » (47, rue Vivienne, Paris), J.-L. Febvre (400, rue St-Honoré, Paris), auteur avec J.-A. Faucher d'un livre sur « l'Affaire des Fuites », Jean-Daniel Scherb (38, avenue de l'Opéra, Paris) et Philippe Gardy (69, avenue du Général Leclerc, Paris) dirigent également des lettres qui connaissent un inégal succès.

LIGUE CIVIQUE. — Fondée en novembre 1917 par les professeurs Lanson, Allier, Hubert Bourgin et Ernest Denis, qui la dirigèrent, et Maurice Lailler, Berthélemy, doyen de la Faculté de Droit, Gallois, professeur à la Sorbonne, Andler et Rosenthal. Organe : *L'Information Civique*.

LIGUE POUR LE COMBAT RÉPUBLICAIN. — Organisation créée récemment pour servir de trait d'union à diverses formations et hommes politiques de gauche. Membres dirigeants : François Mitterand, sénateur, Aubert, sénateur socialiste, Hovnanian, Roland Dumas, Aimé Pastre, de la C.G.T., Ludovic Tron, sénateur, Périllier, ancien igame de Toulouse, Jean Ramadier, ancien haut-commissaire, Jean Baboulière, journaliste, etc...

LIBRE OPINION (La). — Hebdomadaire fondé en 1922 par H. Roux-Costadau, ancien député. National, révisionniste, antimarxiste (Disparu avant la guerre).

LIGUE D'ACTION UNIVERSITAIRE RÉPUBLICAINE ET SOCIALISTE (L.A.U.R.S.). — Dans l'entre-deux-guerre, groupe étudiantin de la *Ligue des Droits de l'Homme*.

LIGUE DE LA RÉPUBLIQUE. — Fondée en 1921 pour lutter contre le *Bloc National*. Formée d'éléments radicaux et socialistes. Principaux dirigeants : Paul Painlevé, Ed. Herriot, Professeur Georges Scelle, Georges Ricou, Jacques Jaujard, Jean Piot, Robert de Jouvenel, Stephen Valot, Francis Delaisi, Yvon Delbos, François de Tessan, J. Prudhommeaux, Ernest Perney, A.-J. Kayser, René Besnard, général Sarrail, Germain-Martin, Ch. Rist, Gaston Jéze, Maurice Viollette, Jean Hennessy, Dr Ch. Debierre, etc...

LIGUE DES PATRIOTES. — Fondée en 1882. Fut dirigée par Paul Déroulède de 1885 à 1914. Surtout axée, avant la 1<sup>re</sup> guerre mondiale, sur « la guerre de revanche » contre l'Allemagne, pour la récupération de l'Alsace-Lorraine perdue en 1871. Parti de droite, la Ligue était hostile à la constitution de 1875 et au régime parlementaire. Elle fut l'un des fermes soutiens du général Boulanger et mena une campagne acharnée contre les « dreyfussards » au côté de la *Ligue de la Patrie Française* de Jules Lemaitre. Convaincu de complot contre la sûreté de l'Etat, Déroulède fut condamné à deux ans de bannissement à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Maurice Barrès puis le général de Castelnau lui succédèrent. Les jeunes du mouvement, dirigé par Pierre Taittinger, député de la Charente inférieure, formèrent en 1924 les *Jeunesse Patriotes* (étudiées par ailleurs) qui se séparèrent de la Ligue peu après.

LIGUE DES PATRIOTES (Deuxième du nom). — Fondée en 1956 par Jean-Louis Febvre.

**LIGUE FRANÇAISE.** — Créée en 1914 par diverses personnalités dont l'historien Ernest Lavisse. Ses principaux dirigeants étaient, au lendemain de la 1<sup>re</sup> guerre mondiale, c'est-à-dire à l'époque de son plus grand succès : le général Pau, Emile Bertin, de l'Institut, Louis Barthou, Léon Bourgeois, Gabriel Hanoteaux, Jules Isaac, Jonnart, Millerand, l'abbé Wetterlé, etc...

**LIGUE NATIONALE-POPULAIRE.** — Née de la transformation du *Parti National-Populaire* après l'adhésion d'Etienne de Raulin et de ses amis lyonnais. Dirigeants : E. de Raulin, Georges Besnard, M. C. Dubernard, Jacques Bertin-Schuler, le comte Alexandre d'Aste, Gaston Tanesy, A. Moitrel, André Chaumet, René de Raulin, Maurice Herblay (Piot), André Cordier, Maurice Leclair, Robert Chazol, Dr Millet (de Lyon), etc...

**LIGUE POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS PUBLIQUES.** — Constituée en juin 1923 pour résister à l'action et à la propagande des nationalistes. Dirigeants : Séverine, Alfred Dominique, Henry Torrès, L. O. Frossard, Robert Lazurick, Antériou, Victor Basch, Albert Dubarry, Noël Garnier, André Grisoni, Victor Méric, Jean Longuet, de Moro-Giafferi, Marius Moutet, Georges Pioch, Georges Ponsot, Robert Salomon, Henri Sellier, Viollette, etc...

**LIGUE RÉPUBLICAINE DU BIEN PUBLIC.** — Fondée en 1935. Animée par Paul Orsini et R.-H. Birnbaum. Organe : *Journal du Bien Public*.

**LIGUE DE LA RÉVOLUTION NATIONALE.** — Fondée en 1934 par Jacques Reboul, Guy de Meredieu, René Audo, Jean-Pierre Millet. Journal : *Le Peuple Français* (directeur-gérant : B. Murzi-Reboul).

**LUMIÈRE (La).** — Hebdomadaire d'éducation civique et d'action républicaine. Laïque, antifasciste. Dirigée par Georges Boris, Albert Bayet, Emile Glay, Georges Gombault (Weisskopf), avec la collaboration de G.-E. Vallois, futur directeur de *Franc-Tireur*, Benjamin Crémieux, Louis Perceau, Salomon Grumbach, Emile Kahn, Alain, Georges Altmann, etc... Fondée en 1926 par des rédacteurs du *Quotidien* mécontents de la nouvelle ligne du journal. Passait alors pour l'organe officieux du Grand Orient bien que tous ses dirigeants ne fussent pas maçons.

**LUTTE ANTI-RELIGIEUSE ET PROLÉTARIENNE (La).** — Journal anticlérical communiste, dirigé par le Dr Galpérine dit G. Levasseur (1933-1937).

## M

**MAISON DE LA CULTURE (La).** — Inaugurée en avril 1934, comptait en 1936 près de 50.000 membres. Sous influence communiste groupait alors : *l'Association des Ecrivains et Artistes Révolution-*

A toute lettre demandant réponse, veuillez joindre timbres-poste. Merci.

naires, (voir : *Commune*) ; l'*Union des théâtres indépendants de France* (Charles Vildrac, Louis Jouvet, Charles Dulin, Gaston Baty, Ludmilla Pitoëff, Colonna Romano, André Berley, Michel Simon, Paul Colin, Tony Grégory, Vidalin, Jacques Chabannes, H.-R. Lenormand, Harry Baur) ; la *Fédération musicale populaire* (Charles Koechlin, Cantrelle, Etcheverry, de l'Opéra, Roger Désormières, Georges Auric, Henry Sauveplane) ; l'*Alliance du cinéma indépendant (Ciné-Liberté)* (Jean Renoir, Jacques Feyder, Germaine Dulac, Jean Painlevé, Henri Jeanson, Gaston Modot, René Lefèvre, Léon Moussinac, L.-P. Quint) ; *Les peintres et sculpteurs de la Maison de la sculpture* (Goerg, Gromaire, F. Léger, A. Lhote, Lipchitz, Masereel, J. Lurçat) ; *L'Art mural (Président : Saint-Maur)* ; *Les Architectes* (Le Corbusier, alias Jeanneret, A. Perret, Chareau, F. Jourdain, A. Lurçat, Ch. Perrian) ; *Les Jeunes architectes, décorateurs, urbanistes* ; *Les Amis de « Commune »*.

MARIANNE. — Fondée en 1936. Hebdomadaire politique et littéraire de gauche, édité par Gallimard, et, dit-on, commandité par R. Patenôtre. Directeur : Emmanuel Berl, puis André Cornu (1939). Collaborateurs : Ramon Fernandez, Michel Duran, Marcel Aymé, J. Kessel, etc... Disparue en 1939.

MERLE BLANC (Le). — Hebdomadaire satirique de gauche fondé en 1919. Son directeur fut longtemps Eugène Merle, ancien collaborateur de Gustave Hervé, au journal socialiste révolutionnaire *La Guerre Sociale*. Collaborateurs : G. de La Fouchardière, P. Chatelain-Tailhade, Bernard Gervaise, etc...

MILICE SOCIALISTE NATIONALE. — Fondée par Gustave Hervé, directeur de *La Victoire*, jadis militant socialiste révolutionnaire et directeur de *La Guerre Sociale*. Dirigeants : Hervé, M. Bucard, Emile Tissier, Paul Lafitte, Lucien Bernard et J.-B. Lhéroult. La Milice succédait au *Parti de La République Autoritaire*, autre création d'Hervé (1925) et de son fidèle Tissier, ancien dirigeant des *Jeunes Gardes Révolutionnaires*. « Au contraire du socialisme communiste et collectiviste, qui est de l'étatisme poussé jusqu'à l'absurde, notre socialisme est un socialisme corporatif basé sur le respect de la propriété individuelle et de la responsabilité personnelle des chefs d'entreprise... Notre socialisme national emprunte à tous les partis ce qu'ils ont de bon : aux révolutionnaires et aux radicaux, leur passion de justice sociale, leur idéal de paix internationale, leurs généreuses audaces intellectuelles ; aux modérés et aux réactionnaires leur respect de la propriété individuelle, leur culte de la patrie et de l'armée, leur respect de la religion, leur goût de l'ordre et de la discipline. » (*Manifeste des Socialistes Nationaux*, décembre 1932). Le départ de Bucard, Lafitte et Lhéroult qui fondèrent en 1933 le *Francisme* (voir notre étude sur ce parti) provoqua l'effondrement de la M.S.N. Organe : *La Victoire* (quot.) et *La Victoire du Dimanche* (hebd.).

MONDE OUVRIER. — Hebdomadaire démocrate chrétien destiné aux milieux ouvriers, fondé en 1937 et dirigé par Paul Bacon. Devenu, après la guerre, l'organe du *Mouvement de Libération du Peuple*, qui fusionna dans l'*Union de la gauche socialiste* (voir notre étude sur le *Parti Socialiste Unifié*).

MOUVEMENT D'ACTION UNIVERSITAIRE ET CULTURELLE. — Fondé en 1950, ce groupement publiait en 1951 un journal mensuel, *Occi-*

dent (gérante : G. Marchal). Les animateurs du mouvement et du journal se recrutèrent principalement chez les jeunes et les étudiants nationaux : Jean-Jacques Varenne, Philippe Denis, J. Walter, Jacques Wagner, Philippe Wolf, Ch. Veher, J.-M. de Falèze, Jacques Pérodeau, Henri Gaillard, Y. Kermot, J. Tissier, Jean Cernay, R. Milton, Pierre Montalte, Bernard Lesfargues, etc...

Plusieurs dirigeants du M.A.U.C., — dont Philippe Wolf, le fils de l'industriel Christian Wolf, dont il est parlé par ailleurs, — venaient du journal *Etudiants*, qui paraissait en 1949-1950. Ce mensuel était installé dans les locaux de *Réalisme* et avait pour directrice gérante Françoise Poullain, proche-parente du futur directeur de *France Réelle*, J.-M. Poullain.

Outre Philippe Wolf, — qui signalait Philippe Leloup, — François Sauvage, Paul Bonnet, Daniel Berry, Edouard de Ribaucourt, R. Cardinne-Petit et Sylvain Bonmariage donnaient à *Etudiants* des articles ou des chroniques propres à intéresser les jeunes.

Une scission provoquée par les tendances « européennes » de Philippe Wolf et ses amis intervint dans le courant de 1950 et le journal, modifiant son titre — il s'appela dès lors *Contre-Révolution* — devint l'organe des étudiants monarchistes et du *Syndicat Universitaire Français*, sous la direction de Pierre Roos assisté d'une équipe de jeunes rédacteurs : Thomas Perroux, Pierre Visan, Louis Peillon, Pierre Poyet, Paul Koenig, etc..., auxquels se joignirent des écrivains de la « Nouvelle Droite » : Michel Vivier et Pierre Boutang, qui devaient fonder *La Nation Française*, Michel Braspart (alias Roland Laudenbach) et Roger Nimier, apportaient l'appui de leur nom.

**MOUVEMENT COMMUNISTE INDÉPENDANT.** — Groupement antistalinien publiant en 1950-1951 un bi-mensuel intitulé *La Lutte*. Collaborateurs : R. Monestier, Henri Fraval, Maurice Combes, secrétaire des cheminots F.O. de Montluçon, G. Gérico, etc... Aux élections de 1951, les candidats du M.C.I. obtinrent 7.000 voix dans la VI<sup>e</sup> circonscription de la Seine, autant en Seine-et-Oise, 3.000 en Meurthe-et-Moselle et 2.400 en Gironde.

**MOUVEMENT JEUNES DE FRANCE.** — Fondé en 1936. Animé par Guy des Cars et René-Louis Jolivet. Anti-parlementaire, anti-communiste, anti-trust. Soutenu par *Savez-vous*, hebdomadaire national.

**MOUVEMENT NATIONAL PROGRESSISTE.** — Créé sous le nom de *Nation et Progrès* en 1952. Dirigeants : Charles de Jonquières, journaliste et éditeur (*Actes des Apôtres*), René Binet, Pierre Morel, éditeur, Maurice Achart, Raoul Minjoz, Léone Bourdel, professeur à l'École supérieure d'anthropobiologie, Jacques Genevay, professeur à la même école, Georges Vertus, professeur de philosophie, Comdt Lacoste, ancien commandant des Sapeurs-pompiers de Paris. La première manifestation du mouvement fut la candidature (de principe) de son secrétaire général, Charles de Jonquières, aux élections partielles du 22 juin 1952. Les nationaux progressistes réclamaient alors « Un Etat national, un Etat populaire, un Etat fort (qui) se rattache au sol, au sang, aux traditions », ils rejetaient « le cosmopolitisme, les naturalisations hâtives et la double citoyenneté », et postulaient « une discipline nationale, qui exclut l'égoïsme destructeur et l'égoïsme de clans » ; ils se déclaraient hostiles au plan Schumann et aux trusts. L'appel du M.N.P. se terminait par

ces mots : « *Ni Russe, ni Américain : votez Français !* ». Aux conférences et réunions du mouvement prenaient la parole : le sénateur Armengaud, Georges Prade, anc. vice-président du Conseil Municipal de Paris et anc. administrateur de *Paris-Soir* (1942-1944), Alex Rossigneux, André de La Far, le général G. Georges-Picot, Charles Reibel, ancien ministre, etc...

**MOUVEMENT POUR L'ORGANISATION DE LA BRETAGNE.** — Dirigeants : Yann Fouéré, Laurent et Poupinot. Ce mouvement régionaliste, que ces adversaires taxe d'autonomiste, proclame : « *Nous sommes des habitants de l'appartement Bretagne, dans la maison France, quartier de l'Europe.* »

**MOUVEMENT POUR UNE SOCIÉTÉ LIBRE.** — Organisation libérale fondée en 1959 par le professeur Maurice Allais, assisté de Jacques Rueff, Jean Coutard, Denis Rougier, Thierry Maulnier, René Courtin, Michel Massenet, Jean de Soto, etc...

**MOUVEMENT SOCIAL EUROPÉEN.** — Emanation de la revue *Défense de l'Occident*, de Maurice Bardèche. « Seule l'Union des pays d'Europe, proclamait-il, en une seule communauté leur permettra de disposer de ressources analogues à celles des Etats-Unis et de l'Union Soviétique et de redonner à l'Europe un rôle historique. » Le bureau comprenait, outre Bardèche, Victor Barthélémy, Francis Desphilippou, Jean Lesieur, Jacques Sidos, Guy Mougenot, Paul Rives, ancien député socialiste, J.-L. Tixier-Vignancour, ancien député, Odette Moreau, avocat, etc...

**MOUVEMENT SOCIALISTE MONARCHISTE.** — Fondé en décembre 1945 par M. Jean Bourquin, avoué, qui fut candidat du M.S.M. aux élections de 1945, 2<sup>e</sup> secteur de Paris, où il obtint 7.152 voix. Principaux dirigeants et militants : Salomon-Albert Malebranche, Désiré Barnoin, Raymond des Essards, Jacques Danos, Emile de Taxis, Jean Moussoir, Robert Linand de Bellefonds, Jacques Porre, Léon de Parny, Michel Surre-Calvet, Léon Bergon, etc...

**MOUVEMENT TRAVAILLISTE NATIONAL.** — (Travail et Nation). Fondé en 1955. A tenu son premier congrès à Paris le 21 janvier 1956, auquel participèrent : Francis Caillet, ancien député U.D.S.R., Henri Barbé, anc. secrétaire du *Parti Communiste*, puis du *Parti Populaire Français* et du *Rassemblement National Populaire*, Amar Naroun, député de Constantine, etc... Principaux dirigeants : Jean-André Faucher, secrétaire général, Michel Trécourt, directeur de *L'Heure Française*, président du Conseil National, Hubert Saint-Julien, secrétaire général des Jeunesses, le Dr Henry Moreau, conseiller municipal de Marseille, François Moretti, Paul Fattacioli, Robert Dupont, président de l'Union des Commerçants de la Seine, André de La Far, Boux de Casson, conseiller général de la Vendée, Yves Fossier, Abel Clarté, Vincent Ascione, directeur de *Paris-Indépendant*, Paul R. Benoist, Laurent Deleuil, maire de Mari-gnanne, Max Beurard, etc... « *Pourquoi les jeunes élites sont-elles travaillistes ? Parce qu'elles sentent et constatent que tout renouveau de la Nation Française est impossible sans le consentement des masses populaires — ouvriers, paysans et classes moyennes — qui sont l'ossature et la chair du Pays. Cela implique une réforme profonde du capitalisme* ». (Extrait d'un tract du M.T.N.).



## N

**NATION (La).** — Fondée en 1935 par Georges Ducrocq. Son directeur, Louis Marin, ancien ministre, en fit l'organe de la *Fédération Républicaine* ; il était secondé par Pierre Rossillion. Principaux collaborateurs avant la guerre : François Valentin, Gustave Gautherot, Philippe Henriot, etc...

**NATION ET PROGRÈS.** — Voir *Mouvement National Progressiste*.

**NATIONAL-SYNDICALISTE (Groupe).** — Animé par Philippe Dreux (alias Sape) et Caudmont. Journal : *L'attaque*, de Lyon (1937-1938).

**NOTRE EUROPE.** — Bulletin anti-communiste franco-hongrois, fondé en 1958 par Jean Buzas (à Bellignies, Nord).

**NOTRE TEMPS.** — Publication pro-européenne, pacifiste et anti-fasciste publiée par Jean Luchaire avant 1939. Favorable à la politique d'Aristide Briand. Fut quelques semaines quotidien en 1934. Principaux collaborateurs : Jacques Chabannes, Robert Lange, Guy Crouzet, Georges Suarez, Otto Abetz (en 1931-1932), Pierre Mendès-France, Paul Marion, Gabriel Cudenet, Marcel Déat, Henri Clerc, Paul Rives, B. Montagnon, Martineau-Déplat.

**NOUVELLE GAUCHE.** — Journal fondé en 1956 pour servir d'organe au mouvement du même nom. Comité de Rédaction : Colette Audry, Ph. Bauchard, L.-M. Colonna, C. Devence, Y. Dominique, G. Ducaroy, R. Gerland, H. Hermand, L. Houdeville, L. Kiner, J. Limousin, L. Rioux, Ph. Viannay. Administration : Roger Cerat.

**NOUVELLE REVUE FRANÇAISE.** — Mensuel fondé en 1909. Publiée avant la guerre par l'éditeur Gaston Gallimard, sous la direction de Jean Paulhan, avec la collaboration d'André Breton, André Gide, Paul Claudel, J.-P. Sartre, Jean Giraudoux, André Malraux, Paul Leautaud, André Suarès, etc... La direction en fut confiée, pendant l'occupation, à Drieu La Rochelle, qui en fit en quelque sorte la revue littéraire du fascisme avec la collaboration de Ramon Fernandez, Auriant, Jean Fougère, Armand Petitjean, Jean Giono, André Salmon, Marius Richard, Jacques Chardonne, Lucien Combelle, Jean Rostand, Alfred Fabre-Luce, etc... Autres collaborateurs : Alain, Marcel Jouhandeau, H. de Montherlant, Bernard Fay, Robert Francis, Marcel Arland, Claude Roy, Georges Izard, etc... La N.R.F. publia même en 1942 et 1943 des textes de Boris Pasternak. Devenue la *Nouvelle N.R.F.* après la Libération.

**ŒUVRE LATINE (L').** — Journal fondé en 1927 pour la défense et la gloire de la civilisation latine. Lutta ouvertement contre les sanctions appliquées à l'Italie fasciste en 1935. Directeur : Raoul Follereau (disparue).

**ORDRE (L').** — Quotidien fondé en 1929 par Emile Buré avec l'appui financier de certains aristocrates et propriétaires fonciers monarchistes. Avait alors pour administrateur Jacques Ebstein. Journal national, rédigé par Pertinax, Jean Sarrus, André Stibio, S. de Givet, Jacques Debu-Bridel, Pierre Lœwel, Léon Treich, Alfred Silbert (Silberberg), Roger Deleplanque, Jean Tomasi, René

Saive, etc... Fut accusé de bellicisme (1938 et 1939) par la droite en raison de son attitude anti-munichoise et pro-soviétique. Reparat quelques temps après la Libération.

ORDRE NATIONAL (L'). — Organe de la *Spirale*, groupe « cagoulard » animé par le commandant Navarre (alias Loustanau-Lacau) et Mme Marie-Madeleine Méric (aujourd'hui M.-M. Fourcade). Principaux collaborateurs : général Lavigne-Delville, Jean de Riche-mont, avocat, secrétaire des Cercles d'Etudes du groupe, Hubert Bourgin, R. Daire, Pierre Loyer, rédacteur à la *Revue Internationale des Sociétés Secrètes*, M. de Bacqueville, Jean Thierry, A. Brodrick, J.-G. Tricot, Martial-Piéchaud, des Garets, etc... Anti-communiste et antisémite, *L'Ordre National* publiait des articles sur la question juive, signés de Navarre et d'Hubert Bourgin (16.11.1938). Loustanau-Lacau écrivait à un correspondant le 10 août 1938 : « Il n'y a pas de juifs dans notre organisation, sous quelque forme que ce soit ; il n'est pas, en effet, possible de mener un redressement national en leur compagnie, alors que ce redressement ne peut se faire que contre la volonté du réseau israélite international ».

ORDRE NOUVEAU (L'). — Revue mensuelle fondée en 1933 par Arnaud Dandieu, et animé en 1934-1935 par Daniel Rops, Robert Aron, Alexandre Marc, Dominique Ardouint, Denis de Rougemont.

## P

PAIX ET LIBERTÉ. — Bi-mensuel fondé en 1935. Pacifiste et anti-fasciste. Dirigé par D. Rabaté. (Ne pas confondre avec l'organisme *Paix et Liberté* de J.-P. David, ci-dessous.)

PAIX ET LIBERTÉ. — Organisme de propagande anti-communiste (des années 1950) animé par Jean-Paul David, député de Seine-et-Oise et secrétaire général du R.G.R. Disposant de fonds considérables, couvrit la France d'affiches illustrées, parfois fort bien tenues, souvent tapageuses qui rappelaient celles du *Centre des Républicains Nationaux* de Kerillis. Publiait *Défendre la Vérité*, brochure mensuelle, puis *Démocratie Française*, éditée par l'*Office National d'Information pour la Démocratie Française*.

PARTI COMMUNISTE INDÉPENDANT. — Fondé en 1932. Provenait de la fusion de la *Fédération Communiste Indépendante* de l'Est, dirigée par Paul Rassinier et des dissidents du P.C., et le *Cercle Communiste* de Boris Souvarine (Lifschitz). Publiait *Le Travailleur* (ex-*Travailleur de l'Est*) ; principaux collaborateurs : Paul Rassinier, Paul Benichou, inspecteur primaire, Jean Bernier, Louis Bouët, J. Carrez, instituteur, René Coulon, Jean Rabaud (alias Rabbinoitch), aujourd'hui à la R.T.F., Maurice Dommanget, historien, Marcel Ducret, instituteur, E. Ferrand, sec. de la *Féd. des Métaux*, Ed. Lienert, E. Mourlot, Jean Prader, Jean Perdu, Ch. Rosen (alias Rosenthal), agent de publicité, J. Rollo (mort en déportation), Gilbert Serret, de la *Féd. Unitaire de l'Enseignement*, Louis Renard, Boris Souvarine (alias Lipchitz), ancien rédacteur à *L'Humanité*, Daudé-Bancel, Simone Weil, Lucien Erard, Maurice et Madeleine Paz, ainsi que Henri Jacob, ancien délégué de la III<sup>e</sup> Internationale, et René Plard, maire de Troyes, directeur du quotidien *La Dépêche de l'Aube*, qui quitterent bientôt le P.C.I. pour conserver l'autonomie à leur *Fédération Communiste Indépendante* de l'Aube.

**PARTI DÉMOCRATE POPULAIRE.** — Constitué en novembre 1924 par des démocrates-chrétiens. Principaux animateurs : Raymond-Laurent, conseiller municipal de Paris, A. Champetier de Ribes, le chanoine Desgranges, Camille Bilger, etc... Possédait de puissantes fédérations dans le Nord, le Pas-de-Calais, l'Isère, la Loire, le Tarn, en Bretagne et dans la Région Parisienne. Lié à l'U.P.R. d'Alsace. Comptait en 1939, une quinzaine de députés. Publiait *Le Petit Démocrate* (directeur : R. Cornilleau). Journaux amis : *L'Aube* (quot.) et *La Vie Catholique* (hebdomadaire).

**PARTI FRONTISTE.** — Voir *Front Social*.

**PARTI JEUNE RÉPUBLICAIN.** — Fondé en 1934 par Félix Morel, ancien dirigeant des *Francistes*, après la dissolution de ce mouvement (ne pas confondre avec le *Parti Franciste* de Bucard). Organe : *Pour une IV<sup>e</sup> République* (1935). Dirigeants : Félix Morel, chef du Parti, E. Parmentier, secrétaire général. Disparu en 1935. Félix Morel se présenta aux élections dans l'Indre en 1936 sous une étiquette de circonstance ; il ne fut pas élu.

**PARTI NATIONAL BRETON.** — Groupe autonomiste, sinon séparatiste, animé pendant la guerre par Renan Pichery, R. Delaporte, Yves Croizer, G. Gefflot, G. Connan, S. Kerdual, Marcel Guieysse, Pierre Loyant, etc... Organe : *L'Heure Bretonne*.

**PARTI NATIONAL FRANÇAIS.** — Fondé en 1949 par Jean Roy (Georges Villaret), ancien commissaire de police « épuré », qui avait appartenu quelque temps au R.P.F. où il était chargé des Comités de diffusion de *Rassemblement*. Principaux dirigeants : Capitaine André Moulinier, Jean-Michel Sorel, René Guillemette, Pierre H. Schaeffer, fils d'un professeur d'Histoire. Journal : *La Liberté du Peuple*.

**PARTI NATIONAL-POPULAIRE.** — Fondé en 1930 par le Dr Molle, député-maire d'Oran, Jacques Ploncard, Armand Bernardini, Henry Coston, Maurice-Christian Dubernard. Organe : *La Libre Parole*. A la mort du Dr Molle (février 1931), le Parti fit paraître un autre journal *L'Indépendance Française* à laquelle collaborèrent Dubernard, Bernardini, Henri de Bonifacio, André Chaumet, Raymond Batardy, Fernand George, Géo Delcamp et Ch. Grampex. Transformé en octobre 1931 en *Ligue Nationale Populaire* (voir à ce nom).

**PARTI NATIONAL-PROLÉTARIEN.** — Créé en 1935 par Eugène-Napoléon Bey. Antisémite, anti-maçonnique, pour l'union européenne. Organe : *Le Gant d'Acier*.

**PARTI NÉO-SOCIALISTE DE FRANCE.** — Créé par Adrien Marquet après la fusion du *Parti Socialiste de France* au sein de l'*Union Socialiste et Républicaine*.

**PARTI PATRIOTE RÉVOLUTIONNAIRE.** — Fondé au cours de l'hiver 1957-1958 par l'avocat J.-B. Biaggi, ancien collaborateur de Henry Torrès, ancien combattants de 1939-1945, médaillé de la Résistance. Entendait faire l'union des « pétainistes » et des « gaullistes » reconciliés sous le signe de l'Algérie Française. Publiait un jour-

nal *La France au Pouvoir*, dont les principaux rédacteurs étaient ses dirigeants : Biaggi, Michel Trécourt, G. Ferrière, Pierre Maraval, etc... Après le retour au pouvoir du général De Gaulle, le Parti disparu. Son chef, Biaggi a été élu député de Paris sous l'étiquette de l'U.N.R. à laquelle il avait adhéré et dont il fut exclu un an plus tard en raison de son attitude pro-« Algérie Française ».

**PARTI DU PEUPLE ALGÉRIEN.** — Créé par Messali-Hadj, ancien membre du Parti Communiste, fondateur de *L'Etoile Nord Africaine*. Pronait l'indépendance de l'Algérie.

**PARTI RADICAL FRANÇAIS.** — Fondé en 1936, par des candidats radicaux modérés non-élus en 1936. Assistaient au 1<sup>er</sup> Conseil National du Parti (déc. 1936) : Miliès-Lacroix, sénateur, Gaston-Gérard, ancien ministre, Coquillaud, député, Millot, maire de Valenciennes, Delzangles, député, Dumoret, ancien député de Loir-et-Cher, Dr Casalis, conseiller général de la Seine, etc... Comité : A. Grisoni, président ; Edouard Pfeiffer, anc. secrétaire gl du Parti Radical-Socialiste, Dr Casalis, Portelier, de l'Union Féd. des Employés, Mme Charlotte Charpentier, Dupras, vice-présidents ; René Auscher, Victor Segouin, Jean Baert, Dominique Follacci, Gélinet, Jacques Fieschi, Jean Goldsky, Pierre Mouton, G. Morinaud, Adolphe Chéron, etc...

**PARTI RADICAL INDÉPENDANT.** — Fondé en 1934. Président : Pierre Cathala, ancien ministre ; secrétaire général : André Grisoni.

**PARTI RADICAL-SOCIALISTE CAMILLE PELLETAN.** — Fondé en 1935 par Gabriel Cudenet, dissident du *Parti Radical et Radical-Socialiste*. Faisait partie du *Rassemblement Populaire* (Front populaire). Eut un élu en 1936 : René Chateau, futur directeur de *La France Socialiste*. Cudenet finit sa carrière comme président du *Rassemblement des Gauches Républicaines*.

**PARTI RÉPUBLICAIN CONSERVATEUR.** — Organisme ayant surtout manifesté son existence à l'occasion des élections générales de novembre 1958, dans la 2<sup>e</sup> circonscription de la Seine, où son secrétaire général, Raymond Collieux, ex-secrétaire de l'Association des Prisonniers de Guerre du 3<sup>e</sup> arrondissement, et son suppléant, Maurice Siries, se présentèrent sous l'étiquette « républicaine conservatrice ».

**PARTI RÉPUBLICAIN DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL.** — Ex-*Alliance républicaine démocratique*, constitué en 1920 par les dirigeants de cette association auxquels s'étaient joints des radicaux du *Comité républicain du Commerce et de l'Industrie* (dit Comité Mascuraud). Parti bourgeois résolument hostile à « la réaction monarchiste et cléricale » autant qu'au socialisme. Principaux dirigeants : Mascuraud, André-François Poncet, Louis Barthou, Léon Bérard, Victor Boret, Raoul Peret, Charles Reibel, Henry Chéron, Paul Doumer, J. Noulens, J. de Selves, Charles Chaumet, tous parlementaires connus. Journal : *La République démocratique*, hebdomadaire.

**PARTI RÉPUBLICAIN DE LA LIBERTÉ.** — Fondé en décembre 1945 sur l'initiative de divers membres de l'*Unité Républicaine*. Personnalités dirigeantes : André Mutter, ex-P.S.F., membre du

*Comité de la Libération et du Conseil National de la Résistance*, ancien président de *Ceux de Libération-Vengeance*, Joseph Laniel, J. Ramarony, Frédéric-Dupont, Pierre Henault, Charles Vallin, Georges Pernot, Robert Bruyneel, Georges Riond, Mme Devaud, Maurice Dardelle, Michel Clémenceau (fils du « Tigre »), etc... Organe : d'abord *Paroles Françaises* (directeur : André Mutter), puis *L'Echo Républicain de la Liberté*. Depuis la création du *Centre National des Indépendants et des Paysans*, le Parti a été progressivement absorbé par ce groupement.

**PARTI RÉPUBLICAIN POPULISTE.** — Fondé en 1934 par le colonel Alexis Métois, directeur de *La IV<sup>e</sup> République* (gauche). Organe : *La vraie République*, puis *La IV<sup>e</sup> République*.

**PARTI RÉPUBLICAIN DE RÉORGANISATION NATIONALE.** — Créé en 1919 par André de Fels, futur député de Seine-et-Oise, et Jean de Götisolo. S'appelait aussi *La IV<sup>e</sup> République*, titre que portait également son journal hebdomadaire. Principaux dirigeants : Joseph Barthélemy, Jean Fabry, François-Marsal, Marcel Gounouilhou, de Lasteyrie, Guy de Montjou, colonel Picot, Le Provost de Launay, Pierre Taittinger, Pierre Valude, Ed. de Warren, Charles Bertrand, du C.D. de l'U.N.C., Ernest Pezet, etc...

**PARTI SOCIAL NATIONAL.** — Fondé par Jean Hennessy, ambassadeur de France, ancien ministre (l'un des « patrons » du Cognac Hennessy), commanditaire du *quotidien*. Organe officiel : *Six Février*, puis *A nous, Français !*, dirigé par Roger Dutilh.

**PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS.** — Né d'une scission qui se forma, en novembre 1919, au sein du *Parti Socialiste S.F.I.O.* Se réclamait des vieilles traditions du socialisme français et de Benoît Malon. Paul Brousse, Jules Joffrin et Edouard Vaillant. Principaux membres : Jean Bon, Arthur Levasseur, Jérôme Lévy, André Lebey, vice-amiral Jaurès, Copigneaux, Aubriot, Frédéric Brunet, Anatole de Monzie, etc... S'est uni en 1926 au *Parti Républicain-Socialiste*, puis a fusionné, avec ce dernier et le *Parti Socialiste de France*, pour constituer l'*Union Socialiste et Républicaine*. Publiait *La France Libre*, quotidien.

**PARTI SOCIALISTE DE FRANCE (UNION JEAN JAURÈS).** — Formé en 1933 par les dissidents du Parti Socialiste S.F.I.O., dits néo-socialiste : Adrien Marquet, Marcel Déat, Barthélemy Montagnon, Paul Perrin, René Gounin, Paul Ramadier, Renaudel, Alexandre Varrenne, Dherbécourt, Max Hymans, etc... Journal : *Le Front*, sous-titre : « socialiste, républicain, français ».

**PARTI SOCIALISTE NATIONAL DE FRANCE (Le).** — (1935). (Fasciste, antisémite). Fondateur : Maurice-Christian Duhernard. Dirigeants : Raymond Franssen, Jean Boissel, Maurice Herblay (Piot), Docteur A. Chariou des Digières, L. Bonnet, Taphanel, Ansaldy, Miguel Mignot, etc... Organe : *Le siècle nouveau* (mensuel).

**PARTI SOCIALISTE OUVRIER-PAYSAN.** — Fondé en 1937 par Marceau Pivert, André Weil-Curiel et autres membres dissidents de la S.F.I.O., de tendance Trotskiste. Organe : *Juin 1936*, hebdomadaire.

**PARTI D'UNITÉ PROLÉTARIENNE (P.U.P.).** — Fondé en 1929 par des dissidents du Parti communiste : Louis Sellier, Garchery, Castellaz,

Joly, Gélis et Camille Renault. S'appela d'abord *Parti ouvrier et paysan*. En 1932, le P.U.P. eut 9 députés au Parlement. Son secrétaire général était alors Paul-Louis (Lévy). Au moment du Front Populaire, il fusionna avec la S.F.I.O.

PATRIE HUMAINE (La). — Hebdomadaire pacifiste fondé en 1931. Directeur : Victor Méric.

PETIT BARA (Le). — Heb. fondé en 1932. « Le Petit Bara crie « Vive la République » face à tous les chouans. » Favorable à l'union des gauches. Dirigé par Georges Vincent et Charles Bélineo.

PETIT DÉMOCRATE (Le). — Journal démocrate-chrétien fondé en 1905. Dirigé (avant-guerre) par Robert Cornilleau, assisté de Raymond Laurent, ancien président du Conseil Municipal de Paris. Principaux collaborateurs : A. Champetier de Ribes, Ernest Pezet, agent de publicité et député, Robert Schuman, Georges Bidault, Georges Hourdin, Jean Letourneau, Paul Archambault, etc.

PETIT JOURNAL (Le). — Quotidien d'information fondé en 1863. Changea plusieurs fois de mains. Entre les deux guerres, eut pour « patrons » successifs : Louis Loucheur, ancien ministre ; Sarrade, son gendre ; Raymond Patenôtre, aidé par Albert Lejeune et Alfred Mallet et, pendant quelque temps par l'ex-administrateur du *Populaire*, Compère-Morel ; et, enfin, le colonel de La Rocque, chef du *Parti Social Français*.

PETIT PATRIOTE (Le). — Hebdomadaire royaliste et catholique publié autour de 1930 par J.-Robert Lefèvre.

PORC-ÉPIC (Le). — Hebdomadaire fondé en 1934. Nationaliste, antisémite, anti-maçonnique. Principaux collaborateurs : François Hulot, Delongray-Montier, futur chef de la propagande du Comte de Paris, etc.

POUR QUE VIVE LA FRANCE (Mouvement national). — Fondé en 1952 par André de Fougerolles, Odette Moreau, André Moulinier, Roger Palmieri, Ernest Pérou, Philippe Piétri, secrétaire général du *Syndicat National des Paysans*, Philippe Saint-Germain, le colonel Maurice Teze, Gaston Tison, etc. Hostile au dirigisme, au marxisme, à l'épuration de 1944.

PRÉLUDE. — Mensuel fondé en 1933. Organe du Comité Central d'Action régionaliste et syndicaliste, dirigé par le Dr P. Winter. Collaborateurs : Le Corbusier, F. de Pierrefeu, H. Lagardelle, et divers éléments de l'ancien *Faisceau de G. Valois*.

PRESSE RÉGIONALE (Le). — Groupement de journaux catholiques républicains fondé en 1905 et fonctionnant avant la guerre sous la direction de Jules Dassonville et aujourd'hui sous celle de Roger Lepoutre-Lepoutre.

PROGRÈS CIVIQUE (Le). — Revue d'union des gauches fondé en 1922 par Henri Dumay, qui venait du *Petit Parisien* et dirigeait *Nos Loisirs*, le professeur Aulard, Ferdinand Buisson et Pierre Renaudel. Fut à l'origine du *Quotidien* et du *Cartel des Gauches*. Était considéré en 1924 comme l'organe officieux du *Grand Orient*.

PROVINCE (La). — Bi-hebdomadaire nationaliste et catholique créé à Rennes en 1927 par Eugène Delahaye, ancien rédacteur en chef du *Nouvelliste*. Suspendu en 1939, reprit après la Libération quelque temps.

## Q

QUOTIDIEN (Le). — Journal fondé en 1923 « pour défendre et perfectionner les Institutions républicaines » par Henri Dumay, aidé et conseillé par le professeur Aulard, F. Buisson, Herriot et Renaudel. Fut d'abord l'organe officieux du *Cartel des Gauches*, avec comme rédacteur en chef Pierre Bertrand, et comme secrétaires généraux Caspar-Jordan et Georges Boris, futur collaborateur du financier belge Lœwenstein et de Mendès-France. D'anciens collaborateurs de *l'Humanité* : André Gybal, Noël Garnier, des journalistes socialistes ou de gauche : Henri Danjou, Pierre Scize, Marius Larrique, Louis Perceau, Pierre Brossolette, etc... composaient la rédaction.

## R

RASSEMBLEMENT ANTI-COMMUNISTE. — Fondé en 1936 par André Grisoni, Georges Boucheron et André Faillet.

RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET RÉVOLUTIONNAIRE. — Mouvement éphémère animé par J.-P. Sartre, David Rousset et Gérard Rosenthal, et dont *La Gauche* était l'organe.

RASSEMBLEMENT DES FORCES DÉMOCRATIQUES. — Une centaine de militants politiques et syndicalistes de tendance démocrate-chrétienne réunis à Paris le 18 janvier 1959 ont jeté la base de ce rassemblement. M. R. Simonnet, secrétaire du *M.R.P.*, n'a pas caché ses sympathies pour le *R.F.D.*, dans le rapport politique qu'il a présenté au Congrès républicain populaire tenu début février 1959. L'un des congressistes, M. Bernard Lambert, député de la Loire-Atlantique, qui fait partie du groupe fondateur du Rassemblement, a exposé les conceptions de la nouvelle organisation à laquelle, d'autre part, ont adhéré plusieurs parlementaires dont Claudius-Petit (ex-U.D.S.R.), Maurice Faure (ex-Radical), Jehan Faulquier (U.N.R.), Renouard (non inscrit), Szigeti (non inscrit), Rombeaut (M.R.P.), Rémy Montagne et Lambert (déjà cité) (M.R.P.).

« A travers ce Rassemblement des forces démocratiques, écrivait Bernard Lambert, député de la Loire-Atlantique, dans *Le Monde* du 28 janvier 1959, qui regroupe déjà dans tous les départements des forces syndicales et familiales nombreuses fortement implantées, c'est l'appel d'une jeune génération qui vient de retentir. Les partis politiques fortement ébranlés lors des événements du 13 mai entendront-ils cet appel, ou, refusant toute transformation, se contenteront-ils de reprendre leurs anciennes habitudes, leurs anciennes méthodes ? »

En février 1959, le bureau provisoire établit son siège 52, rue Galilée, à Paris 8°. R. Lavielle assurait le secrétariat.

RASSEMBLEMENT NATIONAL. — Groupement fondé en 1937. Avait pour dirigeants : R. de Billy, ambassadeur, Abel Bonnard, Georges Brabant, le général Emily, le professeur Bernard Fay, Henri Garnier, René Gillouin, Gaston Le Provost de Launay, ancien député, président du Conseil municipal de Paris, le général Weygand.

**RASSEMBLEMENT POPULAIRE.** — Plus connu sous le nom de *Front Populaire*, il remonte à l'élection du professeur Paul Rivet au Conseil municipal de Paris, due à l'union de la gauche et de l'extrême-gauche (mai 1935). A partir de juillet 1935, le *Comité permanent du Rassemblement Populaire*, siégeait officiellement Boulevard Magenta, à Paris ; en fait, se réunissait au siège de la *Ligue des Droits de l'Homme*. Secrétariat assuré par Emile Kahn, de la *Ligue des Droits de l'Homme*, O. Rabaté, du *Mouvement « Amsterdam-Pleyel »* et René Belin, de la *C.G.T.* (Voir liste des partis et organismes adhérents dans notre étude sur le *Parti S.F.I.O.*)

**RASSEMBLEMENT RÉPUBLICAIN (Le).** — Mensuel fondé en 1935. Organe du Mouvement Waldeck Rousseau, dirigé par Gourlay.

**RASSEMBLEMENT RÉPUBLICAIN.** — Groupement créé en décembre 1944 par des éléments radicaux et modérés cherchant à réagir contre les progrès communistes. Animé par Louis Rollin, Marc Rucart, Henri Roy, Boisvin-Champeaux.

**RÉARMEMENT MORAL (Le).** — Organisme de propagande et de documentation anti-communiste, de caractère international, animé par Philippe Schweisguth, président de la Société éditant *Le Journal de la France Agricole*. Publie *Courrier d'Information*, revue illustrée paraissant tous les quinze jours. A diffusé, en 1960, au moment de la visite de Khrouchtchev, une brochure intitulée « *Idéologie et coexistence* » dénonçant la « coexistence pacifique » comme une duperie. (Cette brochure fut tirée à cinquante millions d'exemplaires et distribuée dans quatre grands pays. L'ensemble de cette opération représente une dépense de 8 millions de nouveaux francs, soit 800 millions de francs anciens. Ces fonds, explique *Courrier d'Information* du 18-3-1960, ont été fournis au *Réarmement moral* par une souscription.)

**RECONSTRUCTION.** — Groupe publiant depuis 1946 les *Cahiers Reconstruction « pour un socialisme démocratique, pour une culture sociale »*. Comité de direction : Pierre Aycoberry, Albert Detraz, Emm. Germain, Marcel Gonin, Jacques Julliard, Raymond Marion, Louis Moulinet, Paul Vigneaux.

**REGARDS.** — Magazine illustré d'obédience communiste fondé en 1931. A la veille de la guerre, sa rédaction était assurée par : Romain Rolland, André Malraux, Louis Aragon, Renaud de Jouvenel, Pierre Bénard, Claude Martial, Léon Moussinac, Paul Nizan, Gabriel Péri, Georges Sadoul, Simone Téry (fille du fondateur de *l'Œuvre*), Charles Vildrac, etc... Était alors « l'hebdomadaire illustré du Front Populaire ».

**REGROUPEMENT DES RADICAUX ET RÉSISTANTS DE GAUCHE.** — Formation des exclus du Parti Radical datant de 1946. Groupait, entre autres, Pierre Cot, Albert Bayet, Robert Chambeiron, Justin Godart, Jacques Kayser, Pierre Le Brun, etc...

**RÉNOVATION DÉMOCRATIQUE.** — Fondée en 1922 par les membres de *La Démocratie nouvelle* qui exclurent Lysis et confièrent la direction du mouvement à l'amiral Berryer.

**RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS (groupe des).** — Formation parlementaire (1947) groupant 29 députés (dont 2 apparentés) et 10 con-



seillers de la République (dont 1 apparenté). Principaux membres : René Coty, R. Sérot, Jacquinot, L. Marin, Paul Reynaud, etc.

RÉPUBLIQUE (La). — Quotidien radical-socialiste fondé en 1928. Disparue en 1940. Directeur : Emile Roche. Rédacteur en chef : Pierre Dominique. Principaux collaborateurs : Joseph Caillaux, A. de Monzie, Marcel Deat, Jacques Kayser, L.O. Frossard, André Sauger, Pierre Paraf, Pierre Brossolette, Annette Sauger, etc.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE (La). — Organe radical indépendant publié avant la guerre par André Grisoni, ancien député, maire de Courbevoie.

RÉPUBLIQUE SOCIALE INDÉPENDANTE (La). — Organe officiel des *Républicains sociaux*, fondé en 1932 et dirigé par André Neau.

RÉVEIL ECONOMIQUE (Le). — Hebdomadaire de l'*Union des Intérêts Economiques*, fondé en 1910. Dirigeants : Ernest et Louis Billiet. (L'*Union* commanditait la campagne électorale des candidats ayant accepté son programme économique et fiscal.)

RENOUVEAU ET FIDÉLITÉ. — Groupe gaulliste créé en 1958 par des dissidents de la *Convention Républicaine*. Principaux animateurs : le colonel Charles Demari, Léo Méras, etc.

RÉVOLTE POPULAIRE (La). — Organe de combat socialiste national, fondé par Pierre Pichon et dirigé par André Chaumet.

RÉVOLUTION NATIONALE. — Organe mensuel du Mouvement Travailleur Français (1935). Directeur : Raoul de Lagausie. Secrétaire général : René Bourgeois.

RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE (La). — Revue syndicaliste d'extrême-gauche fondée en 1925 par Pierre Monatte, l'un des fondateurs de la C.G.T. et de la C.G.T.U. (communiste), après son exclusion du Parti communiste. Premiers collaborateurs : Rosmer, Boris Souvarine (alias Lifschitz), Maurice Chambelland, secrétaire de la Fédération des Chapeliers, J.-P. Finidori, Joseph Peyra, Marcel Martinet, père du médecin, Robert Louzon, ingénieur, principal commanditaire de la revue, etc... Actuellement rédigée par Roger Haguenaer, instituteur « épuré » à la Libération (parce qu'il avait appartenu au Secours d'Hiver du Maréchal), Jean Duperrey, instituteur, venu du surréalisme, Cécile Michaud, institutrice, militante anarchiste, F. Charbit, socialiste S.F.I.O., Gilbert Walusinski, professeur au Collège Claude-Bernard, R. Guilloré, Maurice Dommanget, professeur d'histoire, l'un des fondateurs de la Fédération Unitaire (communiste) de l'Enseignement, Roger Lapeyre, haut fonctionnaire, Paul Barton, ami de B. Souvarine, etc... Politiquement, aile marchante du syndicalisme non-communiste (anarcho-syndicalisme). S'en tient à la charte d'Amiens, (suppression du patronat et du salariat, gestion ouvrière, indépendance syndicale, etc., etc...). (14, rue de Tracy, Paris.)

## S

SALUT PUBLIC (Le). — Hebdomadaire de la Confédération Nationale du Public. Nationaliste et anti-parlementaire. Directeur : André Faillet (1928-1930).

**SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE.** — Groupe constitué par des anarchistes et des socialistes de gauche au cours de la guerre d'Espagne. Siège du Comité National : 21, rue Palaprat, Toulouse.

**S.O.S. OCCIDENT.** — Journal fondé en 1932, sous le nom de *Psyché*, pour la défense des traditions occidentales. Dirigeants : Jacques Heugel et A. Savoret.

**SPARTAKUS.** — Mensuel socialiste fondé en 1934. Directeur : René Lefeuvre. Rédacteurs : A. Patri, Collinet, Paul Bénichou, Jacques Soustelle.

**SPIRALE (La).** — Mouvement discret — considéré alors comme « cagoulard » — fondé en 1937 par le commandant Navarre, alias Loustaunau-Lacau, que secondait Mme Marie-Madeleine Méric (aujourd'hui Mme M.-M. Fourcade). Comprendait diverses annexes ou organes : *L'Union Militaire Française*, *Notre Prestige*, *Barrage*, *L'Ordre National*, etc. Le Comité directeur, appelé « Spirale centrale » était composé, en 1938, de : Loustaunau-Lacau, président ; l'intendant militaire Tristani ; Bassot, officier de marine ; commandant Couret ; capitaine de Mareuil ; commandant Marot ; de la Raudière, inspecteur des finances ; commandant Michel-Dansac, trésorier ; capitaine Valabre ; Jean de Richemont, avocat ; général Lavigne-Delville (Paris) ; Bonzon, ministre de France ; Le Lorrain, consul général ; Péringuey, bâtonnier de l'Ordre des Avocats (Alger) ; Craignic, avocat (Tunisie) ; commandant La Batie (Lyon) ; colonel Paul-Martin (Tours) ; professeur Coll de Carrera (Montpellier) ; commandant Bail (Béziers) ; docteur Germain (Metz) ; capitaine Le Brasseur (Brest) ; etc. Comité d'honneur : René Benjamin, Boivin-Champeaux, général Brécard, Claude Farrère, général Duval, amiral Joubert, H. Lémery, sénateur, Louis Marin, ancien ministre, de Monicault, etc. Le mouvement avait signé avec le *Parti Populaire Français* (de Jacques Doriot) un « pacte anticommuniste » (1938).

## T

**TEMPS (Le).** — Quotidien longtemps considéré comme le journal officieux de la III<sup>e</sup> République. (Propriété du Comité des Forges et du Comité des Houillères.) Dirigeants et principaux collaborateurs avant la guerre : Jacques Chastenet, Emile Mireaux, André Chênebenoit, Simon Arbellot, Emile Henriot, Robert Kemp, Rémy Roure, Georges Suarez, André Thérive, Emile Vuillermoz, etc...

**TEMPS MODERNES.** — Revue fondée en 1937 pour servir d'organe au *Mouvement Radical Français*. Dirigée par René Auscher et Mme Charlotte Charpentier. Jean Goldsky (Goldschild), ancien rédacteur au *Bonnet Rouge*, en fut ensuite le directeur politique. (A pris le titre de *Revue des Temps Modernes*.) Ressuscitée en 1945. Revue progressiste éditée par René Julliard et dirigée par Jean-Paul Sartre.

**TEMPS NOUVEAUX.** — Groupement de gauche fondé en 1960 pour « rechercher les évolutions qui, dans l'organisation des sociétés s'imposeront aux générations à venir ». Comité directeur : Mlle Germaine Tillon, M<sup>e</sup> Henry Torrès, le bâtonnier R.W. Thorp,

François Perroux, ex-conseiller national, professeur à l'Ecole des Cadres du Mayet-de-Montagne, auteur de divers brochures vichysoises, aujourd'hui professeur à la Faculté de droit de Paris.

TERRE ET LIBERTÉ. — Organe de la Ligue pour la Réforme foncière, animée par Daudé-Bancel.

TERRE NOUVELLE. — Fondée en 1935. Organe des chrétiens révolutionnaires. Arborait la croix, la faucille et le marteau. Dirigée par Henri Tricot et Maurice Laudrain. Condamnée par l'Episcopat français (disparu).

TRAVAILLEUR DE L'EST (Le). — (Voir *Parti Communiste Indépendant*.)

TRAVAILLISTE (Le). — Organe du Parti Travailliste, fondé en 1929. Directeur : Aristide Jobert.

TRIBUNE DES NATIONS (La). — Hebdomadaire fondé en 1934 par Jean de Rovera. Paraissait alors en cinq langues et publiait des suppléments nationaux. Y collaboraient alors : J. Thouvenin, M. Pobers, P. Dominique, Henry Bérenger etc... Contrôlé depuis la Libération par des militants communistes et progressistes : Marcel Gimont, Joseph Dubois, André Dalmas, André Ulmann, le professeur Bernard Lavergne, Jean Toury etc...

## U

UNION DÉMOCRATIQUE DES INDÉPENDANTS. — Fusion du *Parti Radical Indépendant* et de l'*Union Démocratique des Français Indépendants*, réalisée en décembre 1953. Dirigeants : André Liautey et Jacques Bardoux.

UNION DÉMOCRATIQUE DU MANIFESTE ALGÉRIEN. — Parti créé par Ferhat Abbas en 1946. Héritier des *Amis du Manifeste et de la Liberté* (créés en 1944) et, dans une certaine mesure, de l'*Union Populaire Algérienne* (fondée en 1938). Groupait autonomistes et séparatistes musulmans.

UNION FRANÇAISE DES NATIONAUX. — Dirigeants : Raymond Martini, Henry Bandier, etc... (1955).

UNION FRANÇAISE NORD-AFRICAINE. — Groupement fondé et animé par L. Boyer-Banase et Robert Martel (1956). Première forme du *M.P.* 13.

UNION DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES (L'). — Fondée en 1910. Se proposait alors de défendre les compagnies d'Assurances que l'on s'appropriait à nationaliser. Plus tard, reçut l'adhésion de diverses associations d'industriels, de propriétaires terriens et de commerçants et se transforma en *lobby* — comme on dirait aujourd'hui — du patronat et du grand capital. Le sénateur Ernest Billiet en fit un formidable instrument de pression sur les pouvoirs publics et sur le parlement. Ayant misé sur le Bloc National en 1919, le Cartel des Gauches, vainqueur aux élections de 1924, voulut lui faire payer son hostilité. La chambre cartelliste nomma une com-

mission d'enquête chargée de découvrir l'origine des fonds électoraux; elle interrogea les dirigeants des grandes associations patronales; ceux-ci durent avouer leur participation au financement de la propagande électorale. Le sénateur Billiet s'étant refusé à toute déclaration fut condamné à 300 francs d'amende. C'est son frère, Louis Billiet, qui lui a succédé. Il dirige *Le Réveil Economique* (16, place de la Madeleine, Paris 8<sup>e</sup>), organe de l'Union.

UNION INTERNATIONALE ANTIRACISTE. — Organisation de lutte contre l'antisémitisme, dirigée par E.-R. Louapre, Pierre Fricot, Paulette Haguénauer, Irène Gleizer-Krawczyk, Simon Wichène, Victor Germain, José Fresco, André Meffa, Armand Ziwès, le docteur Pierre Vachet, Oreste Rosenfeld, Mme Eboué-Tell, Jean Rous, Pierre Stibbe, Marceau Pivert, Louis Bigmann, etc... Organe : *Nos Combats*, mensuel fondé en 1951 (5, rue Lamartine, Paris).

UNION NATIONALE ET SOCIALE DE SALUT PUBLIC. — Groupe national de la banlieue ouest de Paris fondé en 1956 par Jean Ebstein et Georges Bellancourt, avec le concours de Jacques Laulaigne, maire adjoint de Boulogne, Gérard Lacombe, conseiller municipal d'Asnières, etc...

UNION PATRIOTIQUE RÉPUBLICAINE. — Fondée en 1944 par Charles Vallin et Edmond Barrachin, ancien dirigeant du P.S.F. (du colonel de La Rocque).

UNION POUR LA DÉFENSE DES PEUPLES OPPRIMÉS. — Organisation anti-communiste publiant un journal mensuel *Exil et Liberté* (fondé en 1954) dirigé par François de Romainville (A. de Goulévitch, 7, avenue Léon-Heuzeu, Paris 16<sup>e</sup>).

UNION POUR LE SALUT DE LA NATION. — Fondée en 1954. Secrétaire général : Michel Trécourt. Organisa le 23 mars 1954 une journée « municipaliste » avec la collaboration de Deutschmann, sénateur, Jean Montigny, ancien ministre, Frédéric Dupont, député, Robert Castille, conseiller municipal de Paris, Médecin, député-maire de Nice, Paul Estèbe, député, André Grisoni, ancien député, Jacques Isorni, député.

UNION POUR LE SALUT NATIONAL. — Fondée en 1958 par soixante groupements politiques, familiaux, professionnels et syndicaux, parmi lesquels l'*Association de l'Entreprise de Capital Personnel*, l'*Association Nationale des Sociétés à Responsabilité Limitée*, les *Cercles de la Liberté*, la *Coordination Nationale*. L'animateur en était A.L. Croset, directeur de *La Semaine du Lait*.

UNION DES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS D'ACTION SOCIALE. — Mouvement national fondé en 1946 par Roger North, expert en timbres-poste. Au congrès de 1951, les principaux dirigeants et rapporteurs de l'U.R.I.A.S. étaient : Roger North, président, André David (Maine-et-Loire), Maurice Barrier, président de Chambre patronale, le Dr Lagaillarde (Cher), Michel Domange (Sarthe), E. Beau de Loménie, le colonel de Rosières, Pierre Vinot, du Conseil économique, Marc de Bruchard, Bernard Jousset, du Patronat chrétien, Jean Montigny, Armand Massard, ancien conseiller municipal de Paris, Jacques Roulleaux-Dugage, conseiller de l'Union française, Pellenc, sénateur, le général Hanotaux, René

Bazin de Jouy, etc... Assistaient au banquet de clôture : Guy de La Vasselais, Mallet, ancien député de la Charente, René Fiquet, Pierre Morel, des Intellectuels Indépendants, Lévêque, ancien député de la Vienne, Jacques de Schryver, le colonel de Mazerat, Max Richard, de la revue *La Fédération*, etc...

L'année suivante, l'U.R.I.A.S. s'allia très étroitement avec la *Fédération des Indépendants de Paris et de la R.P.*, présidée par Pierre Taittinger et dont Roger North était le secrétaire général. Aux réunions organisées en commun par les deux groupements prirent la parole : Jean Maze, Noël Pinelli, Roger de Saivre, le sénateur Armengaud, Jean Duchier, Robert Bos, Pierre Guerard, député, Pierre Pichery, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Isorni, etc...

UNION SOCIALISTE-COMMUNISTE. — Née d'une scission du Parti Communiste (congrès scissionniste de Dijon, décembre 1922, constitution en avril 1923). Fondée par Pierre Brizon, Verfeuil, H. Sellier, anciens communistes rebelles à la III<sup>e</sup> Internationale. Se proposait d'être le trait d'union entre la S.F.I.O. et le Parti Communiste et de préparer la réunification du parti ouvrier divisé depuis le congrès de Tours en 1920. Principaux dirigeants et militants : L.-O. Frossard, Victor Méric, Oscar Bloch, Henry Torrès, Morizet, Charles Lussy (alias Ruff), Georges Pioch, Henri Sellier, Raoul Verfeuil, Ernest Lafont, Ferdinand Faure, Bachelet, Paul Louis (alias Lévy), etc. Organes : *L'Égalité*, hebdomadaire, et *Les Cahiers Jaurésiens*.

UNION SOCIALISTE ET RÉPUBLICAINE. — Parti provenant de la fusion, le 3 novembre 1935, du Parti Républicain Socialiste, du Parti Socialiste Français et du Parti Socialiste de France. Le parti était, à l'époque, présidé par Paul Boncour, sénateur ; Maurice Violette, sénateur, et Georges Etienne en étaient les vice-présidents, et Marcel Déat, député, l'un des dirigeants avec Barthélémy Montagnon, Paul Perrin, Eugène Frot, L.-O. Frossard, R. Berenger, René Gounin, Max Hymans, Paul Ramadier, Alexandre Varenne, J.-M. Rénaitour, P.O. Lapie.

UNIONS CIVIQUES. — Groupements formés en 1919-1920 pour lutter contre les grèves communistes : à Lyon, par Millevoeye, à Paris, par le général Bailloud, etc. Comparaient des volontaires classés par catégories d'emploi, entraînés d'accord avec l'Etat et les compagnies de chemin de fer, du métro et des transports de surface, qui étaient chargés de prendre la place des grévistes en cas d'arrêt des services publics. En principe, ces *Unions civiles* bornaient leur intervention aux cas de « grèves lésant les intérêts vitaux de la cité et de la nation ».

UNIONS PACIFISTES. — Groupements pacifistes liés à *La Voie de la Paix* (directeur : Emile Bauchet). Unions actuellement créées ou en voie de formation : *Union des Pacifistes de la Seine*, Philippe Humbert, chez M. Briard, 7, rue Lesdiguières, Paris (4<sup>e</sup>) ; *Union des Pacifistes de Provence*, 32, cours d'Estienne-d'Orves, Marseille (1<sup>er</sup>) ; *Union des Pacifistes du Rhône*, René Villard, 64, avenue Leclerc, Lyon (7<sup>e</sup>) ; *Union des Pacifistes de l'Aube*, Jean Michiels, 132, avenue Pierre-Brossolette, Saint-André-les-Vergers (Aube) ; *Union des Pacifistes de la Loire-Atlantique*, Louis Chéneau, Le

Port-Launay (L.-A.) ; *Union des Pacifistes d'Eure-et-Loir*, André Baudet, 10, place Drouaise, à Chartres, et Albert Ratz, instituteur, à Auneau (E.-et-L.) ; *Union des Pacifistes du Calvados*, Emile Bauchet, à Auberville-sur-Mer (Calvados) ; *Union des Pacifistes de la Loire*, Jacques Pichon, boulevard de la Rochette, Firminy (Loire) ; *Union des Pacifistes de la Moselle*, Daniel Stephann, 11, rue Saint-Georges, Metz ; *Union des Pacifistes du Var*, Marcel Viaud, La Courtine, Ollioules (Var).

UNITÉ RÉPUBLICAINE. — Groupe parlementaire (1945) présidé par Jules Ramarony, député de la Gironde.

## V

VENDREDI. — « Hebdomadaire littéraire, politique et satirique, fondé sur l'initiative d'écrivains et de journalistes et dirigé par eux. » Formule : « D'André Gide à Jacques Maritain. Des intellectuels qui ont rallié la Révolution aux intellectuels catholiques qui ont maintenu le parti de la liberté » (Crypto-communiste). Fondé le 8 novembre 1935 ; Comité directeur : André Chamson, Jean Guéhenno, Andrée Viollis (disparue avant guerre).

VOIX D'ALSACE ET DE LORRAINE (La). — Hebdomadaire catholique, nationaliste, antisémite, paraissant en 1937-1939, à Strasbourg. Dirigée par Jean d'Alsace (Reiffenrath).

VÉRITÉ - LIBERTÉ. — Cahiers d'information sur la guerre d'Algérie, favorables à une paix immédiate et à l'indépendance réclamée par le F.L.N. Collaborateurs : R. Barrat, C. Bourdet, M. Crouzet, J.-M. Domenach, L. Lalande, H. Marrou, J.-J. Mayoux, P. Mounier, J. Panijel, A. Philip, J. Pouillon, P. Ricœur, C. Roy, J.-P. Sartre, L. Schwartz, P. Stibbe, P. Thibaud, E. Thomas, Vercors, P. Vidal-Naquet, A.-P. Vienot, Pasteur Vogé (L. Lalande, 10, rue Jean-Bart, Paris 6<sup>e</sup>).

## Et, pour finir, les inclassables...

En dehors des partis et des journaux, à côté des hommes politiques et des militants, se trouvent ceux que nous appellerons les *inclassables* et que Pol Vandromme, dans un récent et très remarquable ouvrage, appelle la *Droite buissonnière* (1).

Il s'agit d'écrivains, dont la signature se trouve, bien souvent, dans la presse de droite, conservatrice ou réactionnaire, d'écrivains que la gauche qualifie de « nouvelle droite », mais qu'il est impossible de classer sérieusement à droite, en raison de leur comportement politique, de leur esprit d'indépendance, ou de leur non-conformisme : Louis Pauwels, l'ennemi juré des Servan-Schreiber ; Roger Nimier, actuellement chef de Service chez l'éditeur Gallimard ; Antoine Blondin, qui fut naguère à *Rivarol* ; Jacques Laurent-Cély, dit Jacques Laurent — dit aussi Cécil Saint-Laurent et Alberic Varennes — l'un de nos plus populaires romanciers, fondateur de *La Parisienne* ; Kléber Haedens, le chroniqueur de *Paris-Press*, jadis l'un des animateurs de *l'Insurgé* ;

(1) Aux Editions *Les Sept Couleurs*.

Michel Déon ; Marcel Aymé, que les outrances de la gauche ont porté vers la droite, dont il n'accepte ni les conceptions réactionnaires, ni même toutes les haines ; Paul Sérant (Salleron), qui connaît bien les « hommes de droite » pour lesquels, depuis bientôt deux ans il rompt des lances sans parvenir à arborer leurs couleurs...

## INDEX DES NOMS CITÉS

- ABADIE, Vincent, 350.  
 ABADIE, 348.  
 ABBAS, Ferhat, 305, 552.  
 ABEILLE, Charles, 60.  
 ABEL (alias René Château), 181.  
 ABELLIO, Raymond (voir Georges SOULES).  
 ABETZ, Otto, 53, 55, 105, 162, 389, 542.  
 ABLIN, Pierre, 431.  
 ABOULKER, José, 156.  
 ABRAHAM, Marcel (dit J. Villefranche), 156, 524.  
 ABRAHAM, Pierre, 480, 522, 524, 529.  
 ABRAM, 64.  
 ABREMSKI, Alexandre, 120, 122.  
 ACHARD, Annie, 95.  
 ACHARD, Paul, 102.  
 ACHART, Maurice, 178, 540.  
 ACHENBACH, 162.  
 ACHILLE-FOULD, Aymar, 245.  
 ADDE, Xavier, 18.  
 ADAM, Georges, 226.  
 ADAM, 196.  
 ADENAUER, 340.  
 ADLER, Victor, 380, 383.  
 ADOLLE, René, 342.  
 AFTALION, Fred, 318.  
 AGASSE, 458.  
 AGRIVES, Jean d', 107.  
 AGRICOLA, Fleurant, 258, 263, 264.  
 AILLIÈRES, Bernard d', 70.  
 AILLIÈRES, d', 279, 285, 314.  
 AIMOT, Jean-Marie, 115, 117, 124, 126, 127, 128, 190, 196, 519.  
 AIN, 420.  
 AJALBERT, Jean, 19, 89, 107, 385, 483.  
 AJAM, Maurice, 100.  
 ALAIN, 143, 495, 523, 525, 538, 542.  
 ALART, Alfred, 80.  
 ALBAN, Raoul, 420.  
 ALBERT, Charles, 11, 383.  
 ALBERT, Louis, 414.  
 ALBERT, Paul, 101.  
 ALBERT-SOREL, Jean, 284, 314, 515.  
 ALBERTINI, Georges, 106, 109, 138, 144, 146, 147, 524, 528.  
 ALBERTINI, P.-L., 198.  
 ALBRAND, 301.  
 ALBREY, d', 124.  
 ALBOU, Roger, 317.  
 ALBUFERA, Napoléon d', 51.  
 ALCIBIADE (voir P.-A. Cousteau).  
 ALDUY, Paul, 393, 399, 303, 304, 314.  
 ALERME, colonel Michel, 19, 106, 108, 109, 110.  
 ALEXANDRE, Jeanne, 143.  
 ALEXANDRE, Michel, 143.  
 ALEXANDRE, 80.  
 ALEXANDRE-DEBRAY, 513.  
 ALGARRON, André, 104, 109, 152.  
 ALIBERT, Jérôme, 229.  
 ALLAIN-TARGÉ, 15.  
 ALLAINES, Professeur d', 295.  
 ALLAIRE, Fernand, 60.  
 ALLAIRE, Roger, 342.  
 ALLAIS, Professeur Maurice, 530, 541.  
 ALLARD, Maurice, 17.  
 ALLARD, Paul, 19.  
 ALLARD, P., 60.  
 ALLARDI, 80.  
 ALLARY, Georges, 519.  
 ALLEAUMES, Antoine, 285.  
 ALLEE, Denise, 317.  
 ALLEG, Henri, 427, 458.  
 ALLEG, Mme Henri, 521.  
 ALLEMANE, 381, 483.  
 ALLIER (Professeur), 537.  
 ALLIONE, Louis, 197, 202, 203, 349, 350, 351.  
 ALLIOT, 284.  
 ALLIX, Lucien, 111.  
 ALLOIN, Louis, 203, 235.  
 ALLOISEAU, Pierre, 229.  
 ALLOUACHE, 287.  
 ALLOUCHERIE, Jean, 100.  
 ALMERYDA, Miguel, 483, 494.  
 ALMIRA, J.-J., 100.  
 ALMIRANTE, 226.  
 ALPHONSE XIII, 44.  
 ALSACE, Jean d' (voir E. REIFFENRATH).  
 ALSOP, Joseph, 529.  
 ALTMANN, Georges, 156, 157, 303, 305, 490, 514, 538.  
 ALTMAYER, Louis, 16.  
 ALVERGNAT, Louis, 407, 409.  
 AMAUDRUZ, G.-A., 178, 224.  
 AMAURY, Emilien, 152, 173, 337.  
 AMAYON, Henri, 242.  
 AMBLARD, Yves, 304.  
 AMBROISE, Jacques, 418.  
 AMELINE, A., 178.  
 AMIAUD, André, 166.  
 AMIEL, Jean, 431.  
 AMIGUES, Jacques, 52.  
 AMIGUES, Pierre-Jean, 52.  
 AMIGUET, Philippe, 519.  
 AMORETTI, Henri, 483.  
 ANCEAUX, René, 132.  
 ANDIGNÉ, comte Amédée d', 511.  
 ANDIGNÉ, d', 66.  
 ANDLER, Charles, 483.  
 ANDLER, 537.  
 ANDRÉ, Adrien, 403.



- ANDRÉ, Jacques, 111.  
 ANDRÉ, Jean, 98.  
 ANDRÉ, Max, 329.  
 ANDRÉ, Pierre, 322, 323.  
 ANDRÉ, Robert, 173.  
 ANDRÉ, Serge, 13, 15, 17.  
 ANDRÉ, 484.  
 ANDRÉ, Pierre d', 179.  
 ANDREU, Pierre, 30, 41, 85, 89, 127, 221, 509, 532.  
 ANDREY, Paul, 423.  
 ANDRIEU, René, 487.  
 ANDRIVEAU, Robert, 106.  
 ANFUSO, 226.  
 ANGEARDIER, Ch.-M., 60.  
 ANGIBAULT, Fernand, 322.  
 ANGELL, Norman, 445.  
 ANJOU, duc Philippe d', 44.  
 ANJOU ET DE SÈGOVIE, duc d', 44.  
 ANNAT, abbé Jean, 109.  
 ANNUNZIO, d', 121.  
 ANOUILH, Jean, 95, 519.  
 ANQUETIL, Dominique, 178.  
 ANRICH, Paul, 187.  
 ANSALDY, 546.  
 ANSARD, Gustave, 472, 473.  
 ANTÉRIOU, Jacques (dit Louis-Anté-riou), 301, 309, 351, 352.  
 ANTÉRIOU, Louis, 371, 538.  
 ANTIER, Alphonse, 259.  
 ANTIER, Euphrasie, 259.  
 ANTIER, Paul, 126, 162, 172, 235, 241, 257, 258, 259, 260, 261, 264, 267.  
 ANTHONIOZ, Marcel, 283, 284, 322.  
 ANTOINET, Marc, 97.  
 ANTON, Francesco, 453.  
 ANTONA, Félix (voir H. Bonifacio).  
 ANTONINI, Félix, 347, 348.  
 ANTONUCCI, 90.  
 ANXIONNAZ, Paul, 379, 431, 402, 403, 404.  
 APITHY, 278.  
 APOURCHAUX, 57.  
 ARAGO, François, 517.  
 ARAGON, marquis Charles d', 303, 309, 330, 423, 507, 521.  
 ARAGON, Louis, 19, 24, 152, 311, 448, 450, 457, 472, 481, 486, 487, 522, 524, 529, 549.  
 ARAMON, Bertrand d', 17, 70.  
 ARBE, Christian, 301.  
 ARBEL, Lucien, 42.  
 ARBELLOT, Simon, 16, 87, 135, 177, 182, 187, 189, 197, 551.  
 ARBELTIER, René, 311, 396, 399, 400, 401.  
 ARCHAMBAULT, Pierre, 358.  
 ARCHAMBAULT, Paul, 547.  
 ARCHAMBEAUD, P., 229.  
 ARCOS, René, 529.  
 ARCOSSE, Henri d', 109.  
 ARDANT, G., 404.  
 ARDANT, Henri, 110.  
 ARDOINO, Auguste, 110.  
 ARDOUIN, Dominique, 543.  
 ARFEL, Jean (voir J. Madiran).  
 ARGILE, René d', 39, 89, 110, 184, 242.  
 ARGUILLÈRE, 229.  
 ARIES (commandant), 32.  
 ARIES, Philippe, 41.  
 ARLAND, Marcel, 542.  
 ARMAND, E., 496, 497.  
 ARMAND, Inessa, 432.  
 ARMAND, Pierre, 342.  
 ARMANET, 458.  
 ARMEL, Jacques, 411.  
 ARMENGAUD, André, 322, 541, 554.  
 ARNAL, 396.  
 ARNAUD, Georges, 311, 427.  
 ARNAUD, Maurice, 424.  
 ARNAUD, Odile, 420.  
 ARNAULD, colonel, 195.  
 ARNOL, J., 102.  
 ARNOULT, 316.  
 ARNOULT, Jacques, 71.  
 ARNOULT, 75.  
 ARNOUX, Alexandre, 19.  
 ARON, Pierre, 521.  
 ARON, Raymond, 8, 156, 290.  
 ARON, Robert, 19, 81, 159, 198, 253, 288, 543.  
 ARON (docteur), 462.  
 ARONEANU, E., 431.  
 ARRIGHI, Pascal, 300, 315, 322, 323, 346, 347, 349.  
 ARRIGHI, Pierre, 151.  
 ARRIGHI, Victor, 120, 122, 124, 126, 130.  
 ARRIVETS, Charles, 202, 243.  
 ARTHAUD, R., 455.  
 ARTHEAU, Jean, 245.  
 ARTHUYS, Jacques, 10, 13, 14, 17, 151, 518.  
 ARTHUYS, Jean, 409, 410, 413, 521.  
 ARTHUYS, Pierre, 16.  
 ARTRE, 400.  
 ASCAIN, Paul, 85.  
 ASCIONE, Vincent, 351, 541.  
 ASLIER, P., 98.  
 ASQUIER, 123.  
 AST, Raoul d', 127.  
 ASTE, comte Alexandre d', 538.  
 ASTIER, Marcel, 172, 343.  
 ASTENGO, Alphonse, 149.  
 ASTIER DE LA VIGERIE, Emmanuel d', 153, 157, 172, 418, 419, 420, 462, 478.  
 ASTIER DE LA VIGERIE, François, 289, 517.  
 ASTIER DE LA VIGERIE, Henri d', 130, 172.  
 ASTIER DE LA VIGERIE, Jean-Annet d', 303, 304, 309.  
 ASTRE, 401.  
 ATGER, Philippe, 425, 524.  
 ATHIS, Alfred, 483.  
 ATTANE, Martial, 182.  
 ATTULY, Robert, 516.  
 AUBAN, Achille, 311, 322, 396.  
 AUBAREDE, Gabriel d', 98.  
 AUBAUD, Raoul, 403.  
 AUBE, Robert, 322.  
 AUBEL, Eugène, 487.  
 AUBEL (prof.), 462.  
 AUBERGER (dit « Le Muscadin »), 187.  
 AUBERT, E., 537.  
 AUBERT, Michel, 285.  
 AUBERT, René, 110.  
 AUBERT (divers), 311, 519.  
 AUBIGNY, André d', 425.  
 AUBIN, 158.  
 AUBOYNEAU, Jacques, 507.  
 AUBRAC (alias Samuel), 155, 157.  
 AUBRAC, Lucie (alias Samuel), 431, 457, 516.  
 AUBRIOT, Paul, 371, 386, 546.  
 AUBRY, Octave, 104.  
 AUBRY, Paul, 403.  
 AUBRY, Robert, 304.  
 AUBRY-AVRICOURT, 289.  
 AUCLAIR, Pierre (voir Lucius).

- AUCOUTURIER, Gustave, 491.  
 AUDEBERT, Pierre, 414.  
 AUDEBERT, Mlle, 420.  
 AUDEGUIL, 396.  
 AUDIBERTI, 105.  
 AUDIFRED, 530.  
 AUDIN (Mme), 427.  
 AUDISIO, Gabriel, 19, 152.  
 AUDO, René, 538.  
 AUDOIN, Léon, 420.  
 AUDOLLENT, Colette, 285.  
 AUDOLLENT (prof.), 116.  
 AUDRY, Colette, 410, 529, 542.  
 AUGAGNEUR, Victor, 371.  
 AUGÉ, Guy, 45.  
 AUGER, Maurice, 404.  
 AUGIER, Marc, 90, 92, 95, 97, 107.  
 AUJOULAT, Paul, 303.  
 AULARD (professeur), 547, 548.  
 AULNEAU, J., 95.  
 AUMONIER, André, 509.  
 AUMONIER, 229.  
 AUPHAN, L.-F., 38, 39, 87.  
 AUPHAN (amiral), 206, 509, 511.  
 AUPHAN, (Mlle), 195.  
 AURANGE, 172.  
 AURAY, 387.  
 AURELLE, Marc (voir R.-J. COUR-  
 TINE).  
 AURENCHE, Jean, 103.  
 AURIANT, 542.  
 AURIC, Georges, 539.  
 AURIOL, Vincent, 153, 172, 359, 367,  
 399, 515.  
 AURRAY, Louis, 49.  
 AURY, Dominique, 534.  
 AUSCHER, René, 545, 551.  
 AUSSOLEL, 437.  
 AUTANT-LARA, 311.  
 AVELINE, Claude, 150, 410, 486, 516,  
 525.  
 AVININ, A., 153, 157, 199, 365, 367,  
 423.  
 AVISSE, André, 125, 126.  
 AVRIL, Pierre, 405.  
 AVRIL (le Père), 530.  
 AYCOBERRY, Pierre, 549.  
 AYMARD, Camille, 126.  
 AYMÉ, Marcel, 96, 105, 106, 519, 539,  
 556.  
 Ayme DE LA CHEVRELIÈRE (Mme),  
 337.  
 AZAIS, 172.  
 AZAMBUJA, Francis d', 60.  
 AZEN, Ouall, 314.  
 AZEMA, Jean, 110.  
  
 BABEYRIN, J.-B., 303.  
 BABIN, Jean, 414.  
 BABIZE, Henry, 178, 181, 527, 531.  
 BABOULÈNE, Jean, 507, 537.  
 BABY, Jean, 486.  
 BACCONNIER, Firmin, 11, 33, 34, 37,  
 41, 93, 111, 112, 128, 275.  
 BACH, Otto, 287.  
 BACHELET, Alexandre, 387, 437, 554.  
 BACHELIN, Henri, 95.  
 BACHY, André, 74.  
 BAECKER, Jacques de, 302.  
 BACON, Paul, 303, 535, 539.  
 BACQUET, Paul, 166.  
 BACQUEVILLE, M. de, 543.  
 BADIE, Vincent, 311, 322, 346, 347,  
 348, 349, 365.  
 BADINTER, Robert, 529.  
 BADIOU, Raymond, 392, 393, 399, 400,  
 401, 413.  
 BADAGLIO, (maréchal), 9.  
 BAECKER, Gérard de, 107.  
 BAERT, Jean, 545.  
 BAEZA, Max, 225, 226.  
 BAGARRY, Adrien, 88.  
 BAGUENIER-DESORMAUX, Henri, 33.  
 BAHON-RAULT, 166.  
 BAIL, (Cdt), 551.  
 BAILBY, Léon, 74, 88, 163, 187, 527,  
 528, 534.  
 BAILLE Hervé, 106.  
 BAILLE, M., 228.  
 BAILLIENCOURT, Charles de, 75, 76.  
 BAILLIENCOURT, de, 80, 347.  
 BAILLOD, (voir Philippe-Antoine).  
 BAILLOUD (général), 554.  
 BAILLY, Auguste, 73.  
 BAILLY, Léon, 88.  
 BAILLY, chanoine Paul, 109.  
 BAILLY, René, 531.  
 BAINVILLE, Jacques, 27, 29, 30.  
 BAKOUNINE, 494.  
 BALANANT, Victor, 328.  
 BALDANZA, Nino, 517.  
 BALDENSPERGER, 295.  
 BALESTRE, Jean, 84, 90.  
 BALESTRERI, Jean, 322.  
 BALLANGER, Robert, 473.  
 BALLANGER, 457.  
 BALLESTER, J., 431.  
 BALMIGÈRE, Paul, 473.  
 BALP, 80.  
 BALZAC, H. de, 29.  
 BANCAL, Léon, 96.  
 BANDIER, Henry, 552.  
 BANNIER, Henri, 32.  
 BAO DAI, 428.  
 BAPTISTE, Jean, 133.  
 BARABEZ, 66.  
 BARADANT, 387.  
 BARADAT, André, 51.  
 BARAIL (général de), 48.  
 BARANGE, Charles, 291, 331, 336, 337,  
 428, 456.  
 BARATTE, (Mme), 358.  
 BARBARIN, (voir Maxence BEARNE).  
 BARBE, A. 495.  
 BARBE, H. 444.  
 BARBE, Henri, 109, 120, 122, 124, 127,  
 146, 148, 234, 444, 509, 541, 582.  
 BARBE, Jean-Christian, 300.  
 BARBEAU, Henri, 15.  
 BARBERON, Marie-Thérèse, 509.  
 BARBEROT, colonel Roger, 250, 251,  
 303, 305, 307, 317, 525.  
 BARBEY D'AUREVILLY, 29.  
 BARBIER, Jean-Baptiste, 47, 198.  
 BARBIER, (Docteur), 244.  
 BARBIER, 318.  
 BARBIZET, Georgette, 198.  
 BARBIZET, René, 98.  
 BARBOUCHA, 344.  
 BARBOUX (bâtonnier), 530.  
 BARBOUAT, Hughes de, 72.  
 BARBUL, Georges, 177.  
 BARBUSSE, Henri, 303, 429, 445, 493.  
 BARD, René, 166.  
 BARDECHE, Maurice, 6, 106, 185, 190,  
 197, 234, 312, 429, 541.  
 BARDET, Gérard, 252.  
 BARDET, Robert, 364.

- BARDIER, Jean, 185.  
 BARDIN, René, 166.  
 BARDON, 291.  
 BARDONNET, Daniel, 478.  
 BARDOUX, Jacques, 166, 199, 524, 552.  
 BAREL, Virgile, 457, 473, 481.  
 BARENNES, 278.  
 BARET, abbé René, 109.  
 BARETH, Jean, 287.  
 BARETH, 295.  
 BARETY, Léon, 96, 166, 518.  
 BAREYLON, Clair, 235, 244.  
 BARRILLON, Gaston, 355.  
 BARITSCH, Mme, 245.  
 BARJAVEL, René, 19, 106, 182.  
 BARNIAUDY, 337.  
 BARON, Charles, 437.  
 BARON, François, 307.  
 BARON, Jean-Jacques, 301.  
 BARON, Paul, 245.  
 BARON, 345.  
 BARNIER, Jean, 423.  
 BARNOIN, Désiré, 541.  
 BARRACHIN, Edmond, 75, 195, 283, 290, 291, 315, 322, 349, 532, 553.  
 BARRAL, Jean, 89.  
 BARRAL, Maurice de, 13, 15, 18, 419, 526.  
 BARRAL, Octave de, 31.  
 BARRAT, Robert, 317, 423, 507, 517, 521, 555.  
 BARRAULT, Roger, 166.  
 BARRÉ, Henri, 198, 199, 245, 322.  
 BARRÉ, (général), 37.  
 BARRÈS, Maurice, 27, 30, 518, 519, 537.  
 BARRÈS, Philippe, 13, 14, 292.  
 BARRIER, Dr Rémy, 38.  
 BAKKIER, 125.  
 BARRIÈRE, René, 202.  
 BARRIÈRE, 241.  
 BARRILLON, Raymond, 99, 257, 405, 411.  
 BARRON, Marie-Louis, 487.  
 BARROT, Noël, 337.  
 BARRUCAND, Pierre, 425.  
 BARRY-DIAWADOU, 292.  
 BARSALOU, Joseph, 188, 189, 364.  
 BARTCH, 326.  
 BARTHE, Edouard, 160.  
 BARTHE, Roger, 517.  
 BARTHELEMY, Edmond, 409.  
 BARTHELEMY, Jean, 409.  
 BARTHÉLEMY, Joseph, 546.  
 BARTHÉLEMY, J., 166.  
 BARTHELEMY, Ludovic, 295, 365.  
 BARTHELEMY, René, 532, 546.  
 BARTHELEMY, Victor, 123, 127, 128, 129, 130, 541.  
 BARTHELEMY (Professeur), 105.  
 BARTHELEMY, 458.  
 BARTHET, Jean-Albert, 15.  
 BARTHOT, Jean, 106.  
 BARUZY, Pierre, 205.  
 BASCHET, Louis, 107, 109.  
 BASCHET, René, 107.  
 BASDEVANT, 397.  
 BARTHOD, Michel, 410.  
 BARTHOD, 413.  
 BARTHOU, Louis, 538, 545.  
 BARTOLINI, 458.  
 BARTON, Paul, 550.  
 BARUZY, Pierre, 526.  
 BASCH, Victor, 430, 445, 447, 450, 513, 524, 538.  
 BASOCHE, Sacher (voir Louis Truc).  
 BASQUIN, 345.  
 BASSE (Général), 172.  
 BASSET, Jean, 316.  
 BASSOMPIÈRE, Jean, 82, 83, 86.  
 BASSOT, Jacques, 112, 288.  
 BASSOT, Victor, 295, 365.  
 BASSOT, 551.  
 BASTIANELLI, 328.  
 BASTID, Paul, 163, 322, 528.  
 BASTIDE, chanoine Claude, 109.  
 BASTIDE, F.-R., 310.  
 BASTIDE, Joseph, 531.  
 BASTIEN, Alain, 342.  
 BASTIEN, Maurice, 50.  
 BASTIN, 125.  
 BATAILLE, Georges, 525.  
 BATAILLON, E., 524.  
 BATARDY, Raymond, 15, 544.  
 BATAULT, Georges, 91.  
 BATY, Gaston, 519, 539.  
 BATON, Paul, 337.  
 BATTISTI, 293, 300, 318, 321.  
 BAUCHARD, Ph. 542.  
 BAUCHE, Jean, 423.  
 BAUCHET, Emile, 497, 554, 555.  
 BAUD Paul, 16.  
 BAUDEAU 484.  
 BAUDET, André, 555.  
 BAUDIER, 228.  
 BAUDIN, Louis, 111, 188.  
 BAUDIS, Pierre, 283, 284.  
 BAUDOIN, Denis, 284, 285.  
 BAUDRILLART, (Cardinal), 10.  
 BAUDRU, Marc, 322.  
 BAUDRY, Marc, 414.  
 BAUDRY D'ASSON, 278.  
 BAUER, Charles, 85.  
 BAUER, François-Charles, (voir François Chalais).  
 BAUER, Gérard, 527.  
 BAUER, 126.  
 BAUFREMONT (duc de), 45.  
 BAUGIER, Andrée, 132.  
 BAULMIER, Jacques, 178, 181.  
 BAUME, Philippe, 302.  
 BAUMEL, Jacques, 290, 296, 301, 365.  
 BAUMGARTEN, Henri, 18.  
 BAUMGARTNER W., 501.  
 BAUR, Gaston, 110.  
 BAUR, Harry, 96, 539.  
 BAURENS, Alexandre, 311, 322, 396, 399.  
 BAUVERD, Jean, 106.  
 BAYET, Albert, 142, 310, 450, 483, 59, 524, 549.  
 BAYLAC, Jean, 235.  
 BAYLE, 414.  
 BAYLOT, Jean, 284, 309, 310, 320, 340, 349, 350, 351, 353, 504.  
 BAYLET, 311.  
 BAYON, Noël, (voir Noël B. de La Mort).  
 BAYOU, Raoul, 396.  
 BAYROU, Maurice, 292, 300, 322.  
 BAZIN DE JOUY, René, 553.  
 BÉARN, Pierre, 19.  
 BÉARNE, Maxence, 178, 180, 532.  
 BEAU, 129.  
 BEAU DE LOMENIE, Emmanuel, 177, 178, 181, 182, 312, 532, 553.  
 BEAUCHAMP, Georges, (alias Rosenfeld), 367.  
 BEAUFORT, Robert, 74.  
 BEAUFRÈRE, Marcel, 489, 490, 491.

- BEAUGENDRE, Julien, 15.  
 BEAUGUITTE, André, 105, 314, 344, 349.  
 BEAUJEU, Raymond, 285.  
 BEAUFOLIN, Gilbert, 305, 307, 317.  
 BEAUMONT, 80.  
 BEAUNAY, Raoul de, 267.  
 BEAUNEZ, Roger, 409, 410, 413.  
 BEAUPLAN, Robert de, 89, 107, 109, 152.  
 BEAUREPAIRE, Elisabeth, 423.  
 BEAUSSART, (Mgr), 166.  
 BEAUVAIS, Robert, 98.  
 BEAUVAIS, Lt-Cl de, 312.  
 BEAUVOIR, Simone de, 19, 311.  
 BEAUVREL, Jean-Yves, 208.  
 BEBEL, A. 380, 484.  
 BÉCAT, Léon, 147.  
 BÉCAT, Pierre, 38.  
 BÉCHARD, Paul, 396.  
 BECHARD, 311.  
 BEKER, 301.  
 BECQUART, Henri, 66, 70.  
 BECUE, 301.  
 BÉCUWE, Maurice, 127.  
 BÉDARIDA, Henri, 507.  
 BEDIN, J. 125.  
 BEDOUCE, A., 345.  
 BEDRÉDINE, Mohamed, 301.  
 BEETHOVEN, 29.  
 BEFFARAS, Jean, 363.  
 BEGASSAT, Jean, 409.  
 BEGHIN, F., 274.  
 BÉGUIN, Albert, 506.  
 BEGOUIN, André, 284.  
 BÉGUE, Camille, 295, 301.  
 BÉHAR, Nicole, 599.  
 BEIGBEDER, O., 502.  
 BEIGBEDER, 462.  
 BEKRI, 301.  
 BELABED, Slimane, 301.  
 BELGIQUE, Clémentine de, 47, 54.  
 BELHOMME, 80.  
 BELIN, G.-A., 203.  
 BELIN, Marcel, 19.  
 BELIN, René, 42, 163, 188, 197, 549.  
 BELIN, 161.  
 BELINO, Charles, 547.  
 BELLAING (baron de), (voir Jacques DYSSORD).  
 BELLAMY, Paul, 371.  
 BELLANCOURT, Georges, 553.  
 BELLANGER, Claude (dit Fabien), 152, 173.  
 BELLANGER, H.-R., 532.  
 BELLESSERT, André, 32, 106.  
 BELLET, Madeleine, 481, 482.  
 BELLEVAL (colonel de), 197.  
 BELLEVILLE, Jeanne, 184.  
 BELLEVILLE, Pierre, 409, 410, 413.  
 BELLOT, C., 90.  
 BELOT, Fernand, 506.  
 BELTREMIEUX, 345.  
 BEMELMANS, Dr Serge, 342.  
 BEN (alias Benjamin Guittonneau), 16, 32, 39, 181, 186, 187, 534.  
 BEN BARKA, 431.  
 BEN HACINE, A. 318.  
 BEN SOUSSAN, (voir Gaston Bensan).  
 BEN TAMI, Dr, 123, 129.  
 BENARD, François, 301.  
 BENARD, Georges, 532.  
 BÉNARD, Jean, 284.  
 BÉNARD, Pierre, 19, 520, 549.  
 BENAZET, Paul, 371.  
 BENBHAMED, 396.  
 BENDA, Julien, 486.  
 BENDJELIDA, Ali, 302.  
 BENDJELLOUL, (Docteur), 172, 292, 456.  
 BÉNÉ, Maurice, 403.  
 BENEDETTI, Jean, 362.  
 BENEDETTI, René, 146.  
 BENEDETTI, 125.  
 BÉNÉDIX, Paul, 101.  
 BÈNES, 455.  
 BENETEAU, André, 86.  
 BENHALLA, Khellil, 301.  
 BENHAMOU, René, 530.  
 BÉNICHOU, Paul, 543, 551.  
 BENJAMIN, René, 16, 19, 32, 104, 551.  
 BENNI, A. Stefano, 9.  
 BENOIST, Charles, 530.  
 BENOIST, Paul-R., 541.  
 BENOIST-MECHIN, Jacques, 9, 19, 83, 95, 96, 128, 130, 177, 197.  
 BENOIST, Jacques-Henri, 132.  
 BENOIT, Jean, 529.  
 BENOIT, Marcel, 16.  
 BENOIT, Pierre, 16, 19, 104, 194, 197, 242.  
 BENOIT-FRACHON, 451.  
 BÉNOUVILLE, Guillaum de, (voir Guillaum de Bénouville).  
 BENQUE, Yvonne, 409.  
 BENQUET, (Docteur), 166.  
 BÉNSAID, (voir Jean DANIEL).  
 BENSAN, Gaston, 522.  
 BENSUSSAN, 406.  
 BER, Maxime, 100.  
 BERACHA, Sammy, 123.  
 BÉRANGER, André, 341.  
 BÉRANGER, Pierre, 105.  
 BERARD, Jean, 110.  
 BÉRARD, Léon, 194, 510, 545.  
 BÉRARD, 301.  
 BÉRARD-QUELIN, Georges, 101, 108, 364, 425.  
 BÉRAUD, Henri, 19, 88, 110, 152, 196, 533.  
 BÉRAUD, Louis, 16.  
 BÉRAUDIER, 301, 323.  
 BERENGER, Henry, 552.  
 BERENGER, R., 554.  
 BERESNIKOFF, (voir Corvisart), 138.  
 BERGASSE, Henry, 279, 283, 284, 291.  
 BERGER, Louis, 73.  
 BERGER, Marcel, 100.  
 BERGER, Paul, 89.  
 BERGER, Paul-C., 177.  
 BERGER, Yves, 529.  
 BERGER, 31.  
 BERGER-BUCHY, J., 93.  
 BERGER-VACHON, Victor, 205.  
 BERGERON, Professeur Emile, 60, 65, 66, 531.  
 BERGERY, Gaston, 140, 166, 179, 359, 523, 531, 532.  
 BERGEY (abbé), 176.  
 BERGON, Léon, 541.  
 BERGONNIER, abbé Marcel, 109.  
 BERHARD, Jacques, 18.  
 BERL, Emmanuel, 539.  
 BERLEY, André, 539.  
 BÉRLIA, 345.  
 BERLIET, Paul, 110.  
 BERLIOZ, Joanny, 457.  
 BERLIOZ-BENIER, Joanny, 487.  
 BERLOW, Maurice, 514.  
 BERMOND, Pierre, 63.  
 BERNADET, Pierre, 177.  
 BERNANOS, Georges, 23, 24, 32, 506.

- BERNARD, Gabriel, 110.  
 BERNARD, Jean-A., 152.  
 BERNARD, Jean-Guy, 157.  
 BERNARD, Jean-Jacques, 19, 152, 524.  
 BERNARD, J.-P., 107.  
 BERNARD, Maurice, 184.  
 BERNARD, Lucien, 539.  
 BERNARD, Marc, 445, 525.  
 BERNARD, Pierre, 508.  
 BERNARD, Philippe, 431.  
 BERNARD, Dr Raymond, 37.  
 BERNARD, Robert, 105.  
 BERNARD, Tristan, 483.  
 BERNARD, (Colonel), 155.  
 BERNARD, (divers), 349, 381.  
 BERNARD-PRÉCY, Et., 12.  
 BERNARDI, 403.  
 BERNARDINI, Armand, 106, 518, 544.  
 BERNASCONI, Jean, 294, 301, 515.  
 BERNAUDIN DE ROCHECHINARD, 45.  
 BERNIER, A., 534.  
 BERNIER, Jean, 221.  
 BERNIER, Jean, 525, 532, 543.  
 BERNIER, Roland, 147.  
 BERNHARD, Sacha, 51.  
 BERNOLLIN, Michel, 132.  
 BERNONVILLE, Jacques de, 33, 86, 132.  
 BERNOVILLE, Gaëtan, 17, 106.  
 BERNSTEIN, 385.  
 BERON, Jean-Paul, 410.  
 BERQUE, Jacques, 404.  
 BERRANG, Henri, 235.  
 BERRANG, 349.  
 BERRIER (docteur), 140.  
 BERRY, Daniel, 178, 181, 540.  
 BERRYER, P., 38.  
 BERRYER, (Amiral), 531, 549.  
 BERTAUD, J., 293, 300, 321.  
 BERTELOOT, (Père), 502.  
 BERTHAUD, P.-L., 290, 293.  
 BERTHÉ, Etienne-Eugène, 166, 259, 260, 261.  
 BERTHÉLEMY, (Prof.), 537.  
 BERTHELIN, 526.  
 BERTHELIER, Georges, 202.  
 BERTHELOT, Comdt, 195.  
 BERTHET, Alix, 322, 399.  
 BERTHET, André, 312, 425.  
 BERTHET, (divers), 311, 396.  
 BERTHEUX, Maurice, 86.  
 BERTHIER, Léon, 342.  
 BERTHIER, P.-V., 497.  
 BERTHIER, 371.  
 BERTHIER DE SAUVIGNY, 33.  
 BERTHOMMIER, Jean, 235.  
 BERTHON, André, 190, 197, 345, 437.  
 BERTHOVIN, J., 315.  
 BERTIN, Dominique, 534.  
 BERTIN, Emile, 538.  
 BERTIN, F., 367.  
 BERTIN, Louis, 113, 353.  
 BERTIN, Marius, 235.  
 BERTIN, Pierre, 95.  
 BERTIN-BOUSSOU (général), 533.  
 BERTIN-SCHULER, Jacques, 538.  
 BERTOLUS, Marcel, 74.  
 BERTRAND, Charles, 531, 546.  
 BERTRAND, François-Regis, 425.  
 BERTRAND, Gabriel, 483.  
 BERTRAND, Henri, 113.  
 BERTRAND, Jean (voir Henry BA-  
 BIZE).  
 BERTRAND, J., 140.  
 BERTRAND, Maurice, 403.  
 BERTRAND, Pierre, 548.  
 BERTRAND, Raoul, 252.  
 BERTRAND, Simone, 420.  
 BERTRET, Guy, 93.  
 BERTRON, Louis, 113.  
 BESANCON, Jean-Paul, 50, 60.  
 BESANCON, Louis de, 229.  
 BESNARD, Georges, 538.  
 BESNARD, Pierre, 522.  
 BESNARD, René, 537.  
 BESSAND-MASSENET, 198.  
 BESSE, Guy, 472, 481.  
 BESSEIGE, Robert, 423.  
 BESSON, Georges, 461, 486.  
 BESSON, Robert, 301.  
 BETHERY, 400.  
 BETHMONT, 348, 349.  
 BÉTHOUART (général), 288, 315.  
 BETOLAUD, 525.  
 BETOULLE, 384.  
 BETTENCOURT, André, 138, 278, 279, 284, 314, 515.  
 BEUGRAS, Albert, 123, 129, 130.  
 BEURARD, Max, 228, 312, 541.  
 BEURRIER, Jean, 17.  
 BEUVE, 100.  
 BEUVE-MÉRY, Hubert, 20, 251, 508, 529.  
 BEVAN, 254, 380.  
 BEX, Maurice, 110.  
 BEY, Eugène-Napoléon, 544.  
 BÉZARD, Pierre, 15, 18.  
 BEZIAT, Augustin, 33.  
 BEZIOUX, Claude, 223.  
 BEZZEGHOUD MEKKI, 301.  
 BIAGGI, J.-B., 197, 203, 204, 300, 302, 316, 318, 321, 544, 545.  
 BIB, 32.  
 BICHELONNE, Jean, 113.  
 BICHET, Robert, 322, 323, 328, 341, 342.  
 BIDAU, Armand-Louis, 274.  
 BIDAULT, Georges, 157, 158, 159, 163, 278, 287, 308, 315, 317, 320, 323, 325, 327, 329, 330, 331, 334, 337, 338, 339, 340, 341, 450, 455, 524, 529, 547.  
 BIDOU, Henri, 529.  
 BIDEGARRAY, Marcel, 383.  
 BIDET, André, 398.  
 BIDET, Gaston, 98.  
 BIENAIMÉ, J.-L., 181.  
 BIENNE, Claude (voir Cl. Jeantet).  
 BIENVENUE, 138.  
 BIGEARD (colonel), 215.  
 BIGMANN, Louis, 553.  
 BIGNON, 292, 301.  
 BIGONNET, 71.  
 BIGOURDAN, J.-D., 41.  
 BILGER, Camille, 328, 544.  
 BILGER, Joseph, 220, 221, 265, 266, 267, 522, 532.  
 BILLARD, Marcel, 229.  
 BILLARD, Pierre, 529.  
 BILLAUD, chanoine A., 38.  
 BILLECOQ, Paul, 132.  
 BILLÈRES, René, 314, 344, 363, 364.  
 BILLIEMAZ, Auguste, 364.  
 BILLIAU, Mme J., 403.  
 BILLOTTE, général Pierre, 291, 305, 306, 309.  
 BILLOUX, François, 161, 172, 446, 455, 457, 472, 473, 474, 475, 480.  
 BILLY, André, 533.  
 BILLY, R. de, 548.  
 BILLIET, Louis, 550, 552, 553.  
 BILLIET, Ernest, 550, 552, 553.  
 BINDER, Maurice, 49.  
 BINET, Marcel, 85.  
 BINET, René, 178, 179, 540.

- BINET-VALMER, 16, 33.  
 BINGEN, Jacques, 155, 159.  
 BIVOT, Jean, 311, 396, 399, 401, 413.  
 BIRAUD, Henri, 205.  
 BIRNBAUM, R.-H., 538.  
 BISCHOFF, Edmond, 364, 403.  
 BISMARCK, 28.  
 BISSAGUET, 172.  
 BISSON, Maurice, 33.  
 BISSON, 301.  
 BIUSO, Michel, 116.  
 BIVER, P.-Ch., 15.  
 BIZOT, Henri, 507.  
 BLAIN, Joseph, 341, 342.  
 BLAISOT, André, 75.  
 BLANC, Albert, 167.  
 BLANC, Alexandre, 384, 385, 437, 438.  
 BLANC, Louis, 381.  
 BLANC, Marcel, 400.  
 BLANC, Prosper, 70.  
 BLANC, Robert, 214.  
 BLANC (divers), 172, 401.  
 BLANC DE SAINT-BONNET, 511.  
 BLANCHARD, Louis (voir Prince NAPOLÉON).  
 BLANCHARD, Pierre, 423.  
 BLANCHARD (prof.), 167.  
 BLANCHARD, 117.  
 BLANCHET, Pierre, 51.  
 BLANCHET, Mme Victor, 51.  
 BLANCHOT, Jean-Claude, 230.  
 BLANZAT, Jean, 19.  
 BLECH, René, 19, 486.  
 BLED, Victor, 383.  
 BLEIBTREU, 490, 491.  
 BLESSIG, 304.  
 BLEUSTEIN-BLANCHET, Marcel, 296, 310, 371.  
 BLIEK, Paul, 404.  
 BLIN, Maurice, 336, 337.  
 BLIN, P., 62.  
 BLOCH, G., 491.  
 BLOCH, Gérard, 490.  
 BLOCH, Gilbert, 487.  
 BLOCH, J., 524.  
 BLOCH, Marc, 156, 524.  
 BLOCH, Oscar, 387, 554.  
 BLOCH, Pierre (voir PIERRE-BLOCH).  
 BLOCH (Jean-Richard), 450, 486, 487, 513, 524, 525, 529, 532.  
 BLOCH (général), (voir Dassault).  
 BLOCH, 364.  
 BLOCH D'ABOUCAÏA, Pierre (voir Jean PIERRE-BLOCH).  
 BLOCH-DASSAULT, Marcel (voir Marcel Dassault).  
 BLOCH-LAINÉ, François, 160.  
 BLOCH-LAROQUE, 156.  
 BLOCH-MICHEL, 155.  
 BLOCH-MORHANGE, Jacques, 521, 537.  
 BLOCQ-MASCART, Maxime, 155, 365.  
 BLONCOURT, Elie, 393, 410, 418, 420, 516, 522.  
 BLOND, Georges 19, 95, 96, 104, 105, 106, 109, 126, 519.  
 BLONDEL, Georges, 111.  
 BLONDELLE, Lucienne, 62.  
 BLONDELLE, René, 167, 261, 284, 315.  
 BLONDIN, Antoine, 41, 175, 182, 185, 186, 555.  
 BLOT, Jacques, 337.  
 BLOUIN, Jacques, 229.  
 BLOUIN, 71.  
 BLOY, Léon, 29.  
 BLUM, Claude, 351, 365.  
 BLUM, Léon, 25, 59, 71, 91, 94, 108, 117, 127, 133, 134, 138, 139, 141, 161, 162, 252, 253, 266, 299, 359, 386, 387, 389, 391, 398, 399, 400, 414, 416, 424, 430, 431, 444, 446, 447, 483, 484, 513, 516.  
 BLUM, Robert, 399.  
 BLUM-PICARD, 398.  
 BLUMEL, 322, 446, 516.  
 BOAS, Mme, ex-Mme H. de Jouvenel.  
 BOBENRIETH, Renée, 410.  
 BOBIN, Robert, 102.  
 BOCHET, Marcel, 525.  
 BOCHOT, Pierre, 486.  
 BOCKEL (abbé), 506.  
 BOCQUILLON, Emile, 19.  
 BODARD, P., 230.  
 BEGNER, Henri, 37, 38, 39.  
 BEGNER, Jean-Marc, 501.  
 BEGNER, Philippe, 58, 68, 173.  
 BEGNER (pasteur), 167.  
 BOER, Lucien, 215, 216.  
 BOHUON, Jean, 309.  
 BOILLOT, 172.  
 BOINVILLIERS, 301.  
 BOIRET, 80.  
 BOIRON, 364.  
 BOIROU, Jean, 132.  
 BOIS, Joseph-Elie, 103.  
 BOIS, 337.  
 BOISDE, Raymond, 279, 284, 291, 314.  
 BOISDEFRE, Pierre de, 285.  
 BOISJOSLIN, François de, 114, 134.  
 BOISNEY, Raymond, 118.  
 BOISSARIE, André, 431, 516, 526.  
 BOISSEL, Jean, 94, 178, 546.  
 BOISSELOT, Pierre, 507, 508.  
 BOISSON, Jean, 309.  
 BOISSOUY, de, 172, 525.  
 BOISSY, Gabriel, 16, 73, 113.  
 BOITARD, Michel, 198.  
 BOITEL, Jeanne, 295.  
 BOIVINT, Ernest, 491.  
 BOIVIN-CHAMPEAUX, Jean, 167, 277.  
 BOIVIN-CHAMPEAUX, 517, 549, 551.  
 BOKANOWSKI (voir Maurice-Bokanowski).  
 BOLL, André, 17, 98, 104, 533.  
 BOLLACK, André, 513.  
 BOLLACK, Robert, 100.  
 BOLLAERT, Emile, 343.  
 BOLLART, Victor-E., 107.  
 BOLOMEY, Pierre, 309, 350.  
 BOLORÉ, Mathurin, 123.  
 BOLTZ, Jules, 266.  
 BOLVIN, Fernand, 523.  
 BOMPARD, Pascal, 303.  
 BON, Jean, 371, 546.  
 BONALD, 29, 85.  
 BONAPARTE, Jérôme, 48.  
 BONAPARTE, Louis, 474.  
 BONARDI, Pierre, 109, 125, 130, 198.  
 BONCOUR, Paul (voir J. PAUL-BONCOUR).  
 BONDUWE, André de, 75.  
 BONDUWE, Geneviève de, 507.  
 BONE, Fernand, 235.  
 BONIFACIO, Henri de, 51, 86, 116, 180, 181, 524, 544.  
 BONISOL, Marcel, 60.  
 BONITZER, Francine, 156, 535.  
 BONMARIAGE, Sylvain, 101, 107, 182, 540.  
 BONNAFOUS, Edouard, 110.  
 BONNAIRE, André, 311, 322.

- BONNARD, Abel, 16, 18, 19, 95, 104, 123, 167, 548.  
 BONNARDEL, Georges, 75, 76, 78.  
 BONNAUD, Henri, 233.  
 BONNAURE, Gaston, 357, 523.  
 BONNEAU, A., 531.  
 BONNEFOUS, Ed., 315, 349, 369.  
 BONNEFOUS, Max, 113.  
 BONNET, Christian, 337, 340.  
 BONNET, Claude, 193.  
 BONNET, Gabriel, 15.  
 BONNET, Georges, 167, 184, 309, 314, 344, 528.  
 BONNET, Henri, 20, 172.  
 BONNET, L., 546.  
 BONNET, Marcel, 102, 113.  
 BONNET, Paul, 540.  
 BONNET, René, 525.  
 BONNET, 167.  
 BONNEVILLE, Jean, 409, 412.  
 BONNIER DE LA CHAPELLE, Maurice, 33.  
 BONNIN, Charlotte, 143.  
 BONNY, Paul, 106.  
 BONTE, Florimond, 172, 457, 472, 505, 516.  
 BONTE, Maurice, 41.  
 BONTEMPS, Arnold, 99, 189.  
 BONTEMPS, Ch.-Aug., 496, 497, 515.  
 BONTEMPS (général), 195.  
 BONTOUX, 114.  
 BONVALOT, Gabriel, 16.  
 BONVOISIN, Gustave, 167.  
 BONY, Robert (voir Lazurick).  
 BONZON, 551.  
 BOOSZ, Alphonse, 473.  
 BORCHARD, Adolphe, 95.  
 BORD, André, 515.  
 BORD, 301.  
 BORDAGE, Henry, 481.  
 BORDEAUX, Henry, 19, 39, 57, 75, 177, 184, 194, 197, 519, 527.  
 BORDELONGUE, Ambroise, 358.  
 BORDENEUVE, Jacques, 315, 363.  
 BORDENEUVE, Robert, 492.  
 BORDERES, 167.  
 BORDIER (voir Brunschwig-Bordier).  
 BORDIGHA, 491.  
 BORELLY, 90.  
 BORELY, Pierre, 181.  
 BORET, Victor, 545.  
 BORGEAUD, Henri, 322, 349.  
 BORIE, Jacques, 184.  
 BORIE, 349.  
 BORIES, Joseph, 41.  
 BORIS, Georges, 156, 379, 405, 414, 430, 483, 524, 538, 548.  
 BORJA DE MOZOTA, Henri, 202.  
 BORLOT, Théophile, 132.  
 BORNE, Etienne, 336, 339.  
 BORNERIE, Camille (voir CLARUS).  
 BOROTRA, Jean, 71, 194, 195, 198.  
 BOROWSKI, Robert, 515.  
 BORREL, Antoine, 371.  
 BORROCO, 301.  
 BORVAL, Bernard, 185.  
 BORY, Jean-Louis, 529.  
 BOS, Robert, 197, 345, 554.  
 BOS, 232.  
 BOSCARY-MONSSERVIN, 278, 283, 284.  
 BOSCHER, Michel, 295.  
 BOSCHER, 301.  
 BOSMAN, 172.  
 BOSQUET, Michel, 529.  
 BOSREDON, 58.  
 BOSSIN, André, 150.  
 BOSSON, 337.  
 BOSSUET (voir A. Debray).  
 BOSSUS, 457.  
 BOST, Pierre, 19.  
 BOTHEREAU, 164.  
 BOUADJRA, Belaid, 318.  
 BOUALEM, Said, 315, 316, 318, 323.  
 BOUCHER, Jean, 245, 246, 247.  
 BOUCHER, Marcel, 109.  
 BOUCHER, Mme, 387.  
 BOUCHER, 349.  
 BOUCHERON, G., 528, 548.  
 BOUCHET, 301.  
 BOUCHEZ, André, 304.  
 BOUCHINEY (voir Claude Serreulles).  
 BOUCHY, Louis, 202, 203.  
 BOUDE, Antoine, 167.  
 BOUDET, Roland, 351, 515.  
 BOUDET, 301.  
 BOUDJEDIR, Hachemi, 301.  
 BOUËT, Louis, 543.  
 BOUGÈRE, Emile, 130.  
 BOUGOUIN, 320.  
 BOUGRAIN, Patrice, 317.  
 BOUHEY, Jean, 387, 396.  
 BOUKHARINE, 441.  
 BOUILLANNE, Maurice de, 75.  
 BOUILLOL, 284.  
 BOUISSOUD, Charles, 167.  
 BOUISSOUNOUSE, Janine, 19.  
 BOUJARD (préfet), 250, 251.  
 BOULANCE, Marcel, 322.  
 BOULANGER (général), 24, 48, 537.  
 BOULAY, Robert, 361.  
 BOULEDOUX, 163.  
 BOULENGER, Jacques, 16, 19, 85, 93, 106, 130.  
 BOULENGER, Raymond, 80.  
 BOULET, Paul, 424.  
 BOULIN, abbé, 188.  
 BOULIN, 301.  
 BOULLOCHE, 398.  
 BOULLY, Georges, 345, 371.  
 BOULOGNE, Roger, 521.  
 BOULSANE, 344.  
 BOUNAIX, 349.  
 BOUNIN, Jacques, 304, 418.  
 BOUNOURE, professeur Louis, 88.  
 BOUPACHA, Djamila, 427.  
 BOUQUEREL, Amédée, 322.  
 BOUR, Alfred, 328.  
 BOUR, Jacques, 337.  
 BOUR, Louis, 328, 337.  
 BOURBON, Charles Gonzalve de, 44.  
 BOURBON, Jacques-Henri de, 44.  
 BOURBON, Juan de, 44.  
 BOURBON (dynastie), 326.  
 BOURBON (Naundorff), Adelberth de, 46.  
 BOURBON (Naundorff), Charles-Edmond de, 46.  
 BOURBON (Naundorff), Charles-Louis de, 46.  
 BOURBON (Naundorff), Henri-Emmanuel de, 46.  
 BOURBON (Naundorff), Louis-Edmond de, 46.  
 BOURBON (Naundorff), René de, 46.  
 BOURBON-PARME, Sixte de, 383.  
 BOURBON-PARME, Xavier de, 45, 510.  
 BOURDAN, Pierre, 22, 343, 365, 423.  
 BOURDEL, Léone, 540.  
 BOURDELLES, Pierre, 344, 349, 370.

- BOURDERON, 384, 431, 432.  
 BOURDET, Claude, 158, 314, 315, 378, 393, 407, 408, 409, 410, 413, 414, 492, 517, 521, 555.  
 BOURDET, Edouard, 157, 407.  
 BOURDET-PLEVILLE, 198.  
 BOURDON, Louis, 420.  
 BOURET, Henri, 423.  
 BOURET, Roger, 235.  
 BOURGEOIS, Georges, 301.  
 BOURGEOIS, Léon, 356, 538.  
 BOURGEOIS, Lucien, 525.  
 BOURGEOIS, Pierre, 396.  
 BOURGEOIS, René, 550.  
 BOURGEOIS (voir André VOISIN).  
 BOURGEOIS (divers), 292, 530.  
 BOURGES, 397.  
 BOURGES-MAUNOURY, 323, 360, 363, 366, 525.  
 BOURGET (général), 198.  
 BOURGET, Paul, 11, 27, 30.  
 BOURGET-PAILLERON, Robert, 16.  
 BOURGIN, G., 355.  
 BOURGIN, Hubert, 15, 17, 385, 537, 543.  
 BOURGINE, 318.  
 BOURGOGNE, duc Henri de, 46.  
 BOURGOGNE, duc Louis-Alphonse de, 44.  
 BOURGOIN, Henri, 518, 531.  
 BOURGOIN, Pierre, 295, 301.  
 BOURGOIN, 172.  
 BOURGIN, G., 499.  
 BOURGUIBA, 218, 347.  
 BOURGUND, Gabriel, 301.  
 BOURIN, 196.  
 BOURMONT, Henri de, 38, 86.  
 BOURMONT, colonel de, 195.  
 BOURMONT-COUCY, marquis Bertrand de, 46, 182, 197.  
 BOURNE, 80, 284.  
 BOURQUIN, M.-H., 181.  
 BOURQUIN, Jean, 541.  
 BOURQUIN, J.-M., 179.  
 BOURQUIN, 526.  
 BOURRIQUET, 301.  
 BOURSAT, Dr Ch.-E., 106, 130.  
 BOUSCH, Jean-Eric, 322.  
 BOUSQUET, Georges, 187.  
 BOUSQUET, René, 364.  
 BOUSSAC, Marcel, 104, 173, 464.  
 BOUT DE L'AN, Francis, 85, 86.  
 BOUTANG, Pierre, 40, 41, 175, 540.  
 BOUTARD, 396.  
 BOUTBIEN, Dr Léon, 304, 321, 398, 423, 523, 528.  
 BOUTEMY, 189.  
 BOUTHILLIER, Yves, 283.  
 BOUTTE, André, 98.  
 BOUTTE DE FRÉVILLE, 46.  
 BOUTTIER, Pierre, 59.  
 BOUVET, L., 244.  
 BOUVIER, 137, 337.  
 BOUVIER-AJAM, Maurice, 89, 112.  
 BOUVIER O'COTTEREAU, 289.  
 BOUVYER, Jean, 132.  
 BOUX DE CASSON, François, 70.  
 BOUX DE CASSON, 98, 197, 541.  
 BOUXOM, Fernand, 322, 336.  
 BOUY, 298.  
 BOUYER, Marcel, 235, 244.  
 BOUYEUX, 400.  
 BOVIER-LAPIERRE, 371.  
 BOVILLE, Henri, 532.  
 BOYER, Dr Fr., 202.  
 BOYER, Noël, 87.  
 BOYER, Simon, 414.  
 BOYER, 163.  
 BOYER-BANSE, 217, 316, 552.  
 BOYER-MONTAIGU, Robert de, 16.  
 BOYET, 437.  
 BOZONNAT, Georges, 85, 106.  
 BRABANT, Georges, 110, 548.  
 BRABANT, Pierre, 491.  
 BRACHARD, Emile, 364.  
 BRACKE (Desrousseaux), 381, 385, 484.  
 BRACKE, Georges, 106.  
 BRADIER, 297.  
 BRAGA, Dominique, 529.  
 BRAIBANT, Charles, 486.  
 BRAIBANT, Marcel, 94, 107.  
 BRAMAUD, Pierre, 425.  
 BRAME, H., 32.  
 BRANCHER, Jacques, 252.  
 BRANDEL, Henri, 341.  
 BRANGER, J., 223.  
 BRANQUET, 41.  
 BRANTUS, Pierre, 358.  
 BRARD, Jean, 322.  
 BRASILLACH, Robert, 6, 19, 32, 104, 105, 106, 107, 109, 152, 177, 185, 190, 234, 518, 533.  
 BRASPART, Michel (voir Roland Laudenbach).  
 BRASSEAU, Paul, 167.  
 BRAULT, Eliane, 420.  
 BRAUN, Madeleine, 156.  
 BRAYANCE, Alain, 464.  
 BRE, Robert, 88, 103.  
 BREAL, Henry, 483.  
 BRECARD, Jacques, 116.  
 BRECARD (général), 116, 551.  
 BREFFORT, Alexandre, 520.  
 BRÉGEAUX, commandant, 51.  
 BREMOND, Victor, 371.  
 BRENIER, Marcel, 420.  
 BRENIER DE SAINT-CHRISTO, Flavien, 61, 136.  
 BRESSANGE, Louis, 41.  
 BRESSOLES (Mgr), 511.  
 BRETEAU, Jean, 472, 482.  
 BRETIN, Théo, 345.  
 BRETON, André, 542.  
 BRETON, J.-L., 371, 483.  
 BREUNAT, Jean, 184.  
 BREYER, Jean, 85.  
 BRÉCY, René, 87.  
 BRIAND, Aristide, 34, 104, 371, 381, 382, 422, 483, 485, 542.  
 BRIANDET, Charles, 425.  
 BRIANSON, de, 130.  
 BRICE, 300, 323.  
 BRICHOT, Georges, 473.  
 RICHARD, 284.  
 BRICOUT, 301.  
 BRIDEL, Philippe, 16.  
 BRIDIER, Manuel, 408, 409, 521.  
 BRIDIER, Mme, 41.  
 BRIÈRE, Jean.  
 BRIÈRE, Paul, 285.  
 BRIÈRE, Roger, 41.  
 BRIFFOD, Henri, 311, 322, 396, 399, 400.  
 BRIGANT, R., 414.  
 BRIGITTE (voir Edouard DEPREUX).  
 BRIGNEAU, François (voir Julien Guerneu).  
 BRILHAC, J.-L., 404, 405.  
 BRILLE, Michel, 109, 146.



- BRINGER, Rodolphe, 520.  
 BRINGUIER, Jean, 147.  
 BRINON, Fernand de, 96.  
 BRIOT, 301.  
 BRISSAC, duc de, 83.  
 BRISSAT, Camille, 295.  
 BRISSAUD, Philippe, 502.  
 BRISSON, Henri, 356, 504.  
 BRISSON, Pierre, 173.  
 BRIZARD, Robert, 322.  
 BRIZIOU, Charles, 15.  
 BRIZON, P., 384, 385, 438, 554.  
 BRIZON, 440.  
 BROCAS, Patrice, 321, 322, 344, 363, 364, 528.  
 BROCHAY, Pierrette, 521.  
 BROCHET, 349.  
 BRODICK, A., 543.  
 BROGLIE, Jacques de, 198.  
 BROGLIE, Prince Louis-Victor de, 167.  
 BROGLIE, duc de, 194.  
 BROGLIE, de, 284, 314.  
 BROM, Joseph, 328.  
 BROMBERGER, Merry, 390.  
 BROMBERGER, Serge, 98, 390.  
 BRON, Jean, 409, 410.  
 BRONAC, Jean de, 221, 510.  
 BRONSTEIN, Leiba, (voir Lev Davidovitch, dit Léon TROTZKY).  
 BROUSSE, Marcel, 74.  
 BROSSOLETTE, Mme Gilberte, 400, 401, 413, 431.  
 BROUSSAUD, (Commdt), 118.  
 BROUSSE, Martial, 261, 284, 322.  
 BROUSSE, Paul, 546.  
 BROUSSE, Pierre, 363.  
 BROUSSON, J.-J., 106.  
 BROUSTET, Professeur Pierre, 41.  
 BROUSTRA, Jean-Claude, 305, 307, 366, 367.  
 BROUT, Marcel, 450.  
 BRU, Roger, 215, 216.  
 BRUCHARD, Marc de, 553.  
 BRUCKBERGER, (R.P.), 19, 86.  
 BRUELLE, Louis, 350.  
 BRUGÈRE, 290.  
 BRUGEROLLE, 285.  
 BRUGIDOU, J.-P., 423.  
 BRUGUIER, Michel, 311, 317.  
 BRUHAT, Jean, 520.  
 BRUHAT, 310.  
 BRUHLFER, 189.  
 BRUMEAUX, Jean, 75.  
 BRUN, Mme Antoine, 180.  
 BRUN, Emile, 33.  
 BRUN, Félix, 482.  
 BRUN, J.-M., 223.  
 BRUN, Pierre-Lucien, 38.  
 BRUNE, Charles, 425.  
 BRUNE, Jean, 41.  
 BRUNEL, Jean-Autin, 32.  
 BRUNELIS, Lionel de, 38.  
 BRUNES, Julien, 322.  
 BRUNESSEAU, Louis, 60.  
 BRUNET, Etienne, 483.  
 BRUNET, Frédéric, 15, 371, 385, 546.  
 BRUNET, Gabriel, 106.  
 BRUNET, Maurice, 60.  
 BRUNET, René, (ministre), 105, 167.  
 BRUNET, René, 420.  
 BRUNET, (Colonel), 51.  
 BRUNET, 386.  
 BRUNET-LECOMTE, Michèle, 509.  
 BRUNET-LECOMTE, René, 509.  
 BRUNE, Charles, 199.  
 BRUNETIERE, 381.
- BRUNHES, Julien, 199, 284, 315.  
 BRUNHOFF, M.-C. de, 529.  
 BRUNSCHWIG-BORDIER, 155, 157, 172.  
 BRUSSET, Max, 38, 63, 91, 235, 293.  
 BRUTELLE, 390, 398.  
 BRUYÈRE, Camille, 106.  
 BRUYNEEL, Robert, 259, 320, 322, 353, 546.  
 BUAT, Henri, 301, 320.  
 BUCARD, Marcel, 10, 13, 15, 51, 90, 97, 109, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 152, 223, 531, 539.  
 BUCHOU, Hubert, 274.  
 BUCY, Jean, 16.  
 BUFFET, André, 28.  
 BUFFET (commandant), 38.  
 BUFFIÈRE, Pierre, 182.  
 BUFFOD, Henri, 414.  
 BUISSON, Albert, 194.  
 BUISSON, André, 409, 412.  
 BUISSON, Ferdinand, 430, 547, 548.  
 BUISSON, Georges, 106, 153, 172, 371.  
 BUISSON, 501.  
 BULLIER (Père), 176.  
 BUNAU-VARILLA, 100.  
 BUNEL, 484.  
 BURCHARDT, A., 179.  
 BURÉ, Emile, 102.  
 BUREAU, Jules, 94.  
 BUREAU, Gabriel, 109.  
 BUREAU, R., 437.  
 BURE, Emile, 542.  
 BUREL, André, 409.  
 BURELLE, Louis, 100.  
 BUREN, Philippe, (alias Meier), 178, 180, 182.  
 BURGEOT, Pierre, 70, 190.  
 BURLÉS, Jean, 472.  
 BURLOT, 337.  
 BURNAND, Tony, 103.  
 BURNAT, Jean-André, 85.  
 BURNAT, Paul, 89.  
 BURNHAN, James, 491.  
 BURON, Gilbert, 301.  
 BURON, Robert, 37, 304, 330, 425, 456, 508, 516, 524.  
 BURTIN, 345.  
 BUSSER, Henri, 95.  
 BUSSIÈRE, Amédée, 109.  
 BUYAT, Louis, 167.  
 BUZAS, Jean, 542.  
 BUZELIN, René, 520.  
 BYE, Maurice, 304, 336.
- CABALLERO, Paul, 459.  
 CABAT, Camille, 351.  
 CABET, 7, 381.  
 CABOT, Justin-Jean, 519, 526.  
 CABOT, J., 184, 246.  
 CABRIÈRES, Melles J. et H. de, 37.  
 CACHAT, 301.  
 CACHIER, Georges, 132.  
 CACHIN, Marcel, 338, 385, 386, 389, 432, 436, 437, 440, 441, 442, 443, 445, 446, 450, 451, 454, 457, 486, 488, 503, 505.  
 CADARS, L., 230.  
 CADENAT, 381.  
 CADIE, Joseph, 322.  
 CADIOT, Marc, 409.  
 CADOT, 189.  
 CADOU DAL (colonel de), 38.  
 CAHEN, Emile, 485.  
 CAHN, Palmyre, Sarah, 414.

- CAHUZAC, R., 228.  
 CAILLAUD, 344.  
 CAILLAUX, Joseph, 355, 356, 357, 550.  
 CAILLAVET, Henri, 308, 360, 425.  
 CAILLEMER, Henri, (dit Ch. Mau-  
 ban), 177, 185, 195, 279, 284, 315, 318.  
 CAILLEMER, (voir aussi Charles  
 MAUBAN)  
 CAILLET, Francis, 242, 456, 541.  
 CAILLET (Dr), 403.  
 CAIN, Julien, 462.  
 CAIRE, Paul, 228, 312.  
 CALAS, Raoul, 457, 472, 516.  
 CALBRETTE, J., 505.  
 CALDAIROU, Henri, 110.  
 CALIOT, Olivier, 363.  
 CALMEJANE, Jean, 521.  
 CALMEJANE, Robert, 296, 301.  
 CALMEL, Cyprien, 235.  
 CALTE, (Colonel), 13.  
 CALVES, André, 490.  
 CALVETTI, Oswald, 472, 482.  
 CALZANT, Georges, 33, 35, 36, 38, 39,  
 87, 183, 195, 197.  
 CAMBON, Louis, 302.  
 CAMBRONNE, 161, 453.  
 CAMEAU, Pierre, 363.  
 CAMÉLINAT, Zéphirin, 485, 486.  
 CAMINO, 301.  
 CAMPINCHI, 161.  
 CAMUS, Albert, 19, 28, 407, 529.  
 CAMUS (Mme), 62.  
 CANAT, E., 318.  
 CANAVAGGIO, Pierre, 51.  
 CANCE, René, 473.  
 CANDACE, Gratién, 167, 371.  
 CANONNE, Jean, 318.  
 CANTEL, Rudy, 89, 95, 107.  
 CANTRELLE, 539.  
 CAPDEVILLE, 396.  
 CAPELLE, Omer, 261, 322.  
 CAPGRAS, Roger, 99, 102.  
 CAPITANT, René, 172, 289, 290, 365.  
 CAPOCCI, 163.  
 CAPRON, J.-L., 341, 342.  
 CAPRON, Marcel, 450.  
 CAPY, Marcelle, 107.  
 CARADONNA, 226.  
 CARB, 98.  
 CARBONNEL, E., 480.  
 CARBUCCIA, Horace de, 88, 197, 533.  
 CARCASSONNE, Roger, 399.  
 CARCASSONNE-LEDUC, Roger, 523.  
 CARCOPINO, 320.  
 CARDIN, Mme, 287.  
 CARDINNE-PETIT, R., 93, 95, 127, 540.  
 CARDON, 63.  
 CARITE, Maurice, 274.  
 CARLIN, René, 93.  
 CARLINI, 290.  
 CARNOT, Adolphe, 518, 519.  
 CAROUS, 301.  
 CARPENTIER, Jacques, 39, 521.  
 CARRÉ, Jacques, 285.  
 CARRÉ, Lieutenant-Colonel Henri, 95,  
 107.  
 CARRÉ, 526.  
 CARREL, André, 487.  
 CARREL, Alexis, 113.  
 CARRÈRE, J., 355, 499.  
 CARRÈRE, J.-B., 49.  
 CARRÈRE, J., 543.  
 CARRIER, (Conventionnel), 9.  
 CARRIER, Joseph, 167.  
 CARRIÈRE, (Père), 172.  
 CARRIÈRE, Michel, 302, 352.  
 CARROL, Christian, 98.  
 CARROUE, Maurice, 481.  
 CARS, Guy des, 88, 540.  
 CARTAYRADE, 400.  
 CARTER, 301.  
 CARTIER, Raymond, 58, 527, 528.  
 CARTIER, Marcel, 396, 399.  
 CARTIER, 432, 437.  
 CARTONNET, Jacques, 85.  
 CARVILLE, de, 284.  
 CASALI, Louis, 18.  
 CASALÈS, Dr, 545.  
 CASANOVA, L., 455, 457, 470, 472, 473,  
 474, 475, 478, 516.  
 CASEWITZ, 484.  
 CASIS, André, 49.  
 CASONI, Jean, 184.  
 CASPAR-JORDAN, 548.  
 CASSAGNAC, Guy de, 48, 49.  
 CASSAGNAC, Paul de, 48, 49.  
 CASSAGNAC, Paul-Julien de, 48, 49,  
 51, 52, 177, 180, 197.  
 CASSAGNE, René, 322.  
 CASSAGNE, 396.  
 CASSAR, Aimé, 95.  
 CASSEZ, Emile, 167.  
 CASSEZ, 337.  
 CASSIN, René, 172, 404, 514, 516, 526,  
 486, 517, 525, 529.  
 CASTAGNEZ, Jean, 190, 197, 345, 391.  
 CASTAING, Henry, 304.  
 CASTEL, N., 184.  
 CASTELBERT, Alban, 32.  
 CASTELLANE, Jehan de, 88.  
 CASTELLANE, J. de, 140.  
 CASTELLANE, Marquis de, 46.  
 CASTELLANE, de, 115.  
 CASTELLANI, Jules, 293, 322.  
 CASTELLAZ, 444, 546.  
 CASTELLE, Marcel, 532, 535.  
 CASTELNAU, (Général de), 57, 100,  
 527, 537.  
 CASTELOT, André, 19, 45, 95, 96.  
 CASTELOT, Gabrielle, 95.  
 CASTEX, Colonel Louis, 322.  
 CASTILLE, Robert, 38, 519, 534, 553.  
 CASTILLOU, Henry, 93.  
 CATALIFAUD, 301.  
 CATELAS, Jean, 450, 451, 452.  
 CATELAS, Maurice, 358.  
 CATHALA, François, 177, 196.  
 CATHALA, Pierre, 196, 545.  
 CATHALA, René, 300, 323.  
 CATHELIN, Jean, 425.  
 CATHELINEAU, J., 73.  
 CATHRINE, Alexandre, 20, 190, 196.  
 CATRICE, André, 508.  
 CATRICE, Jean, 336.  
 CATROUX, Diomède, 292, 516.  
 CATROUX (Général), 172, 290, 458.  
 CAU, Jean, 529.  
 CAUBEL, Maurice, 97.  
 CAUCHOIX, Pierre, 190.  
 CAUDMONT, 542.  
 CAUSAERT, 75.  
 CAUSSE, Pierre, 105.  
 CAUSSE (Docteur), 228.  
 CAUX, de, 326.  
 CAVAILLÈS, Jean, 151, 155.  
 CAVALIER, Auguste, 33, 534.  
 CAVALLIER, Roland, 223, 224.  
 CAVIGLIOLI, François, 230.  
 CAYE, Louis, 242.  
 CAYEUX, Jean, 322, 337.  
 CAYEUX, André, 517.

- CAYLA, Léon, 107.  
 CAYLA, Marcel, 110.  
 CAYLA, 197.  
 CAYRE, Gérard, 349, 351.  
 CAYREL, Antoine, 167.  
 CAYROL, Jean, 152.  
 CAZANAÏVE, R.-J., 245.  
 CAZALS, 443.  
 CAZELLES, 398.  
 CAZENAÏVE, 304.  
 CAZENEUVE, Auguste, 12.  
 CAZENOÏVES DE PRADINES; Pierre, 33.  
 CAZES, Bertrand, 529.  
 CAZES, B., 405.  
 CAZILLAC, Mme de, 46.  
 CAZY, Roger, 94.  
 CECCALDI, Noël, 50.  
 CECCALDI-RAYNAUD, Charles, 425.  
 CEDRE, H. 355.  
 CÉLINE, L.-F., 19.  
 CELLARD, 364.  
 CELLIER, H. 554.  
 CÉRAT, Roger, 410, 542.  
 CERF, Georges, 431.  
 CERF, (voir Cerf-Ferrière).  
 CERF-FERRIÈRE, (René Cerf dit). 156, 172, 303, 309, 315, 425, 462, 516, 523, 524, 533.  
 CERF-LURIE, 513.  
 CERNAY, Jean, 540.  
 CERNEAU, 344.  
 CESBRON, Maurice, 89.  
 CESBRON, Gilbert, 109.  
 CESSENS, 72.  
 CÈTRE, Louis, 337.  
 CESAIRE, Aimé, 461.  
 CEYRAT, 453.  
 CHABAN-DELMAS, Jacques, 217, 286, 287, 292, 293, 294, 295, 299, 301, 302, 321, 415, 513, 529.  
 CHABANNES, Jacques, 104, 295, 539, 542.  
 CHABAULT, Paul, 51.  
 CHABOCHE, Pierre, 33, 34.  
 CHABOUREAU, 72.  
 CHABROL, Jean-Pierre, 487.  
 CHABRUN, César, 371.  
 CHABRUN, Jean-François, 529.  
 CHABRY, Claude, 95.  
 CHACK, Paul, 19, 98, 109, 148, 152.  
 CHADOURNE, Marc, 73.  
 CHADUC, Aimé, 109.  
 CHADUC, Lucien, 33.  
 CHAILLET, Père Pierre, 153, 158, 198, 506, 507.  
 CHAINTRON, 457.  
 CHALAIS, François, (alias F. Ch. Bauer), 89, 106.  
 CHALANDON, Albin, 50, 296, 297, 299, 300, 321.  
 CHALEROUX, 66.  
 CHALLAYE, Félicien, 19, 102, 103, 106, 107, 143, 144, 497, 519, 532, 533.  
 CHALLE, 114.  
 CHALVET DE RÉCY (voir Antoine de Récy).  
 CHALONNES, 184.  
 CHAMANT, Jean, 199, 279, 284, 314, 518.  
 CHAMBEIRON, Robert, 418, 420, 549.  
 CHAMBELLAND, Maurice, 550.  
 CHAMBERLAIN, Neville, 391.  
 CHAMBERT, (Mme), 507.  
 CHAMBORD, Comte de, 29, 42, 44, 500.  
 CHAMBREY, (voir Gilles Lévy de Souza).  
 CHAMBRON, Lucien, 167.  
 CHAMBRUN, Gilbert de, 418, 419, 420.  
 CHAMINADE, Marcel, 106.  
 CHAMINE, 41, 126, 127.  
 CHAMPAGNE, Jean-Marc, 103, 105.  
 CHAMPAGNE, Marcel, 85.  
 CHAMPEAUX, E. de, 66.  
 CHAMPEAUX, Georges, 19, 85, 106, 110, 128, 533.  
 CHAMPEIX, Marcel, 311, 398.  
 CHAMPETIER DE RIBES, A., 328, 544, 547.  
 CHAMPION, Abel, 482.  
 CHAMPION, Pierre, 167.  
 CHAMSON, André, 19, 486, 525, 529, 555.  
 CHANCEL, R., 16.  
 CHANDERNAGOR, 396.  
 CHANDET, Henriette, 528.  
 CHANLOT, Octave, 515.  
 CHANUT, J.-A., 512.  
 CHANSIERGUES-ORNANO, Cte A. de, 45.  
 CHANSON, Paul, 287.  
 CHANTEPIE, Paul, 178.  
 CHANTERAC, Alain de, 167.  
 CHAPALAIN, Jean-Yves, 322.  
 CHAPALAIN, 301.  
 CHAPALAIN, Charles, 431.  
 CHAPION, Elie, 167.  
 CHAPPOULIE (Mgr), 510.  
 CHAPSAL, Madeleine, 529.  
 CHAPUIS, 344, 403.  
 CHAPUT, Richard, 337.  
 CHARANDEAU, Colonel, 77.  
 CHARASSON, Henriette, 17.  
 CHARBIN, P. 167.  
 CH ARBIT, F. 550.  
 CHARBONNEAU, Henry, 85, 86, 109, 140, 531.  
 CHARBONNEAU, (Général) 197.  
 CHARBONNIAUD, Claude, 348.  
 CHARBONNIÈRES, Louis de, 187.  
 CHARDONNE, Jacques, 19, 95, 542.  
 CHARTEAU, 539.  
 CHARETTE DE LA CONTRIE, de, 38.  
 CHAREYRE, 284.  
 CHARIE, 301.  
 CHARLES, (Empereur d'Autriche-Hongrie), 383.  
 CHARLES X, 42.  
 CHARLES-QUINT, 449.  
 CHARLES, Jean-J., 109.  
 CHARLES, Pierre, 235.  
 CHARLES-VALLIN, Guy, 226.  
 CHARLET, A.R. 89, 93, 127.  
 CHARLIER, Henri, 509.  
 CHARLIN, Dr P., 403.  
 CHARLOT, 396, 401.  
 CHARNY, Roger, 403, 406, 425.  
 CHARPENTIER, Armand, 89, 105, 107.  
 CHARPENTIER, Mme Charlotte, 545, 551.  
 CHARPENTIER, Gabriel, 266.  
 CHARPENTIER, Jean, 37.  
 CHARPENTIER, Jacques, 518, 529.  
 CHARPENTIER, Maurice, 322.  
 CHARPENTIER, René, 336, 337.  
 CHARPENTIER, 144.  
 CHARRE, 80.  
 CHARRET, Edouard, 515.  
 CHARRET, 301, 292.  
 CHARRIER, Robert, 296.  
 CHARRIÈRE, Jacques, 410.  
 CHARRIÈRES, V., 530.

- CHARRIU DES DIGNIÈRES, A. 546.  
 CHARRON, (voir Jean NOCHER).  
 CHARTRES, duc de, 42.  
 CHARTRUSSE, Pierre, 109.  
 CHARVOLLIN, Marie-Angèle, 337.  
 CHARVET, 284.  
 CHAS-LABORDE, 104.  
 CHASLIN, Pierre, 304.  
 CHASSAGNAC, 344.  
 CHASSAIGNE-GOYON, Paul, 49, 52, 517.  
 CHASSIN, Général Lionel, 209, 217, 315, 511, 526.  
 CHASTAIN, Gabriel du, 110, 295, 536.  
 CHASTENET, Jacques, 176, 551.  
 CHASTRES, P. 32.  
 CHATAIGNEAU, 398.  
 CHATAGNER, 524.  
 CHATEAU, René, 93, 94, 102, 109, 180, 185, 545.  
 CHATEAUBRIAND, René de, 28.  
 CHATEAUBRIANT, Alphonse de, 19 95, 96, 109, 128, 148.  
 CHATEL, Jean, 100.  
 CHATELAIN, Gaston, 358.  
 CHATELAIN, Roger, 311, 361, 377, 403, 425.  
 CHATELAIN-TAILHADE, P., 520, 539.  
 CHATELET, Albert, 310, 377, 378, 404, 521.  
 CHATENAY, Victor, 322.  
 CHATENAY, 292.  
 CHATIGNON, André, 345.  
 CHATILLON, Louis, 301.  
 CHATILLON, Suzanne, 509.  
 CHATRAS, Henri, 274.  
 CHAUBET, Henry, 431.  
 CHAUCHE, Victor, 132.  
 CHAUDIEU, Georges, 112.  
 CHAUMEIL, 457.  
 CHAUMET, André, 19, 51, 89, 93, 100, 107, 518, 532, 538, 544, 550.  
 CHAUMET, Charles, 545.  
 CHAUSSEBOURG, Fernand, 304.  
 CHAUTEUPS, Camille, 136, 139, 264, 359, 504.  
 CHAVANNE, André, 529.  
 CHAUVEAU, Léopold, 486.  
 CHAUVET, Augustin, 344, 349, 350, 369.  
 CHAUVET, 370.  
 CHAUVIER, Armand, 98.  
 CHAUVIN, J.-R. 521.  
 CHAUVIN, Jean, 490.  
 CHAUX, Edouard, 94.  
 CHAVANNE, 302.  
 CHAVANES, 349.  
 CHAVET, 124.  
 CHAVIN, Claude, (voir Claude Jean-tet).  
 CHAZEAU, 304.  
 CHAZEAX, Alexandre, 337.  
 CHAZELLE, J.-C. 337, 340.  
 CHAZELLE, 124.  
 CHAZELLES, Louis, 515.  
 CHAZETTE, Gaston, 322.  
 CHAZOL, Robert, 538.  
 CHEIKH, Mohamed Saïd, 301.  
 CHELHA, 301.  
 CHELINI, Jean, 337.  
 CHEMIN, Pierre, 363.  
 CHEMINAT, 518.  
 CHENAIN, 284.  
 CHÈNE-MORINIÈRE, 38.  
 CHÈNEAU, Louis, 554.  
 CHÈNEAU de LÉRITZ, 176.  
 CHÈNEBENOIT, André, 551.  
 CHENNEVIÈRE Georges, 438.  
 CHENU, Charles-Maurice, 60.  
 CHERADAME, 381.  
 CHERAMY, Robert, 490.  
 CHERAMY, 401, 413.  
 CHERON, Adolphe, 545.  
 CHERON, Henry, 545.  
 CHERON, Raymond, 132.  
 CHEVAL, 890.  
 CHEVALIER, Gabriel, 19.  
 CHEVALIER, 92.  
 CHEVALLET, Paul, 221, 227, 234, 241, 242, 269, 315, 533.  
 CHEVALLIER, Jacques, 195, 197, 278, 305.  
 CHEVALLIER, Paul, 110.  
 CHEVALLIER, Pierre, 199.  
 CHEVALME, 163.  
 CHEVANCE-BERTIN, Général Maurice, 157, 309.  
 CHEVIGNY, Pierre de, 322.  
 CHEVRIER, Félix, 353.  
 CHEVROT, 237.  
 CHEYLUS, Pierre, 42, 111.  
 CHIAPPE, François, 188.  
 CHIAPPE, Jean, 60, 66, 70.  
 CHIARONI, Antoine, 55.  
 CHIBI, 344.  
 CHICHERY, Albert, 167.  
 CHICHEZ, Paul, 358.  
 CHIMIER, 397.  
 CHOCHON, 80.  
 CHOCHOY, Bernard, 322.  
 CHOCQUEUSE, S. de, 51.  
 CHOFFÉE, Julien, 203.  
 CHOISEUL-PRASLIN, comte de, 33.  
 CHOISY, Maryse, 526.  
 CHOMAT, Claudine, 472, 475.  
 CHOMBART DE LAUWE, Pierre, 33.  
 CHOMBART DE LAUWE, P.-H. 516.  
 CHOPIN, 284.  
 CHOPY, Claude, 502.  
 CHOTARD, Yvon, 205, 323.  
 CHOURAQUI, Bernard, 317.  
 CHOURY, Maurice, 487.  
 CHOVET, Jean, 410.  
 CHRESTEIL, Georges, 194.  
 CHRISTIAENS, Louis, 322.  
 CHRISTIAN-FROGÉ, R. 115.  
 CHRESTIEN, Michel, 42.  
 CHURCHILL, 154.  
 CIAVALDINI, Paul, 184.  
 CIOMÉI, Marc, 204.  
 CLAIRAC, Pierre, 109, 258.  
 CLAIREFOND, 196.  
 CLAIRY, Jean, 127.  
 CLAMAMUS, 128, 198, 450.  
 CLAMENS, 344.  
 CLAOUÉ, Dr, 197.  
 CLAPARÈDE, Emile, 364.  
 CLARIOND, Aimé, 290.  
 CLARTÉ, Abel, 541.  
 CLARUS, 245, 246, 261, 308.  
 CLAUDE, Georges, 19, 93, 95, 110, 167.  
 CLAUDEL, Paul, 290, 542.  
 CLAUDET, Henri, 106.  
 CLAUDET, Fernand, 70.  
 CLAUDIUS (voir Claudius-Petit).  
 CLAUDIUS-PETIT, Eugène (alias Petit), 157, 158, 172, 199, 304, 309, 344, 365, 366, 367, 368, 369, 423, 528, 548.  
 CLAUD, Fernand, 473, 487.  
 CLAVEL, Maurice, 303, 305, 307, 317.  
 CLAVIER, Noël, 157.

- CLAVIER, 172, 348.  
 CLAVIÈRE, Maurice, 111, 180.  
 CLEMENCEAU, Georges, 50, 227, 355, 356, 357, 494, 534.  
 CLEMENCEAU, Max, 489.  
 CLEMENCEAU, Michel, 546.  
 CLEMENT, Albert, 128, 140.  
 CLÉMENT, André, 509.  
 CLÉMENT, J., 484.  
 CLÉMENT, Marcel, 509, 510.  
 CLÉMENT, Olivier, 39.  
 CLÉMENT, 301.  
 CLÉMENTI, Pierre, 90, 91, 533..  
 CLEMOZ, Raymond, 86.  
 CLERC, Henri, 17, 95, 107, 143, 542.  
 CLERCK, Christiane de, 147.  
 CLERGET, Alfred, 515.  
 CLERGET, 301.  
 CLERGET-GUINAUD, Ch., 45.  
 CLERMONT, Henri, comte de, 43.  
 CLERMONT, Julien (voir G. Hillaire).  
 CLERMONT - TONNERRE, François de, 70.  
 CLERMONT-TONNERRE, de, 258.  
 CLERMONTEL, 301.  
 CLINCHAMPS, Philippe de, 89.  
 CLIQUOT DE MENTQUE, 75.  
 CLOCHARD, Joseph, 518.  
 CLOSIÈRES, Guy de, 46.  
 CLOSON, 250, 251.  
 CLOSTERMANN, Pierre, 289, 292, 303, 308, 525.  
 CLOUARD, Henri, 184.  
 CLUZEL, Louis, 414.  
 CLUNY, Roland (voir Yves Dautun).  
 COANET, Michel, 179.  
 COATGOUREDEN, Yves de, 241.  
 COBLENZ, Christiane, 529.  
 COCEA, Alice, 519.  
 COCHART, 291.  
 COCHET, Edgar, 235.  
 COCO-BEL-GEIL (voir Julien GUER-NEC).  
 CODREANU, 96, 224, 267.  
 COEN, Antonio, 437.  
 COGNIOT, Georges, 457, 460, 472, 487.  
 CEUROY, André, 106.  
 COFFIN, 396.  
 COGNACQ, Gabriel, 109, 167.  
 COGNY (général), 250, 251.  
 COHEN, Francis, 156, 481.  
 COHEN, François, 479.  
 COHEN, Gustave, 516.  
 COHEN, Gaston, 533.  
 COHEN, Jean, 521.  
 COHEN, Marcel (professeur), 487.  
 COHEN, M., 524.  
 COHEN, Prosper., 521.  
 COHEN, Sam, 513.  
 COIRRE, 278.  
 COLAS, 63.  
 COLBERT, commandant de, 33.  
 COLBERT, marquis de, 52.  
 COLBERT-LAPLACE, J. de, 38.  
 COLETTE, 85, 104.  
 COLL, François, 15.  
 COLIN, André, 163, 315, 328, 329, 330, 336, 339, 367.  
 COLIN, Marianne, alias Cohn, 152.  
 COLIN, Madeleine, 480.  
 COLIN, Paul, 539.  
 COLINET, 284.  
 COLINNET, Michel, 389.  
 COLL DE CARRERA (professeur). 551.  
 COLLANGE, Christiane, 529.  
 COLLARD, René, 20, 110.  
 COLLAS, 127.  
 COLLE, 66.  
 COLLET, Jeanne, 187.  
 COLLET Robert, 16.  
 COLLETTE, Henri, 301.  
 COLLETTE, 80.  
 COLLETTE-KAHN, Suzanne, 431.  
 COLLIER, Michel, 60.  
 COLLIEUX, Raymond, 545.  
 COLLIN, André, 327.  
 COLLIN, prof. Rémy, 510.  
 COLLIN DU BOCCAGE, 318.  
 COLLINE, Paul, 197.  
 COLLINET, 551.  
 COLLOMB, Henri, 283, 284.  
 COLLONGES, Lucien, 492.  
 COLMANT, Yves, 204.  
 COLMET, Pierre (voir abbé Boulin).  
 COLOMB (Maître), 82.  
 COLOMBANI, Jean, 55.  
 COLOMER, 495.  
 COLOMÈS, Léon, 109.  
 COLONNA, Antoine, 199, 322.  
 COLONNA, Jean, 176.  
 COLONNA, H., 318.  
 COLONNA, L.-M., 542.  
 COLONNA D'ANFRANI, 284.  
 COLTICE, Gilbert, 358.  
 COMAR, 76.  
 COMBELLE, Lucien, 19, 95, 106, 107, 109, 542.  
 COMBEMALE, R., 85.  
 COMBES, E., 504.  
 COMBES, Maurice, 540.  
 COMMENAY, 337.  
 COMMIN, Pierre, 399.  
 COMMIN, 523.  
 COMPÈRE-MOREL, 385, 386, 547.  
 COMTE, Gilbert, 41.  
 COMTE-OFFENBACH, 301.  
 COMTET, René, 337.  
 CONDE, Baron L. de, 45.  
 CONESSA, Christian, 316.  
 CONNAN, G., 544.  
 CONSTANS, 381.  
 CONSTANT, Victor, 167.  
 CONSTANTIN-WEYER, Maurice, 32, 73, 75.  
 CONTE, Arthur, 322, 396.  
 CONTE, 123.  
 CONTENOT, 66.  
 CONTI, Ettore, 9.  
 CONTOUX, Jean, 93.  
 COPEAU, Pascal, 20, 158.  
 COPIGNEAUX, 371, 546.  
 COPPERIE (docteur), 124.  
 COPPOLANI, Antoine, 318.  
 COQUART, Armand, 311.  
 COQUELLE, Georges (dit Viance), 12.  
 COQUET, James de, 16.  
 COQUET, Lucien, 16.  
 COQUET, 528.  
 COQUILLAUD, 545.  
 COQUOIN (voir Lenormand).  
 CORBIÈRE, Henri, 167.  
 CORBIÈRE, 80.  
 CORCOL, Jean, 183.  
 CORCOS, Fernand, 519.  
 CORCUFF, 304.  
 CORDESSE, J., 97.  
 CORDIER, André, 538.  
 CORDONNIER, Marcel, 182.  
 CORDOVANI (Père), 502.  
 CORMIER, Maurice, 322.  
 CORMONT, Georges, 62.

- CORNAT, Henri, 284.  
 CORNIÈRE, Paul, 410.  
 CORNIGLION-MOLINIER, Edward, 153, 322, 524.  
 CORNILLAC, Louis, 167.  
 CORNILLEAU, Robert, 328, 544, 547.  
 CORNU, André, 539.  
 CORNU, André, 315, 322, 348, 370.  
 CORNU, Marcel, 461.  
 CORNUT-GENTILLE, Bernard, 250, 251, 300, 323.  
 CORRE, Aristide, 132.  
 CORREARD, J., 531.  
 CORRÈZE, Jacques, 132, 137, 140.  
 CORTOT, Alfred, 107, 167.  
 CORVAL, Pierre, 98, 159, 163, 329.  
 CORVIN, 490.  
 CORVISART, 138.  
 CORVISOY (conseiller), 37, 196.  
 CORVOL, Robert, 110.  
 COSSO, 204.  
 COSTA DE BEAUREGARD, Léon, 167.  
 COSTANTINI, Pierre, 92, 109, 179.  
 COSTE, Marc, 414.  
 COSTE-FLORET, Alfred, 289, 321, 322, 323, 342, 524.  
 COSTE-FLORET, Paul, 157, 314, 325, 337.  
 COSTE-FLORET, 154.  
 COSTON, Gilberte, 61.  
 COSTON, Henry, 61, 64, 90, 99, 101, 103, 113, 116, 134, 145, 175, 190, 197, 214, 243, 291, 312, 332, 376, 390, 483, 485, 517, 519, 521, 529, 531, 532, 536, 544.  
 COT, Pierre, 91, 135, 161, 172, 418, 420, 425, 431, 449, 462, 481, 504, 516, 534, 549.  
 COTA, 172.  
 COTEREAU, Jean, 431, 530.  
 COTTET, Lionel, 235.  
 COTTIN, 357, 494.  
 COTTON, Eugénie, 480.  
 COTY, François (alias Sportuno), 17, 61, 62, 63, 67, 113, 158.  
 COTY, René, 277, 278, 428, 550.  
 COUBARD (Dr), 38.  
 COUDRAY, 337.  
 COUDRAY, de, 525.  
 COUDURIER DE CHASSAIGNE, J., 106, 107.  
 COUDY, Henri, 57.  
 COUDY, Julien (I), 50, 51, 52.  
 COUDY, J. (II), 197, 202, 203, 241, 242, 244, 318.  
 COUGNENC, Blanche, 431.  
 COUILLARD, Pierre, 75.  
 COUILLET, Michel, 473.  
 COUINAUD, 291.  
 COUISSIN, 196.  
 COULANDON, Antonin, 118.  
 COULBOIS, Paul, 206.  
 COULOMB, 349.  
 COULON, Pierre, 284, 291, 322.  
 COULON, René, 543.  
 COUMAROS, 301.  
 COURAGE, Michel, 147.  
 COURANT, Pierre, 283, 284, 322.  
 COURANT, Marcel, 202.  
 COURANT, 278.  
 COURBIÈRES, Laurent, 410.  
 COURCOURAL, Paul, 32, 37, 38.  
 COURET (commandant), 551.  
 COURMONT, Henri, 37, 39, 109.  
 COURNAULT, Charles, 168.  
 COURRIER, Charles, 235.  
 COURRIÈRE, 523.  
 COURSON, Antoine de, 535.  
 COURTADE, Pierre, 159, 457, 472, 487.  
 COURTIER, René, 168.  
 COURTIEU, Paul, 473.  
 COURTIN, René, 199, 524, 530, 541.  
 COURTY, Robert-J., 94, 101, 107, 152.  
 COURTOIS, Pierre de, 168.  
 COURTOIS, Raoul, 130.  
 COURTOIS, 311.  
 COURTOIS DE VIÇOISE, 51.  
 COURTY, 196.  
 COUSIN, docteur Georges, 60, 64, 70.  
 COUSTEAU, Pierre-Antoine, 85, 100, 106, 109, 127, 152, 180, 186, 187, 188, 189, 190, 197, 214, 312, 520, 535.  
 COUSTENOBLE, Albert, 111, 168.  
 COUTANCE, Jacques, 110.  
 COUTANT, Henri, 371.  
 COUTANT, 311.  
 COUTANT DE SAISSEVAL, Guy, 38, 39.  
 COUTARD, Jean, 530, 541.  
 COUTEAU, Pierre, 431.  
 COUTEL, Charles, 58.  
 COUTROT, Jean, 123, 251, 253.  
 COUTURAUD, René, 235, 244.  
 COUVE DE MURVILLE, 501.  
 COUVE DE MURVILLE, Mme, 274.  
 COZZOLINO, Antoine, 226.  
 CRAIGNIC, 551.  
 CRAIPEAU, Yvan, 409, 413, 490, 491.  
 CRAMBES, 79, 80.  
 CRAZANNES, Chauduc de, 168.  
 CRÉCY, Jean, 184.  
 CRÉMIEUX, Benjamin, 106, 152, 156, 538.  
 CRÉMIEUX, Suzanne, 315, 364.  
 CRÉPEAUX, R., 282.  
 CRÉPIN, Henri (dit Claude Darcey), 261.  
 CRESPIN, A., 203.  
 CRESPIN, Maurice, 221, 228, 316.  
 CRESPIN, 223.  
 CRESSON, 525.  
 CRETET, René, 132.  
 CREVEAU (capitaine), 114.  
 CREYSSEL, Paul, 70, 77, 78, 89.  
 CRISNOY, de, 406.  
 CRITON, 30.  
 CROISSET, Francis de, 533.  
 CROIZAT, Ambroise, 455, 466.  
 CROIZAT, 172.  
 CROIZER, Yves, 544.  
 CROS, 114.  
 CROSET, A.-L., 275, 553.  
 CROSSON, Lucien-Noël, 424.  
 CROUAN, Jean, 70, 168, 284, 322.  
 CROUZET, Guy, 19, 85, 104, 185, 186, 542.  
 CROUZET, M., 555.  
 CROUZIER, Jean, 322.  
 CRUCHON, 367.  
 CRUCIS, 284.  
 CRUSE, Lorain, 160.  
 CRUSE, Philippe, 74, 75, 76, 160, 501.  
 CUBZAC, André (voir P.-A. Cous-teau).  
 CUENET, Gabriel, 179, 199, 343, 523, 531, 532, 542, 545.  
 CUICCI, Eustache, 235.  
 CUNEO (prof.), 71.  
 CUNEO D'ORNANO, 48.  
 CUNY, 348.  
 CUPFER, Guy, 322.

- CURIE, Mme Raymonde, 355.  
 CUSIN, 397.  
 CUSQUIN, François, 90.  
 CUTTOLI, 172.  
 CUTTOLI, Mme Marie, 526.  
 CUVELLIER, A., 228.  
 CUVILLIER (voir SOUTIF).
- DABER, 526.  
 DABIT, Eugène, 524, 525.  
 DACIER, Michel (voir René Mallia-  
 vin).  
 DAGAN, 80.  
 DAIRE, R., 543.  
 DAIX.  
 DALADIER, Edouard, 68, 86, 91, 101,  
 102, 103, 141, 159, 160, 161, 311, 343,  
 347, 359, 360, 361, 391, 425, 447, 450,  
 453, 456, 489, 490.  
 DALBIN, Julien, 179.  
 DALBOS, Jean-Claude, 301, 515.  
 DALET, Paul, 132.  
 DALET, René, 132.  
 DALHEM, Franz, 442.  
 DALMIER, Albert, 357.  
 DALLANT, 310.  
 DALLE, 518.  
 DALMAS, André, 552.  
 DAMASIO, Jean, 235.  
 DAMBLANC, Louis, 525.  
 DAMBLANS, Jean, 209.  
 DAMESTE, 292, 301.  
 DAMPIERRE, marquis de, 263.  
 DAMRY, Charles, 302.  
 DANAN, Alexis, 311.  
 DANCOURT, Guy, 532.  
 DANDIEU, Arnaud, 543.  
 DANEY, Louis, 215.  
 DANGON, Georges, 452.  
 DANIEL, Jean (alias Bensaïd), 529.  
 DANIEL, Mme René, 410.  
 DANIEL-ROPS, 543.  
 DANIELOU, Charles, 105.  
 DANIELS, 287.  
 DANIÈRE, Guy, 203.  
 DANILO, 301.  
 DANINOS, Pierre, 310.  
 DANJOU, Jean, alias Toublanc, 184.  
 DANJOU, Henri, 548.  
 DANNE, Louis-Léon de, 420.  
 DANNENMULLER, Jean, 329, 342.  
 DANOS, Jacques, 541.  
 DANSETTE, Adrien, 310, 507.  
 DANTON, 374.  
 DANTONEL, Paul, 410.  
 DAQUIN, Louis, 311, 516.  
 DARCANTE, Jean, 95.  
 DARCEY, Claude (voir Henri CRÉ-  
 PIN).  
 DARCHICOURT, Fernand, 515.  
 DARCY, R., 99.  
 DARDEL, Georges, 397.  
 DARDEL, 311.  
 DARDELLE, Maurice, 32, 280, 322, 546.  
 DARGILAT, René (voir R. d'Argille).  
 DARGOUGE, Léon, 115.  
 DARLAN, amiral, 53, 154, 322.  
 DARMONT, Louis, 184.  
 DARMOIS, prof. Georges, 202.  
 DARNAL, 172.  
 DARNAR, P.-L., 450, 486.  
 DARNAND, Joseph, 82, 83, 84, 85, 86,  
 97, 105, 109, 132, 148, 164, 168.  
 DARNICOURT, 396.
- DAROU, 311.  
 DAROUGE, Léon, 15.  
 DARQUIER DE PELLEPOIX, 12.  
 DARRAS, Pierre, 15, 396.  
 DARTEIN, Maurice de, 13.  
 DARTOIS, Yves, 104.  
 DARVILLE, Robert, 178.  
 DASPRE, Jean, 225, 226.  
 DASSAULT, général, 159.  
 DASSAULT (Marcel ex-Bloch), 43,  
 173, 293, 301, 513, 514.  
 DASSONVILLE, Jules, 109, 547.  
 DATTINY, Michel, 62.  
 DAUCOURT, Pierre, 15.  
 DAUDE-BANCEL, 543, 552.  
 DAUDET, Dr François, 38, 39, 87, 177,  
 310.  
 DAUDET, Georges, 102.  
 DAUDET, Léon, 29, 30, 31, 35, 36, 87,  
 88, 104.  
 DAUDET, Philippe, 31.  
 DAUJAT, Jean, 509.  
 DAUJAT, Max, 304.  
 DAUL, Alfred, 450.  
 DAUM, Paul, 168.  
 DAUMIER, Honoré, 189.  
 DAUPHIN, Roger, 423.  
 DAUPHIN-MEÛNIER, Achille, 42, 103,  
 107, 197.  
 DAUSSAT, Louis, 109.  
 DAUTHUILLE, Auguste, 147.  
 DAUTUN, Yves, 95, 130, 242, 369.  
 DAUTURE, François, (alias H. Lebre).  
 DAUVEN, 188.  
 DAUZAT, Albert, 516.  
 DAVEL, Gilbert, 104.  
 DAVET, Michel, 106, 535.  
 DAVID, André, 553.  
 DAVID, J.-P., 199, 308, 323, 343, 344,  
 528, 543.  
 DAVID, Léon, 457, 492.  
 DAVID, Martial, 232, 244.  
 DAVIEL, André, (voir J. Hebertot).  
 DAVIGNON, François, 85.  
 DAVOUST, Albert, 235.  
 DAVOUST, Henri, 115.  
 DAVOUST, 337.  
 DAVRIL, Jean, 184.  
 DAVY, Ed., 113.  
 DAVY, G., 491.  
 DAVY, Jean, 519.  
 DAYAN, Georges, 367.  
 DAYE, Pierre, 95, 104, 106, 107.  
 DAHER, André, 70.  
 DAYRAS, René, 224.  
 DEAT, Héléne, 149.  
 DEAT, Marcel, 10, 85, 93, 95, 107, 109,  
 118, 122, 138, 140, 141, 142, 143, 144,  
 146, 148, 149, 161, 223, 234, 388, 453,  
 495, 528, 533, 542, 546, 550, 554.  
 DEBAUMARCHÉ, 525.  
 DEBERQUE, Jean, 179.  
 DEBEYRE, Guy, 364.  
 DEBIÈRE, Dr Ch., 537.  
 DEBRAUDT, Jean-Robert, 224.  
 DEBRAY, (Mgr), 160.  
 DEBRAY, André, 159, 160.  
 DEBRAY, Jean, 283.  
 DEBRAY, Pierre, 39, 208, 209, 318.  
 DEBRAY, 284.  
 DEBRÉ, Michel, 38, 160, 212, 279, 282,  
 293, 299, 320, 322, 340, 377, 380, 425,  
 490, 504, 508, 513.  
 DEBRÉ, Prof. Robert, 156, 299.  
 DEBRÉ (Rabbin Simon), 299.  
 DEBU, Jacques (voir Debu-Bridel).

- DEBU-BRIDEL, Jacques, 16, 19, 158,  
 161, 163, 303, 305, 309, 516, 517, 518,  
 530, 531, 535, 542.  
 DECAMPS, 381.  
 DECARIS, Germaine, 143.  
 DECARIS, 144, 296.  
 DECAULT, Henri, 168.  
 DECAUX, Alair, 53, 55.  
 DECAZES, Michel, 60.  
 DECHANDOL, Henri, 317.  
 DECHARME, Paul-Edmond, 104.  
 DECHARTRE, Philippe, (alias Duprat-  
 Généau), 302, 303, 304, 305, 306, 307,  
 317, 322.  
 DECHEZELLES, Angel, 317.  
 DECHEZELLES, Yves, 391, 393, 409,  
 410, 413, 518, 521.  
 DECLERCQ, Claude, 363.  
 DECLERCQ, Gilbert, 450.  
 DECONNINCK, André, 274.  
 DE CORTE, Marcel, 41.  
 DECOUR, Jacques, 152, 461.  
 DECOUX, (Amiral), 180, 183, 194, 195,  
 197.  
 DECREAIS, Jean, 106.  
 DECREME, 80.  
 DEDIEU, Marcel, 482.  
 DEFER, 73.  
 DEFERT, 80.  
 DEFFERRE, Gaston, 37, 227, 397, 399,  
 529.  
 DEFLEZ, Max, 109.  
 DEFOLY, M., 15.  
 DEFOS, 328.  
 DEFRANCE, 41.  
 DE GAULLE, Charles, 8, 19, 24, 36, 40,  
 43, 44, 45, 47, 55, 56, 59, 64, 77, 78,  
 138, 155, 158, 159, 161, 163, 165, 172,  
 187, 193, 194, 206, 211, 212, 217, 218,  
 227, 228, 230, 236, 237, 241, 246, 252,  
 253, 255, 261, 278, 279, 282, 289, 290,  
 292, 293, 294, 296, 297, 298, 302, 304,  
 305, 306, 307, 308, 310, 311, 313, 319,  
 320, 321, 325, 328, 331, 332, 333, 334,  
 340, 344, 346, 347, 351, 362, 366, 370,  
 377, 378, 380, 398, 400, 409, 415, 423,  
 425, 450, 453, 455, 458, 492, 493, 497,  
 508, 530, 545.  
 DEGEILH, Mathieu, 90, 115, 536.  
 DEGEZ, 387.  
 DEGRAEVE, 301.  
 DEGROOTE, Roger, 104.  
 DEGUILLAUME, 349.  
 DEHÈME, Paul, (alias de Meritens),  
 536.  
 DEISS, Raymond, 150.  
 DEIXONNE, 523.  
 DEJEAN, Louis, 75.  
 DEJEAN, 396.  
 DEJEAN DE LA BATIE, 198.  
 DEJEANTE, 386.  
 DELABIE, 344.  
 DELABRE, Camille, 322.  
 DELABRE, 398.  
 DELACHENAL, Jean, 279, 284.  
 DELACOMMUNE, 13.  
 DELACOUR, 195.  
 DELACOUR André, 73, 184.  
 DELAFON, Jacques, 33, 34.  
 DELAGARDE, 444.  
 DELAGE, Denise, (voir René DA-  
 NIEL).  
 DELAGE, Jean, 75, 527.  
 DELAGRANGE, Marcel, 15.  
 DELAHAYE, Eugène, 179, 548.  
 DELAHAYE, Jacques, 51.  
 DELAHAYE, Jules, 32.  
 DELAINZY, 285.  
 DELAIS, Francis, 19, 94, 102, 106, 107,  
 142, 147, 382, 383, 483, 484, 486, 537.  
 DELALANDE, L. 100.  
 DELAMAIN, Pierre, 62.  
 DELAMARE, Mme Edith, 45, 187, 189.  
 DELAMARE, Georges, 295.  
 DELAMARE, R. 97.  
 DELANGE, Georges, 521.  
 DELANNOY, Marcel, 105.  
 DELAPORTE, 285.  
 DELAPORTE, Pierre, 39.  
 DELAPORTE, R. 544.  
 DELARUE, 216.  
 DELATOUCHE, Raymond, 509.  
 DELATTE, Dr. 349.  
 DELATTRE, Robert, 98.  
 DELAUNAY, André, 242.  
 DELAUNAY, Marcel, 75.  
 DELAUNAY, Maurice, 92.  
 DELAVENNE, André, 108, 110, 111.  
 DELAVENNE, Mme Georges, 176.  
 DELAVENNE, Gustave, 176.  
 DELAVIGNETTE, Henri, 182.  
 DELAVILLE, 413.  
 DELBECQUE, Léon, 293, 294, 299, 300,  
 313, 314, 318, 320, 321, 323.  
 DELBOS, Yvon, 360, 537.  
 DELCAMP, Géo, 544.  
 DEL DUCA, Cino, 173, 188, 358.  
 DELEAU, Gustave, 363.  
 DELEBECQUE, Jacques, 87, 177.  
 DELEMONTX, 337.  
 DELEPLANQUE, Roger, 542.  
 DELESALLE, 344.  
 DELESALLE, A., 11.  
 DELEST, Joseph, 531.  
 DELETANG, 118.  
 DELEUIL, Laurent, 541.  
 DELFORGE, Lucienne, 93, 102, 107.  
 DELFOSSE, Georges, 336.  
 DELIAUNE, 292, 301.  
 DELION, Jean, 492.  
 DELION, Marcel, 66.  
 DELISLE, (voir Martin-Chauffier).  
 DELLAC, Yves, 418.  
 DELLEY, Melle Chantal, 284.  
 DELLUC, Georges, 52.  
 DELMAS, François, 303.  
 DELMAS, Louis, 322.  
 DELMAS, 293.  
 DELMONT, Alcide, 371.  
 DELMOUCHY, J. 242.  
 DELONCLE, Eugène, 10, 82, 85, 131,  
 132, 133, 134, 136, 137, 138, 139, 140,  
 141, 142, 146, 232.  
 DELONCLE, Henri, 132, 137.  
 DELONCLE, (Mme), 137.  
 DELONGRAY-MONTIER, 44, 177, 534,  
 547.  
 DELMAS, André, 532.  
 DELORME, Jean, 284.  
 DELORT, 228.  
 DELOS-DORBES, 125.  
 DELOUVRIER, 220.  
 DELPEY, Roger, 204.  
 DELPEYROU, Alex, 535.  
 DELPIT, Guy, 414.  
 DELPRAT, François, 105.  
 DELPUECH, Vincent, 315, 323, 348.  
 DELREZ, 337.  
 DELVINCOURT, Claude, 73.  
 DELZANGLES, 545.  
 DEMARI, Colonel Charles, 550.



- DEMARQUET, J.-M., 203, 204, 205, 235, 316.  
 DEMARTIAL, 524.  
 DEMAISON, André, 19, 73, 88, 98, 104, 168.  
 DEMARQUE (Dr), 41.  
 DEMASY, Paul, 19, 95.  
 DEMAY (Dr), 295.  
 DEMAZIÈRE, Albert, 489, 490, 491.  
 DEMERY, Colonel Pierre, 179.  
 DEMEURE, Fernand, 100, 178.  
 DEMOLE, 78.  
 DEMONQUE, Marcel, 205.  
 DENAIS, Joseph, 60, 199, 309, 519, 536.  
 DENIS, André, 423, 425, 521, 524.  
 DENIS, Bertrand, 284.  
 DENIS, Camille, 315.  
 DENIS, Ernest, 301, 537.  
 JENIS, Henri, 481.  
 DENIS, Maurice, 16.  
 DENIS, Philippe, 540.  
 DENIS (divers) 66, 316, 349.  
 DENIS-FARGE, J., 41.  
 DENISANE, Bernard, 33, 93.  
 DENISANE, Jacques, 32.  
 DENIZET, Jacques, 51.  
 DENIZOT, Gaston, 85, 93, 95.  
 DENIZOT, Yves, 130.  
 DENOUE, Henri, 244.  
 DENVERS, 396.  
 DENZEAU, René, 490.  
 DÉON, Michel, 556.  
 DEPENNE, Armand, 242.  
 DEPIERRE, Maurice, 74.  
 DEPREUX, Edouard-Gustave, 311, 314, 361, 377, 393, 398, 399, 400, 406, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 423, 425, 492, 505.  
 DEPREUX, Hector, 415.  
 DEPRINCE, 323.  
 DERAMOND, H., 276.  
 DERANCIF, 396.  
 DERANCY, 396.  
 DERIAUD, 397.  
 DERIEUX, 531.  
 DERON, Jean-Pierre, 409.  
 DEROULÈDE, Paul, 24, 537.  
 DERYS, Gaston, 89, 105.  
 DESANGES, Charles, 300.  
 DESANTI, Dominique, 487.  
 DESAVENNES, Bertrand, 180.  
 DESBEUF, 367.  
 DESCAMPS, Eugène, 522.  
 DESCANTES, Georges, 203.  
 DESCAVES, Pierre, 17.  
 DESCHAMPS, Cl. 274.  
 DESCHANEL, Paul, 176, 518.  
 DESCHEEMACKER, G., 228.  
 DESCHEEMACKER, Jacques, 45.  
 DESCHIZEAUX, Louis, 104, 515.  
 DESCHIZEAUX, 314, 396.  
 DESCOURTIEUX, 446, 523.  
 DESCUBES, Robert, 41.  
 DESEUTRE-POUSSIN, 92.  
 DESGEORGES, Guy, 97.  
 DESGRANGES (chanoine), 176, 197, 327, 519, 544.  
 DESGRANGES, 292.  
 DESMAREST, André, 49, 50, 51.  
 DESMAS, 125.  
 DESMONS, (pasteur), 502.  
 DESMONS, 381.  
 DESMOULINS, Gilbert de, 132.  
 DESMYTTERE, Jacques, 206.  
 DESMOS, Robert, 103, 152.  
 DESORMIÈRES, Roger, 486, 539.  
 DESOUCHES, Edmond, 322, 363.  
 DESOUCHES, 344.  
 DESPHELIPPON, Francis, 102, 147, 148, 541.  
 DESPREZ, Pierre, 202, 203, 526.  
 DESPREZ, 352.  
 DESPUECH, Jacques, 41.  
 DESQUEYRAT, André, 506.  
 DESRUÈNE, René, 316.  
 DESSE, J.-M., 178, 182.  
 DESSON, Guy, 311, 322, 396, 399, 413, 414, 425.  
 DESTIER, François, 285.  
 DESTRÉE, Jacques, (alias Marcel Renet), 150, 157, 199, 523.  
 DETEIX, L., 367.  
 DETERDING, 375, 376.  
 DETRAVES, Guillaume, 399.  
 DETRAZ, Albert, 379, 549.  
 DEUDON, 345.  
 DEUTSCH DE LA MEURTHER, 305.  
 DEUTSCHMANN, 553.  
 DEVAISE, Georges, (voir G. Champeaux).  
 DEVAUD, (Mme Stanislas, née Gougenheim), 301, 314, 322, 513, 546.  
 DEVAUD, 525.  
 DEVAUD, Stanislas, 70, 168.  
 DEVAULT, Michel, 244.  
 DEVAUX, Pierre, 93, 95.  
 DEVAUX, 345.  
 DEVEMY, 337.  
 DEVENCE, C., 542.  
 DEVEZE, Gilbert, 279.  
 DEVEZE, 284, 315, 340, 371.  
 DEVINAT, Paul, 347, 349, 425.  
 DEVRAIGNE, Pierre, 315, 320, 323, 504.  
 DEVRIENDT, André, 496.  
 DEVRIES, Jules, 50.  
 DEWAVRIN, André, (voir colonel Passy).  
 DEWEZ, Sulpice, 450.  
 DEWINTRE, J., 458.  
 DEZARNAULDS, 311.  
 D'HALLUIN, Bernard, 33.  
 D'HALLUIN, (voir Henri Dorgères).  
 DHARNES, Georges, (voir G. Dumoulin).  
 DHAVERNAS, Henri, 98.  
 DHELLIN, Guy, 521.  
 DHERBÉCOURT, 546.  
 DHERS, Pierre, 336.  
 D'HOLLANDER, 265.  
 DHOMBRES, 522.  
 DIAGNE, Blaise, 371.  
 DIAMANT-BERGER, (voir André Gillois).  
 DIAMANT-BERGER, 115, 513.  
 DIANO, 431.  
 DIBON, Henriette, 87.  
 DICKO, H. 396, 397.  
 DIDES, Jean, 197, 204, 235, 318, 319, 322, 340.  
 DIDIER, Daniel, 17.  
 DIDIER, Henri, 110.  
 DIDIER, Président R., 516.  
 DIDIER, 66.  
 DIÉ, Henri, 534.  
 DIENESCH, M.-M., 336.  
 DIENESCH (Mlle), 337.  
 DIERAS, 344.  
 DIESBACH, Louis de, 168.  
 DIET, 301.  
 DIETHELM, André, 172.

- DIEUDONNÉ, Charles, (alias G. Oltramare), 95, 101.  
 DIEUDONNÉ, Marcel, 355.  
 DIFFRE, Thoddé, 305, 307, 518, 525.  
 DIGNAC, Pierre, 168.  
 DIJON, Dr Jean, 38.  
 DILAIN, Elie, 124.  
 DILIGENT, André, 515.  
 DILIGENT, 337.  
 DIMIER, Eugène, 97, 98.  
 DIMITROV, 449.  
 DINO, J.-L., 178.  
 DION, Marquis de, 49.  
 DIOT, 244.  
 DITTE, François, 62.  
 DITTE, acqués, 62, 94, 101, 116, 536.  
 DIXMIER, Joseph, 79, 322.  
 DIXMIER, 284.  
 DJEBBOUR, 318.  
 DOAZAN, Charles-Pierre, 512.  
 DOBIGNY, Roger, 337.  
 DOCTEUR, (amiral), 168.  
 DODEL, (Docteur), 78.  
 DOERFLINGER, Raymond, 336.  
 DOGNON, André du, 181.  
 DOIZE, Pierre, 472.  
 DOLEZ, 337.  
 DOLLFUS, Daniel, 367.  
 DOLLFUS, Pierre, 298.  
 DOLIDIER, Jean, 482.  
 DOLIVET, Louis, 526.  
 DOMANGE, Michel, 5.  
 DOMEK, Roger, 198.  
 DOMENACH, Jean-Marie, 209, 311, 317, 423, 506, 517, 529, 555.  
 DOMENECH, 337.  
 DOMENOIS, F. 524.  
 DOMICELLI, Jeck, 350.  
 DOMINATI, Jacques, 300.  
 DOMINE, Suzanne, 97.  
 DOMINIQUE, Alfred, 538.  
 DOMINIQUE, Pierre, 16, 17, 19, 32, 89, 119, 181, 182, 185, 187, 550, 552.  
 DOMINIQUE, Y. 542.  
 DOMMANGE, René, 60, 70.  
 DOMMANGET, Maurice, 543, 550.  
 DOMONT, 414.  
 DONDICOL, 437.  
 DONIOL, Agnès, 97.  
 DONNAY, Maurice, 85.  
 DOOGHE, Charles, 147.  
 DORDET, R.-A., 62.  
 DORE, Louis, 15.  
 DOREY, Henri, 336, 337.  
 DORGERES, Henri (alias D'Halluin), 109, 168, 188, 194, 195, 209, 233, 241, 259, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 271, 310, 315, 318.  
 DORIDAM, Pierre, 393, 408, 409, 410.  
 DORGET, 287.  
 DORIOT, Jacques, 10, 73, 85, 95, 102, 105, 109, 112, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 138, 140, 148, 161, 168, 234, 418, 441, 444, 450, 453, 463, 486, 532, 551.  
 DORIOT, (famille), 120.  
 DORIVAL, Louis, 497.  
 DORLET, Louis, 497.  
 DORMOY, Marx, 122, 133, 134, 359.  
 DORMOY, Paul, 385.  
 DORMOY, Pierre, 437, 441.  
 DORMOY, 139.  
 DORSAY, (alias Pierre Villette), 106, 128.  
 DORTIGNAC, Emile, 93.  
 DORVAL (voir Jean OSWALD).  
 DOSSCHE, J.-L., 138, 140.  
 DOUBLET, Louis-Gérard, 229.  
 DOUBLET, 284.  
 DOUMENC, Yvonne, 97.  
 DOUMENQ, Léontine, 203.  
 DOUMER, Paul, 34, 545.  
 DOUMERGUE, Gaston, 34, 73, 359, 501, 504.  
 DOUROUX, Michel, 80.  
 DOUSSAIN, Gustave, 70.  
 DOUSSOT, Jean, 322.  
 DOUTRELLOT, Pierre, 396, 399.  
 DOUVILLE - MAILLEFEU, Vicomte Guy de, 132.  
 DOUZANS, 344, 349.  
 DOVISME, P. (voir Georges Vigne).  
 DRAGON, Marie, 178.  
 DRAIN, Gilbert, 15.  
 DRANCOURT, Michel, 425.  
 DRAULT, Jean, (alias Gendrot), 16, 89, 93, 94, 100, 101, 107, 152, 536.  
 DRÉANT, Paul, 284.  
 DREMIÈRE, 143.  
 DRESCH, Jean, 521.  
 DRENE, Michel, 425.  
 DREUX, Jacques, 51, 52.  
 DREUX, Philippe, (alias Sape), 109, 116, 152, 542.  
 DREVET, Mme Camille, 517, 524, 531.  
 DREVET, Paul, 409, 410.  
 DREYFOUS-DUCAS, Daniel, 295, 301, 513, 515.  
 DREYFUS, Pierre, 364.  
 DREYFUS, J.-P., 486.  
 DREYFUS, (divers), 27, 156, 327, 373, 380, 426, 483.  
 DREYFUS-SCHMIDT, Pierre, 377, 418, 420.  
 DRIANT, Charles, 116.  
 DRIANT, 284.  
 DRIEU LA ROCHELLE, Pierre, 7, 8, 19, 24, 41, 89, 96, 106, 107, 121, 123, 124, 126, 128, 223, 254, 542.  
 DRINGAULT, 241.  
 DROIT, Michel, 516.  
 DRONNE, Raymond, 301, 321, 322, 323, 515.  
 DROUOT, Maurice, 168, 518.  
 DROUOT L'HERMINE, Jean, 301, 344, 350, 351, 353.  
 DRU, Emile, 93.  
 DRU, Gilbert, 163, 329, 330.  
 DRUELLE, Jean, 242.  
 DRUMONT, Edouard, 10, 27, 30, 47, 60, 94, 101, 142, 418, 536.  
 DRUON, Maurice, 516.  
 DUAULT, Alfred, 168.  
 DUBARRY, Albert, 17, 104, 514, 538.  
 DUBERNARD, Maurice-Christian, 113, 531, 534, 538, 544, 546.  
 DUBLAIX (commandant), 32.  
 DUBOIN, Jacques, 95, 101, 143, 353, 355.  
 DUBOIS, Jacques, 311.  
 DUBOIS, Joseph, 552.  
 DUBOIS, Juliette, 472.  
 DUBOIS, Léon, 336.  
 DUBOIS, René, 322.  
 DUBOIS, 345.  
 DUBOIS-DUMÉE, J.-P. 506, 507, 508.  
 DUBOSC, Albert, 168.  
 DUBOSC, (divers), 104, 128, 345.  
 DUBOST, 349.  
 DUBREUIL, Hyacinthe, 106, 288, 509.  
 DUBREUIL, Louis, 484.  
 DUBREUIL, Raymond, 358.

- DUBREUILH, 381.  
 DUBUIS, 337.  
 DUCARROY, G. 542.  
 DUCAS, Lt.-Cl. 519.  
 DUCASTEL, Pierre, 181.  
 DUCATEL, 348.  
 DUCAUD-BOURGET, (abbé), 505.  
 DUCHAT, 418.  
 DUCHATEAU, 396.  
 DUCHESNE, 285.  
 DUCHET, Roger, 66, 251, 260, 277, 278, 279, 282, 284, 285, 287, 288, 291, 317, 321, 323, 340.  
 DUCHIER, Jean, 554.  
 DUCHIER, 525.  
 DUCHOUD, 235.  
 DUCLOS, Jacques, 78, 172, 233, 444, 445, 446, 449, 450, 451, 456, 457, 460, 461, 472, 473, 474, 476, 480, 516.  
 DUCOLONÉ, Guy, 471, 472.  
 DUCOS, 344.  
 DUCOURTIEUX, 431.  
 DUCRET, Marcel, 543.  
 DUCREUX, (voir J. Tacnet).  
 DUCROCQ, Albert, 206, 529.  
 DUCROCQ, Georges, 542.  
 DUCROCQ, Pierre, 95.  
 DUCROUX, Joseph, 479.  
 DUFEU, Baptiste, 363.  
 DUFLOT, 301.  
 DUFOUR, A. 51.  
 DUFOUR, Bernard, 185.  
 DUFOUR, Jean-Marc, 242.  
 DUFOUR, Jean, 317.  
 DUFOUR, 284.  
 DUFOURCQ, Ch.-Emm., 85.  
 DUFOURCQ, Norbert, 41.  
 DUFOURT (général), 341.  
 DUFRENNE, Pierre, 16.  
 DUFRICHE, Marcel, 472.  
 DUGAST, Raoul, 98.  
 DUGUET, C.-E. 17, 89, 107.  
 DUHAMEL, Edmond, 76.  
 DUHAMEL, Georges, 19, 96, 321, 322.  
 DUHAMEL, Morvan, 323, 349.  
 DUHAMEL, (Melle), 80.  
 DUHAMEL, 244, 320.  
 DUHOURCAU, François, 32, 107.  
 DUJARDIN, 41.  
 DULAC, Germaine, 539.  
 DULAC, G. E., 180.  
 DULLES, Foster, 376.  
 DULLIN, Charles, 95, 486, 539.  
 DUMAND (capitaine), 64.  
 DUMAREAU, Melle Renée, 284.  
 DUMAS, Pierre, 13.  
 DUMAS, Roland, 425, 537.  
 DUMAS, 301.  
 DUMAS DE RAULY, 367.  
 DUMAS-VORZET, 126.  
 DUMAT, Louis, 57.  
 DUMAY, Henri, 547, 548.  
 DUMESNIL, Alla, 295.  
 DUMESNIL DE GRAMONT, 172.  
 DUMEZ, 150.  
 DUMOND, P., 228.  
 DUMONT, C.A., 323.  
 DUMONT, René, 529.  
 DUMONT, Yvonne, 472.  
 DUMORET, 545.  
 DUMORTIER, 396.  
 DUMOULIN, Georges, 106, 107, 111, 143, 144, 147, 439, 509.  
 DUMOULIN, Marcel, 15, 18.  
 DUMOULIN (voir Robert Meunier).  
 DUMOULIN, 433.  
 DUNAN, Marcel, 47.  
 DUNOD, 531.  
 DUNOIS, Amédée, 437, 439, 443, 444.  
 DU PARC, Maurice, 245.  
 DUPERRIER, Bernard, 295.  
 DUPEYRAT, Jean, 550.  
 DUPEYRAT, Bertrand, 109.  
 DUPIRE, 354.  
 DUPLAN, Edmond, 38.  
 DUPLESSIS, J.M., 180.  
 DUPLESSIS, Michel, 46.  
 DUPLESSY, Jean, 41.  
 DUPONT, Léon, 225, 234, 240, 242, 268, 269, 271.  
 DUPONT, Fabricius, (voir Gait).  
 DUPONT, Frédéric, (voir Frédéric-Dupont).  
 DUPONT, Maurice, 32.  
 DUPONT, Robert, 296, 312, 541.  
 DUPONT, 118, 345.  
 DUPONT-HUIN, 66.  
 DUPRAS, 545.  
 DUPRAT, André, 509.  
 DUPRAT, Gérard, 98.  
 DUPRAT-GENEAU (voir Philippe DECHARTRE).  
 DUPRAZ Joannès, 109.  
 DUPRÉ, 284.  
 DUPUY, Emile, 431.  
 DUPUY, Fernand, 472.  
 DUPUY, Marc, 457, 488.  
 DUPUY, (Divers), 103, 104, 504.  
 DUQUENNE, Albert, 247.  
 DUQUENOY, Robert, 130.  
 DUQUESNE, Jules, 322.  
 DURAFOUR, 349, 371.  
 DURAME, Maurice, 38.  
 DURAN, Michel, 520, 539.  
 DURAND, Claude, 431.  
 DURAND, Félix, 38.  
 DURAND, J., 288.  
 DURAND, Lucien, 531.  
 DURAND, Paul, 41.  
 DURAND, Raymond, 536.  
 DURAND, 284.  
 DURAND-MASSIET, (voir Raymond DURAND).  
 DURBET, 290, 292, 301.  
 DURET, Jean, 420, 441, 520.  
 DURIEUX, Jehan, 116.  
 DURIEUX, Rémy, 132.  
 DURNER, 349.  
 DURROUDIER, 414.  
 DURROUX, 349.  
 DURROUX, 396.  
 DURRY, M., 404.  
 DURSORT, Jacques, 91, 125, 138, 532.  
 DURTAIN, Luc, 486, 529.  
 DUSEIGNEUR (général), 132, 133, 135, 136.  
 DUSSANE, (Mme), 111.  
 DUSSARPS, Charles, 420.  
 DUSSART, Louis, 140, 533.  
 DUSSEAULX, 301.  
 DUSSIAN, Olivier, 89.  
 DUTEIL, H.-J., 106.  
 DUTERNE, 301.  
 DUTERTRE DE LA COUDRE, 60.  
 DUTHEIL, Charles, 337, 515.  
 DUTHEIL, Henri, 16.  
 DUTHEIL, 337.  
 DUTHEILLON DE LAMOTHE, A., 534.  
 DUTILH, Roger, 546.  
 DUTILLET, Alain, 242.

- DUTILLEUL, Pierre, 123, 124, 127, 129.  
 DUTILLEUL, 450.  
 DU TOUR, Jean, 303, 305, 307.  
 DUVAL, Alexandre, 70, 414.  
 DUVAL, André, 172.  
 DUVAL, G., 497.  
 DUVAL, (général), 73, 551.  
 DUVEAU, R., 367.  
 DUVEAU, 523.  
 DUVERGER, Maurice, 112, 124, 125, 126, 404, 417.  
 DUVERGER, (voir Jean CHAUVIN).  
 DU VIGNAU, Jacques, 342.  
 DUVIGNAU, 240.  
 DUVIGNAUD, Jean, 529.  
 DUVILLARD, 301.  
 DYSSORD, Jacques, 19, 93, 101.
- EAUBONNE, Etienne d', 15, 18.  
 EAUBONNE, Françoise d', 18.  
 EBERLEIN, 433.  
 EBOUÉ-TELL, Mme Eugénie, 290, 295, 320, 322, 553.  
 EBRARD, Guy, 344, 363, 515, 528.  
 EBSTEIN, Jean, 181, 198, 199, 202, 203, 522, 525, 526, 553.  
 EBSTEIN, Jacques, 542.  
 ECHIVARD, 209.  
 EDOT, André, 336.  
 ECKHOUTTE, 399.  
 EFFEL, Jean, 529, 520.  
 EHM, 302.  
 EINSTEIN, 515.  
 ELLEN, Gabriel, 483.  
 ELLUL, J., 404.  
 EL MAADI, Mohammed, 132, 134, 140, 147.  
 EL MOKHTAR, Sidi, 292.  
 ELBÉE, Philippe d', 89.  
 ELBÉE, Marquis d', 38.  
 ELBEL, Paul, 143.  
 ELGEY, Georgette, 254.  
 ELIE, Maurice, 75.  
 ELOI, Jean, 481.  
 ELSEN, Claude, 104, 190, 519.  
 ELUARD, Paul, 19.  
 ELY, J.-Y., 223.  
 ELY, 172.  
 EMERY, Léon, 19, 107, 143, 144, 206.  
 EMILY (général), 548.  
 EMMANUEL, Mme Franck, 521.  
 EMMANUEL, Pierre, 303, 404.  
 ENCAUSSE, Dr Philippe, 73, 342.  
 ENGDAHL, Per, 234.  
 ENGEL, Emile, 322.  
 ENGELHARD, H., 502.  
 ENGELS, 474.  
 ENGRAND, Fernand, 49.  
 ENJALBERT, René, 283.  
 ENSCH, Pierre, 521, 536.  
 ENTRAIGUES, Melle Y., 97.  
 ERNOUT, Liliane, 215, 216.  
 ERARD, Lucien, 543.  
 ERNWEIN, Jacques, 284.  
 ERRANS, Christian, (alias G. Barbul), 185, 187.  
 ERVAL, François, 529.  
 ESCALLIER, 168.  
 ESCANDE, 80.  
 ESCARGUEL, Gaston, 367.  
 ESCAUTIER, A., 518.  
 ESCUDIER, Gabriel, 302, 304.  
 ESPEZEL, Pierre d', 106.  
 ESPIAU, Marcel, 19, 105, 126, 181, 187.  
 ESPIARD, Adolphe, 420.
- ESQUIROL, Joseph, 168.  
 ESSARTS, Raymond des, 90, 541.  
 ESSARTS, Yves des, 531.  
 ESSARTS, des, 181.  
 ESTAILLEUR-CHANTERAIN, P. d', 88.  
 ESTÈBE, Paul, 113, 179, 180, 182, 183, 197, 202, 349, 519, 532, 553.  
 ESTIER, Claude, 521.  
 ETCHÉVERRY, 539.  
 ETIEMBLE, 404.  
 ETIENNE, lt-colonel (voir Henri Rogé).  
 ETIENNE, Georges, 554.  
 ETIENNE, Georges, (voir Georges-Etienne).  
 ETIENNE, Maurice, 45.  
 ETIGNY, Antoine d', 226.  
 EUGÈNE, Jacques, 534.  
 EUGÈNE (impératrice), 545.  
 EUDES, Thérèse, 110.  
 EUSTACHIEWICZ, 339.  
 EVAÏN, Emmanuel, 60.  
 EVEILLARD, (voir René de Livois).  
 EVRARD, Just, 172, 396.  
 EYDOU, 110.  
 EYMARD, Claude, 204.
- FABBRI, Paul, 472.  
 FABER, 348, 349.  
 FABIANI, Jean, 301, 310.  
 FABIEN, 449.  
 FABRE, Henri, 438, 483, 534, 535.  
 FABRE, Dr Henri, 490.  
 FABRE, Alexis, 364.  
 FABRE, Camille, 242.  
 FABRE, Jean, 58.  
 FABRE, Raymond, 400.  
 FABRE, Robert, 176.  
 FABRE, 302.  
 FABRE-LUCE, Alfred, 19, 119, 126, 177, 182, 252, 415, 519, 542.  
 FABRE-LUCE, Robert, 17.  
 FABRÈGUES, Jean de, 88, 89, 113, 509, 522.  
 FABRY, Jean, 168, 534, 546.  
 FABRY, (colonel), 176.  
 FACI, Kaddour, 132.  
 FAILLET, André, 548, 550.  
 FAGGIANELLI, Jacques, 56.  
 FAGGIANELLI, 349.  
 FAIVRE, 75.  
 FAJON, Etienne, 450, 457, 460, 461., 472, 473, 474, 480, 481, 487.  
 FALAIZE, Pierre-Louis, 159.  
 FALALA, 301.  
 FALASSE, 123.  
 FALCHI, Gérard, 97.  
 FALCK, Etienne, 285.  
 FALCO, André, 526.  
 FALCOZ, 371, 521.  
 FALCOZ, Paul-André, 364, 403, 425.  
 FALÈZE, J.-M. de, 540.  
 FALGADE, Jean, 41.  
 FALGAIROLLE, Adolphe de, 85, 88, 181, 182, 353.  
 FALL, Marcel, 172.  
 FALLAS, 413.  
 FALLAVIER, Jean, 285.  
 FALLOIS, Bernard de, 519.  
 FANUCCHI, G., 42.  
 FARAUT, Henri, 94.  
 FARAUT, Dr Jean, 132.  
 FAREL, (voir Pierre Kahn).

- FARFANTELO, (voir Henriette DI-BON).  
 FARGE, Jacqueline, 152.  
 FARGE, Yves, 158, 343, 418, 458.  
 FARGUE, Léon-Paul, 104, 524.  
 FARINE, Philippe, 336, 534.  
 FARRE, 215, 241.  
 FARRÈRE, Claude, 16, 73, 96, 104, 177, 194, 551.  
 FATTACIOLLI, Paul, 541.  
 FAUCHER, Jean-André, 89, 98, 182, 184, 214, 226, 309, 312, 347, 350, 351, 352, 353, 535, 536, 537, 541.  
 FAUCHOIS, 495.  
 FAUCHON, Maxime, 322.  
 FAUCHON, 278.  
 FAUCIER, Nicolas, 143.  
 FAUCIGNY-LUCINGE, 415.  
 FAUCONNET, P., 524.  
 FAUCONNET, 367.  
 FAUGERAS, Jacques, 183.  
 FAUGERAS, 496.  
 FAUGERE (colonel), 195.  
 FAULQUIER, Jehan, 548.  
 FAULQUIER, 284.  
 FAUQUENOT, Emile, 295.  
 FAURAN, Jacques, 132, 137, 140.  
 FAURE, Edgar, 43, 199, 205, 232, 282, 308, 315, 343, 344, 360, 361, 369.  
 FAURE, Elie, 486, 524, 525.  
 FAURE, Emile, 371.  
 FAURE, Ferdinand, 387, 554.  
 FAURE, Maurice, 314, 322, 344, 363, 364, 530, 548.  
 FAURE, Paul, 126, 147, 161, 168, 177, 189, 190, 197, 198, 345, 346, 385, 386, 389, 391, 416, 446, 447.  
 FAURE, Sébastien, 494.  
 FAURE-BIGUET, Charles, 48, 50.  
 FAUSSECAVE, Marguerite, 444.  
 FAUST, Paul, 72.  
 FAUTOULLIER, A., 18.  
 FAUTRAT, 66.  
 FAUTRE, Jean, 132.  
 FAUVET, Jacques, 43, 257, 343, 417, 418, 431, 476, 488, 489.  
 FAVALELLI, Max, 106.  
 FAVIER, Emile, 147.  
 FAVRE, Emile, 371.  
 FAVRE, Jean, 304.  
 FAVRE, Jean-Claude, 532.  
 FAVRE, Henri, 494.  
 FAVRE, Pierre, 519.  
 FAVRE, 349.  
 FAY, Bernard, 19, 93, 95, 96, 106, 542, 548.  
 FAYARD, Jean, 106, 126.  
 FAYARD, 88, 105, 521.  
 FAYE (lieutenant-colonel), 58.  
 FAYE (commandant), 154.  
 FAYOLLE, Raymond, 147.  
 FAYOLLE, 496.  
 FAYSSAT, René, 195.  
 FEBVAY, 292.  
 FEBVRE, Jean-Louis, 537.  
 FEGA, 168.  
 FEGY, Camille, 95, 106, 107, 109, 123, 124, 242.  
 FEIGELSON, Raph, 516.  
 FEILDEL, André, 32.  
 FEINGOLD (voir Suzanne de Montfort).  
 FEIX, Léon, 457, 460, 472, 473, 474, 475, 476.  
 FELD, Nelly, 487.  
 FELGINE, Marcel, 34, 112.  
 FÉLICE, Pierre de, 322, 363.  
 FELICI, Noël, 526.  
 FELL, Martine, 529.  
 FELS, André de, 534, 546.  
 FELS, Emile, 13, 15.  
 FENTON, 301.  
 FERAL, 316.  
 FERAUD, Francis, 197.  
 FERAUDY, J. de, 107, 202.  
 FERCAN, Edmond, 424.  
 FERDONNET, Paul, 115.  
 FERENZY, Oscar de, 62.  
 FERET DU LONGBOIS, Henry, 32.  
 FERGUS (voir J. Ploncard d'Assac).  
 FERJAC, Pol, 520.  
 FERNAND-LAURENT, 70.  
 FERNANDEZ, Dominique, 529.  
 FERNANDEZ, Ramon, 95, 107, 124, 539, 542.  
 FERNANDEZ, Raoul, 129.  
 FERNET, amiral Jean, 195, 197.  
 FERON, Bernard, 507.  
 FERON, Jacques, 279, 284, 322.  
 FERRACI, 349.  
 FERRAND E., 543.  
 FERRAND, Joseph, 322.  
 FERRAND, Paul, 97.  
 FERRAND, Dr Pierre, 420.  
 FERRAUD, 65.  
 FERRÉ, Jean, 188.  
 FERRÉ, Marc, 168.  
 FERRÈRE, E.-L., 56.  
 FERRERO, 381.  
 FERRI, Enrico, 380.  
 FERRI, Pierre, 279, 284, 515.  
 FERRÉ-PISANI, 127, 152.  
 FERRIE, Charles.  
 FERRIÈRE (voir CERF-FERRIÈRE).  
 FERRIÈRE, Georges, 230, 312, 545.  
 FERRINI, Umberto, 16.  
 FERRO, Maurice, 301.  
 FERRON, Dr H., 41.  
 FERROUKHI, Mustapha, 459.  
 FERRY, Désiré, 57, 126.  
 FERRY, Jules, 355, 501, 504.  
 FESSARD, Père Gaston, 506.  
 FEUGA, Jean, 531.  
 FEUILHADE DE CHAUVIN, Guy de, 52.  
 FEUILLARD, 284.  
 FEUILLY, Bernard, 532.  
 FEYDER, Jacques, 539.  
 FÉVAL, Auguste, 62, 94, 178.  
 FÉVRIER, André, 391.  
 FICHTE, 382.  
 FIESCHI, Jacques, 545.  
 FIEVET, Maurice, 247.  
 FIGUÉRAS, André, 41, 242, 293.  
 FIGUIÈRE, E., 528.  
 FIGUIÈRES, Léo, 457, 472, 473, 475, 480.  
 FILIATRE, Roland, 401, 490.  
 FILIATRE, 413.  
 FILIPACCHI, Daniel, 529.  
 FILIPPI, J.-F., 304.  
 FILIU (Dr), 316.  
 FILLIOL, Jean, 109, 132, 137, 140.  
 FILLON, René, 293, 322.  
 FILLON, 168.  
 FINALY, Horace, 17, 61.  
 FINALY, Hugo, 304.  
 FINET, pasteur Albert, 15.  
 FINIDORI, J.-P., 550.  
 FINIDORI, Madeleine, 345.  
 FIORI, J., 228, 371.  
 FINET, Albert, 15, 501, 502.

- FINOT, Louis-Jean, 528.  
 FIQUET, René, 554.  
 FIRINO-MARTELL, Maurice, 205.  
 FISCHER, Georges, 491.  
 FIX, L., 482.  
 FLAMAND, P., 522.  
 FLANDIN, Ernest, 49.  
 FLANDIN, Jean-Michel, 293.  
 FLANDIN, Pierre-Etienne, 25, 65, 105, 188, 282, 518.  
 FLANDIN, 349.  
 FLAVIEN, Jean, 476.  
 FLAYELLE, Maurice, 49.  
 FLEURIEU, Marie-Claire de, 529.  
 FLEURIGANT, F., 318.  
 FLEURIOT DE LANGLE, P., 198.  
 FLEUROT, Paul, 371.  
 FLEURY, 531.  
 FLERS, marquis de, 188.  
 FLEURY, Joseph, 168.  
 FLEURY, 63, 349.  
 FLOQUET, colonel, 60, 61.  
 FLOQUET, 504.  
 FLORAC, Jean, 89.  
 FLORAND, 396.  
 FLORANT-PLIQUE, Madeleine, 39.  
 FLORENNE, Yves, 89.  
 FLORÈS, Ange, 317.  
 FLORIAN, 400, 401, 413.  
 FLORNOY, Bertrand, 98, 300, 301, 310.  
 FLORY, Charles, 327.  
 FLORY, Charles, 336, 337.  
 FLORY, 163, 328.  
 FLOY, Jean, 223.  
 FOATA, François, 184.  
 FOCH (maréchal), 25, 69.  
 FOEX, Jean-Albert, 89, 93, 97, 107, 178, 181, 519.  
 FOHR, Paul, 317.  
 FOISSIN, 452.  
 FOLLACCI, Dominique, 545.  
 FOLLEREAU, Raoul, 510, 542.  
 FOLLINET, Joseph, 507, 508.  
 FONCK, René, 168.  
 FONSEGRIVE, Georges, 327.  
 FONT, Jean, 420.  
 FONTAINE, André, 431.  
 FONTAINE, Jean-Pierre, 37.  
 FONTAINE, Maurice, 423, 424.  
 FONTAINE, Pierre, 188, 189, 190, 197, 214, 269, 312.  
 FONTAINE, Mme, 295.  
 FONTANA, Gérard, 74.  
 FONTANET, J., 339.  
 FONTENAY, Pierre de, 110.  
 FONTENAY, de, 66, 528.  
 FONTENEAU, Jean, 336, 339.  
 FONTENIS, Georges, 495.  
 FONTENOY, Jean, 85, 101, 102, 107, 108, 124, 127, 138, 140, 141, 146.  
 FONTFREYDE, Denise de, 187.  
 FORAIN, Jean-Loup, 16.  
 FORAIN, 16, 484.  
 FORCADA, Mme Madeleine, 490.  
 FOREST, Louis, 519.  
 FOREST, Pierre, 73.  
 FOREST, 304, 396.  
 FORESTA, Alix de, 47.  
 FORESTIER, Denis, 514.  
 FORESTIER, Georges, 100.  
 FORESTIER, 377.  
 FORGES, Jean, 38.  
 FORISSIER, Henri, 109.  
 FORNELLE DE LA LAURENCIE, général Henry de, 519.  
 FOSSIER, Yves, 541.  
 FORT, Paul, 19, 105, 126.  
 FOSCA, François, 106.  
 FOSSATI, Jean, 109, 123, 129, 130, 148.  
 FOSSORIER, Robert, 363, 364.  
 FOUBERT, Michel, 342.  
 FOUBERT, R., 125.  
 FOUCAULT, André, 106.  
 FOUCHARD, Emile, 450.  
 FOUCHER, Raymond, 223.  
 FOUCHÈRE, Berthe, 414.  
 FOUCHET, Christian, 290, 292, 293.  
 FOUCHIER, 284.  
 FOUÈRE, Yann, 541.  
 FOUGERE, Henry, 49, 52.  
 FOUGERE, Jean, 542.  
 FOUGERET, 193.  
 FOUGEROLLES, André de, 525, 547.  
 FOUGERON, André, 462.  
 FOUGEROUSSE, J.-P., 275.  
 FOULE, Eugène, 266.  
 FOULETIER (famille), 282.  
 FOULON, 413.  
 FOUQUE, René, 252.  
 FOUQUES-DUPARC, 292, 301, 314.  
 FOUQUET-LAPAR, 33.  
 FOURCADE, Manuel, 168.  
 FOURCADE, Marie-Madeleine (ex-Méric), 15, 136, 299, 321, 523, 543, 551.  
 FOURCAUD, Pierre, 523.  
 FOURCAULD DE PAVANT, François, 70.  
 FOURGEAUD, André, 17.  
 FOURIER, 7.  
 FOURMOND, 337.  
 FOURMY, E.-G., 106.  
 FURNELLE, J.-M., 242.  
 FOURNIER, A., 437.  
 FOURNIER, Clément, 495.  
 FOURNIER, Pierre, 74.  
 FOURNIER, Raoul, 414.  
 FOURNIER, 154.  
 FOURNIER-CARVILLE, Charles, 49.  
 FOURNIÈRE, Eugène, 483.  
 FOUROUX, Antoine, 16.  
 FOURRIER, Marcel, 418.  
 FOUSSAT, Gabriel du, 33.  
 FOUSSI, 93.  
 FOYER, 301.  
 FRACHON, Benoît, 418, 457, 472, 473, 474.  
 FRADIER, Georges, 410.  
 FRAIGNEAU, André, 19, 89, 106.  
 FRAISSE, Etienne, 110.  
 FRAISSE, Paul, 409.  
 FRAISSE, 310.  
 FRAISSINET, Jean, 168, 279, 285, 315.  
 FRAMOND, Ernest de, 70, 168.  
 FRANCA, Robert, 89.  
 FRANCE, Anatole, 27, 483.  
 FRANCE, Sylvain, 93.  
 FRANCE, Robert de, 33.  
 FRANCHET D'ESPÈREY (maréchal), 71.  
 FRANCK, P., 492.  
 FRANCIS, Robert, 19, 62, 105, 542.  
 FRANCIS, Jean, 223.  
 FRANCO, 337, 448, 449.  
 FRANÇOIS (général), 168.  
 FRANÇOIS, André, 86.  
 FRANÇOIS-ARLENCOURT, Léonie, 179.  
 FRANÇOIS-JOSEPH (empereur), 384.  
 FRANÇOIS-MARSAL, 546.  
 FRANÇOIS-MARTIN, 169, 197.  
 FRANÇOIS-PONCET, André, 170, 198, 320, 518, 545.

- FRANÇOIS-VALENTIN, 279, 283, 284.  
 315, 323.  
 FRANK, Bernard, 529.  
 FRANK, Nino, 105.  
 FRANK, Pierre, 490, 491.  
 FRANKLIN-BOUILLON, 532, 533.  
 FRANQUEVILLE (lieutenant-colonel  
 de), 58.  
 FRANSON, Georges, 529.  
 FRANSSEN, Raymond, 531, 546.  
 FRANTEL, Max, 94.  
 FRANTZ, 123.  
 FRAUD, Jean-Philippe, 229.  
 FRAUDEAU, Gilbert, 274.  
 FRAVAL, Henri, 540.  
 FRAYSSE, André, 245.  
 FRÉBAULT, Roger, 62.  
 FRÉDÉRIC-DUPONT, Edouard, 60, 70,  
 204, 279, 280, 283, 284, 292, 315, 318,  
 518, 519, 546, 553.  
 FRÉDÉRIX, Pierre, 252.  
 FRÉJAC, 231.  
 FRÉMONT, 62.  
 FRÉNAY, Henri, 153, 154, 157, 172, 199,  
 252, 303, 315, 365.  
 FRESNAY, Pierre, 42, 502, 519, 553.  
 FREVILLE, Jean, 486, 525.  
 FREVILLE, 172, 337.  
 FREY, Roger, 293, 299, 300, 322.  
 FRÉZIA, 123, 127.  
 FREYCINET, Charles de, 501.  
 FRIBOURG, Jean, 198.  
 FRIC, 301.  
 FRICK, César, 266.  
 FRICK, 94.  
 FRICOT, Pierre, 553.  
 FRIEDMANN, Georges, 486, 487, 525,  
 529.  
 FRIEDMANN, 406.  
 FRISCHMANN, Georges, 457, 472, 473,  
 474.  
 FRITZ (docteur), 452.  
 FROIDEVAL, Raymond, 107, 144, 403,  
 532.  
 FROMENT, Edmond, 162.  
 FROMENT, 172.  
 FROMENTIN, Jacques, 61.  
 FRONVAL, 31.  
 FROSSARD, André, 152, 188, 510.  
 FROSSARD, L.-O., 87, 99, 385, 386, 387,  
 432, 436, 440, 441, 442, 443, 446, 457,  
 505, 510, 534, 535, 538, 550, 554.  
 FROT, Eugène, 68, 102, 144, 388, 554.  
 FROT, Jacques, 203.  
 FROUARD, Albert, 202, 203, 318, 349,  
 350, 351.  
 FROUIN, Jacques, 215.  
 FRY, 301.  
 FUGÈRE, Lucienne, 97.  
 FULCHIRON, 284.  
 FUMET, Stanislas, 152, 303, 307, 462,  
 507, 508.  
 FUNCK-BRENTANO, Christian, 289.  
 FUNCK-BRENTANO, Franz, 32.  
 FUNCK-BRENTANO, Paul, 295.  
 FURT, Alexandre, 423.  
 FUSIER, Claude, 398.  
 FUSTIER, Antoine, 132.  
 FUYET, Charles, 188.  
 FUZIER, Robert, 520.  
 GABELLE, Pierre, 322, 336, 337.  
 GABORIAUD, Léo-Abel, 528.  
 GABORIT, Marcel, 51.  
 GABORIT, 348, 349.  
 GABOUTY, Edmond, 336.  
 GABREAU, Pierre, 258, 259.  
 GABRIEL-ROBINET, L., 262.  
 GACHE, Paul, 97, 188, 517.  
 GACHÉ (président), 72.  
 GACHON, Lucien, 42, 525.  
 GAGLIARDI, Jacques, 249, 250, 254.  
 GAGNAIRE, Maxime, 322.  
 GAILLARD, Eugène, 102.  
 GAILLARD D'AIMÉ, Félix, 160, 284,  
 308, 314, 344, 347, 360, 361, 363, 364,  
 402, 403.  
 GAILLARD, Henri, 540.  
 GAILLARD, Robert, 109, 497.  
 GAILLEMIN, Georges, 322.  
 GAILLEMIN, Louis, 70.  
 GAIT, Maurice, 89, 177, 185, 186, 187,  
 519.  
 GAL, Mme H.-E., 55.  
 GALANTE, Alain, 89.  
 GALARD, Hector de, 410.  
 GALETTI, Pierre, 490.  
 GALEY, Louis-F., 98.  
 GALLICE, André, 317.  
 GALLET, Pierre, 82, 85, 86, 88.  
 GALLI, Yvonne, 95.  
 GALLI, Pierre, 33.  
 GALLIANO, 99.  
 GALLIENNE, Jacques, 490.  
 GALLIENNE, 349.  
 GALLIMARD, Gaston, 411, 539, 542,  
 555.  
 GALLOIS, Auguste, 353.  
 GALLOIS (prof.), 537.  
 GALLUS (voir Louis LATZARUS).  
 GALOPEAU, Pierre, 223.  
 GALPÉRINE (Dr), 538.  
 GALPIN, Gaston, 49.  
 GALTIER, Louis, 13.  
 GALTIER-BOISSIERE, Jean, 22, 63,  
 103, 186, 189, 452, 454, 520, 526, 533.  
 GALLY-GASPARROU, Georges, 361,  
 363.  
 GAMBETTA, Léon, 272, 355, 356, 484,  
 518.  
 GAMEL, 301.  
 GAMELIN (général), 161.  
 GAMZON (dit Lagnes), 156.  
 GANDEZ, P., 522.  
 GANDON, Yves, 516, 534.  
 GANEVAL (général), 315, 366.  
 GANNE, Gilbert, 509.  
 GANNE, Pierre, 506.  
 GANNES, Pierre-Louis, 110.  
 GARAMBÉ, B. de, 185, 187.  
 GARAPON, Raymond, 93.  
 GARAT, Joseph, 304, 322, 357.  
 GARAUDY, Roger, 457, 472, 473, 480.  
 GARCHERY, 345, 437, 444, 546.  
 GARCIA, François, 337.  
 GARCIN, Félix, 168.  
 GARDIEN, André, 203.  
 GARDY, Philippe, 537.  
 GAREL, R., 420.  
 GARELLI, Alphonse, 409.  
 GARET, Pierre, 284.  
 GARET, 278.  
 GARETS, des, 543.  
 GARGOMINY, Paul, 341, 342.  
 GARMY, René, 486.  
 GARNIER, Christine, 197.  
 GARNIER, Henri, 548.  
 GARNIER, Noël, 437, 442, 538, 548.  
 GARNIER (abbé), 327.  
 GARNIER, 292, 301, 413.

- GARNIER DE GARETS, Jean de, 52.  
 GARRAUD, 301.  
 GARREAU (ambassadeur), 295.  
 GARRIDO, Lucien, 512.  
 GARVENOFF, Jean, 533.  
 GAS, Louis, 71, 75, 76, 78.  
 GASCAR, Pierre, 311.  
 GASPERI, de, 340.  
 GASQUET, Bernard de, 110.  
 GASSE, 349.  
 GAST, Raymond, 110.  
 GAST, René, 110.  
 GASSIER, H.-P., 438, 441, 520.  
 GASTAUT, Charles (voir Charles LUCA).  
 GASTON-GÉRARD, 70, 545.  
 GATUMEL, René, 72.  
 GATTEGNO, R., 482.  
 GAUBERT, Ernest, 109.  
 GAUBERT, 292.  
 GAUBERT D'AUBAGNAT, B., 60.  
 GAUCHER, François, 85, 123.  
 GAUCHERON, Jacques, 487.  
 GAUDERIC, Bertrand, 285.  
 GAUDIN, Mme Claude, 110.  
 GAUDIN, Raymond, 140.  
 GAUDIN, 530.  
 GAUDIOT, Ch., 140.  
 GAUDY, Georges, 33, 37, 38, 39.  
 GAULLE, de, voir De Gaulle.  
 GAULT, Claude, 423.  
 GAULTIER, Léon, 185.  
 GAUMONT, 292.  
 GAUSSOT, Philippe, 98.  
 GAUTHERON, J.-M., 180.  
 GAUTHERON, Marius, 261.  
 GAUTHEROT, Gustave, 16, 70, 177, 542.  
 GAUTHIER, André, 261, 274, 364.  
 GAUTHIER, Jérôme, 520.  
 GAUTHIER, 344.  
 GAUTHIER DE CLAGNY, 50.  
 GAUTIER, André, 209.  
 GAUTIER, Georges, 126.  
 GAUTIER, 367.  
 GAUTIER-CHAUMET, Louis, 308, 322, 344, 371.  
 GAUTIER-WALTER, A., 288.  
 GAUTROT, Jean, 204.  
 GAVALDA, Berthe, 42.  
 GAVARD, F.-H., 62.  
 GAVARD, 349.  
 GAVET, L., 480.  
 GAVIGNET, docteur, 342.  
 GAVINI, 284.  
 GAXOTTE, Pierre, 32, 105, 106, 184, 188.  
 GAY, Francisque, 152, 163, 309, 325, 327, 328, 329, 337, 516.  
 GAY, Jean, 244.  
 GAY-LUSSAC, Bruno, 529.  
 GAYET, Louis-J., 184.  
 GAYLIN, G., 178.  
 GAYMAN, Vital, 364, 449.  
 GAYRARD, André, 236, 349, 351.  
 GAYRAUD, 327.  
 GAZAVE, Jean, 32.  
 GAZIER, Albert, 163, 172, 398, 311, 526.  
 GBOULEY, 227.  
 GEBÉ (voir Guy BERTRET).  
 GEDÉON, Léon, 527, 531.  
 GEFFLOT, G., 544.  
 GEFFROY, Gustave, 483.  
 GEGOUT (Mgr), 511.  
 GEHENNO, Jean, 19.  
 GÉLINET, 545.  
 GÉLIS, 444, 547.  
 GEMALHING, Jean, 81.  
 GENAY (Mme), 140.  
 GENAY (capitaine), 67.  
 GENDRE, 345.  
 GENDROT (voir Jean Drault).  
 GENEVAY, Jacques, 540.  
 GENEVOIX, Maurice, 194.  
 GENIN, Albert, 274.  
 GÉNIN, René, 109.  
 GENSBURGER, 414.  
 GÉO-MOUSSERON, 487.  
 GEOUFFRE DE LA PRADELLE, 197.  
 GEORGE, Fernand, 544.  
 GEORGE, P., 487.  
 GEORGES, Francis, 73.  
 GEORGES, J.-L., 184.  
 GEORGES, Maurice, 322.  
 GEORGES (général), 47.  
 GEORGES (fils), 47.  
 GEORGES, 292.  
 GEORGES-ETIENNE, René, 150, 371, 431.  
 GEORGES-PICOT, général G., 541.  
 GEORGES-PICOT, Léone, 529.  
 GEORGES-PICOT, Yvonne, 303.  
 GEORGET, André, 322.  
 GEORGIUS, 104.  
 GÉRALD, 115.  
 GÉRARD, Claude, 492, 521.  
 GÉRARD, Marcel, 39.  
 GÉRARD, René, 94.  
 GÉRARD, 387.  
 GÉRARDOT, général Paul, 322.  
 GÉRAUD, André, 112.  
 GÉRAUD, Philibert, 93, 125.  
 GÉRAUD (voir Pertinax).  
 GERBE, Léon, 525.  
 GERBER, Eugène, 100.  
 GERBER, Justin, 104.  
 GERBET, 326.  
 GERENTE, Henri, 70.  
 GERENTET DE SALUNEAU, 509.  
 GERGAUD, 287.  
 GÉRICO, G., 540.  
 GERIN, Louis, 525.  
 GERIN, René, 94, 143, 495, 524.  
 GERIN-RICARD, Louis de, 32, 89, 98, 106.  
 GERLAND, R., 542.  
 GERMAIN, docteur, 551.  
 GERMAIN, E., 492.  
 GERMAIN, José, 89, 95, 100, 105, 196.  
 GERMAIN, Marcel, 72.  
 GERMAIN-MARTIN, Henri, 168, 188.  
 GERMAINS, Emm., 549.  
 GERMAINS, Victor, 553.  
 GERMAIX, 114.  
 GERMAY, Yves de, 342.  
 GERNEZ, 396.  
 GÉROME, Pierre, 524.  
 GÉROULE, 483.  
 GERVAISE, Bernard, 85, 539.  
 GERVOLINO, 172.  
 GESTERMANN, André, 266.  
 GEURIE, J.-L., 190.  
 GHEON, Henri, 16.  
 GHEUSI, P.-B., 107.  
 GHILINI, Hector, 95, 126.  
 GIACCOBI, François, 322, 363.  
 GIACCOBI, P., 56, 360, 363.  
 GIACCOBI, 172, 290.  
 GIACOBINI, Xavier, 52, 109.  
 GIAUME, Alfred M., 85, 86.  
 GIDE, André, 487, 524, 542, 555.  
 GIDEL, Gilbert, 168.



- GIEURE, Albin, 49.  
 GIFFARD, Maurice, 89, 520.  
 GIGNAC, Yves, 42, 316.  
 GIGNOUX, Claude-Joseph, 105, 111, 112, 169, 177, 198.  
 GILBERT, O.-P., 103, 104, 105.  
 GILBERT, Pierre, 11.  
 GILBERT, Monique, 529.  
 GILBERT-PRIVAT, Odette, 518.  
 GILBERT, Jean, 337.  
 GILLES, Bernard, 521.  
 GILLET, Blanchette, 480.  
 GILLET, Robert, 93.  
 GILLIET, Marcel, 179.  
 GILLIOT, 292.  
 GILLMANN, 522.  
 GILLOIS, André, 305.  
 GILLON, P., 12.  
 GILLOT, Auguste, 473.  
 GILLOUIN, René, 41, 113, 181, 205, 548.  
 GILQUIN, Elie, 393.  
 GIMONT, Marcel, 552.  
 GINAS (colonel), 151.  
 GINDRE, Henri, 169.  
 GINGEMBRE, Léon, 233.  
 GINOLLIN, Denise, 160, 451, 452.  
 GINTZBURGER, Adrienne, 364.  
 GINZSBURGER (voir Pierre Villon).  
 GIONO, Jean, 19, 143, 486, 495, 524, 525, 542.  
 GIOVONI, Arthur, 172, 473, 480.  
 GIPOULON, 397.  
 GIRARD, Louis, 178.  
 GIRARD, L.-D., 195, 197.  
 GIRARD, P.-A., 126.  
 GIRARD, Pierre, 196.  
 GIRARD, Robert, 316.  
 GIRARD, Rosan, 505.  
 GIRARD, R., 223.  
 GIRARDET (professeur), 41.  
 GIRARDIN, A., 140.  
 GIRARDIN, P., 318.  
 GIRAUD, Jean-Edouard, 532.  
 GIRAUD, Suzanne, 121.  
 GIRAUD (général), 35, 124, 205.  
 GIRAUD (Mme la générale), 510.  
 GIRAUD, 129.  
 GIRAUDOUX, Jean, 542.  
 GIRAULT, Suzanne, 444.  
 GIROD, Lucie, 431.  
 GIRON, Charles, 50.  
 GIRON, Roger, 16, 19, 20, 50.  
 GIROUD, Mme Françoise, 529.  
 GIROUX, Robert, 179, 181.  
 GIROUX, 143, 144.  
 GIROT, 172.  
 GIRREBEUK, Raoul, 265.  
 GITTON, Marcel, 128, 450.  
 GIVET, S. de, 542.  
 GLANDY, André, 39.  
 GLASS, Marcel, 97.  
 GLAVANY, 229.  
 GLAY, Emile, 538.  
 GLEIZER-KRAWCZYK, Irène, 553.  
 GLISE, A., 420.  
 GOBINEAU, A. de, 85, 95.  
 GOBERT, André, 529.  
 GOBIN, Gabriel, 536.  
 GOBLET, René, 356.  
 GOBLET, 504.  
 GOD, 93, 94.  
 GODART, Justin, 418, 549.  
 GODDYN, Désiré, 508.  
 GODEAU, Jules, 355.  
 GODEFROY, 301.  
 GODIN, 292, 496.  
 GODMÉ, voir Jean-Pierre MAXENCE.  
 GODONNÈCHE, 284.  
 GODVIN, 493.  
 GOEAU-BRISSONNIÈRE ou GOÉAU-BRISSONNEAU, Yves, 303, 304.  
 GOERG, 539.  
 GÖTTE, 29.  
 GOHIER, Urbain, 61, 89, 101, 107, 332, 483, 487.  
 GOICHON, 414.  
 GOIFFEUX, Jean (voir DELORME Jean).  
 GOISLARD, Paul, 93.  
 GOITISOLO, Jean de, 546.  
 GOLDENBERG, S.-E., 515.  
 GOLDENBERG (voir Léo Hamon).  
 GOLDET, 411.  
 GOLDFIEM, Jean S. de, 62.  
 GOLDSCHILD (voir Jean GOLDSKY).  
 GOLDSKY Jean, 426, 545, 551.  
 GOLDSTEIN, 175.  
 GOLVAN, 292.  
 GOMBAULT, Georges (alias Weiskopf), 156, 399, 414, 431, 513, 514, 538.  
 GONDARD, Mlle, 316.  
 GONIN, Marcel, 549.  
 GONIN, Marius, 327.  
 GONNAUD, 414.  
 GONNET, Jean, 317.  
 GONNET, Louis, 33, 87.  
 GONTAUT-BIRON, comte Roger de, 52.  
 GONTCHAROFF, Georges, 423.  
 GONTIER, René, 19.  
 GONTRIE, Pierre de la, 364.  
 GORCE, Pierre, 226.  
 GORCE, 365.  
 GORCE-FRANKLIN, Henri, 295.  
 GORDEY, Michel, (alias Rappaport), 410.  
 GORSE, Georges, 397.  
 GOSNAT, Georges, 455, 457, 465, 472.  
 GOSSELIN, Gaston, 305, 307.  
 GOSSELIN-LENOTRE (Mlle), 52.  
 GOSSET, Hélène, 19, 20.  
 GOSSET, Paul, 322.  
 GOSSET, Pierre, 203.  
 GOTLIL, 420.  
 GOUALARD (professeur), 65.  
 GOUAULT, Jacques, 342.  
 GOUBET, Monique, 97.  
 GOUDAREAU, Jean, 59.  
 GOUFFE, Marthe, 337.  
 GOUFFLET, 101.  
 GOUGENHEIM, 524.  
 GOUIN, Félix, 162, 172, 311, 322, 400, 450, 455, 504.  
 GOUIN, Jacques, 423.  
 GOULED, Hassan, 301.  
 GOULEVITCH, de (dit F. de Romainville), 177, 519, 531.  
 GOULLET, Jean, 221.  
 GOUNIN, René, 169, 344, 371, 535, 546, 554.  
 GOUNOUILHOU, Marcel, 546.  
 GOURDEAUX, Henri, 457, 482, 487.  
 GOURDEAUX, 437, 443.  
 GOURDIN, Emile, 15.  
 GOURDJ-ELIACHEFF, (voir Françoise GIROUD).  
 GOURDON, Alain, 425, 431, 524.  
 GOURDON, Robert, 399.  
 GOURDON, 311, 396.  
 GOURLAY, 549.

- GOURMELEN, Raymond, 337.  
 GOURY, André, 409.  
 GOUSSAULT, Rémy, 169.  
 GOUSSAULT, Yves, 423.  
 GOUSSEAU, François, 511.  
 GOUSSEAU, Georges, 521.  
 GOUSSOT, H., 140.  
 GOUTALLIER, 228, 310, 316.  
 GOUTREY, Ch., 79.  
 GOUTTENOIRE DE TOURY, 497.  
 GOUVION, Colette, 529.  
 GOUVION-SAINT-CYR, François de, 60.  
 GOY, Jean, 105, 141, 146.  
 GOY, 65.  
 GOYAU, Georges, 517.  
 GOYS DE MÉZEYRAC, général de, 296.  
 GOZARD, Gilles, 322.  
 GRACIA, L. de, 293, 301.  
 GRADIS, Bernadette, 529.  
 GRAMPEIX, François, 147.  
 GRAMPEX, Ch., 544.  
 GRAND, Roger, 169.  
 GRANDCHAMP, Maurice, 534.  
 GRANDIDIER, Louis, 383.  
 GRANDIÈRE, Jacques de la, 169.  
 GRANDIN, Auguste, 322.  
 GRANDHOMME, Georges, 147.  
 GRANDJEAN, Emile, (voir J. Pleyber).  
 GRANDJEAN, Paul, 317.  
 GRANDJEAN, R. 124, 125.  
 GRANDJEAN, 127.  
 GRANDMAISON, de, 284, 314.  
 GRANDMOUGIN, Jean, 225, 315.  
 GRANDMOUGIN, André, 33.  
 GRANDVAL, Gilbert, (voir Hirsch-Ollendorf).  
 GRANDY, Suzanne, 124.  
 GRANET, Paul, 521.  
 GRANIER, Gabriel, 414.  
 GRANIER, 400.  
 GRAS, Jacques, 179.  
 GRAS, Félix, 290.  
 GRASSET, Bernard, 19, 101, 128.  
 GRASSET, 300.  
 GRASSET-MOREL, 284.  
 GRASSOT, 349.  
 GRAU, J., 147.  
 GRAVE, Jean, 11, 494.  
 GRAVEREAU, Jacques, 184.  
 GRÉE, Robert, 223.  
 GRÉGOIRE, Armand, 114, 115.  
 GRÉGOIRE (abbé), 502.  
 GRÉGOIRE, XVI, 326.  
 GRÉGORY, Tony, 539.  
 GRENIER, Fernand, 453, 455, 457, 472, 519.  
 GRENIER, Jean-Marie, 301.  
 GRENIER, (divers), 172, 386.  
 GRÉSILLON, Alain, 179.  
 GRESSER, René, 203.  
 GREUSARD, René, 521.  
 GRÉVERIE, 284.  
 GRIBE, 367.  
 GRIFFE (docteur), 304.  
 GRIFFOULIERE, Paul, 44, 178.  
 GRIFFUELHES, 494.  
 GRIMAUD, Maurice, 518.  
 GRIMM, Henri, 75.  
 GRINSPAN, Maurice, 516.  
 GRISEL, Maurice, 420.  
 GRISEL, Roland, 62.  
 GRISON, Pierre, 176.  
 GRISONI, André, 126, 351, 538, 545, 548, 550, 553.  
 GROC, Léon, 104.  
 GROLLMUND, (général), 75.  
 GROMAIRE, 539.  
 GROOS, René, 16, 19, 34, 513.  
 GROS, Mme Brigitte, 403.  
 GROSEBOIS, 41.  
 GROSJEAN, Mme Michel, (voir Jacqueline Vincentelli).  
 GROSS, (Prof.), 316.  
 GROSSET, (voir H. Deloncle).  
 GROSZ, Brigitte, (née Servan-Schreiber), 364, 406, 529.  
 GROUSSARD, (Colonel), 154.  
 GROUSSEAUD, Jean, 202, 318, 348, 349.  
 GROUSSET, Jean-Paul, 520.  
 GRUBER, Jean-Jacques, 379, 409, 410, 423.  
 GRUENAI, A., 482.  
 GRUMBACH, Philippe, 514, 529.  
 GRUMBACH, Salomon, 386, 538.  
 GRUNEBaum-BALLIN, P., 526.  
 GRUNEBaum-BALLIN, 516.  
 GRUSSEMEYER, 301.  
 GRYNZPAN, 103.  
 GSELL, Paul, 486, 524.  
 GUEBRIANT, Hervé de, 169, 510.  
 GUEBRIANT, de, 195.  
 GUÉDEL, Antoine dit Tony, 125, 128, 130, 185.  
 GUEFFIER, André, 431.  
 GUEGUEN, (commdt), 15.  
 GUEHENNO, Jean, 486, 524, 555.  
 GUELL, Comte de, 53.  
 GUÉRARD, François, 522.  
 GUÉRARD, Pierre, 245, 554.  
 GUÉRIN, Albert, 172.  
 GUÉRIN, André, 143, 144, 520.  
 GUÉRIN, Anne, 529.  
 GUÉRIN, 349.  
 GUÉRIN, Daniel, 9, 389.  
 GUÉRIN, Gustave, 70.  
 GUÉRIN, Jean-Pierre, 37.  
 GUÉRIN, Maurice, 329.  
 GUÉRIN, Paul, 32.  
 GUÉRIN, Dr Paul, 106.  
 GUÉRIN, R. 184.  
 GUÉRIN DE BEAUMONT, 278.  
 GUÉRILLON, Roger, 50.  
 GUERLAND, Jacques, 178.  
 GUERNEC, Julien, 181, 182, 185, 186, 285.  
 GUERNEC, Julien, (voir aussi Bri-gneau François).  
 GUERRY, (Mgr), 208.  
 GUERY, Louis, 409, 410, 413.  
 GUESDE, Jules, 381, 382, 383.  
 GUESDON, Raymond, 363.  
 GUETTIER, Père Jean, 197.  
 GUEUTAL, Pierre, 431.  
 GUEYDON, Comte de, 62.  
 GUÉZÉ, Roland, 241.  
 GUIBERT, Aimé, 245.  
 GUIBERT, A., 318.  
 GUIBERT, Germain, 322.  
 GUICHARD, Alain, 503, 504.  
 GUICHARD, Maurice, 236.  
 GUIDETTI, Etienne, 197.  
 GUIGNARD, 236, 243.  
 GUIGNEBERT, Jean, 420.  
 GUIGUI, Albert, 532.  
 GUILAC, Henri, 520.  
 GUILBEAUX, Henri, 433.  
 GUILBERT, Gabriel, 531.

- GUILBERT, Yves, 147.  
 GUILHEM, Jean, 420.  
 GUILLAIN, 284.  
 GUILLAIN DE BÉNOUVILLE, 88, 90.  
   91, 157, 163, 290, 292, 301, 314.  
 GUILLAUME, Maurice, 522.  
 GUILLAUME, (colonel), 135.  
 GUILLAUME, (Mme), 124.  
 GUILLAUMIN, (divers), 49, 66, 409,  
   525.  
 GUILLAUME II, 484.  
 GUILLE, Germaine, 480.  
 GUILLE, 311.  
 GUILLEMAIN, B., 204.  
 GUILLEMETTE, René, 544.  
 GUILLEMIN, Georges, 304, 305.  
 GUILLEMIN, Henri, 529.  
 GUILLERMAIN, Robert, 112.  
 GUILLERY, 172.  
 GUILLON, Jean, 487.  
 GUILLON, Louis, 169.  
 GUILLON, 301.  
 GUILLORE, R., 550.  
 GUILLOTIN (docteur), 9.  
 GUILLOUX, Louis, 486, 525.  
 GUIMIER, Pierre, 535.  
 GUIEYSSE, Marcel, 544.  
 GUIGOUIN, 429, 457.  
 GUIONNET, Jacques, 147.  
 GUISE, (duc de), 42, 69.  
 GUITARD, Odette, 431.  
 GUIRAND, Gaston, 106.  
 GUIRAND, G., 368.  
 GUIRAUD, Jean, 89.  
 GUIRAUD, Louis, 49, 98.  
 GUIRAUD, Paul, 10, 116, 117, 118.  
 GUIRAUD, 169.  
 GUITARD, Ginette A., 184.  
 GUITARD, Louis, 177, 181, 196.  
 GUITARD, Paul, 41, 109, 123, 124, 126.  
 GUITRY, Sacha, 19, 95, 104, 111, 194.  
 GUITTON, Antoine, 279, 284.  
 GUITTON, Jean, 322, 509.  
 GUITTON, J., 531.  
 GUITTON, 195, 396.  
 GUITTARD, Anais, 179.  
 GUTHE, René-Paul, 85.  
 GUTHMULLER, 290, 292, 344.  
 GUY, Christian, 231.  
 GUYON, J., 60.  
 GUYON, 387.  
 GUYON-CESBRON, Jean, 85.  
 GUYOT, Georges, 94.  
 GUYOT, Raymond, 417, 450, 451, 457,  
   472, 473, 474.  
 GUYOT, Yves, 517.  
 GUYOT, (voir Doriot).  
 GUIZARD, Marcel, 481.  
 GYBAL, André, 437, 535, 548.  
 GYGES, 155, 513.
- HAAG, Jules, 109.  
 HAAS, Jean, 86.  
 HABERT, Marcel, 48, 517.  
 HABIB, 73.  
 HABIB-DELONCLE, Michel Habib,  
   dit, 209, 296, 301, 314.  
 HABRIAL, 132.  
 HACART, Frantz, 110.  
 HACHETTE, 61.  
 HADAMARD, Jacques, 431, 524, 531.  
 HADJI-GAVRIL, Athanase, 221, 526,  
   529.  
 HAEDENS, Kleber, 87, 88, 89, 98, 534,  
   555.
- HAGUENAUER, Paulette, 553.  
 HAGNAUER, Roger, 143, 144, 550.  
 HAGNAUER, Yvonne, 143.  
 HAZET (Maître), 37.  
 HAKOU, Eloi, 317.  
 HALBOUT, 337.  
 HALEVY, Daniel, 41, 106, 194, 288, 483.  
 HALGAND, A., 112.  
 HALGOUËT, vicomte du, 33.  
 HALGOUËT, du, 284.  
 HALEGUEN, 292.  
 HAMARD, Fernand, 147.  
 HAMAYON (Mgr), 511.  
 HAMENKY, 342.  
 HAMMON, 240.  
 HAMON, Augustin, 11.  
 HAMON, J.-B., 245.  
 HAMON, Léo (alias Goldenberg), 156,  
   251, 289, 295, 303, 305, 309, 423, 425,  
   515, 516, 524, 526.  
 HAMOUNI, Amar, 132.  
 HAMP, Pierre, 94, 102, 181, 285.  
 HAMRION, 172.  
 HANGOUWART, Fernand d', 126.  
 HANIN, 284.  
 HANNOTIN, E., 169.  
 HANOTAUX, G., 75, 88, 107, 538, 553.  
 HARCOURT, Françoise d', 509.  
 HARCOURT, Henri d', 509.  
 HARCOURT, Robert d', 506, 507, 528.  
 HARCOURT (duc d'), 38, 262.  
 HARDOUIN, Pierre, 118.  
 HARDOUIN, 178.  
 HARDY, Georges, 510.  
 HARDY, Jean-Marie, 37.  
 HAREL, J., 461.  
 HAREL-DARC, Pierre, 100.  
 HARISPE, Michel, 132, 133.  
 HARLÉ, Emile, 75.  
 HARLÉ, Maurice, 33, 501.  
 HARMEL, Claude, 177, 416.  
 HARMEL, Maurice, 106.  
 HARTH, André, 296.  
 HARTY DE PIERREBOURG, O., 322.  
 HARVENG, Guy, (voir Gabrielle CAS-  
   TELOT).  
 HASE, Hugo, 383.  
 HASENFUSS, Armand, 132.  
 HASTING, Joseph, 52.  
 HANDRICOURT, André, 480.  
 HAUDY, Jules, 353, 371.  
 HAURET, 301.  
 HAURIE, Raymond, 502.  
 HAURIGOT, Paul, 16.  
 HAURIU, André, 157, 399, 401, 404,  
   413, 431.  
 HAUTECLOCQUE, Guy de, 33.  
 HAUTECLOCQUE, Nicole de, 321.  
 HAUTECLOCQUE, Yves de, 271, 273.  
 HAUTERIVE, Ernest d', 52.  
 HAUTEVILLE, J.-M. d', 41.  
 HAVARD, Georges, 184.  
 HAVARD DE LA MONTAGNE, Ro-  
   bert, 38, 39, 87, 182.  
 HAVAS, Suzanne, 529.  
 HAVET, Jacques, 410.  
 HAVEZ, Auguste, 451, 457, 492.  
 HEBERTOT, Jacques, (alias André  
   Daviel), 184, 519.  
 HECK, Bruno, 339.  
 HECK, 123.  
 HECQUET, Stéphen, 182, 184, 188, 214,  
   312.  
 HEGEL, 373, 382.  
 HEIBIG, 72.  
 HEIM, Maurice, 181, 534.

- HEIM, Roger, 295.  
 HÉLINE, Camille, 364.  
 HELLA, Alzir (voir Parijanine).  
 HELLUIN, Georges, 236.  
 HÉNAFF, Eugène, 457, 472, 488.  
 HELSEY, Edouard, 285.  
 HÉLY, Marc, 100, 115.  
 HÉMAIN, 284.  
 HÉMAR, Jean, 342.  
 HÉNAULT, Pierre, 278, 279, 284, 292, 322, 546.  
 HÉNIN, Georges, 110.  
 HENNEGUELLE, 396.  
 HENNESSY, Jean, 17, 371, 537, 546.  
 HENOCQUE, Abbé, 50, 59.  
 HENRI, Jacques, 180.  
 HENRI IV, 43, 268.  
 HENRI-MARTIN, Jean-Guillaume, 111.  
 HENRION, (Père), 510.  
 HENRIOT, Emile, 551.  
 HENRIOT, Philippe, 59, 60, 61, 85, 88, 89, 106, 176, 531, 533, 535, 542.  
 HENRY, Camille, 180.  
 HENRY Georges, (voir Henry Coston).  
 HENRY, Lucien, 525.  
 HENRY, Maurice, 529.  
 HENRY, Pierre, 183, 193, 195, 196.  
 HENRY, 494.  
 HENRY-HAYE, 96.  
 HENRY-ROBERT, 62.  
 HENTGÈS, Pierre, 487.  
 HEPP, Pierre, 62.  
 HÉRAUD, Marcel, 70.  
 HERAULT, 465.  
 HERBAUT, 398.  
 HERBIN, Arthur, 49.  
 HERBLAY, Maurice, (voir Maurice PIOT).  
 HERICOURT, Pierre, 33.  
 HERING, (général), 194, 195, 197.  
 HÉRITIER, Jean, 93, 95.  
 HERMAND, Henri, 425, 542.  
 HERMANN, J.-M., 156, 389, 418, 520.  
 HERMANN, (Prof.), 77.  
 HERMANN, Paul, 16.  
 HERMANT, Abel, 19, 104, 105, 483.  
 HERNANDEZ, Jésus, 454.  
 HERNU, Charles, 311, 315, 352, 402, 403, 406, 413, 424, 426, 505.  
 HEROLD, Pierre, 431.  
 HÉROLD-PAQUIS, Jean, 95, 152.  
 HERR, Lucien, 483.  
 HERRIOT, Edouard, 22, 154, 161, 286, 301, 350, 357, 359, 360, 361, 391, 478, 515, 516, 526, 528, 537, 548.  
 HERSANT, Patrick, 90.  
 HERSANT, Robert, 90, 185, 344, 363, 425.  
 HERSENT, Georges, 169.  
 HERSCOVICI, Dr H., 497.  
 HERSEY, Edouard, 535.  
 HERVÉ, A., 381.  
 HERVÉ, Gustave, 99, 114, 180, 381, 382, 383, 483, 539, 5.  
 HERVÉ, Pierre, 159, 172, 250, 311, 408, 457, 458, 487, 492.  
 HESPEL, Pierre, 409, 410.  
 HESSE, André, 357.  
 HESSEL, S., 405.  
 HESSEL, 522.  
 HETTER DE BOISLAMBERT, 292.  
 HEUCLIN, Albert, 178, 214.  
 HEUCQUEVELLE, Dr G. d', 199.  
 HUEGEL, Jacques, 551.  
 HEULLARD, 349.  
 HEURTEAU, 169.  
 HEURTEAUX, (colonel), 151.  
 HEUZÉ, Edmond, 59.  
 HEUZÉ, Pierre, 196.  
 HEYMANN, Danielle, 529.  
 HILFERDING, 434.  
 HILLAIRE, Georges, 184, 195.  
 HILLAIRE-DARRIGRAND, Henri, 52.  
 HILSUM, René, 479.  
 HINCKY, (Mgr), 290.  
 HIRSCH, (voir Jean HUTIN).  
 HIRSCH-OLLENDORF, Gilbert, (dit Grandval), 250, 251, 305, 306.  
 HISARD, Claude, 38, 110, 196.  
 HITLER, Adolf, 5, 7, 8, 9, 34, 55, 84, 103, 123, 337, 376, 389, 422, 448, 449, 451, 454.  
 HO CHI-MINH, 415, 439.  
 HODEIGE, Max, 109.  
 HOFMANN, Stanley, 404.  
 HOFFMANN, S. 233.  
 HOFSTETTER, Pierre, 178, 188, 190, 214.  
 HOGUET, 302.  
 HOIZEY, 41.  
 HOLBANE, Françoise, 100.  
 HOLLARD, 501.  
 HOLLEAUX, Alice, 431.  
 HOLSTEIN, Axel de, 518.  
 HOLTZMANN, Louis, 203.  
 HONGRE, 284.  
 HONNERT, Robert, 448.  
 HONNET, 284.  
 HONTAREDE, Jean, 242, 244.  
 HOOG, Armand, 253.  
 HOOG, Georges, 253, 422.  
 HORAIST, 75.  
 HORNUS, Pasteur J.-M., 517.  
 HORT, Jean, 519.  
 HORTHY, (amiral), 121.  
 HOSTACHE, René, 150, 154, 155, 161, 163, 164, 301, 314.  
 HOTTINGUER (baronne), 501.  
 HOUARD, Paul, 317.  
 HOUDET, Roger, 80, 278.  
 HOUEVILLE, L., 542.  
 HOUDIN, Robert, 463.  
 HOUILLON, Roland, 41.  
 HOUITTE, Michel, 178.  
 HOUPHOUET-BOIGNY, Félix, 305, 367, 515.  
 HOURDIN, Georges, 208, 328, 507, 508, 547.  
 HOURSIEZ, Pierre, 358.  
 HOURS, Joseph, 329, 506.  
 HOUTIN, André, 358.  
 HOVAERE, Marcel, 169.  
 HOVNANIAN, Léon, 379, 402, 403, 425, 537.  
 HOYER, 484.  
 HUBER, Serge, 473.  
 HUBERT, (colonel), 298.  
 HUBERT-ROUGER, 385.  
 HUC, Aimé, 414.  
 HUEBER, Charles, 442.  
 HUET, Jean, 38.  
 HUET, Dr Jean 198, 524.  
 HUGAULT, Henry, 87.  
 HUGUES, André, 322.  
 HUGUES, Emile, 360.  
 HUGUET, Henri, 111.  
 HUGUET, Louis, 132.  
 HUCQ, M., 140.  
 HULOT, François, 60, 86, 107, 109, 126, 547.

- HULOT, Michel, 495.  
 HUMBERT, Philippe, 554.  
 HUMBERT, Roger, 403, 404.  
 HUMBERT, 348, 349.  
 HUMBERT-DROZ, Jules, 440.  
 HUMBLLOT, Henri, 400, 401, 413, 414.  
 HUMBOURG, Pierre, 85, 89, 534.  
 HUMIÈRES, André d', 13, 15.  
 HUNEBELLE, A. 533.  
 HUSSON, Léon, 115.  
 HU-TEAU, Jacques, 529.  
 HUTIN, Jean, 527.  
 HUTIN, Marcel, (alias Hirsch), 527.  
 HUZARD, A., 482.  
 HYLLEIRE, Gaston, 523.  
 HYMANS, Max, 156, 162, 546, 554.  
 HYPPOLITE, Jean, 377.  
 HYTTE, C.M., 179, 199.
- IBRAHIM, Saïd, 301.  
 ICHER, René, 236.  
 ICHER, 349.  
 IDOUX DE LA MADUÈRE, Xavier, 322.  
 IDZOWSKI, Marcel, 535.  
 IGOIN, 90, 363.  
 IHUEL, 258, 337.  
 IKOR, Roger, 462.  
 ILLICHEV, 208.  
 IMBERT, 400.  
 IMBOURG, Pierre, 93.  
 INDY, Jean d', 13.  
 INGRAND, Maurice, 151, 157.  
 IOUALALEM, 315, 318.  
 ISAAC, Auguste, 530.  
 ISAAC, Jules, 538.  
 ISORNI, Jacques, 177, 182, 183, 190, 194, 195, 196, 199, 209, 236, 278, 311, 315, 318, 322, 519, 553, 554.  
 ISNARDS, colonel Charles des, 57, 60, 70.  
 ITHURRALDE, André, 203.  
 ITKINE, Sylvain, 156.  
 IZARD, Georges, 365, 532, 542.
- JABOUNE, 527.  
 JACCOUD, 163.  
 JACIR, D., 303.  
 JAKSON, Joseph, 45.  
 JACOB, Henri, 442, 543.  
 JACOB, Henri, (voir aussi H. Renaut).  
 JACOB, Madeleine, 420.  
 JACOB, Max, 152.  
 JACOBY, J., 19.  
 JACQUELIN, 72.  
 JACQUEMART, Claude, 189.  
 JACQUEMART, Noël, 87, 160, 189, 310, 452.  
 JACQUEMIN, G., 348, 349.  
 JACQUEMIN, Yves, (voir Guy Crouzet).  
 JACQUES, Lucien, 143.  
 JACQUES, Pierre, 184.  
 JACQUES, Roger, 409.  
 JACQUET, Elie, 72.  
 JACQUET, Gérard, 162.  
 JACQUET, Marc, 301.  
 JACQUET, Michel, 279, 284, 314, 322.  
 JACQUET, 420.  
 JACQUIER, Marc, 420.
- JACQUIER, Maurice, 389.  
 JACQUIN, 525.  
 JACQUIN, Michel, 420.  
 JACQUINOT, Louis, 154, 172, 278, 322, 518, 550.  
 JACQUOT, Michel, 93.  
 JACQUY, Jean, 169.  
 JACSON, 301.  
 JADE, Jean, 328.  
 JAILLON, Louis, 314, 337, 515.  
 JAILLON, 205.  
 JAKUBIEZ, Fernand, 132.  
 JALOUX, Edmond, 75.  
 JAM, Jean (voir Jean-Adrien MARX).  
 JAMAIN, Jean, 32.  
 JAMET, Claude, 102, 107, 178, 181, 519.  
 JAMET, Louis, 51.  
 JAMME, André, 17.  
 JAMMY, Gilbert, 318.  
 JAMOT, Michel, 344.  
 JAMOT, 301.  
 JANIAUD, Robert, 181.  
 JANNIÈRES, Henry, 100, 107, 534.  
 JANOD, Privat, 169.  
 JANODET, Henri, 410.  
 JANS, Marcel, 532.  
 JANSON, François, 99.  
 JANVIER, Emile, 10, 129.  
 JAOUEN, Paul, 184.  
 JAPIOT, 284.  
 JAPY, 501.  
 JAQUET, Gérard, 311, 390, 397.  
 JARDE, 90.  
 JARDET, 298.  
 JARDON, 414.  
 JARROSSON, 279, 284.  
 JARROT, André, 299, 301.  
 JASSERON, Louis, 32, 88.  
 JAUREGUBERRY, J.-P., 127.  
 JAURNEAUD (général), 95.  
 JAUJARD, Jacques, 537.  
 JAURÈS, Jean, 381, 382, 383, 400, 405, 406, 437, 483, 484, 485.  
 JAURÈS (vice-amiral), 371, 546.  
 JAVAL, Dr Fernand, 74, 89, 513.  
 JAVAL, 484.  
 JAYAT, 418.  
 JEAN, Fernand, 486.  
 JEAN, Hubert, 420.  
 JEAN, Janine, 316.  
 JEAN, Léon, 396.  
 JEAN, Renaud, 437, 441.  
 JEAN-CLERC, 526.  
 JEAN-LONGUET, Robert, 389.  
 JEAN-RENAUD, commandant, 62, 64.  
 JEANNE, Yvonne, 100, 224, 229.  
 JEANNERET (voir LE CORBUSIER).  
 JEANNENEY, Jules, 161, 359, 391.  
 JEANNERET, Serge, 85, 89, 128, 235, 242, 318.  
 JEANNIOT, Gaston, 132, 134.  
 JEANSON, André, 522.  
 JEANSON, Henri, 99, 102, 103, 143, 152, 486, 495, 520, 533, 539.  
 JEANSON, Maurice, 221, 267.  
 JEANTET, Claude, 32, 37, 38, 39, 104, 106, 109, 123, 124, 126, 127, 129, 130, 152, 182, 242.  
 JEANTET, Gabriel, 32, 88, 109, 132, 138, 369.  
 JEGON, Louis, 487.  
 JEOFFROY, 311.  
 JÉROME (prince), 47, 54.  
 JEVAL (Mlle), 38.

- JÈZE, Gaston, 537.  
 JOANNÈS, Gisèle, 473.  
 JOANNÈS, Victor, 472.  
 JOBERT, Aristide, 371, 385, 552.  
 JOFFRE, Alphonse, 112.  
 JOFFRIN, Jules, 546.  
 JOHANNET, René, 17, 182.  
 JOHNSTON, Georges, 15.  
 JOIGNY, André, 187.  
 JOINER, Henriette, 424.  
 JOINVILLE (général, alias Malleret).  
   158, 457, 470, 472.  
 JOLICEUR (docteur), 123.  
 JOLINON, Joseph, 486, 524.  
 JOLIOT-CURIE, Frédéric, 450, 516.  
 JOLIOT-CURIE, Irène, 450.  
 JOLIVET, abbé Régis, 448.  
 JOLIVET, René, 93.  
 JOLIVET, René-Louis, 51, 90, 93, 113,  
   116, 531, 536, 540.  
 JOLIVET, 228.  
 JOLIVET-LAQUIÈRE, 316.  
 JOLLIET, Joseph, 507.  
 JOLLIT, Edmond, 322.  
 JOLY, Gustave, 535.  
 JOLY, Pierre, 33.  
 JOLY (divers), 444, 547.  
 JONES, Francis, 93.  
 JONNART, Célestin, 518.  
 JONNART, 538.  
 JONQUIÈRES, Charles de, 180, 195,  
   540.  
 JORET, 115.  
 JOSEPH, Roger, 39, 87.  
 JOSPIN, Georges, 107.  
 JOSSE, Armand, 322.  
 JOSSE, P., 178, 180.  
 JOSSEAUME, Michel, 45.  
 JOSSEAUME, Mikael, 224.  
 JOUAULT, 284.  
 JOUBERT (amiral), 551.  
 JOUBERT, 278.  
 JOUBLOT, André, 399, 400, 401, 413.  
 JOUFFA, Yves, 409.  
 JOUGLET, René, 88.  
 JOUHANDEAU, Marcel, 19, 542.  
 JOUHANNEAU, 301.  
 JOUHAUX, Léon, 154, 161, 163, 383,  
   433, 439, 494, 504.  
 JOUILLE, P.-L., 147.  
 JOUIN, Georges, 295.  
 JOUIN (Mgr), 501.  
 JOUISSE, André, 76.  
 JOULIN, Robert, 495.  
 JOURDAIN, F., 539.  
 JOURDAIN, Henri, 473.  
 JOURD'HUI, Bernard, 472.  
 JOURDIN, Francis, 461.  
 JOUSSAIN, André, 39, 177, 182.  
 JOUSSELIN (docteur), 33.  
 JOUSSET, Bernard, 553.  
 JOUVE, Gérard, 526.  
 JOUVENEL, Mme Boas, ex-de (voir  
   Boas).  
 JOUVENEL, A. de, 549.  
 JOUVENEL, baron Bertrand de, 107,  
   123, 124, 126, 177, 288.  
 JOUVENEL, Henry de, 355, 483.  
 JOUVENEL, Robert de, 537.  
 JOUVENT, Georges, 425.  
 JOUVET, Louis, 486, 539.  
 JOUXTEL, Raymond, 63.  
 JOYEUX, Maurice, 496.  
 JOYON, 284.  
 JOZEAU-MARIGNE, Léon.  
 JUCHEREAU, Gaston, 132, 133.  
 JUÉRY, Roger, 202, 203.  
 JUHEL, Pierre, 38, 209, 526.  
 JUIF, 133.  
 JUIGNÉ marquis Jacques de, 70.  
 JUILLIA, Maurice, 491.  
 JUIN, maréchal, 237, 309, 511, 524.  
 JULES, Maurice, 52.  
 JULHES, 93, 94.  
 JULIARD, Georges, 236.  
 JULIEN, Charles-André, 311, 399, 400,  
   404, 431.  
 JULIEN, docteur, 364.  
 JULIEN, prof. A., 442.  
 JULLIEN-COURTINE, Robert, 93  
   (voir aussi Courtine, R.-J.).  
 JULLIARD, Jacques, 549.  
 JULLIARD, René, 411, 551.  
 JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, 295.  
 JULY, 292.  
 JUMEL, 349.  
 JUNCA, Adrien, 342.  
 JUNKER, 387.  
 JUNOT, 279, 284.  
 JURGENSEN, 365.  
 JURQUET DE LA SALLE, Robert  
   (voir de la Salle).  
 JUSKIEWENSKI, G., 304, 344, 528.  
 JUSSIEU, général de (dit Pontcarral),  
   158.  
 JUST, 446.  
 JUSTINIEN, Marcel, 178, 182, 183.  
 JUVENAL, Max, 304, 322.  
 JUVIGNY, 431.  
 KAAAN, Pierre, 525.  
 KADDACHE, Mehroud, 317.  
 KAGANOVITCH, L.-M., 446, 512.  
 KAHN, Emile, 428, 429, 430, 513, 523,  
   524, 538.  
 KAHN, Jacques, 60, 513.  
 KAHN, Pierre (dit Farel), 156.  
 KAHN, Simone, 389.  
 KALB, Paul, 322.  
 KALDOR, Pierre, 486.  
 KAMENENSKI, 414.  
 KAMENEV, 512.  
 KANAPA, Jean, 473.  
 KANT, 382.  
 KANTERS, Robert, 529.  
 KAOUZA, Maurice, 322.  
 KARCHER, 301.  
 KARILA, Jacques, 400.  
 KASTLER, Alfred, 377.  
 KAUFFMANN, 292.  
 KAUTZKY, 380, 385, 434.  
 KAYSER, A.-J., 537.  
 KAYSER, Jacques, 388, 403, 404, 405,  
   410, 431, 549, 550.  
 KELLERSON, Germaine, 423.  
 KEILLING, Jean, 206.  
 KEMP, Robert (alias Kempf), 126,  
   527, 551.  
 KEMPF, Louis, 109.  
 KEMPF, Paul, 180.  
 KER, 437, 441, 442.  
 KERDRO, Jean, 68.  
 KERDUAL, S., 544.  
 KERGALL, Antoine, 72.  
 KERILLIS, de, 57, 58, 59, 64, 65, 66,  
   70, 111, 138, 282, 448, 527, 528, 543.  
 KERILLIS, Hervé de, 126.  
 KERLECCQ, J. de, 533.  
 KERMOT, Y., 540.  
 KERRET, Mlle Y. de, 37.  
 KERSAINT, de, 184, 519.

- KERVEGUEN, de, 301, 314.  
 KESSEL, Joseph, 303, 305, 307, 309, 533, 539.  
 KESSEL, Patrick, 234, 529.  
 KESSOUS, Azziz, 305.  
 KETTNER, R., 18.  
 KHEIRREDINE, Cheikh, 459.  
 KHROUCHTCHEV, 206, 208, 461, 549.  
 KIBALITICHE (voir Victor SERGE).  
 KIEFE, Robert, 520.  
 KIEFFÉ, 420.  
 KINER, Lucien, 410, 542.  
 KIR (chanoine), 278, 284.  
 KIRDORF, Emil, 9.  
 KLEIN, Maurice, 399, 401.  
 KLEIN, 413.  
 KLOCK, Joseph, 322.  
 KHORSI, Sadok, 302.  
 KNAEPEN, 51.  
 KNIPPING, Max, 85, 86.  
 KNOUT, David, 155, 157.  
 KOCH, Maurice, 532.  
 KOCHER (Mme), 431.  
 KOECHLIN, Charles, 486, 539.  
 KOECHLIN, F., 367.  
 KOECHLIN, 431.  
 KOECHLIN-SCHWARTZ (général), 51.  
 KENIG (général), 47, 292, 309, 320, 321, 322.  
 KENIG, Maurice, 118.  
 KENIG, Paul, 540.  
 KOESSLER, Ernest, 322.  
 KOHAN, Albert, 155.  
 KOLI YORGUI, 525.  
 KOSCZUISKO-MORIZET, 367.  
 KRAEMER-BACH, Mme M., 199.  
 KRAEMER-RAINE, Pierre, 431.  
 KRAFFT, Etienne, 307.  
 KRASUCKI, Henri, 472.  
 KREHER, Jean, 304.  
 KREMP, Jean, 74.  
 KRIEF, Claude, 529.  
 KRIEDEL-VALRIMONT, Maurice, 156, 457, 472, 514.  
 KRIEGER, 292.  
 KRINSKY, Sacha, 156.  
 KROPOTKINE, Pierre, 494.  
 KRUST, Jean-Marie, 521.  
 KUEHN, 292.  
 KUHN, Robert, 403.  
 KUN, Bela, 121.  
 KUNSTLER, Charles, 93, 106.  
 KUNSTLINGER, Henri, 156.  
 KUNTZ, 337.  
 KWIATKOWSKI, Michel, 358.
- LABAN, Maurice, 144, 304.  
 LA BARRE DE NANTEUIL, Alfred de, 31.  
 LABARRIÈRE, A., 403.  
 LABARTHE, Charles, 425.  
 LA BATIE (commandant), 551.  
 LABÉRENNE, Pierre, 486, 487.  
 LABBÉ, Gilbert, 179.  
 LABBÉ, 301.  
 LA BERGERIE, 126.  
 LABEYRIE, 169.  
 LABONNE (colonel), 107.  
 LABORDE, Jean, 261, 322.  
 LABORDE, amiral de, 154.  
 LABORDE, Dr A., 228.  
 LABORNE, 94.  
 LABOURDETTE, Charles, 74.  
 LABOURET (gouverneur général), 510.
- LABOUREUR (colonel), (voir Etienne de RAULIN).  
 LABRANCHE, Laurent, 204.  
 LABRE (divers), 80, 348.  
 LA BRÈDE, Jacques (voir Robert PECQUERY).  
 LABREGÈRE, 530.  
 LABROUSSE, C. Em., 438.  
 LABROUSSE, Ernest, 399, 404.  
 LABRUSSE, Roger, 420, 425, 426.  
 LABRUSSE (Mme), 420.  
 LACAILLE (général), 197.  
 LACAZE, 284.  
 LACAZE, Henry de, 86.  
 LACAZE (colonel), 420.  
 LACAZE-DUTHIERS, Gérard de, 107.  
 LACHAL, Raymond, 82, 83, 109.  
 LA CHAMBRE, Guy, 161, 278.  
 LACHANAUD, O., 39.  
 LACHARRIÈRE, René de, 403, 404, 405.  
 LA CHAPELLE, Chantal de, 221.  
 LACHAUX, Francis, 85.  
 LA CHEVALERIE, Aymar de, 37.  
 LACHEVRE, Roger, 283, 322.  
 LACLAU, Daniel, 203.  
 LACQIN, Gaston, 169.  
 LACOMBE, Gérard, 553.  
 LACOMBE, René, 515.  
 LACOMBE (divers), 80, 340.  
 LA COMBE, 301.  
 LACOR, Roger (voir R. René-Lignac).  
 LACORDAIRE, 325, 326, 327, 531.  
 LACOSTE, Robert, 153, 157, 217, 221, 323, 365, 396, 397, 399, 532.  
 LACOSTE (commandant), 540.  
 LACOSTE (docteur), 420.  
 LACOSTE (Mgr), 42.  
 LACOSTE, 163.  
 LACOSTE-LAREYMONDÉE, de, 209, 279, 284, 315, 317, 318.  
 LACOSTE, René, 152, 487.  
 LACOTTE, Eugène, 533.  
 LACOTTE, Michel, 41.  
 LACOUR, Lucien, 33.  
 LACOUR (docteur), 33.  
 LACOUR-GAYET (voir Georgette EL-GEY).  
 LACRETELLE, Jacques de, 73, 75.  
 LACROIX, A., 214.  
 LACROIX, Jean, 106.  
 LACROIX, Maurice, 17, 150, 377, 407, 422, 423, 424, 521.  
 LACROIX, 396.  
 LACROIX-VAUBOIS, comte de, 51.  
 LAEDERICH, Georges-René, 108, 110, 169, 194, 205, 206, 323.  
 LAENNEC, Robert, 51.  
 LA FAR, André de, 88, 288, 541.  
 LAFARGUE, André, 150.  
 LAFARGUE (M<sup>e</sup>), 342.  
 LAFAY, Dr Bernard, 79, 278, 308, 315, 318, 323, 348, 349, 350, 360.  
 LAFAYE, Gabriel, 102, 106, 147.  
 LA FERRONNAYS, marquis Henri de, 70.  
 LAFFARGUE, Georges, 199.  
 LAFFIN, A., 318.  
 LAFFONT, Paul, 371.  
 LAFFOREST, Roger de, 42, 93, 95.  
 LAFITE, Paul, 114, 117, 521, 539.  
 LAFOND, Jean, 110.  
 LAFOND, Michel, 110.  
 LAFOND, Pierre, 110.  
 LAFONT, Ernest, 387, 437, 442, 443, 554.

- LAFONT, Gabriel, 355.  
 LAFONT (commissaire), 452.  
 LA FONTA, Antoinette B., 203.  
 LA FONTA, 114.  
 LA FORCE (duc de), 38, 75, 88.  
 LAFOREST, Henri, 322, 363.  
 LA FOREST-DIVONNE, Pierre de, 209, 512.  
 LAFORT, 345.  
 LA FOUCHARDIÈRE, Georges de, 19, 100, 144, 520, 539.  
 LAFOY, René (voir Ferrini).  
 LA FUYE, Dr de, 118.  
 LAGAILLARDE, Pierre, 219, 225, 237, 279, 314, 316.  
 LAGAILLARDE (Dr), 553.  
 LAGANDRÉ, 66.  
 LAGARDE Clair-Gérard, 358.  
 LAGARDE, Gilbert, 98.  
 LAGARDE, Hubert de, 534.  
 LAGARDELLE, Hubert, 18, 102, 111, 113, 177, 381, 533, 547.  
 LAGARIGUE, Jean, 126, 127, 128.  
 LA GATINAIS, Maurice-Bernard de, 92.  
 LAG AUSIE, Raoul de, 550.  
 LAGEAT, Jean, 295.  
 LAGIER (voir Bienvenue).  
 LAGOR (alias J. Arfel), (voir J. Ma-diran).  
 LA GORCE, P.-M. de, 529.  
 LAGORGETTE, Louis, 446, 527.  
 LAHY, J.-M., 487, 524.  
 LAGRANGE, Henri, 31.  
 LA GRAVIÈRE, pasteur Emmanuel, 199, 322.  
 LAGUERRE, Héène, 143.  
 LA HIRE, Jean de, 19, 100.  
 LAHOUSSAY, Louis, 176.  
 LAHURE, B., 178.  
 LAIGNOUX, Marcel, 185.  
 LAIGROZ, 66.  
 LAILLER, Maurice, 537.  
 LAINE, 80, 278.  
 LAINE, Jean, 284.  
 LAINE, Raymond, 236.  
 LAISANT, C.-A., 494, 496.  
 LAISANT, Maurice, 496.  
 LAISSAC (Mme), 396.  
 LAJONCHÈRE, Auguste, 523.  
 LAJONCHÈRE, 15.  
 LALANCE (docteur), 55.  
 LALANDE, L., 555.  
 LA LAURENCIE (général de), 154.  
 LALIEUX, Emile, 179.  
 LALLE, Albert, 278, 283, 284.  
 LALLEMAND, 457.  
 LALOU, René, 486, 525, 529.  
 LA MALÈNE, de, 314.  
 LAMALLE, Jean, 236.  
 LAMARQUE, 400.  
 LAMARTINE, 531.  
 LA MASSUE, Hubert de, 32.  
 LAMBERT, Bernard, 515, 548.  
 LAMBERT, David, 431.  
 LAMBERT, Guy, 509.  
 LAMBERT, Jean, 393, 409.  
 LAMBERT, Léandre, 274.  
 LAMBERT, Mme /Madeleine, 393.  
 LAMBERT, Pierre, 491.  
 LAMBERT, Régis, 18.  
 LAMBERT, Tristan, 33.  
 LAMBERT (prof), 316.  
 LAMBERT, 337, 491.  
 LAMBLIN, Solange, 328, 329.  
 LAMBLIN, 420.  
 LAMBORAY, David, 107.  
 LAMENNAIS, 28, 325, 326, 531.  
 LA MESANCHÈRE, François de, 95.  
 LAMIRAND, Georges, 98, 111, 205.  
 LA MORT, Noël B. de, 93, 106.  
 LA MOTTE, François de, 32.  
 LA MOTHE, de, 39.  
 LAMOTTE, 112.  
 LA MOTTE SAINT PIERRE, Robert de, 132.  
 LAMOUR, Philippe, 14, 18, 258.  
 LAMOUR, 118.  
 LAMOUREUX, Lucien, 169, 346.  
 LAMPLE (colonel), 64.  
 LAMY, André, 85.  
 LANCELLE, 400.  
 LANCIEN, 371.  
 LANDRE, Adolphe, 56.  
 LANDRIEU, Philippe, 483, 484.  
 LANDRONNE, Jacques, 530.  
 LANESSAN, de, 518.  
 LANET, Joseph, 348, 367, 425, 524.  
 LANEYRIE, 124.  
 LANG, Georges, 127.  
 LANG, Philippe, 15.  
 LANGE, Robert, 104, 542.  
 LANGER, Marcel, 156.  
 LANGERON, 53, 453.  
 LANGEVIN, Jean (professeur), 487.  
 LANGEVIN, Paul, 430, 445, 450, 523, 531.  
 LANGLADE, 80.  
 LANGLOIS, Henri, 491.  
 LANGLOIS, Paul, 534.  
 LANGLOIS-LONGUEVILLE, Maurice, 15.  
 LANGLADE (colonel), 196, 316.  
 LANGLOIS, Marie, 143.  
 LANGLOIS (alias colonel Touny), 151.  
 LANIEL, 158, 163, 232, 322, 518, 546.  
 LANNERY, 125.  
 LA NOE, François de, 296.  
 LANOTE, Armand, 285, 518.  
 LA NOUE DU VAIR, 85, 86.  
 LANOUX, Armand, 89, 125, 126, 462.  
 LANSALOT, chanoine Louis, 109.  
 LANSON, Gustave, 483.  
 LANSON (professeur), 537.  
 LANTE, 304.  
 LANTERNIER, Lucien, 472.  
 LANTOINE, Charles, 410.  
 LANTZ, Horace, 24.  
 LANUSSE, Georges, 100.  
 LANUSSE (général), 318.  
 LAP, F., 520.  
 LAPEROUSE, Léon de, 16.  
 LAPEYRE, Aristide, 495, 530.  
 LAPEYRE, Roger, 550.  
 LAPEYRONNIE, Roland, 106.  
 LAPEYRUSSE, 301.  
 LAPIE, Pierre-Olivier, 253, 304, 395, 399, 554.  
 LAPIERRE, Georges, 524.  
 LAPIERRE, Louis, 303.  
 LAPIERRE, Marcel, 106.  
 LAPIERRE, Michèle, 95.  
 LAPORTE, Jacques, 204.  
 LAPORTE, Maurice, 85, 441.  
 LA PORTE, Amédée de, 15.  
 LA PORTE-LUSIGNAC, René de, 15, 17.  
 LAPRADE, André, 410.  
 LAPRADE, Jacques de, 87.  
 LARABI FODIL, 130.  
 LARAT, Joseph, 509.



- LA RAUDIÈRE, de, 551.  
 LARBAUD, Valery, 59.  
 LARCHE, Jacques, 303.  
 LARDENOIS, Roger, 150.  
 LARDIER, Emile, 70.  
 LARDINAUX, Victor, 223.  
 LARGUIER, Léo, 75.  
 LARMINAT (général de), 320.  
 LAROCHE, François, 115.  
 LAROCHE, Pierre, 311, 520.  
 LA ROCHEFOUCAULD, Xavier de, 517.  
 LA ROCQUE, L'-Colonel François de, 20, 24, 67, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 98, 135, 161, 169, 253, 283, 501, 522, 547, 553.  
 LA ROCQUE, Gilles de, 79.  
 LA ROCQUE, Pierre de, 33.  
 LAROMIGUÈRE-LAFON, Antonin, 132, 133.  
 LARPENT (colonel), Georges, 32, 93, 128.  
 LARRIEU, Charles, 203.  
 LARRIEU, R., 241.  
 LARRIQUE, Marius, 548.  
 LARROUX, Maurice, 115.  
 LARTIGAU Jean, 414.  
 LARTIGUF, 443.  
 LARUE, Raymond, 236.  
 LARUE, Tony, 396, 515.  
 LASCHETT, Maurice, 94.  
 LASCOL, 123.  
 LASIES, de, 48.  
 LASKY, Harold, 460.  
 LASNE, René, 19, 105.  
 LASSALLE, Lucien, 169.  
 LASSALLE, Xavier de, 49.  
 LASSERRE, Jean, 19, 85, 95, 103.  
 LASSERRE, Pierre, 103.  
 LASSUS, A. de, 37.  
 LASSUS, baronne François de, 37.  
 LASSUS, baron de, 188.  
 LASTEYRIE, de, 546.  
 LAS VERGNAS, 495.  
 LATAIX, Dr Georges, 75.  
 LATOUR, Edouard, 116, 127.  
 LA TOUR DU PIN (marquis de), 111.  
 LA TOUR DU PIN, 111, 275.  
 LATREILLE, André, 499.  
 LATZARUS Louis, 534.  
 LAUBREAU, Alain, 19, 94, 104, 106, 109, 126.  
 LAUCHE, 385, 386.  
 LAUDENBACH, Roland (dit M. Braspart), 41, 502, 519, 540.  
 LAUDRAIN, Maurice, 552.  
 LAUDRIN (abbé), 340, 341.  
 LAUDRIN, 301.  
 LAUGENIE, 365.  
 LAUGIER, Henri, 399, 404, 529.  
 LAULAIGNE, 80.  
 LAULAIGNE, Jacques, 553.  
 LAUMOIS, André de, 95.  
 LAURAT, Lucien, 525, 528.  
 LAURELLI, 301.  
 LAURENS, Camille, 258, 259, 260, 284, 285.  
 LAURENS, Pierre de, 13.  
 LAURENT, Augustin, 153, 398.  
 LAURENT, Bernard, 336.  
 LAURENT, Charles, 151, 158, 172, 523.  
 LAURENT, Fernand, 60, 88.  
 LAURENT, Jacques (voir Laurent-Cely).  
 LAURENT, général E., 322.  
 LAURENT, Paul, 472.  
 LAURENT, Raymond, 547.  
 LAURENT, 337, 541.  
 LAURENT-CELY, Maître, 63.  
 LAURENT-CELY, Jacques, 89, 555.  
 LAURENT-EYNAC, 308, 322.  
 LAURENT-THOUVENET, Charles, 322.  
 LAURENTI, H., 88.  
 LAURIDAN, 15, 441.  
 LAURIER, Mathieu (voir VIGOU-ROUX Pierre).  
 LAURIN, R., 293, 301.  
 LAURIOL, Dr L., 228.  
 LAURIOL, 315, 320.  
 LAUT, E., 100.  
 LAUTIER, Anouk, 529.  
 LAUTIER, Eugène, 534.  
 LAUWICK, Hervé, 535.  
 LAVAL, Pierre, 25, 53, 55, 82, 84, 85, 101, 129, 130, 141, 144, 147, 155, 163, 360, 383, 451, 489, 495, 522.  
 LAVAL, Maurice, 400, 401, 410, 413, 489.  
 LA VARENDE, Jean de, 19, 38, 89, 104, 106, 128, 184, 194, 519.  
 LA VASSELLAIS, G. de, 315, 554.  
 LAVASTRE, Pierre, 431.  
 LAVAU, Georges, 404, 409.  
 LAVAUD, 381.  
 LAVEDAN, André, 32, 531.  
 LAVERGNE, professeur Bernard, 552.  
 LAVIALLE, R., 548.  
 LAVIGNE, 301, 304, 526.  
 LAVIGNE, Raymond, 487.  
 LAVIGNE-DELVILLE, général, 32, 82, 138, 140, 543, 551.  
 LAVISSE, Ernest, 538.  
 LAVOQUER, Yves, 358.  
 LAVOQUER, 400.  
 LAUZANNE, Stéphane, 100, 152, 182, 196.  
 LAUZERTHE, Gérard, 41.  
 LAUZON, Robert, 143, 144.  
 LAWRENCE, Antoine, 337.  
 LAZARE, Bernard, 512.  
 LAZAREFF, Pierre, 99, 173, 322, 513, 513, 538.  
 LAZURICK, Robert, 156, 173, 391, 464.  
 LAZURICK (Mme), 535.  
 LAZZARINO, Georges, 473.  
 LEAUTAUD, Paul, 519.  
 LEBAIL, 311.  
 LE BAIL, Albert, 364, 528.  
 LE BAIL, 429.  
 LEBAINDE, Henri, 38.  
 LEBAR, Claude, 411.  
 LEBAR, Jacques, 410.  
 LEBAS, Gérard, 284.  
 LEBAS, Jean, 150, 385, 446.  
 LEBAS, 349.  
 LE BASSER, Francis, 322.  
 LE BASSER, 293.  
 LE BASTARD, Guy, 523.  
 LE BAULT DE LA MORINIÈRE, 301.  
 LE BEAU, 320.  
 LEBESQUE, Morvan, 106, 410, 520.  
 LEBEY, André, 371, 385, 546.  
 LE BIGOT, René, 169.  
 LEBLANC-PENAUD, 318.  
 LE BON, A., 184.  
 LE BOURRE, Raymond, 41, 197, 310, 351, 511.  
 LE BRASSEUR, 551.

- LEBRE, Henri, 106, 109, 123, 124, 127, 128, 129, 130, 187, 312.  
 LEBRETON, (abbé), 244.  
 LE BRIS, Désiré, 490.  
 LEBRUN, Albert, 71, 91, 161.  
 LEBRUN, Maurice (alias Serre), 123, 124, 126, 129, 242.  
 LE BRUN, Pierre, 377, 404, 420, 431, 522, 549.  
 LE BRUN-KÉRIS, G., 336.  
 LECACHE, Bernard, 99, 104, 234, 410, 438, 442, 514, 515, 521, 523, 526, 531, 532, 535.  
 LECACHEUX, Joseph, 70.  
 LECACHEUX, 349.  
 LE CAN, 123.  
 LECANUET, J., 315, 339.  
 LECCIA, B., 367.  
 LECLAIR, Maurice, 538.  
 LECLERC, Guy, 487.  
 LECLERC, Max, 12.  
 LECLERC DE HAUTECLOCQUE, Mme, 295.  
 LECLERC DE HAUTECLOCQUE (famille), 271.  
 LECLERC DE HAUTECLOCQUE (maréchal), 320.  
 LECLERCQ, André, 242.  
 LECLERCQ, Claude, 322.  
 LE COADIC, 414.  
 LECOC, Louis-Charles (alias Lecoconnier), 75, 93, 95, 98.  
 LECOCONIER, voir Lecoc.  
 LECOCQ, René, 515.  
 LECOCQ, 301.  
 LECEUR, Auguste, 311, 408, 451, 455, 457, 478, 492.  
 LECEUR, Callixte, 285.  
 LECEUR, Constant, 322.  
 LECEUR, Pierre, 32.  
 LECOIN, Louis, 143, 144, 444, 495, 497.  
 LECOINTRE, Georges, 15.  
 LECOMTE, Georges, 73, 85, 461, 483.  
 LECOMTE, Mme Jean, 41.  
 LECOMTE-BOINET, 151, 158, 365.  
 LECONTE, Marcelle, 423.  
 LECOQ (commandant), 510.  
 LECOQ DE KERLAND, 295.  
 LE CORBEILLER, Armand, 95.  
 LE CORBUSIER (alias Jeanneret), 18, 539, 547.  
 LE CORGNE, Pierre, 33.  
 LE CORGUILLE (général), 420.  
 LE CORNEC, 104.  
 LE COROLLER, 318.  
 LE COUËDIC (Mgr), 510.  
 LE COUR-GRANDMAISON, Jean, 89, 111, 169, 310, 509.  
 LECOURT, Robert, 150, 304, 328, 329.  
 LE COUTALLER, 398.  
 LECOUVREUR, Jeanne, 62.  
 LE DOUAREC, 301, 328.  
 LE DEM, Alain, 490.  
 LEDERMANN, Charles, 516.  
 LE DEUIL, 80.  
 LEDOUX, Philippe, 13, 15.  
 LEDOYEN, Michel, 39.  
 LE DROGOU, Jean, 431.  
 LE DRU, Robert, 45.  
 LEDRU-ROLLIN, 355.  
 LE DUC, Jean, 284.  
 LEDUC, Jean-Marie, 118.  
 LEDUC, René, 301.  
 LEENHARDT, Francis, 314, 358, 365, 390, 396, 398, 515.  
 LE FAIVRE, Paul, 16.  
 LEFAUCHEUX, Mme Marie-Hélène, 329, 365, 525, 526.  
 LEFAUCHEUX, Marie-Thérèse, 322.  
 LEFAUCHEUX, V., 140.  
 LEFEBVRE, André, 51.  
 LEFEBVRE, Charles, 90.  
 LEFEBVRE, Francine, 336.  
 LEFEBVRE, Henri, 521.  
 LEFEBVRE, J., 79.  
 LEFEBVRE, 443.  
 LEFEBVRE DU PREY, E., 195.  
 LEFEUVRE, René, 551.  
 LEFEUVRE, 389, 533.  
 LEFÈVRE, docteur Bernard, 44, 45, 210, 215, 225, 228, 230, 237, 315, 316.  
 LEFÈVRE, Edmond, 79.  
 LEFÈVRE, François, 184.  
 LEFÈVRE, J.-Robert, 33, 547.  
 LEFÈVRE, Raymond, 307, 535.  
 LEFÈVRE, Paul, 115, 179.  
 LEFÈVRE, René, 520, 539.  
 LEFÈVRE, Robert, 532.  
 LEFÈVRE, Théo, 339.  
 LEFÈVRE (abbé), 509.  
 LEFÈVRE D'ORMESSON, Olivier, 285, 314, 323, 340.  
 LEFÈVRE-PONTALIS, Jean, 33, 37.  
 LEFÈVRE-PONTALIS, 265.  
 LE FLEM, Paul, 94.  
 LEFORT, Georges, 38.  
 LEFORT, Guy, 521.  
 LEFORT, 528.  
 LEFORT-LAVAUZELLE, 169.  
 LE FRANC, Grégoire (voir A. Grégoire).  
 LE FRANÇOIS, Ch., 50.  
 LE FUR, Louis, 104, 106, 111.  
 LEGAL, M.-L., 203.  
 LEGARET, Jean, 279, 284, 315, 515, 522.  
 LEGEAY, Kléber, 147.  
 LEGENDRE, Jean, 65, 187, 202, 279, 284, 292, 315, 322.  
 LEGENTILHOMME (général), 322, 367.  
 LÉGER, François, 41.  
 LÉGER, F., 539.  
 LÉGER, Roger, 236.  
 LÉGER, 316.  
 LE GOFF, Y., 487.  
 LE GOUVELLO, 169.  
 LEGOUX (baron), 48.  
 LEGRAND, Jean-Charles, 50, 526, 532, 535.  
 LEGRAND, Henri, 106.  
 LE GRAND, Hervé, 32, 128.  
 LEGRAND, Madeleine, 152.  
 LEGRAND, Lucien, 409, 414.  
 LEGRAND, 458.  
 LEGRAND-KRUGELL, P., 276.  
 LE GRIX, François, 63, 177, 182, 196.  
 LEGROS, René, 298.  
 LE GUEN, 337.  
 LE GUEU, F.-F., 58, 105, 189.  
 LE GUYON, R., 425.  
 LE HOC, H., 15.  
 LEHR (ingénieur général), 37.  
 LEIBOVICI-LIVIAN, Claire, 430.  
 LEICIAGUE, Lucie, 437.  
 LEIZAOLA, Landaburu, 339.  
 LEJEUNE, Albert, 109, 547.  
 LEJEUNE, Marie, 106.  
 LEJEUNE, Max, 314, 396, 397, 399.  
 LE LÉAP, Alain, 418, 520.

- LELANT, Félix, 322.  
 LE LAYEC, 397.  
 LELONG, F., 62.  
 LELONG, Jean, 178.  
 LELONG, 414.  
 LELORD, Mme, 348.  
 LE LORRAIN, 551.  
 LOLOUP, Philippe (voir Philippe WOLF).  
 LEMAIGNAN, Robert, 113.  
 LEMAIGNEN, Yves, 39.  
 LEMAIGRE-DUBREUIL, 264, 534.  
 LEMAIRE, Jean, 194, 195, 197.  
 LEMAIRE, Maurice, 292, 293, 301.  
 LEMAIRE, Pierre, 510.  
 LEMAIRE, Raoul, 240, 241, 267, 269, 271.  
 LEMAISTRE, Alain, 41.  
 LEMAITRE, Henri, 5, 7.  
 LEMAITRE, Jules, 27, 30, 537.  
 LEMARESQUIER, Joseph, 132.  
 LEMARIE, 287.  
 LEMASSON, Pierre, 274.  
 LE MAUX, 345.  
 LE MARIN (alias M.-L. Poulain), 182.  
 LEMERAY, 90.  
 LE MERLE, 400.  
 LEMERY, Henry, 60, 73, 126, 154, 519, 534, 551.  
 LEMESLE, Marcel, 98.  
 LE MEUR (commandant), 195.  
 LEMÈRE (abbé), 327, 531.  
 LEMOINE, Ed., 481.  
 LE MONIER, 304.  
 LEMONNIER, 349.  
 LEMONON, Marcel, 103.  
 LE MOYNE, Yves, 45.  
 LE MONTAGNER, 284.  
 LEMPEREUR, Albert, 33.  
 LEMPEREUR, Rachel, 311.  
 LENEUF, Bernard, 284, 285.  
 LENINE, 9, 121, 208, 432, 476, 488, 492, 495.  
 LENOIR, Thomas, 529.  
 LENORMAND, H.-R., 95, 486, 539.  
 LENORMAND, Maurice M., 112.  
 LE NORMAND, Pierre, 176.  
 LENORMAND (alias Coquoin), 151.  
 LENORMAND (divers), 158, 337.  
 LENO (voir Ralph Soupault).  
 LENOTRE, 45.  
 LENTIN, Albert-Paul, 420.  
 LÉO-LAGRANGE, Madeleine, 399.  
 LÉON, Georges, 487.  
 LÉON-MARTIN, Louis, 93.  
 LÉONARD, 320.  
 LÉONETTI, Jean, 322.  
 LÉONARDI, 71.  
 LÉOPOLD II, 54.  
 LÉOTARD, Gabriel, 414.  
 LÉOTARD, Pierre de, 79, 198, 322, 349.  
 LE PANNETIER DE ROISSAY (doc-  
 teur), 33.  
 LEPELTIER, 367.  
 LE PELTIER, Georges, 304.  
 LE PEN, Julien, 532.  
 LE PEN, J.-M., 37, 41, 197, 203, 204,  
 209, 236, 238, 241, 279, 284, 315, 318,  
 319.  
 LEPESQUEUR, 125.  
 LE PIC (voir PICARD).  
 LEPICARD, Jacques, 274.  
 LE PICHON, Alain, 41.  
 LEPIDI, J.-Ch., 301, 515.  
 LÉPINE (préfet), 483.  
 LEPINOUX, Achille, 110.  
 LE PLAT, 80.  
 LE PLAY, 29, 511.  
 LE POITTEVIN, Pierre, 183.  
 LE PoulLEN, Pierre, 176.  
 LEFOUTRE-LEPOUTRE, Roger, 547.  
 LE PRIEUR, Guy, 178, 180.  
 LEPRINCE (Dr), 15.  
 LEPRINCE, Jean, 115.  
 LE PROVOST DE LAUNAY, Gaston,  
 49, 546, 548.  
 LERAMBERT-POTIN, 71.  
 LERICHE, René, 169.  
 LERICHE, 115.  
 LE ROCH, 180.  
 LE ROUX, 345.  
 LEROUX (divers), 66, 403, 518.  
 LEROUX, Marie-Thérèse, 481.  
 LE ROUXEL, Henri, 230.  
 LEROY, Jean, 424.  
 LEROY, Maxime, 288.  
 LEROY, Pierre, 196.  
 LEROY, Roger, 182.  
 LEROY, Roland, 472.  
 LEROY (lieutenant-colonel), 195.  
 LEROY, 66.  
 LE ROY-LADURIE, Jacques, 258, 260,  
 263, 279, 283, 284, 314.  
 LESAGE, Michel, 350.  
 LESAGE DE LA FRANQUERIE, 45.  
 LE SASSIER, Etienne, 322.  
 LESCA, Charles, 85, 94, 105, 106, 109,  
 128.  
 LESCHEMELLE, Pierre, 487.  
 LESCURÉ, Pierre de, 19, 311.  
 LESCURÉ, Jean, 425, 524.  
 LESCURÉ, chanoine A., 52.  
 LESDAIN, Jacques de, 95, 107, 109.  
 LESFARGUES, Bernard, 540.  
 LE SÉNÉCHAL, 396.  
 LESIEUR, Jean, 202, 234, 242, 244, 541.  
 LESPINASSE, 156.  
 LESPINE, Victor, 109.  
 LESSEPS, Jacques de, 31.  
 LESSEPS, comte M. de, 33.  
 LESTANDI DE VILLANI, Jean, 107.  
 LESTAPIS, Samuel de, 203.  
 LESTIN (voir BEAUFRERE).  
 LE STRAT, Alexis, 322.  
 LESUEUR, Chr., 129, 130.  
 LE TAC, Joël, 301, 515.  
 LETAILLER, Eugène (voir LYSIS).  
 LÉTANG, Jean, 189.  
 LE TANNEUR, Pierre, 78.  
 LE THEULE, 301.  
 LETOQUART, Léandre, 473.  
 LETOURNEAU, Jean, 547.  
 LETOURNEAU, R., 140.  
 LETOURNEUR, 80.  
 LETOURNEUX, René, 354.  
 LE TROQUER, André, 37, 158, 162, 172,  
 311, 456, 504.  
 LEURQUIN, Xavier, 181.  
 LEVAL, Gaston, 497.  
 LEVASSEUR, Arthur, 345, 371, 385,  
 386, 546.  
 LEVASSEUR, Eugène, 80.  
 LEVASSEUR, G. (voir Dr Galpérine).  
 LEVEL-DEQUIEDT, Pierre, 41.  
 LEVÈQUE, Charles-Henri, 298.  
 LEVÈQUE, 349, 367, 554.  
 LE VERRIER, Madeleine, 529.  
 LEVET, Joseph, 75, 76, 79.  
 LÉVI, 114.  
 LEVILLAIN, Maurice, 147, 247.  
 LEVINDREY, 396.

- LEVINE, Charles, 515.  
 LEVIS-MIREPOIX (duc de), 41, 111, 194.  
 LEVITAN, Jean-Jacques, 310.  
 LEVITSKY, Anatole, 156.  
 LEVREUX, Ginette, 424.  
 LEVY, Emm., 524.  
 LEVY, Georges, 437, 457.  
 LEVY, Gaston, 386.  
 LEVY, J.-P. (dit Lenoir), 153, 155, 157, 305, 523.  
 LEVY (Jérôme), 371, 526, 546.  
 LEVY, Louis, 156, 386, 389.  
 LEVY, Paul, 102, 514.  
 LEVY, Pierre, 532.  
 LEVY, Raphaël-Georges, 517.  
 LEVY, Robert, 400.  
 LEVY, Williams, 317.  
 LEVY-BRAHMS, 484, 485.  
 LEVY-BRUHL, L., 524.  
 LEVY-BRUHL, H., 524.  
 LEVY-BRUHL, 484, 485.  
 LEVY DE SOUZA, Gilles, 156.  
 LEVY-VALENSI, Gérard, 317.  
 LEVYLIER, André, 51, 513.  
 LEVYLIER, Mme E., 51.  
 LEWIS, John, 287.  
 LEYGNAC, Georges, 367.  
 LEYGUES (voir Raphaël).  
 L'HELGUEN, René, 336, 337.  
 LHERAULT, J.-B., 114, 539.  
 L'HERBIER, Marcel, 96, 310.  
 L'HÉVEDER, Louis, 169, 345.  
 LHOSPIED, Jean, 358.  
 LHOÏTE, A., 539.  
 LIAUSU, Jean-Pierre, 73.  
 LÉAUTAUD, Paul, 542.  
 LIAUTEY, André, 552.  
 LIBER (voir Marcel Beaufrère).  
 LIBEROTTI, F., 367.  
 LICHTENBERGER, André, 531.  
 LICHTENBERGER, H., 96.  
 LIENERT, Ed., 543.  
 LIÉVIN, P., 178.  
 LIFSCHITZ (voir Boris SOUVARINE).  
 LIGNEAU, Odile, 110.  
 LIGNEROLLES, R. de, 502.  
 LINYER, Louis, 169.  
 LIMOUSIN, L., 542.  
 LINAND DE BELLEFONDS, Robert, 541.  
 LIOCHON, 169.  
 LIOGIER, 301.  
 LIPCHITZ, 539.  
 LIPKOWSKI, Irène de, 292, 303, 305.  
 LIPKOWSKI, Jean de, 303, 304, 305.  
 LIQUARD, 292, 301.  
 LISETTE, Gabriel, 404.  
 LISSAC, 387.  
 LISSÉ, Pierre, 89.  
 LITAISE, 349.  
 LITAIZE, chanoine André, 110.  
 LITVINOFF, 512.  
 LIURETTE, 396.  
 LIVOIS, René de (alias Eveillard), 536.  
 LIVONNIÈRE, Jean de, 509.  
 LIZOP, Edouard, 342.  
 LLANTE, Jean, 472.  
 LLURENS, Fernand, 267.  
 LOCUTY, Jean-Pierre, 132, 134.  
 LODS, 530.  
 LÖEWEL, Pierre, 156, 542.  
 LÖEWENSTEIN, 548.  
 LOINTIER, André, 180.  
 LOISY, Jean, 113, 178.  
 LOIZEAU, François, 40.  
 LOMBARD, Michel, 534.  
 LOMBARD, Paul, 89, 534.  
 LOMBARD, 284.  
 LOMBARD (professeur), 519.  
 LONDON, Géo, 533, 535.  
 LONGCHAMBON, H., 404.  
 LONGEOT, Henri, 409, 413.  
 LONGEPIERRE, 349.  
 LONGEQUEUE, 396.  
 LONGONE, Pierre, 178.  
 LONGUET, Henri, 528.  
 LONGUET, Jean, 381, 383, 384, 385, 386, 432, 434, 483, 538.  
 LONGUET, Paul, 322.  
 LONGUET, 344.  
 LONGUEVAL, P., 18.  
 LONGUONE, 134.  
 LOPEZ, 301.  
 LOPINTO, Georges, 316, 341.  
 LORCY, Dr Antoine, 302.  
 LORENZ, Yann, 100.  
 LORGE (duc de), 38.  
 LORGERIL, Christian de, 33.  
 LORIAUX, Dr Jacques, 304.  
 LORIOU, Fernand, 384, 432, 437, 439, 444.  
 LORRAIN, Jean, 532.  
 LORULOT, André, 496, 530.  
 LOUAPRE, E.-R., 553.  
 LOUARN, 195.  
 LOUBEYRE, Jules, 518.  
 LOUBRADOU, Paul, 450.  
 LOUCHEUR, Louis, 73, 547.  
 LOUIS, Louis, 147.  
 LOUIS, Paul (voir Paul-Louis).  
 LOUIS (chanoine), 328.  
 LOUIS XI, 43.  
 LOUIS XIV, 44, 45.  
 LOUIS XVI, 42, 45.  
 LOUIS-ANTÉRIOU, Jacques, 350.  
 LOUIS-DREYFUS, Louis, 484, 528, 534.  
 LOUIS-PHILIPPE, Charles, 11.  
 LOUIS-PHILIPPE I<sup>er</sup>, 42, 43, 54, 355.  
 LOUIS-PIÉCHAUD, 16.  
 LOUIS-XAVIER, André, 203.  
 LOURY, Philippe, 59.  
 LOUSTAUNAU-LACAU, 15, 136, 153, 154, 299, 543.  
 LOUSTEAU, Jean, 19, 85, 182, 184, 188.  
 LOUSTEAU, Kléber, 398.  
 LOUSTEAU, R., 124, 126.  
 LOUVET, Louis, 497.  
 LOUY, Pierre, 29.  
 LOUZON, Robert, 550.  
 LOUANT, Fierre, 544.  
 LOYAUTE, Christian, 344.  
 LOYER, Pierre, 11, 543.  
 LOYER, (abbé), 208.  
 LOZERAY, 443.  
 LUBAC, Henri de, 506.  
 LUC, Mme Brigitte, 310, 320, 509, 530.  
 LUC, 304.  
 LUCA, Charles, 222, 223.  
 LUCAS, Maurice, 336.  
 LUCCIONI, 398.  
 LUCE, Jean-Pierre, 127.  
 LUCENTE, Robert, 521.  
 LUCHAIRE, A., 104.  
 LUCHAIRE, Jean, 17, 19, 95, 100, 104, 105, 107, 109, 152, 295, 521, 542.  
 LUCHINI, Dr, (voir Pierre Domini-que).  
 LUCIANI, Emile, 204, 236, 238, 301.

- LUCIEN, Pierre, 180.  
 LUCIUS, Pierre, 106, 107, 112, 128.  
 LUMIERE, Louis, 169.  
 LUNET, 458.  
 LUPORSI, Jacques, 39.  
 LUPPÉ, Albert de, 52.  
 LUPPÉ, vicomte Hubert de, 33.  
 LUQUES, Guy, 98.  
 LURCAT, J., 539.  
 LUR-SALUCES, Eugène de, 28.  
 LUR-SALUCES, Marquis de, 38.  
 LURIE, 301.  
 LUS, Philippe de, 180.  
 LUSSAN, J.-P., 204.  
 LUSSEAU, (Mgr), 511.  
 LUSSY, Charles, (alias Ruff), 322.  
     387, 391, 396, 399, 400, 401, 413, 437,  
     442, 443, 505, 513, 554.  
 LUSTAC, Georges, 358.  
 LUTHER, 382.  
 LUX, Etienne, 322, 337.  
 LUYNES (duc de), 38.  
 LUZ, Pierre de, 177.  
 LUZUY, Henry, 33.  
 LYAUTEY, (Maréchal), 24, 68.  
 LYON-CAEN, Gérard, 461, 482.  
 LYON-CAEN, Léon, 516.  
 LYRON, Charles, 367.  
 LYSIS, (alias E. Letailleur), 527, 549.
- MABILLE DE PONCHEVILLE, Henri.  
     33.  
 MABILLE DE PONCHEVILLE, L., 177.  
 MABRUT, Adrien, 311, 396, 399.  
 M'BODGE MAMADOU, 227.  
 MAC ARTHUR, 376.  
 MAC MAHON, 202.  
 MAC ORLAN, Pierre, 85, 105.  
 MACÉ, Armand, 98.  
 MACÉ, Henri, 147.  
 MACHECOURT, Claude, 242.  
 MACON, 134.  
 MADANI, 228.  
 MADAULE, Jacques, 311.  
 MADELIN, Louis, 75.  
 MADIRAN, Jean, (alias Arfel), 87, 177,  
     182, 185, 186, 187.  
 MAFFRAY, 345.  
 MAFIOLY, Jacques, 179.  
 MAGALLON, Xavier de, 19, 32, 93,  
     109.  
 MAGENDIE, 292.  
 MAGET, René, 110.  
 MAGINOT, 163.  
 MAGNAN, André, 169.  
 MAGNE, Jean, 51.  
 MAGNE, Napoléon, 49, 50.  
 MAGNE, 367.  
 MAGNIEN (Cdt), 62.  
 MAGNIEN, 345.  
 MAGNIEZ, Roger, 34.  
 MAGNON, Emile, 304.  
 MAGOG, H.-J., 100.  
 MAHÉ, André, 140.  
 MAHIAS, 337.  
 MAHIEUX, C., 99.  
 MAILLOCHAUD, Fernand, 244.  
 MAILLOT, Henri, 56.  
 MAILLOT, aspirant Henri, 460.  
 MAILLOT, Jean-Georges, 531.  
 MAILLOT, Louis, 351.  
 MAILLOT, 301.  
 MAINGUY, 301.
- MAINTENON, R. de, (voir René  
 SAINT-SERGE).  
 MAIRESSE-LEBRUN, P., 525.  
 MAIREY, Jean, 305.  
 MAISTRE, de, 29, 85.  
 MAJORELLE, S. J., 525.  
 MAKNO, 495.  
 MALAGÜTTI, P., 319.  
 MALAN, Robert, 317.  
 MALATO, Charles, 494.  
 MALEBRANCHE, Salomon-Albert, 541.  
 MALBRANT, René, 289, 293, 322.  
 MALBRUN, Albert, 215.  
 MALEISSYÉ, Etienne de, 52.  
 MALEISSYÉ-MELUN, comte de, 510.  
 MALET, Claude, 180.  
 MALHERBE, Henry, 19, 73, 96.  
 MALICONNE, Louis, 132.  
 MALLARDIER, Jean, 215, 316.  
 MALLARMÉ, André, 169.  
 MALLARTE, Jules, 345.  
 MALLEM, Ali, 299, 300, 314.  
 MALLEMORT, A., 223.  
 MALLERET, Alfred, (voir général  
 Joinville).  
 MALLET, Alfred, 105, 109, 184.  
 MALLET, Mme Ernest, 501.  
 MALLET, Guillaume, 501.  
 MALLET, Isaac, 501.  
 MALLET, Serge, 411, 413.  
 MALLET, (famille), 255, 501.  
 MALLET, 554.  
 MALLEZ, 292.  
 MALLIAVIN, Mme Madeleine, 176.  
 MALLIAVIN, Paul, 176, 186.  
 MALLIAVIN, René, 111, 175, 176, 185,  
     186, 187.  
 MALLIAVIN, 198.  
 MALNOUX, Etienne, 41.  
 MALON, Benoît, 546.  
 MALO, Jean, 97.  
 MALO, Pierre, 534.  
 MALO, Yves, 123.  
 MALO, 124.  
 MALOUM, 284.  
 MALRAUX, A., 19, 290, 294, 313, 365,  
     448, 449, 486, 525, 542, 549.  
 MALTERRE, André, 310, 320.  
 MALVA, Constant, 525.  
 MALVERGE, 518.  
 MALVY, J.-L., 356, 357.  
 MAMBERTI, Albert, 130.  
 MAMAIN, Gilbert, 420.  
 MAMMERI, M. M., 317.  
 MAMY, G., 405.  
 MAMY, (voir Paul RICHE).  
 MANCASOLA, Albert, 147.  
 MANCEAU, Anatole, 109.  
 MANCEAUX, Michèle, 529.  
 MANCHERON, 209.  
 MANDEL, Georges, 63, 91, 139, 161, 527.  
 MANDEREAU, Roger, 132.  
 MANDOUZE, André, 418, 506, 507.  
 MANEBY, Antoine, 132.  
 MANEVY, Raymond, 520, 526, 535.  
 MANES, Jean, 17.  
 MANEVY, R., 106.  
 MANGIN, (général), 25, 151.  
 MANGIN, R., 288.  
 MANHES, (général), 37.  
 MANIER, Stéphane, 99, 438, 442.  
 MANNONI, Eugène, 219.  
 MANNONI, Paul, 110, 126.  
 MANUILSKI, 440.  
 MANOUVRIEZ, Abel, 32, 38, 106, 197.  
 MANTEL, René, 204.

- MANUEL, (colonel), 156.  
 MAO-TSE-TUNG, 415.  
 MARA, Jean, 89.  
 MARAN, René, 19, 423, 486.  
 MARANS, René de, 11.  
 MARAVAL, Pierre, 545.  
 MARC, Alexandre, 543.  
 MARCAIS, Ph., 315, 318, 323.  
 MARCEAU, Marc, (voir Marc Pobanz).  
 MARCEL, B., 483.  
 MARCEL, Gabriel, 19, 41, 288.  
 MARCELLIN, L., 16.  
 MARCELLIN, Raymond, 283.  
 MARCELLIN, 284, 318.  
 MARCENET, Albert, 295, 299, 301.  
 MARCENOT, 321.  
 MARCHAIS, Georges, 473.  
 MARCHAL, G., 540.  
 MARCHAL, J.-P., 57.  
 MARCHAL, (prof.), 296.  
 MARCHAND, Louis, 50.  
 MARCHAND, René, 79.  
 MARCHAND, 184.  
 MARCHANDEAU, Paul, 117, 176, 197.  
 MARCHETTI, 301.  
 MARCILHACY, Christiane, 307.  
 MARCILHACY, Pierre, 315, 322.  
 MARCILLAC, R., 301.  
 MARCOU, E., 41.  
 MARCUS, 413.  
 MARCY, Jacques, 100.  
 MARECHAL, Mme G., 178.  
 MARECHAL, Maurice, 520.  
 MARET, 327.  
 MAREUIL, (capitaine de), 551.  
 MARFOURE, Laurent, 66.  
 MARGOT, André, 100.  
 MARGOT-NOBLEMAIRE, R., 296.  
 MARGUERIN, Gilles, 73.  
 MARGUERITE, Charles, 399.  
 MARGUERITE, Victor, 143, 486, 495, 525, 531.  
 MARIDET, 302.  
 MARIE, André, 315, 320, 322, 331, 346, 349, 350, 360, 369.  
 MARIE, Melle Jeanne, 47.  
 MARIE-ANTOINETTE, 45.  
 MARIE-LAURE, (voir Edouard DE-PREUX).  
 MARIEL, Pierre, 85.  
 MARGINIER, Georges, 108, 110, 206.  
 MARIN, Jean, (alias Yves Morvan), 365, 535.  
 MARIN, Louis, 65, 154, 163, 523, 528, 530, 531, 542, 550, 551.  
 MARIN, Roland, 521.  
 MARIN (Dr), 363.  
 MARIN, (Divers), 80, 491.  
 MARION, Paul, 109, 120, 122, 123, 124, 126, 253, 542.  
 MARION, Raymond, 549.  
 MARION, (Professeur), 531.  
 MARIOTTE, 284.  
 MARIOTTI, Emile, 51.  
 MARTAIN, Jacques, 507, 555.  
 MARJOLIN, Robert, 529.  
 MARMANDE, R. de, 102, 106, 483.  
 MARMINAT, Louis, 132.  
 MARMORAT, 80.  
 MARMOTTIN, (Mgr), 510.  
 MAROIS, comte de, 48.  
 MAROSELLI, André, 308, 315, 347, 360, 364, 365.  
 MAROT, Jean, 178, 224.  
 MAROT, (Cdt), 551.  
 MARQUAND-GAIRARD, Pierre, 304.  
 MARQUÈS-RIVIÈRE, 19, 100, 107.  
 MARQUET, Adrien, 25, 103, 104, 223, 388, 544, 546.  
 MARQUET, P.-B., 492.  
 MARRANE, Georges, 443, 455, 457, 473.  
 MARRAST, Armand, 355.  
 MARRET, Louis, 66.  
 MARRON, Jean, 132.  
 MARROU, H., 404, 555.  
 MARS, Colette, 51.  
 MARSAIS, 387, 437.  
 MARSAN, A.-Eugène, 11, 12, 16, 32.  
 MARSCHALL, Marcel, 120, 122, 124, 127, 129, 130.  
 MARTAIN, Gilles, (voir B. de Garambé).  
 MARTEAU, Michel, 301.  
 MARTEAU, Pierre, 93.  
 MARTEAUX, Jacques, 173.  
 MARTEL, Henri, 473.  
 MARTEL, Hippolyte, 229.  
 MARTEL, René, 100, 107.  
 MARTEL, Robert, 217, 219, 220, 221, 234, 267, 315, 316, 552.  
 MARTET, Urbain, 399.  
 MARTI, Benoit, 284.  
 MARTIAL, Claude, 127, 549.  
 MARTIAL, Emile, 49.  
 MARTIAL-PIECHAUD, 96, 543.  
 MARTIN, André, 519.  
 MARTIN, Bernard, 350, 521.  
 MARTIN, Claude, 85, 86.  
 MARTIN, François, 70.  
 MARTIN, Germain, 537.  
 MARTIN, Louis-Jacques, 230.  
 MARTIN, Marcel, 295, 351, 364, 365.  
 MARTIN, Marie-Madeleine, 39.  
 MARTIN, Marius, 49.  
 MARTIN, Maurice, 147.  
 MARTIN, Monique, 203.  
 MARTIN, Octave (voir Maurras).  
 MARTIN, Robert, 236.  
 MARTIN, Dr Henri, 32, 132, 138.  
 MARTIN, Henri, 473.  
 MARTIN, Jean-Maurice, 288.  
 MARTIN, Jean-Paul, 492.  
 MARTIN, 287.  
 MARTIN-CHAUFFIER, Louis, (dit Delsis), 152, 317, 448, 514, 517.  
 MARTIN-DUBOIS, J., 127.  
 MARTIN DU GARD, Maurice, 88, 89, 186, 197.  
 MARTIN DU GARD, Roger, 19, 524.  
 MARTIN-MAMY, 12, 16.  
 MARTIN-PARIS, J.-P., 245.  
 MARTIN-SANÉ, J., 51, 124, 215.  
 MARTINACHE, Melle, 301.  
 MARTINAUD-DEPLAT, Léon, 346, 349, 542.  
 MARTINEAUD, Docteur, 118.  
 MARTINET, Gilles, 377, 408, 409, 410, 412, 413, 417, 418, 420, 421.  
 MARTINET, Laurence, 405.  
 MARTINET, Marcel, 432, 438.  
 MARTINET, Marcel, 550.  
 MARTINEZ, Paul, 230.  
 MARTINI, Augustin, 32, 123, 189.  
 MARTINI, Raymond, 552.  
 MARTINIE-DUBOUSQUET, (Docteur), 342.  
 MARTINIÈRE, Pierre, 184.  
 MAC DONALD, 434.  
 MACÉ, Gabriel, 520.  
 MACÉ, Jean, 503.

- MADAULE, Jacques, 448, 507, 517, 521.  
 MADELIN, Louis, 527.  
 MADERAN, Jean, 505, 509, 519.  
 MAGNIEN, Marius, 487.  
 MAGNIEN, 451.  
 MAHMOUDI, Ahmed, 459.  
 MARTY, André, 80, 172, 357, 426, 445, 449, 450, 457, 466, 469, 470, 474, 475, 476, 488, 495, 503, 505.  
 MARTY, Georges, 104.  
 MARTY, Henri, 521.  
 MARTY, Pierre, 112.  
 MARTY, Y., 521.  
 MARX, Jean-Adrien, 51.  
 MARX, Jacques, 15.  
 MARX, Karl, 208, 373, 389, 444, 488, 492, 512.  
 MASARYK, 455.  
 MASSATIN, 169.  
 MASCURAUD, A., 365, 519, 545.  
 MASEREEL, 539.  
 MASNOU (général), 525.  
 MASQUELIER, Pierre, 205.  
 MASQUERE, Jules, 345.  
 MASSA (duc de), 51.  
 MASSA (duchesse de), 51.  
 MASSANNES, Jacques, 39.  
 MASSARD, Armand, 96, 553.  
 MASSARD, Emile, 48.  
 MASSÉ, Ludovic, 524, 525.  
 MASSE, 348.  
 MASSENET, Michel, 530, 541.  
 MASSENET, 320.  
 MASSENOT, 80.  
 MASSET, Philippe de, 316.  
 MASSIANI, 126.  
 MASSIAS, 189.  
 MASSIGLI, René, 172.  
 MASSIGNAC, (colonel de), 60.  
 MASSIGNON, Louis, 516.  
 MASSIP, Roger, 98.  
 MASSIS, Henri, 16, 39, 41, 169, 197, 509, 511, 519.  
 MASSON, 361, 510.  
 MASSON, Emile, 124.  
 MASSON, Mme Frédéric, 51.  
 MASSON, Jean, 425.  
 MASSON-FORESTIER, L., 534.  
 MASSONAT, 349.  
 MASSOT, 442.  
 MASSU, (général), 387.  
 MATHÉ, Pierre, 70, 169, 258.  
 MATHÉY, Lucien, 473, 480.  
 MATHIAS, 490.  
 MATHIEU, Gaston, 132.  
 MATHIEU, Gilbert, 431.  
 MATHIEU, Ossian, 185.  
 MATHIEU, 487.  
 MATHIEUX, Paul, 32, 107.  
 MATHIEZ, Albert, 437, 438.  
 MATHIS, (docteur), 140.  
 MATHIS, Suzy, 100.  
 MATHON, Eugène, 12, 33.  
 MATHOT, Paul, 199.  
 MATIGNON, (colonel Maurice), 197, 215, 523, 526.  
 MATIGNON, Aude, 424.  
 MATRAS, 367.  
 MAUBAN, Charles, (alias Caillemer), 89, 177, 185, 519.  
 MAUBERNA, 367, 397.  
 MAUBLANC, René, 486, 487, 529.  
 MAUBOURGUET, Claude, 85.  
 MAUBOURGUET, Jean, 106.  
 MAUCLAIR, Camille, 19, 93.  
 MAUDET, Félicien, 38.  
 MAUD'HUY, Bertrand de, 71, 72, 123, 127, 253.  
 MAULER, Henri, 132, 133.  
 MAUGER, Louis, 526.  
 MAULER, Suzanne, 132.  
 MAULION, Paul, 170.  
 MAULNIER, Thierry, 87, 89, 106, 288, 310, 522.  
 MAULOY, 181.  
 MAULVAUT, Lucien, 182.  
 MAUNY, Michel de, 190.  
 MAUPEOU, (vicomte de), 179.  
 MAUPEOU D'ABLEIGES, Jacques de, 283, 315.  
 MAUPOIL, Henri, 311.  
 MAUREL, A., 483.  
 MAUREL, Rosie, 529.  
 MAUREL, Blanche, 196, 311.  
 MAUREL, 437.  
 MAURER, Emile, 363.  
 MAURER, Maurice, 90, 116, 117, 118.  
 MAURESSE-LEBRUN, Pierre, 518.  
 MAUREVERT, Georges, 88, 106.  
 MAURIAC, François, 19, 310, 410, 462, 507, 529.  
 MAURIAC, (professeur), 32.  
 MAURICE, Gaston, 425, 524.  
 MAURICE, Georges, 322.  
 MAURICE-BOKANOWSKI, René, 292, 300, 513, 515.  
 MAURIN, Serge, 492.  
 MAUROIS, André, 16, 42, 73, 310, 513.  
 MAURRAS, Charles, 11, 19, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 35, 36, 38, 40, 84, 85, 86, 133, 135, 152, 161, 182, 233, 275, 499, 500, 502.  
 MAURRAS, Melle Hélène, 42.  
 MAURRAS, Jacques, 37.  
 MAURY, Georges, 425.  
 MAURY, Louis, 304.  
 MAUSS, Marcel, 483, 484.  
 MAUVAIS, Léon, 453, 457, 472, 473, 475.  
 MAVET, Adolphe, 49.  
 MAXENCE, Jean-Pierre, 19, 62, 105, 533, 534.  
 MAXENCE-BIBIÉ, 371.  
 MAYBON, Joseph, 50.  
 MAYDIEU, A.-J., 152.  
 MAYER, Daniel, 155, 162, 190, 317, 377, 391, 393, 396, 397, 399, 400, 401, 412, 413, 425, 426, 428, 429, 430, 455, 492, 513, 514, 526, 529.  
 MAYER, Félix, 337.  
 MAYER, Jean, 15.  
 MAYER, René, 172, 259, 282, 299, 360, 524, 530.  
 MAYER, 80.  
 MAYERAS, Barthélémy, 385.  
 MAYERE, Pierre, 286.  
 MAYOU, 172.  
 MAYOUD, 170.  
 MAYOUX, J.-J., 317, 524, 555.  
 MAYOUX, Marie, 431.  
 MAYOUX, (Mme), 440.  
 MAYOUX, 440.  
 MAZALEYRAT, 526.  
 MAZAUDEY.  
 MAZE, Jean, 89, 98, 182, 183, 188, 288, 533, 554.  
 MAZEAUD, Léon, 290.  
 MAZELIN, Lucienne, 472, 481.  
 MAZELINE, François, 86.  
 MAZERAT, (colonel de), 554.  
 MAZIER, Antoine, 311, 396, 399, 400, 401.

- MAZIOL, 301.  
 MAZO, Christian, 203.  
 MAZO, 301.  
 MAZUCCA, 349.  
 MAZUEZ, Pierre, 311, 322.  
 MAZURIER, 396.  
 MECK, 199, 337.  
 MÉDECIN, Jean, 314, 322, 344, 349, 528, 553.  
 MÉDÉRIC, 151, 172.  
 MEFFA, Andrée, 553.  
 MEGE, Fernand, 49.  
 MEGRET, Maurice, 251.  
 MEHAIGNERIE, 337.  
 MEHAN, Albert, 11.  
 MEHRENBARGER, Louis, 221.  
 MEILLONNAS, Jean, (voir Fégy, Camille).  
 MEICHLER, Jean, 156.  
 MELCHIOR-BONNET, Christian, 76.  
 MELERA, Marguerite-Yerta, (voir Mme G.-M. Tracy).  
 MELLERO, 323.  
 MELOIZES, (colonel des), 33.  
 MÈNARD, Jacques, 100, 109.  
 MENDE, Tibor, 404, 529.  
 MENDES-FRANCE, Cerf-David, 414.  
 MENDES-FRANCE, Pierre-Isaac-Isidore, 43, 138, 162, 172, 186, 217, 224, 250, 254, 260, 261, 278, 283, 292, 293, 304, 305, 306, 311, 314, 319, 324, 330, 331, 343, 344, 346, 351, 360, 361, 364, 368, 369, 377, 380, 393, 401, 402, 403, 405, 406, 407, 410, 411, 412, 414, 415, 417, 423, 424, 425, 431, 456, 492, 493, 504, 505, 508, 513, 529, 542, 548.  
 MENDITTE, Jacques de, 65, 322.  
 MENDRAS, Henri, 257, 476.  
 MENGUY, 349.  
 MÈNINGAUD, Jean, 316.  
 MENNECIER, 345.  
 MENNELET, 170.  
 MENNEVÈE, Roger, 527.  
 MENSCH, Benno, 266.  
 MENTHON, François de, 154, 157, 163, 172, 311, 325, 429, 523.  
 MENUT, (Mlle), 320.  
 MÉRAS, Charles, 302.  
 MÉRAS, Léo, 550.  
 MERCENET, 301.  
 MERCERONE-VICAT, 170.  
 MERCIER, André, 158, 172.  
 MERCIER, A.-F., 341.  
 MERCIER, André-François, 202, 322.  
 MERCIER, Jean, 223.  
 MERCIER, Jacques, 303, 305, 307, 317.  
 MERCIER, Pierre, 353.  
 MERCIER, 396.  
 MERCURE, Jean, (alias Pierre Libermann), 410.  
 MEREDIEU, Guy de, 538.  
 MÉRIC, Marie-Madeleine, 138, 154, 299, (voir aussi Mme M.-M. Fourcade).  
 MÉRIC, Victor, 99, 387, 535, 437, 439, 440, 442, 443, 483, 538, 547, 554.  
 MÉRIGONDE, 311.  
 MERLAND, Michel, 180.  
 MERLAND, René, 51.  
 MÉRITENS, Paul de, (voir Paul Dehème).  
 MERLE, Eugène, 99, 483, 539.  
 MERLE Robert, 311, 516.  
 MERLEAU-PONTY, Maurice, 374, 377.  
 MERLI, 367.  
 MERLIS, Jacques de, 31.  
 MERLIN, R., 492.  
 MERLO, 228.  
 MERLOT, 472.  
 MERMAZ, Louis, 367.  
 MERMOZ, Jean, 71, 72, 75.  
 MÉROT, Jean, 487.  
 MERRHEIM, 106, 384, 431, 432, 433.  
 MERSCH, Jean, 112.  
 MÉRY, Philippe, 41.  
 MESNARD, René, 106, 109, 147.  
 MESNIL, Jacques, 438.  
 MESNIL, J. de, 508.  
 MESSAGE, Christian, 91, 92.  
 MESSALI-HADJ, 388, 545.  
 MESSMER, 397.  
 MESTRE, prof. Achille, 111, 113.  
 MESTRE, 491.  
 MESUREUR, Gustave, 356.  
 MÉTAYER, 311.  
 MÉTÉNIER, François, 132, 134, 137, 138.  
 MÉTOIS, colonel Alexis, 546.  
 MEUNEL, Camille, 152.  
 MEUNIER, Jean, 322, 358, 396, 529.  
 MEUNIER, Jean-Victor, 311, 532.  
 MEUNIER, Pierre, 418, 419, 420.  
 MEUNIER, Robert, 101.  
 MEURIOT, Jean, 521.  
 MEYER, Arthur, 48, 513.  
 MEYER, Ernst, 442.  
 MEYER, H., 524.  
 MEYER, (Louis), 328.  
 MEYÈRE, Roger, 267.  
 MEYERSON, J., 524.  
 MEYNIEL, Jacques, 215.  
 MEYNIER, bâtonnier Jean, 37.  
 MEYNOT, Jacques, 160.  
 MEZEL, Jean-Roger, 230.  
 MEZERNA, Ahmed, 459.  
 MICHAL, Edouard, 76.  
 MICHAUD, Robert, 124, 125.  
 MICHAUD-PÉLISSIER, 296.  
 MICHAUD, Cécile, 550.  
 MICHAUD, Jean, 531.  
 MICHAUD, Louis, 337.  
 MICHAUD, (professeur), 316.  
 MICHAUD, Roger, 480.  
 MICHAUD, Victor, 472.  
 MICHEA, Abel, 487.  
 MICHEL, Albin, 52.  
 MICHEL, Augustin, 70, 170.  
 MICHEL, Edouard, 87.  
 MICHEL, Emile, 532.  
 MICHEL, Francis, 508.  
 MICHEL, Henri, 151.  
 MICHEL, Louise, 494.  
 MICHEL-DANSAC, (Cdt), 551.  
 MICHELET, Edmond, 47, 154, 163, 198, 199, 290, 291, 299, 305, 309, 320, 322, 513, 516, 530.  
 MICHELET, Louis, 49.  
 MICHELET, Jules, 500.  
 MICHELIER, 349.  
 MICHELIN, 42, 134.  
 MICHELS, Charles, 453.  
 MICHELSONN, 63.  
 MICHEOR, A., 487.  
 MICHIELS, Jean, 554.  
 MIDOL, Maurice, 109.  
 MIDOL, Lucien, 457, 487.  
 MIGNON, 170.  
 MIGNOT, André, 279, 284, 292, 315.  
 MIGNOT, Miguel, 546.  
 MIGNOT, (comdt), 489.  
 MIGNOTON, Lucien, 100.



- MILANI, Pierre, 363.  
MILHAUD, Darius, 522  
MILHAUD, Edgar, 483.  
MILLERAND, Alexandre, 382, 483, 519, 538.  
MILLET, Alain, 184.  
MILLET, Jean-Pierre, 538.  
MILLET, Raymond, 19.  
MILLET, (Docteur), 538.  
MILLEVOYE, 554.  
MILLIES-LACROIX, 126, 545.  
MILLIEZ, Dr Paul, 199.  
MILLIARD, (sénateur), 519.  
MILLOT, André, 109.  
MILLOT, Roger, 312.  
MILLOT, 545.  
MILNER, Jean, 515.  
MILON, Hélène, 124, 125.  
MILTON, R., 540.  
MINAZZI, Georges, 414.  
MINEUR, Henri, 487.  
MINGUET, 349.  
MINJOZ, Jean, 398.  
MINJOZ, Raoul, 196, 540.  
MIQUEL, Pierre, 431.  
MIRALES, V., 228.  
MIRANDE, Jean, 224.  
MIRBACH, 454.  
MIRBEAU, Octave, 483.  
MIRELLE, Jacques, 73.  
MIREAUX, Emile, 170, 176, 551.  
MIRGUET, 301.  
MIRIOT, 301.  
MISTLER, Jean, 12, 170.  
MISSOFFE (amiral), 300.  
MISSOFFE, François, 300, 301.  
MISTRAL, Frédéric, 27, 29.  
MISTRAL, Paul, 385, 386.  
MISTRAL, Roger, 303.  
MITTELBERG (voir TIM).  
MITTERAND, Jacques, 420, 425, 505, 524.  
MITTERRAND, François, 89, 138, 313, 322, 365, 366, 367, 368, 369, 377, 415, 425, 492, 523, 529, 537.  
MITTLER, Eugène, 109.  
MOATTI, Emile, 431.  
MOATTI, René, 301, 323, 513, 515.  
MOCH, André, 156.  
MOCH, Jules, 153, 156, 172, 222, 311, 390, 396, 398, 399, 404, 455, 463.  
MOCQUIAUX, 302.  
MODIANO, René, 389.  
MODIGLIANI, 434.  
MODOT, Gaston, 539.  
MOELLIC, Bernard, 492.  
MONFRED, Henry de, 73.  
MOHAMMED V.  
MOHRT, Michel, 106, 182.  
MOIROUD, 418.  
MOHY, Simone, 94.  
MOISAN, Edouard, 520, 523.  
MOISAN, 94, 199.  
MOITREL, A., 538.  
MOLINATTI, 292.  
MOLINO, 458.  
MOLIS, Gérard, 126.  
MOLLAT, Hermann, 223.  
MOLLE, (Docteur), 544.  
MOLLET, Alfred, 547.  
MOLLET, Guy, 293, 314, 339, 363, 369, 390, 393, 394, 396, 398, 399, 400, 415, 416, 430, 462, 503, 504, 505, 520, 524, 529.  
MONATTE, Pierre, 431, 432, 444, 486, 495, 550.  
MONCORGE, 65.  
MONDON, Raymond, 279, 283, 284, 287, 292, 296, 322.  
MONDOR, Henri, 19.  
MONESTIER, R., 540.  
MONET, Georges, 322.  
MONFISSE, Jean, 89.  
MONGINS-ROQUEFORT (commandant de), 31.  
MONICAULT, Pierre de, 66, 170.  
MONICAULT, de, 551.  
MONICHON, Max, 284.  
MONICK, Emmanuel, 320.  
MONIN (abbé), 355.  
MONIN, 278, 348.  
MONJO, Armand, 487.  
MONLAU, Georges, 112.  
MONMARCHIE, Hubert, 328.  
MONMOUSSEAU, Gaston, 432, 439, 442, 450, 457, 472, 480, 482.  
MONNEROT, professeur Jules, 41.  
MONNEROT, 525.  
MONNERVILLE, Gaston, 286, 308, 343, 504, 515.  
MONNERVILLE, Pierre, 396.  
MONNET, Georges, 531, 532.  
MONNET, colonel Henri, 199.  
MONNET, Henry, 295.  
MONNET, Jean, 37, 172, 252, 254, 310, 332, 363, 527.  
MONNIER, Henri, 520.  
MONNIER, Lucien, (voir prince NAPOLEON).  
MONNIER, René, 236.  
MONNIER, Thyde, 143.  
MONNIOT, Albert, 536.  
MONOD, 349.  
MONSABERT, (général de), 290, 293, 320.  
MONSTIERS-MERINVILLE, (marquis de), 33.  
MONTAGNE, Rémy, 315, 344, 515, 528, 548.  
MONTAGNE, Max, 301.  
MONTAGNEY, Albert, 184.  
MONTAGNON, Barthelemy, 105, 122, 147, 388, 542, 546, 554.  
MONTALAIS, Jacques de, 42.  
MONTALAT, Jean, 322.  
MONTALAT, 396.  
MONTALEMBERT, G. de, 293, 315.  
MONTALEMBERT, de, 326, 327.  
MONTALTE, Pierre, 540.  
MONTANDON (professeur), 10, 19, 93, 95, 102.  
MONTARIOL, Alexandre, 409, 413.  
MONTARON, Georges, 209, 424, 507.  
MONTARRON, Marcel, 104.  
MONTBRON, Adrien de, 33.  
MONTECH, Paul, 98.  
MONTEL, Vincent, 404.  
MONTEL, Eugène, 322, 396, 399.  
MONTEL, Michel, 40.  
MONTEL, Pierre, 311, 322.  
MONTEL, 296.  
MONTESQUIEU, 374.  
MONTESQUIOU, de, 315, 344, 349, 367, 528.  
MONTESQUIOU, Léon de, 27, 28, 30, 31.  
MONTESSUS, Guy de, 33.  
MONTETY, J. de, 46.  
MONTFORT, Paul, 180.  
MONTFORT, Louis de, (voir prince NAPOLEON).  
MONTFORT, Suzanne de, 514.

- MONTGASCON, Jean de, 336, 337.  
 MONTGOLFIER, Augustin de, 33.  
 MONTGON, Adhémar de, 52, 98.  
 MONTHERLANT, Henry de, 19, 95, 96, 98, 184, 524, 527, 542.  
 MONTI DE REZE, Henri de, 170.  
 MONTIGNY, Jean, 95, 104, 170, 196, 202, 228, 526, 532, 553.  
 MONTJOU, Guy de, 546.  
 MONTON, Pierre, 16.  
 MONTPEYROUX, A. de, 228, 312.  
 MONTREUX, Paul, 64.  
 MONTVALON, Robert de, 507.  
 MONVILLE, Jean, 342.  
 MONZIE, Anatole de, 371, 546, 550.  
 MOORE, 301.  
 MOQUET, 453.  
 MORACCHINI, 80.  
 MORANÇÉ, Gaston, 110.  
 MORAND, Paul, 19, 73, 85, 96, 177, 197.  
 MORANDAT, Yvon, 295, 303, 305.  
 MORANDAT, Léon, 172.  
 MORANDAT, 365.  
 MORANDIERE, Porteu de la, 323.  
 MORANE, Andrée, 100.  
 MORANGE, Roger, 295.  
 MORAS, Max, 515.  
 MORAS, 301.  
 MORAZÉ, Charles, 404.  
 MORDAL, Jacques, 177.  
 MOREAL, André, 89.  
 MOREAS, 27, 29.  
 MOREAU, André, 274.  
 MOREAU, Emile, 43.  
 MOREAU, Dr Henri, 202, 226, 227, 312, 541.  
 MOREAU, Jean, 284, 322, 518.  
 MOREAU, Lucien, 27.  
 MOREAU, Marie-Thérèse, 60.  
 MOREAU, Paul, 221.  
 MOREAU, Odette, 183, 199, 236, 541, 547.  
 MOREAU (divers), 228, 229, 316.  
 MOREAU DE LA MEUSE, J.-D., 132, 133, 134.  
 MOREL, Albert, 87.  
 MOREL, Ch., 258.  
 MOREL, Félix, 544.  
 MOREL, Léopold, 110.  
 MOREL, Maurice, 95.  
 MOREL, Michel, 183.  
 MOREL, Pierre, 110, 111, 175, 178, 196, 258, 311, 540, 554.  
 MOREL, 114.  
 MOREL-FOURRIER, Georges, 358.  
 MORELLE, Paul, 423.  
 MORENNE, Daniel, 336, 337.  
 MORETTI, François, 541.  
 MOREVE, Roger, 322, 349.  
 MORGAN, Claude (alias Lecomte), 19, 460, 483.  
 MORGAN, Mary, 535.  
 MORHANT, Thierry, 285.  
 MORHT, Michel, 89.  
 MORICE, André, 278, 308, 309, 320, 323, 340, 346, 347, 348, 349, 350, 358, 360, 361.  
 MORICE, André-Charles, 100.  
 MORILLE, Henri, 267.  
 MORIN (pasteur), 15, 501.  
 MORIN, Ferdinand, 345, 385, 389.  
 MORIN, Michel, 418.  
 MORINAUD, Emile, 371.  
 MORILEAU (Mgr), 511.  
 MORIN, Ferdinand, 437.  
 MORINAUD, G., 545.  
 MORISSE, 301.  
 MORIZET, André, 367, 387, 442, 443, 527, 554.  
 MORLOT, Pierre, 37.  
 MORLOT (professeur), 37.  
 MORNET, (vice-amiral), 60.  
 MORO-GIAFFERRI, Vincent de, 49, 362, 371, 425, 538.  
 MORUCCI, 437.  
 MORVAN, Georges, 423.  
 MORVAN, Yves (voir Jean MARIN).  
 MOSCHETTI, Charles, 60.  
 MOSCHETTI, Fernand, 317, 401, 413.  
 MOSCOVITCH, Alex, 322, 425, 513, 516.  
 MOSDYC, 89.  
 MOSER, M<sup>e</sup> A., 266.  
 MOSSÉ, Andrée, 431.  
 MOSSE, Robert, 524.  
 MOTTE (contre-amiral), 170.  
 MOTTE (divers), 114, 115, 279, 283, 284, 315.  
 MOTTIER, Romain, (voir A. Thérive).  
 MOTTIN, Jean, 22.  
 MOTTIS, 62.  
 MOUCHE, Marcel, 245.  
 MOUGENOT, Guy, 204, 541.  
 MOUILLAND, Maurice, 324.  
 MOUILLESEAU, Louis, 62.  
 MOULARD, Marcel, 351.  
 MOULESSEHOUL, Abbès, 302.  
 MOULIN, Arthur, 302.  
 MOULIN, Jean, 157, 158.  
 MOULIN DE LA BARTHÈTE, du, 453.  
 MOULINET, Louis, 549.  
 MOULINIER, André, 183, 544, 547.  
 MOULLEC, (amiral), 420.  
 MOUNE, Jean, 404.  
 MOUNEREAU, Guy, 528.  
 MOUNIER, Emmanuel, 98, 506.  
 MOUNIER, Mme Vve Emm., 506.  
 MOUNIER, Henri, 126, 130.  
 MOUNIER, P., 555.  
 MOURLOT, E., 543.  
 MOUSSA, 397.  
 MOUSSAY, Robert, 410, 413.  
 MOUSSEY, H., 409.  
 MOUSSEAU, Jacques, 295.  
 MOUSSINAC, Léon, 19, 152, 311, 487, 525, 539, 549.  
 MOUSSINAC, J., 486.  
 MOUSSOIR, Jean, 541.  
 MOUSTIER, (marquis de), 278.  
 MOUTET, Marius, 398, 538.  
 MOUTHON, docteur, 337.  
 MOUTHON, (docteur), 337.  
 MOUTON, Claude, 21.  
 MOUTON, Pierre, 19, 93, 517, 545.  
 MOUTON, 518.  
 MOUZEL, Jacques, 295.  
 MOYNE, Michel, 89, 107.  
 MOYNET, 278, 284.  
 MOYSE, Charles, 302, 351.  
 MOYSE, Gaston, 195.  
 MOYSES, Ambroise, 266.  
 MOYSON, R.-L., 535.  
 MOYSSET, Henri, 170.  
 MOWGLI (voir Georges de LA FOU-  
 CHARDIÈRE).  
 MOZOTA, Henri de (voir Borja de  
 Mozota).  
 MUGNIER, Pierre, 378.  
 MULLER, Eugène, 515.  
 MULLER, R., 316.  
 MULLER (prof.), 204.

- MULLER, (voir prince NAPOLÉON).  
 MULLER (divers), 316, 396.  
 MULOT, Michel, 495.  
 MUN, Albert de, 382, 422, 511, 531.  
 MUNIER, Georges, 355.  
 MURARD DE SAINT ROMAIN, comte  
 Guy de, 52.  
 MURAT, prince Achille, 50.  
 MURAT, prince Joachim, 51.  
 MURAT, prince, 51, 52.  
 MURAT, princesse, 299.  
 MURET, Maurice, 73.  
 MUROLS, Jacques, 73.  
 MURZI-REBOUL, B., 538.  
 MUS, P., 404.  
 MUSARD, François, 514.  
 MUSELLI, 172.  
 MUSSOLINI, Bénéto, 5, 7, 9, 117, 144,  
 337, 385.  
 MUSQUIN, Paul, 525.  
 MUTTER, André, 180, 198, 199, 260,  
 278, 320, 545, 546.  
 MUTZER, 92.
- NABONNE, 526.  
 NAD, Albert, 99.  
 NADAILLAC, de, 80.  
 NADEAU, Maurice, 529.  
 NADER, Hervé, 70.  
 NADER, 302.  
 NADROT, Jacques, 482.  
 NAEGELEN, Marcel-Edmond, 322, 516.  
 NAEGELEN, René, 398, 535.  
 NAEGELEN, 311, 320, 396.  
 NAHON, Paul, 531.  
 NAHON, Roger, 358, 514.  
 NAIL, 349.  
 NALÈCHE, Etienne de, 535.  
 NALÈCHE, Henri-Louis de, 74.  
 NAMER, Léon, 515.  
 NANTET, Jacques, 409, 410, 423, 515,  
 517, 521.  
 NAPOLÉON I<sup>er</sup>, 54, 55, 56.  
 NAPOLÉON III, 24, 54.  
 NAPOLÉON, prince Jérôme, 54.  
 NAPOLÉON, prince Louis, 47, 53, 54,  
 55, 309.  
 NARBONNE, René de, 19.  
 NARBONNE, Robert de, 187.  
 NAROUN, Amar, 541.  
 NASSER, 390.  
 NATERRE (professeur), 41.  
 NATHAN, 305.  
 NATHAN (voir Louis FOREST).  
 NAU, Maurice, 535.  
 NAUDET (abbé), 327.  
 NAUD, Albert, 66.  
 NAUDET, Pierre, 303, 308, 322, 425.  
 NAUDIN, 387.  
 NAUNDORFF, 46.  
 NAUREUIL, Jean, 73.  
 NAVACHINE, 134.  
 NAVAILLES, Jacques, 41.  
 NAVARRE, Pierre (alias Fontaine),  
 189.  
 NAVARRE (commandant), (voir aussi  
 Loustaunau-Lacau), 386, 551.  
 NAVARRE, (général), 215.  
 NAVILLE, Pierre, 379, 389, 409, 413,  
 491.  
 NEAU, André, 550.  
 NEBOUT, 404.  
 NECKER (voir Bingen).  
 NECTOUX, 386.
- NÉDÉLEC, Emile, 130.  
 NÈGRE, Maurice, 158.  
 NEGRIER, 114.  
 NENNI, Pietro, 254, 380.  
 NENON, 396.  
 NÈRET, Jean-Alexis, 105, 106.  
 NERZIC, Robert, 236.  
 NEU, Eugène, 266.  
 NEUBOUT, Mlle, 412.  
 NEUFLIZE, de, 255.  
 NEUHAUS, Philippe, 295.  
 NEUMEYER, 163.  
 NEVEU, Jean, 267.  
 NEVEU, Edmond, 51.  
 NEVEU, Raymond, 51.  
 NEUWIRTH, Lucien, 219, 300, 302, 315,  
 321, 513, 515.  
 NGUGEN AI QUOC (voir Ho Chi  
 Minh).  
 NICOD, René, 450.  
 NICKMILDER, Maurice, 296.  
 NICLOT, Henri, 93.  
 NICOL, J., 80.  
 NICOLAI, Jean, 130.  
 NICOLAI, Yves, 15.  
 NICOLAI (maitre), 76.  
 NICOLAS, André, 106, 109.  
 NICOLAS, Lucien, 322.  
 NICOLAS, Maurice, 236.  
 NICOLAS, Pierre, 182.  
 NICOLAS, Roger, 129, 130.  
 NICOLAS, 349.  
 NICOLE (prof.), 160.  
 NICOLET, Claude, 404.  
 NICOLET, G., 405.  
 NICOLLE, Pierre, 62, 110.  
 NIESSEL, général A., 60.  
 NIETZSCHE, 11.  
 NIGAY, 349.  
 NIMIER, Roger, 41, 540, 555.  
 NININE, 396.  
 NISEN, Jacques, 425.  
 NISHIHARA, 431.  
 NISSE, 292.  
 NISSOL, Jacques, 106.  
 NIVERNOIS, Jean, 180.  
 NIZAN, Henriette, 529.  
 NIZAN, Paul, 448, 486, 522, 525, 549.  
 NOBECOURT, R.-G., 509.  
 NOBLE, 196.  
 NOBLET, Louis, 110.  
 NOCHER, Jean (alias Charron), 143.  
 153, 185, 290, 425, 456, 535.  
 NOCTON, Gaston, 15.  
 NOË, Yvan, 16.  
 NOEL, André, 536.  
 NOEL, Léon, 292, 310.  
 NOETINGER, Jean, 17.  
 NOGRETTE, Jean, 109.  
 NOGRETTE, René, 109.  
 NOILHAN, Henri, 258.  
 NOIRET, 302.  
 NOLLEAU, G., 194.  
 NOMBEL, Félix, 179.  
 NORA, Simon (alias Aron), 250.  
 NORA (Mme Simon), (voir Léone  
 GEORGES-PICOT).  
 NORD, Pierre, 41.  
 NORDMANN, Léon-Maurice, 150, 157.  
 NORDMANN, 462.  
 NORMANDIE, duc Charles-Louis de,  
 46.  
 NORMANDIE, duc Louis de, 46.  
 NORTH, Roger, 553, 554.  
 NOTEBART, Arthur, 311, 322, 398.  
 NOTOUR, 150.

- NOU, 302.  
 NOUELLE, 345.  
 NOUHANT, Mme Jacques (née Jacqueline Létang), 189.  
 NOULENS, J., 545.  
 NOUVEAU, Etienne, 311.  
 NOVE-JOSSERAND, Florent, 274.  
 NUNGESSER, 302, 315.  
 NYS, Raymond de, 104.  
 NYS, Maurice de, 178.
- OBERG (général), 78.  
 OBERLE, Jean, 16, 535.  
 OFFNER, Raymond, 528.  
 OFFROY, Henri, 147.  
 OGILVIE, Lionel, 318.  
 OLIVE, 188.  
 OLIVESI, Pierre, 316.  
 OLIVETTI, Gino, 9.  
 OLIVIER, Gabriel, 71, 74.  
 OLIVIER-MARTIN, François, 75, 111.  
 OLLIVIER, Albert, 290, 305, 307.  
 OLMI, P., 79.  
 OLTRAMARE, Georges, 224.  
 O'MAHONY, Yves, 39.  
 O'MAHONY, Patrice, 33.  
 OMEZ, Réginald, 511.  
 ONDET, 263.  
 ONFROY, Maurice, 62.  
 OOGHE, Jean, 473.  
 ORAIN, 195.  
 ORDIONI, Pierre, 89.  
 ORENGO, Charles, 176.  
 ORFILA, Jean, 221.  
 ORGEVAL, Bernard d', 39.  
 ORIOL, Michel, 414.  
 ORLEANS, Charles d', 33.  
 ORLEANS, Henri d', 42.  
 ORLEANS, Jean d', 42.  
 ORLEANS, Philippe, duc d', 28, 43.  
 ORLEANS (famille), 500.  
 ORLEANS-BRAGANCE, princesse Isabelle d', 42.  
 ORLIAGUET, J., 487.  
 ORMESSON, d' (voir Lefèvre d'Ormesson).  
 ORRION, 284.  
 ORRY, Albert, 60, 517.  
 ORRY, 381.  
 ORSAY, Jean G.-L. d', 75.  
 ORSINI, Paul, 538.  
 ORTIOL, André, 127.  
 ORTIZ, Joseph, 212, 215, 219, 225, 228, 237, 314, 315, 316.  
 ORVAL, Claude, 85.  
 ORVAL, Pierre, 184.  
 ORVOEN, 337.  
 ORY, 371.  
 OSMIN, Léon, 386.  
 OSMIN, Mme Mireille, 399, 400, 413.  
 OSWALD, Jean (dit Dorval), 487.  
 OSWALD, Marianne, 310.  
 OTTAVI, Noël, 72, 75, 78.  
 OTTAVIANI, C.-A., 51.  
 OTTAVIANI, Louis, 51.  
 OTTAVIANI, commandant Paul, 202, 214, 312.  
 OUALI, Azem, 318.  
 OUDARD, Georges, 16, 19, 293, 322, 518.  
 OUDINOT, Jean, 98.  
 OURS, Henri, 92.  
 OURY, 170.  
 OUSSET, Jean, 510, 511.
- OVEZÁREK, Charles, 480, 516.  
 OZANAM, 327.
- PABLO, 491.  
 PACAUD, Maxime, 344, 350, 353.  
 PAD, Henri, 363.  
 PADOUE (duc de), 49.  
 PADOVANI, 396.  
 PAGAT, Maurice, 317, 521.  
 PAGNIEZ, Mme J., 296.  
 PAGOSE, Roger, 528.  
 PAILLARD, Jean, 534.  
 PAILLASSON, Roger, 203.  
 PAILLÈRE, 58.  
 PAILLET, Marc, 490.  
 PAINLEVÉ, Jean, 539.  
 PAINLEVÉ, Paul, 370, 384, 493, 537.  
 PAIRAULT, André, 336.  
 PALACANDE, 223.  
 PALANT, Charles, 516.  
 PALANTE, Alain, 509.  
 PALEWSKI, Gaston, 290, 292, 293.  
 PALEWSKI, Jean-Paul, 292, 293, 302, 315.  
 PALMERO, Jean, 311, 344, 349, 399, 400.  
 PALMIERI, Roger, 50, 197, 241, 265, 351, 547.  
 PALMONT, 316.  
 PALOQUE, 199.  
 PALOUS, Georges, 183.  
 PAMS, Gaston, 349, 363.  
 PANGE, Jean de, 448.  
 PANGE, comtesse Jean de, 525.  
 PANIER, Claude, 322, 403, 406, 425.  
 PANIJEL, J., 555.  
 PANNEQUIN, 458.  
 PANNETIER, Robert, 62, 93.  
 PANSARD, Louis, 431.  
 PANTEL, 63.  
 PAOLINI, Pierre, 423.  
 PAOULLAC, 170.  
 PAPIN, Charles-Henri, 223.  
 PAPUS, 342.  
 PAQUERAUX, Marius, 124.  
 PAQUET, Aimé, 79, 260, 261, 279, 283, 284, 322.  
 PAQUET, Gérard, 397.  
 PAQUET, Meriadec, 39.  
 PARA, Emile, 11.  
 PARACHINI, Rodolphe, 221.  
 PARACHINI, 228, 316.  
 PARAF, Pierre, 431, 516, 526.  
 PARAIN, Charles, 487.  
 PARASSOLS, 483.  
 PARAZ, Albert, 186, 187.  
 PARAZ, 172.  
 PARCE, Jean, 229.  
 PARDIEU, Louis de, 39.  
 PARENT, Pierre, 132.  
 PARES, Michel, 60.  
 PARET, Jean, 316.  
 PARET, Roger, 179, 181, 182, 411, 532.  
 PARIS, Robert, 529.  
 PARIAS, L.-H., 509.  
 PARIJANINE, 438.  
 PARINGAUX, Yves, 71, 72, 123, 124, 126, 127.  
 PARIS, Henri, comte de, 35, 40, 43, 44, 45, 69, 134, 177, 178, 309, 547.  
 PARIS, Philippe, comte de, 42.  
 PARIS, Pierre, 110.  
 PARISON, commandant, 39.  
 PARISOT, Alex, 296.  
 PARISOT, Paul, 490.

- PARISOT, 491.  
 PARMELIN, Hélène, 461, 487.  
 PARMENTIER, E., 544.  
 PARMENTIER, Ed., 104.  
 PARMENTIER, 197.  
 PARNY, Léon de, 541.  
 PARODI, Alexandre, 397.  
 PARRA, 123.  
 PARROT, Jean-Pierre, 236.  
 PARROT, Louis, 19.  
 PARVY, J., 384, 385.  
 PAS, comte E. de, 33.  
 PASCAL, Jean, 41, 318.  
 PASCAL, Pierre, 19, 93, 100, 525.  
 PASCALIS, Georges, 58.  
 PASCANU, 126.  
 PASERON, Pierre, 98.  
 PASQUET, Francis, 228.  
 PASQUIER, 125, 170.  
 PASQUIER, Xavier, 93.  
 PASQUINI, 302.  
 PASSÉRIEUX, 80.  
 PASSEUR, Stève, 95.  
 PASSEVANT, Roland, 487.  
 PASSIONARIA, La, 453.  
 PASSY (colonel), 138, 154, 155, 158, 159, 250, 295.  
 PASTERNAK, 542.  
 PASTEUR-VALLÉRY-RADOT (professeur), 158, 290, 295.  
 PASTRE, Aimé, 537.  
 PASTRE, Hubert, 132.  
 PATENOTRE, Raymond, 73, 363, 364, 539, 547.  
 PATERNI, Antoine, 341, 342.  
 PATINAUD, M., 455, 458.  
 PATOZ, 344.  
 PATRI, A., 551.  
 PATRIA, 292.  
 PATURLE, Emm., 342.  
 PAU (général), 538.  
 PAU, 90.  
 PAUL, Louis, 487.  
 PAUL, Marcel, 317, 455, 472.  
 PAUL, Roger, 147, 247.  
 PAUL-BONCOUR, Joseph, 303, 309, 315, 371, 399, 431, 436, 514, 526, 554.  
 PAUL-CAVALLIER, Marcel, 110.  
 PAUL-LOUIS, 99, 387, 389, 437, 443, 547, 554.  
 PAUL-MARTIN (colonel), 551.  
 PAULHAN, Jean, 150, 152, 542.  
 PAULIAN, G., 315.  
 PAULIN, Albert, 170.  
 PAULIN, Antonin, 236.  
 PAULOU, 209.  
 PAUMELLE, Henri, 363.  
 PAUWELS, Louis, 41, 55, 285, 555.  
 PAUZET, Marc, 322.  
 PAVILLON, Jean, 425.  
 PAVIN DE LAFARGE, 170.  
 PAVIOT, Marcel, 303.  
 PAVOT, 396.  
 PAZ, Jo, 98.  
 PAZ, Madeleine, 389, 524, 532, 543.  
 PAZ, Maurice, 543.  
 PAZ, 444.  
 PEAN, 199.  
 PEBELLIER, Eugène, 70, 80, 109.  
 PEBELLIER (père), 79.  
 PECASTAING, 284.  
 PÉCAUT, 501.  
 PECQUERY, Robert, 100.  
 PEDRO, 181.  
 PÉGUY, Marcel, 95.  
 PEILLON, Louis, 540.  
 PEISSEL, François, 70, 170.  
 PEISSON, Edouard, 525.  
 PÉLISSON, 398.  
 PÉJU, E., 153, 157.  
 PÉLABON, André, 305.  
 PELAT, Alexis, 236.  
 PELICIER, 196.  
 PELISSET, Emilien, 414.  
 PELISSIER, abbé Antoine, 52.  
 PELISSIER, Firmin, 487.  
 PELISSIER, Richard-Henri, 74.  
 PELLENC, Marcel, 322, 533.  
 PELLERAY, Paul, 322.  
 PELLERAY, 292.  
 PELLERIN, 244.  
 PELLETAN, Camille, 356.  
 PELLETAN, Suzanne, 199.  
 PELLETIER, Emile, 504.  
 PELLETIER, Jean, 389.  
 PELLETIER, Robert, 437.  
 PELLISSON, Jean, 147.  
 PELLO, 98.  
 PELLOUTIER, Fernand, 7, 11, 494.  
 PELORSON, Georges, 19, 107.  
 PEMJEAN, Lucien, 94, 101, 107.  
 PENFENTENYO, Michel de, 511.  
 PENFENTENYO, amiral de, 311, 511.  
 PENICAUD, Jean-Philippe, 226.  
 PENIN, 413.  
 PERCEAU, Louis, 483, 538, 548.  
 PERCHE, Maurice, 473.  
 PERCHERON, Jacques, 132.  
 PERDRIAT, Roger, 109.  
 PERDRIEL, Fernand, 87.  
 PERDIGUIER, Agricole, 106.  
 PERDRIZET, 80.  
 PERDU, Jean, 543.  
 PEREAU, Mme Henri (voir Y. EN-TRAIGUES).  
 PÈRÈS, 170.  
 PERET, Raoul, 545.  
 PERETTI, Achille, 56, 322.  
 PERETTI, 302.  
 PEREZ, Dr, 316.  
 PÉRI, Gabriel, 22, 152, 441, 450, 453, 519, 549.  
 PERICARD, Etienne, 285.  
 PERICAT, 432.  
 PERIDIER, Jean, 322.  
 PERIER, Jacques, 352, 363.  
 PERILLIER, Louis, 404.  
 PÉRILLIER, 537.  
 PÉRIN, Emile, 144.  
 PERINGUEY, 551.  
 PERNET, 404.  
 PÉRNEY, Ernest, 537.  
 PERNIN, Paul, 79.  
 PERNOT, Georges, 170, 546.  
 PERNOT, Robert, 178, 181.  
 PÉRODEAU, Jacques, 540.  
 PERON, Juan, 179.  
 PÉRON, Paul, 420.  
 PERONNET, Gabriel, 363.  
 PERONNET, Louis, 481.  
 PÉROU, Ernest, 547.  
 PERQUEL, 485.  
 PÉRRÉ, Jean, 239.  
 PERREAU-PRADIER, Pierre, 170.  
 PERRET, A., 539.  
 PERRET, Jacques, 39, 106, 178, 182.  
 FERRET-CARNOT, Maurice, 110.  
 PERRET-GENTIL, F., 33.  
 PERRIAN, Ch., 539.  
 PERRIER, Georges, 51.  
 PERRIER, Lucien, 126.  
 PERRIER, Robert, 102.

- PERRIMOND, 304.  
 PERRIN, François, 284, 377, 399.  
 PERRIN, Jean, 450, 491, 523, 524.  
 PERRIN, Joseph, 302, 367, 431, 515.  
 PERRIN, Marcel, 363, 425.  
 PERRIN, Paul, 147, 388, 519, 528, 546, 554.  
 PERRODO-LEMOYNE, 530.  
 PERROS-LAURENT, Roger, 93.  
 PERROT, Claude, 423, 424.  
 PERROT, Fernand, 425.  
 PERROT (professeur), 32.  
 PERROT, 302.  
 PERROT-MIGEON, 404.  
 PERROU, 349.  
 PERROUX, Christian, 180.  
 PERROUX, François, 89, 404, 552.  
 PERROUX, Thomas, 178, 540.  
 PERRUCHOT, Henri, 497.  
 PERSIGAN (docteur), 420.  
 PERSON, de, 73.  
 PERSTINI, André, 98.  
 PERTINAX (alias Géraud), 527, 529, 542.  
 PERUCAUD, 492.  
 PERUS, 284.  
 PESCHAUD, Dr Hector, 284.  
 PESQUIDOUX, Joseph de, 112, 170.  
 PESTOUR, Albert, 32, 87.  
 PÉTAIN, maréchal, 19, 24, 25, 34, 35, 39, 41, 42, 47, 53, 60, 84, 86, 87, 88, 96, 97, 98, 101, 102, 109, 111, 113, 117, 127, 131, 138, 153, 155, 159, 160, 161, 163, 166, 173, 176, 177, 183, 190, 193, 194, 197, 202, 253, 258, 270, 282, 283, 284, 311, 328, 345, 346, 359, 360, 391, 422, 426, 430, 453, 501, 503, 521.  
 PÉTAIN, Mme la maréchale, 194.  
 PÉTAVY, Jean, 170.  
 PETER, Emile, 70.  
 PETER, Jean, 114, 115.  
 PETIT, général Ernest, 420, 462, 480.  
 PETIT, Guy, 322.  
 PETIT, G., 79.  
 PETIT, Henry-Robert, 107.  
 PETIT, Jacques, 15.  
 PETIT, Robert, 52.  
 PETIT, 349.  
 PETIT DE JULLEVILLE (Mgr), 116.  
 PETITFILS, Edmond, 328.  
 PETITFILS, 49.  
 PETITJEAN, Armand, 19, 89, 95, 98, 542.  
 PETITJEAN, Michel, 109, 183.  
 PEUCH, Louis, 170.  
 PEUGEOT, 501.  
 PEUPLE, Paul, 393.  
 PEYRA, 550.  
 PEYREFITTE, 302.  
 PEYRET, 302.  
 PEYRIEUX, 114.  
 PEYROLLES, Germaine, 328.  
 PEYRON, Claude de, 295.  
 PEYRON, Francis, 116.  
 PEYROUTON, 504.  
 PEYTEL, 302.  
 PEZÉ, 302.  
 PEZET, Ernest, 328, 353, 546, 547.  
 PEZOUS, Maurice, 98.  
 PFEIFFER, Edouard, 545.  
 PFEIFFER, 521.  
 PFLIMLIN, Pierre, 266, 278, 284, 336, 337, 522.  
 PFRISCH, 304.  
 PHALIP, Henri, 242.  
 PHIALY, J., 130.  
 PHIL, 106.  
 PHILBOIS, 437.  
 PHILIP, André, 153, 172, 365, 393, 399, 401, 404, 412, 413, 431, 521, 524, 526, 555.  
 PHILIP, 123.  
 PHILIPPE, Gérard, 123.  
 PHILIPPE, Etienne, 51.  
 PHILIPPE, Gérard, 311.  
 PHILIPPE, Jean, 51.  
 PHILIPPE, 337.  
 PHILIPPE-ANTOINE (alias Baillod), 526.  
 PHILIPPE-EGALITÉ (duc d'Orléans), 42.  
 PHILIPPEAU, abbé René, 38.  
 PHILIPPEAU, 525.  
 PHILIPPON, Henri, 101, 109.  
 PHILOUZE, Louis, 49.  
 PIA, Pascal, 285.  
 PIANTA, 278, 284.  
 PIATNISKY, 463, 485.  
 PIC, Maurice, 396, 397, 398.  
 PICAND, 413.  
 PICARD, Léon, 485.  
 PICARD, Pierre-Marie, 299, 302, 321, 323.  
 PICARD, (ou Le Pic), 485.  
 PICARD, (divers), 101, 300, 320, 484.  
 PICARD DE LA VACQUERIE, (Mgr), 511.  
 PICASSO, Pablo, 461.  
 PICAT, Richard, 45.  
 PICAVET, Joseph, 110.  
 PICHÉRI, Pierre, 60.  
 PICHÉRY, Pierre, 554.  
 PICHÉRY, Renan, 544.  
 PICHON, Charles, 528.  
 PICHON, Jacques, 555.  
 PICHON, Pierre, 550.  
 PICHOT, Henri, 96.  
 PICOT (colonel), 546.  
 PIDSUDSKI, (Maréchal), 69.  
 PIE XII, 32.  
 PIECHAUD, Martial, 16.  
 PIECHAUD, L., 527.  
 PIECK, Wilhelm, 442.  
 PIERI, Jacques, 51.  
 PIERRARD, André, 481.  
 PIERRE, (abbé), 199, 330.  
 PIERRE, André, 386.  
 PIERRE Denys, 337.  
 PIERRE-BLOCH, Jean, 43, 50, 76, 156, 162, 172, 173, 234, 303, 425, 515, 523, 526.  
 PIERRE - BROSOLETTTE, Gilberte, (voir Gilberte Brossolette).  
 PIERRE-HENRY, 311.  
 PIERRE-VIENOT, Andrée, (voir Andrée Vienot).  
 PIERREBOURG, de, 296, 344, 346, 348, 349.  
 PIERREDON, Comtesse Michel de, 46.  
 PIERREDON, comte Yves-Michel de, 46.  
 PIERREFEU, F. de, 18, 547.  
 PIERREFEU, Luc de, 51.  
 PIERRET, Jean, 107.  
 PIERRET, Robert, 107.  
 PIÉTRI, Antoine-Marie, 109, 187.  
 PIÉTRI, François, 96.  
 PIÉTRI, Philippe, 105, 547.  
 PIÉTRI, (divers), 126, 443, 518.  
 PIETTE, 365.  
 PIÉVACHE, (voir Amédée d'Yvignac).  
 PIGACHE, Edith, 179.

- PIGHETTI DE RIVASSO, 57.  
 PIGNATEL, Fernand, 179, 221, 533.  
 PIGNON, Edouard, 461.  
 PILA, (ambassadeur), 296.  
 PILLET, François-Paul, 304.  
 PILLET, 344.  
 PILLON, Ernest, 63, 64.  
 PILLOT, Jean, 337.  
 PILON, Edmond, 19, 93.  
 PINAULT, 189.  
 PINAULT (Mgr), 210.  
 PINAULT, 124.  
 PINAY, Antoine, 24, 170, 277, 278, 281, 282, 283, 284, 286, 291, 320, 415, 518, 524, 530.  
 PINCHARD, Raymond, 284, 322.  
 PINEAU, Christian, 151, 311, 390, 398.  
 PINEAU, 163.  
 PINELLI, Noël, 60, 70, 170, 190, 195, 197, 532, 554.  
 PINOTEAU, Hervé, 45.  
 PINOTEAU, René, 322.  
 PINOTEAU, 285.  
 PINS, Marquis Odon de, 49, 51.  
 PINSARD, Jules, 363.  
 PINSET, René, 15.  
 PINTON, Auguste, 157, 361, 363.  
 PINVIDIC, 285.  
 PIOCH, Georges, 143, 144, 387, 438, 439, 442, 443, 495, 524, 533, 538, 554.  
 PIOT, Georges, 190.  
 PIOT, Jean, 143, 144, 537.  
 PIOT, Maurice, (alias Herblay), 51, 538, 546.  
 PIOUS, Jacques, 517.  
 PIRCHE, Jacques, 518.  
 PIRONNE, 152.  
 PIRONNEAU, André, 527, 528.  
 PIRONNEAU, Roger, 152.  
 PISTRE, Charles, 414.  
 PITAUT, 262.  
 PITOEFF, Ludmilla, 539.  
 PITOIS, Pierre, 66.  
 PITOU, Ange, (alias Louis Truc), 39.  
 PISTI-FERANDI, Marguerite, 97.  
 PISTI-FERANDI, 170.  
 PIVERT, Charles, 107.  
 PIVERT, Marceau, 140, 143, 153, 389, 391, 393, 399, 489, 523, 532, 533, 546, 553.  
 PLACE, Henri, 132, 133.  
 PLAIS, Maurice, 179.  
 PLAISANT, Marcel, 311.  
 PLAÏT, André, 322.  
 PLANCHE, Camille, 94, 102.  
 PLANCHON, 387.  
 PLANES, Georges, 32.  
 PLANES, Louis-Georges, 109, 205.  
 PLANSON, Claude, 74, 97, 115, 118, 148.  
 PLANSON, (père), 74.  
 PLANTADE, René, 337, 339.  
 PLANTEVIN, 278.  
 PLARD, René, 543.  
 PLAS, Comte Bernard de, 124, 127, 462.  
 PLASSE, abbé Paul, 228.  
 PLATEAU, Jean, 98.  
 PLATEAU, Marius, 31.  
 PLATON, (amiral), 98, 501.  
 PLAZANET, René, 302, 322.  
 PLESSIS, J. du, 16.  
 PLESSIS DE GRENEGAN, (J. du), 13.  
 PLEVEN, René, 172, 259, 300, 305.  
 FLEYBER, Jean, 185, 187, 519.  
 Plichon, Jean-Pierre, 70.  
 PLINVAL, Georges de, 177.  
 PLINVAL, (baron de), 130.  
 PLISSON, René, 114.  
 PLEVEN, René, 253, 282, 309, 344, 365, 367, 368, 369, 370, 518, 524, 528.  
 PLISSON, René, 531, 536.  
 PLISSONNIER, Gaston, 472, 473.  
 PLONCARD D'ASSAC, Jacques, 7, 28, 39, 41, 42, 113, 116, 188, 190, 214, 221, 518, 531, 536, 544.  
 PLUCHET, 284.  
 PLUS, 16.  
 POBANZ, Marc (dit MARCEAU), 115, 118.  
 POBERS, Michel, 535, 552.  
 POCHARD, Jean, 329, 341, 342.  
 PODEVIN, 80.  
 POHER, Alain, 296.  
 POIDLoue, Charles, 16.  
 POIGNANT, Georges, 50.  
 POIGNARD, Marcel, 296.  
 POIGNANT, 396.  
 POILLOT, J., 190.  
 POILVET, Jean, 307.  
 POILVET LE GUENN, Jean, 497.  
 POIMBEUF, Marcel, 157, 172.  
 POIMBEUF, (divers), 153, 511.  
 POIMIROO, Robert, 118.  
 POINCARÉ, R., 50, 357, 535.  
 POINCIGNON, 92.  
 POINGT, Réginald, 409, 410.  
 POINSO-CHAPUIS, Germaine, 328, 329, 330, 525.  
 POINSOT, Jacques, 59.  
 POINTIER, 170, 258, 259, 263.  
 POIRIER, abbé Pierre, 274.  
 POIRIER, 347.  
 POIROT, Maurice, 414.  
 POISSON, Roger, 147.  
 POISSON, 484.  
 POITEVIN, 371.  
 POITOU-DUPLESSY, Jacques, 70.  
 POITOU-DUPLESSY, Paul, 52.  
 POLI, Cdt Auguste de, 304.  
 POLIGNAC, François de, 70.  
 POLIGNAC (Princesse de), 46.  
 POLIMANN, chanoine Lucien, 70, 109, 170, 195.  
 POLITZER, Georges, 156.  
 POMARÈDE, Abel, 40.  
 POMARÈDE, Aristide, 33.  
 POMPEI, 226.  
 PONCELET (chanoine), 511.  
 PONCET, 387.  
 PONCET, André-François, (voir François-Poncet).  
 PONCET, Paul, 385.  
 PONCHALON, de, 126.  
 PONCHARDIER, Dominique, 154, 199, 310.  
 PONCHET, 244.  
 PONCIN, Kléber, 179.  
 PONCINS, Léon de, 535.  
 PONS DE POLI, Yvonne, 364.  
 PONSARD, Henri, 70, 170.  
 PONSOT, Georges, 533, 538.  
 PONSOT, Henri, 15.  
 PONTCARRAL, (général), (voir de Jussieu).  
 PONTILLON, Jean, 397.  
 POLITZER, Georges, 487.  
 POMMERA, Marcelle, 345.  
 POMMIER, Pierre, 236.  
 POMMIER, 349.  
 POPELIN, Claude, 71, 72, 123, 124, 127.  
 POPENCINE, 126.  
 POPEREN, 413.

- POPIE, Pierre, 317.  
 POPOT, (abbé), 197.  
 PORRE, Jacques, 541.  
 PORREYE, Maurice, 170.  
 PORTAIL, Jean, 100.  
 PORTAIL, Raymond, 112.  
 PORTALIER, 545.  
 PORTES, J., 98.  
 PORTIER, André, 74, 76, 78, 80.  
 PORTMANN, Georges, 105, 284, 315, 322, 518.  
 PORTOLANO, 318, 323.  
 POSE, Alfred, 205.  
 POTEI, 420.  
 POTIER, Jacques, 59.  
 POTIER, Paul, 483.  
 POTUT, Georges, 195, 198.  
 POUDEVIGNE, 285.  
 POUDEYRON, Roger, 336.  
 POUILLON, J., 555.  
 POUILLOUX, Jean, 110.  
 POUJADE, Pierre, 12, 25, 40, 197, 209, 231, 232, 233, 234, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 260, 261, 264, 267, 269, 294, 310, 315.  
 POUJADE, (Mme), 243.  
 POULAILLE, Henri, 103, 143, 144, 524, 525.  
 POULAIN, Henri, 19, 104, 106, 107, 128.  
 POULAIN, René, 15.  
 POULET, Robert, 187, 190, 353.  
 POULIT, Marie, 415.  
 POUILLAIN, Françoise, 540.  
 POUILLAIN, J.-M., 540.  
 POUILLAIN, Louis-Marie, 110.  
 POUILLAIN, Jean-Marc, 182.  
 POUILLAIN, 197.  
 POULPIQUET, de, 302.  
 POUPINOT, 541.  
 POURCEL, 348.  
 POURRAT, Henri, 73, 88, 89, 98, 509.  
 POURTALET, 172.  
 POURTOUT, 79.  
 POUSSARD, 65.  
 POUSSIN, J., 409.  
 POUTIER, 302.  
 POUYADE, (général), 304.  
 POUYET, Marcel, 419.  
 POYET, Pierre, 540.  
 POZZO DI BORGIO, (duc), 61, 69, 71, 72, 132, 133, 134, 136, 138.  
 PRACHE, Gaston, 170.  
 PRADAT, Aimable, 85.  
 PRADÉ, Georges, 105, 109, 152, 541.  
 PRADELLE, Marc, 108, 110, 206.  
 PRADET, Gilbert, (dit Guy Vinatrel), 85, 89.  
 PRANCHÈRE, 123.  
 PRANET, J.-C., 223.  
 PRASLIN (marquis de), 38.  
 PRAVEIL, A., 88.  
 PRAT, Charles, 170.  
 PRAX, Maurice, 104.  
 PRÉ, Roland, 250, 251, 305, 306.  
 PRELOT, Marcel, 290, 293.  
 PRÉLOT, 154.  
 PRÉNANT, Marcel, 457, 487, 522, 524, 531.  
 PRESSAC, Pierre de, 95.  
 PRESSAC, 66.  
 PRESSEMANE, Adrien, 384, 385.  
 PRESSENSÉ, Francis de, 381, 382, 430, 483, 485.  
 PRESSIGOU, 241.  
 PRESSOUYRE, Maurice, 418.  
 PRÉTÉ, Henry, 383.  
 PREVEL, 349.  
 PRÉVET, J., 311.  
 PRÉVERT, Renée, 329.  
 PRÉVOST, François, 112, 215.  
 PRÉVOST, Jean-Pierre, 336.  
 PRÉVOT, 526.  
 PRIACEL, Stéphan, 487.  
 PRICOT, Noël, 104.  
 PRIEUR, 345.  
 PRIETO, Indalecio, 487.  
 PRIGENT, Robert, 172.  
 PRIMO DE RIVERA, José-Antonio, 6, 7, 96, 215, 224, 267.  
 PRIN, Armand de, 52.  
 PRIN, Jeannette, 473.  
 PRINCE, Raymond, 64.  
 PRINCE, (Conseiller), 64.  
 PRIOU, Victor, 322.  
 PRIOU, 292, 365.  
 PRIOU-VALJEAN, 400.  
 PRIOURET, Roger, 285.  
 PRISSET, Georges, 322.  
 PRIVAS, Jacques, 491.  
 PRIVAS, 491.  
 PRIVAT, Albert, 236.  
 PRIVAT, Charles, 396.  
 PRIVET, 396.  
 PROBUS, (voir J. Correard).  
 PROFICHET, 302.  
 PROIX, Robert, 497.  
 PROLE, 371.  
 PROMÉTHÉE, François-Henry, (voir Maurice DELAUNAY).  
 PRONTEAU, Jean, 472, 480.  
 PROST, E., 93.  
 PROST, Henri, 170.  
 PROST, J.-C., 301.  
 PROST, 316.  
 PROUCHE, Yves, 12.  
 PROUDHON, 7, 29, 85, 381, 494.  
 PROUST, Louis, 357.  
 PROUST, Pierre, 132.  
 PROUVOST, Jean, 99, 100, 173, 274.  
 PROVO, Victor, 398.  
 PROVOST, Henri, 50, 57.  
 PROVOST DE LA FARDINIÈRE, (voir Henry PROVOST).  
 PRUDHOMME, P.-L., 198, 199.  
 PRUDHOMMEAUX, 496.  
 PRUDHOMMEAUX, J., 537.  
 FRUVOST, Jean, 104, 520.  
 PUAUD, (colonel), 109.  
 PUAUX, Gabriel, 290.  
 PUAUX, (général), 83.  
 PUCHEU, Gaston, 525.  
 PUCHEU, Pierre, 123, 124, 126, 162.  
 PUÉL, Albert, 409.  
 PUÉL, 170.  
 PUGIBET, Henry-E., 97.  
 PUGLIESI-CONTI, 48.  
 PUIGAUDEAU, Odette de, 95, 127.  
 PUIREUX, Robert, 132.  
 PUISEUX, Pierre, 42.  
 PUISSAIS, Harris, 364.  
 PUJO, Maurice, 11, 27, 35, 36, 38, 87, 133, 136.  
 PUJO, Mme Maurice, 37.  
 PUJOL, Rémi, 318.  
 PUPAT, Jean, 80.  
 PUPAT, 260.  
 PUY, 278, 292.  
 PUY, Louis, 322.  
 PUYOOU, Roland, 284.  
 PUYSEGUR, A. de, 19.  
 PUYSEGUR, comte François de, 33, 52.



- PUZIN, 118.  
 PY, Michaël, 483.  
 PYM, Mme, 431.
- QUARANTA, Henry, 204.  
 QUATREBŒUFS, J., 520.  
 QUENARD, 396.  
 QUÉNEAU, Raymond, 19.  
 QUENETTE, Jean, 70.  
 QUENTIER, 302.  
 QUERENET, 49.  
 QUESTIAU (Dr), 304.  
 QUEUILLE, H., 172, 253, 282, 320, 346, 347, 360, 369.  
 QUEVAL, Jean, 109, 112.  
 QUEYRAT, Henri, 130.  
 QUIDOCIOLU, A., 98.  
 QUILICI, Dr Pompée, 56.  
 QUILICI, Sampiero, 363.  
 QUILICHINI, Antoine, 226.  
 QUIMAY, Pierre, 64.  
 QUINCY, Julien, 235, 240.  
 QUINET, Edgar, 501.  
 QUINQUETTE, André, 109.  
 QUINSAC, Yves, 184.  
 QUINSON, Antoine, 80, 285, 292, 315, 323, 348, 349.  
 QUINT, L.-P., 539.  
 QUINTON, René, 29.  
 QUINQUEREZ, André, 266.
- RABATÉ, Octave, 388, 479, 487, 531, 543, 549.  
 RABAUD, Jean, (alias Rabbinoitch), 543.  
 RABBINOVITCH, (voir Jean Rabaud).  
 RABEYRIN, Jean, 351.  
 RABICHON, 63.  
 RABIER, 396.  
 RACAMOND, Julien, 519, 531.  
 RACHET, Lucien, (alias Rachline, Lazare).  
 RACHLINE, Lazare, 156, 303, 321, 322, 411, 515.  
 RADEK, 512.  
 RADICI, Jean, 86.  
 RADIUS, René, 293, 322, 515.  
 RADIUS, 302.  
 RADIGUER, 487.  
 RADOU, O., 482.  
 RAFFIN-DUGENS, 384, 385, 438.  
 RAFFINE, 349.  
 RAFFARIN, Jean, 259, 261.  
 RAGEOT, Gaston, 73.  
 RAGON, Michel, 497.  
 RAKSANYI, 339.  
 RAIMON, Marc-Rémy, 223.  
 RAINGEARD, Michel, 322.  
 RAINGEARD, 278, 292.  
 RAINSART, Dr André, 118, 148.  
 RAINVOIRET, 387.  
 RALITE, Jacques, 487.  
 RAMADIER, Paul, 299, 369, 406, 450, 455, 503, 504, 524, 526, 546, 554.  
 RAMADIER, Jean-Paul, 397, 537.  
 RAMARON, Jules, 546, 555.  
 RAMBAUD, Benoit, 258.  
 RAMBOZ, Jacques, 491.  
 RAMDANI, 93.  
 RAMEAU, Camille, 529.  
 RAMELOT, Roger, 117.  
 RAMETTE, Arthur, 450, 451, 457, 472, 481.  
 RAMONET, E., 348, 349.
- RAMOS, M.-J., 342.  
 RAMUS, 349.  
 RANCHOUX, Benoit, 424.  
 RANGEART, 204.  
 RAPHAËL, (Jacques dit Raphaël-Leygues), 302, 513, 515.  
 RAPPOPORT, Charles, 437, 439, 513.  
 RAPTIS, Michel, (voir PABLO).  
 RAPUZZI, Irma, 400.  
 RAQUET, M.-G., 275.  
 RAUILLET, 483.  
 RASPAIL, G., 274.  
 RASSINIER, Paul, 375, 496, 497, 519, 543.  
 RASTEL, 349.  
 RATZ, Albert, 555.  
 RAU, du, 328.  
 RAUDOT D'ORBIGNY, 112.  
 RAULET, Urbain, 431.  
 RAULIN, René de, 538.  
 RAULIN-LABOUREUR, Etienne de  
 Raulin, dit de, 89, 289, 307, 365, 538.  
 RAULT, 337.  
 RAUX, Lucien, 450.  
 RAUZY, A., 196, 346.  
 RAVACHOL, 494.  
 RAVAL, Marcel, 533.  
 RAVELIN, Louis, 483.  
 RAYMAN, Marcel, 156.  
 RAYMOND-CLERGUE, Louis, 336, 337.  
 RAYMOND-LAURENT, 328, 544.  
 RAYNAL, C.-B., 367.  
 RAYNAL, François-Paul, 107.  
 RAYNAL, Paul, 230.  
 RAYNAUD, 164.  
 RAYON, Z., (voir André Frossard).  
 RÉAL DEL SARTE, Maxime, 30, 33, 36, 38.  
 REAL DEL SARTE, Jeannine, 38.  
 REBATET, Lucien, 19, 32, 93, 104, 109, 128, 152, 187, 188.  
 REBELL, Hugues, 29.  
 REBEYROL, 365.  
 REBOUL, Jacques, 525, 538.  
 REBOUX, Paul, 223, 241, 497.  
 RÉCAMIER, Joseph, 37.  
 RECAUD, 57.  
 RECLUS, Elisée, 494.  
 RECLUS, Paul, 494.  
 RECLUS, 197.  
 RECLUS, (voir Bingen).  
 RECOULY, Raymond, 19, 533.  
 RÉCY, Antoine Chalvet de, 289, 518, 525.  
 RÉDIER, Antoine, 58.  
 RÉGAUDIE, René, 515.  
 REGAUDIE, 396.  
 RÉGENT, Henri, 420.  
 RÉGINT, Roger, 105.  
 RÉGNIER, 114.  
 REIBEL, Charles, 180, 541, 545.  
 REICHENBACH, F., 529.  
 REICHSTADT (duc de), 55.  
 REIFFENRATH, E., (dit Jean d'Alsace), 62, 531, 555.  
 REIGNER, Jeannine, 95.  
 REILLE-SOULT, 328.  
 REINACH, Joseph, 484.  
 REINACH, Salomon, 484.  
 REINACH-HIRTZBACH, H. de, 534.  
 REJOU, Georges, 50, 52.  
 REJOU, Fernand, 50.  
 REMBRANDT, 29.  
 REMON, Didier, 304.  
 REMOND, René, 29.  
 REMONT, Pierre, 110.

- RÉMY, Marc, 223.  
 RÉMY (colonel, alias Gilbert Renaud), 42, 195, 199, 205.  
 RÉMY, (divers), 413, 483.  
 RÉMY, Tristan, 487, 525.  
 RENAI TOUR, Jean-Michel, (alias Tournaire), 19, 104, 105, 144, 554.  
 RENAN, 29, 45.  
 RENARD, Georges, 15, 385.  
 RENARD, Jean, 178.  
 RENARD, Jules, 483.  
 RENARD, Louis, 543.  
 RENAUD, Gilbert (voir colonel Rémy).  
 RENAUD, abbé Ferdinand, 109.  
 RENAUD, Jean, 63.  
 RENAUD, J.-J., 100.  
 RENAUD, (voir Robert TRÉNO).  
 RENAUD, 292.  
 RENAUDEL, Pierre, 381, 383, 384, 386, 433, 436, 437, 484, 546, 547, 548.  
 RENAUDIN, André, 127.  
 RENAUDIN, Pierre, 421, 422.  
 RENAULT, Camille, 444, 547.  
 RENAULT, Jean-Marcel, 97.  
 RENAULT, Lucien, 64.  
 RENAULT, (voir Prince Napoléon).  
 RENAUT, Henri, (alias H. Jacob), 128.  
 RENAUT, P., 258.  
 RENCUREL, 172, 349.  
 RENDINGER (général de), 531.  
 RENDU, Ambroise, 12, 16, 32.  
 RENÉ-LIGNAC, Roger, (alias Lacor), 187.  
 RENET, Dr Marcel, (voir Jacques Des-trée).  
 RENIER, Léon, 74.  
 RENIER, 115.  
 RENNE, Paul, 132, 133.  
 RENOIR, Jean, 88, 539.  
 RENOULT, 344, 548.  
 RENOULT, Daniel, 386, 437, 441, 457, 488.  
 RENOULT, René, 357.  
 RENOUVIN, Jacques, 154, 157.  
 RENOUX, Charles, 50.  
 RENUCCI, (général), 315, 319, 323, 351, 352, 526.  
 REOYO, Louis, 236, 237.  
 REPIQUET, Georges, 322.  
 REQUIN (Mme la générale), 525.  
 RESSORT, Lucien, 221.  
 RETHAULT, 64.  
 RÉTHORE, 302.  
 REUILLARD, Gabriel, 438, 442.  
 REUTENAUER, 98.  
 REVAULT D'ALLONES, 413.  
 REVEAU, J.-P., 204.  
 REVEILLAUD, 349.  
 RÉVEL, Bernard de, 108, 110, 206.  
 REVERS, Paul, 541.  
 REVERS, Général, 159.  
 REVIER, 123.  
 REVILLON, Tony, 360.  
 REY, (divers), 129, 302, 396.  
 REY, Aimé, 102, 106, 147.  
 REY, Charles, 41.  
 REY, Etienne, 105.  
 REY, Jacques, 316, 414.  
 REY, Joseph, 322.  
 REYDELLET, Maxime, 203.  
 REYDET, Denise, (voir Denise Ginolin).  
 REYMANN, Marc, 337.  
 REYN, Claude, 64.  
 REYNAUD, Henri, 487.  
 REYNAUD, Jean-Charles, 86.  
 REYNAUD, Louis, 107.  
 REYNAUD, Paul, 57, 62, 91, 101, 161, 278, 279, 283, 285, 315, 333, 518, 534, 550.  
 REYNES, Alfred, 236.  
 REYNOLD, Gonzague de, 519.  
 REYRE, Evelyne, 529.  
 RHEIMS, Maurice, 307.  
 RIANDEY, 528.  
 RIBADEAU-DUMAS, Roger, 296.  
 RIBAN, Pierre, 170.  
 RIBARD, André, 445, 463, 492, 493.  
 RIBAU COURT, Edouard de, 540.  
 RIBAUD, André, 520.  
 RIBBENTROP, von, 449, 451.  
 RIBEAUD, Guy, 295, 302.  
 RIBERA, 348.  
 RIBES, 367.  
 RIBET, Maurice, 184.  
 RIBETTI, César, 351.  
 RIBÉYRE, 259, 278.  
 RIBÈRE, Henri, 151, 365.  
 RIBIÈRE, René, 302, 358.  
 RIBIÈRE, 162, 172.  
 RIBOT, 384.  
 RICARD, Jacques, 185.  
 RICARD, 355.  
 RICHARD, Elie, 102, 522.  
 RICHARD, Marius, 107, 126, 542.  
 RICHARD, Max, 285, 288, 554.  
 RICHARD, Paul, 414.  
 RICHARD, Pierre, 221.  
 RICHARD, René, 17, 58, 60, 106.  
 RICHARD, abbé André, 509, 511.  
 RICHARD (commandant), 244.  
 RICHARD, 329.  
 RICHARD-BLOCH, Jean, 522.  
 RICHARDS, 302.  
 RICHAUD, 367.  
 RICHE, G., 71, 72, 75.  
 RICHELET, Guy, 534.  
 RICHELOT, Germaine, 74.  
 RICHEMONT, Jean de, 543, 551.  
 RICHEROT, Louis, 358.  
 RICHT, professeur Charles, 75, 199, 296.  
 RICHE, Paul, 93, 107.  
 RICKER, Achille, 352, 365.  
 RICEUR, P., 555.  
 RICOU, Georges, 110, 537.  
 RIDGWAY (général), 455.  
 RIERE, José, 532.  
 RIES, J., 431.  
 RIEU, Jean, 473.  
 RIGAL, 450.  
 RIGAULT, Jean, 188.  
 RIGNY, Fernand (voir FERRINI).  
 RIM, Carlo, 311.  
 RIMAUD, J.-L., 89.  
 RIMBERT, 401.  
 RIME-BRUNEAU (général), 211, 214, 311.  
 RIOLET, 80.  
 RIOND, Georges, 66, 89, 97, 108, 286, 546.  
 RIONDÉ, Jean, 33, 39, 107, 109.  
 RIOU, Gaston, 100, 104.  
 RIOUX, L., 542.  
 RIPERT, Francis, 283, 285.  
 RIPERT, Georges, 170, 194.  
 RIPERT, 197.  
 RIPOLL, 349.

- RIPOULL, Théo. 39.  
 RIQUET (R. Père). 199.  
 RIST, Ch., 537.  
 RITTER, Julius, 156.  
 RITTER, 278.  
 RITZENTHALER, 292.  
 RIEUNAUD, Edouard, 337.  
 RIVAIN, Jean, 11, 12.  
 RIVAIN, 302.  
 RIVAUD, Albert, 194.  
 RIVERAND, André, 178.  
 RIVERET, Pierre, 242, 243.  
 RIVES, Paul, 89, 102, 107, 113, 542.  
 RIVES-HENRY, Mme, 296.  
 RIVET (professeur), 523.  
 RIVET, Charles, 105.  
 RIVET, Jules, 19, 104, 520, 524.  
 RIVET, Paul, 319, 320, 419, 521.  
 RIVIÈRE, Joseph, 337.  
 RIVIÈRE, Marc, 510.  
 RIVIÈRE, Marcel, 391.  
 RIVIÈRE, Roger, 420.  
 RIVIÈRE (divers), 156, 391.  
 RIVOLLET, André, 88, 184.  
 RIVOLLET, Georges, 105, 147.  
 RIVOLLET, Jean, 179.  
 RIVOLLET, Paul-Eugène, 285.  
 RIVOLLET, 196.  
 RIVOYRE, Christine, 529.  
 RIZZO, L., 535.  
 ROBAIN, Paul, 12.  
 ROBBE, Fernand, 70.  
 ROBERT, Georges, 214.  
 ROBERT, Léopold, 170.  
 ROBERT (amiral), 195.  
 ROBERT, 229.  
 ROBERT, René de, 94.  
 ROBERT, Luc, 525.  
 ROBESPIERRE, 374.  
 ROBICHON, Paul, 64.  
 ROBICHON, 285.  
 ROBIEN, de, 197.  
 ROBILLET, 240.  
 ROBIN, commandant Paul, 33.  
 ROBIN, Roger, 245.  
 ROBIN, 170.  
 ROBINEAU, René, 261.  
 ROBYN, Jean, 341.  
 ROCCA SERA, 349.  
 ROCCA-SERVIA, Dr Jean-Paul de, 56.  
 ROCHARD, J.-M., 19, 95.  
 ROCHAT, 197.  
 ROCHE, Emile, 90, 105, 308, 320, 425, 504, 550.  
 ROCHE, France, 105.  
 ROCHE, lieutenant-colonel, 309.  
 ROCHE-DEFRANCE, 285.  
 ROCHEBRUNE, de, 95.  
 ROCHEFORT, Henri, 534.  
 ROCHENOIR, Victor, 303, 305.  
 ROCHERY, Louis, 495.  
 ROCHERY, Maurice, 423.  
 ROCHET, Mme Jean, 342.  
 ROCHET, Waldeck (voir Waldeck-Rochet).  
 ROCLORE, 278, 285.  
 ROCQUEVIGNY, Jean de, 15, 17.  
 RODIÉ, Mgr Jean, 52.  
 RODELEC DE PORZIC, de, 525.  
 RODITI, Georges, 253.  
 ROERICH, 80.  
 ROGÉ, Henri (dit lieutenant-colonel Etienne), 159.  
 ROGER, G., 79.  
 ROGER (voir Jean SAINTENY).  
 ROGER, 170.  
 ROGNON, 385.  
 ROHART, Michel, 242.  
 ROHEN, H.-R., 203.  
 ROHOU, 349.  
 ROHRBACHER, 325.  
 ROIDOT, Henri, 132.  
 ROIMARMIER, 37.  
 ROL-TANGUY, 449.  
 ROLAND, Michel, 424.  
 ROLAND-GOSSELIN, Ch., 85.  
 ROLAND-GOSSELIN, Léon, 74, 76.  
 ROLAND-GOSSELIN, Maurice, 76.  
 ROLAND-LÉVY, Pierre, 516.  
 ROLLAND, Alfred, 111.  
 ROLLAND, prof. Jacques-Francis, 461.  
 ROLLAND, Jacques, 230.  
 ROLLAND, Jean, 420.  
 ROLLAND, Jean-Louis, 322.  
 ROLLAND, J., 322.  
 ROLLAND, Romain, 445, 487, 524, 529, 549.  
 ROLLET, Jean, 110.  
 ROLLIN, Louis, 197, 199, 518, 531, 549.  
 ROLLO, J., 543.  
 ROMAINS, Jules, 96, 253, 296, 525.  
 ROMAINVILLE, François de, 177, 178, 181, 210, 553.  
 ROMANET, Bernard de, 31.  
 ROMANO, Colonna, 539.  
 ROMANS-PETIT, colonel Henri, 304, 305, 307.  
 ROMAZOTTI, 65.  
 ROMBEAUT, Nestor, 336, 337, 548.  
 ROME, 65.  
 ROMIER, Lucien, 113, 171.  
 RONCAYOLO, M., 404, 405.  
 ROOS, Pierre, 178, 540.  
 ROOSEVELT, Eléonor, 515.  
 ROQUEFEUIL-ANDUZE, comte de, 45.  
 ROQUES, Gaston, 49.  
 ROQUES, Henri, 224.  
 ROQUES, 302.  
 ROSE-ROSETTE, 194.  
 ROSEAU (divers), 228, 316.  
 ROSELLI, 137.  
 ROSEN, Charles (alias Rosenthal), 543.  
 ROSENBERG, Julius et Ethel, 429.  
 ROSENBERG, 516.  
 ROSENBLATT, Marcel, 482.  
 ROSENFELD, Oreste, 311, 379, 399, 400, 401, 404, 413, 553.  
 ROSENFELD (voir Georges Beauchamp).  
 ROSENTHAL, Gérard, 515, 548.  
 ROSENTHAL, Jean, 156, 296.  
 ROSENTHAL, 537.  
 ROSER, pasteur Henri, 517.  
 ROSIER, Alfred, 307, 523.  
 ROSIÈRES, colonel de, 553.  
 ROSMER, 431, 441, 444, 495, 550.  
 ROSNOBLET, Achille, 484, 485.  
 ROSNOBLET, Mme Hélène, 484.  
 ROSNY, 385.  
 ROSPARS-LEGRAND, Mme, 526.  
 ROSS (divers), 9, 429.  
 ROSSELLI, 134.  
 ROSSI, 161, 344, 349, 453.  
 ROSSIGNEUX, Alex, 541.  
 ROSSIGNOL, Raymond, 58.  
 ROSSILLON, Pierre, 542.  
 ROSSILLON, Philippe, 249, 250, 254, 255.  
 ROSTAING, Marcel, 203.

- ROSTAND, André, 171.  
 ROSTAND, Jean, 516, 524, 542.  
 ROSTAND, Maurice, 95, 107.  
 ROTH, J.-L., 109.  
 ROTH, 302.  
 ROTHDIENER, Pierre, 492.  
 ROTHSCHILD, Michel, 515.  
 ROTHSCHILD, 259, 272, 484, 485.  
 ROUAIX, M., 115.  
 ROUAULT, Joseph, 93, 106.  
 ROUANET, Gustave, 483, 484, 485.  
 ROUBAUD, André (Senterre, dit), 181.  
 ROUBAUD, Pierre, 344.  
 ROUBAULT, 401, 413.  
 ROUCAUTE, Gabriel, 457, 472.  
 ROUCAUTE, Roger, 472, 487.  
 ROUCHON, Etienne, 128.  
 ROUDINE, Gérard, 515.  
 ROUEL, Jean, 132.  
 ROUFF, 484, 485.  
 ROUGEMONT, Henri, 497.  
 ROUGEMONT, Denis de, 543.  
 ROUGIER, Denis, 530, 541.  
 ROUGIER, Jean, 342.  
 ROUGIER, Louis, 176, 197, 518.  
 ROUILLON, Paul, 71, 75.  
 ROUJON, Jacques, 16, 61, 85, 100, 104, 109.  
 ROULET, A. François, 203.  
 ROULLAND, André, 301, 302.  
 ROULLAND, Philippe, 32.  
 ROULLEAUX-DUGAGE, Georges, 70  
 ROULLEAUX-DUGAGE, baron Jacques, 261, 284, 553.  
 ROUMANÈS, Jean, 532.  
 ROUMÉGOUX, 171.  
 ROUMEGUERRE, Jacques, 303.  
 ROURE, Rémy, 159, 296, 551.  
 ROUS, Jean, 399, 400, 413, 425, 507, 515, 521, 553.  
 ROUS, Marcel, 171.  
 ROUSSEAU, Jacques, 304.  
 ROUSSEAU, Jean, 189.  
 ROUSSEAU, commandant Jean, 41.  
 ROUSSEAU, J.-J., 374.  
 ROUSSEAU, Marcel, 51, 400.  
 ROUSSEAU (divers), 197, 292, 302.  
 ROUSSEAU, André, 16, 19, 32, 290.  
 ROUSSEL, Edouard, 171.  
 ROUSSEL, Claude, 410.  
 ROUSSEL, Marie-Antoinette, 424.  
 ROUSSEL, Max, 100.  
 ROUSSEL, Philippe, 39.  
 ROUSSELET, Jean, 184.  
 ROUSSELET, René, 261.  
 ROUSSELLE, Louis, 431.  
 ROUSSELOT, 285.  
 ROUSSET, lieutenant-colonel, 50.  
 ROUSSET, David, 407, 491, 548.  
 ROUSSIN, L., 204.  
 ROUSSY, 524.  
 ROUSTAN, Mario, 371.  
 ROUSTAN, 302.  
 ROUSTANG, Guy, 409.  
 ROUVIER, J., 98.  
 ROUVIÈRE, 171.  
 ROUVILLE, G.-P. de, 106.  
 ROUX, Charles, 75.  
 ROUX, Georges, 106, 107, 126, 177.  
 ROUX, 302.  
 ROUX, Dominique de, 38.  
 ROUX, comte Louis-Olivier de, 38, 209, 319.  
 ROUX, marquis Marie de, 13, 38.  
 ROUX, Pierre de, 38.  
 ROUX, comte de, 38.  
 ROUX-COSTADAU, H., 537.  
 ROUXEL, Ernest, 370.  
 ROUZAUD, Georges, 110.  
 ROUZAUD, Henri, 11.  
 ROVERA; Jean de, 552.  
 ROY, Claude, 19, 88, 98, 106, 411, 461, 521, 542, 555.  
 ROY, 171.  
 ROY, Gustave, 49.  
 ROY, Henri, 549.  
 ROY, Jean (voir G. Villaret).  
 ROY, Jules, 529.  
 ROY, Lucien-Marcel, 94.  
 ROY, Marcel, 102.  
 ROY, Marcel, 106.  
 ROYER, C., 140.  
 ROYER, Louis-Charles, 93, 105.  
 ROZAND, René, 89.  
 ROZIER, Arthur, 385, 386.  
 ROZIERES, Alex, 232, 238, 242, 244.  
 RUAIS, Pierre, 295, 302.  
 RUBY (général), 196.  
 RUCART, Marc, 71, 158, 172, 526, 549.  
 RUDELLE, Théodore, 49, 50, 51.  
 RUEFF, Jacques, 530, 541.  
 RUELLAN, Charles, 33.  
 RUET, 63.  
 RUF, Joannès, 236.  
 RUNEL, Jean, 295.  
 RUPP (Mgr), 510.  
 RUSSON, J.-B., 38.  
 RUTZ, Francis, 118.  
 SABARTHEZ, Henri, 187.  
 SABATIER, Rodolphe, 147.  
 SABIANI, Simon, 123, 125, 129, 130, 532.  
 SABINE, Madeleine, 152.  
 SABLÉ, Victor, 344, 364.  
 SABLET, Michel de, 221.  
 SABLIER, Edouard, 301, 303.  
 SABOURDIN, Angel, 17.  
 SABRON, 80.  
 SACLIER DE LA BATIE, 45.  
 SACCO, 444.  
 SADI-CARNOT, 518.  
 SADOUL, Georges, 19, 487, 525, 549.  
 SADOUL, Guy, 487.  
 SADOUL, Jacques, 433.  
 SADRON, Jacques, 420.  
 SAGAN, Françoise, 529.  
 SAGOT, 398.  
 SAGETTE, 302.  
 SAHNOUNI, Brahim, 322.  
 SAILLANT, Louis, 151.  
 SAILLANT, Louis, 158, 163, 164.  
 SAIMPERT, Guy, 316.  
 SAINT-ANNE, François, 177.  
 SAINT-AULAIRE (comte de), 75.  
 SAINT-BRICE, 73, 88, 89, 535.  
 SAINT-CANNAT, Hugues (voir Maurice Gait).  
 SAINT-CHARLES, Pierre, 504.  
 SAINT-CYR, Jean, 364, 425.  
 SAINT-EXUPÉRY, marquis de, 33.  
 SAINT-FLOUR, Maurice, 424.  
 SAINT-GEORGES, Ch., 534.  
 SAINT-GERMAIN, Jacques, 42, 43, 62, 105, 107, 127.  
 SAINT-GERMAIN, Philippe, 178, 181, 185, 199, 547.  
 SAINT-JULIEN, Hubert, 180, 182, 202, 214, 227, 242, 319, 541.  
 SAINT-JUST, François de, 70.  
 SAINT-LANNE, Pierre, 109.

- SAINT-LAURENT, Cécil (voir aussi Jacques Laurent-Cély), 63.  
 SAINT-MÉLOIR, Alain de, 140.  
 SAINT-MÉRAN, 181.  
 SAINT-PAULIEN, 125, 214, 519.  
 SAINT-PIERRE, Michel de, 41.  
 SAINT-QUANTIN (colonel de), 75.  
 SAINT-QUENTIN, Didier de, 110.  
 SAINT-QUENTIN, Louis de, 33, 221.  
 SAINT-ROCH, Roger, 203, 316.  
 SAINT-SERGE, René, 100, 101, 109.  
 SAINT-SIMON, 7, 381.  
 SAINT-THOMAS, 511.  
 SAINTE-MARIE, de, 302.  
 SAINTENY, Jean (alias ROGER), 295.  
 SAIRE, Gustave, 425.  
 SAIVE, René, 102, 189, 285, 543.  
 SAIVRE, Roger de, 47, 57, 58, 59, 60, 61, 97, 183, 195, 253, 554.  
 SAIZIEU, François de, 221.  
 SALACROU, Armand, 438.  
 SALAMERO, Joachim, 495.  
 SALARDENNE, Roger, 520.  
 SALAZAR, 267.  
 SALENGRO, Henri, 345.  
 SALENGRO, Roger, 59, 71.  
 SALERS, Jacques de, 86.  
 SALINIS, 326.  
 SALLE, Robert Jurquet de la, 116, 132, 136.  
 SALLENAVE, 285.  
 SALLERIN (lieutenant-colonel), 62.  
 SALLERON, Louis, 41, 89, 112, 171, 177, 205, 509.  
 SALLERON, Paul (voir Paul Sérant).  
 SALLES, Antoine, 70.  
 SALLIARD DU RIVAULT, 285.  
 SALLUSTE (voir BRENIER DE ST-CHRISTO).  
 SALMON, André, 104, 126, 542.  
 SALMON, Robert, 156, 358, 365, 513, 523, 538.  
 SALOMON, Robert, 156.  
 SALVADORI, Martin, 535.  
 SALVAGO, Georges, 300.  
 SALVAUDON, Valentin, 262.  
 SALVETAT, Adrien, 236.  
 SALVI, 125, 349.  
 SAMMARCELLI, 302.  
 SAMPAIX, Lucien, 486.  
 SAMSON, 90, 292.  
 SAMSON, André, 302.  
 SAMUEL (voir Aubrac).  
 SAMUEL, Claude, 529.  
 SAND, George, 501.  
 SANDAHL, Pierre, 305.  
 SANDRE, Thierry, 16, 32.  
 SANDRO DEL GRASSO, 126.  
 SANDT, Pierre, 316.  
 SANGLIER, André-Roger, 322.  
 SANGLIER, Jacques, 302.  
 SANGNIER, Jean, 327.  
 SANGNIER, Marc, 253, 325, 327, 341, 421, 422, 423.  
 SANGUEDOLCE, Joseph, 472.  
 SANGUINETTI, 301.  
 SANSON, 302.  
 SANT'ANDRÉA, N., 32, 93.  
 SANTAMARIA, Thomas, 55.  
 SANTONI, 302.  
 SANTUPÉRY, Louis, 32.  
 SANVOISIN, Gaétan, 89, 109, 126.  
 SAPE (voir Philippe DREUX).  
 SAPIENS (alias Alfred Fabre-Luce), 415.  
 SAPIN, Benoît, 132.  
 SAPORTA, Jean de, 33.  
 SARAZIN, 302.  
 SARDA, François, 423.  
 SARDAT, 41.  
 SARDE, R., 420.  
 SARMENT, Jean, 95.  
 SARRADE, 547.  
 SARRAIL (général), 537.  
 SARRAUT, Albert, 62, 139, 504.  
 SARRAZ-BOURNET, Ferdinand, 171.  
 SARRAZIN, P. de, 37.  
 SARRAZIN DE VILLERS, 45.  
 SARRET, Roger, 532.  
 SARRUS, Jean, 542.  
 SARTHOULET, Joseph, 424.  
 SARTRE, Jean-Paul, 19, 150, 311, 374, 407, 490, 515, 542, 548, 551, 555.  
 SATINEAU, Maurice, 322.  
 SATONNET, Julien, 345.  
 SATOR, Kaddour, 459.  
 SAUDUBRAY, F., 328.  
 SAUGE, G., 203, 204, 207, 208, 209, 315, 316, 319, 509.  
 SAUGER, André, 159, 520.  
 SAUGER, Annette, 550.  
 SAULNIER, Jacques, 230.  
 SAULNIER-BLACHE, J., 74, 76.  
 SAUMONEAU, Louise, 345, 431.  
 SAUPHAR, Roger, 303, 305.  
 SAUREL, Philippe, 184.  
 SAURIN, Paul, 171.  
 SAUSSOT, Gustave, 450.  
 SAUTÉREAU (baron), 51.  
 SAUTES, Fernand-J., 534.  
 SAUVAGE, François (alias Foëx), 178, 181, 540.  
 SAUVAGE, Jean, 322.  
 SAUVAGE, Léopold, 132.  
 SAUVAGE, Marcel, 534.  
 SAUVAGE, 15.  
 SAUVAGEOT, Mme E., 507, 508.  
 SAUVEPLANE, Henri, 487, 539.  
 SAUVY, Alfred, 113, 379, 404, 431, 529, 530.  
 SAVALE, 348.  
 SAVANT, Jean, 51, 85, 89.  
 SAVARY, Alain, 396, 400, 401, 413.  
 SAVARY, Jean, 170.  
 SAVARY, Paul, 180.  
 SAVARY, Pierre, 178.  
 SAVARY, Roger, 51.  
 SAVOIE, 171.  
 SAVOIE, Clotilde de, 54.  
 SAVORET, A., 551.  
 SAVOURET, Georges, 75.  
 SAY, Léon, 501.  
 SAYET (commandant), 66.  
 SAZENAC, Raymond, 532.  
 SAZERAC DE FORGE, 60.  
 SCAPINI, Georges, 59, 60, 70, 75, 96.  
 SCARABIN, Henri, 110.  
 SCELLE, Georges, 537.  
 SCHACHTMANN, Max, 491.  
 SCHAEFFER, H., 178.  
 SCHAEFFER, Jean, 482.  
 SCHAEFFER, Pierre-H., 544.  
 SCHAFFNER, 396.  
 SCHAMBILL, Marcel, 221, 228, 316.  
 SCHAUB, 80.  
 SCHAUMBURG (général), 156.  
 SCHEIDER, Adrien, 236.  
 SCHERB, Jean-Daniel, 106, 537.  
 SCHIÉSSE, 99.  
 SCHILIS, 244.  
 SCHLUMBERGER, Ernest, 266.  
 SCHLUMBERGER, Jean, 19, 274.

- SCHMID, A., 404.  
 SCHMIDT, Fernand, 104.  
 SCHMIT, André, 295.  
 SCHMITT, René, 396, 398.  
 SCHMITTEIN, Raymond, 292, 293, 301, 302, 321, 322.  
 SCHNEIDER, André, J.-H., 198.  
 SCHNEIDER, A., 178.  
 SCHNEIDER, Bertrand, 377, 423.  
 SCHNEIDER, Bertrand, 377.  
 SCHNEIDER, Pierre, 529.  
 SCHNEIDER, 376, 529.  
 SCHROEDER, von, 9.  
 SCHROTT (Mme), 452.  
 SCHUELLER, Eugène, 101, 106, 110, 137, 138, 232, 369.  
 SCHUMAN, Robert, 37, 266, 315, 320, 332, 334, 336, 337, 369, 547.  
 SCHUMANN, Maurice, 199, 315, 322, 325, 327, 328, 331, 332, 336, 337, 338, 339, 515, 526.  
 SCHWARTZ, professeur Laurent, 377, 413, 490, 521, 555.  
 SCHWEITZER, Albert, 194.  
 SCHWEITZER, Emile, 75.  
 SCHWEIZER, Jacques, 60, 89, 96, 97.  
 SCHWEISGUTH, Philippe, 274, 549.  
 SCHWERER (amiral), 32.  
 SCHWOB D'HERICOURT, Jean, 74.  
 SCHWOBEL, Jean, 431, 507.  
 SCIZE, Pierre, 520, 548.  
 SCORTESCO, Paul, 197.  
 SCOTTI, Maurice, 341.  
 SEBILLOT, 458.  
 SÈCHÉ, Alphonse, 96, 128, 197.  
 SECQUEVILLE, Albert, 403.  
 SECRETAIN, Roger, 366, 367, 369, 370.  
 SECRETAINE, colonel François, 74.  
 SÈDE, Gérard de, 418.  
 SÉDILLOT, René, 110.  
 SÉE, Edmond, 310.  
 SÉE, H., 524.  
 SEGARD, J., 274.  
 SEGELLE, Pierre, 322.  
 SEGELLE, 396.  
 SEGHERS, Jean, 19.  
 SEGHERS, Pierre, 20, 152.  
 SÈGOUIN, Victor, 545.  
 SEGUY, Georges, 472, 473.  
 SEIGNON, Henri, 172, 303.  
 SEITLINGER, Jean, 336, 337.  
 SELIGMANN, Françoise, 377, 431.  
 SELLE, Patrice de la, 187.  
 SELLIER, Henri, 387, 440, 443, 538, 554.  
 SELLIER, Louis, 437, 443, 444, 533, 546.  
 SELTZ, Thomas, 328.  
 SELVES, Joseph de, 501, 545.  
 SÈMARD, Pierre, 439, 442, 451.  
 SEMARD, 121.  
 SEMBAT, Marcel, 382, 383, 433.  
 SEMICHON, Roger, 33, 34.  
 SÈNARD, Jean, 303.  
 SENARPONT, de, 517.  
 SÈNÉ, Robert, 322.  
 SENGHOR, Léopold Sédar, 404.  
 SENNAC, Jean, 199, 521, 523, 524, 532.  
 SENNEP, Jehan, 32, 106, 189.  
 SENONES, Marion, 127.  
 SENTENAC, Paul, 184.  
 SENTERRE, André (dit Roubaud), 181.  
 SEPULCHRE, Jean, 72, 75.  
 SERAFINI, 292.  
 SERANDOUR, Pierre, 403.  
 SÈRANT, Paul (alias Salleron), 5, 6, 8, 10, 18, 19, 41, 190, 288, 556.  
 SERBUISSON, 345.  
 SERDA, 172.  
 SÈRE, Maurice de, 109.  
 SERFEILLE de GOBINEAU, Clément, 93, 95, 107.  
 SERFATI, 349.  
 SERGE, André, 130.  
 SERGE, Victor, 432, 494, 495.  
 SERGENT (professeur), 71, 73, 75.  
 SERGENT, Félix, 110.  
 SERIEYX, Joël, 183.  
 SÈRIGNY, Alain de, 316.  
 SÈROL, 161.  
 SEROT, Robert, 70, 171, 550.  
 SERRATRICE, Marc, 409, 413.  
 SERRE, Charles, 150, 419.  
 SERRE, Philippe, 424.  
 SERRE (voir Maurice Lebrun).  
 SERRELANDE, Jean, 179.  
 SERRET, Gilbert, 543.  
 SERREULLES, Claude, 305.  
 SERVAL, Claude, 184.  
 SERVAN-SCHREIBER, Emile, 514.  
 SERVAN-SCHREIBER, Jean-Claude, 305, 307, 317, 364, 425, 514, 529.  
 SERVAN-SCHREIBER, Jean-Jacques, 40, 364, 425, 514, 529, 530.  
 SERVAN-SCHREIBER, Marie-Geneviève, 529.  
 SERVAN-SCHREIBER, Robert, 514.  
 SERVAN-SCHREIBER (voir Mme Brigitte Grosz).  
 SERVAN-SCHREIBER, 234.  
 SERVANTIER, 437.  
 SERVEAU, Michel, 38.  
 SERVENT, Georges, 414.  
 SERVENT, 413.  
 SERVÈZE, Gérard, 487.  
 SERVOIGT, Georges, 89.  
 SERVIN, Marcel, 457, 462, 463, 468, 472, 473, 475.  
 SESMAISONS, de, 285, 292, 315.  
 SEURAT, André, 377, 401, 413.  
 SEVA, Yvette (Mme Poujade), 243.  
 SEVERAC, J.-B., 345, 446.  
 SÈVERE, 172.  
 SÈVERINE, 538.  
 SEYNAT, 292.  
 SÈZE, Elie de, 33.  
 SHAKESPEARE, 29.  
 SHAW, Bernard, 11.  
 SIBUÉ, 396.  
 SIC, 221.  
 SICARD, Mlle Jeanne, 300, 370.  
 SICARD (divers), 129, 302, 311, 349.  
 SICARD, M.-I., 125, 126, 128, 534.  
 SICARD, Paul, 32.  
 SICARD de PLAUZOLES, 430.  
 SICÉ, Stanislas, 71, 72, 519.  
 SIDOS, 58.  
 SIDOS, François, 215.  
 SIDOS, Jacques, 178, 215, 541.  
 SIDOS, Henri, 211.  
 SIDOS, Pierre, 214, 215, 312, 316.  
 SIEGFRIED, André, 75, 333, 499, 500.  
 SIEGFRIED, Jules, 518.  
 SIENIEWICZ, Konrad, 339.  
 SIGAUX, Gilbert, 85, 89.  
 SIGNOR, 457.  
 SILBER, 414.  
 SILBERBERG (voir Alfred SILBERT).  
 SILBERFELD, Jacques, 41.  
 SILBERT, Alfred (alias Silberberg), 73, 542.

- SILONE, Ignazio, 515.  
 SILLY, Roland, 97, 147.  
 SIMA, Horia, 224.  
 SIMAKIS, 323.  
 SIMARD, 172.  
 SIMINESCO (voir Bernard Simlot).  
 SIMIOT, Bernard (alias Siminesco), 110.  
 SIMON, Jules, 355.  
 SIMON, Michel, 539.  
 SIMON, Paul, 328.  
 SIMON, Pierre-Henri, 6, 57, 404, 507, 508.  
 SIMON, Valentin, 527.  
 SIMON, 45.  
 SIMOND, Henry, 527, 528.  
 SIMONE, Mme, 310.  
 SIMONIN, Albert, 152, 186.  
 SIMONIN, André, 203.  
 SIMONNET, Maurice-René, 315, 330, 336, 337, 339, 548.  
 SINE, 529.  
 SIRIES, Maurice, 545.  
 SIROLLE, Henri, 432, 532.  
 SIROT, Victor-Jacques, 86.  
 SISSOKO, 396.  
 SITTER, Xavier, 93.  
 SIX, 327.  
 SIXTE-QUENIN, 345.  
 SMADJA, Dr Henri, 513.  
 SMAGGHE, 413.  
 SMILER, Charles, 266.  
 SMIRGELD, Jules, 424.  
 SNELL, Victor, 520.  
 SOISSONS, 349.  
 SOLAGES, marquis de, 382.  
 SOLVAY, 518.  
 SOMON, Marc, 531.  
 SORBETS, Gaston, 107.  
 SORDET, Dominique, 32, 108, 110, 111, 206.  
 SOREL (abbé), 171.  
 SOREL, Georges, 7, 11, 30, 41.  
 SOREL, Jean-Michel, 544.  
 SORLOT, Fernand, 532.  
 SORO, Dominique, 98.  
 SORRE, M., 404, 405.  
 SORREL (prof.), 71.  
 SORRENSEN, Christian, 75.  
 SOTO, Jean de, 530, 541.  
 SOU, 292.  
 SOUBIRAN, André, 310, 349, 519.  
 SOUBRE, Pierre, 410.  
 SOUCADAUX, 397.  
 SOUCHAL, 300.  
 SOUCHÈRES, Georges, 116.  
 SOUCHET, Claude-Roland, 423, 424.  
 SOUDEILLE, Jean, 157.  
 SOULAIROL, Jean, 337.  
 SOULAS, Jacques, 160.  
 SOULÈS, Georges, 140, 141, 148, 389, 519.  
 SOULIÉ, Michel, 304, 358, 363, 364.  
 SOULIÉ, Louis, 364, 371.  
 SOULIER (docteur), 245.  
 SOULIER, pasteur Edouard, 16, 57, 60, 70, 517.  
 SOUPA, 244.  
 SOUPAULT, Ph., 152.  
 SOUPAULT, Ralph (dit Léo), 32, 86, 93, 104, 106, 109, 128, 186, 187, 189, 534.  
 SOUPAULT, 397.  
 SOUPE, 128.  
 SOUQUES, Pierre, 364, 403, 425.  
 SOUQUES, 311.  
 SOUQUIÈRE, André, 472.  
 SOURBET, Jean, 260, 285, 315, 322.  
 SOUSTELLE, Georges, 109.  
 SOUSTELLE, Jacques, 278, 290, 293, 296, 298, 299, 300, 308, 309, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 340, 343, 365, 411, 487, 513, 522, 524, 529, 551.  
 SOUTIF, 525.  
 SOUVARINE, Boris, 431, 432, 436, 437, 439, 440, 441, 444, 451, 521, 525, 535, 543, 550.  
 SOUVAY, Robert, 115.  
 SOUVIEILLE, 172.  
 SOUVILLE, Guy, 17.  
 SOUVILLE, Henri, 130.  
 SOUZIN, Henri, 156.  
 SOYER, R.-A., 182.  
 SPAAK, P.-H., 515.  
 SPECKLIN, Dr Paul, 266.  
 SPENALE, 397.  
 SPENS, Willy de, 519.  
 SPINASSE, Charles, 103, 106, 252.  
 SPIRA, 118.  
 SPIRE, André, 516, 524.  
 SPITZER, G., 492.  
 SPRECHER, 100.  
 STALINE, 208, 227, 298, 337, 446, 451, 477, 488, 490, 516.  
 STAVISKY, Alexandre, 58, 102, 357.  
 STAVNIK, J., 177.  
 STEEG, Jules, 501.  
 STEEG, Théodore, 385, 501.  
 STEFANAGGI, Dominique, 311, 403, 425.  
 STEINER, Paul, 150.  
 STEPHANE, Roger (voir Roger WORMS).  
 STEPHANN, Daniel, 555.  
 STERN, Edgar, 17.  
 STIBBE, Pierre, 156, 317, 409, 410, 411, 413, 418, 420, 520, 553, 555.  
 STIBIO, André, 285, 542.  
 STIL, André, 457, 472, 487.  
 STIRNBERG DE ARMÉLIA, Léon, 74.  
 STIRNER, Max, 493, 496.  
 STOLOFF, S., 420.  
 STRESSMANN, 34.  
 SUANT, 400, 401.  
 SUARES, André, 535, 542.  
 SUAREZ, Georges, 16, 68, 85, 95, 104, 105, 107, 109, 126, 152, 533, 542, 551.  
 SUBERVILLE, Jean, 17.  
 SUFFERT, Georges, 249, 404, 411, 413, 507, 521, 522, 524.  
 SUGNY, Jacques de, 487.  
 SUIRE (docteur), 72.  
 SULLIOTTI, Italo, 115.  
 SULLY, 268.  
 SURE-CALVET, Michel, 541.  
 SUREAU, André, 244.  
 SUSFELD, 115, 513.  
 SUSINI, Jean-Jacques, 316.  
 SUSINI, 349.  
 SUSINI, Achille de, 109.  
 SUSSET, Raymond, 322, 348.  
 SUZANNET, Mme Hélène de, 198, 199, 202.  
 SVOBODA, 126.  
 SY, 319.  
 SYNGMAN RHEE, 428.  
 SZIGETI, Robert, 344, 528, 548.  
 TABAROT, Henri, 316.  
 TABOUIS, Geneviève, 142, 199, 310.  
 TACNET, Jacques, 146.

- TAITTINGER, Jean, 61, 302, 315.  
 TAITTINGER, Pierre, 49, 50, 51, 57,  
 58, 59, 60, 61, 63, 64, 65, 96, 109, 126,  
 177, 197, 310, 537, 546, 554.  
 TAITTINGER, Pierre-Christian, 61,  
 202, 554.  
 TAINE, 29, 501.  
 TAIX, 244.  
 TALAGRAN (voir Thierry MAUL-  
 NIER).  
 TALEUX, Gérard, 229.  
 TALVART, Hector, 33.  
 TAMARELLE, René, 79, 236.  
 TAMBURINI, Georges, 408, 409, 413.  
 TANGUY, Jacques, 64, 258, 267, 311,  
 400, 413.  
 TANLAY, Marquis de, 62.  
 TANEREL, Harel de, 326.  
 TANESY, Gaston, 538.  
 TAP, E., 16.  
 TAPERNOUX, Armand, 348.  
 TAPHANEL, 546.  
 TARASCON, Jean, 203.  
 TARDE, Guillaume de, 188.  
 TARDIEU, André, 72, 279, 285, 315,  
 522, 527.  
 TARDIEU, Charles, 109.  
 TARDIEU, fils, Jacques, 33.  
 TARDIEU, Julien, 33.  
 TARDY, Michel, 410.  
 TARRANT, F., 491.  
 TAROT, P., 196.  
 TART, Adrienne, 224.  
 TASSIN, Melle M.-T. de, 45.  
 TASTE, 62.  
 TATILON, 304.  
 TAUDIERE, Jacques, 70.  
 TAUDIERE, Emile, 171.  
 TAURAN, Jacques, 240, 242.  
 TAVERNIER, Bruno, 344.  
 TAVERNIER, Raoul, 93, 116.  
 TAXIS, Emile de, 541.  
 TCHANG KAI CHEK, 121, 428.  
 TEBESSI, Cheikh Larbi, 459.  
 TÉGLY Jacques, (voir Tony Guédél).  
 TEINTURIER, Pierre, 358.  
 TEISSEIRE, Léon, 293, 302.  
 TEITGEN, Jean, 336.  
 TEITGEN, Henri, 337.  
 TEITGEN, P.-H., 78, 154, 157, 163, 325,  
 327, 329, 336, 523.  
 TELLIER, Melle Lucette, 97.  
 TEMPLE, Emmanuel, 70, 171, 278.  
 TEMPLIER, 229.  
 TENAILLE, André, 132.  
 TENAILLE, Charles, 132.  
 TENAILLE, 137.  
 TENCHIO, Ettore, 339.  
 TENER, Robert, 303, 305, 307, 524.  
 TERCINET, 80.  
 TERLINE, Jean de, 31.  
 TERPEND, Jean, 337.  
 TERRAIL, Alfred du, 110.  
 TERRÉ, 285.  
 TERRENOIRE, Louis, 98, 159, 163, 290,  
 296, 300, 302, 321, 329, 337, 515.  
 TERY, Gustave, 144, 487.  
 TERY, Simone, 487, 524, 549.  
 TESSAN, François de, 537.  
 TESSÈRE, Louis, 180.  
 TESSIER, A., 38.  
 TESSIER, Carmen, 100.  
 TESSIER, Fernand, 414.  
 TESSIER, Gaston, 151, 158, 163, 164,  
 329, 337, 365, 508.  
 TESSIER, Louis, 118.  
 TESTAERT, M., 140.  
 TESTARD, Henri, 106.  
 TETARD, Georges, 109.  
 TÈTE, (Johannes), 124.  
 TEULADE, Jules, 120, 122, 124, 127,  
 129.  
 TEULE, Mathieu, 236.  
 TEXCIER, Jean, 151.  
 TEXIER, Gaston, 365.  
 TEXIER, Gaston, 365.  
 TEXIER, Guy, 490, 491.  
 TEXIER, Maurice, 425.  
 TEXIER, 305.  
 TÉZÉ, (Colonel Maurice), 196, 547.  
 TEZENAS, DE MONTCEL, Paul, 13.  
 TEZENAS, 75.  
 THAELMANN, 446.  
 THAILLADÈS, 311.  
 THALY, Jean, 202.  
 THARAUD, Jean, 16, 75, 527.  
 THARAUD, Jérôme, 16, 75, 527.  
 THEBAULT, Alfred, 530.  
 THEBAULT, Eugène, 16.  
 THEBAULT, 278.  
 THEETEN, Paul, 322.  
 THENAUD, S., 179.  
 THÉOLLIÈRE, 348.  
 THÉRIVE, André, (alias Roger Pu-  
 thoste), 8, 17, 19, 73, 104, 105, 181,  
 185, 187, 196, 551.  
 THETARD, Henry, 104.  
 THEVENIN, Georges, 472.  
 THIBAUD, P., 555.  
 THIBAUT, Edouard, 322, 337.  
 THIBAURENQ, 115.  
 THIBON, Gustave, 41, 89, 113, 509, 510.  
 THIBOUT, Dr, 531.  
 THIELLAND, Robert, 59, 60.  
 THIELLAND, 223.  
 THIENOT, Charles, 74.  
 THIERRY, Claude (voir Cl. Jeantet).  
 THIERRY, Jean, 543.  
 THIERRY, 114.  
 THIERRY-MAULNIER (alias Tala-  
 gran), 184, 185, 530, 534, 541.  
 THINIERES, 233.  
 THIOULENT, A., 535.  
 THIOILLIER, Antonin, 74, 76.  
 THIRIET, Jules, 322.  
 THIRIET, 292.  
 THIRIEZ, 171.  
 THIRION, Joseph, 38.  
 THIRY, René, 393.  
 THIVRIER, Isidore, 171.  
 THOMAS, Abel, 522.  
 THOMAS, Albert, 381, 382, 433, 483,  
 485.  
 THOMAS, A., 483.  
 THOMAS, Alexis, 309, 320, 351.  
 THOMAS, Eugène, 304.  
 THOMAS, E., 529, 555.  
 THOMAS, Jean, 253.  
 THOMAS, Jean-François, 532.  
 THOMAS, J.-M., 532.  
 THOMAS, Louis, 19, 107.  
 THOMAS, Maxence, 535.  
 THOMAS, René, 62.  
 THOMAS, 235, 337, 396.  
 THOMAZO (Colonel), 41, 300, 315, 318,  
 319, 321, 323.  
 THOME-PATENOTRE, Jacqueline, 315,  
 344, 364, 528.  
 THONON, Charles, 190.  
 THORAL, 400.  
 THORALLIER, 302.



- THOREL, Guy, 98.  
 THOREL, Jean, 51.  
 THOREL, 524.  
 THOREZ, Maurice, 59, 165, 227, 406, 418, 444, 446, 448, 450, 451, 454, 455, 457, 460, 470, 472, 473, 475, 486, 505.  
 THORN, Pierre, 64.  
 THORP, bâtonnier R.-W., 197, 551.  
 THOURAUD, Alexandre, 348.  
 THOUVENIN, Jean, 105, 534, 536, 552.  
 THOUVENOT, docteur Gaston, 214.  
 THRIVAUDEY, Pierre, 364.  
 THUEL-CHASSAGNE, Jean, 132.  
 THULLIER, Ella, (voir Mme Sauvageot).  
 THUREL, abbé Ernest, 109.  
 THUROTTE, Pierre, 129, 249, 312, 323, 536.  
 THYSSEN, Fritz, 9.  
 TICHIT, Henri, 203.  
 TIERCELIN, Robert, 112.  
 TIERCIN, 367.  
 TILLARD, Paul, 461.  
 TILLET, 57.  
 TILLON, Charles, 159, 357, 449, 450, 451, 455, 457, 470.  
 TILLON, Germaine, 522, 551.  
 TIM, 529.  
 TIMBAULT, 453.  
 TINAYRE, Marcelle, 73.  
 TINCQ, Jacques, 183.  
 TINGUY DU POUËT, Jean de, 70.  
 TINNAC, René, 227.  
 TIROLIEN, 351.  
 TISSERANT, Mme, 46.  
 TISSIER, Emile, 539.  
 TISSIER, J., 540.  
 TISSIER DE MALLERAI, 87.  
 TISSON, Gaston, 547.  
 TISSOT, Michel, 509.  
 TISSOT, Noël de, 86, 88.  
 TITAYNA, 101, 535.  
 TITEUX, Camille, 311, 396, 399, 400.  
 TITO, 254, 417, 490.  
 TIXIER, Adrien, 159, 172.  
 TIXER, H., 112.  
 TIXIER, Jean, 178.  
 TIXIER, Jean-Louis, (voir Tixier Vignancour).  
 TIXIER, Pierre, 112.  
 TIXIER-VIGNANCOUR, Jean-Louis, 60, 70, 190, 197, 201, 202, 203, 214, 308, 310, 315, 319, 340, 342, 351, 352, 541.  
 TOCHON, Marie-Thérèse, 97.  
 TOCQUEVILLE (vicomte de), 33.  
 TOEPLITZ, 9.  
 TOGLIATTI, Palmiro, 473.  
 TOLEDANO, André-D., 45.  
 TOLLE, Pierre, 45.  
 TOLLET, 164.  
 TOMASI, Jean, 530, 542.  
 TOMASINI, René, 515.  
 TOMASINI, 302.  
 TONY-REVILLON, 163.  
 TORRAS, Jacques, 501.  
 TORRES, Henry, 156, 198, 199, 305, 322, 387, 438, 442, 443, 515, 516, 533, 535, 538, 544, 551, 554.  
 TOUBLANC, (dit Jean Danjou), 184.  
 TOUCHARD P.A., 506.  
 TOUCHON, 171.  
 TOULEMON, André, 52, 199.  
 TOULOUSE, 229.  
 TOULOUSE-LAUTREC (comte de),  
 TOUNY (colonel), 158.  
 TOUQUET, Germaine, 336, 337.  
 TOURLY, Robert, 99.  
 TOUREAUX, Laetitia, 134.  
 TOURET, 302.  
 TOURETTE, Guy, 438.  
 TOURLY, Robert, 143, 144.  
 TOURNADE, Olga, 458.  
 TOURNAY, Emile, 473.  
 TOURNAY, Dr Raymond, 37, 38.  
 TOURNAYRE, Louis, 536.  
 TOURNEMAINE, Raymond, 482.  
 TOURNEUX, Jeanne, 414.  
 TOURNOUX, J.-R., 302.  
 TOURY, Jean, 552.  
 TOUSSENEL, 7.  
 TOUTAIN, 302.  
 TOUZE, Maurice, 123, 124.  
 TOUZET DU VIGIEF (général), 320, 511, 526, 531.  
 TOYTOT, Xavier de, 181, 527.  
 TRACOU (Commdt), 197.  
 TRACY, Mme G.-M., 106, 509.  
 TRAISSAC, Jean, 180.  
 TRANCHAND, Aimé, 171.  
 TRARIEUX, Ludovic, 430.  
 TREAND, Maurice, 160, 451, 452.  
 TREBOSC, 285.  
 TRECOURT, Michel, 179, 182, 184, 197, 202, 203, 209, 226, 319, 351, 352, 532, 541, 544, 545, 553.  
 TREFOUËL, 296.  
 TREICH, Léon, 542.  
 TREINT, 121, 437, 439, 442, 444.  
 TRELLE, 337.  
 TREMBLAY, R., 140.  
 TREMINTIN, Pierre, 328.  
 TREMOLET DE VILLERS, 279, 283, 284, 285, 315, 511.  
 TREMOUILLE, 387.  
 TRENO, Robert (alias Renaud), 520.  
 TRESSON, Henri, 250.  
 TRÉVILLY, Jean, 202.  
 TRIBOULET, R., 204, 292, 293, 296, 300, 322.  
 TRICART, Jean, 472.  
 TRICOT, Henri, 552.  
 TRICOT, J.-G., 543.  
 TRIGERY, Jean, 89.  
 TRINQUIER, A.-M., 198, 199.  
 TRINTZIUS, René, 93.  
 TRIOLET, Elsa, 152, 311.  
 TRIOREAU, 404.  
 TRISTAN, Firmin, 70.  
 TRISTANI, 551.  
 TROADEC, 397.  
 TROCHU, (abbé), 327.  
 TROCHU, Charles, 51, 59, 60, 61, 109.  
 TROISGROS, Paul, 319, 322, 524.  
 TRON, abbé Joseph, 109.  
 TRONC, Ludovic, 320, 526, 537.  
 TROTZKY, ou TROTSKY, Léon, (alias Leiba Bronstein), 9, 121, 432, 438, 488, 492, 512.  
 TROTZKY, Mme Veuve, 491.  
 TROTTE, Jacques, 321.  
 TROUPEAU-HOUSAY, Jean, 93.  
 TRUC, Gonzague, 39, 95, 178, 182.  
 TRUC, Louis, 39, 73, 110, 181, 187.  
 TRUFFAUT, P.-J., 245.  
 TRULLET, 57.  
 TSIRANA, Philibert, 515.  
 TSIRIMOKOS, E., 431.  
 TUAL, 76, 176.  
 TUBERT (général P.), 172, 420, 516.  
 TUISAT, Amable, 530.  
 TURBET-DELOF, Michel, 221, 230, 312.  
 TURC, Jean, 279, 285, 322.

- TURCAT, 229.  
 TURCKHEIM, Ed. de, 15, 17.  
 TURLAIS, Jean, 85, 89.  
 TURATI, 434.  
 TURNER (conseiller), 452, 453.  
 TURROQUES, 285.  
 TYROLIEN, Furcie, 322.  
 ULMANN, André, 552.  
 ULRICH, 337.  
 ULVER, Henri, 43, 292, 425, 516.  
 UNIK, Pierre, 487.  
 URBAIN, Georges, 524.  
 URVOY DE PORTZAMPARC, 195.  
 USCLAT, Marguerite, 490.  
 VACHER, 228, 237.  
 VACHET, Dr Pierre, 553.  
 VAHÉ, Paul, 236, 244.  
 VAILLAND, Roger, 461.  
 VAILLANDET, Pierre, 107, 147.  
 VAILLANT, André, 526.  
 VAILLANT, Edouard, 546.  
 VAILLANT, Lucien, 303.  
 VAILLANT, 383, 484, 494.  
 VAILLANT-COUTURIER, Paul, 436, 437, 439, 443, 445, 448, 486, 524, 535.  
 VAILLANT-COUTURIER, Marie-Claude, 457, 472.  
 VAIR, du, (voir la Nouë du Vair).  
 VAIRON, Philippe, 322.  
 VAL, Camille, 409, 418, 423, 521.  
 VALABRE (Capitaine), 551.  
 VALABRÈGUE, Albin, 513.  
 VALABRÈGUE, R., 302, 308.  
 VALABRÈGUE, 361.  
 VALADIER, Jean, 171.  
 VALADOU, Robert, 424.  
 VALAT, Fernand, 450.  
 VALDOU, Michel, 227.  
 VALENÇAY, Georges, 179.  
 VALENTIN, François, 60, 82, 163, 284, 535, 542.  
 VALENTIN, Jean, 344.  
 VALENTINO, Henri, 19.  
 VALENTINO, 172, 396.  
 VALÉRY, Michel, 132.  
 VALÉRY, Paul, 334.  
 VALIERE, S., 384, 385.  
 VALIGNAT, Fernande, 472.  
 VALLAT, Xavier, 16, 17, 37, 38, 39, 60, 61, 177, 198, 519.  
 VALLE, Jules, 202.  
 VALLÉE, 431.  
 VALLERY-RADOT, Robert, 32, 63, 88, 89, 90, 95, 509, 520.  
 VALLET (Père), 510.  
 VALLET, Maurice, 132.  
 VALLIN, Camille, 472.  
 VALLIN, Charles, 72, 75, 78, 162, 546, 553.  
 VALLIN, Mme Charles, 199.  
 VALLIN, Guy (voir Guy Charles-Vallin).  
 VALLOIS, G.-E., 538.  
 VALLON, Louis, 151, 163, 172, 253, 290, 292, 303, 305, 306, 307, 420, 456.  
 VALMIER, Antoinette, 350.  
 VALMIER, Maurice, 18.  
 VALMIGÈRE, J.-P. de, 45.  
 VALOIS, Georges Gressent dit, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 30, 31, 32, 34, 114, 501, 547.  
 VALOT, Stephen, 537.  
 VALS, Francis, 396.  
 VALS, 311.  
 VALTRY, André, 95.  
 VALUDE, Pierre, 546.  
 VAN BOXEL, Charles, 274.  
 VAN CAUWELAERT, René, 97.  
 VANDEL, Michel, 472.  
 VAN DE KERVOCHE, 132.  
 VAN DEN BROCK D'OBRENAN, F., 16.  
 VANDENDRIESCHE, Robert, 171.  
 VAN DEN KEMP, Gérard, 295.  
 VAN DE PUT, Marcel, 245.  
 VANDEPUTTE, 163.  
 VANDERBECQ, 233.  
 VAN DER ELST, Marie, 337.  
 VAN DER MEERSCH, 302.  
 VANDERPYL, 19.  
 VANDERIE, 95.  
 VANDERVELDE, 380.  
 VANDERVELDE, Mme J., 431.  
 VANDROMME, Pol, 519, 555.  
 VAN GRAEFSCHÈPE, Fernand, 274.  
 VAN GRAEFSCHÈPE, 310.  
 VAN HOVE, Marcel, 507.  
 VANIER, 302.  
 VANIKOFF, Maurice, 513.  
 VAN LOO, Jeanne, 95.  
 VANOIN, Marc, 184.  
 VANOR, 141, 146.  
 VAN PARYS, Georges, 104.  
 VANRULLEN, 311.  
 VAN WOLPUT, 150.  
 VAN ZEELAND, Paul, 188.  
 VANZETTI, 444.  
 VAR, 396.  
 VAREDA-JOUSSAUME, J.-P., 98.  
 VARENNE, Alexandre, 153, 386, 546, 554.  
 VARENNE, Jean-Jacques, 540.  
 VARNENNES, Albéric (voir Jacques Laurent).  
 VARILLON, Pierre, 87, 106, 182.  
 VARIN, 75.  
 VARINE (voir Souvarine).  
 VARNEVILLE, F., 178.  
 VARRAINS, René, 17.  
 VARVIER, Marcel, 236.  
 VARYSE, Marcelle, 409.  
 VASSAL-SINEUIL, René de, 195.  
 VASCETTI, Guy, 209, 295, 302, 321.  
 VASSELIN, Joseph, 132.  
 VASSEUR, Auguste, 492.  
 VASSORT, H., 112.  
 VAUCLARD, Gustave, 132, 134.  
 VAUDOYER, J.-L., 96, 184.  
 VAUDREMER, (Docteur), 17.  
 VAUGELADE, Lucien, 236.  
 VAUGELAS, Jean de, 85, 86.  
 VAUGELOIS, Henri, 27, 28.  
 VAULX, Bernard de, 33, 38, 106, 177.  
 VAUMOUSSE, Charles, 116.  
 VAUQUELIN (voir Vauquelin des Yvetots).  
 VAUQUELIN DES YVETOTS, Roger, 93, 97, 109, 116, 117, 129, 130, 152.  
 VAUTEL, Clément, 535.  
 VAUXCELLES, Louis, 483.  
 VAUXELLES, Christian de, 525.  
 VAVASSEUR, Charles, 171.  
 VAYRON, Philippe, 279, 285, 315, 323.  
 VAYROLATTI, E., 97.  
 VAZEUX, Dr Lucien, 75.  
 VEBER, Adrien, 385.  
 VEBER, P.-A., 110.  
 VEDEL, Georges, 288.  
 VÉDRINES, Henri, 473.  
 VÉDRINES, Jean, 132.  
 VEHER, Ch., 540.

- VEICLE, Jacques, 229.  
 VELLAVE, Jean, 129.  
 VENCE, 348.  
 VENDROUX, 302.  
 VENNER, Dominique, 214, 215, 316.  
 VENNETIER, Louis, 241, 244.  
 VENOT, René, 15.  
 VENTENAT, Marcel, 199.  
 VENTENAT, 518.  
 VERAN, Géo-Charles, 95, 104.  
 VERBE, 349.  
 VERCEL, Roger, 85.  
 VERCORS, 19, 311, 516, 555.  
 VERDAT (Mlle), 58.  
 VERDERAL, 171.  
 VERDET, 349.  
 VERDIER, Odette, 367.  
 VERDIER, Philippe, 72, 75.  
 VERDIER, Robert, 311, 377, 391, 393, 396, 399, 400, 401, 413, 517.  
 VERFEUIL, Raoul, 387, 440, 443, 554.  
 VERGAIN, 171.  
 VERGARA (Pasteur), 515.  
 VERGER, Jules, 171.  
 VERGER, Marianne, 199.  
 VERGES, Jacques, 521.  
 VERGNOLLES, Henri, 199.  
 VERLHAC, Jean, 409, 410, 413.  
 VERLON, Robert, 533.  
 VERMEAU (général), 159.  
 VERMEERSCH, Jeannette, 451, 457, 472, 473, 475.  
 VERMEIL, Edmond, 524, 529.  
 VERNEJOUL (prof. de), 296.  
 VERNES, 255.  
 VERNEUIL, Jacques, 322.  
 VERNOIS, 63.  
 VERNOUX, Claude, 178, 223.  
 VERONE, Maria, 371.  
 VERPRAET, G., 98.  
 VERTENELLE, 342.  
 VERTUS, Georges, 540.  
 VÉRY, Emmanuel, 396.  
 VESINE DE LA RUE (général), 177, 319, 342.  
 VESINS (colonel Bernard de), 12, 13, 32.  
 VESPER, Noël, 501.  
 VÉTIL, Marcel, 203.  
 VEUILLOT, Louis, 28, 188.  
 VEYRIER, Marcel, 487.  
 VEYSSET, 65.  
 VEYSSIERE, Gaston, 171.  
 VEYSSIERES, Jacques, 299.  
 VIAL, André, 507.  
 VIAL, Théo, 458, 473.  
 VIALATOUX, Joseph, 506.  
 VIALLA, 349.  
 VIALLET (abbé Félix), 290, 302, 322.  
 VIANCE (voir Coquelle).  
 VIANNAY, Philippe, 150, 409, 410, 542.  
 VIANNEY, Jean, 242.  
 VIANSSON-PONTÉ, Pierre, 529.  
 VIARD, Paul, 289.  
 VIARD, P.-E., 172, 316.  
 VIAUD, Francis, 424, 505.  
 VIAUD, Henri, 304.  
 VIAUD, Marcel, 555.  
 VIAUD, Raoul, 261.  
 VIAUD, 413.  
 VIBERT, Henri, 94.  
 VIBRAYE, Régis de, 520.  
 VICAIRE, Jean, 58.  
 VICAIRE, Pierre, 110.  
 VICTOR-EMMANUEL II, 54.  
 VICTOR-NAPOLÉON (Prince), 47, 48, 54.  
 VIDAL, Henri, 171.  
 VIDAL, Maurice, 481.  
 VIDAL (commandant) (voir Vital Gayman).  
 VIDAL (divers), 80, 124, 302.  
 VIDAL DE LA BLACHE, Jacques, 100, 106, 109.  
 VIAL-MAQUET, Pierre, 517, 555.  
 VIDALIN, 539.  
 VIELJEUX, Léonce, 171.  
 VIELLE, Robert, 345.  
 VIENIAMIN, 431.  
 VIENNE, Gérard de, 74.  
 VIENNEY, 404.  
 VIENNOT, 153.  
 VIENNOT, Mme Andrée Pierre, 393, 408, 411, 431, 517, 555.  
 VIENNOT, Pierre, 157.  
 VIENS, Gaston, 473.  
 VIEU, 176.  
 VIEUGUET, André, 473.  
 VIEUX, Jean, 15.  
 VIEUX, Jean-A., 112.  
 VIGIER, Jean-Louis, 278, 290, 311, 315, 353, 473, 528.  
 VIGIER (général du), 42.  
 VIGNAL, Joseph, 236.  
 VIGNANCOUR, Louis, 202.  
 VIGNARD, Valentin, 322.  
 VIGNAUD, Jean, 73, 171.  
 VIGNAUD, 233.  
 VIGNE, Georges, 106, 108, 109, 110.  
 VIGNE, Pierre, 102, 112, 144, 147, 171.  
 VIGNE, 143.  
 VIGNEAUX, Paul, 379, 549.  
 VIGNON-SANCHEZ, Pierre, 64.  
 VIGO (voir Almereyda).  
 VIGOUROUX, Pierre, 91, 93, 107.  
 VILAIN, Anne-Marie de, 529.  
 VILDE, Boris, 150.  
 VILDRAC, Charles, 20, 152, 487, 525, 539, 549.  
 VILLAIN, 383.  
 VILLAINES, Marquis de, 42.  
 VILLARD, René, 554.  
 VILLARD, 80.  
 VILLARET, Georges (dit Jean Roy), 178, 544.  
 VILLARS, Jean, 127.  
 VILLARS, Lydie, 95.  
 VILLATTE, Jean, 403.  
 VILLEBOIS, Gérard, 41.  
 VILLEBOIS-MAREUIL (colonel de), 27.  
 VILLEDIEU, 302, 345.  
 VILLELE, de, 172.  
 VILLEMAMIN, Pierre, 86.  
 VILLEMAMIN, 15.  
 VILLEMAREST, Pierre de, 221.  
 VILLEMAMIN, 457.  
 VILLENEUVE, de, 285.  
 VILLENEUVE, Guy, 316.  
 VILLEPONTOUX, Edgar, 348, 365.  
 VILLERMONT (comtesse de), 46.  
 VILLESERTE, Pierre, 152.  
 VILLETTE, Pierre (voir Dorsay).  
 VILLIERS, Georges, 163.  
 VILLIERS, Georges, 115.  
 VILLON, Pierre (alias Ginzsburger), 151, 156, 158, 457, 470, 473.  
 VILMORIN, Louise de, 310.  
 VIMEUX, André, 423.

- VINATREL, Guy (alias G. Pradet), 177, 182, 184, 309, 323, 350, 351, 352, 353, 505.
- VINCEGUIDE (alias comte de Gueydon), 107.
- VINCENT, Charles, 389.
- VINCENT, Emile, 171.
- VINCENT, Georges, 547.
- VINCENT, Jean-Marie, 409.
- VINCENT, Madeleine, 473.
- VINCENT, Paul, 98.
- VINCENT, Dr Pierre, 420.
- VINCENT, P., 492.
- VINCENT, Pierre-Marc, 344.
- VINCENT, René, 62, 89.
- VINCENT, S., 181.
- VINCENELLI, Jacqueline, 97.
- VINCIGUERRA, 315, 318.
- VINEL, Roger, 424.
- VINNEUIL, François, (voir L. Rebatet).
- VINOGRADOV, Sergueï, 208, 463.
- VINOT, Pierre, 110, 553.
- VINTRAS, Jacques (voir Robert Lazurick).
- VIOLLETTE, Maurice, 199, 311, 320, 370, 371, 394, 537, 538, 554.
- VIOLLIS, Andrée, 19, 487, 524, 555.
- VION, 510.
- VIRAT, René, 126.
- VIREBEAU, Georges, 189, 507.
- VIRET, Paul, 353.
- VIRGILE, 29.
- VIRION, Pierre, 112, 177.
- VISAN, Pierre, 540.
- VITAL, Jean-Jacques, (voir J.-J. Levitan).
- VITEL, Jean, 302.
- VITER, Pierre, 28f.
- VITIANO, Jean, 89, 353.
- VITOUX, Pierre, 85, 104.
- VITRAC, Roger, 113.
- VITRY, Max, 38.
- VITTER, Pierre, 322.
- VITTORI, 457.
- VIVÈS, 143.
- VIVIANI, René, 382, 483, 485.
- VIVIER, Michel, 28, 40, 178, 242, 540.
- VLAMINCK, Maurice, 19, 487.
- VOGE, pasteur Maurice, 517, 521, 555.
- VOGEL, Henri, 132, 134.
- VOGUE, Jean de, 151.
- VOGUET, André, 473.
- VOILQUIN, 344.
- VOINOT, Camille, 18.
- VOISENET, 65, 66.
- VOISIN, André, 75, 79, 80, 112, 199, 287, 288, 302.
- VOISIN, Germaine, 337.
- VOISIN, Maurice, 89.
- VOIZARD, 140.
- VOLLE, Edmond, 132, 133.
- VOLPI, Gabriel.
- VOLTAIRE, 326, 374.
- VOM RATH, 103.
- VORGE, Bernard, 190.
- VORNADE, Georges, 132.
- VOYANT, Joseph, 322.
- VRIGNONEAUX, Charles-Louis, 50.
- VUILLEMIN, Roger, 531.
- VUILLEMOT, Robert, 523.
- VULLERMOZ, Emile, 85, 105, 109, 551.
- VULPIAN, Edme de, 525.
- WACH, Paul, 322.
- WACOGNE, Claude, 89.
- WADDINGTON, W., 501.
- WADEL, Paul, 39.
- WAGNER, Christian, 203.
- WAGNER, Jacques, 540.
- WAGNER, 302, 396.
- WAHL, Adrien, 337.
- WAHL, Jean, 152.
- WAILLY, Jean de, 33.
- WALDECK-ROCHET, 274, 457, 472, 473, 475, 476, 482.
- WALDECK-ROUSSEAU, 518.
- WALDSPURGER, 106.
- WALLON, professeur Henri, 461, 480, 481, 482, 487, 524.
- WALTER, G., 442, 449.
- WALTER, J., 540.
- WALTER, Michel, 328.
- WALTER, 258.
- WALTHER, Louis, 51.
- WALUSINSKI, Gilbert, 550.
- WANECQ, Maurice, 103.
- WARESQUIEL, Maurice de, 205.
- WARRAND, de, 80.
- WARREN, Edouard de, 58, 517, 546.
- WARRENS, René, 178.
- WASIER, Rémy, 13.
- WASMER, Joseph, 322.
- WEBER, Jean, 409.
- WEBER (divers), 285, 386.
- WEISKOPF (voir Georges Gombault).
- WEISS, Louise, 529.
- WEIL, Fernand, 367.
- WEIL, J.-Cl., 515.
- WEIL, Simone, 543.
- WEIL-CURIEL, André, 161, 303, 389, 546.
- WEIL-HALLÉ (docteur), 516.
- WEIL-RAYNAL, 414.
- WELL, Lucie, 430.
- WEINMAN, 302.
- WEISBERG, 404.
- WEITZ, Natalie, 409.
- WENDEL, François de, 517.
- WENDEL, Guy de, 530.
- WENDEL, de, 293, 300.
- WESSEL, Horts, 96.
- WETTERLÉ (abbé), 538.
- WEYGAND (général Maxime), 75, 161, 194, 197, 206, 510, 511, 548.
- WIBAULT, Gustave, 116.
- WICHÈNE, Simon, 553.
- WIDENLOCHER, 396.
- WIEDEMANN-GOIRAN, Fernand, 37, 70, 197.
- WILHEM, P., 535.
- WILHELM-BERNARD, 140.
- WILLARD, M<sup>e</sup> Marcel, 531.
- WILLIS (Dr), 62.
- WILLM, 381.
- WILMOT-ROUSSEL, 229.
- WILSON, W., 432.
- WINTER, Dr Pierre, 15, 17, 18, 547.
- WIRIATH, Marcel, 33.
- WITT, C. de, 501.
- WITTE, Raymond de, 202.
- WOLF, Christian, 178, 181, 182, 184, 185, 540.
- WOLF, Georges, 310.
- WOLF, Philippe (dit Leloup), 178, 184, 540.
- WOLFF, Pierre, 535.
- WOLFF, 292.
- WORMS, Roger (dit Stéphane), 310, 410.

- WORMS, Josette, 367.  
 WORONOFF, Serge, 409, 423.  
 WRIGHT, Richard, 515.  
 WULLENS, Maurice, 143.  
 WULLENS, (Maître), 33.  
 WURMSER, André, 487, 513, 524.  
 WURTEMBERG, Catherine de, 54.  
 WYBAUX, 398.
- XXX (voir Henri Jeanson).  
 XYDIAS, Jean, 19.
- YBARNEGARAY, Jean, 57, 59, 70, 72,  
 75, 79, 203.  
 YOULOU, abbé Fulbert, 515.  
 YRISSOU, Henry, 279, 283, 285, 315,  
 323.  
 YVAIN, Maurice, 103.  
 YVETOT, Georges, 143, 144.  
 YVETOT, 494.  
 YVIGNAC, Amédée d', (Piévache.  
 dit), 33, 197, 242, 322, 533.  
 YVON, Joseph, 322.
- ZACKSAS, 365.  
 ZAEPFEL, (Docteur), 118.
- ZAHAROFF, Bazil, 527.  
 ZAKHAROV (général), 209.  
 ZARA, Philippe de, 532.  
 ZATTARA, D., 228.  
 ZAVARATTINOUS, 171.  
 ZAZOUTE, 93, 269, 534, 536.  
 ZAZZO, René, 461.  
 ZECHNER, A., 431.  
 ZELLER, Fred, 489, 492.  
 ZELLER, Henri, 296.  
 ZERAFFA, Michel, 529.  
 ZERAPHA, Georges, 155, 515.  
 ZETKIN, Clara, 437, 442.  
 ZEVACO, Michel, 483.  
 ZEVAES, Alexandre, 95, 371.  
 ZÉVAËS, Georges, 144.  
 ZEYONS, Serge, 482.  
 ZILLER, Pierre, 302, 513, 515 .  
 ZINOVIEV, 386, 387, 512.  
 ZIRNHELD, 163.  
 ZIROMSKY, Jean, 389.  
 ZITTEL, 348.  
 ZIWÈS, Armand, 553.  
 ZORETTI, Ludovic, 106, 140, 141, 143,  
 144, 389.  
 ZUCARELLI, Guy, 104, 105 .  
 ZUNINO, 505.  
 ZUSSY (Modeste), 322.  
 ZYROMSKI, Jean, 389, 446, 520.

## NOTA BENE

Nous nous excusons, auprès de nos lecteurs, des nombreuses coquilles et fautes qui subsistent dans ce premier tirage, après trois corrections successives. Pressés par le temps, il nous a été impossible de revoir une quatrième fois ce texte, beaucoup plus dense que nous ne l'avions prévu (624 pages au lieu de 300 !).

Signalons, par exemple :

- page 509 : lire « lobby national-catholique » et non « boby... ».
- page 520 : ajouter, à l'avant-dernière ligne, les noms de MM. René Gauthier et René Buzelin.
- page 528 : à la 2<sup>e</sup> ligne, lire : « députés radicalisants » au lieu de « députés non inscrits ».

LA REDACTION.

Pour comprendre l'évolution politique de la France, lisez

## LES FINANCIERS qui mènent le monde

par Henry COSTON

qui contient plusieurs chapitres sur le ralliement de la bourgeoisie à la République et sur l'art et la manière de se faire élire aux élections législatives.

360 pages. Prix : 7,80 NF.

La Librairie Française, 58, rue Mazarine, Paris VI<sup>e</sup>.

## TABLE DES MATIERES

Préface.....	3
I. — LA DROITE ET LE FASCISME.....	5
II. — LE MOUVEMENT MONARCHISTE EN FRANCE :	
L'Action Française.....	27
La Restauration Nationale.....	36
Les Cercles de la Nation Française.....	40
Le Bureau Politique du Comte de Paris.....	42
L'Association Générale des Légitimistes de France.....	44
Le Cercle Louis XVII.....	45
III. — BONAPARTISTES ET PLÉBISCITAIRES.....	47
IV. — NATIONAUX ET NATIONALISTES :	
Les Jeunesses Patriotes.....	57
La Solidarité Française.....	61
Le Centre de Propagande des Républicains Nationaux.....	64
V. — DES CROIX DE FEU A LA RÉCONCILIATION FRANÇAISE.....	67
VI. — LES PARTIS ET LA RÉSISTANCE SONS L'OCCUPATION :	
De la Légion Française des Combattants à la Milice Française.....	81
Les idées de Darnand.....	83
Les cadres de la Milice et ses propagandistes.....	85
La Presse de la zone Sud.....	86
Groupements politiques parisiens.....	90
Le groupe Collaboration et les J.E.N.....	94
La jeunesse maréchaliste.....	96
Le Comité d'Action Anti-bolchevique.....	98
La Presse de zone Nord.....	99
L'Agence Inter-France.....	107
Les organisations corporatistes.....	111
Le Parti Franciste.....	113
Le Parti Populaire Français.....	118
Le Mouvement Social Révolutionnaire.....	131
Le Rassemblement National Populaire.....	141
Le Front Révolutionnaire National.....	147
Le Conseil National du Maréchal Pétain.....	166
L'Assemblée consultative du Général De Gaulle.....	172
Mouvements et partis de la Résistance.....	150
VII. — LA PRESSE DE L'OPPOSITION NATIONALE DEPUIS LA LIBÉRATION.....	173
VIII. — LE PÉTAINISME SOUS LES IV <sup>e</sup> ET V <sup>e</sup> RÉPUBLIQUES :	
L'A.D.M.P.....	193
L'Union des Intellectuels Indépendants.....	195
Le Comité Français pour la Défense des Droits de l'Homme.....	198
IX. — LES MOUVEMENTS NATIONAUX :	
Le Rassemblement National.....	201
Du M.N.A.C.S. au Front National des Combattants.....	203
Le Centre d'Etudes Politiques et Civiques.....	205

Le Centre d'Etudes Supérieures de Psychologie Sociale.....	207
Jeune Nation. . . . .	210
Le Parti National-Syndicaliste français.....	215
Le Mouvement Populaire du 13 Mai.....	217
Le Mouvement Populaire Français.....	221
L'Europe Réelle. . . . .	224
Le Mouvement National Révolutionnaire.....	224
Le Comité de Vigilance pour l'Indépendance nationale.....	226
Le Mouvement pour l'Instauration d'un Ordre Corporatif.....	228
Autres groupements et publications.....	229
<b>X. — LE MOUVEMENT POUJADE.....</b>	<b>231</b>
<b>XI. — LE MOUVEMENT DU MANIFESTE AUX FRANÇAIS.....</b>	<b>245</b>
<b>XII. — DES PLANISTES DU « 9 JUILLET » A CEUX DE « PATRIE ET PROGRÈS ».....</b>	<b>249</b>
<b>XIII. — LES PAYSANS ET LA POLITIQUE :</b>	
Le Parti Paysan.....	257
Le Mouvement Dorgères.....	261
De l'Union Paysanne d'Alsace à l'Union des Paysans de France.....	265
Deux Francs-tireurs d'une moderne Jacquerie.....	267
La Presse paysanne.....	273
<b>XIV. — LES MODÉRÉS :</b>	
Le Centre National des Indépendants.....	277
Le Mouvement des Elus locaux.....	286
La Fédération. . . . .	287
<b>XV. — LE MOUVEMENT GAULLISTE.....</b>	<b>289</b>
Les OUI et les NON de septembre 1958.....	308
<b>XVI. — LES PARTIS ET LE PROBLÈME ALGÉRIEN.....</b>	<b>313</b>
Georges Soustelle et l'Algérie française.....	319
<b>XVII. — LES DÉMOCRATES-CHRÉTIENS :</b>	
Le M.R.P. . . . .	325
La Démocratie Chrétienne de France.....	339
<b>XVIII. — LE CENTRE GAUCHE :</b>	
Le R.C.R. . . . .	343
Le Parti Socialiste Démocratique.....	345
Le Parti Radical Socialiste et le Centre Républicain.....	346
Le Club des Montagnards.....	350
Le Mouvement français de l'Abondance.....	353
Le Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste.....	355
L'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance.....	365
L'Union Démocratique. . . . .	369
Le Parti Républicain Socialiste.....	370
<b>XIX. — LA GAUCHE ET L'EXTRÊME-GAUCHE :</b>	
L'homme de gauche.....	373
L'Union des Forces Démocratiques.....	377
Le Parti Socialiste S.F.I.O.....	380
Le Parti Socialiste Unifié.....	398
Les marginaux et des cryptos.....	417
La Jeune République.....	421
Le Club des Jacobins.....	424
La Ligue des Droits de l'Homme.....	426
Le Parti Communiste.....	431
Les trotskistes. . . . .	488
L'Anarchie et les anarchistes.....	493
<b>XX. — LES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES ET LES SOCIÉTÉS PHILOSOPHIQUES DANS LA POLITIQUE. . . . .</b>	<b>499</b>
<b>XXI. — PETIT DICTIONNAIRE DES PARTIS ET JOURNAUX POLITIQUES.....</b>	<b>517</b>
<b>INDEX DES NOMS CITÉS.....</b>	<b>557</b>

---

---

# Si

ce numéro vous a intéressé,  
si vous désirez être tenu  
au courant de nos prochains

## NUMÉROS SPÉCIAUX

Veillez nous retourner ce bulletin (ou, à défaut, une copie).

-----  
*A recopier ou à détacher et à adresser*

à *LECTURES FRANÇAISES*  
Boîte Postale 92-18, Paris XVIII<sup>e</sup>

Veillez noter de me faire parvenir régulièrement les notices  
sur vos PUBLICATIONS relatives à

LA POLITIQUE FRANÇAISE	} <i>Rayer la mention inutile</i>
LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE	
LA HAUTE FINANCE	

Veillez m'adresser votre dernier catalogue (ci-joint timbre pour  
l'envoi).

Nom et adresse : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Date et signature : \_\_\_\_\_

---

---

**VOIR AU DOS**



# BULLETIN DE COMMANDE

à découper et à retourner à

LA LIBRAIRIE DAUPHINE, 58, rue Mazarine, Paris (VI<sup>e</sup>)

Nom et prénom : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Veillez m'adresser les ouvrages ci-dessous désignés d'une x :

- Henry COSTON : LES FINANCIERS QUI MENENT LE MONDE, (364 p.) NF 7,80  
— : LA HAUTE BANQUE ET LES TRUSTS 404 p.) NF 9,90  
Sur alfa numér. NF 15,00  
— : LE RETOUR DES « 200 FAMILLES ». NF 12  
sur alfa NF 16,50
- G. et H. COSTON : LE JOURNALISME EN 30 LEÇONS. Histoire et pratique de la presse. Illustré. NF 15,00  
— : TU SERAS JOURNALISTE. Un aperçu de l'ouvrage précédent. NF 1,50
- Jacques PLONCARD D'ASSAC : DOCTRINES DU NATIONALISME. NF 9,90  
— : L'ETAT CORPORATIF. NF 5,40
- K. PENDAR : LE DILEMME FRANCE - ETATS-UNIS. Les Anglo-Saxons à Alger. NF 4,50
- P. A. COUSTEAU : APRES LE DELUGE. Pamphlets. Ex. num. NF 12; ord. NF 5,40  
— : LES LOIS DE L'HOSPITALITE. Souvenirs ironiques du grand écrivain. NF 5,40  
— : EN CE TEMPS-LA. Mémoires et journal. NF 12
- J. CALBRETTE : LA CRISE ACTUELLE DU CATHOLICISME FRANCAIS. La plaie progressiste du monde catholique. NF 6,90
- GYGES : LES ISRAELITES DANS LA SOCIETE FRANÇAISE. NF 7,80  
édit. numér. NF 12,00
- J. R. BARBIER : UN FRAC DE NESSUS. La politique étrangère de la France de 1914-1945. (1.400 p.) NF 20,00  
— : OUTRANCES SUR LE SECOND EMPIRE. NF 9,90  
— : MENSONGES SUR LE SECOND EMPIRE. NF 12,00
- Abbé DUCAUD-BOURGGET : CLAUDEL, MAURIAC et Cie Un pamphlet fameux. NF 3,50  
— : FAUX TEMOIGNAGE CHRETIEN. Le progressisme s'infiltré dans les milieux catholiques. NF 4,20
- G. OLLIVIER : F. ROOSEVELT, L'HOMME DE YALTA. Comment on a livré l'Europe à Moscou. NF 5,85  
— : L'ALLIANCE ISRAELITE UNIVERSELLE 1860-1960. NF 9,90
- JEROME : DICTIONNAIRE DES CHANGEMENTS DE NOMS (1803-1956). NF 15,00

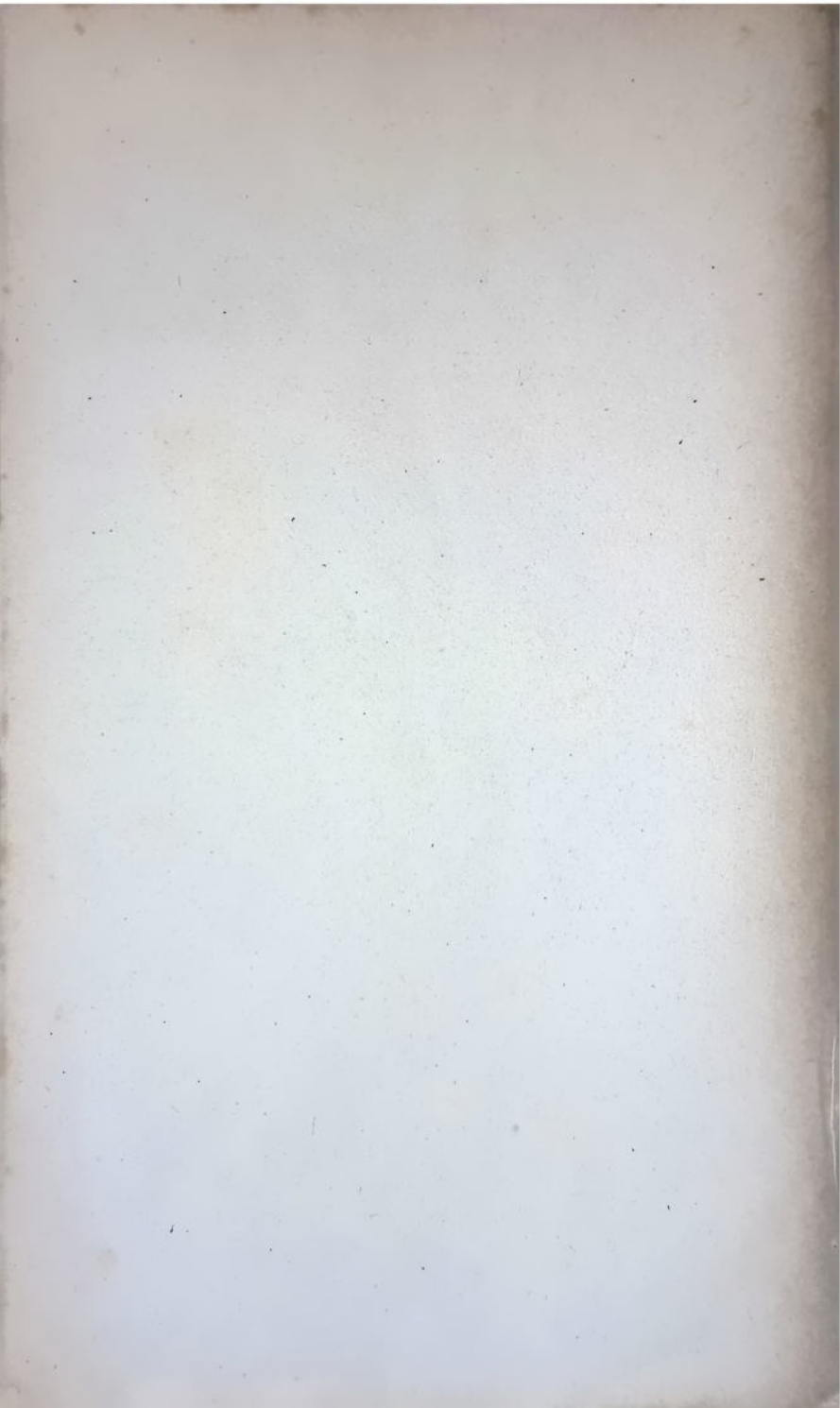
## NUMÉROS SPÉCIAUX DE LECTURES FRANÇAISES

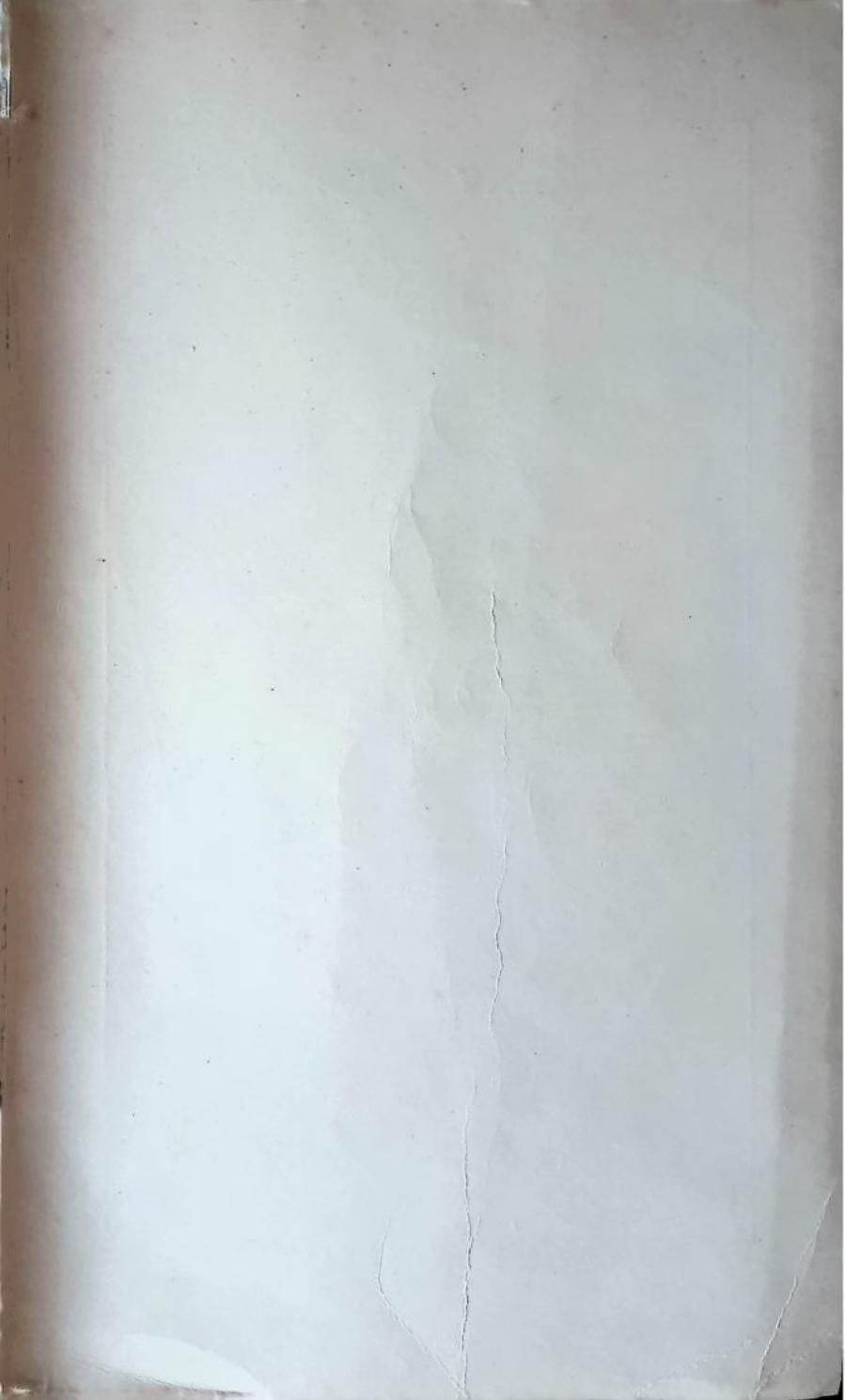
- LES MYSTERES DE LA F. M. — Histoire. — L'Église et les sociétés secrètes. — L'organisation maçonnique. — Initiation, mots de passe, atouchements, rites secrets, du 1<sup>er</sup> au 33<sup>e</sup> grade, etc... etc... NF 6,60
- Sur le Front Populaire style 1960 :  
DANIEL MAYER, OU « JE VOUS HAIS ! » NF 3,60  
FRANÇOIS MITTERRAND, OU « CET HOMME EST DANGEREUX ». NF 3,60  
LA FRANC-MACONNERIE GOUVERNE (Presse, Partis, Parlement). NF 3,90
- Ci-joint le montant plus 15 % pour le port, soit :

en chèque ou virement C.C.P. Paris 6354-19.

Date et signature :

Il a été tiré de ce  
numéro spécial de  
*LECTURES FRANÇAISES*  
cent exemplaires  
sur Alfa numérotés  
de 1 à 100 et  
cinq cents exemplaires  
sur Bouffant numérotés  
de 101 à 600, réservés  
aux abonnés-souscripteurs,  
le tout constituant  
l'édition originale.





La Librairie Française diffuse

## HENRY COSTON

### Les Financiers qui mènent le monde

Le monde, dit un jour Disraéli, est gouverné par de tout autres personnages que ne se l'imaginent ceux dont l'œil ne plonge pas dans les coulisses...

Ce sont ces personnages occultes que Henry Coston nous fait connaître dans son livre : « Les Financiers qui mènent le monde ». Loin de s'adresser à des spécialistes, cet ouvrage est une explication, par la finance, de la politique de tous les temps et du nôtre en particulier . . . . . N.F. 7,80  
Ex. numéroté sur alfa . . . . . (épuisé)

### La Haute Banque et les trusts

Un réquisitoire contre la finance internationale et le système capitaliste. Au sommaire : Le Parlement aux mains des banques — Haute Administration et Haute Banque — Sa Majesté la Presse (L'EXPRESS, LE TEMPS DE PARIS, L'AURORE, LES DÉBATS DE CE TEMPS, le groupe BLOCH-DASSAULT, etc...) — Le trust BOUSSAC en Europe — M. JEAN MONNET, l'homme mystérieux de la Petite Europe — Les trusts contre le petit commerce et les paysans — L'automatisation, c'est l'abrutissement organisé des ouvriers, etc... . . . . . N.F. 9,90  
Ex. numéroté sur alfa . . . . . N.F. 15.

### Le retour des "200 Familles"

« LE RETOUR DES 200 FAMILLES » n'est pas un complément des deux livres précédents. Il se suffit à lui seul, car il forme un tout. Partant du fameux slogan lancé par le Front populaire il y a près d'un quart de siècle, Henry Coston nous montre ce que fut et ce qu'est la politique du grand Patronat. Il nous décrit avec une minutie d'horloger le mécanisme de l'opération qui consiste à faire payer aux classes moyennes désarmées ce que les trusts ont dû céder à la marée de 1936 et de 1944. Il nous dit aussi de quelle manière les politiciens, les partis et la presse se sont mis au service de cette Haute Finance Cosmopolite qui règle la vie des Etats modernes. Il termine en nous prouvant qu'en fait ce ne sont pas 200 familles qu'il faudrait incriminer, mais une seule famille puisque toutes ces familles sont liées entre elles, non seulement par les intérêts communs d'une oligarchie, mais des parentés et par des alliances.

Avec graphiques et tableaux en couleurs . . . . . N.F. 12,  
Ex. numéroté sur alfa . . . . . (épuisé)

### Le journalisme en 30 leçons

Histoire, théorie et pratique de la presse. Illustré . . . . . N.F. 15.

Dépôt central : 58, rue Mazarine, Paris VI°  
Adresse postale : La Librairie Française, B.P. 92-18, Paris 18°